ARCHIVES

PARLEMENTAIRES

ARCHIVES PARLEMENTAIRES

DE 1787 A 1860

RECUEIL COMPLET

DES

DÉBATS LÉGISLATIFS & POLITIQUES DES CHAMBRES FRANÇAISES

IMPRIMÉ PAR ORDRE DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

FONDÉ PAR

MM. MAVIDAL et E. LAURENT

CONTINUÉ PAR

M. L. LATASTE
CHEF-ADJOINT DU BUREAU DES PROCÈS-VERBAUX ET DE L'EXPÉDITION DES LOIS DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. LOUIS CLAVEAU
COMMIS PRINCIPAL DU BUREAU DES PROCÈS-VERBAUX DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. CONSTANT PIONNIER
SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

M. ANDRÉ DUCOM
ARCHIVISTE PALÉOGRAPHE, ATTACHÉ AU BUREAU DES ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PREMIÈRE SÉRIE (1787 à 1799)

TOME LI

TABLE GÉNÉRALE ALPHABÉTIQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE

RÉDIGÉE

PAR M. CONSTANT PIONNIER

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS



PARIS 1897

KRAUS REPRINT

A Division of

KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED

Nendeln/Liechtenstein

1969

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES PARLEMENTAIRES

PREMIÈRE SÉRIE

TABLEAU

DES

PRÉSIDENTS, VICE-PRÉSIDENTS ET SECRÉTAIRES

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE

1791

1er octobre..... Batault, *doyen d'âge.*

3 *Idem*....... Pastoret, *président définitif.* Ducastel, *vice-président.*

17 *Idem*....... Ducastel, *président.* Vergniaud, *vice-président.*

30 *Idem*........ Vergniaud, *président.*

3 novembre... Viénot-Vaublanc, *vice-président.*

15 *Idem*........ Viénot-Vaublanc, *président.*

17 *Idem*........ Lacépède, *vice-président.*

28 *Idem*........ Lacépède, *président.*

30 *Idem*........ Lemontey, *vice-président.*

10 décembre... Lemontey, *président.*

20 *Idem*........ François (de Neufchâteau), *vice-président.*

26 *Idem*........ François (de Neufchâteau), *président.*

28 *Idem*........ Daverhoult, *vice-président.*

1792

8 janvier...... Daverhoult, *président.*

10 *Idem*........ Guadet, *vice-président.*

22 *Idem*........ Guadet, *président.*

25 *Idem*........ Condorcet, *vice-président.*

1792 (*Suite*)

5 février...... Condorcet, *président.*

8 *Idem*........ Dumas, *vice-président.*

19 *Idem*........ Dumas, *président.*

21 *Idem*........ Guyton-Morveau, *vice-président.*

4 mars........ Guyton-Morveau, *président.*

11 *Idem*........ Gensonné, *vice-président.*

18 *Idem*........ Gensonné, *président.*

21 *Idem*........ Dorizy, *vice-président.*

2 avril........ Dorizy, *président.*

5 *Idem*........ Bigot de Préameneu, *vice-président.*

15 *Idem*........ Bigot de Préameneu, *président.*

18 *Idem*........ Lacuée, *vice-président.*

29 *Idem*........ Lacuée, *président.*

2 mai .... Muraire, *vice-président.*

13 *Idem*.. ..... Muraire, *président.*

16 *Idem*........ Tardiveau, *vice-président.*

27 *Idem*........ Tardiveau, *président.*

29 *Idem*........ Français (de Nantes), *vice-président.*

10 juin. .... Français (de Nantes), *président.*

13 *Idem*........ Girardin, *vice-président.*

24 *Idem*........ Girardin, *président.*

27 *Idem*........ Aubert-Dubayet, *vice-président.*

1792 (*Suite*).

8 juillet....... Aubert-Dubayet, *président.*
10 *Idem*........ Delacroix, *vice-président.*
23 *Idem*........ Lafon-Ladebat, *président.*
26 *Idem*........ Merlet, *vice-président.*
7 août........ Merlet, *président.*
11 *Idem*........ Delacroix, *vice-président.*
19 *Idem*........ Delacroix, *président.*
20 *Idem*........ Hérault de Séchelles, *vice-président.*
2 septembre. . Hérault de Séchelles, *président.*
5 *Idem*........ Cambon, *vice-président.*
16 *Idem*........ Cambon, *président.*
17 *Idem*........ Thuriot, *vice-président.*

SECRÉTAIRES.

1791

1er octobre.... Dumolard. Voisard. *Provisoires.*

3 octobre.... François (de Neufchâteau). Garran de Coulon. Cérutti. Lacépède. Condorcet. Guyton-Morveau.

18 *Idem*....... Viénot-Vaublanc. Hérault de Séchelles. Brissot de Warville.

3 novembre.. Lemontey. Isnard. Torné. Couthon.

16 *Idem*....... Guadet. Lacretelle.

2 décembre .. Grangeneuve. Thuriot. Gensonné. Fauchet.

13 *Idem*....... Jaucourt. Ramond.

27 *Idem*....... Dumas (Mathieu). Dorizy. Lacuée. Lasource.

1792

10 janvier .... Antonelle. Broussonnet. Girardin.

25 *Idem*....... Delacroix. Delmas. Lamarque.

7 février..... Carlier. Aubert-Dubayet. Ducos.

20 *Idem*....... Muraire. Quatremère-Quincy. Bigot de Préameneu.

1792 (*Suite*).

5 mars....... Mouysset. Becquey. Gorguereau.

22 *Idem*....... Tardiveau. Jean Debry. Lafon-Ladebat.

6 avril....... Mailhe. Tarbé. Lagrévol.

19 *Idem*....... Dumolard. Saladin. Bréard.

3 mai........ Français (de Nantes). Juéry. Granet.

16 *Idem*....... Beugnot. Crublier d'Optère. Fressenel.

19 *Idem*....... Rougier-La-Bergerie. Merlet. Cambon.

15 juin....... Gohier. Quinette. Delaunay (d'Angers).

28 *Idem*....... Vincens-Plauchut. Dalmas. Rouyer.

11 juillet...... Tronchon. Blanchard. Cailhasson.

27 *Idem*....... Lecointe-Puyraveau. Crestin. Goujon.

12 août....... Choudieu. Delaporte. Romme. Sédillez. Marant. Aréna. (Sédillez, Marant, Aréna : *Suppléants.*)

21 *Idem*....... Albitte. Basire. Gossuin. Duhem. Lejosne. Chabot. Masuyer. Dusaulx. Merlin. (Lejosne, Chabot, Masuyer, Dusaulx, Merlin : *Suppléants.*)

6 septembre.. Tartanac. Goupilleau. Lejosne. Fillassier. Lequinio. Henry-Larivière.

14 *Idem*........ Louvet.

18 *Idem*....... Benoiston. Haussmann. Marbot. Borie.

ARCHIVES PARLEMENTAIRES

PREMIÈRE SÉRIE

TABLE ALPHABÉTIQUE

ET ANALYTIQUE

DE

L'ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE

(DU 1er OCTOBRE 1791 AU 21 SEPTEMBRE 1792.)

A

Abbeville (Commune d') (*Suite*).

— *Juge de paix*. Renvoi au pouvoir exécutif d'une plainte contre lui (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 544),

Abbeville (District d').

Tribunal. Renvoi au pouvoir exécutif d'une plainte contre les membres qui le composent (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 544).

Abdication. Question de Crestin sur le cas où elle doit être censée faite (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 127).

Abeille. — Voir *Bureau central du commerce*.

Abon (D[lle]). Fait un don patriotique conjointement avec plusieurs jeunes citoyennes de la section de l'Hôtel-de-Ville (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 329).

Abréviations. On ne peut en employer dans la transcription des actes de mariage, de naissance et de décès (20 septembre 1792, t. **L**, p. 179).

Académie d'écriture. Demande une loi sur la vérification des écritures (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 389). — L'un de ses membres fait hommage de deux ouvrages sur l'art d'écrire (*ibid.*). — Fait hommage du portrait de J.-J. Rousseau exécuté à la plume 15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 431). — Offre ses soins gratuits aux jumeaux Pierre et Joseph Franques (*ibid.* p. 435).

Académie de médecine. Décret relatif au logement du secrétaire (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 527 et suiv.).

Académie de peinture et de sculpture. Pétition à l'Assemblée. — Voir *Beaux-Arts*.

Académie des sciences. Extrait des registres sur les poids et mesures (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 255. — Décret allouant à l'Académie une somme de 60,000 livres, pour établir en France l'unité des poids et mesures (17 septembre 1792, t. **L**, p. 72).

Acadiens et Canadiens résidant dans le département d'Ille-et-Vilaine. Le directoire du département demande des secours en leur faveur (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 453); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*); — rapport par Deperet sur les secours à leur accorder (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 106); — projet de décret portant que le ministre de l'intérieur rendra compte des causes et motifs qui ont suspendu l'exécution du décret du 21 février 1790 (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — compte rendu du ministre de l'intérieur (21 novembre, p. 281); — renvoi de l'affaire au comité des secours publics (*ibid.*). — Le ministre de l'intérieur fera parvenir au comité des secours publics les pièces et le mémoire relatifs à la suspension du décret du 21 février (26 novembre, p. 372). — Sollicitent l'exécution de la loi rendue en leur faveur le 21 février 1790

Acadiens et canadiens (*Suite*).

(13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 625); — renvoi à la commission centrale (*ibid.*, p. 626). — Demande de secours pour une famille acadienne établie dans le Finistère (20 mars 1792, t. **XL**, p. 182); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Demande de secours en leur faveur (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 179); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Les Acadiens de Morlaix demandent à recevoir la paye qui leur a été accordée par le décret du 21 février 1791 (24 avril, p. 325 et suiv.); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*) — Projet du décret présenté par Deperet sur les secours à accorder aux familles acadiennes résidant en France (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 4); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*) — Le ministre de l'intérieur demande que les états des Acadiens lui soient remis (16 mai, p. 429); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Etat des personnes qui se sont fait inscrire pour toucher la solde qui leur est accordée (1[er] août 1792, t. **XLVII**, p. 333).

Acapte (Droit d'). Supprimé sans indemnité (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 337).

Accaparements. Les citoyens de la section des Gobelins demandent qu'il soit pris des mesures pour empêcher les accaparements (23 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 604 et suiv.); — observations de Lasource, de Fressenel et de Merlin (*ibid.* p. 605); — la municipalité rendra compte des mesures prises pour faire cesser les troubles occasionnés par les accaparements (*ibid.*); — compte rendu du maire de Paris au sujet des mesures prises par la municipalité (24 janvier, p. 609 et suiv.); — compte rendu du ministre de l'intérieur (26 janvier, p. 665 et suiv.). — Les comités de commerce et de législation réunis présenteront un projet de décret tendant à prévenir les accaparements et à punir les accapareurs (24 janvier, t. **XXXVII**, p. 618). — Le comité de législation fera un rapport général sur les accaparements (12 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 594). — Mémoire contre les accaparements (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 240). — On demande une loi contre les accaparements des grains et denrées (24 août t. **XLVIII**, p. 686). — Voir *Lefebvre*. — *Marseille*.

Accensements de domaines engagés avant 1790. L'Assemblée se réserve le droit de prononcer leur révocation ou confirmation (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 269).

Accouchements. Le sieur Dudéré fait hommage d'un ouvrage sur les accouchements laborieux (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 389).

Accusateurs publics. Décret relatif au serment qu'ils doivent prêter, à leur remplacement et à leurs fonctions (13 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 356). — Motions relatives à leur remplacement (15 mars 1792, t. **XL**, p. 22);

Adjudants de la gendarmerie nationale. Décret sur l'avancement des adjudants des 29e et 30e divisions (23 juin 1792, t. XLV, p. 499).

Adjudants des volontaires nationaux. Règlement sur leur remplacement (28 décembre 1791, t. XXXVI, p. 468 et suiv.). — Décret reculant au 1er décembre 1791 la date à laquelle ils devront rentrer à leur corps (18 mars 1792, t. XL, p. 111).

Adjudications des perceptions des contributions publiques. Question relative au droit d'enregistrement et au cautionnement (1er mars 1792, t. XXXIX, p. 229); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Administrateurs. Pétition des électeurs de Paris demandant que les administrateurs comptables soient déclarés inéligibles aux places dont les fonctions sont destinées à recevoir leurs comptes (6 novembre 1791, t. XXXIV, p. 668); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 669). — Ordre du jour sur une proposition de les autoriser à voter dans les assemblées primaires des lieux de leur administration (22 août 1792, t. XLVII, p. 616. — Il sera fait un tableau de tous les administrateurs suspendus (28 août 1792, XLIX, p. 61). — Ordre du jour sur une question relative à leur renouvellement (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 428). — Enverront au ministre de l'intérieur l'inventaire des objets trouvés dans les maisons ci-devant royales (16 septembre 1792, t. L, p. 51). — Peine contre ceux qui négligeront l'exécution des lois sur les subsistances (*ibid.* p. 62).

Administrateurs des conseils de départements. — Un administrateur du département des Bouches-du-Rhône demande qu'il soit accordé des indemnités aux administrateurs qui, dans les moments de troubles, sont obligés de quitter leurs foyers (29 mars 1792, t. XL, p. 683); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Administrateurs de département. Le comité de division fera un rapport sur le mode de faire connaître leurs vœux au sujet des circonscriptions nouvelles des districts et des municipalités (19 novembre 1791, t. XXXV, p. 147). — Réclamation contre ceux qui refusent de délibérer sur l'exécution des lois concernant la constitution civile du clergé (22 novembre, p. 293 et suiv.); — renvoi au comité de législation d'un projet de décret sur cet objet (23 novembre, p. 307). — Renvoi au comité de division d'une motion relative à la durée de leurs fonctions (31 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 35). — Décret relatif à leur responsabilité (7 février, p. 273). — Demande d'une indemnité proportionnée au temps de leur session (29 mars 1792, t. XL, p. 683). — Motion relative à l'exécution de la loi qui leur interdit d'entretenir des agents soit auprès du roi, soit auprès du Corps législatif (1er juillet

Administrateurs (*Suite*).

1792, t. XLVI, p. 18); — renvoi au ministre de l'intérieur (*ibid.* p. 19). — Décoration qu'ils doivent porter dans l'exercice de leurs fonctions (12 juillet 1792, t. XLVI, p. 381). — Annonce de la suspension des administrateurs de plusieurs départements (15 août 1792, t. XLVIII, p. 165). — Renvoi à la Convention nationale d'une motion tendant à leur interdire d'exercer d'autres fonctions pnbliques pendant le cours de leur administration (27 août 1792, t. XLIX, p. 33 et suiv.). — Renvoi à la Convention nationale de la question de la compatibilité ou de l'incompatibilité de leurs places avec celles de député à la Convention nationale (18 septembre 1692, t. L, p. 106).

Administrateurs du département de Paris. Rapport à faire sur la question de savoir si les représentants provisoires ont pu destituer les administrateurs nommés par tout le département et les remplacer par des commissaires aux contributions (22 août 1792, t. XLVIII, p. 627).

Administrateurs de district. Renvoi au comité de législation d'un projet de décret au sujet de ceux qui ont refusé de délibérer sur l'exécution des lois concernant la constitution civile du clergé (23 novembre 1791, t. XXXV, p. 307). — Décret relatif à leur responsabilité (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 273). — Présentation d'un ouvrage sur l'ordre à établir dans leurs bureaux (25 mars 1792, t. XL, p. 479). — Décoration qu'ils doivent porter dans l'exercice de leurs fonctions (12 juillet 1792, t. XLVI, p. 381). — Sont autorisés à acheter les armes et les munitions (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 92). — Pouvoir aux corps administratifs d'en nommer des provisoires dans les cas d'urgence (5 septembre 1792, t. XLIX, p. 379). — Donneront leur avis sur la destruction des étangs (11 septembre, p. 551).

Administrateurs des domaines. Lettre du ministre des contributions publiques concernant leur cautionnement (16 avril 1792, t. XLI, p. 723).

Administrateurs des domaines (Anciens). Suspension du remboursement des fonds d'avance et des cautionnements des anciens administrateurs (4 avril 1792, t. XLI, p. 181). — Lettre du ministre des contributions publiques relative aux cautionnements que doivent fournir les ci-devant administrateurs (16 avril 1792, t. XLI, p. 723); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Projet de décret sur le remboursement de leurs fonds d'avances et de leurs cautionnements (1er mai 1792, t. XLII, p. 595). — Leurs offices ne sont pas considérés comme dettes à terme (27 juin 1792, t. XLV, p. 639). — Compte à rendre de leur gestion (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 333).

Administrateurs généraux. Observations du conseil exécutif provisoire relatives à leur destitution (15 septembre 1792, t. L, p. 8).

Administrateurs de l'Hôtel des Invalides. Seront renouvelés par moitié tous les deux ans. — Ils pourront être continués (30 avril 1792, t. XLII, p. 559). — Les comptes des anciens administrateurs seront adressés au Corps législatif (*ibid.* p. 563). — Demande de secours en faveur des anciens administrateurs (17 mai 1792, t. XLIII, p. 507).

Administrateurs des loteries. Leur prestation du serment civique (31 mars 1792, t. XLI, p. 37).

Administrateurs de la marine. Décret sur leur remplacement (18 septembre 1792, t. L, p. 123).

Administrateurs de la police de Paris. Ecrivent au sujet du sieur Delattre (26 novembre 1791, t. XXXV, p. 379). — Adressent un état des baptêmes, mariages et sépultures qui ont eu lieu à Paris en 1791 (28 avril 1792, t. XLII, p. 477), — une déclaration du sieur Toppin (17 juin 1792, t. XLV, p. 329), — une pétition du sieur Geoffroy (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 343).

Administrateurs des postes. — Voir *Postes*.

Administrateurs du Trésor public. — Voir *Trésorerie nationale*.

Administrateurs des vivres de la marine. Protestent de leur amour pour la liberté (19 août 1792, t. XLVIII, p. 378).

Administrateurs et régisseurs nationaux. Rendront compte de la prestation du serment civique par leurs employés (22 mars 1792, t. XL, p. 358). — Décret relatif à leur traitement (18 septembre 1792, t. L, p. 118).

Administration en général. Présentation par Duchesne d'un ouvrage sur l'administration (8 décembre 1791, t. XXXV, p. 646). — Présentation d'un ouvrage par Reusse (11 mai 1792, t. XLIII, p. 284). — Administrations qui jouissent du contreseing et de la franchise des lettres (6 juin 1792, t. XLIV, p. 662), (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 233).— Les ouvriers employés aux travaux des administrations sont dispensés de marcher aux frontières (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 420 et suiv.). —Voir *Domaines*. — *Régie des Vivres*.

Administration (ancienne) **des domaines**. Lettre du ministre des contributions publiques relative aux mesures à prendre au sujet de sa comptabilité (9 novembre 1791, t. XXXIV, p. 718); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques concernant une remise sur le montant du produit des rachats connus sous le titre de domaines de la Couronne demandés par les préposés de cette administration (*ibid.*, p. 719); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*).

Administration forestière. Rapport sur les causes qui ont retardé l'envoi à la sanction du décret relatif à l'administration forestière rendu par l'Assemblée constituante le 28 septembre 1791 (22 juin 1792, t. XLV, p. 468).

Administration forestière. — Voir *Forêts*. — *Indemnités*.

Administration de l'Hôtel des Invalides. — Voir *Invalides*.

Administration de la marine. Rapport par Granet (de Toulon) sur des erreurs à corriger dans un décret du 21 septembre 1791 relatif au nombre des commis de l'administration de la marine (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 232); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Nouveau rapport de Granet (de Toulon) sur des erreurs à corriger dans le décret du 21 septembre 1791 relatif au nombre des commis de la marine (28 février 1792, t. XXXIX, p. 159); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 160). — Motion de Rouyer relative aux commis du Trésor de la marine (*ibid.*); — renvoi au comité de marine (*ibid.*)

Administration des Quinze-Vingts. — Voir *Quinze-Vingts*.

Administrations de départements et de districts. Présentation d'un ouvrage sur l'ordre à établir dans les bureaux de ces administrations (25 mars 1792, t. XL, p. 479); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Voir *Conseils de départements*. — *Directoires de départements*. — *Directoires de districts*.

Administrations provinciales (anciennes). Décret sur le payement de leurs dettes arriérées (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 247 et suiv.).

Adnis (César), commandant de la garde nationale de Langres. Mention honorable de sa conduite (13 juin 1792, t. XLV, p. 193).

Adoption. Le comité de législation comprendra dans son plan général des lois civiles, celles relatives à l'adoption (18 janvier 1792, t. XXXVII, p. 480). — Il sera présenté un projet de décret sur l'adoption (30 août 1792, t. XLIX, p. 118).

Adresses à l'Assemblée nationale. 1° Sur la motion d'Albitte, l'Assemblée décrète qu'il sera fait mention honorable au procès-verbal de toutes les adresses qui expriment les sentiments glorieux du peuple de Paris (4 décembre 1791, t. XXXVI, p. 19), (13 décembre, p. 43). — Toutes les adresses seront renvoyées au comité des pétitions qui en rendra compte le dimanche (17 décembre, p. 172). — Les adresses seront envoyées à la commission extrordinaire des Douze et il ne pourra en être fait mention honorable ou improbation qu'après le rapport de cette commission (27 juin 1792, t. XLV. — Gastellier demande que l'Assemblée décrète qu'elle n'entendra plus la lecture d'aucune adresse

Adresses à l'Assemblée (*Suite*).

Ain (*Suite*).

l'emplacement de l'administration du département (30 mai, t. **XLIV**, p. 313). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août, t. **XLVIII**, p. 381).

Accusateur public. Dénonce les manœuvres des prêtres non assermentés (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 549).

Administrateurs. Adresse d'adhésion (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 383).

Conseil général. Adresse d'adhésion (16 septembre 1792, t. **L**, p. 52).

Directoire. — **1792.** — Pétition pour obtenir un dégrèvement des contributions (27 février, t. **XXXIX**, p. 131); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*) — Envoi d'un extrait de l'acte de vente des moulins de Nantua (*ibid.*). — Arrêté concernant les subsistances et fournitures pour l'armée (5 mai, t. **XLIII**, p. 34). — Arrêté prohibant l'exportation des fourrages (10 mai, p. 198). — Arrêté prohibant la sortie du bétail (15 mai, p. 419). — Ecrit au sujet d'une dépense extraordinaire pour la correspondance du commandant des troupes qui sont dans le département avec les généraux de l'armée du Rhin (2 juin, t. **XLIV**, p. 487). — Adresse relative à l'annulation de deux arrêtés pour défendre l'exportation des fourrages et des animaux (2 juin, p. 491). — Rapport sur la demande des héritiers de l'évêque décédé, qui réclament le payement du trimestre commencé (11 juillet, t. **XLVI**, p. 358). — Adresse relative à la situation des frontières du Midi et de l'armée aux ordres de Montesquiou (23 juillet, t. **XLVII**, p. 69). — Adresse relative aux biens des émigrés (27 juillet. p. 180).

Volontaires nationaux. Le premier bataillon se justifie des inculpations faites contre lui par Victor Broglie (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 514.) — Don patriotique du commandant du 2e bataillon (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Ain (Département de l'). — Voir *Fourrages. Grains. — Orges. — Pailles.*

Air comprimé. — Voir *Borelli.*

Aire (Commune d'). Rapport et projet de décret sur la circonscription des paroisses, présentés par Raffin (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 33). — Deuxième lecture du projet de décret (17 mars 1792, t. **XL**, p. 63). — Troisième lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 98); — adoption (*ibid.*). — Lettre des officiers municipaux sur les subsistances (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 599 et suiv.); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.* p. 600). — Les portefaix demandent à être remboursés de leurs offices (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 345); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Aire (*Suite*).

Société des amis de la Constitution. Adresse d'adhésion (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 588).

Aisne (Département de l'). Don patriotique des administrateurs, du procureur général syndic, du secrétaire général et de l'ingénieur en chef (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 265). — Prohibition de la sortie des bestiaux (14 mai, p. 333). — Mesures prises pour assurer les subsistances (21 mai, p. 618). — Demande d'avances pour achat de grains (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 352); — renvoi au comité de l'extraordinaire de finances (*ibid.*); — rapport et renvoi au ministre de l'intérieur pour rendre compte (1er juin, p. 461 et suiv.); — compte rendu du ministre (5 juin, p. 591). — Décret autorisant le pouvoir exécutif à avancer une somme de 10,000 livres au département pour achat de grains (*ibid.*, p. 634). — Observations du ministre de l'intérieur sur ce décret (7 juin, p. 679); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Fonds mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour les besoins du département (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 92). — On annonce que les décrets du 10 août ont été reçus avec la plus grande joie (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 391). — Adresse d'adhésion (25 août, p. 692). — Députés nommés à la Convention nationale (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 396), (10 septembre, p. 534). — L'assemblée électorale annonce qu'elle a renouvelé les administrateurs (14 septembre, p. 634).

Administrateurs. Adresse de félicitation (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 392). — Réclament une indemnité en faveur des membres des conseils de département et de district (6 décembre, p. 601). — Les administrateurs dénoncent les abus qui se sont introduits dans le roulage (19 février, 1792, t. **XXXVII**, p. 651). — Demandent des secours (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 87); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Administration. Renvoi au comité des domaines d'une pétition relative à son emplacement (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 212).

Conseil général. — Sollicite des secours pour les indigents (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 122); — renvoi au comité des secours publics (*ibid*). — Annonce qu'il a fait publier la loi du 10 août (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 335), (p. 362). — Envoie des pièces concernant La Fayette (20 août, p. 410). — Demande la levée de la suspension prononcée contre plusieurs de ses membres (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 38); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*); — rapport et projet de décret (*ibid.* p. 42); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.* p. 43).

Directoire. Adresse du directoire demandant le remplacement du curé de Château-Thierry (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 671); — renvoi au comité de législation (*ibid.*) —

Albitte (*Suite*).

ne puisse être fait qu'à l'ordre de deux heures (p. 65). — Parle sur l'admission à la barre de citoyens d'Avignon (p. 67), — sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 84), — sur l'organisation de la gendarmerie (p. 99). — Fait un rapport sur la découverte du sieur Barthélemy de Recologne, relative à la fabrication des poudres et salpêtres (p. 136 et suiv.). — Parle sur une pétition du sieur Guillaume Sébire (p. 158), — sur les inculpations contre le ministre de la marine (p. 336), — sur la peine à substituer à celle de la dégradation civique (p. 346), — sur les colonies au delà du Cap (p. 352), — sur la gratification à accorder à Guillaume Sébire (p. 406), — sur l'organisation des bureaux des ministres (p. 409), — sur la vente des forges de Moyeuvre (p. 474), — sur l'emploi des volontaires nationaux de la Seine-Inférieure (p. 511). — Fait un rapport sur la solde de ces volontaires (p. 524). — Parle sur l'ordre du jour (p. 553), — sur le recrutement de l'armée (p. 538 et suiv.). — Annonce la formation du 2e bataillon des volontaires de la Seine-Inférieure (p. 637 et suiv.). — Parle sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 27). — Soumet à la discussion son rapport sur l'invention de Barthélemy de Recologne (p. 53). — Fait un rapport sur la question de savoir quelles sont les personnes susceptibles d'obtenir des sous-lieutenances dans l'armée (p. 54 et suiv.). — Parle sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 128), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 161), — sur des secours à donner à des officiers retraités (p. 365), — sur l'impression d'un rapport du ministre de l'intérieur (p. 630). — Parle sur la proposition de tenir séance tous les jours, matin et soir (t. **XXXIX**, p. 37), — sur la formation des légions (p. 69), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 122), — sur les peines à infliger aux officiers déserteurs (p. 167), — sur le sort à faire aux invalides (p. 226), — sur le nombre des membres du comité diplomatique (p. 342), — sur une lettre de la municipalité de Dunkerque (p. 376), — sur les biens des émigrés (p. 390). — Fait une motion d'ordre (p. 401). — Parle sur la conduite du 1er bataillon du 48e régiment d'infanterie (p. 404), — sur l'organisation du comité diplomatique (p. 598), — sur une adresse des Amis de la Constitution de la ville de Nîmes (p. 615), — sur les officiers de marine (p. 690). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (t. **XL**, p. 433), — sur l'admission à la barre de la municipalité de Paris (p. 563), — sur les troubles de Mende (p. 634), — sur les émigrés (p. 659), — sur les gardes des ports de Paris (p. 697). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (t. **XLI**, p. 5), — sur le civisme des employés de l'administration des postes (p. 37), — sur une indemnité à accorder à la nation anglaise

Albitte (*Suite*).

(p. 211), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 236), (p. 237). — Fait un rapport sur les lieutenants d'artillerie détachés dans les places (p. 452 et suiv.). — Parle sur la nomination des officiers (p. 459), — sur le sort à faire aux invalides (p. 502), (p. 503), — sur le régime des classes de la marine (p. 517). — Propose d'augmenter le nombre des membres du comité de marine (p. 517). — Parle sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (p. 638), — sur les officiers déserteurs (p. 685), — sur la démission de Gouvion (p. 725). — Parle sur le remplacement des officiers généraux (t. **XLI**, p. 64), — sur le règlement concernant le service intérieur de l'infanterie (p. 186 et suiv.), — sur les hôpitaux militaires (p. 251). — Fait un don patriotique (p. 310). — Parle sur le signe particulier à donner aux drapeaux des régiments formés des ci-devant gardes françaises (p. 323), — sur la formation des légions (p. 337), — sur les moyens de réprimer les troubles (p. 401), — sur les lettres de grâce (p. 402), — sur l'emploi des particules nobiliaires (p. 406), — sur le remplacement des officiers généraux (p. 452 et suiv.). — Fait un rapport sur les gardes des ports de Paris (p. 550). — Parle sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 734). — Parle sur le règlement concernant le service de l'infanterie (t. **XLIII**, p. 6), — sur la justice militaire (p. 185), (p. 186). — Fait un rapport sur les lieutenants en second de l'artillerie détachés dans les places (p. 193). — Parle sur la composition des jurys militaires (p. 245), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 270), — sur la justice militaire (p. 271), — sur les accusations contre Duport, ex-ministre de la justice (p. 631). — Parle sur une adresse de dévouement des citoyens du faubourg Saint-Antoine (t. **XLIV**, p. 9). — Dépose des pièces relatives à des troubles suscités par le 22e régiment de cavalerie (p. 83). — Parle sur l'envoi des troupes de la garnison de Paris dans les départements voisins (p. 130). — Remet des dons patriotiques (p. 432). — Demande la mise à l'ordre du jour de l'affaire des anciens ministres Montmorin, Bertrand et Duport (p. 460). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux sieurs Carteret et Bisson (p. 689). — Fait un rapport sur les réclamations des ouvriers de la manufacture d'armes de Maubeuge (t. **XLV**, p. 57 et suiv.). — Parle sur l'insurrection du camp de Neuf-Brisach (p. 269). — Demande la destruction des fortifications des villes (t. **XLVI**, p. 364). — Parle sur le cérémonial à observer pour la fédération de 1792 (p. 387), (p. 435). — Remet un don patriotique (t. **XLVII**, p. 8). — Demande que tous les décrets soient portés à la sanction dans les 24 heures (p. 82). — Suppléant au comité militaire (p. 234). — Appuie une proposition d'Haussmann (p. 239). — Fait une motion au sujet des officiers déser-

Alpes (**Hautes-**) (*Suite*).

tion des frais d'administration et de justice (4 mai, p. 727); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret sur le nombre et le placement des notaires (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 40 et suiv.). — Deuxième lecture (29 juillet, p. 248 et suiv.).

Administrateurs. Ecrivent au sujet des préparatifs de guerre en Savoie (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 574). — Adresse d'adhésion (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 572). — Envoient le texte d'une adresse qu'ils ont faite à leurs concitoyens (19 septembre 1792, t. **L**, p. 144).

Alsace (Régiment d'). Renseignements donnés par le ministre de la guerre au sujet de 12 soldats qui ont quitté leur régiment pour venir réclamer à Paris (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 57), (25 février, p. 84). — Observations de Thuriot relatives à leur arrestation (26 février, p. 113). — Lettre du maire de Paris concernant le même objet (*ibid.* et p. suiv.). — Pétition de ces soldats pour être incorporés dans un régiment français (*ibid.* p. 120 et suiv.); — discussion : Merlin, Lemontey, Louis Hébert, Viénot-Vaublanc, Albitte, Thuriot, Roux-Fasillac, Viénot-Vaublanc, Rouyer, Carnot-Feuleins jeune, Briche, Cambon (*ibid.* 112 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 124); — observations du ministre de la guerre (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre au maire de Paris (*ibid.* p. 125). — Le ministre de la guerre annonce que le régiment s'est soumis aux règlements militaires et qu'une députation se présentera devant l'Assemblée pour solliciter des changements à ces règlements (2 mars, p. 309).

Alsace. — Voir *Princes étrangers possessionnés en France*.

Altkirch (Commune d'). Adresse des citoyens composant l'assemblée primaire (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 127).

Amance (Commune d'). Décret autorisant cette commune à acquérir un bâtiment (17 septembre 1792, t. **L**, p. 80).

Amant-Glay, *de Fleurance*. Demande à être employé au service de la patrie (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 469); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 470).

Amaron (Pierre-François). Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 489).

Amat, député des Hautes-Alpes. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). — **1792**. — Fait un rapport sur les dépenses de la marine et des colonies pour l'année 1791 (t. **XLV**, p. 691 et suiv.). — Demande que les personnes qui, sans cause légitime, ont reçu du Trésor public des gratifications, indem-

Amat (*Suite*).

nités, etc., soient tenues à restitution (t. **XLIX**, p. 108).

Ambassadeurs de France. Merlin propose de rappeler tous les ambassadeurs; — renvoi au comité diplomatique (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 671).

Ambassadeurs des puissances étrangères. Sont dispensés de porter la cocarde nationale (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 134). — Manuel, procureur de la commune de Paris, demande si on doit laisser aller les ambassadeurs étrangers avant d'être sûr que ceux de la France seront respectés dans les diverses cours de l'Europe (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 561); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Décret relatif au mode de délivrance de leurs passeports (23 août, p. 662). — Exception, en leur faveur, au décret interdisant l'exportation des matières d'or et d'argent (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 372 et suiv.).

Ambert (Commune d'). Adresse d'adhésion des citoyens aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95), (30 août, p. 105).

Ambigu-Comique (Théâtre de l'). Don patriotique des acteurs et actrices (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 52).

Amboise (Commune d'). Projet de décret relatif à la construction d'un pont sur la Loire (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 546 et suiv.). — Rapport (1) sur cet objet (21 février, p. 746). — Adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 747). — Projet de décret sur la circonscription des paroisses (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 114). — Deuxième lecture (6 août, p. 515). — Adresses d'adhésion aux décrets du 10 août (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 613), (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Amboise (District d'). Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 613).

Ambrières (Canton d'). Adresse des citoyens (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 648).

Ambronay (Commune d'). Décret affectant l'église des ci-devant bénédictins à l'exercice du culte de la paroisse (30 juin 1792, t. **XLV**, p. 693).

Ambrouska (Marguerite d'). Demande une pension (19 septembre 1792, t. **L**, p. 126).

Ameleing, citoyen de Paris. Fait un don patriotique (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113).

Amelot, commissaire du roi à la caisse de l'extraordinaire. — **1791**. — Ecrit à l'Assemblée pour lui demander la nomination de commissaires chargés d'assister au brûlement des assignats et à la vérification de la caisse de l'extraordinaire (t. **XXXIV**, p. 107). — An-

(1) Voir tome XXXVIII, p. 746, la note 1.

Amelot (*Suite*).

nonce le brûlement de 11 millions d'assignats (p. 189), — de 10 millions d'assignats (p. 288). — Adresse à l'Assemblée un mémoire sur la situation de la caisse de l'extraordinaire (p. 326). — Annonce que le feu a pris dans une cheminée du bureau de la caisse de l'extraordinaire (p. 344). — Demande qu'il soit pris des mesures pour le payement des gages arriérés (p. 363). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (p. 415), — de 6 millions d'assignats (p. 603). — Rendra compte chaque mois des ventes des biens nationaux (p. 623). — Ecrit à l'Assemblée sur le retard apporté dans la délivrance des assignats de 5 livres (p. 708). — Adresse à l'Assemblée le compte de la caisse de l'extraordinaire au 31 octobre 1791 (p. 725). — Annonce le brûlement de 9 millions d'assignats (t. **XXXV**, p. 78), — le brûlement de 6 millions d'assignats (p. 287), — le brûlement de 10 millions d'assignats (p. 335). — Adresse l'état des adjudications des biens nationaux (p. 364), (p. 423), (p. 509), (p. 584) ; — l'état de la contribution patriotique (p. 553). — Annonce le brûlement de 11 millions d'assignats (p. 646). — Lettres sur l'état de situation de la caisse de l'extraordinaire (p. 670), — sur la responsabilité du trésorier de cette caisse (p. 677). — Transmet une réclamation des receveurs de finances (p. 718). = **1792**. — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (t. **XXXVI**, p. 76). — Envoie l'état des biens nationaux vendus et à vendre (p. 77). — Son instruction sur l'administration des domaines nationaux (p. 120 et suiv.). — Lettre sur la situation de la caisse de l'extraordinaire (p. 161). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (p. 256). — Envoie un état des biens nationaux vendus et à vendre (p. 429). — Lettre relative à l'arriéré des décimes et à l'indemnité réclamée par la dame Caissin (p. 324). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (p. 401). — Envoie un état des biens nationaux vendus ou à vendre (t. **XXXVII**, p. 16). — Annonce le brûlement de 3 millions d'assignats (p. 62). — Donne connaissance des différentes natures d'assignats brûlés au 1er janvier 1792 (*ibid.*). — Sollicite l'Assemblée de s'occuper du mode de remboursement de la dette exigible (p. 73 et suiv.). — Envoie un mémoire relatif aux biens nationaux dont la vente est ajournée (p. 85). — Adresse un état des biens nationaux vendus et à vendre (p. 176). — Annonce le brûlement de 5 millions d'assignats (p. 206). — Demande à l'Assemblée de prendre une décision à l'égard des biens nationaux dont la vente est ajournée (p. 405). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (p. 452), — le brûlement de 23 millions d'assignats (p. 499). — Adresse un état des biens nationaux vendus et à vendre (p. 607). — Annonce le brûlement de 6 millions d'assignats (p. 657). — Transmet une réclamation des receveurs de district (p. 712).

Amelot (*Suite*).

— Sollicite une décision sur le retrait des coupons d'assignats restant en circulation (t. **XXXVIII**, p. 10). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (p. 59). — Adresse un état des biens nationaux vendus (*ibid.*). — Demande un décret de remboursement des nouveaux tirages d'emprunt (p. 177). — Adresse un mémoire sur la filature de coton (p. 275). — Annonce le brûlement de 3 millions d'assignats (p. 463). — Adresse un état de biens nationaux (p. 479). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (p. 651). — Ecrit au sujet de la fabrication des assignats de 60 livres (20 février, p. 689 et suiv.). — Envoie un état des biens nationaux vendus et à vendre (*ibid.* p. 690). — Adresse des états de situation de cette caisse (24 février, t. **XXXIX**, p. 57 et suiv.), (26 février, p. 119), — des états des biens nationaux vendus et à vendre (27 février, p. 150), (12 mars, p. 612). — Adresse un état de situation de la caisse de l'extraordinaire (3 mars, p. 355). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (4 mars, p. 377), (11 mars, p. 561). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (18 mars, t. **XL**, p. 102). — Adresse un état des biens nationaux vendus ou à vendre (19 mars, p. 160). — Annonce le brûlement de 9 millions d'assignats (25 mars, p. 479). — Adresse un état de situation de la caisse de l'extraordinaire (27 mars, p. 519), — un état des biens nationaux vendus et à vendre (*ibid.*). — Ecrit au sujet du remboursement d'une série de l'emprunt de 125 millions (30 mars, t. **XLI**, p. 1). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (2 avril, p. 80). — Adresse un état des biens nationaux vendus et à vendre (*ibid.* p. 94). — Ecrit au sujet des besoins de la caisse de l'extraordinaire (4 avril, p. 176), — au sujet du payement de la contribution patriotique (5 avril, p. 222). — Remet un mémoire concernant les fermiers des domaines nationaux (7 avril, p. 289). — Annonce le brûlement de 9 millions d'assignats (9 avril, p. 372). — Ecrit au sujet de la vente des biens nationaux (*ibid.* p. 387). — Demande des explications au sujet du décret du 6 avril qui lui enjoint de fournir un travail sur les biens nationaux (13 avril, p. 553). — Ecrit au sujet des dépenses de l'administration de la caisse (15 avril, p. 687), — au sujet du mobilier trouvé dans les maisons religieuses (16 avril, p. 723). — Annonce le brûlement de 3 millions d'assignats et fait connaître la quantité d'assignats à émettre pour atteindre le maximum fixé par la loi (*ibid.* p. 724). — Prie l'Assemblée de décréter l'organisation des bureaux de ladite caisse et sollicite un secours provisoire (21 avril, t. **XLII**, p. 221). — Envoie un état de situation de la caisse (23 avril, p. 313). — Demande la prorogation du délai fixé pour le payement des biens nationaux (*ibid.* et p. suiv.). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (*ibid.* p. 320). —

Amelot (*Suite*).

Adresse un rapport sur les rentes éteintes (25 avril, p. 402). — Ecrit au sujet des besoins de la caisse de l'extraordinaire (28 avril, p. 479). — Annonce le brûlement de 12 millions d'assignats (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 56). — Demande la mise en discussion du rapport sur les indemnités réclamées par les receveurs de district (10 mai, p. 197). — Ecrit au sujet des soumissions de dons patriotiques (13 mai, p. 308). — Annonce le brûlement de 6 millions d'assignats (13 mai, p. 318). — Transmet une pétition du sieur Magny d'Andalois (16 mai, p. 460). — Ecrit au sujet du remboursement des créances sur la nation (17 mai, p. 522). — Demande qu'il soit statué sur les réclamations des receveurs de district (19 mai, p. 574). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (21 mai, p. 618). — Pose des questions sur la contribution patriotique (*ibid.* p. 654). — Transmet une demande des administrateurs du département de la Corse (22 mai, t. **XLIV**, p. 2). — Ecrit au sujet du rachat des ci-devant droits féodaux (27 mai, p. 156). — Annonce le brûlement de 10 millions d'assignats (28 mai, p. 173). — Ecrit au sujet de la situation de la caisse de l'extraordinaire et au sujet de la nécessité de déterminer un nouveau mode d'administration pour la fabrication des assignats (31 mai, p. 377 et suiv.). — Annonce le brûlement de 6 millions d'assignats (5 juin, p. 579 et suiv.). — Expose les difficultés qui s'opposent à ce que les municipalités touchent la part qui leur revient sur le prix de revente des biens nationaux (6 juin, p. 661). — Ecrit relativement aux plaintes des administrateurs du district d'Aix (8 juin, p. 688). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 95). — Demande la solution de plusieurs questions relatives aux remboursements (12 juin, p. 101). — Demande la création de nouveaux assignats de 5 livres et l'organisation définitive de la caisse de l'extraordinaire (13 juin, p. 171). — Annonce le brûlement de 4 millions d'assignats (18 juin, p. 334). — Demande une nouvelle création d'assignats de 5 livres (21 juin, p. 453). — Annonce le brûlement de 10 millions d'assignats (25 juin, p. 547). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (27 juin, p. 627), (29 juin, p. 679). — Annonce le brûlement de 7 millions d'assignats (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (7 juillet, p. 204). — Ecrit relativement au traitement des receveurs de district (9 juillet, p. 256). — Annonce le brûlement de 8 millions d'assignats (11 juillet, p. 359). — Ecrit relativement aux billets de la caisse de secours (12 juillet, p. 434), — aux effets saisis dans la fabrique de faux assignats de Passy (15 juillet, p. 497), — au mode de payement des biens nationaux (18 juillet, p. 596), — aux besoins de la caisse de l'extraordinaire et de la trésorerie nationale

Amelot (*Suite*).

(19 juillet, p. 665). — Ecrit au sujet des mesures prises par les Autrichiens dans le Quesnoy (24 juillet, t. **XLVII**, p. 118). — Annonce le brûlement de 6 millions d'assignats (*ibid.*), (30 juillet, p. 270). — Demande à quelle époque une loi devient obligatoire pour les agents de la chose publique (5 août, p. 488). — Pose une question sur l'estimation des biens nationaux (*ibid.*). — Annonce le brûlement de 6 millions d'assignats (*ibid.* p. 506). — Ecrit relativement à l'organisation de la caisse (12 août, t. **XLVIII**, p. 68). — Prête le serment de l'égalité (13 août, p. 87). — Annonce le brûlement de 9 millions d'assignats (19 août, p. 378). — On annonce que la commune de Paris a donné l'ordre d'apposer les scellés sur ses papiers (21 août, p. 609). — Cambon et Marbot sont chargés d'aller vérifier si ces scellés ne peuvent pas entraver le service de la caisse de l'extraordinaire (*ibid.* p. 610); — rapport par Cambon (*ibid.*); — l'Assemblée décrète la levée des scellés (*ibid.* p. 611). — Amelot se présente à la barre. — Il lui est accordé les honneurs de la séance (*ibid.*). — Ecrit que les scellés apposés sur ses papiers ont été levés et qu'on n'a rien trouvé qui pût compromettre l'ordre public (22 août, p. 612). — Confirmation de cette nouvelle (*ibid.* p. 622). — Ecrit au sujet des biens nationaux situés à Nevers et à Moulins (23 août, p. 664). — Il lui sera donné un extrait du procès-verbal qui rend compte de l'apposition des scellés sur ses papiers (24 août, p. 679). — Annonce le brûlement de 5 millions d'assignats (25 août, p. 709). — Signale une difficulté pour le payement des 300,000 livres accordées à la ville de Strasbourg (29 août, t. **XLIX**, p. 94). — Adresse l'état de la caisse de l'extraordinaire (7 septembre, p. 426). — Demande copie du registre sur lequel sont portées les soumissions des députés pour les frais de la guerre (11 septembre, p. 564). — Ecrit relativement au traitement des receveurs de district (*ibid.* p. 574). — Lettre au sujet de la distribution des coupures d'assignats (12 septembre, p. 577). — Transmet des réclamations d'acquéreurs de domaines nationaux (15 septembre, t. **L**, p. 11). — Annonce le brûlement de 2 millions d'assignats (16 septembre, p. 31). — Remettra une somme de 10,000 livres aux officiers municipaux de Paris pour l'échange des billets de parchemin (18 septembre, p. 114). — Envoie le compte de sa caisse (20 septembre, p. 152). — Adresse un état des sommes versées dans sa caisse sur le produit des décimes (21 septembre, p. 199).

Amendes prononcées contre les porteurs d'armes et de munitions de guerre (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 108). — Insuffisance des amendes prononcées par jugements correctionnels pour acquitter les frais des bureaux de paix et de jurisprudence charitable (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 116). — Compte à rendre des amendes

Amendes (*Suite*).

auxquelles ont été condamnés les délinquants dans les bois nationaux (15 août 1792, t. **XLVIII** p. 164). — Amende prononcée contre les détenteurs de biens nationaux avant 1790 qui ne remettront pas, dans le délai prescrit, les renseignements pour en constater la consistance (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 268), — contre ceux qui exporteraient des matières d'or et d'argent (5 septembre, p. 372), — contre les voituriers en contraventions au règlement sur le transit des marchandises (7 septembre, p. 447 et suiv.), — contre les coupables d'avoir empêché la publication du bulletin imprimé par ordre de l'Assemblée nationale (15 septembre, p. 677), — contre les personnes qui logent des étrangers sans avoir fait de déclaration à leur section (19 septembre 1792, t. **L**, p. 138), — contre les officiers publics qui passent des actes de mariage au préjudice des oppositions (20 septembre, p. 182).

Amers. Le ministre de la marine est chargé de leur surveillance (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 669).

Ami des citoyens (Journal l'). Tallien fait hommage de plusieurs exemplaires (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 528).

Ami du peuple et Ami du roi. (Journaux). Beugnot propose de décréter d'accusation leurs auteurs Marat et Royou (3 mai 1792, t. **XLII**. p. 706 et suiv ; — discussion (*ibid.* 707 et suiv.) ; — adoption de cette motion (*ibid.* p. 714). — Texte du décret (*ibid*). — Lettre du ministre de la justice relative à la feuille n° 645 du journal de Marat (*ibid.* p. 722 et suiv.). — Proposition relative à l'acte d'accusation contre leurs auteurs (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 161), (p. 162). — Actes d'accusation contre leurs auteurs Marat et l'abbé Royou (21 mai, p. 622 et suiv.). — Le ministre de la justice rendra compte des mesures prises pour l'exécution des décrets d'accusation (*ibid* p. 623). — Compte rendu du ministre (*ibid.* p. 629 et suiv.). — Nouveau compte à rendre (*ibid.* p. 631). — Lettre du ministre de la justice (22 mai, p. 671).

Amiens (Commune d'). La municipalité fait part des troubles qui ont eu lieu dans cette ville à l'occasion du surhaussement du prix des denrées (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 714) ; — renvoi au comité de commerce (*ibid*). — Les négociants et fabricants demandent l'exemption des droits à l'entrée sur les fils de chèvre venant du Levant et sur les laines filées venant de Saxe (20 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 680) ; — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur sur l'établissement d'un séminaire dans cette localité (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46) ; renvoi au comité de division (*ibid.*). — Lettre des officiers municipaux au sujet de l'organisation de la garde nationale (12 mars, p. 613) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le directoire du département de la Somme demande si la fabrique de l'église cathédrale doit jouir du mobilier des églises supprimées (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 39) ; — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Plaintes au sujet des prévarications des fonctionnaires publics (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 357) ; — renvoi au ministre de l'intérieur (*ibid.*). — Pétition de 130 citoyens qui demandent à être remboursés des offices patrimoniaux (30 avril, p. 543). — Les officiers municipaux demandent des armes (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 37) ; — renvoi au comité militaire (*ibid*). — Don patriotique des grenadiers du 1er bataillon de la garde nationale (8 mai, p. 123). — Pétition des officiers mesureurs de grains (13 mai, p. 314 ; — renvoi aux comités des domaines et de législation réunis (*ibid.*). — Don patriotique du 5e bataillon de la garde nationale (21 mai, p. 621). — Adresse sur les événements du 20 juin (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 598 et suiv.). — Adresse sur la situation de la France (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 17 et suiv). — Adresse relative à un arrêté du directoire du département de la Somme (6 juillet, p. 193). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Déclaration que la commune a bien mérité de la patrie (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 243). — Adresse d'adhésion des dix assemblées primaire aux décrets de l'Assemblée nationale (*ibid.* p. 263). — Adresse d'adhésion des sections aux décrets de l'Assemblée (*ibid.* p. 277).

Conseil général. Dénonce un imprimé qui lui a été envoyé sous le contreseing du ministre de la justice (17 septembre 1792. t. **L**, p. 68).

Garde nationale. Dons patriotiques (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 123), (21 mai, p. 621), (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Tribunal. Pièces à fournir concernant divers accusés (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 19).

Tribunal de commerce. Don patriotique des juges suppléants et du secrétaire-greffier (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 506).

Amio, citoyen de Damey (Vosges). Fait un don patriotique (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50).

Amiot. Pétition au sujet de sa nomination à une place de lieutenant dans la gendarmerie nationale. — Renvoi au comité militaire (23 octobre 1791, t **XXXIV**, p. 369).

Amiot-Mouroy, administrateur du directoire du district de Mayenne. Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 506).

Amiral de France. — Voir *Estaing* (*D'*).

Amiral de France (ci-devant). Décret sur le payement de ses employés et sur les comptes à présenter par lui (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 8.)

Amirauté (Iles de l'). Observations sur une découverte qu'on y a faite (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 402).

Amirautés. Questions des ministres de la justice à leur sujet (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 248) ; — renvoi aux comités de législation et de commerce réunis (*ibid.*). — Les tréso-

Amirautés (*Suite*).

riers de district verseront à la trésorerie nationale les fonds provenant des droits d'amirauté (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 670).

Amnistie. — 1791. — Pétition sur l'inexécution de la loi d'amnistie (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 266 et suiv.); — discussion: plusieurs membres, Blanchon, Chabot, Delacroix, Bigot de Préameneu, Chabot, Guadet, Goujon, Ducos, Gérardin, Delacroix, Moulin, Guadet, Gérardin, Couthon, Fauchet, Lequinio, Thuriot, Reboul, Dehaussy-Robecourt, Quinette. (*ibid.* p. 268 et suiv.); — l'Assemblée décrète, sauf rédaction, un projet de décret portant que le ministre de la guerre rendra compte de l'inexécution de la loi d'amnistie à l'égard de 4 soldats du 58e régiment, détenus dans les prisons de Blois, et que les ministres de la justice, de la guerre et de la marine rendront compte, le 1er novembre de l'inexécution qu'a dû recevoir dans leurs départements respectifs la loi du 14 septembre 1791, concernant l'amnistie (*ibid.* p. 272); rapport du ministre de la guerre (19 octobre, p. 291 et suiv.). — Chabot dénonce la détention de 3 soldats dans les prisons de Blois (*ibid.* p. 292 et suiv.); — observations de Viénot-Vaublanc, Couthon, Taillefer, Goujon, Lequinio (*ibid.* p. 295); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport du ministre de la marine sur l'exécution de la loi d'amnistie dans son département (22 octobre, p. 351). — Lettre de Duportail, ministre de la guerre, pour répondre à une dénonciation qu'on a faite contre lui relativement à la non-exécution de la loi d'amnistie (*affaire des 4 soldats de Rouergue détenus dans les prisons de Blois*) (26 octobre, p. 430 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 431). — Eclaircissements sur l'exécution de la loi d'amnistie donnés par le ministre de la justice (28 octobre, p. 470). — Le Tourneur dénonce l'inexécution de la loi d'amnistie du 14 septembre 1791 dans le département de la Dordogne et demande que le ministre de la justice rende compte de l'exécution de cette loi (13 novembre, t. **XXXV**, p. 51 et suiv.); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 52); — rapport du ministre de la justice (16 novembre, p. 101 et suiv.), (5 décembre, p. 577). — Pétition de plusieurs citoyens de Périgueux (8 décembre, p. 658); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Eclaircissements fournis par un membre, député de la Dordogne (9 décembre, p. 675 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 676); — renvoi au comité de législation (*ibid.*) — Rapport par Carnot-Feuleins relatif à la dénonciation de la non-exécution de la loi d'amnistie envers 4 soldats du Rouergue détenus dans les prisons de Blois (22 novembre t. **XXXV**, p. 297 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* 299 et suiv.); — observations de Chabot (*ibid.* p. 300); — ajournement (*ibid.* p. 301. = 1792. — Le ministre de la justice demande qu'il soit fixé un mode général d'exécution de

Amnistie (*Suite*).

la loi d'amnistie (2 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 19 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid* p. 20). — Un citoyen de Lubersac réclame contre un jugement du tribunal d'Uzerche qui a appliqué la loi de l'amnistie à des délits qui ont un caractère particulier (8 janvier, t. **XXXVII**, p. 159); — renvoi au comité de législation (*ibid*). — Rapport par Lacuée sur l'amnistie à accorder aux soldats qui ont abandonné leurs drapeaux avant le 1er juin 1789 (8 février, t. **XXXVIII**, p. 276 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 277 et suiv.). — *Discussion :* Merlet (*ibid.* p. 278); — adoption de l'urgence (*ibid.*). — Article 1er; Thuriot, Delacroix, Hébert (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Article 2 : Caminet, Lasource (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 3 (*ibid.*). — Article 4 : un membre, Lacuée, rapporteur, Mathieu Dumas (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 5 et 6 (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption d'un article additionnel proposé par Mailhe (*ibid.* p. 279). — Texte définitif du décret (*ibid*). — Demande d'éclaircissements sur le dernier décret relatif à l'amnistie (18 juin, t. **XLV**, p. 353); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Compte à rendre des motifs qui ont retardé la présentation à la sanction du décret du 28 septembre 1791 portant que la désertion depuis le commencement de la Révolution est comprise dans l'amnistie (22 juin, t. **XLV**, p. 463); — compte rendu (*ibid.* p. 468 et suiv.). — Voir la discussion sur les affaires d'Avignon t. **XL**, p. 43 et suiv.), (p. 145 et suiv.).

Amnistie. — Voir *Déserteurs*.

Amsterdam. Nomination d'un préposé chargé de procéder à l'enregistrement et au visa des effets au porteur (17 septembre 1792, t. **L**, p. 71).

Amvifide (William), Anglais. Don pour les victimes du 10 août (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 121).

Amy, député d'Eure-et-Loir. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de liquidation (p. 371). — Donne lecture du projet de décret relatif à la retenue des impositions sur les intérêts des sommes dues aux titulaires des offices supprimés (t. **XXXV**, p. 150). — — Fait un rapport sur les secours à accorder aux employés supprimés (p. 254). — Présente un projet de décret relatif à une augmentation de 12 commis pour le service du comité de liquidation (t. **XXXVI**, p. 97); — trois projets de décret concernant la liquidation (p. 176 et suiv.). — Demande que la discussion sur le projet de décret relatif à la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires d'offices supprimés soit ouverte (p. 330). Est entendu, en qualité de rapporteur, dans la discussion de ce projet de décret (p. 346). =

Archier (*Suite*).

duite relativement aux troubles d'Arles (1er avril 1792, t. XLI, p. 58 et suiv.). — Est renvoyé à ses fonctions (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 119). — Indemnité pour frais de voyage (31 juillet, p. 328).

Archinard, député de la Drôme. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Prête serment (p. 151). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). = 1792. — Fait un don patriotique (t. XXXVII, p. 76). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. XXXVIII, p. 113). — Membre du comité de l'examen des comptes (t. XXXIX, p. 467). — Fait un don patriotique (t. XLII, p. 320).

Archinard, fermier du prieuré de Saint-Gilles. Renvoi au comité des domaines d'un jugement relatif à une contestation survenue entre lui, le bailli de Villefranche et le procureur général de l'ordre de Malte (5 juin 1792, t. XLIV, p. 578).

Architectes. Rapport sur la suppression des offices d'architectes (t. L, p. 703 et suiv.).

Architectes-jurés-experts. Renvoi au comité de législation d'une proposition relative à leur suppression (9 janvier 1792, t. XXXVII, p. 168).

Archives des départements. Dépôt à y faire des journaux d'enregistrement des districts concernant les titres de créances (8 janvier 1792, t. XXXVII, p. 82).

Archives du clergé. L'emplacement qu'elles occupent au couvent des Grands-Augustins sera remis aux directeurs de la fabrication des assignats (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 128).

Archives nationales. *Etat.* — Camus adresse à l'Assemblée un état des archives et des dépenses qui y ont été faites depuis le 1er octobre 1790 jusqu'au 1er octobre 1791 et demande la nomination de 2 commissaires chargés de remplir les fonctions déterminées par la loi du 12 septembre 1790 (6 octobre 1791, t. XXXIV, p. 108) ; — observations de François de Neufchâteau et de Goujon au sujet de la nomination de commissaires provisoires (8 octobre, p. 126); — l'Assemblée décrète la nomination de 10 commissaires-vérificateurs provisoires (*ibid.* p. 127); — noms des commissaires (9 octobre, p. 139); — rapport par Vergniaud constatant le bon état et concluant à l'autorisation des travaux extraordinaires de la transcription des actes de convocation de 1789 (10 octobre, p. 158 et suiv.); — l'Assemblée accorde l'autorisation demandée (*ibid.* p. 159); — Camus demande la nomination urgente de 2 commissaires (5 novembre, p. 650); — noms des 2 commissaires (8 novembre, p. 689). — Rapport par Blanchon sur les mesures à prendre pour assurer la conservation des pièces déposées aux archives par les comités de l'Assemblée constituante et pour leur communication (20 décembre 1791, t. XXXVI,

Archives nationales (*Suite*).

p. 265 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 266 et suiv.); — adoption (27 décembre, p. 428 et suiv.). — Rapport par Blanchon au nom des commissaires chargés de les vérifier (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 516 et suiv.). — Etat des Archives nationales au 1er octobre 1791 et dépenses de cet établissement du 1er octobre 1790 au 1er octobre 1791 (t. L, p. 205 et suiv.).

Dépôts ordonnés de papiers pour assignats (1er novembre 1791, t. XXXIV, p. 568), — de la lettre du sieur Varnier annonçant un plan de conspiration (12 novembre 1791, t. XXXV, p. 40), — de plusieurs lettres relatives à l'affaire Varnier (25 novembre, p. 359), — de pièces relatives à l'affaire des sieurs Loyauté et Silly (29 décembre 1791, t. XXXVI, p. 598), — du procès-verbal de la session du conseil général du département du Jura (*ibid.* p. 632), — d'une adresse de l'Académie d'écriture (15 janvier 1792, t. XXXVII, p. 432), — des pièces relatives à l'affaire de MM. Gauthier, Marc et Malvoisin, décrétés d'accusation (*ibid.*), — des dessins des jumeaux Franques (*ibid.* p. 435), — du premier volume des procès-verbaux de l'Assemblée constituante (22 janvier, p. 579), — des marchés passés par le ministre de la guerre (22 février 1792, t. XXXIX, p. 20). — Des œuvres de J.-J. Rousseau offertes par Poinçot (25 février, p. 103 et suiv.). — De l'inventaire du cabinet de physique de Charles (14 mars, p. 687), — des pièces relatives aux marchés passés par de Narbonne, ministre de la guerre (31 mars, t. XLI, p. 21), — de la clef du lieu où sera déposée la poudre fabriquée par les procédés de Weyland-Stahl (27 avril 1792, t. XLII, p. 455), — des états des approvisionnements des armées (27 mai 1792, t. XLIV, p. 167), — des coupures d'assignats à mesure de leur impression (23 juin 1792, t. XLV, p. 497, — des expéditions des décrets des 27 mai et 8 juin sur lesquels le roi a apposé la formule constitutionnelle : « *Le roi examinera* » (23 juin, p. 512), — des outils qui ont servi pour la pose de la première pierre de la colonne de la liberté sur la place de la Bastille (31 juillet 1792, t. XLVII, p. 304), — de titres relatifs à l'ordre de Malte (11 août 1792, t. XLVIII, p. 28), — de tous les effets trouvés au château des Tuileries (13 août, p. 99), — des expéditions des contrats des aliénations que Louis-Philippe-Joseph a été autorisé à faire (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 640), — des registres et papiers relatifs aux aliénations de propriétés nationales dans les ci-devant provinces réunies à la France (17 septembre 1792, t. L, p. 104).

Remises de pièces et autres objets. Le garde des archives remettra aux bureaux les expéditions des procès-verbaux des assemblées électorales (1er octobre 1791, t. XXXIV, p. 51). — Les commissaires chargés de vérifier la caisse de l'extraordinaire et de la trésorerie nationale sont autorisés à tirer des archives

Archives nationales (*Suite*).

la clef qui y est déposée (10 octobre, p. 158); — Voysin de Gartempe, au nom des commissaires des caisses de l'extraordinaire et de la Trésorerie nationale, demande qu'il leur soit remis, ainsi qu'aux commissaires des archives, un exemplaire des décrets et des procès-verbaux (13 octobre, p. 201); — projets de décret (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 202). — L'archiviste remettra aux comités les papiers, cartons, etc. de l'Assemblée constituante relatifs aux objets attribués à chacun d'eux (23 octobre, p. 361), — à Gatteau, graveur, la matrice du coin du timbre des assignats de 5 livres (3 novembre, p. 606), — à Gatteau, graveur, le poinçon original du timbre des assignats de 5 livres (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 201), — au comité de liquidation, toutes les pièces relatives à la clôture de Paris (18 janvier, p. 481), — au comité des décrets, toutes les pièces relatives aux diverses accusations décrétées par l'Assemblée (28 janvier, p. 710), — à Janiot, les pièces déposées par lui au comité des rapports de l'Assemblée constituante (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 518), — à Gatteau, graveur, le coin destiné au timbre des assignats de cent sols (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 513), — à Phisemont, le registre des assemblées de la paroisse de Saint-Martin de Mailloc (20 mars 1792, t. **XL**, p. 173). — Décret portant ordre de remettre diverses pièces au sieur Corbel (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 393), — à Bareyre et à Heurdelet, des pièces les concernant (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 395), — aux commissaires du roi directeurs de la fabrication des assignats : 1° les formes des assignats de 5 livres (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 21); — 2° le poinçon nécessaire à la fabrication des assignats de 15 sols (17 juillet, p. 576), — aux directeurs de la fabrication des assignats, le poinçon du timbre sur des assignats de 5 livres (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 208), — au sieur Westermann, les pièces relatives à une procédure instruite contre lui (30 juillet, p. 279). — Au sieur Ruamps, un contrat de rente sur le ci-devant clergé (*ibid.*), — au commissaire administrateur de la caisse de l'extraordinaire les inventaires et états relatifs au mobilier dépendant des domaines nationaux (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 327). — Pièces à remettre à Pierre Rolin et à Pierre Postel (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Archiviste national. *Camus* (*Armand-Gaston*). — **1791**. — Donne lecture du décret du 25 septembre 1791, relatif à la convocation de l'Assemblée législative et procède à l'appel nominal (t. **XXXIV**, p. 49). — Apporte l'acte constitutionnel dans le sein de l'Assemblée pour la prestation du serment individuel prescrit par la Constitution (p. 72). — Demande la nomination de deux commissaires chargés de prendre connaissance des archives nationales et d'en rendre compte (p. 108). — Envoie à l'Assemblée une notice des travaux des comités de l'Assemblée constituante suivie

Archiviste national (*Suite*).

d'un état de ces travaux au 30 septembre 1791 (p. 202 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera fait mention honorable de ce travail dans son procès-verbal (p. 211). — Sur la motion de Fillassier et de Goujon, l'Assemblée témoigne sa satisfaction de la nouvelle preuve de zèle qu'il lui a donnée (p. 359). — Collationnera les minutes et expéditions des décrets portant ventes de biens nationaux (p. 606). — Demande la nomination urgente de deux commissaires aux archives (p. 650). — Ecrit à l'Assemblée au sujet d'une inculpation de Clavière contre le comité de liquidation de l'Assemblée constituante (p. 688). — Envoie à l'Assemblée la liste des hauts-jurés (t. **XXXV**, p. 53). — Ses observations sur la communication et le déplacement des pièces (p. 695 et suiv.). = **1792**. — Accuse réception d'un don de Dupain-Triel (t. **XXXIX**, p. 373). — Donne lecture d'une adresse demandant que chacun soit tenu de monter sa garde en personne (15 juin, t. **XLV**, p. 240). — Fait une demande relative à la convocation des assemblées de sections (3 septembre, t. **XLIX**, p. 234). — Enverra à l'Assemblée la liste des députés élus à la Convention nationale dès que le nombre des inscrits s'élèvera à 200 (15 septembre, p. 683). — Annonce que 201 députés à la Convention nationale se sont fait inscrire (19 septembre, t. **L**, p. 133 et suiv.). — Annonce l'inscription de 221 députés (*ibid.* p. 140). — Est chargé de les convoquer (*ibid.* p. 150).

Arcis (Commune d'). Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Arcis-sur-Aube (Commune d'). Adresses d'adhésion (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 1), (p. 15).

Arcis-sur-Aube (District d'). Adresse d'adhésion du conseil de district (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Arcq (Anne-Marguerite d'). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 514).

Arcueil (Commune d'). Défilé des volontaires devant l'Assemblée (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 502).

Ardèche (Département de l'). Adresse demandant des secours (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 184). — Demande d'envoi de troupes (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59); — renvoi aux comités de législation et de surveillance réunis (*ibid.*). — Lettre sur l'état de l'armée du Midi (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 322). — Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. **XVLIII**, p. 635). — Députés nommés à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIV**, p. 528).

Administrateurs. Leur arrêté concernant la commune de Grospierres et Comps (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 3). — Annoncent que la tranquillité publique est rétablie dans leur ressort (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118).

Arena (*Suite*).

(p. 576 et suiv.). — Demande à interroger le ministre de la guerre sur les ordres donnés au maréchal Luckner (t. **XLV**, p. 503). — Parle sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (t. **XLVI**, p. 71 et suiv.). — Suppléant au comité diplomatique (p. 574). — Parle sur le cas du général Jarry et dénonce le dernier ministère (t. **XLVII**, p. 189). — Parle sur une pétition du sieur Belgodère (p. 539). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard des Suisses (t. **XLVIII**. p. 25 et suiv.). — Secrétaire suppléant (p. 69). — Propose de mettre sous la sauvegarde de la loi les employés des Tuileries (p. 75). — Fait une proposition relative aux canonniers de Paris (t. **XLIX**, p. 34). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276).

Argéas. — **1791**. — Est autorisé à copier les décrets au bureau des procès-verbaux (t. **XXXVI**, p. 336).

Argent. La section Louis XIV de Paris demande le rapport de la loi qui en permet la vente (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 655); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*).

Argent. — Voir *Espèces d'or et d'argent*.

Argentan (Commune d'). Le ministre de la guerre demande la suspension de l'aliénation de l'abbaye des Bénédictins (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 377); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août 1792 (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95).

Argentan (District). Les fédérés se plaignent du manque de sanction de plusieurs décrets (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 438).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679). — Prête le serment du 10 août (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 15).

Tribunal. Adresse des juges relative aux vacances des tribunaux (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 267 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 268).

Argenterie d'église. Motion de Carnot l'aîné pour demander un rapport sur l'argenterie provenant des églises supprimées (23 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 328); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Décret relatif à son transport aux hôtels des monnaies (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 509).

Argenteuil (Commune d'). Mention honorable du patriotisme des habitants (20 septembre 1792, t. **L**, p. 291).

Argenteurs. Don patriotique (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 534).

Argiot. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Argon. Présente une pétition (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20).

Argues (Forêt d'). Compte rendu des dévastations qui s'y commettent (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 95).

Ariège (Département de l'). Projet de décret sur la circonscription des paroisses (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 154 et suiv.). — Deuxième lecture (17 juillet, p. 529 et suiv.). — Troisième lecture (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 663 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 673). — Adresse de dévouement (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 290.). — Députés nommés à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 66), (p. 104).

Administrateurs. Adresse d'adhésion (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 23).

Directoire. Dénonciations contre lui (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 92). — Adresse d'adhésion (23 août, p. 663).

Arimot, employé supprimé, demande que l'Assemblée règle le sort des anciens employés des fermes (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 528).

Arithmétique méthodique. — Voir *Ouvrier-Delille*.

Arlandes (D'), adjudant général. Approbation de sa conduite (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 170).

Arles (Commune d'). — Pétition des citoyens contre les conspirateurs (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 402); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Lettre des députés extraordinaires (30 novombre, p. 459). — Le procureur général syndic du département du Gard dénonce des enrôlements faits dans cette ville (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 712). — Des citoyens demandent audience (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 331), (16 mai, p. 430). — Admis ils présentent une pétition (16 mai, p. 455 et suiv.). — Tableau des désastres, pillages, démolitions et incendies de la ville d'Arles (*ibid.* p. 466). — Attentats des administrateurs de la ville d'Arles et du directoire du département des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 479 et suiv.). — Mémoire sur les mensonges du commissaire Debourge (*ibid.* p. 499 et suiv.). — Le rapporteur des comités chargé du rapport sur les affaires d'Arles est autorisé à prendre communication aux archives nationales des pièces relatives aux troubles (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58). — Plaintes contre Bertin et Rebecqui (31 mai, p. 362). — Etat approximatif des dépenses occasionnées par l'exécution du décret du 14 mars 1792 relatif aux troubles (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 513); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Pétition de quatorze citoyens relative aux mauvais traitements qui leur ont été infligés à Lyon (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 515; — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*).

Arles (*Suite*).

Troubles. Les commissaires envoyés par le roi à Arles demandent leur rappel (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 717). — Lettre de l'accusateur public du département du Gard (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 726). — Adresse des amis de la Constitution de Nîmes relative aux troubles d'Arles (23 janvier, p. 595 et suiv.); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.* p. 596), — détails sur la situation de la commune d'Arles (24 janvier, p. 634 et suiv.). — Demande d'envoi de troupes (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59), — renvoi aux comités de surveillance et des pétitions réunis (*ibid.*). — Dépôt par le ministre de l'intérieur du rapport des commissaires civils envoyés à Arles par le roi (9 février, p. 307); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.* p. 308). — Le comité des pétitions fera son rapport à la séance du 18 février au soir (18 février, p. 608); — rapport par Delpierre (*ibid.* p. 635 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 643). — Le ministre de l'intérieur rendra compte des mesures qu'il a prises pour prévenir les troubles dans la ville d'Arles (20 février, p. 689). — Adresse des citoyens actifs réfugiés à Beaucaire (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 223). — Renseignements sur les troubles des villes d'Arles et d'Aix et du département des Bouches-du-Rhône (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 147 et suiv.), (6 mars, p. 407 et suiv.), (p. 418 et suiv.), (8 mars, p. 501 et suiv.), (11 mars, p. 559), (12 mars, p. 614). — Discussion du rapport de Delpierre : Lecointre, Gaston, Granet (de Marseille), Perret, Lagrévol (13 mars, p. 622) ; — Lagrévol, Delpierre, Archier, Chabot, Rouyer Richard, Antonelle, Broussonnet, Grangeneuve, Mulot, Fauchet, Cambon, Mailhe, Guadet, Borie (*ibid.* p. 626 et suiv.) ; l'Assemblée décrète la comparution à la barre des autorités du département des Bouches-du-Rhône et du district et de la ville d'Arles (*ibid.* p. 629). — Texte du décret (*ibid.* p. 636). — Disposition pour le maintien de l'ordre (*ibid.* p. 637). — Observations d'Antonelle sur le compte rendu au roi des commissaires civils envoyés à Arles (*ibid.* et p. suiv.). — Observations de Debourge, commissaire civil envoyé à Arles (*ibid.* p. 658 et suiv.). — Observations de Dufour, commissaire civil envoyé à Arles (*ibid.* p. 662 et suiv.). — Lettres et adresses au sujet des troubles (16 mars 1792, t. **XL**, p. 41 et suiv.). — Lettre de Blanc (Pascal), accusateur public près le tribunal criminel du département du Gard (17 mars, p. 84). — L'Assemblée décrète que les commissaires civils envoyés à Arles seront mandés à la barre (*ibid.*). — Compte rendu de deux députés extraordinaires du département des Bouches-du-Rhône (*ibid.* et p. suiv.) ; — renvoi aux comités des pétitions et de surveillance réunis (*ibid.* p. 85). — L'Assemblée décrète que le ministre de la guerre rendra compte des mesures qu'il a prises pour rétablir l'ordre (*ibid.*). — Pétition du directoire du département de l'Hérault (*ibid.* p. 89) ; — renvoi aux comités des pétitions et de surveillance réunis (*ibid.*). — Lettre des députés extraordinaires de Marseille (*ibid.* p. 93 et suiv.). — Debourge, l'un des commissaires civils envoyés à Arles, donne lecture du compte qu'ils ont rendu au roi (18 mars, p. 103 et suiv.). — Envoi de pièces par Fassin, député extraordinaire (19 mars, p. 162). — Les sieurs Panier et Peimond, députés extraordinaires d'Arles, demandent audience (*ibid.*). — Lettre des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (19 mars, p. 165). — Adresse de la municipalité d'Arles à l'Assemblée (*ibid.* p. 168 et suiv.). — Compte rendu sur les troubles d'Arles par les députés extraordinaires du département des Bouches-du-Rhône (20 mars, p. 179 et suiv.). — Envoi d'un syphon porté à Arles par les citoyens désignés sous le nom de syphoniers (*ibid.* p. 180). — Rapport par Delpierre sur les mesures provisoires à prendre relativement aux troubles qui désolent la ville d'Arles (19 mars 1792, t. **XL**, p. 162 et suiv) ; — Projet de décret (*ibid.* p. 163). — *Discussion générale :* Vincens-Plauchut, Cambon, Gamon (*ibid.* et p. suiv) ; — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 164). — *Discussion des articles*. — Art. 1er Grangeneuve, Basire, Gérardin (*ibid.*) ; — Vincens-Plauchut, Basire, Mulot, Caminet, Rouyer, Charlier (*ibid.* p. 165) ; — adoption sauf rédaction d'une proposition de Caminet qui devient l'article 1er (*ibid.*) — Adoption sauf rédaction de l'article 1er du comité qui devient l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 du comité : Chabot, Archier, Rouyer, Lagrévol, Basire, Dorizy Merlet (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 166). — Ajournement de l'article 4 (20 mars, p. 174). — Adoption sauf rédaction de l'article 5 (*ibid.*). — Article additionnel tendant à la dissolution de la garde nationale (*ibid.*) ; — ajournement de la discussion de cet article (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.* p. 176 et suiv.). — Compte rendu par les administrateurs du département des Bouches-du-Rhône de leur conduite dans les troubles (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 57 et suiv.). — Lettre des officiers municipaux de la ville d'Arles et des membres du district d'Arles (*ibid.* p. 66). — Lettres des officiers municipaux de la ville de Beaucaire (*ibid.* p. 67). — Compte rendu de la conduite du procureur général syndic du département des Bouches-du-Rhône pendant les troubles (2 avril, p. 95 et suiv.). — Renvoi à la commission des Douze d'une motion de Delacroix relative à ceux des membres de la municipalité qui n'ont pas encore obéi au décret qui les convoque à la barre (*ibid.* p. 96). — Des administrateurs du district et de la ville d'Arles annoncent qu'ils sont à Paris pour obéir au décret de l'Assemblée (8 avril, p. 356). — Compte rendu de la conduite de Mourat, membre du directoire du département des Bouches-du-Rhône (10 avril,

Arles (*Suite*).

p. 455). — Compte rendu des administrateurs du district d'Arles et du département des Bouches-du-Rhône (12 avril, p. 543 et suiv.), (16 avril, p. 726 et suiv.). — Compte rendu du ministre de la guerre au sujet de l'exécution du décret qui ordonne un rassemblement de troupes près de la ville d'Arles (14 avril, p. 599 et suiv.) ; — discussion (*ibid.* p. 600 et suiv.). — Compte rendu par le ministre de la guerre de l'état actuel de la ville (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 247). — Des députés extraordinaires de cette ville demandent audience (23 avril, p. 319). — Jour fixé (*ibid.* p. 320). — Admis, ils font un compte rendu des troubles (24 avril, p. 350 et suiv.); — renvoi aux comités des pétitions, de surveillance et des Douze réunis (*ibid.* p. 357). — Lettre de Puget-Barbantane sur la situation de la ville (25 avril, p. 403). — Adresse des citoyens relative aux manœuvres des ennemis de la Constitution (29 avril, p. 501). — Le ministre de l'intérieur sollicite une décision relativement aux dépenses occasionnées par les troubles (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 434); — renvoi au comité de l'extraordinaire et à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — Etat des dépenses faites pour le désarmement (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 375). — Compte rendu de la situation de la ville (4 août. p. 452). — Rapport du ministre de l'intérieur sur les troubles (t. L, p. 456 et suiv.).

Armagh, ville d'Irlande. Don patriotique de la *Société des amis de la liberté* (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 325).

Armand. Les commissaires de la salle sont autorisés à lui payer la somme qu'il réclame (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 663).

Armand, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — **1791**. — Demande à continuer ses fonctions (t. **XXXIV**, p. 109. — Est maintenu (*ibid.*). = **1792**. — Fait un don patriotique (12 mai, t. **XLIII**, p. 265).

Armand *aîné* (Louis), chasseur au régiment de la Guadeloupe. — **1791**. — Demande des secours (t. **XXXVI**, p. 6).

Armand, né Beaupoil. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Armand (Sieur). Sollicite le rapport sur la situation des Iles du Vent (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 2).

Armateurs. Exception, en leur faveur, au règlement sur le mode d'échange des assignats (21 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 296). — Le ministre de la marine expose que les prix alloués aux armateurs pour les passages aux frais de l'Etat sont insuffisants (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 214); — renvoi aux comités de marine et de commerce réunis (*ibid.*). — Continueront à verser dans la caisse des invalides de la marine, les parts de prises, les soldes des déserteurs et les salaires des marins morts en mer (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 337).

Armée autrichienne. Lettre d'un officier annonçant que l'insurrection est dans cette armée (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 412).

Armée de Paris. Motion relative à son organisation (1er février 1792, t. **XXXVI**, p. 727). — Projet de décret relatif à son organisation (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 367 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 369). — Décret sur le payement des officiers et autres employés (16 septembre 1792, t. **L**, p. 48).

Armée du Rhin. Rapport à faire sur l'augmentation de l'armée de Luckner (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 577). — Rapport sur un marché passé pour les approvisionnements. — Ajournement (26 juin, p. 592 et suiv.). — Mesures prises à la suite de l'insurrection du camp de Neuf-Brisach (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 170). — Rapport par Viénot-Vaublanc sur différentes lettres et pièces envoyées par les généraux de l'armée du Rhin (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 71 et suiv.); — projet de décret tendant à approuver les réquisitions faites par ces généraux ainsi que toutes les mesures qu'ils ont prises pour assurer la défense des frontières (*ibid.* p. 74); — adoption (*ibid.* p. 75). — Compte rendu d'un succès obtenu sur les Autrichiens (7 août, p. 548). — Nomination de commissaires chargés de se transporter à l'armée du Rhin (10 août, p. 650). — Liste de ces commissaires (*ibid.* p. 654). — Lettres des commissaires qui y ont été envoyés (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 334), (19 août, p. 389 et suiv), (20 août, p. 423), (24 août, p. 687 et suiv.), (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165 et suiv.), (2 septembre, p. 199), (5 septembre, p. 359 et suiv.), (7 septembre, p. 426 et suiv.). — Don patriotique fait au nom de cette armée (10 septembre, p. 527). — Voir *Carabines*. — *Chasseurs*.

Armée de Saint-Domingue. Composition de l'état-major (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 261 et suiv.).

Armée de Soissons. Voir *Camp de Soissons*.

Armées ennemies. Renseignements sur leur marche et leurs mouvements (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 563).

Armées françaises.

Armées de terre en général.

§ **1**er. — *Administration*.

§ **2**. — *Commissaires aux armées*.

§ **3**. — *Dépense et solde*.

§ **4**. — *Envois faits aux armées par l'Assemblée*.

§ **5**. — *Formation*. — *Force*. — *Organisation*.

§ **6**. — *Renseignements sur la situation des armées*.

§ **7**. — *Subsistances*.

§ **1**er. — *Administration*. — Le comité militaire fera un rapport sur la formation des conseils d'administration et généraux des corps composant l'armée de ligne (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 384).

Armées françaises (*Suite*).

§ 2. — *Commissaires aux armées.* — Projet de décret relatif à l'envoi de commissaires de l'Assemblée sur les frontières (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 110); — rejet (18 juillet, p. 605). — Nomination de douze commissaires chargés de se rendre aux armées; (10 août 1792, t. **XLVI**, p. 651). — Liste de ces commissaires (*ibid.* p. 654). — Leurs instructions (*ibid.* p. 659 et suiv). — Commissaires chargés de se rendre à l'armée du maréchal Lukner (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 416). — Décret ordonnant le renvoi immédiat à la commission de correspondance des lettres des commissaires près les armées (24 août, p. 674). — Nomination des commissaires pour accélérer la formation de l'armée sous Châlons (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 380). — Voir *Commissaires de l'Assemblée nationale.*

§ 3. — *Dépense et solde.* — Le ministre de la guerre expose qu'il serait utile qu'il y eut une somme de 500,000 livres en dépôt dans les caisses des payeurs généraux voisins de chaque général commandant en chef (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 162); — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande l'établissement d'un payeur attaché à chaque armée (4 avril, p. 176); — renvoi aux comités militaire et des finances réunis (*ibid.*) — Décret sur la retenue qui doit être faite aux malades dans les hôpitaux militaires (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 455). — Lettre du ministre de la guerre concernant le mode de payement des employés, ouvriers, charretiers, etc., de l'armée (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 528); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Décret sur le payement en numéraire de la solde des sous-officiers et soldats (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 336). — Voir *Guerre.* — *Solde.*

§ 4. — *Envois faits aux armées par l'Assemblée.* Envoi d'une adresse des citoyens de la section du faubourg Montmartre (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 229), — de deux lettres concernant le grenadier Danet (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 707), — d'une adresse du 48e régiment (21 mars 1792, t. **XL**, p. 351), — d'une lettre de Lafayette (suspension) (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 21), — d'un discours du ministre de la guerre (11 mai, p. 247), — d'un rapport de Mathieu Dumas sur l'affaire de Mons (*ibid.* p. 253), — d'un discours du 102e régiment (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 61), — d'un discours du roi à l'Assemblée (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 217), — d'un rapport des commissaires envoyés à l'armée du centre (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 113), — d'une liste des pièces trouvées aux Tuileries (16 août, p. 296), — d'une lettre du capitaine Béziers (17 août, p. 300).

§ 5. — *Formation.* — *Force.* — *Organisation.* — Compte rendu par Duportail, ministre de la guerre, sur la situation militaire du royaume (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 177 et suiv.). — Réclamations de militaires se plaignant d'avoir été renvoyés de leur corps à cause de leur attachement à la Constitution (19 octobre, p. 285 et suiv.); — observations de Laborey et Duhem (*ibid.*) p. 287 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 288). — Rapport relatif à l'emploi, dans l'armée, des Français qui ont obtenu un grade chez les puissances dont les armées ont été combinées avec celles de la France (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 352); — projet de décret (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (29 novembre, p. 447). — Rapport sur la force des armées (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 451). — Motion de Choudieu relative au compte à rendre de l'état de l'armée (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 414). — Décret relatif au service des charrois et fourrages (17 février, p. 528 et suiv.). — Mesures proposées par le ministre de la guerre (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 419 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 422). — Essai du maréchal de camp Humbert sur l'organisation des armées (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 557). — Décret sur l'établissement de compagnies de guides pour les trois armées du Nord (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 384 et suiv.). — Rapport et projet de décret sur l'établissement d'un détachement de gendarmerie nationale pour prêter main-forte à l'exécution des jugements militaires (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 538 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 539). — Rapport à faire sur l'état des armées et sur les moyens de les renforcer (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 167). — Adresse à l'armée par les vétérans retirés à l'Hôtel des Invalides (1er juin, p. 454 et suiv.); — l'Assemblée en décrète l'envoi à tous les régiments (*ibid.* p. 455). — Rapport par Aubert-Dubayet sur la situation des armées (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 614 et suiv.). — Le ministre de la guerre signera ce rapport et rendra compte des mesures prises pour renforcer les armées (*ibid.* p. 622). — Proclamation du roi à l'armée française (29 juin, p. 672). — Mémoire du ministre de la guerre sur les mesures prises pour renforcer les armées (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 46); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le ministre de la guerre rendra compte, par écrit, des mesures qu'il a prises pour renforcer l'armée (5 juillet, p. 127). — Compte rendu du ministre de la guerre (*ibid.* p. 145 et suiv.). — Proposition de Lamarque relative aux moyens d'augmenter l'armée (6 juillet, p. 165 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 166). — Discussion sur le complément de l'armée de ligne (17 juillet, p. 557), (p. 577), (19 juillet, p. 655). — Les armées de terre sont portées au complet de 440,000 à 450,000 hommes (20 juillet, p. 699). — Le ministre de la guerre rendra compte des motifs qui ont déterminé les mouvements des armées (19 juillet, p. 662). — Compte rendu par le ministre

Armées françaises (*Suite*).

de la guerre, des motifs qui ont déterminé les mouvements des armées (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 57 et suiv.). — Rapport par Vergniaud sur les moyens d'augmenter la force des armées (24 juillet (p. 106 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 107 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 108 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 110 et suiv.). — Décret sur la nomination aux emplois vacants (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 678). — Décret relatif au renforcement des armées par les brigades de la gendarmerie nationale (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 16). — Il est fait lecture de ce décret à la municipalité de Paris (27 août, p. 25).

§ **6**. — *Renseignements sur la situation des armées*. — (11 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 233), (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 237), (6 septembre, p. 395), (9 septembre. p. 494), (10 septembre, p. 545), (12 septembre p. 593), (16 septembre 1792, t. **L**, p. 34 et suiv.), (17 septembre p. 73), (18 septembre p. 123), (20 septembre, p. 158), (p. 175), (p. 691).

§ **7**. — *Subsistances*. — Lettre du ministre de la guerre relative aux subsistances de l'armée. — Renvoi au comité militaire (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 168); — rapport par Dupont-Grandjardin (28 novembre, p. 414 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 415); — adoption (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur les fournitures de viande dans les villes de garnison (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 257 et suiv.). — Arrêté du directoire du département de l'Ain concernant les subsistances et fournitures à faire à l'armée (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 34 et suiv.). — Le ministre de la guerre présentera au comité militaire l'état des approvisionnements des armées (17 mai, p. 524). — Le ministre de la guerre annonce l'envoi prochain de cet état (19 mai, p. 557). — L'état des approvisionnements des armées remis au comité militaire le 19 mai sera déposé aux archives (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 167). — Rapport par Lacuée sur le service des approvisionnements militaires (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 162 et suiv.); — projet du décret (*ibid.* p. 166 et suiv.). — Deuxième lecture (29 mai, p. 247 et suiv.). — Adoption de l'urgence et des articles 1 et 2 (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 84). — Rejet de l'article 3 (*ibid.*). — Adoption des articles 4 et 5 devenus articles 3 et 4 (*ibid.*). — Renvoi aux comités des autres articles pour réduction (*ibid.*). — Serment des employés des subsistances militaires (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 338). — Demande des administrateurs des subsistances militaires relative aux envois de vivres et de fourrages en marche sur Sedan. — Renvoi au comité militaire (20 août, p. 401). — Don patriotique des employés des bureaux des subsistances militaires (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 380). — Peine contre ceux qui intervertiraient la disposition

Armées de terre.

des grains et farines destinés aux armées (16 septembre 1792, t. **L**, p. 62).

Armées de terre en particulier.

§ **1**er. — *Armée du Centre.*
§ **2**. — *Armée de Châlons.*
§ **3**. — *Armée du Midi.*
§ **4**. — *Armée du Nord.*
§ **5**. — *Armée de Paris.*
§ **6**. — *Armée du Rhin.*
§ **7**. — *Armée de Saint-Domingue.*
§ **8**. — *Armée de Soissons.*

§ **1**er. *Armée du centre.* Lettre de Lafayette, commandant en chef, sur les opérations de cette armée (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 20 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression et l'envoi de cette lettre à l'armée (*ibid.* p. 21). — Lettre de Lafayette qui demande des fournitures (9 mai, p. 187); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Lettre relative au combat du 23 mai contre les Autrichiens (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 174). — Adresse des gardes nationales et troupes de ligne composant l'avant-garde (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 53). — Décret sur les mesures à prendre pour ne pas retarder l'approvisionnement des vivres et fourrages (18 juin, p. 335). — L'Assemblée décrète la nomination de commissaires chargés de se rendre aux armées (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 650 et suiv.). — Liste de ces commissaires (*ibid.* p. 654). — Rapport des commissaires de l'Assemblée envoyés à l'armée du centre (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 112 et suiv.), 21 août, p. 602), (p. 607), (24 août, p. 675 et suiv.), (25 août, p. 694, (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 85 et suiv.), (3 septembre, p. 244 et suiv.), (6 septembre, p. 400 et suiv.).

§ **2**. — *Armée de Châlons.* Commissaires nommés pour accélérer sa formation (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 380), (6 septembre, p. 393). — Lettres de ces commissaires (9 septembre, p. 493 et suiv.), (10 septembre, p. 545), (11 septembre, p. 561), (14 septembre, p. 649 et suiv.). — Projet d'adresse aux bataillons de volontaires nationaux (18 septembre 1792, t. **L**., p. 119 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 120); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Texte définitif (*ibid.* et p. suiv.). — Compte rendu des commissaires envoyés à Châlons (19 septembre, p. 141 et suiv.). — Adresse de Dumouriez aux volontaires de cette armée (20 septembre, p. 178).

§ **3**. — *Armée du Midi et de l'Intérieur.* Dénonciation contre son commandant (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 216 et suiv.). — Lettre des commissaires des départements de la Lozère et de l'Ardèche sur son état (14 mai 1792, t. **XLVI**, p. 322). — On annonce qu'elle est dépourvue d'approvisionnements (17 mai, p. 523). — Détails donnés par le ministre de la guerre (19 mai, p. 557 et suiv.). — Le ministre de la guerre demande 200,000 livres pour les dépenses de cette armée. — Renvoi au comité militaire (21 mai, p. 653). — Eta-

Armées de terre (*Suite*).

blissement d'une compagnie de guides (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 36), — d'un payeur général et d'un contrôleur des dépenses (11 juin, p. 82). — Le ministre de la guerre demande que les sommes nécessaires au service de l'armée du Midi soient mises à sa disposition (16 juin, p. 261); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — L'armée du Midi sera payée conformément aux dispositions de la loi du 29 avril 1792 relativement aux armées du Nord (16 juin p. 261). — Rapport par Lafon-Ladebat sur la mise à la disposition du ministre de la guerre de plusieurs sommes pour des dépenses extraordinaires de l'armée du Midi et de 200,000 livres à la disposition du général de cette armée (23 juin, p. 504); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre sur son renforcement (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 102); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret sur la levée d'une 4e légion franche par le général en chef (7 juillet, p. 210). — Adresse du directoire du département de l'Ain sur sa situation (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 69), — du département de l'Hérault (30 juillet, p. 290), — du département du Var (1er août, p. 339). — Demande relative à la compagnie des guides décrétée le 9 juin (27 juillet, p. 204). — Décret augmentant de douze le nombre des guides de la compagnie (3 août, p. 418). — Lettre de Montesquiou demandant un supplément de gendarmerie nationale (28 juillet, p. 236). — Décret relatif à cette augmentation (30 juillet, p. 279). — Renvoi aux comités militaire et des finances réunis d'une demande de Montesquiou relative au payement des troupes qui occupent l'extrême frontière (1er août, p. 375). — Lettre des commissaires de l'Assemblée qui y ont été envoyés (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 332). — Une compagnie franche destinée à l'armée du Midi demande des armes (19 août, p. 379). — Lettre des commissaires de l'Assemblée (20 août, p. 420), (23 août, p. 636 et suiv.), (25 août, p. 713), (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 108 et suiv.), (11 septembre, p. 561 et suiv.), (14 septembre, p. 650). — Le ministre de la guerre demande l'envoi de nouveaux commissaires à cette armée (15 septembre, p. 679), — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.*). — Compte rendu des commissaires qui y ont été envoyés (18 septembre 1792, t. **L**, p. 110 et suiv.), (p. 667).

§ **4**. — *Armée du Nord*. Etat général de la dépense extraordinaire qui résultera de la campagne de 1792 (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 636); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande l'autorisation de mettre une somme de 500,000 livres à la disposition de chacun des généraux des trois armées du Nord (2 avril 1792, t. **XLII**, p. 497); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 498); — rapport par Blanchard (1er mai, p. 585 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 586); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Compte rendu sur sa situation par le ministre de la guerre (3 mai, p. 701 et suiv.). — Sommes mises à la disposition du ministre de la guerre 22 avril, p. 280). — Le comité militaire fera un rapport sur l'envoi de commissaires à l'armée du Nord (4 mai, p. 742). — Lettre du ministre de la guerre sur cet objet (*ibid.* p. 746). — Rapport sur la proposition d'envoyer des commissaires à l'armée du Nord (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 22); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Compte rendu sur sa situation (8 mai, p. 170. — Lettre des officiers municipaux de Valenciennes sur les faits qui se sont passés, le 20 avril, à l'armée du Nord (7 mai, p. 80 et suiv.). — Adresse des officiers et soldats (21 mai, p. 617). — Lettre du maréchal Luckner annonçant son entrée dans Menin (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 379). — Dénonciation d'une circulaire adressée à tous les régiments de l'armée du Nord (30 juin, p. 702). — Pétition sur la nécessité de la renforcer (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 472). — Renseignements sur sa situation, (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 381 et suiv.). (4 août, p. 482 et suiv.). — Compte rendu d'une expédition faite par les troupes du camp de Maulde (7 août, p. 547). — Nomination de commissaires pour s'y transporter (10 août, p. 650). — Liste de ces commissaires (*ibid.* p. 654). — Lettre des commissaires envoyés à l'armée du Nord (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 150 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera fait une seconde lecture de cette lettre (*ibid.* p. 151). — Deuxième lecture (*ibid.* p. 160 et suiv.). — Adresse de l'Assemblée à l'armée du Nord (19 août, p. 388 et suiv.). — Satisfaction des soldats à la nouvelle des décrets du 10 août (*ibid.* p. 391). — Lettre des commissaires de l'Assemblée (21 août, p. 556). — On annonce que La Fayette a déserté avec l'état-major (*ibid.* p. 601), (22 août, p. 611). — Etat de situation de l'armée du Nord (22 août, p. 611). — Lettres des commissaires de l'Assemblée (23 août, p. 669 et suiv.), (25 août, p. 696 et suiv.), (28 août 1792, **XLIX**, p. 56 et suiv.), (30 août, p. 110 et suiv.), (p. 120), (3 septembre, p. 237), (13 septembre, p. 603 et suiv.). — Renseignements fournis par le ministre de la guerre (14 septembre, p. 644 et suiv.). — Lettres des commissaires qui ont été envoyés à l'armée du Nord (20 septembre 1792, t. **L**, p. 177), (p. 674).

Armées. — Voir *Adjudants généraux*. — *Alsace* (*Régiment d'*). — *Amnistie*. — *Approvisionnements militaires*. — *Artillerie*. — *Aumôniers*. — *Cartouches*. — *Cavalerie*. — *Chasseurs*. — *Chevaux*. — *Chirurgiens-majors*. — *Colonels*. — *Colonies*. — *Commissaires des guerres*. — *Compagnies fran-*

Armées (*Suite*).

ches. — Conseils de discipline. — Convois militaires. — Cours martiales. — Déserteurs. — Discipline militaire. — Dragons. — Drapeaux. — Elèves de l'artillerie et du génie. — Employés de l'artillerie. — Engagements. — Enrôlements. — Etapes. — Etat-major. — Fourrages. — Fusils. — Généraux. — Génie. — Guides. — Honneurs et récompenses militaires. — Hôpitaux militaires — Infanterie. — Ingénieurs géographes. — Jugements militaires. — Légions nationales. — Lettres. — Luckner. — Maréchaux de France. — Officiers. — Passage de troupes. — Payeurs généraux. — Police militaire. — Postes militaires. — Récompenses nationales. — Récompenses publiques. — Recrutement. — Régiments coloniaux. — Règlement militaire. — Remonte. — Remplacements. — Réserve nationale. — Soldats. — Solde. — Sous-lieutenances. — Subsistances. — Traitement de guerre. — Transports militaires. — Troupes. — Troupes coloniales. — Valencienne. — Vétérans. — Viande. — Vivres. — Voitures. — Volontaires nationaux.

Armées navales. Demande relative aux peines à infliger aux employés qui ne se rendent pas à bord des bâtiments auxquels ils sont destinés (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 441); — renvoi aux comités de législation et de marine réunis (*ibid.*).

Voir *Artillerie de la marine. — Infanterie de la marine. — Marine.*

Armement en course. — Voir *Corsaires.*

Armement maritime. Compte rendu par le ministre de la marine sur les dépenses de l'armement extraordinaire nouvellement ordonnée (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 330). — Demande de fonds (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 592); — renvoi aux comités de marine et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 593); — rapport par Le Tourneur (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 6 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 7); — adoption (21 juin, p. 444). — Armement des ports en guerre et en paix (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 222 et suiv.).

Armement des troupes. Règlement sur l'armement des gardes nationales (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 471). — Présentation par le sieur Montalon, de Lyon, d'une arme pour la défense de l'infanterie contre la cavalerie (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 2). — Décret sur l'armement des volontaires nationaux à cheval (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 108 et suiv.). — Les comités militaire et diplomatique présenteront un article additionnel au décret sur l'armement des citoyens des frontières (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 439). — L'armement et l'équipement seront fournis au volontaire national à son arrivée au corps de réserve (20 juillet, p. 702). — Lettres du ministre de la guerre relatives à l'armement des

Armement des troupes (*Suite*).

soldats destinés à marcher aux frontières (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 612), (25 août, p. 694). — Le ministre de la guerre est autorisé à faire dans l'armement des troupes tels changements qu'il jugera nécessaires (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170). — Décret relatif à l'armement des citoyens (5 septembre, p. 358). — Observations de Mathieu Dumas sur l'armement de l'artillerie (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Armentières (Commune d'). Lettre du maire au sujet d'un incendie arrivé dans cette commune (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 625). — La municipalité accuse le sieur Malengie d'incivisme (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 82). — Zèle patriotique des habitants (21 août, p. 431).

Armes. Adresse sur la quantité qui peut s'en fabriquer dans les usines de France (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 556). — Lettre de Laverrière sur une fourniture de 3,000 fusils (8 décembre, p. 646). — Motion relative à l'examen des ordonnances de 1777 sur la réception des armes (19 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 249). — Moyen de fournir des armes à 400,000 hommes dans quatre à cinq mois (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 160). — Le comité de l'examen des comptes fera un rapport sur le mémoire de Duportail concernant les marchés pour la fourniture des armes (17 janvier, p. 476). — Pétition de Jean Brézolles relative à une soumission pour leurs fournitures. — Renvoi au comité militaire qui fera un rapport sur les quantité, qualité et prix des armes fabriquées en France ou à l'étranger (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 677 et suiv.). — Présentation d'une nouvelle arme à tir rapide (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 636). — Le ministre de la guerre rapportera les marchés faits pour la fourniture des armes par MM. Duportail et Narbonne (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 319). — Remise de ces marchés à l'Assemblée (14 mai, p. 346). — Décret sur les moyens de faciliter la fabrication (17 mai, p. 508). — Renvoi au comité militaire d'une proposition du ministre de la guerre tendant à en prohiber la sortie du royaume (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 378). — Projet de décret sur la nécessité de prohiber la sortie des armes de toute espèce (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 99 et suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 100). — Texte définitif (16 juin, p. 269 et suiv.). — Il sera fait un inventaire des armes qui se trouvent dans les maisons des émigrés (12 juin, p. 108). — Projet de décret portant que le ministre de la guerre présentera, dans les trois jours, au comité militaire, un projet d'instruction sur la qualité que doivent avoir les armes de guerre (16 juin, p. 272); — renvoi aux comités diplomatique et de législation réunis (19 juin, p. 403). — Projet d'instruction destiné à être annexé au décret sur les armes adopté le 19 juin 1792 (4 juillet 1792 t. **XLVI**, p. 108 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 109). —

(1) Ce rapport n'a pas été fait.

Arras (Canton d'). Adresse sur les événements du 20 juin (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359).

Arras (Commune d'). Les habitants demandent des armes et se plaignent des ministres (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 173). — Adresse d'adhésion au rassemblement à Paris d'un corps de 20,000 gardes nationales (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 177). — Adresse de regret du départ des ministres Clavière, Servan et Roland (22 juin, p. 465). — Adresse relative au *veto* du roi sur les décrets concernant les prêtres réfractaires et le rassemblement de 20,000 hommes à Paris (28 juin, p. 643 et suiv.). — Des citoyens dénoncent une adresse du département du Pas-de-Calais relative aux événements du 20 juin (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 92). — Dénonciation d'un arrêté du département du Pas-de-Calais relatif à la fédération de 1792 (6 juillet, p. 187). — Autre dénonciation (19 juillet, p. 648). — Compte à rendre au sujet du sieur Roussel (*ibid.*). — Compte rendu (20 juillet, p. 697). — Adresse d'adhésion (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 302). — Pétition demandant la déchéance du roi (*ibid.* p. 309). Les citoyens dénoncent les administrateurs de leur ressort (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 14). — Liste des électeurs (29 août, p. 97).

Conseil général. Demande des secours (21 mars 1792, t. **XL**, p. 198) ; — renvoi au comité de secours publics (*ibid.*).

Société des amis de la Constitution. Question à résoudre par le comité de législation relativement à un discours qui a été prononcé dans cette société (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 139).

Tribunal. Il n'y a pas lieu à délibérer sur un jugement rendu par lui (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 420).

Troubles. Annonce de troubles survenus à l'occasion de l'ouverture des églises des maisons religieuses (20 mars 1792, t. **XL**, p. 181) ; — renvoi à la commission des Douze (*ibid.*). — Pétition de plusieurs citoyens relative à des troubles religieux (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 51) ; — renvoi au comité des Douze (*ibid.*).

Arras (District d'). Don patriotique par les juges, commissaire du roi et greffier du tribunal (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 509). — Pétition des six membres du bureau de paix et de jurisprudence charitable (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 171) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Conseil général. Adresse d'adhésion (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 707).

Garde nationale. Le procureur syndic demande la confirmation d'un règlement sur son organisation fait par le directoire du district (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 454).

Arrérages. Causes pour lesquelles on peut faire saisir la moitié des arrérages dus par l'Etat (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 503). — Les arrérages des droits féodaux ne sont pas exigibles (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 699).

Arrestations. Terme des arrestations pour défaut de passeport (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 64). — Le ministre de l'intérieur se plaint d'un grand nombre d'arrestations faites à Paris (16 septembre 1792, t. **L**, p. 49). — La commune de Paris fournira les noms, qualités et demeures des personnes en état d'arrestation (17 septembre, p. 94).

Arrestations arbitraires. Poursuite contre ceux qui en ordonneront (19 septembre 1792, t. **L**, p. 138).

Arrivet. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle de Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Arsenal de Paris. Don patriotique des ouvriers salpêtriers de l'Arsenal (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 648). — Voir *Canons*.

Arsenaux. Quantité de pain à distribuer aux ouvriers (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 5). — Demande en faveur des ouvriers (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 104). — Rapport à faire sur leur état (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 559). — Projet de décret sur la police et la justice dans les arsenaux (t. **L**, p. 710 et suiv.).

Arsenaux de la marine. Décret sur les moyens d'exécution de la loi du 12 octobre 1791 concernant leur administration (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 319 et suiv.).

Arssaud, député de l'Aveyron. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 81).

Art d'écrire. — Voir *Vallain*.

Art de guérir. — Voir *Retz*.

Artaud-Blanval. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Arthaud. Son mémoire sur les causes et les remèdes du danger de la patrie (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 339).

Arthur, manufacturier. Dons patriotiques des ouvriers de sa manufacture (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 160), (4 septembre, t. **XLIX**, p. 332).

Artier, consul de France. — **1791.** — Envoie l'acte du serment de Garnier. (t. **XXXV**, p. 459).

Artillerie en général. Etat des employés d'artillerie et traitement (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 716). — L'artillerie pourra se compléter ou se recruter dans les bataillons de volontaires nationaux en activité de service (21 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 577). — Taille nécessaire pour servir dans l'artillerie (24 janvier, p. 638). — Le ministre de la guerre demande des fonds pour l'entretien de l'artillerie. — Renvoi au comité militaire (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46. — Renvoi au comité militaire d'une motion relative aux sous-lieutenances vacantes (21 mars 1792, t **XL**, p. 198). — Lettre du ministre de la guerre relative aux employés de l'artillerie (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 52) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Découvertes concernant l'artillerie (9 avril, p. 378 (24 avril 1792,

Artillerie en général (*Suite*).

t. **XLII**, p. 337. — Demande relative à l'âge des sous-officiers et canonnniers qui concourent pour ce corps (2 mai 1792, t. **XLIII**, p. 653); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Projet de décret présenté par Albitte concernant les lieutenants en second, détachés dans les places (art. 6 du décret du 2 décembre 1790) (9 mai, p. 193); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le comité militaire fera un rapport sur les moyens les plus prompts de recruter l'artillerie (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 57); — rapport par Gasparin (25 mai, p. 86); — projet de décret (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Taille nécessaire pour servir dans l'artillerie (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 700). — Décret portant que le mode d'avancement du corps de l'artillerie pendant la guerre sera le même que celui décrété pour l'avancement en temps de paix (21 juillet, t. **XLVII**, p. 5 et suiv.). — Texte définitif du décret (27 juillet, p. 183). — Compte à rendre au sujet du détachement d'artillerie envoyé à Naples (3 août, p. 415 et suiv.). — Décret sur les dépenses de l'artillerie pour 1792 (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679.). — Destination des fusils des canonniers à l'armement des volontaires nationaux (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 650). — Observations de Mathieu Dumas sur l'armement de l'artillerie (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Artillerie. Voir *Garçons-majors*. — *Elèves de l'artillerie*. — *Employés de l'artillerie*. — *Moulins*. — *Officiers*.

Artillerie. — *Régiments divers*.

1er *régiment*. — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385).

2e *régiment*. — Réclamation d'un canonnier (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 202); — renvoi aux comités militaire et de surveillance réunis (*ibid.*).

5e *régiment*. — Adresse de dévouement des sous-officiers et soldats (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 101).

6e *régiment*. — Don patriotique (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553). — Adresse de dévouement 19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385).

7e *régiment*. — Beaupuy annonce que les sous-officiers et canonniers de la compagnie de Saint-Rémy et la compagnie d'ouvriers de Guérin ont demandé à recevoir le quart de leur prêt en assignats (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 201); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.* p. 202). — Don patriotique des officiers, sous-officiers et soldats de la compagnie Belin (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 491). — Les soldats de la compagnie de Carbanel dénoncent le sieur Boileau-Castelnaud, capitaine en second (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 145). — Pièces relatives au refus de recevoir cinq hommes engagés pour ce régiment (8 août, p. 557); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Artillerie à cheval. Message du roi relatif à l'établissement d'un corps d'artillerie à cheval (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 624); — mémoire du ministre de la guerre sur cet objet (*ibid.*); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 626). — Rapport par Lacombe-Saint-Michel sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (2 mars 1792, t. **XXXIX**, p, 285 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 287 et suiv.). — Deuxième lecture (17 mars 1792, t. **XL**, p. 91 et suiv.). — Troisième lecture (29 mars, p. 683 et suiv.). — Discussion sur la question de savoir s'il y aura un corps d'artillerie à cheval : Carnot aîné, Briche, Rouyer, Carnot-Feuleins jeune (*ibid.* p. 686 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un corps d'artillerie à cheval (*ibid.* p. 687). — *Discussion du projet de décret* : — Article 1er : Lacuée, Carnot-Feuleins jeune, un membre (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption des articles 2, 3 et 4 (*ibid.* p. 688). — Article 5 : plusieurs membres (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 551); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Rejet de l'article 6 (*ibid.*). — Article 7 : un membre (*ibid.*); — adoption sauf rédaction (*ibid.*) — Rejet de l'article 8 (*ibid.* p. 552). — Adoption sans discussion des articles 9 à 14 [devenus articles 8 à 13] (*ibid.*). — Relue générale et adoption du décret sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 14).

Artillerie coloniale. Compte à rendre par le Pouvoir exécutif de son état. — Plan d'organisation à présenter (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 57. — Don patriotique des officiers et soldats de la compagnie de Soras (25 mai, p. 116). — Avis des officiers généraux et du comité central concernant le régiment des colonies (28 mai, p. 172); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Renvoi au comité militaire d'une demande relative au remplacement des officiers (6 juin, p. 636). — Rapport par Hugau sur la demande relative au remplacement des officiers (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 82); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Pétition de plusieurs sous-officiers et soldats au sujet de leur renvoi (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 24). — Indemnité accordée aux sous-officiers et soldats des régiments d'artillerie de l'Ile-de-France et de Pondichéry (9 septembre, p. 568).

Artillerie de la marine. Rapport par Théodore Lameth sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (28 mars 1792, t. **XL**, p. 598 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 603 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 252 et suiv.); — observations de Kersaint et de Rouyer (*ibid.* p. 276 et suiv.) — Troisième lecture du projet de décret (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 601 et suiv.). — *Discusssion :* Rouyer, Gaudin, Cavelier, Forfait (*ibid.* p. 624 et suiv.); — Kersaint (12 mai 1792, t. **XLIII**,

Assemblée nat. constituante (*Suite*).

sion et l'envoi aux départements du discours de Cérutti (*ibid.*) ; — nouvelle lecture de la motion de Cérutti (5 octobre, p. 88); — débat : plusieurs membres, Chabot, Quinette (*ibid.*) ; — adoption d'une nouvelle rédaction (*ibid.*); — adoption d'une motion de Broussonnet portant que les commissaires aux archives feront un relevé de toutes les affaires et de tous les décrets qu'elle a ajournés (12 octobre, p. 197). — Baudouin fait hommage du premier volume en vélin de la collection des procès-verbaux de l'Assemblée (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 579). — Il est fait hommage des tomes, 6, 7, 8 et 9 de la collection des travaux de cette Assemblée (16 mars 1792, t. **XL**, p. 38). — Voir *Comités de l'Assemblée constituante. — Décrets. — Députés à l'Assemblée constituante. — Employés. — Garde nationale parisienne. — Procès-verbaux.*

Assemblée nationale législative.

§ **1**er. — *Bureaux de l'Assemblée.*
§ **2**. — *Cessation des fonctions de l'Assemblée.*
§ **3**. — *Contre-seing de l'Assemblée.*
§ **4**. — *Dépenses de l'Assemblée.*
§ **5**. — *Députations à l'Assemblée.*
§ **6**. — *Députations de l'Assemblée. — Cérémonies.*
§ **7**. — *Distribution. — Impressions.*
§ **8**. — *Dons et hommages à l'Assemblée.*
§ **9**. — *Dons patriotiques par les membres de l'Assemblée.*
§ **10**. — *Formation et organisation de l'Assemblée.*
§ **11**. — *Garçons de bureau.*
§ **12**. — *Garde de l'Assemblée.*
§ **13**. — *Huissiers de l'Assemblée.*
§ **14**. — *Ordre des travaux et séances.*
§ **15**. — *Palais destiné à l'Assemblée.*
§ **16**. — *Procès-verbaux de l'Assemblée.*
§ **17**. — *Proclamations. — Adresses. — Correspondance.*
§ **18**. — *Règlement. — Police.*
§ **19**. — *Relations avec le roi.*
§ **20**. — *Salle des séances et tribunes.*
§ **21**. — *Secrétaires-Commis.*

§ **1**er. — *Bureaux de l'Assemblée.* — Règlement sur les bureaux (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 279). — Les commissaires inspecteurs présenteront tous les mois le compte des dépenses des bureaux (8 décembre, p. 661). — Formalités pour le payement des appointements des employés (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 394).

Bureau de correspondance et des renvois. — Don patriotique des secrétaires-commis (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 453), (4 juillet, t. **XLVI**, p. 120), (4 août, t. **XLVII**, p. 453).

Bureau des procès-verbaux. — Rapport par Jouffret sur son organisation (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 57); — projet de décret (*ibid.* p. 58); — adoption (*ibid.*). — Don patriotique des secrétaires-commis (5 juin,

Assemblée nat. législative (*Suite*).

p. 586). — Don patriotique des six chefs du bureau (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 27). — Les secrétaires-commis sollicitent les moyens d'accélérer l'expédition des décrets de l'Assemblée (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 337).

Bureau du scrutin. — Don patriotique des employés (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105), (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 453).

§ **2**. — *Cessation des fonctions de l'Assemblée.* — Adresse de l'Assemblée à la Convention nationale, pour lui annoncer la cessation de ses fonctions (21 septembre 1792, t. **L**, p. 200). — L'Assemblée reçoit une députation lui annonçant que la Convention nationale est constituée. — Le Président déclare que la session est terminée (*ibid.* p. 201).

§ **3**. — *Contre-seing de l'Assemblée.* — Le directoire du district des Andelys dénonce un abus qui a été fait du contre-seing de l'Assemblée (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 410) ; — renvoi aux commissaires inspecteurs (*ibid.*).

§ **4**. — *Dépenses de l'Assemblée.* — Les commissaires-inspecteurs présenteront tous les mois le compte des dépenses de la salle et des bureaux (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 661). — Etat des dépenses de l'Assemblée pendant le premier trimestre de la législature (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 249). — Décret relatif aux dépenses occasionnées par la correspondance avec la Haute-Cour nationale (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99). — Compte à rendre des travaux faits et à faire aux bâtiments de l'Assemblée (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 72). — Règlement sur les dépenses de l'Assemblée (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 197).

§ **5**. — *Députations à l'Assemblée.* — Sur la motion de Thuriot, l'Assemblée décrète que jamais une députation ne sera reçue que, préalablement, elle n'ait justifié au président du caractère en vertu duquel elle se présente (26 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 435).

Députations admises à la barre. — **1791.** — Députation de la municipalité de Paris (7 octobre, 1791 t. **XXXIV**, p. 114), — du directoire du département de Paris (*ibid*, p. 115), — du département de Seine-et-Oise (8 octobre, p. 127), — de la commune de Nantes (11 octobre, p. 171), — de l'évêque de Paris et de son conseil (12 octobre, p. 189), — du tribunal de cassation (13 octobre, p. 211), — des dames de la Halle et marchés réunis (19 octobre, p. 289), — des citoyens de Paris, réunis sous le titre de Société fraternelle (22 octobre, p. 345), — de la ville d'Avignon et du Comtat Venaissin (26 octobre, p. 433 et suiv.), — de l'Académie de peinture et de sculpture (5 novembre, p. 640), — des vainqueurs de la Bastille (6 novembre, p. 666), — des électeurs du département de Paris (*ibid.* p. 668), — de la ville de Bordeaux (10 novembre, p. 732), — de la ville de la Rochelle (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 52), — de la section de Sainte-Geneviève (*ibid.* p. 54), — des citoyens des 48 sections de Paris (*ibid.* p. 56),

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

municipalité de Crépy (*ibid.* p. 508), — des volontaires du bataillon de la Charente-Inférieure (10 mars, p. 559), — du directoire de Seine-et-Marne et de la municipalité de Melun (11 mars, p. 556), — de la section de la Croix-Rouge (11 mars, p. 564), — de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 567), — des vétérans de la garde nationale parisienne (*ibid.* p. 571), — des ci-devant employés de la régie générale (*ibid.*), — des jeunes gens d'Agen (14 mars, p. 691), — des juges de paix de Paris (18 mars 1792, t. **XL**, p. 111), — des actionnaires de la caisse patriotique (*ibid.*), — des municipalités du canton de Sussy (*ibid.* p. 116), — des gendarmes faisant le service près les tribunaux de Paris (*ibid.* p. 117), — des domestiques attachés à la maison des princes français émigrés (*ibid.*), — des invalides (21 mars, p. 350), — des volontaires nationaux de Lot-et-Garonne (22 mars, p. 373), commune d'Aix (22 mars, p. 385), — de la commune de Vendôme (*ibid.*), — du directoire du département de Seine-et-Oise (23 mars, p. 403), — de la ville de Honfleur (25 mars, p. 481), — des ci-devant gardes françaises (*ibid.* p. 483) ; — des invalides retirés à l'Hôtel national (26 mars, p. 513), — de la ville de Mende (28 mars, p. 627), — de la municipalité de Paris (29 mars, p. 680), — des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 683) ; — des hommes de couleur (30 mars, p. 708), — des citoyens de Carlucet et de Fontanes-Lunegarde (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 14), — des chantres des paroisses de Paris (*ibid.* p. 42), — des citoyens de Paris (*ibid.* p. 48), — de vétérans (1er avril, p. 64), — du 3e bataillon des gardes nationales de Paris (*ibid.* p. 65), — du tribunal criminel de Seine-et-Oise (2 avril, p. 96), — du 3e bataillon des volontaires nationaux de la Seine-Inférieure (*ibid.* p. 97), — du directoire du département de Paris (3 avril, p. 163), — des citoyens de la Rochelle (7 avril, p. 316), — des manufacturiers et commerçants de la ville de Reims (*ibid.* p. 317), — du 2e bataillon des volontaires de la Charente (*ibid.* p. 318), — du 3e bataillon des volontaires du Pas-de-Calais (8 avril, p. 364), — des aveugles des Quinze-Vingts (*ibid.*), — des citoyens du faubourg Saint-Antoine (*ibid.* p. 365), — des soldats de Châteauvieux (9 avril, p. 390), — de la garde nationale d'Arpajon (Seine-et-Oise) (10 avril, p. 414), — de la faculté de médecine de Paris (16 avril, p. 726), — des citoyens de la commune de Leschères (*ibid.*), — des citoyens de Gournay-en-Bray (*ibid.* p. 730), — des ci-devant cavaliers de la prévôté des monnaies (*ibid.* p. 731), — du district du Château-du-Loir (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182), — du district de Beaune (*ibid.* p. 183), — du directoire du département de Seine-et-Oise (21 avril, p. 249), — de ci-devant soldats du régiment de Pondichéry (22 avril, p. 281), — des citoyens du faubourg Saint-Antoine

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

(*ibid.*), — des employés aux bureaux d'administration municipale des biens nationaux (*ibid.* p. 283), — des élèves des écoles de Saint-Roch (*ibid.* p. 284), — des créanciers de Louis-Stanislas-Xavier, prince français (*ibid.* p. 285), — des artistes réunis au point central (*ibid.* p. 286), — des citoyens de Mouchy (*ibid.*), — des vainqueurs de la Bastille (23 avril, p. 322), (26 avril, p. 409), — des élèves des écoles de la Charité de la paroisse de Saint-Merry (27 avril, p. 440), — des employés des postes (*ibid.* p. 471), — des canonniers du bataillon d'Henri IV (*ibid.*), — des gardes nationaux du faubourg Saint-Antoine (29 avril, p. 406), — de citoyens de Paris (*ibid.* p. 507), — des choristes et serpents des paroisses de Paris (*ibid.* p. 508), — des femmes des ci-devant employés aux barrières de Paris (*ibid.*), — des invalides des troupes de l'ancienne compagnie des Indes (*ibid.*), — des élèves des écoles de la paroisse Saint-Louis de Versailles (*ibid.* p. 510), — de quatre juges de paix du bureau central de Paris (1er mai, p. 600), — de la 30e division de gendarmerie nationale (2 mai, p. 639), — des citoyens de Maisons-sous-Charenton (*ibid.* p. 648), — de citoyens de Paris (*ibid.*), — des employés au département des domaines et finances et à la Trésorerie de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 668), — des ouvriers de la manufacture du doublé d'or de la rue de la Verrerie (*ibid.*), — de la ville de Pont-sur-Seine (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 30), — des citoyennes de la section des Gobelins (6 mai, p. 48), — d'élèves gardes nationales du bataillon de l'Espérance (*ibid.*), — des habitués du café de Paris (*ibid.*), — des grenadiers de la garde nationale de Versailles (*ibid.* p. 49), — des enfants de la rue de Bourbon (*ibid.* p. 50), — des ci-devant capitaines titulaires du centre de l'armée parisienne (*ibid.*), — des élèves défenseurs de la patrie de la 4e légion de la garde nationale parisienne (*ibid.*), — des ouvriers de l'atelier de M. Boubier (*ibid.* p. 51), — des pompiers de Paris (*ibid.* p. 53), — des gardes nationales de Neuilly-sur-Seine (*ibid.* p. 54), — des artistes (*ibid.* p. 56), — des citoyens de Strasbourg (*ibid.* p. 56), — de l'association civique des cordonniers (7 mai, p. 60), — des gardes nationaux du département de l'Eure (*ibid.* p. 84), — d'ouvriers de la monnaie des cloches (*ibid.*), — des garçons de bureau de l'Assemblée nationale (*ibid.*), — des ouvriers de M. Villet (*ibid.*), — des garçons de bureau du droit d'enregistrement (*ibid.*), — des enfants de l'école Saint-Eustache (8 mai, p. 106), — des forts du port aux blés (*ibid.*), — des volontaires nationaux du département de Paris (*ibid.*), — de la 6e légion de l'armée parisienne (*ibid.* p. 123), — des écoliers du collège des Quatre-Nations (*ibid.*), — des canonniers et sapeurs du bataillon de Saint-Méry (*ibid.* p. 160), — des habitués du café De Roy (*ibid.* p. 171),

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

— du tribunal de cassation (10 mai, p. 202), — de sourds-muets (*ibid.* p. 204), — du bataillon du Val-de-Grâce (11 mai, p. 237 et suiv.), — des enfants de l'école de la rue de Valois (12 mai, p. 266), — des citoyens du faubourg Saint-Antoine (*ibid.*), — des citoyens soldats du bataillon de Saint-Joseph et des soldats du 14ᵉ bataillon d'infanterie légère (13 mai, p. 311), — des jeunes filles de l'école Saint-Nicolas-des-Champs (*ibid.* p. 316), — des citoyens créanciers de propriétaires de droits féodaux (*ibid.*), — des ouvriers en porcelaine des manufactures de Paris (*ibid.* p. 317), — de la société patriotique de la section du Luxembourg (14 mai, p. 320), — de jeunes citoyennes de la section de l'Hôtel-de-Ville (*ibid.* p. 329), — de la section de la rue de Montreuil (*ibid.* p. 354), — des élèves des écoles Saint-Paul et Saint-Ambroise (15 mai, p. 395), — des élèves de Mᵐᵉ Cordonier (*ibid.*), — des écoles du collège des Quatre-Nations (*ibid.*), — des infirmes de la maison des Incurables (*ibid.*), — des jeunes filles de l'école de charité de la paroisse Saint-Paul (*ibid.* p. 419), — des ci-devant gardes françaises (*ibid.*), — de la section du Roule (16 mai, p. 428), — de citoyens de la ville d'Arles (*ibid.* p. 455), — des intéressés à l'entrepôt de l'illumination de Paris (*ibid.* p. 457), — des marchands de chiffons des halles (18 mai, p. 531), — des entrepreneurs et des ouvriers des monuments publics (19 mai, p. 575), — de la section de la Croix-Rouge (20 mai, p. 593), — des Amis de la Constitution de Versailles (*ibid.* p. 596), — des dames de la Halle (21 mai, p. 621), — des élèves de l'école de dessin (*ibid.* p. 622), — des dames de Chaillot (*ibid.*), — des notaires de Paris (*ibid*, p. 648), — des nouveaux administrateurs des postes (*ibid.* p. 649), — des élèves de M. Charlemagne (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 5), — des jeunes citoyennes de la Fontaine de Grenelle (*ibid.* p. 7), — des citoyens du faubourg Saint-Antoine (*ibid.* p. 8), — des élèves de M. Michelan (24 mai, p. 59), — des aveugles des Quinze-Vingts (*ibid.* p. 60), — du bataillon des Feuillants (*ibid.* p. 61), — des employés des bureaux de la mairie de Paris (25 mai, p. 80), — des élèves de l'école d'Yalver (26 mai, p. 124), — des citoyens soldats de la section de la Bibliothèque (*ibid*), — des citoyens d'Autun (*ibid.* p. 125), — des citoyens de Suresnes (*ibid.* p. 132), — des citoyens qui forment le bataillon de Saint-Etienne-du-Mont (27 mai, p. 155), — des citoyens de Versailles (*ibid.*), — des ouvriers de la manufacture de papier de MM. Arthur et Robert (*ibid.* p. 160), — de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 161), — des entrepreneurs et ouvriers de l'église Saint-Sauveur (*ibid.* p. 169), — des fournisseurs des princes français frères du roi (*ibid.*), — des habitués du café Procope (*ibid.*), — des citoyens de la section du faubourg Montmartre (*ibid.* p. 170), — des

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

anciens maîtres du commerce, arts et métiers de la ville de Paris (*ibid.*), — de la Société des Amis de la Constitution de Saint-Etienne (*ibid.*), — des menuisiers (*ibid.*), — des mariniers de Rochefort (*ibid.* p. 171), — des ouvriers de la manufacture de papier de M. Réveillon (28 mai, p. 176), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 214), — de la section de la Fontaine de Grenelle (*ibid.*), — de la section de la Croix-Rouge (*ibid.* p. 215), — de la section des Gobelins (29 mai, p. 274), — des soldats invalides (*ibid.* p. 278), — des Savoisiens résidant à Paris (*ibid.* p. 291), — de la section du Luxembourg (*ibid.* 30 mai, p. 314), — de la section des Lombards (30 mai, p. 351), — du directoire du département de l'Aisne (*ibid.* p. 352), — des anciens gardes des portes de Paris (*ibid.* p. 256), — de la section de la Croix-Rouge (*ibid.* p. 358), — de la section de Mauconseil (31 mai, p. 360), — des enfants des écoles publiques de la Ville l'Evêque (*ibid.*), — de la ville d'Arles (*ibid.* p. 362), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 370), — d'invalides (*ibid.* p. 399), — du bataillon de Saint-Séverin (1ᵉʳ juin, p. 453), — de la Société des Amis de la Constitution de Montargis (*ibid.*), — des invalides (*ibid.* p. 454), — de la section de la Fontaine Montmorency (2 juin, p. 463), — des officiers municipaux et des chefs des canonniers volontaires de Paris (*ibid.* p. 478), — de la section du marché des Innocents (4 juin, p. 540), — de la section de Notre-Dame (*ibid.* p. 541), — de la section de Mauconseil (*ibid.*), — de l'assemblée électorale du district de Melun (*ibid.*), — de citoyens des îles Saint-Pierre-et-Miquelon (*ibid.* p. 512), — de compagnons serruriers de la ville de Paris (*ibid.*), — de la section de l'Observatoire (*ibid.* p. 551), — des forts de la halle (*ibid.*), — des citoyennes de Conflans-Charenton (5 juin, p. 583), — des parents de l'ancien maire d'Etampes (5 juin, p. 627), — des officiers municipaux d'Etampes (*ibid.*), — des citoyens de la commune de Sèvres (6 juin, p. 636), — des officiers du 2ᵉ bataillon des volontaires du département d'Ille-et-Vilaine (*ibid.* p. 663), — du bataillon Saint-Merry (8 juin, p. 703), — des employés des postes (*ibid.* p. 704), — de jeunes enfants (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 2), — du bataillon des Petits-Augustins (*ibid.* p. 21), — du faubourg Saint-Antoine (10 juin, p. 56), — de la section de Bonne-Nouvelle (*ibid.* p. 57), — de la section du Louvre (*ibid.*), — des régiments de ligne en garnison à Paris (*ibid.* p. 60), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 67), — de la section des Gobelins (*ibid.*), — de dames de la Halle (11 juin, p. 80), — de citoyens de Paris (*ibid.*), — de la section de Luxembourg (*ibid.*), — du bataillon de Saint-Laurent (*ibid.* p. 84), — d'invalides (*ibid.* p. 91), — de la section de la Croix-Rouge (11 juin, p. 100), — de la sec-

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

tion d'Henri IV (12 juin, p. 104), — de la section du Palais-Royal (*ibid*, p. 126), — de la section de la Fontaine de Grenelle (*ibid.*), — des forts des ports et de la halle de Pontoise (13 juin, p. 135), — de citoyens de la rue Féron (*ibid.* p. 177), — de citoyens des sections de Sainte-Geneviève et de la Croix-Rouge (14 juin, p. 192), — de citoyens de la section de Montmartre (*ibid.* p. 207), — de citoyens de la section de la Fontaine-Montmorency (15 juin, p. 225), — des Amis de la Constitution de Rouen (*ibid.*), — de la section de la Bibliothèque et du bataillon des Filles-Saint-Thomas (*ibid.*), — des volontaires du bataillon des Carmes (*ibid.* p. 237), — de garçons marchands de vins (*ibid.* p. 240), — de la section des Postes (16 juin, p. 276), — des gardes nationales du Pont-au-Pecq (*ibid.* p. 280), — de la section de la Croix-Rouge (17 juin, p. 325), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 327), — de la section de Bondy (*ibid.* p. 328), — de la section de la Halle au blé (*ibid.*), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 329), — du bataillon Saint-Honoré (*ibid.*), — de la section de la rue Poissonnière (*ibid.* p. 330), — de la section de la place Royale (*ibid.*), — de la section de Monconseil (*ibid.*), — de la section Sainte-Geneviève (*ibid.* p. 331), — des apprentis de la section Henri IV (*ibid.*), — des marchands fermiers de Pontoise (18 juin, p. 333), — du bataillon de Saint-André-des-Arts (*ibid.* p. 338), — de la section du Luxembourg (*ibid.* p. 352), — des greffiers des bâtiments de la ville de Paris (*ibid.*), — du bataillon de Saint-André-des-Arts (19 juin, p. 364), (p. 371), — de citoyens et citoyennes de Saint-Denis (20 juin, p. 406), — du département de Paris (*ibid.* p. 411), — des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel (*ibid.* p. 416), — des 1er et 2e bataillons de la Gironde (*ibid.* p. 418), — des citoyens de Saint-Germain-en-Laye (*ibid.* p. 424), — de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 427), — de la commune de Bercy (21 juin, p. 443), — des vétérans de la garde nationale parisienne (*ibid.* p. 460 et suiv.), — de la section de l'Oratoire (22 juin, p. 464), — du district de Beauvais (*ibid.* p. 466), — de la section des Enfants-Rouges (*ibid.*), — de la ville de Semur (23 juin, p. 495), — de la section de la place Louis XIV (*ibid.* p. 496), — de la commune de Monceaux (*ibid.* p. 501), — des pensionnaires de Sainte-Anne (*ibid.* p. 512), — des invalides composant la garde du château de Bicêtre (24 juin, p. 528), — de la commune de Melun (*ibid.*), — des administrateurs du collège de Rennes (25 juin, p. 552), — du faubourg Saint-Antoine (*ibid.* p. 553), — de citoyens de la ville de Brest (*ibid.* p. 573), — de la section du faubourg Montmartre (*ibid.* p. 576), — du faubourg Saint-Marceau (*ibid.*), — de la section des Quinze-Vingts (*ibid.* p. 579), — de la commune de Saint-Mandé (26 juin, p. 598), — des entrepreneurs de la remonte des sels des rivières de l'Yonne, de la Seine et de la Marne (28 juin, p. 645), — de la section des Tuileries (29 juin, p. 664), — de la commune de Vaugirard (*ibid.* p. 667), — du 6e bataillon du Jura (30 juin 1792, t. **XLVI**, p. 1), — de citoyens de Paris (1er juillet, p. 23), — de citoyens et citoyennes de la section des Postes (*ibid.* p. 24), — des habitants de Gentilly (*ibid.*), — de citoyens de la section de la Croix-Rouge (*ibid.*), — de citoyens de la section de la fontaine de Grenelle (*ibid.* p. 25), — des habitants de Creil (*ibid.*), — des citoyens de la section de Bonne-Nouvelle (*ibid.*), — des gardes des ports de Paris (*ibid.* p. 26), — du district de Mantes (2 juillet, p. 28), — de citoyens de Tulle (*ibid.* p. 68), — des gardes des ports de Paris (*ibid.*), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 69), — de la section de l'Observatoire (3 juillet, p. 91), — des ouvriers du canal de Bourgogne (*ibid.*), — du 1er bataillon de la Haute-Marne (4 juillet, p. 103), — de citoyens de Paris (*ibid.* p. 105), — de citoyens de Saint-Denis (*ibid.* p. 107), — de la municipalité de Paris (5 juillet, p. 129), — de citoyens du Havre (6 juillet, p. 163), — de jardiniers du faubourg Saint-Antoine (*ibid.* p. 182), — de la municipalité de Paris (7 juillet, p. 215), — des employés des postes (*ibid.* p. 233), — de la municipalité de Chartres (*ibid.* p. 234), — du département de Paris, de la municipalité et des corps judiciaires institués à Paris (*ibid.* p. 235), — des administrateurs du département d'Ille-et-Vilaine (8 juillet, p. 245), — de la section du Louvre (*ibid.*), — de la section de la Halle-au-Blé (*ibid.*), — de la section de la Croix-Rouge (*ibid.* p. 246), — de la section de Mauconseil (*ibid.* p. 247), — de la section du Roule (*ibid.*), — de la section de la Fontaine de Grenelle (*ibid.* p. 250), — des porteurs d'eau et charbonniers du faubourg Saint-Antoine (*ibid.*), — de la section des Gravilliers (*ibid.* p. 251), — de la section de la place Royale (*ibid.* p. 252), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 253), — de la section du Palais-Royal (9 juillet, p. 290), — de la section de la Grange-Batelière (*ibid.*), — de la section de Sainte-Geneviève (*ibid.*), — de la section des Quatre-Nations (10 juillet, p. 296), — de la section des Innocents (*ibid.*), — des citoyens de Paris (18 juillet, p. 319), — des citoyens de Corbeil (*ibid.* p. 321), — des citoyens et citoyennes du Bolbec (11 juillet, p. 324), — des citoyens de la section du Roule (*ibid.*), — des volontaires nationaux d'Angers (*ibid.* p. 325), — des volontaires nationaux de la Côte-d'Or (*ibid.*), — des volontaires nationaux du Jura (*ibid.*), — des citoyens de Nantes (*ibid.*), — d'habitants de la ville d'Armagh (*ibid.*), — de citoyens de Versailles (*ibid.* p. 360), — de citoyens de Reims (*ibid.*), — de citoyens de la section des Gravilliers (*ibid.* p. 361), — de citoyens de

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 362), — de citoyens de la section de l'Oratoire (*ibid.*), — de citoyens de la section des Gobelins (*ibid.*), — de citoyens de la section du Luxembourg (*ibid.*), — de citoyens de la section des Postes (*ibid.*), — des vétérans de Paris (*ibid.*), — de la section du faubourg Saint-Denis (*ibid.*), — de la section du Palais-Royal (*ibid.*), — des ouvriers du bâtiment (*ibid.* p. 363), — de la municipalité de Paris (*ibid.*), — des volontaires nationaux de Rochefort (*ibid.* p. 364), — de la section du Val-de-Grâce (*ibid.* p. 365), — des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau (*ibid.*), — des fédérés de Bergerac (12 juillet, p. 383), — des fédérés de Valence (13 juillet, p. 436), — des fédérés de Grenoble (*ibid.* p. 437), — des fédérés de Châlon (*ibid.* p. 438). — des fédérés du Jura (*ibid.*), — des fédérés des districts de Falaise, Domfront et Argentan (*ibid.*), — des fédérés d'Issé (*ibid.* p. 443), — des sections de l'Observatoire et des Gobelins (15 juillet, p. 497), — de la section de Bonne-Nouvelle (*ibid.*), — de la municipalité de Soissons (*ibid.*), — du conseil général de la commune de Chartres (*ibid.*), — de la section des Tuileries (*ibid.* p. 498), — de la ville du Havre (*ibid.*), — des citoyens de Caen (*ibid.*), — des salpêtriers d'Orléans (*ibid.* p. 499), — des volontaires de l'Ain (16 juillet, p. 514), — du département de Seine-et-Oise (*ibid.*), — de la ci-devant compagnie des Cent Gardes Suisses (*ibid.*), — des citoyens monnédiés d'Arles (*ibid.* p. 515), — de la ville de Reims (*ibid.*), — des fédérés (*ibid.* p. 516), (17 juillet, p. 559), — de la ville d'Orléans (19 juillet, p. 668), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 669), — de la ville de Beaune (*ibid.* p. 670), — de la gendarmerie nationale de Paris (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 45), — de la section des Tuileries (*ibid.* p. 53), — de la section du Palais-Royal (*ibid.*), — des fédérés (23 juillet, p. 69), — des citoyens de Clamecy (24 juillet, p. 99), — des citoyens de Francourville (*ibid.*), — des habitans d'Andrésy (*ibid.* p. 115), — de la section du Jardin-des-Plantes (25 juillet, p. 139), — des Amis de la Constitution de Royan (*ibid.* p. 140), — de la section de la Croix-Rouge (*ibid.*), — de la section de l'Observatoire (*ibid.*), — de la section de Mauconseil (*ibid.* p. 145), — de la Société des amis de la Constitution de Ganges (26 juillet, p. 147), — de la section du Luxembourg (*ibid.* p. 178), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.*), — de la municipalité de Paris (27 juillet, p. 184), — des Belges et des Liégeois (*ibid.* p. 186), — de la section des Tuileries (*ibid.* p. 207), — de dix-sept gardes nationaux (*ibid.*), — des volontaires nationaux de la Charente (28 juillet, p. 226), — des amis de la Constitution de Strasbourg (30 juillet, p. 269), — des étudiants du collège Louis-le-Grand (*ibid.*), — de la section des Innocents (*ibid.*), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.* p. 279), — de pétitionnaires savoisiens (*ibid.* p. 291), — des capitaines du centre (*ibid.* p. 300), — des gardes nationaux du bataillon des Filles-Saint-Thomas (*ibid.*), — de la section des Tuileries (31 juillet, p. 311), — de la section de l'Arsenal (*ibid.*), — des fédérés (*ibid.* p. 316), — des citoyens des sections (*ibid.*), — des citoyennes de la section de l'Hôtel-de-Ville (*ibid.* p. 322), — des citoyens de Saint-Pierre de Mortainville (*ibid.* p. 323), — de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 327), — de la section du Roi-de-Sicile (*ibid.*), — des invalides retirés à l'Hôtel (1er août, p. 374), — de grenadiers de la garde nationale parisienne (*ibid.* p. 380), — des ouvriers du sieur Perrier (2 août, p. 382), — des grenadiers du bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital (*ibid.* p. 400), — des fédérés de Marseille (*ibid.*), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.* p. 403), — des employés de la police de sûreté des maisons de Bicêtre et de la Salpêtrière (3 août, p. 415), — des volontaires fédérés (*ibid.* p. 421), — des 48 sections de Paris (*ibid.* p. 425), — de la section des Gravilliers (4 août, p. 472), — des ajusteurs de la monnaie de Paris (*ibid*, p. 486), — des fédérés (*ibid.*), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.*), — des citoyens du canton de Rebais (5 août, p. 500), — de la section de la Bibliothèque (*ibid.* p. 501), — de la section de l'Arsenal (*ibid.* p. 503), — de la section de Mauconseil (*ibid.* p. 505), — des ouvriers de la manufacture du sieur Réveillon (*ibid.* p. 506), — des citoyens du Gard (6 août, p. 513), — des fondeurs, doreurs et argenteurs (*ibid.* p. 534), — du bataillon des Carmélites (*ibid.* p. 539), — de la section du Palais-Royal (*ibid.*), — de la ville de Toulon (7 août, p. 549), — de la commune de Boissy-Saint-Léger (*ibid.* p. 550), — de la section des Lombards (nuit du 9 au 10 août, p. 617), — de la municipalité de Paris (*ibid.* p. 624), (p. 626), — de la section des Thermes-de-Julien (10 août, p. 641), — de la section des Postes (*ibid.* p. 649), — du bataillon de Mirabeau (*ibid.* p. 655), — du bataillon de Saint-Merry (*ibid.* p. 656), — de la section d'Henri IV (*ibid.*), — des trois corps administratifs de Versailles (*ibid.* p. 658), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.*), — de pompiers (*ibid.* p. 675), — de la municipalité de Neuilly (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 2), — des commissaires provisoires de la commune de Paris (*ibid.* p. 14), — de plusieurs citoyens de Paris (*ibid.*), — de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 15), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.* p. 16), — des fédérés de Marseille (*ibid.*), — des commissaires provisoires de la commune de Paris (*ibid.* p. 25), — de la gendarmerie parisienne (*ibid.* p. 32), — du conseil général de la commune de Paris (*ibid.* p. 34), — des grenadiers de la section du Mail (*ibid.* p. 35), — de la section de l'Arsenal (*ibid.* p. 41), — des volontaires nationaux en gar-

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

nison à Laon (*ibid.*), — de la section de l'Arsenal (12 août, p. 65), — des volontaires nationaux en station à Laon (*ibid.* p. 66), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 68), — de la section de Mauconseil (*ibid.*), — de la gendarmerie nationale (*ibid.*), — des fédérés (*ibid.* p. 69), — de la commune de Paris (*ibid.*), — de citoyens de Marseille (*ibid.* p. 70), — des ci-devant gardes françaises (*ibid.* p. 73), — de la 29e division de gendarmerie (*ibid.* p. 78), — de la commune de Paris (*ibid.*) (p. 79), — de la section de Mirabeau (*ibid.* p. 81), — des officiers de la gendarmerie nationale (*ibid.*), — de la section de la Bibliothèque (13 août, p. 93), — des sous-officiers de gendarmerie (*ibid.* p. 98), — des commissaires de la commune de Paris (*ibid.*) — de la section de l'Oratoire (*ibid.* p. 99), — de la commune de Margency (14 août, p. 114), — de la section Henry IV (*ibid.* p. 115), — du tribunal de cassation (*ibid.* p. 117), — de la commune de Rueil (*ibid.*), — des gardes des ports de la ville de Paris (*ibid.* p. 120), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 127), — des fédérés (*ibid.* p. 128), — des tribunaux criminels provisoires (*ibid.* p. 129), — de la section du Louvre (*ibid.*), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 130), — de la section du Mail (*ibid.*), — des corps administratifs de Seine-et-Oise (*ibid.*), — de la section de la Cité (15 août, p. 161), — de la commune de Courbevoie (*ibid.* p. 179), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 180), — de la commune de Nanterre (16 août, p. 278), — des canonniers du bataillon des Champs-Élysées, (*ibid.* p. 284), — des hommes du 14 juillet et du 10 août (*ibid.*), — de la commune de Port-au-Pecq (*ibid.* p. 286), — de la section de la Halle-au-Blé (*ibid*, p. 289), — de la commune de Saint-Denis (*ibid.*), — de la ville de Melun (*ibid.* p. 290), — des fédérés (17 août, p. 304), — de la nation des Tuileries (*ibid.* p. 316), - de la commune de Montmorency (18 août, p. 350), — de la commune de Meaux (*ibid.* p. 356) — de la Fontaine-Montmartre (19 août, p. 369), — de la commune de Sézanne (*ibid*), — de la commune de Beauvais (*ibid.* p. 370), — des enfants aveugles (*ibid.* p. 380), — de la communes de Versailles (*ibid.* p. 383), — de citoyens de Sèvres (*ibid.* p. 388), — de la garde nationale de Versailles (20 août, p. 413), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 422), — des fédérés (*ibid.* p. 423), — des districts ruraux de Paris (*ibid.* p. 425), — de la ville de Nuremberg (*ibid.* p. 426), — des citoyens de Sedan habitant Paris (21 août, p. 429), — de la section de l'Isle (*ibid.* p. 431), — des officiers municipaux de Vaugirard (*ibid.* p. 561), — des officiers municipaux de Clichy (*ibid.*), — des administrateurs provisoires du département de Paris (22 août, p. 615), — des citoyens de Chantilly (*ibid.*), — de la commune de Choisy-le-Roi (*ibid.*), — de la commune de

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre.*)

Mantes (*ibid.*), — de la commune de Versailles (*ibid.*), — de la commune de Belleville (*ibid.* p. 616), — des fédérés (*ibid.*), — des ouvriers de la manufacture de Sèvres (*ibid.* p. 617), — des garçons de la halle (*ibid.* p. 619), — des patriotes savoisiens (*ibid.* p. 622), — d'invalides (*ibid.*), — des volontaires du camp de Soissons (*ibid.* p. 626), — de la commune de Paris (23 août, p. 661), — des hommes du 14 juillet (*ibid.* p. 664), de la commune de Paris (*ibid.* p. 672), — de la commune de Nemours (24 août, p. 686). — de citoyennes de Versailles (25 août, p. 696), — de la section du Mail (*ibid.* p. 714), — des canonniers de l'Arsenal (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 2), — des fédérés marseillais (*ibid.* p. 7), — des canonniers du bataillon des Pères de Nazareth (*ibid.* p. 14), — des canonniers de la section de la Fontaine-Montmartre (*ibid.* p. 20), — des citoyens de la commune du Pont-au-Pecq (27 août, p. 25), — de la municipalité de Paris (*ibid*), — de la section de la Sorbonne (*ibid.* p. 36), — des employés de la petite poste de Paris (28 août, p. 51), — des acteurs du théâtre de l'Ambigu-Comique (*ibid.* p. 52), — du conseil général de la ville de Paris (*ibid.* p. 53), — des membres de la ci-devant confrérie de Saint-Roch (*ibid.* p. 54), — des officiers municipaux de Passy, Auteuil et Boulogne (29 août, p. 88), — de la section de Popincourt (*ibid.* p. 97), — du département de l'Aude (31 août, p. 137), — des gardes-pompes de la ville de Paris (*ibid.* p. 147), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.* p. 149), — des citoyens de Montfort-l'Amaury (1er septembre, p. 163), — de la section du Marais (*ibid.* p. 164), — de la section de la Halle-aux-Blés (*ibid.* p. 170), de la section des Postes (*ibid.* p. 181), — des administrateurs de Seine-et-Oise (*ibid.*), — de la section de l'Isle-Saint-Louis (2 septembre, p. 215), — des corps administratifs d'Orléans (*ibid.*), — de la garde nationale parisienne (*ibid.*), — de la commune de Paris (*ibid.* p. 216), — de la section du Contrat social (*ibid.* p. 217), — de la gendarmerie nationale (*ibid*), — de la section de la Croix-Rouge (*ibid.*), — des jeunes gens apprenant le commerce à Paris (3 septembre, p. 234), — des volontaires de Vincennes (*ibid.* p. 236), — des commis attachés au bureau des contributions publiques (*ibid.* p. 238), — de la section des Gravilliers (*ibid.* p. 246), — des citoyens et citoyennes de Chaillot (*ibid.* p. 247), — de la section du Marais (*ibid.* p. 249), — de la section du Mail (*ibid.* p. 326), — des artilleurs du Temple (4 septembre, p. 332), — des ouvriers du sieur Arthur (*ibid.*), — du bataillon de la Trinité (*ibid.*), — des sections du Louvre, du Pont-Neuf et des Tuileries (*ibid.* p. 336), — des Auvergnats habitant Paris (*ibid.*), — des dragons de la Liberté (*ibid.* p. 342), — de la commune de Paris (*ibid*), — de la section des Quatre-Nations (*ibid.* p. 351), — de la section

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre*).

de la Fontaine-Montmartre (*ibid.*), — de la section du Luxembourg (5 septembre, p. 352), — des pensionnaires du théâtre de la rue Feydeau (*ibid.* p. 354), — de la municipalité de Montrouge(*ibid.*), — de la section du Luxembourg (*ibid.* p. 374), — de la section des Arcis (*ibid.* p. 375), — de la section du Luxembourg (*ibid.* p. 377), — de la section des Postes (*ibid.* p. 378), — de la section de l'Isle (*ibid.* p. 381), — de la section des Tuileries (*ibid.* 382), — de la section Mirabeau (*ibid.*), — de la commune de Bourg-la-Reine (*ibid.*), — de la section du Mail (6 septembre, p. 398), — de la section du Ponceau (*ibid.* p. 399), — de la commune de Meudon (*ibid.*), — de la commune de Neuilly (*ibid.* p. 408), — de la commune de Marne (*ibid.* p. 411), — de la section de la Halle-aux-Blés (*ibid.* p. 412), — de la commune de Rochefort (*ibid.* p. 413), — de la section des Filles-Saint-Thomas (*ibid.* p. 417), — de la section des Droits de l'homme (*ibid.*), de la commune de Choisy-sous-Etiole (*ibid.*), — de la section des Tuileries (*ibid.* p. 418), — de la commune de Chantilly (*ibid.* p. 419), — de la commune de Fleury-Mérogis (7 septembre, p. 424), — de la section des Gravilliers (*ibid.* p. 431), — de la section des Champs-Elysées (*ibid.* p. 432), — de la section du Louvre (*ibid.*), — de la commune de Saint-Prix-Périlleux (*ibid.* p. 440), — de la commune de Saint-Denis (8 septembre, p. 451), — des conducteurs des messageries nationales (*ibid.*), — de la section du Temple (*ibid.* p. 455), — des ouvriers du sieur Poters (*ibid.* p. 456), — des commis du département des affaires étrangères (*ibid.*), — de la section du Faubourg-Poissonnière (9 septembre, p. 513), — des employés des loteries (*ibid.*), — des employés de l'Hôtel-Dieu, des Enfants trouvés et de l'hôpital du Saint-Esprit (10 septembre, p. 548), — de la section de la Fontaine-de-Grenelle (*ibid.* p. 549), — de la section de 1792 (14 septembre, p. 633), — de la section de Beaurepaire (*ibid.* p. 641), — de la commune de Compiègne (*ibid.* p. 664), — de la commune de Metz (15 septembre, p. 676), — de la section des Gravilliers (*ibid.* p. 677), — des volontaires du 5e bataillon de Paris (*ibid.* p. 683), — de la compagnie des gardes de Bicêtre (16 septembre 1792, t. L, p. 49), — des citoyennes de la section des Invalides (*ibid.*), — des citoyens armés de la section du Louvre (*ibid.*), — des citoyens composant le bataillon de Bernay (*ibid.*), — de la section du Ponceau (*ibid.* p. 55), — des volontaires nationaux (17 septembre, p. 68), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 105), — de la section du Contrat social (*ibid.*), — de la commune de Courbevoie (18 septembre, p. 108), — des saltimbanques de Paris (*ibid.* p. 110), — des aveugles des Quinze-Vingts (19 septembre, p. 126), — des volontaires de la Seine-Inférieure (*ibid.* p. 129), — de la commune de

Assemblée nat. législative (*Suite*).
(*Députations admises à la barre*).

Houdan (*ibid.*), — des communes de Ris et de Viry (*ibid.* p. 143), — de la commune de Vernouillet (*ibid.* p. 145), — des ouvriers du patriote Palloy (*ibid.*), — de la section de Bonne-Nouvelle (20 septembre, p. 153), — des volontaires de la commune de Gonesse (*ibid.*), — des 32e et 37e régiments d'infanterie (21 septembre, p. 199).

§ 6. — *Députations de l'Assemblée. — Cérémonies.* — Députation nommée pour assister à la messe dite en l'honneur de la réunion de l'établissement des sourds-muets avec celui des aveugles-nés (29 octobre 1791, t. XXXIV, p. 501). — députation aux funérailles de Godard (4 novembre, p. 626), — aux funérailles de Téolier (17 novembre, p. 105). — L'Assemblée décide qu'elle ne recevra ni députation, ni compliment par écrit à l'occasion du renouvellement de l'année (31 décembre 1791, t. XXXVI, p. 696). — Députation aux funérailles de Delivet. — Saint-Mars (8 mars 1792, t, XXXIX, p. 471). — aux funérailles de Dupuy-Montbrun (1er avril 1792, t. XLI, p. 51), — aux funérailles de Delbray-Chamont (13 avril, p. 571). — Il sera envoyé une députation à la cérémonie en l'honneur de Simoneau, maire d'Etampes (6 mai 1792, t. XLIII, p. 52). — Composition de la députation (2 juin 1792, t. XLIV, p. 469). — Invitation faite à l'Assemblée d'assister à la procession de la Fête-Dieu de la paroisse Saint-Germain l'Auxerrois. — Décret (5 juin, p. 626); — rapport du décret (*ibid.* p. 627). — Députation au service célébré pour honorer la mémoire de Gouvion (15 juin 1792, t. XLV, p. 226). — Députation pour assister à la plantation de l'arbre de la liberté devant la porte de la salle (19 juin, p. 364). — Palloy demande à l'Assemblée de fixer le nombre de la députation qui sera chargée de poser la première pierre de la colonne de la liberté sur la place de la Bastille (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 129); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid*); — décret fixant a 60 le nombre des membres de la députation (12 juillet, p. 388). — Députation à la cérémonie funèbre célébrée en mémoire des victimes de la journée du 10 août (18 août 1792, t. XVIII, p. 338).

§ 7. — *Distributions. — Impressions.* Vacquer, inspecteur de la salle des séances, demande que, selon l'usage de l'Assemblée constituante, il soit autorisé à ne faire aucune distribution sans un bon du président (3 octobre, p. 68); — ajournement (*ibid.*). — Baudouin, imprimeur, demande la nomination du commissaire chargé de surveiller les impressions que l'Assemblée jugera à propos d'ordonner (11 octobre, p. 108 et suiv.),; ajournement (*ibid.* p. 109). — Anisson, directeur de l'imprimerie royale, demande des ordres sur la manière de distribuer les lois imprimées aux membres de l'Assemblée (28 octobre, p. 463); — renvoi au comité du secrétariat et de l'imprimerie (*ibid.*). — Plaintes de Delacroix au sujet de

Assemblée nat. législative (*Suite*).

la négligence apportée dans les distributions (5 novembre, p. 649) ; — renvoi aux commissaires-inspecteurs (*ibid.*) ; — lettre de Baudouin au sujet des retards de la distribution (5 novembre, p. 469 et suiv.). — Sur la motion de Chéron-La-Bruyère, l'Assemblée décrète que les projets de décrets pour lesquels les comités demanderont l'urgence devront être imprimés et distribués au moins vingt-quatre heures à l'avance (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 5). — L'imprimerie royale fera parvenir au sieur Baudouin le nombre d'exemplaires nécessaire de toutes les lois sanctionnées, proclamations, règlements et autres pièces d'administration pour être distribués à tous les membres de l'Assemblée, à leur domicile (14 novembre, p. 59) ; — cette distribution n'aura lieu que pour ce qui a été imprimé depuis le 1er octobre 1791 (1er décembre, p. 469). — Plaintes d'Albitte au sujet du retard apporté à la distribution du discours de Brissot sur les affaires de Saint-Domingue (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 675) ; — causes de ce retard (*idid.* p. 676). — Les inspecteurs de la salle présentent un règlement pour la distribution des imprimés (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 526). — L'Assemblée décrète que les distributions seront faites à domicile (16 mars 1792, t. **XL**, p. 40). — Motion relative à l'établissement d'un bureau spécial pour les distributions qui se font journellement aux députés (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 702 ; — renvoi aux commissaires de la salle (*ibid.*). — Il est établi un bureau spécial pour les distributions qui se font journellement aux députés (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 117). — Compte à rendre de la distribution d'un imprimé, sans signature, relatif aux droits féodeaux (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 136). — Il sera distribué à chaque député dix exemplaires de chacune des pièces dont l'Assemblée aura ordonné l'impression (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 561).

§ 8. — *Dons et hommages à l'Assemblée.* Les hommages faits à l'Assemblée, en tableaux ou gravures, seront placés dans la salle des séances et ceux déposés aux archives y seront rapportés (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 59).

Dons et hommages divers. — **1791**. — (7 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 114 et suiv.), (p. 116), (14 octobre, p. 221), (19 octobre, p. 284), (23 octobre, p. 367), (27 octobre, p. 439), (6 novembre, p. 659), (p. 670), (7 novembre, p. 671), (8 novembre, p. 689), (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 6), (13 novembre, p. 54), (18 novembre, p. 131), (20 novembre, p. 248), (p. 253), (p. 256), (21 novembre, p. 265), (23 novembre, p. 309), (24 novembre, p. 350), (27 novembre, p. 392), (p. 393), (p. 404), (28 novembre, p. 423), (29 novembre, p. 449), (1er décembre, p. 500), (4 décembre, p. 562), (5 décembre, p. 593), (7 décembre, p. 620), (8 décembre, p. 645), (p. 646), (p. 656), (p. 657), (p. 662), (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 4), (13 décembre, p. 43), (p. 46), (17 décembre, p. 172), (p. 174), (18 décembre, p. 227), (20 décembre, p. 264), (23 décembre, p. 323), (25 décembre, p. 389), (26 décembre, p. 401), (27 décembre, p. 427), (p. 461), (29 décembre, p. 639), (31 décembre, p. 701). = **1792**. — (1er janvier 1792, p. 725), (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 76), (10 janvier, p. 203), (p. 214), (11 janvier, p. 221), (12 janvier, p. 333), (p. 339), (p. 353), (13 janvier, p. 361), (15 janvier, p. 430), (p. 431), (p. 432), (p. 436), (19 janvier, p. 499), (p. 500), (20 janvier, p. 527), (21 janvier, p. 551), (22 janvier, p. 579), (p. 586 et suiv.), (24 janvier, p. 633), (28 janvier, p. 706), (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 2), (p. 3), (p. 6), (p. 9), (30 janvier, p. 12), (p. 13), (1er février, p. 76), (3 février, p. 105), (p. 106), (5 février, p. 183), (7 février, p. 247), (10 février, p. 365), (11 février, p. 426), (p. 431), (12 février, p. 462), (p. 463), (p. 464), (13 février p. 465), (p. 466), (14 février, p. 486), (p. 508), (15 février, p. 519), (17 février, p. 583), (p. 584), (p. 599), (18 février, p. 607), (20 février, p. 676), (21 février, p. 718), (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 45), (25 février, p. 77), (p. 103), (26 février, p. 119), (p. 125), (28 février, p. 157), (1er mars, p. 254), (p. 255), (3 mars, p. 337), (p. 340), (p. 355), (4 mars, p. 373), (p. 380), (10 mars, p. 527), (p. 528), (p. 550), (p. 551), (11 mars, p. 556), (p. 566), (13 mars, p. 621), (p. 677), (16 mars 1792, t. **XL**, p. 38), (p. 39), (17 mars, p. 58), (p. 68), (18 mars, p. 97), (19 mars, p. 138), (p. 139), (22 mars, p. 356 et suiv.), (24 mars, p. 434), (25 mars, p. 478), (p. 479), (p. 480), (p. 482), (28 mars, p. 626), (29 mars, p. 664), (30 mars, p. 696), (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 12), (1er avril, p. 50), (p. 64), (5 avril, p. 212), (7 avril, p. 305), (8 avril, p. 354), (p. 364), (9 avril, p. 378), (10 avril, p. 457), (11 avril, p. 467), (12 avril, p. 507), (13 avril, p. 557), (14 avril, p. 588), (p. 636), (16 avril, p. 697), (p. 703), (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 2), (18 avril, p. 59), (p. 124), (19 avril, p. 181), (20 avril, p. 210), (22 avril, p. 279), (23 avril, p. 319), (24 avril, p. 331), (25 avril, p. 373), (p. 404), (29 avril, p. 512), (30 avril, p. 521), (p. 545), (2 mai, p. 668), (p. 670), (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 35), (6 mai, p. 48), (p. 56), (p. 59), (7 mai, p. 100), (8 mai, p. 165), (14 mai, p. 322), (p. 331), (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 4), (25 mai, p. 115), (27 mai, p. 171), (31 mai, p. 360), (8 juin, p. 689), (p. 712), (9 juin, t. **XLV**, p. 43), (12 juin, p. 102), (17 juin, p. 329), (18 juin, p. 353), (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 182), (7 juillet, p. 209), (8 juillet, p. 247), (11 juillet, p. 324), (18 juillet, p. 606), (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 7), (22 juillet, p. 47), (23 juillet, p. 82), (27 juillet, p. 180), (28 juillet, p. 209), (29 juillet, p. 250), (2 août, p. 382), (4 août, p. 481), (5 août,

Assemblée nat. législative (*Suite*).

p. 490), (p. 501), (6 août, p. 533), (9 août, p. 594), (10 août, p. 676), (11 août 1792, t. XLVIII, p. 28), (18 août, p. 357), (20 août, p. 411), (25 août, p. 708).

§ 9. — *Dons patriotiques par les membres de l'Assemblée.* — Ordre du jour sur une motion d'Inizan, tendant à inviter les membres de l'Assemblée à faire don à la patrie du numéraire qu'ils possèdent (1er janvier 1792, t. XXXVI, p. 726). — Les membres de l'Assemblée remettront pendant trois mois le tiers de leur indemnité pour la guerre (22 avril 1792, t. XLII, p. 279). — L'Assemblée rapporte ce décret et décide qu'il sera ouvert une souscription où chaque membre pourra s'inscrire (23 avril, p. 306). — Montant de la souscription (*ibid.* p. 323), (24 avril, p. 331), (25 avril, p. 385), (27 avril, p. 452), (28 avril, p. 495), (30 avril, p. 535). — Les noms des députés qui ont fait des dons patriotiques ne figureront pas au procès-verbal (25 avril, p. 368). — Décret relatif au versement à la caisse de l'extraordinaire du produit des soumissions faites par les députés pour les frais de la guerre (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 565).

§ 10. — *Formation et organisation de l'Assemblée.* — Camus, archiviste national, donne lecture, à l'ouverture de la séance du 1er octobre, du décret du 25 septembre 1791 relatif à la convocation de l'Assemblée législative et procède à l'appel nominal (1er octobre 1791, t. XXXIV, p. 49); — observations de François de Neufchâteau relatives à la constitution provisoire de l'Assemblée (*ibid.* et p. suiv.); — observations de Reboul, Delacroix, Quatremère-Quincy, sur la division de l'Assemblée en bureaux et la vérification des pouvoirs (*ibid.* p. 50). — Arrêté relatif à la division de l'Assemblée en dix bureaux et à la composition des bureaux (*ibid.*). — Composition des bureaux (*ibid.* p. 51). — François de Neufchâteau, après la vérification des pouvoirs, demande que l'Assemblée se constitue en Assemblée nationale législative (2 octobre, p. 67); — discussion : l'abbé Audrein, un membre, Ducos, un membre, Garran-de-Coulon, Guadet, plusieurs membres, Cérutti (*ibid.* et p. suiv.). — L'Assemblée se déclare constituée en Assemblée législative (*ibid.* p. 68). — Serment de vivre libre ou mourir (*ibid.*). — L'Assemblée décrète qu'une députation de 60 membres sera envoyée au roi pour lui annoncer sa constitution en Assemblée nationale législative (4 octobre, p. 73). — Liste des membres composant la députation (*ibid.* p. 74). — Sur la motion de Lacuée, l'Assemblée décrète qu'aucun membre ne sera admis avant d'avoir prêté serment (*ibid.*). — Compte rendu, par Ducastel, de la mission accomplie par la députation envoyée au roi pour lui annoncer que l'Assemblée était constituée (5 octobre, p. 80). — L'Assemblée décide qu'elle tiendra tous les jours une séance extraordinaire, à 6 heures du soir, pour toutes les élections dont elle a à s'occuper (17 octobre, p. 259), (p. 263). — Motion de Goujon relative à la formation de l'Assemblée en bureaux (9 octobre, p. 150). — L'Assemblée décrète qu'il y aura 24 bureaux (*ibid.*). — Déclaration que la ville de Paris est le lieu des séances de l'Assemblée (30 octobre, p. 520). — Le citoyen Denouy propose à l'Assemblée de se transporter à la Halle-Neuve pour y tenir ses séances (3 juillet 1792, t. XLVI, p. 91); — renvoi de la pétition aux inspecteurs de la salle (*ibid.*). — Proposition de transférer aux Tuileries le lieu des séances de l'Assemblée (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 477); — renvoi au comité d'instruction publique (1) (*ibid.* p. 478). — Rapport sur la translation des séances de l'Assemblée au Louvre (*ibid.* p. 483 et suiv.). — Voir *Elections* (*Vérification des pouvoirs*).

§ 11. — *Garçons de bureau.* Proposition sur la conservation de ceux qui étaient employés auprès de l'Assemblée constituante; — renvoi au comité d'inspection (29 octobre 1791, t. XXXIV, p. 504). — Ils font des dons patriotiques (26 avril 1792, t. XLII, p. 409), (7 mai 1792, t. XLIII, p. 84), (8 juin 1792, t. XLIV, p. 688), (31 juillet 1792, t. XLVII, p. 308), (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 576). — Décret leur accordant une gratification (20 septembre 1792, t. L, p. 187). — Rapport du décret (21 septembre, p. 201). — Voir ci-dessous § 13.

§ 12. — *Garde de l'Assemblée.* Plaintes au sujet de violences exercées par des sentinelles contre des députés. — Décisions (26 décembre 1791, t. XXXVI, p. 426 et suiv.). — Calon annonce que le commandant de la garde nationale parisienne accorde à l'Assemblée une garde d'honneur en artillerie (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 453); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.* p. 454). — Les officiers de la gendarmerie nationale servant près de l'Assemblée font remise de leur indemnité et protestent de leur zèle (18 avril 1792, t. XLII, p. 61). — L'un des commissaires de la salle assistera à l'élection des officiers de la gendarmerie attachés au service de l'Assemblée (15 août 1792, t. XLVIII, p. 173).

§ 13. — *Huissiers de l'Assemblée.* Les huissiers de l'Assemblée constituante demandent à continuer leurs fonctions auprès de l'Assemblée législative (6 octobre 1791, t. XXXIV, p. 109); — leurs noms (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'elle continue les pétitionnaires dans leurs fonctions (*ibid.*). — Sollicitent la nomination du sieur Bertholet en remplacement du sieur Delplanque (31 décembre 1791, t. XXXVI, p. 712); — adoption de cette requête (*ibid.* p. 713). — Palloy leur offre de nouvelles médailles (11 mars 1792, t. XXXIX, p. 564 et suiv.). — Ces nouvelles médailles,

(1) Voir t. XLIX, p. 478, col. 1, note 1.

Assemblée nat. législative (*Suite*).

au lieu d'être suspendues à des chaînes seront, suspendues à des rubans tricolores (*ibid.* p. 566). — Lettre de Palloy aux huissiers (*ibid.* p. 572). — Les huissiers font un don patriotique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 328). — Leur traitement est porté à 2,400 livres par an (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 469). — Prêtent le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 154), (16 août, p. 277). — Décret leur accordant une gratification (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187. — Ce décret est rapporté (21 septembre, p. 201).

§ **14**. *Ordre des travaux et séances*. Arrêté sur la distribution de l'Assemblée en bureau pour la vérification des pouvoirs (1er octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 50). — Adoption provisoire du règlement intérieur de l'Assemblée constituante (7 octobre, p. 112). — Fixation du nombre des bureaux à 20. — Mode de renouvellement (9 octobre, p. 150). — Règlement intérieur de l'Assemblée (18 octobre, p. 275 et suiv.). — Chaque bureau nommera deux commissaires pour surveiller le recensement général des scrutins (23 octobre, p. 360). — Décret relatif à l'inscription pour l'ordre de la parole (26 octobre, p. 433). — Motion de Sédillez sur l'organisation des travaux et les délibérations (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 579 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 581) ; — débat : Thuriot, Albitte, Cambon, Viénot-Vaublanc (*ibid.*) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Il sera tenu dans chaque comité un registre pour l'ordre des rapports (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 367). — Proposition de Brémontier relative à l'établissement de conférences du soir (29 décembre, p. 630 et suiv.). — Motion et projet de décret de Deliars sur l'ordre général des travaux de l'Assemblée (9 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 169 et suiv.) ; — renvoi aux commissaires-inspecteurs (*ibid.* p. 171). — — Sur la motion de Vergniaud, l'Assemblée décrète qu'aucun rapport ne sera entendu, s'il n'est placé dans le tableau de l'ordre du jour de la séance (12 janvier, p. 339). — Le comité de législation fera un rapport sur les moyens de mettre un ordre constant dans les travaux de l'Assemblée (12 janvier, p. 339), (17 janvier, p. 450). — Rapport par Hérault de Séchelles au nom du comité de législation (26 janvier, p. 677 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 679 et suiv.) ; — discussion : Considérant et article 1er : plusieurs membres (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 79) ; — adoption avec amendement (*ibid.*) ; — Adoption sans discussion des articles 2, 3 et 4 (*ibid.*) ; — Article 5 : un membre (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*) ; — Adoption sans discussion des articles 6 et 9 (*ibid.*) ; — Article 10 : un membre (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). Objets soumis à l'Assemblée par le ministre de l'intérieur et sur lesquels il n'a point été statué (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 171

Assemblée nat. législative (*Suite*).

et suiv.). — Proposition d'employer les séances du soir à la première lecture des rapports. — Ordre du jour (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 360). — Rapport par Lasource sur le mode d'accélérer les travaux de l'Assemblée (7 mars, p. 440 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 442). — Observations et plan de Mathieu Dumas (*ibid.* p. 442 et suiv.) ; — renvoi à la commission centrale (*ibid.* p. 446). — Discussion du projet de décret présenté par Lasource ; — Adoption des articles 1 à 6 (*ibid.* et p. suiv.) ; — Article additionnel proposé par Goujon (*ibid.* p. 447) ; — rejet (*ibid.*) ; — Adoption de l'article 7 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Opinion non prononcée de Thorillon (*ibid.* p. 463 et suiv.). — Fixation de la nomination des secrétaires chargés de surveiller les scrutins (9 mars, p. 512). — Lafon-Ladebat demande qu'il soit consacré trois séances par semaine à la discussion des objets de finances (16 mars 1792, t. **XL**, p. 40) ; — adoption de cette motion (*ibid.* p. 41). — Sur la motion de Granet (de Toulon), l'Assemblée décrète une séance extraordinaire pour le 23 mars au soir (19 mars, p. 143). — Il y aura une séance extraordinaire le 21 mars au soir (21 mars, p. 200). — Renvoi à la commission centrale d'une motion de Déliars concernant un nouveau mode de rédaction du tableau hebdomadaire (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 80). — L'Assemblée décrète une séance extraordinaire pour le 18 avril au soir (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 1). — L'Assemblée décide qu'on ne lira aucune lettre et qu'on ne recevra aucune députation après l'heure de midi (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204). — Les rapports délibérés dans le sein des comités seront imprimés et il ne sera lu à la tribune que les projets de décret (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 190). — Il n'y aura pas de séance le 3 juin au matin, pour permettre aux membres de l'Assemblée d'assister à la fête à la mémoire du maire d'Etampes (2 juin, p. 480). — Il n'y aura pas de séance le 7 juin au matin, pour permettre aux membres de l'Assemblée d'assister à la procession de la Fête-Dieu (5 juin, p. 627). — Décret sur l'ordre des rapports à soumettre à l'Assemblée avant la formation de la Convention nationale (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 369).

Séances du matin. Leur durée (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 442). — Les séances commenceront à huit heures du matin et dureront pendant huit heures consécutives (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 399). — Décret portant que les séances commenceront à neuf heures du matin (*ibid.* p. 428).

Séances du soir. Motion de Delacroix tendant à faire consacrer exclusivement les séances du soir des mardi, jeudi et samedi à entendre les rapports des comités et à les discuter (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 305) ; — adoption (*ibid.*). — Motion de Ramond

Assemblée nat. législative (*Suite*).

tendant à renvoyer aux séances du soir les affaires d'importance secondaire (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 76); — débat : Lasource, Delacroix, Daverhoult (*ibid.*). — Réduction des séances du soir à deux par par semaine, le mardi et le samedi (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 80). — Merlin propose de décréter qu'il y aura tous les jours séance matin et soir (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 37); — ordre du jour (*ibid.* p. 42). — Il y aura deux séances extraordinaires du soir, l'une pour l'affaire des invalides, l'autre pour les troubles d'Arles (5 mars, p. 392). — Il y aura trois séances du soir par semaine jusqu'à l'épuisement des objets de détail arriérés (7 mars, p. 442). — Ordre du jour sur une proposition d'en réduire le nombre (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 412). — A quoi elles seront employées (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204). — Les séances du jeudi soir seront affectées à entendre les rapports du comité de législation (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663).

Séances permanentes. Sur la motion de Carnot-Feuleins, l'Assemblée se déclare en séance permanente (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 196). — L'Assemblée décrète que la séance cesse d'être permanente (31 mai, p. 428). — L'Assemblée se déclare en séance permanente (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 652). — Règlement sur le service des membres de l'Assemblée pendant la séance permanente (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 317).

§ **15**. — *Palais destiné à l'Assemblée nationale.* Le président du département de Paris demande à l'Assemblée d'admettre à la barre des commissaires nommés pour lui présenter le projet d'un palais destiné au Corps législatif (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 347); — ces commissaires seront admis à la séance du 12 février (*ibid.*); — admission des commissaires; — discours de Kersaint (12 février, p. 459 et suiv.); — renvoi aux comités d'inspection et d'instruction publique réunis (*ibid.* p. 460); — renvoi aux mêmes comités d'un plan du sieur de Bard (*ibid.*).

§ **16**. — *Procès-verbaux de l'Assemblée.* Adoption d'une motion de Gérardin portant que l'intitulé des actes de l'Assemblée ne portera que les mots *Assemblée nationale* et que le procès-verbal du 3 octobre sera rectifié dans ce sens (4 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 71). — L'Assemblée décrète que dans le procès-verbal la qualification d'honorable ne sera plus ajoutée à celle de membre (15 octobre, p. 234). — Observations de Calvet, Garran-de-Coulon et Goupilleau sur le procès-verbal du 8 octobre 1791 (9 octobre, p. 135). — Il est décrété que les mots : « Adopté tel décret sauf rédaction » seront remplacés à l'avenir par la formule : « Telle proposition a été adoptée sauf rédaction et décrétée ainsi qu'il suit. » (19 octobre, p. 280). — L'Assemblée décide que l'expression de *prêtres dissidents* insérée au procès-verbal sera remplacée par celle de *prêtres non assermentés* (21 octobre, p. 325). — l'Assemblée décide que le procès-verbal de la séance du 23 octobre 1791, qui attribuait à tort à un M. Buisson l'hommage d'un ouvrage intitulé : « Mirabeau peint par lui-même », sera rectifié et que le nom du sieur Labarthe, donateur, y sera substitué à celui de Buisson (29 octobre, p. 501). — Les députés suppléants demandent qu'il leur soit distribué un exemplaire des procès-verbaux (31 octobre, p. 533); — ordre du jour (*ibid.*). — Observations sur le procès-verbal du 12 novembre 1791 : Merlin, Delacroix, Chabot (t. **XXXV**, p. 46 et suiv.); — sur celui du 16 novembre (p. 105). — Sur la motion d'Albitte, l'Assemblée décrète qu'il sera fait mention honorable au procès-verbal de toutes les adresses qui expriment les sentiments glorieux du peuple de Paris (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 19). — Observations sur le procès-verbal de la séance du samedi 10 décembre 1791 au soir : Jollivet, Fauchet, Ducastel, Quesnay, Lecointe-Puyraveau, Quatremère-Quincy, Delacroix, Chéron-La-Bruyère, Léopold, Daverhoult, Mouysset, Lecointe-Puyraveau, Dumolard, Fauchet (12 décembre, p. 24 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 25). — Observations sur le procès-verbal de la séance du jeudi 15 décembre au matin : Chéron-La-Bruyère, Delacroix (16 décembre, p. 157); — sur celui de la séance du 18 décembre : Thuriot, Chabot, Jahan (19 décembre, p. 248). — Observations sur le procès-verbal du 20 décembre au matin (21 décembre, p. 286); — sur le procès-verbal du 23 décembre (24 décembre, p. 333); — sur le procès-verbal du 25 décembre (26 décembre, p. 419); — sur le procès-verbal du 28 décembre (29 décembre, p. 596). — Lagrévol demande l'envoi aux départements du procès-verbal de la séance du 11 décembre 1791 (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 21); — adoption (*ibid.* p. 22); — observations de Chéron-la-Bruyère, Chabot, Ramond, Grangeneuve, Thuriot, Merlin, Lasource, Gentil, Delacroix, Guadet, Jaucourt, Laureau, Chéron-La-Bruyère, Thuriot, Grangeneuve, Chabot, Masuyer, Gossuin, Delacroix, Mayerne, Crestin, Lacuée jeune, Duhem, Vergniaud, Merlin, Thuriot, Delacroix, Gérardin, Cambon, Lasource, Tarbé, Delacroix, Mayerne, Cambon (12 décembre, p. 26 et suiv.) ; — l'Assemblée rapporte le décret d'envoi du procès-verbal aux 83 départements (*ibid.* p. 31). — Décret relatif à la rédaction du procès-verbal (26 décembre, p. 419). — Les noms des citoyens qui ont été membres de l'Assemblée constituante n'y seront pas accompagnés du titre de député (28 décembre, p. 466). — Le procès-verbal de la séance du 1er janvier 1792 est intitulé : *Procès-verbal de la séance du 1er janvier 1792, l'an quatrième de la liberté* (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 1). — L'Assemblée décrète l'envoi aux départe-

Assemblée nat. législative (*Suite*).

ments du procès-verbal de la séance du 14 janvier 1792 au matin (p. 416); — renvoi du procès-verbal aux secrétaires pour rédaction (15 janvier, p. 429). — Adoption d'une nouvelle rédaction (16 janvier, p. 437). — Renvoi au bureau pour rédaction du procès-verbal du 16 janvier (17 janvier, p. 449). — Il ne pourra plus être fait mention honorable au procès-verbal des ouvrages présentés à l'Assemblée avant que le comité d'instruction publique en ait rendu compte (20 janvier, p. 528). — Observations sur la rédaction du procès-verbal du 21 janvier 1792, au soir : Rouyer, Carnot-Feuleins, Merlin, Rouyer, Lasource, Chéron-La-Bruyère, Quatremère-Quincy, Delacroix, Gérardin, Thuriot, Lagrévol, Grangeneuve (22 janvier, p. 579 et suiv.), — sur le procès-verbal du 22 janvier : Lecointe-Puyraveau, Broussonnet, Delacroix, Claye (23 janvier, p. 595), — sur le procès-verbal du 24 janvier, au matin : Lomont, Delacroix (25 janvier, p. 641). — Motion de Léopold tendant à faire inscrire au procès-verbal, avec censure, les noms des députés qui, au lieu d'assister aux séances de l'Assemblée, seront convaincus d'avoir siégé dans d'autres assemblées populaires (23 février 1792, t. XXXIX, p. 39); — ordre du jour sur cette proposition (*ibid.* p. 42). — Il sera fait une nouvelle rédaction du procès-verbal de la séance du 10 août (12 août 1792, t. XLVIII, p. 80); — renvoi de cette rédaction à la commission extraordinaire (17 août, p. 313). — Jour fixé pour la lecture des procès-verbaux en retard (18 août, p. 357). — Envoi du procès-verbal du 10 août aux départements et à l'armée (22 août, p. 611). — Etat à présenter des procès-verbaux rédigés depuis le 10 août (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 509).

§ **17**. — *Proclamations. — Adresses. — Correspondance.* L'Assemblée vote des remerciements à l'Assemblée constituante (4 octobre 1791, t. XXXIV, p. 74). — Proclamation pour requérir le premier prince français de rentrer dans le royaume (31 octobre, p. 556). — Observations du ministre de la justice à ce sujet (1er novembre, p. 570). — L'Assemblée vote des remerciements à la nation anglaise et à lord Effingham (5 novembre, p. 655.). — Proclamation sur la formation de la Haute-Cour nationale (19 novembre 1791, t. XXXV, p. 161). — Déclaration aux puissances sur les motifs qui ont déterminé les résolutions de la France (29 décembre 1791, t. XXXVI, p. 618 et suiv.). — Adresse aux Français (16 février 1792, t. XXXVIII, p. 566 et suiv.).

§ **18**. — *Règlement. — Police.* — Motion de Blanchon tendant à faire adopter provisoirement le règlement de l'Assemblée nationale constituante (6 octobre 1791, t. XXXIV, p. 109); — cette motion n'a pas de suite (*ibid.*). — renouvellement de cette motion à laquelle il n'est pas encore donné suite (7 octobre, p. 110) ; — renouvellement de cette motion (*ibid.* p. 112) ; — discussion : Lacombe-Saint-Michel, un membre, Blanchon (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète l'adoption provisoire, l'impression et la distribution du règlement intérieur de l'Assemblée constituante (*ibid.* p. 113); — discussion du règlement : Thévenet, Dehaussy-Robecourt, Gérardin, Quatremère-Quincy, Lecointe-Puyraveau (11 octobre, p. 167 et suiv.) ; — l'Assemblée décide qu'elle discutera article par article le règlement de l'Assemblée constituante (*ibid.* p. 169) ; — *Chapitre Ier. — Du président et des secrétaires.* — Adoption des articles 1 à 6 (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption de l'article 7 amendé par Gérardin (*ibid.* p. 170) ; — adoption des articles 8 à 11 (*ibid.*). — *Chapitre II. — Ordre de la Chambre.* — Adoption avec amendement de l'article 1er (*ibid.*) ; — adoption des articles 2 à 7 (*ibid.*) ; — article 8 : Dumas, Taillefer, François de Neufchâteau, Delacroix, un membre, Gérardin (*ibid.* et p. suiv.) ; — suppression de l'article (*ibid.* p. 171) ; — adoption avec amendement de l'article 9 (*ibid.*) ; — adoption des articles 10, 11 et 12 (*ibid.*) ; — article additionnel proposé par Basire tendant à la suppression de toutes les tribunes particulières et des billets (*ibid.*) ; — observations de Delacroix (*ibid.*) ; — rejet (*ibid.*) ; — motion de Thévenet au sujet des interruptions (12 octobre, p. 185 et suiv.) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 186) ; — article additionnel proposé par Déliars (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*) ; — rejet d'un article additionnel proposé par Gossuin (*ibid.*) ; — *Chapitre III. — Ordre pour la parole.* Adoption des articles 1 à 4 (*ibid.*). — *Articles additionnels au règlement, qui concernent l'ordre de la parole* (*ibid.* p. 187 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 188). — Reprise de la discussion des articles du *Chapitre III.* — Adoption avec amendement de l'article 5 (*ibid.*) ; — article additionnel proposé par Lequinio, portant que lorsque les ministres seront dans l'Assemblée, aucun autre membre que le Président ne pourra leur faire d'interpellation directe (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — *Chapitre IV. — Des motions.* — Adoption des articles 1 à 5 et rejet de l'article 6 (*ibid.*) ; — adoption de l'article 7 devenu l'article 6 (*ibid.* p. 189) ; — suppression de l'article 7 (ancien art. 8) (*ibid.*) ; — sur les observations de Couthon, l'Assemblée déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur l'ancien article 9 (*ibid.*) ; — adoption des articles 7 à 14 (anciens art. 10 à 17) (*ibid.*) ; — suppression de l'article 15 (ancien art. 18) (*ibid.*) ; — suppression de l'article 16 (ancien art. 19) (*ibid.* p. 190) ; — paragraphes faisant suite au chapitre IV et relatifs à *l'ordre de la discussion d'une question relative à la Constitution ou à la législation* (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — *Chapitre V. — Des pétitions.* — Adoption

Assemblée nat. législative (*Suite*)

avec amendement des articles 1 et 2 (*ibid.*). — *Des députations.* — Adoption de l'article y relatif (*ibid.*). — *Des comités.* — Ajournement de l'article y relatif (*ibid.*). — *Chapitre VI. — Des bureaux.* — Rédaction proposée par Guyton-Morveau (*ibid.* p. 191); — adoption (*ibid.*). — *Chapitre VII. — De la distribution des procès-verbaux.* — Adoption de l'article 1er amendé par Basire (*ibid.* p. 197); — adoption de l'article 2 (*ibid.*); — suppression de l'article 3 (*ibid.*); — adoption de l'ancien article 4 devenu l'art. 3 (*ibid.*); — *Chapitre VIII. — Des archives et du secrétariat.* — Le chapitre VIII s'intitulera simplement *du secrétariat* (*ibid.*); — suppression de l'article 1er (*ibid.*); — adoption des articles 2 à 5, devenus articles 1 à 4 (*ibid.* et p. suiv.); — suppression de l'article 5 (*ibid.* p. 198); — sur la motion de François de Neufchâteau, l'Assemblée décrète que tous les articles adoptés seront réunis en un corps, relus, imprimés et distribués (*ibid.*); — Dehaussy-Robecourt propose d'ajouter un article additionnel pour assujettir tous ceux qui feront des motions à commencer par lire le projet de décret qui en sera l'objet avant d'entrer dans les détails (13 octobre, p. 201); — ajournement après la lecture du projet de règlement (*ibid.*). — Il est donné lecture du texte définitif du règlement (18 octobre, p. 275 et suiv.). — Sur les motions de Merlin, Vergniaud, Thorillon, l'Assemblée décrète que les membres qui voudront prendre la parole devront se faire inscrire aussitôt que l'ordre du jour aura été annoncé (26 octobre, p. 433). — Le règlement sera imprimé et distribué (8 novembre, p. 689). — Réclamation contre l'inexécution d'un article du règlement (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 630). — Articles additionnels au règlement (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 22). — Les membres de l'Assemblée ne pourront prendre d'autre nom que celui de famille (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 248). — Motion relative à la nomination des secrétaires (27 décembre, p. 438); — adoption (*ibid.*). — Lorsqu'il sera fait mention au procès-verbal d'un citoyen qui aura été membre de l'Assemblée constituante ou de la législative, on ne rappellera pas son titre de député (28 décembre, p. 466). — Motion de Caminet au sujet des députés fonctionnaires qui touchent un traitement autre que celui de député (28 décembre p. 477); — ordre du jour (*ibid.*). — Proposition d'interdire aux membres de l'Assemblée de solliciter auprès des ministres (21 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 350); — ordre du jour (*ibid.*). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur la demande de congé faite par des membres de l'Assemblée pour aller servir à l'armée du Nord (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 50). — Les commissaires de la salle sont chargés de faire respecter les consignes (11 février, p. 424). — Motion pour la réunion des membres au lieu des séances chaque fois que la générale battra (15 février, p. 546). — Les huissiers dissiperont les rassemblements qui se forment autour des poêles et les noms des membres qui refuseront de se retirer seront inscrits au procès-verbal (16 février, p. 565). — Proposition relative aux députés qui ne sont pas à leur poste (18 février, p. 606 et suiv.). — Motion de Mouysset tendant à autoriser les membres qui ne font partie d'aucun comité à se réunir dans la salle pour conférer les jours où il n'y a pas séance du soir (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 32 et suiv.); — discussion : Lasource, Basire, Ducos, Vergniaud, Viénot-Vaublanc, Quinette, Reboul, Viénot-Vaublanc, Grangeneuve, Merlin, Albitte, Mouysset, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — motion de Merlin tendant à faire décréter qu'il y aura séance tous les jours matin et soir (*ibid.* p. 37); — l'Assemblée accorde la priorité à cette motion (*ibid.* p. 38). — Discussion de cette motion : Reboul, Basire, Lasource, Léopold, Grangeneuve, Delacroix, Lamarque, Ramond, Charlier, Jaucourt, Ducos, Aubert-Dubayet, Isnard, Gérardin (*ibid.* et p. suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 42); — retrait de la motion de Mouysset (*ibid.*). — Inscription au procès-verbal avec censure des membres présents qui ne répondront pas à l'appel nominal (17 mars 1792, t. **XL**, p. 63.) — Dénonciation de faits intéressant la police de l'Assemblée (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 329); — discussion (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que le juge de paix de la section des Postes enverra une expédition de la procédure par lui faite sur des faits intéressant la police de l'Assemblée (*ibid.* p. 330). — Dénonciation contre un membre accusé de provocations séditieuses (25 juin, p. 563 et suiv.). — Décret pour la vérification des faits (*ibid.* p. 565). — Il sera procédé à l'appel nominal le lendemain du jour où la patrie aura été proclamée en danger (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 297). — Résultat de l'appel nominal (12 juillet, p. 436). — Levée de la consigne qui interdisait aux citoyens de pénétrer sans carte sur les terrains et dépendances de l'Assemblée (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 152). — Rapport par Quinette sur la police de l'enceinte de l'Assemblée (28 juillet, p. 227); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — discussion (*ibid.* p. 228); — adoption (*ibid.*). — Les députés sont tenus de donner leur adresse au comité de la section qu'ils habitent (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 299). — Mode de convocation des députés dans les cas urgents (*ibid.*). — Décret sur les moyens de constater l'absence des députés (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 24). — Les députés ne peuvent s'absenter sans congé (*ibid.*). — Il sera dressé une liste des députés en congé (1er septembre, p. 279). — Sur la motion de Choudieu, l'Assemblée révoque les congés accordés à certains de ses membres (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119). — Remboursement à faire par les députés qui ont reçu double traitement (20 septembre, p. 175). — Voir *Députés*.

Assemblée nat. législative (*Suite*).

§ **19**. — *Relations avec le roi.* Motion relative à l'exécution de la loi de juillet 1789, qui ordonne que l'Assemblée correspondra directement et sans intermédiaire avec le roi (5 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 81) ; — débat : Grangeneuve, Garran-de-Coulon, Basire, Grangeneuve, Thuriot, Voisard, Aubert-Dubayet, Vergniaud, Guadet, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.) ; — L'Assemblée adopte la question préalable et l'insertion des motifs au procès-verbal (*ibid.* p. 82). — Motion de Couthon relative au cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (*ibid.*, p. 83) ; — *Discussion :* Delacroix, Goupilleau, Chabot, Guadet, Viénot-Vaublanc (*ibid.* et p. suiv.) ; — projet du décret (*ibid*, p. 84). — *Discussion :* Adoption de l'article 1er (*ibid.*). — Adoption de l'article 2 (*ibid.* p. 85), — sur la demande du côté droit la discussion est reprise sur l'article 2 (*ibid.*). — Sont entendus : Garran-de-Coulon, Delacroix, Couthon (*ibid.*). — Adoption définitive de l'article 2 (*ibid.*). — Adoption de l'article 3 (*ibid.* p. 86). — Adoption d'un article 4, portant qu'il ne sera donné au roi d'autre titre que celui du « roi des Français » (*ibid.*). — Adoption d'un article 5 additionnel proposé par Couthon relatif à la sortie du roi (*ibid.*) ; — Art. 6. (Composition de la députation qui recevra et reconduira le roi) : Un membre, Ducos, Vergniaud (*ibid.* p. 87) ; — adoption (*ibid.*) ; — motion de Couthon sur la manière d'annoncer l'arrivée du roi (*ibid.*) ; — L'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette motion (*ibid.*). — Motion de Vosgien tendant à faire rapporter le décret (6 octobre, p. 94 suiv.) ; — *discussion* : Basire, Lecointe-Puyraveau, Dehaussy-Robecourt, Vergniaud, Voysin de Gartempe, Guadet, Viénot-Vaublanc, Gorguereau, Lecoz, Couthon, Hérault-Séchelles, Guadet (6 octobre, p. 95 et suiv.) ; — Champion, Lequinio, Cambon, Lecoz, Rouyer, Ducastel (*ibid.* p. 99 et suiv.) ; — incident provoqué par la qualification de souverain donné au roi par Ducastel (*ibid.* p. 102) ; sont entendus : Delacroix, Ducastel Briche (*ibid.* et p. suiv.) ; — L'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur l'incident (*ibid.* p. 103) ; — reprise de la discussion : Ducastel (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète que le décret sera rapporté (*ibid.* p. 104). — Lettre du roi annonçant sa venue, le 7 octobre 1791, à une heure (7 octobre, p. 113 et suiv.) ; — il est décrété que le président de l'Assemblée sera autorisé à répondre au roi (*ibid.* p. 116) ; — discours du roi (*ibid.* p. 118 et suiv.) ; — réponse du président (*ibid.* p. 119) ; — sur la motion de Delacroix, l'Assemblée décrète l'impression et l'envoi des discours du roi et du président dans les départements (*ibid.*). — Message au roi (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 443). — Réponse du roi (*ibid.* p. 453). Décret sur la réponse qui sera faite au roi par le Président (14 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 107.) — Discours du roi en réponse au message de l'Assemblée relatif aux mesures à prendre à l'égard de certaines puissances étrangères (*ibid.* p. 110). — Adresse au roi en réponse à son discours (15 décembre, p. 122). — Réponse du roi 17 décembre, p. 173). — Députation de 24 membres pour porter au roi la déclaration de l'Assemblée au nom de la nation française (29 décembre, p. 619). — Déclaration sur le maintien de la Constitution. — Députation au roi pour lui en faire part (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 416). — Réponse du roi (*ibid.* p. 423). — Députation au roi pour l'inviter à prendre certaines mesures vis-à-vis de l'Empereur (25 janvier, p. 657). — Compte rendu de la démarche de la députation (26 janvier, p. 669). — Réponse du roi (28 janvier, p. 717). — Députations envoyées au château des Tuileries pour protéger le roi (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 420), (p. 423).

Sanction des décrets. — Plainte de Rülh et proposition sur le mode de présentation des décrets à la sanction (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 123) ; — observations de Rougier-La-Bergerie, Merlet, Emmery, Charlier, Fauchet, Delacroix (*ibid.* p. 124.) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Plainte et proposition de Thuriot sur le même objet (6 février, p. 197 et suiv.) ; — observations de Merlin, Gérardin, Cambon, Couthon, Gensonné, Grangeneuve (*ibid.* p. 198 et suiv.). — Lettre du roi sur ce sujet (*ibid.* p. 199) ; — discussion : Lejosne, Vergniaud, Basire, Isnard, Thuriot Léopold (*ibid.* et p. suiv.) ; — L'Assemblée décide que le rapport du comité de législation sera fait séance tenante (*ibid.* p. 200) ; — rapport par Bigot de Préameneu (*ibid.* p. 209) ; — projet de décret portant que le président écrira au roi que le vœu du Corps législatif est que la loi du 17 juin 1791 soit exécutée (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 209). — Lettre du président au roi (*ibid.* p. 236). — Observations de Merlin, Broussonnet, Voysin de Gartempe, Brival, Lecointe-Puyraveau (*ibid.* et p. suiv.) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 237). — Le roi accuse réception de la lettre du président (6 février, p. 241). — Compte rendu par Theulé de la réception faite par le roi aux commissaires à la sanction (7 février, p. 272).

§ **20**. — *Salles des séances et tribunes.* — Motions de Carret et de Basire tendant à interdire l'entrée de la salle des séances à quiconque ne sera pas membre de l'Assemblée (7 octobre 1791, t. **XXXV**, p. 111) ; — observations de Lecointe-Puyraveau (*ibid.*) ; — L'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.*) ; — Goupilleau renouvelle cette motion et se plaint d'avoir été insulté par un officier de la garde nationale (8 octobre, p. 120) ; — discussion : un membre, Dumolard, Basire, Couthon, Lacombe-Saint-Michel, Bigot de Préameneu, Cérutti, Delacroix, Gérardin, Vergniaud, Basire (*ibid.* et p. suiv.) ; — L'Assemblée décrète que M. d'Hermigny, l'officier dénoncé

Assemblée nat. législative (*Suite*).

par Goupilleau, sera entendu à la barre (*ibid.* p. 124); — explications de M. d'Hermigny (*ibid.*); — reprise de la discussion: Garran-de-Coulon, Basire, Dumas, Goupilleau (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que, satisfaite des explications de M. d'Hermigny, elle passe à l'ordre du jour (*ibid.* p. 125); — motion d'un membre relative à la distribution à chaque député d'une carte donnant accès dans la salle des séances (11 octobre p. 167); — observations de François de Neufchâteau (*ibid.*); — l'Assemblée décrète que les cartes seront signées par le Président et contresignées par un secrétaire (*ibid.*); — le livre des lois sera placé dans la salle des séances à la disposition de chacun des membres (26 octobre, p. 414). — Rapport par Calon sur des changements à faire dans la distribution de la salle des séances (8 décembre 1791, t. XXXV, p. 661); — renvoi aux commissaires-inspecteurs (*ibid.*). — Rapport par Calon sur les modifications à apporter dans l'aménagement de la salle des séances (27 décembre 1791, t. XXXVI, p. 449 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 450); — discussion: Saladin, Albitte, Gérardin, Delacroix, Lequinio, Lecointe-Puyraveau (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 451.) — Le comité d'inspection fera un rapport sur la nouvelle distribution de la salle et sur la répartition, entre les députés, des billets des nouvelles tribunes (12 janvier 1792, t. XXXVII, p. 221). — Calon annonce qu'il sera désormais distribué 220 billets de tribunes au lieu de 100 (11 janvier, p. 348 et suiv.). — Un membre se plaint de ce que la fumée du charbon incommode les députés (13 janvier p. 308). — Ducastel demande que le décret qui défend aux personnes admises dans les tribunes de donner des marques d'approbation ou d'improbation soit lu au commencement de chaque séance (24 janvier, p. 615). — Observations de Delacroix, Thuriot, Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 616); — l'Assemblée décide que ce décret sera affiché dans les tribunes et dans les couloirs (*ibid.*). — Aucun des membres de l'Assemblée ne pourra se placer dans l'enceinte réservée aux pétitionnaires (10 février 1792, t. XXXVIII, p. 360). — Motion tendant à autoriser les membres qui ne sont d'aucun comité à se réunir dans la salle pour conférer les jours où il n'y aura pas séance du soir (23 février 1792, t. XXXIX, p. 32); — discussion (*ibid.* et p. suiv.); — retrait de la motion (*ibid.* p. 42). — Il sera placé dans la salle des séances une gravure représentant l'action généreuse de Désilles (18 avril 1792, t. XLII, p. 59). — Le bataillon de Saint-André-des-Arts demande la permission de planter à la porte de la salle un arbre surmonté d'un bonnet de la liberté (19 juin 1792, t. XLV, p. 364); — adoption (*ibid.*). — Nulle réunion de citoyens armés ne sera admise à entrer dans la salle sans réquisition légale (21 juin 1792, t. XLV, p. 443), (10 août 1792, t. XLVII, p. 640). — Les cartes qui donnent accès dans la salle des séances seront renouvelées dans les quatre jours (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 125).

§ **21**. — *Secrétaires-commis*. Quatre secrétaires-commis de l'Assemblée constituante demandent de l'emploi au comité des pétitions. — Renvoi au comité des pétitions (17 octobre 1791, t. XXXIV, p. 256). — Présentation par Dehaussy-Robecourt d'un projet de décret relatif au nombre, au traitement et au choix des secrétaires-commis et de tous les employés au service de l'Assemblée (29 octobre, p. 503); — observations de Guyton-Morveau (*ibid.* p. 504); — l'Assemblée décrète que provisoirement chaque comité aura un secrétaire-commis et renvoie l'examen de la proposition au comité d'inspection (*ibid.*). — Des secrétaires-commis de l'Assemblée constituante demandent à être admis à la barre (2 décembre 1791, t. XXXV, p. 509). — Admis, ils demandent à être replacés dans les bureaux de l'Assemblée. — Renvoi de leur pétition au comité d'inspection (5 décembre, p. 594); — rapport par Dehaussy-Robecourt (7 janvier 1792, t. XXXVII, p. 134); — Adoption (*ibid.*). — Compte à rendre de la prestation du serment par les secrétaires-commis (22 mars 1792, t. XL, p. 358). — Ils demandent à prêter le serment civique dans le sein de l'Assemblée (24 mars, p. 461). — Décret relatif au remplacement de ceux qui ne rempliront pas certaines conditions et à la réduction de leur nombre (*ibid.* p. 462). — Adresse des secrétaires-commis des bureaux qui demandent à renouveler leur serment civique (25 mars, p. 478); — renvoi au comité des inspecteurs de la salle (*ibid.*). — Formalités pour le payement des appointements des employés (31 mai 1792, t. XLIV, p. 394). — Dons patriotiques du secrétaire du bureau du recensement du scrutin et des secrétaires du comité des pétitions et de la commission des Douze (2 juin, p. 491); — des secrétaires-commis du bureau des procès-verbaux (5 juin, p. 580), — des secrétaires-commis du comité de division (6 juin, p. 637). — Prêtent le serment du 10 août 1792 (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159) (16 août, p. 283), (p. 286), (17 août, p. 315). — Se rendront à leurs bureaux dans les dangers de la patrie (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 217). — Offrent de se partager entre le travail des bureaux et celui du camp de Paris (5 septembre, p. 377). — Décret relatif au payement des commis employés extraordinairement (6 septembre, p. 391). — Don patriotique des secrétaires-commis du bureau des renvois (*ibid.* p. 421). — Décret relatif à l'expulsion des commis indignes de leur emploi (9 septembre, p. 508). — Décret leur accordant une gratification (20 septembre 1792, t. L, p. 187). — Rapport du dé-

Assemblée nat. législative (*Suite*).

cret. — Exception (21 septembre, p. 201). — Voir *Adresses*. — *Appel nominal*. — *Arbre de la liberté*. — *Archives*. — *Bureaux*. — *Comité général*. — *Comités*. — *Comités de l'Assemblée*. — *Commission centrale*. — *Congés*. — *Décès*. — *Démission*. — *Dépenses de 1792*. — *Députations au roi*. — *Députés*. *Députés des colonies*. — *Députés suppléants*. *Dons patriotiques*. — *Elections* (*Vérification des pouvoirs*). — *Frontières*. — *Gendarmerie nationale*. — *Lettres adressées à l'Assemblée*. — *Liste des orateurs*. — *Louis XVI*. — *Passage de troupes*. — *Pétitions*. — *Président*. — *Procès-verbal*. — *Rappels à l'ordre*. — *Secrétaires*. — *Serment*. — *Tribunes*. — *Vice-présidents*.

Assemblées électorales. Peuvent nommer aux places de procureurs syndics et de procureurs généraux syndics (30 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 644 et suiv.).

Assemblées électorales pour la nomination des membres de la Convention nationale. Propositions relatives aux lieux de réunion de ces assemblées (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 73). — Décrets fixant les lieux de réunion de ces assemblées (13 août, p. 100 et suiv.), (15 août, p. 182), (17 août, p. 301). — Voir *Convention nationale*.

Assemblées politiques. Renvoi à la commission extraordinaire d'une demande d'interprétation de l'article de la loi qui exclut des assemblées primaires pour domesticité (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 25). — Décret (*ibid*. p. 35).

Assemblées primaires. — Voir *Convention nationale*. — *Domestique*.

Assemblées de sections. Décret relatif à leur convocation (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 234).

Assenave (Jean). Fait un don patriotique (4 juin 1792, t. **XLV**, p. 400).

Assignations. Formalités pour la validité des assignations faites au domicile de l'agent du Trésor public (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 264).

Assignats.

§ **1**er. — *Annulation et brûlement*.
§ **2**. — *Commissaires de l'Assemblée*.
§ **3**. — *Commissaires du roi*.
§ **4**. — *Coupures*.
§ **5**. — *Création*.
§ **6**. — *Direction des assignats*.
§ **7**. — *Emission*. — *Circulation*. — *Valeur*.
§ **8**. — *Emploi et échange*.

Assignats (*Suite*).

§ **9**. — *Employes à la confection des assignats*.
§ **10**. — *Envoi des assignats*.
§ **11**. — *Fabrication*.
§ **12**. — *Falsification*. — *Moyens de prévenir la fabrication des faux assignats*.
§ **13**. — *Fonds accordés pour la fabrication*.
§ **14**. — *Forme*.
§ **15**. — *Marchés pour la fabrication*.
§ **16**. — *Mémoires*. — *Lettres*. — *Ouvrages*. — *Pétitions*.
§ **17**. — *Papier*.
§ **18**. — *Remboursement des assignats*.

§ **1**er. — *Annulation et brûlement*. — Commissaires chargés d'assister au brûlement des assignats (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 127). — Rapport par Clauzel sur la nécessité de faire brûler soit le papier blanc restant de celui nécessaire à la fabrication des assignats, soit les assignats mis en défets à l'imprimerie du sieur Didot (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 508 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid*. p. 509) ; — adoption (*ibid*.). — Le comité de l'extraordinaire des finances s'occupera sans délai du comptage et du brûlement des assignats fautés qui se trouvent dans l'atelier des Petits-Pères (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128). — Décret relatif au brûlement des assignats défectueux et du papier blanc restés chez le sieur Didot (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 231). — Rapport par Dorizy sur le brûlement des assignats fautés ou surnuméraires qui appartiennent à l'émission des 100 millions d'assignats de 5 livres décrétés le 6 mai 1791 (16 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 86 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid*., p. 87) ; — nouveau projet de décret (19 novembre, p. 146) ; — adoption (*ibid*., p. 147). — Rapport par Dorizy sur l'estampille qui sert à annuler les assignats versés dans les caisses de district (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 253) ; — projet de décret (*ibid*.) — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid*.).

Brûlement de 11 millions d'assignats (12 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 189), — de 10 millions d'assignats (19 octobre, p. 288), — de 10 millions d'assignats (22 octobre, p. 359), — de 7 millions d'assignats (26 octobre, p. 415), — de 6 millions d'assignats (3 novembre, p. 603), — de 9 millions d'assignats (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 78), — de 6 millions (22 novembre, p. 287), — de 10 millions (24 novembre, p. 335), — de 11 millions (8 décembre, p. 646), — de 7 millions d'asssignats (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 76), — de 7 millions d'assignats (19 décembre, p. 256), — de 7 millions d'assignats (26 décembre, p. 401), — de 3 millions d'assignats (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 62), — de 5 millions d'assignats (10 janvier, p. 206), — de 8 millions d'assignats (7 janvier, p. 452), — de 23 millions d'assignats (19 janvier, p. 499), —

Assignats (*Suite*).

de 6 millions d'assignats (25 janvier, p. 657). — Etats des différentes natures d'assignats brûlés à l'époque du 1er janvier 1792 (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 62). — Brûlement de 7 millions d'assignats (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59), — de 3 millions d'assignats (12 février, p. 463), — de 8 millions d'assignats (19 février, p. 651), — de 9 millions d'assignats (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 119), — de 7 millions d'assignats (4 mars, p. 377), — de 7 millions d'assignats (11 mars, p. 561), — de 8 millions d'assignats (18 mars 1792, t. **XL**, p. 102), — de 9 millions d'assignats (25 mars, p. 479), — de 8 millions d'assignats (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 80), — de 7 millions (9 avril, p. 724), — de 8 millions d'assignats (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 320), — de 12 millions d'assignats (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 56), — de 6 millions (13 mai, p. 318), — de 8 millions (21 mai, p. 618), — de 10 millions d'assignats (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 173), — de 6 millions d'assignats (5 juin, p. 579 et suiv.), — de 7 millions d'assignats (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 95), — de 4 millions d'assignats (18 juin, p. 334), — de 10 millions d'assignats (25 juin, p. 547), — de 7 millions d'assignats (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105), — de 8 millions d'assignats (11 juillet, p. 359), — de 6 millions d'assignats (15 juillet, p. 485), — de 6 millions d'assignats (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118), — de 6 millions d'assignats (30 juillet, p. 270), — de 6 millions d'assignats (5 août, p. 506), — de 9 millions d'assignats (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 378), — de 5 millions d'assignats (25 août, p. 709), — de 4 millions d'assignats (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 198), — de 4 millions (9 septembre, p. 488), — de 2 millions d'assignats (16 septembre 1792, t. **L**, p. 31).

§ **2**. — *Commissaires de l'Assemblée*. — Le secrétaire du comité des assignats de l'Assemblée constituante écrit pour demander qu'il soit statué sur leur remplacement. — Ajournement (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 125 et suiv.). — Commissaires chargés d'assister au brûlement des assignats (*ibid.* p. 127). — Commissaires chargés de surveiller la fabrication du papier d'assignats et de compter les assignats chez Didot (24 octobre, p. 383), (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 652). — Motion pour la nomination des commissaires (9 décembre, p. 675). — Nomination de commissaires. — Leurs noms (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 58). — La commission de surveillance de la fabrication des assignats est réunie au comité des assignats et monnaies (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 373).

§ **3**. — *Commissaires du roi*. — Adresse des administrateurs du bureau de la commission sur les petits assignats (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 722). — Les commissaires sont autorisés à arrêter toutes les conventions relatives à la fabrication des assignats (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 697). — Rendront compte des marchés faits pour la fabrication (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 203). — Proposition sur leur traitement (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 376). — Décret relatif à leur traitement (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 263). — Formalités pour le payement de leur traitement et de leurs frais de bureau (31 mai, p. 393 et suiv.). — Nombre des commissaires. — Traitement. — Responsabilité (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 182 et suiv.). — Leurs noms (23 juin, p. 504). — Ecrivent relativement au timbre des assignats de 10 et 15 sols (1er août 1792, t. **XLVI**, p. 333). — Ont leur port franc (3 septembre, p. 233).

§ **4**. — *Coupures*. — Lequinio demande qu'il ne soit plus fabriqué d'assignats au-dessous de 300 livres (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 271) ; — renvoi aux comités de commerce et des assignats et monnaies (*ibid.*). — Rapport par Cartier-Douineau sur la question de savoir si l'émission d'assignats au-dessous de 5 livres doit avoir lieu (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 34 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 35) ; — discussion : Cambon, Dorizy, Becquey, un membre, Lafon-Ladebat (*ibid.*, et p. suiv.) ; — Merlin (13 décembre, p. 54 et suiv.) ; — Michon-Dumaret, Caminet, Tarbé, Guyton-Morveau, Dorizy, Isnard (16 décembre, p. 157 et suiv.) ; — Brès, Cambon (*ibid.*, p. 161 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura des assignats au-dessous de 5 livres (*ibid.* p. 162). — Discussion sur la question de savoir de quelle somme seront les coupures : Cambon, rapporteur, Ducos (23 décembre, p. 324) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura des coupures de 50 sols (*ibid.*) ; — suite de la discussion : Un membre, Marbot, Rougier-La-Bergerie, Mouysset, Dorizy, Tarbé, Chabot, Jouffret, plusieurs membres, Lecointre, Cambon, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète des coupures de 10, 15 et 25 sous (*ibid.*, p. 327). — Discussion sur la somme qui sera fixée pour chaque coupure : Beugnot, Dorizy, Tarbé, Cambon, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura 100 millions d'assignats de de 50 sous, 100 millions de 25 sous, 60 millions de 15 sous et 40 millions de 10 sous (*ibid.* p. 328). — Opinion, non prononcée, de Prouveur (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 40). — Projet de décret adressé à l'Assemblée par M. Constantini, député extraordinaire de la ville de Bonifacio (13 décembre, p. 64 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Couget (16 décembre, p. 169 et suiv.). — Projet sur la répartition des petits assignats (15 décembre, p. 123). — Rapport par Lavigne sur le retrait des coupons d'assignats restant en circulation (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 28 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 29). — Rapport par Cambon sur le mode de fabrication et d'émission des assignats dont la création a été dé-

Assignats (*Suite*).

crétée en principe les 16 et 22 décembre 1791 (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 66) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*, p. 67). — Pétition demandant que l'on presse la fabrication des petits assignats (15 janvier, p. 434). — Pétition demandant l'accélération de l'émission des petits assignats (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 377). — Adoption d'un projet de décret tendant à accélérer la fabrication des coupures (20 mars 1792, t. **XL**, p. 188). — Le rapport concernant les formes et les empreintes des petites coupures d'assignats sera fait dans les 3 jours (28 mars, p. 574). — Rapport par Carez sur l'émission des coupures d'assignats au-dessous de 5 livres (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 106 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 107 et suiv.) ; — discussion : Déliars (*ibid.* p. 108 et suiv.) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 112). — Compte à rendre des motifs qui retardent la mise en circulation des petits assignats (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 648), (31 mai, p. 375). — Compte rendu par le ministre des contributions publiques de l'état de la fabrication des petits assignats (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 441) ; — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Rapport par Lavigne sur l'état de la fabrication des petits assignats et sur les causes des retards qui se sont opposés à leur émission (2 juin, p. 466, et suiv.). — Rectification au compte rendu du ministre des contributions publiques (2 juin, p. 489) ; — renvoi aux comités de surveillance, de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Le double des marchés sera remis aux comités de surveillance et des finances réunis (*ibid.*). — Renvoi aux comités des assignats et monnaies et de l'extraordinaire des finances réunis de l'examen de la question de savoir s'il n'y a pas lieu de supprimer le numérotage pour les petites coupures (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 468) ; — rapport par Montault-des-Isles, sur la suppression du numérotage des assignats au-dessous de 100 livres (4 juin, p. 543) ; — projet de décret (*ibid.* p. 544). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Rectification d'une erreur de rédaction dans le décret du 3 avril 1792 relatif à l'émission de coupures d'assignats (4 juin, p. 544). — Compte à rendre par le ministre des contributions publiques des lois des 30 mars et 1er mai 1792 (8 juin, p. 699). — Brua demande qu'au fur et à mesure de la fabrication, les coupures soient d'abord fournies aux départements du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Haut et du Bas-Rhin (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 4) ; — renvoi aux comités de surveillance et des assignats et monnaies réunis (*ibid.*). — Compte rendu du ministre des contributions publiques de l'exécution des lois des 30 mars et 1er mai 1792 (*ibid.* p. 18 et suiv.). — Le ministre des contributions publiques est chargé de suivre les opérations du timbrage des coupures d'assignats (*ibid.* p. 19). — Le commissaire de la caisse de l'extraordinaire prévient qu'il est nécessaire d'ordonner une nouvelle création d'assignats de 5 livres (21 juin, p. 453) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Projet de décret relatif au dépôt des assignats-coupures dans une chambre des archives de l'Assemblée nationale (23 juin, p. 496 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 497). — Projet de décret portant création de 100 millions d'assignats de 100 sols (27 juin, p. 611) ; — adoption (*ibid.*). — Décret relatif aux mesures à prendre pour le renouvellement des assignats de 5 livres (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 309). — Décret relatif au retard dans la fabrication du papier des assignats de 50 sols (2 août, p. 393). — Décret sur la répartition des assignats de 10, 15, 25 et 50 sols (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 685 et suiv.). — Il sera versé à la Trésorerie nationale une somme de 2 millions en coupures d'assignats de 10 et 15 sous (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 92). — Décret relatif à l'envoi des coupures d'assignats de 15 sous (31 août p. 143). — Décret relatif à la conversion des assignats dont la création a été décrétée le 31 juillet 1792 (31 août, p. 140 et suiv.). — Observations d'Amelot sur la cessation de circulation de coupures d'assignats (11 septembre, p. 563). — Décret relatif à la remise de coupures d'assignats pour échange à la section du Théâtre-Français et au directoire des Postes (13 septembre, p. 602).

§ **5**. — *Création*. Création pour une somme de 100 millions (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 568 et suiv.), — de 300 millions (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 181) ; — Observations de Cambon sur une erreur de rédaction de l'article 2 de ce décret (28 décembre, p. 477) ; — texte du décret rectifié (29 décembre, p. 596). — Opinion et projet de décret de Vuillier, sur l'émission de 100 millions décrétée le 1er novembre 1791 pour être échangés dans les départements (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 692 et suiv.). — Rapport par Caillasson sur une nouvelle création de 300 millions d'assignats (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 446 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 450). — *Discussion* : — Art. 1er. Emmery (30 avril, p. 530 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 531). — Adoption sans discussion des articles 2, 3 et 4 (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement des articles 5, 6 et 7 (*ibid.* p. 532) ; — adoption des articles 8 et 9 devenus articles 5 et 6 (*ibid.*) ; — adoption de 2 articles additionnels (*ibid.* p. 533 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 534). — Rapport par Fouquet sur la création de 300 millions d'assignats (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 311 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 313). — Adoption de l'urgence (*ibid.*). — *Discussion*. — Art. 1er : Amy, Carlier (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). —

Assignats (*Suite*).

Adoption des articles 2 et 3 (*ibid.*). — Art. 4 : Mallarmé, Cambon, Bouestard, Crestin, Tartanac, Fouquet, *rapporteur*, Juéry, Cambon (*ibid.* et p. suiv.), — adoption avec amendement (*ibid.* p. 315). — Adoption des articles 5 et 6 (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel qui devient l'article 7 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

§ 6. — *Direction des assignats.* Projet de décret présenté par Duphénieux, tendant à établir une nouvelle administration chargée de la confection, de l'émission, de l'échange, de l'annulation et de la rentrée des assignats (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 652 et suiv.) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 653). — Rapport par Fouquet sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des assignats (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 372 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 374 et suiv.). — Deuxième lecture (8 juin, p. 690 et suiv.). — Discussion (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 180 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 182). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Les directeurs seront mis en possession du couvent des Petits-Pères occupé par l'atelier des assignats (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128). — L'emplacement qu'occupent les archives du ci-devant clergé dans l'ancien couvent des Grands-Augustins sera remis aux directeurs généraux de la fabrication. — Corps de garde à y établir (*ibid.*). — Les directeurs généraux sont autorisés à retirer des archives le poinçon nécessaire à la fabrication des assignats de 15 sols (17 juillet, p. 576). — Les directeurs et administrateurs envoient le compte définitif de la fabrication des assignats (17 septembre 1792, t. **L**. p. 68).

§ 7.—*Emission.* — *Circulation.*— *Valeur.* — Mode de la délivrance des assignats au trésorier de la caisse de l'extraordinaire (10 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 158). — Un membre demande l'émission des 200 millions d'assignats de 5 livres décrétés par l'Assemblée constituante le 28 septembre 1791 (26 octobre, p. 414) ; — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Lettre d'Amelot au sujet du retard apporté à la délivrance des assignats de 5 livres (8 novembre, p. 708). — Proposition de porter l'émission des assignats à 1,600 millions (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 322) ; — discussion : Brissot de Warville (*ibid.* p. 337 et suiv.). — Troisième (1) lecture du projet de décret tendant à porter l'émission des assignats à 1,600 millions (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 178 et suiv.). — Discussion : Dorizy, Cambon, Ballet, Becquey (*ibid.* p. 180 et suiv.); — adoption du préambule et de l'article 1er (*ibid.* p. 181). — Article 2 : Cailhasson, rapporteur, Viénot-Vaublanc, Ducos, Carnot-Feuleins jeune (*ibid.* p. 182) ; — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 3 (*ibid.*). — Article 4 : Cambon (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 5 et 6 (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Observations de Cambon sur une erreur de rédaction de l'article 2 (28 décembre, p. 477 et suiv.) ; — adoption d'une rectification (*ibid.* p. 478). — Texte de l'article modifié (*ibid.*). — Texte définitif (29 décembre p. 596). — Opinion, non prononcée, de Sissous (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 194 et suiv.). — Lettre des commissaires de la Trésorerie sur la nécessité de se préparer à une nouvelle émission (6 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 602 et suiv.). — Pétition des citoyens de Valenciennes sur la perte qu'éprouvent les assignats (9 décembre, t. **XXXV**, p. 553). — Amelot sollicite une décision sur le retrait des coupons restant en circulation (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 10). — *Discussion du projet de décret relatif à cet objet.* — Adoption de l'urgence (30 janvier, p. 13) ; — adoption avec amendement des articles 1 à 5 (*ibid.*). — Article 6 additionnel : Borie, Caminet (*ibid.* p. 14) ; — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Etat de la circulation des assignats (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 119). — Projet de décret proposé par Philibert sur la fixation de la masse des assignats à mettre en circulation (27 février, p. 142 et suiv.) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances et des assignats et monnaies réunis (*ibid.* p. 146). — Pétition de Pottin de Vauvineux sur les moyens de retirer les assignats de la circulation (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 571). — Rapport par Ballet sur le maximum des assignats à mettre en circulation pour le service de la caisse de l'extraordinaire (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 114 et suiv.) ; projet de décret tendant à fixer ce maximum à 1,650 millions (*ibid.* p. 115) ; — discussion : Cailhasson, Guadet, Cambon (*ibid.* et p. suiv.) ; — Cambon, Marbot (4 avril, p. 180 et suiv.) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 180). — Renvoi au comité des assignats et monnaies d'un mémoire sur une nouvelle émission (14 avril, p. 636). — Le commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire annonce que la quantité d'assignats à émettre pour atteindre le maximum de 1,650,000,000 fixé par la loi est de 37,115,155 l. 16 s. 11 d. (16 avril p. 724.) — Projet ayant pour objet de ramener l'assignat au pair de l'argent (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 277) ; — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Circulation portée à 17 millions (30 avril, p. 534). — Montant de la circulation au 1er avril 1792 (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 682). — Lettre d'Amelot relative au maximum de la circulation (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 171). — La somme

(1) C'est une erreur du procès-verbal, il n'a pas été fait de seconde lecture de ce projet de décret.

Assignats (*Suite*).

des assignats en circulation est fixée à 1,800 millions (*ibid.* p. 172). — Indemnité accordée aux militaires en raison de la perte qu'ils éprouvent sur les assignats (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 502). — Masse totale des assignats en circulation (24 juillet, t. **XLVII**, p. 118). — Il sera présenté un mémoire sur la situation et la fabrication au 1er septembre 1792 (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 452). — On demande que tout citoyen qui refusera de recevoir les assignats pour leur valeur réelle soit puni de mort (9 septembre, p. 509), — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 510). — Décret prorogeant au 1er janvier 1793 la circulation des coupons d'intérêt d'assignats (12 septembre, p. 593).

§ 8. — *Emploi et échange.* Les 100 millions de petits assignats décrétés par l'Assemblée constituante seront employés à l'échange des gros (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 568). — Propositions sur cet échange. — Renvoi au comité des assignats (2 novembre, p. 589). — Rapport par Dorizy tendant à faire délivrer 25 millions d'assignats de 5 livres au caissier de la caisse de l'extraordinaire (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 2 et suiv.); — projet de décret *ibid.* p. 3); — discussion : Lavigne, Isnard, Pieyre, Audrein, Merlin, Dorizy, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 5) ; — suite de la discussion : Cambon, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il sera versé 10 millions d'assignats à la caisse de l'extraordinaire (*ibid.* p. 6). — Etat de distribution des 94 millions d'assignats de 5 livres remis à la trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire, à compter du 11 juillet au 9 inclus de novembre 1791 (11 novembre, p. 19 et suiv.). — Projet de décret relatif à la délivrance de 15 millions d'assignats de 5 livres (28 novembre, p. 407 et suiv.). — *Discussion.* — Article 1er : Poujet, Haussmann, Vincens-Plauchut, Brua, Dorizy, rapporteur (*ibid.* p. 409); — adoption (*ibid.*). — Article 2: un membre, Caminet (*ibid.* p. 410) ; — adoption (*ibid.*). — Article 3 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Art. 4 : Delaporte, Guyton-Morveau, Delacroix, Duhem, Thuriot, Briche, Caminet, Dorizy, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.); — rejet (*ibid.* p. 412). — Article 4 nouveau (ancien article 5) ; adoption sans discussion (*ibid.* p. 413). — Article 5 (ancien article 6) : un membre, Lavigne (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Article 6 (ancien article 7) ; — adoption sans discussion (*ibid.*) — Rapport par Lavigne sur le mode d'échange des petits assignats (30 novembre, p. 455 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 457 et suiv.). — (9 décembre, p. 678); — rapport par Cambon sur les moyens à prendre pour établir des caisses d'échange des assignats de 5 livres dans les districts (9 décembre, p. 679 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 680 et

Assignats (*Suite*).

suiv.). — Les commissaires de la Trésorerie sont autorisés à délivrer des assignats de 5 livres à la caisse d'échange du sieur Delamarche (30 novembre, p. 458). — Les commissaires de la Trésorerie font connaître leurs vues sur le besoin extrême de petits assignats et sur le mode de distribution aux départements (8 décembre, p. 656) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Opinion et projet de décret de Vuillier sur l'émission des 100 millions d'assignats décrétée le 1er novembre 1791 pour être échangée dans les départements (9 décembre, p. 692 et suiv.). — Projet de décret sur les moyens pour établir dans les districts des caisses d'échange des assignats de 5 livres (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 184); — discussion : Lafon-Ladebat, Baignoux, Allard (*ibid.* et p. suiv.) ; — Thévenet, Boisrot-de-Lacour, Cambon, rapporteur, Vincens-Plauchut, Lavigne, Cambon, rapporteur, Pieyre, Lafon-Ladebat, Dorizy (19 décembre p. 250 et suiv.) ; — adoption de l'article 1er (*ibid.* p. 253). — Articles 2 et 3 nouveaux proposés par le comité (20 décembre. p. 273); — discussion : Pieyre, Chabot, Basire, Guyton-Morveau, Vincens-Plauchut, Vergniaud, Cambon, rapporteur, Dumas, Vergniaud (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption des articles 2, 3 et 4 (*nouvelle rédaction du comité*) destinés à remplacer les articles 2 et 3 (*ibid.* p. 274). — Art. 5 (ancien art. 4) : adoption (*ibid.* p. 275). — Art. 6 (ancien art. 5) : adoption sauf rédaction (21 décembre, p. 294). — Article 7 nouveau : adoption (*ibid.*). — Articles 8 à 12 (anciens art. 6 à 10) : — adoption (*ibid.*). — Art. 13 : Un membre, Dorizy, Roux-Fasillac (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 295). — Art. 14 : adoption (*ibid.*). — Art. 15 : Dorizy (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Article 16 proposé par Dorizy (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport par Cailhasson sur une affectation de 30 millions d'assignats à la caisse de l'extraordinaire destinés à l'échange d'assignats de 2,000 livres (27 décembre, p. 433 et suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 434). — Rapport à faire sur le mode d'échange de 100 millions dans les départements (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 14). — Le compte général de leur emploi sera rendu public (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 534).— Projet de décret relatif à l'emploi des 300 millions d'assignats dont la création a été décrétée le 30 avril (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 334) ; — discussion : Fouquet, Lafon-Ladebat, Vergniaud, Cambon (*ibid.* et p. suiv.) ; — Cambon (*ibid.* p. 348 et suiv.) ; — Tarbé, Cailhasson, *rapporteur*, Tronchon, Demées, Guadet (15 mai, p. 405 et suiv.). — Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 413). — *Discussion des articles.* Art. 1er : Tarbé, Guyton-Morveau, Reboul, Tarbé, Guadet, Cailhasson, *rapporteur*, Lucy,

Assignats (*Suite*).

Fouquet, Philibert, Dorizy (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 414). — Adoption sans discussion de l'article 2 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Observations d'Amelot, commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire (17 mai, p. 522). — Projet de décret additionnel au décret du 15 mai sur l'emploi des 300 millions d'assignats dont la création a été décrétée le 30 avril (12 juin 1792, t. XLV, p. 128 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 131 et suiv.); — adoption avec amendement *ibid.* p. 132). — Texte du décret (*ibid.* p. 133 et suiv.). — Nouvelle rédaction proposée par le comité (27 juin, p. 637 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 638). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le rapport sur la répartition des coupures d'assignats par départements sera imprimé (14 août 1792, t. XLVIII, p. 121). — Versement à la trésorerie nationale d'une somme de 2 millions en coupures d'assignats de 10 et 15 sous (29 août 1792, t. XLIX, p. 92). — Envoi de coupures dans les départements (31 août, p. 143). — Il sera délivré à chaque section de Paris une somme de 10,000 livres en petites coupures d'assignats (5 septembre, p. 734). — Echange de 900,000 livres offertes par la caisse d'escompte (11 septembre, p. 566). — Lettre d'Amelot au sujet de la distribution des coupures d'assignats (12 septembre, p. 577). — La Trésorerie nationale délivrera des coupures d'assignats pour le prêt des volontaires nationaux (*ibid.* p. 591). — Il sera remis des coupures d'assignats à la section du Théâtre français et au directoire des postes (13 septembre, p. 602). — Décret relatif à l'échange d'assignats de 10 et 15 sols contre les billets de confiance (14 septembre, p. 635 et suiv.). — Versement des coupures à faire chaque semaine à la Trésorerie nationale (17 septembre 1792, t. L, p. 91). — Remise de 10,000 livres de coupures à la municipalité de Paris (18 septembre, p. 114). — Renvoi aux comités de l'extraordinaire des finances et des assignats et monnaies d'une demande du ministre des contributions publiques relative au mode d'échange des coupures d'assignats (19 septembre, p. 144). — Question préalable sur un projet de décret relatif à un échange de petites coupures à faire dans la ville de Paris (19 septembre, p. 150).

§ **9**. — *Employés à la confection des assignats.* Font des dons patriotiques (17 mars 1792, t. XL, p. 87), (2 mai 1792, t. XLII, p. 659).

§ **10**. — *Envoi des assignats.* Réclamation des receveurs de finances au sujet du défaut de désignation des valeurs dans les lettres d'envoi (10 décembre 1791, t. XXXV, p. 718). — Le comité de l'ordinaire des finances présentera un mode moins onéreux pour l'envoi des

Assignats (*Suite*).

assignats dans les départements (21 décembre 1791, t. XXXVI, p. 295). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances de la question de savoir si les assignats mis au bureau des postes pour le compte des départements par les receveurs de district sont assujettis au droit de timbre (4 avril 1792, t. XLI, p. 176). — Proposition relative aux assignats qui se perdent à la poste (30 avril 1792, t. XLII, p. 546). — Motion sur cet objet (11 mai 1792, t. XLIII, p. 254); — rapport par Lavigne (29 mai, p. 267 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 269 et suiv.). — Deuxième lecture (30 juin 1792, t. XLV, p. 687 et suiv.). — Les employés des messageries donneront un récépissé de toutes les sommes qui leur seront remises pour être transportées (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 343). — Décret relatif au payement des gardes nationaux qui les escorteront (9 septembre, p. 488).

§ **11**. — *Fabrication des assignats.* Commissaires chargés de surveiller la fabrication du papier d'assignats et de compter les assignats chez Didot (24 octobre 1791, t. XXXIV, p. 383). — Lettre d'Amelot au sujet du chômage des ateliers de numérotage (8 novembre, p. 708). — Motion relative à la surveillance de la fabrication des assignats (23 décembre 1791, t. XXXVI, p. 327); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 328). — Ajournement au 26 décembre du rapport sur la fabrication, la couleur et le matériel de la forme des assignats dont l'émission a été précédemment décrétée (24 décembre, p. 335); — rapport par Montault-des-Isles sur les perfectionnements de la fabrication des assignats (26 décembre, p. 409 et suiv.). — Le comité des assignats et monnaies est autorisé à suivre les expériences sur les moyens d'améliorer la fabrication des assignats (26 décembre, p. 411). — Projet de décret portant que le ministre des contributions publiques et les commissaires du roi sont suffisamment autorisés par le décret du 8 décembre 1791 à faire toutes les conventions relatives à la fabrication des assignats (31 décembre, p. 697); — adoption (*ibid.*). — Le décret du 31 décembre 1791 relatif à la fabrication des assignats n'est pas soumis à la sanction (31 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 37). — Rapport par Dorizy sur la fabrication et la forme des nouveaux assignats (4 février, p. 129 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 132 et suiv.). — Discussion : Cambon, Dorizy, rapporteur (*ibid.* p. 133); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Sur la motion de Gérardin, l'Assemblée décrète l'impression du rapport de Dorizy (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Lettre d'Amelot relative à la fabrication des assignats de 60 livres (20 février, p. 689 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il en sera fabriqué 833,334 (*ibid.* p. 690). — Rapport sur le timbrage des assignats (9 mars 1792,

Assignats (*Suite*).

t. **XXXIX**, p. 512); — projet de décret (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques relative au choix d'un artiste pour la gravure des caractères nécessaires aux assignats (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 223); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Réclamation du sieur Firmin-Didot qui se plaint que l'on ait pris un autre que lui pour l'impression des assignats de 25 livres (9 avril, p. 380); — rapport par Pieyre (10 avril, p. 411 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 412); — adoption (*ibid.*). — Nouvelle machine pour rendre les assignats inimitables (14 avril, p. 636). — Compte rendu par le ministre des contributions publiques de l'état de fabrication des petits coupons d'assignats (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 702). — Rapport par Clauzel sur la fabrication des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32); — projet de décret (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques sur la nécessité de former un établissement où toutes les parties de la fabrication des assignats soient concentrées (10 mai, p. 198); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Rapport par Fouquet sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des assignats (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 372 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 374 et suiv.). — Lettre du commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire sur la nécessité de déterminer ce nouveau mode d'administration (*ibid.* p. 378); — deuxième lecture du projet de décret y relatif (8 juin p. 690 et suiv.); — discussion (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 180 et suiv.); — adoption du décret portant établissement d'une *Direction pour la fabrication des assignats* (*ibid.* p. 182). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport par Brémontier sur un concours à ouvrir pour la fabrication des assignats (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 178 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 179); — Deuxième lecture (30 juin 1792, t. **XLVI**, p. 8); — Troisième lecture (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 309), — adoption (*ibid.*). — Moyens d'exécution de ce décret (7 août, p. 550). — Les commissaires du roi, directeurs généraux de la fabrication, sont autorisés à retirer des archives les formes des assignats de 5 livres (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 21). — Les directeurs seront mis en possession de l'emplacement du couvent des Petits-Pères occupé par l'atelier des assignats (5 juillet p. 128). — L'emplacement qu'occupent les archives du ci-devant clergé dans l'ancien couvent des Grands-Augustins sera remis aux directeurs généraux de la fabrication. Corps de garde à y établir (*ibid.*). — Les directeurs généraux sont autorisés à retirer des archives le poinçon nécessaire à la fabrication des assignats de 15 sols (17 juillet, p. 576). — Etat de la fabrication des assignats (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44), 2 août, p. 391). — Les commissaires directeurs généraux de la fabrication demandent la nomination de commissaires pour reconnaître les imperfections de la machine qui sert à appliquer le timbre des assignats de 10 et 25 sols (1er août, p. 333). — Compte rendu des progrès de la fabrication (14 août 1792, p. **XLVIII**, p. 113). — La fabrication est placée sous la surveillance du ministre des contributions publiques (18 août, p. 334). — Lettre du sieur Martin sur le danger que présente l'installation d'une forge dans une des salles des Grands-Augustins (21 août, p. 560); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*); — rapport du directeur général de la fabrication sur cet objet (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 352). — Le ministre des contributions publiques est chargé de surveiller la fabrication (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 334). — Rapport par Lavigne sur l'état de la fabrication et sur la répartition des assignats de 10, 15, 25 et 50 sols (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 681 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 684); — discussion (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 685). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Etat de la fabrication des assignats (22 août t. **XLVIII**, p. 612). — Lettre de Clavière sur la fabrication des assignats (25 août, p. 710). — Décret mettant une somme de 800,000 livres à la disposition du ministre des contributions publiques pour la fabrication des assignats (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 79). — Décret portant que les ateliers de fabrication des assignats seront tous réunis dans la maison nationale *dite des Capucines* (7 septembre, p. 423). — Décret concernant le compte à rendre à la Convention nationale de la situation de toutes les opérations relatives à la fabrication des assignats (8 septembre, p. 452 et suiv.). — Compte définitif de la fabrication (17 septembre 1792, t. **L**, p. 68). — Décret concernant le payement des dépenses relatives à la fabrication (19 septembre, p. 151).

§ **12.** — *Fabrication.* — *Moyens de prévenir la fabrication de faux assignats.* — Pétition sur une contrefaçon d'assignats (26 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 436). — Projet présenté par Gauthier (28 novembre, t. **XXXV**, p. 418). — Le ministre de la justice demande le renvoi devant un seul tribunal de toutes les affaires relatives à l'émission de faux assignats, pendantes devant les différents tribunaux de Paris (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 119); — sur la motion de Reboul, l'Assemblée renvoie la proposition du ministre aux comités des assignats et monnaies et de législation réunis (*ibid.*). — Notes de l'accusateur public près le tribunal du premier arrondissement de Paris concernant la procédure relative aux fabricateurs de faux assignats (14 janvier, p. 403); — renvoi au comité de

Assignats (*Suite*).

législation (*ibid.*); — rapport par Prouveur (19 janvier, p. 523). — Projet de décret (*ibid.*). — *Discussion :* Regnault-Beaucaron, Bigot de Préameneu, Thuriot, Prouveur, rapporteur (28 janvier, p. 715 et suiv.); — adoption de l'urgence et des différents articles du projet de décret (*ibid.* p. 717). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Rapport par Archier sur les faux assignats reçus par les receveurs de district et qui leur sont renvoyés par le receveur de la caisse de l'extraordinaire (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 102 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 104); — ajournement (*ibid.*). — *Discussion sur le fond :* Merlet, Archier, rapporteur, Dorizy, Lecointe (26 janvier, p. 674 et suiv.). — Motion de Cambon relative aux moyens de découvrir les fabricateurs de faux assignats (19 janvier p. 524); — ajournement (*ibid.*). — Les suppléants des comités des assignats et monnaies sont chargés de la surveillance de la fabrication des faux assignats (28 janvier, p. 717). — Projet de décret relatif aux récompenses à accorder aux personnes qui ont découvert, dans les pays étrangers, des fabricateurs de faux assignats (28 janvier, p. 717). — Rapport par Marbot sur les mesures à prendre pour prévenir la contrefaçon des assignats et sur la refonte et l'échange général du papier-monnaie (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 366 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 370 et suiv.). — *Discussion :* Philibert, Muraire, Isnard, Dorizy, Cambon, Pieyre (27 février, p. 135 et suiv.); — l'Assemblée décide que la discussion ne s'ouvrira que sur les articles qui ont rapport à la contrefaçon des assignats (*ibid.* p. 144). — Reprise de la discussion : Haussmann (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport par Prouveur sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (16 février 1792, p. 571 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 572 et suiv.). — *Discussion :* Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 573). — Adoption de l'article 1er (*ibid.*). — Art. 2 : Thuriot, Léonard Robin, Basire, Tardiveau (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 574). — Art. 3 : Thuriot, Bigot de Préameneu (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 575). — Art. 4 : Guyton-Morveau, Cambon, Saladin (*ibid.*); — Thuriot, Lagrévol, Thuriot, Grangeneuve, Beugnot, Guadet, Rouyer, Thuriot, Dehaussy-Robecourt (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 58 et suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 61); — texte de l'article 4 (*ibid.* p. 62). — Art. 5 : Thuriot, (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 6, 7 et 8 (*ibid.* et p. suiv.). — Art. 9 : Lemontey (*ibid.*); — adoption (*ibid.* 63). — Adoption des articles 10, 11 et 12 proposés par Lemontey (*ibid.*). — Adoption d'une addition à l'article 4 (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.* p. 64 et suiv.), — Adoption d'un article additionnel proposé par Dorizy (25 février, p. 85). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret sur la nécessité de faire des fonds pour la recherche de ces fabrications (19 mars 1792, t. **XL**, p. 142); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 143). — Mémoire de Denizet sur les moyens d'empêcher la fabrication des faux assignats (25 mars, p. 684). — Annonce de l'arrestation à Liège de plusieurs fabricateurs de faux assignats (28 mars, p. 626); — Notes relatives aux procédures suivies par le tribunal du 1er arrondissement de Paris contre les fabricateurs de faux assignats (5 avril 1792, **XLI**, p. 228); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — On annonce la découverte de fauxassignats chez le sieur Rigaud-Vaudreuil (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 122). — On annonce la découverte à Saint-Girons d'un atelier de fabrication de faux assignats (9 mai, p. 173). — On annonce la saisie de faux assignats de 5 livres à Strasbourg (22 mai, p. 671). — Procès-verbal de saisie de 40,000 livres d'assignats faux à Strasbourg (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 9). — Lettre de Calès déclarant qu'il n'a pas été découvert de faux assignats chez le sieur Rigaud-Vaudreuil (26 mai, p. 125). — Annonce de la saisie de faux assignats à Metz (27 mai, p. 157). — Mémoire du sieur Lobligeois sur les moyens d'arrêter la falsification des assignats (28 mai, p. 173). — Demande relative au traitement des juges suppléants adjoints à l'instruction des procès concernant les faux assignats (29 mai, p. 286); — renvoi au comité des finances (*ibid.*). — Suppression de l'établissement formé par les sieurs Dutray et Leleu pour le contrôle des assignats. — Interdiction à toute personne d'en former d'autres (1er juin, p. 432). — Rapport à faire sur les mesures à prendre à leur égard (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 128). — Décret relatif aux frais pour la recherche des falsifications d'assignats (23 août, p. 663).

§ **12.** *Falsification des assignats.* Opinion de Couturier sur les moyens d'empêcher la contrefaçon des assignats (t. **L**, p. 443 et suiv.).

§ **13.** *Fonds accordés pour la fabrication*, 12,000 livres pour frais d'expérience propres à accélérer la fabrication (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 410). — Somme accordée pour accélérer la fabrication des coupures (20 mars 1792, t. **XL**, p. 188), (13 juin, p. 182 et suiv.). — Décret relatif à l'emploi d'une somme de 500,000 livres (4 août 1792, t. **XLII**, p. 461). — Prix accordé pour les assignats de 50 et de 100 livres (7 août, p. 550). — Décret mettant une somme de 800,000 livres pour la fabrication des assignats (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 79). — Décret relatif au payement des dépenses (19 septembre 1792, t. **L**, p. 151).

§ **14.** *Forme.* Renvoi au comité des assignats et monnaies d'une motion de Isnard relative à l'application d'une empreinte sur les assignats de 5 livres (12 décembre 1791, t. **XXXVI**,

Assignats (*Suite*).

p. 178). — Décret sur la forme des assignats (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 133). — Renvoi au comité des assignats et monnaies d'une proposition de Maribon-Montant tendant à la suppression du numérotage des petits assignats (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 468).—Rapport par Montault-des-Isles concluant à la suppression du numérotage des assignats au-dessous de 100 livres (4 juin, p. 543 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 544). — Observations sur les imperfections de la machine qui ont à appliquer le timbre des assignats de 10 et 15 sols (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 333). — Décret relatif au numérotage des assignats de 25 livres et de 10 livres (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 339). — Approbation du point de reconnaissance des assignats de 50 sols (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 32).

§ **15**.— *Marchés pour la fabrication.* Le ministre des contributions publiques et les commissaires du roi sont autorisés à faire toutes les conventions relatives à la fabrication des assignats (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 697); — nouvelle rédaction de ce décret (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 37). — Débat au sujet des marchés passés avec la dame Lagarde pour la fourniture du papier destiné à la fabrication des 300 millions d'assignats décrétés par l'Assemblée: Carez, un membre, Delacroix, Pieyre, Carez, Dorizy, Delacroix (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 202 et suiv.); — le ministre des contributions publiques et le commissaire du roi rendront compte de ces marchés (*ibid.* p. 203). — Remise par le ministre des finances de divers marchés pour la fabrication du papier (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 350); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*); — rapport par Dorizy (4 mars, p. 376); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Décret sur une réclamation du sieur Firmin-Didot (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 50). — Projet de décret tendant à ratifier les marchés passés avec Mme Delagarde et M. Didot pour la fourniture du papier destiné à l'émission de 100 millions d'assignats de 5 livres (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128); — adoption (*ibid.*). — Confirmation et résiliation de marchés (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 601 et suiv.).

§ **16**. — *Mémoires. — Lettres. — Ouvrages. — Pétitions. — Adresses.* — Mémoire de Montesquiou, ci-devant député à l'Assemblée nationale (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 579 et suiv.); — supplément à ce mémoire (*ibid.* p. 584 et suiv.). — Mémoire de Fiquenel sur la circulation des assignats (2 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 508.) — Projet d'adresse de Sarrot sur la répartition des assignats de 100 sols (3 décembre, p. 526). — Pétition des citoyens de Valenciennes (*ibid.* p. 553). — Adresse des administrateurs du bureau de commission (10 décembre, p. 722). — Adresse du sieur Pépin sur le danger de l'émission d'assignats au-dessous de 5 livres (15 décembre, **XXXVI**,

Assignats (*Suite*).

p. 156). — Mémoire de Sédillot (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 214). — Mémoire de Droz (12 janvier, p. 333).—Pétition des citoyens de Castres (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 599). — Mémoire de Boislandry (21 février, p. 718). — Ouvrage de Hurel (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 551). — Mémoire de Fiquenel (13 mars, p. 677). — Instructions de Lemaire sur les moyens de perfectionner les assignats (15 mars 1792, t. **XL**, p. 1). — Mémoires de Délépine (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 64), — de Salle (8 avril, p. 359), — de Mercklein l'aîné (9 avril, p. 372). — Vues du sieur Châtillon sur l'échange des assignats (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 114). — Mémoire du sieur Lobligeois (28 mai, p. 173). — Mémoire du sieur Chomel (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 178). — Mémoire du sieur Cassebois (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359. — Mémoire sur les avantages ou les inconvénients qui peuvent résulter de l'émission des petits assignats (t. **L**, p. 310 et suiv.). — Mémoires du sieur Lebrun sur les moyens de soutenir la valeur des assignats (p. 560 et suiv.), (p. 567 et suiv.).

§ **17**. — *Papier.* Décret relatif à la fabrication du papier pour l'impression de 300 millions en assignats de 5 livres (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 568). — Lettre de Johamot relative à une économie à réaliser sur la fabrication du papier (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 56). — Discussion relative à la fabrication du papier : Cambon, Legras, Dorizy, Boisrot-de-Lacour, Tarbé, Cambon, Tarbé, Guyton-Morveau, Delacroix (8 décembre p. 649 et suiv.); — l'Assemblée décrète la fabrication nécessaire pour 100 millions en assignats de 10 livres et 100 millions en assignats de 25 livres (*ibid.* p. 652). — Décret relatif à la fabrication du nouveau papier destiné à la confection des assignats de 50 livres (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 31). — Décrets relatifs aux marchés pour la fourniture et la fabrication du papier pour assignats (31 août, p. 142 et suiv.), (13 septembre, p. 601 et suiv.).

§ **18**. — *Remboursement des assignats.* Roux-Fasillac demande, pour un cultivateur de la Dordogne, le remboursement d'un assignat de 50 livres, détruit en partie (13 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 358); — observations de Gérardin et de Dorizy (*ibid.*); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Pétition d'un citoyen d'Alais et de la municipalité d'Anduze pour obtenir le remboursement d'assignats lacérés (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 486); — observations de Dorizy (*ibid.*); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Assignats. — Voir *Comité des assignats. — Entrepreneurs de travaux publics. — Officiers* (t. **XLIV**, n° 7). — *Jean-Louis. — Auxerre. — Rhin* (*Bas-*). — Passy.

Associations. Suppression de toutes les associations (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 450).

Aubert-Dubayet (*Suite*).

les mesures à prendre contre les émigrés (p. 354). — Membre du comité de marine (p. 410). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 425), — sur la fabrication de la basse monnaie (p. 601), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 654), — sur les émigrants (p. 715), — sur le remplacement des officiers (p. 734), (p. 735). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 261), — sur une adresse des administrateurs de Loir-et-Cher (p. 336), — sur l'affaire Delattre (p. 377), — sur les troubles des colonies (p. 490), (p. 587). — Parle sur la réponse à faire au roi par le président (t. **XXXVI**, p. 107), — sur la liquidation (p. 178), — sur le recouvrement des contributions (p. 257), — sur l'organisation de la marine (p. 348), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 423). = **1792**. — Parle sur le recouvrement d'une somme de 6 millions due au Trésor par les acquéreurs de l'ancien enclos des Quinze-Vingts (t. **XXXVII**, p. 4), — sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 41), — (p. 186), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 231), — sur les colonies au delà du Cap (p. 352), — sur le soin à prendre des jumeaux Franques (p. 435). — Fait une motion relative aux secours à accorder aux hôpitaux (p. 454). — Parle sur le recrutement de l'armée (p. 518), — sur le nombre des officiers (p. 522). — Fait une motion d'ordre (p. 554). — Parle sur le recrutement de l'armée (p. 561), (p. 563 et suiv.), (p. 575 et suiv.), (p. 577), (p. 603), — sur l'office de l'empereur (p. 653), (p. 656), — sur le départ, pour l'armée, de Mathieu Dumas, Crublier d'Optère et Daverhoult (p. 695), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 699), (p. 703). — Parle sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 41), (p. 43), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 127), (p. 129), — sur les secours à accorder aux jumeaux Franques (p. 248), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 251 et suiv.), — sur la situation du département des Hautes-Alpes (p. 263), — sur le traitement des troupes en campagne (p. 269), — sur le silence à observer par les tribunes (p. 309), — sur la séquestre des biens des émigrés (p. 313), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 359), — sur le serment que doit prêter la garde du roi (p. 402), — sur la désertion des officiers (p. 414), — sur le serment à prêter par la garde du roi (p. 415), — sur l'envahissement des tribunes de l'Assemblée par le public (p. 424), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 472), — sur le serment à prêter par la garde du roi (p. 475), — sur l'affaire du sieur Nicot (p. 489), — sur les troubles du district de Noyon (p. 540 et suiv.), — sur l'envoi des troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 655), (p. 656), — sur les monnaies (p. 681). — Fait une motion d'ordre (p. 686), (p. 687), (p. 720).

Aubert-Dubayet (*Suite*).

— Parle sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (p. 721), — sur les troubles de l'Oise (p. 727). — Parle sur la formation des légions (t. **XXXIX**, p. 69), — sur les secours à accorder à Latude (p. 108), — sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (p. 116). — Annonce que le recrutement pour l'armée se poursuit avec la plus grande activité dans le département de l'Isère (p. 118). — Parle sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 120), — sur la désertion d'officiers du 6e bataillon de chasseurs (p. 167), — sur les secours à accorder aux pauvres (p. 222), — sur les affaires des Iles-du-Vent (p. 234). — Fait une motion d'ordre (p. 244). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 310), — sur les affaires d'Avignon (p. 348), (p. 390). — Membre du comité de marine (p. 394). — Parle sur les troubles d'Aix (p. 413), — sur les moyens de réprimer les troubles (p. 415 et suiv.), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 480), — sur les accusations portées contre Delessart (p. 545 et suiv.), — sur les officiers de marine (p. 690). — Parle sur l'ordre du jour (t. **XL**, p. 68), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 535), (p. 536), (p. 537), — sur les billets de confiance (p. 571), (p. 572). — Parle sur un incident provoqué par les spectateurs des tribunes (t. **XLI**, p. 92), — sur les finances (p. 221), — sur la suppression des costumes religieux (p. 250), — sur un combat dans la mer de l'Inde entre des vaisseaux de guerre anglais et la frégate française *La Résolue* (p. 363), (p. 364), (p. 489); — sur le projet de décret concernant les commissaires ordonnateurs des guerres (p. 456), — sur l'ordre du jour (p. 576). — Parle sur la suppression du traitement des princes français frères du roi (t. **XLII**, p. 9 et suiv.), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 66). — Fait une motion concernant les négociations avec les Suisses (p. 159 et suiv.). — Parle sur la déclaration de guerre à l'Autriche (p. 208 et suiv.), — sur l'organisation de l'instruction publique (p. 245), — sur la formation des légions (p. 337), — sur l'établissement de payeurs généraux des armées (p. 451), — sur le remplacement des officiers généraux (p. 453), — sur la suppression des congrégations (p 454). — Présente des pétitions de la ville de Grenoble (p. 575 et suiv.). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIII**, p. 439 et suiv.). — Parle sur la police de sûreté générale (t. **XLIV**, p. 356), — sur une motion de Crestin (p. 358), — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 559), — sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 594), — sur la proposition de former aux environs de Paris un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 641). — Fait part de troubles survenus au camp de Neuf-Brisach (t. **XLV**, p. 94 et suiv.). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (p. 210). — Membre de la commis-

Avignon (*Suite*).

un jour fixe du rapport des comités sur les affaires d'Avignon (10 janvier, p. 212); — — observations de Charlier et de Lecointe-Puyraveau (*ibid.*), — ordre du jour (*ibid.*). — Le rapport sur les affaires d'Avignon sera fait le 18 janvier au matin (15 janvier, p. 436). — Le ministre de l'intérieur rendra compte incessamment des différentes pièces qu'il a reçues d'Avignon (*ibid.*); — compte rendu du ministre de l'intérieur (16 janvier, p. 445 et suiv.); — observations de Mulot (*ibid.* p. 446); — renvoi des pièces aux comités des pétitions et de surveillance réunis (*ibid.*). — Le rapport des comités est ajourné à la séance du matin 21 janvier (17 janvier, p. 472). — Lettres des commissaires à Avignon (20 janvier, p. 543), (22 janvier p. 586), (26 janvier, p. 668). — Des citoyens d'Avignon et du Comtat demandent l'envoi de nouveaux commissaires à Avignon (8 janvier 1792, t. XXXVII, p. 159); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.* p. 160). — 400 citoyens de Paris demandent le rappel des commissaires conciliateurs (15 janvier, p. 436); renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Les commissaires civils envoyés à Avignon demandent des secours (9 février 1792, t. XXXVIII, p. 326); — renvoi au comité des pétitions et des secours publics réunis (*ibid.*). — Rapport par Bréard sur les troubles d'Avignon (9 février, p. 328 et suiv.), (11 février, p. 425), (p. 426 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 428 et suiv.). — Députation et pétition des Avignonnais (11 février, p. 425). — Rapport par Verninac-Saint-Maur, commissaire du roi, sur les troubles d'Avignon et du Comtat (*ibid.* p. 435 et suiv.). — Protestation des commissaires civils envoyés par le roi contre les inculpations erronées avancées dans le rapport sur les troubles (28 février 1792, t. XXXIX, p. 168); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Lettre des administrateurs du conseil général qui se plaignent des calomnies contenues dans les lettres des commissaires civils (25 février 1792, t. XXXIX, p. 74 et suiv.); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.* p. 75). — Justifications des Avignonnais présentées par Deleutre (1er mars, p. 256), (5 mars, p. 389 et suiv.). — Rapport par Bréard sur l'organisation de l'administration (p. 257); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — observations de Chabot, Henry-Larivière, Mulot, Quinette (*ibid.* p. 259 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'elle s'occupera : 1° de l'organisation des corps administratifs et judiciaires; 2° des prisonniers; 3° de ce qui est relatif à M. Mulot (*ibid.* p. 260). — Observations de Verninac-Saint-Maur sur le projet de décret des comités (*ibid.* p. 274 et suiv.). — Opinion non prononcée de Bréval (*ibid.* p. 277 et suiv.). — ***Discussion du projet de décret sur l'organisation de l'administration à***

Avignon (*Suite*).

Avignon.—Discussion générale : Mulot (3 mars 1792, t. XXXIX, p. 342 et suiv.). — *Discussion des articles.* — Art. 1er : Mulot (*ibid.* p. 347); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 2 et 3 (*ibid.*). Art. 4 : Aubert-Dubayet, Bigot de Préameneu (*ibid.* p. 348); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Art. 5 : Lostalot, Mulot, Rougier-La-Bergerie, Bréard, rapporteur, Delacroix, Lagrévol, Vergniaud, Dumolard, Chabot, Mulot (*ibid.* et p. suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 349). — Art. 6 : Dumolard, Lemontey, Mulot (15 mars, t. XL, p. 16 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 17). — Adoption sans discussion de l'article 7 (*ibid.*). — Art. 8 : Lostalot, Delacroix, Mulot (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 9 : Mulot, Tartanac (*ibid.*, p. 18), — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 10 et 11 (*ibid.*). — — Ajournement des articles 12 à 16 (*ibid.*). — Art. 17 : Gastellier, Mulot, Lemontey (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 18 : Fressenel, Chabot, Lacuée (*ibid.* p. 19); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 19 et 20 (*ibid.*). — Art. 21 : un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 22 : adoption sans discussion (*ibid.*, p. 20). — Art. 23 : Mailhe, Mulot, Basire (*ibid.*); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Adoption de l'article 24 (*ibid.*). — Rejet des articles 25 et 26 (*ibid.*). — Renvoi au comité des domaines d'une motion de Condorcet relative aux héritiers des protestants (*ibid.*). — Texte des articles décrétés (*ibid.* et p. suiv.). — Couturier demande l'amnistie pour tous les crimes et délits commis dans l'Avignonnais et le Comtat Venaissin jusqu'au moment de la mise en activité du tribunal (16 mars, p. 43); — discussion de cette proposition : Fressenel, Bassal, Basire, Mathieu Dumas, Mailhe, Saladin, Grangeneuve, Merlet, Gérardin, Guadet, Crestin, Mailhe, Viénot-Vaublanc, Lagrévol, Vergniaud (*ibid.*, p. 44 et suiv.); — ajournement de la suite de la discussion au 22 mars (*ibid.*, p. 56), — suite de la discussion : Thuriot, Gentil, Lasource, Viénot-Vaublanc, Vergniaud, François (de Neufchâteau), Lasource, Delacroix, Jean Debry, Fresenel (19 mars, p. 145 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'amnistie pour tous les événements et délits relatifs à la Révolution commis à Avignon et dans le Comtat Venaissin jusqu'au 8 novembre 1791 (*ibid.*, p. 154). — Opinions non prononcées de Dehaussy-Robecourt (*ibid.*, p. 158 et suiv.), — de Baërt (*ibid.*, p. 59 et suiv.). — Relute du décret sur les troubles d'Avignon (26 mars, p. 489 et suiv.); — observations de Dehaussy-Robecourt, Lasource, Bigot de Bréameneu, Tartanac, Lemontey, Crestin, Basire, Goujon, Mulot (*ibid.* p. 491 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.*, p. 493 et suiv.). — Les com-

Avignon (*Suite*).

missaires civils à Avignon demandent que l'Assemblée suspende son décret sur les troubles jusqu'à ce qu'elle ait reçu la procédure qui vient d'être terminée (15 mars, t. **XL**, p. 32) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Lettres et adresses au sujet des troubles (16 mars, p. 41 et suiv.), (17 mars, p. 86). — Discours de Deleurtre, député extraordinaire (19 mars, p. 143 et suiv.). — Lettre des commissaires du roi au sujet du décret d'amnistie (27 mars, 520 et suiv.), (28 mars, p. 626). — Les huissiers près le tribunal criminel d'Avignon demandent le payement de leur salaire (30 mars 1792, t. **XL**, p. 696). — Le ministre de l'intérieur annonce l'évasion des 56 prisonniers (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 554). — Le ministre de la justice rendra compte des mesures qu'il a prises à cette occasion (14 avril, p. 391). — Observations de Mayerne, Dumolard et Kersaint sur le compte à rendre par le ministre de la justice (16 avril, p. 716) ; – réponses du ministre de l'intérieur et du ministre de la justice (*ibid.* p. 717). — Compte rendu de la situation par Lescène-des-Maisons, commissaire du roi (16 avril, p. 732 et suiv.). — Suite du compte rendu de la situation par Lescène-des-Maisons (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 131 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète que les ministres de la guerre et de l'intérieur lui rendront compte par écrit de l'état d'Avignon et du Comtat (*ibid.* p. 134). — Compte rendu par le ministre de la justice des mesures prises pour la poursuite des individus qui ont enlevé les accusés détenus dans les prisons d'Avignon (19 avril, p. 155 et suiv.). — Rapport du ministre de l'intérieur sur les troubles (23 avril, p. 316) ; — renvoi aux comités des pétitions, de surveillance et des Douze réunis (*ibid.*). — Lettres des commissaires civils envoyés à Avignon (*ibid.*) -- Lettre du ministre de l'intérieur relative au payement des frais qu'a occasionnés la commission d'Avignon (25 avril, p. 403). — Lettre de l'accusateur public près le tribunal d'Avignon relative au salaire dû au sieur Martin (*ibid.*). — Mémoire du greffier du tribunal criminel relatif au payement des commis du greffe (23 avril, t. **XLII**, p. 300) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Lettre des commissaires civils sur la situation de la ville (5 mai 1792, t, **XLIII**, p. 17) ; — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Les ministres de l'intérieur et de la justice rendront compte par écrit des mesures qu'ils ont prises pour rétablir le calme et pour faire réintégrer dans les prisons les accusés qui s'en sont évadés (*ibid.* p. 18). — Compte rendu par le ministre de la justice (*ibid.* p. 42 et suiv.). — Compte rendu par le ministre de l'intérieur (6 mai, p. 59 et suiv.). — Quatre citoyens d'Avignon demandent audience (6 mai, p. 56). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, ils font un récit des troubles et présentent une pétition (7 mai, p. 72 et suiv.) ; — discussion : Gasparin, Quinette, Dumolard, Viénot-Vaublanc, Vergniaud, Fressenel, Lasource, Delacroix (*ibid.* p. 75 et suiv.) ; — renvoi au comité des pétitions, de surveillance et des Douze réunis pour faire un rapport sur les questions à adresser aux ministres (*ibid.* p. 78). — Le ministre de la justice envoie une copie de sa correspondance relative aux troubles (7 mai, p. 86), (p. 100 et suiv.). — Instructions du ministre de la guerre au général de Montesquiou, commandant l'armée du Midi (8 mai, p. 113). — Rapport au nom des comités des Douze et des pétitions réunis tendant à faire décréter qu'il n'y a pas lieu à poser de nouvelles questions aux ministres (*ibid.* p. 114 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 115). — Les comités feront un rapport sur la pétition présentée par les Avignonnais à la séance du 7 mai (*ibid.*). — Pièces envoyées par le directoire du département de la Drôme (*ibid.* et p. suiv.) ; — renvoi aux comités chargés de l'affaire d'Avignon (8 mai, p. 120). — Envoi de pièces (8 mai, p. 162), (p. 170). — Rapport par Chassagnac sur la conduite des commissaires civils envoyés à Avignon par le directoire du département des Bouches-du-Rhône (10 mai, p. 205 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 208). — *Discussion générale :* Bréard, Grangeneuve, Taillefer, Chassagnac, *rapporteur*, François (de Nantes), Chabot (*ibid.* et p. suiv.). — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 216). — *Discussion des articles.* — Article 1er : Dumolard, Taillefer, Delacroix, Chabot, Girodet, Bigot de Préameneu, Lasource, Dumolard, Cambon, Vergniaud (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 219). — Article 2 : Adoption sans discussion (*ibid.*). — Article 3 : Fressenel, Bréard, Aréna, Mulot (*ibid.*) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Article 4 : Ramond (*ibid.* p. 220) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Article 5 : Mulot (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*) ; — Article 6 : adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Texte définitif du décret (11 mai, p. 240 et suiv.). — Renseignements sur la situation de la ville et lettres des accusés évadés (16 mai, p. 431 et suiv.) ; — renvoi au comité des pétitions (*ibid.* p. 432). — Communications de pièces relatives aux troubles (19 mai, p. 552 et suiv.) — On annonce que le calme est rétabli dans la ville (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 47). — Protestation d'attachement à la Constitution du maire et des officiers municipaux (27 mai, p. 171). — On annonce qne la tranquillité règne dans la ville (5 juin, p. 579). — Lettre relative aux conditions d'éligibilité des citoyens actifs et demande de fonds (7 juin, p. 679). — Adresse des citoyens (8 juin, p. 718 et suiv.). — Compte à rendre du retard de l'envoi de la loi d'amnistie (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 126). — Adresse relative à des assassinats commis à Sainte-Cécile, Carpentras et Muzan (15 juin, p. 224). — Annonce de nouveaux troubles survenus à l'occasion de

B

Baignoux (*Suite*).

pensions et des rentes sur l'Etat (p. 114 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 221). — Parle sur l'organisation de l'administration des forêts (p. 135), — sur les secours à accorder aux départements et aux hôpitaux (p. 451), (p. 454). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. XXXVIII, p. 117). — Soumet à la discussion son rapport sur les formalités à observer pour le payement des pensions et des rentes sur l'Etat (p. 125). — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (p. 136), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 252). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (t. XXXIX, p. 183). — Fait un rapport sur une pétition des propriétaires de rentes sur l'Hôtel-de-ville de Paris (p. 289 et suiv.), — le défend (p. 291). — Son opinion, non prononcée, sur les conséquences de l'aliénation des forêts nationales (p. 317 et suiv.). — Fait un rapport sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (p. 519 et suiv.). — Fait une motion relative à la contribution de la liste civile (t. LX, p. 438). — Parle sur les billets de confiance (p. 563 et suiv.). — Fait une motion au sujet des fonds nécessaires aux payements à faire par la Trésorerie nationale (p. 655). — Parle sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. XLI, p. 25 et suiv.). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 30). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (t. XLII, p. 197). — Fait un rapport sur le payement de la pension du maréchal Luckner (p. 414). — Parle sur la suppression des maisons militaires des princes français (p. 643). — Présente un projet de décret sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (p. 729 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif aux rentiers sur la ville de Paris (t. XLIII, p. 356 et suiv.). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 404). — Fait un rapport sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (p. 461 et suiv.), (p. 562 et suiv.). — Fait un rapport sur la suppression des payeurs et contrôleurs des rentes établis à Paris et sur les avantages de payer les pensions dans les chefs-lieux des départements (t. XLV, p. 358 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son rapport (p. 667). — Réclame l'exécution du décret ordonnant le versement au Trésor public des sommes provenant de l'excédent des économats du clergé (t. XLII, p. 140). — Présente un projet de décret sur les secours à accorder aux gens de la maison du roi (t. XLVIII, p. 666), — un projet de décret relatif à l'établissement d'un impôt sur les effets au porteur (p. 679 et suiv.). — Présente un acte d'accusation contre Duport, Duportail, Tarbé, Barnave et Alexandre Lameth (t. XLIX, p. 11), — des articles additionnels au décret

Baignoux (*Suite*).

relatif à l'établissement d'un impôt sur les effets publics au porteur (27 août, p. 27 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret sur les indemnités dues aux maîtres de postes (p. 122 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à la rectification d'erreurs dans des titres de rentes viagères (p. 227), — un projet de décret sur la rentrée des fonds qui doivent servir à l'éducation et aux hôpitaux (p. 577), — un projet de décret sur la présentation d'un état des rentes (p. 579), — un projet de décret relatif au marché aux blés de la commune de Bléré (p. 597), — un projet de décret sur le payement des gens à gages attachés au roi (p. 598). — Présente des articles additionnels à la loi du 27 août 1792, concernant les effets publics au porteur (t. L, p. 70). — Parle sur une demande de grains faite par la ville de Tours (p. 109). — Réclame la suppression des brevets d'invention en matière de finances (p. 185).

Baigorry (Commune de). — Voir *Espagne*.

Baille (Pierre), membre du directoire des Bouches-du-Rhône. Est renvoyé à ses fonctions (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 119). — Indemnité à lui accorder pour frais de voyage (31 juillet, p. 328). — Voir *Bouches-du-Rhône* (*Département des*).

Bailleul. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. L, p. 108).

Bailleul (Commune de). Réclamation contre un arrêté du directoire du département du Nord (2 mai 1792, t. XLII, p. 667); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Baillot, détenu à Arras. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 443).

Bailly, maire de Paris. Discours à l'Assemblée (7 octobre 1791, t. XXXIV, p. 114). — Il sera choisi un endroit pour placer son buste (*ibid.* p. 116). — Réclamation contre sa nomination aux fonctions d'administrateur du département (6 novembre, p. 668 et suiv.). — Fait un don patriotique (24 avril 1792, t. XLII, p. 328). — Voir *Maire de Paris*.

Bailly (Vve). — Demande un secours (8 novembre 1791, t. XXXIV, p. 689).

Bailly (Commune de), département de Seine-et-Oise. Don patriotique par des sans-culottes (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 634).

Bain, valet de chambre de la reine. Demandé pour le service de la famille royale (13 août 1972, t. XLVIII, p. 101).

Bain (District de). Décret sur le placement des notaires (15 août 1792, t. XLVIII, p. 177).

Baïonnettes. — Voir *Babut*.

Balalm, ecclésiastique. Rapport du ministre de l'intérieur à son sujet (21 avril 1792, t. XLII, p. 249); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Barbezieux (*Suite*).

Société des amis de la Constitution. Don patriotique (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 160).

Barbezieux (District de). *Directoire.* Don patriotique des administrateurs (13 mai 1792, t. XLIII, p. 307).

Barbier. Renvoi au pouvoir exécutif d'une dénonciation contre lui (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 417).

Barbier, commis au comité de division. — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 439).

Barbiers. — Voir *Liquidation.*

Barbillat. Fait un don patriotique (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 234).

Barbon. Demande l'exécution d'un décret rendu en sa faveur (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204).

Barbotte, député de l'Orne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 199). — Membre du comité colonial (p. 412).

Bardenne (Jean-Thomas), notaire royal. Présente une adresse relative au placement des notaires du canton de Cologne (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 200).

Bardon, député de la Corrèze. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76).

Bardon (De), commandant en second de la garde nationale de Mende. Est décrété d'accusation (28 mars 1792, t. **XI**, p. 634). — Acte d'accusation (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 413 et suiv.).

Bardou-Boisquetin, député de la Sarthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV** p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). — **1792**. — Plainte du sieur Claude Hupier contre lui. — renvoi au pouvoir exécutif (t. **XXXVIII**, p. 741 et suiv.). — Demande que la plainte déposée contre lui par le sieur Claude Hupier lui soit communiquée (t. **XXXIX**, p. 77) ; — Fait connaître l'activité du recrutement dans le district de Fresnay (p. 562).

Bardoul. Fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Barennes, député de la Gironde. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — **1792**. — Parle sur l'office de l'Empereur (t. **XXXVII**, p. 653). — Fait une motion d'ordre (t. **XLII**, p. 213 et suiv.). — Remet un don patriotique (t. **XLIV**, p. 580). — Suppléant au comité de législation (p. 763).

Baréqui. Ecrit une lettre contre les émigrés (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 645).

Barère (de Vieuzac), ancien député à la Constituante. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670). Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Bareyre (Jean). L'archiviste est autorisé à lui communiquer des pièces le concernant (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 395).

Bargence (Henning-Frédéric), père. Il n'y a pas lieu à accorder son extradition (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 56).

Bargeon (Jeanne). Disposition pour le payement de sa rente viagère (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 400).

Baril. Fait un don patriotique (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 329).

Barjols (Commune de). Adresse de la garde nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 92).

Barjols (District de). Adresse d'adhésion des corps administratifs et du tribunal (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 486).

Barnabites. (Atelier des). Don patriotique des ouvriers (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 84).

Barnabites (Ci-devant). Pétition du sieur Laboulaye pour le payement de fournitures qui leur ont été faites (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 77).

Barnave, ex-constituant. Sa lettre au directeur du journal logographique en réponse au discours prononcé par Guadet à la séance du 28 mars 1792 (t. **XL**, p. 430 et suiv.). — Est décrété d'accusation (15 août, t. **XLVIII**, p. 183). — On annonce son arrestation (23 août, p. 658.). — Acte d'accusation contre lui (26 août, p. 83. — Voir *Aiguillon.*

Barnave, juge de paix à Saillans. — **1791**. — Don patriotique (t. **XXXV**, p. 468).

Barnazot (Commune de). Adresse de dévouement (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 590).

Barnoud. — **1791**. — Présente une pétition (t. **XXXVI**, p. 712.)

Barond (J), secrétaire de la Société des amis de la Constitution. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 620).

Barras. Haut-juré du département du Var (24 décembre 1791, t. **XXVI**, p. 335).

Barrault. Annonce un don patriotique des citoyens de Sarrelouis (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 588).

Barre (Antoine), prêtre citoyen de Montpellier. Procédure instruite contre lui (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58).

Barré, député de la Sarthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 111).

Barré. Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur sa pétition (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 413).

Barré, directeur de théâtre du Vaudeville. — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 440.). — Voir *Théâtres de Paris.*

Barrère. Voir *Barère.*

Basire (*Suite*).

Basire (*Suite*).

Basire (*Suite*).

— sur les pétitions des généraux (p. 488). — Demande qu'il soit décrété que le sieur Laurent a bien mérité de la patrie (p. 639). — Parle sur l'envoi des lois aux départements (p. 648), — sur une dénonciation contre le département de Paris (p. 657). — Parle sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 26). — Annonce qu'on sonne le tocsin à Saint-Roch (p. 28). — Parle sur l'affaire des sieurs Paris et Boulan (p. 142). — Obtient un congé (p. 168). — Parle sur une pétition du sieur Belgodère (p. 538). — Propose de mander le maire de Paris à la barre (p. 616), (p. 624). — Parle sur les mesures à prendre pour protéger les Suisses (p. 642). — Donne lecture d'une lettre concernant la nomination du secrétaire du conseil du roi (p. 646 et suiv.). — Propose de décréter que le ministère actuel n'a pas la confiance de la nation (p. 647). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard des Suisses (t. **XLVIII**, p. 16). — Propose de licencier les officiers de l'armée (p. 24). — Est chargé d'assister à l'inventaire des objets qui sont aux Tuileries (p. 38). — Annonce qu'il a été trouvé aux Tuileries des pièces remises au roi par Blancgilly (p. 73). — Demande l'impression des pièces trouvées chez le roi et chez l'intendant de la liste civile (p. 161). Présente un projet de décret sur la délivrance des passeports (p. 161). — Donne lecture de pièces trouvées dans le secrétaire du roi (p. 166 et suiv.). — Membre du comité de surveillance (p. 185). — Demande qu'on fasse prêter aux soldats le nouveau serment de l'Assemblée (p. 311). — Donne communication d'un ordre de La Fayette à son armée (p. 313 et suiv.). — Secrétaire (p. 560). — Propose de lever la suspension de plusieurs membres du directoire du département de l'Aisne (p. 613). — Parle sur les mesures à prendre contre les conspirateurs (p. 665). — Demande que Montmorin, ci-devant gouverneur de Fontainebleau, soit conduit à l'Abbaye (p. 672). — Présente un projet de décret sur la démolition du château-fort de Flayosc (p. 679). — Parle sur la proposition d'accorder le titre de citoyen français à des philosophes étrangers (p. 689 et suiv.). — Demande qu'il soit fait un rapport sur l'admission au titre et aux droits de citoyen français (t. **XLIX**, p. 11). — Parle sur l'envoi de commissaires dans les départements (p. 79). — Un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre aux prisons (p. 216). — Un des commissaires envoyés au Temple (p. 249). — Un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Demande que les lettres particulières ne soient plus lues dans l'Assemblée (p. 371). — Parle sur le combat de Stenay (p. 373). — Présente un projet de décret interdisant l'enlèvement des cercueils de plomb (p. 445), — un projet de décret concernant la continuation des travaux de MM. Delambre et Méchin (p. 446).

Basire (Nicolas-Guillaume), père du député. Fait un don patriotique (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 3).

Basque, ancien secrétaire du commissaire général de Tabago. Le ministre de la marine est autorisé à lui compter en espèces une somme égale à celle qu'aurait coûté son passage pour Tabago (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 425).

Basquiat-Mugriet, conseiller au ci-devant Parlement de Bordeaux. — **1791**. — Sa pétition concernant la liquidation de son office (t. **XXXIV**, p. 459).

Bassal, député de Seine-et-Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Parle sur les émigrations (p. 392). — Membre du comité de division (p. 450). — **1792**. — Parle sur les affaires d'Avignon t. **XL**, p. 47 et suiv.), — sur une pétition du sieur Serrard (p. 635). — Fait un rapport sur les pouvoirs de Guy Kersaint, député suppléant du département de Paris (t. **XLI**, p. 78 et suiv.). — Parle sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (t. **XLII**, p. 8), — sur le serment à prêter par les personnes chargées de l'instruction publique (p. 62 et suiv.). — Fait un rapport sur la circonscription des paroisses de Verneuil (t. **XLIII**, p. 13). — Parle sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (p. 464). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses de la ville de Verneuil (t. **XLIV**, p. 57). — Parle sur une pétition (p. 169). — Fait un rapport sur l'établissement d'un troisième juge de paix à Versailles (p. 263). — Parle sur la mise en accusation de Cossé-Brissac (p. 309). — Fait la 2e lecture d'un projet de décret relatif à l'établissement d'un troisième juge de paix à Versailles (t. **XLV**, p. 4), — un rapport sur une réclamation de la commune d'Ustaritz (*ibid.*). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur l'établissement d'un troisième juge de paix à Versailles t. **XLVIII**, p. 91). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Parle sur l'arrestation du sieur Couturier, procureur de la commune de Versailles (t. **L**, p. 8).

Bassant, portier du pont tournant des Tuileries. Conserve provisoirement son logement (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 290). — Est mis sous la sauvegarde de la loi (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 73).

Bassée (Commune de la). Les citoyens demandent qu'on convertisse leurs cloches en canons (27 avril 1792, t. **XLI**, p. 442); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Les citoyens demandent des armes (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 398); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 399). — Pétition demandant la réforme des tribunaux de district (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 507).

Bassée (*Suite*).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 692).

Basse-Terre (Guadeloupe). Réclamations de la municipalité relativement aux vexations exercées par les agents du pouvoir exécutif contre la municipalité (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 637) ; — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Adhésion au décret du 15 juin 1791 relatif aux îles du Vent (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 129).

Hôpital. Compte à rendre d'une affaire qui le concerne (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31).

Officiers municipaux. Cassation d'un arrêté de l'assemblée coloniale, du 13 septembre, qui les exclut des fonctions publiques pendant cinq ans (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 30).

Basset. Est autorisé à retourner à Saint-Pierre-Miquelon (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 715).

Basset. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Bassigny (Régiment de). Plaintes de plusieurs sous-officiers et soldats au sujet de leur renvoi (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 24).

Bastard. Fait un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Bastelot, curé constitutionnel. — Voir *Bray-sur-Seine*.

Bastia (Commune de). On demande l'acquittement de frais faits pour l'entretien du collège (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 656). — Révocation du bail emphytéotique du jardin dépendant du collège (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 221). — Voir *Belgodère*.

Bastide, député de l'Ardèche. — **1791**. — Est admis t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 94).

Bastide (Commune de la). Pétition des fabricants de jayet (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 3).

Bastide-Beauvoir (Commune de la). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

Bastide des Feuillants (Commune de la). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

Bastille. Projet d'un monument à élever sur son emplacement (3 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 619 et suiv.). — Adresse relative à l'érection d'un monument sur son emplacement (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 350). — Dépôt par Palloy de 23 volumes concernant les comptes de la démolition de la Bastille (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 564 et suiv.). — Projet d'un monument à ériger à la nation sur les terrains de la Bastille présenté par Palloy (*ibid.* p. 572 et suiv.). — Présentation d'un plan et d'un modèle en relief du monument national qui doit être érigé sur l'emplacement de la Bastille (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 256) ; — renvoi au comité d'ins-

Bastille (*Suite*).

truction publique (*ibid.*). — Décret relatif à l'établissement d'une place sous le nom de la liberté, à l'érection d'une colonne, à la cérémonie de la pose de la première pierre (*ibid.* p. 278). — Somme mise à la disposition du ministre de l'intérieur pour les frais qu'entraînera la pose de la première pierre de la colonne qui doit être élevée sur l'emplacement de la Bastille (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 443). — Compte rendu de la cérémonie de la pose de la première pierre (17 juillet, p. 557). — Il est fait hommage à l'Assemblée des outils qui ont servi à poser la première pierre de la colonne de la liberté (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 304). — Voir *Assemblée nationale législative*.

Bataille. Présente une pétition (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 488).

Bataillé, de Lautrec. — **1791**. — Pétition sur une question d'hérédité (t. **XXXVI**, p. 157).

Batailliard. Somme qui lui sera payée (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 654).

Bataillon auxiliaire des colonies. Pétition des sous-officiers (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 221 et suiv.) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 222).

Batault, député de la Côte-d'Or. — **1791**. — Président provisoire (t. **XXXIV**, p. 49). — Est admis (p. 60). — Commissaire pour accompagner l'Acte constitutionnel qui sera apporté à l'Assemblée pour la prestation du serment individuel (p. 72). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — **1792**. — Membre du comité des pétitions (t. **XXXIX**, p. 467).

Bataves. Des patriotes bataves demandent à être admis à la barre (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 482). — Admis, ils demandent des secours (19 janvier, p. 514 et suiv.) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.* p. 515). — Le ministre de l'intérieur transmet un mémoire relatif aux patriotes bataves (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 508) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Voir *Légion batave*.

Bathelot (Pierre). Il lui sera remis un brevet de pension (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 656).

Bâtiments. Pétition des ouvriers des bâtiments relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 363).

Bâtiments de mer de commerce. Déclarations à faire par les capitaines des bâtiments qui se rendent à la foire de Beaucaire (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 391).

Bâtiments de mer de l'Etat. Question relative à la formation des états-majors des bâtiments en armement (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 410). — Lettre du ministre de la marine relative aux ordres à leur donner à l'égard des bâtiments de commerce portant le pavillon du

Bâtiments de mer de l'État (*Suite*).
roi de Bohême et de Hongrie (8 mai 1792, t. XLIII, p. 106 et suiv.); — renvoi aux comités de marine, de commerce et diplomatique réunis (*ibid.* p. 107).

Bâtiments de mer étrangers. Questions relatives aux droits auxquels doivent être assujettis ceux de ces bâtiments qui fréquentent les îles du Vent avec des chargements de noirs (5 juin 1792, t. XLIV, p. 625); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

Bâtiments nationaux. Le ministre de la guerre demande la suspension de l'aliénation de différents bâtiments nationaux pour les affecter au département de la guerre (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 327); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Batiot (Dominique). Fait un don patriotique (25 juin 1792, t. XLV, p. 572).

Batteries. Demande relative au service des batteries des côtes du département de la Seine-Inférieure (8 mai 1792, t. XLIII, p. 165). — Mode de nomination aux places de gardiens de batteries (31 mai 1792, t. XLIV, p. 405). — Lettre du ministre de la guerre sur le service des batteries des côtes du département de la Seine-Inférieure (15 juin 1792, t. XLV, p. 222). — Présentation par Garnier d'une batterie de son invention (29 août 1792, t. XLIX, p. 104). — Présentation d'une batterie couverte par les volontaires de la Côte-d'Or (30 août, p. 122).

Batteries de campagne. — Voir *Bezis (De)*.

Batteries de siège. Les vétérans invalides font hommage d'une petite batterie de siège (22 août 1792, t. XLVIII, p. 622).

Battle. Don en faveur des pauvres de Perpignan, 15 juin 1892, t. XLV, p. 193).

Batteurs d'or de la ville de Paris. Demandent à être entendus avant qu'il soit statué sur le projet de décret relatif à leur liquidation (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 271); — l'Assemblée décrète qu'ils seront admis à la barre (*ibid.*). — Voir *Liquidation*.

Battresca (André), des Grisons. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. XLIII, p. 670).

Batz (Jean de), ancien membre de l'Assemblée constituante — 1791. — Sa lettre en réponse aux inculpations de Clavière contre le comité central de liquidation (t. XXXV, p. 79).

Baubier, cordonnier. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 650).

Baucheton. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. L, p. 58).

Baud. Renvoi au pouvoir exécutif des pièces de la procédure instruite contre lui (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 116).

Baudat, ex-cent-suisses. Réclame contre son arrestation à Belfort (21 mai 1792, t. XLIII, p. 623). — Il est élargi (*ibid.* p. 629).

Baude, capitaine. — 1791. — Demande une indemnité pour la perte de son vaisseau employé au service de la nation (t. XXXIV, p. 650).

Baudin, député des Ardennes. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Suppléant au comité de l'instruction publique (p. 498). — Commissaire aux archives (p. 689). — 1792. — Présente un projet de décret sur l'ordre du cérémonial à observer entre l'Assemblée nationale et le roi à la Fédération de 1792, (t. XLVI, p. 234). — L'un des commissaires envoyés dans le département des Ardennes (t. XLVIII, p. 312). — Nommé à la Convention nationale (t. XLIX, p. 550).

Baudin (Nicolas). Réclame une pension (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 458); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.* p. 459).

Baudino, procureur-syndic du district de Charolles. Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. XLIII, p. 525).

Baudoin. Fait un don patriotique (14 mai 1792, t. XLIII, p. 320).

Baudoin, commissaire de la commune de Paris (19 septembre 1792, t. L, p. 148).

Baudouin, curé. Présente un pain de salpêtre raffiné par les procédés Weyland-Stahl (27 avril 1792, t. XLII, p. 455).

Baudouin, imprimeur de l'Assemblée nationale. — 1791. — Demande la nomination des commissaires chargés de surveiller les impressions que l'Assemblée jugera à propos d'ordonner (6 octobre 1791, t. XXXIV, p. 108). — Ecrit au sujet de la distribution de la liste des députés (13 octobre, p. 200). — Ses observations sur l'impression des listes de candidats pour les comités (18 octobre, p. 264). — Explique les retards apportés dans la distribution (5 novembre, p. 649 et suiv.). — Chargé de distribuer aux membres de l'Assemblée les lois, proclamations, règlements, etc. (14 novembre, t. XXXV, p. 59). — Rend compte des causes du retard apporté à la distribution du discours de Brissot sur les affaires de Saint-Domingue (9 décembre, p. 676). — 1792. — Fait hommage du 1er volume en vélin des procès-verbaux de l'Assemblée constituante (22 janvier 1792, t. XXXVII, p. 579). — Ses observations au sujet de l'impression du rapport de Cambon sur les finances (19 avril 1792, t. XLII, p. 166 et suiv.). — Fait hommage d'un écrit sur le droit féodal (30 avril, p. 521). — Est chargé de l'impression de 30,000 exemplaires de l'instruction sur le service des gardes nationales (4 juillet, t. XLVI, p. 107). — Apportera la plus grande célérité aux impressions relatives aux travaux de l'Assemblée (6 juillet, p. 199). — Prête serment (10 août, t. XLVII, p. 653). — Demande que ses ouvriers soient dispensés du service militaire (11 août, t. XLVIII, p. 2); — adoption (*ibid.* p. 3). — Il lui est enjoint de mettre plus de célérité à son travail (12 août, p. 67). — Ses

Baudouin (*Suite*).

observations à ce sujet (*ibid.* et p. suiv.) — Ses observations relatives aux dénonciations faites contre le *Logographe* et le *Journal des Débats* (*ibid.* p. 77). — Demande un décret pour obliger ses ouvriers à continuer les travaux qui leur sont confiés (2 septembre, t. **XLIX**, p. 207). — Envoie le premier exemplaire du *Bulletin de l'Assemblée nationale* (5 septembre, p. 355). — Demande à quel nombre il doit tirer l'in-quarto des dons patriotiques (8 septembre, p. 451). — Ecrit au sujet du retard apporté à l'impression des procès-verbaux de l'Assemblée (16 septembre 1792, t. **L**, p. 56).

Baudouin (Louis-Auguste), entrepreneur des transports militaires. — **1791**. — Lettre du ministre de la guerre à son sujet (t. **XXXV**, p. 284) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Coustard sur le marché passé avec lui pour les transports militaires (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 462) ; — projet de décret (*ibid.*). — Discussion de ce projet de décret : Charlier, Narbonne, ministre de la guerre ; Taillefer, Déliars (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 269 et suiv.) ; — Déliars, Germignac, Rouyer, Lacuée, Delacroix, Charlier, Coustard, rapporteur (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 681 et suiv.) ; — l'Assemblée rejette le projet de décret et décrète que le ministre de la guerre rendra compte de l'exécution du décret du 24 septembre 1791 relatif à la réalisation de ce marché (*ibid.* p. 684). — Lettre du ministre de la guerre (14 mars, p. 687). — Lettres de Baudouin sur les transports de la guerre (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 480), (19 février, p. 651). — Lettre de Duportail, ex-ministre de la guerre, sur la responsabilité qu'il peut avoir encouru dans l'inexécution de la loi relative à la résiliation du marché passé avec lui pour les transports militaires (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 100).

Baudry (Anne-Catherine-Louise), épouse d'Etienne-François d'Aligre. — **1791**. — Lettre des officiers municipaux de Halluin à son sujet (t. **XXXVI**, p. 117).

Baudry-Destouches. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 123).

Bauduin, agent de change de Lyon. Fait un don patriotique (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 595).

Baugé (District de). Projet de décret sur la circonscription des paroisses (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 40). — Deuxième lecture (30 juillet, p. 276 et suiv.). — Troisième lecture (11 août, t. **XLVIII**, p. 22 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 23).

Bauguille. Sa lettre relative à un fait qui s'est passé sur la terrasse des Feuillants (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 235).

Bault (Antoine de). Sa supplique à la reine (15 août 1792, t. **XLVIII**; p. 263).

Baume (Joseph). Procédure instruite contre lui (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 396) ; — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Baumgarthen, chirurgien-major du 91e régiment d'infanterie. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Baumlin, député du Haut-Rhin. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Parle sur l'argent du canton de Soleure arrêté à Belfort (t. **XXXVI**, p. 314 et suiv.). = **1792**. — Membre du comité des domaines (t. **XXXIX**, p. 394). — Annonce l'occupation de Porentruy par l'armée française (t. **XLII**, p. 718).

Baur, de Frankenthal. Don patriotique (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 667).

Baux. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 265).

Baux (Louis-Salomé). Disposition pour le payement de sa rente viagère (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 400).

Baux emphytéotiques. Renvoi au comité des domaines d'une difficulté que présente la loi du 27 avril 1791 sur les baux emphytéotiques des biens nationaux (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 578).

Bauzon, citoyen d'Autun. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 125).

Bavay (Commune de). Relation de ce qui s'y est passé le 17 mai (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 565) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 566). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai, t. **XLIV**, p. 132). — On annonce qu'elle a été évacuée par l'ennemi (31 juillet, t. **XLVII**, p. 318), (1er août, p. 381 et suiv.). — Rapport de ce qui s'y est passé depuis l'entrée des troupes autrichiennes le 17 juillet (4 août, p. 483 et suiv.).

Bavière. Lettre de M. Dassigny sur les dispositions de la cour de Bavière à l'égard de la France (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 79).

Baville, adjudant au 13e régiment d'infanterie. — **1791**. — Son rapport sur l'arrestation du sieur Voignès (t. **XXXVI**, p. 164 et suiv.).

Bavoilot. Remet un don patriotique (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146).

Bayard, accusateur public. — **1791**. — Demande la fermeture des spectacles pendant la tenue des assemblées primaires (t. **XXXV**, p. 562). — Présente un plan pour faciliter le recouvrement des impositions (p. 594).

Bayard *aîné*, maire de la ville d'Armentières. — Fait un don patriotique (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 577).

Bayard (Dame). — Demande un secours (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 607) ; — renvoi au comité des secours (*ibid.* p. 608).

Bayart, président de la section des Gravilliers. Prête serment (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 367).

Beaupré (Dame). Présente une pétition (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Beaupuy, député de la Dordogne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 129). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Membre du comité militaire (p. 390). — Opte pour le comité militaire (p. 391). = **1792**. — Fait un rapport sur la formation des légions (t. **XXXVIII**, p. 613 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la formation des légions (t. **XXXIX**, p. 65 et suiv.). — Annonce que les sous-officiers et soldats du 7e régiment d'artillerie ont demandé à recevoir le quart de leur prêt en assignats (t. **XLI**, p. 201. — Soumet à la discussion le projet de décret sur la formation des légions (t. **XLII**, p. 254 et suiv.). — Fait un rapport sur la création de compagnies de volontaires nationaux à cheval (t. **XLIV**, p. 495 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la création de compagnies de volontaires gardes nationaux à cheval (t. **XLV**, p. 108 et suiv.). — Remet des dons patriotiques (p. 192). — Fait un rapport sur la proposition de lever 42 nouveaux bataillons de gardes nationaux (t. **XLVI**, p. 31 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 200 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les moyens d'augmenter la force armée (p. 655 et suiv.). — Présente un projet de décret tendant à autoriser à l'âge de 16 ans les enrôlements pour la défense de la patrie (t. **XLVII**, p. 104 et suiv.). — Membre du comité militaire (p. 234). — Fait une motion concernant les bataillons de volontaires nationaux (p. 449). — Donne sa croix de Saint-Louis pour être convertie en une médaille destinée à récompenser un officier ou un soldat (t. **XLVIII**, p. 614). — Présente un projet de décret sur les moyens d'employer aux armées les chevaux inutiles au commerce et à l'agriculture (t. **XLIX**, p. 108), — un projet de décret sur la fourniture des chevaux et voitures pour l'armée (p. 208), — un projet de décret relatif à la ci-devant compagnie de la prévôté générale des monnaies (*ibid.*). — — L'un des commissaires pour accélérer la formation de l'armée de Châlons (p. 380).

Beaupuy (Vve, née Jeanne-Françoise Villars). Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 175).

Beauquesne. — **1791**. — Pétition (t. **XXXV**, p. 508).

Beauregard (Domergue de), député de la Lozère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 111). — Prête serment (*ibid.*). = **1792**. — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 677).

Beauregard, commissaire civil à Avignon. Est mandé à la barre (8 juin 1792. t. **XLIV**, p. 712). — Questions auxquelles il devra répondre (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 3). — Demande audience (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 187). — Jour fixé (*ibid.*).

Beaurepaire. Haut-juré du département du Pas-de-Calais (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Beaurepaire, commandant à Verdun. Rapport sur les honneurs à rendre à sa mémoire (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 591 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 592); — adoption (*ibid.*). — Pension accordée à sa veuve et à son fils (*ibid.*). — Lettre du président de l'Assemblée à sa veuve (13 septembre, p. 600).

Beaurepaire (Canton de). Zèle patriotique des habitants (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 431).

Beausset (Commune de). Annonce des mesures prises contre les agitateurs (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 202); — compte rendu de deux assassinats commis dans cette commune (2 juin, p. 489); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 491). — Compte rendu du ministre de l'intérieur relativement aux troubles qui ont eu lieu dans cette commune (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 53).

Beauteil (Commune de). Pétition sur les difficultés relatives à la circonscription de la paroisse (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 610); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Beauvain (Félix). Prête le serment du 10 août (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277).

Beauvais, député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — L'un des commissaires-inspecteurs (p. 383). — Membre du comité de secours publics (p. 454). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux employés supprimés (p. 626 et suiv.). = **1792**. — Membre du comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394). — Est entendu au sujet de l'arrestation d'un citoyen dans les tribunes de l'Assemblée (t. **XLVI**, p. 322). — Parle sur les moyens de maintenir l'ordre dans les tribunes (t. **XLVII**, p. 542). — Déclare qu'il n'y a pas de rassemblements armés autour de l'Assemblée (p. 599), (p. 601). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276).

Beauvais (Elisabeth). Disposition pour le payement de sa rente viagère (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 401).

Beauvais (Commune de). Rapport par Cartier-Douineau sur une réclamation des marguilliers de l'église cathédrale relative à la liquidation d'une rente sur le ci-devant clergé (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 57 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette réclamation (*ibid.* p. 58). — Lettre des administrateurs du département de l'Oise touchant l'organisation d'une des paroisses de Beauvais (8 février, p. 274); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Des citoyens se plaignent de ce que M. Rochambeau fils ait réformé des volontaires nationaux (10 février, p. 346). — Lettre des citoyens relative à l'arrestation, à Mons, des sieurs Danse et Francastel (17 février, p. 584). — Pétition relative à l'organisation de la paroisse Saint-Etienne (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 77), — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Lettre relative aux vicaires de la même paroisse et à un mandement de l'évêque

Beauvais (*Suite*).

(7 mars, p. 432); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret relatif à des modifications à faire au décret du 17 mars 1791 sur la circonscription des paroisses (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 277). — Adresse d'adhésion des citoyens (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 370). — Adresse d'adhésion de l'assemblée primaire (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139). — La municipalité est autorisée à disposer du métal de la statue de Louis XIV qui s'élevait, avant le 10 août, sur la place principale de la ville (5 septembre, p. 355). — Décret établissant un commissaire de police (9 septembre, p. 489).

Manufacture. Lettre du ministre de l'intérieur relative aux fournitures annuelles que l'entrepreneur était autorisé à faire au roi (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 102); — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et de liquidation réunis (*ibid*). — Pétition des ouvriers de la manufacture (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 411), (16 août, t. **XLVIII**, p. 296).

Beauvais (District de). Projet de décret présenté par Benoiston, relatif à l'emplacement de l'administration (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 203); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Adresse de dévouement et offrande de quatre canons (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 466).

Administrateurs. Ecrivent au sujet de la remise des titres aux acquéreurs des biens nationaux qui ont payé entièrement le prix de leur acquisition (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 1). — Lettre sur l'inutilité des visiteurs et inspecteurs généraux des patentes (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 173). — Se plaignent du renvoi de deux hommes qu'ils avaient enrôlés pour l'armée (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 8), (27 août, p. 26). — Réclament contre les administrations des régiments (5 septembre, p. 352).

Conseil général. Dénonce le lieutenant-colonel du 1er régiment d'infanterie (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277). — Adresse d'adhésion (17 août, p. 315).

Directoire. Adresse un état d'adjudication des biens nationaux (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 395). — Dénonce le lieutenant-colonel du 6e régiment de dragons (8 mars, p. 467). — Fait un don patriotique (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 2). — Envoie un don patriotique du sieur Motte (18 juin, p. 334).

Beauvau, ancien officier de marine, demande à être remis en activité (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 121); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 122).

Beauveau (De), maréchal de France. — **1791**. — Conservé en activité (t. **XXXV**, p. 349). — Présente une pétition relative à la liquidation de la dîme inféodée de la terre de Morley (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Beaux-Arts. Pétition des artistes non académiciens demandant l'interprétation du dé-

Beaux-Arts (*Suite*).

cret du 17 septembre 1791 sur l'exposition des œuvres d'art et les encouragements aux beaux-arts (19 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 281 et suiv.); — discussion : Quatremère-Quincy, Thuriot, Quatremère-Quincy, Rataud, Delacroix, Navier, Quatremère-Quincy, Delacroix, Garran-de-Coulon, un membre, Goujon, Quatremère-Quincy, Broussonnet (*ibid.* p. 282 et suiv.). — L'Assemblée renvoie la pétition au comité d'instruction publique et décrète qu'il sera sursis à la distribution des prix et que l'exposition des tableaux au Louvre sera prolongée jusqu'à ce que le comité d'instruction publique ait fait son rapport, et décrète, en outre, que le décret sera présenté dans le jour à la sanction du roi (*ibid.* p. 284). — Commissaires chargés de porter le décret à la sanction du roi (*ibid.*). — Pétition de l'académie de peinture et de sculpture sur le même objet (5 novembre, p. 640 et suiv.); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 641); rapport par Quatremère-Quincy (14 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 60 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 61); — ajournement (*ibid.* p. 62); — compte rendu par le ministre de l'intérieur (28 novembre, p. 438). — Les artistes demandent que l'Assemblée veuille bien entendre le rapport de son comité relatif à la répartition des travaux d'encouragement (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 391); — rapport par Romme (29 novembre, p. 451 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 452 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 453); — adoption de l'urgence (3 décembre, p. 555); — observations de Pastoret (*ibid.*); — discussion : Art. 1er. Quatremère-Quincy (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption des articles 2 à 6 (*ibid.* p. 556).

Beauzac (Commune de). Conduite patriotique des citoyens (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 85).

Bec (Philippe). Avance à lui faite pour son retour à Cayenne (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 523 et suiv.).

Bécard, président du comité de la section de Popincourt. Déclare qu'il n'existe dans cette section aucun individu du nom de Delbé (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 714).

Becket (William), Anglais. Fait don de 200 livres (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 452).

Becquey, député de la Haute-Marne. — **1791**. — Parle sur les élections de la Loire-Inférieure (t. **XXXIV**, p. 62). — Est admis (p. 63). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Parle sur les relations avec le roi (p. 82). — Membre de la députation qui devra aller au devant du roi (p. 112). — Commissaire pour assister au brûlement des assignats (p. 127). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 337 et suiv.). — Annonce le brûlement de 10 millions d'assignats (p. 359). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368).

Becquey (*Suite*).

— Demande que le comité de législation soit chargé de vérifier les procès-verbaux d'élection des hauts-jurés (p. 640). — Fait un rapport sur les moyens d'accélérer la répartition et le recouvrement des contributions de 1791 (p. 655 et suiv.), — le défend (p. 657 et suiv.). — Parle sur les dépenses et recettes de la trésorerie nationale (p. 685). — Donne lecture d'un projet de décret relatif au recouvrement des contributions de 1791 (p. 690 et suiv.), — le défend (p. 694 et suiv.). — Parle sur le remplacement des officiers (t. **XXXV**, p. 1), — sur les troubles de Caen (p. 17). — Donne lecture de deux lettres du directoire du département de la Haute-Marne, au sujet des troubles occasionnés par les obstacles que le peuple apporte à la libre circulation des grains (p. 47 et suiv.). — Fait un rapport sur les moyens d'accélérer la répartition et le recouvrement des contributions de 1791 (p. 72 et suiv.), — le défend (p. 74), (p. 75). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 83). — — Propose un article additionnel à l'article 4 du projet relatif aux prêtres réfractaires (p. 126). — Développement de cet article (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur l'affaire Varnier p. 394 et suiv.). — Présente des réclamations du sieur Varnier (p. 469 et suiv.). — Parle sur une émission de coupures d'assignats (t. **XXXVI**, p. 35), — sur les troubles de Perpignan (p. 85), — sur la répartition des contributions (p. 118), — sur le complot de Strasbourg (p. 167), — sur l'augmentation de l'émission des assignats (p. 181), — sur une pétition du sieur Dubu (p. 228), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 293), — sur l'élection de Henry dans la Haute-Marne (p. 312), — sur une dénonciation contre le sieur Guilloumot (p. 390), — sur les troubles de Choue (p. 641), — sur la pétition du sieur Bazin (p. 644 et suiv.). = **1792**. — Parle sur sur une motion d'Inizan relative aux dons patriotiques à faire par les membres de l'Assemblée (p. 726), — sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 732). — Propose des articles additionnels au décret sur la formation de la haute cour nationale (t. **XXXVII**, p. 67). — Parle sur la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la haute cour nationale (p. 70 et suiv.), (p. 184), — sur l'enrôlement du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (p. 217), — sur l'office de l'Empereur (p. 543 et suiv.), — sur les troubles de Caen (p. 627), — sur l'affaire du sieur Lemoine (p. 725). — Parle sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 24), (p. 25), (p. 26), — sur les chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 434), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 473). — Parle sur le maintien de l'ordre public (t. **XXXIX**, p. 379). — Secrétaire (p. 391). — Parle sur la conduite du ministre de la marine (p. 391), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 477 et

Becquey (*Suite*).

suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 484 et suiv.). — Parle sur la mise en accusation de Delessart (p. 547), (p. 548), (p. 693), — sur les troubles d'Arles (p. 559), — sur les accusations contre Duport, ministre de la justice (p. 596), (p. 599). — Parle sur les prêtres qui ont rétracté leur serment (t. **XL**, p. 199), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 353), — sur l'envoi de troupes de ligne à Etampes (p. 389), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 453), — sur les troubles de Mende (p. 628), (p. 633), — sur les émigrés (p. 660). — Fait une motion d'ordre (t. **XLI**, p. 54). — Parle sur la rectification de l'acte d'accusation contre Delessart (p. 56), — sur les troubles de la Haute-Marne (p. 103), — sur une indemnité à accorder à la nation anglaise (p. 211), — sur la suppression des costumes religieux (p. 249 et suiv.). — Parle sur la déclaration de guerre à l'Autriche (t. **XLII**, p. 203 et suiv.), — sur le canal de Sommevoire à Chalette (p. 529), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 653). — — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 43 et suiv.), (p. 115), — sur les troubles religieux (p. 312). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIV**, p. 63), (p. 68), (p. 69), (p. 71), — sur l'existence d'un complot tendant à dissoudre l'Assemblée nationale (p. 195), — sur le licenciement de la garde du roi (p. 305), — sur la mise en accusation de Cossé-Brissac (p. 305 et suiv.), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 444). — Parle sur une lettre circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 23 et suiv.). — Demande la lecture d'un arrêté du directoire du département de Paris (p. 400). — Parle sur une adresse des citoyens de Brest (p. 574), — sur la question de savoir si le ministre de l'intérieur a ordonné l'envoi aux départements d'un arrêté du département de la Somme (t. **XLVI**, p. 4), — sur la distribution des secours à accorder aux départements (p. 130), — sur les événements du 20 juin (p. 360), — sur le remplacement des ministres (p. 510). — Fait une motion relative à l'assassinat à Bordeaux de deux prêtres non assermentés (t. **XLVII**, p. 91). — Parle sur l'organisation de la police de sûreté générale (p. 193 et suiv.), — sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (p. 326), — sur l'étoffe qui doit servir à former les cocardes nationales (p. 392), — sur la proposition de mander le maire de Paris à la barre (p. 624).

Bédard. Fermier des forges des Salles et de la Noué. Sollicite des secours en numéraire (24 mars 1792, t. **XL**, p. 478).

Bédarieux (Commune de). Adresse de dévouement (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 589). — Don patriotique de la société des Amis de la Constitution (18 juin, t. **XLV**, p. 351). —

Bellac (District de). Don patriotique des juges du tribunal (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 135).

Bellaly (Dame). Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 506).

Bellanger, de Brest. — **1791**. — Envoie la liste des officiers de marine de Brest absents sans congé ni permission le 20 novembre 1791 (t. **XXXVI**, p. 235 et suiv.).

Bellanger. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 354).

Belle, député d'Indre-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 259). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). — Lettre relative à la dénonciation de l'abbé Fauchet contre Delessart, ministre de l'intérieur (t. **XXXV**, p. 550 et suiv.). — Réponse de Fauchet (p. 712). — Réplique de Belle (*ibid.*). = **1792**. — Parle sur la distribution de pain à faire aux ouvriers des ports (t. **XXXVII**, p. 5). — Parle sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XLI**, p. 22), — sur la proposition de Crestin relative à l'agiotage (p. 599). — Parle sur les manœuvres des sœurs de charité (t. **XLII**, p. 654). — Parle sur la vente des palais épiscopaux (t. **XLVI**, p. 649).

Belle-Fays (Ferme). Projet de décret relatif à la distraction de cette ferme de la paroisse de Montigny et à sa réunion à celle de Recours-la-Côte, présenté par Thévenet (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 34 et suiv.).

Bellefontaine. Fait un don patriotique (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 323).

Bellegarde, adjudant général. Décret ordonnant la mise en liberté de cet officier et enjoignant au pouvoir exécutif de rendre compte de sa conduite (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 456).

Bellegueule-Caron. Pétition en sa faveur (17 septembre 1792, t. **L**, p. 73).

Belle-Isle-en-Mer (Commune de). Adresse d'adhésion (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 373).

Belleroche, député de la Vienne.—**1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 80). = **1792**. — Fait un rapport sur la récompense à accorder au sieur Jean-Louis pour la dénonciation d'une fabrication de faux assignats (t. **XXXVIII**, p. 542 et suiv.), — le défend (p. 744).

Belleval, de Neuilly-sur-Seine. Fait un don patriotique (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 54).

Belleville (Sieur). Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Belleville-les-Paris (Commune de). Pétition (30 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 453); — renvoi au comité de division (*ibid.*).—Don patriotique (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 616). — Difficultés élevées dans le bataillon de cette commune (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 609).
Société des amis de la Constitution. Dons patriotiques (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530), (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 552).

Belley (Commune de). Lettre du président du tribunal au sujet de 4 officiers arrêtés pour cause d'émigration (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 55). — Lettre des officiers municipaux relativement au même objet (11 avril, p. 468); — rapport par Lecointre (15 avril, p. 684); — projet de décret (*ibid.* p. 685); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*).

Bellier. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 414).

Bellier-du-Chesnay, député d'Eure-et-Loir. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Suppléant au comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Obtient un congé (t. **XLIII**, p. 240). — Donne sa démission (t. **XLVI**, p. 327).

Belmont. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 354).

Belot. Haut-juré du département de Seine-et-Oise (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Belot (Christine). Fait un don patriotique (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 581).

Belot-La-Digne, député de l'Aude. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 280).

Belsen, officier municipal d'Yssingeaux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Belvès (Commune de). Adresses d'adhésion (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 590), (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 36).

Belvès (District de). Don patriotique des membres du directoire (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105).

Bénard, commandant en chef du bataillon des Carmélites. Demande l'admission à la barre d'une députation du bataillon pour présenter une offrande patriotique (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 664). — Présente une pétition de la garde nationale parisienne (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 68).

Bénard, inspecteur des ponts et chaussées. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 18).

Bénard (Jeanne-Nicole), religieuse. Réclame une pension (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Benat, capitaine d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Benazet, premier suppléant du département de l'Aude à la Convention nationale. Fait des dons patriotiques (17 septembre 1792, t. **L**, (p. 66), p. 86).

Bender (Louis-Silvain). Est liquidé en quittances de finances (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 297).

Bénéfices. Voir *Loiret* (*Directoire du département du*). — *Marsilly* (*Dame*).

Benoid, député du Cantal. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 97). — Membre du comité de division (p. 450). — 1792. — Membre du comité de division (t. XXXIX, p. 393).

Benoist, employé dans les bureaux de la guerre. Offre de dévoiler les manœuvres à l'aide desquelles beaucoup de personnes ont obtenu la croix de Saint-Louis (27 juillet 1792, t. XLVII, p. 208).

Benoiston, député de la Loire-Inférieure. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 94). — Prête serment (p. 99). — Suppléant au comité des pétitions (p. 338). — Membre du comité des domaines (p. 461). = 1792. — Présente un projet de décret relatif à l'emplacement de l'administration du district de Beauvais (t. XXXVII, p. 203). — Propose des mesures pour faire cesser les troubles religieux (t. XLIV, p. 68 et suiv.), (p. 95), (p. 99), (p. 133 et suiv.), (p. 167 et suiv.). — Donne lecture d'un projet de décret sur la déportation des prêtres insermentés (t. XLVIII, p. 667). — Présente un projet de décret sur la déportation des prêtres insermentés (t. XLIX, p. 8). — Secrétaire (t. L, p. 112). — Son projet de décret sur les troubles religieux (p. 501).

Benoit, grenadier volontaire parisien. Rétracte sa signature apposée à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (12 juin 1792, t. XLV, p. 124).

Benon (Marie et Françoise), de Troyes. Font un don patriotique et présentent une pétition (21 mai 1792, t. XLIII, p. 647).

Benon père. Don patriotique (8 mars 1792, t. XXXIX, p. 473).

Benoy, curé de Saint-Laurent de Paris. — 1791. — Désavoue les sentiments imputés aux prêtres de sa paroisse (t. XXXV, p. 718 et suiv.).

Bentham (Jérémie). Garran-de-Coulon demande qu'il lui soit voté des remerciements pour son travail sur l'établissement de l'ordre judiciaire en France (16 octobre 1791, t. XXXIV, p. 250 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 251). — Fait hommage d'un ouvrage sur les prisons (t. XXXVI, p. 46). — Décret lui conférant le titre de citoyen français (26 août 1792, t. XLIX, p. 20).

Béquille, domestique de Mme Tourzel. Est demandé pour le service de la famille royale (13 août 1792, t. XLVIII, p. 101).

Béranger père. Demande à présenter ses 7 fils à l'Assemblée (28 février 1792, t. XXXIX, p. 182).

Bérard (Jean-Baptiste), de Briançon. Fait hommage du manuel des citoyens ou code des devoirs de l'homme libre (5 août 1792, t. XLVII, p. 490).

Béraud (Dame). — Voir *Saint-Dizier.*

Berchaud. Ecrit qu'il a inventé une nouvelle manière de tirer le canon (4 juin 1792, t. XLIV, p. 544).

Berchiny (Régiment de hussards de). Annonce de la désertion de la plupart des officiers (13 mai 1792, t. XLIII, p. 319 et suiv.). — Compte rendu du ministre de la guerre (14 mai, p. 345). — Le ministre de la guerre enverra l'état nominatif des officiers qui ont déserté (25 mai 1792, t. XLIV, p. 85); — état de ces officiers (26 mai, p. 135).

Berchiwé (Forges de). Les entrepreneurs de la manufacture d'armes de Charleville sont autorisés à tirer la mine et le charbon de Saint-Pancré et de Sapogne pour l'usage des foyers (17 mai 1792, t. XLIII, p, 508).

Bercy (Commune de). — Rapport et projet de décret concernant l'érection de sa chapelle en église paroissiale (3 décembre 1791, t. XXXV, p. 551); — adoption de l'urgence et du projet de décret (10 décembre, p. 724). — Don patriotique (21 juin 1792, t. XLV, p. 443). — Défilé devant l'Assemblée d'une compagnie de volontaires (5 septembre, t. XLIX, p. 374).

Berdun. Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. XLV, p. 492).

Bérenger, ministre plénipotentiaire. Le comité diplomatique fera un rapport sur sa conduite (2 février 1792, t. XXXVIII, p. 102).

Bérenger, ex-député à l'Assemblée constituante, juge au tribunal criminel du département de la Drôme. Annonce la tenue de la première assemblée du jury de jugement (26 février 1792, t. XXXIX, p. 113).

Bergaut. Décret ordonnant l'impression des tableaux de sa régie (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 6).

Bergeas l'aîné (Pierre), libraire à Angoulême. Fait un don patriotique (8 juin 1792, t. XLIV, p. 692).

Berger. Fait des dons patriotiques (4 mai 1792, t. XLII, p. 745), (22 mai 1792, t. XLIII, p. 668).

Berger (Louis-Joseph). Procédure instruite contre lui (19 juin 1792, t. XLV, p. 397); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Bergerac (Commune de). Pétition pour obtenir l'établissement de deux juges de paix (14 mai 1792, t. XLIII, p. 332); — renvoi au comité de division (*ibid*). — Rapport par Cazes sur l'établissement d'un second juge de paix (29 juillet 1792, t. XLVII, p. 249 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 250). — Adresse sur les événements du 20 juin (11 juillet, t. XLVI, p. 359). — Adresse des fédérés (12 juillet, p. 383). — Don patriotique de la Société des amis de la Constitution (*ibid*). — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. XLVII, p. 490). — Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. XLVIII, p. 635). — Adresse d'adhésion des corps constitués aux décrets de l'Assemblée nationale (28 août 1792, t. XLIX, p. 72.)

Bernard, lieutenant d'artillerie. Fait un don patriotique (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 678).

Bernard *fils*, volontaire patriote de la section du Luxembourg. Fait hommage du prospectus du *Journal du commerce de l'Europe* (17 mars 1792, t. **XL**, p. 68).

Bernard (Hugues-François). Gratification à lui accorder (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 729).

Bernard (Joseph et Sébastien), cent-suisses. Réclament contre leur arrestation à Belfort (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 623). — Ils sont élargis (*ibid.* p. 629).

Bernay (Commune de). Mesures prises pour réprimer les troubles (16 mars 1792, t. **XL**, p. 39). — Adresse d'adhésion dela société populaire (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — La municipalité est autorisée à acquérir la maison et l'emplacement de la ci-devant abbaye (10 août, p. 663). — Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de l'Eure (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100). — Adresse d'ahésion (23 août, p. 635). — Adresse d'adhésion du procureur syndic et des citoyens aux décrets de l'Assemblée nationale (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113). — Drapeau décerné au bataillon de cette commune (16 septembre 1792, t. **L**, p. 47). — Les citoyens soldats composant le bataillon jurent de défendre leur drapeau jusqu'à la mort (*ibid.* p. 63).

Berne (Canton de). Lettre au roi au sujet du régiment d'Ernest (23 mars 1792, t. **XL**, p. 431 et suiv.)

Bernesse. Fait, un don patriotique (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 678).

Bernier, député de l'Aisne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). = **1792**. — Suppléant au comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373). — Obtient un congé (t. **XLII**, p. 130).

Bernier. Présente une adresse au nom de la commune de Meaux (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 356).

Bernier, graveur particulier de la Monnaie de Paris. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 106).

Berniolle. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Bernizet. Il lui est accordé une pension de 300 livres par an jusqu'au retour de son fils (16 septembre 1792 t. **L**, p. 59).

Bernus *aîné*, garde national. Prête serment (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277).

Beroard. Haut-juré du département des Basses-Alpes (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Berr (Marc). Pétition (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 618).

Berrou. Approbation de sa conduite (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453.).

Berruer, sculpteur. — **1791**. — Fait hommage d'un plan de monument au Champ-de-Mars (t. **XXXV**, p. 350).

Berruyer, commandant une brigade de carabiniers. Lettre concernant une formation de légion (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Berruyer, lieutenant-général. Prête serment (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503).

Bertaut. Donne des nouvelles des troubles du département de l'Oise (29 février 1792, t. **XXXIX**. p. 222 et suiv.).

Bertaux (André), garçon perruquier. — Fait un don partriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 384).

Bertaux (Dame). Fait un don patriotique (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 576).

Berthau (Jean-Baptiste). Sollicite un délai pour se pourvoir en cassation (18 septembre 1792, t. **L**, p. 126).

Berthaut. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 375).

Berthelemot. Sa lettre au président de l'Assemblée (15 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 234).

Berthereau, ancien membre de l'Aseemblée constituante, membre du comité des assignats. — **1791**. — Cessera ses fonctions le 29 octobre t. **XXXIV**, p. 385).

Berthereau, ci-devant religieux. Obtient une gratification de 1,000 livres (20 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 536).

Berthier. Lettres du maréchal Luckner sur des inculpations faites contre cet officier (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 279). — On annonce son arrestation (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 548).

Bertier (François). Ordre du jour sur sa détention à Boulogne (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 149).

Berthois (Pierre-François). Dispositions relatives aux réparations à accorder à sa mémoire et à sa famille (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 122). — Fixation des réparations et indemnités à accorder à sa famille (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 43). — Pétition relative aux honneurs à rendre à ses mânes (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 297); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

Bertholio, commissaire du roi pour la nomination des 4 grands juges de la haute cour nationale. — **1791**. — (t. **XXXV**, p. 289). — Le ministre de la justice annonce le refus de sa réception à la place de substitut près le tribunal de cassation (14 janvier 1792, t. **XXXVII** p. 408); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 409). — Le rapport sur son éligibilité aux fonctions de commissaire du roi sera fait dans les trois jours (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 161).

Berthollet, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — **1791**. — Demande à continuer ses fonctions (t. **XXXIV**, p. 109). — Est main-

Berthollet (*Suite*).

tenu (*ibid.*). — Admis en remplacement de Delplanque (t. **XXXVI**, p. 712 et suiv.). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 154), (16 août, p. 277).

Bertholet. Membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593). — Pétition des artistes en sa faveur. — Renvoi au comité de liquidation (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 286).

Bertholon. Somme qui lui est accordée pour son embarquement et son passage (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 127).

Berthoud (Oncle et neveu). Réclament le rétablissement d'une pension (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 412). — Lettre au sujet de la construction des horloges à longitude (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 349). — Rapport par Forfait sur leur affaire (. . .1792, t. **L**, p. 583 et suiv.).

Bertier, commissaire de la marine. Prête le serment de l'égalité (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 707).

Bertin, brigadier de la gendarmerie nationale. Rapport par Albitte sur sa pétition réclamant sa nomination au grade de maréchal des logis (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 675); — ordre du jour (*ibid.*).

Bertin, ci-devant receveur général des parties casuelles. Versera 400,000 livres à la trésorerie nationale (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 673). — Décret relatif à la reddition de ses comptes (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 17). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur sa demande de compensation sur le prix de son office (12 septembre, p. 594).

Bertin, commissaire du département des Bouches-du-Rhône pour l'organisation des districts de Vaucluse et de Louvèze. Comparaîtra à la barre dans les 25 jours (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240).— Arrêté portant suspension de ses pouvoirs (21 mai, p. 654 et suiv.). — Sa lettre sur sa conduite à Avignon (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 128 et suiv.).— Pétition contre lui (31 mai, p. 362).— Rend compte de sa conduite (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 237 et suiv.). — Demande qu'il soit fait un rapport sur son affaire (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573). — Adresse un état des dépenses faites à Arles et à Avignon (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 375). — Projet de décret sur les inculpations faites contre lui (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 86); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Texte définitif du décret (15 août, p. 151). — Indemnité qui lui est accordée (*ibid.* p. 152).

Bertin, détenu à Arras. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 443).

Bertrand, député de l'île de France et de l'île Bourbon. — **1791**. — Demande à faire vérifier ses pouvoirs (t. **XXXIV**, p. 261). — Rapport sur la vérification de ses pouvoirs (t. **XXXV**, p. 149 et suiv.); — ajournement (p. 150); — réclame son admission (p. 309); — sera admis à la barre pendant la discussion de son élection (*ibid.*); — sollicite une décision (p. 423). — Réclame son admission (**XXXVI**, p. 357). = **1792**. — Prie l'Assemblée de prononcer sur son admission (t. **XXXVII**, p. 101); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Motion de Merlet relative à la vérification de ses pouvoirs (t. **XL**, p. 655). — Est admis (p. 683). — Prête serment (t. **XLII**, p. 599). — Remet un plan de constitution et d'administration pour l'île Bourbon (t. **XLIII**, p. 96). — Demande l'envoi aux départements d'un rapport de Pastoret sur la situation de la France (t. **XLV**, p. 706 et suiv.).

Bertrand, citoyen de Nîmes, électeur du département du Gard. — **1791**. — Demande à présenter une pétition en faveur du 38e régiment (t. **XXXIV**, p. 662), — la développe (p. 664 et suiv.).

Bertrand (De), ministre de la marine. — Le roi annonce sa nomination à la place de Thévenard (7 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 114). — Il annonce sa nomination à l'Assemblée et fait part de son dévouement à la chose publique (8 octobre, p. 125). — Fait des communications au sujet de la dénonciation faite au roi contre lui par le département du Finistère (16 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 169), (17 décembre, p. 173), (p. 200 et suiv.), (18 décembre, p. 230 et suiv.); — l'Assemblée décrète le renvoi au comité de marine et la communication des pièces au ministre de la marine (*ibid.* p. 231); — Rouyer demande que le rapport du comité de marine soit mis à l'ordre du jour (22 décembre, p. 297); — Bertrand demande l'ajournement du rapport jusqu'à ce qu'il lui ait été fait communication des pièces (*ibid.* p. 310); — rapport par Cavellier (25 décembre, p. 637 et suiv.); — projet de décret portant que le ministre de la marine a perdu la confiance de la nation (*ibid.* p. 638); — Bertrand demande communication du rapport (31 décembre, p. 701); — l'Assemblée décrète que le rapport lui sera communiqué (*ibid.*). = **1792**. — Fait lecture d'un mémoire justificatif des inculpations dirigées contre lui (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 10 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 15). — Albitte et Delacroix demandent la mise à l'ordre du jour du nouveau rapport du comité de marine sur les inculpations dont il a été l'objet (12 janvier, p. 336); — ajournement au 13 janvier (*ibid.*); — rapport par Cavellier (13 janvier, p. 362 et suiv.); — projet de résolution tendant à déclarer que le ministre a perdu la confiance de la nation (*ibid.* p. 363). — Discussion : Beugnot, Rouyer, Coppens, Rouyer, un membre, Dehaussy-Robecourt, Mailhe, Viénot-Vaublanc, Vergniaud, Cavellier, rapporteur, Forfait, Delacroix, Quatremère-Quincy, Bouestard,

Bertrand (**De**), *ministre de la marine* (*Suite*). Lacuée, Sers, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression du rapport et des pièces à l'appui et ajourne la suite de la discussion au 20 janvier (*ibid.* p. 376). — Réponse de Bertrand aux divers rapports du comité de marine (19 janvier, p. 507 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 510). — Lettre relative à des congés accordés par lui sur des motifs jugés insuffisants (20 janvier, p. 529 et suiv.). — Sollicite une décision sur son affaire (21 janvier, p. 559 et suiv.). — Discussion du projet de décret du comité de marine relatif aux dénonciations portées contre lui (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 80 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret du comité (*ibid.* p. 92). — Les comités de législation et de marine réunis présenteront des observations motivées sur sa conduite (2 février, p. 96). — Se justifie des plaintes portées contre lui par un corps administratif du département du Var (8 février, p. 292). — Est remplacé par de La Coste (16 mars 1792, t. **XL**, p. 56). — Sa lettre de démission en date du 9 mars (17 mars, p. 59). — Rend compte de l'emploi des fonds du département de la marine pendant son administration (27 mars, p. 543). — Pièces relatives aux inculpations faites contre lui à remettre aux comités colonial et de marine réunis (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 44). — Adresse des observations sur les imputations qui lui ont été faites par Brissot, Gensonné et de Mirbeck (2 juin, p. 465). — Des citoyens de Carcassonne demandent sa mise en accusation (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 663), — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Est décrété d'accusation (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 183). — Acte d'accusation contre lui (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 83). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur sa demande tendant à faire rapporter le décret d'accusation rendu contre lui (31 août, p. 150.). — Son mémoire sur la répartition et l'emploi de 25,000 soldats auxiliaires destinés à la marine (t. **L**, p. 221 et suiv.). — Sa rectification au sujet de paroles prononcées par lui à la séance du 12 novembre 1791 et dont le sens avait été altéré (p. 225). — Rapport sur ses comptes (p. 426 et suiv.). — Voir *Ministre de la marine*.

Bertrand. Fait un don patriotique (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 356).

Bertrand (François), de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Bertrand (Louis-Pierre). Demande à être admis aux invalides (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Bertrand, maire du Puy. Annonce l'arrestation du sieur Deretz (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 469).

Bertrandi. Ordre du jour sur une proposition tendant à rendre responsables sa femme et ses enfants des ravages faits par l'ennemi qu'on l'accuse de diriger (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 665).

Berwick (Régiment de). On demande justice des violences exercées par des officiers déserteurs (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 463).

Besancel (Jean-François). Présente une pétition (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 35); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Besançon (Commune de). Lettre du conseil général du Doubs au sujet des troubles survenus dans cette ville (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 660); — l'Assemblée renvoie la lettre au comité militaire et décrète que les ministres de la guerre et de l'intérieur seront tenus de fournir des éclaircissements sur cette affaire (*ibid.* p. 661). — Lettre annonçant que l'ordre est rétabli (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 44); — observations de Viénot-Vaublanc et de Voisard (*ibid.* p. 45); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — le ministre de la guerre annonce l'arrivée de rapports sur les troubles (*ibid.* p. 54). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132). — Adresse demandant la déchéance du roi (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 135). — Adresses d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août, p. 382), (22 août, p. 618). — Mesures prises par la ville pour sauver la patrie (25 août, p. 713). — Il sera payé une somme de 1,840 livres à la maison de refuge (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 19). — Mention honorable de la conduite des citoyens (27 août 1792, p. 22). — Pétition relative à l'approvisionnement en grains (15 septembre, p. 665). — Décret relatif à une avance de 300,000 livres demandée par la commune (17 septembre 1792, t. **L**, p. 80). — Les administrateurs signalent les menées de la maison d'Autriche et demandent des provisions de guerre (*ibid.* p. 81); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 82).

Société des amis de la Constitution. Adresse de félicitation (27 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 689).

Tribunal. Don patriotique des juges, commissaire du roi et greffier (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 55).

Tribunal criminel. Dénonciation contre le commissaire du roi (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 90).

Besançon (District de). Les commis de l'administration font un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530). — Les administrateurs, procureur syndic et secrétaire du directoire font un don patriotique (même séance, p. 530). — Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Besançon (Sr). Fait un don patriotique (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 425).

Besné, accusateur public près le tribunal du

Beugnot (*Suite*).

(p. 226). — Parle sur le mode de constater le mariage (p. 651). — Fait un rapport sur les marchés passés par Servan (t. **XLVI**, p. 195 et suiv.). — Parle sur la suspension du maire de Paris (p. 463). — Son opinion, non prononcée, sur la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (p. 473 et suiv.). — Demande que le ministre des affaires étrangères rende compte de la situation politique de la France avec la Savoie (t. **XLVII**, p. 45). — Parle sur la proposition d'envoyer Tarbé à l'Abbaye (p. 176 et suiv.).

Beurnonville (Général). On annonce son arrivée à Réthel (16 septembre 1792, t. **L**, p. 35). — Pétition pour l'examen de sa conduite relativement à la levée du camp de Maulde (17 septembre, p. 67).

Beuscher (Pierre-François-Marie). Don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 306).

Beutin (Commune de). *Conseil général.* Serment d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 694).

Beuvron (Canton de). Adresse demandant la déchéance du roi (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 557).

Beville, de Saint-Denis. Observations sur la création d'une charge de notaire en sa faveur (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 8).

Beyerlé. — **1791.** — Fait hommage à l'Assemblée d'un recueil de manuscrits de Mirabeau sur la constitution monétaire (t. **XXXIV**, p. 604).

Beysser (Jean-Michel). — Demande la confirmation de sa nomination à la place de capitaine de la gendarmerie nationale. — Renvoi au comité militaire (31 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 533).

Bez-de-Bère. Haut-juré du département de la Lozère (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Bez-de-Bère. Liquidation de son office (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 669).

Bezancourt (Commune de). Défilé devant l'Assemblée des troupes de cette commune (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 475).

Bezanson-Perrier, député de la Marne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité militaire (p. 390). = **1792.** — Parle sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (t. **XXXVIII**, p. 721). — Membre du comité militaire (t. **XXXIX**, p. 373). — Fait un rapport sur l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie destinée à la garde des prisons de Paris (t. **XLI**, p. 319). — Présente un projet de décret tendant à organiser définitivement les deux compagnies de gendarmerie nationale destinées à faire le service des prisons de

Bezanson-Perrier (*Suite*).

Paris (t. **XLV**, p. 324). — Communique une lettre du procureur de la commune de Reims (t. **XLVII**, p. 516). — Commissaire pour la formation du camp de Paris (t. **XLVIII**, p. 23).

Bezard, président de la Société des Amis de la Constitution de Selles-sur-Cher. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 593).

Béziers, capitaine au 45ᵉ régiment d'infanterie. Lettre de dévouement (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 300).

Béziers (Commune de). Pétition pour demander des secours (1ᵉʳ janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 726); — observations de Dorizy (*ibid.* p. 727); — ordre du jour (*ibid.*). — Etablissement de deux commissaires de police (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194). — Adresses d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490); (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533). — Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de l'Hérault (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Conseil général. Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 423).

Béziers (District de). Adresse d'adhésion (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 516).

Bezis (De). Décret relatif à une invention qu'il a présentée (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 501).

Biaille. Haut-juré du département de la Vendée (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Bians (Commune de). Renvoi au pouvoir exécutif d'une pétition de la municipalité (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 198).

Bibliographie générale (Bureau de). Don patriotique des employés (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 327).

Bibliothécaire national. Aura son port franc (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 232).

Bibliothèque nationale. L'Assemblée décrète que les comités sont autorisés à prendre dans la bibliothèque nationale les livres dont ils ont besoin et que ces livres seront à la disposition des membres de l'Assemblée qui, sous aucun prétexte, ne pourront les déplacer (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 241).

Bibliothèques. — Voir *Richesses littéraires.*

Bibrel. — **1791.** — Pétition des héritiers de feu Pierre-Lespérance Bibrel, inventeur des secrets de l'étamage, demandant un duplicata du privilège qui lui a été accordé (t. **XXXIV**, p. 257).

Bicêtre (Maison de). Mémoire sur son amélioration (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 723). — Deuxième lecture du projet de décret sur la pétition de la compagnie attachée à la garde de la maison (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 179). — Rapport par Lolivier sur la pétition de la

Biens nationaux (*Suite*).

— 3° Amelot, commissaire du roi, rendra compte tous les mois des ventes des biens nationaux faites dans tout le royaume (4 novembre 1791, t. XXXIV, p. 623). — 4° Rapport par Cambon sur l'estimation et le produit des biens nationaux (24 novembre 1791, t. XXXV, p. 324 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 331 et suiv.). — 5° Motion relative à la prorogation du terme de payement accordé aux acquéreurs (1er décembre 1791, t. XXXV, p. 499); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*); — rapport par Vincens-Plauchut (3 décembre, p. 553 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 554); — adoption de l'urgence (*ibid.*); — ajournement de la discussion (*ibid.*); — adoption (8 décembre, p. 661); — texte définitif (*ibid.*). — 6° Renvoi au comité des petitions d'une demande de plusieurs municipalités qui désirent être admises à faire leur soumission pour l'acquisition de biens nationaux (27 décembre 1791, t. XXXVI, p. 449). — 7° Mémoire d'Amelot, commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire, relatif aux biens nationaux dont la vente est ajournée (5 janvier 1792. t. XXXVII, p. 85); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Le commissaire du roi insiste pour que l'Assemblée prenne une décision à cet égard (14 janvier, p. 405); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — 8° Sur la motion de Basire, l'Assemblée décrète que le comité de l'extraordinaire des finances présentera un projet de décret pour obliger les districts en retard à compléter le tableau des biens nationaux vendus ou à vendre (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 472). — L'état nominatif des districts qui n'ont pas encore fourni les états approximatifs de leurs biens nationanx sera affiché aux portes de la salle (24 janvier, p. 607). — Sur la motion de Broussonnet, l'Assemblée décide que le tableau des districts en retard de fournir l'état des biens nationaux sera revisé tous les huit jours (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 455). — 9° Lettre du directoire du district de Marseille sur la vente des biens nationaux (18 mars 1792, t. XL, p. 102); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — 10° Le comité de l'extraordinaire des finances présentera le tableau des biens nationaux dont l'aliénation a été décrétée au profit des municipalités et donnera son avis sur les pétitions d'aliénation adressées à l'Assemblée (25 mars 1792, t. XL, p. 477). — 11° Le commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire fera parvenir à l'Assemblée un état de tous les arrêtés des corps administratifs rendus sur les demandes en distraction de biens nationaux et tous ceux sur lesquels il a été statué définitivement (6 avril 1792, t. XLI, p. 233). — Demande d'explications par le commissaire du roi (13 avril, p. 533). — 12° Le comité de l'extraordinaire des finances fera un rapport sur la proragation du terme de deux années accordé aux acquéreurs de biens nationaux (19 avril 1792, t. XLII, p. 159). — Lettre du commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire relative à la prorogation du délai fixé pour le payement des biens nationaux (23 avril p. 313); — observations de Caminet (*ibid.* p. 314); — l'Assemblée décrète que le délai sera prorogé jusqu'au 1er janvier 1793 et renvoie le décret au comité de l'extraordinaire des finances pour rédaction (*ibid.* p. 314). — Texte du décret (25 avril, p. 381). — 13° Mémoire relatif au coût des secondes expéditions de procès-verbaux d'ajudication des biens nationaux (19 mai 1792, t. XLIII, p. 574); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — 14° Renvoi au comité des domaines et de la marine réunis d'une motion relative à la vente des biens nationaux affectés au département de la marine (22 mai 1792, t. XLIII, p. 671). — 15° Compte à rendre par le pouvoir exécutif relatif aux comptes de l'économe général et autres régisseurs des biens nationaux (1er juin 1792, t. XLIV, p. 442). — Compte rendu par le ministre de l'intérieur des mesures prises relativement aux comptes de l'économe général et autres régisseurs des biens nationaux (10 juin 1792, t. XLV, p. 53). — 16° Lettre relative aux difficultés qui s'opposent à ce que les municipalités puissent toucher le seizième qui leur revient sur le prix de revente des domaines nationaux qu'elles ont acquis (6 juin 1792, t. XLIV, p. 661); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — 17° Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une demande relative à l'emploi du seizième revenant aux villes et communautés dans les reventes de domaines nationaux (9 juin 1792, t. XLV, p. 1). — 18° Motion de Jouffret relative à l'expédition des décrets d'aliénation en faveur de certaines municipalités (3 juillet 1792, t. XLVI, p. 76); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — 19° Amelot demande à l'Assemblée de déterminer le mode du payement auquel doivent être assujettis les acquéreurs des biens nationaux (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 596); — renvoi aux comités des domaines et d'agriculture réunis (*ibid.*). — 20° Renvoi aux comité de l'extraordinaire des finances de la question de savoir quelle est la marche à suivre dans les cas où les estimations des domaines nationaux sont tellement fortes qu'il ne se présente aucun soumissionnaire (5 août 1792, t. XLVII, p. 488). — 21 Projet de décret relatif aux frais d'estimation des biens nationaux (6 août 1792, t. XLVII, p. 518); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Projet de décret relatif aux frais d'estimation de ces biens (11 août 1792, t. XLVIII, p. 13); — adoption (*ibid.*). — 22° Décret sur les moyens d'assurer à la caisse de l'extraordinaire la rentrée des sommes provenant de la vente des domaines nationaux (30 août 1792, t. XLIX, p. 110). — 23° Projet de décret présenté par

Bigot de Préameneu, *député* (*Suite*).

teurs de faux assignats (p. 575). — Secrétaire (p. 689). — Parle sur l'incompatibilité entre les fonctions de législateur et celles de juré (t. **XXXIX**, p. 134), — sur un arrêté du directoire du département de Loir-et-Cher (p. 192), — sur les secours à accorder aux pauvres (p. 221), — sur les rentes sur l'hôtel de ville de Paris (p. 291), — sur les droits à attribuer aux avoués (p. 339), — sur les affaires d'Avignon (p. 348), — sur le mode d'exécution des condamnés à mort (p. 350), — sur les biens des émigrés (p. 390). — Parle sur les troubles de l'Eure (t. **XL**, p. 5), — sur le remplacement des présidents et des accusateurs publics près les tribunaux criminels (p. 23), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 353), (p. 388), — sur les affaires d'Avignon (p. 491), — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 713). — Parle sur les avances à faire à la maison de secours de (Paris t. **XLI**, p. 10), — sur la rectification de l'acte d'accusation contre Delessart (p. 56). — Vice-président (p. 213). — Parle sur le mode de procédure à suivre devant le tribunal de cassation (p. 309), (p. 310), — sur l'ordre du jour (p. 415). — Président (p. 695). — Parle sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 713). — Parle sur les dépenses de 1792 (t. **XLIII**, p. 72), — sur les droit de récusation des hauts-jurés par les accusés (p. 179) et suiv.), — sur les affaires d'Avignon (p. 217). — Fait des rapports sur les mesures à prendre relativement à la police de Paris (p. 421 et suiv.), (p. 423), (p. 543 et suiv.); — les défend (p. 549), (p. 550). — Parle sur le cas du juge de paix Larivière (p. 578), (p. 579). — Parle sur la déportation des prêtres réfractaires (t. **XLIV**. p. 96 et suiv.). — Fait un rapport sur le mode de récusation des jurés (p. 273), — un rapport sur le mode de récusation des hauts-jurés (*ibid.*). — Parle sur la liberté de la presse (t. **XLV**, p. 118 et suiv.). — Membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Parle sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 234), — sur des faits intéressant la police de l'Assemblée (p. 330). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (358). — Propose de décréter qu'il ne pourra se former aucun rassemblement d'hommes armés, sous prétexte de pétition (p. 433), — défend sa proposition (p. 434), (p. 437). — Parle sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544). — Parle sur la communication de pièces relatives aux opérations militaires (t. **XLVI**, p. 21). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVII**, p. 78 et suiv.). — Demande l'envoi d'une députation près du roi (p. 634).

Bigot de Sainte-Croix, ambassadeur du roi près l'électeur de Trèves. — **1792**. — Communication de l'office à lui remis relatif

Bigot de Sainte-Croix (*Suite*).

aux mesures prises contre les émigrés (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 109 et suiv.). — Sa lettre faisant connaître les mesures prises par l'électeur de Trèves pour dissiper les rassemblements des émigrés (19 janvier, p. 510 et suiv.). — Sa lettre au baron de Duminique au sujet des menées des émigrés (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 314). — Est nommé ministre des affaires étrangères (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 377). — Informe l'Assemblée de sa nomination et l'assure de son patriotisme (4 août, p. 478). — Appuie la proposition d'envoyer une députation de l'Assemblée près du roi (p. 633.) — On annonce que les scellés ont été apposés sur ses papiers (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 23).

Bijon, député de Saône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 259). = **1792**. — Demande le rappel à l'ordre des tribunes (t. **XXXVII**, p. 615).

Bijouterie. Est exceptée de la prohibition de l'exportation à l'étranger (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 678).

Bijoux. Dépôt sur le bureau de l'Assemblée d'une petite caisse contenant des bijoux et d'un sac d'argent trouvés dans le jardin des Tuileries (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 24). — Décret sur le transport à la trésorerie nationale des bijoux qui se trouvent dans les maisons royales, églises, etc. (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 141).

Bilcard, (Vve). Liquidation de la reconnaissance à elle accordée (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 371).

Billard. Renvoi au pouvoir exécutif des pièces de la procédure instruite contre lui (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 116).

Billard (Claude), soldat invalide. Demande l'augmentation de sa pension (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 548); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre relative à sa pétition (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 145), — renvoi aux comités de liquidation et militaire réunis (*ibid.*).

Billaud-Varenne. Lettres sur la situation des armées (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 454 et suiv.), (10 septembre, p. 545). — Appréciations du ministre de la guerre relatives à ses lettres sur la situation des armées (15 septembre 1792, t. **L**, p. 12).

Billaux. (Barthélemy). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 512).

Billecocq, député suppléant de Paris. — **1791**. — Fait hommage d'une adresse aux peuples de l'Europe sur la guerre dont la France est menacée (t. **XXXVI**, p. 401).

Billets au porteur. Lettre de Zollikofer sur l'émission de ces billets (t. **L**, p. 442 et suiv.).

Billets de la caisse de secours. Lettre d'Amelot relative au brûlement ou au dépôt des billets retirés de la circulation (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 434) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Billets. — Voir *Effets publics au porteur.* — *Enregistrement.*

Billets de confiance, de secours ou patriotiques. Réclamations au sujet de la multiplicité de ces billets (21 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 329), — (27 octobre, p. 437). — Des citoyens de Paris demandent l'arrêt de toute émission de ces billets (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 9 et suiv.) ; — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 10). — Les comités des assignats et monnaies et de l'extraordinaire des finances feront un rapport sur leur suppression et leur remplacement (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 57) ; — rapport par Cambon (25 février, p. 86 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 89). — Deuxième lecture du projet de décret y relatif (17 mars 1792, t. **XL**, p. 67, et suiv.). — Troisième lecture (26 mars, p. 495 et suiv.). — Discussion : Mosneron aîné, Dorizy, Lafon-Ladebat (*ibid.* p. 497 et suiv.) ; — Baignoux, Philibert, Crestin (28 mars, p. 563 et suiv.) ; — renvoi aux comités des finances du projet de décret proposé par Crestin (*ibid.* p. 570) ; — suite de la discussion : Philibert, Aubert-Dubayet, Vincens-Plauchut, Lasource, Quinette, Dorizy, Prouveur, Sers, Caminet, Lagrévol, Lasource, Morand aîné, Damourette, Dorizy, Lacuée, Cambon (*ibid.* et p. suiv.). — Opinion, non prononcée, et projet de décret de Damourette sur les caisses patriotiques et les billets de confiance (28 mars, p. 578 et suiv.). — Rédaction du projet de décret y relatif proposé par Tardiveau (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 11), — adoption d'une modification à l'article 4 (*ibid.* p. 12). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Compte à rendre par les ministres de l'intérieur et des contributions publiques de l'exécution de la loi du 30 mars 1792, (8 juin 1782, t. **XLIV**, p. 699). — Mémoire de la commune de Montargis contre la trop grande émission des billets patriotiques (12 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 590) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et des assignats et monnaies réunis (*ibid.*). — Pétition des citoyens de Castres en faveur des billets de confiance (17 mars 1792, t. **XL**, p. 68) ; — Adresse du conseil général de la commune de Meulan (19 mars, p. 140.). — Dispositions sur la circulation des billets de confiance dans les départements environnant celui de Paris (1er mars 1792, t. **XLII**, p. 593). — Renvoi au comité de législation d'une proposition de Rubat tendant à faire poursuivre comme faux-monnayeurs, les particuliers et les sociétés qui ont émis des billets de confiance et qui, à l'époque du remboursement, se trouveront hors d'état de remplir leurs engagements

Billets de confiance, de secours ou patriotiques (*Suite*).

(8 juin 1792, t. **XLIV**. p. 699). — Envoi de pièces relatives à l'émission des billets de confiance (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20). — Pétition pour les faire échanger contre de petits assignats (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 147) ; — renvoi au comité des assignats (*ibid.*). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une pétition relative à l'établissement de caisses où ils pourront être échangés (10 juillet, p. 297). — Décret relatif à leur échange contre des assignats de 10 et 15 sols (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 635 et suiv.).

Billets de confiance, de secours ou patriotiques. — Voir *Beaucaire.* — *Contributions.* — *Eure-et-Loir.* — *Orléans.*

Billets de parchemin. Somme destinée à leur échange (18 septembre 1792, t. **L**, p. 114).

Billiard. — Voir *Minerai.*

Billiard (Jeanne). Rente viagère à elle due (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 229).

Billiet. Pétition concernant l'ordre judiciaire (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 369).

Billion. Sa pétition à l'Assemblée (t. **L**, p. 373 et suiv.).

Billiot. Est nommé officier dans la gendarmerie nationale de Paris (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 414).

Billom (Commune de). *Société des Amis de la Constitution.* Don patriotique (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 637).

Billon (Monnaie de). — Voir *Monnaies.*

Binot. Sollicite un remboursement d'avances faites par les administrateurs de deux hôpitaux de Lyon (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 687). — Demande que l'Assemblée s'occupe de l'affaire des anciens administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 357). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur la pétition des anciens administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 468).

Bion. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Biré, ci-devant trésorier général des guerres. Versera à la caisse de l'extraordinaire les fonds provenant des dépôts militaires (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 362).

Biron, lieutenant général. Demande que le maréchal Rochambeau conserve le commandement de l'armée du Nord (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 236). — Sa lettre à Duval sur l'affaire de Mons (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 60). — Transmet des arrêtés des départements de la Meurthe et des Vosges (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 535). — Approbation de sa conduite (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 391). — Donne des renseignements sur les mouvements des troupes (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170),

Blanchard, *député* (*Suite*).

fraîche à fournir aux garnisons des frontières (p. 719 et suiv.). — Présente la rédaction définitive du décret sur le traitement des troupes en campagne (t. **XXXIX**, p. 125 et suiv.). — Membre du comité militaire (p. 373). — Parle sur la nomination de d'Estaing au grade d'amiral (p. 422). — Fait un rapport sur la régie réunie des vivres et fourrages (t. **XL**, p. 337 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport (p. 562 et suiv.). — Fait la 3e lecture du projet de décret sur la régie des vivres et fourrages (t. **XLI**, p. 378), — le défend (p. 379). — Fait un rapport sur l'établissement des hôpitaux sédentaires et ambulants pour le service de l'armée (t. **XLII**, p. 250 et suiv.), — un rapport sur la demande du ministre de la guerre de mettre une somme de 500,000 livres à la disposition de chacun des généraux des 3 armées du Nord (p. 585 et suiv.). — Fait un rapport sur la cessation de la fourniture de viande fraîche aux troupes dans leur garnison (t. **XLIII**, p. 459 et suiv.). — Fait un rapport sur le payement et le traitement des troupes en campagne (t. **XLIV**, p. 248 et suiv.). — Membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (t. **XLV**, p. 226). — Soumet à la discussion son rapport sur le payement des troupes (p. 501). — Fait un rapport sur un marché passé par Servan (p. 592 et suiv.). — Secrétaire (t. **XLVI**, p. 343). — Présente un projet de décret sur l'habillement des compagnies franches (p. 667). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 663).

Blanchard, ancien militaire. Sollicite une pension (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 364); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Blanchard, greffier au tribunal du district de Nantes (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 650).

Blanche. — Voir *Pen* (*Terre du*).

Blanchelande. — **1791**. — Sa lettre au ministre de la marine sur les troubles de Saint-Domingue (8 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 696 et suiv.). — Ses lettres en date des 13, 14, 25 et 29 septembre relatives aux troubles de Saint-Domingue (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 116 et suiv.). — Sa proclamation aux nègres en révolte (*ibid.* p. 120). — Lettre au ministre de la marine sur l'état de Saint-Domingue (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 612 et suiv.). — Proclamation aux habitants de Saint-Domingue (*ibid.* p. 621). — Lettre aux citoyens de couleur du Mirebalais (*ibid.* p. 622 et suiv.). — Lettres à M. de Jumécourt (*ibid.* p. 626 et suiv.), (p. 628 et suiv.). = **1792**. — Correspondance et proclamations relatives aux troubles de Saint-Domingue (11 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 257 et suiv.), (17 janvier, p. 455 et suiv.). — Correspondance relative aux troubles de Saint-Domingue (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 200). — Gouverneur par intérim de Saint-Domingue. — Lettres sur la situation de cette colonie (29 mars 1792, t. **XL**, p. 679). — Lettre sur la situation de Saint-Domingue (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 463). — Dépêches relatives aux besoins des colonies (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 545), (3 mai, p. 702). — Ecrit au sujet des troubles (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 556). — Ecrit au sujet de la situation de Saint-Domingue (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 155). — Ecrit au sujet des troubles de Saint-Domingue (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 101). — Envoi des pièces relatives à la situation de Saint-Domingue (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358).

Blanchet. Invité à la cérémonie en l'honneur du maire d'Etampes (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 271).

Blanchet (Dame), veuve Hazard. Demande un secours (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 506); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

Blanchon (Jean-François), député de la Charente. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Propose d'adopter provisoirement le règlement de l'Assemblée constituante (p. 109); — renouvelle sa proposition (p. 110), (p. 112), (p. 113). — Parle sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 268), — sur l'admission des pétitionnaires (p. 362). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (t. **XXXVI**, p. 261 et suiv.). — Fait un rapport sur les mesures à prendre pour assurer la conservation des pièces déposées aux archives par les comités de l'Assemblée constituante et pour leur communication (p. 265 et suiv.). — Parle sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 342 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à la conservation des pièces déposées aux archives (p. 428). = **1792**. — Parle sur l'organisation de l'instruction publique (t. **XLII**, p. 245). — Annonce que Pierre Dupont de Chaumont, aide de camp du général Dillon, a survécu à ses blessures (p. 719). — Parle sur la vente des palais épiscopaux (t. **XLVI**, p. 649). — Parle sur l'armement des troupes (t. **XLVII**, p. 106), — sur l'affaire de Jouneau et Grangeneuve (p. 175). — Suppléant au comité militaire (p. 234). — Parle sur la fabrication des piques (p. 365), — sur les engagements militaires (p. 559). — Fait un rapport au nom des commissaires chargés de la vérification des archives nationales (t. **XLIX**, p. 516 et suiv.).

Blanchon, député de Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 94). — Membre de la députation qui ira au devant du roi (p. 112).

Blanchon, député (sans autre indication). — **1791**. — Parle sur les émigrants (t. **XXXIV**, p. 784). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 606 et suiv.). = **1792**. — Parle sur l'aliénation des forêts nationales (t. **XXXVII**, p. 135), — sur un rojet

Boisack. Le pouvoir exécutif rendra compte de son affaire (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 675). — Compte rendu du ministre des contributions publiques au sujet de son affaire (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44).

Bois-d'Amont (Commune de). Les habitants pourront réexporter en franchise les bois façonnés par eux (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 197).

Boiscommun (District de). Lettre du procureur syndic relative à la désertion de 5 citoyens engagés devant la municipalité de Boiscommun (26 avril 1792, t. **LXII**, p. 410); — renvoi au comité militaire (*ibid*).

Bois-de-Céné (Commune de). Compte rnedu des troubles qui y sont survenus (21 novembre 1791. t. **XXXV**, p. 271).

Boisdenemets (De), député suppléant de l'Eure. — **1792**. — Donne sa démission (t. **XXXIX**, p. 562).

Boiselle (Le sieur). Fait un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 509).

Boisgard (François). Fait un don patriotique (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 68).

Boisgelin, capitaine de la corvette la « Fauvette ». — Voir *Fauvette*.

Boisilliot. Présente un ouvrage à l'Assemblée (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 373).

Boislandry (Louis), ci-devant député à l'Assemblée constituante. Fait hommage d'un mémoire sur le discrédit des assignats (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 718).

Boisneuf, lieutenant de vaisseau. Annonce de son départ pour l'étranger (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 122).

Boisrot-de-Lacour, député de l'Allier. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Parle sur l'élection de Fauchet (p. 58). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). — Parle sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 691.) — Son rapport sur les fonctions du comité de l'examen des comptes (t. **XXXV**, p. 163 et suiv.). — Parle sur la création de petits assignats (p. 650), — sur les caisses d'échange des assignats (t. **XXXVI**, p. 250 et suiv.), — sur les troubles des Feuillants (p. 432), — sur les formalités pour toucher aux caisses publiques (p. 476), — sur les troubles de Choue (p. 598). = **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 731), — sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (t. **XXXVII**, p. 81). — Demande une gratification pour le brigadier de maréchaussée Lécuyer (p. 334). — Parle sur les poursuites à exercer contre Meunier-du-Breuil (p. 336), — sur les secours à accorder aux départements (p. 452), — sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 38), — sur les comptes rendus des ministres (p. 60), — sur les emprunts des pays d'Etat (p. 249), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 308), — sur l'affaire du sieur Nicot

Boisrot-de-Lacour (*Suite*).

(p. 489), — sur la nomination de commissaires pour surveiller les achats de numéraire (p. 494), — sur l'établissement d'un bureau de liquidation (p. 500), — sur l'affaire Pelleport (p. 588), — sur les monnaies (p. 681). — Communique une adresse des volontaires nationaux de l'Allier (p. 742). — Membre du comité de l'examen des comptes (t. **XXXIX**, p. 467). — Suppléant au comité des décrets (p. 468). — Parle sur la banque de Pottin de Vauvineux (t. **XL**, p. 459), — sur le maintien du maréchal de Rochambeau dans son commandement (t. **XLIII**, p. 236), — sur la pétition du sieur Lécuyer (t. **XLIV**, p. 213), — sur une réclamation en faveur du sieur Talvande (p. 667). — Son opinion, non prononcée, sur ce qui s'est passé le 20 juin au château des Tuileries et sur la position actuelle du royaume (t. **XLV**, p. 523 et suiv.). — Parle sur l'inexécution de la loi portant qu'il sera nommé un secrétaire du conseil du roi (p. 545). — Membre du comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445). — Parle sur la suspension du maire de Paris (p. 462). — Son opinion, non prononcée, sur la suspension du maire de Paris (p. 475 et suiv.). — Parle sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (t. **XLVII**, p. 95), — sur la garde du roi (p. 620). — Ecrit au sujet d'une adresse envoyée à ses commettants (t. **XLVIII**, p. 120). — Son opinion sur les troubles religieux (t. **L**, p. 501 et suiv.).

Boisseau, député de Seine-et-Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). = **1792**. — Parle sur les tribunaux criminels (t. **XXXVII**, p. 208), — sur les violences exercées contre Boscary (p. 624). — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373).

Boissel. Fait hommage d'un ouvrage intitulé: *Catéchisme du genre humain* (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 651). — Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Adresse à la nation française* (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 621).

Boissère, capitaine de gendarmerie. Fait un don patriotique (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 678).

Boisset (Commune de). L'évêque du Cantal dénonce l'assassinat du curé de cette commune (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 427); — le ministre de la justice rendra compte des mesures prises pour la punition de ce crime (*ibid*. p. 429). — Le ministre de la justice prévient que le tribunal du district d'Aurillac continue les poursuites de l'assassinat du curé de cette commune (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 122).

Boisset. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Boissier (De), officier général. Prête le serment civique au nom des régiments de ligne (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 718).

(1) Voir la note 3 de la 2e colonne de la page 631 du tome XLV.

Bonnaurd, prieur-curé. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Bonnay. Est réintégré dans son emploi de capitaine au corps d'artillerie (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 98).

Bonneboseq (Canton de). Adresse demandant la déchéance du roi (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 557).

Bonnecarrère. Est dénoncé à l'Assemblée (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 559), (p. 564 et suiv.). — Les scellés seront mis sur ses papiers et sa nomination de ministre près les Etats-Unis sera révoquée (10 août, t. **XLVII**, p. 656). — Adresse sur son civisme (13 août, t. **XLVIII**, p. 87). — On demande la levée des scellés apposés sur ses papiers (24 août, p. 686); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Levée des scellés apposés sur ses papiers 11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 563).

Bonnechose (De). Demande à être admis à la barre (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 35). — Est admis : demande une pension (*ibid.* p. 48); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Bonnechose, lieutenant-colonel de dragons. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Bonnefin, commis de la marine. Demande des secours pour la veuve de Duroutoir (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 104).

Bonnefoi, prêtre, procureur de la commune à Thiers. Don patriotique (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 528).

Bonnefoy, ex-député à l'Assemblée constituante. Remet un don patriotique au nom de la commune de Thiers (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453).

Bonne-Levaillant (Dame). Sollicite en faveur des détenus dans le château de Caen (11 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 232).

Bonnemant, député extraordinaire de la ville d'Arles. Demande audience (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 156). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il donne des renseignements sur les troubles (24 avril, p. 350 et suiv.). — Rend compte de la situation de la ville d'Arles (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 452).

Bonnemère, député de Maine-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Suppléant au comité des pétitions (p. 388). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Suppléant au comité des secours publics (p. 455). = **1792**. — Sa lettre à Machenaud au sujet du discours prononcé par lui à la société des Jacobins (t. **XXXVIII**, p. 708). — Suppléant au comité de marine (t. **XLI**, p. 604). — Du comité de législation (t. **XLIV**, p. 672). — Fait un rapport sur la répression des tentatives de crimes (t. **XLVII**, p. 60 et suiv.). — Appuie la proposition d'envoyer une députation de l'Assemblée près du roi (p. 633).

Bonnemère (*Suite*).

— Supplément à son rapport sur la répression des tentatives de crimes (t. **L**, p. 637). — Son rapport sur la suppression des offices d'arpenteurs, architectes, experts-jurés et greffiers des bâtiments (p. 703 et suiv.). — Ses articles additionnels à la loi concernant l'organisation du notariat (p. 707 et suiv.).

Bonnemère, ci-devant conseiller en la sénéchaussée de Saumur. Décret relatif à la liquidation de son office (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 298).

Bonnerot, député de l'Yonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 80). — Membre du comité des domaines p. 462).

Bonnesœur. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Bonnet. Nommé à la Convention nationale (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 552).

Bonnet. Secours accordé à sa famille (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 427).

Bonnet (Auguste), capitaine au 80[e] régiment. Fait un don patriotique (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 514).

Bonnet (François). Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 454).

Bonnet, veuve Guérignon. Sa pétition à l'Assemblée (t. **L**, p. 325).

Bonnet-de-Meautry, député du Calvados. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Suppléant au comité des pétitions (p. 388). — Parle sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 30). = **1792**. — Suppléant au comité militaire (t. **XLVII**, p. 234). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 666). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533).

Bonnet de la liberté. On demande qu'il surmonte le sceau de l'Etat (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 114).

Bonnetier (Femme). Procédure instruite contre elle (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 397); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Bonneuil (Commune de). Don patriotique (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Bonneval, député de la Meurthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre de la commission des assignats (t. **XXXVI**, p. 58). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533).

Bonneval (Commune de), département d'Eure-et-Loir. Projet de décret sur la circonscription des paroisses (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 647).

Bonneville. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *La Chronique du mois ou les Cahiers patriotiques* (2 janvier 1792, t. **XXXVII** p. 6).

Bouches-du-Rhône (Département des). — Voir *Tarascon*.

Administrateurs. Sont mandés à la barre de l'Assemblée (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 636). — Lettre sur les affaires d'Arles (19 mars 1792, t. **XL**, p. 163). — Le ministre de l'intérieur annonce la prochaine arrivée des administrateurs mandés à la barre par décret du 13 mars (29 mars, p. 679). — Admis, ils rendent compte des événements arrivés à Arles (*ibid.* p. 683). — Rendent compte de leur conduite dans les troubles d'Arles (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 57 et suiv.), (p. 66); 10 avril, p. 455). — Renvoi au comité des Douze d'une motion de Delacroix relative à ceux des administrateurs qui n'ont pas encore obéi au décret qui les convoque à la barre (2 avril, p. 97). — Dénoncent la conduite du général Wittgenstein (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 216 et suiv.). Demandent des secours (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 57). —Demandent une collection des lois (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 648).—Décret relatif à une indemnité leur accorder (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 327 et suiv.). — Lettre sur le danger de la patrie (1er août, p. 339). — Lettre sur la décision prise d'arrêter le versement des deniers à la trésorerie nationale (1er août, p. 343). — Lettre du ministre des contributions publiques à ce sujet (*ibid.* p. 359); — renvoi au comité extraordinaire des Douze et au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*); — rapport par Tardiveau (*ibid.* p. 378 et suiv.); — projet de décret annulant la décision des administrateurs (*ibid.* p. 379);— adoption (*ibid.*). —Réclament un passeport (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 26); — ordre du jour motivé (*ibid.*). — Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325). — Arrêté portant qu'ils se transporteront provisoirement à Marseille (9 septembre, p. 487). — Transmettent une délibération du district de Vaucluse (15 septembre 1792, t. **L**, p. 11). Ecrivent au sujet des difficultés qu'on éprouve à faire l'approvisionnement des blés pour le district de Marseille (*ibid.* p. 13). — Adresse aux citoyens qui se sont rendus en armes dans la ville d'Aix (p. 339 et suiv.).

Commissaires. Lettre et procès-verbal relatifs aux troubles d'Avignon (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 552 et suiv.). — Envoi d'un procès-verbal de ces commissaires et de ceux de la Drôme réunis (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 682). — Ils demandent des fonds (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 647). — Sollicitent un rapport sur l'affaire qui les concerne (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 594).

Directoire. Projet de décret relatif à la conduite des membres du directoire mandés à la barre relativement à l'affaire d'Arles (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 119). — Texte définitif (27 juillet, p. 183 et suiv.). — Voir *Administrateurs*.

Procureur général syndic. Rend compte de sa conduite pendant les troubles d'Arles (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 95 et suiv.).

Bouches-du-Rhône (*Suite*).

Troubles. Observations et propositions du ministre de la guerre relativement au rassemblement de troupes décrété par l'Assemblée (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 599 et suiv.); — discussion : Masuyer, Rouyer, Guadet, Louis Genty, Guadet (*ibid.* p. 600 et suiv.). —Nouvelles observations du ministre de la guerre relatives au rassemblement de troupes décrété par l'Assemblée (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 70); — rapport par Grangeneuve (*ibid.* p. 129); — discussion : Crestin, Mathieu-Dumas, Delmas, Thuriot, Lagrévol (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que le pouvoir exécutif pourra disposer des troupes qui devaient former ce rassemblement (*ibid.* p. 130). — Lettre du ministre de l'intérieur relative aux troubles (19 avril, p. 156); — renvoi au comité des Douze (*ibid.*). — Pétition de la commune de Marseille relative aux troubles du département des Bouches-du-Rhône et des départements du midi (20 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 681 et suiv.); — discussion : Reboul, Lamarque, Viénot-Vaublanc, Laplaigne, Crestin, Guadet, Thiriot, Duvant, Ramond, Rouyer, Cambon (*ibid.* p. 683 et suiv.); — le ministre de l'intérieur rendra compte des mesures qu'il a prises pour prévenir les troubles dans les départements du midi (*ibid.* p. 689).

Volontaires nationaux. Adresse de dévouement à la Constitution (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 186). — Adresse d'adhésion du 3e bataillon (13 septembre, t. **XLIX**, p. 609).

Bouchotte, officier au 3e régiment de hussards. Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 471).

Bouconville (canton de), département de la Meuse. Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442).

Boudin. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Boudin, tailleur-fripier au Havre. Fait un don patriotique (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 641).

Boudon, commissaire du roi au tribunal du district de Montpellier. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Bouer. Ordre du jour sur un projet de décret relatif à une contestation entre le sieur Besson et lui (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 547).

Bouestard, député du Finistère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — L'un des commissaires-inspecteurs (p. 383). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 443). — Membre du comité de secours publics (p. 454). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 143),— sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 269), — sur l'ordre du jour (t. **XXXVI**, p. 122). — Fait un rapport sur la continuation des travaux du canal de Bourgogne (p. 691 et suiv.). = **1792**. — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à la continuation des travaux du canal de Bourgogne (t. **XXXVII**, p. 8). — Parle sur l'enrôlement

Bouestard (*Suite*).

du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (p. 217 et suiv.), — sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 375), — sur la fabrication des monnaies (p. 674), — sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 39), — sur une accusation contre Béague (p. 108), — sur l'arrestation des sieurs Pelleport et Lambelet (p. 525 et suiv.), — sur le rapatriement des Français habitant l'Espagne (p. 718). — Membre du comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 481). — sur l'admission de Deleutre à la barre (t. **XL**, p. 137), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 205), — sur une demande d'indemnité des administrateurs de département (p. 683), — sur une adresse du 5e régiment d'artillerie (t. **XLI**, p. 101), — sur la mise en accusation de Noailles (p. 682), — sur la contribution patriotique des députés (t. **XLII**, p. 304). — Fait un rapport sur des secours à accorder aux départements de la Drôme et des Hautes-Alpes, (p. 505). — Fait une motion à l'ordre (t. **XLIV**, p. 33), (p. 61). — Parle sur les troubles religieux (p. 69), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (t. **XLV**, p. 614), — sur la publicité des séances des corps administratifs (t. **XLVI**, p. 20), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 116), — sur l'état des frontières (t. **XLVII**, p. 59), — sur le projet de décret concernant la création de 300 millions d'assignats (p. 314). — Fait une motion d'ordre (p. 502). — Présente un projet de décret tendant à accorder une indemnité au sieur Dubois (t. **XLVIII**, p. 278), — un projet de décret tendant à accorder une indemnité au sieur Penon (p. 308). — Fait connaître le zèle patriotique des citoyens du district de Morlaix (t. **XLIX**, p. 22). — Présente un projet de décret relatif à une somme d'argent destinée aux concessionnaires des mines du département du Finistère (p. 99). — Parle sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Assemblée (t. **L**, p. 70). — Son projet d'adresse aux citoyens français pour les engager au respect de la Constitution (p. 348 et suiv.). — Son adresse au peuple français à l'occasion des troubles religieux (p. 503 et suiv.).

Bouet (Jacques-Charles). Rente viagère à lui due (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 227 et suiv.).

Bougainville. Dénonciation de Rouyer contre lui (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 341). — Il déclare avoir fait imprimer lui-même une lettre qu'il avait écrite au ministre de la marine (7 mars, p. 432).

Bougault, maire de Suresnes. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Bougerac. Offre d'entretenir un orphelin du 10 août (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 708).

Bougligny (Paroisse de). La paroisse de Corbeval lui sera réunie (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 411).

Bouhit (Esprit), médecin à Pontoise. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Essai sur l'éducation physique de l'homme* (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 100).

Bouillé (Marquis de). Motion relative à sa mise en accusation (1er janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 740).

Bouilliaud (Dame). Ses propositions pour arriver à annuler les billets de la maison de secours (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 104); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.*).

Bouillon. Les syndics des créanciers de feu M. de Bouillon adressent des mémoires des répétitions que la succession a à faire contre la nation (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 468); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Bouillon (Commune de). La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Bouin. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Bouin (Ile de). La municipalité demande à être autorisée à faire l'acquisition d'un local pour tenir ses séances (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 454); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Boulabert frères, entrepreneurs de travaux de la rade de Cherbourg. Il n'y a pas lieu à délibérer sur leur réclamation (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 9).

Boulan. Sa femme se plaint de son emprisonnement (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 26); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Réclamation contre son arrestation (3 juillet, p. 91). — Il écrit à l'Assemblée (*ibid.* p. 92). — Arrêté relatif à son arrestation (6 juillet, p. 164). — Sollicite un rapport sur son affaire (12 juillet, p. 434), — Pétition en sa faveur (13 juillet, p. 436), (15 juillet, p. 497). — Rapport sur son arrestation (19 juillet, p. 667 et suiv.); — renvoi au ministre de la justice (*ibid.* p. 668). — Pétition demandant son élargissement (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 140). — Le ministre de la justice rendra compte des mesures prises pour sa mise en liberté (*ibid.* p. 143); — compte rendu (26 juillet, p. 152 et suiv.). — Exprime sa reconnaissance à l'Assemblée (27 juillet, p. 207). — Demande la mise en accusation des personnes qui ont concouru à l'instruction de la procédure qui a eu lieu contre lui (1er août, p. 374).

Boulangé. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 263).

Boulanger. Annulation de sa nomination comme officier du 3e bataillon de la garde nationale de Langres (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Boulanger, bijoutier de Paris. Sa dénonciation contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 593 et suiv.).

Boulanger, commissaire du département de la Haute-Loire. Mention honorable de sa conduite (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 718).

Bouville. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 730).

Bouy, ancien capitaine de vaisseau. Fait hommage d'un plan d'organisation de la marine militaire (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 431).

Bouy, *fils*. Demande une indemnité (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 383).

Bouy de Valois (Laurent). Dusaulx demande son inscription sur la liste des vainqueurs de la Bastille avec une pension de 200 livres (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 741 et suiv.); — observations de Thuriot, Laureau, Chéron-La-Bruyère (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il lui sera payé une somme de 600 livres à titre de gratification et renvoie au comité de l'ordinaire des finances la demande d'inscription sur la liste des vainqueurs de la Bastille (*ibid.* p. 741). — Réclame contre une erreur à son préjudice insérée dans la liste des vainqueurs de la Bastille (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 3 et suiv.). — Décret (*ibid.* p. 4). — Pension qui lui est accordée (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 654).

Bouyer. — 1791. — Fait hommage d'un ouvrage intitulé : « Du pape, des cardinaux et des évêques. » (t. **XXXV**, p. 253).

Bouygues. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Bouyn. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Bouzonville (Commune de). Don patriotique du curé (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 244). — Adresse de la municipalité sur les événements du 20 juin (17 juillet, p. 573).

Société des amis de la Constitution. — Adresse de félicitations et adresse au roi (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 222 et suiv.).

Bouzonville (District de), département du Loiret. Les juges du tribunal demandent une interprétation de la loi sur les jurés (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 473); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Boverat (Jean-Simon). Demande le remboursement d'une somme confiée au comité de la section du Palais-Royal (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 572); — il n'y a pas lieu à délibérer sur cette pétition (*ibid.* p. 573).

Boxader (François), de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Boxader (Vincent), de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Boyard. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 354).

Boyard (Constant), officier municipal d'Etampes. Invité à assister à la cérémonie en

Boyard (*Suite*).

mémoire de Simoneau (22 mai 1792, t. **XLIV**, (p. 3).

Boyaval. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Boyer (Claude), de Metz. Demande audience (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 61), (19 avril, p. 319), (28 avril, p. 500). — Admis, il dénonce le conseil général et le procureur général syndic du département de la Moselle (29 avril, p. 508). — Demande audience (30 avril, p. 545).

Boyer, de Clermont-Ferrand. Offre un atelier pour la fabrication des canons (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 600).

Boyer, de Marseille. On annonce qu'il a été victime de la fureur du peuple (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 550).

Boyer (Pierre) de Paris. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**. p. 159).

Boytiard, compagnon menuisier. Présente des moyens de perfectionner les mortiers à bombe (13 mai 1792, t. **XVIII**, p. 317).

Brabançons. — Voir *Rassemblements*.

Brabant (Marie-Joseph de). Demande le payement d'un bon de 100,000 livres. — Renvoi au comité de liquidation (21 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 329).

Brack (Jean). Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 421).

Bracognier, homme de loi à Mâcon. — 1791. — Fait hommage d'un ouvrage sur les assignats (t. **XXXV**, p. 330).

Braille, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Fait des dons patriotiques (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 275), (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 332), (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165. — Ses fonctions au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159).

Braine (Commune de). Les notaires demandent que le fonds de responsabilité soit réduit pour les anciens titulaires au montant du remboursement de leur finance (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 459).

Braissière, sous-lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Bralle, artiste de l'Opéra. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 124).

Brandi (Marie). — 1791. — Demande relative à une pension (t. **XXXV**, p. 499).

Branne. Fait hommage d'un manuscrit allemand (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Branquart. Haut-juré du département du Pas-de-Calais (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Brasier, directeur d'une maison d'éducation. Fait un don patriotique en son nom et en celui de ses élèves (10 mai 1792, t. XLIII, p. 195).

Brassac, lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. XLII, p. 334).

Brassal, directeur des postes à Marvejols. — Demande une loi pour interdire la remise des lettres qui ne seraient pas suscrites des vrais noms de famille (24 janvier 1792, t. XXXVII, p. 607); — ordre du jour (*ibid.*).

Braulet. Fait un don patriotique (16 septembre 1792, t. L, p. 58).

Bravet, député de l'Isère. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). — Prête serment (p. 77).

Bray-sur-Seine. Pétition en faveur de Bartelot, curé constitutionnel (24 février 1792, t. XXXIX, p. 62); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Lettre de 25 citoyens qui demandent à être admis à la barre (9 mars, p. 512). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (24 août 1792, t. XLVIII, p. 693).

Bréard, député de la Charente-Inférieure. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les secours à accorder au département de la Haute-Marne (p. 222). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Fait un rapport sur la pétition du capitaine Podier (p. 630 et suiv.), — un rapport sur les troubles d'Avignon (p. 63 et suiv.). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. XXXV, p. 422), — sur le remplacement des officiers de marine (p. 529), — sur des enrôlements faits à Toul (p. 565), — sur l'affaire Rauch et Lucot (t. XXXVI, p. 96), — sur le message au roi (p. 121), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 128), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 269 et suiv.). — Communique un arrêté du directoire du district de Marennes relatif à la répartition des contributions (p. 334). — Parle sur les troubles de Choue (p. 708). = 1792. — Sur les affaires d'Avignon (t. XXXVII, p. 77). — Présente différentes demandes d'intérêt local (p. 167). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 168), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 229), (p. 231), — sur les poursuites à exercer contre Meunier-du-Breuil (p. 336), — sur la rédaction des décrets (p. 407), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 439), (p. 440). — Demande l'ajournement de son rapport sur les affaires d'Avignon (p. 472), (p. 635), — l'envoi aux départements d'un discours du maire de Paris (p. 611). — Dénonce l'absence des officiers du port de Rochefort (t. XXXVIII, p. 122). — Parle sur l'ordre du jour (p. 266). — Fait un rapport sur les troubles d'Avignon (p. 328 et suiv.), (p. 425), (p. 426 et suiv.). — Parle sur les troubles du département de l'Oise (p. 488), — sur l'affaire du sieur Nicot (p. 488), — sur les troubles du faubourg Saint-Marceau (p. 546), — sur les affaires d'Avignon (t. XXXIX, p. 75), — sur les caisses

Bréard (*Suite*).

patriotiques (p. 105), — sur une réclamation du Groignard (p. 233). — Fait un rapport sur les affaires d'Avignon (p. 257 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 342 et suiv.). — Parle sur une pétition des juifs d'Alsace (p. 377), — sur la démolition du château de Jalès (t. XL, p. 174), — sur la banque de Pottin de Vauvineux (p. 459). — Fait la relue du décret sur les affaires d'Avignon (p. 489 et suiv.). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 536); — sur les troubles de Mende (p. 632), — sur la pétition du sieur Schoel (p. 698); — sur les avances à faire à la maison de secours e Paris (t. XLI, p. 2), — sur les moyens de réprimer les troubles (p. 14), — sur une lettre de la dame Simonneau, veuve du maire d'Etampes (p. 15), — sur la procédure contre les princes français, frères du roi (p. 42), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 237), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 279), — sur les colonies (p. 375), — sur le remplacement des officiers (p. 410), — sur les formalités à remplir par les députés pour toucher leur traitement (p. 509), — sur un don patriotique des citoyens de Sarrelouis (p. 589), — sur les affaires d'Avignon (p. 590), — sur les troubles (p. 702), — sur la démission de Gouvion (p. 725), — sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (t. XLII, p. 4), — sur les affaires d'Avignon (p. 135). — Secrétaire (p. 167), — sur les affaires d'Avignon (t. XLIII, p. 17), (p. 43), (p. 208 et suiv.), (p. 219), — sur la conduite du grenadier Pie (p. 249), — sur les peines à infliger aux officiers déserteurs (p. 321), — sur la conduite des maîtres de postes (p. 347), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 597 et suiv.), — sur l'envoi des troupes de la garnison de Paris dans les départements voisins (t. XLIV, p. 130), — sur les affaires d'Avignon (p. 712), — sur le renvoi des adresses à la commission extraordinaire des Douze (t. XLV, p. 608). — Demande que le ministre de la justice rende compte des mesures prises pour réprimer la licence des libellistes (t. XLVI, p. 244). — Parle sur les troubles de l'Ardèche (p. 364), — sur une réclamation du département de la Meurthe (t. XLVII, p. 345 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour éviter le pillage du château des Tuileries (t. XLVIII, p. 1), — sur les sentiments des gardes suisses (p. 98), — sur l'établissement de la liste des députés qui ont prêté le serment du 10 août (p. 158). — Demande qu'il soit fait lecture de la liste des députés absents à la séance du 10 août (p. 161). — Parle sur la conduite de La Fayette (p. 314). — L'un des commissaires envoyés à l'armée du maréchal Luckner (p. 416). — Demande que les biens de ceux qui auront fomenté des troubles soient confisqués (t. XLIX, p. 121). — Un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (p. 210). — Parle sur le partage des terrains communaux (p. 469). — Nommé à la Convention nationale (p. 552).

Brebeuf. Somme qui lui est due (17 mai 1792, t. XLIII, p. 530).

Bréchard. Demande audience (17 mai 1792, t. XLIII, p. 265; — jour fixé (*ibid.*).

Brédin, mécanicien. — **1791**. — Présente un mémoire sur l'artillerie (t. XXXVI, p. 711).

Bref du pape. Dénonciation d'un bref en date du 19 mars 1792 (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 486).

Brelet, président du tribunal criminel du département de la Haute-Saône. Fait un don patriotique (8 juin 1792, t. XLIV, p. 688).

Brément, invalide. Sollicite un secours (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 464); — renvoi aux comités militaire et de liquidation réunis (*ibid.*).

Brémond. — **1791**. — Demande à être autorisé à ouvrir une souscription pour un ouvrage qui sera intitulé : *Almanach national* (t. XXXVI, p. 116).

Brémond, ancien contrôleur des postes. Fait un don patriotique (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 126).

Brémond, ci-devant commissaire du roi près le tribunal du district de Mézières. Expose la situation où il se trouve (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 479).

Brémont-Julien, procureur syndic du district de Marseille. Renvoi, au comité de division, d'une réclamation à son sujet (8 mars 1792, t. XXXIX, p. 495).

Brémont, de Paris. Fait un don patriotique (19 juillet 1792, t. XLVI, p. 658).

Brémontier, député de la Seine-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Sa proposition relative à l'établissement de conférences du soir pour les membres de l'Assemblée (t. XXXVI, p. 630 et suiv.). = **1792**. — Parle sur une délibération de la section de la Croix-Rouge (t. XXXVIII, p. 4), — sur la réunion des paroisses de Gournay (p. 29), (p. 30). — Demande que le comité de marine présente des observations motivées sur la conduite du ministre de la marine (p. 93 et suiv.), (p. 95), (p. 96). — Demande à lire un plan sur l'approvisionnement du royaume (p. 106). — Sera adjoint aux comités d'agriculture et de commerce pour faire part de son plan (p. 185). — Parle sur l'ordre du jour (p. 486), — sur l'approvisionnement des grains (t. XXXIX, p. 147), — sur la fabrication des assignats (p. 373), — sur les subsistances (p. 385). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 467). — Suppléant au comité des décrets (p. 468). — Son projet de loi sur les subsistances (p. 523 et suiv.). — Parle sur une adresse du 5e régiment d'artillerie (t. XLI, p. 102). — Fait connaître les propositions de la dame Bouilliaud relatives aux billets de la maison de secours (p. 104). — Propose d'admettre des ouvriers à la séance (t. XLIII, p. 87.). — Fait une motion relative

Brémontier (*Suite*).

au prix de vente des sels (t. XLIV, p. 117). — Parle sur un décret de liquidation de la Dette publique (p. 150). — Fait une motion relative à la sanction des décrets (p. 668). — Fait un rapport sur un concours à ouvrir pour la fabrication des assignats (t. XLV, p. 178 et suiv.), — un rapport sur les causes qui ont retardé l'envoi à la sanction des deux décrets du 28 septembre 1791 relatif à l'amnistie des déserteurs et à l'administration forestière (p. 468 et suiv.). — Parle sur la destitution des fonctionnaires (p. 537). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur un concours à ouvrir pour la fabrication des assignats (t. XLVI, p. 8). — Parle sur les travaux du port de Cherbourg (t. XLVII, p. 243), — sur une lettre des grands juges de la Haute-Cour nationale (p. 304). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur un concours à ouvrir pour la fabrication des assignats (p. 309). — Présente un projet de décret sur le retard arrivé dans la fabrication du papier des assignats de 50 sols (p. 393).

Bréquigny (De). — Voir *Œuvres littéraires*.

Brès, député suppléant du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Prête serment en remplacement de Téalier, décédé (t. XXXV, p. 675). — Parle sur l'émission de coupures d'assignats (t. XXXVI, p. 16 et suiv.). = **1792**. — Parle sur des adresses des citoyens d'Issoire (t. XLVI, p. 599).

Bressant, haut-juré du département de la Haute-Saône (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 81).

Bressant. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. XLIII, p. 669).

Bresson. Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 576).

Bressuire (Commune de). Adresse de félicitation (17 décembre 1791, t. XXXVI, p. 175). — Pétition au sujet d'une assertion par le ministre de l'intérieur (1er avril 1792, t. XLI, p. 51); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*); — Lettre à ce sujet de Cahier de Gerville, ci-devant ministre de l'intérieur (13 avril, p. 573). — Renvoi de la pétition au comité des Douze (15 avril, p. 684). — Annonce de l'invasion de la ville par des brigands (27 août, t. XLIX, p. 38). — L'administration du district de Châtillon y est transférée (30 août, p. 121). — Mention honorable de la conduite de la garde nationale (*ibid*).

Bressuire (District de). Décret relatif aux poursuites contre les auteurs des troubles (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 418).

Brest (Commune de). Pétition des citoyens sur la défense du royaume et sur le rapport de Duportail (26 octobre 1791, t. XXXIV, p. 436). — Lettre des administrateurs du district et de la municipalité relative à des troubles à l'occasion de la nomination de La-

Brest (*Suite*).

jaille au commandement d'un des vaisseaux destinés à Saint-Domingue (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 527 et suiv.). — Pétition des citoyens actifs demandant le remplacement des officiers de marine absents (8 décembre, p. 666). — Pétition des citoyens demandant la suppression des traitements et appointements des officiers de marine absents (*ibid.* p. 667). — **1792**. — Pétition relative à l'absence des officiers de la marine (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 20 et suiv.). — Adresse des citoyens (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 11 et suiv.). — Des détenus aux galères demandent la révision de leur jugement (15 mars 1792, t. **XL**, p. 1 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 2). — Des députés extraordinaires demandent que les soldats de Châteauvieux soient admis à la barre (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 387). — Pétition pour la création d'une infanterie et d'une artillerie spécialement destinées à la marine (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 43). — Lettre des officiers municipaux relative à la détention de prêtres réfractaires (25 avril, p. 371). — Envoi de pièces relatives au procès de plusieurs particuliers des îles Saint-Pierre et Miquelon (2 mai, p. 670). — Don patriotique d'un citoyen (29 mai 1792, **XLIV**, p. 275). — Don patriotique des citoyens, des soldats de ligne, des différents ateliers du port, des officiers de marine, et des canonniers-matelots (31 mai, p. 363). — Adresse de dévouement et d'adhésion (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 573 et suiv.). — Procès-verbal du brûlement d'anciens drapeaux (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489). — Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département du Finistère (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100). — Adresse relative au manque de fusils (14 août 1792, t. **XLXIII**, p. 129). — Lettre sur les mesures prises contre les prêtres réfractaires (*ibid.*). — Demi-poste accordé en remplacement du privilège du poste double supprimé (17 septembre 1792, t, **L**, p. 103).

Port. Le ministre de la marine demande des secours pour les ouvriers (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 174). Les administrateurs du district et la municipalité annoncent la désertion presque totale des officiers de marine (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 120 et suiv.). — Mention honorable du patriotisme des ouvriers (17 mars 1792, t. **XL**, p. 59 et suiv.). — Lettre du commandant du port de Brest relative aux peines à infliger aux employés qui ne se rendent pas à bord des bâtiments auxquels ils sont destinés (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 441). — Demande du ministre de la marine relative à 30 navires retenus à Brest et dont la destination est pour Ostende (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 429); — renvoi aux comités de marine, diplomatique et de commerce réunis (*ibid.*). — Pièces relatives à un vol de 15,000 livres fait au directeur des vivres de la marine (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 697).

Troubles. Lettre du ministre de la marine sur les troubles arrivés à l'occasion de la nomination de M. Lajaille au commandement d'un des vaisseaux destinés à Saint-Domingue (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 326 et suiv.); — Lettre des administrateurs du district et de la municipalité de Brest (*ibid.* p. 527 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 529); — justifications du ministre de la marine (5 décembre, p. 587 et suiv.). — Les quatre citoyens auxquels il avait été décerné des médailles pour avoir sauvé la vie à M. Lajaille les font remettre sur le bureau de l'Assemblée. — Mention honorable (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 658).

Brest (Commune de). — Voir *Diligent* (*Goelette Le*). — *Levée de* 3,372 *hommes*. — *Officiers absents*. — *Suisses*.

Brest (District).

Troubles. État des dépenses de la garde nationale envoyée dans le district (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 414); renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire de finances (*ibid.*).

Bretagne (ci-devant province de). Réclamations des pensionnaires (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 94); renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Rapport sur les réclamations des pensionnaires de la ci-devant province (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 30 et suiv.). — Deuxième lecture (31 mai, p. 398). — Troisième lecture du projet de décret sur les réclamations des pensionnaires de la ci-devant province de Bretagne (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 31 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 32). — Modifications proposées au décret du 9 juin (25 juin p. 573); — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Rapport sur la comptabilité arriérée (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 554); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid.*). — Rapport par Digaultray sur la comptabilité arriérée (1792, t. **L**, p. 556 et suiv.).

Bretagne (Ci-devant Basse-). — Rapport sur les domaines congéables (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 640 et suiv.); projet de décret (*ibid.* p. 654). — Adoption des articles 1 à 5 (*ibid.* p. 655). — Adoption des articles 6 à 18 du projet de décret sur les domaines congéables (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 44 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

Bretet, lieutenant d'artillerie. Sa lettre sur la désertion de La Fayette (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 712).

Breteuil (Dame de). Don patriotique (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 378).

Breteuil (Commune et district de). Adresses d'adhésion (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 635).

Bretocq, député du Calvados. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 259).

Breton, administrateur du district de Bazas. — **1791**. — Pétition (t. **XXXVI**, p. 44).

Breton, caporal. — Voir *Lebreton*.

Breux (Commune de). Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Brevet. Haut-juré du département de Maine-et-Loire (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Brevets d'invention. Proposition (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 113). — Motion de Romme relative à la revision de la loi des brevets d'invention (5 avril, p. 212) ; — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Demande d'interprétation de la loi du 25 mai 1791 y relative (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 391) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Décret supprimant les brevets d'invention en matière de finances (20 septembre 1792, t. **L**, p. 185).

Brevets de retenue sur charges et offices militaires et de finances. Rapport par Rivoalan sur leur remboursement (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 541 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 542). — Deuxième lecture du projet de décret sur leur remboursement (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 111 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret y relatif (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 462 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 463).

Brevets (*Faux*). Duport, ministre de la justice, demande que le tribunal du cinquième arrondissement de Paris soit chargé de continuer le procès pendant devant lui contre les fabricateurs de faux brevets (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 181 et suiv.) ; — observations de Hérault de Séchelles (*ibid.* p. 182) ; — ajournement (*ibid.*) ; — discussion : Taillefer, Saladin, Goujon (12 octobre, p. 184 et suiv.) ; — projet de décret portant que le tribunal du cinquième arrondissement continuera les poursuites (*ibid.* p. 185) ; — adoption (*ibid.*).

Brevets (*Faux*). — Voir *Croix de Saint-Louis*.

Brézolles, arquebusier à Charleville. Présente une pétition (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 677).

Briançon (Commune de). La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Briançon (District de). Adresse des officiers de la garde nationale demandant la déchéance du roi (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489).

Briand, député du Finistère. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 166). = **1792.** — Suppléant au comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373).

Briansiaux, de Dunkerque. Réclame une indemnité et fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 283) ; — renvoi de sa pétition aux comités de marine et de liquidation réunis (*ibid.*).

Briche, député du Bas-Rhin. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité diplomatique (p. 398). — Parle sur les émigrants (p. 717). — Demande qu'il soit procédé à une nouvelle épreuve pour l'adoption de l'article 2 du projet de décret sur le remplacement des officiers (p. 737). — Parle sur la proposition faite au général Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (t. **XXXV**, p. 294). — Son amendement au projet de décret sur les prêtres réfractaires (p. 368). — Parle sur une nouvelle émission d'assignats (p. 411). — Fait connaître que le général Wimpfen refuse de désigner la personne qui lui a fait la proposition de livrer Neuf-Brisach (p. 513). — Fait un rapport sur l'argent du canton de Soleure arrêté à Belfort (t. **XXXVI**, p. 46 et suiv.). — Parle sur les princes étrangers possessionnés en France (p. 49). — Fait une nouvelle lecture du projet de décret relatif à l'argent du canton de Soleure arrêté à Belfort (p. 310 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de ce projet de décret (p. 313), (p. 315 et suiv.). — Son article additionnel au projet de décret sur le rappel des officiers employés dans les bataillons de volontaires nationaux (p. 464). — Communique deux lettres du maire de Strasbourg relatives aux émigrants (p. 666). = **1792.** — Parle sur l'augmentation du nombre des officiers généraux t. **XXXVII**, p. 702), — sur le serment à prêter par la garde du roi (t. **XXXVIII**, p. 477), — sur l'affaire Pelleport (p. 590), — sur le traitement des troupes en campagne (p. 598), (p. 601), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (t. **XXXIX**, p. 123 et suiv.). — Membre du comité diplomatique (p. 338). — Parle sur la conduite du ministre de la marine (p. 392), — sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (t. **XL**, p. 686 et suiv.). — Demande la mise en accusation de Noailles (t. **XLI**, p. 609). — Ses propositions concernant les soldats étrangers qui se réuniront aux troupes françaises (t. **XLII**, p. 253). — Envoie son serment à l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 41).

Briche (Jean), officier. On annonce son arrestation (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 532).

Briche (Ci-devant château de La). Sa réunion à la paroisse de Saint-Denis (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 110).

Brichet. Haut-juré du département de la Sarthe (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Bridault. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Brie-Comte-Robert (Commune de). Lettre des officiers municipaux relative aux troubles (23 mars 1792, t. **XL**, p. 434), (26 mars, p. 486).

Brie-sur-Marne (Commune de). Don patriotique (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 514).

Briénet, capitaine de gendarmerie. Don patriotique (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 473).

Brienne-le-Château (Commune de). Mémoire relatif aux dettes contractées par le

Brienne-le-Château (*Suite*).

collège militaire (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 317); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Adresse sur les événements du 20 juin (30 juillet, t. **XLVII**, p. 271).

Brienon-l'Archevêque (Commune de). Emprunt autorisé pour réparations à un pont (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 391).

Brière-Mondétour. Suppression de la régie générale des économats dont il était chargé (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 102).

Briey (Commune de). Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande en faveur des habitants (17 septembre 1792, t. **L**, p. 90).

Briey (District de). Lettre de plusieurs administrateurs exposant l'impossibilité où ils sont de remplir leurs fonctions (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 425).

Tribunal. Demande en remplacement de deux juges et du commissaire du roi (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 37).

Briez. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Brignoles (Commune de). Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442).

Brignoles (District de). Le directoire demande un emplacement (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 646).

Brijan (Noël). Se rend aux frontières à la place du sieur Mosnier (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 356).

Brillac. — **1791**. — Sa lettre au sujet des rassemblements des émigrés à Coblentz (t. **XXXV**, p. 41).

Brillet (Jean). Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 479).

Briolat, député de la Haute-Marne. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78). — Suppléant au comité des décrets (p. 415). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Opte pour le comité de législation (p. 605).

Brioude (Commune de). Adresse de dévouement des officiers municipaux et citoyens (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 350). — Rapport et projet de décret sur la pétition relative à l'emplacement du cimetière (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 540). — Sera le chef-lieu du département de la Haute-Loire (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Brisgau. On annonce que les émigrés français ont reçu l'ordre de la régence de quitter le pays (30 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 666).

Brisseau (Michel), de Dieppe. Mention honorable de sa conduite (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 173).

Brisson, député de Loir-et-Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — **1792**.

Brisson (*Suite*).

— Membre du comité de législation (t. **XLIV**, p. 672). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533).

Brisson, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593).

Brissot de Warville, député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Son opinion sur l'organisation des comités, destinée à être prononcée à l'Assemblée nationale, le 12 octobre 1791, prononcée aux Jacobins le 14 octobre (p. 225 et suiv.). — Secrétaire (p. 265). — Parle sur les émigrations (p. 309 et suiv.). Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrés (p. 317). — Membre du comité diplomatique (p. 398). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 456), p. 457), — sur les émigrations (p. 468 et suiv.). — Propose de décréter que le comité colonial sera chargé de présenter un projet de décret sur les moyens de conserver la paix dans les colonies (p. 500). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 522 et suiv.), — sur les émigrants (p. 712), — sur l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 722 et suiv.). — Fait un rapport sur la lettre du ministre de la marine relative aux démêlés avec le dey d'Alger (t. **XXXV**, p. 72). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 143 et suiv.), — sur la vérification des pouvoirs de Bertrand, député de l'Ile Bourbon (p. 150), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 260), (p. 262), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 274), — sur le remplacement des officiers (p. 306), — sur l'organisation des finances (p. 323), (p. 337 et suiv.). — Dénonce les auteurs des troubles de Saint-Domingue (p. 474 et suiv.), (p. 536 et suiv.). — Ses projets sur les mesures à prendre relativement à Saint-Domingue (p. 541 et suiv.), (p. 613). — Parle sur une pétition de la section de la Croix-Rouge (t. **XXXVI**, p, 17), — sur un compte rendu du ministre de la guerre (p. 112), — sur les troubles des colonies et sur la révolte de l'équipage de la frégate l'*Embuscade* (p. 273), — sur l'ordre du jour (p. 401), — sur une demande de fonds pour le service de la guerre, et fait une motion relative aux puissances étrangères (p. 600 et suiv.). — **1792**. — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. **XXXVII**, p. 230), — sur l'office de l'empereur (p. 464 et suiv.), (p. 656 et suiv.), — sur les mauvais traitements dont les Français sont victimes en Espagne (p. 731) — sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. **XXXVIII**, p. 114), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 358), — sur l'affaire Pelleport et Lambelet (p. 546), (p. 588), — sur les troubles des colonies (t. **XXXIX**, p. 209). — Demande à être entendu sur l'office de l'empereur et à faire une dénonciation contre

Brissot de Warville (*Suite*).

le ministre des affaires étrangères (p. 528). — Son discours sur ces objets (p. 534 et suiv.), (p. 457). — Présente la rédaction de l'acte d'accusation contre Delessart (p. 692 et suiv.), — un projet de décret sur les pièces concernant la gestion de Delessart à fournir au comité diplomatique (p. 693). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. **XL**, p. 205), (p. 206 et suiv.), (p. 217 et suiv.), (p. 364), (p. 365), (p. 366), (p. 456), (p. 488), (p. 537), (p. 576). — Post-scriptum à son discours sur les affaires de Saint-Domingue prononcé le 21 mars (p. 583 et suiv.). — Parle sur les secours à accorder à Saint-Domingue t. **XLIII**, p. 428); — sur l'ordre du jour (p. 611). — Dénonce l'existence d'un comité autrichien (t. **XLIV**, p. 36 et suiv.). — Observations de Montmorin au sujet de cette dénonciation (p. 428.) — Observations de l'ancien ministre Bertrand au sujet des imputations qui lui ont été faites par Brissot (p. 465). — Parle sur les secours à accorder à Saint-Domingue (t. **XLV**, p. 594), — sur les comptes de Narbonne (p. 701). — Parle sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Etat (t. **XLVI**, p. 212), — sur la formation d'une légion batave (p. 216), — sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Etat (p. 261 et suiv.). — Demande la lecture d'un mémoire du ministre des affaires étrangères (p. 306. — Membre du comité diplomatique (p. 374). — Demande que Montesquiou soit entendu à la barre au sujet des troupes à la solde du roi de Sardaigne (t. **XLVII**, p. 68 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 131). — Parle sur l'organisation de la police de sûreté générale (p. 134 et suiv.), (p. 138 et suiv.), — sur le projet d'adresse au roi présenté par Guadet (p. 160 et suiv.). — Sa déclaration relative aux propositions faites par La Fayette au maréchal Luckner (p. 268). — Plainte portée contre lui (p. 291). — Fait une motion concernant le général La Fayette et les pensions payées sur les fonds secrets du ministère des affaires étrangères (p. 456 et suiv.). — Parle sur une pétition de la section de la Bibliothèque (p. 502), — sur les accusations portées contre La Fayette (p. 571 et suiv.), — sur l'organisation du ministère (p. 647), — sur les scellés à apposer sur les papiers des ministres (p. 655). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (t. **XLVIII**, p. 76). — Présente un projet de décret relatif aux jugements à intervenir à l'occasion des délits commis dans la journée du 10 août (p. 184). — Fait un rapport sur le licenciement des régiments suisses (p. 417 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le service des sous-officiers suisses dans les armées françaises (p. 563). — Pose des questions à Montmorin (p. 605), (p. 606). — Donne lecture d'un projet de déclaration aux puissances étrangères (p. 658 et suiv.). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — On annonce sa nomination à la Convention nationale (p. 396), (p. 452). — Parle sur les droits des assemblées primaires (p. 398), (p. 399), — sur la destruction des pétitions dites des 8,000 et des 20,000 (p. 477). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Cazeaux (p. 480), — un rapport sur le transfert aux Tuileries du lieu des séances de la Convention nationale (p. 547).

Brissoy, détenu à Arras. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 443).

Brival, député de la Corrèze. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Fait part d'un vœu du directoire du département de la Corrèze (p. 440). — Membre du comité féodal (p. 462). — Demande le renvoi au comité des pétitions d'une requête des musiciens, prêtres et enfants de chœur des ci-devant chapitres de la Corrèze (p. 560). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 604 et suiv.), — sur l'absence des officiers de marine (p. 666), — sur la sanction du décret relatif à la résidence pour le payement des pensions (t. **XXXVI**, p. 84), — sur les termes dont se servent les puissances étrangères dans leur correspondance (p. 365), — sur le rappel des officiers employés dans les bataillons de volontaires nationaux (p. 464). = **1792**. — Parle sur une pétition relative à l'application de la loi d'amnistie (t. **XXXVII**, p. 159), — sur les relations avec le roi (t. **XXXVIII**, p. 237), — sur l'exécution des lois relatives aux nouvelles empreintes des monnaies (p. 495). — Son opinion, non prononcée, sur les affaires d'Avignon (t. **XXXIX**, p. 277 et suiv.). — Parle sur une adresse du 5e régiment d'artillerie (t. **XLI**, p. 102), — sur un hommage fait par le sieur Cloistre (p. 698). — Demande qu'il soit fait mention honorable au procès-verbal de la conduite des corps administratifs de la Corrèze et de la garde nationale de Tulle (t. **XLII**, p. 1). — Fait un don patriotique (p. 320). — Son projet d'invitation aux nations (p. 572 et suiv.). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIII**, p. 312), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 520), — sur le procès-verbal (t. **XLIV**, p. 81). — Donne lecture d'une lettre écrite de Valenciennes (p. 81 et suiv.). — Demande l'impression de la liste des ci-devant gardes du roi (p. 443). — Parle sur les événements du 20 juin (t. **XLV**, p. 453). — Ses observations sur le décret réservant aux fédérés toutes les places des tribunes (t. **XLVI**, p. 344). — Parle sur la vente des palais épiscopaux (p. 649). — Fait une motion relative au manifeste des puissances étrangères (t. **XLVII**, p. 300). — Commissaire chargé de conduire le roi et sa famille jusqu'aux limites de l'enceinte de l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 101). — Demande qu'il soit fait un rapport au sujet d'une pique offerte par un ouvrier de Tulle (p. 152). —

Broussonnet (*Suite*).

élèves des mines (p. 529). — Fait une motion sur l'importation des denrées coloniales (p. 552). — Parle sur l'ordre du jour (p. 592), — sur le procès-verbal du 22 janvier (p. 595). — Soumet à la discussion son rapport sur le traitement des officiers et des élèves des mines (p. 641). — Parle sur les mauvais traitements dont les Français sont victimes en Espagne (p. 730 et suiv.), — sur les subsistances (p. 733), (p. 734), — sur une délibération de la section de la Croix-Rouge (t. **XXXVIII**, p. 4). — Demande le renvoi au pouvoir exécutif de la découverte d'une pompe à feu faite par Varenne (p. 6). — Parle sur une pétition de Guirault (p. 7), — sur une pétition du bataillon de l'île Saint-Louis (p. 8), — sur une adresse des citoyens de Brest (p. 12), — sur le rétablissement des passeports (p. 19), (p. 21 et suiv.), — sur l'invention de Barthélemy de Recologne (p. 54), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 162). — Fait une motion relative à l'approvisionnement des grains (p. 185). — Parle sur l'acte d'accusation contre Calonne et Laqueuille (p. 196), — sur les relations avec le roi (p. 237). — Demande la révision du tableau des districts en retard de fournir l'état de leurs biens nationaux (p. 455). — Parle sur la circulation des grains (p. 468), (p. 469), — sur la question des forêts (t. **XXXIX**, p. 297). — Fait une motion relative au desséchement des marais (p. 308). — Parle sur les droits sur le jay (p. 342). — Membre du comité d'agriculture (p. 373). — Parle sur les troubles de Mende (p. 433), — sur une lettre du directoire de la Seine-Inférieure (p. 468), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 480), — sur les subsistances (p. 516). — Membre de la commission des Douze (p. 519). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 627), — sur les troubles du Midi (t. **XL**, p. 43), — sur le serment civique (p. 358), — sur les troubles du Cantal (t. **XLI**, p. 46). — Fait un rapport sur quelques articles interprétatifs de la loi sur les mines et minières (p. 637). — Fait une motion d'ordre (*ibid.*). — Propose d'assujettir les défenseurs officieux au droit de patente (t. **XLII**, p. 42). — Parle sur le canal de Sommevoire à Chalette (p. 528), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 113), (p. 114), (p. 132), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 496), — sur les propositions concernant la croix de Saint-Louis (p. 666). — Fait un rapport sur les troubles de l'Ile-Dieu (t. **XLVII**, p. 115). — Demande que le roi se retire dans la loge du Logotachygraphe (p. 635). — Commissaire à l'inventaire du mobilier de la couronne (t. **XLVIII**, p. 27). — Dénonce Liancourt (p. 104). — Parle sur la proposition d'affecter l'édifice de la Madeleine au lieu des séances de la Convention nationale (p. 109). — L'un

Broussonnet (*Suite*).

des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — L'un des commissaires pour accélérer la formation de l'armée de Châlons (p. 393).

Brua, député du Haut-Rhin. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 79). — Fait des rapports sur les élections du Nord et de l'Orne (p. 166). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Donne lecture d'une lettre des administrateurs du directoire du département du Haut-Rhin sur les troubles suscités par les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 26). — Dénonce la proposition faite au général Wimpfen par les princes émigrés de leur livrer la place de Neuf-Brisach (p. 292 et suiv.). — Son projet de décret relatif aux membres des corps administratifs qui refusent de faire exécuter certaines lois (p. 307). — Parle sur une émission d'assignats de 5 livres (p. 409). — Parle sur l'argent du canton de Soleure arrêté à Belfort (t. **XXXVI**, p. 315). == **1792**. — Parle sur l'administration des forêts (t. **XXXVII**, p. 136). — Fait une motion relative au traité de 1756 avec l'Autriche (t. **XXXIX**, p. 283 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (t. **XLI**, p. 602). — Parle sur un arrêté du directoire du département de la Meurthe (t. **XLII**, p. 276). — Fait une motion relative aux coupures d'assignats (t. **XLV**, p. 4). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVI**, p. 170). — Parle sur les mouvements des armées (p 662). — Déclare que ce n'est pas sur le territoire français que les Autrichiens ont passé le Rhin (t. **XLVII**, p. 552). — Membre de la commission de correspondance (t. **XLVIII**, p. 313). Fait un rapport sur la situatien du département de la Moselle (t. **XLIX**, p. 405 et suiv.).

Brucourt, capitaine d'artillerie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Brugnière, chirurgien-major. Fait un don patriotique en son nom, en celui de son père et en celui de son fils (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 431).

Brugous, député du Lot. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77).

Bruiard, ancien inspecteur ambulant du commerce. Demande une pension (22 mai 1792, t. **XLIV** p. 5); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Bruillard. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**. p. 728).

Bruiset (Louis-Marc), maître fabricant d'étoffes à Lyon. Fait un don patriotique (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 333).

Bruley (Prudent), député d'Indre-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77).

Bugnet. Demande qu'il soit fait un rapport sur la question de la succession de Jean Thiéry (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30).

Buhot, grenadier volontaire de la section du Roule. Fait hommage d'une découverte concernant l'artillerie (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 378).

Buirette-Verrières. Demande à présenter une pétition sur l'inaction des tribunaux (17 mars 1792, t. **XL**, p. 59). — Sa pétition relative à la formation des nouvelles compagnies de gendarmerie nationale (4 août, t. **XLVII**, p. 487. — Sa pétition en faveur des gardes françaises (t. **L**, p. 609 et suiv.).

Buisson (Le) (Commune). Est distraite du district de Pont-l'Evêque et réunie au district de Caen (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 296).

Buisson, libraire. Fait des dons patriotiques (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 61), (8 mai, p 123.), (5 septembre, t. **XLIX**, p. 354).

Bulletin de l'Assemblée nationale. Il paraîtra tous les jours un bulletin officiel contenant l'état de situation de l'Empire et la correspondance des commissaires près des armées (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 246). — Il sera signé chaque jour par deux membres du comité de correspondance (5 septembre, p. 355). — Décret relatif à son envoi aux départements (15 septembre, p. 677). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à son envoi aux départements (18 septembre 1792, t. **L**, p. 107).

Bullier, l'un des députés des commissaires des sections de Paris. Est admis à la barre (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 641).

Bunet, sous-lieutenant. Fait un don patriotique (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165).

Bungille. Rétracte sa signature à une pétition contre le camp de 20,000 hommes (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 96).

Bunonville, juge de paix de Bayeux. Adresse une procédure qu'il a instruite contre le sieur Toustain (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 654).

Buob. Demande à combattre pour la patrie (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146).

Buonaparte (Charles). Révocation du bail emphytéotique d'une maison passée à ses enfants mineurs (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 221).

Buquet (Marie-Jeanne). Rente viagère à elle due (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 400).

Burdelot, trésorier du district d'Avranche et député suppléant à l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 533).

Bureau central de commerce. Le ministre de l'intérieur annonce sa suppression et réclame une indemnité en faveur du secrétaire de ce bureau, le sieur Abeille (29 septembre 1792, t. **L**, p. 130).

Bureau central des douanes. Plaintes contre des abus de sa part (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 297); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Bureau d'affiliation citoyenne. Projet d'établissement (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 410).

Bureau de comptabilité. — Voir *Comptabilité*.

Bureau de consultation des arts et métiers. Est chargé de l'examen des machines de guerre de Garnier (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 436). — Demande à rendre son hommage à l'Assemblée (13 janvier, p. 361 et suiv.); — est admis à la barre (22 janvier, p. 592). — Sa composition (*ibid.* p. 593).—Est chargé de l'examen de la découverte de Borelli concernant les moulins (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 3), — de l'examen de l'invention de Barthélemy de Recologne relative aux poudres et salpêtres (31 janvier, p. 54).

Bureau de liquidation. Rapport par Soret sur l'augmentation des commis du bureau général de liquidation (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 434 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 435); — ajournement (*ibid.*). — *Discussion* : Lecointe-Puyraveau, Dorizy, Voisard (31 décembre, p. 695); — adoption de l'urgence (*ibid.*); — adoption avec amendement du projet de décret (*ibid.* p. 696). — Texte du décret (*ibid.*). — Etat et traitements des commis qui le composent (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 450). — Don patriotique des employés (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 463).

Bureau de liquidation des offices supprimés. — Voir *Trésorerie nationale*.

Bureaux de l'Assemblée nationale législative. Arrêté relatif à la division de l'Assemblée en 10 bureaux et à la composition de ces bureaux (1er octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 50); — composition des bureaux (*ibid.* p. 51). — Motion de Goujon relative à la formation de l'Assemblée en bureaux (9 octobre, p. 150); — l'Assemblée décrète qu'il y aura 24 bureaux (*ibid.*).

Bureaux de paix. Lettre de Duport, ministre de la justice, au sujet de la répression de certains abus signalés par les bureaux de paix (10 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 165); — ajournement jusqu'après l'organisation des comités (*ibid.*).

Bureaux de Pusy. Est mandé à la barre pour être entendu au sujet de la correspondance du général La Fayette avec le maréchal Luckner (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 45). — Est entendu à ce sujet (29 juillet, p. 259 et suiv.).

Burel. Fait un don patriotique au nom des commis d'administration municipale des biens nationaux (22 avril 1793, t. **XLII**, p 283).

Burmet (Dlle), de Clermont en Savoie. Fait un don patriotique (22 juillet 1792, t. **XLVII**. p. 47).

C

Cadastre du royaume (*Suite*).
du royaume (25 avril 1792, t. XLII, p. 404). — Mémoire présenté par le ministre des contributions publiques, relatif aux moyens d'exécution du cadastre général de la France (21 mai 1792, t. XLIII, p. 631 et suiv.). — Décret relatif aux dépenses du bureau du cadastre (20 août 1792, t. XLVIII, p. 423). — Projet de décret sur une nouvelle organisation du cadastre (21 août, p. 432 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur une nouvelle organisation du cadastre (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 278 et suiv.).

Cadiès (Pierre). Fait un don patriotique (23 août 1792, t. XLVIII, p. 666).

Cadillac (District de). Pétition contre La Fayette (25 juillet 1792, t. XLVII, p. 120).

Cadiou, député suppléant des Côtes-du-Nord. Communique un arrêté des employés du directoire du district de Lannion (20 mai 1792, t. XLIII, p. 596).

Caen (Commune de). Les professeurs du collège et du séminaire de Caen se plaignent de l'aliénation des biens-fonds dépendant de leur maison (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 472); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Adresse des citoyens (15 avril. 1792, t. XLI, p. 690.) — Demande de fonds pour la continuation des travaux du port (2 mai, 1792, t. XLII, (p. 669) ; — renvoi aux comités de l'extraordinaire des finances et de commerce réunis (*ibid.*). — Adresse des citoyens qui dénoncent un arrêté du directoire du département du Calvados relatif aux troubles (5 mai 1792, t. XLIII, p. 37). — Demande de fonds pour les travaux du port (7 mai, p. 60) ; — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.*). — La municipalité demande l'autorisation d'appliquer aux travaux proposés une partie des assignats qu'elle a pour gage des billets de confiance qu'elle a mis en circulation (13, mai p. 314) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Pétition relative aux travaux du port et de la rivière de l'Orne (5 juin 1792, t. XLIV, p. 636). — Lettre de recommandation en faveur du directeur d'équitation de l'académie (24 juin 1792, t. XLV, p. 528). — Adresse d'adhésion (29 juin, p. 680). — Adresse des citoyens contre le renvoi des ministres (9 juillet 1792, t. XLVI, p. 256). — Pétition pour l'établissement d'un lycée (15 juillet, p. 498). — Le conseil général du Calvados soumet un arrêté déclarant ne pouvoir autoriser une délibération des sections de la ville tendant à accorder une prime aux 200 premiers citoyens qui s'enrôleront (4 août 1792, t. XLVII, p. 454); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*) — Adresse relative aux moyens de sauver la patrie (5 août, p. 491). — Rapport sur l'autorisation demandée par les sections de la commune de Caen d'allouer une gratification aux 200 premiers citoyens qui s'enrôleront (13 août 1792, t. XLVIII, p. 95); — Adresse d'adhésion

Caen (*Suite*).
(16 août, p. 284), (19 août, p. 382). — Renvoi à la commission des armes d'une proposition de Fauchet tendant à faire mettre six pièces de canon à la disposition de cette ville (19 septembre 1792, t, L, p. 129).

Société des amis de la Constitution. Don patriotique des citoyens la composant (9 mai 1792, t. XLIII, p. 175 et suiv).

Troubles. Lettre des officiers municipaux de Caen, au sujet des troubles survenus dans cette ville, le 5 novembre 1791 (11 novembre 1791, t. XXXV, p. 6) ; — procès-verbal du conseil général de la commune (*ibid.* et p. suiv.) ; — discussion : Cambon, Guadet, Ducastel, Delacroix, Ducastel, Merlin, Isnard, Delacroix, Lagrévol, Bigot de Préameneu, Lacretelle, Ducastel, Grangeneuve, Pastoret, Delacroix, Henry-Larivière, Guadet, Goujon, Garran-de-Coulon, Couthon, Jean-Debry, Becquey, Taillefer, Chabot, Cambon, Delacroix (*ibid.* p. 8 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète : 1° que des expéditions des pièces relatives à cette affaire lui seront envoyées et que les personnes arrêtées continueront à rester en état d'accusation ; 2° que le pouvoir exécutif expédiera à Caen un courrier extraordinaire, chargé de rapporter au Corps législatif les expéditions par lui demandées ; 3° que le ministre de l'intérieur rendra compte des mesures prises pour arrêter ces troubles (*ibid.* p. 18) ; — compte rendu du ministre de l'intérieur (12 novembre, p. 29 et suiv.) ; — observations de Rouyer, Bonnet-de-Meautry, Fauchet, Delacroix (*ibid.* p. 30 et suiv.) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 31) ; — lettre du directoire du district de Caen (13 novembre, p. 49 et suiv.) ; — transmission par le ministre de l'intérieur des paquets rapportés par le courrier extraordinaire (18 novembre, p. 128) ; — lettre du conseil général de la ville de Caen (*ibid.* p. 128); — lettre du directoire du département du Calvados (*ibid.* et p. suiv.) ; — renvoi de ces pièces au comité de législation (*ibid.* p. 129) ; — envoi de pièces par la municipalité (21 novembre, p. 301) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*) ; — lettre des officiers municipaux (27 novembre, p. 391), (30 novembre, p. 453), (4 décembre, p. 561), 10 décembre, p. 700).

Affaires des détenus dans le château. Caen (Commune de). La municipalité adresse les déclarations des particuliers détenus au château et prie l'Assemblée de s'occuper de leur sort (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 77) ; — les officiers municipaux adressent de nouvelles pièces (17 décembre, p. 174). — Les dames de Banville et Bonne-Levaillant demandent que le rapport sur cette affaire soit fait incessamment (11 janvier 1792, t. XXXVII, p. 232). — La municipalité prie l'Assemblée de hâter la décision de cette affaire (17 janvier, p. 449 et suiv.) ; — rapport par Guadet (19 janvier, p. 501 et suiv.), (p. 512), (24 janvier, p. 618 et suiv.). — Les prisonniers sollicitent

Caihasson (*Suite*).

traordinaire (p. 433 et suiv.). — **1792**. — Fait un rapport sur une demande d'indemnité formée par la commune de Strasbourg (t. **XXXVII**, p. 424 et suiv.). Parle sur la formation des rôles des contributions (t. **XXXIX**, p. 171), — sur la banque de Pottin de Vauvineux (t. **XL**, p. 458 et suiv.), — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 714), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 3), — sur le maximum des assignats à mettre en circulation et sur le remboursement de la dette publique (p. 115 et suiv.). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (p. 361.) — Fait un rapport sur une nouvelle création d'assignats (t. **XLII**, p. 446 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 530 et suiv.). — Parle sur une lettre du procureur syndic du district de Revel (t. **XLIII**, p. 168). — Soumet à la discussion un projet de décret sur l'emploi des assignats nouvellement créés (p. 334 et suiv.), (p. 407). — Fait un rapport sur l'emploi des 300 millions d'assignats créés le 30 avril 1792 (t. **XLV**, p. 128 et suiv.). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Demande que l'Assemblée se transporte chez le roi (p. 456). — Propose des articles additionnels au décret du 12 juin 1792 concernant le remboursement de la dette publique (p. 637 et suiv.). — Secrétaire (t. **XLVI**, p. 343). — Présente des projets de décrets sur des avances de fonds à faire aux villes de Metz et de Bordeaux (p. 439 et suiv.). — Parle sur le payement des frais de route des volontaires nationaux qui se rendent au camp de Soissons (p. 606), — sur une pétition de la ville d'Orléans (p. 669). — Soumet à la discussion son rapport sur une avance à faire à la ville de Nancy (t. **XLVII**, p. 398). — Rend compte de l'état des caisses de la trésorerie nationale (p. 656).

Caillard, ministre de France à la diète de Ratisbonne. — Procès-verbal de son arrestation et des mauvais traitements qu'il a subis à Montigny (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 662 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 663).

Caillemer. — L'un des 4 grands juges de la haute cour nationale (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 290). — Demande le licenciement de la haute cour nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 629).

Caillières de l'Etang, commandant du bataillon des vétérans de la garde nationale parisienne. — Présente une pétition (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 570). — Ordre du jour sur sa pétition (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 697).

Caillonne. Rétracte sa signature à la pétition de 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Caire (Le) (Ville). — Plusieurs négociants français de cette ville demandent des indemnités (t. **XXXV**, p. 562).

Caisse de la chancellerie militaire. Décret relatif à sa liquidation (19 septembre 1792, t. **L**, p. 131).

Caisse de commerce. Pétition des dames de la halle en sa faveur (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 652); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Pétition des citoyens des sections de Bondy et du faubourg de Saint-Denis en sa faveur (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 15). — Pétition des gendarmes nationaux du département de Paris sur le même objet (*ibid.* p. 16). — Est autorisée à continuer l'émission de ses billets (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 330). — Décret relatif à la levée des scellés qui y ont été apposés (20 septembre 1792, t. **L**, p. 185).

Caisse d'échange d'assignats. — Voir *Assignats*.

Caisse d'escompte. Les billets ne sont pas soumis au droit d'enregistrement (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 702). — On demande le rapport du décret qui exempte les billets de la caisse du droit d'enregistrement (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 13); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 14). — Acceptation de l'offre de la caisse d'escompte d'échanger du numéraire contre des assignats (11 septembre p. 566). — Mémoire de Lafreté sur cette caisse (t. L, p. 229 et suiv.).

Caisse d'emprunts et de prêts publics. Présentation par Caminade d'un prospectus relatif à sa formation (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 430); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Caisse de l'extraordinaire.

§ **1er**. — *Organisation. — Administration. — Bureaux. — Employés.*
§ **2**. — *Commissaire du roi.*
§ **3**. — *Commissaires de l'Assemblée.*
§ **4**. — *Trésorerie.*
§ **5**. — *Entrées. — Recettes.*
§ **6**. — *Versements et payements.*
§ **7**. — *Etats de situation.*
§ **8**. — *Objets divers.*

§ **1er**. *Organisation. — Administration. — Bureaux. — Employés.* La caisse est chargée d'un compte particulier pour la création de 300 millions d'assignats (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 183). — L'administration rendra compte de la prestation du serment par les employés de ses bureaux (22 mars 1792, t. **XL**, p. 358). — Serment prêté par les employés (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 103). — Le commissaire du roi sollicite le règlement définitif des dépenses de l'administration (15 avril 1892, t. **XLI**, p. 687); — Dons patriotiques des employés (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 210), (23 avril, p. 306), (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 61). — L'administration prie l'Assemblée de décréter l'organisation des bureaux et sollicite un secours provisoire (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 769). — Serment prêté par les employés (25 avril, p. 402). — Rapport par Ballet sur les secours provisoires à leur accorder (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 158 et suiv.);

Caisse de l'Extraordinaire (*Suite*).

— projet de décret (*ibid.* p. 150); — discussion (6 juin, p. 638 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 639). — Lettre d'Amelot concernant l'organisation de la caisse (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 68). — L'administrateur de la caisse est autorisé provisoirement à faire dans son département les fonctions de pouvoir exécutif (*ibid.* p. 79). — Continuera ses fonctions comme avant le 10 août (16 août, p. 290). — On annonce que les scellés ont été apposés dans les bureaux de la caisse (21 août, p. 609). — Commissaires chargés d'assister à la levée de ces scellés (*ibid.* 611).

§ **2**. *Commissaire du roi.* — Voir *Amelot.*

§ **3**. *Commissaires de l'Assemblée.* Lettre d'Amelot, commissaire de la caisse de l'extraordinaire, demandant la nomination des commissaires pris dans l'Assemblée pour assister au brûlement des assignats et à la vérification de la caisse (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 107), — noms des commissaires chargés d'assister au brûlement des assignats (8 octobre, p. 127); — noms des commissaires chargés de vérifier l'état de la caisse (9 octobre, p. 139); — rapport des commissaires demandant à être autorisés à tirer des archives la clef qui y est déposée, à assister à l'ouverture de la caisse à trois clefs, à y faire resserrer les assignats nouvellement fabriqués et à délivrer au trésorier la quantité d'assignats qui lui sera nécessaire pour le payement de la semaine (10 octobre, p. 158); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — rapport par Dorizy sur l'état de la caisse (*ibid.* p. 176 et suiv.); — l'Assemblée décrète que les commissaires provisoires seront chargés de toutes les fonctions que remplissaient les commissaires de l'Assemblée constituante (*ibid.* p. 174); — rapport par Dorizy sur le payement des gages arriérés (18 octobre, p. 266). — Le comité de la caisse de l'extraordinaire est supprimé (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583).

§ **4**. *Trésorier.* — Lettre du commissaire du roi sur sa responsabilité (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 677). — Mémoire du trésorier sur le même objet (*ibid.* et p. suiv.). — Le trésorier rendra public le compte de l'emploi des assignats (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 183). — Il tiendra un compte séparé des recettes des capitaux des rentes en cas de rachat (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 211).

§ **5**. *Entrées. — Recettes.* Versement à la caisse d'une somme de 270 livres par un membre de l'Assemblée (12 novembre 1791, t. **XXXVI**, p. 21 et suiv.). — Dépôts de dons patriotiques (1er décembre, p. 468). — Dépôt d'une somme de 600 livres destinée à la caisse des invalides (27 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 689). — Il lui est versé 100 millions pour son service (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 187 et suiv.). — Demande relative à ses besoins 4 avril, 1792 t. **XLI**, p. 176). — Recevra les sommes qui existent à la caisse des dépôts militaires

Caisse de l'extraordinaire (*Suite*).

(31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 362). — Recevra une somme de 695,689 l. 6 s. 6 d. provenant des économats (20 août 1792, t. **XLIX**, p. 102). — Les commissaires des sections porteront à la caisse l'argent monnayé et les assignats provenant des églises (10 septembre 1792, t. **L**, p. 148). — On fera rentrer à la caisse les sommes offertes par les artistes du théâtrede Molière (20 septembre, p. 178).

§ **6**. *Versements et payements de la caisse de l'extraordinaire.* Versements à la Trésorerie nationale (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 174), (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 2), (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 599), (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 482), (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 530), (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 473), (19 mars 1792, t. **XL**, p. 142), (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 534), (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 202), (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 6), (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 302), (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 461), (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 24), (20 août, p. 425), (23 aoûtp. 663), (29 août 1792, t. **XLVIII**, p. 92), (5 septembre, p. 357), (6 septembre, p. 397).

Versements et payements à divers : 81,907 l. aux administrateurs du bureau de la charité générale de Lille (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 393). — 1,200 livres pour expériences propres à accélérer la fabrication des assignats et monnaies (*ibid.* p. 411). — 300,000 livres à la commune de Strasbourg (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 425). — Remboursement des tirages et emprunts du mois de décembre (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 177). — Remboursement de l'emprunt de Gênes (6 février, p. 231). — 1,200 livres pour accélérer la fabrication des coupures d'assignats (20 mars 1792, t. **XL**, p. 188). — 3 millions à la maison de secours (30 mars, p. 714). — 6,250,000 livres pour la 17e série de l'emprunt de 125 millions (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 16). — A Pottin de Vauvineux (3 avril, p. 112). — Pour les frais d'armement (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 444). — Aux receveurs de district du département de la Corse (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 613). — Pour le remboursement de l'emprunt de 100 millions (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 516 et suiv.). — A la municipalité de Strasbourg (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 94). — Aux créanciers de la régie des économats (*ibid.* p. 104). — Pour les frais du culte (4 septembre p. 328).

§ **7**. *Etats de situation.* Mémoire adressé par Amelot, commissaire du roi (21 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 326); — observations de Condorcet, Vosgien et plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi du mémoire aux comités réunis de la caisse de l'extraordinaire et des assignats et monnaies (*ibid.* p. 27); — rapport par Haussmann, au nom des comités (1er novembre, p. 562 et suiv.); — projet de décret tendant à la création de nouveaux assignats (*ibid.* p. 564); — discussion : Ballet,

Caisse de l'Extraordinaire (*Suite*).

Condorcet, Haussmann, rapporteur, Lecointre, Couthon, Viénot-Vaublanc, Cambon, Guyton-Morveau, Chabot, Garran-de-Coulon (*ibid.* p. 565 et suiv.); — l'Assemblée accorde la priorité au projet de décret présenté par Cambon (*ibid.* p. 568); — adoption de l'urgence (*ibid.*); — discussion du projet de décret de Cambon : adoption de l'article 1[er] (*ibid.*); — adoption avec amendement de l'article 2 (*ibid.*); — adoption de l'article 3 (*ibid.*); — article 4 : Vincens-Plauchut (*ibid.* p. 569); — adoption d'un amendement qui devient l'article 4 (*ibid.*); — adoption de l'ancien article 4 qui devient l'article 5 (*ibid.*); — l'Assemblée décide que le décret sera porté dans le jour à la sanction (*ibid.* p. 575); — nouvelle lecture du projet de décret (*ibid.*); — adoption avec modification (*ibid.*). — Etat de situation au 31 octobre 1791 (10 novembre, p. 725); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 725). — Etats de situation envoyés par le commissaire du roi (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 670), (16 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 161), (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 57), (26 février, p. 119), (3 mars, p. 355), (11 mars, p. 561), (27 mars 1792, t. **XL**, p. 519), (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 313), (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 377), (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 426), (20 septembre 1792, t. **L**, p. 152). — Compte à rendre des sommes versées dans la caisse comme provenant des receveurs des anciennes caisses de décimes (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 140). — Rapport des commissaires de l'Assemblée sur la situation de la caisse (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 110). — Les commissaires de l'Assemblée de la caisse dressant un compte des finances sous l'Assemblée constituante et sous l'Assemblée législative (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 426). — Rapport par Cartier-Douineau sur la vérification de la caisse (21 septembre 1792, t. **L**, p. 200).

§ **8**. *Objets divers*. Amelot, commissaire du roi, annonce que le feu a pris dans une cheminée du bureau de la caisse (22 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 344). — Amelot demande à charger des affaires contentieuses l'agent de la trésorerie nationale (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 222); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Décret relatif aux affaires contentieuses concernant la caisse de l'extraordinaire (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 264). — Décret relatif à la destruction d'un matériel servant à fabriquer de faux assignats (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 328).

— Voir *Biens nationaux*. — *Dons patriotiques*.

Caisse des invalides. Etat de situation au 25 avril 1792 (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 507).

Caisse des invalides de la marine. Projet de décret relatif aux pensions accordées sur cette caisse (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 360). — Adoption du projet de décret concernant les pensions accordées sur cette caisse (19 mars 1792, t. **XL**, p. 161). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

— Voir *Invalides de la marine*.

Caisse de la liquidation des anciennes dettes des troupes. Décret relatif à sa suppression (19 septembre 1792, t. **L**, p. 131).

Caisse nationale de crédit et de secours. Lettre de Daudibert-Caille relative à son établissement (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 542).

Caisse patriotique de Paris. Les actionnaires demandent audience (17 mars 1792, t. **XL**, p. 57). — Admis, ils présentent une pétition (18 mars, p. 111 et suiv.); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 116); — rapport par Cambon (26 mars, p. 495). — Etat de la caisse patriotique de Paris (12 juillet 1792, t. **XLV**, p. 102 et suiv.).

Caisse de secours. Proposition relative au versement de coupons de cette caisse dans la caisse de l'extraordinaire (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 434); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

— Voir *Billets de la caisse de secours*. — *Maison de secours*.

Caisses particulières. Décret relatif à leur liquidation (19 septembre 1792, t. **L**, p. 131).

Caisses patriotiques. Les administrateurs demandent la nomination de commissaires pour examiner la situation de leur caisse (6 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 670). — Motions de Caminet et de Thuriot relatives à leur surveillance et à leur vérification (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 687); — renvoi aux comités des assignats et monnaies et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Communication par Fauchet d'une lettre de citoyens de la ville de Lyon qui dénoncent qu'il n'y a dans les caisses patriotiques aucun assignat représentatif de la valeur des billets de confiance mis en circulation (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 105); observations de Caminet, Bréard, Duvant, Dorizy (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 106). — Motion de Philibert tendant à les soumettre à la vérification des corps administratifs et des tribunaux (28 mars 1792, t. **XL**, p. 571); — adoption (*ibid.*); — projet de décret (*ibid.*, p. 578). — Opinion, non prononcée, et projet de décret de Damourette sur les caisses patriotiques et les billets de confiance (28 mars 1792, t. **XL**, p. 578 et suiv.). — Rapport par Lafon-Ladebat sur l'inexécution des décrets des 30 mars et 1[er] mai 1792 y relatifs (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 695 et suiv.).

— Voir *Billets de confiance*. — *Louviers*.

Caisses publiques. Formalités pour le payement des pensions et des créances sur l'Etat (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 57). — Projet de décret présenté par les commis-

Caisses publiques (*Suite*).

saires-inspecteurs relatif aux personnes exemptes des formalités prescrites par le décret du 13 décembre 1791 (24 décembre 1791, t. XXXVI, p. 333 et suiv.). — *Discussion*. Adoption de l'urgence (28 décembre, p. 476). — Article 1er : Delacroix, Boisrot-de-Lacour, Dorizy (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Article 3 : Dorizy (*ibid.*) ; — rejet (*ibid.*). — Adoption de l'article 4 (*ibid.*). — Sur la motion de Delacroix, l'Assemblée décide de réunir ce décret à celui sur les reconnaissances de liquidation données en payement des biens nationaux (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*, et p. suiv.). — Adoption d'une nouvelle rédaction de l'article 6 (29 décembre, p. 599 et suiv.). — Rapport par Baignoux sur les formalités à observer pour le payement des pensions et rentes sur l'Etat (7 janvier 1792, t. XXXVII, p. 114 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 115) ; — ajournement (*ibid.*) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (11 janvier, p. 222). — *Discussion*. Adoption de l'urgence (4 février 1792, t. XXXVIII, p. 125). — Adoption des articles 1, 2, 3 et 5 et rejet de l'article 4 (*ibid.*). — Observations de Caminet, Delacroix, Basire, Mayerne (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le directeur de la liquidation demande que les formalités prescrites par le décret du 13 décembre pour les certificats de résidence soient observées pour l'expédition des brevets de pension (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 450) ; — adoption (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adresse de la municipalité de Paris relative à l'affranchissement du droit de timbre sur les certificats de résidence (19 janvier 1792, t. XXXVII, p. 500) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Les sous-officiers et soldats de la garde nationale parisienne soldée demandent à être dispensés des formalités prescrites par le décret du 13 décembre 1791 pour toucher aux caisses publiques (8 janvier 1792, t. XXXVII, p. 159) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*) ; — motion à ce sujet (24 janvier, p. 633).

Caisses des régiments. Seront vérifiées (27 août 1792, t. XLIX, p. 50).

Caissin (Dame). Réclame une indemnité (23 décembre 1791 t. XXXVI, p. 324).

Calas (Louis). Demande un secours (18 juin 1792, t. XLV, p. 353) ; — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Calais (Commune de). Département du Pas-de-Calais. Récit du naufrage du bateau pêcheur le *Saint-Pierre*, de Dieppe, dans la nuit du 17 au 18 octobre 1791, (23 octobre 1791, t. XXXIV, p. 370). — Rapport par Gossuin sur les secours à accorder aux marins victimes d'événements de mer (17 novembre 1791, t. XXXV, p. 107) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.) ; — renvoi au

Calais (*Suite*).

pouvoir exécutif (*ibid.* p. 108). — Adresses de félicitation (3 décembre, p. 526), (10 décembre, p. 721). — Plaintes du conseil général contre le 1er bataillon des gardes nationales (15 décembre 1791, t. XXXVI, p. 116). — Rapport et projet de décret sur des gratifications à accorder à divers marins qui ont sauvé la vie à 26 personnes (23 mai 1792, t. XLIV, p. 26 et suiv.).

Société des Amis de la Constitution. Adresse de dévouement (24 novembre 1791, t. XXXV, p. 350). — Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 620).

Calais (District de). Etat du recouvrement des contributions (8 mai 1792, t. XLIII, p. 72), (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159). — Lettre du ministre des contributions publiques sur le recouvrement des contributions (16 septembre 1792, t. L, p. 56).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (23 août 1792, t. XLIX, p. 72).

Directoire. Annonce que le recouvrement des contributions de 1792 est très avancé (8 mai 1792, t. XLIII, p. 110), (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159).

Calais (Commune de), district de Saint-Calais, département de la Sarthe. Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325).

Calès, procureur-syndic du district de Revel. Lettre annonçant la découverte de faux assignats chez Rigaud-Vaudreuil (8 mai 1792, t. XLIII, p. 122). — Cailhasson et Mailhe déclarent que cette lettre est l'œuvre d'un faussaire (*ibid.* p. 168). — Désavoue une lettre écrite sous son nom tendant à faire croire à une découverte de faux assignats chez Rigaud-Vaudreuil (27 mai t. XLIV, p. 125).

Calignon (Dame). Réclame contre une décision du district de Crépy (23 juin 1792, t. XLV, p. 512) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Callières de l'Etang. — Voir *Caillières de l'Etang*.

Calmon, député du Lot. Est admis (t. XXXIV, p. 63). — Prête serment (p. 234). Suppléant au comité de liquidation (t. XXXIX, p. 495).

Calon, député de l'Oise. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Fait un rapport sur les élections de la Lozère (p. 110 et suiv.). — L'un des commissaires inspecteurs (p. 383). — Suppléant au comité de division (p. 450). — Fait un rapport sur des modifications dans la distribution de la salle des séances de l'Assemblée (t. XXXV, p. 661). — Fait un rapport sur les modifications à apporter à la salle des séances de l'Assemblée (t. XXXVI, p. 449 et suiv). = 1792. — Parle sur une pétition (t. XXXVII, p. 348). — Annonce qu'il sera désormais dis-

Calon (*Suite*).

tribué aux membres de l'Assemblée 220 billets de tribunes au lieu de 100 (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur l'assassinat du curé de Boisset (p. 429). — Annonce l'arrestation de 2 hommes vendant des billets de tribunes (t. **XXXVIII**, p. 245). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 281), — sur la fermeture du bureau de poste qui se trouvait à la porte de l'Assemblée (p. 297), — sur la mise à la réforme des volontaires nationaux (p. 346). — Annonce que le public s'est emparé de la tribune à billets (p. 424). — Annonce qu'une garde d'honneur de la garde nationale de Paris est accordée à l'Assemblée (p. 453). — Demande que les députés ôtent leurs parapluies de dessus les banquettes (t. **XLII**, p. 62). — Fait connaître le montant de la souscription patriotique de 76 députés (p. 323). — Parle sur la nomination des aides de camp des officiers généraux (p. 496). — Suppléant au comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445). — Est entendu au sujet de l'arrestation du sieur Lacolombe (p. 463). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 625), (p. 636). — L'un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre aux prisons (t. **XLIX**, p. 216). — Propose de décréter que les secrétaires-commis des différentes administrations publiques seront tenus de se rendre à leurs bureaux dans les dangers de la patrie p. (217).— Annonce de sa nomination comme député à la Convention nationale (p. 355), (p. 396). — Présente un projet de décret sur l'organisation de la gendarmerie de service auprès du Corps législatif (p. 555). — Fait un rapport sur l'envoi aux départements du procès-verbal de la permanence de l'Assemblée (p. 664).

Calonne (Edme), ci-devant contrôleur général des finances. — Mis en état d'accusation (1[er] janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 740). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196). — Mesures prises par le directoire du district de Saint-Mihiel pour mettre ses biens sous séquestre (22 mars 1792, t. **XL**, p. 355). — Sa lettre au sieur Harel-Lavertu (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 152). — Envoi à l'Assemblée d'un pamphlet des princes français dont les épreuves ont été corrigées par lui (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 36).

— Voir *Delattre*.

Calvados (Département du). — Adresses sur la responsabilité des administrateurs, sur l'entretien des routes et sur le recouvrement des biens nationaux (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 173). — Les administrateurs du district de Falaise se plaignent de ce que les encouragements à l'agriculture aient été compris dans les dépenses à la charge des départements (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 644); — renvoi au comité d'agriculture (*ibid.*). — Don patriotique d'un ci-devant chanoine (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 715).— Demande de secours (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 48) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid*). — Projet de décret sur le nombre et le placement des notaires (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 2 et suiv). — Deuxième lecture (2 août, p. 384 et suiv.). — Demande de secours à la suite de ravages causés par une inondation (29 juillet, p. 251) ; — renvoi au comité de secours (*ibid.* p. 252). — Envoi de pièces sur le refus par le septième régiment d'artillerie de recevoir cinq hommes engagés pour ce corps (8 août, p. 557). — Députés nommés à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533), (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Administrateurs. — Demandent un secours de 200,000 francs (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 308) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Se plaignent de la négligence du ministre de la guerre à armer les volontaires (*ibid.*) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 309). — Lettre relative au mode de constater les naissances, mariages et décès (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 692). — Ecrivent au sujet du payement des frais de déplacement des gardes nationales (22 mars 1792, t. **XL**, p. 354). — Réclament le remboursement des frais occasionnés par la levée des 3 bataillons de volontaires (13 juin 1792, t. **XLV**, p 176). — Recommandent le directeur d'équitation de l'académie de Caen (24 juin, p. 528). — Se plaignent de ne pas avoir reçu l'instruction qui doit accompagner les décrets des 17, 19 et 20 juillet 1792 (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489). — Adresse de dévouement (*ibid.* p. 491).

Conseil général. Se plaint du retard apporté à l'envoi du décret concernant la fixation et la répartition des contributions (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 529). — Le conseil demande à être autorisé à prolonger ses séances (5 décembre, p. 577) ; — renvoi au comité de division (*ibid.*); rapport (10 décembre, p. 723) ; — débat : Fauchet, Gérardin, Léopold (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette demande (*ibid.* p. 724). — Arrêté relatif à une délibération des sections de la ville de Caen (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 454). — Arrêté relatif à un procès-verbal de la commune de Nancy (5 août, p. 491). — Plaintes contre le ministre de la guerre (9 août, p. 594). — Adresse d'adhésion (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 283). — Improbation de la conduite de la ville de Sedan (25 août, p. 694).

Directoire. Demande des fonds pour la continuation des travaux du port de Caen (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 669). — Dénonciation contre son arrêté du 17 avril relatif aux troubles (5 mai 1792, t. **XLIII**, p.37). — Demande des fonds pour les travaux de la rivière l'Orne et du port de Caen (7 mai, p. 60). — Pétition relative aux travaux du port de Caen et de la rivière l'Orne (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 636).

Troubles. Lettre de 17 municipalités concernant les troubles occasionnés par les prê-

Cambis (*Suite*).

tation de pension (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 280); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (14 février, p. 513).

Cambon, député de l'Hérault. — **1791.** — Parle sur l'admission provisoire de Calvet (t. XXXIV, p. 54 et suiv.). — Est admis (p. 61). — Parle sur la nomination des secrétaires (p. 70). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 77). — Parle sur la réception par le roi des députations de l'Assemblée (p. 87), — sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 100 et suiv.), — sur les comptes à rendre par les ministres (p. 132). — Membre de la commission chargée de vérifier provisoirement les caisses de la trésorerie nationale et de l'extraordinaire (p. 139). — Fait un rapport sur le versement à la trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire d'une somme de 18,672,225 livres pour les dépenses du mois de septembre 1791 (p. 173), — le défend (p. 174). — Fait un rapport sur l'état de la caisse de la trésorerie nationale (p. 174 et suiv.). — Parle sur l'organisation des comités (p. 225), (p. 243), — sur la demande de fonds du département de Loir-et-Cher (p. 258). — Fait l'exposé des troubles survenus à Montpellier (p. 259 et suiv.). — Parle sur les commissions des notaires (p. 262), — sur le payement des gages arriérés (267). — Membre du comité de la Trésorerie nationale (p. 345). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 458). — Propose un projet de décret relatif à la création de 100 millions d'assignats (p. 567 et suiv.). — Parle sur les ventes de biens nationaux (p. 623), — sur les troubles d'Avignon (p. 637), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 661). — Fait un rapport sur les dépenses et les recettes de la Trésorerie nationale (p. 684), — le défend (p. 685). — Parle sur les émigrants (p. 713). — Fait un rapport sur les besoins de la caisse de la trésorerie nationale (t. XXXV, p. 2). — Parle sur la remise d'assignats de 5 livres à la caisse de l'extraordinaire (p. 5 et suiv.), — sur les troubles de Caen (p. 8 et suiv.), (p. 18), — sur le refus du roi de sanctionner le décret sur les émigrés (p. 28), — sur la conspiration de Varnier (p. 35), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 53), — sur le projet de décret tendant à autoriser la ville de Nantes à emprunter 600,000 livres (p. 148), — sur la retenue des impositions sur les intérêts des sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 150). — Fait un rapport sur les comptes à rendre par les ministres (p. 151 et suiv.). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 261), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 280), — sur la proposition faite au général Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (p. 294), — sur la suspension de la municipalité de Lunel (p. 309), — sur l'organisation des finances (p. 322), (p. 323).

Cambon, député (*Suite*).

— Fait un rapport sur l'estimation et le produit des biens nationaux (p. 324 et suiv.). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 388), — sur les rassemblements d'émigrés (p. 399), — sur l'échange des assignats (p. 458), — sur les dépenses de la guerre (p. 507 et suiv.), — sur le rassemblement des officiers de marine (p. 529), — sur une dénonciation contre Delessart (p. 532), — sur les finances (p. 534 et suiv.), — sur l'organisation des travaux de l'Assemblée (p. 581). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 598). — Parle sur la fabrication des assignats (p. 649), (p. 651), (p. 652), — sur l'absence des officiers de marine (p. 665), — sur les remboursements (p. 677). — Fait un rapport sur les moyens d'établir dans les districts des caisses d'échange des assignats de 5 livres (p. 679 et suiv.). — Parle sur la lettre remise par le sieur Pacoul (p. 712), — sur le procès-verbal du 11 décembre 1791 (t. XXXVI, p. 30), (p. 31). — Sur une émission de coupures d'assignats (p. 35), — sur la circulation des grains (p. 44), — sur le payement des pensions (p. 57). — Demande le renvoi au comité militaire d'un rapport du ministre de la guerre sur les mesures prises pour la défense du royaume (p. 112). — Parle sur une lettre des officiers municipaux de Halluin (p. 117), — sur la répartition des contributions (p. 118). — Propose un projet du décret sur la répartition des petits assignats (p. 123). — Parle sur l'émission de coupures d'assignats (p. 162), — sur l'augmentation de l'émission des assignats (p. 180). — Donne lecture d'un projet de décret sur les moyens d'établir des caisses d'échange pour les assignats de 5 livres (p. 184). — Parle sur dépenses de la guerre (p. 233), (p. 234), — sur les caisses d'échange des assignats (p. 251), (p. 252), (p. 273), (274), (p. 295), — sur l'ordre du jour (p. 297), (p. 305), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 325), (p. 326), (p. 327), (p. 328), — sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 382), — sur une dénonciation contre le sieur Guilloumot (p. 390), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 400), — sur la rédaction du projet de décret relatif à l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 466), (p. 467). — Ses observations au sujet d'une erreur de rédaction de l'article 2 du décret du 17 décembre 1791 sur une nouvelle émission d'assignats (p. 477 et suiv.). — Parle sur les dépenses du département de l'intérieur pour 1792 (p. 479), — sur le procès-verbal (p. 596). — Fait un rapport sur un versement à faire à la Trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (p. 599). — Parle sur une demande de 20 millions pour le service de la guerre (p. 620), — sur les dépenses pour 1792 (p. 707), (p. 708). = **1792.** — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 740), — sur la mise en accusation des princes français (t. XXXVII, p. 8 et suiv.) — Fait un

Cambon, député (*Suite*).

rapport sur le mode de fabrication et d'émission des coupures d'assignats dont la création a été décrétée en principe les 16 et 23 décem-1791 (p. 66 et suiv.). — Présente un projet de décret tendant à autoriser la municipalité d'Aubenas à emprunter 10,000 livres (p. 77 et suiv.). — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront présenter leurs titres (p. 80), (p. 81), (p. 82), (p. 84), — sur l'organisation de l'administration des forêts (p. 136), — sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la haute cour nationale (p. 184), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 439), — sur les dépenses de la guerre (p. 448), (p. 449), — sur les secours à accorder aux départements (p. 452). — Présente un projet du décret concernant un versement à faire à la Trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (p. 482). — Rend compte de l'arriéré des contributions de 1788, 1789, 1790 (p. 482). — Fait une motion concernant les moyens de découvrir les fabricateurs de faux assignats (p. 524), — un rapport sur le payement des intérêts des emprunts faits par les ci-devant pays d'Etats de Provence et du Languedoc (p. 528 et suiv.) — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 586), — sur les subsistances (p. 643), — sur l'émigration des officiers de marine (p. 668), — sur la paye d'honneur du colonel général des Suisses (p. 703). — Demande communication de l'état des officiers rayés des cadres (p. 714 et suiv.). — Parle sur les affaires d'Arles (p. 727), — sur la sanction des décrets (t. XXXVIII, p. 37), — sur le rétablissement des passeports (p. 38), — sur le départ pour l'armée de Mathieu Dumas, Crublier-d'Optère et Daverhoult (p. 50), — sur les accusations contre le ministre de la marine (p. 95 et suiv.), — — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 97 et suiv.), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 110), (p. 111), (p. 112), (p. 113 et suiv.), — sur la forme des nouveaux assignats (p. 133), — sur l'exportation du numéraire (p. 134), — sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (p. 135), — sur la situation du royaume (p. 181 et suiv.), — sur la sanction des décrets (p. 198), — sur le service de la guerre (p. 246), — sur les biens nationaux (p. 247). — Fait la seconde lecture de son rapport sur les emprunts des pays d'Etats (p. 248), — le défend (p 249). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 281), (p. 285), (p. 286), (p. 289), (p. 291), (p. 292), — sur l'envoi au bureau de comptabilité des comptes non apurés (p. 300), — sur le séquestre des bons des émigrés (p. 313), — sur la liquidation des offices des notaires (p. 404), — sur les chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 434). — Rend compte de l'achat et de l'emploi du numéraire (p. 479). — Fait un rapport sur la nomination de commissaires pour surveiller

Cambon, député (*Suite*).

les achats de numéraire (p. 490), — le défend (p. 493 et suiv.). — Parle sur l'établissement d'un bureau de liquidation (p. 500), (p. 501), (p. 511), — sur l'affaire Pelport et (p. 502), Lambelet (p. 546), — sur les moyens d'arrêter et de prévenir les fabricateurs de faux assignats (p. 575), — sur l'état des frontières (p. 591), — sur l'envoi de troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 656), — sur les troubles des départements (p. 689), — sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (p. 721), — sur une adresse des volontaires nationaux de l'Allier (p. 742), — sur une réclamation des créanciers des princes français (t. XXXIX, p. 3), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (p. 52), (p. 53), — sur les finances (p. 57), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 85). — Fait un rapport sur les billets de confiance (p. 86 et suiv.). — Parle sur les souscriptions à des œuvres littéraires (p. 112), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 124), — sur les moyens de prévenir la contrefaçon des assignats (p. 144), — sur les contributions (p. 171), (p. 187), — sur les secours provisoires à accorder aux officiers retraités (p. 197), — sur les secours à accorder aux pauvres (p. 221), — sur l'état du recouvrement des contributions de la capitale (p. 260), — sur les rentiers de l'Hôtel-de-Ville de Paris (p. 291), — sur les événements qui ont eu lieu à Rennes à l'occasion de la bénédiction du drapeau du 1er bataillon du 48e régiment d'infanterie (p. 401), — sur les moyens de réprimer les troubles (p. 415). — Fait un rapport sur le versement mensuel à faire par la caisse de l'extraordinaire dans celle de la Trésorie nationale (p. 473). — Parle sur les subsistances (p. 515), (p, 516), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 531). — Fait un rapport sur une demande de la commune de Chaumont tendant à un emprunt de 30,000 livres (p. 562), — un rapport sur une dénonciation contre Launai (p. 567). — Parle sur la conduite du ministre de l'intérieur (p. 571), — sur les troubles d'Arles (p. 528). — Fait la 3e lecture du projet de décret relatif au payement des intérêts des emprunts faits par les ci-devant pays d'Etats (p. 721). — Communique des pièces concernant les troubles d'Arles et d'Avignon (t. XL, p. 42). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur les billets de confiance (p. 67 et suiv.). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 111), — sur la réclamation du sieur Groignard (p. 142), — sur les troubles d'Arles (p. 164), — sur une demande de secours de la commune de Poitiers (p. 350), — sur le tribunal de commerce d'Orbec (p. 440), — sur l'ordre du jour (*ibid.*), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 454), — sur la banque de Pottin de Vauvineux (p. 459 et suiv.) — Fait une motion sur les comptes

Cambon, député (*Suite*).

à rendre par les ministres (p. 477). — Fait la deuxième lecture d'un projet de décret relatif aux pièces de comptabilité soumises au droit d'enregistrement (p. 477), — la troisième lecture du projet de décret sur les billets de confiance (p. 495 et suiv.). — Parle sur les finances (p. 519), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 535), (p. 536) — sur les billets de confiance (p. 570), (p. 573), — sur la question de l'aliénation des forêts nationales (p. 710)., — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 713), (p. 714), — sur les comptes de l'ancien ministre de Narbonne (t. XLI, p. 20), (p. 21). — Fait la 3e lecture de projet de décret relatif aux pièces de comptabilité soumises au droit d'enregistrement (p. 57). — Parle sur l'état de la dette publique (p. 130 et suiv.), — sur les dépenses publiques (p. 181), — sur la pétition du sieur Schoël (p. 206), — sur l'état des finances (p. 221). — Fait un rapport sur la situation des finances au 1er avril 1792 (t. XLII, p. 10 et suiv.), (p. 70 et suiv.). (p. 160 et suiv.) — Parle sur la réponse à faire par le président aux pétitionnaires (p. 183), — sur un projet de souscription pour l'échange du numéraire contre des assignats (p. 215), — sur l'établissement de payeurs généraux des armées (p. 451), — sur une pétition du sieur Corbeau (p. 473), — sur la suppression des congrégations (p. 493), — sur les dettes des villes (p. 524), — sur une nouvelle création d'assignats (p. 532), (p. 533). — Présente une adresse de la garde nationale du département de l'Hérault (t. XLIII, p. 38). — Parle sur la proposition de demander le maintien du maréchal Rochambeau dans son commandement (p. 83), — sur l'ordre du jour (p. 96), — sur les affaires d'Avignon (p. 118), (p. 218), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (p. 344 et suiv.), (p. 348 et suiv.), — sur la suspension du traitetement des deux princes français, frères du roi (p. 463), (p. 465), — sur l'arrestation de plusieurs cent-suisses à Belfort (p. 628). — Soumet à la discussion son rapport sur la stiuation des finances (p. 673 et suiv.)., — une motion relative aux procédures instruites à la haute cour (t. XLIV, p. 138). — Parle sur les dépenses de 1792 (p. 195), — sur le licenciement de la garde du roi (p. 300 et suiv.), — sur la liquidation des créances sur l'Etat (p. 432), — sur une demande se secours du département de l'Aisne (p. 461), — sur le traitement des ministres (p. 436), (p. 437), (p. 438), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 444), — sur la pétition du sieur Rossel (p. 498), — sur l'envoi d'une députation de l'Assemblée à la procession de la Fête-Dieu (p. 626). — sur une réclamation du district d'Aix (p. 637), — sur l'état du recouvrement des contributions dans la ville de Paris (p. 638), — sur la franchise du port des lettres (p. 661), — sur les retards de la fabrication des coupures d'assignats (p. 698).

Cambon, député (*Suite*).

Donne lecture d'une adresse à la garde nationale parisienne (t. XLV, p. 24 et suiv.). — Parle sur les indemnités à accorder aux familles de Théobald Dillon et de Berthois (p. 41), (p. 42). — Fait un rapport sur la vente des sels et tabacs (p. 105). — Parle sur l'emploi des assignats décrétés le 15 mai 1792 (p. 132). — sur les besoins du département de la guerre (p. 170), — sur le renvoi au roi d'une pétition contre des prêtres insermentés (p. 192). — Membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Parle sur la proposition d'ériger un monument à la liberté sur la place de la Bastille (p. 280), — sur la proposition d'envoyer une députation chez le roi (p. 420), (p. 456 et suiv.), — sur le traitement des premiers commis de ministère (p. 473). — Fait une motion d'ordre (p. 509). — Parle sur la destitution des fonctionnaires (p. 537), — sur une pétition concernant les événements du 20 juin (p. 548), — sur la question de savoir si une somme prêtée en argent peut être remboursée en assignats (p. 585), — sur une adresse des citoyens de Pontivy (p. 598), — sur les affaires d'Avignon (p. 609), — sur les patentes (p. 610), — sur une avance à faire à la municipalité d'Angers (p. 613), — sur la situation des armées (p. 618). — sur l'état de la capitale (p. 623), — sur une dénonciation contre Lasource (p. 665), — sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 671), — sur l'imprimerie royale (t. XLVI, p. 39), — Remet un don patriotique (p. 68). — Parle sur le traitement du greffier de la Haute Cour nationale (p. 76), — sur le remplacement des receveurs des finances (p. 93), (p. 95), — sur le sort à faire aux ci-devant gardes-françaises (p. 97 et suiv.), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 116), — sur un message du roi (p. 144). — Fait une motion d'ordre (p. 151). — Parle sur des marchés passés par Servan (p. 208). — sur le payement des frais de déplacement de la force publique (p. 260), — sur l'affaire de la suspension du maire de Paris (p. 278), — sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 285). — Demande qu'il ne soit plus donné de congés aux membres du Corps législatif (p. 297). — Parle sur l'admission des fédérés dans les tribunes de l'Assemblée (p. 320), — sur les secours à accorder aux veuves et aux enfants de ceux qui mourront pour la défense de la patrie (p. 363), — sur l'affaire de la suspension du maire de Paris (p. 364), — sur une adresse du conseil général de la commune de Marseille (p. 385). — Demande qu'il soit procédé à l'appel nominal (p. 435). — Fait une motion concernant le remplacement des députés qui n'ont pas répondu à l'appel nominal du 12 juillet (p. 436). — Parle sur la nécessité de renforcer les armées (p. 403), — sur le dénuement des régiments coloniaux (p. 498), —

Cambrai (District) (*Suite*).

devant archevêque de Cambrai (12 septembre 1792, p. 577).

Tribunal criminel. Adresse une procédure contre un embaucheur (29 avril 1792, t. XLII, p. 504); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Voir *Douai* (District de).

Cambremer (Canton de). Adresse demandant la déchéance du roi (8 août 1792, t. XLVII, p. 557).

Cambron (Commune de). Renvoi au pouvoir exécutif d'une plainte contre l'administration du district de Gonesse (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 444 et suiv.)

Cambroude (Commune de). — Adresse de félicitations (19 octobre 1791, t. XXXIV, p. 280).

Camescasse, membre du district de Saint-Sever. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. XLIII, p. 160).

Caminade, de Castres. Fait hommage d'un prospectus relatif à la formation d'une caisse d'emprunt et de prêts publics (15 janvier 1792, t. XXXVII, p. 430), — rapport par Hausmann sur un projet de caisse (nuit du 9 au 10 août, t. XLVII, p. 628 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 629).

Caminet, député de Rhône-et-Loire. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 66). — Prête serment (p. 99). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Membre du comité de commerce (p. 438). — Parle sur une nouvelle émission d'assignats (t. XXXV, p. 410), (p. 411). — Parle sur l'envoi aux départements d'un discours du roi (t. XXXVI, p. 114), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 157 et suiv.), — sur les adresses et pétitions (p. 172), — sur une pétition (p. 223), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 293), — sur le procès-verbal du 23 décembre (p. 333). — Présente une protestation des lazaristes de Lyon contre la vente de leurs biens (p. 335). — — Fait une motion relative au traitement des députés fonctionnaires (p. 477), — sur les chambres de commerce (p. 480), — sur la fabrication des assignats (p. 697). — 1792. — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (t. XXXVII, p. 81), (p. 83). — Fait un rapport sur la convention commerciale arrêtée entre le roi et la République de Mulhausen (p. 92 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à la comptabilité des commissaires liquidateurs de la ci-devant ferme générale (p. 114). — Parle sur l'enrôlement du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (p. 218), (p. 232). — Fait une motion relative à la vente des tabacs et des sels (p. 334). — Présente une délibération du conseil général du département de Rhône-et-Loire relative à l'établissement d'un cadastre (*ibid.*). — Fait une motion relative aux patentes des médecins (*ibid.*) —

Caminet, député (*Suite*).

Parle sur le répartement et le recouvrement des contributions (p. 335). — Fait la deuxième lecture d'un projet de décret relatif à la convention commerciale entre le roi et la République de Mulhausen (p. 349). — Parle sur les dépenses de la guerre (p. 449), — sur les envois de fonds faits par les commissaires de la Trésorerie (p. 481). — sur la convention avec la République de Mulhausen (p. 483), — sur une demande de fonds pour les travaux des carrières de Paris (p. 551), — sur le recrutement de l'armée (p. 577). — Donne lecture d'un rapport de Mosneron sur les denrées coloniales (p. 612 et suiv.). — Parle sur le prix des denrées coloniales (p. 616 et suiv.). — sur les caisses patriotiques (p. 687) — sur l'affaire du tribunal de commerce de Lyon (t. XXXVIII, p. 1), — sur le retrait des coupons d'assignats (p. 14), — sur le rétablissement des passeports (p. 24), (p. 62), (p. 64), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 109 et suiv.), (p. 114), sur la désertion des officiers de marine (p. 122), — sur les formalités à observer pour toucher aux caisses publiques (p. 125). — Demande qu'il soit interdit à MM. Mosneron de fabriquer de la monnaie de confiance (p. 134). — Fait une motion relative à l'envoi au bureau de comptabilité des comptes non apurés (p. 299 et suiv.). — Parle sur l'admission dans l'Assemblée d'une députation de la République de Mulhausen (p. 423), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 472), — sur la nomination de commissaires pour surveiller les achats de numéraire (p. 491), (p. 494), — sur l'établissement du tribunal de commerce de Lyon (p. 599), (p. 645), (p. 647), — sur l'approvisionnement des grains (p. 648), — sur les monnaies (p. 680), — sur la viande fraîche à fournir aux troupes (p. 723), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (t. XXXIX, p. 50), — sur les caisses patriotiques (p. 105), sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (p. 116), — sur l'exportation de la graine de trèfle (p. 341). — Membre du comité de commerce (p. 373). — Fait un rapport sur les subsistances (p. 383 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 513 et suiv.), (p. 517). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 610). — Présente un projet de décret sur l'exportation des denrées (t. XL, p. 93 et suiv.). — Parle sur les affaires d'Arles (p. 165), — sur une lettre des officiers municipaux de Carcassonne (p. 173), — sur une demande de secours de la commune de Poitiers (p. 350). — Fait un rapport sur les exceptions qu'il convient de faire au décret qui prohibe la sortie des matières premières (p. 355 et suiv.). — Parle sur les moyens d'accélérer la vente des sels et des tabacs nationaux (p. 360). — Fait une motion relative à l'exportation des chiffes et chiffons (p. 477). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 536), — sur les billets de confiance (p. 572), — sur une avance de fonds à

Caminet, député (*Suite*).

faire à la maison de secours (p. 711). — Parle sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. XLI, p. 2). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 30). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur les exceptions qu'il convient de faire au décret qui prohibe la sortie des matières premières (p. 208). — Demande que le mot indemnité soit substitué au mot traitement dans les mandats qui sont délivrés aux députés p. 510). — Parle sur les dépenses de la caisse de l'extraordinaire (p. 687), — sur les droits de sortie des cotons (t. XLII, p. 68), — sur la prorogation du délai fixé pour le payement des biens nationaux (p. 314), — sur les dons patriotiques (p. 320). — Présente la rédaction définitive du décret portant prorogation du délai fixé pour le payement des biens nationaux (p. 381). — Parle sur l'échange du numéraire contre les assignats (p. 382), — sur une demande des administrateurs du directoire de Rhône-et-Loire (p. 411). — Présente un projet de décret tendant à autoriser la ville de Saint-Etienne à emprunter (p. 594). — Fait une motion relative aux frais de liquidation (p. 642). — Fait une motion d'ordre (t. XLIII, p. 47). — Demande que le ministre des affaires étrangères rende compte des mesures prises pour la défense des frontières (p. 165). — Communique un état du recouvrement des contributions dans le district de Lyon (p. 201). — Parle sur la liquidation (p. 255), — sur les accusations contre le département de Rhône-et-Loire (p. 295). — Obtient un congé (p. 308). — Donne sa démission (t. XLVII, p. 322).

Camot, garçon de toilette de la reine. Demandé pour le service de la famille royale (13 août 1792, t. XLVIII, p. 101).

Camp de Châlons. Décret relatif à son approvisionnement (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 440). — Lettres des commissaires envoyés au camp (8 septembre, p. 454), (10 septembre, p. 545), (11 septembre, p. 561), (14 septembre, p. 649 et suiv.).

Camp de Jalès. — Voir *Gard* (*Département du*).

Camp de Paris. Proposition du ministre de la guerre de former aux environs de Paris un corps de réserve composé de gardes nationaux pris au nombre de 5 dans chaque canton (4 juin 1792, t. XLIV, p. 550); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 551); — rapport par Coustard (6 juin, p. 639 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 640 et suiv.). — Discussion : Aubert Dubayet, Crublier-d'Optère, Mulot, Delacroix, Jaucourt, Carnot-Feuleins *jeune*, Lemontey, Jean Debry (*de Paris*), Gérardin, Lasource, Delacroix, Daverhoult, Mathieu Dumas, Carnot-Feuleins *jeune*, Vergniaud, Ramond, Lecointe-Puyraveau (*ibid* p. 641 et suiv.); — l'Assemblée décrète que la force armée sera augmentée de 20,000 hommes,

Camp de Paris (*Suite*).

que cette augmentation se réunira à Paris pour le 14 juillet et renvoie au comité militaire la proposition de faire camper ces 20,000 hommes dans les environs de Paris après le 14 juillet (*ibid.* p. 649 et suiv.). — Nouvelle rédaction proposée par le comité militaire (7 juin, p. 684). — *Discussion :* — Adoption de l'urgence et des articles 1 et 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Mathieu Dumas, Duquesnoy, Lagrévol, Carnot-Feuleins *jeune* (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 686). — Art. 4 : Crublier-d'Optère, Brunck, Delmas (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 5 (*ibid.*). — Art. 6 : Lasource, Carnot-Feuleins *jeune*, Lacipède, Grangeneuve, Pastoret (*ibid.* et p. suiv.), — adoption (*ibid.* p. 687). — Art. 7 : Lamarque, Lasource, Delacroix (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 8 : Jaucourt (8 juin, p. 694); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 9 : Delacroix, Lemontey, Jaucourt, Lacombe-Saint-Michel (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 695); — adoption des articles 10 à 13 (*ibid.*). — État de la répartition à faire entre les départements pour la formation de ce corps (*ibid.* p. 701). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Lettre circulaire et pétition contre la formation d'un camp de 20,000 hommes dans les environs de Paris, adressée à la garde nationale parisienne (9 juin 1792, t. XLV, p. 21 et suiv.). — Protestation de la section du faubourg Montmartre contre cette pétition (10 juin, p. 55). — Observations du sieur Vasselin sur la formation du camp de 20,000 hommes (*ibid.* p. 61 et suiv.), — renvoi aux comités de législation et de surveillance réunis (*ibid.* p. 67). — Les comités de législation et de surveillance réunis feront, sous deux jours, un rapport sur la pétition et les pièces contre la formation du camp de 20,000 hommes (11 juin, p. 81). — Rétractation de signatures à la pétition dite des 8,000 contre la formation du camp (10 juin, p. 55), (11 juin, p. 78), (p. 80), (p. 96), (p. 104), (12 juin, p. 124), (15 juin, p. 221), (p. 226), (17 juin, p. 329), 18 juin, p. 353, (20 juin, p. 425), (21 juin, p. 453), (p. 454), (22 juin, p. 482), (23 juin, p. 517), (1er juillet 1792, t. XLVI, p. 21). — Pétitions relatives à la formation du camp (11 juillet, p. 359). — Adresses d'adhésion à la formation du camp de 20,000 hommes (10 juin 1792, t. XLV, p. 56), (15 juin, p. 225), (p. 237), (16 juin, p. 276), (21 juin, p. 431). — On annonce que le roi a apposé à la formule constitutionnelle au décret du 8 juin relatif à la formation d'un camp de 20,000 hommes (19 juin 1792, t. XLV, (p. 393). — Le ministre de la justice enverra à l'Assemblée l'expédition de la loi à laquelle le roi a apposé cette formule (*ibid.*). — Envoi par le ministre de la justice de l'expédition de ce décret (23 juin, p. 512); — dépôt aux archives (*ibid.*). — Décret relatif à la formation d'un camp sous les murs de Paris

Camp de Paris (*Suite*).

(10 août 1792, t. XLVII, p. 652). — Il sera nommé quatre commissaires pour hâter la formation du camp (*ibid.* p. 675). — Liste des commissaires pour hâter la formation du camp de Paris (11 août 1792, t. XLVIII, p. 23). — Formation en bataillons des citoyens inscrits à la municipalité de Paris (14 août, p. 118 et suiv.). — Décret relatif aux moyens de hâter la formation du camp (16 août, p. 284). — Adoption sauf rédaction d'un projet de décret relatif à la formation du camp (18 août, p. 363). — Ordres donnés pour faire arriver des pièces de canon (19 août, p. 378). — Décrets relatifs à la formation du camp (*ibid.* p. 393 et suiv.). — Des volontaires nationaux qui se sont fait inscrire pour le camp demendent à être payés (26 août 1792, t. XLIX, p. 2). — Lettre du ministre de la guerre relative à la nomination d'officiers pour ce camp (1er septembre, p. 191). — Douze commissaires de l'Assemblée iront chaque jour travailler aux travaux du camp (2 septembre, p. 201). — Décret relatif à la formation de l'état-major (*ibid.* p. 222). — Décret relatif à la formation et à la construction du camp (5 septembre, p. 381 et suiv.). — Compte rendu des travaux qui y sont faits (7 septembre, p. 424). — Article additionnel au décret relatif à sa formation (*ibid.* p. 440). — Etat des travaux (9 septembre, p. 494). — Décret dispensant du service de garde national les ouvriers employés par les ingénieurs (*ibid.*). — Décret mettant à la disposition du ministre de la guerre la somme de 1 million pour subvenir aux dépenses pressantes du camp (10 septembre, p. 543 et suiv.). — Décret sur la direction des travaux (13 septembre, p. 617 et suiv.). — Rapport par Le Tourneur sur l'organisation des travaux et les appointements des agents civils et militaires (16 septembre 1792, t. L, p. 47 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 48); — adoption (*ibid.*). — Il sera fait une adresse pour inviter les citoyens à se réunir aux ouvriers (*ibid.* p. 50). — Adresse aux citoyens de Paris pour les inviter à accélérer les travaux du camp (17 septembre, p. 105). — Demande de fonds pour les travaux (18 septembre, p. 109 et suiv.); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 110). — Décret relatif au mode de concession des travaux du camp (*ibid.* p. 117). — Voir *Armée de Paris. — Cavalerie.*

Camp de Soissons. Mémoire du ministre de la guerre sur la nécessité de concentrer à Soissons un corps de réserve (23 juin 1792, t. XLV, p. 502 et suiv.), — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 503). — La ville de Soissons est le lieu désigné pour la formation en bataillons des gardes nationaux qui doivent s'y rendre de Paris (2 juillet 1792, t. XVLI, p. 37). — Etat des fédérés qui se sont rendus au camp de Soissons (18 juillet p. 605). — Choudieu demande que les directoires des départements soient autorisés à pourvoir aux frais de route et à l'armement des volontaires nationaux qui se rendront au camp de Soissons (*ibid.* p. 606). — Renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le pouvoir exécutif rendra compte des mesures prises pour recevoir les fédérés 20 juillet, p. 694). — Vues du sieur Aubert-Lacour pour la formation et l'instruction au camp de Soissons (21 juillet, t. XLVII, p. 1). — Compte rendu des mesures prises pour l'exécution de la loi du 2 juillet 1792 concernant les gardes nationaux volontaires qui se se rendent au camp (22 juillet, p. 42). — Pétition des gardes nationaux (31 juillet p. 327). — Nomination de trois commissaires pour le visiter (*ibid.* p. 331). — Compte à rendre de la nomination du général et de l'état-major du camp (*ibid* et p. suiv.). — Liste des commissaires chargés d'aller visiter le camp (*ibid.* p. 332). — Adresse dc l'Assemblée aux féfédérés du camp (*ibid.*). — Noms des officiers composant l'état-major du camp (2 août, p. 389). — Verre trouvé dans le pain de munition (*ibid.* p. 390); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* 391). — Pétition de la section des quatre nations sur cet objet (*ibid.* p. 403); — l'Assemblée décrète l'envoi d'un courrier extraordinaire à ses commissaires au camp de Soissons pour savoir d'eux la vérité sur ces faits (*ibid.*). — Lettre des commissaires à ce sujet (3 août, 411). — Nouvelle lecture de cette lettre (*ibid.* p. 417). — Pétition des volontaires fédérés (*ibid.* 422). — Lettre des commissaires relative au pain et au logement des volontaires (4 août, p. 455). — L'Assemblée décrète que les volontaires seront logés dans les maisons des émigrés et les maisons religieuses qui se trouvent vacantes (*ibid.*). — Proposition relative à la fabrication du pain (5 août, p. 489); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Compte rendu de la mission des commissaires qui y on été envoyés (6 août, p. 527 et suiv.). — Le ministre de la guerre rendra compte si le camp est en état de recevoir des fédérés (9 août, p. 613). — Lettre du ministre de la guerre relative à la solde des volontaires (15 août 1792, t. XLVII, p. 154). — Don patriotique des officiers de santé (16 août 1792). — Don patriotique et pétition du 3e bataillon des fédérés nationaux (21 août p. 555). — Compte à rendre des mesures prises pour armer et équiper les volontaires du camp (*ibid.* p. 556). — Plaintes des gardes nationaux (22 août, p. 622.). — Dons patriotiques des volontaires des 14e et 15e bataillons (*ibid.* 626), — des fédérés du 1er bataillon (24 août, p. 675). — — Lettre du ministre de la guerre relative à l'armement et à l'équipement des troupes (25 août, p. 694). — Pétition de trois bataillons de fédérés qui demandent à avoir le droit de voter dans les assemblées primaires (26 août, t. XLIX, p. 1). — Mesures prises pour hâter l'approvisionnement du camp (27 août,

Carnot l'aîné (*Suite*).

Suppléant au comité diplomatique (p. 398). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — Parle sur une pétition du sieur Moreton (t. **XXXV**, p. 446). — Fait une motion au sujet de l'argenterie provenant des églises supprimées (t. **XXXVI**, p. 328). — Parle sur les troubles des Feuillants (p. 421), — sur les troubles de Choue (p. 640). = **1792.** — Demande la destruction de la citadelle de Perpignan (t. **XXXVII**, p. 52 et suiv.). — Parle sur le recrutement de l'armée (p. 518), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 700), (p. 704). — Parle sur une lettre de la municipalité d'Aire (t. **XXXVIII**, p. 620), — sur le remplacement des officiers (t. **XXXIX**, p. 309), — sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (t. **XL**, p. 686). — Parle sur l'avancement des officiers (t. **XLI**, p. 460), — sur les lettres de commandement à temps à accorder dans les places de guerre (p. 577 et suiv.), — sur les fonds nécessaires pour les travaux des fortifications (p. 636), — sur le règlement concernant le service intérieur de l'infanterie (t. **XLII**, p. 184 et suiv.), — sur la formation des légions (p. 255 et suiv.), — sur la nomination des aides de camp des généraux (p. 495), — sur le règlement concernant le service de l'infanterie (t. **XLIII**, p. 6). — Présente un projet d'adresse à l'armée (p. 111). — Parle sur l'affaire de Mons (p. 251). — Propose des mesures relatives à la police de Paris (p. 422 et suiv.), (p. 545 et suiv.), (p. 552). — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 611), (p. 613). — Fait un rapport sur les indemnités dues aux familles de Théobald Dillon et Pierre-François Berthois (t. **XLV**, p. 36 et suiv.). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Demande qu'il soit interdit aux corps administratifs de délibérer sur des objets qui ne sont pas de leur compétence (t. **XLVI**, p. 20). — Parle sur la formation des compagnies franches (t. **XLVII**, p. 60), — sur la proposition de donner des piques aux soldats non armés (p. 121 et suiv.). — Suppléant au comité militaire (p. 234). — Commissaire pour l'inspection du camp de Soissons (p. 332). — Son rapport sur une fabrication de piques (p. 361 et suiv.). — Rend compte de sa mission au camp de Soissons (p. 530 et suiv.). — L'un des commissaires chargés de se rendre aux armées (p. 654). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Fait un don patriotique (p. 374). — L'un des commissaires pour accélérer la formation de l'armée de Châlons (p. 380). — Nommé à la Convention nationale (p. 627). — Présente un projet de décret relatif à la nomination de commissaires pour surveiller la fabrication des armes (t. **L**, p. 176).

Carnot-Feuleins, le jeune, député du Pas-de-Calais. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Parle sur l'organisation des comités (p. 162). — Donne lecture d'une lettre des officiers municipaux de Saint-Omer au sujet des prêtres non assermentés et d'une lettre de l'évêque métropolitain de Rouen au directoire du département de la Seine-Inférieure (p. 598). — Parle sur les émigrants (p. 705), (p. 709), — sur le remplacement des officiers (p. 730), (p. 734 et suiv.). — Sur le recouvrement des contributions de 1791 (t. **XXXV**, p. 75), — sur le remplacement des officiers (p. 82), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 162). — Fait un rapport sur la dénonciation relative à la non-exécution de la loi d'amnistie envers quatre soldats du 58[e] régiment détenus à Blois (p. 297 et suiv.), — le défend (p. 300). — Propose un article additionnel au projet de décret sur le remplacement des officiers (p. 305). — Parle sur une dénonciation contre Delessart (p. 534), — sur l'augmentation de l'émission des assignats (t. **XXXVI**, p. 182), — sur les prétentions des princes étrangers possessionnés en France (p. 356), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 367 et suiv.). = **1792.** — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à la gendarmerie nationale (t. **XXXVII**, p. 96 et suiv.), — le défend (p. 98), (p. 100). — Parle sur le recrutement de l'armée (p. 565 et suiv.), (p. 577), — sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 580), — sur le recrutement de l'armée (p. 601), (p. 602), — sur l'office de l'empereur (p, 654), (p. 657), — — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 701), (p. 703), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (t. **XXXVIII**, p. 128), (p. 129). — Fait un rapport sur la manière dont les chefs de légion de la garde nationale parisienne non soldée exerceront le commandement (p. 346). — Parle sur le serment à prêter par la garde du roi (p. 477), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (t. **XXXIX**, p. 123), — sur le remplacement des officiers (p. 158), — sur les secours provisoires à accorder aux officiers retraités (p. 197), — sur le remplacement des officiers (p. 309), (p. 310). — Fait un rapport sur les créances arriérées du département de la guerre pour 1790 (p. 338 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 559 et suiv.). — Fait un rapport sur l'emplacement définitif des brigades de la gendarmerie nationale, la résidence des officiers, leur rang et leur service (t. **XL**, p. 8 et suiv.). — Parle sur l'ordre du jour (p. 440). — Soumet à la discussion son rapport sur la gendarmerie nationale (p. 545 et suiv.). — Parle sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (p. 687). — Soumet à la discussion le projet de loi sur l'organisation de la gendarmerie nationale (t. **XLI**, p. 47 et suiv.), (p. 99 et suiv.), (p. 170 et suiv.), (p. 207 et suiv.), (p. 228

Carnot-Feuleins, le jeune (*Suite*).

et suiv.). — Parle sur la régie des vivres et fourrages (p. 379), — sur l'avancement des officiers (p. 462). — Fait lecture du texte définitif du décret sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 641 et suiv.). — Fait un rapport sur une demande de fonds pour les travaux des fortifications (p. 704). — Parle sur l'impression de la liste des officiers généraux (t. XLII, p. 65), — sur la formation des légions (p. 337), — sur l'attribution d'une loge aux rédacteurs du *Moniteur* (p. 358), — sur la nomination des aides de camp des généraux (p. 496). — Fait une motion relative à de Grave, ancien ministre de la guerre (t. XLIII, p. 171). — Parle sur la justice militaire (p. 186). — Fait un rapport sur la mise des places de guerre en état de siège (p. 242), — un rapport sur la composition des jurys militaires (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur la conduite du grenadier Pie (p. 249), — sur l'ordre des travaux (p. 267). — Fait un rapport sur la garde du roi (p. 278 et suiv.). — Parle sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 517) ; — sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 610). — Propose une rectification au décret du 7 mai 1792 sur les indemnités dues à divers hôpitaux (t. XLIV, p. 7), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 70), — sur une proposition du ministre de la guerre (p. 85), — sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 98 et suiv.). — Fait un rapport sur la fixation des places et postes militaires à mettre en état de guerre (p. 130 et suiv.). — Propose à l'Assemblée de déclarer sa séance permanente (p. 196). — Demande que le maire de Paris rende compte, tous les matins, de la situation de la ville (*ibid.*). — Parle sur le départ de l'ancien ministre Montmorin (p. 202). — Fait un rapport sur le transport provisoire d'un lieutenant de la gendarmerie nationale de Melun à Lagny (p. 240), — un rapport sur la pétition du sieur Georges Otto (*ibid.*), — une motion d'ordre (p. 282). — Parle sur le licenciement de la garde du roi (p. 284). — Fait une motion relative à l'emploi des patriotes qui servaient dans la garde du roi (p. 351). — Parle sur une motion de Crestin (p. 358), — sur la conduite du colonel du 6e régiment de dragons (p. 390), — sur l'heure de l'ouverture de la séance de l'Assemblée (p. 399), — sur l'ordre du jour (p. 400). — Présente la rédaction d'un projet de décret sur le transport d'un lieutenant de la gendarmerie nationale de Melun à Lagny (p. 428). — Appuie une motion relative aux personnes qui portent illégalement l'uniforme de la garde nationale (p. 454). — Parle sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 644), (p. 646), p. 647), (p. 686), (p. 687), — sur la situation des gardes du roi licenciés (p. 700). — Fait une motion d'ordre (t. XLV, p. 19). — Parle sur les réparations à accorder à la mémoire de Théobald Dillon et de Berthois (p. 41). — Fait un rapport sur la nécessité de prohiber la sortie des munitions de guerre (p. 99 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 106). — Parle sur les besoins du département de la guerre (p. 170), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 208), (p. 209). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Parle sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 233), (p. 234). — Propose de défendre les duels (p. 269). — Soumet à la discussion un projet de décret sur la sortie des armes et des munitions de guerre (*ibid.*). — Parle sur une lettre de Victor Broglie au ministre de la guerre (p. 376), — sur une motion d'Arena (p. 503). — Fait un rapport sur une pétition de la ville d'Autun (p. 513), — un rapport sur les traitements des colonels de la gendarmerie nationale (p. 605). — Fait une proposition relative à l'emploi des troupes de ligne (p. 622), — une motion concernant la gendarmerie nationale (t. XLVI, p. 21), — une motion d'ordre (p. 86). — Demande qu'il soit accordé des secours aux Belges incendiés à Courtrai (p. 91). — Parle sur le sort à faire aux ci-devant gardes françaises (p. 97). — Présente un projet d'instruction sur la qualité des armes (p. 108 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 116). — Fait une motion relative à la déclaration de l'Assemblée en faveur de la Constitution (p. 212), (p. 213). — Parle sur la nomination de certains fonctionnaires publics (p. 444). — Fait un rapport sur les observations du général Lamorlière (p. 503), — un rapport sur l'augmentation de la force armée (p. 557 et suiv.). — Parle sur la nécessité d'augmenter la force armée (p. 565 et suiv.), — sur l'emploi des gardes suisses (p. 575). — Présente la suite du projet de décret sur l'augmentation de la force armée (p. 577). — Parle sur les enrôlements pour l'armée (p. 657), — sur les mesures prises pour recevoir les fédérés au camp de Soissons (p. 694). — Présente la rédaction définitive du décret sur l'augmentation de la force armée (p. 698 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. XLVII, p. 79), — sur l'armement des troupes (p. 106). — Demande que le ministre de la guerre rende compte de l'emplacement de l'armée du Nord (p. 126), (p. 131). — Parle sur la défense des places fortes (p. 132), — sur la proposition d'employer les officiers généraux retirés du service (p. 157), — sur l'armement des troupes (p. 158), — sur une réclamation des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure (p. 226 et suiv.). — Membre du comité militaire (p. 234). — Parle sur une demande de fonds pour l'approvisionnement des villes du Nord (p. 278). — Donne lecture d'un rapport de son frère sur la fabrication des piques (p. 361). — Fait une motion

Cartier-Douineau, député (*Suite*).
placement du directoire du département de la Dordogne (p. 464), — un rapport sur les réparations à faire à la maison commune de Gannat (*ibid.*), — un rapport sur le mode du versement des dons patriotiques dans la caisse de l'extraordinaire (p. 583). — Obtient un congé (p. 680). — Parle sur les secours à accorder aux départements (t. **XLV**, p. 650). — Demande qu'il soit pris des mesures contre les journalistes (t. **XLVI**, p. 28). — Parle sur une pétition des fédérés (t. **XLVII**, p. 70), — sur les secours à accorder à des départements inondés (p. 252). — Présente un projet de décret sur une demande de la commune de Tours (p. 517), — un projet de décret sur une demande du sieur Paulmier (*ibid.*). — Fait la troisième lecture d'un projet de décret relatif aux émoluments des receveurs de district (t. **XLIX**, p. 92). — Fait un rapport sur la vérification de la caisse de l'extraordinaire (t. **L**, p. 200 et suiv.).

Cartier-Saint-René, député du Cher. **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur le renouvellement des traités d'alliance avec le corps helvétique (t. **XXXVIII**, p. 455). Propose l'impression d'un discours d'Anacharsis Clootz (t. **XLII**, p. 254). — Son opinion sur les troubles religieux (t. **L**, p. 505 et suiv.).

Carton. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Cartouches (*Certificats militaires*). — Renvoi au comité militaire d'une proposition tendant à faire révoquer la loi qui permet aux conseils de discipline de délivrer des cartouches aux soldats (23 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 603). — Proposition de changer leur formule (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182) ; — renvoi aux comités militaire et de marine réunis (*ibid.*). — Forme des cartouches à délivrer aux soldats renvoyés de leur corps pour cause de civisme (19 septembre, t. **L**, p. 136).

Cartouches. — Voir *Fausses cartouches*.

Casamajor (Augustin), député des Basses-Pyrénées. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). = **1792**. — Demande qu'il soit fait mention honorable du zèle du directoire du district d'Oléron (t. **XLVI**, p. 244).

Casamajor (Pierre), député des Basses-Pyrénées. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — **1792**. — Parle sur l'affaire Fabiani (t. **XXXVIII**, p. 605).

Casamajor, député des Basses-Pyrénées, sans autre désignation. — **1791**. — Prête serment (t. **XXXIV**, p. 415). — Son serment (t. **XXXV**, p. 53). = **1792**. — Parle sur la conduite du gouvernement espagnol (t. **XXXVIII**, p. 60). — Fait une motion au sujet d'un minerai découvert par le sieur Billiard (t. **XXI**, p. 292).

Casamajor et C[ie]. Somme qui leur est due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 530).

Casernement. — Voir *Logement des troupes*.

Casernes. Lettre du ministre de la guerre sur les moyens de payer ce qui reste dû pour celles que les ci-devant provinces et les villes avaient fait construire (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 147) ; — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*).

Cassation. (Demande en). Délai accordé aux condamnés pour se pourvoir (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 416). — Les jugements prononcés à l'occasion des crimes du 10 août n'y sont point sujets (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 184) (17 août, p. 298). — Cas où elle ne pourra préjudicier à l'accusée (19 août, p. 321. — On demande que le délai pour se pourvoir en cassation soit prolongé en faveur des citoyens des provinces frontières (15 septembre 1792, t. **L**, p. 11).

Cassaud, de Milhau. Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 222).

Cassebois, de Paris. Présente un projet pour faire préférer les assignats au numéraire (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359).

Casseneuil (Commune de). Les officiers municipaux annoncent l'activité du recrutement (23 mars 1792, t. **XL**, p. 390).

Casseneuve, orfèvre. Demande audience (17 mars 1792, t. **XL**, p. 82), (19 mars, p. 138). — Offre les moyens de remédier à la rareté de la menue monnaie (25 mars, p. 478).

Cassiero, négociant napolitain. — Voir *Marseille*.

Cassigny, député extraordinaire de l'Ile-de-France. Présente une pétition en faveur des colonies (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315).

— Voir *France* (*Ile de*).

Cast. Demande des petits assignats (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30).

Castaudet (Bernard). Est libre de retourner à la Guadeloupe (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 30).

Castel, député du Calvados. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Parle sur la saisie à Sierck d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 248), — sur les funérailles de Mirabeau (p. 307). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Parle sur le mémoire de Lasisglière (p. 591) sur le recouvrement des contributions de 1791 (t. **XXXV**, p. 75), (p. 76), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 99), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 590 et suiv.), (p. 603 et suiv.). — Fait une seconde lecture du projet de décret tendant à faire supporter par le Trésor public les frais des funérailles de Mirabeau (p. 723). — Parle sur l'envoi d'un message au roi (t. **XXXVI**, p. 115). = **1792**. — Fait la 3[e] lecture du projet de décret relatif aux funérailles de Mirabeau (t. **XXXVII**, p. 346), (p. 349). — Membre du

Cent-Suisses (*Suite*).

ses se rendant à Coblentz (25 mai 1792, t. XLIV, p. 83); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Sont admis à se faire inscrire pour la formation d'un corps de gendarmerie nationale à pied (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 507). — Présentent une pétition (*ibid.* p. 514).

— Voir *Suisses*.

Cercamp (Abbaye de). — Voir *Lenormand*.

Cerceau, curé. Fait un don patriotique (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 581).

Cercle social. Les directeurs du cercle font hommage d'une traduction italienne de la Constitution (17 février 1792, t. XXXVIII, p. 599).

Cerclerond (Dame). Obtient des récompenses pour dénonciation de faux assignats (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 328). (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 432).

Cercueils de plomb. Décret interdisant d'enlever ceux qui se trouvent dans les églises de Paris (7 septembre 1792,) t. XLIX, p. 445).

Cérémonial. — Voir *Fédération de* 1792.

Céret. Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département des Pyrénées-Orientales (13 août 1792, t. XLVIII, p. 100).

Cerfbeer (père), citoyen du département de la Meurthe. Fait un don patriotique (14 mai 1792, t. XLIII, p. 329).

Certificats de civisme. Proposition de les exiger des citoyens qui n'ont point acquis de domicile à Paris par la résidence d'une année (9 août 1792, t. XLVII, p. 597). — Sont exigés des officiers des régiments coloniaux pour entrer dans les troupes de ligne (27 août 1792, t. XLIX, p. 32), — pour être admis dans les Hussards de la liberté (2 septembre, p. 203), — pour lever des corps d'armée (9 septembre, p. 489), — pour être admis dans les Hussards braconniers (*ibid*, p. 496), — pour être admis dans la légion nationale des Pyrénées (16 septembre 1792, t. L, p. 60 et suiv.).

Certificats d'emploi. Sont sujets aux droits de timbre et d'enregistrement (1er avril 1792, t. XLI, p. 57).

Certificats de non-opposition. Ne seront plus exigés des créanciers des communautés ecclésiastiques (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 603).

Certificats de résidence. Sont exigibles, pour le payement des traitements, pensions créances ou rentes sur l'Etat (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 37), (4 février 1792, t. XXXVIII, p. 125). — Adresse de la municipalité de Paris sur cet objet; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (19 janvier 1792, t. XXXVII, p. 500). — Le comité de législation présentera un projet de décret sur les peines qu'encourront ceux qui tenteront d'obtenir des certificats par de faux témoignages (30 mars 1792, t. XL, p. 697). — Motion de

Certificats de résidence (*Suite*).

Guyton-Morveau concernant l'insuffisance de la loi sur les certificats de résidence (7 avril 1792 t. XLI, p. 305 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 306). — Demande d'interprétation du décret y relatif (30 avril 1792, t. XLII, p. 544); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Merlin demande qu'il soit ajouté des articles additionnels à la loi y relative (31 mai 1792, t. XLIV, p. 394); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Questions du ministre des affaires étrangères concernant la forme dans laquelle doivent être délivrés ceux que demandent les Français établis en pays étranger (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 121; — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Observations sur les embarras qu'ils créent pour le payement des officiers de la marine (5 août 1792, t. XLVII, p. 487). — Projet de décret relatif à l'affichage à la porte de la maison commune des demandes à fin d'obtention des certificats (9 août 1792, t. XLVII, p. 596); — adoption (*ibid*).

— Voir *Caisses publiques*. — *Créanciers de l'Etat*. — *Militaires*. — *Pensionnaires*.

Cérusac. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. XLVII, p. 499).

Céruse. Pétition relative à la fabrication du blanc de céruse (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 453).

Cérutti, député de Paris. — 1791. — Parle sur l'admission provisoire de Calvet (t. XXXIV, p. 54), — sur l'élection de Fauchet (p. 59 et suiv.). — Est admis (p. 64). — Parle sur la constitution de l'Assemblée en Assemblée législative (p. 68). — Secrétaire (p. 70). — Propose de voter des remerciements solennels à l'Assemblée constituante (p. 73 et suiv.). — Prête serment (p. 78). — Parle au sujet d'insultes faites à des députés (p. 122), — sur l'organisation des comités (p. 163), — sur un versement à faire à la Trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (p. 174). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — 1792. — Son décès est annoncé à l'Assemblée (t. XXXVIII, p. 111). — Est remplacé par Alleaume (p. 297).

Cervay (Commune de). — Voir *Perray* (*Le*) (*Commune de*).

Cessieu (Commune de). — Voir *Servan, ancien religieux*.

Cette (Commune de). Réclamation contre la violation de la loi du 15 mars 1791 (29 octobre 1791, t. XXXIV, p. 502). — Don patriotique d'un citoyen qui signe Libertas (22 mai 1792, t. XLIV, p. 6). — Adresse d'adhésion des amis de la liberté et de l'égalité (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325).

— *Société des Amis de la Constitution*. Don patriotique (29 juillet 1792, t. XLVII, p. 250).

Ceuille, de Rouen. Propose d'établir un bureau de dons patriotiques dans chaque département (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 444).

Chabalier, fils aîné, de Villefort. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Chabanel (Pierre). Fait des dons patriotiques (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 675), (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 42), (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 646).

Chabanon. Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 576), (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Chabavarlet, limonadière. —Est interrogée au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrants (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 100 et suiv.).

Chabelard, ci-devant titulaire de la chapelle de Saint-Michel. Pétition relative à son traitement (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 316); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Chabot, député de Loir-et-Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Parle sur la proposition de voter des remerciements solennels à l'Assemblée constituante (p. 74). — Prête serment (p. 77). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi à l'Assemblée (p. 83 et suiv.), — sur la proposition de voter des remerciements à l'Assemblée constituante (p. 88), — sur l'organisation des comités (p. 149 et suiv.), — sur le versement à faire à la Trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (p. 173 et suiv.), — sur l'organisation des comités (p. 214), — sur la saisie à Sierck d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 250), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 268 et suiv.), (p. 292 et suiv.), — sur le procès-verbal (p. 325), — sur un plan de travail pour les comités (p. 372), — sur l'arrestation à Longwy d'effets timbrés du chiffre du roi (p. 451 et suiv.), — sur les questions à poser au ministre de la guerre (p. 505), (p. 506), — sur la création d'assignats (p. 568), — sur une pétition du 38e régiment d'infanterie (p. 666). — sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 17), — sur le procès-verbal du 12 novembre (p. 46), — sur les troubles de Caen (p. 51), — sur la pétition de Charles de Bourbon-Montmorency (p. 55 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 69), — sur le procès-verbal du 16 novembre (p. 105), — sur la non-exécution de la loi d'amnistie envers 4 soldats du 58e régiment détenus à Blois (p. 300), — sur l'établissement d'un comité de surveillance (p. 361). — Membre du comité de surveillance (p. 370). — Donne sa démission de membre du comité des lettres de cachet (p. 376) (1). — Parle sur les dénonciations (p. 621). — Parle sur une adresse de la section du Théâtre-Français (t. **XXXVI**, p. 9), — sur le procès-verbal de la séance du 11 décembre 1791 (p. 26), (p. 28), — sur le nombre

(1) Voir tome XXXV, la note de la page 376.

Chabot, député (*Suite*).

des commis du comité de liquidation (p. 97). — Demande le rappel à l'ordre de Castel (p. 115). — Parle sur une communication du major Xaintrailles (p. 128), — sur le procès-verbal (p. 248), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 272), — sur les caisses d'échange des assignats (p. 273 et suiv.), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 293), — sur l'ordre du jour (p. 324), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 326), — sur l'admission de Bertrand, député de l'île Bourbon (p. 357), — sur le droit de pétition (p. 597), — sur les troubles de Choue (p. 639). = **1792**. — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (t. **XXXVII**, p. 83), (p. 84). — Parle sur l'admission des gardes françaises à la barre (t. **XXXVIII**, p. 489), — sur une récompense à accorder au sieur Jean-Louis (p. 744). — sur la désertion d'officiers du 6e bataillon de chasseurs (t. **XXXIX**, p. 167), — sur l'impression d'un discours de Couthon (p. 196), — sur les affaires d'Avignon (p. 259), (p. 349), — sur une pétition de citoyennes de Paris (p. 424), — sur les troubles du royaume (p. 427), — sur le rappel à l'ordre du ministre de la guerre (p. 503), — sur les troubles de Mende (p. 621), — sur les troubles d'Arles (p. 626 et suiv.) — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 19), — sur les affaires d'Arles (p. 166), (p. 173), — sur les troubles de Mende (p. 635). Parle sur l'ordre du jour (t. **XLI**, p. 415). Fait un rapport sur l'arrestation de plusieurs officiers à Saint-Flour (t. **XLII**, p. 221). — Parle sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 713), — sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 214 et suiv.), (p. 216), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 269), — sur les troubles religieux (p. 444). — Dénonciation d'un mandat d'amener décerné contre lui (p. 575). — Il s'explique à ce sujet (p. 576 et suiv.). — Parle sur les troubles du royaume (t. **XLIV**, p. 64). — sur un brûlement de papiers à la manufacture de Sèvres (p. 192), — sur l'existence d'un complot tendant à dissoudre l'Assemblée nationale (p. 195). — Dépose un procès-verbal constatant le départ, pour l'Angleterre, de l'ancien ministre Montmorin (p. 214). — Parle sur la mise en accusation de Cossé-Brissac (p. 306), (p. 308), — Demande à faire lecture des pièces relatives à une conspiration tramée contre la sûreté de l'Etat (p. 435). — Fait un rapport sur l'existence d'un comité autrichien (p. 544 et suiv.), (p. 552 et suiv.), (p. 559 et suiv.). — Sa déclaration portant qu'il n'a jamais prétendu inculper le député Sage (p. 585). — Sa déposition dans l'affaire de Grangeneuve et Jonneau (t. **XLV**, p. 246). — Parle sur cette affaire (p. 256). — Est dénoncé comme s'étant rendu coupable de provocations séditieuses dans la nuit du 19 au 20 juin (p. 563 et suiv.). — Sa défense (p. 564). — Demande le renvoi de son

Champion de Villeneuve, commissaire du roi. — Son rapport sur les troubles d'Avignon (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 113 et suiv.). — Est mandé à la barre (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 712). — Demande audience (6 juillet, t. **XLVI**, p. 187). — Jour fixé (*ibid.*) — Est nommé ministre de l'intérieur (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 14). — Annonce sa nomination à l'Assemblée et l'assure de son dévouement (22 juillet, p. 42). Son opinion sur les circonstances actuelles (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 76). — Sa lettre sur les hôpitaux de Paris (14 août, p. 113). — Se plaint d'avoir été déclaré indigne de la confiance publique (18 août, p. 357). — Lettre à l'Assemblée (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139). — Voir *Ministre de l'intérieur*.

Champlitte (Commune de). Don patriotique d'un citoyen anonyme (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 319). — Don patriotique d'un anonyme (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 28). — des amis de la Constitution (16 juillet, p. 516). — Adresse d'adhésion des corps administratifs et judiciaires aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII** p. 692)

Champlitte (District de). Demande d'un tribunal de commerce à Gray (14 janvier 1792, t. **XXXVII**), p. 405).

Administrateurs. Font connaître l'état du recouvrement des contributions (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 247). — Font un don patriotique (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573).

Directoire. Don patriotique par les membres du directoire (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 519).

Tribunal. Dons patriotiques par les membres du tribunal (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530), (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 536).

Champs-Elysées. Compte rendu d'une lutte survenue entre les volontaires nationaux marseillais et les gardes nationales du bataillon des Filles-Saint-Thomas (3 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 300 et suiv.). — Proclamation du roi sur ces événements (1er août, p. 339 et suiv.). — Pétition de grenadiers de la garde nationale relative à ces événements (*ibid.* p. 381 et suiv.).

Champy. Remet un don patriotique et une adresse des citoyens de Strasbourg (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 499). Blessé le 10 août, demande un secours (19 septembre, t. **L**, p. 144).

Changey, président du district de Beauvais. Fait un don patriotique (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 1), (27 août, p. 23).

Changy (Commune de). Demande de secours (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 556); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Chanlaire (Frédéric). Demande la liquidation d'une maîtrise (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 618).

Chanson (Jeanne). Fait un don patriotique (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 320).

Chantal, commandant de la garde nationale de Landrieux. — Demande des secours (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 595).

Chantère. Haut-juré du département des Vosges (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Chant-Guillaume (Hameau de). — Voir *Bussières*.

Chantilly (Commune de). Les citoyens demandent que les serviteurs de Louis-Joseph, prince français, soient écartés de la garde nationale (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 132); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Pétition sur la question de savoir si les gens au service de Louis-Joseph, prince français, peuvent être admis dans la garde nationale (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 459); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Demande tendant à faire retirer un détachement armé qui s'est introduit dans la commune (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 367). — Députation des citoyens et défilé devant l'Assemblée (22 août, p. 615). — On annonce l'enlèvement des bronzes faisant partie des biens de Condé (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 169). — Un bataillon armé par cette commune prête serment (10 septembre, p. 523).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Chantilly-les-Bayeux (Commune de). Prestation du serment par une compagnie de volontaires (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 419).

Chantonnay (Commune de). Adresse de plusieurs citoyens qui se plaignent de ce que les mécontents fugitifs vendent leurs blés secrètement, enlèvent le numéraire, et signalent la grande affluence de gens sans aveu (24 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 386 et suiv.).

Chanvres. Présentation par d'Avesne d'un mémoire sur les moyens d'en améliorer la culture (9 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 169); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.*). — Projet de décret, présenté par Français (de Nantes), concernant l'exportation des chanvres bruts (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 12 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur l'exportation des chanvres (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 139).

Chapareillan (Municipalité de). Sa conduite est approuvée (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 395).

Chapel. Fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Chapelains. Traitement des chapelains des ordres supprimés (17 mars 1792, t. **XL**, p. 90).

Chapelle. On demande sa mise en liberté (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 207); — renvoi au ministre de la justice (*ibid.*).

Chapelle-Anthenaire (Commune de). Pétition pour la conservation de l'église (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 422); — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 423).

Chapelle de Jumilhac (Pierre-Lucien). Il n'y a pas lieu à délibérer sur sa proposition (9 juin 1792, t. **XLV**, p. **29**). — Procès-verbal de son arrestation (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 553).

Chapelle-Gauthier (Commune de la). Adresse d'adhésion des maire et officiers municipaux (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 487).

Chapelle-Saint-Denis (Commune de la). La garde nationale sollicite des secours en faveur des veuves des citoyens Julien et Auvry (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 435). — Prestation de serment par les citoyens (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 506).

Chapitres. Motion sur les secours à accorder aux enfants de chœur des ci-devant chapitres (29 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 504); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Renvoi au comité des pétitions, sur la motion de Brival, d'une pétition des musiciens, prêtres et enfants de chœur des ci-devant chapitres de la Corrèze relative à la fixation et au payement de leur traitement (1er novembre, p. 560). — Mémoires du département de Paris sur les pensions des ci-devant employés dans les chapitres (6 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 601). — Rapport par Debranges sur les pensions et gratifications des officiers ou employés ecclésiastiques ou laïques des chapitres séculiers (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 517 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 520 et suiv.). — Adoption des 12 articles du projet (*ibid.* p. 521 et suiv.). — Article additionnel proposé par un membre (*ibid.* p. 523); — ajournement (*ibid.*); — adoption (24 juin, p. 533). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

Chaponnet, député de l'Aube. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 184). — Obtient un congé (t. **XXXV**, p. 105).

Chapoulard, sergent d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Chappe, député de la Sarthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité de l'instruction publique (p. 498). — **1792**. — Obtient un congé (t. **XLIV**, p. 689).

Chappe (Claude), demande audience (21 mars 1792, t. **XL**, p. 198). — Admis, il fait hommage d'une découverte dont l'objet est de communiquer à grande distance (22 mars, p. 385). — Lettre de Lallement sur la proposition faite par Chappe de faire passer des avis à très grande distance, dans un temps très court (1er avril, t. **XLI**, p. 55).

Chapsal. Fait hommage d'un écrit sur la féodalité (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 521).

Chapsal, administrateur du directoire du département de la Nièvre. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85).

Chapsal, de Riom. — Réclame une rente à lui due par le chapitre de Notre-Dame de Martineret (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 4).

Charaillot. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Charaix, capitaine de la garde nationale de Mende. Est décrété d'accusation (28 mars 1792, t. **XL**, p. 634). — Acte d'accusation contre lui (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 413 et suiv.).

Charat, directeur de la société d'agriculture de Paris. Envoie un mémoire sur l'aliénation des forêts (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 106).

Charbon de terre. Découverte d'une mine dans le département de l'Oise (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 583). — Réclamation contre les fossoyeurs du charbon de terre (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 52).

Charbonnier. Son élection à un office municipal de Versailles est confirmée (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 367).

Chardot, dame hospitalière. Réclame le payement de son traitement (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Charente (Département de la). Arrêté relatif à l'allocation provisoire aux curés et desservants d'une somme fixe pour les menus frais du culte (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 249); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Le procureur général syndic soumet la question de savoir si les administrateurs qui ont prononcé contradictoirement sur des intérêts particuliers peuvent réformer leur discussion (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 507); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Don patriotique de l'évêque et de ses vicaires épiscopaux (19 mars, p. 573). — Zèle patriotique des habitants (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 620). — Adresse d'adhésion des administrateurs du conseil général aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95). — Mention honorable du zèle des administrateurs (*ibid.* p. 97). — Députés nommés à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Administrateurs. Annoncent l'activité du recrutement pour l'armée (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 468). — Sollicitent une décision au sujet du renouvellement des officiers de la garde nationale (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 52). — Ecrivent au sujet du sieur Marentin, ancien commissaire des guerres (2 avril, p. 98). — Adresse d'adhésion (29 août, t. **XLIX**, p. 95). — Mention honorable de leur zèle (*ibid.* p. 97).

Procureur général syndic. Ecrit au sujet des troubles survenus à Angoulême (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 468). — Demande si les administrateurs qui ont prononcé contradictoirement sur des intérêts particuliers peuvent réformer leur discussion (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 507).

Tribunal criminel. Don patriotique des président, accusateur public, commissaire du roi et greffier (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670).

Charles, prêtre. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. XLIII, p. 106).

Charles. Lettre relative à sa détention à cause de l'identité de son nom avec celui du complice de Du Saillant (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 6).

Charles, prieur. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 638).

Charles, professeur de physique. Offre à la nation son cabinet de physique (15 janvier 1792, t. XXXVII, p. 430); — observations de Viénot-Vaublanc, Quatremère-Quincy, Broussonnet (*ibid.*); — décret portant acceptation et chargeant le ministre de l'intérieur de choisir un emplacement pour l'installation du cabinet (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 431). — Le ministre de l'intérieur rendra compte des motifs qui l'ont empêché d'exécuter le décret du 15 janvier 1792 relatif à l'acceptation et à l'installation du cabinet de Charles (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 454); — compte rendu du ministre (13 février, p. 479 et suiv.), — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 480). — Inventaire du cabinet de physique donné par lui à l'Assemblée (14 mars 1792, t. XXXIX, p. 687); — dépôt aux archives nationales (*ibid.*).

Charles-Philippe, prince français. — Mis en état d'accusation (1er janvier 1792, t. XXXVI, p. 740). — Sa réponse à la lettre du roi du 11 novembre 1791 (*ibid.* p. 743). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 196.) — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale à son sujet (16 février, p. 564); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur la suspension de son traitement (9 mars 1792, t. XXXIX, p. 519 et suiv.). — Discussion du projet de décret sur la suspension de son traitement (17 avril, t. XLII, p. 6 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 10). — Suppression de sa maison militaire (2 mai 1792, t. XLIII, p. 643). — Pour combien il est compris dans les dépenses de 1792 (1er juin 1792, t. XLIV, p. 435). — — Voir *Princes français*.

Charlet (Philibert). Il lui est accordé une indemnité de 600 livres (23 avril 1792, t. XLII, p. 313).

Charleville (Ci-devant principauté de). Renvoi au comité des domaines d'une demande relative à la façon dont elle doit être administrée (5 septembre 1792, t. XLIX, p, 353).

Charleville (Commune de). Demande en faveur des frères donnés et sœurs données de la maison de capucins (29 avril 1792, t. XLII, p. 503); renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Manufacture d'armes. Les entrepreneurs demandent à être autorisés à extraire de la mine lavée et du charbon du Luxembourg (22 mars 1792, t. XL, p. 355); — renvoi aux comités d'agricultureet de commerce réunis (*ibid*). — Rapport par Massey sur

Charleville (Commune de) (*Suite*).

la pétitiondes entrepreneurs (17 mai 1792, t. XLIII, p. 508); — projet de décret, tendant à les autoriser à extraire de la mine de Saint-Pancré et de Sapogne (*ibid*); — adoption (*ibid.*). — Les ouvriers qui y resteront attachés seront déclarés avoir bien mérité de la patrie (13 août, 1792, t. XLVIII, p. 111). — Réorganisation de la manufacture (19 août 1792, t. XLVIII, p. 370). — Mémoire des propriétaires de la manufacture (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 436). — Troubles survenus à l'occasion d'un enlèvement d'armes (8 septembre, p. 470); — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.*). — Poursuites des moteurs et instigateurs des délits commis le 4 septembre et envoi de commissaires pour accélerer la fabrication (9 septembre, p. 503).

Charleville (District de). Don patriotique du directoire (10 juin. 1792, t. XLV, p. 59). — Envoi d'une pièce originale trouvée dans une procédure instruite devant le directeur du jury d'accusation (29 juin, p. 664).

Tribunal. Demande la modération des amendes fixées par la loi de police rurale (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 121).

Charlier, député de la Marne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV,, p. 63). Prête serment (p. 77). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). = 1792. — Parle sur les affaires d'Avignon (t. XXXVII, p. 212), — sur les sollicitations adressées aux ministres par les députés (p. 350), — sur l'administration des forêts (p. 424), — sur l'ordre du jour (p. 513), — sur le recrutement de l'armée (p. 573 et suiv.), (p. 577), (p. 584), — sur l'état de radiation des cadres de certains officiers (p. 719), — sur le recensement de la population (p. 727), — sur l'ordre du jour (*ibid.*), — sur une pétition des entrepreneurs des églises de Paris (p. 732), — sur les subsistances (p. 734), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Provins (t. XXXVIII, p. 29), — sur la présentation des décrets à la sanction (p. 124), — sur le rapport de Gorgureau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 162), — sur la situation du royaume (p. 180); — sur la responsabilité des ministres (p. 182), — sur les emprunts des pays d'Etat (p. 249), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 252), — sur la pétition des sieurs Gallet et Labadie (p. 265), sur le marché passé avec le sieur Baudouin (p. 270), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 312), — sur l'installation du tribunal criminel de la Loire-Inférieure (p. 458), — sur les empreintes des monnaies (p. 495), — sur l'arrestation de Pelleport et Lambelet (p. 508), — sur les monnaies (p. 680), (p. 681). — sur une pétition des surnuméraires de la prévôté des monnaies (p. 745), — sur les élections de la Loire-Inférieure (t. XXXIX, p. 29), — sur l'inscription au procès-verbal des noms des députés convaincus d'avoir

Charlier, député (*Suite*).

siégé dans des sociétés particulières pendant les séances de l'Assemblée (p. 41), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 64), — sur la formation des légions (p. 69), — sur les secours à accorder à Latude (p. 108), (p. 109), — sur la lettre du ministre des affaires étrangères à M. de Noailles (256), — sur la location des bâtiments de l'Ecole militaire (p. 357), — sur les secours à accorder aux ouvriers de la ville de Laigle (p. 360), — sur les troubles du royaume (p. 360), — sur les biens des émigrés (p. 390), — sur les troubles de l'Eure (p. 392), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 480). — Demande que le ministre de la guerre soit rappelé à l'ordre (p. 502). — Demande que Narbonne, ancien ministre de la guerre, ne puisse quitter Paris sans avoir rendu ses comptes (p. 530). — Parle sur l'emploi de la monnaie fabriquée avec le cuivre ou le métal des cloches (p. 612), — sur le marché passé avec le sieur Baudoin pour les transports militaires (p. 683), (p. 684), — sur l'affaire de Delessart (p. 695), — sur l'arrestation des sieurs Schappes et Lassaux (p. 724), — sur une pétition de Michel Josset (t. **XL**, p. 23), — sur les honneurs à rendre à la mémoire du maire d'Etampes (p. 101), — sur les affaires d'Arles (p. 165), — sur la suppression des visiteurs des rôles des contributions (p. 351), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 386), (p. 387), (p. 388), (p. 389), — sur les relations avec la Suisse (p. 432), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 433), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 535), — sur les émigrés (p. 660), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 1), — sur les comptes de Narbonne, ministre de la guerre (p. 21), — sur la rectification de l'acte d'accusation contre Delessart (p. 56), — sur la pétition du sieur Schoël (p. 207), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 229), (p. 230), — sur la répression des troubles (p. 279). — Annonce l'arrestation de Castellane, ci-devant évêque de Mende (p. 574). — Parle sur la mise en accusation de Noailles (p. 610), (p. 696). — Parle sur le serment à prêter par les personnes chargées de l'instruction publique (t. **XLII**, p. 63), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 65), (p. 66). — Fait une motion relative aux dons patriotiques (p. 404). — Parle sur une pétition du sieur Corbeau (p. 423), — sur le canal de Sommevoire à Chalette (p. 527), (p. 528). — Parle sur une dénonciation de Viénot-Vaublanc contre le général Montesquiou (t. **XLIII**, p. 119 et suiv.). — Fait une motion concernant les biens des religionnaires fugitifs (p. 254). — Parle sur les troubles religieux (p. 312), (p. 313), — sur l'ordre des travaux (p. 319), — sur la police de Paris (p. 423), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 516), (p. 521). — Fait une motion d'ordre (p. 562). —

Charlier, député (*Suite*).

Parle sur le cas du juge de paix Larivière (p. 580), — sur la liquidation des offices des commissaires au Châtelet de Paris (p. 658), — sur une pétition contre Clavière (t. **XLIV**, p. 60), — sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 96), — sur un brûlement de ballots de papiers à la manufacture de Sèvres (p. 200), — sur une pétition (p. 351), sur le traitement des huissiers de l'Assemblée (p. 469), — sur le traitement des ministres (p. 438), — sur le compte à rendre par le maire de Paris de la situation de la capitale (p. 439), — sur la réunion des communes du Riotord et de Saint-Férréol au département de la Haute-Loire (p. 493). — Parle sur les indemnités dues à la famille de Théobald Dillon (t. **XLV**, p. 39). — Fait un rapport sur la vérification d'un scrutin pour l'élection d'un vice-président (p. 126). — Propose de nommer une commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre depuis Duportail (p. 171). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (p. 333). — Suppléant à la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Demande qu'il soit permis à Dumouriez d'aller servir à l'armée du général Luckner (p. 378). — Fait une motion d'ordre (p. 481). — Parle sur la proposition du roi de lever 42 nouveaux bataillons de gardes nationaux (p. 495). — Fait une motion concernant les religionnaires fugitifs (p. 513), — une motion concernant l'inexécution de la loi portant qu'il sera nommé un secrétaire du conseil du roi (p. 545). — Obtient un congé (t. **XLVI**, p. 31). — Renonce à son congé (p. 76). — Parle sur la suspension d'un administrateur du district de Nantua (p. 124). — Demande que l'Assemblée prononce la confiscation de tous les biens des émigrés (p. 153). — Fait une motion relative aux biens des religionnaires fugitifs (p. 232), — une motion relative à l'affaire du maire de Paris (p. 321). — Parle sur l'état des armées (p. 494). — Demande la démolition du château de Bannes (p. 495). — Parle sur l'organisation des fédérés (t. **XLVII**, p. 49), — sur le versement à faire au Trésor public de l'excédent des économats du clergé (p. 140), — sur l'affaire de l'abbaye de Wadegasse (p. 258), — sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (p. 324). — Dépose une adresse de la commune de Vertus (p. 533). — Parle sur une pétition du bataillon des Carmélites (p. 539). — Dénonce le retard apporté à l'examen des élèves d'artillerie (t. **XLVIII**, p. 65). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard des parents des émigrés (p. 181). — Fait connaître le dévouement du juge de paix du canton d'Avallon (p. 613). — S'élève contre une motion de Merlin (p. 665). — Propose de décréter que les commissaires provisoires de la commune de Paris ont bien mérité de la patrie (t. **XLIX**, p. 169). — Est rappelé à l'ordre (p. 271). — L'un des commissaires envoyés

Charlier, député (*Suite*).
aux sections de Paris (p. 276). — Parle sur les droits des assemblées primaires (p. 399), — sur les sentiments patriotiques des citoyens de Châlons (p. 547). — Annonce l'arrivée à Réthel du général Beurnonville (t. L, p. 35). — Parle sur les accusations portées contre les habitants de Châlons-sur-Marne (p. 113 et suiv.). — Commissaire à la levée des scellés apposés dans les maisons ci-devant royales (p. 132). — Donne sa démission de cette commission (p. 148).

Charlier. — Voir *Chalier*

Charlin (Pierre-Simon). Renvoi de sa pétition au comité des secours (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 399). — Il lui est accordé une gratification de 600 livres (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 440).

Charly-sur-Marne (Commune de). Don patriotique de la garde nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59).

Charol. Demande audience (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 574); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Charolles (Commune de). Adresse de félicitation (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 690). — Les religieuses de la Visitation sollicitent la main levée de la suspension de leur traitement (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 625) — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Adresse d'adhésion des citoyens (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 413).
Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 491).

Charolles (District de). Don patriotique des administrateurs, procureur-syndic, secrétaire et receveur de ce district (17 mai 1792, t. **XLIII**. p. 525).

Charpentier, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Charpentier. Haut-juré du département de l'Ain (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Charpentier de Cossigny, commandant à l'Ile de France. — Ecrit à l'Assemblée au sujet d'une insurrection des troupes coloniales dans les îles de France et de Bourbon (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 621). — Se plaint de l'assemblée coloniale de cette colonie (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 41). — Envoie des pièces relatives à la conduite de l'assemblée coloniale (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 636).

Charpey (Commune de). Adresse d'adhésion de l'Assemblée primaire aux décrets de l'Assemblée (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 277).

Charras (Jean-Jacques). Prestation de serment (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 384).

Charrettes. Visites domiciliaires pour en constater la qualité (29 août, 1792, t. **XLIX**, p. 90).

Charrier. Prévenu d'enrôlements pour les émigrés (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 639). — Est décrété d'accusation (12 avril 1792, t. **XLI**, p, 550). — Lettre du ministre de l'intérieur, relative à l'exécution de ce décret (13 avril, p. 556). — Le ministre de l'intérieur annonce qu'il n'a pas encore pu être procédé à son arrestation (25 avril 1792, **XLII**, p. 369). — Lettre du directoire du département de l'Aveyron concernant l'exécution du décret d'accusation rendu contre lui (27 avril, p. 469). — Texte du décret d'accusation rendu contre lui (2 mai, p. 667).

Charrier-Dubreuil. Procédure instruite contre lui (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 521); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*) — Prévenu d'enrôlement pour les émigrés. Le ministre de la justice sollicite une décision sur son affaire (12 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 608); — rapport par Maribon-Montaut (*ibid.* p. 613); est décrété d'accusation (*ibid.* p. 614). — Acte d'accusation contre lui (28 mars 1792, t. **XL**, p. 627).

Charrière, sergent-major. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Charrois. Voir *Fourrages*.

Charron, officier municipal de la ville de Paris. — Fait hommage de 10 exemplaires de son ouvrage sur les jeux (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 449). — Pétition sur cet objet (5 décembre 1791, p. 591). — Demande à être admis à la barre (16 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 437). — Présente une adresse de félicitation et de dévouement à la Constitution, du bataillon de la section de Bonne-Nouvelle (*ibid.* p. 438). — Demande à présenter une pétition sur les jeux de hasard (21 janvier, p. 549); — l'Assemblée décrète qu'il sera entendu par le comité de législation (*ibid.*) — Fait hommage d'un ouvrage intitulé : « Des officiers de paix et de police et de la police correctionnelle. » (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 13). — Dénonce un assassinat provoqué par la passion du jeu (19 février, p. 650 et suiv.).

Charron *jeune*. Don patriotique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 329).

Charroux (Canton de). Adresse d'adhésion de l'Assemblée primaire (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139).

Charrues. Proposition du ministre de l'intérieur relative au rétablissement de la coutume qui consistait à consacrer toutes les charrues à sillonner les terres des pauvres le 28 octobre de chaque année. — Renvoi au comité d'instruction publique (17 septembre, 1792, t. **L**, p. 80.)

Chars (commune de), (département de Seine-et-Oise). Il sera payé une somme de 1,403 l. 10 s., à l'hôpital (26 août 1792, t. **XLIX**, (p. 18).

Chartenet (Pierrette). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 513).

Chartes provenant des maisons nationales. Etat à faire de celles qui sont relatives aux arts (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 327).

Chartes. — Voir *Œuvres littéraires*.

Charton. Est nommé maréchal de camp au camp de Soissons (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 389).

Charton (Joseph). — **1791**. — Offre ses vues pour l'établissement d'une école de musique (t. **XXXVI**, p. 232).

Chartonge, colonel du 61e régiment. Envoie les éclaircissements qui lui ont été demandés (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Chartraire, trésorier des ci-devant Etats de Bourgogne. Les fonds trouvés dans sa caisse seront versés dans celle du receveur du district de Dijon) 1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 171 et suiv.). — Les administrateurs du département de la Côte-d'Or se plaignent de l'inexécution de ce décret (9 septembre, p. 494).

Chartres Commune de). Pétition des musiciens des ci-devant cathédrale et collégiale de Chartres (5 décembre 1791, t. **XXXV**, (p. 578). — Réclamation des officiers municipaux contre une inculpation faite aux citoyens (15 mars 1792, t. **XL**, p. 7); — ordre du jour (*ibid.*). — Demande relative à la vente des bâtiments de l'ancien hôpital (21 juin 1792, (t. **XLV**, p. 453) ; — renvoi aux comités de l'extraordinaire des finances et des secours publics (*ibid.*). — Etablissement de deux commissaires de police (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194). — Réclamation contre la suspension du maire (7 juillet, p. 234) ; — (15 juillet, p. 497). — Proclamation du roi levant la suspension du maire et du procureur de la commune (20 juillet, p. 694.). — Adresse d'adhésion de la société populaire (5 août 1792, (t. **XLVII**, p. 490). — Don patriotique de la Société des amis de la liberté et de l'égalité (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 1). — Adresse d'adhésion (29 août, p. 97).

Chartres (District de).
Adresse des administrateurs au sujet des décrets contre les émigrants et les prêtres séditieux (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 667). — Pétition des avoués auprès du tribunal (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 1). — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 367).

Carvin. Fait hommage de la découverte d'une matière propre à suppléer le savon (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 364).

Chassagnac, député de la Corrèze. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 151). — Fait l'analyse de diverses pétitions et adresses (t. **XXXVI**, p. 631

Chassagnac, député (*Suite*).

et suiv.) = **1792**. — Parle sur les troubles d'Arles (t. **XXXVIII**, p. 643). — Membre de la commission des Douze (t. **XXXIX**, p. 519). — Faits des rapports sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 114 et suiv.) ; — les défend (p. 211 et suiv.). — Parle sur la déportation des prêtres réfractaires (t. **XLIV**, p. 99). — Fait un rapport sur les troubles de l'Ile-Rousse (t. **XLVIII**, p. 628 et suiv.).

Chasserant. Dénonce des abus (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 595).

Chasseurs. Taille nécessaire pour servir aux chasseurs (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 638). — Les compagnies des régiments qui ne sont point employés dans les légions seront portées à 130 hommes (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 475). — Création de dix compagnies pour l'armée du Rhin (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 74). — Mis à la disposition des généraux. — Leur organisation et solde (24 juillet, p. 110). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande relative à la résidence des chasseurs qui se sont rendus à Vesoul après la capitulation de Verdun (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 643).

Chasseurs. — *Bataillons et régiments divers :*

6e *bataillon*. — Le directoire du département du Bas-Rhin dénonce la désertion de plusieurs officiers et soldats (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 167). — Dénonciation contre plusieurs officiers et soldats comme fauteurs de la désertion de leurs frères d'armes (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 468), (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 173).

12e *bataillon*. — Adresse relative aux troubles de Perpignan (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 421). — Réponse à une excitation à la désertion faite par le capitaine Fabiani (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 604).

2e *régiment*. — Pièces relatives à la prestation du serment par plusieurs officiers (13 avril 1792, t. **XLI**, 543). — Don patriotique (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553)

8e *régiment*. — Approbation de sa conduite (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 170).

Chasseurs bons tireurs. Décret relatif à leur formation (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 515 et suiv.).

Chasseurs de la liberté. Défilent devant l'Assemblée (4 septembre 1792, t. **XLIX**. p. 337 et suiv.).

Chasseurs de la mort. Renvoi au pouvoir exécutif d'un différend entre cette compagnie et des soldats qui en ont été chassés (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 412). — Prestation de serment par les chasseurs de la compagnie (11 septembre, p. 457).

Chasseurs nationaux. Toute commune qui aura formé une compagnie de chasseurs nationaux de 150 hommes est autorisée à faire porter son nom à cette compagnie (1er août

Chasseurs nationaux (*Suite*).
1792, t. XLVII, p. 339). — Etat des dépenses des compagnies de chasseurs nationaux (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 195).

Chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne. — Voir *Garde nationale parisienne*.

Chasseurs volontaires nationaux. — Voir *Volontaires nationaux*.

Chasteau, député des Deux-Sèvres. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 151). = 1792. — Son opinion, non prononcée, sur la pétition du directoire du département de Paris pour engager le roi à faire usage du veto sur le décret relatif aux troubles prétendus religieux (t. XXXVIII, p. 172 et suiv.).

Chastel. Compte à rendre des motifs de sa détention (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 676). — Lettres du ministre de la justice sur les motifs de sa détention (22 juillet 1792, t. XLVII, p. 42), (28 juillet, p. 223).

Chastel, Savoisien. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. XLII, p. 278).

Châtaigneraye (Commune de La). Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de la Vendée (13 août 1792, t. XLVIII, p. 101).

Châtaigneraye (District de La). Adresse des membres du district à l'Assemblée (22 janvier 1792, t. XXXVII, p. 588). — Nombre et placement des notaires (11 août 1792, t. XLVIII, p. 20).

Château (Commune du), île d'Oléron. Don patriotique des habitants (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 56).

Châteaubodiérie, citoyen de Damey (Vosges). Fait un don patriotique (23 mai 1792, t. XLIV, p. 50).

Châteaubriant (Commune de). Adresse de la Société des amis de la Constitution (19 février 1792, t. XXXVIII, p. 648).

Châteaubriant (District de).
Tribunal. Don patriotique des juges et commissaires du roi (10 mai 1792, t. XLIII, p. 195).

Château-Chinon (District de). Adresse de dévouement (24 novembre 1791, t. XXXV, p. 350). — Voir *Franay*.

Château-de-Fond. — Voir *Chaux-de-fonds*.

Chateau-du-Loir (Commune de). Adresse d'adhésion (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 572).

Château-du-Loir (District). Adresse de dévouement (19 avril 1792, t. XLII, p. 182). — Adresses d'adhésion (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325), (10 septembre, p. 516).

Châteaudun (Commune de). Projet de décret sur la circonscription des paroisses (19 juillet 1792, t. XLVI, p. 647). — Le conseil

Châteaudun (Commune de) (*Suite*).
général dénonce un écrit incendiaire (27 août 1792, t. XLIX, p. 33).

Châteaudun (District de).
Tribunal. Don patriotique des juges, commissaire du roi et greffier (11 mai 1792, t. XLIII, p. 253).

Châteaugiron (Commune de). Don patriotique (19 mai 1792, t. XLIII, p. 555).

Châteaugay. Présente une pétition en faveur du jeune Laqueuille (17 septembre 1792, t. L, p. 91).

Châteaulin (District de). Projet de décret sur la circonscription des paroisses (13 juillet 1792, t. XLVI, p. 585 et suiv.). — Deuxième lecture (28 juillet 1792, t. XLVII, p. 213 et suiv.). — Troisième lecture (10 août, p. 661 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 662).

Châteaumeillant (Commune de). Don patriotique des officiers municipaux (4 août 1792, t. XLVII, p. 453).

Châteauneuf (Canton de), district de Marcigny. Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 429).

Châteauneuf (District de). Nombre et placement des notaires (11 août 1792, t. XLVIII, (p. 22).
Tribunal. Prestation de serment par les juges (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 348).

Châteauneuf-Randon, président du directoire du département de la Lozère. Ecrit au sujet des troubles de ce département (30 mars 1792, t. XL, p. 696). — Est nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. L, p. 66).

Châteaupanne (Commune de). Les habitants réclament contre la suppression de leur paroisse (3 décembre 1791, t. XXXV, (p. 351); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Château-Renard (Canton de). Renvoi au pouvoir exécutif d'une dénonciation contre le directeur du jury (2 juin 1792, t. XLIV, p. 491). — Observations relatives à cette dénonciation (6 juin, p. 663).

Château-Renard (Commune de). Adresse d'adhésion de la société populaire (4 août 1792, t. XLVII, p. 490).

Château-Renault (District de).
Administrateurs. Ecrivent au sujet du recouvrement des contribuables (1er juillet 1792, t. XLVI, p. 21).

Châteauroux (Commune de). Don patriotique des élèves du collège (25 mai 1792, t. XLV, p. 550). — Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. XLIII, p. 635).
Conseil général. Adresse relative aux événements du 20 juin (13 juillet 1792, t. XLVI, p. 438).

Châteauroux (District de.)
Directoire. Rapport sur son emplacement

Châteauroux (District de) (*Suite*). (30 mai 1792, t. XLIV, p. 312 et suiv.). — Décret sur son emplacement (20 juin 1792, t. XLV, p. 420).

Tribunal. Don patriotique (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 125).

Château-Salins (Commune de). Lettre du maire sur le civisme des citoyens (27 août 1792. t. XLIX, p. 37). — Adresse de dévouement des citoyens (*ibid.* p. 39).

Château-Salins (District de). Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325).

Château-sur-Aisne (Commune de). Lettre des maire et officiers municipaux relative au partage des biens communaux (27 avril 1792, t. XLII, p. 471). — Adresse sur les circonstances actuelles (2 août 1792, t. XLVII, p. 382).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. XLVIII, p. 692).

Château-Thierry (Commune de). Adresses de félicitation et d'adhésion (12 juillet 1792, t. XLVI, p. 367), — (5 août 1792, t. XLVII, p. 490), — (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 487).

Châteaux-Thierry (District de). — Le directoire du district se plaint de ce que le bataillon des gardes nationaux de Seine-et-Marne n'a pas reçu les armes dont il a besoin (28 octobre 1791, t. XXXIV, p. 463 et suiv.). — Le ministre de la justice rendra compte d'une dénonciation contre 3 juges du tribunal (2 avril 1792, t. XLI, p. 80). — Adresse d'adhésion (18 août 1792, t. XLVIII, p. 357). — Adresse de dévouement des gardes nationaux (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 163). — Procès-verbal de la formation du bataillon des gardes nationales sédentaires (*ibid.* p. 170). — Mesures prises pour la défense nationale (4 septembre, p. 340). — Les administrateurs font connaître le zèle de la gendarmerie nationale (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 596).

Châteaux forts. Les canonniers vétérans ne pourront être placés dans les châteaux qui sont bâtis sur la mer qu'en cas de guerre (11 avril 1792, t. XLI, p. 593 et suiv.). — Motion relative à leur destruction dans l'intérieur de l'Empire. — Renvoi au comité militaire (4 août 1792, t. XLVII, p. 486). — Le ministre de la guerre présentera le tableau des châteaux forts dont la conservation pourrait intéresser la sûreté générale de l'Etat (24 août 1792, t. XLVIII, p. 679). — Gardes nationaux destinés à leur garde (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 510).

Châtelain, professeur de l'Ecole de dessin de Paris. Présente un projet pour des retranchements portatifs (3 septembre 1792), t. XLIX, p. 265).

Châtelet de Paris. Lettre des prisonniers (27 juillet 1792, t. XLVII, p. 179). — Voir *Commissaires au Châtelet*.

Châtellerault (Commune de). Le directeur des postes aux lettres signale un vol commis dans son bureau (22 juin 1792, t. XLV, p. 481). — Etablissement d'un commissaire de police (6 juillet. t. XLVI, 1792, p. 194). — Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de la Vienne (13 août 1792, t. XLVII, p. 101).

Châtenet (François). L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. XLVII, p. 643).

Châtillon, citoyen de Paris. Propose des vues sur les défrichements des forêts et sur l'échange des assignats (25 mai 1792, t. XLIV, p. 114).

Châtillon (Commune de), département de Paris. Don patriotique des élèves (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 146). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à l'emplacement du cimetière (9 juillet 1792, t. XLVI, p. 256), — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Châtillon (Commune de), sans désignation de département. Adresse d'adhésion (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 578).

Châtillon (Commune de), district de Montargis. Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. L. p. 84).

Châtillon (District de), département de la Côte-d'Or. Don patriotique des commis de l'administration (27 juillet 1702, t. XLVII, p. 180).

Châtillon (District de), département des Deux-Sèvres. Demande du secours (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 195). — Voir *Bressuire*.

Châtillon-sur-Loing (Canton de). Adresse d'adhésion de l'assemblée primaire aux décrets de l'Assemblée nationale (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325).

Châtillon-sur-Seine (Commune de). Adresse d'adhésion (25 août 1792, t. XLVI, p. 707).

Société des amis de la Constitution. — Don patriotique (11 mai 1792, t. XLIII, p. 253).

Châtillon-sur-Seine (District de). Don patriotique du procureur-syndic, du secrétaire, des commis, employés et des membres le composant (9 mai 1792, t. XLIII, p. 176.) — Adresse d'adhésion (26 août 1792, t. XLIX, p. 7).]

Châtre (District de La). Le receveur réclame une somme de 6,000 livres qu'il a avancée pour les gardes nationaux qui sont allés aux frontières (10 avril 1792, t. XLI. p. 412) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et militaire réunis (*ibid.*).

Tribunal. — Etat de ses travaux depuis son

Chégny (Commune de).

Société des amis de la Constitution. Don patriotique (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 500).

Chel(Roch). Fait un don patriotique (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 395).

Chelles (Commune de). Adresse de dévouement à la Constitution (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 519. — Décret sur la circonscription des paroisses (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 387).

Chemelat. Présente une pétition au nom des maîtres de pension de la vile de Paris (2 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 97); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Cheminant (l'aîné), juge de paix à Mayenne. — Fait un don patriotique (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 641).

Chemins publics. Le ministre de l'intérieur demande une loi relative à la conservation des arbres plantés le long des chemins (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 503) ; — renvoi au comité d'agriculture (*ibid.*).

Chenantais, administrateur du département d'Indre-et-Loire. — Adresse un mémoire sur les finances et fait un don patriotique (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 582).

Chenard, artiste de la Comédie-Italienne. — Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XL II**, p. 381.)

Chenavard. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Chénier (Marie-Joseph). Présente une pétition de la section de la Bibliothèque (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 502). — Son discours à la barre de l'Assemblée (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 688 et suiv.).

Chénier, officier municipal de Tonneins. Demande audience (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 554). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il réclame contre un arrêté du directoire du département de Tarn-et-Garonne (*ibid.* p. 575).

Cher (Département du). Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 367). — Députés nommés à la Convention nationale (10 septembre 1792, **XLIX**, p. 533). — (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58). — Don patriotique des vicaires métropolitains (17 septembre, p. 66).

Cher (Département du).

Administrateurs. Ecrivent au sujet de l'exécution des lois concernant les émigrés (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315).

Conseil général. Annonce d'un trait de générosité de sa part (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 115). — Annonce qu'il s'est établi en permanence (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 382). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95).

Directoire. Demande une réduction de la gratification accordée à Lesage, manufacturier (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 2). —

Cher (Département du) (*Suite*).

Soumet à l'Assemblée des arrêtés, que les circonstances l'ont forcé de prendre (*ibid.* et p. suiv.).

Cheradame. Sa pétition pour obtenir le règlement des mémoires de ses travaux et fournitures relatifs à la clôture des murs de Paris (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 74); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Cherbourg (Commune de). Les citoyens offrent leur numéraire en échange d'assignats (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 639). — Adresse d'adhésion de la société populaire (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Zèle patriotique des habitants pour la défense des frontières (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 114). — Adresse de dévouement (23 août, p. 664).

Port. Les officiers municipaux demandent la continuation des travaux de ce port (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 161); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Noël, maire de Cherbourg, présente un ouvrage sur les travaux du port depuis 1778 (12 janvier, p. 333); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 334). — Le ministre de la marine demande 45,000 livres pour le service du port et des travaux de la rade (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 31); — renvoi aux comités de marine et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Question du ministre de la marine au sujet d'une réclamation contre l'administration des travaux de la rade (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 37); — renvoi aux comités de législation et de marine réunis (*ibid.*). — Pétition des entrepreneurs de la rade (2 avril, p. 97 et suiv.); — renvoi aux comités de marine et de liquidation réunis (*ibid.* p. 98), — la commission centrale mettra à l'ordre du jour le rapport sur cette pétition (16 avril, p. 704). — Fonds accordés pour les travaux (*ibid.*). — Demande de fonds pour le rechargement des digues (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 640); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Il n'y a pas lieu de délibérer sur la réclamation des entrepreneurs des travaux (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. ?). — Rapport par Letourneur sur les travaux (28 mai, p. 179 et suiv.), (p. 205 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 207 et suiv.). — L'administration des ponts et chaussées demande l'autorisation d'acquérir une maison (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 225); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Le ministre de la marine demande à l'Assemblée de statuer sur les fonds demandés pour les travaux (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 57); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Discussion du projet de décret sur les travaux du port : Laureau, Brémontier, Crublier-d'Optère, Reboul, Queslin (28 juillet, p. 239 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 243).

Chereeau. Fait un don patriotique (17 septembre 1792, t. **L**, p. 80).

Chéré. — Voir *Cheyré*.

Chéron, artiste de l'Opéra. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. XLIV, p. 124).

Chéron-la-Bruyère, député suppléant de Seine-et-Oise. — 1791. — Est admis en remplacement de Lebreton, démissionnaire (t. XXXIV, p. 234). — Prête serment (*ibid.*). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Demande l'impression et la distribution, au moins vingt-quatre heures à l'avance, des projets de décret pour lesquels les comités demanderont l'urgence (t. XXXV, p. 5). — Parle sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 77), — sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 269), — sur les jeux (p. 449), — sur une dénonciation contre Delessart (p. 534), — sur les pensions (p. 534), — sur les dénonciations (p. 622), — sur la lettre remise par le sieur Pacoul (p. 712). — Parle sur l'insertion au procès-verbal d'une adresse de la section de la Fontaine de Grenelle de Paris (t. XXXVI, p. 1), — sur une adresse des officiers municipaux de Versailles (p. 3). — Est rappelé à l'ordre (p. 4). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 10 décembre 1791 au soir (p. 25), — sur le procès-verbal du 11 décembre (p. 26), (p. 27 et suiv.), — sur une pétition de 800 citoyens de Paris (p. 81), (p. 82), — sur l'admission des pétitionnaires à la barre (p. 84), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 105 et suiv.), — sur les plaintes de sous-officiers de cavalerie (p. 109), — sur l'ordre du jour (p. 114), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 127), (p. 128), — sur le procès-verbal du 15 décembre (p. 157), — sur une lettre des administrateurs du département de Seine-et-Oise (p. 175), — sur les adresses et pétitions (p. 176), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 224). — Demande l'appel nominal pour constater le nombre des députés présents à l'Assemblée (p. 249). — Demande le renouvellement du serment des députés (p. 249). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 269), — sur une dénonciation contre le sieur Guilloumot (p. 390), — sur les troubles des Feuillants (420), (p. 421), — sur un projet d'adresse au peuple français présenté par Vergniaud (p. 440), (p. 442), — sur la communauté de Saint-Lazare (p. 465), — sur une demande de 20 millions pour le service de la guerre (p. 619). = 1792. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 731), — sur la confection des catalogues des richesses littéraires du royaume (t. XXXVII, p. 2), — sur les troubles de Perpignan (p. 57 et suiv.). — Fait un rapport sur l'organisation des bureaux de la conservation générale des forêts (p. 75 et suiv.). — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 82). — Soumet à la discussion le projet de décret sur l'organisation de la conservation des forêts (p. 134), — le défend (p. 136). — Parle sur l'admission dans l'Assemblée du sieur Sébire (p. 157), — sur une lettre adressée au roi et à l'Assemblée

Chéron-la-Bruyère (*Suite*).

(p. 215), — sur l'organisation de la garde nationale (p. 334). — Fait des rapports sur la question de savoir s'il y a lieu de charger provisoirement les procureurs-syndics des fonctions de procureurs des eaux et forêts (p. 349), (p. 422), — les défend (p. 351), (p. 424). — Présente un projet d'adresse aux Français relative aux tentatives faites pour modifier la Constitution (p. 416 et suiv.). — Parle sur la vente des forêts de Moyeuvre (p. 474), — sur le mémoire de l'ex-ministre Duportail (p. 476), — sur la proposition du sieur Carle (p. 481 et suiv.), — sur le recrutement de l'armée (p. 518). — Fait une motion concernant les mentions honorables au procès-verbal des ouvrages présentés à l'Assemblée (p. 528). — Parle sur une pétition de Charron (p. 549). — Dépose une réclamation du sieur Boissy (p. 573). — Parle sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 581), — sur le recrutement de l'armée (p. 583 et suiv.), — sur une adresse des volontaires nationaux de Seine-et-Oise (p. 637), — sur une donation de la demoiselle Picard (p. 711), — sur une adresse de la ville de Boulogne-sur-Mer (p. 727), — sur le rétablissement des passeports (t. XXXVIII, p. 21), (p. 22), — sur les impositions (p. 107), — sur le départ des officiers du 40e régiment (p. 395), — sur l'ordre du jour (p. 486), — sur l'arrestation de Pelleport et Lambelet (p. 508), — sur l'organisation des gardes nationales (p. 518), — sur l'absence de Lacombe, député de la Gironde (p. 606 et suiv.), — sur l'admission à la barre du sieur Defarre (p. 677), — sur l'inscription de Bouy de Valois sur la liste des vainqueurs de la Bastille (p. 741), — sur la réception des pétitions et adresses (t. XXXIX, p. 2), — sur l'expédition des provisions de notaires par le ministre de la justice (p. 7), — sur l'ordre du jour (p. 31), — sur les pièces jouées dans les théâtres de Paris (p. 191), — sur un arrêté du directoire du département de Loir-et-Cher (p. 192) ; — sur une pétition (p. 229), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 230), — sur une réclamation de Groignard (p. 233), — sur les troubles du royaume (p. 379). — Membre du comité des domaines (p. 394). — Parle sur les troubles de Seine-et-Oise (p. 413), (p. 414), — sur le procès-verbal du 6 mars 1792 au matin (p. 430), — sur une adresse de la municipalité de Crépy (p. 508), — sur les accaparements (p. 594), — sur la distribution aux députés (p. 689), — sur la compétence des tribunaux du district (t. XL, p. 22), — sur une pétition de Michel Josset (p. 23), — sur la réclamation du sieur Groignard (p. 31 et suiv.), — sur les ordres militaires et religieux supprimés (p. 89), — sur l'admission de Deleutre à la barre (p. 137), — sur un hommage de William-William (p. 138), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 353), — sur les troubles de Seine-et-Oise (p. 405), — sur une pétition de sept citoyens de

Chéron-la-Bruyère (*Suite*).

Pondichéry (p. 460). — Demande audience pour la dame Grandval (p. 478). — Demande que l'Assemblée porte le deuil le jour de l'anniversaire de la mort de Mirabeau (p. 519). — Parle sur une lettre du sieur Dubauchet (p. 680), — sur une adresse de la municipalité de Paris (p. 682), — sur l'aliénation des forêts nationales (p. 609). — Son opinion non prononcée sur les dangers de l'aliénation des forêts nationales (p. 727 et suiv.). — Parle sur les billets de confiance (t. **XLI**, p. 11), — sur le monument à élever à la mémoire du maire d'Etampes (p. 15), — sur la procédure contre les princes français, frères du roi, (p. 42), — sur la demande des ministres de conférer avec les comités des finances (p. 81), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 99), (p. 171), (p. 172), (p. 173), — sur la pétition du sieur Schoël (p. 207), — sur une pétition de la garde nationale d'Arpajon (p. 414), — sur les formalités à remplir par les députés pour toucher leur traitement (p. 510), — sur les troubles (p. 562). — Fait un rapport sur le traitement des employés des eaux et forêts (p. 683). — Parle sur la proposition de rapporter le décret d'accusation contre de Noailles (p. 695), — sur l'envoi d'une adresse à l'armée (t. **XLII**, p. 223), — sur une demande du ministre de la guerre (p. 497), — sur des plaintes de la municipalité de Valenciennes (p. 600). — sur la proposition de décréter d'accusation Marat et Royou (p. 710), — sur le règlement concernant le service de l'infanterie (t. **XLIII**, p. 5), (p. 6), — sur le mode de réception des officiers (p. 109), — sur la suppression des droits féodaux (p 209), — sur la lettre du président au maréchal Luckner (p. 254), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 269), — sur la pétition de M. de Rossel (p. 526). — Est impliqué dans l'affaire du juge de paix Larivière (p. 611). — S'explique à ce sujet (p. 612). — Parle sur une proposition du ministre de la guerre (t. **XLIV**, p. 85), — sur le cas de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 161). — Propose des mesures d'ordre (p. 212 et suiv.). — Parle sur une consigne donnée à l'Hôtel des Invalides (p. 279). — Fait une motion d'ordre (p. 305). — Parle sur l'affaire du sieur Jean-Joseph Henry (p. 461), — sur le traitement des ministres (p. 437 et suiv.), (p. 439), — sur le service de la garde nationale (p. 552), — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 564). — Propose de déclarer biens nationaux les propriétés foncières dont les titres primitifs ne pourront pas être reproduits (t. **XLV**, p. 221). — Fait une motion relative au service dans la garde nationale (p. 225). — Parle sur une adresse de la ville d'Amiens (p. 599), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 114), (p. 131), (p. 132), — sur l'envoi d'une députation à une cérémonie

Chéron-la-Bruyère (*Suite*).

célébrée à Notre-Dame (p. 388). — Demande l'insertion au procès-verbal d'une lettre du sieur Ricard (t. **XLVII**, p. 56).

Chetembourg ou Chettebourg, Anglaise. Présente une pétition (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 574) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Chettebourg, Anglais. Demande sa mise en liberté (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 557) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Chevalier (Dame). Est autorisée à retourner Sant-Pierre-Miquelon (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 715). — Est rayée de l'état des secours aux déportés de Saint-Pierre et Miquelon (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 91).

Chevalier, capitaine invalide. Fait un don patriotique (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 692).

Chevalier, citoyen de la Martinique. Présente un projet d'établissement de commerce (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432).

Chevalier, membre de la commune de Paris. Fait un don patriotique (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 626).

Chevalier (père et fils). Sont autorisés à retourner à Saint-Pierre-Miquelon (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 715).

Chevalier, secrétaire du directoire du district de la Mayenne. Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. **XVIII**, p. 506).

Chevalier (S^r^). — **1791**. — Pétition relative à un projet pour rendre le Rhône navigable (t. **XXXIV**, p. 688; — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce (*ibid.*).

Chevalier (Joseph). — Voir *Canaux*,

Chevallier-Malibert, député de la Mayenne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78).

Chevalot-Beaugeois, garde nationale de de Varennes. — Demande une indemnité (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 188). — Renvoi au comité des pétitions et des secours publics (*ibid*). — Rapport sur sa pétition (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 135 et suiv.). — Deuxième lecture (22 juin, p. 483). — Troisième lecture (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 91 et suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 92). — Réclame le payement de la gratification qui lui a été accordée (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 374).

Chevandier. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Chevassé, dit Champagne. Fait un don patriotique (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 192).

Chevaux. Mémoire présenté par Avesne sur les moyens d'en augmenter le nombre et la qualité (9 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 169); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande la nomination, dans les départements

---

(1) Ce rapport n'a pas été présenté à l'Assemblée.

Citoyens absents. Liste à fournir de ceux dont les biens n'ont pas été compris dans la loi du séquestre (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 575).

Citoyens actifs. Renvoi au comité féodal d'une motion de Regnault-Beaucaron relative au droit de tous les citoyens actifs au partage dans les profits et avantages communaux (29 mai 1793, t. XLIV, p. 263).

Citoyens de couleurs. Demandent à être organisés en légion franche (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 428 et suiv.); — ils sont autorisés à former des compagnies franches (*ibid.*).

Civray (Commune de).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (25 juillet 1792, t. XLVII, p. 140).

Civray (District de).

Conseil général. Envoie une lettre du sieur Fayolle (22 août 1792, t. XLVIII, p. 618).

Tribunal. Don patriotique des juges (28 juillet 1792, t. XLVII, p. 211).

Clairac (Abbaye de). Foissey demande que les biens de cette abbaye soient mis à la disposition de la nation (6 avril 1792, t. XLI, p. 233); — renvoi au comité des domaines (*ibid*). — Foissey renouvelle sa motion relative à la mise à la disposition de la nation des biens et revenus de cette abbaye (22 avril 1792, t. XLII, p. 285); — jour fixé pour le rapport du comité des domaines (*ibid.*); — rapport par Mouysset (1er mai, p. 580 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 581); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*).

Clairac (Commune de). Un membre demande l'admission à la place des pétitionnaires des jeunes gens de cette commune enrôlés pour les troupes de ligne (24 mars 1792, t. XL, p. 440). — Procès-verbal de l'assassinat de Lauga-Lartigue (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 289).

Clairet, citoyen d'Etampes. Fait un don patriotique (29 avril 1792, t. XLII, p. 511).

Clairval, artiste de la Comédie italienne. — Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. XLII, p. 381).

Clais (Etienne). Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. XLV, p. 492).

Clais (Commune de). Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. XLVII, p. 490). — Adresse d'adhésion de l'assemblée électorale (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 452).

Clamaran (l'aîné). Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. XLV, p. 362). — Réitère la rétractation de sa signature à la pétition des 8,000 et fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 390).

Clamart (Commune de). Défilé des volontaires devant l'Assemblée et don patriotique (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 506).

Clamecy (Commune de). Don patriotique des citoyens (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 99).

Clamecy (*Suite*).

— Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (22 août 1792, t. XLVIII, p. 613). — Adresse d'adhésion des citoyens aux décrets de l'Assemblée nationale (30 août 1792, t. XLIX, p. 113).

Troubles. Rapport par Tardiveau sur les troubles survenus dans cette commune (1er avril 1792, t. XLI, p. 65 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 66); — adoption (*ibid.*). — Arrestation des séditieux (2 avril, p. 99). — Approbation de la conduite des gardes nationales employées au rétablissement de l'ordre (13 avril, p. 562).

Clamecy (District de). Don patriotique des membres du directoire et du procureur syndic (3 mai 1792, t. XLII, p. 719).

Tribunal. Prestation du serment (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 419).

Clarac. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. XLIII, p. 670).

Claret (Bernard). Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. XLV, p. 193).

Claret (Louis). Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. XLV, p. 193).

Clareton, instituteur. Observations sur les moyens de perfectionner la musique (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 499).

Clarkson (Thomas). Décret lui conférant le titre de citoyen français (16 août 1792, t. XLIX, p. 10).

Clartan, officier municipal d'Etampes. Invité à assister à la cérémonie en mémoire de Simoneau (22 mai 1792, t. XLIV, p. 3).

Classes de la marine. Rapport par Le Tourneur sur la répartition des quartiers des classes et des officiers qui doivent y être établis (9 juin 1792, t. XLV, p. 7 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 8 et suiv.). — Discussion du projet de décret sur la répartition des quartiers des classes de la marine et des officiers qui doivent y être établis (19 juillet 1792, t. XLVI, p. 649 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 655).

Classes maritimes. Opinion de Kersaint et projet de décret sur les classes maritimes (t. L, p. 585 et suiv.).

Claston (Thomas). On demande qu'il soit autorisé à exporter des chevaux en Angleterre. — Renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (4 novembre 1792, t. XXXIV, p. 622).

Claude, prêtre. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. XLIII, p. 106).

Clauzel *jeune*, député de l'Ariège. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 136). — Prête serment (p. 151). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances, (t. XXXV, p. 595). = **1792**. — Présente un projet de décret sur

Clauzel *jeune* (*Suite*).

la suspension de la vente des forges de Moyeuvre, Naix et Montiers-sur-Saulx (t. **XXXVII**, p. 131 et suiv.), (p. 427), (p. 473). — Parle sur une pétition des fabricants de jayet (t. **XXXIX**, p. 3). — Fait un rapport sur une demande de secours de la commune de Poitiers (t. **XL**, p. 350) ; — le soumet à la discussion (p. 462). — Fait un rapport sur la fabrication de 300 millions d'assignats (t. **XLIII**, p. 32), — un rapport sur un décret relatif à la ville de Poitiers (p. 194), — un rapport sur la nécessité de faire brûler les assignats mis en défets (p. 508 et suiv.), — un rapport sur la comptabilité des trésoriers généraux de la guerre (t. **XLIV**, p. 361 et suiv.), — un rapport sur le payement des réparations à faire aux églises paroissiales (t. **XLVI**, p. 596). — Fait une motion concernant les membres de l'Assemblée qui se font payer leur traitement de fonctionnaire et celui de député (t. **XLVII**, p. 98). — Parle sur cet objet (p. 120 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport sur les réparations à faire aux églises des paroisses (t. **XLVIII**, p. 3). — Fait un rapport sur la demande du directoire des Basses-Alpes d'être autorisé à acquérir la maison des ci-devant Récollets de Digne (*ibid.*). — Parle sur le droit d'enregistrement à mettre sur les effets au porteur (p. 679). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 66), (p. 104). — Demande l'application rigoureuse de la loi qui défend aux députés fonctionnaires de cumuler leur traitement avec l'indemnité de représentant du peuple (p. 174 et suiv.). — Son rapport sur la suspension de la vente des forges de Moyeuvre, Naix et Montiers-sur-Saulx (p. 296 et suiv.).

Clavel. Don patriotique (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 301).

Claverie, commissaire des guerres. Est dénoncé par le directoire du département de l'Aude (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 583); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Claverye. Haut-juré du département de Lot-et-Garonne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80). — Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 590), (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Clavier. Demande relative au payement de son traitement (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 740) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Clavière, député suppléant de Paris, puis ministre des contributions publiques. — **1791**. — Demande à être admis à la barre pour présenter une pétition relative aux finances (t. **XXXIV**, p. 623); — la présente (p. 642 et suiv.). — Lafreté fait hommage d'un manuscrit sur sa pétition relative aux finances (t. **XXXV**, p. 309). — Réflexions sur les remboursements (p. 494 et suiv.). — Lettre de Rouvière sur sa pétition (p. 656). — Présente un mémoire sur les finances (t. **XXXVI**, p. 153 et suiv.). = **1792**. — Le roi annonce sa nomination au ministère des contributions pu-

Clavière (*Suite*).

bliques (24 mars 1792, t. **XL**, p. 440 et suiv.). — Il assure l'Assemblée de son zèle et de son dévouement (26 mars, p. 496). — Appelé à opter entre les fonctions de représentant du peuple et celles de ministre, il déclare choisir les dernières (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 54). — Est dénoncé pour avoir destitué le directoire des postes (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59 et suiv.) ; — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.* p. 60). — Il annonce qu'il a reçu l'ordre du roi de remettre son portefeuille au ministre de la justice (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 162); — l'Assemblée décrète qu'il emporte les regrets de la nation (*ibid.* p. 165). — Il est chargé provisoirement du ministère des contributions publiques (18 août 1792, t. **XLVII**, p. 654). — Il est chargé du ministère de la guerre, par intérim (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 33). — Annonce que l'arrivée de Servan met fin à l'intérim qu'il exerçait au ministère de la guerre (21 août, p. 556). — Son mémoire sur les nécessités d'une prompte refonte des monnaies (t. **L**, p. 340 et suiv.). — Voir *Ministre des contributions publiques*. — *Montesquiou*.

Claye, député d'Eure-et-Loir. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de liquidation (p. 371). = **1792**. — Parle sur le procès-verbal du 22 janvier (t. **XXXVII**, p. 595). — Demande la conservation des paroisses de campagne dans le département d'Eure-et-Loir (t. **XXXVIII**, p. 634). — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Obtient un congé (t. **XLV**, p. 513). — Parle sur la déportation des prêtres insermentés (t. **XLVIII**, p. 667).

Claye (Canton de). Adresse d'adhésion (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 301).

Clédel, premier député suppléant du Lot. — **1792**. — Annonce qu'il se rendra à l'Assemblée pour remplacer Dupuy-Montbrun décédé (t. **XLII**, p. 543). — Est admis en remplacement de Dupuy-Montbrun décédé (t. **XVIII**, p. 322). — Prête serment (*ibid.*). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 628).

Clefs des villes. Le comité militaire est chargé d'examiner si elles doivent rester entre les mains des commandants militaires ou si elles doivent être confiées aux officiers municipaux (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 399).

Clémenceau, député de Maine-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Demande le renvoi au comité colonial de la vérification des pouvoirs de deux députés des colonies (p. 415). = **1792**. — Membre de la commission centrale (t. **XLI**, p. 489). — Parle sur une motion de Lacuée (t. **XLV**, p. 453), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 468), — sur l'état du registre des délibérations du département de Paris (t. **XLVI**, p. 290), — sur la nomination de certains fonctionnaires publics (p. 444).

Cointereau, professeur d'architecture rurale. — **1791**. — Présente des pétitions (t. **XXXV**, p. 453), (p. 526).

Coisy, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Col, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 78). = **1792**. — Suppléant au comité féodal (t. **XXXIX**, p. 468). — Suppléant au comité de liquidation (p. 495).

Colar. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Coliche (Georges). Fait une demande relative à l'habillement de la troupe qu'il est chargé de lever (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 686).

Coligny. — Voir *Romainville*.

Colinet. Procès-verbaux adressés à l'Assemblée par le directoire du département du Cantal au sujet du meurtre de ce citoyen (20 mars 1792, t. **XL**, p. 182).

Collard. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 728).

Collard (Jean). Réclame la récompense promise aux dénonciateurs des fabrications de faux assignats (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Collas, député de Seine-et-Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité d'agriculture (p. 436). = **1792**. — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373).

Collège de chirurgie. Des membres de ce collège demandent une explication de la loi qui a supprimé les maîtrises et jurandes (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 159) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et de l'instruction publique (*ibid*). (t. **L**, p. 297 et suiv.).

Collège des Ecossais. Pétition du sieur Gourdon, principal du collège. — Renvoi au comité d'instruction publique (8 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Collège Egalité, ci-devant Louis-le-Grand. Déclaration qu'il a bien mérité de la patrie (17 septembre 1792, t. **L**, p. 81).

Collège Louis-le-Grand (Boursiers du). Font un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 511).

Collège Montaigu. Mention honorable de trois écoliers de ce collège qui se sont joints à ceux du collège Egalité (17 septembre 1792, t. **L**, p. 81).

Collèges. Rapport par Roux-Fasillac sur les secours à accorder aux collèges qui ont perdu une partie de leurs revenus par la suppression des dîmes et autres droits (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 524) ; — projet de décret (*ibid.*) ; — ajournement après le rapport du comité des

Collèges (*Suite*).

domaines sur les congrégations régulières (26 janvier, p. 682). — Rapport par Gausserand sur les secours provisoires à accorder aux collèges qui ont perdu leurs revenus par la suppression des dîmes ou des droits féodaux (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 249 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* 250 et suiv.) ; — — adoption (*ibid.* p. 251).

Collenot, administrateur du directoire du département de la Nièvre. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85).

Collet, député de l'Indre. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de la trésorerie nationale (p. 345). — Suppléant au comité diplomatique (p. 398). — Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). = **1792**. — Son opinion, non prononcée, sur l'office de l'empereur (t. **XXXVII**). — Parle sur la conduite des gardes nationales de l'Indre à l'occasion des troubles de Châteauroux (t. **XXXIX**, p. 471), — sur un don patriotique de Pottin de Vauvineux (p. 571). — Communique un arrêté de la gendarmerie nationale du département de l'Indre (t. **XL**, p. 199). — Fait hommage au nom de plusieurs secrétaires de départements et de districts d'une somme de 2,280 livres (t. **XLI**, (p. 233). — Parle sur l'organisation de la gendarmerie patronale (p. 235). — Remet un don patriotique (t. **XLV**, p. 337).

Collet, administrateur du directoire du département de l'Yonne. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Colliat. Est nommé au bureau de comptabilité (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 678).

Colliau. Fait un don patriotique (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 53).

Colligis (Commune). Les citoyens réclament contre la réunion de leur paroisse à celle de Crandelaine (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 173)

Collin, femme Noireau. Envoi des pièces relatives à l'affaire de Varnier (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 312).

Colliot, citoyen de Paris. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Collonges (Commune de), département de l'Ain. — Mainlevée des espèces étrangères arrêtées dans cette commune (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 455).

Collonges (Commune de), département de la Corrèze. Adresse d'adhésion (19 septembre 1792, t. **L**, p. 130).

Collonges (Commune de), département de la Côte-d'Or. — On demande que cette commune soit érigée en chef-lieu de canton (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 627) ; — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 628).

Collot, maréchal de camp, gouverneur de Sainte-Lucie. Demande un aide de camp du

Colonies (*Suite*).

sion. — Adoption sans discussion de l'urgence et des articles 1 et 2 (12 janvier, p. 352). — Art. 3 : Mathieu-Dumas, Aubert-Dubayet, Taillefer, Ducos, Albitte (*ibid.* et p. suiv.) ; — renvoi aux comités colonial, militaire, de marine et diplomatique réunis (*ibid.* p. 353). — Pétition des corps militaires en garnison dans les colonies (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 594). — Le ministre de la marine sollicite une décision sur la composition des tribunaux. — Renvoi aux comités de législations et colonial réunis (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 10). — Pétition des citoyens de Nantes (12 février, p. 463). — Lettre des députés de la ville de Saint-Pierre, de la Martinique, demandant la mise à l'ordre du jour du rapport sur les troubles des colonies (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 19) ; — rapport par Tarbé (29 février, p. 198 et suiv.). — Opinion et projets de décret de Tarbé (*ibid.* p. 209 et suiv.). — Sur la motion de Guadet et de Mathieu-Dumas, l'Assemblée décide de mettre à l'ordre du jour du 21 mars la discussion du rapport sur les troubles des colonies (17 mars 1792. t. **XL**, p. 86). — Discussion sur les moyens de remédier aux troubles (22 mars, p. 362 et suiv.), (p. 373 et suiv.), (23 mars, p. 399 et suiv.), (p. 405 et suiv.), (24 mars, p. 441 et suiv.), (26 mars, 487 et suiv.), (28 mars, 575 et suiv.). — Décret (28 mars, p. 577 et suiv.). — Opinion non prononcée de Ducos sur la révocation du décret du 24 septembre 1791 et les moyens de rétablir la paix dans les colonies (26 mars, p. 501 et suiv.). — Opinion non prononcée de Bergeras (28 mars, p. 581 et suiv.). — Moyens de rétablir la paix et l'ordre dans les colonies proposés par Armand-Guy Kersaint, député suppléant de Paris (*ibid.* p. 584 et suiv.). — Pétition de la ville de Nantes (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 16). — Renseignements sur l'envoi des troupes aux colonies (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 688). — Dépêche de Blanchelande relative aux dépenses extraordinaires qu'exige l'état des colonies (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 545) ; — renvoi aux comités colonial et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Témoignage de reconnaissance des colonies françaises des Indes-Orientales envers les officiers et les troupes françaises (11 mai 1792, t. **XLII**, p. 255). — Pétition tendant à obtenir les moyens de mettre les colonies en état de défense (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315) ; — renvoi aux comités colonial et militaire réunis (*ibid.*). — Pour quelle somme elles sont comprises dans l'exercice 1790 (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 530). — Observations relatives aux officiers généraux et administrateurs qui ont été déclarés incapables de continuer leurs fonctions dans les colonies où ils sont propriétaires (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 579) ; — renvoi aux comités colonial et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Rapport par Amat sur le complément des dépenses ordinaires et sur les dépenses extraordinaires pour 1791 (30 juin 1792, t. **XLV**, p. 691 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 692 et suiv.). — Lettre du ministre de la marine relative aux dépenses que le roi a jugé devoir être faites dans chacune des colonies (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 251). — Confirmation des pouvoirs des commissaires civils qui y ont été envoyés (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 309). — Rapport par Merlet sur la représentation des colonies (18 août, p. 358 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 360 et suiv.) ; — adoption (22 août, p. 621). — Décret portant qu'il ne sera rien innové, quant à présent, dans la législation des colonies (25 août, p. 712). — Renvoi aux comités des colonies et de législation réunis d'une pétition de plusieurs citoyens des colonies demandant à se réunir à Paris en assemblée primaire (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 356). — Lettre au ministre de la marine sur leur état (18 septembre 1792, t. **L**, p. 121) ; — envoi aux départements et à l'armée (*ibid.*). — Le ministre de la marine demande les fonds nécessaires pour exécuter la loi concernant les secours à accorder aux colonies (19 septembre, p. 127 et suiv.) ; — renvoi aux comités des finances et des colonies réunis (*ibid.* p. 128). — Pétition de la ville de Nantes relative à la situation des colonies (p. 314 et suiv.). — Opinion de Raymond Ribes sur le régime des colonies (p. 653 et suiv.). — Opinion de Merlet sur la question de la représentation des colonies (p. 656 et suiv.). — Rapport par Queslin sur l'organisation de l'instruction publique dans les colonies de l'Inde et du Nouveau-Monde (p. 726 et suiv.).

Colonies. — Voir *Artillerie des colonies.* — *Biens des émigrés.* — *Bourbon (Ile).* — *Députés des colonies.* — *France (Ile de).* — *Guadeloupe.* — *Inde.* — *Martinique.* — *Officiers.* — *Préfets apostoliques.* — *Saint-Domingue.* — *Troupes coloniales.*

Colons. — Voir *Hommes de couleur.*

Colons de Saint-Domingue. — Voir *Saint-Domingue, n° 2.*

Colson, chirurgien. Fait hommage d'une méthode pour guérir les maux de jambes (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 52).

Combes. Renvoi au comité de surveillance d'une procédure instruite contre lui (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204).

Combourg (Commune de). Approbation de sa conduite au sujet du brûlement d'un catéchisme inconstitutionnel (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 1).

Combret. — Projet pour ramener les assignats au pair de l'argent (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 277).

Combronde (Canton de). Réclamation de plusieurs communes relative à une circonscrip-

Combronde (*Suite*).

tion de paroisses (9 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 717); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret sur la circonscription des paroisses (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 328).

Come (Commune de). Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72).

Comédie-Française (Société de la). Don patriotique des personnes qui la composent (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 355).

Comédiens. Les comédiens de province se plaignent des vexations exercées contre eux par les auteurs dramatiques (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 429).

Comestibles. Délibération de la municipalité de Granville relative à l'exportation des comestibles (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 312).

Comet (Pierre-Henri). — 1791. — Réclame une pension (t. **XXXVI**, p. 203).

Comite autrichien. Les juges de paix de Paris demandent que le comité de surveillance leur remette toutes les pièces qu'il peut avoir relativement à ce comité (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 539); — discussion : Mayerne, Saladin, Fauchet, Goujon, Crestin, Calvet, Guadet, Quatremère-Quincy, Basire, Dumolard, Marant (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.* p. 543). — Le roi dénonce aux tribunaux les calomnies qui se répandent sur l'existence de ce comité (20 mai, p. 604). — Discussion au sujet de son existence : Gensonné, Brissot de Warville (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 33 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression des discours de Gensonné et de Brissot (*ibid.* p. 44). — Rapport de Chabot tendant à prouver son existence (4 juin, p. 544 et suiv.), (p. 552 et suiv.), (p. 559 et suiv.). — Dénonciation de Raymond Ribes (p. 564 et suiv.).

Comité central de commerce et d'agriculture. Rapport sur la culture de la garance (28 mars 1792, t. **XL**, p. 626). — Rapport à faire sur ce comité (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 167). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une motion relative à sa suppression (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 632).

Comité des savants. Projet de décret sur le remboursement des frais de bureau du comité (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 595); — adoption (*ibid.* p. 596).

Comité général. Plusieurs membres demandent que l'Assemblée se forme en comité général (25 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 389); — ordre du jour (*ibid.* p. 390).

Comités de l'Assemblée nationale constituante. Présentation par Vergniaud, d'une notice générale et particulière des travaux des comités de l'Assemblée constituante et d'un état de ces travaux au 30 septembre 1791, dressé par Camus (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 202 et suiv.); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.* p. 211). — Papin, secrétaire du comité des assignats institué par l'Assemblée constituante, demande que l'Assemblée législative désigne un nouveau comité (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 125 et suiv.); — ajournement après l'organisation des comités (*ibid.* p. 126); — l'Assemblée décrète que les sieurs Leclerc et Papin cesseront leurs fonctions le 25 octobre et les sieurs Berthereau et Ménager le 29 du même mois (24 octobre, p. 585).

Comités de l'Assemblée nationale législative.

§ **1er**. *Comités en général.*

§ **2**. *Comités spéciaux selon l'ordre alphabétique.*

§ **1er**. — Comités en général. — *Établissement et organisation.* — 1° *Projets de décret relatifs à l'organisation des comités présentés par divers députés.* — 1° Projet de décret présenté par Andrieux (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 131); — projet de décret présenté par Pierrot (9 octobre, p. 148 et suiv.); — projet de décret présenté par Vallier (10 octobre, p. 156); — projet de décret présenté par Couthon (*ibid.* p. 159); — projet de décret présenté par Ramond (*ibid.* p. 161); — projet de décret présenté par Lasource (*ibid.* p. 163); — projet de décret présenté par Léonard Robin (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret présenté par Carnot l'aîné (*ibid.* p. 164 et suiv.); — projet de décret présenté par Condorcet (13 octobre, p. 215). — 2° Discussion sur l'organisation des comités : Audrein (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 129 et suiv.); — Pierrot, Cavelier, Ballet, Chabot (9 octobre, p. 148 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y aura des comités (*ibid.*, p. 150); — questions proposées au sujet de l'établissement et de l'organisation des comités (*ibid.* p. 151); — suite de la discussion : Vallier, Audoy (10 octobre, p. 155 et suiv.); — Couthon, Ramond, Carnot le jeune, Lasource, Cérutti, un membre, Léonard Robin, Carnot l'aîné (*ibid.* p. 159 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera donné lecture de la liste des comités établis par l'Assemblée constituante et que la discussion sera ouverte sur chacun d'eux (13 octobre, p. 211). — Reprise de la discussion. — *Comité de vérification des pouvoirs :* Gérardin (*ibid.* p. 212); — suppression (*ibid.*). — *Comité de Constitution* comprenant celui de *division du royaume et de revision :* plusieurs membres (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité de division du royaume et de circonscription* (*ibid.*). — *Comité de législation criminelle :* Garran-de-Coulon, Couthon, Léonard Robin, Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité de législation civile et criminelle* (*ibid.* p. 213).

Comités de l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

Comité des lettres de cachet : Gérardin, Taillefer (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète la nomination de 4 commissaires chargés de prendre connaissance des papiers remis aux archives par le comité des lettres de cachet et de s'enquérir des mesures prises par le ministre de l'intérieur pour assurer l'exécution des articles 14 et 15 du décret du 16 mars 1790 (*ibid.*). — — *Comité des finances :* discussion sur la question de savoir s'il y aura un seul comité des finances ou bien si les objets qui lui avaient été attribués par l'Assemblée nationale seront répartis entre divers comités : Viénot-Vaublanc, Chabot, Condorcet (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret proposé par Condorcet portant création de sept comités distincts (*ibid.* p. 215) ; — adoption (*ibid.*). — Viénot-Vaublanc propose de désigner, sous le nom de *comité de revision*, le *comité de l'examen des comptes* (14 octobre, p. 216) ; — débat : Condorcet, Viénot-Vaublanc, Basire, Viénot-Vaublanc, Taillefer (*ibid.* et p. suiv.); —l'Assemblée rejette la motion de Viénot-Vaublanc et décrète que ce comité ne pourra commencer son travail qu'après en avoir fait un plan et l'avoir soumis à l'approbation de l'Assemblée nationale (*ibid.* p. 217). — *Comité d'agriculture et de commerce* : Broussonnet (*ibid.* p. 223); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité d'agriculture et un comité de commerce* (*ibid.*). — *Comité des droits féodaux :* Dumolard (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des matières féodales* (*ibid.*). — *Comité militaire :* Taillefer (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des lois et règlements militaires* (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des lois et règlements de la marine* et un *comité des domaines* (*ibid.*) — *Comité ecclésiastique :* un membre (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète la suppression de ce comité (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète la suppression du *comité des dîmes* et sa réunion au comité des matières féodales (*ibid.* p. 224) ; — l'Assemblée décrète la suppression du *comité de l'aliénation des domaines nationaux* et sa réunion au comité des domaines (*ibid.*). — *Comité diplomatique :* Merlin (*ibid.*), — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des questions et matières diplomatiques* (*ibid.*); — l'Assemblée décrète la suppression du *comité d'Avignon* (*ibid.*); — l'Assemblée décréte qu'il y aura un *comité des lois et règlements relatifs aux colonies* (*ibid.*). — *Comité de salubrité* : Audrein, Tenon (1). Broussonnet, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité de secours publics* et un *comité d'instruction publique* (*ibid.* p. 225). — *Comité des recherches et des rapports :* un membre, Cambon, Vergniaud, Gérardin (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète la suppression de ce comité (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura un comité des pétitions (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des décrets* (15 octobre, p. 239) ; — suppression du *comité central* et de la *commission de rédaction des règlements* (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il y aura un *comité des inspecteurs de la salle*, un *comité des inspecteurs du secrétariat* (*ibid.*) ; — l'Assemblée décrète que les fonctions des *inspecteurs de l'imprimerie* seront réunies à celles des inspecteurs du secrétariat et que le *comité d'emplacement des corps administratifs et des tribunaux* sera réuni au comité de division du royaume (*ibid.*) ; — Voisard demande l'établissement d'un *comité de surveillance* (*ibid.*); — observation de Gossuin et de Lasource (*ibid.* p. 230); — l'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette motion (*ibid.*); — Rougier-La-Bergerie demande l'établissement d'un comité de surveillance de la Constitution (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette motion (*ibid.*); — un membre, commissaire provisoire aux archives, faisant fonction de rapporteur, soumet à l'Assemblée un projet de décret sur *l'ordre de travail, la composition des comités et la nomination des membres des comités* (*ibid.*). — Discussion : Adoption de l'article 1er (*ibid.*) ; — article 2 : plusieurs membres (*ibid.*); — retrait (*ibid.*) ; — article 3 devenu l'article 2 (*ibid.*); — adoption (*ibid.*); — adoption de l'article 3 nouveau (*ibid.* p. 241) ; — article 4 : plusieurs membres, Ducos, un membre, Elie Lacoste, Borie, Ducos (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement sauf rédaction (*ibid.* p. 242); — adoption de l'article 5 (*ibid.*) ; — sur la motion de Vergniaud, l'Assemblée décrète que tous les comités seront ouverts à tous les membres de l'Assemblée (*ibid.* p. 243); — résultat de la délibération sur les 3 questions suivantes : 1° *Quel sera le nombre des membres des comités;* 2° *Quelle sera la permanence ou la durée temporaire du comité;* 3° *Quelle sera la proportion des membres à renouveler dans les comités* (*ibid.* p. 213 et suiv.) ; — l'Assemblée décide qu'elle ne procédera à l'élection des membres des comités qu'après l'impression et la distribution des listes des candidats (17 octobre, p. 263); — mode d'impression des listes de candidats proposé par Baudouin (18 octobre, p. 264) ; — adoption (*ibid.*) ; — sur la motion d'Audrein, l'Assemblée décide qu'il sera fait 4 scrutins par jour pour la nomination des membres des comités (21 octobre, p. 343); — adoption d'un projet de décret relatif au mode de remplacement des membres nommés dans plusieurs comités (23 octobre, p. 360); — adoption d'un projet de décret portant que chaque bureau nommera deux commissaires chargés de surveiller le recensement général des scrutins

(1) Voir l'opinion de Tenon, t. L, p. 213 et suiv.

Comités de l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

pour la nomination des membres des comités (*ibid.*) ; — projet de décret, proposé par Goujon, ayant pour objet l'organisation intérieure des comités et la remise des titres et papiers qui doivent servir à les alimenter (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*) ; — les listes des comités resteront pendant trois jours au bureau de recensement à la disposition des députés (25 octobre, p. 388) ; — les députés membres de plusieurs comités remettront leur option au bureau de recensement (27 octobre, p. 439) ; — chaque comité aura provisoirement un secrétaire-commis (29 octobre, p. 504) ; — les listes des membres et des comités seront imprimées et distribuées (8 novembre, p. 689). — Les comités qui, à cause du nombre des membres, se trouvent trop resserrés dans la maison des ci-devant Capucins, seront transférés dans les bâtiments dépendant de la maison des ci-devant Feuillants (31 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 533). — Masuyer demande l'exécution du décret qui porte que les comités seront renouvelés tous les trois mois (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 132) ; — ordre du jour (*ibid.*). — La liste des membres déplacés lors du renouvellement périodique des comités sera imprimée (12 janvier, p. 340). — Il ne sera procédé au renouvellement des membres des comités qu'après l'impression de la liste de ceux qui en sont sortis par le sort (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 359). — Les comités seront renouvelés à la séance du 2 mars au soir (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 256). — Motion de Mayerne relative au remplacement des membres sortis par le sort (2 mars, p. 338) ; — adoption (*ibid.*). — Les secrétaires-commis des différents comités demandent à prêter leur serment civique dans le sein de l'Assemblée (24 mars 1792, t. **XL**, p. 461) ; — l'Assemblée décrète : 1° que chaque comité remplacera ceux de ses commis qui n'auront pas prêté le serment civique à leur section ou ne seront pas inscrits sur le registre des gardes nationales ; 2° que chaque comité réduira ses secrétaires-commis au nombre absolument nécessaire ; 3° que les secrétaires-commis ne pourront pas être choisis parmi les parents des députés (*ibid.* p. 462).

Opinions, non prononcées, sur l'organisation des comités. Opinion de Brissot (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 225 et suiv.) ; — opinion de Dehoulière (*ibid.* p. 230 et suiv.) ; — opinion de Chaubry (*ibid.* p. 232) ; — opinion de Dehaussy-Robecourt (*ibid.* p. 233 et suiv.).

Ordre des travaux. Pouvoirs. — L'Assemblée décrète que l'archiviste remettra à chacun des comités les cartons des comités de l'Assemblée constituante, que deux membres de chaque comité lui donneront décharge de ces pièces et que les comités tiendront deux registres, l'un pour inscrire leurs délibérations et l'autre pour faire mention des pièces qu'ils recevront (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 360 et suiv.) ; — Lavigne demande qu'après l'organisation des différents comités de finances, chacun d'eux nomme 4 commissaires chargés de former un plan de travail pour les comités (24 octobre, p. 371 et suiv.) ; — débat : Chabot, Lavigne (*ibid.* p. 372) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Les comités sont autorisés à faire porter dans leurs bureaux toutes les pièces qui leur sont nécessaires, tant par l'archiviste que par les ministres, sous le récépissé du président ou du secrétaire (28 octobre, p. 499). — Les comités sont autorisés à correspondre avec les corps administratifs (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 248). — Les présidents des comités feront dresser la liste des travaux prêts à être soumis à l'Assemblée (13 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 87). — Il sera tenu, dans chaque comité, un registre pour l'ordre des rapports (24 décembre, p. 367). — Les comités remettront aux commissaires chargés de correspondre avec les gardes procurateurs, toutes les pièces relatives à la poursuite des crimes de lèse-nation (27 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 689). — Basire demande que les comités soient autorisés à écrire à toute personne à qui ils trouveront bon de s'adresser (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 194) ; — discussion : Thuriot, Gérardin, Lecointe-Puyraveau, Goujon, Lamarque, Duhem (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée passe à l'ordre du jour en se basant sur le décret du 20 novembre 1791 relatif à la correspondance des comités (*ibid.* p. 196). — Les comités sont autorisés à prendre dans la Bibliothèque nationale tous les livres dont ils ont besoin (*ibid.* p. 241). — Ils feront passer tous les huit jours à la commission centrale la note de leurs rapports (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 447). — Les comités qui s'occupent des dépenses publiques feront parvenir leurs observations au comité de l'ordinaire des finances (16 mars 1792, t. **XL**, p. 40 et suiv.). — Les comités feront imprimer les rapports délibérés dans leur sein et les rapporteurs se borneront à lire les projets de décret à la tribune (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 190). — Les comités feront un rapport sur la revision des traitements des fonctionnaires publics (19 mars, p. 142). — Ils sont autorisés à renvoyer aux particuliers les mémoires et pétitions qui ne sont pas de leur compétence (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 363). — Il leur sera envoyé un extrait des lettres des commissaires de l'Assemblée près les armées (24 août, t. **XLVIII**, p. 674). — Ils dresseront un tableau détaillé de tous les décrets rendus sur les objets qui les concernèrent durant le cours de la législation (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

Comités spéciaux, selon l'ordre alphabétique.

Comité d'agriculture.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 323) ; —

Comité d'agriculture (*Suite*).

nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243) ; — liste des membres et des suppléants (26 octobre, (p. 435 et suiv.). = **1792**. — Nouvelle composition (4 mars, t. **XXXIX**, p. 373). — Le comité est autorisé à prendre un second secrétaire-commis 27 avril, t. **XLII**, p. 469).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur une pétition de la communauté de Thivincelle (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 628 et suiv.). — Rapport sur les subsistances (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 724 et suiv.), — sur l'exportation des fourrages (31 décembre, t. **XXXVI**, p. 709). — **1792**. — Projet de décret relatif aux subsistances de Paris (6 janvier, t. **XXXVII**, p. 104). — Rapport sur le traitement des officiers et des élèves des mines (20 janvier, p. 529). — Rapports sur les réparations à faire aux digues de Dol (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 55), — sur la navigation des rivières de Juine et d'Essonnes (1er février, p. 58), — sur les troubles de l'Oise relativement à la circulation des grains (13 février, p. 466 et suiv.), — sur les préparatifs de guerre relatifs aux fourrages et charrois dans les départements frontières (*ibid*, p. 526 et suiv.), — sur la construction d'un pont sur la Loire à Amboise (15 février, p. 546 et suiv.), — sur un projet de canal du Sommervoire à la Seine (*ibid*. p. 547 et suiv.), — sur une demande de secours de la commune de Montlhéry (17 février, p, 605 et suiv.), — sur la question de l'aliénation des forêts nationales (2 mars, t. **XXXIX**, p. 291 et suiv.), — sur les subsistances (5 mars, p. 383 et suiv.), — sur des exceptions qu'il convient de faire au décret qui prohibe la sortie des matières premières (22 mars, t. **XL**, p. 355 et suiv.), — sur quelques articles interprétatifs de la loi sur les mines et minières (14 avril, t. **XLI**, p. 637), — sur le complément provisoire du nombre des élèves des ponts et chaussées (*ibid*. p. 639 et suiv.), — sur les avances à faire pour les travaux des ponts et chaussées et le traitement des ingénieurs (10 mai, t. **XLIII**, p. 199 et suiv.), — sur l'exportation des bestiaux et des denrées (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 695), — sur les mesures à prendre pour ne pas retarder l'approvisionnement des vivres et fourrages de l'armée du centre (18 juin, t. **XLV**, p. 335), — sur le canal projeté par le sieur Joseph Chevalier (19 juin, p. 364 et suiv.), — sur le canal de Gisors à Rive-de-Gier (*ibid*. p. 370), — sur la pétition de Boisson de Quincy (27 juin, p. 631), — sur le canal de jonction du Rhin au Rhône (*ibid*. p. 632 et suiv.), — sur les réparations et constructions à faire au port de Boulogne (6 juillet, t. **XLVI**, p. 164 et suiv.), — sur l'amélioration des bêtes à laine (24 juillet, t. **XLVII**, p. 100 et suiv.), — sur les primes à accorder au commerce français et aux fabriques (11 août, t. **XLVIII**, p. 4). — Projet de décret relatif à l'indemnité à accorder au sieur Champagne (16 août, p. 279). — Projet de décret sur la vente des biens des émigrés (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 114 et suiv.). — Projet de décret sur la fourniture des chevaux, chariots, voitures pour l'armée (2 septembre, p. 208). — Rapports sur l'ouverture d'un canal de jonction de la mer du Nord à la mer Méditerranée (6 septembre, p. 384 et suiv.), — sur le mode de partage des terrains communaux (8 septembre. p. 469), — sur l'exportation des grains (9 septembre, p. 511), — sur la destruction des étangs marécageux (11 septembre, p. 550 et suiv.), — sur les encouragements à donner pour l'agriculture (*ibid*. p. 552), — sur les mines du département d'Ille-et-Vilai n (14 septembre, p. 635), — sur l'organisation de l'instruction publique dans les colonies de l'Inde et du Nouveau-Monde (t. **L**, p. 726 et suiv.).

Comité des assignats et monnaies.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215) ; — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243) ; — liste des membres (21 octobre, p. 343). — Fonctions (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583). — Le comité est autorisé à prendre un second commis (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p, 335). = **1792**. — Les suppléants de ce comité sont chargés de la surveillance de la fabrication des assignats (28 janvier 1792 t. **XXXVII**, p. 717). — La commission de surveillance de la fabrication des assignats sera réunie au comité des assignats et monnaies (4 mars, 1792 t. **XXXIX**, p. 373). —Nouvelle composition (8 mars, p. 467). — La commission de surveillance des assignats est réunie au comité (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 339).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur l'exécution de deux nouveaux coins du timbre des assignats de 5 livres (3 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 606)., — sur une nouvelle émission d'assignats de 5 livres (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 2 et suiv.), — sur le brûlement des assignats fautés appartenant à l'émission décrétée le 6 mai 1791 (16 novembre, p. 86 et suiv.), — sur l'estampille qui sert à annuler les assignats versés dans les caisses de district (20 novembre, p. 253). — sur le mode d'échange des petits assignats (30 novembre, p. 455 et suiv.), — sur les perfectionnements de la fabrication des assignats (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 409 et suiv.). — Est autorisé à suivre les expériences sur les moyens d'améliorer la fabrication des assignats (*ibid*. p. 411). = **1792**. — Rapports sur le retrait des coupons d'assignats restant en circulation (3 janvier 1792 t. **XXXVII**, p. 28 et suiv.), — sur les faux assignats reçus par les receveurs de district et qui leur sont renvoyés par le receveur de

Comité de commerce (*Suite*).

les cotons à leur sortie du royaume (27 mars, p. 523 et suiv.), — sur l'exportation du tan (5 mai 1792, t. XLIII, p. 11 et suiv.), — sur l'exportation des chanvres (*ibid.* p. 12 et suiv.), sur l'exportation des bois (6 mai, p. 49), — sur les moyens d'encourager les manufactures des poudres et salpêtres (7 mai, p. 87 et suiv.), — sur la sortie des bestiaux à l'étranger (14 mai, p. 333), — sur une pétition des entrepreneurs de la manufacture d'armes de Charleville (17 mai, p. 508), — sur l'établissement d'un bureau de douane à Beaucaire pendant la foire (18 mai, p. 537), — sur les douanes du département de la Corse (21 mai, p. 657 et suiv.); — sur l'exportation des denrées (22 mai, p. 671 et suiv.), — sur une demande d'interprétation du décret du 21 septembre 1792 relatif aux gardes du commerce (23 mai 1792, t. XLIV p. 50), — sur la prime à accorder pour la pêche de la baleine (*ibid.* p. 51 et suiv.), — sur une demande de secours du département de l'Aisne (5 juin, p. 632 et suiv.), — sur l'exportation des bestiaux et des denrées (8 juin, p. 695), — sur les mesures à prendre pour ne pas retarder l'approvisionnement des vivres et fourrages de l'armée du centre (18 juin 1792, t. XLV, p. 335), — sur le canal projeté par le sieur Joseph Chevalier (19 juin, p. 364 et suiv.), — sur la fixation des droits d'entrée sur les tabacs étrangers (30 juin, p. 690 et suiv.), — sur la revision des droits de douane (2 juillet 1792, t. XLVI, p. 66 et suiv.), — sur le transit des marchandises (6 juillet, p. 187 et suiv.), — sur l'affaire du sieur Boisack (20 juillet, p. 675), — sur l'approvisionnement de la ville de Metz (*ibid.* p. 683), — sur les primes à accorder au commerce français et aux fabriques (11 août 1792, t. XLVIII, p. 4). — Projet de décret tendant à autoriser le sieur Dutertre à établir une fabrique de poudre de guerre (*ibid.* p. 33). — Projet de décret sur l'organisation des tribunaux de commerce de Bordeaux et de Toulouse (13 août, p. 86). — Projet de décret sur les primes à accorder au commerce et aux fabriques (16 août, p. 279), — sur les droits d'entrée sur les denrées coloniales (27 août 1792, t. XLIX, p. 50), — sur la circulation des grains dans les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault et du Gard (31 août, p. 137). — Projet de décret sur la comptabilité des chambres de commerce (5 septembre, p. 359). — Projet de décret tendant à autoriser la municipalité de Briénon-l'Archevêque à emprunter 30,000 livres (6 septembre. p. 391). — Projet de décret relatif aux espèces étrangères arrêtées à Collonges (8 septembre, p. 455). — Projet de décret sur la fourniture du sel dans les départements du Haut et du Bas-Rhin (*ibid.* p. 471). — Projet de décret sur l'exportation des grains (9 septembre, p. 511). — Projet de décret sur l'exportation (15 septembre, p. 678). — Rapports sur l'affaire du sieur Jubié (15 septembre 1792, t. L, p. 9 et suiv.). — sur l'établissement d'un tribunal de commerce à Toulouse (17 septembre, p. 83), — sur l'établissement de foires et marchés dans différentes villes (*ibid.*).

Comité des contributions publiques.

Organisation. — 1791, — Etablissement, (13 octobre 1791, t. XXXIV, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (23 octobre, (p. 368). — Sa suppression (5 décembre 1791, t. XXXV, p. 583). — Voir *Comité des finances.*

Travaux. — 1792. — Rapports sur les moyens d'accélérer la répartition et le recouvrement des contributions de 1791 (5 novembre 1791, t. XXXIV, p. 655 et suiv.), — sur les moyens d'accélérer la répartition et le recouvrement des contributions de 1791 (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 72 et suiv.), — sur une demande d'emprunt de 600,000 livres, de la ville de Nantes (17 novembre, p. 107).

Comité des décrets.

Organisation. — 1791. — Etablissement (13 octobre 1791, t. XXXIV. p. 239); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (26 octobre, p. 415); — rapport par Mouysset sur le plan de conduite du comité (4 novembre, p. 629); — projet de décret (*ibid*); — observations de Duport, ministre de la justice (*ibid*); — ajournement de de la discussion et adoption de l'article 9 autorisant le maintien des deux anciens commis de ce comité (*ibid.*). — Est autorisé à prendre trois commis (29 novembre 1791, t. XXXV, p. 424). = 1792. — Nouvelle composition (8 mars 1792, t. XXXIX, p. 468). — Le comité est autorisé à employer le nombre de commis expéditionnaires extraordinaires qu'il jugera convenable pour combler, au plus tôt, l'arriéré de l'expédition des décrets (22 juin 1789, t. XLV, p. 469). — Est autorisé à prendre le nombre de commis nécessaires pour que l'expédition des décrets ne subisse aucun retard (9 août 1792, t. XLVII, p. 594).

Travaux. — 1791. — Rapports relatifs à des erreurs contenues dans divers décrets de l'Assemblée constituante sur la vente des biens nationaux (3 novembre 1791, t. XXXIV, p. 606); — sur l'expédition, la sanction et l'envoi des décrets (11 novembre 1791, t. XXXV, p. 22). — Proposition relative à la forme des décrets d'urgence (16 novembre, p. 86). — 1792. — Rapport sur les moyens d'accélérer la formation de la Haute-Cour nationale (2 janvier 1792, t. XXXVII, p. 710 et suiv.). — Acte d'accusation contre Malvoisin, Gauthier et Marc fils (4 février 1792, t. XXXVIII, p. 124). — Acte d'accusation contre Louis-Stanislas-Xavier, Charles-Philippe

Comité des décrets (*Suite*).

et Louis-Joseph, princes français; Calonne, Laqueuille aîné et Grégoire Riquetti (6 février, p. 196). — Acte d'accusation contre Chollet, Saillant, Adhémar, Monjons, Pomayrole, Laroule, Gérard, Siochamp, Blachère, Lablinière François Adhémar, Lachesserie, Masselègne, Descorbière, Dulin, Lupé, Mongon, Montjustin, Duron, Adhémar aîné, Larivière, Pierrepont, de Saint-Marcoust, Pargade, Herssaussen, Delssu, Mongon, Marchal de Chatté, Bonafos, Chapoulard, Blandinière, Vincent Boxader, Molinier, Bertrand, François Boxader, Corneille, Prats, Autier et Don fils (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport sur une nouvelle rédaction de deux décrets (9 février, p. 298). — Acte d'accusation contre Emery Gouet de La Bigne (*ibid.*). — Acte d'accusation contre Loyauté, Silly et Meyé (10 février, p. 348), — sur le remplacement près la Haute-Cour nationale du commissaire du roi près le tribunal du district d'Orléans par le commissaire du roi près le tribunal criminel (21 février, p. 718 et suiv.). — Actes d'accusation contre Louis Dulery (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 112 et suiv.). — contre Fabiani (2 mars, p. 283). — Rapports sur l'indemnité due aux gendarmes nationaux de service à la Haute-Cour nationale (18 mars 1792, t. **XL**, p. 98 et suiv.), — sur les dépenses occasionnées par la correspondance de l'Assemblée avec la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 99). — Acte d'accusation contre Schappes et Lassaux (21 mars, p. 200). — Rapport sur les motifs qui ont empêché l'envoi officiel du décret par lequel l'Assemblée a voté des remerciements à lord Effingham (28 mars, p. 562).—Acte d'accusation contre Charrier-Dubreuil et Antoine Gauthier (*ibid.* p.627). — Rapport sur une rectification dans la rédaction de l'acte d'accusation contre Delessart (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 55 et suiv.). — Acte d'accusation contre les sieurs Borel, Bardon, Charaix, Deretz, Servières, Saillant, Jourdan-Combette et Castellane (10 avril, p. 413 et suiv.). — Rapport sur l'envoi du mémorial des lois nouvelles aux fonctionnaires publics (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 331). — Rédaction du décret d'accusation rendu contre les sieurs Plombat aîné et Charrier (2 mai, p. 667). — Actes d'accusation contre les sieurs Mollette et Debar (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 10). — Actes d'accusation contre Marat et l'abbé Royou (21 mai, p. 622 et suiv.). — Rapport sur la proposition d'accorder un secrétaire au commissaire du roi, près le tribunal du district d'Orléans (21 mai, p. 658 et suiv.). — Rapports sur l'organisation du bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 57 et suiv.), — sur l'état des procédures instruites par la Haute-Cour nationale (28 mai, p. 178 et suiv.), — sur la manière de faire parvenir les assignations aux témoins qui doivent être entendus devant la Haute-Cour et sur l'indemnité dont ils doivent être payés (29 mai, p. 274 et suiv.).

Comité des décrets (*Suite*).

— Acte d'accusation contre le juge de paix Larivière (2 juin, p. 465). — Actes d'accusation contre le sieur Jean-Joseph Henry (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 110), — contre le sieur Cossé-Brissac (*ibid.* p. 127 et suiv.). — Rapports sur les causes qui ont retardé l'envoi à la sanction des deux décrets du 28 septembre 1791 relatifs à l'amnistie des déserteurs et à l'administration forestière (22 juin, p. 468 et suiv.), — sur les dépenses de la Haute-Cour nationale (23 juin, p. 497). — Rapports sur l'augmentation du traitement du greffier de la Haute-Cour nationale (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 76), — sur différentes demandes de la municipalité d'Orléans (6 juillet, p. 193), — sur des rectifications à faire à différents décrets (20 juillet, p. 682 et suiv.). — Projet de décret chargeant le comité d'inspection de surveiller l'expédition des discours et pièces diverses aux corps administratifs (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 518). — Le comité présentera le bordereau des décrets qu'il a fait expédier depuis le 10 août (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 65). — Acte d'accusation contre Duport, Duportail, Tarbé, Barnave et Alexandre Lameth (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 11). — Projet de décret sur le payement des commis employés extraordinairement par l'Assemblée (6 septembre, p. 391.)

Comité des dépenses publiques.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (p. 378). — Sa suppression (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583).

Travaux. — **1791**. — Rapport sur les moyens de fixer l'état des dépenses ordinaires et extraordinaires (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 154 et suiv.). — **1792**. — Rapport sur une demande d'indemnité formée par la commune de Strasbourg (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 424 et suiv.) (1).

Comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (23 octobre, p. 361). — Suppression (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583).

Comité diplomatique.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 224); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (25 octobre, p. 398). — **1792**. — Nouvelle composition (2 mars,

---

(1) Bien que le comité des dépenses publiques ait été supprimé le 5 décembre 1791, Cailhasson présente ce dernier rapport, *au nom du comité*, le 14 janvier 1792.

Comité diplomatique (*Suite*).

p. 338). — Motion de Albitte sur le nombre des membres du comité (3 mars, p. 342) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Delcher propose d'adjoindre les six suppléants au comité (12 mars, p. 598) ; — observations de Sage, Albitte, Hua, Rouyer, Mailhe, Dehaussy-Robecourt (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption de la motion de Delcher (*ibid.* p. 599) ; — nouvelle composition (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 574).

Travaux. — **1791**. — Rapport sur le projet de proclamation et sur le projet de décret relatif à la rentrée dans le royaume de Louis-Stanilas-Xavier, frère du roi (31 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 556) ; — sur le mémoire Lasisglière relatif à l'état des frontières et aux projets des émigrants (5 novembre, p. 655), — sur la lettre du ministre de la marine relative aux démêlés politiques avec le dey d'Alger (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 72), — sur les mesures à prendre relativement aux puissances étrangères qui souffrent sur leur territoire des rassemblements des Français fugitifs (22 novembre, p. 290 et suiv.), — sur l'argent du canton de Soleure arrêté à Belfort (13 décembre 1791, t. **XXXVI** p. 46 et suiv.), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (20 décembre, p. 267 et suiv.), — sur l'affaire des soldats du régiment de Châteauvieux (24 décembre p. 357 et suiv.), — sur une demande de 20 millions pour les dépenses de la guerre (26 décembre, p. 403 et suiv.). = **1792**. — Rapports sur la mise en accusation des princes émigrés (1er janvier, p. 728 et suiv.), — sur la convention commerciale arrêtée entre le roi et la République de Mulhausen (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 92 et suiv.), — sur l'office de l'empereur (14 janvier, p. 410 et suiv.), — sur les intentions de l'électeur de Trèves (17 janvier, p. 462), — sur la pétition des sieurs Bernard et Kiguès (28 janvier, p. 728), sur l'élargissement de recrues pour le service espagnol (*ibid.* p. 729 et suiv.), — sur le conclusum de la diète de Ratisbonne relatif aux princes étrangers possessionnés en France (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 66 et suiv.), — sur la pétition du sieur Cazeau (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 358 et suiv.), — sur l'état des relations de la France et de l'Espagne (27 mars 1792, t. **XL**, p. 526 et suiv.), — sur les plaintes contre Colmin, commandant le navire l'*Emmanuel* 5 avril 1792, t. **XLI**, p. 209 et suiv.), — sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (14 avril, p. 638), — sur la proposition de rapporter le décret d'accusation contre de Noailles (15 avril, p. 695). — Décret portant déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 217). — Rapports sur une demande de fonds pour suppression de la course en mer (1er mai, p. 586 et suiv.), — sur la pétition du sieur Caffe (3 mai p. 720 et suiv.), — sur le traitement des prisonniers de guerre (4 mai, p. 732 et suiv.), — sur la proposition d'envoyer des commissaires à l'armée du Nord (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 22), — sur la forme des jugements militaires en campagne (*ibid.* p. 27 et suiv.), — sur la répression des attentats contre l'honneur ou la personne des généraux et des agents de la force publique (8 mai, p. 120 et suiv.), — sur la pétition du sieur Rivas (*ibid.* p. 168 et suiv.), — sur l'affaire de Mons (11 mai, p. 248 et suiv.), — sur la sortie des bestiaux à l'étranger (14 mai, p. 333), — sur la ratification des conventions arrêtées entre le roi et le prince Lowenstein-Wertheim et le prince de Salm-Salm (16 mai, p. 432), — sur l'exportation des denrées (22 mai, p. 671 et suiv.), — sur les demandes à fin d'extradition de Bargence père, de Barbe Gustineyer, sa femme, de Henri Schwartz et de Jean-Baptiste Dijon (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 55 et suiv.), — sur la pétition du sieur Caudier (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 328), — sur la déclaration du danger de la patrie (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 335 et suiv.), — sur les mesures militaires à prendre dans les circonstances actuelles (12 juillet, p. 396), — sur le traité d'échange entre la France et l'électorat de Trèves (16 juillet, p. 511), — sur la sortie de Huningue de sommes destinées au payement des pensions de plusieurs officiers suisses (*ibid.* p. 512), — sur l'augmentation de la force armée (17 juillet, p. 557 et suiv.), — sur l'emploi des vétérans nationaux (*ibid.* p. 576), — sur la formation de compagnies de chasseurs volontaires nationaux (*ibid.* p. 578), — sur la solde du régiment des gardes suisses, l'absence du sieur Roll, et le renouvellement des capitulations avec la nation helvétique (20 juillet, p. 678 et suiv.). — Projet de décret sur la levée d'une légion franche étrangère (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 147 et suiv.). — Rapports sur la réclamation tendant à la surséance provisoire de la vente des biens de la ci-devant abbaye de Wadegasse (29 juillet, p. 252 et suiv.), — sur la proposition d'armer trente vaisseaux (p. 459 et suiv.), — sur le licenciement des régiments suisses (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 417 et suiv.). — Projet de décret sur le service des sous-officiers suisses dans l'armée française (21 août, p. 563). — Projet de décret sur le mode de délivrance aux ambassadeurs (23 août, p. 661). — Article additionnel au décret concernant les passeports accordés aux ministres et ambassadeurs des puissances étrangères (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 32). — Projet de décret relatif au numéraire arrêté à Huningue (*ibid.*). — Rapport sur le cas de Devirieu (2 septembre, p. 217). — Projet de décret relatif à une dépêche arrêtée par la municipalité de Rochefort (5 septembre, p. 367). — Rapports sur les biens de l'ordre de Malte (8 septembre, p. 457 et suiv.), — sur la pétition du sieur Cazeaux (*ibid*). p. 480). — Projets de décret sur les réclamations des régiments suisses (17 septembre 1792, t. **L**, p. 82), — sur l'exportation des grains et fourrages provenant de propriétés appartenant à des

Comité diplomatique (*Suite*).

étrangers (*ibid*), — sur les pensions des agents de l'ordre Saint-Lazare et de Notre-Dame-du Mont-Carmel (19 septembre, p. 133), — sur l'échange des prisonniers de guerre (*ibid.*, p. 139).

Comité de division du royaume.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 212); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres et des suppléants (27 octobre, p. 450). — **1792.** — Est autorisé à prendre un quatrième commis (9 février 1791, t. **XXXVIII**, p. 297.)— Nouvelle composition (5 mars 1791, t. **XXXIX**, p. 393). — Dons patriotiques des secrétaires commis (6 juin 1791, t. **XLIV**, p. 637), (17 juillet, p. 556), (31 juillet, p. 308).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur l'élection de Ségrétier (Seine-et-Marne), (2 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 597 et suiv.), — sur le renouvellement des municipalités (5 novembre, p. 651 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de Romans (8 novembre, p. 689 et suiv.), — sur l'élection des hauts jurés (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 79), — sur l'incompatibilité entre les fonctions de percepteur et celles d'administrateur (19 novembre, p. 147), — sur l'emplacement de la paroisse Notre-Dame de Nantes (22 novembre, p. 297), — sur la réunion des municipalités de la ville et du faubourg de Saint-Flour (24 novembre, p. 345), — sur le traitement des curés dont les cures ont été supprimées (*ibid.* p. 345 et suiv.), — sur la réunion des paroisses de Gournay (*ibid.* p. 346), sur la séparation de la commune de Passavant du département des Vosges (*ibid.* p. 351), — sur la création d'une paroisse à Bercy (3 décembre, p. 551), — sur l'élection des administrateurs du département de l'Oise (5 décembre, p. 598), — sur la demande de prolongation de la session des conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Calvados (10 décembre, p. 723), — sur l'organisation du directoire du district de Clermont (Puy-de-Dôme (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 116), — sur une difficulté qui s'est élevée entre les anciens officiers municipaux de Versailles et trois des officiers nouveaux nommés pour les remplacer (20 décembre, p. 280 et suiv.), — sur l'admission de Dequeux, député suppléant de la Somme (21 décembre, p. 286), — sur l'érection de Henry dans la Haute-Marne (22 décembre, p. 312), — sur l'élection de hauts-jurés (24 décembre, p. 335), — sur la la pétition de Basin (30 décembre, p. 643 et suiv.), — sur les conditions d'éligibilité pour les places d'évêques et de curés (31 décembre, p. 692 et suiv.). = **1792.** — Rapports sur les troubles de Lunel (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 477), — sur une réclamation de la commune de Margency (20 janvier, p. 530), — sur la circonscription des paroisses de Saint-Cha-

Comité de division du royaume (*Suite*).

mas (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 27), — sur l'interprétation de la loi relative à l'organisation nouvelle de plusieurs directoires de départements et de districts (*ibid.* et p. suiv.), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Provins (*ibid.* p. 28 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de Chinon (*ibid.* p. 31), — sur l'élection d'un membre de l'administration du disrict de Metz (*ibid.* et p. suiv.), — sur la circonscription des paroisses de la ville d'Aire (*ibid.* p. 33), — sur la distraction du hameau de Franay du district de Château-Chinon (*ibid.*), — sur la distraction des communes de Sainte-Eulalie, Loupiac, Saint-Christophe, Saint-Martin-Cantalès, Saint-Projet et Saint-Chamant du district d'Aurillac (*ibid.* p. 34), — sur la suspension des officiers municipaux de Toulon (*ibid.*), — sur la distraction de la ferme de Belle-Fays de la paroisse de Montigny (*ibid.* et p. suiv.), — sur la réunion des paroisses de Saint-Jean-aux-Bois et de la Rivière (*ibid.* p. 35), — sur l'élection des hauts jurés des départements de Paris et de la Haute-Loire (31 janvier, p. 37), — sur les pouvoirs d'Alleaume, député suppléant de Paris (9 février, p. 297), — sur la fixation du chef-lieu de département et du siège épiscopal de la Corse (11 février, p. 397 et suiv.), — sur l'installation du tribunal criminel de la Loire-Inférieure (12 février, p. 455 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de Chaumont-en-Vexin (15 février, p. 554 et suiv.), — sur les limites provisoires des districts de la ville et de la campagne de Lyon (19 février, p. 649), — sur les contestations survenues au sujet des communes de Riotord et de Saint-Ferréol (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 433 et suiv.), — sur l'arrondissement du tribunal de commerce d'Orbec (10 mars, p. 527 et suiv.), — sur l'admission de Pucelle, député suppléant de la Somme en remplacement de Quillet, décédé (14 mars, p. 689), — sur la réduction des paroisses de Dijon (16 mars 1792, t. **XL**, p. 37 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses d'Aurillac (22 mars, p. 356), — sur l'admission de Quéru en remplacement de Delivet-Saint-Mars, décédé (24 mars, p. 457), — sur la circonscription des paroisses du département des Basses-Pyrénées (26 mars, p. 506 et suiv.), — sur une pétition du sieur Serrard (29 mars, p. 655), — sur les pouvoirs de Guy Kersaint, député suppléant de Paris (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 78 et suiv.), — sur la paroisse Saint-Pierre de Toulouse (6 avril, p. 231 et suiv.). — sur l'élection de la municipalité de Craponne-sur-Arzon (11 avril, p. 469), — sur l'admission de Demoy (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 42 et suiv.), — sur l'admission de Lebrun (1er mai, p. 581), — sur la circonscription des paroisses de Lagny (*ibid.* p. 598 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de Verneuil (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 13), — sur la

Comité de division du royaume (*Suite*).

distraction de plusieurs communes du district de Pont-l'Evêque (12 mai, p. 296), — sur l'admission de Clédel, député suppléant du Lot, en remplacement de Dupuy-Montbrun décédé (14 mai, p. 322), — sur la remise de pièces au sieur Corbel par le garde des archives (15 mai, p. 396), — sur l'admission de Yver de Labrucholerie, député suppléant de la Manche, en remplacement de Duval, démissionnaire (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 85 et suiv.), — sur l'établissement d'un troisième juge de paix à Versailles (29 mai, p. 263), — sur la juridiction des prud'hommes pêcheurs d'Adge et de Marseillan (*ibid.*), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Vatan (*ibid.* p. 264), — sur l'érection d'une paroisse à Port-Louis (30 mai, p. 327), — sur la paroisse de Commercy (*ibid.* p. 333), — sur le nombre et le placement des notaires du département de la Loire-Inférieure (31 mai, p. 364), — sur l'incorporation des communes de Chaume et de Jours au district de Châtillon (*ibid.* p. 365), — sur les élections des commissaires de police (1er juin, p. 433 et suiv.), — sur la vérification des pouvoirs de Dusaulx, député suppléant de Paris (p. 668), — sur la réunion de la paroisse du Temple à celle de Carentan (7 juin, p. 683 et suiv.), — sur une réclamation de la commune d'Ustaritz (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 4), — sur une pétition de la municipalité de Paris (16 juin, p. 280 et suiv.), — sur la réclamation du sieur Leturc (19 juin, p. 403), — sur le nombre et le placement des notaires du département des Ardennes (24 juin, p. 526), — sur la démarcation entre le département de Paris et celui de Seine-et-Oise (*ibid.* p. 529 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires du département des Basses-Pyrénées (30 juin 1792, t. **XLVI**, p. 8 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses du département de l'Ariège (5 juillet, p. 154 et suiv.), — sur l'établissement de commissaires de police dans différentes villes (6 juillet, p. 194), — sur la suspension du sieur Bleu (*ibid.* p. 199), — sur l'établissement d'un second juge de paix dans la ville de Bayonne (7 juillet, p. 232), — sur le nombre et le placement des notaires publics du département de la Drôme (8 juillet, p. 237 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires publics du département de l'Isère (*ibid.* p. 239 et suiv.), — sur le service paroissial dans la ville de Léré (*ibid.* p. 241), — sur le nombre et le placement des notaires publics du département de la Meuse (8 juillet, p. 242 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires publics du département des Vosges (9 juillet, p. 253 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires publics du département du Bas-Rhin (*ibid.* p. 254 et suiv.), — sur l'admission de Favière (12 juillet, p. 382), — sur une pétition de la ville de Brioude (17 juillet, p. 540), — sur le nombre et le placement des notaires publics des départements de la Vendée et de Mayenne et Loire (18 juillet, p. 582 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses du district de Châteaulin (*ibid.* p. 585 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Vitré (*ibid.* p. 586), — sur le traitement des curés et vicaires qui font un double service dans deux églises (*ibid.* p. 587 et suiv.), — sur l'admission de Doussain (*ibid.* p. 639), — sur la circonscription des paroisses de Châteaudun, Brou, Bonneval et Cloyes (19 juillet, p. 647), — sur le nombre et le placement des notaires publics des départements de Seine-et-Marne et d'Eure-et-Loir (20 juillet, p. 672 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires dans le département du Haut-Rhin (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 1 et suiv.), — sur le nombre et le placement des notaires dans le département du Calvados (*ibid.* p. 2 et suiv.), — sur la réunion des communes de Lepois et Saint-Vivant à celle de Vergy (*ibid.* p. 4 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses du district de Beaugé (22 juillet, p. 40), — sur le nombre et le placement des notaires des Hautes-Alpes (*ibid.* et p. suiv), — sur la circonscription des paroisses de la ville d'Amboise (24 juillet, p. 114), — sur la circonscription de la paroisse de Saint-Etienne de Saint-Brieuc (28 juillet, p. 215), — sur le placement des notaires d'Ille-et-Vilaine (*ibid.* et p. suiv.), — sur le placement des notaires du Morbihan (*ibid.* p. 217 et suiv.), — sur le placement des notaires du Finistère (*ibid.* p. 219 et suiv.), — sur le placement des notaires des Côtes-du-Nord (*ibid.* p. 221 et suiv.), — sur l'érection de l'église Saint-Eloi en oratoire de la paroisse de Notre-Dame de Châlons-sur-Marne (29 juillet, p. 348), — sur l'établissement d'un second juge de paix à Bergerac (*ibid.* p. 249 et suiv.), — sur la circonscription des paroisses de Saint-Denis (30 juillet, p. 277), — sur la circonscription des paroisses de Beauvais (*ibid.*), — sur le nombre et le placement des notaires publics dans les départements de l'Allier, de la Nièvre, de la Creuse et de la Côte-d'Or (1er août, p. 333 et suiv.), — sur la réunion de la commune de Passavant au département de la Haute-Saône (2 août, p. 387), — sur la circonscription des paroisses de la ville de Laval (3 août, p. 406 et suiv.), — sur la circonscription de la paroisse d'Ansauvillers (*ibid.* p. 408), — sur le placement des notaires du département de Seine-et-Marne (*ibid.* p. 409 et suiv.), — sur la réunion de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Madeleine, de Corbeval, à celle de Bougligny (*ibid.* p. 411), — sur l'affaire du sieur Basin (6 août, p. 536), — sur l'érection d'une paroisse dans la ville de Seyssel (10 août, p. 623). — Projet de décret sur l'organisation d'un second juge de paix dans la ville d'Auch (12 août 1792, t. **XLIX**, t p. 65). — Projet de décret relatif à la suppression du plus jeune

Comité de division du royaume (*Suite*).

des juges de la ville de Langres (30 août 1792, t. XLIX, p. 105). — Projet de décret relatif à la formation du canton de Hanau (9 septembre, p. 488). — Projets de décrets concernant les villes de Blaye, Romorantin et Beauvais (*ibid.* p. 489). — Rapport sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire de Rhône-et-Loire t. L, p. 465 et suiv.).

Comité des domaines.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 223); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (27 octobre, p. 461 et suiv.). — Six nouveaux commis seront attachés aux bureaux du comité (14 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 58). — Examinera les demandes relatives aux emplacements des corps administratifs et tribunaux (21 novembre, p. 265). — Fonctions (5 décembre, p. 583). = **1792.** — Est autorisé à prendre un cinquième commis (15 janvier 1791, t. **XXXVII**, p. 432). — Nouvelle composition (5 mars 1791, t. **XXXIX**, p. 394).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur la prorogation du terme fixé pour le payement des biens nationaux (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 553 et suiv.), — sur la réclamation des prêtres et clercs étudiants de la communauté de Saint-Lazare (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 464). = **1792.** — Rapports sur l'organisation des bureaux de la conservation générale des forêts (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 75 et suiv.). — Projet de décret relatif à l'emplacement de l'administration du district de Beauvais (10 janvier, p. 203). — Rapport sur la question de savoir s'il y a lieu de charger provisoirement les procureurs-syndics des fonctions des procureurs des eaux et forêts (12 janvier, p. 349), (14 janvier, p. 422 et suiv.), — sur la concession de terres faite au sieur Vironcheaux (17 janvier, p. 477 et suiv.), — sur les ordres de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de Saint-Lazare de Jérusalem (19 janvier, p. 525 et suiv.), — sur les réclamations du sieur Husson (21 janvier, p. 552), — sur l'aliénation du château de Niort (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 55 et suiv.), — sur la garde et la conservation des titres des propriétés nationales (9 février, p. 298 et suiv.), — sur la question de l'aliénation des forêts nationales (2 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 291 et suiv.), — sur les vingt-cinq contrats d'échange de la forêt de Senonches (12 mars, p. 590), — sur le traitement des membres des congrégations séculières supprimées (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 517 et suiv.), — sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (14 avril, p. 638), — sur le payement du traitement des employés des eaux et forêts (15 avril, p. 683), — sur la mise à la disposition de la nation des biens dépendant de la ci-devant abbaye de Clairac (1er mai

Comité des domaines (*Suite*).

1792, t. **XLII**, p. 580 et suiv.), — sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (1er mai, p. 594), — sur l'administration des revenus des paroisses (*ibid.* p. 595), — sur l'avance demandée par la municipalité de Paris pour l'exercice du culte (*ibid.*), — sur le remboursement des cautionnements des anciens administrateurs des domaines nationaux (*ibid.*), — sur un droit de propriété réclamé par les colons de Meisenthal (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 265 et suiv.), — sur les créances du sieur Clément Barville contre la nation (30 mai, p. 327 et suiv.), — sur des contestations relatives à des concessions faites en faveur du ci-devant seigneur de Saint-Louis, de la dame Damian et du sieur Duperraud (1er juin, p. 433), — sur une contestation entre le prieur de Saint-Gilles et le fermier du prieuré (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 400), — sur une pétition des administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Crécy (27 juin, p. 611), — sur la réunion des religieuses qui persistent dans la vie commune (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 103 et suiv.), — sur les coupes des bois compris dans les échanges des biens domaniaux non consommés (7 juillet, p. 229 et suiv.), — sur la création de 300 millions d'assignats (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 311 et suiv.), — sur la fixation des pensions des religieux et des religieuses (7 août, p. 543 et suiv.), — sur la révocation de l'aliénation de certains biens nationaux (10 août, p. 620 et suiv.), — sur le mode d'aliénation des terrains et bâtiments dépendant du Palais-Royal (*ibid.* p. 624 et suiv.), — sur la propriété, l'administration et la police des cours d'eau et de la pêche non maritime (11 août, t. **XLVIII**, p. 4 et suiv.). — Projet de décret sur la résiliation du bail du château de Saint-Dizier (13 août, p. 90). — Projet de décret sur la vente du couvent des ci-devant Capucins de Bordeaux (*ibid.*). — Rapport sur le payement des honoraires des officiers des ci-devant maîtrises des eaux et forêts (15 août, p. 162), — sur la vente des terrains et bâtiments du département de la marine qui ne sont pas nécessaires au service (22 août, p. 617), — sur l'ajournement de l'adjudication du château de Choisy-le-Roi (*ibid.* p. 627), — sur l'exploitation des coupes des bois (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 41 et suiv.). — Projet de décret relatif à la suspension de l'aliénation du château de Saint-Dizier (29 août, p. 104). — Projet de décret sur la vente des biens des émigrés (30 août, p. 114 et suiv.). — Projet de décret sur la révocation des aliénations de certains domaines nationaux (*ibid.* p. 124 et suiv.). — Projet de décret relatif à la remise aux administrateurs de l'hôpital de Grenoble des terrains et bâtiments qui étaient occupés par les frères et les sœurs de la Charité (2 septembre, p. 219). — Rapports sur les biens de l'ordre de Malte (8 septembre, p. 437 et suiv.), — sur les comptes de l'administration des eaux de Paris (9 septembre,

Comité des domaines (*Suite*).

p. 495), — sur les acquéreurs de biens nationaux (11 septembre, p. 560), — sur la rentrée des fonds qui doivent servir à l'éducation et aux hôpitaux (12 septembre, p. 577), — sur le puits de Satzbronn (*ibid.* et p. suiv.), — sur la résiliation du bail du sieur Courvoisier (*ibid.* p. 579), — sur la présentation d'un état des rentes (*ibid.*), — sur le séquestre des biens des émigrés (13 septembre, p. 623), — sur le rachat des rentes appartenant à la nation (*ibid.*), — sur la pétition de Louis-Joseph-Philippe, prince français (14 septembre, p. 641), — sur l'échange fait par le roi avec le sieur Guéméné (*ibid.* p. 656 et suiv), — sur le jugement rendu sur le testament de Didier-François Quinternet (16 septembre 1792, t. **L**, p. 37 et suiv.), — sur la confirmation de l'accensement d'un fonds de terre aux sieurs Delporte (17 septembre, p. 95), — sur la révocation des engagements des domaines nationaux (*ibid.* p. 104), — sur les pensions des agents de l'ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel (19 septembre, p. 133).

Comité d'examen des comptes.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (22 octobre, p. 358). — Rapport sur ses fonctions (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 163 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 165 et suiv.); — lecture du projet de décret (30 novembre, p. 459 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 460). — **1792**. — Nouvelle composition (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 467).

Travaux. — **1792**. — Projet de décret relatif à la comptabilité de l'ancienne administration des domaines (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 353). — Rapport sur l'organisation du bureau de comptabilité (13 janvier, p. 358 et suiv.), — sur la dénonciation du sieur Beauchêne contre le concierge de l'Hôtel de la Force (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 411), — sur une demande de Thévenard, ex-ministre de la marine (14 avril, p. 638), — sur une pétition relative au sieur Lacroix, receveur des communautés d'arts et métiers de la ville de Perpignan (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 262). — Proposition tendant à autoriser Lacoste, ci-devant ministre de la marine, à se rendre à la cour de Toscane, où le roi l'a nommé ministre plénipotentiaire (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 98). — Rapports sur la comptabilité du sieur Grisart (2 août, p. 389), — sur la comptabilité du sieur Bertin (10 août, p. 673), — sur les comptes de Cahier, ex-ministre de l'intérieur (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 155 et suiv.). — Projet de décret concernant les chambres des comptes (19 août p. 382). — Projet de décret sur la reddition des comptes du receveur des revenus casuels (*ibid.* p. 396), — sur la régie et la comptabilité des économats (19 août 1792, t. **XLIX**, p. 100 et suiv.), — sur la comptabilité de l'ancienne administration des domaines (1er septembre, p. 187 et suiv.), — sur la demande du sieur Bertin (12 septembre, p. 594), — sur l'état des travaux du bureau de comptabilité (20 septembre, t. **L**, p. 159 et suiv.), — sur la comptabilité arriérée de la ci-devant province de Bretagne (p. 556 et suiv.), — sur la comptabilité du sieur Randon-de-Latour (p. 621), — sur la vérification de la comptabilité arriérée des villes (p. 627 et suiv.), — sur la comptabilité de Dutartre, trésorier des bâtiments du roi (p. 702 et suiv.).

Comité féodal.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 223); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (28 octobre, p. 462). — **1792**. — Nouvelle composition (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 467). — Adjonction de deux nouveaux membres (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 117).

Travaux. — **1792**. — Rapports sur la suppression de divers droits féodaux déclarés rachetables par le décret du 15 mars 1790 (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 470 et suiv.), — sur la suppression des droits représentatifs de la mainmorte (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 643 et suiv.), — sur le rachat des redevances fixes (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 368 et suiv.), — sur l'interprétation de la loi du 22 juin 1791 relative au cumul de la dîme avec les redevances en quotité de fruits (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 246 et suiv.), — sur le remboursement des offices seigneuriaux (6 août, p. 513 et suiv.). — Projet de décret sur la suppression des droits fixes, censuels ou féodaux (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 425). — Rapport sur les domaines congéables de la ci-devant Basse-Bretagne (23 août, p. 640 et suiv.).

Comité des finances.

1° *Comité des finances en général.*
2° *Comité de l'ordinaire des finances.*
3° *Comité de l'extraordinaire des finances.*

§ 1er. Comité des finances en général. — **1791**. — Six commissaires de chacun des comités des finances et de celui des domaines se réuniront pour arrêter un nouveau plan d'organisation (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 323 et suiv.); — projet de décret présenté par Dorizy (5 décembre, p. 582 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 583). — Les comités des finances examineront les recettes et les dépenses publiques et présenteront à l'Assemblée, au plus tard le 1er mars 1792, le tableau de leurs opérations (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 708).

§ 2. Comité de l'ordinaire des finances.

Organisation. — **1791**. — Etablissement, fonctions (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583). — Composition (*ibid* p. 584); — liste

Comité de l'ordinaire des finances (*Suite*).

des membres et suppléants (*ibid.* p. 598). — Le comité est autorisé à prendre six commis (31 décembre 1792, t. XXXV), p. 696). = 1792. — Nouvelle composition (31 mars, t. XLI, p. 30).

Travaux. — 1791. — Rapport sur les moyens à prendre pour établir des caisses d'échange des assignats de 5 livres dans les districts (9 décembre 1791, t. XXXV, p. 679 et suiv), — sur la continuation des travaux du Panthéon français (24 décembre 1791, t. XXXVI, p. 365 et suiv.), — sur le remboursement de frais faits pour des perquisitions dans des maisons suspectes de Paris (25 décembre, p. 373 et suiv.), — sur les dépenses de l'année 1792 (30 décembre, p. 645 et suiv.). = 1792. — Rapport, sur le recouvrement d'une somme de 6 millions due au Trésor public par les acquéreurs de l'ancien enclos des Quinze-Vingts (2 janvier 1792, t. XXXVII, p. 3 et suiv.). — Projet de décret relatif à la continuation des travaux du canal de Bourgogne (3 janvier, p. 26). — Rapport sur le mode de fabrication et d'émission des coupures d'assignats dont la création a été décrétée en principe les 16 et 23 décembre 1791 (4 janvier, p. 66 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser la municipalité d'Aubenas à emprunter 10,000 livres (5 janvier, p. 77 et suiv.). — Rapports sur les formalités à observer pour le payement des pensions et des rentes sur l'Etat (7 janvier, p. 114 et suiv.), — sur une demande du département des Côtes-du-Nord relative aux frais d'ameublement du séminaire de Saint-Brieuc (8 janvier, p. 156), — sur une pétition du conseil général de Loir-et-Cher relative aux impositions des ecclésiastiques (*ibid.* p. 157), sur la pétition du sieur Sébire (*ibid.* p. 160), (14 janvier, p. 405 et suiv.), — sur le payement des intérêts des emprunts faits par les ci-devant pays d'états de Languedoc et de Provence (20 janvier, p. 528 et suiv.), — sur une nomination supplémentaire de visiteurs de rôles (*ibid.* p. 530 et suiv.), — sur une demande de fonds pour les travaux des carrières de Paris (21 janvier, p. 549 et suiv.), — sur une demande des entrepreneurs des églises de Paris (28 janvier, p. 731 et suiv.), — sur une plainte du département d'Eure-et-Loir (3 février 1792, t. XXXVIIII, p. 118), — sur une pétition des sous-officiers et soldats de la garde nationale parisienne soldée (p. 143 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des visiteur des rôles (7 février, p. 249 et suiv.), — sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (9 février, p. 300 et suiv.)., — sur les payeurs généraux et les receveurs de districts (10 février, p. 348 et suiv.), — sur la rectification d'erreurs dans des contrats de rentes viagères (11 février, p. 398 et suiv.), — sur la question de soustraire à la formalité de l'enregistrement les certificats que doivent présenter les créanciers de l'Etat (*ibid.* p. 403), — sur la nomination de commissaires chargés de surveiller les achats de numéraire (14 février, p. 490), — sur la formation des rôles des contributions pour les années 1791 et 1792 (16 février, p. 577 et suiv.). — Rapports sur les billets de confiance (25 février 1792, t. XXXIX, p. 86 et suiv.), — sur des souscriptions à des œuvres littéraires (*ibid.* p. 100 et suiv.), — sur une pétition des rentiers de la ville de Paris (2 mars, p. 289 et suiv.), — sur l'aliénation des forêts nationales (*ibid.* p. 291 et suiv.), — sur les créances arriérées des départements de la guerre pour 1790 (3 mars, p. 338), sur les gardes françaises (*ibid.*, p. 362), — sur les dépenses de 1792 (7 mars, p. 448 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour accélérer la vente des sels et tabacs nationaux (*ibid.* p. 450 et suiv.), — sur le versement mensuel à faire par la caisse de l'extraordinaire dans celle de la Trésorerie nationale (8 mars, p. 473), — sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (9 mars, p. 519 et suiv.), — sur les secours à accorder aux indigents des départements (*ibid.*, p. 520 et suiv.), — sur une demande de la commune de Chaumont tendant à un emprunt de 30,000 livres (11 mars, p. 562), — sur une dénonciation contre Launai (*ibid.* p. 567), — sur la solde des troupes (15 mars 1792, t. XL, p. 24). — sur la nécessité de faire des fonds pour la recherche des fabrications de faux assignats et de fausse monnaie (19 mars, p. 142), — sur les sommes offertes à la nation par Pottin de Vauvineux (24 mars, p. 437 et suiv.), — sur une avance à faire à la maison de secours (30 mars, p. 711). — Rapports sur les comptes de Narbonne, ancien ministre de la guerre (33 mars 1792, t. XLI, p. 16 et suiv.), (7 avril p. 322 et suiv.), — sur les fonds à verser à la Trésorerie nationale (9 avril, p. 378), — sur une réclamation de la municipalité de Paris (13 avril, p. 557), — sur les secours à accorder à certains départements (*ibid.* et p. suiv.), — sur une demande de fonds pour les travaux des fortifications (16 avril, p. 704), — sur la situation des finances au 1[er] avril 1792 (17 avril, 1792, t. XLII, p. 10 et suiv.), (18 avril, p. 70 et suiv.), — sur l'emplacement de la Haute-Cour nationale (19 avril, p. 159), — sur la solde des troupes (20 avril, p. 215), sur le fonds extraordinaire pour le service de la guerre (22 avril, p. 279 et suiv.), — sur la désignation d'une caisse pour l'échange du numéraire (25 avril, p. 381 et suiv.), — sur le payement de la pension du maréchal Luckner (26 avril, p. 414), — sur une demande de fonds pour des dépenses secrètes (26 avril, p. 430), — sur une nouvelle création de 300 millions d'assignats (27 avril, p. 446 et suiv.), — sur l'établissement de payeurs généraux des armées

Comité de l'ordinaire des finances (*Suite*).

(*ibid.* p. 450 et suiv.), — sur le payement des dépenses publiques de 1792 (30 avril, p. 521), — sur la formation des équipages des officiers (1er mai, p. 592), — sur la circulation des billets de confiance (*ibid.* p. 593), — sur le payement des troupes employées dans l'île de Corse (*ibid.*), — sur le recouvrement des impositions arriérées des ci-devant états de Languedoc (*ibid.* et p. suiv.), — sur l'autorisation d'emprunter demandée par la ville de Saint-Etienne (*ibid.* p. 594), — sur la fabrication d'une monnaie de billon (2 mai, p. 654 et suiv.), — sur l'autorisation d'emprunter demandée par le district de Bergerac (*ibid.* p. 657), — sur le mode de chargement des lettres et paquets contenant des valeurs (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 38 et suiv.), — sur une proposition tendant à autoriser la municipalité de Semur à emprunter 10,000 livres (6 mai, p. 57), — sur les moyens d'encourager les manufactures de poudres et salpêtres (7 mai, p. 87 et suiv.), — sur un versement à faire à la trésorerie nationale (10 mai, p. 201), — sur la pétition du sieur Sollier (11 mai, p. 254), — sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (16 mai, p. 461 et suiv.), — sur des rectifications d'erreurs dans des contrats de rentes viagères (17 mai, p. 511 et suiv.), — sur une demande d'autorisation d'emprunt de la ville de Montauban (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 126 et suiv.), — sur le remplacement des receveurs généraux et particuliers des finances pour le recouvrement des impositions arriérées (*ibid.* p. 133), — sur le traitement à faire aux prisonniers de la Haute-Cour nationale (28 mai, p. 177 et suiv.), — sur les dépenses de 1792 (*ibid.* p. 193), — sur les dettes arriérées des ci-devant provinces (*ibid.* p. 236 et suiv.), — sur les formalités pour le payement des appointements et frais de bureaux des ministres, commissaires du roi et des employés payés par la trésorerie nationale (31 mai, p. 393), — sur l'état de la confection des rôles des contributions de 1791 (6 juin, p. 638), — sur l'évaluation et la cotisation des maisons situées hors des villes (7 juin, p. 680 et suiv.), — sur la taxe des lettres aux armées de France sur le territoire étranger (*ibid*, p. 683 et suiv.), — sur l'inexécution des décrets relatifs aux caisses patriotiques et de secours (8 juin, p. 695 et suiv.), — sur une transaction passée entre l'agent du Trésor public et le sieur Rouessart (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 4 et suiv.), — sur les besoins de la trésorerie nationale (*ibid.* p. 6), — sur le payement du loyer des casernes de la garde nationale parisienne soldée (11 juin, p. 81), — sur l'établissement d'un payeur général et d'un contrôleur des dépenses pour l'armée du midi (*ibid.* et p. suiv.), — sur la valeur des espèces d'or et d'argent (*ibid.* p. 88 et suiv.), — sur la vente des sels et

Comité de l'ordinaire des finances (*Suite*).

tabacs (12 juin p. 105), — sur une pétition de la municipalité de Paris (16 juin, p. 280 et suiv.), — sur la suppression des payeurs et contrôleurs des rentes établis à Paris et sur les avantages de payer les pensions dans les chefs-lieux des départements (18 juin, p. 358 et suiv.), — sur l'entretien des digues de l'île de Noirmoutier (19 juin, p. 367 et suiv.), — sur le canal de Gisors à Rive-de-Gier (*ibid.* p. 370 et suiv.), — sur l'achat du numéraire (20 juin, p. 426 et suiv.), — sur la distribution de la monnaie de cuivre et de métal de cloche (*ibid.* p. 431), — sur le rapport du décret qui fixe le traitement des premiers commis de ministère (22 juin, p. 472), — sur le service des étapes et convois militaires (25 juin, p. 555 et suiv.), — sur les dépenses de l'ancienne administration de l'île de Corse (26 juin, p. 584), — sur la pétition des sieurs Perrier frères (26 juin, p. 585 et suiv.), — sur la ratification d'un compromis passé avec les acquéreurs de l'ancien enclos des Quinze-Vingts (*ibid.* p. 605 et suiv.), — sur le payement des frais de déplacement de la force publique (30 juin, p. 688 et suiv.), — sur les dépenses de la marine et des colonies pour l'année 1791 (*ibid.* p. 691 et suiv.), — sur les comptes de Narbonne (*ibid.* p. 694 et suiv.), — sur les indemnités dues aux maîtres de postes (30 juin, 1792, t. **XLVI**, p. 2 et suiv.). — Projet de décret tendant à accorder à la municipalité de Beaucaire une somme de 200,000 livres en petits assignats (9 juillet, p. 259). — Projet de décret sur le renouvellement des actions de l'ancienne Compagnie des Indes (*ibid.* p. 261). — Rapport sur les dépenses du bureau de police militaire de Paris (10 juillet, p. 298 et suiv.), — sur une pétition du sieur Pottin de Vauvineux (*ibid.* p. 300), — sur le payement des gratifications des sous-officiers et soldats de la garde nationale parisienne soldée (*ibid.*). — sur un versement à faire à la trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (*ibid.* et p. suiv.), — projet de décret sur les indemnités à accorder aux fédérés (13 juillet, p. 381). — Projet de décret tendant à autoriser les communes de Manosque, Salie, Tallard et Gergy à contracter des emprunts (17 juillet, p. 579 et suiv.)., — sur la franchise et le contreseing des lettres par la poste (18 juillet, p. 613 et suiv.). — Rapport sur les dépenses du camp de Jalès (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 5). — Projet de décret tendant à autoriser la ville de Montluçon à s'imposer extraordinairement (*ibid.*). — Projet de décret concernant la mise à la disposition du ministre de la guerre de fonds pour l'entretien des troupes (23 juillet, p. 65). — Projet de décret sur les demandes en décharge et réduction de la contribution mobilière (26 juillet, p. 163 et suiv.). — Rapport tendant à la modification de la loi du 17 mars 1791 sur les patentes (27 juillet, p. 199 et

Comité de l'ordinaire des finances (*Suite*).

suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser les communes de Bermerain et de Valernes à emprunter (28 juillet, p. 244). — Projet de décret sur l'habillement des bataillons de gardes nationales volontaires (p. 282.). — Projet de décret sur les réparations à faire à la chapelle du Bourg-Beaudoin (31 juillet, p. 304.). — Rapports sur les moyens de pourvoir à l'approvisionnement des places fortes (*ibid.* p. 310), — sur la création de 300 millions d'assignats (*ibid.* p. 311 et suiv.), — sur les formalités à observer pour obtenir décharge ou réduction sur les contributions directes (1er août, p. 348 et suiv.). — Projet de décret sur des versements à faire à la trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (11 août, t. **XLVIII** p. 23 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser le sieur Dutertre à établir une fabrique de poudre de guerre (*ibid.* p. 33). — Projet de décret sur les contributions de 1793 (14 août, p 135 et suiv.). — Projet de décret concernant la retenue des impositions sur les rentes dont la nation est débitrice (*ibid.* p. 148). — Projet de décret sur la répartition d'une somme de 1,500,000 livres aux départements qui se sont partagés les ci-devant pays d'élection (15 août, p. 184). — Projet de décret tendant à autoriser la municipalité à acquérir un emplacement pour le champ de foire (16 août, p. 279). — Projet de décret sur une pétition de la caisse de commerce (18 août, p. 330). — Projet de décret sur la solde des troupes (*ibid.* p. 336). — Projet de décret sur une nouvelle organisation de la contribution foncière et du cadastre (21 août, p. 432 et suiv.). — Projet de décret sur l'organisation de la contribution foncière de la ville de Paris (*ibid.* p. 554). — Projet de décret concernant la contribution foncière des années 1791, 1792 et 1793 (*ibid.* p. 555). — Projet de décret sur les dépenses de la marine (23 août, p. 639). — Projet de décret sur les secours à accorder aux gens de la maison du roi (*ibid.* p. 666). — Projet de décret sur les dépenses de l'artillerie (24 août, p. 679). — Projet de décret relatif à l'établissement d'un impôt sur les effets au porteur (*ibid.* et p. suiv.). — Articles additionnels au décret relatif à l'établissement d'un impôt sur les effets publics au porteur (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27 et suiv.). — Projet de décret sur les avances à faire aux sieurs Tête-Vuide et Bédigis (30 août, p. 106). — Projet de décret relatif à la rectification d'erreurs dans des titres de rentes viagères (2 septembre, p. 227 et suiv.). — Projet de décret sur le payement de l'arrérage des rentes (3 septembre, p. 253). — Projet de décret sur les droits d'enregistrement (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret concernant les digues de l'île de Ré (*ibid.* p. 271 et suiv.). — Projet de décret portant fixation du traitement du secrétaire du conseil exécutif (*ibid.* p. 276). — Projet de décret sur le traitement des médecins et autres officiers de santé en campagne (*ibid.* p. 329). — Projet de décret sur un versement à faire à la trésorerie nationale (5 septembre, p. 357). — Projet de décret sur la suppression du payement de la rente constituée au profit de Louis XVI et de son frère Louis-Stanislas-Xavier (6 septembre, p. 397). — Projet de décret tendant à faire mettre une somme de 2 millions à la disposition du ministre de l'intérieur (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser plusieurs communes à emprunter (7 septembre, p. 441). — Projet de décret sur le payement des gens à gages attachés au roi (13 septembre, p. 598 et suiv.). — Rapports sur la confection des rôles de la Ville de Paris pour 1793 (14 septembre. p. 652), — sur la surveillance des phares par le ministre de la marine (15 septembre, p. 669). — Projets de décret sur les dépenses pour les travaux publics de 1792 (16 septembre 1792, t. **L**, p. 32 et suiv.), — sur les dépenses pour l'établissement de l'unité, des poids et mesures (17 septembre, p. 72), — sur les dépenses de la trésorerie nationale (*ibid.*), — sur le traitement des gardes des registres du contrôle général des finances (*ibid.* p. 83), — sur une avance à faire à la municipalité de Paris (*ibid.* p. 95), — sur les contributions de Paris (*ibid.*), — sur le traitement des employés des loteries (*ibid.*), — sur la comptabilité et la vérification de la caisse du trésorier général et des receveurs particuliers des états de Bourgogne (20 septembre, p. 153), — sur la pétition des médecins pour être exempts du droit de patente (p. 446 et suiv.), — sur le règlement entre les départements des Vosges et de la Haute-Saône relatif aux contributions de la municipalité de Passavant (p. 638 et suiv.).

§ 3. Comité de l'extraordinaire des finances.

Organisation. — **1791.** — Établissement, fonctions, composition (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 584). — Liste des membres et suppléants (*ibid.* p. 595), (p. 598). — Le comité est autorisé à prendre deux nouveaux commis (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 696). = **1792.** — Demande une augmentation de deux commis (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 107); — ordre du jour (*ibid.*). — Renouvellement du 8 avril (8 avril, t. **XLI**, p. 361).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur la question de savoir s'il y a lieu d'émettre des assignats au-dessous de 5 livres (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 34 et suiv.), — sur le payement des pensions (13 décembre, p. 56), — sur le délai dans lequel les créanciers de l'État devront produire leurs titres (24 décembre, p. 335 et suiv.), — sur une demande d'emprunt formée par les administrateurs du bureau de charité de Lille (26 décembre, p. 393), — sur une de-

Comité de l'extraordinaire des finances (*Suite*).

mande de 20 millions pour les dépenses de la guerre (*ibid.* p. 403 et suiv.), — sur une affectation de 30 millions d'assignats à la caisse de l'extraordinaire (27 décembre, p. 433 et suiv.), — sur un versement à faire à la Trésorerie nationale par la caisse de l'extraordinaire (29 décembre, p. 599), — sur une demande d'avances formée par la commune de Paris (30 décembre, p. 667). = **1792.** — Rapports sur les secours à accorder aux départements (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 110 et suiv.), — sur les dépenses nécessaires à l'établissement du tribunal criminel de Paris (7 janvier, p. 116 et suiv.). — Projet de décret sur la suspension de la vente des forges de Moyeuvre, Naix et Moutiers-sur-Saulx (*ibid.* p. 131 et suiv.). — Projet de décret relatif à l'emplacement de l'administration du département de l'Aisne (10 janvier, p. 212 et suiv.). — Projet de décret relatif à l'emplacement du tribunal criminel du département de l'Yonne (*ibid.* p. 213). — Projet de décret sur une demande de secours du département de Lot-et-Garonne (19 janvier, p. 501). — Rapports sur la translation de l'hôpital de Sainte-Marthe, de Confolens (20 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 2 et suiv.), — sur une réclamation des marguilliers de l'église cathédrale de Beauvais (1er février, p. 57 et suiv.), — sur le remboursement des tirages d'emprunt (p. 177), — sur les mesures à prendre pour prévenir la contrefaçon des assignats (10 février, p. 366 et suiv.), — sur une demande d'emplacement pour le directoire du district de Dôle (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 71); — sur une demande d'emplacement pour le département des Deux-Sèvres (*ibid.* et p. suiv.), — sur une demande d'emplacement pour la commune de Bléré (*ibid.* p. 72), — sur les billets de confiance (25 février, p. 86 et suiv.), — sur un secours provisoire à accorder à la caisse de l'extraordinaire (p. 187 et suiv.), — sur l'emplacement des bureaux de la comptabilité (29 février, p. 193 et suiv.), — sur les subsistances (5 mars, p. 383 et suiv.), — sur le timbrage des assignats (9 mars, p. 512), — sur l'emploi des assignats provenant de la contribution patriotique (16 mars 1792, t. **XL**, p. 39 et suiv.), — sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (21 mars, p. 200 et suiv.), — sur une demande de secours de la commune de Poitiers (*ibid.* p. 350), — sur les sommes offertes à la nation par Pottin de Vauvineux (24 mars, p. 457 et suiv.), — sur le remboursement de la 17e série de l'emprunt de 125 millions (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 16), — sur les comptes de Narbonne, ancien ministre de la guerre (*ibid.* et p. suiv.), (7 avril, p. 322 et suiv.), — sur le maximum des assignats à mettre en circulation (3 avril, p. 114 et suiv.), — sur le payement du troisième tiers de la contribution patriotique (11 avril, p. 500), — sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (14 avril, p. 638), — sur

Comité de l'extraordinaire des finances (*Suite*).

la situation des finances au 1er avril 1792 (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 10 et suiv.), (18 avril, p. 78 et suiv.), — sur une nouvelle création de 300 millions d'assignats (27 avril, p. 446 et suiv.), — sur la prorogation du délai fixé aux créanciers de l'Etat pour la représentation de leurs titres (27 avril, p. 475 et suiv.), — sur le payement des dépenses publiques de 1792 (30 avril, p. 521), — sur le remboursement des bulletins de l'emprunt de 80 millions sortis par le tirage (*ibid.* p. 545), — sur le remboursement des frais de bureau du comité des savants (1er mai, p. 595), — sur la fabrication d'une monnaie de billon (2 mai, p. 654 et suiv.), — sur une demande de fonds pour la marine (4 mai, p. 728 et suiv.), — sur la fabrication de 300 millions d'assignats (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32), — sur l'acquisition du château de Dourdan par le département de Seine-et-Oise (9 mai, p. 191), — sur l'emplacement de la maison commune de la ville de Bléré (15 mai, p. 421), — sur la nécessité de faire brûler les assignats mis en défets (17 mai, p. 508 et suiv.), — sur le traitement à accorder aux receveurs de district pour la vente des biens nationaux (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 21 et suiv.), — sur les secours provisoires à accorder à la caisse de l'extraordinaire (27 mai, p. 158 et suiv.), — sur la nécessité de charger l'agent du Trésor public de suivre les affaires concernant la caisse de l'extraordinaire (29 mai, p. 264), — sur l'emplacement du directoire du département de l'Indre et du directoire du district de Châteauroux (30 mai, p. 312 et suiv.), — sur une demande de la municipalité de Saint-Amand (*ibid.* p. 313), — sur le logement de l'évêque du département de la Mayenne (*ibid.*), — sur l'emplacement de l'administration du département de l'Ain (*ibid.*), — sur la comptabilité des ci-devant trésoriers généraux de la guerre (31 mai, p. 361 et suiv.), — sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des assignats (*ibid.* p. 372 et suiv.), — sur une demande du département de l'Aisne (1er juin, p. 461), — sur l'emplacement du directoire du département de la Dordogne (2 juin, p. 464), — un rapport sur les réparations à faire à la maison commune de Gannat (*ibid.*), — sur la suppression du numérotage des petits assignats (4 juin, p. 543), — sur le mode du versement des dons patriotiques à la caisse de l'extraordinaire (5 juin, p. 583), — sur une demande de secours du département de l'Aisne (*ibid.* p. 632 et suiv.), — sur une demande de fonds pour l'armement maritime (9 juin 1791, t. **XLV**, p. 6 et suiv.), — sur la réclamation de la dame Saint-Laurent (*ibid.* p. 32 et suiv.), — sur les indemnités dues aux familles de Théobald Dillon et Pierre-François Berthois (*ibid.* p. 36 et suiv.), — sur la valeur des espèces d'or et d'argent (11 juin, p. 88 et suiv.), — sur l'emplace-

Comité de l'extraordinaire des finances (*Suite*).

ment de la Haute-Cour nationale (20 juin, p. 407), — sur la demande de la commune de Valenciennes relative à l'acquisition des terrains et bâtiments de la ci-devant abbaye de Saint-Jean (*ibid.* p. 410 et suiv.), — sur l'emplacement de la Haute-Cour nationale (21 juin, p. 432 et suiv.), — sur les dépenses de l'armée du midi (23 juin, p. 504), — sur la création de 100 millions d'assignats de 100 sols (27 juin, p. 611), — sur le payement des frais de déplacement de la force publique (30 juin, p. 688 et suiv.), — sur l'affectation à l'exercice du culte de la paroisse d'Ambronay de l'église des ci-devant Bénédictins (*ibid.* p. 693), — sur la pétition du sieur Louis-Philippe-Joseph Bourbon (*ibid.*), — sur l'affectation à l'exercice du culte de la paroisse de Nantua de l'église des ci-devant Bénédictins (*ibid.*), — sur les comptes de Narbonne (*ibid.* p. 694 et suiv.), — sur les frais de la fédération du 14 juillet 1792 (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 534), — sur une avance de fonds à faire à la ville de Metz (13 juillet, p. 439 et suiv.), — sur une avance de fonds à faire à la ville de Bordeaux (*ibid.* p. 440), — sur l'administration relative au mobilier national, la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées, sur les moyens de pourvoir aux frais du culte catholique (17 juillet, p. 542 et suiv.), — sur le payement des réparations à faire aux églises paroissiales (18 juillet, p. 596), — sur une avance à faire au département de la Corse (*ibid.* p. 613), — sur la vente des palais épiscopaux (10 juillet, p. 649), — sur l'approvisionnement de la ville de Metz (20 juillet, p. 683 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser la municipalité de Janville à acheter le château de Janville (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 1). — Projet de décret sur l'emploi du produit de la vente des biens des émigrés (24 juillet, p. 102). — Rapports sur les moyens de pourvoir à l'approvisionnement des places fortes (31 juillet, p. 310), — sur la création de 300 millions d'assignats (*ibid.* p. 311 et suiv.), — sur le remboursement de l'emprunt de 100 millions (6 août, p. 516), — sur une demande de la commune de Tours (*ibid.* p. 517), — sur une demande du sieur Paulmier (*ibid.*), — sur une demande de la commune de Ferrières (*ibid.* p. 518), — sur les frais d'estimation des domaines nationaux (*ibid.*), — sur les caisses des sieurs Lafarge et Caminade (nuit du 9 au 10 août, p. 628 et suiv.), — sur l'acquisition par la municipalité de Bernay de la maison de la ci-devant abbaye de cette ville (10 août, p. 663), — sur la demande du directoire du département des Basses-Alpes d'être autorisé à acquérir la maison des ci-devant Récollets de la ville de Digne (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 3) ; — sur l'indemnité due aux gardiens des scellés du petit Luxembourg (*ibid.*). — Projet de décret relatif aux frais d'estimation des biens nationaux (*ibid.* p. 13). — Projet de décret sur les mesures à prendre en cas de décès ou de faillites des comptables de l'Etat (*ibid.* p. 32 et suiv.). — Projet de décret relatif à l'église de la commune de Saint-Avold (*ibid.* p. 42). — Projet de décret relatif à l'acquisition de la maison des Carmes de Tarbes (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret concernant la caisse de l'extraordinaire (12 août, p. 79). — Projet de décret concernant les frais d'impression de l'instruction anx gardes nationaux (16 août, p. 286). — Rapports sur les secours provisoires à l'Académie de Dijon (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 43 et suiv.), — sur la pétition des dames Saint-Laurent et Touche (*ibid.* p. 47 et suiv.). — Projet de décret sur les moyens de faire rentrer les sommes provenant de la vente des biens nationaux (30 août, p. 110). — Projet de décret relatif aux marchés pour la fourniture de 300 millions de papier d'assignats (31 août, p. 142). — Projet de décret relatif à l'envoi des fournitures d'assignats (*ibid.* p. 142). — Projet de décret sur une demande du département de la Côte-d'Or (1er septembre, p. 171 et suiv.). — Projet de décret à autoriser la commune d'Evron à acquérir les halles de la ci-devant église Saint-Martin (2 septembre, p. 194). — Projet de décret concernant le payement des ouvriers employés aux travaux d'aménagement des bâtiments des Grands-Augustins (3 septembre, 329). — Projet de décret relatif à la distribution des petits assignats aux volontaires nationaux (5 septembre, p. 374). — Projet de décret tendant à autoriser la municipalité de Brienon-l'Archevêque à emprunter 30,000 livres (6 septembre, p. 391). — Projet de décret relatif au marché aux blés de la commune de Bléré (13 septembre, p. 597). — Projet de décret sur le remboursement des actions de la Compagnie des Indes (14 septembre, p. 637). — Rapports sur l'affaire du sieur Jubié (15 septembre 1792, t. **L**, p. 9 et suiv.), — — sur une avance de 300,000 livres demandée par la commune de Besançon (17 septembre, p. 80), — sur une demande de la commune d'Armance (*ibid.*), — sur la levée des scellés apposés à la caisse de commerce de Paris (28 septembre, p. 184 et suiv.), — sur la liquidation des dettes des villes (p. 458 et suiv.)

Comité des inspecteurs de la salle (1).

Organisation. — Établissement (15 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 239) ; — nombre des membres et mode de renouvellement (*ibid.* p. 244) ; — liste des membres (24 octobre, p. 383). — Nouvelle composition (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 394). — Le comité sera renouvelé par moitié (10 juillet 1792, t. **XLVI**,

(1) Voir t. XXXIV, p. 383, 1re colonne, note I.

Comité des inspecteurs de la salle (*Suite*).

p. 322). — Nouvelle composition (13 juillet p. 445). — Décret qui adjoint les suppléants aux membres du comité et qui autorise les inspecteurs à se servir indistinctement de tous les commis des divers comités (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 654). — Le comité est autorisé à s'adjoindre six nouveaux membres (12 août, t. **XLVIII**, p. 79).

Travaux. — **1791**. — Les commissaires sont autorisés à délivrer des mandats pour le payement et traitement des membres de l'Assemblée suivant la fixation et le mode de l'Assemblée constituante (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 500); — feront placer dans la maison des ci-devant Feuillants, les comités qui, à cause du nombre de leurs membres, se trouvent trop resserrés dans la maison des ci-devant Capucins (31 octobre, p. 533); — sont autorisés à faire ouvrir le passage des Feuillants interdit par la municipalité (*ibid.*). — Font un rapport sur l'impression et la distribution du règlement et de la liste des comités (8 novembre, p. 689). — Ils présenteront tous les mois le compte des dépenses de la salle et des bureaux de l'Assemblée (8 décembre 1792, t. **XXXV**, p. 661). — Ils font des rapports sur la distribution à domicile, à tous les membres de l'Assemblée, des lois sanctionnées, proclamations, règlements et autres pièces administratives (14 novembre, p. 59), — sur l'insurrection de certains ouvriers de l'imprimerie de l'Assemblée (25 novembre, p. 362), — sur une gratification à accorder au sieur Douay, secrétaire-commis à l'Assemblée constituante (3 décembre, p. 551), — sur des modifications dans la distribution de la salle des séances (8 décembre, p. 661). — Présentent un projet de décret concernant les personnes exemptes des formalités prescrites par le décret du 13 décembre 1791 pour se faire payer aux caisses publiques (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 333). — Font des rapports sur les troubles des Feuillants (27 décembre, p. 432 et suiv.), — sur les modifications à apporter dans l'aménagement de la salle des séances (*ibid.* p. 449 et suiv.), — sur les députés absents (28 décembre, p. 477). — **1792**. — Font des rapports sur l'absence de Valadier, député de l'Ardèche, et son remplacement par Gamon, premier suppléant (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 44). — sur une pétition des secrétaires-commis de l'Assemblée constituante (7 janvier, p. 134). — Ils détermineront les ornements et assigneront les places qui conviendront le mieux à des gravures offertes par Joubert (24 janvier, p. 634). — Ils fixeront l'emplacement de la tribune accordée au sieur Guirault (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 7). — Ils font un rapport sur les dépenses de l'Assemblée pendant le premier trimestre de la législature (7 février, p. 249). — Ils sont chargés de faire respecter les consignes (11 février, p. 424). — Ils présenteront un règlement pour la distribution des imprimés (15 février, p. 526). — Ils font des rapports sur l'emplacement des bureaux de la comptabilité (29 février 1792, t. **XXXIX**, p. 192), — sur la pétition du sieur Janson (4 mars, p. 372). — Ils délivreront des mandats pour le payement des frais de correspondance de l'Assemblée avec la Haute-Cour nationale (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99). — Ils rendront compte des travaux faits dans les bâtiments de l'Assemblée et de ceux qui restent à exécuter (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 72). — Ils font un rapport sur la création d'un bureau de distribution (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 116 et suiv.). — Ils rendront compte du montant des dons patriotiques (5 juin, p. 583). — Ils prendront des mesures pour empêcher les particuliers de s'introduire dans la tribune réservée aux députés suppléants (8 juin, p. 689). — Ils rendront compte de la distribution, aux membres de l'Assemblée, d'un écrit, sans signature, relatif aux droits féodaux (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 136). — Ils sont chargés d'examiner la proposition de transporter le lieu des séances de l'Assemblée à la Halle-Neuve (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 91). — Ils sont chargés de s'entendre avec le sieur Baudouin pour l'impression de 30,000 exemplaires de l'instruction du 1er janvier 1791 sur l'exercice des gardes nationales (4 juillet, p. 107). — Ils sont chargés de veiller à ce qu'il y ait des places dans les tribunes pour les fédérés (9 juillet, p. 258), (10 juillet, p. 320). — Ils font un rapport sur l'admission des fédérés dans les tribunes (11 juillet, p. 335). — Ils sont chargés de faire frapper les médailles des députés (12 juillet, p. 381). — Ils rendront compte des mesures prises pour assurer la police de la salle (19 juillet, p. 665). — Ils sont chargés d'arrêter les mesures de police pour maintenir le bon ordre dans l'enceinte de l'Assemblée (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 228). — Ils sont chargés de surveiller l'expédition de toutes les pièces dont l'Assemblée aura décrété l'envoi aux corps administratifs ou judiciaires, à l'armée ou aux particuliers (6 août, p. 518). — L'un des commissaires assistera à l'élection des officiers de la gendarmerie attachée au service de l'Assemblée (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 173). — Ils présentent un projet de décret sur l'organisation des grenadiers de la gendarmerie nationale de service auprès du corps législatif et de la Haute-Cour nationale (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 555).

Comité des inspecteurs du secrétariat et de l'imprimerie (1).

Organisation. — Etablissement (15 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 289); — nombre

(1) Voir la note 1 de la page 383.

Comité des inspecteurs du secrétariat et de l'imprimerie (*Suite*).

des membres et mode de renouvellement (p. 244); — liste des membres (24 octobre, p. 383).

Comité d'instruction publique.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (14 octobre 1792, t. **XXXIV**, p. 225); — nombre des membres et ajournement à 6 mois du mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (p. 498). — Projet de décret présenté par Roux-Fasillac tendant à autoriser le comité à correspondre avec les corps administratifs (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 248); — débat : Lagrévol, Delacroix, Jahan (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Est autorisé à prendre 10 commis (29 novembre, p. 224).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur la pétition des artistes non académiciens qui ont exposé au salon du Louvre (14 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 60 et suiv.), — sur les encouragements aux beaux-arts (29 novembre, p. 451 et suiv.). = **1792**. — Rapports sur la confection des catalogues des richesses littéraires du royaume (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 1 et suiv.), — sur les secours à accorder aux collèges (19 janvier, p. 524), — sur les honneurs et récompenses militaires (28 janvier, p. 720 et suiv.). — Rapport sur les richesses littéraires du royaume (8 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 275), — sur la suppression des congrégations séculières (10 février, p. 360 et suiv.), — sur la suppression du tribunal de de l'Université de Paris (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 69 et suiv.), — sur les examens pour l'école du génie (28 février, p. 157 et suiv.), — sur les honneurs à rendre à la mémoire de Simonneau, maire d'Etampes (18 mars 1792, t. **XL**, p. 100 et suiv.), — sur la pétition du sieur Rossel (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 404 et suiv.), — sur la pétition des deux jumeaux Franques (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 7), — sur les secours à accorder aux enfants des colons de Saint-Domingue (6 mai, p. 57), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (12 mai, p. 268), — sur le payement des appointements dus aux professeurs de l'école publique de chant et de déclamation (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 11 et suiv.), — sur les secours à accorder aux collèges qui ont perdu leurs revenus (29 mai, p. 249 et suiv.), — sur les indemnités dues aux familles de Théobald Dillon et Pierre François Berthois (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 36 et suiv.), — sur la pétition du patriote Palloy relative à l'érection d'un monument à la liberté sur le terrain de la Bastille (16 juin, p. 277 et suiv.). — Projet de décret sur le cérémonial à observer entre l'Assemblée nationale et le roi à la fédération qui doit être renouvelée le 14 juillet 1792 (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 234). —

Comité d'instruction publique (*Suite*).

Nouvelle rédaction de ce projet de décret relatif à la pose de la première pierre d'un monument à élever sur l'emplacement de la Bastille (*ibid.* p. 388). — Rapports sur une pétition de quelques élèves du collège de Louis-le-Grand (30 juillet 1792, t. **XLVIII**, p. 328 et et suiv.), — sur le secours provisoire à accorder à l'Académie de Dijon (27 août 1792, t. **XLIX**, t. p. 43), — sur la pétition du naturaliste Richard (5 septembre. p. 369), — sur le transfert aux Tuileries des séances de la Convention nationale (10 septembre, p. 547), — sur le payement de la pension des élèves des établissements des sourds et muets et des aveugles-nés (*ibid.* p. 548 et suiv.). — Projets de décret pour la conservation des statues et autres objets d'art qui se trouvent dans les maisons ci-devant royales (16 septembre, 1792, t. **L**, p. 51 et suiv.), (19 septembre, p. 151). — Rapport sur l'organisation de l'instruction publique dans les colonies de l'Inde et du nouveau-monde (p. 726 et suiv.).

Comité des inventions et découvertes. Un membre propose la création d'un comité des inventions et découvertes (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 158); — ordre du jour (*ibid.*).

Comité de législation civile et criminelle.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 213). — Nombre des membres et ajournement à 6 mois du mode de renouvellement (15 octobre, p. 243). — Liste des membres (26 octobre, p. 429 et suiv.). — Sera divisé en 4 sections pour étudier les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (14 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 71). — Est autorisé à prendre 8 commis (28 novembre, p. 407). = **1792**. — Rougier-La-Bergerie demande la division du comité en 2 sections dont l'une sera chargée de la réformation des lois civiles et criminelles et l'autre des objets journaliers (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 116); — adoption de cette motion (*ibid.*). — Décret sur le renouvellement des membres (31 mai 1792, t. **XLIII**, p. 618). — La séance du jeudi soir de chaque semaine sera particulièrement affectée à entendre les rapports du comité (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663). — Nouvelle composition (6 juin, p. 672). — Démission de Gorguereau (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 303).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur les conditions à remplir par les substituts des commissaires du roi près le tribunal de cassation (29 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 506 et suiv.), — sur la formule de promulgation des décrets non sujets à la sanction (3 novembre, p. 607 et suiv.), — sur les émigrants (8 novembre, p. 699 et suiv.), — Rapport sur les troubles occasionnés par les prêtres réfractaires (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 31 et suiv.), (p. 42 et suiv.). — Projet de décret

Comité de législation civile et criminelle (*Suite*).

(16 novembre, p. 88 et suiv.). — Rapports sur l'arrestation des sieurs Tardi et Noireau (20 novembre, p. 262), — sur l'établissement d'un tribunal chargé de juger les auteurs des troubles d'Avignon (21 novembre, p. 265 et suiv.), — sur les moyens de mettre en activité la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 267 et suiv.). — Présente un projet de proclamation pour annoncer la formation de la Haute-Cour nationale et un projet d'accusation contre Varnier (p. 312 et suiv.). — Rapports sur la demande des dames Delattre et Morin (27 novembre, p. 393 et suiv.), — sur l'accusation contre Varnier (29 novembre, p. 450), — sur l'affaire Tardi (2 décembre, p. 516 et suiv.), — sur la formation de la Haute-Cour nationale (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 298 et suiv.), — sur l'accusation contre Delattre (*ibid.*, p. 303 et suiv.), — sur des articles additionnels à la loi sur les jurés (30 décembre, p. 664 et suiv.). = **1792**. — Rapports sur la question de savoir si les décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale sont sujets à la sanction du roi (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 68 et suiv.), — sur les tribunaux criminels (10 janvier, p. 204 et suiv.), — sur l'élection du procureur-syndic du district de Poitiers (17 janvier, p. 472 et suiv.). — Projet de déclaration relativement à la déchéance de la régence encourue par Louis-Stanislas-Xavier, prince français (18 janvier, p. 483). — Rapports sur les troubles de Caen (19 janvier, p. 501 et suiv.), (p. 512), — sur les poursuites contre les fabricateurs de faux assignats (19 janvier, p. 523), — sur l'ordre des travaux de l'Assemblée (26 janvier, p. 677 et suiv.), — sur les récompenses à accorder aux époux Barthélemy (27 janvier, p. 690 et suiv.), — sur le mode d'exécution de la loi relative aux passeports (*ibid.* p. 691 et suiv.), — sur la nature du droit de pétition et sur l'adresse du directoire du département de Paris pour prier le roi d'opposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 144 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour assurer à la nation une indemnité sur les biens des émigrés (9 février, p. 303 et suiv.), — sur la formation de la liste du juré d'accusation auprès des tribunaux d'arrondissement de Paris (*ibid.* p. 326 et suiv.), — sur une demande du tribunal criminel du 1er arrondissement de Paris de s'adjoindre des juges suppléants et des commis greffiers (*ibid.* p. 328), — sur le mode et la formule du serment à prêter par la garde du roi (11 février, p. 414), — sur la manière de constater les naissances, mariages et décès (15 février, p. 530 et suiv.), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (16 février, p. 571 et suiv.), — sur la détention de Jean Gircourt (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 1), — sur la question de savoir si, depuis la sanction du décret du 29 septembre 1791 sur les notaires, le ministre de la justice avait pu expédier des provisions (*ibid.* p. 4 et suiv.), — sur le mode de la responsabilité des ministres (*ibid.* p. 8 et suiv.), — sur le mode de séquestre des biens des émigrés (5 mars, p. 385 et suiv.), — sur l'exécution des condamnés à mort (13 mars, p. 672), — sur les questions à poser à Delessart (27 mars 1792, t. **XL**, p. 522 et suiv.), — sur la compétence des tribunaux criminels pour les jugements relatifs aux embauchages (29 mars, p. 662 et suiv.), — sur la poursuite et le jugement des procédures criminelles au tribunal de cassation (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 177 et suiv.), — sur les dénonciations contre Duport, ancien ministre de la justice (*ibid.* p. 184 et suiv.), — sur le droit de récusation des hauts jurés par les accusés (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 375 et suiv.), — sur une pétition des juifs de Nancy (2 mai, p. 642), — sur le traitement des prisonniers de guerre (4 mai, p. 732 et suiv.), — sur la proposition d'envoyer des commissaires à l'armée du Nord (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 22), — sur la forme des jugements militaires en campagne (*ibid.* p. 27 et suiv.), — sur la répression des attentats contre l'honneur ou la personne des généraux et des agents de la force publique (8 mai, p. 120 et suiv.), — sur la pétition du sieur Mogue (9 mai, p. 195), — sur l'affaire de Mons (11 mai, p. 248 et suiv.), sur l'affaire du sieur Hyacinthe Roussel (15 mai, p. 420), — sur les lettres de grâce et sur l'exécution des jugements criminels (20 mai, p. 594 et suiv.). — sur l'affaire du prêtre Pochard (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 116), — sur le mode de récusation des jurés (29 mai, p. 273), — sur le mode de récusation des hauts jurés (*ibid.*), — sur l'affaire du sieur Jean-Joseph Henry (p. 461), — sur une pétition de la municipalité de Paris (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 280 et suiv.). — Acte d'accusation contre Alexandre Vigier (17 juin, p. 325). — Rapport sur la proposition d'autoriser les quatre grands juges près la Haute-Cour nationale à commettre des juges dans le voisinage des témoins pour recevoir leurs dépositions (20 juin, p. 407), — sur l'incompatibilité des fonctions judiciaires avec le ministère ecclésiastique (21 juin, p. 454 et suiv.). — sur les lettres de relief de laps de temps (*ibid.* p. 457 et suiv.), — sur la pétition du sieur Cazin (27 juin, p. 611), — sur le cumul des fonctions publiques (*ibid.* et suiv.) — sur l'arrestation des sieurs Bazelaire, Desalles-Vigneron et Pierron (*ibid.* p. 639 et suiv.), — sur la pétition du sieur Geoffroy (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 361 et suiv.), — sur l'inéligibilité temporaire des fonctionnaires publics nommés par le peuple aux emplois qui sont à la disposition du pouvoir exécutif (18 juillet, p. 600 et suiv.), — sur l'arrestation des sieurs Paris et Boulan (19 juillet, p. 667 et suiv.), —

Comité de législation civile et criminelle (*Suite*).

sur l'affaire du caporal Noël Lebreton (20 juillet, p. 696), — sur la répression des tentatives de crimes (23 juillet, t. **XLVII**, p. 60 et suiv.). — Projet de décret sur le régime intérieur et la sûreté de la maison de justice près la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 66 et suiv.). — Rapport sur l'affaire de Jouneau et Grangeneuve (26 juillet, p. 171 et suiv.). — sur les fonctions d'agents de change (27 juillet, p. 208). — Projet de décret portant défense d'accorder des passeports pour la sortie du royaume (28 juillet, p. 224 et suiv.), — Projet de décret sur l'établissement d'un tribunal de commerce à Rochefort (31 juillet, p. 309). — Projet de décret sur l'augmentation du nombre des membres du tribunal de commerce de Bordeaux (*ibid.*). — Projet de décret tendant à compléter le Code pénal (p. 400). — Rapport sur la question de savoir si, dans le cas du danger de la patrie, les fonctionnaires qui sont en même temps membres des administrations de district ou de département doivent quitter leurs fonctions (5 août, p. 498 et suiv.), — sur les troubles du district d'Evron (6 août, p. 522 et suiv.), — sur une pétition du sieur Légovie (*ibid.* p. 523), — sur l'affaire du sieur Barbey (*ibid.* p. 540), — sur les certificats de résidence (9 août, p. 596). — Projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à accusation contre Saint-Huruge (10 août, p, 674). — Rapport sur la pétition de Paul Miette (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 320), — sur la dénonciation du sieur Formentin (*ibid.* p. 321). — Projet de décret sur le remplacement des commissaires du roi près les tribunaux (18 août, p. 335). — Projet de décret sur la déportation des prêtres insermentés (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 8 et suiv.). — Projet de décret sur la pétition du sieur Demery (27 août, p. 31). — Projet de décret relatif à la publicité des séances des corps administratifs et municipaux (*ibid.* p. 33). — Projet de décret sur l'abolition des substitutions (28 août, p. 55). — Rapport sur la question de savoir si les jugements de la Haute-Cour nationale peuvent être soumis au tribunal de cassation 29 août, p. 95). — Projet de décret relatif aux poursuites contre les fabricateurs de faux brevets de croix de Saint-Louis (*ibid* p. 99). — Projet de décret sur la vente des biens des émigrés (30 août, p. 114). — Rapport sur les ménagements à prendre à l'égard des femmes enceintes condamnées au carcan (31 août, p. 140). — Projet de décret relatif aux étrangers retenus sur les galères de France (3 septembre, p. 234). — Rapport sur le mode à établir pour suppléer aux lettres de grâce et de commutation de peines ci-devant en usage (*ibid.* p. 239 et suiv.). — Projet de décret tendant à prohiber l'exportation des matières d'or et d'argent (5 septembre, p. 372). — Projet de décret concernant le tribunal de cassation (7 septembre, p. 431). — Rapport sur le mode d'exécution du divorce (*ibid.* p. 432 et suiv.). — Rapports sur la pétition de la demoiselle Sophie (8 septembre, p. 470), — sur le payement des juges et greffiers du tribunal d'appel de la police correctionnelle de Paris (*ibid.* p. 481). — Projet de décret relatif aux substitutions, successions, donations et testaments (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret portant suppression des six tribunaux criminels provisoires de Paris (*ibid.* p. 482 et suiv.). — Rapport sur le mode de purger les hypothèques des biens acquis par le roi au nom de la nation (10 septembre, p. 525 et suiv.). — Rapports sur la pétition du sieur Thiercelin (16 septembre 1792, t. **L**, p. 31 et suiv.). — sur l'augmentation du nombre des juges des tribunaux de Paris (p. 492 et suiv.), — sur les difficultés qui retardent le cours de la justice criminelle (p. 639 et suiv.), — sur la suppression des offices d'arpenteurs, architectes, experts-jurés et greffiers des bâtiments (p. 703 et suiv.), — sur l'organisation du notariat (p. 707 et suiv.).

Comité des lettres de cachet.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 213). — Liste des membres (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 424). — **1792**. — Nouvelle composition (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 394).

Comité de liquidation.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres et des suppléants (24 octobre, p. 371). — Fonctions (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583). — Le comité est autorisé à prendre 12 commis (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 97). — **1792**. — Le nombre des membres est porté à 36 (2 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 338). — Nouvelle composition (8 mars, p. 495).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur les secours à accorder aux employés supprimés (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 254), — sur la pétition de la dame Chambarliac (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 101). — Projet de décret sur la liquidation (17 décembre, p. 160 et suiv.). — Rapports sur les formalités à remplir par les créanciers de l'État qui fournissent des reconnaissances de liquidation en payement des biens nationaux (27 décembre, p. 129 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des commis du bureau de liquidation (*ibid.* p. 434 et suiv.), — sur les pensionnaires de l'Etat nés en 1715 et dans les années suivantes (*ibid.* p. 435 et suiv.), — sur les pensionnaires de l'Etat nés en 1715 et dans les années précédentes (*ibid.* p. 438), — sur les pensions des ci-devant employés de la régie des domaines et de l'intendance de l'île de Corse (*ibid.* et p. suiv.). — **1792**. — Rap-

Comité de liquidation (*Suite*).

ports sur la pétition du sieur Sébire (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 160), (14 janvier, p. 405 et suiv.), — sur une erreur commise dans la liquidation de l'office militaire du prince de Salm-Salm (*ibid.* p. 428). — Projet de décret de liquidation (28 janvier, p. 728.) — Rapports sur le remboursement du premier cinquième de l'emprunt fait à Gênes en 1785 (1er février, p. 64 et suiv.), — sur la pétition de Gaspard Cambis (8 février, p. 280 et suiv.), — sur le mode d'évaluation des greffes et offices domaniaux supprimés (14 février, p. 495 et suiv.), — sur les secours provisoires à accorder aux officiers retraités (15 février, p. 553 et suiv.), — sur le remboursement de diverses charges (16 février, p. 558 et suiv.), — sur la liquidation des mémoires des entrepreneurs de la cloture de Paris (21 février, p. 744). — Rapports sur la liquidation des offices des commissaires au Châtelet de Paris (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 342), sur la pétition de Richard Dupain (*ibid.* p. 360), — sur le classement du procureur de la chambre des comptes de Rouen (*ibid.*), — sur la liquidation des officiers ministériels de la ci-devant sénéchaussée de Beaujolais (16 mars 1792, t. **XL**, p. 41), — sur les pensions et gratifications à accorder à différentes personnes (23 mars, p. 393 et suiv.), — sur les mesures à prendre concernant les employés comptables supprimés qui n'auraient pas rendu leur compte (*ibid.* p. 395 et suiv.), — sur les mesures à prendre concernant les pensions des émigrés (*ibid.* p. 396 et suiv.), — sur la liquidation de différentes parties de la dette publique (*ibid.* p. 397 et suiv.), — sur la liquidation des créances sur les communautés religieuses n'excédant pas 300 livres (5 avril, 1792, t. **XLI**, p. 213), — sur l'arriéré des dépenses de la marine (12 avril p. 515), — sur la pétition du sieur Corbeau (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 472), — sur la pétition des anciens administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon (1er mai, p. 582 et suiv.), — sur le payement de la demi-solde de l'ancienne garde de Paris (2 mai, p. 658), — sur la liquidation des jurandes et maîtrises (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 61 et suiv.), — sur les indemnités dues au fermier et aux sous-fermiers des anciennes messageries (*ibid.* p. 66 et suiv.), — sur les retards qu'éprouvent le remboursement des offices de perruquiers (*ibid.* p. 70), — sur la liquidation d'offices de judicature et ministériels (*ibid.*), — sur une erreur dans le classement des procureurs du ci-devant baillage d'Etampes (*ibid.*), — sur l'arriéré des dépenses de la marine et des colonies (8 mai, p. 166 et suiv.), — sur une pétition des ci-devant employés des fermes à la perception des entrées de Paris (9 mai, p. 191 et suiv.), — sur la reconstitution des rentes constituées par la ci-devant compagnie des secrétaires du roi du grand collège et celles dues par les communautés d'arts et métiers supprimées (17 mai, p. 509 et suiv.), — sur la liquidation de divers offices (18 mai, p. 535 et suiv.), — sur la réclamation des entrepreneurs de la rade de Cherbourg (22 mai 1792, t. **XLVI**, p. 9), — sur des gratifications à accorder à divers (23 mai, p. 26 et suiv.), — sur les réclamations des pensionnaires de la ci-devant province de Bretagne (*ibid.* p. 30 et suiv.), — sur la suspension des retraites pendant la durée de la guerre (*ibid.* p. 31), — sur les créances du sieur Clément Barville contre la nation (30 mai, p. 327 et suiv.), — sur les pensionnaires du feu roi de Pologne Stanislas (1er juin, p. 455 et suiv.), — sur le mode de liquidation de l'indemnité due pour la suppression des dîmes inféodées (8 juin, p. 689), — sur la liquidation de l'office de greffier de l'élection d'Angers (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 371), — sur la liquidation de la créance délivrée aux héritiers des sieurs Cravière, Pierrault et veuve Bilard (*ibid.*), — sur les pensions et gratifications des officiers ou employés des chapitres supprimés (23 juin, p. 517 et suiv.), — sur la liquidation de l'office du sieur Huart-Duport (27 juin, p. 640.), — sur des secours à accorder à d'anciens pensionnaires (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 233). — Projets de décret sur la liquidation de différents offices (16 juillet, p. 517 et suiv.), — sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (18 juillet, p. 580 et suiv.), — Projet de décret sur la pétition des sieurs Richard et Andrieu (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 207 et suiv.). — Projet de décret relatif à la liquidation de l'office du sieur Bonnemère (30 juillet, p. 298). — Projet de décret relatif aux taxations et augmentations de gages (*ibid.* et p. suiv). — Projet de décret relatif à une indemnité à accorder aux administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (31 juillet, p. 327 et suiv.). — Projet de décret sur le remboursement des offices seigneuriaux (6 août, p. 513 et suiv.). — Projet de décret sur le remboursement des brevets de retenue de finances (7 août, p. 541 et suiv.). — — Projet de décret relatif au remboursement des fournisseurs des haras de Chambord (12 août1792, t. **XLVIII**, p. 65). — Projet de décret relatif au remboursement de l'office du sieur Gillet (*ibid.* p. 66). — Projet de décret sur la réclamation du sieur Hennequin d'Herbouville (15 août, p. 86). — Projet de décret concernant les forts de la douane de Paris (15 août, p. 153). — Projet de décret relatif au payement des rentes dues aux anciens propriétaires des maisons démolies à Paris en vertu de l'édit de septembre 1786 (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 98). — Projet de décret relatif à la liquidation de charges de perruquiers, d'offices de judicature et ministériels, de jurandes et maîtrises et des dettes des ci-devant pays d'Etats (1er septembre, p. 183 et suiv.). — Projet de décret tendant à accorder une indemnité aux sous-officiers et soldats des régi-

Comité de liquidation (*Suite*).

ments de Pondichéry et de l'île de France (9 septembre, p. 508). — Projet de décret sur les secours à accorder à diverses personnes (*ibid.* p. 513). — Projet de décret concernant les pensions à accorder aux officiers d'état-major des places supprimées (10 septembre, p. 524). — Projet de décret relatif aux pensions à accorder aux commissaires des guerres supprimés (*ibid.*). — Projet de décret relatif aux pensions à occorder aux officiers des troupes provinciales supprimées (*ibid.* p. 525). — Rapport sur le payement des sommes dues par les communautés (13 septembre, p. 602 et suiv.), — sur les pensions à payer aux employés supprimés (14 septembre, p. 653). — Projet de décret tendant à accorder une pension au sieur Bernizet (16 septembre 1792, t. **L.** p. 59). — Rapports sur les pensions à accorder aux Hollandais réfugiés en France (17 septembre, p. 97 et suiv.). — sur la pétition de Nicolas Gruyère (p. 646 et suiv.).

Comité de marine.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 223); nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243), — liste des membres et des suppléants (24 octobre, p. 410). — Modification dans sa composition (8 novembre, p. 690). = **1792.** — Nouvelle composition (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 394). — Le nombre des membres du comité sera augmenté de 6 (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 517). — Nouvelle composition (14 avril. p. 604). — Le comité est autorisé à prendre un secrétaire-commis de plus (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 14).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur les troubles de Saint-Domingue (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 455), — (30 octobre, p. 522 et suiv.), — sur les examens pour l'admission au grade d'enseigne non entretenu (2 novembre, p. 596 et suiv.), — sur les troubles de Saint-Domingue (6 novembre, p. 659 et suiv.), — sur les dépenses exigées par l'envoi de secours à Saint-Domingue (9 novembre, p. 719 et suiv.), — sur les affaires de Saint-Domingue (18 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 131 et suiv.); — sur les maîtres de quai et les jaugeurs de navire (1er décembre, p, 497 et suiv.), — sur l'offre faite par Benjamin Dubois de céder à l'Etat le port de Montmarin (20 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 281), — sur une gratification de 10,000 livres à accorder à Dupetit-Thouars pour aller à la recherche de Lapeyrouse (22 décembre, p. 329 et suiv.), — sur la forme des congés des bâtiments de marine (25 décembre, p. 374), — sur les dénonciations portées contre le ministre de la marine au sujet de l'absence d'officiers de la marine de Brest (29 décembre, p. 637 et suiv.). = **1792.** — Rapports sur la distribution de pain à faire aux ouvriers des ports (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 4 et suiv.), — sur les dénonciations contre le ministre de la marine (13 janvier, p. 362 et suiv.), — sur les secours à accorder aux enfants des ouvriers des ports (6 février 1791, t. **XXXVIII**, p. 231 et suiv.), — sur des erreurs à corriger dans un décret du 21 septembre 1791 (*ibid.*), — sur la revue générale de formation du corps de la marine (*ibid.* et p. suiv.), — sur les réclamations des cinq premières divisions des canonniers-matelots (*ibid.* p. 233 et suiv.). — sur les traitements de retraite des oficiers civils d'administration de la marine (*ibid.* p. 236), — sur l'organisation du service de santé des hôpitaux de la marine (*ibid.* p. 327 et suiv.), — sur les officiers des classes supprimées (*ibid.* p. 241 et suiv.), — sur l'admission aux places de la marine des officiers retirés qui demandent à y rentrer (11 février, p. 431), — sur des observations du ministre de la marine relatives à l'organisation définitive de la marine (27 février 1791, t. **XXXIX**, p. 132 et suiv.), — sur la rectification du décret du 21 septembre 1791, relatif à l'administration de la marine (28 février, p. 159 et suiv.), — sur divers objets soumis à l'Assemblée par le ministre de la marine (1er mars, p. 231 et suiv.), — sur l'aliénation des forêts nationales (2 mars, p. 291 et suiv.), — sur la nomination de d'Estaing au grade d'amiral (6 mars, p. 422 et suiv.), — sur l'inexécution des lois relatives à la police et aux droits de navigation dans les ports de commerce (13 mars, p. 722 et suiv.), — sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (28 mars 1791, t. **XL**, p. 598 et suiv.), — sur la juridiction des prud'hommes pêcheurs des villes d'Antibes, Bandol et Saint-Nazaire (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 105), — sur la pétition du sieur Janit (6 avril, p. 284), — sur l'arriéré des dépenses de la marine (12 avril, p. 515), — sur le payement des appointements des officiers de la marine (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 411 et suiv.), — sur la suppression de la course en mer (1er mai, p. 586 et suiv.), — sur le remplacement des officiers de la marine (*ibid.* p. 589 et suiv.), — sur les découvertes du sieur Demandres (3 mai, p. 723 et suiv.), — sur une demande de fonds pour la marine (4 mai, p. 728 et suiv.), — sur la pétition des sieurs Labadie et Gallet (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 48 et suiv.), — sur les marchés de la marine (8 mai, p. 165), — sur l'arriéré des dépenses de la marine (*ibid.* p. 166 et suiv.), — sur la perception des droits de navigation (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 7), — sur la réclamation des entrepreneurs de la rade de Cherbourg (*ibid.* p. 9.), — sur les invalides de la marine (23 mai, p. 52 et suiv.), — sur les avances à faire à Dupetit-Thouars (28 mai, p. 176, et suiv.), — sur les travaux du port de Cherbourg (*ibid.* p. 179 et suiv.), — sur le traitement des officiers de santé pendant le service à la mer (29 mai, p. 272), — sur la construction d'un port près Saint-Malo et Saint-Servan (31 mai, p. 366 et suiv.), — sur la demande d'officiers étrangers

Comité de marine (*Suite*).

qui désirent servir dans la marine nationale (5 juin, p. 585 et suiv.), — sur une demande de fonds pour l'armement maritime (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 6 et suiv.), — sur la répartition des quartiers des classes de la marine (*ibid.* p. 7 et suiv.), — sur la réclamation de la dame Saint-Laurent (*ibid.* p. 32 et suiv.), — sur les pilotes-lamaneurs (20 juin, p. 429 et suiv.), — sur la nomination des contre-amiraux (21 juin, p. 444), — sur des contestations entre les matelots des paroisses de Cucq et de Merlimont (24 juin, p. 527), — sur le mode d'embarquement des maîtres d'équipages à bord des vaisseaux de l'Etat (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 597 et suiv.). — Projet de décret relatif aux réparations à faire à la chapelle du Bourg-Beaudouin (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 304). — Rapport sur la proposition d'armer trente vaisseaux (4 août, p. 459 et suiv.). — Projet de décret sur une levée de 3,372 hommes (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 76). — Rapports sur l'acquisition du port de Montmarin (13 août, p. 86), — sur le recrutement des sous-lieutenants d'infanterie de marine (*ibid.*), — sur les commis du Trésor de la marine (18 août, p. 331), — sur la vente des terrains et bâtiments du département de la marine qui ne sont pas nécessaires au service (22 août, p. 617). — Projet de décret sur les dépenses de la marine (23 août, p. 639). — Projet de décret sur la constitution des cadres des régiments d'artillerie et d'infanterie de marine (*ibid.* p. 662 et suiv.). — Projet de décret relatif au sieur Poissonnier (25 août, p. 697). — Rapport sur la création, à l'île d'Ouessant, d'un maître d'équipage entretenu (*ibid.* p. 698). — Projet de décret fixant les conditions requises pour concourir aux places vacantes de colonels d'artillerie et d'infanterie de marine (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 31). — Projet de décret fixant l'uniforme des officiers de l'administration civile de la marine (*ibid.*). — Rapports sur la pétition des dames Saint-Laurent et Touche (*ibid.* 47 et suiv.), — sur les approvisionnements, fournitures et ouvrages de la marine (2 septembre, p. 222 et suiv.). — projet de décret relatif aux formules des congés et passeports du commerce maritime (5 septembre, p. 373). — Projet de décret concernant les hôpitaux de la marine (7 septembre, p. 424 et suiv.). — Projet de décret relatif au complètement de l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (8 septembre, p. 453). — Projet de décret sur la garde des côtes (9 septembre, p. 510). — Rapport sur la nomination du sieur Buthor (*ibid.* p. 513). — Projet de décret chargeant le ministre de la marine de la surveillance des phares, amers, tonnes et balises (15 septembre, p. 669). — Projet de décret sur les dépenses pour les travaux publics de 1792 (16 septembre, t. **L**, p. 32 et suiv.). — Rapport sur l'administration et le service du port national de Montmarin (*ibid.* p. 35 et suiv.). — Projets de décrets sur l'uniforme des officiers de vaisseau (*ibid.* p. 36), — sur le rang des enseignes de vaisseau (*ibid.* p. 37), — sur les retraites et le mode d'avancement des officiers de marine (17 septembre, p. 74 et suiv.), — sur les réclamations des sieurs L'Heureux, Richery et Nicou (*ibid.* p. 77), — sur les congés à accorder aux officiers de marine (*ibid.*), — sur la formation des aspirants au grade d'enseignes non entretenus (*ibid.* et p. suiv.), — sur les officiers de marine qui ont obtenu de l'avancement pendant la dernière guerre (18 septembre, p. 114), — sur l'affaire des sieurs Ferdinand et Louis Berthoud (p. 583 et suiv.), — sur le salaire des ouvriers des ports (p. 659 et suiv.), (p. 661 et suiv.), — sur la police et la justice dans les ports et arsenaux (p. 170 et suivantes).

Comité militaire.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 223); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres et des suppléants (25 octobre, p. 390 et suiv.). — Est autorisé à prendre 4 commis (7 novembre, p. 675). = **1792.** — Nouvelle composition (4 mars, p. 373). — Fixation de la date de son renouvellement (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 495). — Nouvelle composition (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 234).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur les questions à adresser au ministre de la guerre au sujet de l'armement des gardes nationales (29 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 504 et suiv.), — sur le remplacement des officiers déserteurs (31 octobre, p. 535 et suiv.), — sur le mémoire Lasisglière relatif à l'état des frontières et aux projets des émigrants (5 novembre, p. 655), — sur les troubles de Marseille (7 novembre, p. 674 et suiv.); — sur la pétition du sieur Bertin, brigadier de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 675), — sur les besoins de l'Hôtel des Invalides (*ibid*, et p. suiv.), — sur une pétition de citoyens de Paris relative à l'organisation de la garde parisienne soldée (7 novembre, p. 686 et suiv.), — sur la dénonciation de la non-exécution de la loi d'amnistie envers 4 soldats du 58e régiment détenus dans les prisons de Blois (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 297 et suiv.), — sur la manière dont les officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale prendront rang entre eux (22 novembre, p. 301 et suiv.), — sur l'organisation des volontaires nationaux (*ibid.* p. 302 et suiv.), — sur la pétition du sieur Pommier (24 novembre, p. 351 et suiv.), — sur les Français qui ont servi dans les armées étrangères (*ibid.* p. 352), — sur une pétition du sieur Souton (29 novembre, p. 445), — sur une pétition de la

Comité militaire (*Suite*).

ville de Lyon (*ibid.* p. 446 et suiv.), — sur revue des gardes nationales et le rappel des officiers de ligne à leur poste (p. 499), — sur le mode d'examen des élèves de l'artillerie et du génie (10 décembre p. 727). — sur les troubles de Perpignan (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 83 et suiv.), — sur le changement d'uniforme des commissaires des guerres (*ibid.* p. 101), — sur les plaintes de plusieurs sous-officiers et soldats des 10e et 12e régiments de cavalerie (14 décembre, p. 109), — sur le sort à faire aux invalides (17 décembre, p. 206 et suiv.), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (20 décembre, p. 267 et suiv.), — sur l'élévation au grade de maréchal de France des généraux de Rochambeau et Luckner (24 décembre, p. 336 et suiv.), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 367 et suiv.), — sur une demande de 20 millions pour la guerre (26 décembre, p. 403 et suiv.), — sur l'état des frontières (27 décembre, p. 451 et suiv.), — sur le marché passé avec le sieur Baudouin pour les transports militaires (*ibid.* p. 462), — sur une pétition du second bataillon des volontaires de la Manche (29 décembre, p. 641), — sur l'exportation des fourrages (31 décembre, p. 709). = **1792.** — Rapports sur les troubles de Perpignan (3 janvier, t. **XXXVII**, p. 46 et suiv.), — sur la formation des chasseurs volontaires de l'armée parisienne en six bataillons sous la dénomination d'infanterie légère (7 janvier, p. 133 et suiv.), — sur la découverte du sieur Barthélemy de Recologne, relative à la fabrication des poudres et salpêtres (*ibid.* p. 136 et suiv.), — sur la pétition du sieur Sébire (8 janvier, p. 160), (14 janvier, p. 405 et suiv.), — sur une pétition des surnuméraires de l'ancienne compagnie de la prévôté des monnaies (12 janvier, p. 354 et suiv.), — sur une pétition du sieur Bertrand en faveur du 38e régiment (16 janvier, p. 440 et suiv.), — sur le recrutement de l'armée (19 janvier, p. 515 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des lieutenants généraux et des maréchaux de camp (*ibid.* p. 521 et suiv.), — sur la solde de la compagnie des volontaires de la Seine-Inférieure (*ibid.* p. 524), — sur une plainte de la municipalité de Pont-sur-Yonne (21 janvier, p. 573), — sur la continuation du service des gardes des ports de la ville de Paris (28 janvier, p. 730), — sur la demande de Rochambeau de permettre à Mathieu Dumas, Crublier-d'Optère et Daverhoult de rejoindre l'armée (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 48 et suiv.), — sur la question de savoir quelles sont les personnes susceptibles d'obtenir des sous-lieutenances dans l'armée (*ibid.* p. 54 et suiv.), — sur l'aliénation du château de Niort (*ibid.* p. 55 et suiv.); — sur une augmentation de six adjudants généraux et la création de deux aides de camp généraux (4 février, p. 126 et suiv.), — sur une pétition des soldats du 31e régiment (7 février, p. 266 et suiv.); — sur le traitement des troupes en campagne (*ibid.* p. 267 et suiv.), — sur la pétition du caporal Volot (*ibid.* p. 273 et suiv.), — sur l'amnistie à accorder aux soldats qui ont abandonné leurs drapeaux avant le 1er juin 1789 (8 février, p. 276 et suiv.), — sur la manière dont les chefs de légion de la garde nationale parisienne non soldée exerceront le commandement (10 février, p. 346), — sur la quantité de viande fraîche à fournir aux garnisons des frontières (11 février, p. 403), — sur une pétition des sous-officiers de l'ancienne garde de Paris (14 février, p. 514 et suiv.), — sur les préparatifs de guerre relatifs aux fourrages et charrois dans les départements frontières (15 février, p. 526 et suiv.), — sur les lettres de commandement à accorder dans les places de guerre (18 février, p. 611 et suiv.), — sur la formation des légions (*ibid.* p. 613 et suiv.), — sur les examens pour l'école du génie (28 février, t. **XXXIX**, p. 157 et suiv.), — sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (2 mars, p. 285 et suiv.), — sur les créances arriérées du département de la guerre pour 1790 (3 mars, p. 338), — sur les gardes françaises (*ibid.* p. 362), — sur l'organisation des canonniers gardes nationaux (5 mars, p. 395 et suiv.), — sur la nomination de d'Estaing au grade d'amiral (6 mars, p. 422 et suiv.), — sur une pétition de Prez de Crassier (8 mars, p. 507), — sur l'habillement des volontaires nationaux (14 mars, p. 698 et suiv.), — sur l'emplacement définitif des brigades de la gendarmerie nationale, la résidence des officiers, leur rang et leur service (15 mars 1792, t. **XL**, p. 8 et suiv,), — sur la solde des troupes (*ibid.* p. 24); — sur la date à laquelle des officiers et sous-officiers des troupes de ligne employées dans les bataillons de volontaires nationaux devront rentrer à leur corps (18 mars, p. 111), — sur le recrutement et la fausse interprétation de loi du 25 janvier 1792 (19 mars, p. 140 et p. suiv.), — sur la régie réunie des vivres et fourrages (22 mars, p. 357 et suiv.), — sur la question de savoir s'il y a lieu de payer aux officiers réintégrés dans leur grade les appointements dont ils ont été privés (29 mars, p. 665), — sur la suspension, jusqu'au mois d'octobre 1792, de l'exécution du décret du 28 septembre 1791 relatif à l'examen requis pour l'emploi de sous-lieutenant (*ibid.* p. 668 et suiv.), — sur la dénonciation contre Narbonne, ancien ministre de la guerre (2 avril 1792, t. **XLI**. p. 82 et suiv.), — sur les besoins de l'Hôtel des Invalides (3 avril, p. 104 et suiv.), — sur le remplacement des lieutenants-colonels des bataillons de volontaires nationaux (4 avril, p. 179 et suiv.), — sur l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie destinée à la garde des prisons de Paris (7 avril, p. 319 et suiv.), — sur le règlement du 1er janvier 1792 (*ibid.*, p. 321 et suiv.), — sur les lieutenants d'artillerie détachés dans les places (10 avril,

Comité militaire (*Suite*).

p. 452 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des commissaires des guerres (*ibid.* p. 455 et suiv.), — sur les explications demandées par le ministre de la guerre relativement aux commissaires ordonnateurs (*ibid.* p. 456), — sur la pétition du sieur Guy-Lacroix (12 avril, p. 511), — sur le logement et le casernement des troupes (13 avril, p. 578 et suiv.),— sur une pétiton de plusieurs habitants d'Orléans (14 avril, p. 591), — sur une demande de fonds pour les travaux des fortifications (16 avril p. 704), — sur le remplacement des officiers généraux (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 63 et suiv.), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (*ibid.*p. 65), — sur les plaintes des sieurs Padou et Leyssenne (19 avril, p. 158 et suiv.), — sur la destitution des élèves d'artillerie qui ne se sont pas rendus à Châlons pour l'examen (19 avril, p. 183 et suiv.), — sur la solde des troupes (20 avril, p. 215), — sur le fonds extraordinaire pour le service de la guerre (22 avril, p. 279 et suiv.), — sur la réintégration de plusieurs officiers (23 avril, p. 221), — sur les maisons militaires des princes français (*ibid.* p. 322), — sur un signe particulier à donner aux drapeaux des régiments formés des ci-devant gardes françaises (*ibid.* p. 323), — sur les rations de fourrages pour les officiers en campagne (*ibid.* p. 324), — sur la formation de trois compagnies de guides (25 avril, p. 384 et suiv.), — sur une dénonciation contre le sieur Marentin (*ibid.* p. 406 et suiv.), sur l'organisation de la garde nationale (28 avril, p. 499), — sur une réclamation du sieur Leteneur garde (*ibid.* p. 500), — sur les gardes des ports de Paris (30 avril, p. 550), — sur la demande du ministre de la guerre de mettre une somme de 500,000 livres à la disposition de chacun des trois généraux des armées du Nord (1er mai, p. 585 et suiv.), — sur la formation des équipages des officiers (*ibid.* p. 592 et suiv.), — sur la pétition du sieur Caffe (3 mai, p. 720 et suiv.), — sur le traitement des prisonniers de guerre (4 mai, p. 732 et suiv.), — sur une levée immédiate de 34 nouveaux bataillons de gardes volontaires nationaux (5 mai, t. **XLIII** p. 13 et suiv.), — sur la proposition d'envoyer des commissaires à l'armée du Nord (*ibid.* p. 22), — sur la forme des jugements militaires en campagne (*ibid.* p. 27, et suiv.), — sur la mise des régiments coloniaux sous la direction du ministre de la marine (*ibid.* p. 39 et suiv.), — sur le remplacement provisoire des généraux (7 mai, p. 96), — sur la décoration à accorder aux officiers des volontaires nationaux (8 mai, p. 110), — sur un projet d'adresse à l'armée (*ibid.* p. 111), — sur la répression des attentats contre l'honneur ou la personne des généraux et des agents de la force publique (*ibid.* p. 120 et suiv.), — sur la pétition du sieur Rivas (*ibid.* p. 168 et suiv.), — sur les lieutenants en second de l'artillerie détachés dans les places

Comité militaire (*Suite*).

(9 mai, p. 193), — sur la mise en état de siège des places de guerre (11 mai, p. 242), — sur les jurys militaires (*ibid.* et p. suiv.), — sur l'affaire de Mons (*ibid.* p. 248 et suiv.), — sur la garde du roi (12 mai, p. 278 et suiv.), — sur le commandement des places en état de guerre (*ibid.* p. 282 et suiv.), — sur la fixation à 214 du nombre des bataillons de volontaires nationnaux (14 mai, p. 332 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des commissaires des guerres (*ibid.* p. 358, et suiv.); — sur le recrutement de l'armée (15 mai, p. 428), — sur la cessation de la fourniture de viande fraîche aux troupes dans leur garnison (16 mai, p. suiv.), — sur les peines à infliger aux déserteurs (17 mai, p. 514 et suiv.), — sur les moyens de pourvoir à l'entretien des volontaires nationaux de Strasbourg qui sont présentés pour remplacer les déserteurs du régiment de hussards de Saxe (18 mai, p. 538), — sur la nécessité de placer à la suite des armées une force publique suffisante pour prêter main-forte à l'exécution des jugements militaires (*ibid.* et p. suiv), — sur le payement des appointements des officiers (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 7), — sur le remplacement des officiers d'artillerie (23 mai, p. 32), — sur la lettre du ministre de la guerre relative au 5e régiment de dragons (25 mai, p. 84), — sur l'avancement des adjudants généraux (*ibid.*), — sur les moyens de compléter les régiments d'artillerie (*ibid.* p. 86), — sur l'envoi de troupes de la garnison de Paris dans les départements de l'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-et-Oise (26 mai, p. 130), — sur la fixation des places et postes militaires à mettre en état de guerre (*ibid.* p. 130 et suiv.),— sur les approvisionnements militaires (27 mai, p. 162 et suiv.), — sur la pétition du sieur Lécuyer (28 mai, p. 213), — sur la formation de 6 légions (*ibid.* p. 234 et suiv.), — sur l'organisation de compagnies franches (*ibid.* et p. suiv.), — sur le transport provisoire d'un lieutenant de gendarmerie nationale de Melun à Lagny (*ibid.* p. 240), — sur la pétition du sieur Georges Otto (*ibid.*), — sur l'insurrection du camp de Tiercelet (29 mai, p. 245 et suiv.), — sur l'admission au service de la France d'officiers généraux étrangers (*ibid.* p. 246), — sur la formation des bataillons de vétérans pour servir aux frontières (*ibid.* p. 247), — sur le traitement des troupes en campagne (*ibid.* p. 248 et suiv.), — sur les épreuves à faire de la poudre fabriquée par le sieur Weyland-Stahl (*ibid.* p. 265), — sur l'indemnité à accorder au sieur Millot (30 mai, p. 356 et suiv.), — sur la participation des officiers réformés des régiments provinciaux aux avantages accordés aux autres officiers réformés (31 mai, p. 369 et suiv.), — sur l'état futur des gardes du roi licenciés (1er juin, p. 442 et suiv.), — sur la création de volontaires nationaux à cheval (2 juin, p. 495 et suiv.), — sur la pétition du sieur Porcelet

Comité militaire (*Suite*).

(5 juin, p. 581), — sur la proposition de former aux environs de Paris un corps de réserve composé de gardes nationaux (6 juin, p. 639 et suiv.), — sur les secours à accorder aux sieurs Carteret et Bisson (8 juin, p. 689), — sur l'établissement d'une compagnie de guides à l'armée du Midi (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 36), — sur les réclamations des ouvriers de la manufacture d'armes de Maubeuge (10 juin, p. 57 et suiv.), — sur la conduite du 6[e] régiment de dragons à l'affaire de Mons (*ibid.* p. 59 et suiv.), — sur le payement du loyer des casernes de la garde nationale parisienne soldée (11 juin, p. 81), — sur le remplacement des officiers du régiment d'artillerie des colonies (*ibid.* p. 82), — sur le rang que doivent occuper les officiers nouvellement promus (*ibid.* p. 82 et suiv.), — sur la réunion des compagnies de mineurs au génie (*ibid.* p. 85 et suiv.), — sur la pétition du sieur Bonnay (*ibid.* p. 98), — sur la nécessité de prohiber la sortie des munitions de guerre (*ibid.* p. 99 et suiv.), — sur la création d'un état-major pour le corps de troupes envoyé à Saint-Domingue (16 juin, p. 261), — sur l'insurrection du camp de Neuf-Brisach (*ibid.* p. 262 et suiv.), — sur l'organisation définitive des deux compagnies de gendarmerie nationale destinées à faire le service des prisons de Paris (17 juin, p. 324 et suiv.), — sur une pétition relative aux gardes françaises (22 juin, p. 493 et suiv.), — sur les certificats de résidence des militaires en activité (23 juin, p. 497), — sur le traitement des officiers des grenadiers de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 498), — sur l'avancement des adjudants de gendarmerie nationale (*ibid.* et p. suiv.), — sur les dépenses de l'armée du Midi (*ibid.* p. 504), — sur une pétition de la ville d'Autun (*ibid.* p. 513), — sur la pétition des compagnies attachées au service des maisons de Bicêtre et de la Salpêtrière (24 juin, p. 527), — sur le mode d'avancement dans le régiment de Salis-Marchelin (*ibid.* p. 535 et suiv.), — sur le service des étapes et convois militaires (25 juin, p. 555 et suiv.), — sur un marché passé par Servan (26 juin, p. 592 et suiv.), — sur le traitement des colonels de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 605), — sur les comptes de Narbonne (30 juin, p. 694 et suiv.), — sur la proposition de lever 42 nouveaux bataillons de gardes nationaux (2 juillet 1792, t. **XIVL**, p. 31 et suiv.), — sur la pétition du sieur Lièvre (*ibid.* p. 68), — sur l'envoi aux bataillons de gardes nationales d'exemplaires de l'instruction sur leurs exercices (4 juillet, p. 106 et suiv.). — Projet d'instruction sur la qualité des armes (*ibid.* p. 107 et suiv.). — Rapports sur les réparations et constructions à faire au port de Boulogne (6 juillet, p. 164 et suiv.), — sur l'habillement des compagnies franches (7 juillet, p. 210), — sur la levée d'une 4[e] légion franche (*ibid.* et p. suiv.), — sur la déclaration du danger de la patrie (11 juillet, p. 335 et suiv.), — sur l'augmentation de traitement des chirurgiens-majors et des aumôniers des régiments (12 juillet, p. 376 et suiv.), — sur les mesures militaires à prendre dans les circonstances actuelles (*ibid.* p. 396), — sur la nécessité d'accorder des aides de camp aux officiers généraux étrangers (16 juillet, p. 501 et suiv.), — sur les observations du général Lamorlière (*ibid.* p. 503), — sur le placement des ci-devant gardes françaises dans la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 506), — sur l'établissement d'une manufacture d'armes à Moulins (17 juillet, p. 550 et suiv.), — sur le régime des manufactures nationales d'armes de guerre (*ibid.* p. 552 et suiv.), — sur l'augmentation de la force armée (*ibid.* p. 557 et suiv.), — sur l'emploi des vétérans nationaux (*ibid.* p. 576), sur la formation des compagnies de chasseurs volontaires nationaux (*ibid.* p. 578), — sur la réunion au département de la guerre de la partie de l'Hôtel des Invalides où se trouve le dépôt des plans en relief (18 juillet, p. 589), — sur l'habillement des compagnies franches (19 juillet, p. 667), — sur l'approvisionnement de la ville de Metz (20 juillet, p. 683 et suiv.). — — Projet de décret sur le mode d'avancement du corps de l'artillerie pendant la guerre (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 3 et suiv.). — Projet de décret relatif à la formation des compagnies franches à l'aide des régiments coloniaux (23 juillet, p. 60). — Projet de décret concernant les fonds à mettre à la disposition du ministre de la guerre (*ibid.* p. 65). — Projet de décret tendant à faire verser une somme de 400,000 livres dans la caisse de l'Hôtel des Invalides (24 juillet p. 99 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser à l'âge de 16 ans les enrôlements pour la défense de la patrie (*ibid.* p. 104 et suiv.). — Rapport sur la défense et la reddition des places fortes (24 juillet, p. 131). — Projet de décret sur la création d'une légion franche étrangère (26 juillet, p. 147 et suiv.). — Projet de décret sur l'augmentation de la gendarmerie de l'armée du Midi (30 juillet, p. 279). — Projet de décret sur l'habillement des gardes nationales volontaires (p. 282). — Projet de décret sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (*ibid.* p. 283). — Projet de décret relatif aux prisonniers de guerre (3 août, p. 412 et suiv.). — Projet de décret tendant à augmenter de douze guides le nombre des guides de l'armée du midi (*ibid.*, p. 418). — Projet de décret sur la création d'une légion allobroge (8 août, p. 557). — Projet de décret sur les engagements militaires (*ibid.* p. 559). — Projet de décret sur l'envoi de commissaires aux armées (10 août, p. 659). — Projet de décret tendant à autoriser le sieur Dutertre à établir une fabrique de poudre (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 33). Projet de décret concernant la dame Vogeain (14 août, p. 118). — Projet de décret sur une prompte fabrication

Comité militaire (*Suite*).

de canons (*ibid.* p. 134). — Projet de décret sur le renouvellement des officiers de la gendarmerie nationale du département de Paris (15 août, p. 172). — Rapport sur une demande du procureur syndic de Seine-et-Marne (*ibid.* p. 179), — sur l'organisation de plusieurs compagnies de gendarmerie nationale (17 août, p. 318 et suiv.). — Projet de décret portant annulation de la nomination de plusieurs officiers de la garde nationale de Langres (19 août, p. 368 et suiv.). — Projet de décret concernant les soldats des compagnies du centre de la garde nationale parisienne (*ibid.* p. 379). — Projet de décret sur le service des sous-officiers suisses dans l'armée française (21 août, p. 563). — Projet de décret sur l'incorporation des Suisses dans les régiments français (24 août, p. 677). — Projet de décret sur les dépenses de l'artillerie (*ibid.* p. 679). — Projet de décret sur la formation de compagnies de gendarmerie à pied (25 août, p. 705). — Projet de décret sur l'armement des sous-officiers (*ibid.*). — Projet de décret relatif au renforcement des armées par les brigades de gendarmerie nationale (26 août, 1792, t. **XLIX**, p. 16. — Projet de décret sur l'armement des volontaires nationaux (*ibid.* p. 21). — Projet de décret sur la solde provisoire de la gendarmerie nationale formée des hommes du 14 juillet (*ibid.*). — Rapport sur l'organisation en régiments de ligne de troupes coloniales qui se trouvent en France. (27 août, p. 32). — Projet de décret relatif aux officiers, étrangers employés dans les armées françaises (*ibid.*, p. 33). — Projet de décret sur la formation en deux compagnies franches des volontaires de Versailles (29 août, p. 94 et suiv.). — Projet de décret sur le traitement des vétérans nationaux détachés à Versailles (*ibid.* p. 99). — Projet de décret sur les moyens d'employer aux armées les chevaux inutiles au commerce et à l'agriculture (30 août, p. 108). — Projet de décret relatif au traitement du prince et de l'état-major de la principauté de Monaco (1er septembre, p. 171). — Projet de décret relatif à une levée de volontaires sur la totalité des sections armées de la ville de Paris (*ibid.* p. 172). — Projet de décret relatif à la création d'un corps de troupes portant le nom de *Hussards de la liberté* (2 septembre, p. 202). — Projet de décret sur la fourniture des chevaux, voitures et chariots pour l'armée (*ibid.* p. 208). — Projet de décret sur l'admission dans la gendarmerie nationale des officiers cavaliers et surnuméraires de la ci-devant prévôté générale des monnaies (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret concernant l'organisation de la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 221), (p. 226). — Projet de décret sur la levée d'une légion germaine (3 septembre, p. 250). — Projet de décret sur le traitement des médecins et autres officiers de santé en campagne (3 septembre, p. 329). — Projet de décret en faveur du sieur

Comité militaire (*Suite*).

Crèvecœur (5 septembre, p. 353). — Projet de décret relatif à l'organisation de l'armée de Paris (*ibid.* p. 367 et suiv.). — Projet de décret relatif à l'expédition des brevets des officiers de la gendarmerie et des compagnies franches (*ibid.* p. 371). — Projet de décret relatif à la formation du camp de Paris (*ibid.* p. 381). — Projet de décret sur la formation d'une légion nationale du Midi (8 septembre, p. 471). — Projet de décret sur la fabrication du pain de munition (*ibid.* p. 480). — Projet de décret relatif à la levée des *Hussards braconniers* (9 septembre, p. 496). — Projet de décret relatif à la levée des troupes légères (*ibid.*). — Projet de décret portant suppression des canonniers gardes-côtes (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret relatif aux frais de route des gardes nationaux (*ibid.* p. 509). — Projet de décret tendant à accorder une indemnité aux sous-officiers et soldats de la ci-devant maréchaussée (*ibid.*). — Projet de décret sur la garde des côtes (*ibid.* p. 510). — Projet de décret sur la formation d'une compagnie de chasseurs bons tireurs (10 septembre, p. 515). — Projet de décret sur la nomination des commissaires des guerres pour le service de l'armée destinée à la défense de Paris (*ibid.* p. 530). — Projet de décret concernant les toiles de chasse des établissements dits du Vautrait (*ibid.*). — Projet de décret sur l'organisation de la gendarmerie de service auprès du Corps législatif (11 septembre, p. 555). — Projet de décret sur l'organisation des commissaires des guerres (*ibid.* p. 558). — Projet de décret sur les travaux des fortifications (*ibid.*) et p. suiv.). — Projet de décret sur le traitement à faire aux officiers de gendarmerie supprimés (*ibid.* p. 574). — Projet de décret sur l'habillement des vainqueurs de la Bastille (*ibid.*). — Projet de décret sur la solde des volontaires nationaux (*ibid.* p. 575). — Projet de décret relatif à la défense de Paris (12 septembre, p. 586). — Projet de décret sur les cantonnements des volontaires nationaux (*ibid.* p. 593). — Projet de décret sur l'admission des volontaires nationaux dans les troupes de ligne (*ibid.*). — Projet sur la proposition du sieur d'Hingue (*ibid.* p. 594). — Rapports sur l'organisation des cipayes de Pondichéry (*ibid.* p. 598) ; — sur la nomination du quartier-maître de la 21e division de la gendarmerie (13 septembre, p. 625) ; — sur une nouvelle organisation des cours martiales (15 septembre, p. 671 et suiv.). — Rapports sur l'organisation des travaux du camp de Paris (16 septembre 1792, t. **L**, p. 47 et suiv.), — sur la remise des deux tiers des armes reçues par les départements de l'intérieur (*ibid.* p. 60), — sur la levée d'une légion nationale des Pyrénées (*ibid.* et p. suiv.), — sur les réclamations des régiments suisses (17 septembre, p. 82), — sur l'exportation des grains et fourrages provenant de propriétés appartenant à des étrangers (*ibid.*), — sur

Comité militaire (*Suite*).

l'organisation des pompiers de Paris (*ibid.* p. 96), — sur un secours à accorder au sieur Albert (19 septembre, p. 135), — sur l'échange des prisonniers de guerre (*ibid.* p. 139), — sur les veuves et orphelins des citoyens tués à la guerre (*ibid.* p. 146), — sur le traitement des employés de la ci-devant compagnie des Indes (*ibid.*), — sur la formation d'une réserve nationale (p. 717 et suiv.).

Comité des pétitions.

Organisation. — **1791**. — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 225); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (24 octobre, p. 387 et suiv.). — Le comité est autorisé à distribuer aux comités qu'elles concernent les pétitions qu'il a examinées (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 72). = **1792**. — Nouvelle composition (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 467). — Dons patriotiques des secrétaires-commis (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 491), (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 28), (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 393).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur la pétition du capitaine Podier (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 630 et suiv.), — sur les troubles d'Avignon (*ibid.* p. 631 et suiv.), — sur l'élection des prêtres du district de Thionville (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 10), — sur les secours à accorder aux marins de Calais victimes d'événements de mer (17 novembre, p. 107). — Analyse d'adresses et de pétitions envoyées à l'Assemblée (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 316 et suiv.), (25 décembre, p. 371 et suiv.), (29 décembre, p. 631 et suiv.). = **1792**. — Analyses des 34 adresses (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 91). — Rapport sur différentes pétitions et adresses (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 185 et suiv.), — sur les troubles d'Avignon (9 février, p. 328 et suiv.), — sur les réclamations de la commune de Nantes relatives aux opérations du corps électoral du département de la Loire-Inférieure (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 24 et suiv.). — Analyse de pétitions et d'adresses (26 février, p. 118 et suiv.). — Rapport sur les affaires d'Avignon (1er mars, p. 257 et suiv.). — Analyse d'adresses (18 mars 1792, t. **XL**, p. 96 et suiv.). — Rapports sur les mesures provisoires à prendre relativement aux troubles d'Arles (19 mars, p. 162 et suiv.), — sur des adresses (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 57), — sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (14 avril, p. 638), — sur plusieurs pétitions et adresses (15 avril, p. 689 et suiv.), — sur les prévarications imputées au sieur Nicot (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 546 et suiv.), — sur les affaires d'Avignon (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 114 et suiv.), (10 mai, p. 205 et suiv.), — sur des adresses envoyées à l'Assemblée (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 157), — sur la communication de certaines pièces aux sieurs Bareyre et Heudelet (31 mai, p. 395), — sur la pétition du sieur Servan (1er juin, p. 431), — sur la pétition des sieurs Vincent Gentil et Chevalot-Beaugeois (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 135), — sur la conduite des membres du directoire des Bouches-du-Rhône mandés à la barre relativement aux affaires d'Arles (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118 et suiv.), — sur des pièces à remettre aux sieurs Westermann et Ruamps (30 juillet, p. 279), — sur des adresses et des pétitions (5 août, p. 689 et suiv.). — Projet de décret sur des pièces à remettre aux sieurs Relin et Postel (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Comité des revenus publics. — Voir *Comité des contributions publiques.*

Comité des secours publics. — *Organisation.* — **1791**. — Etablissement (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 225); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 244); — liste des membres et des suppléants (27 octobre, p. 454 et suiv.). — Il lui sera adjoint six commis (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 307).

Travaux. — **1791**. — Rapports sur les secours à accorder aux employés supprimés (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 626 et suiv.). — sur les secours à accorder aux Acadiens et Canadiens résidant en France (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 106), — sur l'interprétation de la loi relative à la mise en liberté des détenus pour mois de nourrice (1er décembre, p. 502 et suiv.). — sur un secours à accorder à la commune de Saint-Sauveur (5 décembre, p. 578), — sur la suspension provisoire de l'adjudication définitive du bail de l'Ecole militaire (21 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 286 et suiv.), — sur les secours à accorder aux départements (26 décembre, p. 406 et suiv.), — sur les travaux du canal de Bourgogne (31 décembre, p. 691). = **1792**. — Rapports sur les secours à accorder aux départements (6 janvier, p. 110 et suiv.), — sur une demande de secours de 60,000 livres faite par la commune de Troyes (17 janvier, p. 474), — sur une demande de secours du département de Lot-et-Garonne (19 janvier, p. 501), — sur la translation de l'hôpital de Saint-Marthe de Confolens (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 2 et suiv.), — sur les rentes dues aux fabriques et aux hôpitaux (7 février, p. 272 et suiv.), — sur une demande de secours de la commune de Port-Sainte-Marie (12 février, p. 458), — sur une pétition des ouvriers de la ferme des tabacs (14 février, p. 513 et suiv.), — sur une demande de secours pour les hôpitaux du département du Nord (18 février, p. 644), — sur les secours à accorder à Latude (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 106 et suiv.), — sur les secours à accorder aux ouvriers de la ville de Laigle (3 mars, p. 359), — sur le rachat des Français tombés en captivité (5 mars, p. 397 et suiv.), — sur les secours à accorder aux

Comité des secours publics (*Suite*).

indigents des départements (9 mars, p. 520 et suiv.), — sur des secours à accorder à des incendiés dans les départements des Vosges, des Côtes-du-Nord, de la Haute-Vienne, d'Eure-et-Loir, de la Moselle et du Nord (20 mars 1792, t. **XL**, p. 186 et suiv.), — sur une demande de secours de la commune de Fontainebleau (27 mars, p. 543), — sur la pétition du sieur Schoël (30 mars, p. 697 et suiv.), — sur les secours accordés à divers incendiés 23 avril 1792, t. **XLII**, p. 321), — sur des secours à accorder aux départements de la Drôme et des Hautes-Alpes (29 avril, p. 505), — sur la pétition des anciens administrateurs de l'Hôtel-Dieu de Lyon (1er mai, p. 582 et suiv.), — sur les secours à accorder aux familles acadiennes résidant en France (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 4), — sur la pétition des deux jumeaux Franques (*ibid.* p. 7), — sur les secours à accorder aux enfants des colons de Saint-Domingue (6 mai, p. 57), — sur les secours dus à divers hôpitaux (7 mai, p. 96 et suiv.), — sur la pétition des veuves Julien et Auvry (11 mai, p. 255 et suiv.), — sur les mendiants et gens sans aveu qui infestent la ville de Paris (28 mai, p. 240 et suiv.), — sur une pétition de la ville de Versailles (29 mai, p. 245), — sur la distribution des secours à accorder aux 83 départements (30 mai, p. 314 et suiv.), — sur la gratification à accorder au sieur Lavarenne et à son épouse (1er juin, p. 430), — sur les secours à accorder aux sieurs Bisson et Carteret (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 96), — sur la pétition des sieurs Vincent Gentil et Chevalot-Beaugeois (13 juin, p. 135), — sur l'organisation générale des secours publics (*ibid.* p. 137 et suiv.), — sur la pétition du sieur Perret (20 juin, p. 407), — sur les indemnités à accorder aux familles des volontaires nationaux du Gard noyés dans le Rhône en se rendant à Arles (*ibid.* p. 427), — sur une avance à faire à la municipalité d'Angers (27 juin, p. 612 et suiv.), — sur la réclamation des sieurs Fortin, Lebrun et Soland (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 514), — sur des secours à accorder à des incendiés (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 494 et suiv. — sur des secours à accorder à la veuve et aux enfants du sieur Jauger (10 août, p. 657). — Projet de décret relatif au payement des fournisseurs de la maison de secours de Saumur (*ibid.* p. 663). — Projet de décret concernant la dame Vogeain (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 118). — Projet de décret tendant à accorder une gratification au sieur Guichard (15 août, p. 152). — Projet de décret sur les secours à accorder aux prisonniers pour mois de nourrice (*ibid.* p. 154). Projet de décret portant allocation de secours à divers hôpitaux (15 août, p. 178). — Projet de décret tendant à accorder une indemnité au sieur Dubois (16 août, p. 278). — Rapports sur l'indemnité à accorder au sieur Perron (17 août, p. 308), sur la récompense à accorde à Jean Giraud et aux père et mère de César Augarde (18 août, p. 328 et suiv). — — Projet de décret mettant une somme de 375,000 l. 17 s. 3 d. à la disposition de vingt-cinq hôpitaux (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 17). — Projet de décret tendant à accorder une gratification aux sieurs Margnier et Charlin (7 septembre, p. 439). — Projet de décret tendant à accorder une pension à la veuve Poissoneau (*ibid.* p. 441). — Rapports sur les secours à accorder aux incendiés de différents départements (8 septembre, p. 464 et suiv.), — sur la pétition du sieur Cazeaux (*ibid.* p. 480), — sur le payement de la pension des élèves des établissements des sourds et muets et des aveugles-nés (10 septembre, p. 548 et suiv.) — Projet de décret tendant à accorder des indemnités aux victimes des troubles d'Yssingeaux (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104). — Projet de décret tendant à accorder un secours au sieur Albert (19 septembre, p. 135). — Etat des décrets rendus sur le rapport du comité pendant tout le cours de la législation (20 septembre, p. 192 et suiv.).

Comité de surveillance.

Organisation. — **1791.** — Etablissement et attributions (25 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 361) ; — nombre des membres et mode de renouvellement (*ibid.*) ; — liste des membres et des suppléants (*ibid.* p. 370). — Est autorisé à prendre deux commis (29 novembre, p. 445). = **1792.** — Le comité est autorisé à prendre un commis de plus (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 551). — Nouvelle composition (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204). — Les suppléants sont adjoints avec voix délibérative aux membres du comité (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 452). — Le comité est autorisé à s'adjoindre six nouveaux membres (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 79). — Le comité remplacera ceux de ses membres qui ont négligé d'assister à ces séances (15 août, p. 173). — Nouvelle composition (*ibid.* p. 185).

Travaux. — **1791.** — Rapports sur les troubles de Perpignan (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 83 et suiv.), — sur l'arrestation de particuliers prévenus d'enrôler pour l'armée des émigrants (*ibid.* p. 88 et suiv.), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (20 décembre, p. 267 et suiv.), — sur l'affaire du sieur Dutrehan (22 décembre, p. 318 et suiv.), — sur l'affaire des sieurs Loyauté et Silly (29 décembre, p. 598), — sur les troubles de Choue (*ibid.* p. 639), — sur la mise en accusation des princes émigrés (1er janvier 1792, p. 729 et suiv.). = **1792.** — Rapport sur l'affaire de l'abbé Poulmy (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 77). — Grangeneuve dénonce l'enrôlement du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (10 janvier, p. 216 et suiv.). — Rapports sur les tentatives faites par les princes français auprès du général de Wimpfen pour l'engager à livrer Neufbrisach (12 janvier, p. 353 et suiv.), — sur le départ

Comité de surveillance (*Suite*).

pour Coblentz de M. Cromot-Dubourg, intendant de Monsieur, frère du roi (17 janvier, p. 474 et suiv.), — sur la dénonciation contre le sieur Rudemare (*ibid.* p. 476), — sur la dénonciation contre le concierge de l'hôtel de la Force (*ibid.* p. 477), — sur la correspondance du sieur Lemoine avec l'Espagne et sur les mauvais traitements dont sont victimes les Français dans ce pays (28 janvier, p. 724 et suiv.), — sur l'arrestation à Chagny d'un convoi d'espèces monnayées (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 188 et suiv.), — sur l'arrestation de Montagudo à Mortagne (7 février, p. 248), — sur les troubles d'Avignon (9 février, p. 238 et suiv.), — sur l'affaire des sieurs Sourdille, Rôle, Brillet et Amaron (14 février, p. 489), — sur les troubles de Gray (15 février, p. 555), (16 février, p. 562 et suiv.), — sur l'arrestation de 30 citoyens détenus à Senlis (17 février, p. 595 et suiv.), — sur l'affaire du sieur Dulery (2 février, p. 693 et suiv.), — sur la détention de Jean Gircourt (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 1), — sur les affaires d'Avignon (1[er] mars, p. 257 et suiv.), — sur l'arrestation des sieurs Auguste-François et Joseph Vidal (11 mars, p. 563), — sur l'affaire des sieurs Charrier-Dubreuil et Gautier (12 mars, p. 613), — sur l'arrestation des sieurs Schappes, Lassaux et François Gillet (14 mars, p. 721 et suiv.), — sur les mesures provisoires à prendre relativement aux troubles d'Arles (19 mars 1792, t. **XL**, p. 162 et suiv.), — sur l'arrestation faite par la municipalité de Langres de 20 chevaux destinés aux émigrés (24 mars, p. 462 et suiv.), — sur une avance à faire à la maison de secours (30 mars, p. 711), — sur l'arrestation à Belley de 4 officiers du 21[e] régiment (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 684 et suiv.), — sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire du département de Rhône-et-Loire (17 avril 1792. t. **XLII**, p. 44 et suiv.), — sur l'arrestation de plusieurs officiers à Saint-Flour (21 avril, p. 221 et suiv.), sur la mise en accusation des sieurs Mollette et Debar (23 avril, p. 313 et suiv.), — sur la dénonciation faite contre Larivière-Coincy (27 avril, p. 445 et suiv.), — sur l'affaire du sieur Delwarde (30 avril, p. 545), — sur les mesures à prendre relativement à la police de Paris (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 421 et suiv.), — sur les causes de l'arrestation du sieur abbé Gauban (17 mai, p. 508), — sur les récompenses à accorder aux sieurs Maillard et Thièble (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 213), — sur l'accusation d'embauchage contre le sieur Cougnand (*ibid.* p. 236), — sur une dénonciation contre le sieur Cotel (31 mai, p. 378), — sur l'affaire du sieur Jean-Joseph Henry (1[er] juin, p. 461), — sur les frais imputés au sieur Alexandre Vigier (6 juin, p. 668 et suiv.), — sur les troubles d'Angles (*ibid.* p. 670 et suiv.), — sur les récompenses à accorder pour la dénonciation d'une fabrication de faux assignats (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 334, — sur l'affaire des sieurs Jolivet père et fils, Gédéon Debrie et Saint-Alouarn (*ibid.* p. 353 et suiv.), — sur la procédure instruite contre les sieurs Parron père et fils et Bayle (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 76 et suiv.), — sur une saisie faite au préjudice du sieur Jean Mayeur (5 juillet, p. 147), — sur l'affaire des sieurs Parent et Senneville (8 juillet, p. 243), — sur l'affaire du sieur Seguin (*ibid.*), — sur l'affaire du sieur Ravez (20 juillet, p. 675), — sur la conduite des membres du directoire des Bouches-du-Rhône mandés à la barre relativement à l'affaire d'Arles (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118 et suiv.), — sur l'affaire du sieur André Régnier (2 août, p. 389), — sur les faits imputés à Blancgilly (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 130). — Projet de décret concernant la délivrance des passeports (15 août, p. 161). — Projet de décret sur le pétition du sieur Vivier (17 août, p. 319). — Projet de décret sur l'affaire du sieur Scharff (10 août, p. 368). — Rapport sur l'affaire des sieurs Deblon et Durand (*ibid.* p. 378), — sur la demolition du château fort de Flayosc (24 août, p. 679), — sur une lettre écrite par Leroy (*de Bayeux*), (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 88), — sur l'affaire des sieurs Carcado-Molac père et fils, Berthier, Quenquat-Torqueda et Leroy (31 août, p. 149), — sur l'ouverture des barrières de Paris (5 septembre, p. 380 et suiv.). — Acte d'accusation contre Blancgilly (6 septembre, p. 413 et suiv.). — Projet de décret portant interdiction d'enlever les cercueils de plomb (7 septembre, p. 445). — Projet de décret relatif aux travaux de MM. Delambre et Méchin (*ibid.* p. 446). — Projet de décret sur la délivrance des passeports aux artistes du théâtre de la rue Feydeau (16 septembre 1792, t. **L**, p. 51). — Rapports sur l'arrestation de Charles Lameth (20 septembre, p. 158 et suiv.), — sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire de Rhône-et-Loire (p. 475 et suiv.), — sur l'affaire des sieurs Dequigny et Picquer Vasronval (p. 696 et et suiv.).

Comité de la trésorerie nationale.

Organisation. — **1791.** — Etablissement (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 215); — nombre des membres et mode de renouvellement (15 octobre, p. 243); — liste des membres (22 octobre, p. 345). — Décret pour la prorogation des fonctions de six de ses membres (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 335). — Suppression (5 décembre, p. 583).

Travaux. — **1791.** — Rapport sur les dépenses et les recettes de la trésorerie nationale (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 684 et suiv.), — sur les besoins de la caisse de la Trésorerie (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 2), — sur les comptes à rendre par les ministres (29 novembre, p. 151 et suiv.), — sur l'établissement d'un bureau dans la Trésorerie nationale pour

Commissaires de l'Assemblée (*Suite*).

saires à l'armée du Centre (25 août, p. 694). — Lettre des commissaires envoyés au maréchal Luckner (*ibid.* p. 695). — Lettre des commissaires de l'armée du Nord. (*ibid.* p. 697. — Lettres des commissaires à l'armée du Midi (*ibid.* p. 713). — La commission extraordinaire des Douze examinera la conduite des commissaires envoyés aux armées de Dumouriez et de Luckner (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 41). — Rapport des commissaire à l'armée du Nord (28 août, p. 56 et suiv. — — Lettre des commissaires envoyés dans les départements du Midi (*ibid.* p. 63). — L'Assemblée décrète le rappel des commissaires envoyés aux armées (*ibid.* p. 75). — Il sera nommé 6 commissaires pour aller avec les commissaires du pouvoir exécutif exercer dans les départements l'influence de l'opinion pour la levée, de 30,000 hommes (*ibid.* p. 79). — Liste de ces commissaires (*ibid.* p. 85.) — Lettre des commissaires à l'armée du Centre (29 août, p. 85. et suiv.). — Lettre des commissaires à l'armée du Nord (*ibid.* p. 86). — Lettre des commissaires à l'armée du Midi (30 août, p. 108 et suiv.). — Lettre des commissaires à l'armée du Nord (*ibid.* p. 116 et suiv.), (p. 120).— Lettre des commissaires à l'armée du Rhin (1re septembre, p. 165 et suiv.). — Lettre des commissaires dans les seize départements en réquisition (*ibid.* p. 166 et suiv.). — Compte rendu des commissaires envoyés dans le département des Ardennes (*ibid.* p. 172 et suiv.). — Lettre des commissaires à l'armée du Rhin (2 septembre, p. 199). — L'Assemblée décrète que chaque jour douze de ses membres iront travailler au camp sous Paris (*ibid.* p. 201). — Nomination de douze commissaires pour se réunir au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 210). — Lettre des commissaires à l'armée du Nord (3 septembre, p. 238). — Lettres des commissaires à la levée de 30,000 hommes dans les départements voisins de Paris (*ibid.* p. 242 et suiv.), (4 septembre, p. 356 et suiv.), (5 septembre, p. 356). — Lettre des commissaires à l'armée du Centre (3 septembre, p. 244 et suiv.). — Commissaires de l'Assemblée chargés de se rendre au Temple (*ibid.* p. 249). — Décret prorogeant les pouvoirs des commissaires aux armées (4 septembre, p. 334). — Lettre des commissaires à l'armée du Rhin (5 septembre, p. 359 et suiv.). — Lettre des commissaires envoyés à Rochefort (*ibid.* p. 360). — Lettre des commissaires à l'armée du Rhin (7 septembre, p. 426). — Lettre des commissaires à l'armée du Midi (11 septembre, p. 561 et suiv.). — Lettre des commissaires à l'armée du Nord (13 septembre, p. 603 et suiv.). — Lettres des commissaires de l'Assemblée à Châlons (15 septembre 1792, t. **L**, p. 7). — Lettres des commissaires à Maubeuge (*ibid.* p. 13 et suiv.), (16 septembre, p. 59). — Compte rendu des commissaires à l'armée du Midi

Commissaires de l'Assemblée (*Suite*).

(18 septembre, p. 110 et suiv.). — Les commissaires chargés de surveiller la fabrication du papier pour les assignats, ainsi que les commissaires envoyés aux manufactures d'armes et aux armées resteront en fonctions jusqu'à ce qu'ils aient été remplacés par la Convention nationale (19 septembre, p. 135). — Compte rendu des commissaires envoyés à l'armée de Châlons (*ibid.* p. 141 et suiv.). — Lettre des commissaires envoyés à Rouen (*ibid.* p. 150). — Lettre des commissaires envoyés au Havre (*ibid.* p. 151). — Commissaire chargés de surveiller la fabrication des armes (20 septembre, p. 176). — Lettre des commissaires à l'armée du Nord (*ibid.* p. 177).

Commissaires de l'Assemblée nationale. — Voir *Frontières*. — *Camp de Paris*.

Commissaires au Châtelet de Paris. Projet de décret relatif à la liquidation de leurs offices (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 342). — Deuxième lecture du projet de décret relatif à la liquidation de leurs offices (21 avril 1792, p. **XLII**, p. 250). — Troisième lecture du projet de décret relatif à la liquidation de leurs offices (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 260). — *Discussion :* Thorillon, Lecointe-Puyraveau (*ibid.*); — Thorillon, Charlier (21 mai, p. 658); — rejet (*ibid.*).

Commissaires aux saisies réelles. Renvoi au comité de liquidation d'une motion relative à la liquidation de leurs offices (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99).

Commissaires de la comptabilité. Lettre relative aux mémoires présentés par les receveurs des finances du pays d'élections (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 404). — Font un don patriotique (1er mai, p. 578). — Voir *Comptabilité*.

Commissaires de police. Rapport par Thévenin sur le mode de leurs élections dans les villes autres que la ville de Paris (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 433 et suiv.); — un projet de décret (*ibid.* 434 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 435). — Décret portant établissement de commissaires dans différentes villes (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194). — Nomination d'un commissaire dans chaque section (19 septembre, t. **L**, p. 138).

Commissaires des guerres. Lettre du ministre de la guerre au sujet de leur uniforme (16 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 87); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Projet de décret sur le changement d'uniforme des commissaires des guerres (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 101); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette proposition (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur l'augmentation demandée de 8 commissaires des guerres (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 257 et suiv.). —

Commissaires des guerres (*Suite*).

Le ministre de la guerre sollicite une décision sur la proposition qu'il a faite d'une augmentation de 8 commissaires des guerres (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Crublier-d'Optère sur la demande faite par le ministre de la guerre d'une augmentation de 8 commissaires (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 455), — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur l'augmention proposée (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid*, p. 456). — Le ministre de la guerre demande une augmentation de 12 commissaires (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 733); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Crublier-d'Optère sur l'augmentation du nombre des commissaires des guerres (14 mai 1792, t. **XLIII**, .p 358 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 359); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Difficultés relatives au payement de leur traitement (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Etat des pensions de retraite des commissaires réformés en 1788 (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 314); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Etat de ceux qui étaient retirés au 1er octobre 1791 et pour lesquels le ministre demande le payement de leur traitement jusqu'au jour où ils ont cessé leurs fonctions. — Renvoi au comité militaire (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358). — Décret sur la réforme générale que nécessite leur mauvaise conduite (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 713). — Rapport à faire sur leur nombre (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113). — Décret relatif à leur nomination et à leur destitution (3 septembre, p. 264). — Décret relatif aux pensions à accorder aux commissaires réformés en 1788 et à ceux supprimés par la loi du 14 octobre 1791 (10 septembre, p. 524). — Décret relatif à la nomination des commissaires des guerres pour le service de l'armée destinée à la défense de Paris (10 septembre, p. 530). — Décret relatif à la nouvelle organisation des commissaires de guerres (11 septembre, p. 558).

Commissaires des hôtels des monnaies. Décret relatif à leur suppression et à celle de leurs adjoints (18 septembre 1792, t. **L**, p. 118). — Adoption d'une modification à ce décret (20 septembre, p. 157).

Commissaires des municipalités. Décret sur les limites de leurs pouvoirs (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 648).

Commissaires du roi. Cambon dénonce un commissaire du roi qui assiste au funérailles des citoyens protestants et exige un salaire (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 7 et suiv.); — renvoi au ministre de la justice (*ibid.* p. 8); — compte rendu du ministre de de la justice (23 juillet, p. 57).

Commissaires du roi, et ensuitedu Pouvoir exécutif, près les tribunaux et administrations. Formalités pour le payement de leurs appointements et de leurs frais de bureau (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 393). — On demande l'extension en leur faveur des dispositions de la loi du 29 septembre 1791 (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 667; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Rapport à faire sur la question de savoir s'il y a lieu de les suspendre ou de les réélire (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 127). — Prendront désormais la dénomination de *commissaires nationaux* (*ibid.* p. 129). — Décret sur leur remplacement (18 août, p. 335 et suiv.). — Prendront le nom de commissaires du pouvoir exécutif (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 35). — Rectification au décret du 18 août sur leur remplacement (30 août, p. 105). — Décret relatif à leur nomination (7 septembre, p. 447). — Décret relatif à ceux qui ont été envoyés dans les départements (14 septembre, p. 647).

Commissaires Inspecteurs. — Voir *Comité d'inspection*.

Commissaires liquidateurs. — Voir *Comptabilité*.

Commissaires ordonnateurs des guerres. Proposition à leur sujet (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 202); — rapport par Crublier d'Optère sur leur nomination, leur traitement et leurs fonctions (10 avril, p. 456); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 457).

Commission des armes. — 1792. — L'Assemblée décrète la nomination d'une commission chargée de s'occuper de la fabrication et de la distribution des armes (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 144). — Composition de la commission (27 juillet, p. 190). — Il sera adjoint des suppléants aux membres titulaires qui seront chargés de surveiller la distribution de l'équipement et des effets de campement (28 juillet, p. 227). — La commission est autorisée à s'adjoindre six nouveaux membres (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 79). — Liste de ces membres (14 août, p. 128).

Travaux. — **1792**. — Rapport sur une fabrication de piques (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 361 et suiv.). — Projet de décret sur une prompte fabrication de canons (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 109 et suiv.), (14 août, p. 134 et suiv.). — Projet de décret portant suspension des droits établis sur les armes à leur entrée (22 août, p. 624 et suiv.). — Projet de décret tendant à faire livrer au pouvoir exécutif les armes de réserve que possèdent certaines municipalités (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 172). — Projet de décret tendant à faire retirer le mousqueton à la cavalerie (2 septembre, p. 198). — Projet de décret relatif à la construction de chariots mécaniques (*ibid.* p. 203). — Rapport sur l'invention du sieur Barthelemy du Recologne (*ibid.* p. 204 et suiv.). — Projet de décret

Commission des armes (*Suite*).

ordonnant aux sieurs Perrin de remettre au ministre de la guerre les pièces de canon qui sont en leur pouvoir (*ibid.* p. 219). — Projet de décret tendant à allouer une gratification au sieur Bisson (4 septembre, p. 349). — Projet de décret sur l'invention du sieur de Bezis (9 septembre, p. 501). — Projet de décret sur l'envoi de commissaires dans les manufactures d'armes (*ibid.* p. 503). — Projet de décret sur les fonctions de ces commissaires (10 septembre, p. 548). — Projets de décret sur une avance à faire au sieur Wiscovich (16 septembre, t. **L**, p. 32), — sur la remise des deux tiers du contingent des armes reçues par les départements de l'intérieur (15 septembre, p. 60.). — Projet de décret autorisant le sieur Weyland-Sthal à construire un moulin à poudre (*ibid.* p. 61). — Etat des armes existant dans les magasins (*ibid.* p. 62). — Projet de décret sur une indemnité à accorder au sieur Cloître dit Dauphiné (19 septembre, p. 135). — Projet de décret relatif à la nomination de commissaires pour surveiller la fabrication des armes (20 septembre, (p. 176).

Commission centrale. Création d'une commission de 12 membres chargée d'établir l'ordre des travaux de l'Assemblée (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 79). — Sa composition (6 février, p. 308). — Il lui est accordé un commis (9 février, p. 297). — Liste des membres sortis par le sort (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 320 et suiv.). — On demande le rapport du décret qui défend d'être membre de la commission centrale et d'un autre comité (*ibid.* p. 321); — rejet (*ibid.*). — Nouvelle composition (11 avril, p. 489). — Sera renouvelée tous les quinze jours et composée d'un membre choisi par chaque comité (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204).

Travaux. — **1792.** — Proposition relative à la tenue de deux séances extraordinaires (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 392. — Rapport sur le mode d'accélérer les travaux de l'Assemblée (7 mars, p. 440 et suiv.).

Commission de correspondance.

Organisation. — **1792.** — Sur la motion de Ducos, l'Assemblée décrète l'établissement d'un comité de correspondance composé de 6 membres (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 304). — Composition de la commission (*ibid.* p. 313).

Travaux. — **1792.** — Projet d'adresse à l'armée du Nord (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 388 et suiv.). — Décret ordonnant le renvoi à la commission de la correspondance des commissaires de l'Assemblée près les armées (24 août, p. 674). — La commission rédigera chaque jour un bulletin officiel contenant l'état exact de la situation de l'Empire et la correspondance des commissaires près les armées (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 246). — Projet de décret relatif à l'envoi du *Bulletin* de l'Assem-

Commission de correspondance (*Suite*).

blée aux département (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 677). — Projet de décret relatif à la formation d'un établissement de courriers (19 septembre 1792, t. **L**, p. 150).

Commission des Douze. Création d'une commission chargée d'examiner les causes qui troublent le royaume (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 428). — Composition (9 mars, p. 518 et suiv.). — Don patriotique des secrétaires-commis (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 28), (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 393).

Travaux. — **1792.** — Rapports sur le choix des tribunaux à qui doit être confiée la procédure contre les séditieux arrêtés à la suite des troubles du département de l'Eure (15 mars 1792, t. **XL**, p. 2 et suiv.), — sur les moyens d'apaiser les troubles dans le département de Seine-et-Oise (p. 434 et suiv.), — sur les troubles de Mende (28 mars, p. 628 et suiv.), — sur les troubles du département du Cantal (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 42 et suiv.), — sur les troubles de l'Yonne et de la Nièvre (1er avril, p. 65 et suiv.), — sur les troubles de Saint-Geniez (12 avril, p. 548 et suiv.), — sur les troubles intérieurs du royaume (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 414 et suiv.), — (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 22 et suiv.), — sur les affaires d'Avignon (8 mai, p. 114 et suiv.), (10 mai, p. 205 et suiv.), — sur les mesures à prendre relativement à la police de Paris (15 mai, p. 421 et suiv.), (18 mai, p. 543 et suiv.), — sur les troubles d'Yssingeaux (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 715 et suiv.), — (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194 et suiv.). — Projet de décret relatif aux troubles de l'Ile-Dieu (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 115).

Commission extraordinaire des Douze.

Organisation. — **1792.** — Marant propose de nommer une nouvelle commission de 12 membres pour examiner l'état de la France et proposer les moyens de sauver la Constitution, la liberté et l'Empire (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 326); — adoption de cette motion (*ibid.*). — Composition de la commission (18 juin, p. 358). — Viénot-Vaublanc donne sa démission de membre de la commission (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 289). — La commission est augmentée de 4 membres (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 76). — Liste de ces nouveaux membres (*ibid.*), (13 août, p. 92). — Vergniaud demande le renouvellement des membres de la commission (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 338); — l'Assemblée décrète que les membres actuels resteront en fonctions et rend justice à leur zèle et à leur patriotisme (*ibid.* p. 339). — Dons patriotiques des secrétaires-commis (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 28), (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 393).

Travaux. — **1792.** — Rapports sur le compte à rendre par les ministres des mesures

Commission extraordinaire des Douze (*Suite*).

prises pour la sûreté de l'Empire (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 471 et suiv.), — sur la situation de la France (30 juin, p. 702 et suiv.), — sur les moyens à prendre dans le cas du danger de la patrie (*ibid.* p. 707 et suiv.), — sur le rassemblement des gardes nationaux des divers départements en marche pour se rendre dans la capitale (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 25 et suiv.). — Rédaction du décret relatif aux indemnités à accorder aux incendiés des faubourgs de Courtrai (3 juillet, p. 96). — Rédaction du décret tendant à accorder un témoignage de confiance au maréchal Luckner (*ibid.*). — Rapport sur la nomination de huit membres de l'Assemblée nationale pour aller visiter les frontières (4 juillet, p. 109 et suiv.). — Projet de décret relatif au licenciement des états-majors de la garde nationale dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus (6 juillet, p. 199). — Rapports sur la délibération des dangers de la patrie (11 juillet, p. 325 et suiv.), — sur des actes de juridiction faits par des juges de paix dans le château des Tuileries (12 juillet, p. 377 et suiv.), — sur une pétition de la commune de Strasbourg (*ibid.* p. 379), — sur la décoration qui doivent porter les membres du Corps législatif (*ibid.* p. 380 et suiv.), — sur les mesures militaires à prendre dans les circonstances actuelles (*ibid.* p. 396 et suiv.), — sur la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (13 juillet, p. 452 et suiv.), — sur les pétitions des généraux (15 juillet, p. 487 et suiv.), — sur la neutralité des princes d'Allemagne (16 juillet, p. 510 et suiv.), — sur l'augmentation de la force armée (17 juillet, p. 557 et suiv.), — sur l'emploi des vétérans nationaux (*ibid.* p. 576), — sur la formation de compagnies de chasseurs volontaires nationaux (*ibid.* p. 578 et suiv.), — sur un mémoire des administrateurs du département du Bas-Rhin relatif au remboursement des frais occasionnés pour établir l'ordre sur les frontières menacées (18 juillet, p. 602 et suiv.), — sur la conférence des membres de la commission avec le maréchal Luckner (20 juillet, p. 685). — Projet de décret tendant à déclarer au roi que le salut de la patrie lui commande impérieusement de recomposer le ministère (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 14). — Rapport sur différentes lettres et pièces envoyées par les généraux de l'armée du Rhin (23 juillet, p. 71 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser à l'âge de 16 ans les enrôlements pour la défense de la patrie (24 juillet, p. 104 et suiv.). — Rapport sur les moyens d'augmenter la force des armées (*ibid.* p. 106 et suiv.). — Projet d'adresse au roi 26 juillet, p. 159 et suiv.). — Rapport sur une pétition présentée par des citoyens belges et liégeois (28 juillet, p. 223 et suiv.), — sur la police de l'enceinte de l'Assemblée (28 juillet, p. 227 et suiv.), — sur les indemnités à accorder aux citoyens français qui auraient perdu leurs propriétés dans le cours de la guerre (31 juillet, p. 319 et suiv.), — sur une pétition des fédérés de Marseille (*ibid.* p. 328 et suiv.), — sur la manière de traiter les étrangers pris les armes à la main (1er août, p. 359 et suiv.), — sur un arrêté des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 378 et suiv.), — sur le sort à faire aux militaires étrangers qui serviront sous les drapeaux de la France (2 août, p. 394 et suiv.), — sur les encouragements à donner aux défenseurs de la patrie (3 août, p. 419 et suiv.), — sur un arrêté de la section de Mauconseil (4 août, p. 475 et suiv.), — sur les dénonciations portées contre La Fayette (8 août, p. 560 et suiv.), — sur les mesures préliminaires à prendre avant de traiter la question de la déchéance du roi (9 août, p. 613). — Projet d'adresse au peuple français sur l'exercice des droits de souveraineté (*ibid.* p. 615 et suiv.). Projet d'adresse sur les circonstances actuelles (10 août, p. 644). — Projet de décret sur la suspension provisoire du roi (*ibid.* p. 645). — Projet de décret sur l'organisation provisoire du ministère (*ibid.* p. 647). — Rapport sur la forme que l'Assemblée donnera à ses décrets pendant la suspension du roi (*ibid.* p. 649). — Projet de décret sur les élections pour la Convention nationale (*ibid.* p. 654). — Projet de décret sur la levée des scellés apposés sur les papiers de l'ex-ministre de la guerre d'Abancourt (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 25). — Projet de décret sur le mode de convocation de la Convention nationale (*ibid.* p. 28). — Projet de décret sur l'indemnité à allouer aux électeurs de la Convention nationale (*ibid.* p. 30). — Projet de décret sur la formation du conseil général et du directoire du département de Paris (*ibid.* p. 32). — Rapport sur l'affaire d'Anthoine, maire de Metz (*ibid.* p. 34). — Projet de décret sur les troubles du département de l'Eure (*ibid.* p. 37). — Projet de décret pour fixer provisoirement l'habitation du roi et de sa famille (12 août, p. 74). — Projet de l'exposé des motifs qui ont déterminé l'Assemblée à prendre les mesures qu'elle a arrêtées le 10 août et jours suivants (13 août, p. 94 et suiv.). — Projet de décret tendant à mettre des fonds à la disposition de la municipalité de Phalsbourg (*ibid.* p. 101). — Rapport sur l'affectation de l'église de la Madeleine au lieu des séances de la Convention nationale (*ibid.* p. 107 et suiv.) — Projet de décret tendant à convertir en canons les statues et monuments en bronze qui se trouvent dans les établissements publics ou royaux (14 août, p. 115). — Projet de décret sur le pouvoir exécutif provisoire (15 août, p. 165 et suiv.). — Projet de décret relatif aux jugements à intervenir à l'occasion des délits commis dans la journée du 10 août (*ibid.* p. 184). — Projet de décret sur la conservation des loge-

Commission extraordinaire des Douze (*Suite*).

ments des artistes au Louvre (16 août, p. 286). — Rapportssur la formation du tribunal criminel pour juger les crimes du 10 août (17 août, p. 298 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre le département des Ardennes (*ibid.* p. 312). — Projet de décret pour régler le service des membres de l'Assemblée pendant la durée de la séance permanente (*ibid.* p. 317). — Projet de décret concernant les frais de correspondance du ministre de l'intérieur (18 août, p. 348). — Projet de décret sur la rédaction des actes du Corps législatif (19 août, p. 381). — Projet de décret sur la comparution à la barre du sieur Hullin (*ibid.*). — Projet de décret sur l'organisation du tribunal chargé de connaître des crimes du 10 août (*ibid.* p. 383 et suiv.) — Projet de décret sur la mise en accusation de La Fayette (*ibid.* p. 387). — Projet d'adresse à l'armée du Nord (*ibid.* p. 388 et suiv.). — Projet de décret relatif aux généraux et officiers destitués (20 août, p. 416 et suiv.). — Rapport sur le licenciement des régiments suisses (*ibid.* p. 417 et suiv.), — sur la nomination d'un commissaire national près le tribunal du 17 août (22 août, p. 616 et suiv.), — sur les troubles de l'Ile-Rousse (*ibid.* p. 628 et suiv.), — sur l'affaire du sieur Golard (25 août, p. 702), — sur la Haute-Cour nationale (*ibid.* et p. suiv.), — sur la sûreté des prisonniers de la Haute-Cour nationale (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 10), — sur la proposition de conférer le titre de citoyen français à des citoyens étrangers (*ibid.*), — sur l'application de la peine de mort à tout citoyen, qui, dans une ville assiégée, parlera de se rendre (*ibid.* p. 20). — Proclamation portant réquisition de 30,000 hommes, pour renforcer l'armée de Luckner (*idid.*). — Projet de décret tendant à hâter les effets de cette réquisition (27 août, p. 34). — Projet de décret fixant les appointements des citoyens pourvus d'un emploi public qui se rendent aux frontières (*ibid.* p. 35). — Projet de décret limitant aux seuls individus attachés au service habituel des personnes l'exclusion des assemblées politiques pour cause de domesticité (*ibid.*). — Rapport sur la levée de la suspension prononcée contre le conseil général du département de l'Aisne (*ibid.* p. 42), — sur la pétition tendant à faire changer le nom du directoire du département de Paris (29 août, p. 85 suiv.), — sur les troubles de Toulon (30 août, p, 110). — Projet de décret sur la remise à la trésorerie nationale des effets mobiliers, or et argent provenant des maisons dépendant de la liste civile (31 août, p. 141). Projet de décret sur le mandat d'arrêt lancé contre Giry-Dupré (*ibid.*). — Rapport sur l'affaire de Montmorin (*ibid.* p. 150 et suiv.), — sur la conduite des corps administratifs de Longwy (*ibid.* p. 161 et suiv.). — Projet de décret tendant à autoriser le ministre de la guerre à se servir des chevaux de poste (2 septembre,

Commission extraordinaire des Douze (*Suite*).

p. 199). — Projet de décret relatif au transfert au château de Blois des prisonniers détenus dans les prisons d'Orléans (*ibid.* p. 219). — Projet de décret relatif au transfert de ces prisonniers dans les prisons de Saumur (*ibid.* p. 221). — Projet d'adresse aux Français (3 septembre, p. 250). — Projet de décret sur les mesures à prendre pour assurer la tranquillité publique (*ibid.* p. 275 et suiv.). — Projet d'adresse aux Français (4 septembre, p. 335). — Projet de décret pour la sureté des prisonniers de la Haute Cour nationale (5 septembre, p. 372). — Rapports sur la conduite des administrateurs du département de la Meuse ((*ibid.* p. 378 et suiv.), — sur l'ouverture des barrières de Paris (*ibid.* p. 380 et suiv.). — Projet de décret relatif aux ouvriers exempts de réquisition pour marcher aux frontières (6 septembre, p. 420). — Projet de décret sur la police des places assiégées (7 septembre, p. 450). — Projet de décret ordonnant la mise en liberté de l'adjudant général Bellegarde (8 septembre, p. 486). — Projet de décret sur la mise en liberté de Grégoire-Dulac (*ibid.* p. 471). — Projet de décret sur l'extraction des fourrages, grains et autres denrées des départements menacés de l'ennemi (*ibid.* p. 472). — Projet de décret relatif à la circulation des personnes (*ibid.*). — Projet de décret relatif au logement du secrétaire de l'Académie de médecine (10 septembre, p. 527). — Projet de décret sur les fonctions de commissaires envoyés dans les manufactures d'armes (*ibid.* p. 548). — Projet de décret relatif à la levée des scellés apposés sur les papiers de Bonnecarère (11 septembre, p. 563). — Rapport sur les honneurs à rendre au commandant Beaurepaire (12 septembre, p. 591 et suiv.). — Projet de décret sur les communications avec les pays envahis (13 septembre, p. 624). — Projet de décret relatif aux commissaires du pouvoir exécutif provisoire envoyés dans les départements (14 septembre, p. 647). — Projet de décret sur les pouvoirs des commissaires des municipalités (*ibid.* p. 648). — Projet de décret relatif à l'envoi du *Bulletin de l'Assemblée* aux départements (15 septembre, p. 677). — Projet de décret concernant la liste des députés élus à la Convention nationale (*ibid.* p. 683). — Projets de décret sur le port de la décoration civile 15 septembre 1792, t. **L**, p. 16), — sur la conservation des objets existant dans les archives nationales de Paris (*ibid.* p. et suiv.), — Sur la caisse de secours de Paris (*ibid.* p. 17), — sur une avance de fonds à faire à la municipalité de Compiègne (*ibid.* et p. suiv.). — Projet de décret relatif aux grains et farines amassés dans les magasins nationaux (16 septembre, p. 62). — Rapport sur le bannissement des prêtres non assermentés (17 septembre, p. 85). — Projet d'adresse au peuple de Paris (*ibid.* p. 105). — Projet d'adresse à l'armée de Châlons

Compagnie charitable de Paris (*Suite*).

finances (*ibid.*). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une demande en payement des avances faites pour l'entretien des prisonniers (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1).

Compagnie des finances. — Voir *Enregistrement*. Droit (d').

Compagnie des Indes (Ancienne). Compte rendu par Turpin, agent du Trésor public, des poursuites qu'il a faites au tribunal de cassation pour défendre aux prétentions de MM. Haller et Le Couteulx de la Norraye, relativement à la liquidation des actions de la Compagnie des Indes (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 453). — Les invalides des troupes de la marine sollicitent des secours (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 508); — renvoi aux comités de marine et de liquidation réunis (*ibid.*). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une demande concernant le renouvellement de ses actions (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 205). — Décret sur le renouvellement des actions et portions d'actions (9 juillet, p. 261). — Plan proposé pour sa liquidation (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 535), — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Décret relatif au remboursement des actions de cette compagnie (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 637). — Décret relatif au traitement des soldats, caporaux, sergents, canonniers, matelots, charpentiers, etc., qu'elle employait (19 septembre 1792, t. **L**, p. 146 et suiv.).

Compagnie des Indes (Nouvelle). Don patriotique des employés (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 296).

Compagnie royale d'Afrique. Les comités de commerce et de marine feront un rapport sur la suppression de cette compagnie (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 167). — Réclamations de cette compagnie (9 mai, p. 173); — renvoi aux comités de commerce et de marine réunis (*ibid.*). — Compte rendu du ministre de l'intérieur sur la compagnie d'Afrique établie à Marseille (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 647); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*).

Compagnies du centre. Pétition de plusieurs de ces compagnies (29 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 4 et suiv.). — Pétition des capitaines (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 300); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Demande de fonds pour le payement des soldats (1er août, p. 375); — renvoi aux comités militaire et des finances réunis (*ibid.*). — Pétition des soldats des ci-devant compagnies du centre (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 425). — Pétition des capitaines à la suite des anciennes compagnies du centre de la garde de Paris (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 603).

Compagnies détachées. On demande si les officiers de ces compagnies peuvent être employés dans la gendarmerie nationale (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 358).

Compagnies franches. Proposition de Treilh-Pardailhan relative à la création de compagnies franches recrutées parmi les étrangers (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 222); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Difficultés pour l'exécution du décret qui les concerne (16 mai 1792, t. **XLIII**. p. 460); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une décision à leur égard (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 189). — Rapport et projet de décret présentés par Hugau sur la composition et l'organisation de 54 compagnies franches (*ibid.* p. 234); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Lettre du ministre de la guerre relative à l'habillement des 54 compagnies créées par le décret du 28 mai 1792 (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 102); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret (7 juillet, p. 210). — Lettre du ministre de la guerre sur la difficulté de les équiper promptement attendu la rareté des draps gris (19 juillet, p. 647). — L'Assemblée décrète que leur habillement est laissé au choix du ministre de la guerre (*ibid.* p. 667). — Les régiments coloniaux employés dans le Morbihan serviront à la formation des compagnies franches (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 60). — Les chasseurs des compagnies franches de Paris défilent devant l'Assemblée (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 618). — Sommes mises à leur disposition pour leur équipement (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 338). — Décret relatif à l'expédition des brevets des officiers (5 septembre, p. 371 et suiv.). — Décret relatif aux preuves de civisme à fournir par les citoyens qui en font partie (10 septembre, p. 527). — Voir *Gardes françaises*.

Compiègne (Château de). Pétition des entrepreneurs des bâtiments (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 88). — Lettre relative à l'apposition des scellés (16 août, p. 287).

Compiègne (Commune de). Adresse de dévouement (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 73). — Adresse relative aux troubles qui sont survenus dans cette localité (29 août, p. 97). — demande de fonds (14 septembre, p. 664). — Décret mettant une somme de 20,000 livres à la disposition de la municipalité (15 septembre 1792, t. **L**, p. 17 et suiv.).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679).

Compiègne (District de).

Directoire. — Procès-verbal relatif aux troubles survenus dans ce district et celui de Noyon (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 519 et suiv.). — Voir *Oise* (*Département de l'*).

Comptabilité arriérée des villes. Rapport par les commissaires de la comptabilité (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 245); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid*). — Rapport par Borie (1) sur la vérification

(1). Voir tome L, page 627, colonne 1, note I.

Comptabilité arriérée des villes (*Suite*).

de cette comptabilité (t. L, p. 627 et suiv.).

Comptabilité. Mémoire des commissaires de la Trésorerie nationale y relatif (22 novembre 1791, t. XXXV, p. 288); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Deuxième lecture (1) du projet de décret relatif aux pièces délivrées par le bureau de comptabilité qui doivent être soumises au droit d'enregistrement (25 mars 1792, t. XL, p. 477). — Troisième lecture du projet de décret relatif aux pièces délivrées par le bureau de comptabilité qui doivent être soumises au droit d'enregistrement (1er avril 1792, t. XLI, p. 57); — adoption (*ibid.*). — Voir *Domaines*.

Comptabilité (Bureau ou Commissaires de la). *Organisation.—Fonctions.*—Les commissaires demandent à être admis pour présenter leurs hommages (24 novembre 1791, t. XXXV, p. 335). — Ne seront admis qu'après que le pouvoir exécutif aura envoyé la liste officielle des commissaires (25 novembre, p. 362). — Notification de leur nomination par le ministre des contributions publiques 1er décembre, p. 500); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid.*). — Motions de Dehaussy-Robecourt, de François de Neufchâteau et de Thuriot, à leur sujet (2 décembre, p. 505). — Projet de décret sur les conditions d'éligibilité (*ibid.* p. 506). — Les commissaires seront admis à la barre sans rien préjuger sur la validité de leur nomination (*ibid.*). — Sont admis à la barre et présentent le plan de leur organisation et le tableau général de l'état de la comptabilité (4 décembre, p. 567). — Mémoire du sieur Burté sur les conditions d'éligibilité des commissaires de la comptabilité (31 décembre 1792, t. XXXVI, p. 711). — Les commissaires présentent des observations sur un projet de décret relatif à leur traitement (12 janvier 1792, t. XXXVII, p. 339. — Rapport par Ruet sur l'organisation et la prompte activité du bureau de comptabilité (13 janvier 1792, t. XXXVII, p. 358 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 359 et suiv.). — *Discussion* : Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 3). — Article 1er. Dorizy, plusieurs membres (*ibid.* p. 361); — ajournement (*ibid.*). — Suite de la discussion du projet de décret relatif à son emplacement, à son organisation et à sa prompte activité. — Art. 1er : Dehaussy-Robecourt, Dorizy, Caminet, Quatremère-Quincy, Cambon (3 février 1792, t. XXXVIII, p. 109 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 110). — Art. 2 : Dorizy, Cambon (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 111). — Art. 3: Cambon *ibid*); — projet (*ibid.*). — Art. 4, devenu art. 3 : Cambon (*ibid.* p. 112); — adoption d'un amendement de Cambon qui forme les articles 3, 4, 5 et 6 (*ibid.*) — Art. 5 : rejet (*ibid.*). — Adoption des articles 6 et 7, devenus articles 7 et 8 (*ibid.* et p. suiv.). — Art. 8, devenu 9 : Cambon (*ibid.* p. 113); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 9, devenu 10 : Masuyer, Archinard (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 10, devenu 11 : Lasource, Viénot-Vaublanc, Cambon, Brissot de Warville, Caminet (*ibid.* et p. suiv.); — rejet (*ibid.* p. 114). — Discussion du plan d'organisation du bureau de comptabilité présenté par les commissaires de la comptabilité. — *Titre Ier*. — Art. 1er : Condorcet (*ibid.* et p. suiv); — contre-projet proposé par Condorcet (*ibid.* et p. 117); — suite de la discussion de l'article 1er : Baignoux, Richard, Dehaussy-Robecourt, Maribon-Montaut, Gensonné (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement jusqu'à la discussion du projet de décret de Condorcet (*ibid.* p. 118). — Adoption sans discussion des articles 2 à 27 (*ibid.* et p. suiv.). — Observations de Calon et de Cambon (8 février, p. 281). — Nouvelle lecture des articles décrétés dans la séance du 3 février (8 février, p. 282). — Adoption de l'article 1er (*ibid.*). — Art. 2 : Thuriot (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 3 et 19 (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption d'un article 20 nouveau proposé par Dorizy (*ibid.* p. 284). — Adoption des articles 21 à 29 (*ibid.* et p. suiv. — *Titre II.* — Art. 1er : adoption sans discussion (*ibid.* p. 285). — Art. 2 : Tardiveau, Dehaussy-Robecourt (*ibid.*); adoption avec amendement (*ibid.* — Art. 3 : Dorizy (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Adoption de l'article 4, devenu article 3 (*ibid.*). — *Titre III.* — Art. 1er : Dehaussy-Robecourt (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Art. 2 : Cambon (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Adoption de l'article 3 (*ibid.* p. 286). — Rejet des articles 4, 5 et 6 (*ibid.*). — Art. 7 : Cambon (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 8 : Dorizy, Dehaussy-Robecourt, Cambon, Bigot de Préameneu (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 287). — Adoption sans discussion des articles 9, 10 et 11 (*ibid.*). — Ajournement de la discussion du titre IV après celle du titre V (*ibid.*). — *Titre V.* — Adoption sans discussion des articles 1 à 4 (*ibid.* et p. suiv.). — Rejet de l'article 5 (*ibid.* p. 288). — Adoption de l'article 6 (*ibid.*). — Rejet des articles 7, 8 et 9 (*ibid.*). — Art. 10 : Cambon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que cet article sera détaché du décret, et ajourne la seconde lecture à huitaine (*ibid.* p. 289). — *Discussion de l'état des commissaires, du nombre et du traitement des commis.* — Art. 1er : Lasource, Vivier, Cambon, Dorizy, Basire (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 292). — Adoption sans discussion des articles 2, 3 et 4 (*ibid.*). — *Titre IV.* — Adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Dehaussy-Robecourt, Cambon (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 293 et suiv.). — Etat des traitements des commissaires, du nombre et des traitements commis des-

(1) Voir tome XL la note 1 de la page 477.

Comptabilité (*Suite*).

tinés à former l'organisation ordinaire du bureau de comptabilité (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 120). — Le comité de législation fera un rapport sur la question de savoir si les parents des ministres sont admissibles aux places de commissaires de la comptabilité 8 février, p. 293. — Les commissaires de la comptabilité demandent à être autorisés à faire les dépenses nécessaires pour mettre en état le local destiné à recevoir leurs bureaux (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 132); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid.*); — rapport par Merveilleux (29 février, p. 193); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 194). — Don patriotique des commis (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 31). — Les commissaires demandent à quelle époque doit commencer leur traitement (19 mai, p. 554). — Ordre du jour motivé (*ibid.* p. 555). — Prestation de serment par les commissaires (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 282).

Travaux. — Les commissaires adressent un rapport relatif aux receveurs généraux des finances, des pays d'élection (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 404).

Comptabilité (Bureau de la). — Ils adressent un rapport sur la comptabilité arriérée de la ci-devant province de Bretagne (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 554). — Lettre des commis saires de lacomptabilité surl es mesures à prendre relativement auxdépôts des ci-devant chambres des comptesetconseil du roi (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 112). — Rapport des commissaires sur la comptabilité du receveur général des économats du ci-devant clergé (27 mai, p. 156). — Formalités pour le payement des frais de bureau (31 mai, p. 393 et suiv.).— Les commissaires adresseront un rapport sur la comptabilité de Randon de La Cour, trésorier général de la maison du roi (4 juillet, p. 121). — Font un rapport sur la comptabilité arriérée des villes (8 juillet, p. 245), — un rapport sur la trésorerie des revenus casuels (15 juillet, p. 492). — Adressent l'état des comptes remis à leur bureau (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 593), — le tableau des comptes réunis pendant la seconde quinzaine du mois d'août (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 487), — un rapport sur la comptabilité arriérée du Trésor (*ibid.*). — Annoncent qu'il leur a été volé des pièces servant à l'apurement des comptes (18 septembre 1792, t. **L**, p. 114. — Rapport par Delafont-Braman sur les travaux du bureau (20 septembre, p. 159 et suiv.); — projet de décret tendant à augmenter le nombre des commis de ce service (*ibid.* p. 166); — ajournement (*ibid.*). — Mémoire sur la comptabilité des finances (p. 302 et suiv.).

Comptables. — Voir *Employés supprimés.*

Comptables de l'Etat. Décret sur les mesure à prendre en cas de décès, faillite ou évasion (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32 et suiv.).

Comptes. Motion de Caminet relative à l'envoi au bureau de comptabilité des comptes non encore jugés et apurés (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 299 et suiv.); — observations de Rubat et Cambon (*ibid.* p. 300); — adoption de cette motion (*ibid.*). — Texte du décret rendu à cet effet (*ibid.*).

Comptes des finances. Il sera dressé un compte des finances sous l'Assemblée constituante et sous l'Assemblée législative (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 426).

Comptes des ministres de la guerre. Etablissement d'une commission pour vérifier les comptes depuis Duportail (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 171). — Composition de la commission (15 juin, p. 226).

Comtat-Venaissin. — La Maréchaussée du pays sera incorporée dans la gendarmerie nationale (14 avril 1792, t, **XLI**, p. 641). — Arrêté du département de la Drôme pour y envoyer de nouveaux commissaires (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 3). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande de secours de cinq communes du Comtat (2 juin, p. 491). — Lettre relative aux conditions d'éligibilité des citoyens actifs (7 juin, p. 679). — Décret sur le payement des dépenses des commissaires qui y ont été envoyés (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 411 et suiv.). — Adresse d'adhésion aux décret de l'Assemblée nationale du 10 août 28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72). — Voir *Avignon.*

Comté. Fait un don patriotique (20 août 1792, t. **XLIX**, p. 96).

Conches (Commune de).

Société des amis de la Constitution. Don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 161).

Condamnés. Lettre d'un condamné à mort qui demande que les condamnés servent à des épreuves médicales (25 août 1792, t, **XLVIII**, p. 713.). — Lettre du ministre de la justice relative à la nomination d'un curateur aux biens des condamnés (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 348). — On sollicite un décret concernant les peines à prononcer dans les cas des délits commis par des condamnés soit à la chaîne, soit aux fers (18 septembre 1792, t. **L**, p. 115 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 116).

Condamnés à la peine des fers. Observations sur les moyens de les employés à des travaux utiles (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 579); — renvoi au comité de législation (*ibid.* —Le ministre de la justice demande que ceux qui sont employés dans les ports et arsenaux soient dispensés de traîner le boulet (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 123).

Condamnés à mort. — Voir *Exécution.*

Condé, prince français. Requis de quitter la ville de Worms (30 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 666).

Condé (Commune de). La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Congés des membres de l'Assemblée nationale (*Suite*).

Chappe. — Charlier. — Claye. — Cornet. — Croize. — Cuel. — Damourette. — Delacroix. — Desplaces. — Destrem. — Dubout. — Dubreuil-Chambordel. — Duquesnoy. — Esperon. — Faure. — Fayolle. — Gobillard. — Golzart. — Goubet. — Gréau. — Guérin. Hua. — Huguet. — Jard-Panvillier. — Jolly aîné. — Lacombe. — Lasalle. — Lecaron. — Lecointre. — Lefessier. — Nau. — Perret. — Petit. — Pierrot. — Ramond. — Rataud. Robin. — Rouède. — Rougier-La-Bergerie. — Saladin. — Taillefer. — Tavernel. — Tillonbois. — Torné. — Turpetin. — Voyrin de Gartempe. — Wilhelm.

Congés militaires. Règlement sur ce sujet (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 469). — Proposition de changer leur formule (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182); — renvoi aux comités militaire et de marine réunis (*ibid.*). — Demande du ministre de la guerre relative aux soldats qui demandent leur congé de grâce (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 653). — Lettre du ministre de la guerre sur les congés absolus (25 août 1792,, t. **XLVIII**, p. 710); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Congiasse-Desjardins (Silvain). — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 440).

Congrégations. Propositions relatives à celles qui ont été conservées (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 366). — Les comités d'instruction publique et des domaines présenteront, sous huitaine, un projet de décret sur le parti à prendre à l'égard des congrégations chargées de l'éducation publique (30 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 454). — Demées demande la réunion des biens des congrégations séculières aux autres biens nationaux (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 156); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Les comités réunis des domaines et de l'instruction publique feront, à la séance du 19 janvier au soir, leur rapport sur la suppression des congrégations séculières et autres biens des ci-devant religieux réservés par les décrets (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 472) ; — le rapport du comité des domaines sera présenté le 2 février (26 janvier, p. 682). Leroy demande qu'il soit fait un rapport sur la suppression des congrégations séculières (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 179 et suiv.); — observations de Thuriot (*ibid.* p. 281) ; — l'Assemblée décrète que le rapport sur la suppression des congrégations sera fait le 7 février (*ibid.* p. 182) ; — rapport par Gaudin (*de Luçon*) (10 février, p. 360 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 362 et suiv.). — Discussion du projet de décret sur la suppression des congrégations séculières. — Article 1er : Lecoz, Ichon, Marant, Goupilleau, Bréard, Lagrévol, Albitte, Torné (6 avril 1792, t. **XXI**, p. 235 et suiv. — Projet de décret proposé par Torné (*ibid.* p. 247 et suiv;); — adoption de l'article

Congrégations (*Suite*).

1er de ce projet de décret (*ibid.* p. 248). — L'Assemblée accorde la priorité au projet de décret de Torné (*ibid.* p. 249). — Discussion de l'article 9 de ce projet de décret relatif à la suppression des costumes religieux : Merlin, Lagrévol, Becquey, Lejosne, Aubert-Dubayet, Mulot, Torné, Jean Debry, Gérardin, Vincens-Plauchut (*ibid* et p. suiv.) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 251). — Renvoi pour rédaction des divers articles du projet de Torné au comité d'instruction publique (*ibid.*). Texte du nouveau projet de décret relatif à leur suppression (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 486 et suiv.) ; — *Discussion :* Torné, Merlet, Torné, Tardiveau, Lemontey, Couthon, Cambon, Merlet, Ducos, Marant, Isnard, Aubert-Duhayet, Granet (*de Marseille*), Léonard Robin (*ibid.* p. 487 et suiv.); — adoption de l'article 1er sauf rédaction (*ibid.* p. 494) ; — texte proposé par le comité (2 mai p. 652 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 653). — Adoption sans discussion des articles 2 et 3 (*ibid.*). — Article 4 : Lejosne, Becquey, Morisson, Lecoz (*ibid.*) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 654). — Suite de la discussion du projet de décret relatif à la suppression des congrégations; — adoption des articles 4 à 9 (1er juin 1792, t. **XLIV**, page 462), — Suite de la discussion : (Titre II. — Adoption des articles 1 à 3 (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 450 et suiv.). — Adoption des articles 4 à 7 (*ibid*). p. 452). — Suite de la discussion (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 103), (16 août, p. 280 et suiv.). — Texte définitif du décret (18 août, p. 350 et suiv.). — Rapport par Vincens-Planchut sur le traitement des membres des congrégations séculières supprimées (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 517 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 523 et suiv,).

Congrégations. — Voir *Abbayes de filles.* — *Juilly* (*Collège de*). — *Maisons religieuses.*

Conillaud-la-Pironnière. Renvoi au comité d'agriculture de sa pétition relative aux atterrissements de la baie de Morbihan (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 464).

Conjuration. Les Français rassemblés au delà des frontières sont déclarés suspects de conjuration (9 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 724). — Les revenus des conjurés, condamnés par contumace, seront, pendant leur vie, perçus au profit de la nation (*ibid.*).

Conseil du roi. Demande relative aux mesures à prendre pour ses dépôts (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 112) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — L'Assemblée supprime les 80,000 livres qui lui avaient été attribuées par la loi du 25 mai 1791 (1er juin, p. 435). — Ducos demande que les ministres rendent compte de l'exécution de la loi portant qu'il sera nommé un secrétaire du conseil

Conseil du roi (*Suite*).
(24 juin 1792, t. **XLV**, p. 545); — adoption de cette motion (*ibid.*). — Le roi annonce qu'il a nommé secrétaire M. Joly (28 juin, p. 645). — Le roi annonce qu'il a nommé secrétaire M. Joly en remplacement de Dejoly (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 260).

Conseil exécutif provisoire. Son établissement, sa composition (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 654). — Décret relatif à ses fonctions et à son organisation (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 165 et suiv.). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une demande relative aux émoluments du secrétaire du conseil (24 août, p. 675). — Traitement (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 277). — Le conseil fera connaître à l'Assemblée les mesures qu'il a prises et les dépêches qu'il a reçues (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 197. — Il est autorisé à prononcer toute suspension ou destitution qu'il jugera nécessaire au bien des armées (7 septembre, p. 428). — Il tiendra la main à l'exécution des décrets relatifs à la circulation des grains (9 septembre, p. 512). — Sa lettre concernant les habitants des pays envahis par l'ennemi (12 septembre, p. 586 et suiv.). — Observations relatives à la destitution des administrateurs généraux (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Conseils d'administration des corps militaires. Formation. — Organisation. — Fonctions (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 470 et suiv.).

Conseils d'administrations civiles. Ce qu'ils doivent faire lorsque la patrie est déclarée en danger (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 133). — Prêteront le serment prescrit par le décret (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159).

Conseils généraux des communes. Seront en surveillance permanente aussitôt après que la patrie aura été déclarée en danger (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 133. — Sont autorisés à rechercher chez les particuliers les armes et les munitions de guerre (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 674). — Décret relatif à la publicité de leurs séances (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 33). — Leurs pouvoirs concernant les étangs (11 septembre, p. 551 et suiv.). — Nommeront, parmi leurs membres, des administrateurs pour la conservation des actes de naissance, décès, mariage, (20 septembre 1792, t. **L**, p. 179).

Conseils de département et de district. Lettre des administrateurs du directoire du département du Pas-de-Calais au sujet de l'impossibilité d'exécuter la loi du 2 octobre 1791 sur les sessions des conseils (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 367); — adoption sauf rédaction d'un projet de décret fixant pour 1791 la date de ces sessions (*ibid.* p. 368). — Les administrateurs du département de l'Aisne réclament une indemnité en faveur des membres de ces conseils (6 décembre 1791,

Conseils de département et de district (*Suite*).
t. **XXXV**, p. 601). — Seront en surveillance permanente aussitôt après la déclaration que la patrie est en danger (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 133). — On demande si les administrateurs doivent être payés (11 juillet, p. 361). — Leurs pouvoirs concernent les étangs (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 551 et suiv.).

Conseils des évêques. Proposition y relative. — Renvoi au comité de division (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 306).

Conseils militaires de discipline. Suppression des pouvoirs qui leur avaient été provisoirement accordés par les décrets des 24 et 25 juillet 1791 (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 639). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur les changements proposés à leur composition (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 247). — On demande le rapport du décret relatif à leurs membres (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 582); — renvoi au comité militaire (*ibid.*) — Voir *Cartouches*.

Conservation générale forestière. Le ministre des contributions publiques annonce la nomination par le roi aux cinq places de conservateurs (26 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 415). — Voir *Forêts*.

Conservation des hypothèques. — Voir *Hypothèques*.

Consignes. Question sur les peines à infliger à ceux qui donnent de fausses consignes (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 45); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Conspirations. Proposition de charger le comité de surveillance de faire un rapport sur les conspirations tramées à Paris contre la Constitution (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 36). — Confiscation des biens de ceux qui y auront pris part (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 121). — Décret relatif au renvoi devant les tribunaux de ceux qui ont conspiré contre la sûreté de l'Etat (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 507 et suiv.). — On annonce que des mesures sont prises pour empêcher l'effet des conspirations (17 septembre 1792, t. **L**, p. 87).

Constant-Saint-Estève, député de l'Aveyron. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 198). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368).

Constantin (Jacques). Présente une pétition (19 mars 1792, t. **XL**, p. 138).

Constantin, de Fontenay-le-Comte (Vendée). Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 106).

Constantini, député extraordinaire de la ville de Bonifacio. — **1791**. — Adresse à l'Assemblée un projet de décret sur la question de la fabrication de coupures d'assignats (t. **XXXVI**, p. 74 et suiv.). — Fait hommage d'un mémoire sur la circulation des grains

Constantini (*Suite*).

(28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 159). — Dénonce les commissaires de la trésorerie nationale (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 451 et suiv.). — Observations de Lecointre (*ibid.* p. 452), — de Lafon-Ladebat (*ibid.* p. 463). — Demande audience (11 avril, p. 468). — Admis, il se disculpe de l'accusation d'agiotage portée contre lui dans l'Assemblée (16 avril, p. 731).

Constitution civile du clergé. Lettres du ministre de l'intérieur à ce sujet (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 296). — L'évêque de Viviers fait hommage d'un ouvrage sur cette constitution (25 mars 1792, t. **XL**, p. 478). — Ouvrage de Charles de Savines, évêque de Viviers, sur la constitution civile du clergé (t. **L**, p. 375 et suiv.).

Constitution française. Don par Didot d'un exemplaire in-4° (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 353). — Les directeurs du cercle social font hommage d'une traduction italienne de la Constitution (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 599). — Pièces en vers hollandais sur la Constitution par le sieur Bosc et la demoiselle Moëns (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 507). — Don par Delarue d'un ouvrage intitulé : « *Analyse, dictionnaire et texte de la Constitution* » (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 115). — Don d'un exemplaire de la Constitution traduite en langue provençale (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 209). — L'Assemblée voue à l'exécration publique tout projet de l'altérer. Message au roi à ce sujet (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 212). — Texte du décret (*ibid.* p. 212). — Plan d'une constitution libre trouvé chez Laporte, intendant de la liste civile (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 242 et suiv.). — Guadet demande des poursuites contre quiconque prendrait part à un congrès dont le but serait de modifier la Constitution (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 413 et suiv.); — débat : Hérault de Séchelles, Gérardin, Lacombe-Saint-Michel, Duport, ministre de la justice, Thuriot (*ibid.* p. 414 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 415). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — L'Assemblée décide que ce décret sera porté au roi par une députaion spéciale (*ibid.* p. 416); — réponse du roi à la députation (*ibid.* p. 423); — le décret est sanctionné par le roi (*ibid.*). — Voir *Adresses de l'Assemblée au Peuple français. — Fêtes nationales. — Fonctionnaires. — Serment.*

Consuls. Liste des consuls et vice-consuls qui ont prêté le serment civique (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 721).

Contades (De), maréchal de France. — 1791. — Conservé en activité (t. **XXXV**, p. 349).

Conte, lieutenant-colonel. Envoie un don patriotique des volontaires d'Eure-et-Loir (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 602).

Conte (S[r]). Lettre des officiers municipaux d'Autun relative à son arrestation (24 juillet

Conte (*Suite*).

1792, t. **XLVII**, p. 117); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Contrainte par corps. Ne pourra plus être exercée pour dettes de mois de nourrice (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 696). — Renvoi au comité de législation d'une pétition demandant l'abolition de la contrainte par corps pour dettes (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 9).

Contrats de rentes sur l'Etat. Question relative au droit d'enregistrement des contrats de constitution des rentes créés par l'édit de décembre 1785 (1[er] mars 1792, t. **XXXIX**, p. 230); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Contre-amiraux. Lettre du ministre de la marine relative à la nomination de contre-amiraux (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 95); — renvoi au comité de marine (*ibid.*); — rapport et projet de décret (21 juin, p. 444); — adoption (*ibid.*).

Contrefaçons littéraires. J.-B. Louvet demande une loi qui les défende (25 mars 1792, t. **XL**, p. 481); — observations de Rougier-La-Bergerie (*ibid.*); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

Contre-seing des lettres pour la franchise du port par la poste. — Est supprimé. — Exceptions (6 juin 1792, t, **XLIV**, p. 662). — Le ministre des contributions publiques fera un rapport sur les franchises et contreseing des lettres et sur le mode d'exécution (*ibid.*). — Propositions y relatives (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 486); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Lambert sur la franchise et le contreseing des lettres par la poste (18 juillet, p. 613 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 618 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret y relatif (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 232 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret y relatif (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 232 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 233).

Contributions.

Contributions en général. — La Chambre ajourne à 3 jours le compte à rendre par le ministre des contributions publiques (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 135). — Compte rendu (12 octobre, p. 191 et suiv.). — Renvoi à l'examen du comité des contributions publiques de 3 questions relatives à l'accélération de leur répartition posées par Jacob Dupont (28 octobre, p. 462); — rapport par Becquey (5 novembre, p. 655 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 656 et suiv.); — débat préalable : un membre, Baignoux, un membre, Becquey, rapporteur, Baignoux (*ibid.* p. 657 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression et la distribution du projet de décret et ajourne la discussion au 8 novembre (*ibid.* p. 658); — discussion : Becquey, rapporteur, plusieurs membres, Bo, Boisrot-de-Lacour, Morel, Delacroix, Jacob Dupont, Rougier-La-Bergerie,

Contributions (*Suite*).

Lejosne, Lafon-Ladebat, Becquey, rapporteur, Gossuin, Goujon, Delacroix, Lecointre (8 novembre, p. 690 et suiv.) ; — projet de décret proposé par Lafon-Ladebat (*ibid.* p. 695) ; — renvoi de ce projet de décret au comité en le chargeant de faire un nouveau rapport (*ibid.*). Rapport par Becquey sur les moyens d'accélérer la répartition et le recouvrement des contributions de 1791 (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 72 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 74) ; — motion de Lejosne (*ibid.*); — ajournement de cette motion (*ibid.*) ; — adoption de l'urgence (*ibid.*). — *Discussion du projet de décret.* — Article 1er : Carnot-Feuleins jeune, un membre, Castel, Becquey, rapporteur, Vergniaud, un membre (*ibid.* p. 75) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Article 2 : Castel, un membre (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Article 3 : adoption sans discussion (*ibid.* p. 76). — Article 4 : Mayerne, Delacroix, plusieurs membres (*ibid.*). — Article 5 : Castel, plusieurs membres, Jollivet (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 77). — Article 6 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Article 7 : un membre, Baignoux, Vergniaud, Chéron-La-Bruyère, Legras, Lacretelle, Vergniaud (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 78). — Lettre du directoire du département de la Meuse sur les mesures propres à accélérer la répartition (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 79). — Motion relative au retard apporté au recouvrement des impositions (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 118) ; — observations de Cambon et de Becquey (*ibid.*). — Lafon-Ladebat donne lecture des districts qui ont fait le répartement des impositions et de ceux qui sont en retard (*ibid.*). — Lettre du roi portant renvoi du décret du 15 novembre 1791 sur les moyens d'accélérer le recouvrement des contributions (19 décembre, p. 256) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 257). — Le comité de législation présentera les formes nécessaires pour faire exécuter les lois relatives aux contributions (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 335). Le ministre des finances rendra compte de l'état du répartement et du recouvrement des contributions (*ibid.*). — Compte rendu par Cambon de l'arriéré des contributions de 1788, 1789, 1790 (18 janvier, p. 482). — Le comité de l'ordinaire des finances fera un rapport sur les moyens d'accélérer le recouvrement de 1791 et 1792 (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques relative aux obstacles que les billets de confiance apportent au recouvrement des contributions (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 63); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Le ministre de la justice consulte l'Assemblée sur un moyen de constater si les employés de ses bureaux ont payé leurs contributions (19 avril, p. 156). — Mémoire du ministre des contributions publiques relatif à leur perception (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 203).

Contributions (*Suite*).

— Le ministre des contributions publiques donnera des éclaircissements sur l'exécution des lois relatives aux arriérés des contributions de 1788, 1789 et 1790 (17 février 1792, p. 583). — Sur la motion de Lacuée, l'Assemblée décrète que les commissaires de la trésorerie feront, dans l'état des recettes qu'ils doivent fournir tous les mois, un article particulier pour chaque contribution (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 583). — Les commissaires de la Trésorerie nationale représentent que les versements des receveurs de district et de la Trésorerie se faisant en masse sur toutes les contributions, il leur est impossible de fournir un état particulier pour chaque contribution (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 109) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Malus sur la formation des matrices et la confection des rôles des contributions foncière, mobilière et des patentes pour les années 1791 et 1792 (16 février 1792, t. **XXXVIII**, p, 577 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 578 et suiv.). — Donne lecture du projet de décret sur la formation des matrices et la confection des rôles des contributions foncière, mobilière et des patentes pour 1791 et 1792 (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 160 et suiv.) ; — discussion : Jacob Dupont (*ibid.* p. 161 et suiv.); — Quinette, Fouquet, Lostalot, Faye-Lachèze, Cailhasson, Dubreuil-Chambardel, Dalloz, Quatremère-Quincy, Voisard, Cambon (*ibid.* p. 170 et suiv.). — *Discussion des articles :* — Article 1er : Rubat (*ibid.* p. 186) ; — rejet (*ibid.*). — Rejet des articles 2 à 5 (*ibid.*). — Projet de décret proposé par Juéry (*ibid.*) ; — l'Assemblée accorde la priorité à ce projet de décret (*ibid.* p. 187) ; — observations de Lecointe-Puyraveau, Dorizy, Thuriot, Cambon (*ibid.*). — Nouvelle rédaction du projet de décret sur la formation des matrices et la confection des rôles des contributions foncière, mobilière et des patentes pour 1791 et 1792 (20 mars 1792, t. **XL**, p. 175) — *Discussion :* — Article 1er : Tronchon (*ibid.* p. 177) ; — adoption (*ibid.*). — Article 2 : Tronchon (*ibid.* p. 177), — adoption avec amendement (*ibid.*). — Rejet de l'article 3 (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 4, 5 et 6 (qui deviennent les articles 3, 4 et 5 (*ibid.* et p. suiv.). — Rejet de l'article 7 (*ibid.*). — Adoption des articles 8 et 9 (devenus 6 et 7 (*ibid.*). — Ajournement de l'article 10 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Tronchon demande que le ministre des contributions publiques rende compte de l'état du recouvrement des contributions de la capitale (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 260) ; — observations de Cambon et d'Isnard (*ibid.*) ; — adoption de la motion de Tronchon (*ibid.*) ; — compte rendu du ministre des contributions publiques (3 mars, p. 351 et suiv.) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 352). — Lettre du maire de Paris (6 mars, p. 430

Contributions (*Suite*).

et suiv.); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 431). — Actes administratifs du directoire du département de Paris (10 mars, p. 550 et suiv.). — Le comité de l'ordinaire des finances fera une instruction nouvelle sur l'assiette des contributions foncière et mobilière (11 mars, p. 560). — Des pétitionnaires demandent audience pour présenter une pétition sur le recouvrement des contributions (27 mars 1792, t. **XL**, p. 519). — Admis, ils présentent une pétition concernant les droits sur les eaux-de-vie (*ibid.* p. 545). — Lettre des administrateurs du département de la Seine-Inférieure (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 378), (14 avril, p. 589). — Adresse du conseil général de la commune de Verneuil (12 avril, p. 505). — Lettre des administrateurs de la Seine-Inférieure au sujet du refus des receveurs de district de prendre en payement des contributions les billets de confiance et des difficultés qu'apporte au recouvrement des contributions le défaut de petits assignats (13 avril, p. 573). — Lettre des administrateurs du district de Pont-à-Mousson (16 avril, p. 698). — Le directoire du district de Calais annonce que le recouvrement des contributions de 1791 est très avancé (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 110). — Opinion de Thévenot sur les moyens de parvenir à la plus juste répartition des impositions foncière, mobilière et industrielle (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 638), (p. 650 et suiv.). — Rapport par Malus sur l'état de la confection des rôles des contributions foncière et mobilière de 1791 (6 juin, p. 638).—Mémoire du sieur Guy Le Guen sur l'amélioration des contributions (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134).—Projet de décret snr les contributions de 1793, présenté par Jacob Dupont (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 135 et suiv.). — Rapport de Malus sur cet objet (*ibid.* p. 149 et suiv.). — Rapport par Guyton-Morveau sur les demandes en dégrèvement et les formalités observer pour obtenir décharge ou réduction sur les contributions (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 348 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 359). — Deuxième lecture nuit du 9 au 10 août (p. 619 et suiv.). — Il sera fait un rapport supplémentaire sur le projet de décret relatif aux demandes en dégrèvement et aux formalités à remplir pour obtenir décharge ou réduction sur les contributions (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 575); — rapport par Guyton-Morveau (12 septembre, p. 581 et suiv.). — Adoption des art. 1 et 2 (*ibid.* p. 586). — Adoption des art. 3 à 14 (13 septembre, p. 619 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 621 et suiv.). — Rapport par Jacob Dupont sur les opérations relatives à la confection des rôles de la ville de Paris pour 1793 (14 septembre 1793, t. **XLIX**, p. 652).

Contribution foncière. Motion de Gossuin relative à la taxation des maisons situées dans les villages (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 322); — renvoi au comité des contributions

Contributions (*Suite*).

publiques (*ibid.*). — Proposition de Lemontey relative aux déclarations des propriétaires (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 156); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Mémoire du sieur Danvet y relatif (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 105). — Rapport par Tronchon sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (9 février 1792, p. 300 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 302). — Deuxième lecture du projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 78); — discussion Jollivet (*ibid.* et p. suiv.), — Belle (25 février, p. 84). — Troisième lecture du projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 21 et suiv.). — Discussion : Belle, Guyton-Morveau (*ibid.* p. 22); — Coubé, Baignoux, Thévenet, Guyton-Morveau (*ibid.* p. 23 et suiv.); — projet de décret proposé par Guyton-Morveau (*ibid.* p. 30). — Suite de la discussion du projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière en 1792 : Jacob Dupont, Chaubry-de-Laroche (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 328 et suiv.); —Juglar, Tronchon, rapporteur (18 juillet, p. 607 et suiv.); — l'Assemblée décrète que le maximum de la contribution foncière sera porté, pour l'année 1792, du sixième au cinquième du revenu net (*ibid.* p. 613). — Suite de la discussion du projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière en 1792 (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 209.). — Texte du décret (30 juillet, p. 292 et suiv.). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances de la proclamation du roi concernant la répartition et le recouvrement de la contribution foncière (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 426). — Lettre du ministre des contributions publiques sur le mode d'évaluation des maisons situées hors des villes. — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances (13 avril, p. 573). — Rapport par Langlois (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 680 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 682 et suiv.). — Deuxième lecture (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 325). — Troisième lecture et adoption (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 273). — Les administrateurs du département de la Seine-Inférieure sollicitent une explication de l'article 11, titre II, de la loi du 1er décembre 1791 (24 mars 1792, t **XL**, p. 438); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Mémoire du ministre des contributions publiques sur les opérations relatives à la contribution foncière de 1791 (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 198), (p. 220 et suiv.). — Etat du recouvrement de la contribution foncière dans le district de Lisieux (15 mai, p. 420). — Rapport sur les progrès des opérations relatives à la contribution foncière (*ibid.* p. 430). — Etat nominatif des districts qui ont complété la confection des rôles (*ibid.* p. 460 et suiv.).

Contributions (*Suite*).

Etats relatifs au recouvrement des contributions et à la confection des matrices des rôles (12 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 196 et suiv.), (27 octobre, p. 450), (7 novembre, p. 678), (1er mai 1791, t. **XLII**, p. 573), (10 mai 1791, t. **XLIII**, p. 198), (16 mai, p. 429), (22 mai, p. 670), (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 360), (6 juin, p. 638), (27 juin 1791, t. **XLV**, p. 607), (29 juin, p. 674 et suiv.), (4 juillet, 1791, t. **XLVI**, p. 121), (11 juillet, p. 327), (24 juillet 1791, t. **XLVII**, p. 117), (1er août, p. 333), (5 septembre 1791, t. **XLIX**, p. 352), (13 septembre, p. 596), (19 septembre 1791, t. **L**, p. 130). — Voir *Adresses de l'Assemblée au peuple français*. — *Patentes*. — *Rentes*. — *Rôles d'impositions*. — *Visiteurs des rôles*.

Contribution foncière. 1° Projet de décret sur une nouvelle et complète organisation (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 432 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète l'envoi de ce projet de décret aux corps administratifs de département et de district (*ibid.* p. 554). — Observations de Jollivet sur l'ajournement de ce projet de décret à la Convention nationale (*ibid.* p. 596 et suiv.), (t. **L**, p. 687 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur une nouvelle et complète organisation (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 278 et suiv.). — Projet de décret sur les réformes nécessaires à l'organisation de la contribution foncière pour les années 1791, 1792 et 1793 (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 555). — Compte à rendre de l'état de la répartition foncière pour 1792 (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 302). — Projet de décret sur la répartition de la contribution foncière pour 1793 (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 135 et suiv.). — Deuxième lecture (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 3). — Voir *Contributions en général*.

Contribution mobilière. Compte à rendre de l'état des répartements de la contribution mobilière (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 335), (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 302). — Motion relative à la proclamation du roi concernant le recouvrement de la contribution mobilière (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 426). — Le ministre des contributions publiques demande une loi concernant les décharges et réductions sur la contribution mobilière (11 mai (1792, t. **XLIII**, p. 255) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Projet de décret sur les demandes en décharge et réduction (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 163 et suiv.). — Deuxième lecture (3 août, p. 403 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret sur les demandes en décharge et réduction (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 3 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 7). — Lettre du ministre des contributions publiques relative aux décharges et réductions (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 710). — Projet de décret sur la répartition de la contribution foncière pour 1793 (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 135 et suiv.). — Deuxième lecture (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 3). — Voir *Contributions en général*.

Contribution patriotique. Etat adressé par Amelot (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 553) ; — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*). — Projet de décret présenté par Jean Debry (de Paris) concernant l'emploi des assignats provenant de la contribution patriotique (16 mars 1792, t. **XL**, p. 39), — observation de Juéry (*ibid.* p. 40), — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Lettre d'Amelot sur la justification à faire par les créanciers de l'Etat du payement du dernier tiers de leur contribution patriotique (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 222) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*) ; — rapport par Cartier-Douineau (11 avril, p. 500) ; — projet de décret (*ibid.*) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Questions y relatives posées par Amelot (21 mai 1792, p. **XLIII**, p. 654) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Voir *Députés*.

Contrôle général des finances. Mémoire sur la fixation du traitement à allouer aux gardes du registre (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Leur traitement (19 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Contrôleurs des dépenses des armées. — Voir *Payeurs généraux*.

Contrôleurs des rentes. Écrivent au sujet du projet de décret relatif à leur suppression (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 172) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Voir *Payeurs des rentes*.

Convention commerciale. — Voir *Mulhausen* (*République de*).

Convention nationale. Adresse du sieur Loiseau sur la nécessité d'une Convention nationale (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120). — Le peuple français est invité à former une Convention nationale (10 août, p. 645). — Décret fixant à 25 ans l'âge auquel tout citoyen prendra part aux élections pour la Convention (*ibid.* p. 654). — Il sera fait, dans le jour, un rapport sur le mode de sa convocation (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 16). — Projet de décret sur le mode de convocation de la Convention nationale présenté par Guadet (*ibid.* p. 28). — *Discussion*. Art. 1er : plusieurs membres (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Art. 2 : Marant, Mailhe, Vergniaud, Choudieu, Gohier (*ibid.*, p. 29) ; — adoption (*ibid.*). — Adoption des articles 3 à 13 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Modifications adoptées par l'Assemblée (13 août, p. 100), (21 août, p. 430). — Pétition relative au lieu de sa réunion (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 37). — Proposition de l'installer au château des Tuileries (8 septembre, p. 477 et suiv.) ; — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 478) ;

Convention nationale (*Suite*).

— projet de décret (10 septembre, p. 547 et suiv.); — ajournement jusqu'à ce qu'il ait été produit un état approximatif des frais qu'entraînerait la nouvelle installation (*ibid.* p. 548). — Rapport par le ministre de l'intérieur sur cet objet (14 septembre, p. 652 et suiv.); — adoption du projet de décret proposé par le comité de l'instruction publique (*ibid.* p. 653). — Décret relatif à la liste des députés élus à la Convention nationale et au lieu des séances de la Convention nationale (15 septembre, p. 683). — Lettre annonçant que 201 députés à la Convention nationale se sont fait inscrire (19 septembre 1792, t. **L**, p. 134); — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.*). — On annonce l'inscription de 221 députés (*ibid.* p. 140). — Décret relatif à la convocation des députés pour le 20 septembre (*ibid.* p. 150). — Le ministre de l'intérieur annonce que la salle des Tuileries est prête pour recevoir les députés à la Convention nationale (20 septembre, p. 171). — Projet d'adresse à la Convention nationale proposé par François de Neufchâteau (21 septembre, p. 200); — adoption (*ibid.*). — On annonce que la Convention nationale est constituée (*ibid.* p. 201).

Convention nationale. — Voir *Assemblées électorales.* — *Députés.* — *Electeurs.* — *Madeleine* (*Eglise de la*).

Convois militaires. Demande des commissaires de la trésorerie nationale relative au payement des convois militaires (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 640); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — On demande une loi sur cet objet (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Lafon-Ladebat sur le service des convois militaires (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 555); — projet de décret (*ibid.* p. 556); — adoption (29 juin, p. 667 et suiv.). — Le ministre de la guerre demande des fonds pour cet objet (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 205); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Fonds mis à la disposition du ministre de la guerre pour leur service (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 248). — Voir *Etapes.* — *Régisseurs d'étapes.*

Conwai, général des révoltés de l'Ardèche. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Coppens, député du Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 325). — Membre du comité de marine (p. 410). — Fait un rapport sur les examens pour l'admission au grade d'enseigne non entretenu (p. 596 et suiv.). = **1792**. — Parle sur les dénonciations contre le ministre de la marine (t. **XXXVII**, p. 367). — Communique une lettre des administrateurs du département du Nord (p. 689). — Parle sur les subsistances (p. 733), — sur une demande du tribunal du 1er arrondissement de Palais (t. **XXXVIII**, p. 328), — sur une lettre de la

Coppens (*Suite*).

municipalité de Dunkerque (t. **XXXIX**, p. 376). — Son opinion, non prononcée, sur la conduite du ministre de la marine (p. 487 et suiv.). — Parle sur la pétition du sieur Schoël (t. **XLI**, p. 285). — Fait un rapport sur la réclamation de la dame Saint-Laurent (t. **XLV**, p. 32 et suiv.), — un rapport sur les pilotes-lamaneurs (p. 429 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à la garde des côtes (t. **XLIX**, p. 510). — Fait un rapport sur la nomination du sieur Buthor (p. 513). — Fait un rapport sur la formation des aspirants au grade d'enseignes non entretenus (t. **L**, p. 77 et suiv.).

Coppinger père et fils. Somme qui leur est due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 530).

Coquebert (Antoine-Jean). Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Coquereau. Don patriotique (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 701).

Coquerel. Rectification au décret de pension qui le concerne (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 656).

Corail. — Voir *Pêcheurs de corail.*

Coranect (Olivier). Don patriotique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 328).

Corbeau (Pierre-Laurent), capitaine d'artillerie. — Pétition renvoyée au comité des pétitions (7 novembre 1791. t. **XXXIV**, p. 671). — Demande une indemnité (7 janvier 1792, t. **XXXXVII**, p. 158); — renvoi au comité de liquidation (*ibid*). — Sollicite un rapport sur sa pétition (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 461). — (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 378); — renvoi au comité de liquidation (*ibid*). — Demande à être employé à Avignon (17 mars 1792, **XL**, p. 57 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 58). — Présente une pétition (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 636). — Sollicite le rapport sur sa pétition et demande à être renvoyé à son poste (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 317). — Est réintégré dans son grade (24 avril, p. 333). — Rapport sur sa demande d'indemnité par Jard-Panvillier (27 avril, p. 472); — projet de décret (*ibid.*); — discussion: Rouyer, Basire, Cambon, Charlier, Merlin (*ibid.* p. 473); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid*). — Lettre relative aux soldats d'infanterie incorporés dans l'artillerie (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

Corbeil (Commune de). Députation des chasseurs nationaux pour protester contre leur réunion à la garde nationale (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 312). — Députation et adresse (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 321).

Corbeil (District). Pétition de 22 communes (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 698). — Adresse d'adhésion (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 363).

Directoire. Il n'y a pas lieu à délibérer sur les plaintes portées contre lui (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 418). — Dénonciation contre lui (4 août, p. 476).

Corbeil (Hameau de). — Voir *Bussières*.

Corbel, député du Morbihan. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430).

Corbel. Est autorisé à retirer des pièces des Archives (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Corbeval (Paroisse Notre-Dame de la Madeleine de). Décret sur sa réunion à celle du Bougligny (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 411).

Corbie (Commune de). Avis du ministre de l'intérieur relatif aux réparations à faire à l'église paroissiale (29 avril 1792, t. **LXII**, p. 503); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Corbière (Philippe). Dénonce la municipalité de Saint-Denis (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 171).

Corbières, *aîné*. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Corbigny (Commune de). — Voir *Lormes*.

Corby, capitaine. Fait des dons patriotiques (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165), (p. 183). — Adresse d'adhésion (2 septembre, p. 196).

Corchamp, vainqueur de la Bastille. — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 441).

Corçon. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 425).

Cordier. Fait un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 341).

Cordier, président de la section de Montmartre. Prête serment (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 391).

Cordiez. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Cordonniers. Don patriotique de l'association civique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 60).

Corenfustier, juge de paix. Déclaration qu'il a bien mérité de la patrie (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 639).

Corladonal, membre du directoire du district de Saint-Sever. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 159).

Cormeilles (Commune de). Réclamation du maire sur la division du territoire et sur les contributions publiques (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 231).

Cormier, garçon perruquier. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85).

Corneau (Pierre), cordonnier. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 650).

Corneille (François), de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Cornet, *jeune*, député de Saône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité des décrets (p. 415). = **1792**. — Obtient un congé (t. **XXXVII**, p. 691). — Parle sur l'arrestation à Chagny d'un convoi d'espèces monnayées (t. **XXXVIII**, p. 201). — Membre du comité des décrets (t. **XXXIX**, p. 468). — Se plaint des inculpations faites contre lui par le journaliste Carra (t. **XLVIII**, p. 633).

Cornu, ancien négociant à Versailles. Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 384).

Cornu (Gabriel). Prestation du serment (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 384).

Cornudet-des-Chaumets, député de la Creuse. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Son observation sur l'article 15 du projet de décret présenté par le comité de législation relatif aux prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 283). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 598), (t. **XLI**, p. 30).

Corps administratifs. Communiqueront directement avec les comités (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 248). — Projet de décret présenté par Brua relatif aux membres des corps administratifs qui refusent de faire exécuter certaines lois (23 novembre, p. 307); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de l'intérieur se plaint de ce qu'ils obéissent aux ordres des chefs de la force militaire (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 155); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Renvoi au comité de législation d'une réclamation contre leurs députations trop fréquentes au Corps législatif et d'une demande relative à la publicité de leurs séances (2 juin, p. 480). — Demande relative au remplacement des places vacantes (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 259); — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 260). — On demande des dispositions additionnelles aux lois sur leur organisation (24 juin, p. 528); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Adrese demandant la publicité de leurs séances (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 17 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 20 et suiv.); — l'Assemblée décrète que les séances seront publiques et charge le comité de législation de lui présenter un projet de loi sur cet objet (*ibid.* p. 21). — Le ministre de l'intérieur rendra compte des mesures qu'il a prises pour l'exécution du décret du 24 décembre 1790 interdisant aux administrations d'entretenir des agents soit auprès du roi, soit auprès du Corps législatif (1er juillet, p. 19); — compte rendu du ministre de l'intérieur (2 juillet, p. 38 et suiv.). — Les corps administratifs feront les avances nécessaires pour la levée des troupes (20 juillet, p. 703). — Sont autorisés à rechercher chez les particuliers les armes et les munitions (10 août 1792, t. **XLVII**. p. 674). — Décret relatif à la publicité de leurs séances (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 33).

Corps de réserve. — Voir *Camp de Paris*.

Corps helvétique. Annonce sa résolution de garder la neutralité envers les puissances

Corps helvétique (*Suite*).

qui sont en guerre avec la France (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 620 et suiv.). — On fera passer à l'ambassadeur de France près le corps helvétique les secours qu'il réclame (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 87). — Voir *Traités*.

Corps législatif. — Voir *Passage de troupes*.

Corps municipaux. Décret relatif à la publicité de leurs séances (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 33).

Corq (Dame). Demande une interprétation de la loi sur les émigrés (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 423).

Corr. — **1791**. — Soupçonné de conspiration, l'Assemblée décide qu'il ne sera pas mis en état d'accusation (t. **XXXVI**, p. 168).

Corravilliers (Commune de). Établissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Correspondance. Présentation par Claude Chappe d'une découverte dont l'objet est de communiquer rapidement à de grandes distances (22 mars 1792, t. **XL**, p. 385); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*) — Voir *Chappe*.

Correspondance de l'Assemblée nationale avec ses commissaires et les généraux. — Voir *Commission de correspondance*.

Corrèze (Département de la). — Les administrateurs du département demandent que leurs places soient conservées aux sieurs Delmas, Pourchet et Barthemi qui ont pris du service aux frontières (27 octobre 1791, t. **XXXV**, p. 440), — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Adresse de dévouement des administrateurs (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 596). — Annonce de l'activité du recrutement (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 469). — Arrêté relatif à la fixation d'un notaire à Hunoire (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 723). — Mention honorable de la conduite des corps administratifs (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 1). — Pétition des volontaires nationaux relative au refus de les payer en numéraire et au jugement de Custine; — mention honorable de leur conduite (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 222). — Pétition des volontaires nationaux relative au jugement de Custine, à la formation d'un corps d'attaque et au choix de bons généraux pour le commander (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 27). — Zèle patriotique des habitants (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 556). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août 1792 (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 382). — Prestation du serment par les corps constitués et les citoyens (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 333). — Députés nommés à la Convention nationale (10 septembre, p. 528).

Administrateurs. — Annoncent l'enrôlement de 600 hommes pour les troupes de ligne (23 mars 1792, t. **XL**, p. 390). — Ecrivent au sujet du mauvais état des routes (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 318). — Font un don patriotique (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 441).

Conseil général. — Adresses de dévouement (20 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 279 et suiv.), (29 décembre, p. 632).

Directoire. — Arrêté relatif au transfert de la résidence du notaire de Saint-Germain-Lavolps à Saint-Setiers (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 544). — Demande la prorogation du délai pour la remise des titres de créances en faveur des propriétaires des dîmes inféodées (2 juin 1792, t. **XLV**, p. 487.). — Arrêté relatif aux armes fabriquées à la manufacture de Tulle (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 114). — Se plaint du retard apporté dans l'envoi des lois (1er août 1792, p. 340).

Gardes nationales volontaires. — Demandent à être employées aux frontières (2 janvier 1792, t. **LXXVII**, p. 2 et suiv.).

Procureur général syndic. — Fait un don patriotique (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 441).

Tribunal criminel. — Don patriotique (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 184).

Corsaires. Sur la motion de Queslin, l'Assemblée décrète que le ministre de la marine rendra compte des mesures qu'il a prises pour mettre les navires marchands à l'abri des corsaires qui pourraient croiser dans la Manche (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 43). — Compte rendu du ministre de la marine (19 avril, p. 180 et suiv.). — Proposition de Kersaint concernant les mesures à prendre contre les corsaires (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 225); — renvoi aux comités diplomatiques et de marine réunis (*ibid.*); — rapport par Kersaint sur la suppression de la course en mer et la liberté du commerce et de la navigation (1er mai, p. 586 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 589). — Proposition relative aux mesures à prendre contre les pirates (3 mai, p. 716); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Discussion du projet de décret sur la suppression de la course en mer et la liberté du commerce et de la navigation : Lasource, Rouyer, Arena, Couget, Journu-Auber, Granet (*de Toulon*), Emmery, Rouyer, Guadet, Vergniaud (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 337), (p. 339 et suiv.); — l'Assemblée adopte une motion invitant le pouvoir exécutif à entrer en négociations avec les puissances étrangères pour l'abolition de la course en mer (*ibid.* p. 347).

Corse (**Ile de**). Rapport par Soret sur les pensions des ci-devant employés de la régie des domaines et de l'intendance (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 438 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 439 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 440). — Seconde lecture par Soret sur les pensions des ci-devant employés de la régie des domaines et de l'intendance (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 27 et suiv.), — troi-

Corse (*Suite*).

sième lecture (12 janvier, p. 336 et suiv.); — ajournement de la discussion au 14 janvier (*ibid.* p. 337). — Discussion : Péraldi, Léonetti, Arena, Broussonnet, Merlin (14 janvier, p. 425 et suiv.); — rejet (*ibid.* p. 427). — Rapport par Barris fils sur la fixation du chef-lieu de département à Corte et le siège épiscopal à Ajaccio (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 397 et suiv.). — Deuxième lecture (18 février, p. 608 et suiv.). — Troisième lecture (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 678); — adoption (*ibid.*). — Rapport par Ramel sur les pensions et indemnités à accorder aux magistrats, non originaires de cette île, qui n'ont pas été rarpelés aux mêmes fonctions (23 mars 1792, t. **XL**, p. 395). — Deuxième lecture (30 mars, p. 699). — Troisième lecture (7 avril, 1792, t. **XLI**, p. 294); — adoption (*ibid.* p. 296 et suiv.). — Lettre du ministre de la justice sur l'exécution dans l'île de Corse de la loi relative à la procédure criminelle et à l'établissement des jurés (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 200); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Approbation de l'arrêté qui a suspendu de leurs fonctions trois administrateurs et deux procureurs syndics (26 avril, p. 410). — Lettre du ministre des contributions relative au payement des géomètres employés au terrier de l'île (30 avril, p. 545); — renvoi aux comités des domaines et de liquidation réunis (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur le payement des troupes employées dans l'île de Corse (1er mai, p. 593); — adoption (*ibid.*). — Rapport par Français (*de Nantes*) sur les douanes du département de la Corse (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 657 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 658). — Deuxième lecture (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 580 et suiv.). — Les administrateurs demandent une somme de 18 à 20,000 livres pour les frais d'estimation et de vente des biens nationaux (22 mai, p. 2); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — On demande l'établissement d'un tribunal de commerce à Calvi (30 mai, p. 312). — Projet dedécret sur les pensions à accorder aux ci-devant magistrats de la Corse, non originaires de cette île, qui n'auraient pas été rappelés aux mêmes fonctions (23 mai, p. 29). — Deuxième lecture (31 mai, p. 397 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret sur les pensions à accorder aux ci-devant magistrats non originaires de l'île qui n'auraient pas été rappelés aux mêmes fonctions (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 30); — adoption (*ibid.*). — Deux citoyens, ci-devant employés aux traites, demandent qu'on s'occupe de leur situation (20 juin, p. 406); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Réclamation d'une somme de 25,000 livres pour payer la solde des équipages des bateaux entretenus pour la correspondance entre la France et la Corse (23 juin, p. 513); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Projet de décret relatif aux dépenses de l'ancienne administration de l'île de Corse (26 juin, p. 584); — adoption (*ibid.*). — On annonce que les forêts sont livrées à la dévastation (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 126); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Le colonel de la gendarmerie demande à être mis en activité (12 juillet, p. 367). — Rapport sur la demande des administrateurs d'une somme de 18,000 livres pour les frais d'estimation et de vente des biens nationaux (8 juillet, p. 613); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Distribution provisoire de la gendarmerie nationale dans le département (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 117). — Le directoire demande la translation du chef-lieu du district de Tallano à Sartène (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 306); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Décret tendant à mettre les régisseurs nationaux en possession de divers biens appartenant à la nation (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 220 et suiv.). — Compte rendu de la mission des commissaires civils qui y ont été envoyés (14 septembre, p. 649).

Volontaires nationaux. Lettre annonçant leur organisation (27 mars 1792, t. **XL**, p. 517 et suiv.). — Demandent à servir sur les frontières (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 16).

Corte (Commune de). Fixation dans cette ville du chef-lieu du département (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 678).

Corvées. Suppression sans indemnité (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 45). — Recommandation au département de la Haute-Saône d'exécuter sévèrement les lois qui ont aboli la corvée (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 94).

Corvoisier. Signataire d'une adresse de félicitation du département des Côtes-du-Nord (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 591).

Cosne (Commune de). Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Cossé-Brissac. Lettre au sujet de la force de la garde du roi (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 401). — Proposition de le décréter d'accusation (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 283); — discussion (*ibid.* p. 305 et suiv.); — l'Assemblée le décrète d'accusation (*ibid.* p. 309); — On annonce l'exécution du décret rendu contre lui (30 mai, p. 348). — Texte de l'acte d'accusation contre lui (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 127 et suiv.). — Lettre relative aux scellés à apposer chez lui (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 491); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Cossigny. Présente une pétition pour la liberté générale de la fabrication de la poudre (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663), (p. 673).

Coste. Haut-juré du département de l'Ardèche (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Coste, député de la confédération de Jalès. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Côtes-du-Nord (*Suite*).

Tribunal criminel. Adresse d'adhésion (26 août 1792, t. XLVIII, p. 695).

Troubles. Lettre des administrateurs relative aux troubles occasionnés par les prêtres (28 avril 1792, t. XLII, p. 478); — renvoi au comité des Douze (*ibid*.). — Lettre sur les troubles qui se sont produits dans ce département (20 septembre 1792, t. L, p. 172).

Volontaires nationaux. Le premier bataillon demande à être employé en Amérique ou sur les frontières (23 avril 1792, t. XLII, p. 319); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid*.).

Côtes maritimes. Renvoi aux comités militaire et de marine réunis d'une motion de Rouyer sur les mesures à prendre pour leur sûreté (11 avril 1792, t. XLI, p. 504). — Les administrateurs du département de la Seine-Inférieure demandent l'autorisation de lever 4 bataillons de canonniers de volontaires nationaux pour la défense des côtes (8 mai 1792, t. XLIII, p. 165). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur la demande des administrateurs du département de la Seine-Inférieure pour être autorisé à lever 4 bataillons de canonniers de volontaires nationaux pour la défense des côtes (15 juin 1792, t. XLV, p. 222); — renvoi au comité militaire (*ibid*.). — Demande du ministre de la guerre relative à leur défense (15 août 1792, t. XLVIII, p. 164), — renvoi au comité militaire (*ibid*.). — Décret relatif à leur garde (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 510).

Cotin (Dominique). — 1791. — Présente une pétition des habitants du pays de Stavelot t. XXXV, p. 695). — Son mémoire en faveur des habitants du pays de Stavelot (t. L, p. 249 et suiv.).

Coton. Le Suisse Setter offre d'en naturaliser la culture en France (17 décembre 1791, (t. XXXVI, p. 183). — Mémoire sur la filature du coton envoyé par Amelot (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 275); — renvoi au comité de commerce (*ibid*.). — Rapport sur le droit que payeront les cotons en laine et en graine à leur sortie du royaume (27 mars 1792, t. XL, p. 253 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 524); — ajournement de la discussion à huitaine (*ibid*. p. 525). — Troisième (1) lecture du projet de décret relatif au droit que payeront les cotons en laine et en graine à leur sortie du royaume (18 avril 1792, t. XLII, p. 66 et suiv.). — *Discussion* : Basire, Ducos, *rapporteur*, Duhem, Taillefer, Massé, Tarbé, Caminet (*ibid*. et p. suiv.); — adoption (*ibid*. p. 68). — Texte du décret (*ibid*. et p. suiv.). — Adoption d'une modification à l'article 2 (19 avril, p. 157). — Texte définitif du décret (*ibid*.). — Voir *Matières premières*. — *Troyes*.

Cottier. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. XLVII, p. 499).

(1) Voir t. LIIX, p. 66, col. 2, la note 1.

Cottin père et fils. Font un don patriotique (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 550).

Cotty. Présente une pétition (3 mars 1792, t. XXXIX, p. 359).

Coubé, député du Tarn. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). = 1792. — Suppléant au comité d'inspection (t. XXXIX, p. 394). — Parle sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. XLI, p. 23 et suiv.). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 30). — Parle sur le cas du juge de paix Larivière (t. XLIII, p. 582), — sur des dénonciations faites par Chabot (t. XLIV, p. 580), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. XLV, p. 250), — sur la suspension du maire de Paris (t. XLVI, p. 462), — sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (t. XLVII, p. 284). — Nommé à la Convention nationale (1) (t. XLIX, p. 506).

Couesnon (Rivière de). — Lettre du ministre de l'intérieur sur la proposition de détourner son cours (12 mai 1792, t. XLIII, p. 266).

Couget, député des Hautes-Pyrénées. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 65). — Prête serment (569). — Son opinion, non prononcée, sur l'émission de coupures d'assignats (t. XXXVI, p. 169 et suiv.). = 1792. — Suppléant au comité de marine (t. XXXIX, p. 394). — Membre du comité de marine (t. XLI, p. 604). — Parle sur la suppression de la course en mer (t. XLIV, p. 341 et suiv.). — Prie l'Assemblée de recevoir son serment (t. XLVIII, p. 102); — ordre du jour (*ibid*.).

Cougnaud (Joseph), clerc tonsuré. Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (28 mai 1792, t. XLIV, p. 236).

Couhey. Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 576j.

Couiney (Louis). Propose des moyens d'augmenter la force armée (1er août 1792, t. XLVII, p. 380).

Coulaines (Commune de). Pétition pour la conservation de la paroisse (27 juin 1792, t. XLV, p. 607); — renvoi au comité de division (*ibid*.).

Coulangeau, soldat volontaire de la section de la Croix rouge. Demande un secours (1er août 1792, t. XLVII, p. 374).

Coulanges (Commune). Approbation de la conduite des gardes nationales employées au rétablissement de l'ordre public (13 avril 1792, t. XLI, p. 562).

Coulaux, ex-Cent-Suisse. Réclame contre son arrestation à Belfort (21 mai 1792, t. XLIII, p. 623). — Il est élargi (*ibid*. p. 629).

Coulomb, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. XXXVII, p. 593).

(1) Voir page 506 la note de la première colonne.

Cours martiales (*Suite*). (13 août, p. 102). — Rapport à faire sur le mode de procédure devant la Cour (14 août, p. 127). — Difficultés relatives à sa formation (*ibid.* p. 134). — L'Assemblée rapporte son décret ordonnant la formation d'une cour martiale et déclare que le jugement des crimes commis le 10 août appartient aux tribunaux ordinaires (*ibid.*). — Rapport par Dupont-Grandjardin sur une nouvelle organisation des cours martiales (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 671 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 671 et suiv.). = Lettre de Duportail demandant que le nombre des cours martiales soit porté à 25 (t. **L**, p. 241).

Voir *Gendarmerie nationale.* — *Jugements militaires.* — *Militaires.*

Courses en mer. — Voir *Corsaires.*

Coursin. Voir *Penet.*

Courtadet de Péré-Dargouges (Dame). Présente une pétition (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 575) ; — ordre du jour (*ibid.*).

Courtalin. — Voir *Papeteries.*

Courte-Bonne. — *Thiercelin.*

Courteille. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 263).

Courtès, médecin. Don et offrande patriotique (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 106).

Courthiade. Rend compte des fonds à lui confiés pour l'arrestation de Chotard (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

Courtié. Ecrit relativement au recouvrement de l'arriéré des droits d'aides dans le district de Bourg-la-Reine (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 171).

Courtier. Fait une dénonciation (29 mai 1791, t. **XLIV**, p. 279).

Courtin, député de Seine-et-Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité colonial (p. 412).

Courtois, député de l'Aude. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 605). = **1792**. — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Son opinion, non prononcée, sur les accusations portees contre La Fayette (t. **XLVII**, p. 591 et suiv.). — Commissaire à l'inventaire du mobilier de la couronne (t. **XLVIII**, p. 27). — Membre du comité de surveillance (p. 185).

Courtois L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Courtois. Fait hommage d'une déclaration des Droits écrite de sa main (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 708).

Courtois, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Courtois, juge du tribunal de Rambouillet. Fait un don patriotique (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 47).

Courtois, lieutenant-colonel d'infanterie. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 670).

Courtot, député de la Haute-Saône. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 79). = **1792**. — Parle sur le mode de constater l'état civil des personnes (t. **XLII**, p. 167 et suiv.).

Courtrai. Annonce de la prise de cette ville par les Français (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 419), (p. 429). — Communication de détails sur l'incendie des faubourgs (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 46 et suiv.); — compte à rendre par le ministre de la guerre (*ibid.* p. 48). — Le ministre de la guerre déclare qu'il n'a reçu aucune nouvelle relativement à cet incendie (*ibid.* p. 68). — Lettre du maréchal Luckner sur cet incendie (3 juillet, p. 90 et suiv.); — L'Assemblée décrète que les incendiés seront indemnisés et renvoie pour rédaction à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 91). — Texte du décret (*ibid.* p. 96). — Lettre du maréchal Luckner relative à cet incendie (9 juillet, p. 286). — Lettre du maréchal Luckner et du maréchal de camp Jarry (13 juillet, p. 452). — Discours des députés belges et liégeois relatif à l'incendie des faubourgs (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 186 et suiv.). — Détails fournis par le ministre de la guerre sur la convocation de la Cour martiale (5 août, p. 488).

Courty. Annulation de sa nomination comme officier du 3e bataillon de la garde nationale de Langres (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Courvoisier, concessionnaire du droit de placer des parasols sur les marchés de Paris — On demande l'examen de son bail (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 80). — Résiliation du bai qui lui avait été fait (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 579).

Courvol, huissier de l'Assemblée constituante. — **1791**. — Demande à continuer ses fonctions (t. **XXXIV**, p. 109. — Est maintenu (*ibid.*).

Cousin, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159).

Cousin. Fait un don patriotique (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165).

Cousin (Michel-Nicolas). Envoie le prospectus d'un nouvel établissement de loterie (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 56).

Coussaux-Lechaux. Fait un don patriotique (18 septembre 1792, t. **L**, p. 116).

Coustard, député de la Loire-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 91). — Prête serment (*ibid.*). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 332). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre eux (p. 333). Membre du comité militaire (p. 390). — Parle **sur une pétition de la commune de Nantes**

Coustard (*Suite*).
relative aux élections de la Loire-Inférieure (p. 498). — Fait un rapport sur les plaintes de plusieurs sous-officiers et soldats des 10e et 12e régiments de cavalerie (t. **XXXVI**, p. 109). — Communique des pièces relatives au refus du sieur La Colinière de payer ses impositions (p. 329 et suiv.). — Fait un rapport sur le marché passé avec le sieur Baudouin pour les transports militaires (p. 462). = **1792**. — Fait un rapport sur l'augmentation de 6 adjudants généraux et la création de deux aides-de-camp généraux (t. **XXXVIII**, p. 126 et suiv). — Soumet à la discussion son rapport sur le marché passé avec le sieur Baudouin (p. 269 et suiv.). — Membre du comité militaire (t. **XXXIX**, p. 373. — Soumet à la discussion son rapport sur le marché passé avec le sieur Baudouin pour les transports militaires (p. 681 et suiv.). — le défend (p. 683). — Fait un rapsur une pétition des sieurs Padou et Leyssenne (t. **XLII**, p. 158 et suiv.). — Présente la rédaction définitive du décret sur les hôpitaux militaires (p. 454 et suiv.). — Fait un rapport sur l'insurrection du camp de Tiercelet (t. **XLIV**, p. 145 et suiv.), — un rapprt sur l'admission au service de la France d'officiers généraux étrangers (p. 246), — un rapport sur la formation d'un bataillon de vétérans (p. 247). — Donne lecture d'une adresse de la municipalité de Nantes (p. 542.) — Fait des rapports sur la proposition de former aux environs de Paris un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 639 et suiv.), (p. 684), — les soumet à la discussion (p. 694 et suiv.). — Sa déposition dans l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. **XLV**, p. 247). — Fait connaître les mesures prises par le département de la Loire-Inférieure contre des prêtres réfractaires (p. 496). — Un des commissaires chargés de se rendre aux armés (t. **XLVII**, p. 654). = **1792**. — Fait un don patriotique (t. **XLIX**, p. 355). — Nommé à la Convention nationale (p. 608). — Parle sur la situation des armées (t. L, p. 49).

Coutances (Commune de). Adresse de félicitation (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 172). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Sera le chef-lieu de l'Assemblée électorale du département de la Manche (31 août, t. **XLVIII**, p. 100). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95). — Mention honorable de la conduite des deux compagnies de grenadiers (14 septembre, p. 634).

Administrateurs, adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 693).

Coutances (District de). On annonce que la totalité de la contribution foncière a été payée (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553).

Couteux. Est nommé officier dans la gendarmerie nationale de Paris (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 414).

Couthon, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 88). — Ses motions relatives au cérémonial à observer lors de la présence du roi à l'Assemblée (p. 83), (p. 84), (p. 86), (p. 87), (p. 98). — Parle sur le vol de Focard, secrétaire général du Rhône-et-Loire (p. 106). — Fait la motion qu'il soit pris des mesures contre les prêtres réfractaires (p. 117). — Parle sur des insultes faites à des députés (p. 121), — sur le vol de Focard, secrétaire genéral de Rhône-et-Loire (p. 128), — sur les comptes à rendre par les ministres (p. 135), — sur une pétition relative au privilège accordé aux anciens députés à l'Assemblée constituante d'assister aux séances dans les tribunes réservées (p. 138), — sur la formule des décrets (p. 141). — Présente un projet de décret sur l'organisation des comités (p. 159). — Parle sur le règlement (p. 189), — sur l'organisation des comités (p. 212), — sur la saisie à Sierck d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 249), — sur la proposition de Garran-de-Coulon de voter des remerciements à Jérémie Bentham (p. 251), — sur la demande de fonds du département de Loire et-Cher (p. 258), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 271), (p. 295), — sur les émigrants (p. 317), — sur un rappel au règlement (p. 389), (p. 390). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrants (p. 471 et suiv.). p. 478 et suiv.). — Parle sur le rappel de Monsieur, frère du roi (p. 519), (p. 520), — sur la création d'assignats (p. 567). — Secrétaire p. 604), (p. 662). — Parle sur les troubles occasionnés par les prêtres réfractaires (p. 664), — sur une pétition relative aux gardes françaises (p. 671 et suiv.). (p.673), (sur les émigrants (p. 703, (p. 707). — Son amendement à l'article 2 du projet de décret sur les émigrants (p. 708). — Parle sur les émigrants (p. 709), (p. 711), — sur les troubles de Caen t. **XXXV**, p. 16), — sur la conspiration de Varnier (p. 33), (p. 35), (p. 40), (p. 41), — sur la division en sections du comité de législation (p. 70), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 140), — sur la demande du sieur Varnier (p. 159), — sur la nomination de Pétion à la mairie de Paris (p. 160), — sur les affaires d'Alger (p. 334), — sur les rassemblements d'émigrés (p. 401), — sur une dénonciation contre Duportail, ministre de la guerre (p. 559), — sur une réponse du Président au roi (t. **XXXVI**, p. 111), — sur un message au roi (p. 121), — sur un hommage de Collot d'Herbois (p. 227), — sur une pétition de la section du Palais-Royal (p. 232), — sur les rassemblements d'émigrés (p. 262), — sur le procès-verbal du 20 décembre au matin (p. 286). — Ses questiont relatives à l'appel des sentences de police es à la nomination des huissiers audienciers

Créanciers de la nation (*Suite*).

p. 10). — Décret relatif au remboursement des créances exigibles et au dessous (15 mai, p. 414); — observations sur l'exécution de ce décret (17 juin, p. 522); — réclamations des entrepreneurs et ouvriers des bâtiments publics (19 mai, p. 575). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une motion tendant à faire payer les créanciers qui ont des créances supérieures à 10,000 livres (29 mai 1792, t. XLIV, p. 267). — Renvoi un comité de liquidation de la question de savoir si les créanciers au-dessus de 10,000 livres en vertu de titres différents seront payés (21 août 1792, t. XLVIII, p. 562). — Voir *Reconnaissances de liquidation*.

Céanciers des communautés religieuses. Règlement concernant la retenue des impositions sur les sommes dues aux créanciers 27 décembre 1791, t. XXXVI, p. 430. — Projet de décret ayant pour objet de soustraire aux formalités des liquidations les créanciers porteurs des créances n'excédant pas 300 livres (5 avril 1792, t. XLI, p. 213); — discussion: Duhem, Kersaint (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 214). — Renvoi au comité de législation d'une motion de condamner à une amende les créanciers qui formeront des demandes infidèles (*ibid.*). — Observations sur l'article 10 du titre 1er de la loi du 27 avril 1791 les concercernant (16 mai 1792, t. XLIII, p. 430); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Voir *Congrégations*.

Créanciers des ci-devant Pays d'Etats. — Voir *Pays d'Etats*.

Créanciers des princes français. — Voir *Princes français*.

Créey (Commune de). Les administrateurs de l'Hôtel-Dieu demandent à être autorisés à faire un bail de la ferme de Wiesmont (29 mai 1792, t. XLIII, p. 554); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Rapport par Mouysset sur la demande des administrateurs de l'Hôtel-Dieu relative au bail de la ferme de Wiesmont et à un emprunt de 10,000 livres (27 juin 1792, t. XLV, p. 611); — projet de décret (*ibid.*). — Adoption (*ibid.*).

Crédit national. Mémoire sur les moyens de le régénérer (11 juin 1792, t. XLV, p. 95).

Crégut, prêtre. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 638).

Creil (Commune de.) Don patriotique des habitants et des citoyens des paroisses environnantes (1er juillet 1792, t. XLVI, p. 25).

Creil (District de).

Administrateurs. Adresse d'adhésion et don patriotique (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 442).

Cren, de la section des Lombards. Présente une machine de guerre (15 septembre 1792, t. XLIX, p. 671).

Crenkhank (J.), Anglais. Renvoi de sa demande de passeport au conseil général de la commune de Paris (16 août 1792, t. XLVIII, p. 286).

Créoles. Demande en faveur des créoles de Saint-Domingue qui sont en France (14 avril 1792, t. XLI, p. 589); — renvoi au comité colonial (*ibid.*).

Crépy (Commune, canton et district). Adresse d'adhésion des corps constitués (25 août 1792, t. XLVIII, p. 707).

Crépy (Commune de). Deux députés de la municipalité demandent à être admis à la barre (8 mars 1792, t. XXXIX, p. 471). — Admis, ils font part de l'empressement des jeunes gens à s'incorporer dans les troupes de ligne (*ibid.* p. 508).

Crépy (District de). Procès-verbaux de saisie de deux chevaux anglais (9 mai 1792, t. XLIII, p. 191); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Administrateurs. Lettre relative à des relais établis sur la route de Soissons pour l'entretien d'une correspondance avec l'étranger (21 avril 1792, t. XLII, p. 247). — Font un don patriotique (9 juin 1792, t. XLV, p. 3). — Voir *Calignon*.

Crépy-en-Valois (Commune de). Troubles survenus dans cette localité. — Renvoi au pouvoir exécutif (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 602).

Créquy (Alexandre), né Bourbon-Montmorency. — Demande à être autorisé à présenter une pétition relative à ses malheurs (6 novembre 1791, t. XXXIV, p. 568); — sera admis (p. 659). — Présente une pétition relative à ses malheurs (t. XXXV, p. 54 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 56). — Sollicite le rapport de son affaire (29 janvier 1792, t. XXXIII, p. 8). — Adresse de nouvelles pièces à l'Assemblée (1er février, p. 74 et suiv.); — observations de Viénot-Vaublanc et de Grangeneuve (*ibid.* p. 76). — Le sieur Daniel désavoue toute relation avec lui (13 février, p. 465). — Adresse des excuses et sa justification par rapport à sa conduite à la séance du 1er février (30 avril 1792, t. XLII, p. 543). — Sollicite le rapport de son affaire (25 mai 1792, t. XLIV, p. 115 et suiv.); — renvoi à la commission centrale (*ibid.* p. 114). — Fait un don patriotique (4 juin, p. 543). — Pétition en sa faveur (27 juin 1792, t. XLV, p. 631). — Sollicite le rapport de son affaire (19 septembre 1792, t. L, p. 128).

Crespin (Bénédictins de). Lettre du ministre de l'intérieur relative à la maison de Vicogne qui leur avait été assignée (18 avril 1792, t. XLII, p. 63).

Cressonnier. Haut-juré du département de la Meuse (15 novembre 1791, t. XXXVI, p. 81).

Crublier-d'Optère (*Suite*). retirés du service (p. 155). — Membre de la commission des armes (p. 190). — Membre du comité militaire (p. 234). — Parle sur les travaux du port de Cherbourg (p. 243). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 666). — Parle sur la reddition de Longwy (p. 708). (t. **XLIX**, p. 15). — L'un des commissaires pour accélérer la formation de l'armée de Châlons (p. 393).

Cuchamp, citoyen de la Mulatière. Réclame le payement de ce qui lui est dû (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 197); — renvoi au comité de liquidation (*ibid*).

Cucq (Commune de). Les matelots jouiront provisoirement des limites fixées par les anciens tribunaux d'amirauté (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 527.)

Cuel, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). — Annonce le décès de son collègue Téalier (t. **XXXV**, p. 105). = **1792**. — Son opinion, non prononcée, sur la conduite du ministre de la marine (t. **XXXIX**, p. 489 et suiv.). — Obtient un congé (t. **XLV**, p. 664).

Cugne, membre du directoire du district de Lagrasse. — Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 176).

Cuirs. — Voir *Matières premières*.

Cuiseaux (Commune de). Adresse d'adhésion (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 196).

Cuisinier (des habitués de son café). Font un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 499).

Cuivre. Etat des cuivres envoyés dans les départements (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 310. — Délivrance qui doit en être faite par le ministre de la guerre pour fabriquer des canons (14 août, 1792, t. **XLVIII**, p. 135). — Le ministre de l'intérieur demande la transformation en monnaie, du cuivre provenant des émigrés et des monastères. — Renvoi au comité des assignats et monnaies (16 septembre 1792, t. **L**, p. 31).
— Voir *Monnaies*.

Culant (Commune de). Pétition relative au maintien de la brigade de gendarmerie transportée à Château-Meillan (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 324); — renvoi au comité militaire (*ibid*.).

Culte religieux. Demande du ministre de l'intérieur relative aux frais du culte (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 169 et suiv.). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à différentes parties des dépenses du culte (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 51); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid*.). — On demande à l'Assemblée de déterminer quelles sont les dépenses du culte à la charge de la nation et celles qui sont à la charge des communes (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 507), (p. 508); — renvoi aux comités de division, de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances (*ibid*. p. 508).

Culte religieux (*Suite*).
— Renvoi aux comités de division et de l'ordinaire des finances d'une demande relative au payement des dépenses faites pour les bâtiments destinés au service du culte (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 487). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une demande du ministre de l'intérieur relative aux dépenses du culte (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1). — Rapport et projet de décret sur les moyens de pourvoir aux frais du culte (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 542 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur les moyens de pourvoir aux frais du culte (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 112 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret sur les moyens de pourvoir aux frais du culte catholique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 327 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 329). — Décret relatif à la confection de l'inventaire des meubles, effets et ustensiles en or et en argent, employés au service du culte (10 septembre, p. 531).

Cultes (Accord de la religion et des). — Voir *Religion*.

Cultivateurs. Exception en leur faveur au décret sur l'échange des assignats (21 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 296). — Pétition sur la manière d'indemniser les cultivateurs qui ont éprouvé des dommages par la grêle (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 152).

Culture. — Voir *Maupin*.

Cumel. Brabançon. Protestation de dévouement (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 221).

Cumières. (Commune de). Dons patriotiques des citoyens (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621), (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Cumul. Décret interdisant temporairement le cumul des fonctions de procureurs généraux syndics des départements avec celles des hauts-jurés pour la Haute-Cour nationale (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 114).
— Voir *Députés*. — *Fonctionnaires*. — *Fonctions publiques*.

Cunin, député de la Meurthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 217). — Membre du comité des domaines (p. 462). = **1792**. — Ses observations sur le projet d'aliénation des forêts nationales (t. **XXXIX**, p. 322 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le puits de Saltzbronn (t. **XLIX**, p. 577). — Fait une seconde lecture du projet de décret sur le puits de Saltzbronn (t. **L**, p. 12).

Curée, député de l'Hérault. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de division (p. 450). = **1792**. — Suppléant au comité de division (t. **XXXIX**, p. 393).

Curés. Rapport par Thévenin sur une demande relative aux règles à suivre pour le traitement des curés dont les cures ont été supprimées (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 345 et suiv.); — annexe au rapport (*ibid*. p. 357 et suiv.). — Le curé constitutionnel de la commune de

Curés (*Suite*).

Dolus demande l'autorisation de se marier (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 424). — Pierret, député de la Marne, annonce le mariage de M. Mailli, curé de Saint-Cyr (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 672). — Discussion du projet de loi sur les remplacements aux cures vacantes à faire dans le département du Haut-Rhin et sur les moyens de faciliter ceux qui seront à effectuer dans tous les départements jusqu'au 1er janvier 1793 : Regnault-Beaucaron, Mouysset (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 95) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret avec amendement (*ibid.* p. 96). — Texte du décret (*ibid.*). — Motion de Manchand relative au maintien dans leurs places des curés élus en remplacement des curés insermentés (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 75 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 76). — Le ministre de la justice demande la rectification d'une erreur insérée dans le décret du 25 février 1792 relatif au maintien dans leurs places, des curés élus en remplacement des curés insermentés. (29 mars 1792, t. **XL**, p. 679) ; — renvoi au comité des décrets (*ibid*). — Rectification (5 avril, 1792 t. **XLI**, p. 208). — Mémoire du directoire du département de la Haute-Saône sur les curés qui ont prêté le serment civique avec clause restrictive (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 38 et suiv.) ; — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 39). — Renvoi au comité de division d'une demande du directoire de la Haute-Garonne tendant à faire augmenter le traitement des curés et vicaires assermentés (18 avril 1792, t. **XLII** p. 62). — Les curés qui n'ont pas prêté le serment ou qui l'ont rétracté cesseront d'être salariés par le Trésor public (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105). — Rapport par Cazes sur le traitement des curés ou vicaires qui font, par le *Bis-in-die*, un double service dans deux églises (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 587 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 588).

— Voir *Evêques et curés*. — *Ordre de Malte*.

Curie. Haut-juré du département des Hautes-Pyrénées (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Curtins, vainqueur de la Bastille. — Fait un don patriotique (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 440).

Curtius, artiste à Paris. Fait un don patriotique (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 633). — Annonce qu'il a fait trancher la tête du buste de Lafayette (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 674.

Curtius, capitaine de chasseurs du bataillon de Nazareth. Rétracte, au nom de sa compagnie, les signatures apposées à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 124). — Propose un moyen de se débarrasser des prêtres fanatiques (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Curville. Est nommé commissaire des guerres au camp de Soissons (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 389).

Cury, *de Saint-Sauveur*. Demande une pension (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 121) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Cusset (Commune de). Etablissement d'un commissaire de police (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194).

Conseil général. Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t **XLIX**, p. 423).

Cusset (District de).

Tribunal. Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Cussy (De), lieutenant-colonel de la garde nationalle de Caen et ancien député de l'Assemblée constituante. Fait un don patriotique au nom des citoyens composant la Société des Amis de la Constitution de Caen (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 175 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Custine, officier général. Compte à rendre de la suite de la dénonciation faite contre lui par le général Luckner (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 222). — Proteste de son dévouement à la cause de la liberté et demande à être jugé par une cour martiale (25 juin, p. 548 et suiv.), — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 549). — Pétition relative à sa comparution devant une cour martiale (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 27) ; — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*). — Est nommé lieutenant général du camp de Soissons (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 389). — La commune de Landau demande à le conserver (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 41). — Adresse l'original d'une lettre l'engageant à livrer la ville de Landau aux ennemis (14 août, p. 127). — Ecrit relativement au projet que l'on avait formé de livrer Landau (16 août, p. 292) ; — mention honorable de sa conduite (*ibid.* p. 293). — Sa lettre au maréchal Luckner (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 14 et suiv.). — Signale l'état de dénûment du 2e bataillon de la Charente-Inférieure (12 septembre, p. 579). — Demande une indemnité pour les masses des régiments (*ibid.* p. 594).

Cutolli, capitaine d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Cuvelier, vicaire à Calais. Fait don de 25 livres (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 104).

Cymes (Commune du). Adresse de la Société des Amis de la Constitution (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 157).

D

Debry, député de l'Aisne (*Suite*).

— sur les marchés de grains (p. 594). — — Fait un rapport sur les honneurs à rendre à la mémoire de Simonneau, maire d'Etampes (t. **XL**, p. 100 et suiv.). — Secrétaire (p. 372). — Fait une motion relative à l'envoi de troupes de ligne à Etampes (p. 389). — Demande à proposer des mesures pour la tranquillité intérieure du royaume (p. 678). — Est entendu sur cet objet (p. 704 et suiv.). — Parle sur l'entretien des routes (t. **XLI**, p. 511). — sur la réimpression de *l'Almanach du Père Gérard* (p. 563). — Communique une lettre du directoire du département de l'Aisne (p. 723). — Parle sur le serment à prêter par les personnes chargées de l'instruction publique (t. **XLII**, p. 63), — sur les troubles (p. 276). — Fait un don patriotique (p. 306). — Parle sur une lettre de Lasalle (p. 326). — Communique des pièces concernant la conduite des citoyens et des municipalités du district de Vervins qui ont repoussé une invasion d'émigrés (t. **XLIII**, p. 237). — Fait une motion sur les récompenses militaires (*ibid.*). — Parle sur les troubles religieux (p. 312), — sur l'ordre des travaux (p. 319). — Parle sur un incident provoqué par Froudière (t. **XLIV**, p. 294). — sur une demande d'avances du département de l'Aisne (p. 352). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (t. **XLV**, p. 358). — Parle sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544). — Fait un rapport sur les moyens à prendre dans le cas de danger de la patrie (p. 707 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre pour le rassemblement des gardes nationaux en marche pour se rendre dans la capitale (t. **XLVI**, p. 37). — Propose de mander le ministre de la guerre à la barre (p. 38). — Soumet à la discussion son rapport sur les mesures à prendre dans le cas de danger de la patrie (p. 110 et suiv.), (p. 130 et suiv.). — Parle sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 286), — sur l'arrestation du sieur Lacolombe (p. 463), — sur la réforme de l'ordre judiciaire (p. 492). — Membre du comité diplomatique (p. 574). — Est entendu au sujet des insultes adressées au maréchal Luckner (p. 665). — Fait un rapport sur la manière de traiter les étrangers pris les armes à la main (t. **XLVII**, p. 359 et suiv.), — un rapport sur les encouragements à donner aux défenseurs de la patrie (p. 419 et suiv.), — un rapport sur les dénonciations portées contre La Fayette (p. 560 et suiv.), — un rapport sur la forme que l'Assemblée donnera à ses décrets pendant la suspension du roi (p. 649). — Parle sur les troubles de Paris (p. 652). — Présente un projet de décret sur les élections pour la Convention nationale (p. 654). — Présente un projet de décret sur la levée des scellés apposés sur les papiers de l'ex-ministre d'Abancourt (t. **XLVIII**, p. 25). — Propose d'augmenter de quatre le nombre des membres de la commission extraordinaire des Douze (p. 76). — Communique des

Debry, député de l'Aisne (*Suite*).

dépêches envoyées par le département de l'Aisne (p. 410). — Propose de lever un corps spécial de 1,200 hommes (t. **XLIX**, p. 12 et suiv.). — Fait un rapport sur la levée de la suspension prononcée contre le conseil général du département de l'Aisne (p. 81). — Commissaire pour la levée de 30,000 hommes (p. 534).

Debry (Jean-Baptiste), député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 72). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Membre de la commission chargée de vérifier les caisses de la Trésorerie nationale et de l'Extraordinaire (p. 139). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'Extraordinaire (p. 361). — Parle sur le sort des soldats suisses du régiment de Châteauvieux qui sont aux galères de Brest (p. 560). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 136 et suiv.). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (p. 595). = **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (t. **XXXVI**, p. 731 et suiv.), (p. 734), (p. 735 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le remboursement de tirages d'emprunts (t. **XXXVIII**, p. 177). — Parle sur la situation du royaume (p. 182), — sur la circulation des grains (p. 468), — sur le serment à prêter par la garde du roi (p. 474 et suiv.). — Fait un rapport sur l'emploi des assignats provenant de la contribution patriotique (t. **XL**, p. 39 et suiv.). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XLI**, p. 361). — Parle sur la situation des gardes du roi licenciés (t. **XLIV**, p. 443). — Fait une motion d'ordre (p. 585). — Parle sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 644 et suiv.). — Parle sur les indemnités dues aux familles de Théobald Dillon et de Berthois (t. **XLV**, p. 40), — sur la suppression de certains droits féodaux.

Debry (Jean), député. (Sans autre désignation). — **1792**. — Parle sur la proposition d'amnistie pour les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 154), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 389). — Parle sur la suppression des costumes religieux (t. **XLI**, p. 251). — Présente un projet d'adresse à l'armée (t. **XLII**, p. 223). — Parle sur des accusations portées contre le général Lamorlière (t. **XLV**, p. 374). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 158). — Communique une lettre venue de Coblentz (t. **L**, p. 81).

Debure (Dame). — Fait hommage de l'Almanach royal pour 1792 (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 701).

Debuy, volontaire du bataillon de Saint-Roch. Rétracte sa signature apposée à la pétition contre la formation du camp de 20,000 hommes (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 126).

Décoration militaire (*Suite*).

militaire (27 juillet, p. 209). — Etat à fournir par le ministre de la guerre des individus qui ont obtenu la décoration militaire depuis le 1er mai 1789 (4 août, p. 477). — Liste des officiers qui l'ont obtenue depuis le mois de mai 1789 (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 353).

Decour, administrateur du directoire du département de l'Yonne. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Decourbière, citoyen de Tours. — Fait hommage d'un ouvrage sur la législation civile (24 novembre 1791), t. **XXXV**, p. 350).

Décrets de l'Assemblée nationale constituante. Dugars offre six volumes formant la suite des décrets de l'Assemblée constituante et demande à être autorisé à continuer la collection des décrets de l'Assemblée législative (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 691); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p. 392). — Dugars fait hommage des tomes XVI et XVII de la collection des décrets (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 12). — Devaux, libraire, fait hommage du recueil des décrets rendus par le corps constituant (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 76).

Décrets de l'Assemblée nationale législative. Motion de François (de Neufchâteau) relative à la formule des décrets de l'Assemblée (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 139 et suiv.); débat : Couthon, un membre, Thuriot (*ibid.* p. 141); — ordre du jour (*ibid.*). — Duport, ministre de la Justice, demande que l'Assemblée arrête un mode de publication des décrets susceptibles d'être exécutés sans la sanction du roi (30 octobre, p. 531); formule proposée (*ibid.*); — renvoi au comité de législation (*ibid.*); — rapport par Gohier (3 novembre, p. 607 et suiv.); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu de régler un mode de promulgation (*ibid.* p. 609); — observations de Léopold (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Projet de décret relatif à l'expédition, la sanction et l'envoi des décrets présenté par Mouysset (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 22); — adoption avec amendement (*ibid.* et p. suiv.). — Proposition relative à la forme des décrets d'urgence (16 novembre, p. 86); — ordre du jour (*ibid.*). — Le sieur Argéas est autorisé à copier les décrets au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 336). — Délai pour remettre aux ministres, ordonnateurs et commissaires du roi, les décrets qui les chargent de rendre compte de l'exécution des lois (29 décembre, p. 637). — Albitte demande que le rapport d'un décret ne puisse plus être fait qu'à l'ordre de deux heures (4 janvier 1792. t. **XXXVII**, p. 65); — observations de Dorizy (*ibid.*) — ordre du jour (*ibid.*). — Grangeneuve renouvelle la motion d'Albitte (*ibid.* p. 68); — ordre du jour (*ibid.*). — Le ministre de la Justice demande que le titre des décrets soit inscrit sur la feuille quand ils sont portés à la sanction et qu'un

Décrets de l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

article positif annonce qu'ils sont susceptibles d'être imprimés (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 407); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Sur la motion de Lasource, l'Assemblée décide que les décrets destinés à être portés dans le jour à la sanction du roi seront rédigés et soumis à l'Assemblée séance tenante (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 498). — Les décrets ne seront portés à la sanction qu'après avoir été examinés par le comité des décrets (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 37). — Mouysset demande que le ministre de la Justice soit autorisé à ne faire imprimer par placards que les résultats des décrets rendus en matière soit de liquidation, soit de pensions (11 février, p. 404); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 411). — Le ministre de la Justice appelle l'attention de l'Assemblée sur la nécessité d'insérer dans les décrets la clause qui en ordonne l'impression et l'envoi aux corps administratifs (11 février, p. 422); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Forme que l'Assemblée donnera à ses décrets pendant la suspension du roi (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 649). — Nomination de secrétaires pour la signature (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 26). — Motion de Régnier, relative au mode d'expédition (12 août, p. 65), — adoption (*ibid.*). — Le ministre de l'Intérieur rendra compte tous les matins des décrets qu'il a envoyés (*ibid.* p. 87). — Mesures à prendre pour leur collationnement et leur envoi aux départements (16 août, p. 276). — Mesures à prendre pour leur expédition (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503), (p. 508 et suiv.). — Les comités feront un état ou tableau détaillé de tous les décrets rendus dans le cours de la législature sur les objets qui les concernaient (12 septembre, p. 588).

Etats des décrets sanctionnés par le roi, transmis par le ministre de la justice à l'Assemblée (10 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 152), (16 octobre, p. 244 et suiv.), (20 octobre, p. 296 et suiv.), (24 octobre, p. 385 et suiv.), (28 octobre, p. 500 et suiv.), (4 novembre, p. 626), (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 27), (19 novembre, p. 167 et suiv.), (2 décembre, p. 509), (10 décembre, p. 716), (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 258), (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 132), (14 janvier, p. 407), (19 janvier, p. 499), (26 janvier, p. 669), (27 janvier, p. 691), (2 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 97), (9 février, p. 297), (13 février, p. 469 et suiv.), (21 février, p. 727), (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 47), (3 mars, p. 356), (12 mars, p. 608), (14 mars, p. 692), (19 mars 1792, t. **XL**, p. 161), (27 mars, p. 525), (29 mars, p. 665), (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 102 et suiv.), (5 avril, p. 222), (9 avril, p. 386), (15 avril, p. 688), (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 224), (27 avril, p. 468), (1er mai, p. 574), (3 mai, p. 717), (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 107 et suiv.), (11 mai, p. 241), (13 mai, p. 307), (15 mai,

Décrets de l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

p. 404), (18 mai, p. 534 et suiv.), (19 mai, p. 568), (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 115 et suiv.), (30 mai, p. 314), (1er juin, p. 429), (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 3), (11 juin, p. 77), (12 juin, p. 126), (16 juin, p. 277), (22 juin, p. 463), (p. 482), (27 juin, p. 609), (29 juin, p. 679), (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 27), (7 juillet, p. 204), (8 juillet, p. 236), (13 juillet, p. 437), (15 juillet, p. 489 et suiv.), (p. 499), (17 juillet, p. 541), (p. 573 et suiv.), (19 juillet, p. 665), (20 juillet, p. 675), (p. 698), (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 116 et suiv.), (26 juillet, p. 166 et suiv.), (28 juillet, p. 235), (30 juillet, p. 271 et suiv.), (1er août, p. 376), (4 août, p. 454), (6 août, p. 514).

Etats des décrets sur lesquels le ministre de la justice a apposé le sceau de l'Etat (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 276), (17 août, p. 303 et suiv.), (19 août, p. 377 et suiv.), (21 août, p. 562 et suiv.), (22 août, p. 619 et suiv.), (25 août, p. 709 et suiv.), (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 104), (1er septembre, p. 191), (7 septembre, p. 436 et suiv.), (11 septembre, p. 564), (15 septembre 1792, t. **L**, p. 1 et suiv.), (20 septembre, p. 167).

Etats des décrets adressés par le ministre de l'Intérieur aux corps administratifs et aux municipalités (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 2), (3 septembre, p. 277), (6 septembre, p. 382), (16 septembre 1792, t. **L**, p. 57).

— Voir *Lois*. — *Sanction des décrets*. — *Veto*.

Dédouité (Sieur et demoiselle). Remettent un don patriotique au nom des citoyens et citoyennes de Bolbec (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 324).

Dedellay (Pierre). Fait un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 334).

Defarre, homme de loi. Demande à être admis à la barre pour dénoncer un fait relatif à un particulier détenu illégalement (20 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 677).

Défense des côtes. — Voir *Côtes maritimes*.

Défense contre l'ennemi. Décret mettant à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de deux millions pour les dépenses imprévues nécessitées par la défense (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 397).

Défenseur de la Vérité (Journal le). L'auteur de ce journal demande à être autorisé à poursuivre les ministres (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 387); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de la justice explique les motifs de sa conduite envers ce journal (5 août, p. 488).

Défenseurs de la patrie. Projet de décret sur les encouragements à leur donner (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 419 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 420 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 421).

Défenseurs officieux. Broussonnet propose de les assujettir au droit de patente (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 42); — ordre du jour motivé sur ce que la loi ne les excepte pas (*ibid.*).

Defrance-Dauchil, citoyen de Paris. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 560).

Defresne, écuyer de main du roi. Demandé pour le service de la famille royale (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 101).

Défrichements. Le sieur Châtillon propose des vues sur cet objet (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 114).

Defuissy. — Voir *France* (*Ile de*).

Deglane. — Voir *Romainville*.

Degras, commandant de Saint-Sauveur. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Dégrèvement et décharge de contributions. Renvoi au comité des contributions publiques d'une motion de Laureau relative au dégrèvement des départements qui ont souffert de la gelée (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 257). — Projet de décret y relatif (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 108).

Dégrèvements. — Voir *Contributions directes*. — *Eure-et-Loir*.

Dégrin. Nommé à la Convention nationale (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 452).

Dehaussy-Robecourt, député de la Somme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Demande qu'une place soit réservée aux anciens membres du corps constituant dans l'enceinte de l'Assemblée (p. 74). — Prête serment (p. 79). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 96). — Commissaire provisoire des archives (p. 139). — Parle sur le règlement (p. 167 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur l'établissement d'un comité diplomatique (p. 233 et suiv.). — Parle sur les troubles suscités par les prêtres réfractaires (p. 260), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 272), (p. 273). — L'un des commissaires inspecteurs (p. 383). — Parle sur l'armement des gardes nationaux (p. 466 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrations (p. 473). — Présente un projet de décret relatif au nombre, au traitement et au choix des employés au service de l'Assemblée (p. 503), — un projet de décret relatif au placement de certains comités dans la maison des ci-devant Feuillants (p. 533). — Propose un article additionnel au projet de décret sur l'établissement d'un tribunal chargé des affaires d'Avignon (t. **XXXV**, p. 376). — Fait une motion au sujet de la distribution aux députés des lois sanctionnées (p. 468 et suiv.). — Demande l'admission à la barre des commissaires de la comptabilité (p. 505). — Son opi-

Dehaussy-Robecourt, député (*Suite*).

nion, non prononcée, sur l'adresse au roi du département de Paris pour le prier de mettre son veto sur le décret relatif aux prêtres réfractaires (t. **XXXVI**, p. 22 et suiv.). — Sa proposition concernant les procès criminels (p. 248 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 355). — Parle sur les troubles des Feuillants (p. 420), (p. 422). — Fait un rapport sur les troubles des Feuillants (p. 432 et suiv.). — Parle sur la police de la navigation (p. 634), — sur la remise aux ministres des décrets qui les chargent de rendre compte de l'exécution des lois (p. 637). = **1792**. — Fait un rapport sur l'absence de Valadier (t. **XXXVII**, p. 44), — un rapport sur une pétition des secrétaires-commis de l'Assemblée constituante (p. 134). — Donne des explications sur les nouvelles dispositions de la salle des séances (p. 221). — Parle sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 368), — sur l'assassinat du curé de Boisset (p. 429), — sur une lettre de Boscary (p. 615), — sur les troubles de Caen (p. 626). — Sa lettre au *Journal des Débats* au sujet des troubles de Caen (p. 630 et suiv.). — Son opinion, non prononcée sur les troubles de Caen (p. 631 et suiv.). — Par lesur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 23), (p. 40), (p. 42), (p. 45), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 109), (p. 110), (p. 117). — Membre de la commission centrale (p. 203). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 285), (p. 286), (p. 292), — sur la nomination de commissaires pour surveiller les achats de numéraire (p. 490 et suiv.), — sur les mesures à prendre au sujet des troubles du district de Noyon (p. 543), — sur l'expédition de provisions de notaires par le ministre de la justice (t. **XXXIX**, p. 7). — Propose des articles additionnels à la loi sur le juré (p. 48). — Parle sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 61), — sur une dénonciation du sieur Oplin (p. 167), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 374). — Propose la tenue de deux séances extraordinaires du soir (p. 392). — Membre du comité d'inspection (p. 394). — Parle sur une pétition de citoyennes de Paris (p. 424). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 467). — Parle sur les accusations contre Delessart (p. 546), — sur l'organisation du comité diplomatique (p. 599). — sur les troubles du Midi (t. **XL**, p. 43). — Son opinion, non prononcée, sur la proposition d'amnistie pour les affaires d'Avignon p. (158 et suiv.). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 353), — sur les troubles des colonies (p. 489), — sur les affaires d'Avignon (p. 491), — sur les affaires des colonies (576), — sur une adresse des hommes de couleur (p. 709), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 3), — sur les pensions des émigrés (p. 13), — sur

Dehaussy-Robecourt, député (*Suite*).

l'ordre du jour (p. 177), — sur la suppression des costumes religieux (p. 251). — Sorti par le sort de la commission centrale (p. 320). — Parle sur la déclaration de guerre à l'Autriche (t. **XLII**, p. 208), — sur la contribution patriotique des députés (p. 305), — sur l'assassinat de prisonniers de guerre (t. **XLIII**, p. 22), — sur le brûlement des titres de noblesse déposés aux Augustins (p. 274), sur la mise en jugement de Custine (p. 348), — sur la conduite des maîtres de postes (p. 348), — sur la situation politique de la France vis-à-vis la cour de Turin (p. 459), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 518), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 545), (p. 546), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (578), (p. 605 et suiv.), — sur la déportation des prêtres réfractaires (t. **XLIV**, p. 96), (p. 98). — Demande que la moitié du traitement des députés soit affectée en droits d'assistance (p. 430). — Parle sur le traitement des ministres (p. 439). — Son opinion, non prononcée sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 613 et suiv.). — Parle sur la proposition de déclarer que le ministre de la guerre Servan emporte les regrets de la nation (t. **XLV**, p. 160). — Fait une motion relative aux événements du 20 juin (p. 440). — Parle sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 507). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVI**, p. 40). — Parle sur une dénonciation portée contre les sieurs Philibert et Massonier (p. 124), — — sur la proposition de mander Montesquiou à la barre (t. **XLVII**, p. 69), — sur la proposition de mettre la terrasse des Feuillants sous la police de l'Assemblée (p. 143), — sur la question de savoir si le jardin des Tuileries fait partie de l'habitation des Tuileries (p. 228), (p. 229). — Son opinion, non prononcée, sur les accusations portées contre La Fayette (p. 589 et suiv.).

Dehodimont (Le sieur). Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 439).

Dehoulière, député de Maine-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). — Son opinion, non prononcée, sur les comités (p. 230 et suiv.). — L'un des commissaires inspecteurs (p. 383). — Son opinion, non prononcée, sur les émigrants (p. 490 et suiv.). = **1792**. — Suppléant au comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445). — Remet une adresse du conseil général de son département (t. **XLVII**, p. 455). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533), (t. **L**, p. 126).

Dejabin, éditeur de la collection des portraits des députés à l'Assemblée nationale de 1789. — Demande à être admis à l'Assemblée pour lui faire hommage du second volume de cette collection (16 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 245 et

Dejabin, *député* (*Suite*).

suiv.). — Fait hommage de ce volume. (17 octobre, p. 26 et suiv.).— Se plaint des contrefaçons des portraits qu'il a gravés (25 décembre 1791, t. XXXVI, p. 389).

Dejayet. Fait un don patriotique, (26 avril 1792, t. XLII, p. 409).

Dejean (Charles), perruquier. Rapport concluant au rejet de sa demande de pension (23 mars 1792, t. XL, p. 393 et suiv.). — Rejet de sa demande de pension (7 avril 1792, t. XLI, p. 294).

Dejean, lieutenant-colonel du second bataillon des volontaires du Calvados. Demande audience (5 avril 1792, t. XLI, p. 212). — Admis, il dénonce des traîtres qui se sont glissés dans son bataillon (*ibid.* p. 231).

Dejean et Deluana, habitants de l'île Bourbon. — 1791. — Protestent contre les actes des assemblées primaires des paroisses de Sainte-Suzanne, Sainte-Marie et Saint-Denis de l'île Bourbon (t. XXXIV, p. 152 et suiv.).

Dejoly, secrétaire du conseil du roi. Est nommé ministre de la justice (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 110). — Annonce sa nomination à l'Assemblée (*ibid.* p. 121). — Il est dénoncé par le conseil général du Morbihan (1er août 1792, t. XLVII, p. 339). — Adresse à l'Assemblée les clefs de l'armoire et du coffre dans lesquels les sceaux de l'Etat sont renfermés (11 août 1792, t. XLVIII, p. 15). — Est mandé à la barre (16 août, p. 282). — Il ne peut être retrouvé (17 août, p. 318). — La gendarmerie est chargée de le rechercher (21 août, p. 536). — Voir *Ministre de la justice*.

Delabarre, électeur de la section de la Croix-Rouge. Fait hommage du plan d'un établissement d'école militaire d'armes à feu (8 mai 1792, t. XLIII, p. 165).

Delabastide, capitaine de la légion du camp de Jalès. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 638).

Delaborde. Obtient une récompense de 3,000 livres pour la découverte d'une fabrique de faux assignats (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 328).

Delacoste, député de la Charente-Inférieure. = 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). = 1792. — Parle sur une proposition de Daniel Garesché (t. XXXVII, p. 423).

Delacourcière, ancien officier. Annonce qu'il a découvert le moyen de diriger les aérostats (6 mai 1792, t. XXIII, p. 56).

Delacroix, député d'Eure-et-Loir. — 1791. — Parle sur la division de l'Assemblée en bureaux pour la vérification des pouvoirs (t. XXXIV, p. 50), (p. 51), — sur l'élection de Fauchet (p. 58). — Est admis (p. 61). — Parle sur la prestation du serment individuel

Delacroix, *député* (*Suite*).

(p. 71). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi à l'Assemblée (p. 83), (p. 85). — Est rappelé à l'ordre (*ibid.*). — S'explique sur son rappel à l'ordre (*ibid.*). — Parle sur la réception par le roi des députations de l'Assemblée (p. 86). — Soulève un incident à propos de la qualification de souverain donnée au roi par Ducastel (p. 102). — Parle sur le vol de Focard, secrétaire général de Rhône-et-Loire (p. 105). — Demande l'impression du discours de la députation du bataillon de Sainte-Opportune et de la réponse du président (p. 113). — Demande l'impression et l'envoi des discours du roi et du président dans les départements (p. 119). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (*ibid.* et p. suiv.), — au sujet d'insultes faites à des députés (p. 122), — sur les comptes à rendre par les ministres (p. 133 et suiv.), — sur une pétition des chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 155), — sur le règlement (p. 170 et suiv.), (p. 171), (p. 188), — sur le remplacement des officiers émigrés (p. 199), — sur la saisie à Sierck d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble du roi (p. 238), — sur le droit des membres de l'Assemblée constituante à l'avancement dans la garde nationale parisienne soldée (p. 246), (p. 247), — sur la saisie à Sierck d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 249), (p. 250), — sur la demande de fonds du département de Loir-et-Cher (p. 258), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 268), (p. 270), — sur l'interprétation du décret du 17 septembre 1791, relatif aux encouragements aux beaux-arts (p. 283), (p. 284) — sur l'admission des pétitionnaires (p. 362), — sur la formation de l'Assemblée en comité général (p. 390). — Membre du comité militaire (*ibid.*). — Parle sur l'armement des gardes nationales (p. 465), (p. 468), — sur les questions à poser au ministre de la guerre au sujet de l'armement des gardes nationales (p. 505), — sur une pétition du département du Tarn relative à la répartition des impositions (p. 561), — sur le mémoire de Lasisglière (p. 591), — sur les ventes des biens nationaux (p. 522). — Demande l'envoi d'une députation de 24 membres aux funérailles de Godard (p. 626). — Parle sur les démêlés avec le dey d'Alger (p. 628), — sur la lecture des pétitions (p. 629), — sur la question de savoir si les ministres ont le droit de demander la parole (p. 637), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 654), (p. 661), — sur les troubles occasionnés par les prêtres réfractaires (p. 664), — sur une pétition relative aux gardes françaises (p. 673), — sur les troubles de Marseille (p. 675), — sur l'organisation de la garde parisienne soldée (p. 687), — sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 691), (p. 695). — sur les émigrants (p. 702), (p. 709), (p. 710), (p. 717), — sur les moyens

Delacroix, *député* (*Suite*).

d'accélérer l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 726). — Demande un projet de décret sur les moyens de poursuivre la responsabilité des ministres (p. 727). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 736), — sur la remise d'assignats de 5 livres à la caisse de l'extraordinaire (t. **XXXV**, p. 6), — sur les troubles de Caen (p. 11), (p. 12), (p. 15), (p. 18), — sur la conspiration de Varnier (p. 25), — sur les troubles de Caen, (p. 31), — sur la conspiration de Varnier, (p. 33), (p. 35), (p 36), (p. 40), (p. 44), — sur le procès-verbal du 12 novembre (p. 46), — sur l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 62), (p. 64), — sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 76), — sur le remplacement des officiers (p. 84), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 98), (p. 99), — sur la demande du sieur Varnier (p. 159), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 161), — sur la correspondance des comités avec les corps administratifs (p. 248), — sur les secours à accorder aux employés supprimés (p. 254), — sur une adresse de la section des Lombards (p. 264), — sur la proposition faite au général Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (p. 295). — Fait un rapport sur la manière dont les officiers et sous-officiers de la gendarmerie nationale prendront rang entre eux (p. 301 et suiv.). — Demande que les séances du soir du mardi, du jeudi et du samedi soient exclusivement consacrées à entendre les rapports des comités et à les discuter (p. 305). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 305), — sur l'armement des volontaires nationaux (p. 308), — sur l'affaire Varnier (p. 313), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 314), — sur les affaires d'Alger (p. 334). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Pommier (p. 351 et suiv.). — Parle sur les rassemblements d'émigrés français (p. 360). —Demande que le comité de surveillance, dont Basire jeune propose l'établissement, soit appelé. Comité de sûreté publique (p. 361.). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 386), (p. 387), (p. 388), — sur une nouvelle émission d'assignats (p. 411), — sur une adresse de la ville de Versailles (p. 449). — Fait un rapport sur la revue des gardes nationales et le rappel des officiers de ligne à leur poste (p. 499). — Donne lecture du projet de décret sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 503 et suiv.). — Parle sur la responsabilité ministérielle (p. 508), — sur le remplacement des officiers de marine (p. 529), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 544), (p. 546), — sur des enrôlements faits à Toul (p. 565), (p. 566), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 587), — sur une pétition de Jean Larcher (p. 593), — sur une adresse des Amis de la Constitution d'Auch (p. 597), (p. 600), — sur la remise au point du jour de la célébration de la messe de minuit (p. 623), — sur les troubles de

Delacroix, *député* (*Suite*).

Saint-Domingue (p. 640), — sur les droits des ministres (641), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 643), (p. 644), — sur la création des petits assignats (p. 651), — sur les troubles de Besançon (p. 661), — sur l'absence des officiers de marine (p. 665), — sur les volontaires nationaux (p. 728), (p. 729), — sur une adresse des officiers municipaux de Versailles (t. **XXXVI**, p. 3), (p. 4), — sur une pétition de la section du Théâtre-Français (p. 9), sur une pétition de la section de Mauconseil (p. 16), — sur une pétition de la section de la Croix-Rouge (p. 17), — sur le procès-verbal (de la séance du 10 décembre 1791 au soir (p. 24 et suiv.), — sur le procès-verbal du 11 décembre (p. 27), (p. 28), (p. 30), (p. 31), — sur le payement des pensions (p. 57), (p. 58), — sur une pétition de 800 citoyens de Paris (p. 81), — sur la sanction du décret relatif à la résidence pour le payement des pensions (p. 84), — sur les travaux des comités (p. 86). — Demande que les présidents des comités fassent dresser une liste des travaux faits (p. 87). — Parle sur une adresse de la section des Lombards (p. 88), — sur l'affaire de Rauch (p. 93), (p. 98), — sur la réponse à faire au roi par le Président (p. 107), — sur les plaintes des sous-officiers de cavalerie (p. 109), — sur la nomination de deux maréchaux de France (p. 113), — sur une lettre des officiers municipaux de Halluin (p. 117), — sur le message au roi (p. 120), (p. 121), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 126), (p. 128), — sur le procès-verbal du 15 décembre (p. 157), — sur les adresses et pétitions (p. 172), — sur un mémoire du ministre de la marine (p. 173), — sur une lettre des administrateurs du département de Seine-et-Oise (p. 175), — sur les adresses et pétitions (p. 176), — sur les officiers absents (p. 231), — sur les dépenses de la guerre (p. 234), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 270), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 281), (p. 282), — sur une motion de Codet relative aux mesures à prendre pour la sûreté du royaume (p. 289), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 291 et suiv.), (p. 293), — sur l'ordre du jour (p. 324), — sur le refus du sieur La Colinière de payer ses impositions (p. 330), — sur l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 337), — sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 342), — sur le dépôt par le ministre des affaires étrangères des pièces non signées (p. 371), — sur l'affaire du sieur Basin (p. 376), — sur la détention du sieur Vanney (p. 383), — sur la désertion de 7 cavaliers du régiment en garnison à Sarrebourg (p. 395), — sur les troubles des Feuillants (p. 421), (p. 425 et suiv.), (p. 432), — sur l'aménagement de la salle des séances (p. 451). — Soumet à la discussion le

Delacroix, *député* (*Suite*).

projet de décret sur la revue des volontaires nationaux (p. 462 et suiv.). — Parle sur la rédaction du décret relatif à l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 466), (p. 467), — sur les formalités pour toucher aux caisses publiques (p. 476), — sur le droit de pétition (p. 597), — sur les troubles de Choue (p. 598), — sur l'affaire des sieurs Gallet et Labadie (p. 636), — sur l'exportation des fourrages (p. 700), — sur l'accusation portée contre le ministre de la marine (p. 701), — sur un mémoire du sieur Burté (p. 711). = **1792.** — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 737), (p. 739), (p. 740). —Parle sur la formation de la Haute-Cour nationale t. **XXXVII**, p. 39), — sur les troubles de Perpignan (p. 55 et suiv.), (p. 58), (p. 59), — sur l'ouverture par les commis de l'Assemblée des lettres adressées au Président (p. 67), — sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 68), (p. 72), — sur les travaux des séances du soir (p. 76), — sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 82), (p. 83), (p. 84), — sur l'organisation de la gendarmerie (p. 99), — sur les subsistances (p. 104), (p. 109), — sur la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 129), (p. 183), — sur une pétition du sieur Sébire (p. 158). — Fait des rapports sur la pétition du sieur Sébire (p. 160), (p. 405). — Parle sur le marché passé avec la dame Lagarde (p. 202), (p. 203), — sur les tribunaux criminels (p. 208), — sur le refus de Laporte de comprendre certaines pensions dans la liste civile (p. 214), — sur une lettre adressée au roi et à l'Assemblée (p. 214), (p. 215), — sur la nouvelle disposition de la salle des séances (p. 221), — — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 229), (p. 230), — sur l'organisation de la garde nationale (p. 334), — sur la conversion en monnaie des matières d'or et d'argent provenant des églises (p. 335), — sur les inculpations contre le ministre de la marine (p. 336), — sur un projet de décret tendant à concéder des pensions (p. 338), — sur l'armement des gardes nationales (p. 348). — Fait un rapport sur une pétition des surnuméraires de l'ancienne compagnie de la prévôté de l'hôtel (p. 354 et suiv.). — Parle sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 373), (p. 375), (p. 376), — sur les mauvais procédés des Espagnols à l'égard de naufragés français (p. 421), — sur une proposition de Daniel Garesché (p. 423), — sur les mesures prises à la frontière espagnole (p. 444), — sur les matières d'or et d'argent provenant des églises supprimées (p. 446 et suiv.), — sur les troubles de Caen (p. 450), — sur les travaux du comité militaire (p. 498), — sur la déchéance de Louis-Stanislas-Xavier (*ibid.*), — sur l'ordre du jour (p. 513). — Fait un rapport sur l'augmentation du nombre des lieu-

Delacroix, *député* (*Suite*).

tenants généraux et des maréchaux de camp demandée par le roi (p. 521 et suiv.). — Parle sur la solde des volontaires de la Seine-Inférieure (p. 524), — sur le recrutement de l'armée (p. 574), (p. 577). — Fait une motion d'ordre (p. 576). — Parle sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 582), — sur le recrutement de l'armée (p. 584), — sur l'exportation du numéraire (p. 592), — sur le procès-verbal du 22 janvier (p. 595), — sur le recrutement de l'armée (p. 602), (p. 603), — sur le rétablissement des passeports (p. 609), — sur l'exécution du décret qui interdit les marques d'approbation ou d'improbation aux personnes admises dans les tribunes (p. 616), — sur le procès-verbal du 24 janvier (p. 641). — Secrétaire (p. 653). — Parle sur l'office de l'empereur (p. 652), — sur la désertion de Duchillau (p. 665), — sur la réception faite par le roi à la députation chargée de lui porter le décret relatif à l'office de l'empereur (p. 669), — sur une pétition des ci-devant gardes françaises (p. 685), — sur le départ, pour l'armée, de Mathieu Dumas, Crublier d'Optère et Daverhoultl (p. 696). — Soumet à la discussion son rapport sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 696); — le défend (p. 702), (p. 703). — Parle sur l'état de radiation des cadres de certains officiers (p. 715), — sur l'ordre du jour (p. 718), (p. 720). — sur un rassemblement de chevaux à Fontainebleau (t. **XXXVIII**, p. 10), — sur le rétablissement des passeports (p. 23), (p. 38), (p. 40), — sur l'invention de Barthélemy de Recologne (p. 54), — sur les comptes rendus des ministres (p. 60), — sur le rétablissement des passeports (p. 62), — sur la désertion des officiers de marine (p. 121), — sur la présentation des décrets à la sanction (p. 124), — sur les formalités à observer pour toucher aux caisses publiques (p. 125), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 157), (p. 159), (p. 166 et suiv.) (p. 169), — sur la situation du royaume (p. 182), — sur la garde du roi (p. 246). — Fait un rapport sur une pétition des soldats du 31ᵉ régiment (p. 266 et suiv.). — Parle sur l'amnistie militaire (p. 278), — sur l'ordre du jour (p. 297). — Fait une motion sur la mise à la réforme des volontaires nationaux (p. 346 et suiv.), (p. 353), — sur le serment à prêter, par la garde du roi, — (p. 415), — sur les chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 433), — sur l'installation du tribunal criminel de la Loire-Inférieure (p. 458), — sur une pétition des gardes françaises (p. 510), — sur la conduite du ministre des affaires étrangères (p. 526), — sur les troubles du district de Noyon (p. 541), (p. 544), — sur l'affaire Pelleport et Lambelet (p. 546), — sur l'ordre du jour (p. 576), — sur l'affaire Pelleport (p. 587), (p. 588). — sur une pétition du sieur Pépin (p. 599), — sur une interruption partie des tri-

Delacroix, *député* (*Suite*).

(p. 359), — sur les troubles religieux (p. 441), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 516), (p. 517 et suiv.), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 582). — Fait une motion d'ordre (p. 596). — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 597), — sur la proposition d'accorder un secrétaire au commissaire du roi près le district d'Orléans (p. 659), — sur l'impression de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (t. **XLIV**, (p. 44), — sur les mesures à prendre pour réprimer les troubles religieux (p. 63), (p. 71). — Demande l'état nominatif des officiers de Royal-Allemand et de Saxe-hussards qui ont déserté (p. 85). — Parle sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 98), (p. 133), (p. 135), (p. 136), — sur les dépenses de 1792, (p. 193). — Fait une motion d'ordre (p. 196), — une motion relative aux maisons occupées par des religieuses (p. 241). — Parle sur le licenciement de la garde du roi (p. 285), (p. 289 et suiv.), — sur un incident provoqué par Calvet (p. 307). — Parle sur le remplacement des officiers de marine (p. 389), — sur une adresse des invalides à l'armée (p. 455), — sur la discussion de l'affaire de l'ancien ministre Duport (p. 460), — sur le traitement des ministres (p. 436). — S'élève contre des dénonciations de Chabot (p. 558), (p. 563), (p. 554), — sur une pétition des sieurs Fontaine et Talvande (p. 579), — sur une pétition du sieur Porcelet (p. 581), — sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 594), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 641), (p. 646), (p. 687), (p. 694), — sur les motifs des retards de la fabrication des coupures d'assignats (p. (698), — sur le rang que doivent occuper les officiers nouvellement promus (t. **XLV**, p. 83), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 208), (p. 211). — Membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (p. 333). — Est entendu pour un rappel au règlement (p. 341). — Parle sur une lettre de Victor Broglie au ministre de la guerre (p. 376 et suiv.). — Demande l'envoi à l'Assemblée de l'expédition des lois que le roi a refusé de sanctionner (p. 393). — Parle sur l'envoi d'une députation chez le roi (p. 423). — Fait des motions d'ordre (p. 446), (p. 454), (p. 457). — Parle sur la situation de Paris (p. 461), — sur la situation du département du Haut-Rhin (p. 463), — sur la destitution des fonctionnaires (p. 537), (p. 538), — sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544), — sur l'état de Paris (p. 562), — sur une dénonciation contre Chabot (p. 565), — sur une adresse de la ville de Lyon (p. 570), — sur la question de savoir si une somme prêtée en argent peut être remboursée en assignats (p. 585), — sur une avance à faire à la municipalité d'Angers (p. 613), — sur la situation

Delacroix, *député* (*Suite*).

des armées (p. 622), — sur une pétition du général La Fayette (p. 656), — sur une dénonciation contre Lasource (p. 665), — sur la manière de recevoir les gardes nationaux qui se rendent à Paris (t. **XLVI**, p. 2). — Demande la nomination d'une commission chargée de prendre connaissance de pièces communiquées par le ministre des affaires étrangères (p. 22). — Demande la comparution à la barre du directeur de l'imprimerie royale (p. 40). — Fait une motion d'ordre (p. 42). — Parle sur une motion de Jaucourt (p. 48), — sur le licenciement de la garde nationale parisienne (p. 72), (p. 73), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 112), (p. 132). — Fait une motion d'ordre (p. 151). — Parle sur une pétition des citoyens du Havre (p. 164), — sur la suspension du maire de Paris (p. 216), (p. 287), (p. 288), — sur une lettre de la Société des amis de la Constitution de La Réole (p. 299). — Vice-président p. 303). — Demande que la discussion soit ouverte sur la question de savoir si la patrie est ou n'est pas en danger (p. 311). — Parle sur la suspension du maire de Paris (p. 337), (p. 341), — sur une adresse du conseil général de la commune de Marseille (p. 385), — sur la suspension du maire de Paris (p. 396), — sur la proposition d'envoyer aux frontières les troupes de ligne qui sont à Paris (p. 483 et suiv.), — sur l'exécution de la loi relative à l'établissement du drapeau tricolore (p. 484). — Fait une motion d'ordre (p. 691). — Parle sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 27 et suiv.), (p. 45), — sur l'organisation et la solde des fédérés (p. 50 et suiv.), (p. 52). — Demande que l'Assemblée reprenne la discussion sur les dangers de la patrie (p. 58 et suiv.). — Parle sur une demande des généraux de l'armée du Rhin (p. 75). — Demande qu'aucun ministre sortant ne puisse occuper une autre place à la nomination du pouvoir exécutif qu'après l'apurement de ses comptes (p. 99). — Fait une motion concernant un dépôt de fusils à Givet (p. 106). — Parle sur la nomination des officiers des bataillons de grenadiers et de chasseurs (p. 108), — sur un rappel à l'ordre infligé à Chabot (p. 129), — sur les armements de l'Angleterre (p. 146), — sur l'entretien des Belges qui servent sous les ordres des généraux français (p. 224), — sur le payement des portiers du jardin des Tuileries (p. 273 et suiv.), — sur les officiers déserteurs (p. 278), — sur le port de la cocarde nationale (p. 291). — Remet une lettre du maire de la commune d'Anet (p. 304). — Parle sur un arrêté du directoire des Bouches-du-Rhône (p. 344), — sur l'envoi aux départements des actes du Corps législatif (p. 346), — sur la distribution des piques (p. 364), (p. 366). — Présente une pétition de l'auteur du journal « *Le défenseur de la Vérité* » (p. 387). — Parle sur un arrêté du conseil général de la commune de Paris relatif à la cocarde nationale

Delacroix, *député* (*Suite*).

(p. 392). — Demande la mise en accusation de Desmarets (p. 393). — Parle sur le jugement des officiers déserteurs (p. 416), — sur l'envoi aux départements d'une lettre du roi à l'occasion de la déclaration du duc de Brunswick (p. 424), — sur les pensions des religieux (p. 544),— sur la vérification des signatures apposées sur les pétitions (p. 554). — Fait une motion d'ordre (p. 600). — Demande que le ministre de la guerre rende compte si le camp de Soissons est en état de recevoir les fédérés (p. 613). — Est envoyé à la section des Tuileries (p. 654). — Rend compte de sa mission (p. 656). — Propose de faire conduire dans une des prisons de la ville les Suisses détenus à la section des Tuileries (t. **XLVIII**, p. 1). — Demande la formation d'une Cour martiale pour juger les Suisses (p. 15). — Annonce que les prisons de l'Abbaye sont attaquées par le peuple (p. 16). — Fait une motion concernant le mode de convocation d'une Convention nationale (*ibid.*). — Vice-président (p. 24). — Parle sur les accusations portées contre Blancgilly (p. 71), (p. 72), — sur les lieux de réunion des assemblées électorales (p. 73), — sur une pétition de la commune de Paris (p. 79). — Demande que le procureur général syndic de la Seine-Inférieure soit mandé à la barre (p. 103). — Parle sur une motion d'Albitte (p. 127), — sur le mode de remplacement des commissaires du roi près les tribunaux (p. 129), — sur les mesures à prendre à l'égard des parents des émigrés (p. 181). — Propose de changer la légende des sceaux de l'Etat (p. 376). — Président (*ibid.*). — Parle sur la proposition d'assujettir aux droits d'enregistrement les effets publics au porteur (p. 613 et suiv.), — sur la vente des biens des émigrés (p. 621), — sur le remplacement des administrateurs du département de Paris (p. 627), — sur la déportation des prêtres insermentés (p. 667), (p. 668),—sur l'établissement d'un impôt sur les effets au porteur (p. 680), (p. 701), — sur le serment des ecclésiastiques (p. 692), — sur l'égalité des partages dans les successions (p. 712), — — sur une pétition du sieur Jaucourt, ex-député (t. **XLIX**, p. 7 et suiv.), — sur une proposition relative aux canonniers de Paris (p. 39), — sur la conduite des commissaires envoyés aux armées de Dumouriez et de Luckner (p. 40). — Demande le rappel des commissaires envoyés aux armées (p. 75). — Parle sur les mesures à prendre contre les parents des émigrés (p. 122), — sur l'enlèvement de certains objets du garde-meuble de la Couronne (p. 128). — Propose des mesures pour le salut de la patrie (p. 209 et suiv.). — Un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (p. 210). — Un des commissaires envoyés au Temple (p. 249). — Un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Présente un projet de décret relatif à l'expédition des brevets des officiers de la gendar-

Delacroix, *député* (*Suite*).

merie et des compagnies franches (p. 371). — On annonce sa nomination à la Convention nationale (p. 396). — Parle sur le projet de décret concernant le divorce (p. 613). — Demande la résiliation des baux des biens nationaux passés au profit des émigrés et des prêtres réfractaires (p. 636). — Parle de l'armement des canonniers (p. 650), — sur la mise en adjudication du puits de Saltzbronn (t. **L**, p. 12), — sur la circulation des grains (p. 61).

Delacroix, négociant à Armentières. Prête le serment du 10 août (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 695).

Delacroix (Jacques), apothicaire. Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes et fait un don patriotique (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 226).

Delafaye. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Delafont, président de l'Assemblée des ci-devant députés extraordinaires. Fait un don patriotique (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 308).

Delafont-Braman, député de la Creuse. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). = **1792**. — Propose d'autoriser Lacoste, ci-devant ministre de la marine, à rejoindre le poste auquel le roi l'a nommé à la cour de Toscane (t. **XLVII**, p. 98). — Fait un rapport sur le mode de l'ancienne administration des domaines (t. **XLIX**, p. 187 et suiv.). — Fait un rapport sur l'état des travaux du bureau de comptabilité (t. **L**, p. 159 et suiv.). — Son rapport sur la comptabilité du sieur Randon-de-Latour (p. 621). — Son rapport sur la comptabilité de Dutartre, trésorier des bâtiments du roi (p. 702 et suiv.).

Delafrété.. — **1791**. — Fait hommage d'un mémoire sur les finances (t. **XXXV**, p. 350).

Delagarde frères. Poursuites ordonnées contre eux (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 487).

Delagarde (Dame). Approbation du marché passé avec elle (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128).

Delaguette (Veuve). Don patriotique des ouvriers de son imprimerie (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 123).

Delahaye, ancien grenadier de France. Don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32).

Delahaye. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Delahogue. — Voir *Quinette-Delahogue*.

Delaitre. Est nommé commissaire administrateur de la fabrication des assignats (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 504).

Delaizaire, député des Côtes-du-Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 184). — Membre du comité de commerce (p. 438). = **1792**. — Membre

Delaizaire, *député* (*Suite*).

du comité de commerce (t. **XXXIX**, p. 373). — Membre de la commission des Douze (p. 519). — Sa déposition dans l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. **XLV**, p. 247).

Delaloy. Haut-juré du département de l'Isère (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Delamain, administrateur du département de la Charente, chef de la première légion de la garde nationale du district de Cognac. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 594).

Delamare. Fait un don patriotique (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 514).

Delamart (Jean-Baptiste). Fait un don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 731).

Delambre. Ordres donnés pour la continuation de ses travaux (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 446 et suiv.).

Delamonque. Remet un don patriotique et se plaint des inculpations faites contre lui (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146).

Delanet (Jacques-Thomas). Renvoi de sa pétition au comité des pensions (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 413).

Delanoue (abbé). Arrêté pris à son sujet par le directoire du district de Saint-Claude (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 382).

Delanquine. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Delaplace, doyen des gens de lettres. Fait hommage d'un ouvrage ayant pour titre : *Le Valère-Maxime français* (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 621).

Delaplanche, vicaire épiscopal de Nevers. Demande audience (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 110). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il présente une adresse de dévouement (*ibid.* p. 161).

Delaporte, député du Haut-Rhin. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 72). — Prête serment (p. 79). — Parle sur les troubles d'Avignon (p. 342). — Membre du comité de liquidation (p. 371). — Parle sur les émigrants (p. 712). — Parle sur l'armement des volontaires nationaux (t. **XXXV**, p. 308), — sur une nouvelle émission d'assignats (p. 410), — sur l'argent dn canton de Soleure arrêté à Belfort (t. **XXXVI**, p. 48), (p. 313 et suiv.), — sur l'exportation des fourrages (p. 709), (p. 710). — **1792**. — Parle sur l'organisation des tribunaux criminels (t. **XXXVII**, p. 345), — sur une lettre du grenadier Danet (p. 707), — sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 24), — sur la désertion des officiers de marine (p. 121), — sur l'envoi de troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 656), — sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (p. 721), (p. 722), — sur les poursuites contre un prêtre réfrac-

Delaporte, *député* (*Suite*).

taire par le tribunal du district de Pontarlier (t. **XXXIX**, p. 112), — sur les règlements militaires (p. 505), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 534), — sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (t. **XLII**, p. 9), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 734), — sur les troubles religieux (t. **XLIII**, p. 441), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 551), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. **XLV**, p. 230). — Demande que les séances des corps administratifs soient publiques (t. **XLVI**, p. 19). — Parle sur la question de savoir si le ministre de l'intérieur a ordonné l'envoi aux départements d'un arrêté du département de la Somme (p. 41), — sur le remplacement des receveurs des finances (p. 95), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 113), — sur l'affaire des sieurs Jolivet père et fils (p. 123), — sur le mode de juger les traîtres à la patrie (p. 258). — Communique une lettre d'un juge de paix du district de Belfort (p. 486). — Demande des armes pour les habitants du Haut-Rhin (*ibid.*). — Parle sur les officiers déserteurs (p. 509), — sur la liquidation des pensions des gardes françaises (p. 517), — sur l'augmentation de la force armée (p. 559), — sur la nomination de membres de l'Assemblée pour aller visiter les frontières (p. 603), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVII**, p. 75), — sur une adresse des volontaires marseillais (p. 402), — sur les mesures à prendre pour sauver les jours du roi (p. 635), — sur la proposition de faire retirer le roi dans la loge du Logotachygraphe (p. 635), — Secrétaire (t. **XLVIII**, (p. 69). — Parle sur l'ordre des travaux de l'Assemblée (p. 400). — L'un des commissaires envoyés à l'armée du maréchal Luckner p. 416). — Fait un rapport sur l'état de la ville de Metz (t. **XLIX**, p. 402 et suiv.). — Communique des pièces relatives à la capitulation de Verdun (p. 419 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 66). — Est chargé de surveiller l'instruction du vol commis au garde-meuble (p. 70). — Parle sur les mesures à prendre pour la sûreté des personnes et des propriétés (*ibid.*).

Delaporte, curé de Saint-Gilles. Fait un don patriotique (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 253).

Delaroche, ci-devant curé. Fait un don patriotique (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 9).

Delaroye. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670).

Delarue, notaire à Paris. Fait hommage d'un ouvrage sur la Constitution (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 115).

Délassements-Comiques (Théâtre des). Don patriotique des pensionnaires (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 81).

Delaville (Jean-Eustache), curé de Courménil. Fait un don patriotique (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Delbé (Joseph-François), se disant de la section de Popincourt. Demande une garde pour veiller à la sûreté de ses magasins de denrées coloniales (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 611 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 612). — Dorizy élève des doutes sur son existence (*ibid.* p. 615). — Bécard, président du comité de la section de Popincourt, déclare qu'il n'existe dans la section aucun individu du nom de Delbé 28 janvier, (p. 714).

Delbor-Bousquet. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (19 septembre 1792, t. **L**, p. 126).

Delbos-Perrochon (Demoiselle). Est décrétée d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Delbrel. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Delcher, député de la Haute-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Ses observations relatives aux conséquences du veto (t. **XXXVI**, p. 264 et suiv.). = **1792**. — Parle sur le recrutement de l'armée (t. **XXXVII**, p. 574). — Parle sur une accusation contre Béhague (t. **XXXVIII**, p. 108), — sur la garde du roi (p. 401), — sur la nomination de commissaires pour surveiller les achats de numéraire (p. 492), — (p. 493), — sur les monnaies (p. 681). — Fait une motion relative à la composition du comité diplomatique (t. **XXXIX**, p. 598). — Parle sur une lettre de la dame Simoneau, veuve du maire d'Etampes (t. **XLI**, p. 15), — sur la réponse à faire par le président aux pétitionnaires (t. **XLII**, p. 183), — sur le règlement concernant le service intérieur de l'infanterie (p. 188), — sur la réunion des communes de Riotord et de Saint-Ferréol au département de la Haute-Loire (t. **XLIV**, p. 493). — Suppléant au comité militaire (t. **XLVII**, p. 234).

Delcourt (Dame). Fait un don patriotique en son nom et en celui de ses élèves (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 287).

Deldungen. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 425).

Delépine. Fait hommage d'un mémoire sur les impositions et d'un mémoire sur les assignats (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 64).

Delessart, ministre de l'intérieur. — **1791**. — Est nommé ministre des affaires étrangères (29 novembre, t. **XXXV**, p. 433). — Annonce sa nomination et renouvelle la déclaration de son attachement à la Constitution (*ibid.* p. 437). — Est dénoncé par Fauchet au sujet du retard apporté dans l'envoi du décret concernant la répartition des contributions et la sortie des grains du royaume (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 530 et suiv.). — Discussion : Monneron, plusieurs membres, Gérardin, Cambon, Pierre Bernard, Viénot-Vaublanc, Carnot-Feuleins jeune, Chéron-La-Bruyère (*ibid.* p. 531 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 534). — Sa justification (*ibid.* p. 546). — Se justifie de la dénonciation portée contre lui par Fauchet à raison de ses précédentes fonctions comme ministre de l'intérieur (22 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 305 et suiv.), (p. 307 et suiv.) ; — observations de Duport, ministre de la justice, et de Tarbé, ministre des contributions publiques (p. 306) ; — renvoi au comité de législation (p. 309). = **1792**. — Fauchet renouvelle ses accusations contre Delessart au sujet du retard apporté à l'envoi des décrets concernant la répartition des contributions et la sortie des grains du royaume (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 592 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 595). — Est décrété d'accusation (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550). — Le ministre de l'intérieur adresse 16 pièces relatives à l'exécution de l'acte d'accusation (11 mars, p. 560 et suiv.). — Lettre de Delessart au directoire du département de Paris (*ibid.* p. 561). — Dispositions prises par le ministre de la justice pour l'exécution du décret d'accusation (*ibid.*). — Delessart se plaint de n'avoir pas été entendu par l'Assemblée (*ibid.* p. 567 et suiv.). — Rédaction de l'acte d'accusation (14 mars, p. 692 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 693). — Projet de décret relatif aux pièces concernant sa gestion, à fournir au comité diplomatique par le ministre des affaires étrangères (*ibid.*); — discussion : Becquey, Brissot de Warville, Guadet, Delacroix, Boullanger, Lacretelle, Lagrévol, Quesnay, Tardiveau, Charlier, Mailhe (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 695). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Est remplacé par Dumouriez (17 mars 1792, t. **XL**, p. 56). — Lettre du grand procurateur de la nation au sujet des accusations dont il est l'objet (22 mars 1792, t. **XL**, p. 350); — renvoi au comité de législation (*ibid.*); — rapport par Thorillon (27 mars, p. 522 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 523). — Lettre du ministre de l'intérieur au sujet d'une erreur dans la rédaction de l'acte d'accusation (29 mars, p. 652); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Lettre du sieur Dubauchet au sujet de la mission qui lui avait été confiée par Delessart (*ibid.* p. 679 et suiv.); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.* p. 680). — Rapport par Jouffret sur la rectification d'une erreur dans la rédaction de l'acte d'accusation contre lui (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 55 et suiv.); — l'Assemblée décrète la rectification (*ibid.* p. 56). — Le ministre de la justice écrit qu'il ne peut, pour vice de forme, présenter à la sanction du roi le décret relatif aux pièces concernant sa gestion à fournir par le ministre des affaires étrangères (2 avril, p. 81); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Dénonciation contre Delessart au sujet du sieur

Delessart, *ministre* (*Suite*).

Grézy (5 avril, p. 212); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Décrets pour la remise à Dufresne, juge de paix, de la clef de son portefeuille (13 avril, p. 572). — Rapport du décret (*ibid.* p. 576). — Voir *Ministre des affaires étrangères. — Ministre de la guerre. — Ministre de l'intérieur.*

Delestrac, administrateur du district d'Apt. Présente une pétition (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Deleutre, député extraordinaire d'Avignon. Présente une pétition (t. **XXXVIII**, p. 425). — Présente une justification des Avignonnais (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 256 et suiv.), (5 mars, p. 389 et suiv.). — Demande à être admis à la barre (19 mars 1792, t. **XL**, p. 136). — Est admis (*ibid.* p. 143). — Fait un récit des troubles d'Avignon (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 72 et suiv.). — Demande à être admis à la barre (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 482); — ordre du jour (*ibid.*). — Présente une pétition (t. **L**, p. 325 et suiv.).

Delfau, député de la Dordogne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 137). — Son opinion non prononcée et son projet de décret sur les émigrants (p. 484 et suiv.). = **1792**. — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIII**, p. 312). — Dénonce un libelle intitulé : « *La chute de l'idole des Français* » (t. **XLV**, p. 106 et suiv.). — Son opinion sur les Sociétés populaires (p. 550 et suiv.), (p. 565 et suiv.). — Parle sur la suspension du maire de Paris (t. **XLVI**, p. 456), (p. 457), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (t. **XLVII**, p. 96).

Delgorgue, commissaire du roi près le tribunal criminel du département du Pas-de-Calais. Rend compte d'une affaire d'enrôlement (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 382).

Delhomme, capitaine au ci-devant régiment provincial de Paris. Pièces relatives à sa réclamation (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 651); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Déliars, député des Ardennes. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Propose un article additionnel au chapitre II du règlement relatif à la suppression des gradins placés à droite et à gauche du président (p. 186). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Suppléant au comité des domaines (p. 462). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). = **1792**. — Fait une motion relative à l'ordre des travaux de l'Assemblée (t. **XXXVII**, p. 169 et suiv.). — Parle sur le marché passé avec le sieur Baudouin (t. **XXXVIII**, p. 271 et suiv.), — sur le marché passé avec le sieur Baudouin pour les

Déliars, *député* (*Suite*).

transports militaires (t. **XXXIX**, p. 681 et suiv.). — Fait un rapport sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (t. **XL**, p. 200 et suiv.). — Propose un nouveau mode de rédaction du tableau hebdomadaire (t. **XLI**, p. 80). — Parle sur l'émission des coupures d'assignats au-dessous de 5 livres (p. 108 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (p. 178 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur la recette des deniers publics en général et dons patriotiques en particulier (t. **XLII**, p. 435 et suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (p. 480). — Membre du comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445). — Parle sur la proposition de rapporter le décret qui place la terrasse des Feuillants sous la police de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 169). — Communique une délibération du conseil général de Sedan (p. 594). — Son rapport sur la liquidation des dettes des villes (t. **L**, p. 458 et suiv.). — Son rapport sur la pétition de Lamontagne, ci-devant titulaire du prieuré de Latour-du-Lay (p. 701).

Deliège, député de la Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — L'un des commissaires inspecteurs (p. 383). = **1792**. — Fait un rapport sur une pétition du sieur Janson (t. **XXXIX**, p. 372). — Suppléant au comité d'instruction t. **XLVI**, p. 445).

Deliens, président de la section des Gobelins. Ecrit pour justifier les citoyens qui se sont rendus en armes à l'Assemblée pour y présenter une pétition (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 480 et suiv.).

Delieux, anatomiste. Fait part d'une découverte (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 7).

Delion, citoyen de Varennes. — **1791**. — Demande à être nommé officier dans les troupes de ligne (t. **XXXV**, p. 56).

Delion-Droitel, officier de la garde nationale de Montfaucon. — **1791**. — Fait part de son intention de répartir entre les gardes nationales aux frontières la récompense qui lui a été accordée à l'occasion de l'arrestation du roi et demande une place dans les troupes de ligne (t. **XXXIV**, p. 650).

Deliot, commandant de la section armée du Temple. Prête serment (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 463).

Délits. Question sur la manière de juger les délits commis en état de démence ou d'imbécillité (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Voir *Condamnés. — Forêts.*

Délits militaires. Demande des juges du tribunal criminel de la Somme au sujet de la

Délits militaires (*Suite*).

fixation de la compétence des juges (19 mars 1792, t. **XL**, p. 160); — renvoi aux comités de législation et militaire réunis (*ibid.* p. 161). — Question du ministre de la guerre sur les peines à leur appliquer (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 45); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Motion de Gossuin tendant à charger les tribunaux criminels de les juger (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 152 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.*, p. 153). — Voir *Jugements militaires*.

Delivet-Saint-Mars, député de l'Eure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Son décès est annoncé à l'Assemblée (t. **XXXIX**, p. 471).

Delix, capitaine d'artillerie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Dellecour (Joseph), de Paris. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Les adieux d'un Grenadier* (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 501).

Delleville. Nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Delmas, député de la Haute-Garonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 234). — Membre du comité militaire (p. 390). — Parle sur le remplacement des officiers (t. **XXXV**, p. 389), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 504), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 586), — sur l'organisation des volontaires nationaux (t. **XXXVI**, p. 225), (p. 281), — sur l'état des frontières (p. 460), — sur la rédaction du décret relatif à l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 467). = **1792**. — Parle sur les troubles de Perpignan (t. **XXXVII**, p. 56), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 220), — sur les mauvais procédés des Espagnols à l'égard de naufragés français (p. 421), — sur la solde de volontaires de la Seine-Inférieure (p. 524), — sur le recrutement de l'armée (p. 574 et suiv.), (p. 577), (p. 583), (p. 601), (p. 602), (p. 603), (p. 605). — Secrétaire (p. 653). — Parle sur la communication de l'état de radiation des cadres de certains officiers (p. 715), — sur les subsistances (p. 733). — Communique des pièces relatives à l'armement et à l'équipement des volontaires nationaux de la Haute-Garonne (t. **XXXVIII**, p. 345). — Parle sur le retard apporté à l'organisation de la garde nationale (p. 466), — sur une pétition des gardes françaises (p. 490), (p. 510), — sur l'affaire Pelleport (p. 588), — sur une réponse du 12e bataillon de chasseurs à Fabiani (p. 604), — sur l'envoi de troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 656). — Fait un rapport sur les moyens d'exécution du décret rendu le 14 février 1792 en faveur des gardes françaises (t. **XXXIX**, p. 362 et suiv.). — Membre du comité militaire (p. 373).

Delmas, *député* (*Suite*).

— Parle sur l'organisation des canonniers gardes nationaux (p. 680), — sur les troubles du midi (t. **XL**, p. 43), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 454), — sur les services rendus par Charles de Savines, évêque de Viviers (p. 478), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (t. **XLI**, p. 48), (p. 99), (p. 173), — sur le remplacement des officiers généraux (t. **XLII**, p. 65), — sur les troubles des Bouches-du-Rhône (p. 130), — sur la formation des légions (p. 337 et suiv.), — sur le remplacement des officiers généraux (p. 453), — sur la nomination des aides de camp des généraux (p. 453), — sur la nomination des aides de camp des généraux (p. 495), — sur les opérations de guerre (p. 744), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (t. **XLIII**, p. 610), — sur l'affichage dans Paris de placards incendiaires (t. **XLIV**, p. 400), — sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 687), — sur une lettre circulaire envoyée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 22). — Suppléant à la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Parle sur la question de savoir si les décrets de circonstance sont soumis à la sanction (p.445). — Présente un projet de décret concernant les ci-devant gardes françaises (p. 493); — le défend (p. 494). — Parle sur la situation des armées (p. 620 et suiv.), — sur l'emploi des troupes de ligne (p. 623). — Communique des détails sur l'incendie de Courtrai (t. **XLVI**, p. 46 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 110), (p. 116), — sur la levée de nouveaux bataillons de gardes nationaux volontaires (p. 203), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 249), — sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 285), — sur l'envoi aux frontières des troupes de ligne qui sont à Paris (p. 482). — Présente un projet de décret sur le placement des ci-devant gardes françaises dans la gendarmerie nationale (p. 506). — Parle sur le recrutement de l'armée (p. 658), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVII**, p. 79). — Présente un projet de décret tendant à autoriser les généraux en chef des armées à employer des officiers généraux retirés du service (p. 154). — Sa déclaration relative aux propositions faites par La Fayette au maréchal Luckner (p. 268). — L'un des commissaires chargés de se rendre aux armées (p. 654). — Sa lettre sur sa mission à l'armée du Nord (t. **XLVIII**, p. 150 et suiv.).

Delmas (François). Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Delmas (Louis). Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Delmas-Carla. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

(1) Ces démissions n'ont pas été acceptées.

Départements (*Suite*).

tion de ce département et des départements voisins (18 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 607 et suiv.). — Le ministre de la guerre rendra compte du nombre de volontaires nationaux qu'il faudrait lever pour maintenir la tranquillité publique dans les départements méridionaux (*ibid.* p. 608). — Mémoire du ministre des contributions publiques sur la nécessité de leur faire des avances pour le payement des frais d'administration et de justice (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 418); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Le comité des Douze fera un rapport sur l'autorisation à donner aux départements de requérir, en cas de troubles, les gardes nationales des départements voisins (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 279). — Le comité de législation est chargé de ce rapport (16 avril, p. 703). — Le comité de commerce présentera les moyens d'assurer les subsistances dans les départements où sont situées les armées (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 324). — Décret concernant les départements qui n'ont pas encore levé leurs bataillons (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 436). — Les départements rembourseront les avances qui leur seront faites pour cause de troubles quand ils seront occasionnés par les habitants (17 juillet, p. 550). — Les départements fourniront 50,000 hommes pour compléter l'armée de ligne (20 juillet, p. 699). — Voir *Directoires*. — *Indigents*. — *Rôles des impositions*. — *Routes*. — *Secours mutuels*. — *Secours publics*. — *Situation du royaume*. — *Troubles*.

Départements maritimes. Lettre du ministre de la guerre relative aux réquisitions des gardes nationales qui pourraient être faites dans ces départements (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679).

Dépêches. Demande des citoyens élus par les sections pour les transporter (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 618). — Etablissement de courriers pour porter à l'armée les dépêches de l'Assemblée (19 septembre 1792, t. **L**, p. 150).

Dépenses publiques. Rapport par Lafon-Ladebat sur le moyen de fixer l'état des dépenses ordinaires et extraordinaires (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 154 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 157); — ajournement (*ibid.* p. 158). — Lettre du ministre des contributions publiques sur l'arriéré des dépenses de 1792 et années antérieures (18 mars 1792, t. **XL**, p. 95); — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Dépenses de l'année 1792.

Affaires étrangères (Département des). Étate des dépenses pour le service de ce département pendant l'année 1792 (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*); — détail de ces dépenses (28 décembre, p. 579 et suiv.).

Guerre (Département de la). Aperçu des dépenses à faire dans le département de la

Dépenses de l'année 1792 (*Suite*).

guerre pour 1792 (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 233 et suiv.); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 234); — détail de ces dépenses (18 décembre, p. 499 et suiv.).

Intérieur (Département de l'). État des dépenses pour le service de l'année 1792 présenté par Delessart (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 478 et suiv.); — détail de ces dépenses (*ibid.* p. 560 et suiv.).

Justice (Département de la). Le ministre de la justice envoie 3 états relatifs aux dépenses de son département (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 173); — détail de ces états (28 décembre, p. 484 et suiv.).

Marine (Département de la). Lettre du ministre de la marine concernant les dépenses de son département pour l'année 1792 (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 174); — détail de ces dépenses (28 décembre, p. 488 et suiv.).

Rapport par Lafon-Ladebat sur les dépenses de l'année 1792 (30 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 645 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 653 et suiv.). — *Discussion :* Baignoux (31 décembre, p. 698); — Baignoux, Borie, Jacob, Dupont, Marbot, Cambon, Dorizy (*ibid.* p. 701 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 707); — adoption avec amendement des 3 articles du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Texte du décret (*ibid.* p. 708). — Les comités des finances s'occuperont de l'examen des recettes et des dépenses publiques et présenteront à l'Assemblée le tableau de leurs opérations au plus tard le 1er mars 1792 (31 décembre, p. 708).

Rapport par Lafon-Ladebat sur le payement par la Trésorerie nationale des dépenses de l'année 1792, qui n'ont pas encore été décrétées, suivant les formes et les états de 1791 (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 521); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Rapport de Lafon-Ladebat sur l'état des dépenses et des moyens de l'année 1792 (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 448 et suiv.), (19 mars 1792, t. **XL**, p, 142), (21 mars 1792, p. 203 et suiv.), (p. 219 et suiv.). — *Discussion*. — *Assemblée nationale législative*. Adoption de l'urgence et de l'article 1er du projet de décret (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 71 et suiv.). — Art. 2 : Marant, Mouysset, Bigot de Préameneu (*ibid.* p. 72); — renvoi au comité (*ibid.*). — Articles proposés par le comité de l'ordinaire des finances en remplacement de l'article 2 qui lui avait été renvoyé (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 193). — observations de Delacroix et de Cambon (*ibid.*); — L'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le premier de ces articles (*ibid.* p. 194). — Adoption d'une nouvelle disposition proposée par Lafon-Ladebat, qui devient l'article 2 (*ibid.* p. 197). — Texte des deux articles décrétés (*ibid.*). — Paragraphe 2. — *Liste civile*. — *Traitement des princes français*. — *Conseil du roi :* adoption (1er juin, p. 435). — Paragraphe 3. — *Haute-Cour*

Dépenses de l'année 1792 (*Suite*).

nationale : adoption (*ibid.*). — Paragraphe 4. — *Traitements des ministres et des chefs de bureaux.* — Article 1er. Lafon-Ladebat; rapporteur, Cambon, Marant, Crestin, Delacroix, Crublier-d'Optère, Taillefer, Lasource, Dumolard, Merlin, Cambon, Chéron-la-Bruyère Cambon, Garreau, Guadet (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 439). — Article 2 : Lamarque, Mouysset, Ducos, Léonard Robin, Becquey, Cambon, Fouquet, Tarbé, Marbot, Emmery (*ibid.* p. 443 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 444).

Dépenses secrètes. Proposition du roi tendant à augmenter de 6 millions les fonds mis à la disposition du ministre des affaires étrangères (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 307); — renvoi aux comités diplomatique et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*); — rapport par Vergniaud (26 avril, p. 430); — projet de décret (*ibid.*); — discussion (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 435). — Rectification d'une erreur de rédaction dans le décret du 26 avril y relatif (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 543) — Somme mise à la disposition du pouvoir exécutif pour cet objet (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 54).

— Voir *Affaires étrangères* (*Département des*).

Depère, député du Lot-et-Garonne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 93). — Prête serment (p. 77). — Commissaire pour assister au brûlement des assignats (p. 127). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Parle sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (t. **XXXVI**, p. 344 et suiv.). = **1792.** — Son opinion, non prononcée, sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 191 et suiv.). — Présente des projets de décret relatifs à l'emplacement de l'administration du département de l'Aisne et à l'emplacement du tribunal criminel du département de l'Yonne (p. 212 et suiv.). — Son mémoire sur les relations extérieures de la France (p. 417 et suiv.). — Membre du comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394). — Fait un rapport sur le logement de l'évêque du département de la Mayenne (t. **XLIV**, p. 313), — un rapport sur l'emplacement de l'administration du département de l'Ain (*ibid.*), — un rapport : 1° sur l'administration relative au mobilier national; 2° sur la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées; 3° sur les moyens de pourvoir aux frais du culte catholique (t. **XLVI**, p. 542 et suiv.), — un rapport sur une avance à faire au département de la Corse (p. 613). — Annonce le départ de 1,600 fédérés pour le camp de Soissons (p. 694). — Fait la seconde lecture de son rapport : 1° sur l'administration relative au mobilier national; 2° sur la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées ; 3° sur les moyens de pourvoir aux frais du culte catholique (t. **XLVII**, p. 112 et suiv.). — Fait la troisième lecture de son rapport sur : 1° l'administration du mobilier national; 2 la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées; 3° les moyens de pourvoir aux frais du culte catholique (t. **XLIX**, p. 327 et suiv.). — Ses observations sur le défrichement des landes de la ci-devant province de Guyenne (t. **L**, p. 722, et suiv.).

Deperet, député de la Haute-Vienne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 80). — L'un des commissaires-inspecteurs (p. 383). — Membre du comité des secours publics (p. 454). — Opte pour le comité des secours publics (p. 521). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux Acadiens et Canadiens résidant en France (t. **XXXV**, (p. 106), (p. 371). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux départements (t. **XXXVI**, p. 407 et suiv.). = **1792.** — Soumet à la discussion le projet décret relatif aux secours à accorder aux départements pour les pauvres (t. **XXXVII**, p. 6 et suiv.). — Fait un nouveau rapport et présente un nouveau projet de décret sur les secours à accorder aux départements (p. 110 et suiv.); — le soumet à la discussion (p. 172); — le défend (p. 173), (p. 452). — Parle sur le port de la cocarde blanche (p. 172), — sur la pétition du sieur Cazeau (t. **XXXIX**, p. 359), — sur le sort à faire aux invalides (t. **XLII**, p. 555). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux familles acadiennes résidant en France (t. **XLIII**, p.4). — Parle sur le traitement des officiers de santé de la marine (t. **XLIV**, p. 272). — Est entendu au sujet de l'arrestation d'un citoyen dans les tribunes (t. **XLVI**, p. 322). — Propose un projet de décret tendant à la suppression de la caisse de la liquidation des anciennes dettes des troupes et de celle de la chancellerie militaire (t. **L**, p. 131).

Depeyrat. Fait hommage d'un timbre mécanique et de sûreté (9 août 1792, t. **XLVIII**, p. 594).

Déportation. Les comités colonial et de législation réunis feront un rapport sur la déportation (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, (p. 19).

— Voir *Prêtres réfractaires*.

Dépôts. Le ministre de la justice demande l'établissement, dans chaque département, d'un dépôt des titres et papiers (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 371); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques relatives à l'établissement de dépôts des titres et renseignements relatifs aux droits et domaines nationaux (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 156); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Dépôts de mendicité. Rapport à leur sujet par Delessart, ministre de l'intérieur (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 577 et suiv.).

Dépôts militaires de munitions, d'armes. Déclaration à faire par ceux à qui ils ont été confiés (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 527).

Deprade. -- **1791**. — Offre de fournir 6 millions en espèces à 14 0/0 (t. **XXXIV**, p. 423).

Députations à l'Assemblée. — Voir *Assemblée nationale législative*.

Députations de l'Assemblée au roi. Il est fait motion qu'au lieu d'écrire au roi pour lui demander l'heure à laquelle il veut recevoir les députations, il lui soit seulement annoncé l'heure à laquelle elles se rendront auprès de lui (5 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 86); — *Discussion :* Viénot-Vaublanc, Guadet, Delacroix, Thuriot, Audoy, Thuriot, Lagrévol, Cambon, un membre, Voysin de Gartempe (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée ferme la discussion et décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.* p. 87). — Décret portant qu'une députation de 60 membres sera envoyée au roi pour lui annoncer la constitution de l'Assemblée en Assemblée nationale législative (4 octobre, p. 73); — liste des membres composant la députation (*ibid.* p. 74); — compte rendu par Ducastel de la mission accomplie par la députation (5 octobre, p. 80).

Députés à l'Assemblée nationale constituante. Pétition contre *le privilège accordé aux anciens députés à l'Assemblée constituante d'assister aux séances dans les tribunes réservées*, présentée par une députation de citoyens de Paris (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 137); — *Discussion :* un membre, Couthon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrété que la séparation pratiquée aux deux extrémités de la salle sera supprimée et que l'entrée de la salle ne sera permise qu'aux membres de l'Assemblée et aux personnes attachées à son service (*ibid.* p. 138). — Présentation par Dejabin du second volume de la collection des portraits des députés à l'Assemblée constituante (17 octobre, p. 260 et suiv.). — Voir *Garde nationale parisienne soldée*.

Députés à l'Assemblée nationale législative. Liste par ordre alphabétique des noms des députés et des députés suppléants à l'Assemblée législative (t. **XXXIV**, p. 1 et suiv.); — liste par ordre alphabétique de départements (p. 25 et suiv.). — Lettre de Baudoin, imprimeur, annonçant que la liste des députés par ordre alphabétique de départements est entièrement composée, à l'exception du département de la Corse et demandant si elle doit être distribuée sans attendre davantage (13 octobre, p. 200); — l'Assemblée décrète que la liste sera imprimée et distribuée sans attendre davantage (*ibid.*). Les députés ne pourront pas voter avant d'avoir prêté serment (4 octobre, p. 74). —

Députés à l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

Leurs cartes seront provisoirement signées par le président et contresignées par un secrétaire (11 octobre, p. 167). — Motion de Soret tendant à réduire leur traitement de 18 livres à 12 livres (12 octobre, p. 198); — ordre du jour (*ibid.*). — Les commissaires de la salle sont autorisés à délivrer des mandats pour le payement et le traitement des députés suivant la fixation et le mode de l'Assemblée constituante (28 octobre, p. 500). — Sur les motions de Basire et de Tarbé, l'Assemblée décide que le comité chargé de l'expédition des mandats présentera un tableau des députés absents pour, sur son rapport, être statué conformément à la Constitution (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 297); — rapport (28 décembre, p. 477); — l'Assemblée décrète que les députés en congé seront tenus, à leur retour, de se présenter au bureau des mandats pour dater leur retour (*ibid.*). — Motion de Caminet au sujet des députés fonctionnaires qui touchent un traitement autre que celui de député (28 décembre, p. 477); — ordre du jour (*ibid.*). — Inizan demande que les membres de l'Assemblée fassent don à la patrie du numéraire qu'ils possèdent (1er janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 726); — observations de Becquey (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*). — Broussonnet demande qu'il soit interdit aux membres de l'Assemblée de solliciter auprès des ministres (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 350); — *Débat :* Roux-Fasillac, Lequinio, Charlier, Dorizy, Hilaire, Audrein, Lagrévol, Rouyer (*ibid.* et p. suiv.); — ordre du jour motivé sur la loi existante (*ibid.* p. 351). — Un membre demande que toutes les fois que l'on battra la générale à Paris, les députés la regardent comme un avertissement de se réunir au lieu des séances de l'Assemblée (25 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 546); — ajournement de cette motion (*ibid.*). — Motion de Léopold tendant à faire inscrire au procès-verbal avec censure les noms des députés qui, au lieu d'assister aux séances de l'Assemblée, seront convaincus d'avoir siégé dans d'autres assemblées populaires (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 39); — ordre du jour (*ibid.* p. 42). — Sur la motion de Thuriot et de Rougier-La-Bergerie, l'Assemblée décrète que les députés présents à l'ouverture de la séance du 24 février au matin se feront inscrire au bureau et que leurs noms seront insérés au procès-verbal (24 février, p. 44 et suiv.); — les noms de ces membres ne seront pas insérés au procès-verbal (25 février, p. 77). — Hommage, par Palloy, de médailles provenant des débris de la Bastille (11 mars, p. 564). — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale sur la question de savoir si les députés sont assujettis à justifier de l'acquit de leurs contributions pour pouvoir toucher la rétribution qui leur est fixée par les décrets (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 509); — observations de Bréard,

Députés à l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

Chéron-La-Bruyère, Goupilleau, Rougier-la-Bergerie, Thuriot (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que les députés seront tenus de justifier du payement de leurs contributions (*ibid.* p. 510). — Sur les observations de Kersaint, Lecointe-Puyraveau et Ducos, l'Assemblée rapporte ce décret (*ibid.*). — Sur la motion de Caminet, l'Assemblée décrète que le mot *indemnité* sera substitué au mot *traitement* dans les mandats qui sont délivrés aux députés (12 avril, p. 510). — Chaubry propose d'offrir à la nation le tiers de l'indemnité que les députés toucheront pendant les mois d'avril, mai et juin (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 278 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 279). — Basire demande que ce décret soit rapporté (24 avril, p. 302 et suiv.); — discussion : Merlin, Thuriot, Lecointe-Puyraveau, Grangeneuve, Emmery, Bouestard, Dehaussy-Robecourt, Kersaint, Henry-Larivière, Duvaut (*ibid.* p. 303 et suiv.); — l'Assemblée rapporte le décret et décide qu'il sera ouvert une souscription où chaque membre pourra s'inscrire (*ibid.* p. 306). — Il sera déposé à cet effet un registre dans le bureau des commissaires de la salle (*ibid.*). — Montant de la souscription (*ibid.* p. 323), (24 avril, p. 331), (25 avril, p. 385), (27 avril, p. 452), (28 avril, p. 495), (30 avril, p. 535). — Les administrateurs du directoire du département de la Seine-Inférieure demandent si les députés doivent être imposés à raison de la somme qui leur est allouée annuellement (23 avril, p. 300 et suiv.); — observations de Marant (*ibid.* p. 301); — ordre du jour motivé sur ce que les députés n'ont pas de traitement, mais une indemnité (*ibid.*). — Incident au sujet des mandats d'amener décernés contre Basire, Chabot et Merlin par le juge de paix Larivière (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 575 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Discussion (20 mai, p. 597 et suiv.), (p. 605 et suiv.). — Dehaussy-Robecourt demande que la moitié du traitement des députés soit affectée en droits d'assistance. — Cette motion n'a pas eu de suite (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 430). — Exception, en leur faveur, au décret qui supprime la franchise des lettres (6 juin, p. 622). — Décoration qu'ils doivent porter dans le lieu des séances, en députation et commission (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 381). — Motion relative au remplacement de ceux qui n'ont pas répondu à l'appel nominal qui a suivi la déclaration du danger de la patrie (12 juillet, p. 436). — Les députés absents pour cause de maladie seront payés de leur indemnité (20 juillet, p. 684). — Girod demande qu'il soit présenté une loi contre les députés qui seront prouvés avoir concouru directement ou indirectement à la nomination des ministres (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 80); — adoption de cette motion, sauf rédaction (*ibid.*). — Les commissaires inspecteurs de la

Députés à l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

salle feront rendre et réintégrer dans les caisses de la trésorerie nationale ce que quelques fonctionnaires publics, députés au Corps législatifs, ont indûment perçu (24 juillet, p. 98). — Plaintes de députés maltraités par la foule à la sortie de la séance du 8 août (9 août, p. 598 et suiv.), (p. 601 et suiv.), (p. 604 et suiv.). — Lecture à faire de la liste des députés absents à la séance du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 161). — Sont tenus de donner leur adresse au comité de la section qu'ils habitent (17 août, p. 299). — Tallien avertit l'Assemblée que plusieurs de ses membres se disposent à prendre des passeports et à quitter leur poste (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 9). — Renseignements complémentaires fournis par Tallien (27 août, p. 23). — La commune de Paris donnera les noms des députés à qui elle a donné des passeports (*ibid.* p. 24). — L'Assemblée décrète qu'aucun de ses membres ne pourra s'absenter qu'en vertu d'un congé qui lui tiendra lieu de passeport (*ibid.*). — Moyens de constater leur absence (*ibid.*). — Il sera dressé une liste des députés en congé (1er septembre, p. 179). — Renvoi au comité d'inspection d'une demande relative à ce qui est dû aux députés fonctionnaires ecclésiastiques qui ont cumulé deux traitements (2 septembre, p. 217). — Le ministre de l'intérieur leur fera adresser tous les décrets et actes du Corps législatif imprimés à l'imprimerie ci-devant royale (8 septembre, p. 471). — Décret relatif à la contribution des députés pour les frais de la guerre (11 septembre, p. 565). — Renvoi au comité de surveillance et à la commission extraordinaire de dénonciations contre des membres de l'Assemblée (17 septembre 1792, t. **L**, p. 68). — Décret ordonnant l'application rigoureuse de la loi interdisant aux fonctionnaires publics de recevoir les traitements attribués à leurs fonctions cumulativement avec l'indemnité accordée aux représentants du peuple (20 septembre, p. 175). — Les commissaires de la salle feront connaître les noms de ceux qui ont reçu deux traitements (*ibid.*). — Les députés non réélus à la Convention nationale recevront les procès-verbaux de l'Assemblée nationale législative et jouiront de la franchise des lettres jusqu'au 1er octobre (*ibid.* p. 187).

Députés à l'Assemblée nationale législative. — Voir *Abbaye*. — *Assemblée nationale législative*. — *Bibliothèque nationale*. — *Censure*. — *Colonies*. — *Congés*. — *Décès*. — *Démissions*. — *Elections*. — *Jurés*. — *Législateurs*. — *Rappels à l'ordre*. — *Serment*.

Députés des colonies à l'Assemblée nationale législative. Clémenceau demande la vérification des pouvoirs de deux députés de Saint-Domingue (26 octobre 1791,

Députés des colonies à l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

t. **XXXIV**, p. 415); — renvoi au comité colonial (*ibid.*).

Députés élus à la Convention nationale. L'archiviste fera parvenir à l'Assemblée nationale la liste des députés dès que le nombre des inscrits s'élèvera à 200 (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 683). — Les députés déjà rendus à Paris seront admis dans l'enceinte de la salle de l'Assemblée (16 septembre 1792, t. **L**, p. 52). — On annonce que 201 députés se sont fait inscrire (19 septembre, p. 134). — On annonce l'inscription de 221 députés (*ibid.* p. 140). — Sont convoqués pour le 20 septembre (*ibid.* p. 150). — — Voir *Convention nationale.*

Députés extraordinaires. Ne seront admis qu'après avoir fait vérifier leurs pouvoirs par le comité de division (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 331). — Suppression de la tribune qui leur était réservée et défense aux commissaires inspecteurs de leur donner des cartes (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 76). — Font un don patriotique (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 308).

Députés extraordinaires. — Voir *Brylié.* — *Monneron.*

Députés suppléants à l'Assemblée nationale législative. — Demandent qu'il leur soit distribué un exemplaire des procès-verbaux des séances (31 octorbe 1791, t. **XXXIV**,p. 533); — ordre du jour (*ibid.*).— Demandent à être admis à la barre (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 67). — Admis à la barre, leur discours (5 janvier, p. 92). — Regnault-Beaucaron demande qu'il soit pris des mesures pour empêcher que des personnes signant les noms des suppléants à la législature usurpent des places qui ne leur appartiennent pas (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 689); — renvoi au comité d'inspection (*ibid.*). — Seront admis à assister aux séances de l'Assemblée, de concert avec les fédérés (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Dequeux, député suppléant de la Somme. — **1791**. — Est admis en remplacement de Loyeux, démissionnaire (t. **XXXVI**, p. 286). — Prête serment (*ibid.*). = **1792**. — Fait un don patriotique (t. **XLII**, p. 328).

Dequigny. Rapport contre lui par Bernard (*de Saintes*), (t. **L**, p. 696 et suiv.).

Derazeu, citoyen de Damey (Vosges). Fait un don patriotique (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50).

Derazey. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Dereboul, député de l'Ardèche. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 99.)

Derepas (Vincent). Présente une adresse sur les circonstances actuelles (8 août 1792, (t. **XLVII**, p. 554).

Deretz, capitaine de la garde nationale de Mende. Est décrété d'accusation (28 mars 1792, t. **XL**, p. 634). — Acte d'accusation contre lui (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 413 et suiv.). — Annonce de son arrestation (11 avril, p. 469), (12 avril, p. 543), (13 avril, p. 556). — Le ministre de l'intérieur annonce son transfert à Orléans (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 189). — Lettre du conseil général de la Lozère, relative à son transfert à Orléans (25 avril, p. 369).

Dereuse, ancien contrôleur des fermes. Fait un don patriotique (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 253). — Fait hommage d'un travail sur les bureaux de l'administration de district et de département (25 mars 1792, t. **XL**, p. 479).

Derieux, l'un des députés des commissaires des sections de Paris. Est admis à la barre (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 641).

Dernaux, ci-devant caporal au 43[e] régiment. Communication de détails concernant son affaire (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 125); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Derrien, député des Côtes-du-Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 166). — Suppléant au comité d'agriculture (p. 436).

Desains, administrateur du directoire du district de Rieux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Desalle père, maître-maçon, et la demoiselle Rosalie Desalle font un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 509).

Desalles-Vigneron. Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 640).

Desamballes, lieutenant-colonel des volontaires nationaux de Seine-et-Oise. Présente une pétition (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 558); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Desandrouins, maréchal de camp. Rapport concluant au rejet de sa demande d'indemnité (23 mars 1792, t. **XL**, p. 393 et suiv.). — Rejet de sa demande de pension (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 294).

Desange (Maître). Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Desaudray, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593).

Desaules, ancien capitaine. Sollicite la continuation de sa pension (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 169); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Desaulnois. — **1791**. — Lettre à M. de Blanchelande (t. **XXXVI**, p. 629 et suiv.).

Desbarolles remet un don patriotique au nom d'une Lyonnaise (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 360).

Desbarrats fils. Approbation de sa conduite (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453).

Desbois, député de la Somme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de secours publics (p. 454). — Parle sur les émigrations (p. 550). — Demande l'adjonction de 6 commis au comité des secours publics (t. **XXXV**, p. 307). — Fait un rapport sur l'interprétation de la loi relative à la mise en liberté des détenus pour mois de nourrice (p. 502 et suiv.). — Fait des observations au sujet du rapport sur les troubles de Choue (t. **XXXVI**, p. 639). — **1792**. — Se plaint des mauvais traitements qu'il a subis en sortant de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 604).

Desbordes, commandant de la section armée du Temple. Prête serment (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 463).

Desbordes, lieutenant-colonel d'infanterie. Approbation de sa conduite à Perpignan (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 53), (4 janvier, p. 74). — Le ministre de la justice retourne à l'Assemblée comme non revêtu des formes constitutionnelles, le décret du 3 janvier 1792, qui porte approbation de la conduite de Desbordes (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 159); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p. 162).

Desborides, colonel du 9e régiment d'infanterie. Ecrit au sujet de violences exercées par des soldats de son régiment contre leurs officiers (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 548).

Desbouillons. Sa lettre relative à la force armée qu'il amène à Paris (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44).

Desbrosses. Accusé d'avoir enrôlé le sieur Chaix pour l'armée des émigrés (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 216 et suiv.).

Descamps, député du Gers. — **1791**. — Prête serment (t. **XXXIV**, p. 137). — Membre du comité de division (p. 450). = **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 590).

Descar fils. Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 439).

Descat fils, de Bordeaux. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 485).

Deschamps, député de l'Eure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur les troubles de l'Eure (t. **XL**, p. 5).

Deschamps, bijoutier. Fait un don patriotique (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 555).

Deschamps, de Paris. Présente un modèle de médaillon qui pourrait être accordé en récompense aux gardes nationales (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 437).

Deschamps, garde national. Remet des lettres trouvées aux Tuileries (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 81).

Deschamps, maire de Neuf-Brisach. Approbation de sa conduite (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 170).

Deschamps, prêtre. Adresse de dévouement (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Deschamps-des-Roziers, visiteur des rôles du district de Sarlat. Fait un don patriotique (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 429).

Deschapelles, chef du comité des payeurs de rentes. Demande le payement de dépenses (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 653). — Accordé (19 septembre 1792, t. **L**, p. 73).

Descorbiac, de Paris. Ses vues sur l'amélioration des hôpitaux (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 723).

Descorbière, officier d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Descoudrées (Adolphe), lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Descourtis. Envoie un don patriotique (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 556).

Descourtiz, régisseur des biens de l'évêché d'Orléans. Adresse les comptes de sa gestion (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 34).

Descrots-d'Estrées (père), député de l'Allier. — **1791**. — Fait des rapports sur les élections de la Somme, du Tarn, du Var, de la Vendée, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Vosges et de l'Yonne (t. **XXXIV**, p. 51 et suiv.). — Est admis (p. 54). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 75). — Suppléant au comité militaire (p. 390). = **1792**. — Suppléant au comité militaire (t. **XXXIX**, p. 373). — Suppléant au comité de marine (p. 394). — Membre du comité de marine (t. **XLI**, p. 604). — Témoigne son regret de n'avoir pu assister à la séance du 7 juillet (t. **XLVI**, p. 244). — Suppléant au comité militaire (t. **XLVII**, p. 234). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 625). — Présente un projet de décret relatif aux officiers étrangers employés dans les armées françaises (t. **XLIX**, p. 33).

Descurel, de Milhau. Transmission d'une procédure contre lui (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 430); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*) — Le ministre de la justice demande à l'Assemblée de statuer sur son sort (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur le délit qui lui est imputé (31 juillet, p. 309).

Déserteurs français. Le ministre de la guerre demande que les déserteurs qui ont abandonné leur corps depuis l'amnistie de 1784 puissent profiter de la loi du 15 septembre 1791 (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 713); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le comité militaire présentera un décret sur les peines à infliger aux officiers déserteurs (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 167). — Rapport par Gasparin sur les punitions à infliger aux militaires de tous grades déserteurs

Destrem, *député* (*Suite*).

sur les tabacs étrangers (p. 317), — la deuxième lecture de son rapport sur la revision du tarif des droits de douane (*ibid.* et p. suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la revision du tarif des droits de douane (t. **XLVII**, p. 236 et suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de décret relatif à la fixation des droits d'entrée sur les tabacs étrangers (t. **XLIX**, p. 358). — Présente un projet de décret relatif aux objets de comptabilité dont les chambres de commerce étaient chargées (p. 359). — Fait la seconde lecture de son rapport sur le transit des marchandises (p. 414 et suiv.); — la troisième lecture de ce rapport (p. 447 et suiv.). — Présente un projet de décret sur l'exportation des grains (p. 511). — Parle sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 580). — Présente un projet de décret sur l'établissement d'un tribunal de commerce à Toulouse (t. **L**, p. 83), — un projet de décret établissant des foires et marchés dans différentes villes (*ibid.*).

Destrem, membre de la société des amis de la Constitution de Lyon. Fait hommage de deux ouvrages ayant pour titre : *Réflexions sur la Constitution française et sur les circonstances* (18 mars 1792, t. **XL**, p. 97), (p. 117).

Desurmont. Demande l'abolition de toutes les fêtes religieuses (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 620).

Detaintot. Réclame le remboursement d'une somme de 41,000 livres (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Détausia, lieutenant-colonel de cavalerie. Demande le rapport d'un décret relatif aux membres des conseils de discipline (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 582).

Détenus. Le ministre de l'intérieur annonce qu'il a autorisé provisoirement l'élévation de la ration de pain des détenus dans les maisons de justice (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 125); — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et des secours publics réunis (*ibid.*). — Délai accordé aux citoyens détenus en vertu de lettres de cachet ou de tout autre acte arbitraire pour se pourvoir contre tout jugement rendu en dernier ressort (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 321). — Les détenus pour faits relatifs à la circulation des grains et au partage des biens communaux seront remis en liberté (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 252). — Il en sera de même pour les détenus pour faits relatifs à la presse (*ibid.* p. 277). — Lettre du ministre de la justice relative à des détenus qui demandent à être conservés dans leurs prisons actuelles. — Ordre du jour (9 septembre, p. 498). — Elargissement des détenus pour provocation au duel (17 septembre 1792, t. **L**, p. 72). — Les fonctionnaires qui négligeront la poursuite des auteurs de détentions arbitraires seront condamnés solidairement aux intérêts civils dus aux personnes arbitrairement détenues (19 septembre, p. 138). — Voir *Contrainte par corps*. — *Prisonniers pour mois de nourrice*.

Détenus (*Suite*).

Detrouville, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593).

Dette publique. Amelot sollicite l'Assemblée de s'occuper du mode de remboursement de la dette exigible (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 73 et suiv.); — renvoi, sur la motion de Dorizy, aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 74.) — Présentation par Alphonse Larboicher d'un ouvrage sur les moyens d'éteindre la dette nationale (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 333). — Autre ouvrage sur le même objet (24 mars 1792, t. **XL**, p. 434). — Opinion de Cailhasson sur le remboursement de la dette exigible (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 115 et suiv.). — Etat de la dette publique présenté par Cambon (*ibid.* p. 131 et suiv.). — Etat de la dette publique au 1er janvier 1792 (8 avril, p. 358). — Discussion sur le remboursement de la dette (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 334 et suiv.). — Dettes et moyens de l'Empire au 1er avril 1792 (*ibid.*, p. 350). — Etat des parties de la dette publique et des dépenses de 1792 dont il faudra assurer le payement (*ibid.* p. 352). — Tableau des payements successifs de la dette remboursable et des dépenses publiques en 1793, 1794 et 1795 (*ibid.* p. 353). — Discours de Lacoste-Monlausur sur les moyens de l'éteindre (22 mai, p. 717). — Voir — *Comités de l'Assemblée nationale législative*. — *Créances sur l'Etat*. — *Finances*. — *Liquidation*. — *Remboursements*.

Dettes des troupes. — Voir *Caisse de liquidation des anciennes dettes des troupes*.

Dettes des villes. Le comité de l'extraordinaire des finances fera un rapport général sur les dettes des villes (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 524). — Rapport par Deliars sur leur liquidation (..... t. **L**, p. 458 et suiv.).

Dettes. — Voir *Contrainte par corps*.

Deusy, député du Pas-de-Calais. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité féodal (p. 462). = **1792**. — Membre du comité féodal (t. **XXXIX**, p. 467). — Parle sur le civisme du 5e régiment de dragons (t. **XLIV**, p. 626), — sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 110 et suiv.), (p. 208). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVI**, p. 150). — Parle sur une dénonciation faite contre le directoire du département du Pas-de-Calais (p. 648). — Demande qu'il soit pris des mesures pour maintenir l'ordre dans les tribunes de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 46). — Parle sur une pétition des fédérés (p. 70). — Se plaint des mauvais traitements qu'il a subis en sortant de l'Assemblée (p. 604). — Pré-

Deusy, *député* (*Suite*).
sente un projet de décret sur le traitement à faire aux officiers de gendarmerie supprimés (t. **XLIX**, p. 574); — un projet de décret sur l'habillement des vainqueurs de la Bastille (*ibid.*). — Présente un projet de décret sur l'organisation des pompiers de Paris (..... t. **L**, p. 96).

Deux-Hoste (Commune des). Projet de décret sur des secours à accorder à des incendies (20 mars 1792, t. **XL**, p. 187); — adoption (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 362).

Deux-Ponts (Duc des). Observations du ministre de la justice sur des contestations entre le duc des Deux-Ponts et l'évêque de Spire (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 32); — renvoi aux comités diplomatique et de législation réunis (*ibid.*). — Le comité de l'extraordinaire des finances propose de se faire représenter les clauses de l'obligation par lui souscrite au profit du Trésor public et des mesures prises pour la rentrée du 1er terme échu (16 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 562).

Devaines, adresse un état des recettes et des dépenses de la Trésorerie nationale pendant les 15 premiers jours de mars (19 mars 1792, t. **XL**, p. 140).

Devaraigne, député de la Haute-Marne. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78). — **1792**. — Parle sur le canal de Sommevoire à Chalette (t. **XLII**, p. 528). — Remet des dons patriotiques (t. **XLIV**, p. 174). — Présente une pétition de citoyens de la ville de Langres (p. 689). — Donne lecture d'une lettre des officiers municipaux de Langres (t. **XLV**, p. 192). — Son projet d'organisation générale des ponts et chaussées (p. 311 et suiv.). — L'un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre aux prisons (t. **XLIX**, p. 216).

Devars. Nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Devaulx, ancien officier municipal de Saint-Quentin et ci-devant contrôleur des fermes. Demande audience (19 mars 1792, t. **XL**, p. 138). — Admis, il fait une dénonciation contre le ministre des contributions publiques (20 mars, p. 185).

Devaux. Demande audience (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 108). — Jour fixé (*ibid.*).

Devaux, libraire. Fait hommage du recueil des décrets rendus par le Corps constituant (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 76). — Fait hommage de 4 volumes de la collection des travaux de l'Assemblée constituante (16 mars 1792, t. **XL**, p. 38).

Devaux, officier des volontaires de la Marne. Mémoire justificatif (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 77).

Devaux (Philippe), secrétaire de légation près la cour de Liège. Rend compte des insultes qui lui ont été faites à Mons (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 632 et suiv.).

Deverey. Ecrit au sujet de la nomination des juges des tribunaux criminels (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 485).

Devergile, de Paris. Fait un don patriotique (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 534).

Devérité. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Deverneilh, député de la Dordogne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 199). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Parle sur l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 723). — **1792**. — Fait un rapport sur l'arrestation des sieurs Bazelaire, Desalles-Vigneron et Pierron (t. **XLV**, p. 639 et suiv.). — Fait un rapport sur le mode de purger les hypothèques des biens acquis par le roi au nom de la nation (t. **XLIX**, p. 525 et suiv.).

Devillars, secrétaire-commis des bureaux de l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (22 février 1792, t. **XLII**, p. 283).

Devilliers (Louis). — **1791**. — Réclame une pension (t. **XXXVI**, p. 203).

Devirieu, ministre plénipotentiaire de la cour de Parme. Renvoi au comité diplomatique de sa demande relative à son départ de France (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 216). — Il est placé sous la sauvegarde de la loi, en attendant que le ministre des affaires étrangères ait rendu compte des motifs qui l'ont déterminé à lui délivrer un passeport (*ibid.* p. 217); — réponse du ministre des affaires étrangères (3 septembre, p. 233); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*).

Devosse (Barthélemi). Gratification à lui accordée (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 31).

Dey d'Alger (Démêlés politiques avec le). — Voir *Alger*.

Deydier, député de l'Ain. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — **1792**. — Membre du comité de division (t. **XXXIX**, p. 393).

Dez. Fait hommage de deux volumes manuscrits des œuvres de Vauban (1792, t. **XXXVIII**, p. 584).

Dherbez-Latour, député des Basses-Alpes. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (t. **XXXV**, p. 284). — **1792**. — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495).

Dhermigny, colonel. Fait un don patriotique au nom de la 30e division de gendarmerie (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 639).

Diacon, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 315).

Diamants de la couronne. Les sieurs Menière, Loury et Landgroff réclament les honoraires qui leur sont dus pour l'appréciation de ces diamants (31 janvier 1792,

Districts (*Suite*).

— renvoi au comité de division (*ibid.*). — Rembourseront les avances qui leur seront faites pour cause de troubles quand ils seront occasionnés par les habitants (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 550).

— Voir *Biens nationaux*. — *Circonscriptions*. — *Directoires*.

Dithurbide, député des Basses-Pyrénées. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 259). — Membre du comité de la trésorerie nationale (p. 345). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). = **1792**. — Parle sur l'organisation de la gendarmerie nationale (t. **XLV**, p. 173). — S'engage à se charger du premier enfant de son district dont le père sera mort en combattant pour la liberté (t. **XLIX**, p. 98).

Divik (Sr). Sa pétition relative au remplacement des officiers (6 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 659).

Divisions militaires. Le ministre de la guerre présente un état de ces divisions (18 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 634); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Divorce. Pétition de citoyens de Paris pour obtenir des lois provisoires sur le divorce (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 466); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Présentation par William-William d'un ouvrage sur le divorce (19 mars 1792, t. **XL**, p. 138). — Pétition pour demander son établissement (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 63). — Renvoi au comité de législation d'une pétition sur cet objet (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 400). — Aubert-Dubayet demande que le mariage puisse être dissous par le divorce (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 117); — l'Assemblée décrète cette proposition et la renvoie au comité de législation pour le mode d'exécution (*ibid.* p. 118); — rapport par Robin (7 septembre, p. 432 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 433 et suiv.); — contre-projet présenté par Sédillez (13 septembre, p. 609 et suiv.); — débat : Ducastel, Mailhe, Thuriot, Léonard Robin, *rapporteur*, Cambon (*ibid.* p. 612 et suiv.); — l'Assemblée accorde la priorité au projet de décret du comité (*ibid.* p. 613). — *Discussion des articles*. — *Paragraphe Ier*. — Article 1er, Henry-Larivière, Ducastel (*ibid.*); — adoption et renvoi au comité pour rédaction (*ibid.*). — Adoption des articles 1 à 6 (14 septembre, p. 643 et suiv.). — Rejet des articles 7 et 8 (*ibid.* p. 644). — Adoption de l'article 9 (*ibid.*) — *Paragraphe II*. Adoption des articles 1 à 10 (*ibid.* p. 644). — Adoption des articles 11 à 13 (15 septembre, p. 678). — Adoption des articles 14 à 19 (18 septembre 1792, t. **L**, p. 112 et suiv.). — *Paragraphe III*. — Adoption des articles 1 à 4 (*ibid.* p. 113). — Adoption de l'article 5 (19 septembre, p. 149). — Adoption des articles 6 à 11 (20 septembre, p. 172 et suiv.). — *Paragraphe IV*. — Adoption des articles 1 à

Divorce (*Suite*).

12 (*ibid.* p. 173). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 188 et suiv.).

Divorce. — Voir *Demati*.

Divry. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Dix-août. — Voir *Journée du 10 août*.

Doazan (Dame). Fait un don patriotique (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105).

Doe *fils*, de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Dochier, député de la Drôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les élections de la Loire-Inférieure (p. 92 et suiv.). — Membre du comité de division (p. 450). — Fait un rapport sur la circonscription des paroisses de Romans (p. 689 et suiv.). — Fait une seconde lecture du projet de décret relatif à la circonscription des paroisses de Romans (t. **XXXV**, p. 105 et suiv.). — Fait un rapport sur l'érection de la chapelle de Bercy en église paroissiale (p. 551). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Basin (t. **XXXVI**, p. 643 et suiv.). = **1792**. — Fait un rapport sur la réunion des paroisses de Saint-Jean-aux-Bois et de la Rivière (t. **XXXVIII**, p. 35), — sur la circonscription des paroisses du district de Romans (p. 635). — Fait un don patriotique (t. **XLII**, p. 320). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 115). — Fait un rapport sur le nombre et le placement des notaires publics dans le département de la Drôme (t. **XLVI**, p. 237 et suiv.), — un rapport sur le nombre et le placement des notaires publics dans le département de l'Isère (p. 239 et suiv.), — un rapport sur le service paroissial dans la ville de Léré (p. 241). — Soumet à la discussion un projet de décret sur la réunion des paroisses de Saint-Jean-aux-Bois et de la Rivière (*ibid.* et p. suiv.). — Fait la seconde lecture de ses rapports sur le placement des notaires publics dans les départements de la Drôme et de l'Isère et sur le service paroissial dans la ville de Léré (p. 643 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le nombre et le placement des notaires du département des Hautes-Alpes (t. **XLVII**, p. 40 et suiv.). — Fait part de l'empressement que les citoyens de la Drôme mettent à payer leurs contributions (p. 82). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur les notaires des Hautes-Alpes (p. 248 et suiv.), — la troisième lecture du projet de décret sur le service paroissial dans la ville de Léré (p. 249). — Propose l'admission de Rovère, député de la Drôme (p. 278). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur le placement des notaires de l'Isère et de la Drôme (p. 491 et suiv.), — un rapport sur l'affaire du sieur Basire (p. 536).

Dorizy, *député* (*Suite*).

Parle sur la pétition du sieur Basin (p. 645), — sur les travaux du canal de Bourgogne (p. 692), — sur l'augmentation des commis du bureau de liquidation (p. 695), — sur la fabrication des assignats (p. 697), — sur les dépenses pour 1792 (p. 707), — sur un mémoire du sieur Burté (p. 711). = **1792.** — Parle sur une demande de secours de la ville de Béziers (p. 727), — sur la fixation de l'époque de l'ère de la liberté (t. **XXXVII**, p. 6), (p. 7), — sur une motion d'Albitte relative au rapport des décrets (p. 65), — sur le remboursement de la dette exigible (p. 74). — Fait un rapport sur la comptabilité des chambres de commerce (p. 74 et suiv.). — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 83), — sur la vente des forges de Moyeuvre (p. 132), — sur l'organisation de l'administration des forêts (p. 136). — Fait une motion relative à la suspension de l'aliénation de certaines abbayes de filles (p. 156). —Parle sur la pétition du sieur Sébire (p. 157), (161), — sur la suppression des arpenteurs et des architectes jurés experts (p. 168), — sur une pétition des ci-devant religieux de la Chartreuse d'Auray (p. 169). — Présente un projet de décret relatif à la remise à Gatteau, graveur, du poinçon original du timbre des assignats de 5 livres (p. 201). — Parle sur le marché passé avec la dame Lagarde (p. 202 et suiv.), — sur l'ordre du jour p. 216), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 219), — sur une pétition du département de la Nièvre (p. 347), (p. 348), — sur l'habillement des gardes nationales (p. 348), — sur la question de savoir s'il y a lieu de charger les procureurs syndics des fonctions de procureur des eaux et forêts (p. 349),— sur les sollicitations adressées aux ministres par les députés (p. 350), — sur une demande de remboursements d'assignats (p. 358), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 361), — sur une demande de secours du département de Lot-et-Garonne (p. 404), — sur la gratification à accorder à Guillaume Sébire (p. 406), — sur l'administration des forêts (p. 424), — sur les troubles de Caen (p. 450), — sur les formalités des caisses publiques (p. 450), (p. 451), — sur l'envoi des pièces aux grands procureurs de la nation (p. 472), — sur une lettre de Lacombe, député de la Gironde (p. 499), — sur l'ordre du jour (p. 524), — sur le manque d'exactitude des députés (p. 594). — Elève des doutes sur l'existence du sieur Delbé (p. 615). — Propose de consacrer par une médaille le souvenir de la journée du 14 janvier 1792 (p. 642). — Parle sur la fabrication des monnaies (p. 673), (p. 674), — sur les faux assignats (p. 677), — sur une demande de secours de Latude (p. 685 et suiv.), — sur les caisses patriotiques (p. 687), — sur une réclamation des receveurs de district (p. 712), — sur une pétition des entrepreneurs des districts de Paris (p. 732), — sur le fait des coupons d'assignats (t. **XXXVIII**, p. 13). — Présente différents écrits de Boissy-d'Anglas (p. 76). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 109), (p. 110), — sur la députation chargée d'assister aux obsèques de Cérutti (p. 111), — sur les billets de confiance (p. 118), (p. 123). — Fait un rapport sur la fabrication et la forme des nouveaux assignats (p. 129 et suiv.), — le défend (p. 133). — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (p. 135), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 252 et suiv.), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 284), (p. 285), (p. 286), (p. 287), (p. 291), — sur une pétition de Burté (p. 325), — sur une demande du tribunal du 1er arrondissememt de Paris (p 328), — sur l'installation du tribunal criminel de la Loire-Inférieur (p. 458), — sur les saisies et oppositions sur le Trésor (p. 511), — sur la translation de l'hôpital de Confolens (p. 517), — sur les monnaies (p. 680), (p. 681), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (t. **XXXIX**, p. 85), — sur les caisses patriotiques (p. 106), — sur les secours à accorder à Latude (p. 108), — sur les moyens de prévenir la fabrication des assignats (p. 144), — sur les contributions (p. 186), (p. 187), — sur la fabrication des assignats (p. 350), (p. 373). — Fait un rapport sur les marchés passés par le ministre des contributions publiques pour la fabrication du papier des assignats (p. 376). — Membre du comités des assignats et monnaies (p. 467). — Parle sur la fabrication des assignats (p. 512), — sur l'organisation des directoires de départements (p. 552), — sur un don patriotique des élèves des écoles de mathématiques de Reims (p. 625), — sur les transports militaires (p. 684), — sur l'ordre des travaux de l'Assemblée (t. **XL**, p. 41). — sur les poursuites contre les fabricateurs de faux assignats (p. 143), — sur les affaires d'Arles (p. 166). — Vice-président (p. 206). — Parle sur les billets de confiance (p. 499), (p. 570), (p. 572), — sur la fabrication des petits assignats (p. 573). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — Président (p. 80). — Parle sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (t. **XLIII**, p. 414). — Son rapport sur le payement des gages arriérés (t. **L**, p. 214 et suiv.).

Dorlhac, avocat. Adresse des exemplaires d'un ouvrage intitulé : *Les périls de la Constitution et de l'Etat* (21 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 551) ; — ordre du jour (*ibid.*).

Dorliac, député de la Haute-Garonne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (t. **XXXV**, p. 53). — **1792.** — Membre de la commission centrale (t. **XXXVIII**,

(12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 264). — Demande d'interprétation de la loi qui affranchit à deux lieues des frontières, relativement aux douanes, les objets de fabrication des habitants (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315). — Approbation de la conduite du département relativement aux contributions (16 mai, p. 430). — On demande des interprétations sur le tarif des douanes (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 574); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Établissement d'une commission chargée d'y vérifier et recevoir les armes (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 401). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 381). — Zèle patriotique des habitants (22 août, p. 617).

Conseil général. Adresse d'adhésion (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 7).

Directoire. Annonce que l'ordre est rétabli à Besançon (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 44 et suiv.). — Demande le payement d'une somme de 325 livres à l'adjudicataire des travaux de l'église paroissiale de Gillery (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 315). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Tribunal criminel. Don patriotique de l'accusateur public, du commissaire du roi et du greffier (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 350).

Volontaires nationaux. Plaintes du conseil d'administration du bataillon contre l'ingénieur en chef gardien de l'arsenal de Huningue (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 688).

— Voir *Gray* (*Commune de*).

Doucet. Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 96).

Doucet, volontaire dans le bataillon du Loiret. — Pétition concernant le remplacement des officiers (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 622).

Doucin, chirurgien. Fait un don patriotique (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573).

Doudan. Haut-juré du département du Nord (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Douffet. Fait hommage d'un ouvrage sur les tontines immobilières (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Douis, officier municipal de la ville d'Arles. Extrait d'un procès-verbal de la municipalité de Beaucaire relatif à quelques mouvements du peuple contre lui 1er avril 1792, t. **XLI**, p. 67).

Doulcet (de Pontécoulant), député suppléant du Calvados. — Nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Doullens (Commune de). Le pouvoir exécutif rendra compte de l'utilité de cette place (26 mai 1792, t. **XLIV**, p, 127).

Doumange. Remet un don patriotique de la part des citoyens faisant la négoce de l'argent 8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 158 et suiv.).

Doumer, administrateur des subsistanees militaires. Se plaint des inculpations dirigées contre lui (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 73.)

Doumère. Haut-juré du département de la Haute-Garonne (15 novembre 1791, t. **XXXV**. p. 80).

Dourdan (Château de). Le directoire du département de Seine-et-Oise est autorisé à l'acquérir pour y établir des prisons (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 191).

Dourdan (Commune de).

Conseil général. Adresse d'adhésion (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139).

Doussain, député suppléant d'Eure-et-Loir. — **1792.** — Est admis en remplacement de Bellier-du-Chesney, démissionnaire (t. **XLVI**, p. 639). — Prête serment (p. 640).

Douville (Commune de), département du Calvados. Réclamation contre la réunion de la paroisse à celle de Saint-Pierre-sur-Dives (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 665).

Douyet, député de l'Allier. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p, 54). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). = **1792.** — Fait un rapport sur les dépenses de l'ancienne administration de l'île de Corse (t. **XLV**, p. 584). — Est entendu au sujet d'une demande de passeport faite par lui sans avoir indiqué sa qualité de député (t. **XLVI**, p. 694), (p. 695).

Douze cents. Proposition de Jean Debry (Aisne) sur la levée d'un corps spécial de volontaires qui porteront le nom de Douze cents (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 12 et suiv.); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 13).

Douzouer (1). Nommé à la Convention nationale (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 552).

Doyen, maître maçon. Demande le remboursement de sa lettre de maîtrise (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 80); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Doyen, restaurateur au pont tournant du jardin des Tuileries. Est mis sous la sauvegarde de la loi (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 81).

Dragons en général. Les citoyens de Brest demandent que le premier guidon de chaque régiment de dragons soit décoré des couleurs nationales (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 590). — Taille nécessaire pour servir dans les dragons (24 janvier, p. 638). — Bases pour la liquidation des offices attachés aux états-majors (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 606). — Le ministre de la guerre est autorisé à employer les fusils des régiments de dragons à l'armement de l'infanterie (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170).

Dragons. (Régiments divers.)

3e *régiment.* Le premier lieutenant-colonel demande audience (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 329). — Jour fixé (*ibid.*).

---

(1) Voir t. XLIX, p. 452, la note au bas de la deuxième colonne.

Dreux (Commune de) (*Suite*).

p. 147). — Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département d'Eure-et-Loir (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100). — Adresse d'adhésion (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 2). — Dénonciation d'un livre incendiaire (1er septembre, p. 179).

Dreux (District de). Don patriotique par 3 des 5 juges du tribunal et par les greffiers du même tribunal. (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 472). — Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Drevon, élève de rhétorique au collège de Langres. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530).

Drior. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Les Chandeliers* (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 557).

Drobecq instituteur. Fait hommage d'une traduction en vers de la déclaration du philosophe Condorcet (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 500). — Fait hommage d'un poème intitulé : *Les victimes du despotisme ecclésiastique* (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 487).

Droits d'enregistrement. Le ministre des contributions publiques appelle l'attention de l'Assemblée sur plusieurs mémoires relatifs aux droits de timbre et d'enregistrement à percevoir sur certains actes (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 103) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Voir *Comptabilité*. — *Effets au porteur*. — *Effets publics*.

Droits d'entrée. — Voir *Tabacs étrangers*.

Droits féodaux. — Motion de Crestin tendant à révoquer l'article 4 du titre II du la loi du 15 mars 1790, concernant les droits féodaux supprimés sans indemnité (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 115 et suiv.) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.* p. 116). — Motion et projet de décret relatif à leur rachat proposé par Couthon (29 février 1792, t. **XXXIX**, p. 194 et suiv.) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.* p. 196). — Rapport par Lautour-Duchâtel sur la suppression, sans indemnité, de divers droits féodaux déclarés rachetables par le décret du 15 mars 1790 (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 470 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.*, p. 473 et suiv.). — *Discussion :* Dorliac (*ibid.* p. 474 et suiv.). — Lettre du ministre des contributions publiques relative au recouvrement des droits féodaux non supprimés (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 189) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.*). — Deuxième lecture du projet de décret concernant la suppression, sans indemnité, de divers droits féodaux déclarés rachetables par le décret du 15 mars 1790 (28 avril p. 485 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret concernant la suppression, sans indemnité de divers droits féodaux déclarés rachetables par le décret du 15 mars 1790 (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 14). — *Discussion :* Goujon, Couthon, Mailhe (*ibid.* et p. suiv.) ;

Droits féodaux (*Suite*).

— Deusy (12 juin, p. 110 et suiv) ; — Louvet (*ibid.* p. 119 et suiv.) ; — Prouveur, Gohier (14 juin, p. 107 et suiv.) ; — Henry (*Haute-Marne*), Lagrévol, Guadet, Dumolard, Delacroix, Carnot-Feuleins *jeune*, Mailhe, Goujon, Lagrévol, Lecointe-Puyraveau, Dumolard, Mailhe, Aubert-Dubayet, Lagrévol-Hua, Delacroix, Mathieu Dumas, Chéron-La-Bruyère (*ibid.* p. 207 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète que tous les droits féodaux qui ne seront pas justifiés être le prix de la concession du fonds par titre primitif sont supprimés sans indemnité. — Cette disposition devient l'article 1er (*ibid.* p. 211). — Article 2 : Crestin, Charlier (17 juin, p. 332 et suiv.) — adoption (*ibid.*, p. 333). — Article 3 : Gohier (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Article 4 : adoption (*ibid.*). — Article 5 : Lecointe-Puyraveau (*ibid.*) ; — ajournement (*ibid*). — Article 6 : Delacroix (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Renvoi à la commission pour rédaction (*ibid.*). — Rédaction proposée par la commission (18 juin, p. 336). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Opinions non prononcées, de Chouteau (*ibid.*) p. 343 et p. suiv.), — de Laboissière (*ibid.* p. 345 et suiv.) — de Journu-Auber (*ibid.* p. 346 et suiv.) — de Oudot (*ibid.* p. 349 et suiv.). — Mémoires de Chapsal (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 521), — de Baudoin (*ibid.*). — Pétition du département du Loiret pour la suppression de plusieurs droits féodaux (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 191) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.*). — Pétition de plusieurs citoyens créanciers des propriétaires de droits féodaux (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 316) ; renvoi au comité féodal (*ibid.*). — Observations du sieur Amyot en réponse au projet du comité féodal sur la suppression des droits féodaux (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 647). — Lettre du commissaire du roi près la caisse de l'extraordinaire relative à la forme du rachat des ci-devant droits féodaux (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 156) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.*). — Les poursuites faites devant les tribunaux pour cause de droits féodaux sont suspendues (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 289.) — Les droits féodaux sont supprimés sans indemnité (*ibid.* p. 291). — Projet de décret sur la suppression des droits fixes, censuels ou féodaux (20 août 1792, t. **XLVIII**, p, 425) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.* p. 426 et suiv.). — Rédaction proposée par Mailhe (21 août, p. 604) ; — renvoi au comité féodal (*ibid.*). — Nouvelle rédaction proposée par le comité (25 août, p. 698 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 700). — Articles additionnels proposés par Mailhe (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 701). — Adoption des articles additionnels de Mailhe au décret du 25 août 1792 sur la suppression des droits fixes, casuels ou féodaux (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 75 et suiv.).

— Voir *Loiret* (*Département du*).

Droits de mainmorte. — Voir *Mainmorte*.

Droits de sortie. — Voir *Cotons*.

Droits de souveraineté (Exercice des). — Voir *Adresse au peuple français*.

Droits de succession. — Voir *Enregistrement*.

Drôme (Département de la). Pétition au sujet de la résidence de la direction des droits d'enregistrement (29 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 502). — Rapport du ministre de l'intérieur sur une question de compétence entre les administrateurs du département et les entrepreneurs des travaux du Rhône (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 84 et suiv.). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur cette question (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 208). — Demande des administrateurs relative au traitement des curés et vicaires (20 novembre 1791, p. 250). — Adresse de félicitation des administrateurs (5 décembre, p. 593). — Pétition du 3e bataillon des volontaires sur le choix des officiers (10 décembre, p. 722). — Adresse des ecclésiastiques (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 373). — Le directoire demande que l'Assemblée se charge de l'éducation des jumeaux Pierre et Joseph Franques (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 435). — Adresse des citoyens (5 février 1792, t. **XXXVIII**,, p. 187). — On annonce la tenue de la première assemblée du juré de jugement (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 113). — Adresse du directoire (18 mars 1792, t. **XL**, p. 96). — Délai pour l'envoi au ministre de la guerre des tableaux des emplacements pour les brigades de gendarmerie accordées au département (14 avril 1792,t. **XLI**, p. 643). — Députés (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 320). — Projet de décret tendant à accorder un secours de 100,000 livres pour des inondations (29 avril, p. 505) ; — rejet motivé (*ibid.*). — Etablissement d'une commission chargée de vérifier et recevoir les armes (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 401). — Lettre des administrateurs relative à l'école d'artillerie de Grenoble (25 juin, p. 548). — Adresse du directoire (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 121). — Don patriotique des citoyens (13 juillet, p. 436). — Mention honorable du patriotisme et du zèle des citoyens (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 82). — Actes du directoire depuis que la patrie est en danger (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 708). — Lettre du président relative à la surveillance des lettres (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 38). — Adresse d'adhésion du conseil général (7 septembre, p. 442), — de l'Assemblée électorale (11 septembre, p. 550). — Députés nommés à la Convention nationale (13 septembre, p. 608).

Commissaires du département pour les troubles d'Avignon et du Comtat. Observations sur le décret d'amnistie (27 mars 1792, t. **XL**, p. 520). — Pièces relatives aux affaires d'Avignon. — Suspension des commissaires (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 115 et suiv.). — Arrêté relatif à l'envoi de nouveaux commissaires (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 3). — Question sur le genre de pouvoir que doit conserver le département sur les commissaires envoyés dans les districts de Louvèze et de Vaucluse (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 155). — Adresse des commissaires relative aux événements du 20 juin (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 682). — Demande de fonds pour les commissaires (19 juillet, 1792, t. **XLVI**, p. 647). — Inculpations contre le commissaires (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 86) ; — décrets (*ibid.*), (15 août, p. 151 et p. 152).

Drôme (Département de la) (*Suite*).

Notaires. Rapport par Dochier sur le nombre et le placement des notaires publics (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 237) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Deuxième lecture (19 juillet, p. 645 et suiv.). — Troisième lecture (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 493 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 494).

Troubles. Lettre du ministre de l'intérieur y relative. — Renvoi au comité des Douze (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 156).

Volontaires nationaux. Pétition du 3e bataillon des volontaires relative au choix des officiers (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 722 et suiv.), renvoi au comité militaire (*ibid.*, p. 723).

— Voir *Matelots*.

Drouet, curé de Fontaine. Fait un don patriotique (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 491).

Drouet, de Rennes. Sollicite un secours 0 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 297) ; — renvoi u comité des secours publics (*ibid.*).

Drouet, de Sainte-Menehould. — Présente des pétitions (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 56), (20 novembre, p. 259).

Drouhin, éditeur. — Fait hommage de la suite de l'ouvrage intitulé : *Antiquités nationales* (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 645), (9 décembre, p. 671).

Drouillard. Fait un don patriotique (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 533).

Drouin, député de la Meurthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595).

Drouin, grenadier dans la garde nationale parisienne. Présente une pétition (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 513) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Droz (aîné), de la Chaux-de-Fonds. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670).

Droz (Eloi-Humbert et Louis-Humbert). Font des dons patriotiques (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 695).

Droz, graveur. Présente un mémoire sur le timbre des assignats (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 333).

Droz. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 394).

Druillon, ancien député à l'Assemblée constituante. — Haut-juré du département de Loir-et-Cher (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 80). — Fait un don patriotique (26 avril 1792, t. XLII, p. 409).

Drusenheim (Commune de). La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. XLIV, p. 132). — Proclamation de Lamorlière relative à sa mise en état de guerre (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 91).

Dubail (Prosper). Son rapport sur sa mission auprès de la Haute-Cour nationale (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 566 et suiv.).

Duban. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 263).

Dubauchet. Sa lettre au sujet de la mission qui lui avait été confiée par Delessart (29 mars 1792, t. XL, p. 679 et suiv.).

Dubernard (G.), secrétaire de la Société des Amis de la Constitution de Toulouse. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 620).

Dublond. Vérification à faire au sujet d'une procédure instruite contre lui (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 544).

Dubois. — Demande la décoration militaire 27 novembre 1791, t. XXXV, p. 391); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Dubois, chirurgien. — Demande un secours (4 décembre 1791, t. XXXV, p. 562).

Dubois, administrateur du directoire du département des Ardennes. — Adresse copie d'une pièce portant permission de port d'armes accordée par la société séante aux Jacobins (29 juin 1792, t. XLV, p. 664).

Dubois, soldat au 74e régiment d'infanterie. Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août 1792 (29 août 1792, t. XLIX, p. 104).

Dubois, inspecteur des ponts et chaussées. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. XLIII, p. 18).

Dubois, maire de Tonneins. Demande audience (19 mai 1792, t. XLIII, p. 554). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il réclame contre un arrêté du directoire du département de Tarn-et-Garonne (*ibid.* p. 575).

Dubois (Benjamin). — Voir *Montmarin* (Port de).

Dubois (Clément). Fait un don patriotique (23 août 1792, t. XLVIII, p. 663).

Dubois (Jacques), ancien professeur d'accouchement. Décret lui accordant une indemnité (16 août 1792, t. XLVIII, p. 278 et suiv.).

Dubois (Pierre-Henri dit). Observations sur une pension qui lui a été accordée (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 515), (p. 517).

Dubois-de-Bellegarde, député de la Charente. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Demande que les officiers pensionnés qui prendront du service

Dubois-de-Bellegarde, député (*Suite*). dans la garde nationale jouissent de leur pension et de leur traitement (p. 358 et suiv.). — Demande que cette mesure s'étende à tous les citoyens (p. 368). — Membre du comité militaire (p. 390). — Parle sur l'armement des gardes nationales (p. 509). — Parle sur le remplacement des officiers (t. XXXV, p. 83), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 280). — Est rappelé à l'ordre (p. 556). — 1792. — Parle sur la pétition de Gauthier d'Hauteville (t. XXXVIII, p. 274). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (t. XXXIX, p. 340). — Présente une adresse de la commune de Montignac-le-Coq, (p. 371). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (p. 374). — Présente une adresse de citoyens de la ville de Ruffec (p. 424). — Parle sur le recrutement dans le département de la Charente (p. 468), (p. 489), — sur l'exécution du décret d'accusation rendu contre le sieur Duléry (p. 560), — sur l'arrestation de plusieurs barils d'huile à La Rochelle (t. XL, p. 562). — Fait un rapport sur une dénonciation contre Marentin (t. XLII, p. 406 et suiv.). — Parle sur le remplacement des officiers généraux (p. 452). — Parle sur les conspirations qui se font à Paris (t. XLII, p. 274). — Remet des dons patriotiques (t. XLIV, p. 692). — Parle sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. XLV, p. 228). — Suppléant au comité militaire (t. XLVII, p. 234). — Parle sur la déclaration du duc de Brunswick (p. 344). — Fait part du zèle patriotique des habitants de la Charente (p. 620). — Un des commissaires chargés de se rendre aux armées (p. 654). — Sa lettre sur sa mission à l'armée du Nord (t. XLVIII, p. 150 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (t. L, p. 104).

Dubois de Bellegarde (La dame) et ses enfants. Font un don patriotique (25 avril 1792, t. XLII, p. 380).

Dubois de Chemant. Fait un don patriotique (22 août 1792, t. XLVIII, p. 617).

Dubois de Crancé, ex-membre de l'Assemblée constituante. — L'Assemblée décrète l'impression d'un rapport qu'il a fait sur les invalides (12 octobre 1791, t. XXXIV, p. 184). Ses réclamations au sujet des droits des membres de l'Assemblée constituante à l'avancement dans la garde nationale parisienne soldée (p. 219), (p. 246). — Demande à être admis à la barre pour présenter une pétition (p. 659); — est admis et proteste contre la nomination de Bailly, maire de Paris, comme administrateur du département (p. 668 et suiv.). — Dénonce Narbonne, ancien ministre de la guerre (31 mars 1792, t. XLI, p. 31). — Nommé à la Convention nationale (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 550.) — Fait un don patriotique 14 septembre, p. 629).

Dubois du Bais, député du Calvados. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les émi-

Dubois du Bais, député (*Suite*).

grations (p. 348). — Suppléant au comité diplomatique (p. 398). — Donne lecture d'une lettre de 17 municipalités du Calvados concernant les troubles occasionnés par les prêtres réfractaires (p. 673). = **1792.** — Parle sur la déchéance encourue par Louis-Stanislas-Xavier, prince français (t. **XXXVII**, p. **444**) ; — sur un trait de générosité du 3e bataillon de la garde nationale parisienne (t. **XXXVIII**, p. 118). — Suppléant au comité militaire (t. **XXXIX**, p. 373). — Parle sur les lettres de commandement à temps à accorder dans les places de guerre (t. **XLI**, p. 577). — Son opinion, non prononcée, sur la proposition de déclarer la guerre à l'Autriche (t. **XLII**, p. 219 et suiv.). — Remet un don patriotique (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 105). — Membre de la commission des armes (t. **XLVII**, p. 190). — Membre du comité militaire (p. 234). — Dépose des adresses demandant la déchéance du roi (p. 557). — Un des commissaires chargés de se rendre aux armées (p. 654). — Sa lettre sur sa mission à l'armée du Nord (t. **XLVIII**. p. 150 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533). — (t. **L**, p. 104).

Dubosc de Vitermont. Sa pension est portée à la somme de 1,753 l. 2. 6 d. (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 31).

Dubouchage. Est nommé ministre de la marine (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 14). — Annonce sa nomination à l'Assemblée (22 juillet, p. 47). — Est chargé, par intérim, du ministère des affaires étrangères (23 juillet, p. 92). — Envoie le compte de son administration. — Il est autorisé à se rendre dans les ports et les divers établissements de la marine (15 septembre 1792, t. **XLIX**, (p. 665). — Procès-verbal de la levée des scellés apposés sur ses papiers (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30). — Voir *Ministre de la Marine*.

Dubouchet, député suppléant de Rhône-et-Loire. — **1792.** — Est admis en remplacement de Jovin-Molle démissionnaire (t. **XLV**, p. 611). — Prête serment (*ibid.*). Parle sur la levée des gardes nationaux (t. **XLVI**, p. 657).

Du Bouexie, lieutenant de vaisseau. Demande de rappel d'appointements (t. **XXXVII**, p. 23).

Duboulet et Malherbe, capitaines au régiment de la Martinique. Le ministre de la marine envoie des pièces relatives aux indemnités réclamées par ces officiers (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 36); — renvoi au comité colonial (*ibid*).

Dubout, député de l'Oise. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité de la Trésorerie nationale (p. 345). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). — **1792.** — Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30).

Dubray, concierge et traiteur de l'état-major des gardes suisses. Sa réclamation (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 301).

Dubreuil. Prévenu d'enrôlements pour les émigrés (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 639).

Dubreuil. Dénonce Chabot par lettre (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 563 et suiv.). — Vérification à faire de sa demeure et de sa signatnre (*ibid.* p. 565). — Son nom n'a pas été trouvé parmi ceux des citoyens de la section des Quinze-Vingts (*ibid.* p. 579). — La signature est reconnue fausse (26 juin, p. 592), (27 juin, p. 626).

Dubreuil. Fait un don patriotique (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 210).

Dubreuil-Chambardel, député des Deux-Sèvres. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment. (p. 125). = **1792.** — Parle sur la formation des rôles des contributions (t. **XXXIX**, p. 171)). — Obtient un congé (t. **XL**, p. 523).

Dubu de Longchamp, colon. — Demande à être admis à la barre (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77), (17 décembre, p. 172). — Présente une pétition portant accusation contre les amis des noirs (18 décembre, p. 227 et suiv.). — Observations de Thuriot au sujet de l'addition à son nom de celui de Longchamp (19 décembre, p. 248).

Dubuc. Le pouvoir exécutif fera rentrer la somme qu'il doit au gouvernement (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 493).

Dubuisson, député de Seine-et-Marne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité militaire (p. 391). = **1792.** — Parle sur la circonscription des paroisses de la ville de Provins (t. **XXXVIII**, p. 29), (t. **XXXIX**, p. 188). — Membre de la commission des armes (t. **XLVII**, p. 190). — Suppléant au comité militaire (p. 234).

Dubuisson, capitaine d'artillerie. Réclame le payement de sa pension (14 février 1792, t. **XXXVIII**. p. 508 et suiv.); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.* p. 509).

Dubuisson, membre de la Société des amis de la Constitution de Selles-sur-Cher. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 593).

Dubus-Champville, ancien comédien italien. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 18).

Dubusqué, lieutenant-colonel de dragons. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Ducamp, ancien officier. — Demande à être réintégré dans son grade (4 décembre 1791 t. **XXXV**, p. 567).

Ducamp. Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 221).

Ducastel, député de la Seine-Inférieure. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). —

Ducos, député (*Suite*).

naux (p. 466), — sur l'état des frontières (p. 594 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 367), — sur une adresse de la ville de Versailles (p. 449), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 490), (p. 546), (p. 605 et suiv.), (p. 637 et suiv.), — sur l'affaire de Rauch (t. **XXXVI**, p. 96), (p. 98), — sur le complot de Strasbourg (p. 168), — sur l'augmentation de l'émission des assignats (p. 182), — sur l'insurrection de l'équipage de la frégate l'*Embuscade* (p. 273), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 325), — sur l'admission des députés des colonies (p. 357), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 400), — sur l'ordre du jour (p. 401), — sur les troubles des Feuillants (p. 420), — sur les chambres de commerce (p. 480), (p. 481), — sur l'exportation des fourrages (p. 709). = **1792**. — Parle sur les subsistances (t. **XXXVII**, p. 106), (p. 109). — Demande la parole pour faire un rapport (p. 132). — Parle sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute Cour nationale (p. 184), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 218), (p. 219), (p. 230), — sur les colonies au delà du Cap (p. 352). — Demande que les vaisseaux de commerce revenant de l'Inde puissent entrer dans tous les ports du royaume (p. 353). — Demande le rappel à l'ordre de Dehaussy-Robecourt (p. 368). — Parle sur l'organisation des bureaux des ministres (p. 409). — Fait un rapport sur une pétition des maîtres de postes (p. 425). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 461), — sur les accusations contre le ministre de la marine (p. 560), — sur le prix des denrées coloniales (p. 617 et suiv.), — sur les caisses patriotiques (p. 687). — Ses observations sur la paye d'honneur du colonel général des Suisses (p. 705), — sur les subsistances (p. 734), sur les dénonciations contre Bertrand, ministre de la marine (t. **XXXVIII**, p. 84 et suiv.), (p. 96), — Secrétaire (p. 257). — Parle sur les chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 433), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 473), — sur une pétition des gardes françaises (p. 490), — sur l'affaire Pelleport et Lambelet (p. 545), — sur un hommage du sieur Hennet (p. 584), — sur une interruption partie des tribunes (p. 601), — sur la création d'affiches nationales (p. 647), — sur les colonies (t. **XXXIX**, p. 20), — sur la réunion des députés hors séance (p. 33), — sur l'inscription au procès-verbal des noms des députés absents des séances (p. 41), — sur les secours à accorder à Latude (p. 109), — sur l'incompatibilité entre les fonctions de législateur et celles de juré (p. 134), — sur les accusations contre le ministre de la justice (p. 170), — sur les affaires des Iles-du-Vent (p. 233 et suiv.), — sur une adresse des volontaires de l'Yonne (p. 506), — communique une lettre des volontaires nationaux de Bordeaux (p. 561). — Parle sur une adresse des amis de la Constitution de la ville de Nîmes (p. 615), — sur les poursuites contre les fabricateurs de faux assignats (t. **XL**, p. 143), — sur la motion de démolir les châteaux de Bannes et de Jalès (p. 174); — sur les troubles des colonies (p. 204), (p. 363), (p. 365 et suiv.), (p. 451), (p. 455), (p. 487). — Opinion, non prononcée, sur la révocation du décret du 24 septembre 1791 et les moyens de rétablir la paix dans les colonies (p. 501 et suiv.). — Fait un rapport sur les droits à payer par les cotons à leur sortie du royaume (p. 523 et suiv.). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 536), (p. 537). — Demande la mention honorable pour un ouvrage du sieur d'Archenholtz (t. **XLI**, p. 212). — Parle sur les comptes de Narbonne (p. 334), — sur les formalités à remplir par les députés pour toucher leur traitement (p. 510). — Suppléant au comité de marine (p. 604). — Fait la troisième lecture de son rapport sur les droits de sortie des cotons (t. **XLII**), p. 66 et suiv.), — le défend (p. 67). — Parle sur la suppression des congrégations (p. 493), (p. 653), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 735), — sur le procès-verbal de la séance du 3 mai 1792 au matin (t. **XLIII**, p. 1); — sur la compagnie d'Afrique (p. 167); — sur les affaires d'Avignon (p. 218); — sur le brûlement des titres de noblesse (p. 275). — Fait un rapport sur la prohibition de la sortie des bestiaux à l'étranger (p. 333). — Parle sur les troubles religieux (p. 439), — sur la situation de Saint-Domingue, (t. **XLIV**, p. 190). — Fait une motion d'ordre (p. 286). — Parle sur un incident provoqué par Froudière (p. 294), — sur la mise à l'ordre du jour de l'affaire de Duport-Dutertre (p. 370), — sur la publicité des séances des corps administratifs (p. 480), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 443). — Remet des dons patriotiques (t. **XLV**, p. 501). — Parle sur une adresse du département de la Meurthe (p. 532), — sur la destitution des fonctionnaires (p. 537), (p. 538), — sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544), — sur l'inexécution de la loi portant qu'il sera nommé un secrétaire du conseil du roi (p. 545), — sur les moyens d'augmenter l'armée du maréchal Luckner (p. 577), — sur les secours à accorder à Saint-Domingue (p. 594), — sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 670), (p. 671), — sur les comptes de Narbonne (p. 701), — sur les sociétés populaires (t. **XLVI**, p. 19), — Son opinion, non prononcée, sur la déclaration du danger de la patrie (p. 348 et suiv.). — Parle sur la proposition de mander Montesquiou à la barre (t. **XLVII**, p. 69), — sur l'assassinat à Bordeaux de deux prêtres non assermentés (p. 91), — sur une dénonciation faite par Arena contre le dernier ministère (p. 189), — sur l'organisation du service dans la garde

Ducos, député (*Suite*).

nationale sédentaire (p. 284), — sur la nomination des commissaires chargés d'aller visiter le camp de Soissons (p. 332), — sur le mode d'envoi aux départements des actes du Corps législatif (p. 346), — sur les encouragements à donner aux défenseurs de la patrie (p. 420), — sur l'envoi aux départements d'une lettre du roi à l'occasion de la déclaration du duc de Brunswick (p. 424). — Demande qu'il soit accordé des pensions aux veuves et aux orphelins des citoyens qui ont péri dans la journée du 10 août (p. 652). — Demande que l'on surveille les maisons de jeu (t. **XLVIII**, p. 69). — Demande la suppression des commissaires du roi près les tribunaux (p. 129). — Demande l'établissement d'une commission de correspondance (p. 304). — Membre de la commission de correspondance (p. 313). — Propose l'envoi aux armées des adresses d'adhésions envoyées à l'Assemblée (p. 382). — Présente un projet d'adresse à l'armée du Nord (p. 388). — Un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (t. **XLIX**, p. 210). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Fait un rapport sur la nomination de commissaires pour accélérer la formation de l'armée de Châlons (p. 379 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (p. 513). — Présente un projet de décret sur la délivrance de passeports aux artistes du théâtre de la rue Feydeau (t. **L**, p. 51). — Demande la suppression des commissaires des hôtels des monnaies (p. 118). — Présente un projet de décret relatif à la formation d'un établissement de courriers (p. 150).

Ducoudray, ancien curé de Cayenne. Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande de pension en sa faveur (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 127).

Ducouédic. Il est fait hommage par Rossel d'une gravure représentant son combat (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 593).

Ducraisi. Don patriotique (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 332).

Ducreux, député de l'Aisne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité des domaines (p. 461).

Ducrocq, commissionnaire. — Est interrogé au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrants (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 97 et suiv.), (*ibid.*, p. 103 et suiv.).

Ducroisy, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 275). — Est autorisé à faire peser et évaluer les bijoux et effets d'or et d'argent provenant des dons patriotiques (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 41). — Ses fonctions au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159). — Fait un don patriotique (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165). — Il lui est accordé une gratification de 600 livres (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187).

Ducros, maire de Berrias. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Ducrot, inspecteur des ponts et chaussées. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 18).

Dudéré. — Fait hommage d'un ouvrage sur les accouchements (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 389).

Duels. Renvoi au comité de législation d'une proposition de Carnot-Feuleins relative à l'interdiction des duels (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 269). — Décret abolissant tous procès et jugements prononcés depuis le 14 juillet 1789 pour provocation au duel (17 septembre 1792, t. **L**, p. 72).

Dufau ou **Dufaut** (Jean-Baptiste), colon américain. Demande audience (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 667). — Jour fixé (*ibid.*). — Présente une pétition au nom de ses frères. — Renvoi au comité colonial (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 646).

Dufauré. — Voir *Pelouse-Dufauré*.

Dufestel. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Duffis. Procédure instruite contre lui. — Renvoi au comité de surveillance (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 524).

Dufignon. Fait un don patriotique (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 406).

Duflos, secrétaire commis du comité des assignats et monnaies. Gratification à lui accorder (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 468 et suiv.).

Dufouchet-de-Saint-Réal. — Voir *Hommes de couleur*.

Dufour aîné. Propose un projet de récompenses nationales (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 463).

Dufour, ancien chirurgien aide-major. Réclame le payement de sa pension (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 533); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Dufour, commissaire civil envoyé à Arles. Ses observations sur l'affaire d'Arles (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 662 et suiv.).

Dufour, employé à la douane de Paris. — Fait un don patriotique. (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 471.)

Dufour, receveur du district de Verneuil. Se plaint d'un déficit dans la recette des finances de ce district (25 mars 1792, t. **XL**, p. 482).

Dufourni. Présente, au nom des commissaires des sections, une pétition demandant des instructeurs pour les canonniers volontaires (17 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 235 et suiv.). — Demande audience (2 mai 1792,

Dufourni (*Suite*).

t. **XLII**, p. 657). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il présente une pétition relative aux tribunaux militaires (*ibid.* p. 672). — Présente une pétition (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 360).

Dufrensentel. Demande la réformation d'une reconnaissance de liquidation (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 607); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Dufresne, ci-devant exempt de la maréchaussée. Pose une question relative aux officiers des compagnies détachées (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 358). — Fait un don patriotique (10 août 1792, t. **XLIX**, p. 514).

Dufresne-Saint-Léon, directeur général de la liquidation. — **1791**. — Ecrit au sujet de la retenue des intérêts des sommes dues aux titulaires d'offices (t. **XXXV**, p. 526). — Son mémoire sur l'état de la liquidation (p. 681 et suiv.). — Ecrit relativement à la dénonciation faite à l'Assemblée d'un traitement continué à un officier décédé (t. **XXXVI**, p. 302 et suiv.). — Fonds mis à sa disposition pour accélérer la liquidation (p. 696). = **1792**. — Fait connaître le refus de Laporte de comprendre dans la liste civile certaines pensions proposées en vertu du décret du mois d'août 1790 (t. **XXXVII**, p. 213 et suiv.). — Envoie un état des commis du bureau de liquidation et demande l'extension aux brevets de pension des formalités prescrites par le décret du 13 décembre 1791, sur les caisses publiques (p. 450). — Ecrit au sujet du serment civique prêté par les commis de ses bureaux (t. **XLI**, p. 356). — Ecrit au sujet de difficultés relatives à la liquidation des rentes dues par les ci-devant pays d'Etats (t. **XLII**. p. 179). — Demande s'il peut délivrer des reconnaissances de liquidation séparées à ceux qui sont possesseurs de plusieurs offices (t. **XLV**, p. 608). — Prête le serment du 10 août (t. **XLVIII**, p. 165). — Fait passer des états de liquidation (t. **L**, p. 130).

Dufrexou, député de la Loire-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 94). — Prête serment (*ibid.*). — Suppléant au comité de marine (p. 410). — Membre du comité de marine (p. 690). = **1792**. — Membre du comité de marine (t. **XXXIX**, p. 394).

Dugars ou **Dugas**. Fait hommage de la suite de la collection des décrets (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 391), (30 janvier 1792), t. **XXXVIII**, p. 12).

Dugas, citoyen du Tarn. Réclame 12,000 livres pour des travaux qu'il a exécutés (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 168), (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 637).

Dugazon. Présente une pétition tendant à la suppression des substitutions (20 septembre 1792, t. **L**, p. 192).

Dugenne (Elis). Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533), (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Dugerle (contre-amiral). Prête le serment de l'égalité (22 août 1792, t. **XLVIII**, p, 611).

Du Gournier, député de la ville de Saint-Pierre de la Martinique. Demande audience (26 mars 1792, t. **XL**, p. 484).

Duhamel, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593).

Duhaux, général commandant la réserve à Soissons. Fait un don patriotique (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 105).

Duhem, député du Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 167). — Parle sur les réclamations de militaires renvoyés de leurs régiments (p. 288). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 142), sur une nouvelle émission d'assignats (p. 411), sur la responsabilité ministérielle (p. 508), — sur le procès-verbal du 11 décembre 1791, (t. **XXXVI**, p. 29). — Membre de la commission des assignats (p. 58). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 262), (p. 269), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 282), — sur l'ordre du jour (p. 474). = **1792**. — Fait une motion relative à l'exportation du numéraire (t. **XXXVII**, p. 592). — Communique un procès-verbal de la municipalité de Lille, relatif aux agissements du commandant de la place de Tournai (p. 690). — Parle sur une demande des entrepreneurs des églises de Paris (p. 732). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (t. **XXXVIII**, p. 36), — sur le rétablissement des passeports (p. 40), (p. 43), — sur l'ordre des travaux de l'Assemblée (p. 45), — sur la conduite du gouvernement espagnol (p. 60), — sur le rétablissement des passeports (p. 63), — sur l'exportation du numéraire (p. 134), — sur la correspondance des comités (p. 195), — sur la circulation des grains (p. 297). — Communique une lettre de la municipalité de Lille relative à l'arrestation d'un citoyen français à Ath (p. 396 et suiv.). — Parle sur une pétition des gardes françaises (p. 509), — sur une pétition des sous-officiers et soldats de la garde parisienne soldée (p. 529), — sur les accusations contre Delessart (p. 593). — Remet un hommage du sieur Dumont (p. 607). — Parle sur l'envoi des troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 656), — sur la viande fraîche à fournir aux garnisons des frontières (p. 719 et suiv.), (p. 721), (p. 722), (p. 723). — Fait la remise de deux dons patriotiques (t. **XXXIX**, p. 2). — Parle sur les enrôlements pour l'armée (p. 340), — communique une adresse du caporal Fruchard (p. 357). — Parle sur le traitement des commissaires chargés de surveiller la fabrication du papier pour les assignats (p. 376). — Présente une pétition de la garnison de Lille (p. 394). — Parle sur les moyens de réprimer les troubles (p. 428). — Suppléant au comité

Duhem, député (*Suite*).

des assignats et monnaies (p. 467). — Parle sur les subsistances (p. 517), — sur une adresse des sous-officiers du 24e régiment d'infanterie (p. 523), — sur la solde des volontaires nationaux (p. 567). — Donne des indications sur le prix de l'argent à Lille (t. **XL**, p. 185). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 388), — sur le recrutement (p. 434), — sur la banque de Pottin de Vauvineux (p. 460), — sur la fabrication des coupures d'assignats (p. 573), (p. 574), — sur le recrutement de l'armée (p. 653). — Fait une motion relative aux tribunaux criminels (p. 654). — Parle sur l'habillement des volontaires nationaux (p. 667), — sur les comptes de Narbonne, ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 21), (p. 33), (p. 63). — Provoque un incident (p. 88). — Est entendu à ce sujet (p. 92). — Parle sur la liquidation des petites créances sur les communautés religieuses (p. 213). — Parle sur les droits de sortie pour les cotons (t. **XLII**, p. 67), — sur les événements arrivés à Lille (t. **XLIII**, p. 121), (p. 348), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 549). — Fait une motion relative aux marchés faits en Angleterre pour des fusils (t. **XLIV**, p. 167). — Parle sur la défense nationale (p. 189), — sur la mise à l'ordre du jour de l'affaire de Duport-Dutertre (p. 370). — Fait une motion relative aux procédures criminelles (t. **XLV**, p. 4). — Demande que le ministre de la guerre rende compte de tous les détails qui se passent dans l'armée (p. 465). — Parle sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 669). — Remet des adresses des citoyens d'Arras (t. **XLVI**, p. 92), (p. 187). — Parle sur l'établissement du conseil de guerre chargé d'examiner la conduite de Jarry (p. 245). — Propose de former une légion belge (p. 246). — Parle sur le rassemblement de la cour martiale dans l'armée du Nord (p. 443). — Remet une délibération de la municipalité du Wanquetin (p. 607). — Dénonce le directoire du département du Pas-de-Calais (p. 648). — Demande un rapport sur la cause des dangers de la patrie (t. **XLVII**, p. 111 et suiv.), (p. 126). — Parle sur l'affaire des sieurs Paris et Boulan (p. 141), — sur l'armement de vaisseaux de ligne (p. 147), — sur le cas du général Jarry (p. 188). — Demande la mise en liberté du sieur Barbey (p. 222), — sur les Belges et Liégeois qui servent sous les ordres des généraux français (p. 224). — Parle sur les secours à accorder aux départements frontières (p. 252), — sur une adresse des 48 sections de Paris (p. 449). — Dénonce Haudouard (p. 500). — Remet un hommage du sieur Larive (p. 595). — Propose d'inviter le roi à se retirer dans la loge du Logotachygraphe (p. 636). — Rend compte de ce qui se passe au château des Tuileries (p. 649). — Annonce que la nouvelle de la suspension du roi a été accueillie avec joie à Lille et à Cambrai (t. **XLVIII**, p. 120). — Dénonce le général Arthur Dillon (p. 414). — Fait part du zèle patriotique des habitants d'Armentières (p. 431). — Secrétaire (p. 560). — Demande le rappel des commissaires envoyés aux armées de Luckner et de Dumouriez (t. **XLIX**, p. 40). — Parle sur des mesures proposées contre les commandants de place (p. 75). — Nommé à la Convention nationale (p. 533).

Duhesmes. Présente une compagnie franche qu'il a levée et demande qu'il soit pourvu à son équipement. — Renvoi au conseil exécutif (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 216).

Dujouhannel. Haut-juré du département l'Allier (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 351).

Dulac (Grégoire), aide de camp. On annonce son arrestation (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 120). — Pièces justificatives de l'action intentée contre lui (*ibid.* p. 132). — Décret ordonnant son élargissement (8 septembre, p. 471). — Proteste contre la suspension prononcée contre lui et fait un don patriotique au nom de son frère et au sien (15 septembre, p. 676). — Décret ordonnant la levée de la suspension prononcée contre lui (20 septembre, t. **L**, p. 174).

Dulac (Pierre). Ordre du jour sur sa pétition (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 497 et suiv.).

Dulau. — Réclame une pension (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 203).

Dulaure. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Dulery (Louis). Le ministre de la justice envoie les expéditions d'une procédure instruite contre lui pour crime de lèse-nation (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 325 et suiv.); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.* p. 326); — rapport par Lecointre (20 février, p. 693 et suiv.); — l'Assemblée décrète Dulery d'accusation (*ibid.* p. 694). — Acte d'accusation contre lui (26 février, t. **XXXIX**, p. 112 et suiv.). — Le ministre de la justice rendra compte de l'exécution du décret d'accusation (11 mars, p. 560). — Compte rendu du ministre de la justice (*ibid.* p. 567). — On annonce qu'il a été condamné à mort (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 83).

Dulin, officier d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Dulon. Renvoi au comité de surveillance d'une procédure instruite contre lui (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204).

Dumaniant, acteur au théâtre des Variétés. Fait un don patriotique (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 424).

Dumas (Mathieu), député de Seine-et-Oise. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Parle au sujet d'insultes faites à des députés (p. 125), — sur le règlement (p. 170), — sur les émigrations

Dumas (Mathieu), député (*Suite*).

(p. 320 et suiv.). — Membre du comité militaire (p. 390). — Parle sur une pétition du 38e régiment d'infanterie (p. 665), (p. 666), — sur les émigrants (p. 716). — Parle sur la division en sections du comité de législation (t. **XXXV**, p. 70), — sur le remplacement des officiers (p. 83), — sur la proposition faite au général de Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (p. 295), (p. 364), — sur le remplacement des officiers (p. 386), (p. 387), (p. 388). — Fait un rapport sur une pétition de la ville de Lyon demandant à ne pas avoir de garnison (p. 446 et suiv.). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 603), (p. 608 et suiv.), — sur la remise au point du jour de la célébration d la messe de minuit (p. 623), — sur les volontaires nationaux (p. 729). — Parle sur le renvoi au comité militaire de propositions du ministre de la guerre (t. **XXXVI**, p. 113), (p. 114), — sur le message au roi (p. 121), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 231), — sur les caisses d'échange des assignats (p. 274), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 281 et suiv.), (p. 283). — Fait un rapport sur l'élévation au grade de maréchal de France des généraux de Rochambeau et Luckner (p. 336 et suiv.). — Parle sur la désertion de 7 cavaliers du régiment en garnison à Sarrebourg (p. 394 et suiv.), (p. 397 et suiv.). — Secrétaire (p. 438). — Parle sur l'état des frontières (p. 460). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à l'élévation au grade de maréchal de France des généraux de Rochambeau et Luckner (p. 461). — Parle sur le rappel des officiers employés dans les bataillons de volontaires nationaux (p. 463), — sur la rédaction du décret relatif à l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 466), (p. 467), (p. 468), — sur les chambres de commerce (p. 480 et suiv.), — sur une déclaration aux puissances étrangères (p. 619). — Communique une lettre du syndic de la ville de Spire relative aux émigrants (p. 666). — Parle sur l'exportation des fourrages (p. 700), (p. 701). — Fait un rapport sur l'exportation des fourrages (p. 709), — le défend (p. 709), (p. 710). = **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 740). — — Donne, en qualité de secrétaire, au procès-verbal de la séance du 1er janvier, 1792, le titre de « Procès-verbal du 1er janvier 1792, l'an quatrième de la liberté » (t. **XXXVII**, p. 1). — Parle sur la fixation de l'époque de l'ère de la liberté (p. 6), — sur une dénonciation contre le général de Choisy (p. 45), — sur les troubles de Perpignan (p. 53 et suiv.), (p. 58), — sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 84), — sur la colonie française au delà du Cap (p. 352), — sur le dépôt aux Archives d'une adresse de l'académie d'écriture (p. 432), — sur une pétition des hommes du 14 juillet (p. 434), — sur les soins à

Dumas (Mathieu), député (*Suite*).

prendre des jumeaux Franques (p. 435), — sur l'office de l'empereur (p. 484 et suiv.). — Fait un rapport sur le mode de recrutement des 51,000 hommes destinés au complet de l'armée (p. 515 et suiv.), — le défend (p. 564 et suiv.), (p. 577), (p. 602 et suiv.). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 554). — Fait la relue du projet de décret sur le recrutement de l'armée (p. 638 et suiv.). — Demande l'insertion au procès-verbal d'un discours du maréchal de Rochambeau (p. 655). — Le maréchal de Rochambeau demande qu'il soit autorisé à se rendre à l'armée (p. 694). — Il est entendu à ce sujet (p. 695 et suiv.). — Parle sur la continuation du service des gardes des ports de Paris (p. 730), — sur une pétition des volontaires nationaux de Seine-et-Oise (t. **XXXVIII**, p. 5), — sur un rassemblement de chevaux à Fontainebleau (p. 10 et suiv.), — sur le rétablissement des passeports (p. 39), (p. 40), (p. 41), — sur l'ordre des travaux (p. 45). — N'est pas autorisé à rejoindre l'armée (p. 51). — Parle sur les comptes de l'ex-ministre Duportail (p. 53). — Demande l'impression dans toutes les langues d'un rapport de Koch sur le conclusum de la diète de Ratisbonne (p. 74). — Parle sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 127 et suiv.), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 161), (p. 167), (p. 168), (p. 170), — sur l'amnistie militaire (p. 278), sur les troubles du district de Noyon (p. 540), — sur le traitement des troupes en campagne (p. 602). — Président (p. 652). — Présente un plan pour accélérer les travaux de l'Assemblée (t. **XXXIX**, p. 442 et suiv.). — Parle sur une adresse des sous-officiers du 24e régiment d'infanterie (p. 523), — sur la mise en accusation de Delessart (p. 547), — sur les propositions faites par Palloy (p. 566), — sur une adresse des jeunes gens d'Agen (p. 692), — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 52), (p. 53) ; — sur les troubles des colonies (p. 86), — sur la réclamation du sieur Groignard (p. 141 et suiv.), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 366 et suiv.), — sur les troubles de Seine-et-Oise (p. 405). — Est entendu pour un fait personnel (p. 414). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 536). — Fait un rapport sur la question de savoir s'il y a lieu de payer aux officiers réintégrés dans leur grade les appointements dont ils ont été privés (p. 665). — Fait une motion d'ordre (p. 710). — Parle sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 10), — sur une dénonciation contre Narbonne (p. 33), (p. 92), (p. 94), — sur la répression des troubles (p. 279), — sur l'avancement des officiers (p. 461), (p. 462), (p. 512), (p. 515), — sur l'entretien des routes (p. 511), — sur l'arrestation à Belley de 4 officiers (p. 686), — sur le remplacement des officiers généraux (t. **XLII**,

Dumas (Mathieu), député (*Suite*).

p. 65), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 66), — sur les troubles des Bouches-du-Rhône (p. 130), — sur la formation des légions (p. 336), (p. 338 et suiv.) ; — Fait un rapport sur la formation de 3 compagnies de guides pour l'armée du Nord (p. 384 et suiv.). — Parle sur l'établissement de payeurs généraux des armées (p. 451), (p. 452), — sur le remplacement des officiers généraux (p. 453), — sur une demande du ministre de la guerre (p. 497), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 736), — sur les opérations de guerre (p. 744). — Fait un rapport sur la forme des jugements militaires en campagne et la police correctionnelle de l'armée (t. **XLIII**, p. 27 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 181 et suiv.), (p. 186 et suiv.), (p. 271 et suiv.), (p. 275 et suiv.). — Parle sur une proposition relative à la foire de Beaucaire (p. 241). — Fait un rapport sur l'affaire de Mons (p. 248 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 251 et suiv.). — Parle sur l'affaire du camp de Tiercelet (p. 346 et suiv.), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 517), (p. 519), (p. 521). — Fait un rapport sur les moyens de pourvoir à l'entretien des volontaires nationaux qui se sont présentés pour remplacer les déserteurs du régiment de hussards de Saxe (p. 538). — Parle sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 550). — Fait une motion d'ordre (p. 604). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIV**, p. 71). — Fait un rapport sur la lettre du ministre de la guerre relative au 5e régiment de dragons p. 84), — un rapport sur l'avancement des adjudants généraux (*ibid.*), — une motion d'ordre (p. 282). — Parle sur le licenciement de la garde du roi (p. 284 et suiv.), — sur la situation des anciens gardes des ports de Paris (p. 356), — sur le remplacement des officiers de marine (p. 389). — Donne lecture d'une lettre du colonel du 6e régiment de dragons (*ibid.*). — Fait une motion en faveur de ce régiment (p. 390). — Parle sur l'ordre du jour (p. 399), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 646 et suiv.), (p. 684 et suiv.). — Fait un rapport sur la formation d'une compagnie de guides à l'armée du midi (t. **XLV**, p. 36). — Parle sur les réparations à accorder à la mémoire de Théobald Dillon (p. 42). — Fait un rapport sur la conduite du 6e régiment de dragons à l'affaire de Mons (p. 59 et suiv.), — un rapport sur la réunion des compagnies de mineurs au génie (p. 85 et suiv.). — Parle sur les honneurs à rendre à la mémoire de Gouvion (p. 166), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 211). — — Fait un rapport sur l'insurrection du camp de Neuf-Brisach (p. 262 et suiv.). — Atteste l'authenticité de la signature de La Fayette apposée sur sa lettre datée de Maubeuge (p. 342). — Fait une motion d'ordre (p. 418). — Demande qu'il soit pris des mesures pour

Dumas (Mathieu), député (*Suite*).

procurer la sûreté de la personne du roi (p. 421 et suiv.). — Parle sur la situation des armées (p. 622), — sur les comptes de Narbonne (p. 701), — sur une dénonciation contre Charles Lameth (p. 702). — Demande que le ministre de la guerre ne rende compte qu'en comité général des mesures prises pour empêcher l'invasion des Autrichiens sur le Rhin (t. **XLVI**, p. 11 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 83 et suiv.), — sur une communication du ministre des affaires étrangères (p. 149 et suiv.), (p. 151), — sur le recrutement de l'armée (p. 166). — Soumet à la discussion son rapport sur l'insurrection du camp de Neuf-Brisach (*ibid.* et suiv.), — le défend (p. 168 et suiv.). — Parle sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 285). — Annonce l'envoi de 22 volontaires nationaux au bataillon de la Sarthe par la commune de Corbeil (p. 321). — Parle sur les officiers déserteurs (p. 509). — Présente un projet de décret sur la formation de compagnies de chasseurs volontaires nationaux (p. 578), — le défend (p. 579. — Soumet à la discussion son rapport sur la réunion des compagnies de mineurs au corps du génie (p. 598). — Est entendu pour un fait personnel (p. 660). — Dénonce Dumouriez (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur la solde des fédérés (t. **XLVII**, p. 49), (p. 52), — sur la proposition d'employer les officiers généraux retirés du service (p. 156 et suiv.), — sur l'armement des troupes (p. 158), — sur une dénonciation faite par Arena (p. 190). — Membre de la commission des armes (*ibid.*). — Membre du comité militaire (p. 234), — Parle sur l'évacuation de Bavay par l'ennemi (p. 318) sur une proposition concernant l'émigration des officiers (p. 416), — sur des plaintes contre le directoire du district de Corbeil (p. 418). — Présente un projet de décret tendant à augmenter de douze guides la compagnie des guides de l'armée du Midi (*ibid.*). — Dépose une dénonciation contre les ministres (p. 419). Fait une proposition concernant l'incorporation des jeunes gens dans les rangs de l'armée (t. **XLVIII**, p. 563). — Fait un don patriotique (p. 639). — Présente un projet de décret sur l'incorporation des Suisses dans les régiments français (p. 677 et suiv.), — un projet de décret sur la formation de compagnies de gendarmerie à pied (p. 705), — un projet de décret sur l'armement des sous-officiers (*ibid.*). — Fait un rapport sur l'organisation en régiments de ligne des troupes coloniales qui se trouvent en France (t. **XLIX**, p. 32 et suiv.), — un rapport sur la création d'un corps de troupe portant le nom de hussards de la liberté (p. 202 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif à la construction de chariots mécaniques (p. 203). — Fait une motion relative aux rassemblements des troupes (p. 204); — une motion rela-

Dumolard fils, député (*Suite*).
sur plusieurs pétitions et adresses (p. 689 et suiv.). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 716). — Secrétaire (t. **XLII**, p. 166). — Parle sur les troubles du midi (p. 349). — Fait une motion d'ordre (p. 412). — Parle sur une pétition de Dufourni (p. 672). — Fait une motion d'ordre (p. 711). — Parle sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 714), — sur la pétition du sieur Caffé (p. 721), — sur la célébration d'une fête à la mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIII**, p. 52), — sur les affaires d'Avignon (p. 76), — sur la conduite du maréchal Rochambeau (p. 83). — Membre du comité de surveillance (p. 204). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 216), (p. 217 et suiv.), — sur la justice militaire (p. 271 et suiv.), — sur la communication de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (p. 542 et suiv.). — Est impliqué dans l'affaire du juge de paix Larivière (p. 611). — S'explique à ce sujet (*ibid.*). — Parle sur une dénonciation contre Clavière (t. **XLIV**, p. 60). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Servan (p. 431). — Parle sur le traitement des ministres (p. 437), — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 563), — sur l'opposition faite à la formation d'un camp de 20,000 hommes aux environs de Paris (t. **XLV**, p. 64 et suiv.), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 208), (p. 210). — Appuie la proposition faite par Vergniaud, le 20 juin, d'envoyer 60 commissaires chez le roi pour attendre la dispersion des rassemblements d'hommes armés (p. 413). — Parle sur la proposition d'interdire les rassemblements d'hommes armés formés sous prétexte de pétition (p. 436), — sur le traitement des premiers commis de ministère (p. 473), — sur une pétition du sieur Deleurtre (p. 482), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 505), — sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544), — sur le mode de constater l'état civil des citoyens (p. 560), (p. 669), — sur un message du roi (t. **XLVI**, p. 145), — sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 285), — sur les pétitions des généraux (p. 489), — sur l'exécution des ordres donnés à Montesquiou (p. 494), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 496). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur la pétition de La Fayette (p. 599 et suiv.). — Parle sur les mouvements des armées (p. 662), — sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 14 et suiv.), — sur les pensions des religieuses (p. 545). — Prie l'Assemblée de recevoir son serment (t. **XLVIII**, p. 99); — ordre du jour (*ibid.*).

Dumolard-Bert, vicaire de la paroisse Saint-Merry. — Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 484).

Dumolin, membre de la Société des Amis de la Constitution de Calais. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621).

Dumont (André). Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Dumont (Louis-Philippe). Nommé à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Dumont, membre du directoire du département de Paris. Fait un don patriotique (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 603).

Dumont, de Lille. Fait hommage de deux de ses ouvrages (18 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 607).

Dumont. Voir *Hussards de la liberté*. — *Penet.*

Dumont, dit Valdajou. — Présente une pétition (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 563), — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Dumoret, député des Hautes-Pyrénées. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65).

Du Morier. — Opinion sur la motion de Guadet relative à l'état politique des gens de couleur (6 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 617).

Dumoulin, président de la section de Mauconseil. Prête serment (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444).

Dumouriez. Il lui est décerné des éloges pour sa conduite à l'égard des commissaires envoyés dans le département de la Vendée (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 147). — Annonce sa nomination au ministère des affaires étrangères (16 mars 1792, t. **XL**, p. 41). — Assure l'Assemblée de son dévouement à la Constitution (17 mars, p. 74). — Champion demande sa mise en accusation (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 177); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.*). — Est dénoncé à l'Assemblée (4 juin 1792 t. **XLIV**, p. 559), (p. 564 et suiv.). — Est nommé ministre de la guerre en remplacement de Servan (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 162). — Est remplacé par Lajard (18 juin, p. 335). — Annonce qu'il a envoyé ses comptes au comité diplomatique et demande la permission d'aller servir à l'armée du général Luckner (19 juin, p. 378). — L'Assemblée lui accorde cette autorisation (*ibid.*) — Ecrit à l'Assemblée au sujet de la prise d'Orchies et de la position de son armée au camp de Maulde (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 581 et suiv.). — Ecrit au sujet des mouvements des ennemis et de la position de son camp (19 juillet, p. 658 et suiv.). — Adresse de la ville de Lille demandant à l'Assemblée de déclarer qu'il a bien mérité de la patrie (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 449); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — Rend compte d'une expédition faite par les troupes du camp de Maulde (7 août, p. 547). — Offre ses services à la nation (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 311). — Est nommé au commandement de l'armée du Nord en remplacement de La Fayette (18 août, p. 333). — Accuse réception de sa nomination au commandement de l'armée du Nord (20 août, p. 420.) — Ecrit au sujet de

Dumouriez (Général) (*Suite*).

la reddition de Longwy (29 août 1792. t. XLIX, p. 104). — Son adresse aux citoyens des départements des Ardennes et de la Marne (4 septembre, p. 344). — Sa proclamation aux citoyens français (*ibid.* p. 345). — Fait connaître ses projets (7 septembre, p. 426), (8 septembre, p. 470). — Sa proclamation aux citoyens de Sedan (10 septembre, p. 528 et suiv.). — Sa proclamation aux habitants des départements des Ardennes et de la Marne (12 septembre, p. 589 et suiv.). — Sa lettre au maréchal Luckner (14 septembre, p. 645). — Le ministre de la guerre transmet des nouvelles de son armée (15 septembre, p. 679). — L'Assemblée ordonne l'impression d'une lettre de lui sur les opérations militaires (17 septembre 1792, t. L, p. 85.) — Son adresse aux volontaires de l'armée de Châlons (20 septembre, p. 178). — Voir *Ministre des affaires étrangères. — Ministre de la guerre.*

Dumoustier, député de la Charente-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les chambres de commerce (p. 439). — **1792**. — Parle sur les affaires de Saint-Domingue t. XXXVII, p. 439). — Membre du comité de marine (t. XXXIX, p. 394). — Présente la carte des 4 îles récemment découvertes dans la mer des Indes (t. XLII, p. 181), — Remet un don patriotique (t. XLV, p. 324).

Dumuy (Félix), officier général. — Inculpé par la municipalité de Marseille. — Le ministre de la guerre rendra compte de sa conduite (7 novembre 1791 t. XXXIV, p. 678). — Rapport du ministre de la guerre sur sa conduite à Marseille (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 52 et suiv.). — Le ministre de la guerre est autorisé à l'employer (15 septembre 1792, t. XLIX, p. 676).

Dunkerque (Commune de). Lettre des officiers municipaux au sujet de l'effervescence occasionnée par l'embarquement de grains (4 mars 1792, t. XXXIX, p. 374 et suiv.); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.* p. 376); — les comités d'agriculture et de commerce proposeront les moyens de ramener le calme dans cette ville (5 mars, p. 384). — Lettres du ministre de l'intérieur sur la fermentation qui continue d'exister au sujet des subsistances (22 mars 1792. t. XL, p. 354 et suiv.), — (28 mars, p. 626). — Procès-verbaux relatifs aux troubles (3 mai 1792, t. XLII, p. 722). — Annonce d'un attentat commis contre des préposés des douanes de cette ville (7 mai 1792, t. XLIII, p. 85); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 86). — Lettre de Savin, inspecteur des douanes, relative à cet attentat (9 mai, p. 173). — Le ministre de la justice annonce que les procédures contre les auteurs de cet attentat se poursuivent avec vigueur (19 mai, p. 554). — Lettres relatives à la procédure commencée contre les assassins des préposés à la douane (30 mai 1792, t. XLIV, p. 310), 7 juin, p. 679). — La

Dunkerque (*Suite*).

ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, p. 132). — Difficultés qu'éprouve l'exécution de la loi qui défend la sortie des peaux et des cuirs (5 juin, p. 625); — renvoi au de comité commerce (*ibid.*). — Demande relative à la prohibition de la sortie des grains (13 juin 1792, t. XLV, p. 134); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Renvoi aux comités de commerce et de l'extraordinaire des finances réunis de la demande relative à la construction de deux murs pour séparer la ville haute de la ville basse (6 juillet 1792, t. XLVI, p. 205). — Pétition relative à la nomination de suppléants aux tribunaux de commerce (10 juillet, p. 320). — Renvoi au comité des secours publics d'une demande de secours pour l'hôpital (13 juillet, p. 438). — Adresse d'adhésion de la société populaire (5 août 1792, t. XLVII, p. 490). — Adresses d'adhésion (26 août 1792, t. XLIX, p. 1), (3 septembre, p. 325).

Camp. Annonce du départ de plusieurs officiers du régiment de dragons ci-devant Bourbon (12 juin 1792, t. XLV, p. 105).

Hôpital Lettre relative à ses besoins (26 juin 1792, t. XLV, p. 483); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Secours accordés (15 août 1792, t. XLVIII, p. 178).

Port. Lettre du ministre de la marine relative aux travaux à y faire (11 juin 1792, t. XLV, p, 95); — renvoi aux comités de marine et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*).

Société des amis de la Constitution. Don patriotique (15 juin 1792, t. XLV, p. 226).

Verrerie. Don patriotique des ouvriers (12 juin 1792, t. XLV, p. 105).

Duon. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. XLVII, p. 643).

Dupain (Richard), capitaine au corps des volontaires de Luxembourg. Rapport par Hennequin sur sa pétition (3 mars 1792, t. XXXIX, p. 360); — projet de décret (*ibid.*). — Sollicite le payement des arrérages de sa pension (19 mars 1792, t. XL, p. 161).

Dupan, président du directoire de Rieux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. XLIV, p. 175).

Dupare, inspecteur des Tuileries. Demande un secours (17 août 1792, t. XLVIII, p. 300).

Dupare (Henri). Fait un don patriotique (25 août 1792, t. XLVIII, p. 695).

Dupart. Demande le remboursement d'un office (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 537).

Duperrand. Il n'y a pas lieu à délibérer sur des contestations relatives aux concessions faites en sa faveur (1er juin 1792, t. XLIV, p. 433).

Dupertuis, député de l'Indre. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Prête ser-

Dupertuis, député (*Suite*).

ment (p. 77). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). — Fait un rapport sur une demande d'emprunt de 600,000 livres faite par la ville de Nantes (t. **XXXV**, p. 107), — le défend (p. 148). = **1792**. — Propose une disposition additionnelle au projet de décret sur le mode de sequestre des biens des émigrés (t. **XL**, p. 697). — Fait une motion relative aux poursuites dirigées contre les officiers déserteurs (t. **XLI**, p. 79).

Dupetitbois, député d'Ille-et-Vilaine. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité militaire (p. 390). = **1792**. — Fait un rapport sur la formation des chasseurs-volontaires de la garde nationale parisienne en 6 bataillons, sous la dénomination d'infanterie légère (t. **XXXVII**, p. 133 et suiv.). — Fait la seconde lecture de ce rapport et du projet de décret (p. 639 et suiv.). — Membre du comité militaire (t. **XXXIX**, p. 373).

Dupetit-Thouars (Aristide-Aubert), lieutenant de vaisseau. — Demande 10,000 livres pour aller à la recherche de Lapeyrouse (20 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 322 et suiv.); — rapport par Forfait (22 décembre, p. 320 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 322); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Ses observations sur une découverte dans les îles de l'Amirauté (25 avril 1792, t. **XLII**,p. 402). — Rapport par Seranne sur les avances à lui accorder ainsi qu'aux officiers sous ses ordres (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 176 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 177); — adoption (*ibid.*).

Duphénieux, député du Lot. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). Prête serment (p. 234). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). — Propose un projet de décret tendant à la création d'une nouvelle administration des assignats (p. 652 et suiv.). = **1792**. — Communique des pièces relatives à des dévastations exercées dans le district de Figeac (t. **XXXVIII**, p. 176). — Membre du comité des pétitions (t. **XXXIX**, p. 467). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XLI**, p. 361). — Présente un projet de décret sur la vente des palais épiscopaux (t. **XLVI**, p. 649). — Présente un projet de décret sur l'emploi du produit de la vente des biens des émigrés (t. **XLVII**, p. 102). — Envoie son serment à l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 68). — Prête le serment du 10 août (t. **L**, p. 68).

Dupin, député de la Nièvre. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. —Parle sur le séquestre des biens des émigrés (t. **XXXVIII**, p. 306). — Fait hommage d'un ouvrage de

Dupin, député (*Suite*).

Jean Courdin sur l'éducation publique (t. **XLI**, p. 12).

Dupin. Haut-juré du département de l'Hérault (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Dupin, *jeune*. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 534).

Dupin, employé du Trésor public. Demande une pension (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 162); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Dupin, préposé à la caisse des assignats. Lettre relative à ses services et à sa retraite (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 312); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Dupin, greffier au tribunal du district de Bordeaux. Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 525).

Dupin (Richard), l'un des vainqueurs de la Bastille. Sollicite une retraite (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 436 et suiv.); — renvoi aux comités militaire et de liquidation réunis (*ibid.* p. 437).

Dupin (Richard), officier au 57ᵉ régiment. Renvoi de sa lettre au pouvoir exécutif (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 495).

Dupin-Triel, géographe. Fait hommage d'une carte de la navigation intérieure de la France et d'un atlas minéralogique de la France (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 373).

Duplaix. Fait un don patriotique (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 70).

Duplan (Veuve). Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Duplan (fils et fille). Font un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Duplessis, soldat au 84ᵉ régiment. Ses plaintes contre son capitaine, le sieur Saint-Preux (9 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 168 et suiv.); — le ministre de la guerre rendra compte de cette affaire (*ibid.* p. 169); — le ministre de la guerre écrit qu'il a demandé des renseignements au commandant du régiment (28 janvier, p. 713).

Duplessis-Richelieu. Présente une pétition (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 171); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Dupont (Jacob), député suppléant d'Indre-et Loire. — **1791**. — Est admis en remplacement de Hardouin, démissionnaire (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Parle sur les dépenses pour 1792 (t. **XXXVI**, p. 702 et suiv.). = **1792**. — Parle sur les visiteurs des rôles des contributions (t. **XXXVIII**, p. 98 et suiv.). — L'un des commissaires envoyés dans le district de Noyon (p. 545). — Parle sur la formation des rôles des contributions (t. **XXXIX**, p. 161 et suiv.). — Suppléant au comité de liquidation (p. 495). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (p. 361). — Demande l'envoi aux

Dupont (Jacob) (*Suite*).

départements d'un rapport de Cambon sur les finances (t. **XLII**, p. 166). — Propose d'ouvrir une souscription libre pour l'échange du numéraire contre les assignats (p. 214 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (t. **XLIII**, p. 202). — Parle sur l'organisation de l'administration de la caisse de l'extraordinaire (t. **XLIV**, p. 638 et suiv.). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (t. **XLV**, p. 226). — Propose des articles additionnels au projet de décret sur la suppression de certains droits féodaux (p. 335 et suiv.). — Parle sur les finances (t. **XLVI**, p. 307 et suiv.), — sur la fixation du maximum de la contribution foncière en 1792 (p. 329 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les demandes en décharge et réduction de la contribution mobilière (t. **XLVII**, p. 163 et suiv.). — Fait la seconde lecture de ce projet de décret (p. 403 et suiv.). — Propose des articles additionnels à la loi des patentes (p. 626). — Commissaire chargé d'accompagner le roi et sa famille jusqu'aux limites de l'enceinte de l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 101). — Présente un projet de décret sur les contributions de 1793 (p. 135 et suiv.), — un projet de décret concernant la retenue des impositions sur les rentes dont la nation est débitrice (p. 148). — Soumet la notice des questions relatives à l'amélioration des revenus publics (p. 399). — Parle sur la proposition d'assujettir aux droits d'enregistrement les effets publics au porteur (p. 613). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur la contribution foncière (t. **XLIX**, p. 3), — la troisième lecture du projet de décret sur les demandes en décharge et réduction de la contribution mobilière (*ibid.* p. 3 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le payement des rentes (p. 253). — Fait un rapport sur la confection des rôles de la ville de Paris pour 1793 (p. 652). — Présente un projet de décret sur une avance à faire à la municipalité de Paris (t. **L**, p. 95), — un projet de décret sur les contributions de Paris (*ibid.*). — Nommé à la Convention nationale (p. 119).

Dupont, ancien député à l'Assemblée constituante. Ecrit à l'Assemblée pour dissiper les craintes mal fondées sur les sentiments des Espagnols (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 465). — Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Dupont (Nicolas). Demande un secours (19 septembre 1792, t. **L**, p. 125).

Dupont-Chaumont (Antoine), adjudant général. Est déclaré susceptible de la décoration militaire (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 43).

Dupont-Chaumont (Pierre), aide de camp du général Dillon. On annonce qu'il a survécu à son chef (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 719). — Proteste de son civisme (5 juin 1792, t. **XLIV**,

Dupont-Chaumont (*Suite*).

p. 628). — Est déclaré susceptible de la décoration militaire (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 43).

Dupont-Grandjardin, député de la Mayenne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité de la trésorerie nationale (p. 345). — Sa proposition relative à l'accélération de la répartition des contributions (p. 462). — Est adjoint au comité des contributions publiques pour discuter cet objet (*ibid.*). — Parle sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 691 et suiv.). — Fait une motion en vue d'accélérer les travaux de l'Assemblée (t. **XXXV**, p. 413), — un rapport sur les subsistances de l'armée (p. 414 et suiv.). = **1792**. — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 598). — Est entendu au sujet du retard apporté à son rapport sur les comptes de l'ex-ministre Duportail (t. **XXXVIII**, p. 51 et suiv.). — Fait un rapport sur une pétition de sous-officiers et soldats de la garde nationale parisienne soldée (p. 143 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 323), (p. 529). — Fait un rapport sur la solde des troupes (t. **XL**, p. 24). — Fait un rapport sur l'administration de Narbonne, ancien ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 16 et suiv.), — le défend (p. 20 et suiv.). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 30). — Fait un rapport supplémentaire sur les comptes de Narbonne (p. 322 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la solde des troupes (t. **XLII**, p. 125 et suiv.), (p. 215). — Fait un rapport sur l'organisation des commissaires des guerres (t. **XLIX**, p. 558), — un rapport sur une nouvelle organisation des cours martiales (p. 671 et suiv.).

Dupontet, chirurgien, demande un emploi de chirurgien-major dans la gendarmerie nationale (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 449); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Dupont-Veillenne. — **1791**. — Sollicite une pension (t. **XXXVI**, p. 157).

Duport (Adrien), ex-député à l'Assemblée constituante. On annonce son arrestation ; — renvoi au pouvoir exécutif (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 470).

Duportail, ministre de la guerre. Annonce sa retraite prochaine (2 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 507). — Est dénoncé par Rouyer (3 décembre, p. 557 et suiv.) ; — débat : Lasource, Thuriot, Daverhoult, Lasource, Couthon, Merlet (*ibid.* p. 558 et suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 560). — Adresse des citoyens libres de Saintes qui engagent l'Assemblée à dénoncer au roi que M. Duportail a perdu la confiance de la nation (7 décembre, p. 620). — Rouyer demande qu'il soit fait un rapport sur le compte rendu de cet ex-ministre (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 476) ; — observations de Choudière, Chéron-La-Bruyère, Thuriot, Lasource (*ibid.*) ; — le comité de l'examen des comptes est chargé de faire un rapport

Duportail, ministre (*Suite*).

sur ce mémoire (*ibid.*). — Sur la motion de Rouyer, l'Assemblée décide que le rapport sur les comptes de cet ancien ministre sera fait à la séance du 31 janvier au soir (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 28); — observations à ce sujet : Rouyer, Lecointe-Puyraveau, Dupont-Grandjardin, Mathieu Dumas (31 janvier, p. 51 et suiv.) ; — le rapport est ajourné au 4 février (*ibid.* p. 53). — Lettre de Duportail au président de l'Assemblée au sujet de la reddition de ses comptes (*ibid.* p. 56). — Ecrit au sujet de la responsabilité qu'il peut avoir encourue dans l'inexécution de la loi relative à la résiliation du marché passé avec Beaudouin (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99 et suiv.). — Plaintes contre lui au sujet de l'inexécution de la loi sur le remplacement des officiers (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 410). — Demande quelques jours de délai pour rendre son compte de gestion (13 avril, p. 555). — Est décrété d'accusation (15 août 1792, **XLVIII**, p. 183). — Acte d'accusation contre lui (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 11), (29 août, p. 83).

Duportail, ministre de la guerre. — Voir *Ministre de la guerre.*

Duportail, juge de paix de la section des Quatre-Nations. On annonce son arrestation à Villeneuve-le-Roi (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 612).

Duport-Dutertre, ancien ministre de la justice. Rapport par Saladin sur les dénonciations faites contre lui (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 184 et suiv.) ; — projet de décret tendant à le faire décréter d'accusation (*ibid.* p. 201). — Dénonciation contre lui (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 331); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — On demande la mise à l'ordre du jour de son affaire (28 avril, p. 499). — Pétition contre sa nomination au poste d'accusateur public (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 46 et suiv.) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 47). — On demande la mise de son affaire à l'ordre du jour (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 370); — renvoi au comité central (*ibid.*). — Nouveau rapport du comité de législation (2 juin, p. 469 et suiv.). — Discussion : Quatremère-Quincy (*ibid.* p. 472 et suiv.) ; — l'Assemblée ordonne l'impression et la distribution du discours de Quatremère-Quincy (*ibid.* p. 478). — Suite de la discussion : Jouffret, Delaunay (*d'Angers*) (15 juin, p. 586 et suiv.) ; — Merlin, Beugnot (*ibid.* p. 593 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu de le mettre en accusation (*ibid.* p. 600). — Opinions, non prononcées, de Dehaussy-Robecourt (*ibid.* p. 613 et suiv.), — de Dalmas (*ibid.* p. 615 et suiv.), — de Allard (*ibid.* p. 621 et suiv.), — de Français (*de Nantes*) (*ibid.* p. 622 et suiv.). — Est décrété d'accusation (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 183). — Acte d'accusation contre lui (26 août 1792, **XXIX**, p. 11) (29 août, p. 83). — Sa lettre aux membres des tribunaux sur

Duport-Dutertre (*Suite*).

les querelles de religion et d'opinion (t. **L**, p. 299 et suiv.).

Duport-Dutertre, ministre de la justice. — Voir *Ministre de la justice.*

Dupouilly. — Voir *Infanterie* (*72e régiment*).

Dupoux. Demande audience (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 239). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il présente une pétition (13 mai, p. 316).

Duprat, d'Avignon. Demande à être admis à la barre (20 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 272). — Est admis; lit un mémoire sur les troubles d'Avignon (20 décembre, p. 280), (25 décembre, p. 383 et suiv.). — Troubles survenus à l'occasion de son élection à la place de maire (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 343); — pièces relatives à ces troubles (*ibid.* p. 353), (22 juin, p. 482), (24 juin, p. 528). — Réfute un rapport des commissaires civils envoyés à Avignon (29 juin, p. 680). — Son mémoire sur les troubles d'Avignon, (t. **L**, p. 265 et suiv.).

Duprat, de Marseille. Démenti formel des assertions du ministre de l'intérieur à l'Assemblée nationale le 22 février 1792 (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 453).

Dupuch. Présente une réclamation de la municipalité de la Basse-Terre (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 657). — Ecrit au sujet des troubles de la Martinique (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 550). — Sollicite le rapport sur la situation des Iles du Vent (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 2).

Dupuis fils, député du Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 125). = **1792**. — Est adjoint à la commission des armes (t. **XLVIII**, p. 128).

Dupuis (François). Renouvelle son serment (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 379).

Dupuis, accusateur public du département de la Vendée. Fait un don patriotique (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 195).

Dupuis, de Bourg-en-Bresse. Demande à être admis à la barre (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 254).

Dupuis, de Dieppe. Mention honorable de sa conduite (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 173).

Dupuis. Se plaint de la violation de la loi dans une section de l'assemblée primaire du canton de Mormans (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 378).

Dupuis (Amable-Joseph). Pétition (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 642).

Dupuis (Jacques), jardinier des Tuileries. Demande à être conservé dans sa place (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 52).

Dupuis. Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 368).

Dupuis, commissaire de l'instruction publique. Don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 310).

Duroussin, député de Saône-et-Loire. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79).

Duroutoir, officier de marine. — 1791. — Létombe, consul de France à Boston, annonce qu'il lui a été voté une médaille d'or par la société humaine du Massachusetts pour avoir sauvé un brigantin américain (18 novembre 1791, t. XXXV, p. 129); — le président de l'Assemblée lui fera parvenir sa médaille (*ibid.* p. 130). — Annonce de sa mort et demande de secours en faveur de sa veuve (25 février 1792, t. XXXIX, p. 104); — renvoi au comité de secours publics (*ibid.*).

Duroz (Pierre), de Bordeaux. Fait un don patriotique (19 février 1792, t. XXXVIII, p. 657).

Durtelle (Simon), citoyen de Valogne. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 620).

Dusaillant. — Voir *Bannes*. — *Sallant* (*Du*).

Dusaulx, député suppléant de Paris. — 1791. Demande à être admis à la barre (t. XXXIV, p. 280). — Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *De la passion du jeu depuis les temps anciens jusqu'à nos jours* (p. 284). = 1792. — Demande à être admis à la barre (t. XXXVIII, p. 724). — Admis, demande l'inscription de Bouy de Valois sur la liste des vainqueurs de la Bastille (p. 740 et suiv.). — Est admis en remplacement de M. Boscary, démissionnaire et prête serment (t. XLIV, p. 668). — Propose de déclarer que le ministre de la guerre Servan emporte les regrets de la nation (t. XLV, p. 160). — Parle sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 230), — sur l'érection d'un monument à la liberté sur le terrain de la Bastille (p. 279 et suiv.). — Donne lecture d'une lettre du maire de Paris (p. 561). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. XLVI, p. 112), — sur la suspension du maire de Paris (p. 277). — Est entendu pour un fait personnel (t. XLVII, p. 607). — Rend compte de ce qui se passe au château des Tuileries (p. 649 et suiv.), (p. 654). — Secrétaire suppléant (t. XLVIII, p. 560). — Demande qu'on prenne des mesures pour préserver les monuments précieux pour les arts (p. 624). — L'un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre des prisons (t. XLIX, p. 216). — Fait un don patriotique (*ibid.*). — Rend compte de sa mission aux prisons (p. 219). — Un des commissaires envoyés au Temple (p. 249). — Un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Parle sur le projet d'adresse à l'armée de Châlons (t. L, p. 120).

Dusaulx, huissier à Avesnes. Demande que, dans les provinces frontières, on soit admis à se pourvoir en cassation, même après trois mois (15 septembre 1792, t. L, p. 11).

Dusazay, ci-devant maire de Cluny. Fait un don patriotique (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 485).

Dutartre, trésorier des bâtiments du roi. Rapport sur sa comptabilité par Delafont-Braman (t. L, p. 702 et suiv.).

Dutertre, salpêtrier à Niort. Est autorisé à établir une fabrique de poudre de guerre (11 août 1792, t. XLVIII, p. 33 et suiv.). — Lettre du ministre des contributions publiques relative à une nouvelle fabrication de poudre du sieur Dutertre. — Renvoi à la commission des armes (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 596).

Dutertre-des-Roches, ci-devant chanoine à Angers. Offre à l'Assemblée la remise de son traitement pendant trois années (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 281 et suiv.). — Ecrit qu'il n'a jamais offert son traitement à l'Assemblée (22 février 1792, t. XXXIX, p. 2); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Dutheil. — Voir *Œuvres littéraires*.

Dutilleul, commissaire du roi auprès de la direction générale de la liquidation. Remet un don patriotique (3 août 1792, t. XLVII, p. 423).

Dutilloy. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 394).

Dutortie, veuve Perrenot. Pension qui lui est accordée (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 655).

Dutouin. Don patriotique (25 août 1792, t. XLVIII, p. 713).

Dutray (Jacques-Auguste). — Voir *Assignats*.

Dutrehan. — 1791. — Arrêté comme agent des émigrés (15 décembre 1791, t. XXXVI, p. 116). — Réclamation de Allard en sa faveur (*ibid.* p. 129); — rapport sur son affaire par Goupilleau (22 décembre, p. 318 et suiv.); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à accusation (*ibid.* p. 319); — observations de Grangeneuve et de Fauchet (*ibid.*); — adoption du projet de décret (*ibid.*).

Dutremblay, commissaire du roi près de la trésorerie nationale. Adresse un état des recettes et des dépenses (4 mars 1792, t. XXXIX, p. 374).

Dutrône. — 1791. — Fait hommage d'un ouvrage sur les moyens de perfectionner la culture dans les colonies (t. XXXV, p. 404).

Duval (Charles), député d'Ille-et-Vilaine. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des lettres de cachet (t. XXXV, p. 424). = 1792. — Demande la mise à l'ordre du jour des observations à présenter au roi sur la conduite du ministre de la marine (t. XXXIX, p. 30). — Membre du comité des lettres de cachet (p. 394). — Fait une motion relative au mode de juger les étrangers (t. XLII, p. 579 et suiv.).

Duval *aîné* (Jacques), député de Loir-et-Cher. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). —

Duval *aîné*, député (*Suite*).

Prête serment (p. 77). — Membre du comité de commerce (p. 438). — Membre de la commission des assignats (t. **XXXVI**, p. 58). — Parle sur les troubles de Choue (p. 598), — sur les troubles du royaume (t. **XXXIX**, p. 393). — Son opinion sur les troubles du royaume (t. **L**, p. 346 et suiv.).

Duval (Jean-François), député de la Manche. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 425 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 428 et suiv.). — Ses dernières réflexions sur les prêtres réfractaires (p. 432 et suiv.). — Demande à être autorisé à proposer des mesures d'ordre (t. **XXXV**, p. 69 et suiv.). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de la Loire-Inférieure (t. **XXXVI**, p. 277.) = **1792**. — Présente un ouvrage du citoyen Bon-Marin Duval (t. **XXXIX**, p. 340). — Donne sa démission (t. **XLI**, p. 97). — Est remplacé par Yver de Labrucholerie (t. **XLIV**, p. 86).

Duval (Pierre), député de l'Eure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur la conduite de la municipalité de Dreux à l'occasion des troubles (t. **XL**, p. 60).

Duval, député, sans autre désignation. — **1791**. — Parle sur le droit de pétition (t. **XXXVI**, p. 596 et suiv.). = **1792**. — Fait une motion d'ordre (t. **XXXVII**, p. 551). — Suppléant au comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394).

Duval (Jean-Pierre). Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Duval (Bon-Marin), *de Gréville*. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : l'*Anti-Fanatisme* (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 340).

Duval, imprimeur à Bar-le-Duc. Fait hommage d'un ouvrage sur la Constitution (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 279).

Duval, employé aux contributions publiques. Ses vues sur la formation d'un nouveau corps d'armée (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 210).

Duval (Jacques). Somme que la trésorerie nationale lui payera (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 654).

Duval, citoyen soldat. Se plaint de ce que les fédérés marseillais ne partent pas pour les frontières (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 443).

Duval, colonel du 6ᵉ régiment de dragons. Se plaint de ce que la Cour martiale chargée de juger son régiment ne soit pas établie (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 138) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Envoie une liste des prévenus dénoncés comme coupable dans l'affaire de Mons (31 mai, p. 389). — Mention honorable de sa conduite à l'affaire de Mons (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 60).

Duval, député extraordinaire du département de l'Eure. Demande la mise à l'ordre du jour du rapport de la commission des Douze sur les troubles de l'Eure (15 mars 1792, t. **XL**, p. 2).

Duvant, député de Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 99). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Demande qu'il soit fait un rapport sur la pétition des crocheteurs en chef de la ville de Lyon (t. **XXXVI**, p. 85). — Parle sur l'admission du sieur Dubu à la séance (p. 229). = **1792**. — Fait un rapport et présente un projet de décret sur la concession de terres faite au sieur Vironcheaux (t. **XXXVII**, p. 477 et suiv.). — Fait la seconde lecture de ce projet de décret (p. 640 et suiv.). — Parle sur l'affaire Pelleport et Lambelet (t. **XXXVIII**, p. 526), — sur les dangers des sociétés populaires (p. 687). — Parle sur les caisses patriotiques (t. **XXXIX**, p. 105), — sur les secours à accorder à Latude (p. 107), — sur les contestations entre le directoire du département de Rhône-et-Loire et la municipalité de Lyon (p. 371) ; — fait la 3ᵉ lecture de son rapport sur la concession faite au sieur Vironcheaux (p. 383). — Parle sur les troubles du royaume (p. 427). — Fait un rapport sur les 25 contrats d'échange de la forêt de Senonches (p. 590 et suiv.). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur les 25 contrats d'échange de la forêt de Senonches (t. **XL**, p. 356). — Parle sur la fixation de l'ordre du jour (t. **XLI**, p 363), — sur les troubles de Rhône-et-Loire (p. 715). — Ses observations sur le rapport fait par Fauchet contre le directoire du département de Rhône-et-Loire t. **XLII**, p. 55 et suiv.). — Parle sur la contribution patriotique des députés (p. 305), — sur la pétition du sieur Caffe (p. 722), — sur événements arrivés à Lille (t. **XLIII**, p. 122), — sur les accusations contre le département de Rhône-et-Loire (p. 295). — Sa lettre au rédacteur du *Logographe* au sujet des griefs imputés par la municipalité de Lyon au directoire du département de Rhône-et-Loire (p. 305 et suiv.). — Fait un rapport sur les créances du sieur Clément-Barville contre la nation (t. **XLIV**, p. 327 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport sur les créances de Clément-Barville contre la nation (t. **XLV**, p. 514. — Fait la troisième lecture de son rapport sur les créances de Clément-Barville contre la nation (t. **XLVIII**, p. 12 et suiv.). — Fait un rapport sur la vente des terrains et bâtiments de la marine qui ne sont pas nécessaires au service (p. 617). — Fait la troisième lecture du projet de décret concernant la forêt de Senonches (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 249).

Duvaux, de Suresnes. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Duvelleray. Remboursement d'avances par lui faites à Bisson et à Carterets (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 97).

E

Eaux et forêts (*Suite*).
domaine, arrêtés au conseil du roi pour l'année 1790 (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 86 et suiv.). — Troisième lecture (30 juillet, p. 293 et suiv.) ; adoption (*ibid.* p. 296). — Rapport par Pierret sur le payement des honoraires des officiers des ci-devant maîtrises des eaux et forêts (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 162 ; — — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 163). — — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).
— Voir *Employés des eaux et forêts*.

Eaux thermales. — Voir *Militaires*.

Ebingre. — Voir *Villet*.

Ecclésiastiques. Adresse du département de Maine-et-Loire demandant que le traitement d'un bénéficier qui vient de se marier lui soit continué (19 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 291 et suiv.) ; — discussion : Delaunay (d'Angers), Quesnay (de Saumur), Lequinio, Gérardin, Taillefer, Goupilleau, Goujon, Lecoz, Baert (*ibid.* p. 291) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Serment qu'ils doivent prêter (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 436). — Le ministre de la justice demande une interprétation du décret sur leur inéligibilité aux places de juges (14 janvier 1792, t. **XXXIX**, p. 408). — Suppression de leur costume hors des exercices du culte (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 251), (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 462). — Peines auxquelles seront condamnés ceux qui recevront un casuel quelconque (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 428). — Voir *Curés*. — *Ministres du culte*. — *Prêtres*.

Eccleston (Thomas). — **1791**. — Demande à être autorisé à faire passer des chevaux en Angleterre (t. **XXXV**, p. 302) ; — l'autorisation lui est accordée (p. 469).

Echard, membre de la Société des Amis de la Constitution d'Evreux. Fait un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Echard (Jean-Baptiste). Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 492).

Échoppes de Paris. Plaintes des marchands étalant sur les quais de l'Infante et de l'Ecole au sujet de l'arrêté de la municipalité ordonnant l'abatage des échoppes (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 265) ; — renvoi au directoire du département (*ibid.*) ; — nouvelle pétition de 28 citoyens propriétaires d'échoppes (21 octobre, p. 329) ; — renvoi au directoire du département (*ibid.*) ; — arrêté de la municipalité conservant les échoppes dans les endroits où elles ne gêneront pas la voie publique (3 novembre, p. 619).

École de chant et de déclamation. Rapport par Quatremère-Quincy sur le payement des appointements qui sont dus aux professeurs pour les 6 derniers mois de 1791 (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 11) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 12).

École de dessin. Don patriotique des élèves (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 622).

École du génie. Proposition de Prieur-Duvernois relative aux examens d'admission (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 31 et suiv.) ; — renvoi aux comités militaire et d'instruction publique réunis (*ibid.*, p. 32) ; — compte rendu du ministre de la guerre sur la manière dont ont été faits les examens d'admission (24 février, p. 56 et suiv.). — Rapport par Prieur-Duvernois (28 février, p. 157 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 158) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*).

École militaire. Rapport par Pierre Bernard sur la suspension provisoire de l'adjudication définitive du bail de l'Ecole militaire jusqu'à ce qu'il ait été décidé si cet établissement sera ou ne sera pas transformé en hospice (21 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 286 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 288) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (24 décembre, p. 334). — Le ministre de l'intérieur rendra compte de l'exécution du décret du 24 décembre 1791 qui suspend l'adjudication du bail de l'Ecole militaire (29 février 1792, t. **XXXIX**, p. 193) ; — compte rendu du ministre de l'intérieur (3 mars, p. 357) ; — le ministre des contributions publiques rendra compte si la nation tire quelque profit de ce bâtiment (*ibid.*). — Compte rendu des mesures prises par le ministre des contributions publiques pour suspendre l'adjudication de la ci-devant école (17 mars 1792, t. **XL**, p. 58 et suiv.) ; — renvoi au comité des domaines et des secours publics réunis (*ibid.* p. 59). — Le ministre de la guerre rend compte de faits qui s'y sont passés et demande que cet édifice soit mis sous la sauvegarde de la nation (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 115).

Ecole militaire d'armes à feu. Plan d'établissement proposé par Roquet et Delabarre (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 165).

Ecole de musique. — Voir *Charton*.

Ecole des ponts et chaussées. Mémoire du ministre de l'intérieur y relatif (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 44). — Somme mise à la disposition du ministre de l'intérieur pour les besoins de l'école (16 septembre 1792, t. **L**, p. 32 et suiv.).
— Voir *Elèves des ponts et chaussées*.

Écoles d'artillerie. — Voir *Elèves d'artillerie*.

Écoles de marine. Mémoire du ministre de la marine relatif à leur formation dans plusieurs ports (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 500 et suiv.) ; — renvoi aux comités de marine et d'instruction publique réunis (*ibid.* p. 501). — Pétition de Romme pour la revision du décret du 21 juillet 1791, t. **XXXVI**, p. 4). — Mémoire de Varlat sur les écoles de la marine, les concours et les examens (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 670).

Effets publics au porteur (*Suite*).
(27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 29). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Articles additionnels à la loi du 27 août tendant à les assujettir aux droits d'enregistrement à chaque mutation (17 septembre 1792, t. **L**, p. 70 et suiv.).

Effiat (Commune d'). Pétition des citoyens maîtres ès arts à l'école militaire (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 114); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

Effingham (Lord), gouverneur de la Jamaïque. — 1791. — Sa lettre à milord Wech, sous-secrétaire d'Etat en Angleterre sur les troubles de Saint-Domingue (5 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 654). — Il lui est voté des remerciements (*ibid.* p. 655), (28 mars 1792, t. **XL**, p. 562).

Égasse, chef du bureau des contributions publiques. Ecrit qu'il a prêté son serment civique devant l'Assemblée nationale le 4 février 1790 (24 mars 1792, t. **XL**, p. 461). — Fait un don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 306).

Églises. Lettre du directoire du département de la Marne au sujet des dépenses pour leur entretien (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 509); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Gobel, évêque de Paris, sollicite l'organisation définitive et le traitement des employés des églises de cette ville (26 mars 1792, t. **XL**, p. 484); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Demande relative à leur entretien (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 652); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Rapport par Clauzel sur le payement des réparations à faire aux églises des paroisses nouvellement circonscrites (14 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 596 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 597). — Deuxième lecture du projet de décret sur le payement des réparations à faire aux églises des paroisses nouvellement circonscrites (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 3). — Compte à rendre par le ministre de l'intérieur et les commissaires de la trésorerie nationale de la loi qui les charge de recevoir les objets précieux provenant des églises (19 septembre 1792, t. **L**, p. 148).

— Voir *Ornements*.

Églises de Paris. — Voir *Entrepreneurs des églises de Paris*.

Églises succursales. Le ministre de l'intérieur demande une interprétation des décrets relatifs à ces églises (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 174); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Églises supprimées. Lettre du ministre de l'intérieur relative à l'emploi et à la distribution des livres et autres objets qui s'y trouvent (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 75); — renvoi aux comités d'instruction publique et des domaines réunis (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées (17 juillet 1792, t. **XXXVI**, p. 542 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 112 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret sur la destination à donner aux effets mobiliers des églises supprimées (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 327 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 329).

— Voir *Argenterie*. — *Matières d'or et d'argent*. — *Musiciens*.

Egmont (D'), ancien lieutenant de vaisseau. Fait un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Egret (Jean-Pierre). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 513).

Elbeuf (Commune d'). Etablissement d'un commissaire de police (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194).

Électeur de Mayence. — 1791. — Sa réponse à la notification de l'acceptation de l'Acte constitutionnel par le roi (t. **XXXV**, p. 100).

Électeurs pour la Convention nationale. Indemnité qui leur est accordée (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 31). — Voir *Convention nationale*.

Élections. Arrêté relatif à la division de l'Assemblée en 10 bureaux, à leur composition et aux élections que chacun de ces bureaux sera chargé de vérifier (1er octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 50); — Goupilleau demande que les secrétaires, en procédant à la division des bureaux, dressent la liste des procès-verbaux d'élection qui seront distribués à chacun d'eux et qu'on donne ordre au garde des Archives d'en faire la distribution conformément à cette liste (*ibid.*); — adoption d'un arrêté relatif à cette motion proposé par Dumolard, secrétaire d'âge (*ibid.* p. 51). — François (de Neufchâteau) demande à présenter un travail qui tend à procurer la *réforme des abus qui existent dans le mode actuel des élections* (17 mars 1792, t. **XL**, p. 63). — Projet de décret présenté par François de Neufchâteau (19 mars, p. 139 et suiv.); — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 140).

Vérification des pouvoirs.

Ain. — Admission de Rubat, Régnier, Deydier, Ribout, Jagot, Girod (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 53).

Aisne. — Admission de Belin, Loysel, Ducreux, Fiquet, Fache, Lobjoy, Debry, Carlier, Jolly, Quinette, Prudhomme, Bernier (2 octobre, p. 53 et suiv.).

Allier. — Admission de Jouffret, Douyet, Hennequin, Ruet, Gaulmin, Boisrot de Lacour, Descrots-Destrées (2 octobre, p. 54). — Admission de Farières en remplacement de Ruet décédé (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 382.

Alpes (*Basses-*). — Admission de Raffin,

Elections (*Suite*).

Chauvet, Pinchinat, Juglar, Bouche, Dherbez (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 54).

Alpes (*Hautes-*). — Admission d'Amat, Ferrus, Dongois, Labastie, Faure (2 octobre, p. 54).

Ardèche. — Admission de Dalmas, Bastide, Soubeyran-Saint-Prix, Vacher, Valadier, Fressenel, Dereboul (2 octobre, p. 54).

Ardennes. — Admission de Golzart, Pierrot, Daverhoult, Déliars, Hureaux, Bournel, Damourette, Baudin (2 octobre, p. 54).

Ariège. — Rapport au nom du 2[e] bureau sur l'admission provisoire de Calvet (2 octobre, p. 54); — discussion : Calvet, Goupilleau, abbé Audrein, Cérutti, Fauchet, évêque du Calvados, Calvet, Cambon, Carret, Fauchet, évêque du Calvados, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — les honneurs de la séance sont accordés à Calvet sans voix délibérative (*ibid.* p. 55); — admission de Font, Gaston, Ille, Clauzel jeune, Caubère, Calvet (9 octobre, p. 136). — Admission de Gamon en remplacement de Valadier qui ne s'est pas présenté (15 mars 1792, t. **XL**, p. 30).

Aube. — Admission de Courtois, Maizières, Chaponnet, Regnault-Beaucaron, Robin, Sissous, Beugnot, Hugot, Perrin (2 octobre, p. 54).

Aude. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections de l'Aude (2 octobre, 1791, t. **XXXIV**, p. 55 et suiv.); — admission d'Azema, Fabre, Destrem, Lasalle, Belot-Lalligne, Causse, Ribes, Solomiac (*ibid.* p. 56).

Aveyron. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections de l'Aveyron (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Constant-Saint-Estève, Bosc, Bo, Nogaret, Molinier, Lortal, Arssaud, Pomiés, Bourzès (*ibid.* p. 56).

Bouches-du-Rhône. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections des Bouches-du-Rhône (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Martin, Antonelle, Pellicot, Archier, Granet, Espariat, Mauche, Blangilly, Lauze-du-Perret, Gasparin (*ibid.* p. 56). — Admission d'Olivier Gérente (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 25).

Calvados. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections du Calvados et principalement sur l'élection de l'abbé Fauchet (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 55 et suiv.); — discussion : un membre, Lagrévol, Verginaud, Journet, Delacroix, Boisrot-de-Lacour, Garran-de-Coulon, Guyton-Morveau, rapporteur, Cérutti (*ibid.* p. 56 et suiv.); — admission de l'abbé Fauchet, Dubois-du-Bais, Leroy (*de Lisieux*), Henry Larivière, Boutry, Lomont, Bonnet de Meautry, Anseaume, Vardon, Castel, Bretocq, Leroy (*de Bayeux*) (*ibid.* p. 60).

Cantal. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections du Cantal (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Vayron, Benoid, Gros, Guitard, Henry, Teillard, Salvage, Perret (*ibid.* p. 56).

Charente. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections de la Charente (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Dubois de

Elections (*Suite*).

Bellegarde, Lafaye des Rabiers, Léchelle, Blanchon, Martin, Chedaneau, Dumas-Champvallier, Guimberteau et Chazaud (*ibid.* p. 56). — Admission de Maulde de Loisellerie en remplacement de Lafaye des Rabiers démissionnaire (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 625).

Charente-Inférieure. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections de la Charente-Inférieure (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 55 et suiv.), — admission de Bréard, Delacoste, Bernard, Eschassériaux aîné, Ruamps, Jouneau, Merveilleux, Niou, Dumoustier, Riquet, Gilbert (*ibid.* p. 56).

Cher. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections du Cher (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Torné, Sabathier, Foucher, Fouquet Huguet, Cartier-Saint-René (*ibid.* p. 56).

Corrèze. — Rapport par Guyton-Morveau sur les élections de la Corrèze (2 octobre, p. 55 et suiv.); — admission de Germignac, Brival, Borie, Chassagnac, Faye-Lachèze, Marbot, Bardon (*ibid.* p. 56).

Corse. — Admission de Arena, Pietri Leonetti, Pozzo-di-Borgo, Peraldi et Boërio (21 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 265).

Côte-d'Or. — Admission de Navier, Prieur-Duvernois, Oudot, Gélot, Lambert, Béguin, Martinecourt, Batault, Guyton-Morveau, Basire (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 60).

Côtes-du-Nord. — Admission de Delaizire, Urvoi, Derrien, Digaultray, Rivoalan, Glais-Bizoin, Bagot, Morand (2 octobre, p. 60).

Creuse. — Admission de Voysin de Gartempe, Delafont-Braman, Cornudet-des-Chaumets, Laumond, Guyès, Ballet, Huguet (2 octobre, p. 60).

Dordogne. — Admission de Pontard, Taillefer, Pinet, Deverneilh, Roux-Fasillac, Lacoste, Limousin, Delfau, Lamarque, Beaupuy l'aîné (2 octobre, p. 60).

Doubs. — Admission de Bouvenot, Monnot, Besson, Michaud, Voisard fils, Vernerey (2 octobre, p. 60).

Drôme. — Admission de Fleury, Sautayra, Ezingeard, Archinard, Gaillard, Lagier-Lacondamine, Dochier (2 octobre, p. 61). — Admission de Rovère (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 278).

Eure. — Admission de Lindet, Delivet-Saint-Mars, Deschamps, Fossard, Rever, Legendre, Hugau, Duval, Hébert, Langlois, Pantin (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 61). — Admission de Quéru en remplacement de Delivet-Saint-Mars décédé (25 mars 1792, t. **XV**, p. 457). — Admission de Lebrun en remplacement de Legendre démissionnaire (1[er] mai 1792, t. **XLII**, p. 581).

Eure-et-Loir. — Admission de Bellier-du-Chesnay, Claye, Tillombois de Valeuil, Boucher, Giroust, Amy, Delacroix, Lefebvre, Léopold (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 61), — admission de Doussain en remplacement de Bellier-du-Chesnay démissionnaire (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 639).

Elections (*Suite*).

Finistère. — Admission de Bouestard, Inizan, Cavellier, Briaud, Roujoux, Launay-Allain, Bohan, Malassis (2 octobre, 1791, t. **XXXIV**, p. 61).

Gard. — Admission de Delon, Vincens-Planchut, Ménard, Tavernel, Giraudy, Pieyre fils, Leyris, Allut (2 octobre, p. 91).

Garonne (*Haute-*). — Admission de Cailhasson, Mailhe, Dorliac, Rouède, Gonyn, Pérignon, Projean, Delmas, Cazes, Veirieu, Theule, Girard (11 octobre, p. 166).

Gers. — Admission de Descamps, Laplaigne, Ichon, Latané, Tartanac fils, Barris fils, Maribon-Montaut, Cappin, Laguire (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 137), (12 octobre, p. 198).

Gironde. — Admission de Barennes, Ducos fils, Servière, Vergniaud, Lafon-Ladebat, Guadet, Journu-Auber, Lacombe, Sers, Jay, Grangeneuve, Gensonné (2 octobre, p. 91) — Admission de Garreau en remplacement de Lacombe démissionnaire (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 291).

Hérault, — Admission de Cambon fils aîné, Brun, Rouyer, Bonnier, Curée, Reboul, Seranne, Viennet, Bousquet (2 octobre, 1791, t. **XXXIV**, p. 61).

Ille-et-Vilaine. — Admission de Tardiveau, Michel cadet, Gohier, Lebreton, Croizé, Duval, Sébire, Codet, Lecoz, Dupetitbois (2 octobre, p. 61).

Indre. — Admission de Collet, Mayerne, Crublier-d'Optère, Dupertuis, Rochoux, Vivier (2 octobre, p. 61).

Indre-et-Loire. — Admission de Bruley, Adam, Belle, Martin, Baignoux, Jahan, Cartier-Douineau, Dupont (2 octobre, p. 62).

Isère. — Admission de Aubert-Duboyet, Rogniat, Sablière-La-Condamine, Guillioud, Bravet, Danton, Vallier fils, Michoud, Dumolard fils (2 octobre, p. 62).

Jura. — Admission de Champion, Croichet, Morivaux, Clermont, Lameth, Perrin, Vuillier (2 octobre, p. 62).

Landes. — Admission de Méricamp, Lucat, Dyzès, Turgan, Baffoigne, Lonné-Cantau (2 octobre, p. 62).

Loir-et-Cher. — Admission de Brisson, Savonneau, Frécine, Chabot, Marchand fils, Lemaistre, Duval aîné (2 octobre, p. 42).

Loire (*Haute-*). — Admission de Lagrévol, Delcher, Reynaud, Jamon, Rongier, Laurens, Hilaire (2 octobre, p. 62).

Loire-Inférieure. — Le rapporteur du 6e bureau demande l'ajournement de l'examen des élections à cause d'une protestation de la commune de Nantes sur la formation de l'Assemblée électorale du département (2 octobre, p. 62; — observations de Audrein et de Becquey (*ibid*. et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que le 6e bureau lui fera le plus tôt possible un rapport sur la difficulté qu'il vient de signaler (*ibid*. p. 63); — rapport par Dorizy (5 octobre, p. 88 et suiv.); — discussion : Ducastel, Dochier, Dorizy, rapporteur (*ibid*. p. 91 et suiv.); — adoption des conclusions du rapport et admission de Coustard, Benoiston, Mourain, Marie, Dufrexou, Papin, Français, Mosneron (*ibid*. p. 94); — députation de la commune de Nantes admise à la barre (11 octobre, p. 171 et suiv.); — députation de la ville de Nantes présentant une pétition contre le décret du 5 octobre sur les élections du département (28 octobre, p. 495 et suiv.); — discussion sur cette pétition : Baignoux, un membre, Coustard, Taillefer (*ibid*. p. 497 et suiv.); — renvoi au comité des pétitions (*ibid*. p. 498). — Rapport par Pierron sur les réclamations de la commune de Nantes relatives aux opérations du Corps électoral du département (21 février 1792, t. **XXXIX**, p. 24 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur ces réclamations (*ibid*. p. 29).

Loiret. — Admission de Gastellier, Genty (Louis), Lejeune, Turpetin, Gentil (Michel), Meunier, Lebœuf, Chaufton, Huet-Froberville (2 octobre, p. 62).

Lot. — Admission de Lassabathie père, Lachièze, Calmon, Duphémieux, Ramel, Lacoste-Monlausur, Laboissière, Dupuy-Montbrun, Guilhou, Brugous (2 octobre, p. 63). — Admission de Clédel en remplacement de Dupuy-Montbrun, décédé (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 322).

Lot-et-Garonne. — Admission de Depère, Lacuée jeune, Monysset, Lavigne, Lafont, Paganel, Maleprade, Vidalot, Poujet (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 63).

Lozère. — Rapport par Calon sur les élections de la Lozère (7 octobre, p. 110 et suiv.); — Admission de Monestier, Lozeran de Fressac, Chazot, Sevène, Beauregard (*ibid*. p. 111).

Maine-et-Loire. — Admission de Dehoulières, Choudieu, Merlet, Ferrière, Delaunay aîné, Clémenceau, Goffaux, Chouteau, Quesnay, Menuau, Bonnemère (2 octobre, p. 63).

Manche. — Admission de Duval, Poisson, Euvremer, Lemoine-Villeneuve, Desprez, Sauvé, Tesson, Letourneur, Letellier, Giroult, Lerebour de La Pigeonnière, Lepigeon de Boisval, Queslin (2 octobre, p. 63). — Admission de Yver de Labrucholerie en remplacement de Duval, démissionnaire (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 86).

Marne. — Admission de Debranges, Morel, Gobillard, Deliège, Brulley, Pierret, Charlier, Dorizy, Bezanson-Perrier, Thuriot (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, (p. 63).

Marne (*Haute-*). — Admission de Becquey, Briolat, Valdruche, Landrian, Laloy, Chaudron-Roussau, Devaraigne (2 octobre, p. 63).

Marne (*Haute-*). — Renvoi au comité de division d'une motion de François de Neufchâteau tendant au remplacement de Landrian par Henry (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 724). — Rapport par Léopold sur les difficultés survenues pour l'élection de Henry (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 312); — dis-

Elections (*Suite*).

cussion : Becquey, Léopold, rapporteur, Regnault-Beaucaron (*ibid.* et p. suiv.) ; — admission de Henry (*ibid.* p. 313).

Mayenne. — Admission de Dalibourg, Bissy jeune, Grosse-du-Rocher, Dupont-Grandjardin, Esnuë-de-La-Vallée, Chevallier-Malibert, Richard de Villiers (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 63).

Meurthe. — Admission de Foissey, Mallarmé, Drouin, Carez, Levasseur, Crousse, Cunin, Bonneval (2 octobre, p. 64).

Meuse. — Admission de Moreau, Manchand, Paillet, Tocquot, Lolivier, Jodin, Clément, Bernard (2 octobre, p. 64).

Morbihan. — Admission de Letutour, Lemalliaud, Fabre, Elie, Corbel, Lequinio, Audrein, Guillois (2 octobre, p. 64).

Moselle. — Admission de Couturier, Merlin, Marin, Rolland, Pierron, Adam, Pyrot, Mangin (2 octobre, p. 64).

Nièvre. — Admission de Rameau, Dameron, Sautereau, Durin, Mathieu, Dupin, Frasey (2 octobre, p. 64).

Nord. — Rapport par Brua sur les élections du Nord (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 166) ; — admission d'Emmery, Cochet, Gossuin, Lemesre, Prouveur, Carpentier, Lejosne, Lefebvre, Duhem, Vanhœnacker, Coppens, Sallengros (*ibid.*).

Oise. — Admission de Tronchon, Gérardin, Lecaron-Mazancourt, Lucy, Coupé, Calon, Thibaut, Dubout, Hainsselin, Viquesnel-Delaunay, Goujon, Juéry (2 octobre, p. 64).

Orne. — Rapport par Brua sur les élections de l'Orne (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 166) ; — admission de Barbotte, Lesueur, Lefessier, Leconte de Betz, Paignard, Leboucher du Longchamp, André, Terrède, Demées, Lautour-Duchatel (*ibid.*).

Paris. — Admission de Garran-de-Coulon, Lacépède, Pastoret, Cérutti, Beauvais, Bigot de Préameneu, Gouvion, Broussonnet, Crétet, Gorguereau, Thorillon, Brissot de Warville, Filassier, Hérault de Séchelles, Mulot, Godard, Boscary jeune, Quatremère-Quincy, Ramond, Robin, Debry, Condorcet, Treilh-Pardailhan, Monnerot (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 64 et suiv.) ; — admission de Lacretelle en remplacement de Godard, décédé (7 novembre, p. 688). — Admission d'Alleaume en remplacement de Cérutti décédé (9 février 1792, t. **XXXVII**, p. 297). — Admission de Guy de Kersaint en remplacement de Monneron démissionnaire (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 78). — Admission de Demoÿ en remplacement de Gouvion, démissionnaire (17 avril 1792, t. **XLIII**, p. 46). — Admission de Dusaulx en remplacement de Roscany, démissionnaire (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 668).

Pas-de-Calais. — Admission de Carnot-Feuleins, Haudouart, Wallart, Legressier-Bellanoy, Lefranc, François, Duquesnoy, Deusy, Carnot l'aîné, Baert, Blanchard (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 65).

Elections (*Suite*).

Puy-de-Dôme. — Admission de Maignet, Gibergues, Thévenin, Gaubert, Téalier, Moulin, Soubrany, Couthon, Col, Cuel, Romme, Rabusson-Lamothe (2 octobre, p. 65).

Pyrénées (*Basses-*). — Admission de Casamajor (Augustin), Leremboure, Dithurbide, Bergeras, Lostalot, Casamajor aîné (Pierre) (2 octobre, p. 65).

Pyrénées (*Hautes-*). — Admission de Darneuilh, Dumoret, Fournier, Couget, Gertoux, Mailho (2 octobre, p. 65).

Pyrenées - Orientales. — Admission de Lucia, Marie, Escanyé, Siau, Ribes (2 octobre, p. 65).

Rhin (*Bas-*). — Admission de Mathieu, Brunck, Koch, Wilhelm, Massenet, Noblat, Rühl, Arbogast, Briche (2 octobre, p. 65) ; — sur la demande du rapporteur du 9e bureau, il est donné lecture d'un extrait des procès-verbaux de l'assemblée électorale du département pour rendre hommage au civisme de Diétrich, maire de Strasbourg (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée ordonne qu'il sera fait mention de ce document dans le procès-verbal (*ibid.* p. 66) ; — admission de Joseph Lambert en remplacement de Noblat, démissionnaire (20 octobre, p. 296).

Rhin (Haut-). — Admission de Rister, Waelterlé, Buvat, Budler, Delaporte, Schirmer, Baumlin (2 octobre, p. 65).

Rhône-et-Loire. — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de Rhône-et-Loire (2 octobre, p. 66) ; — admission de Michon-Dumaret, Lamourette, Dupuis fils, Colomb-de-Gast, Thévenet, Sans-Laville, Duvant, Blanchon, Jovin-Molle, Sage, Saulnier, Caminet, Chirat, Larochette, Lemontey, (*ibid.*). — Admission de Dubouchet en remplacement de Jovin-Molle, démissionnaire (27 juin 1792, (t. **XLV**, p. 611).

Saône (*Haute-*). — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de la Haute-Saône (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 66). — Admission de Crestin, Lecurel, Courtot, Siblot, Laborey, Desgranges, Carret (*ibid.* et suiv.).

Saône-et-Loire. — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de Saône-et-Loire (2 octobre, p. 66. — Admission de Garchery, Bijon, Journet, Gélin, Masuyer, Rubas fils, James, Desplaces, Cornet, Duroussin, Reverchon (*ibid.* p. 67).

Sarthe. — Rapport par François de (Neufchâteau) sur les élections de la Sarthe (2 octobre, p. 66). — Admission de Rousseau, Salmon, Vérité, Bardou-Boisquetin, Guérin, Barré, Richard, François-Primaudière, Chappe, Rojou (*ibid.* p. 67).

Seine-Inférieure. — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de la Seine-Inférieure (2 octobre, p. 66). — Admission de Ducastel, Lucas, Christinat, Hochet, Langlois, Vimar, Letailleur, Boullanger, Tarbé, Grégoire aîné, Brémontier, Froudière, Forfait, Desportes, Albitte, aîné, Levavasseur (*ibid.* p. 67).

Elections (*Suite*).

Seine-et-Marne. — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de Seine-et-Marne (2 octobre, p. 66). — Admission de Hébert, Sédillez, Dubuisson, Quatresolz de-Marolles, Jaucourt, Regnard, Claudin, Jollivet, Viénot-Vaublanc, Naret, Rataud, Bejot (*ibid.* p. 67); — admission de Ségrétier (2 novembre, p. 598). — Admission de Ségrétier en remplacement de Jaucourt, démissionnaire (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 542).

Seine-et-Oise. — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections de Seine-et-Oise (2 octobre, 1791, t. **XXXIV**, p. 66). — Admission de Lebreton, Lecointre, Soret, Bassal, Collas, Boisseau, Hua, Pillaut, Petit, Dumas, Haussmann, Courtin, Tenon, Legras (*ibid.* p. 67); — admission de Chéron La Bruyère en remplacement de Lebreton, démissionnaire (15 octobre, p. 234).

Sèvres (*Deux-*). — Rapport par François (de Neufchâteau) sur les élections des Deux-Sèvres (2 octobre, p. 66). — Admission de Jard-Panvillier, Chasteau, Lecointe-Puyraveau, Auguis, Journault, Robouam, Dubreuil-Chambardel (*ibid.* p. 67).

Somme. — Rapport par Descrots-Destrées sur les élections de la Somme (2 octobre, p. 51 et suiv.); — discussion : plusieurs membres, Desplaces, abbé Audrein, Carez, Basire (*ibid.* p. 52); — admission de Dehaussy-Robecourt, Nau, Goubet, Delaunay, Desbois, Loyeux, Quillet, Saladin, Rivery, Louvet, Massey, Debray-Chaumont, Ballue (*ibid.* p. 53). — Admission de Dequeux en remplacement de Loyeur, démissionnaire (21 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 286). — Admission de Pucelle en remplacement de Quillet décédé (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 689). — Admission de Hémery en remplacement de Debray-Chamont décédé (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 505).

Tarn. — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections du Tarn (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 51 et suiv.); — admission de Gausserand, Sancerre, Audoy, Lacombe-Saint-Michel, Coubé, Esperon, Leroy du Flagis, Lasource, Larroque Labécède (*ibid.* p. 53). — Admission de Gouzy, en remplacement d'Audoÿ, démissionnaire (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 278).

Var. — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections du Var (2 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 51 et suiv.); — admission de Roubaud (*de Grasse*), Muraire, Isnard, Philibert, Roubaud, (*de Tourves*), Despinassi, Granet, Poitevin (*ibid.* p. 53).

Vendée. — Rapport par Descrots-Destrées sur les élections de la Vendée (2 octobre, p. 51 et suiv.); — admission de Goupilleau, Morisson, Maignen, Musset, Gaudin, Thiériot, Giraud, Perreau, Gaudin (Jacques) (*ibid.* p. 53).

Vienne. — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections de la Vienne (2 octobre, p. 51 et suiv.); — admission de Allard, Martineau, Montault des Isles, Guilhaud de Létanche, Belleroche, Pressac des Planches, Piorry, Ingrand (*ibid.* p. 53).

Vienne (*Haute*). — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections de la Haute-Vienne (2 octobre, p. 51 et suiv.); — admission de Chaubry de Laroche, Gay de Vernon, Bordas, Michelon du Mas Barreau, Duvoisin de Laserve, Faye, Deperet (*ibid.* p. 53).

Vosges. — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections des Vosges (2 octobre, p. 51 et suiv.); — admission de Mengin, Carant, André, Dieudonné, Delpierre, Marant, Vosgien, François (de Neufchâteau) (*ibid.* p. 53.)

Yonne. — Rapport par Descrots-d'Estrées sur les élections de l'Yonne (2 octobre, p. 51 et suiv.); — admission de Laureau, Marie-Davigneau, Bonnerot, Gréan, Fayolle, Bernard, Rougier-la-Bergerie, Malus, Moreau (*ibid.* p. 53).

Colonies.—Bertrand, député de l'île de France et de l'île Bourbon, demande à faire vérifier ses pouvoirs (17 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 261); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Rapport par Despinassi sur la vérification des pouvoirs de Bertrand, député de l'île de France et de l'île Bourbon (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 149 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 150).

Ile Bourbon. Admission de Bertrand (29 mars 1792, t. **XL**, p. 683).

Elections. — Voir *Convention nationale.*

Elèves de l'artillerie et du génie. Lettre du ministre de la guerre à leur sujet (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 447 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 448); — rapport par Carnot-Feuleins (10 décembre, p. 727); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*). — Rapport et projet de décret, présentés par Lacombe-Saint-Michel, sur la destitution des élèves d'artillerie qui ne se sont pas rendus à Châlons pour l'examen (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 183 et suiv.). — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 184). — Les élèves qui vont défendre la patrie, avant d'avoir subi les examens, seront reçus à ces examens après la campagne (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 218).

Elèves d'artillerie de marine. Décret sur leur recrutement (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 400 et suiv.).

Elèves en chirurgie. — **1791.** — Demandent que les hôpitaux leur soient ouverts gratuitement (t. **XXXIV**, p. 248 et suiv.). — Demandent à être employés au camp sous Paris (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 73). — Offrent de former une compagnie et font un don patriotique (3 septembre, p. 241).

Elèves du génie. — Voir *Elèves de l'artillerie et du génie.*

Emigrés (*Suite*).

bre, p. 347), — reprise de la discussion : Rougier-La-Bergerie, Dubois-Dubais, Voisard, Thorillon (*ibid.* et p. suiv.), — communication par Pyrot d'une pétition de la ville de Metz relative aux émigrations (*ibid.* p. 351 et suiv.); — reprise de la discussion : Aubert-Dubayet, Jaucourt (*ibid.* p. 352 et suiv.); — Champion, un membre, député du Bas-Rhin, Champion, Fauchet, Bassal, Dalmas, Dumolard (25 octobre, p. 391 et suiv.); — Roujoux, Condorcet (*ibid.* p. 393 et suiv.); — Cavellier, Vergniaud, Pastoret (*ibid.* p. 398 et suiv.). — L'Assemblée ferme la discussion et ajourne au 28 octobre la lecture des différents projets de décret (*ibid.* p. 407); — Brissot de Warville demande qu'avant de passer à la discussion des projets l'Assemblée prenne une résolution sur ces 3 points : Faut-il nominativement une loi contre les princes français émigrés? Faut-il une loi contre les fonctionnaires publics déserteurs? Faut-il une loi contre les simples citoyens émigrés? (28 octobre, p. 468 et suiv.); — débat : un membre, Ramond, Lecointe-Puyraveau (*ibid.* p. 469); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur la motion de Brissot et décide qu'elle entendra la lecture des projets de décret (*ibid.*); — il est donné lecture de différents projets de décrets (*ibid.* p. 470 et suiv.); — l'Assemblée accorde la priorité au projet de décret de Condorcet (*ibid.* p. 474). — *Discussion du projet de décret de Condorcet :* Gentil, Isnard (31 octobre, p. 538 et suiv.); — Merlin, Gérardin, Condorcet (*ibid.* p. 548 et suiv.); — l'Assemblée décide qu'il n'y a pas lieu de continuer la discussion sur le projet de décret de Condorcet (*ibid.* p. 550); — sur la motion de Desbois et de Gérardin l'Assemblée renvoie tous les projets de décret au comité de législation pour en faire le rapport (*ibid.*); — rapport par Ducastel (8 novembre 1791, p. 699 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 701); — adoption de l'urgence (*ibid.*). — *Discussion des articles.* — Art. 1er. Adoption (*ibid.* p. 702). — Art. 2. Lemontey, Ducastel, rapporteur, Crestin, Delacroix, Calvet, Daverhoult, Couthon, Guadet, Viénot-Vaublanc, Blanchon, Grangeneuve, Carnot-Feuleins, Ducastel, rapporteur, Gorguereau, Garran de Coulon, Couthon, Voisard (*ibid.* et p. suiv.); — amendemeut de Couthon (*ibid.* p. 708); — adoption (*ibid.*); — adoption sauf rédaction de l'article 2 (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 3 (*ibid.*). — Adoption avec amendement de l'article 4 (*ibid.*). — Art. 5 : un membre, Gérardin, Grangeneuve, Couthon, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 709). — Art. 6 : Delacroix (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 7 : Albitte, Gossuin, Ducastel, rapporteur, Delacroix, Carnot-Feuleins (*ibid.*); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 8 (*ibid.*). — Adoption avec amendement de l'article 9 (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 10 (*ibid.*). — Art. 11 : Delacroix, un membre (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 710). — Adoption sans discussion de l'article 12 (*ibid.*). — Art. 13 : Delacroix, Viénot-Vaublanc, plusieurs membres (*ibid.*); — renvoi au comité (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 14 et 15 (*ibid.*). — *Nouvelle lecture du projet de décret :* Adoption de l'article 1er (9 novembre, p. 711). — Art. 2. Fauchet, Rougier-La-Bergerie, Ducastel rapporteur, Couthon, Voysin de Gartempe, Guadet, Navier, Brissot de Warville (*ibid.* et p. suiv.); — articles proposés par Guadet (*ibid.* p. 712); — amendement de Brissot de Warville (*ibid.*); — adoption des 2 articles de Guadet, amendés par Brissot qui deviennent les articles 2 et 3 (*ibid.*). — Adoption de l'article 4 (ancien art. 3) (*ibid.*). — Art. 5 (ancien art. 4) : un membre, Delaporte, Tartanac fils, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 713). — Art. 6 (ancien art. 5) : Cambon, Guadet, Grangeneuve (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption des articles 7 à 12 (anciens art. 6 à 11) (*ibid.* et p. suiv.). — Art. 13 (ancien art. 12) : Lemontey (*ibid.* p. 714); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption de l'article 16 (ancien art. 15) (*ibid.*). — Disposition additionnelle proposée par Quesnay (9 novembre, p. 715); — discussion : plusieurs membres, Aubert-Dubayet, Tartanac fils, Merlin (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité (*ibid.* p. 716). — Modification à l'article 10 proposée par Lasource (*ibid.*); — discussion : Gossuin, Dumas, Briche, Delacroix, Bréard (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 717); — texte de l'article 10 modifié (*ibid.*); — texte du préambule (9 novembre, p. 723); — adoption (*ibid.*); — nouvelle rédaction de l'article 14 proposée par les comités (*ibid.* et p. suiv.); — discussion : un membre, Daverhoult, Ducastel (*ibid.* 724); — l'Assemblée rejette l'article 14 et décrète que le décret sera porté dans le jour à la sanction (*ibid.*); — texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

3° *Projets de décret, proposés par divers membres.* — Projet de décret présenté par Lequinio (20 octobre 1791, t. XXXIV, p. 301), — par Baignoux (*ibid.* p. 305 et suiv.), — par Crestin (p. 309), — par Brissot de Warville (p. 317), — par Gaston (p. 319), — par Rougier-La-Bergerie (22 octobre, p. 348), — par Voisard (*ibid.* p. 349 et suiv.), — par Thorillon (*ibid.* p. 350), — par Aubert-Dubayet (*ibid.* p. 354), — par Jaucourt (*ibid.* p. 355 et suiv.), — par Dalmas (25 octobre, p. 393), — par Roujoux (*ibid.* p. 394), — par Condorcet (*ibid.* p. 398), — par Cavelier (*ibid.* p. 399), — par Vergniaud (*ibid.* p. 403 et suiv.), — par Pastoret (*ibid.* p. 407), — par Condorcet (28 octobre, p. 470 et suiv.), — par Couthon (*ibid.* p. 471 et suiv.), (p. 478 et suiv.), — par Bordas (*ibid.* p. 472 et suiv.),

Emigrés (*Suite*).

— par Dehaussy-Robecourt (*ibid.* p. 473), — par Paganel (*ibid.* p. 475), — par Jean-Antoine Debray (*ibid.* p. 477), — par Gossuin (*ibid.* et p. suiv.), — par Lafon-Ladebat (*ibid.* p. 480 et suiv.), — par Sissous (*ibid.* p. 483), — par Guillaume Delfau (*ibid.* p. 487), — par Mouysset (*ibid.* p. 488 et suiv.), — par Baert (*ibid.* p. 490), — par Desgranges (*ibid.* p. 494), — par le comité de législation (8 novembre, p. 701), — par Lequinio (*ibid.* p. 720 et suiv.)

3° *Opinions non prononcées.* Opinion et projet de décret de Paganel (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 474 et suiv.), — opinion et projet de décret de Jean-Antoine Debry (*ibid.* p. 476 et suiv.); — opinion et projet de décret de Gossuin (*ibid.* p. 477 et suiv.); — opinion et projet de décret de Lafon-Ladebat (*ibid.* p. 480 et suiv.); — opinion et projet de décret de Sissous (*ibid.* p. 480 et suiv.); — — opinion et projet de décret de Guillaume Delfau (*ibid.* p. 484 et suiv.); — opinion et projet de décret de Mouysset (*ibid.* p. 487 et suiv.); — opinion et projet de décret de Baert (*ibid.* p, 489 et suiv.); — opinion de Dehoulière (*ibid.* p. 490 et suiv.); — opinion et projet de décret de Desgranges (*ibid.* p. 492 et suiv.).

5° *Lettres et proclamations du roi.* Lettre aux commandants des ports (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 323); — proclamation aux Français (14 octobre, p. 323 et suiv.); — lettre aux officiers généraux et commandants des corps militaires (*ibid.* p. 324), — lettre aux princes français (10 octobre, p. 325). — Duport, ministre de la justice, annonce que le roi a refusé sa sanction au décret du 9 novembre 1791 sur les mesures à prendre contre les émigrants (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 27); — observations de Reboul, Gérardin, Cambon, Rouyer (*ibid.* et p. suiv.). — Mesures prises par le roi contre les Français sortis du royaume (16 novembre, p. 93 et suiv.). — Proclamation du roi (16 novembre, p. 103 et suiv.). — Réponse des émigrés à la proclamation du roi (1er janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 740 et suiv.).

6° *Adresses et pétitions réclamant contre l'usage que le roi a fait de son droit de veto relativement au décret contre les émigrants.* Adresse de la section de l'Observatoire (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 5). — Pétition de la section de Mauconseil (*ibid.* p. 16). — Adresse de 800 citoyens de Paris (13 décembre, p. 80 et suiv.), — de la section du Marché des Innocents (13 décembre, p. 85 et suiv.).

7° *Adresses de félicitations à l'Assemblée.* — Adresses de la ville d'Auxonne (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 78), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 87 et suiv.), — du directoire du district de Saint-Fargeau (20 décembre, p. 277).

8° *Pensions. — Biens des émigrés, etc.* — Rapport par Ramel sur les mesures à prendre concernant les pensions accordées ou à accorder aux émigrés (23 mars 1792, t. **XL**, p. 396 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 397). — Adoption (30 mars, p. 703 et suiv.). — Renvoi du décret d'urgence à l'examen du comité de liquidation (*ibid.* p. 704). — Adoption d'une nouvelle rédaction de l'article 1er du projet de décret sur les mesures à prendre concernant les pensions des émigrés (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 13). — Texte définitif du décret (31 mars, p. 22). — On demande si les inventaires des effets mobiliers des Français émigrés doivent être assujettis à l'enregistrement et au timbre (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 580); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Charlier demande que l'Assemblée prononce la confiscation de tous les biens des émigrés pour s'indemniser des frais de la guerre (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 153); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — On demande si les assignats provenant des revenus des biens des émigrés doivent être annulés ou non (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 204); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Les pères, mères, femmes et enfants des émigrés sont consignés dans leurs municipalités (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 181). — Les chevaux et mulets appartenant aux émigrés seront employés au service des armées (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 182).

§ 2. *Objets divers. — Lettres. — Mémoires. — Agissements des émigrés.*

1° Lettre du département de l'Eure annonçant le départ de ci-devant gardes du corps et de ci-devant nobles (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 127); — ordre du jour (*ibid.*).

2° Lettre de la municipalité de Sierck au sujet de l'arrestation d'officiers déserteurs, d'un chasseur et de la saisie d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (15 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 296); — discussion : Gossuin, Goupilleau, Audrein, Delacroix, un membre, Albitte, Fauchet, Journet (*ibid.*). (p. 237 et suiv.); — ajournement après l'organisation des comités (*ibid.* p. 239); — reprise de la discussion : Merlin, Viénot-Vaublanc, Merlin, Castel, Couthon, Delacroix, Basire, Davigneau, Chabot, Delacroix, Grangeneuve (16 octobre, p. 248 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 250).

3° Lettre des administrateurs du directoire du district de Longwy et procès-verbaux concernant l'arrestation d'effets timbrés du chiffre du roi (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 450 et suiv.); — observations de Goupilleau, Chabot, Merlin, Lecointre (*ibid.* p. 451 et suiv.); — renvoi au pouvoir (exécutif *ibid.* p. 452).

4° Mémoire de Lasisglière (2 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 589 et suiv.).

5° Lettres du sieur Brillac sur les rassemblements d'émigrés à Coblentz (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 41). — Lettre de Guer-

Emigrés (*Suite*).

londe, lieutenant-général autrichien, au maire de Thionville (25 novembre, p. 359); — adresse des citoyens de Blois (27 novembre, p. 392). — Lettre du président du directoire du district d'Alais (28 novembre p. 406 et suiv.). — Adresse des citoyens de Toulouse (*ibid.* p. 422 et suiv.), — des citoyens de Versailles (29 novembre, p. 448 et suiv.), — du conseil général du département de l'Aude (3 décembre, p. 525), — de 300 citoyens de Calais (*ibid.* p. 526), — des administrateurs du département des Côtes-du-Nord (5 décembre, p. 591), — des citoyens de Tulle (*ibid.* p. 592), — des citoyens d'Angers (*ibid.*), — des administrateurs du département de la Corrèze (*ibid.*). p. 596) — des citoyens de Givet (*ibid.*). — Réquisitoire du procureur général syndic du département de la Moselle (*ibid*). — Adresse de la Société des amis de la Constitution d'Auch (*ibid.* p. 597), — des administrateurs du district de Chartres (8 décembre, p. 657), — des citoyens du Mans (*ibid.* et p. suiv.), — du conseil général du département de Maine et Loire (*ibid.* p. 658). — Règlement de la formation en compagnies des membres du tiers-état rassemblés auprès de Monsieur et de Mgr le comte d'Artois (8 décembre, (p. 662.). — Adresse des citoyens d'Ornans (10 décembre p. 716), — des citoyens d'Angoulême (*ibid.* p. 717), — des citoyens de Lorient (*ibid*). p. 719), — de la section de la Halle au blé (*ibid.* et p. suiv.), — des citoyens de Calais (*ibid*) p. 721). — Ruth annonce que les émigrés quittent les bords du Rhin pour se replier dans l'intérieur de l'Allemagne et dépose un règlement de guerre des princes français (30 décembre 1791, t. XXXVI, p. 666 et suiv.) ; — renvoi au comité diplomatique (ibid. p. 667). — Lettre d'un émigré à l'Assemblée demandant les moyens de rentrer en France (13 janvier 1792, t. XXXVII, p. 357 et suiv.) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 358). — Compte à rendre du mode d'existence dans les terres de l'Empire (11 février 1792, t. XXXVIII, p. 397) ; — compte rendu (13 février, p. 478 et suiv.).

Emigrés. — Voir *Adresses au peuple français.* — *Biens des émigrés.* — *Calonne.* — *Charles Philippe.* — *Condé.* — *Cromot-Dubourg.* — *Embauchages.* — *Empereur.* — *Empereur d'Allemagne.* — *Enrôlements.* — *Infanterie* (40e *régiment*). — *Louis-Joseph.* — *Louis-Stanislas-Xavier.* — *Officiers déserteurs.* — *Palatins.* — *Princes français.* — *Puissances étrangères.* — *Rassemblements.* — *Rentes.* — *Royaume.* — *Sequestre.* — *Sequestre des biens des émigrés.* — *Spire.* — *Trèves* (*Electeur de*). — *Toul.*

Emmery, député du Nord. — **1791.** — Est admis (t. XXXIV, p. 166). — Prête serment (*ibid.*). — Suppléant au comité de marine (p. 410). Membre du comité de commerce (p. 438). — Membre du comité de marine (p. 690). — Présente un projet de décret sur les moyens d'accélérer l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 725 et suiv.). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (t. XXXVI, p. 262), (p. 269), (p. 292). — Communique des pièces relatives aux rassemblements de Brabançons (p. 328 et suiv.). — Parle sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 343). — **1792.** = Présente un projet de décret relatif aux subsistances de Paris (t. XXXVII, p. 104). — Parle sur les subsistances des départements (p. 108), — sur la franchise des ports (*ibid.* et p. suiv.), — sur la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la haute cour nationale (p. 129), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 232). — Demande l'envoi aux départements du procès-verbal de la séance du 14 janvier 1792 (p. 416). — Parle sur la déchéance encourue par Louis-Stanislas-Xavier, prince français (p. 445), — sur le mode de présentation des décrets à la sanction (t. XXXVIII, p. 124), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 358), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (t. XXXIX, p. 49), (p. 50), (p. 53), (p. 55). — Fait une motion relative au drapeau du 1er régiment d'infanterie (p. 62). — Membre du comité de commerce (p. 373). — Parle sur la pétition du sieur Schoël (t. XL, p. 698). — Parle sur la pétition du sieur Schoël (t. XLI, p. 286), — sur une pétition de la garde nationale d'Arpajon (p. 415). — Fait un don patriotique (t. XLII, p. 224). — Parle sur le rapport du décret relatif à la contribution patriotique des députés (p. 304), — sur l'ordre du jour (p. 414), — sur une nouvelle création d'assignats (p. 531), — sur l'affaire de Mons (t. XLIII. p. 251). — Fait un rapport sur la prime à accorder pour la pêche à la baleine (t. XLIV, p. 51 et suiv.). — Parle sur la suppression de la course en mer (p. 345 et suiv.). — Donne lecture d'une déclaration du roi de Hongrie (p. 370). — Parle sur l'heure de l'ouverture des séances de l'Assemblée (p. 399), — sur le traitement des huissiers de l'Assemblée (p. 469), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 444). — Fait une motion d'ordre (p. 552). — Parle sur des dénonciations faites par Chabot (p. 564). — Remet des dons patriotiques (t. XLV, p. 105), (p. 226), (p. 667). — Parle sur l'incendie des faubourgs de Courtrai (t. XLVI, p. 69). — Suppléant au comité militaire (t. XLVII, p. 234). — Parle sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 283), — sur les mesures à prendre pour sauver les jours du roi (p. 635). — Demande l'envoi aux départements du procès-verbal de la séance permanente commencée le 10 août (t. XLVIII, p. 66). — Fait un rapport sur la circulation des grains dans les départements de l'Aude, de la Haute-Garonne, de l'Hérault et du Gard

Enfants trouvés (*Suite*).

l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Proposition du sieur Montigny relative au sort à leur faire (1er août, t. XLVII, p. 374); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

Engagements militaires. On demande l'exécution de la loi y relative (10 juillet 1792, t. XLVI, p. 297); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Décret sur le mode, la durée et le prix des engagements militaires (20 juillet, p. 700 et suiv.). — Projet de décret sur l'incorporation de ceux qui se sont engagés pour des régiments déjà au complet (8 août 1792, t. XLVII, p. 559); — discussion (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv). — Voir *Recrutement*.

Engerran (Deslandes). Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. L, p. 108).

Enlart. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 627).

Ennemis de l'Etat. Le roi est chargé de repousser par la force des armes les ennemis déclarés en état d'hostilités imminentes ou commencées contre la nation française (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 511). — Décret mettant une somme de deux millions à la disposition du ministre de l'intérieur pour subvenir aux dépenses que nécessiteraient les mesures à prendre contre eux (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 397).

Enregistrement (Droits d'). Lettre du ministre des contributions publique relative aux droits d'enregistrement dus sur les quittances à donner aux membres des anciennes Compagnies de finances (9 novembre 1791, t. XXXIV, p. 718 et suiv.); — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.* p. 719). — Duvant sollicite une interprétation de la loi sur l'enregistrement au sujet des droits de succession (18 février 1792, t. XXXVIII, p. 607); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Demande du ministre des contributions publiques relative au lieu d'enregistrement des actes assujettis au droit d'insinuation (19 avril 1792, t. XLII, p. 154); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*); — Don patriotique des garçons de bureau (7 mai 1792, t. XLIII, p. 84). — On demande que les employés soient dispensés de se rendre aux frontières (14 août 1792, t. XLVIII, p. 114); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Chaubry-de-Laroche sur la fixation et la perception des droits d'enregistrement (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 253 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 255 et suiv.). — Deuxième lecture (10 septembre, p. 534 et suiv.).

Enregistrement. — Voir *Ajudications*. — *Comptabilité*. — *Contrats de rentes sur l'Etat*. — *Effets au porteur*. — *Régie des droits d'enregistrement*.

Enrôlements pour l'armée. Renseignement sur le nombre des enrôlements (3 mars 1792, t. XXXIX, p. 340), (4 mars, p. 371 et suiv.); (8 mars, p. 468 et suiv.), (p. 470), (p. 471), (p. 508); (10 mars, p. 550), (p. 552); (12 mars, p. 594) (14 mars, p. 688); (23 mars 1792, t. XL, p. 390), (30 mars, p. 696). — Les enrôlements sont autorisés à l'âge de seize ans (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 105).

Enrôlements. — Voir *Arles*. — *Bar*. — *Chaix*. — *Charrier-Dubreuil*. — *Gauthier*. — *Gircourt*. — *Henry*. — *Poulmy*. — *Recrutement*. — *Saint-Brieuc*. — *Saint-Malo*. — *Saint-Servan*. — *Toul*. — *Vannes*.

Enrôlements pour les émigrés. Motion de Gouvion tendant à charger les corps administratifs et les municipalités de surveiller les enrôlements et machinations contre la sûreté publique (4 décembre 1791, t. XXXV, p. 565); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 566). — Arrêté de la municipalité de Saint-Brieuc relatif à des enrôlements faits par un ecclésiastique pour les émigrés (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 46). — Rapport par Fauchet sur l'arrestation des sieurs Rauch, Richard et Lucot, prévenus d'enrôler pour l'armée des émigrants (13 décembre, p. 88 et suiv.); — l'Assemblée décrète la comparution à la barre des inculpés (*ibid.* p. 89); — interrogatoire de Rauch (*ibid.* et p. suiv.), (p. 99), (p. 101), (p. 103); — interrogatoire de Richard (*ibid.* p. 91); — interrogatoire de Lucot (*ibid.* et p. suiv.), (p. 99), (p. 101); — débat : Delacroix, Grangeneuve, Gossuin (*ibid.* p. 93 et suiv.); l'Assemblée décide que Rauch et Lucot seront confrontés à la barre (*ibid.* p. 94); — confrontation de Rauch et de Lucot (*ibid.* et p. suiv.); — débat sur la question de savoir s'il y a lieu d'entendre certains témoins : Basire, Fauchet rapporteur, Lagrévol, Basire, Hérault de Séchelles, Ducos, Merlin, Reboul, Rouyer (*ibid*). p. 95 et suiv.); — l'audition est décrétée (*ibid.* p. 96). — Interrogatoire de Ducrocq (*ibid.* p. 98 et suiv.), p. 103 et suiv.); — interrogatoire de Manoury (*ibid.* p. 99 et suiv.); — de Mme Chabarvalet (*ibid.* p. 100); — interrogatoire de Carignon (*ibid.* p. 102); — interrogatoire de Fleuret (*ibid.* p. 103); — sur la motion de Gérardin et Jaucourt, l'Assemblée décerne un témoignage de satisfaction à Richard (*ibid.* p. 105); — discussion sur le renvoi de Rauch devant les tribunaux ordinaires : Mathieu, Lagrévol, Thuriot, Fauchet, rapporteur, Quesnay, Grangeneuve, Chéron-La-Bruyère, Ducos, Gérardin, Fauchet, rapporteur, Thuriot, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — Grangeneuve (14 décembre, p. 108). — Déposition de Pierre Lecoine (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que les sieurs Rauch et Lucot continueront d'être gardés à vue (*ibid.* p. 115); — observations de Thuriot, de Mouysset et Lecointe-Puyraveau (15 décembre, p. 117); — l'Assemblée décrète que le sieur Lecoine sera mandé à la

Estaing (*Suite*).

mination au grade d'amiral (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 422 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 423); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*).

Estrangin, procureur de la commune d'Arles. Demande audience (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 543. — Discours pour sa justification (*ibid.* p. 546 et suiv.).

Etablissements militaires. Demande des entrepreneurs des établissements militaires que les ci-devant provinces ou les villes ont fait construire (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*).

Etain (Commune d'). Réclamation de la commune (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 111). — On annonce que cette ville est tombée au pouvoir de l'ennemi (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 116).

Société des amis de la Constitution. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 673).

Etain (District d'). *Tribunal*.—Don patriotique des juges et commissaires du roi (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32).

Etampes (Commune). Pétition relative aux subsistances (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 428); — renvoi aux comités de commerce et d'agriculture réunis (*ibid.*). — Lettre relative à l'assassinat du maire Simoneau (4 mars 1792, p. 379); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Proposition de Jean Debry d'ériger un monument à sa mémoire (6 mars, p. 428); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Proposition de Laureau de décréter un deuil de 3 jours (8 mars, p. 466); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 467). — Rapport par Jean Debry (Aisne), sur les honneurs à rendre à la mémoire du maire Simoneau (18 mars 1792, t. **XL**, p. 100 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 101); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Sur la motion de Jean Debry (Aisne), l'Assemblée autorise le pouvoir exécutif à envoyer à Etampes 400 hommes des troupes de ligne de la garnison de Paris (23 mars 1792, p. 389). — Lettre de la veuve du maire Simonneau (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 14). — l'Assemblée décrète que cette lettre sera inscrite sur la base du monument élevé à la mémoire du maire d'Etampes et que le gouvernement rendra compte dans 2 mois de l'exécution de ce monument (*ibid.* p. 15). — Envoi d'un éloge funèbre du maire Simoneau (*ibid.*). — Adoption de nouvelles dispositions relatives à l'élévation de la pyramide en l'honneur du maire (5 avril, p. 214). — Lettre du ministre de l'intérieur sur l'état de la procédure contre les auteurs et les fauteurs des troubles (10 avril, p. 453 et suiv.); — renvoi au comité des Douze (*ibid.* p. 454). — Lettre

Etampes (*Suite*).

du sieur Gillot, chargé de l'instruction préparatoire sur les troubles (11 avril, p. 467); — renvoi à la commission des Douze (*ibid.*). — Pétition des habitants des communes avoisinant cette ville qui déplorent le sort de ceux qui sont confondus avec les assassins du maire d'Etampes (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 599). — Adresse de citoyens-soldats dans la garde nationale parisienne relative à la célébration d'une fête dans le Champ-de-Mars à la mémoire du maire Simoneau (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 51 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y aura une fête nationale (*ibid.* p. 52); — renvoi au comité d'instruction publique pour l'organisation (*ibid.* p. 58); — Pétition relative au dépôt à la trésorerie nationale des fonds provenant de la souscription ouverte pour subvenir aux honneurs funèbres décernés à Simoneau (10 mai, p. 197 et suiv.); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 198); — Rapport par Quatremère-Quincy sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire de Simoneau (12 mai, p. 268); — projet du décret (*ibid.* et p. suiv.). — *Discussion* : Adoption de l'article 1er (*ibid.* p. 269). — Article 2 : Lasource, Chéron-La-Bruyère (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Article 3 : Thuriot (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Article 4 : Lecointe-Puyraveau, Mayerne, Mouysset (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 270). — Article 5 : Albitte, Lecointe-Puyraveau (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Article 6 : Lemontey (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Des citoyennes demandent à assister à la cérémonie (20 mai, p. 594); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Le procureur de la commune demande que les officiers municipaux soient invités à assister à la cérémonie en mémoire du maire Simoneau (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 2 et suiv.); — l'Assemblée décrète que les officiers municipaux seront invités à la cérémonie (*ibid.* p. 3). — Le ministre de l'intérieur sollicite une décision pour l'exécution du monument décerné en l'honneur du maire (25 mai, p. 172); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid*). — Arrêté du directoire du département de Paris relatif à la fête (30 mai, p. 348). — Demande du directoire du département relative à la mise en marche du cortège (2 juin, p. 469). — Composition de la députation de l'Assemblée (*ibid.*). — Remerciements par les officiers municipaux et par les parents du maire. — Présentation de son fils à l'Assemblée (5 juin, p. 627). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 381), (24 août, p. 679). — Remerciements de plusieurs personnes qui avaient été détenues pour l'affaire des grains (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 512).

Officiers municipaux. Font un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 19).

Eure (*Suite*).

exécutif est autorisé à envoyer des troupes dans le département (*ibid.* p. 428). — Lettre du procureur-général-syndic (7 mars, p. 433). — Duval, député extraordinaire, demande la mise à l'ordre du jour du rapport de la commission des Douze (15 mars 1792, t. XL, p. 2) ; — l'Assemblée décide qu'elle entendra ce rapport sur-le-champ (*ibid.*) ; — rapport par Tardiveau sur le choix des officiers de police et des tribunaux à qui doit être confiée la procédure contre les séditieux arrêtés à la suite des derniers troubles (*ibid.* et p. suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 4). — Adoption de l'urgence (*ibid.*). — *Discussion des articles.* — Art. 1er : Delacroix (*ibid.* p. 5) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Bigot de Préameneu, Deschamps (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 4 à 9 (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption d'un article additionnel relatif à l'indemnité des juges de paix et greffiers (*ibid.* p. 6). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Décret sur les poursuites à exercer contre les sieurs Marre, Daller et Levacher (11 août 1792, t. XLVIII, p. 37).

Volontaires nationaux. — Les gardes nationales volontaires se plaignent du retard apporté à leur habillement (12 janvier 1792, t. XLVII, p. 348) ; — renvoi au ministre de la guerre (*ibid.*).

Eure-et-Loir (Département d'). Pétition du directoire demandant un dégrèvement (13 novembre 1791, t. XXXV, p. 47). — Plainte contre la multiplicité des billets de confiance mis en circulation dans le département (3 février 1792, t. XXXVIII, p. 108 et suiv.) ; — renvoi au comité des finances (*ibid.* p. 109) ; — rapport de Dieudonné (*ibid.* p. 118). — Lettre de Guillaume, directeur de la maison de commerce et de secours (4 février, p. 123) ; renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Claye demande la conservation des paroisses de campagne (18 février, p. 634) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Arrêté du directoire relatif aux biens des émigrés (9 mars, 1792, t. XXXIX, p. 511). — Projet de décret sur des secours à accorder à des incendiés (20 mars 1792, t. XL, p. 187). — Le département sollicite une décision sur l'établissement d'une maison où doivent être détenus les condamnés aux fers (30 mars 1792, t. XL, p. 696) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Adoption du projet de décret sur les secours à accorder à des incendiés 8 avril 1792, t. XLI, 361 et suiv.). — Demande du directoire à fin de prorogation du délai pour la production des titres des créances exigibles (11 juin 1792, t. XLV, p. 96) ; — rejet (*ibid.*). — Projet de décret sur le nombre et le placement des notaires publics (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 673 et

Eure-et-Loir (*Suite*).

suiv.). — Envoi des procès-verbaux du conseil général (29 juillet 1792, t. XLVII, p. 251). — Adresse de dévouement (19 août 1792, (t. XLVIII, p. 367). — Députés nommés à la Convention nationale (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 396). — Adresse d'adhésion de l'assemblée électorale (8 septembre, p. 483). — Compte à rendre d'un arrêté du directoire qui suspend la municipalité de Chartres (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 498). — Adresse d'adhésion du directoire (5 août 1792, XLVII, p. 490).

Volontaires nationaux. Font un don patriotique (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 602).

Troubles. — Lettres des administrateurs annonçant des troubles (19 mars 1792, t. XL, p. 138 et suiv.) ; (20 mars, p. 181).

Eustroff (Commune de). Projet de décret sur des secours à accorder à des incendiés (20 mars 1792, t. XL, p. 187). — Adoption du projet de décret tendant à accorder des secours à des incendiés (8 avril 1792, t. XLI, p. 362).

Euvremer, député de la Manche. = 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). = 1792. — Fait un rapport sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés auprès de la Haute-Cour nationale (t. XLII, p. 375 et suiv.). — Défend son rapport sur le droit de récusation des hauts jurés pour les accusés (t. XLIII, p. 177 et suiv.), (p. 181). Membre du comité de législation (t. XLIV, p. 672).

Eve, membre de la Société des amis de la Constitution de Calais. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 621).

Événements. Voir *Journées du 20 juin, du 10 août.*

Évêques et curés. Motion de François (Pas-de-Calais) relative aux conditions d'éligibilité pour les places d'évêques et de curés (31 décembre 1791, (t. XXXVI, p. 692) ; — rapport par Thévenin sur les remplacements à faire dans le département du Haut-Rhin et sur les moyens de faciliter ceux qui seront à effectuer dans tous les départements jusqu'au 1er janvier 1793 (*ibid.* p. 694 et suiv.). — Ordre du jour motivé sur le payement en cas de décès, à leurs héritiers du trimestre commencé (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 358). — Décret sur le traitement à leur accorder pour leur tenir lieu de logement (19 juillet, p. 649). — Renvoi au comité de législation d'une motion de Lejosne relative aux poursuites à exercer contre les ministres qui publieront des écrits contraires aux lois (14 août 1792, t. XLVIII, p. 117).

Evra Fait hommage de 4 volumes de la collection des travaux de l'Assemblée constituante (16 mars 1792, t. XL, p. 38).

F

Fabre, député de l'Ande (*Suite*).

tion (*ibid.*), — au comité des pétitions (p. 467). — Parle sur des dénonciations faites par Raymond Ribes (t. **XLIV**, p. 577). — Suppléant au comité diplomatique (t. **XLVI**, p. 574).

Fabre (Joseph-Marie), député du Morbihan. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — **1792**. = Son adresse à ses concitoyens pour les engager au respect de la Constitution (t. **L**, p. 350 et suiv.).

Fabre. Haut-juré du département des Pyrénées orientales (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Fabre, commissaire pour la formation des districts de Louvèze et de Vaucluse. Délibération relative à la mise des scellés sur ses papiers (15 septembre 1792, t. **L**, p. 11). — Procédure instruite contre lui (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 524); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Fabre. Annonce qu'il a découvert le moyen de guérir les hernies (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 631).

Fabre, Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 193).

Fabre, citoyen de l'Hérault. Fait un don patriotique (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 147).

Fabre (Dorothée). — Voir *Landier*.

Fabre d'Eglantine. Commissaire du pouvoir exécutif pour assister au tirage au sort d'un des juges du tribunal de cassation pour remplacer l'un des quatre juges de la Haute-Cour nationale (19 septembre 1792, t. **L**, p. 149).

Fabricants d'effets de campement. Ne pourront être requis pour marcher à la défense des frontières (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 339).

Fabrication de faux assignats et de fausse monnaie. — Voir *Assignats*. — *Monnaie*.

Fabricateurs de faux brevets. — Voir *Brevets*. — *Croix de Saint-Louis*.

Fabriques. Décrets relatifs aux primes à leur accorder (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 4), (16 août, p. 279). — Voir *Matières premières*.

Fabriques d'amidon. Mémoire du ministre de l'intérieur sur les inconvénients de la multiplicité des fabriques d'amidon dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 231).

Fabriques des églises, paroisses, etc. Lettre du directoire du département de la Seine-Inférieure sur l'inconvénient de laisser aux fabriques des paroisses réunies la propriété de plusieurs jeux d'orgues (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 277); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (1er mai, p. 594). — Deuxième lecture du

Fabriques des églises, paroisses (*Suite*).

projet de décret sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50). — Troisième lecture du projet de décret sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 384 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 385).

Fabriques des églises. — Voir *Rentes*.

Fache, député de l'Aisne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité des pétitions p. 387). = **1792**. — Déclare que les pièces relatives à l'affaire du sieur Nicot lui ont été enlevées (t. **XXXVIII**, p. 488). — Suppléant au comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394). Fait un rapport sur les prévarications imputées au sieur Nicot (t. **XLII**, p. 546 et suiv.). — Présente à l'Assemblée son fils qui se rend aux frontières (t. **XLIX**, p. 332).

Facteurs des messageries nationales. Font un don patriotique (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146).

Facteurs des postes. Présentent une pétition (17 septembre 1792, t. **L**, p. 92).

Faculté de droit de Paris. Lettre du doyen au sujet des commissaires qui doivent assister à l'élection des docteurs agrégés (24 mars 1792, t. **XL**, p. 456); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

Faculté de médecine de Paris. Pétition (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 726).

Faget (Jean-Baptiste), ancien brigadier de maréchaussée. — **1791**. — Réclame une augmentation de traitement (t. **XXXVI**, p. 3).

Fageu, directeur associé du Grand-Théâtre de Lyon. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 593).

Faillites. On demande que la connaissance en soit donnée aux tribunaux de commerce (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 37); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Scellés apposés chez les receveurs et autres comptables en cas de faillite (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32 et suiv.). — Pétition sur la vente des biens des débiteurs en faillite (27 septembre 1792, t. **L**, p. 152).

Faire (Charles-Henri). Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 485).

Falaise (Commune de). Pétition des directeurs d'une mine de charbon minéral (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 594). — On demande une décision sur la demande des habitants pour obtenir l'église des ci-devant Cordeliers (21 mai, p. 651); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Adresse demandant la déchéance du roi (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 449). — Adresse de dévouement des citoyens (5 août, p. 490). — Il sera payé une somme de 1,890 livres à l'hôpital (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 18).

Fauchet, député (*Suite*).

rice (p. 503). — Dénonce Delessart (p. 530 et suiv). (p. 560). — Parle sur la remise de la célébration de la messe de minuit au point du jour (p. 623), — sur les remontes de la cavalerie (p. 659). — Sa réponse à une lettre de Belle (p. 712). — Parle sur la prolongation de la session du conseil général du Calvados (p. 723). — Donne lecture d'une pétition de la section du Tréâtre-Français (t. **XXXVI**, p. 7 et suiv.), — du procès-verbal de la séance du 10 décembre 1791 au soir (p. 24), (p. 25). — Parle sur une plainte du département du Morbihan (p. 45). — Fait un rapport sur l'arrestation de particuliers prévenus d'enrôler pour l'armée des émigrants (p. 88 et suiv.), — le défend (p. 91) (p. 105,) (p. 106). — Donne lecture d'un projet de décret relatif à la conservation des places aux vicaires nommés avant l'organisation des paroisses (p. 102). — Communique un rapport sur les enrôlements pour l'armée des émigrants (p. 126 et suiv.). — Parle sur une pétition (p. 206), (p. 228,) — sur l'insurrection de l'équipage de la frégate l'*Embuscade* (p. 273), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 292), — sur l'affaire du sieur Dutrehan (p. 319), — sur la réponse du roi de Sardaigne à la notification de l'acceptation de l'Acte constitutionnel par le roi (p. 348), — sur le procès-verbal du 25 décembre 1791 (p. 419). — Fait un rapport relatif à l'affaire des sieurs Loyauté et Silly (p. 598 et suiv.) — Parle sur les compliments à l'occasion de la nouvelle année (p. 696). = **1792**. — Parle sur le mémoire justificatif du ministre de la marine (t. **XXXVII**, p. 15). — Fait un rapport sur l'affaire de l'abbé Poulmy (p. 77). — Dénonce l'enrôlement du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (p. 216 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 416.) — Parle sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier au matin (p. 429). — Fait une motion relative aux biens des congrégations (p. 472). — Parle sur un don d'Anacharsis Cloots (p. 528), — sur l'offre de l'empereur (p. 540 et suiv.). — Fait une motion sur l'importation des denrées coloniales (p. 552). — Parle sur l'ordre du jour (p. 553), — sur une pétitien des ci-devant gardes françaises (p. 683 et suiv.). — Demande la mise en état d'arrestation du sieur Lemoine, accusé de correspondre avec l'Espagne (p. 719 et suiv.). — Fait un rapport sur cet objet et sur les mauvais traitements dont les Français sont victimes en Espagne (p. 724 et suiv.). — Parle sur le rétablissement des passeports(t. **XXXVIII**, p. 22), (p. 23), — sur la présentation des décrets à la sanction (p. 124). — Fait un rapport sur l'arrestation de Montagudo à Mortagne (p. 248). — Parle sur l'ordre du jour (p. 426 et suiv.), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 472). — Renouvelle ses accusations contre Delessart (p. 592 et suiv.). — Communique une lettre des citoyens de Lyon sur les caisses patriotiques

Fauchet, député (*Suite*).

(t. **XXXIX**, p. 105). — Parle sur une pétition du sieur Janson (p. 432). — Membre de la commission des Douze (p. 518). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 628), — sur l'arrestation à Langres d'un convoi de 20 chevaux (t. **XL**, p. 469), — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 712). — Fait un rapport sur les dénonciations contre Narbonne, ancien ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 82 et suiv.), (p. 94). — Communique des détails au sujet de La Pérouse (p. 377). — Parle sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 566), — sur une adresse des citoyens de Brive (p. 694). — Fait un rapport sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire du département de Rhône-et-Loire (t. **XLII**, p. 44 et suiv.). — Demande la mise à l'ordre du jour de son rapport (p. 729). — Parle sur la communication de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (t. **XLIII**, p. 539 et suiv.), — sur l'arrestation de plusieurs Cent-Suisses à Belfort (p. 628), — sur l'envoi d'une députation de l'Assemblée à la procession de la Fête-Dieu (t. **XLIV**, p. 626), — sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 687), — sur la pétition du sieur Caudier (t. **XLV**, p. 529). — Demande que Tarbé soit envoyé à l'Abbaye (t. **XLVI**, p. 13). — Parle sur l'admission des fédérés dans les tribunes de l'Assemblée (p. 320), — sur l'envoi aux frontières des troupes de ligne qui sont à Paris (p. 482). — Demande que les généraux ne puissent pas avancer plus près de 30,000 toises de l'Assemblée (p. 494). — Parle sur la liquidation des pensions des gardes françaises (p. 517), — sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 26), — sur l'affaire des sieurs Pâris et Boulan (p. 142). — Demande que la terrasse des Feuillants soit mise sous la police de l'Assemblée (p. 143). — Parle sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (p. 325), — sur la mise en accusation de Terrier de Monciel (p. 346). — Dépose une adresse du sieur Lécolles (p. 417). — Parle sur le projet de décret concernant les congrégations séculières (p. 450). — Dénonce le directoire du département du Calvados (p. 456). — Commissaire chargé de conduire le roi et sa famille jusqu'aux limites de l'enceinte de l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 101). — Rend compte de sa mission (*ibid.*). — Parle sur l'affaire du directoire de Rhône-et-Loire (p. 158). — Membre du comité de surveillance (p. 185). — Parle sur la conduite de La Fayette (p. 315), — sur la mise en accusation de La Fayette (p. 387), — sur la déportation des prêtres insermentés (p. 668). — Fait un rapport sur l'affaire des sieurs Carcado-Molac, Bertier, Quenquat-Tonqueda et Leroy (t. **XLIX**, p. 119). — Annonce que deux cents prêtres viennent d'être égorgés dans l'église des Carmes (p. 216). — Parle sur la rédaction d'un projet d'adresse aux Français (p. 335), — sur le

Fauchet, député (*Suite*).
renvoi devant les tribunaux des personnes qui ont conspiré contre la sûreté de l'Etat (p. 507), — Nommé à la Convention nationale (p. 533), (t. L, p. 104). — Demande qu'il soit mis six pièces de canon à la disposition de la ville de Caen (p. 129).

Fauchey (Françoise-Marguerite). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. XLIII, p. 512).

Faudier, curé de Calais. Fait don de 50 livres (25 février 1792, t. XXXIX, p. 104).

Faulconnier, de Bellac. Projet de décret sur des secours à lui accorder (20 mars 1792, t. XL, p. 186 et suiv.) ; — adoption (8 avril 1792, t. XLI, p. 362).

Faure, député des Hautes-Alpes. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 54). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). — Réclame contre l'omission de son serment au procès-verbal de la séance du 4 octobre (p. 562). = 1792. — Obtient un congé (t. XXXIX, p. 117).

Faure, commissaire du département de la Drôme pour organiser les districts de Louvèze et de Vaucluse. Ecrit pour se justifier (14 mai 1792, t. XLIII, p. 354 et suiv.). — Réclame contre son remplacement (1er juin 1792, t. XLIV, p. 454). — Il est rétabli dans ses fonctions (15 août 1792, t. XLVIII, p. 151).

Faure. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. L, p. 108).

Faure, juge à Montivilliers. Fait un don patriotique (19 juillet 1792, t. XLVI, p. 658).

Faure, juge de paix du 4e canton du district de Grenoble. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. XLIII, p. 19).

Fausses cartouches. Le ministre de la justice demande des lois répressives contre les fabricateurs de cartouches, conformes à celles sur lesquelles on délivre les congés des troupes de ligne (22 mai 1792, t. XLIV, p. 1 et suiv.) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 2).

Fausse monnaie. — Voir *Monnaie*.

Fauvelet, entrepreneur de l'encan national. Fait un don patriotique (16 mai 1792, t. XLIII, p. 457).

Fauvette (Corvette la). Sur la motion de Merlet, l'Assemblée décrète que le ministre de la marine rendra compte, dans les huit jours, de la conduite du capitaine Boisgelin (23 mars 1792, t. XL, p. 393). — Lettres du ministre de la marine (27 mars, p. 518 et suiv.), (p. 522).

Fauvre-Labrunerie. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 533), (16 septembre 1792, t. L, p. 58).

Faux assignats. — Voir *Assignats*.

Favart. Présente une pétition au nom des auteurs dramatiques (5 février 1792, t. XXXVIII, p. 183).

Favereau, sergent-major. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. XLIII, p. 559).

Favi (François-Raimond). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. XLIII, p. 512).

Favière, député suppléant de l'Allier. — 1792. — Il est admis en remplacement de Ruet, décédé (t. XLVI, p. 382). — Prête serment (*ibid.*). — Est entendu au sujet d'une demande de passeport faite par lui sans avoir indiqué sa qualité de député (p. 695).

Fay. — Demande à être employé dans les les bureaux de l'Assemblée (1er novembre 1791, (t. XXXIV, p. 562) ; — renvoi aux inspecteurs de la salle (*ibid.*).

Fayard, marchand de bois. Fait un don patriotique (8 mars 1792, t. XLIII, p. 106).

Fayart, de Saint-Vallier. Commissaire civil pour l'organisation des districts de Vaucluse et de Lovèze (27 avril 1792, t. XLII, p. 469).

Faye, député de la Haute-Vienne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 53). — Prête serment (p. 81). — Membre du comité de liquidation (p. 371). = 1792. — Membre du comité de liquidation (t. XXXIX, p. 495). — Nommé à la Convention nationale (t. XLIX, p. 576).

Faye-Lachèze, député de la Corrèze. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 76). = 1792. — Parle sur la formation des rôles des contributions t. XXXIX, p. 171). — Suppléant au comité des pétitions (p. 467).

Fayel, juge de paix de la section du roi de Sicile. Demande que le tribunal correctionnel soit entendu sur le fait d'un jugement par lui rendu dans l'affaire Lebas contre Legros (31 mars 1792, t. XLI, p. 37).

Fayl-Billot (Canton de). Don patriotique des citoyens (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 105).

Faynot, curé. Sollicite une loi sur le prix des grains (17 septembre 1792, t. L, p. 67).

Fayolle, député de l'Yonne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 53). — Prête serment (p. 80). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). = 1792. — Obtient un congé (t. XLVI, p. 163). — Membre du comité d'inspection (p. 445).

Fayolle. Sa lettre au sieur Cuvelier (22 août 1792, t. XLVIII, p. 618).

Faypoult, officier de la garde nationale parisienne. Dénonce l'adjudant Delorme (11 juin 1792, t. XLV, p. 78).

Fécamp (Commune de). Adresse relative au rétablissement de la jetée et du port (20 avril 1792, t. XLII, p. 201) ; — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Pétition pour obtenir la réparation de la chapelle du Bourbodouin (21 avril, p. 246). — Demande de fonds pour la reconstruction de la jetée de l'ouest du port (27 avril, p. 442). — Etablissement d'un commissaire de police (6 juillet 1792, t. XLVI, p. 194). — Adresse d'adhésion des citoyens (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 169). — Adresse d'adhésion du conseil général (3 septembre, p. 325).

Ferrières (Commune de) (*Suite*).

— Troisième (1) lecture du projet de décret relatif à l'échange de l'église paroissiale contre l'église des citoyens bénédictins (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 514 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 515).

Ferriot, vice-président du directoire du département des Pyrénées-Orientales. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Ferronils (Michel-Marie). Propose de construire un instrument astronomique pour retracer les époques mémorables de la Révolution (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 693).

Ferrus, député des Hautes-Alpes. — **1791**. - Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). = **1792**. — Prête serment (t. **XXXVIII**, p. 37). — Membre du comité des pétitions (t. **XXXIX**, p. 467).

Ferry. Nommé à la Convention nationale (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550).

Ferry, professeur de physique. — **1791**. — Fait hommage d'une Ode sur la Révolution (t. **XXXV**, p. 656).

Ferté-Milon (Canton de la). Pétition des gardes nationales (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 369).

Ferté-sous-Jouarre (Commune de). Don patriotique d'un citoyen (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 429).

Ferté-Vidame (Canton de la). Prestation de serment du conseil général (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 676).

Féry. Fait hommage d'une eau de salubrité utile à l'armée (5 mai 1792, t. **XLIII** p. 10).

Fescheux. Haut-Juré du département des Basses-Pyrénées (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Fesneau, commandant de la garde nationale de Saint-Dié-sur-Loire. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 484).

Fesquel, membre du tribunal du district de Montpellier. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Fête-Dieu. L'Assemblée décrète qu'il n'y aura pas de séance le matin de ce jour (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 627).

Fêtes nationales. Rapport par Lacoste-Monlausur sur la demande de la municipalité de Paris en remboursement des dépenses des fêtes qui ont eu lieu à l'occasion de la proclamation de la Constitution (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 557); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer à ce sujet (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Fêtes publiques en l'honneur des soldats de Châteauvieux. — Voir *Suisses*.

Feuilhe. Haut-Juré du département de la Gironde (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

(1). — Il n'a pas été fait de seconde lecture de ce proejet de décret

Feuillant (Etienne). Fait un don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 306).

Feuillants. Décret relatif au placement de certains comités dans la maison des ci-devant Feuillants et à l'ouverture du passage des Feuillants interdit par la municipalité (31 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 533). — Dénonciation des troubles arrivés près des Feuillants (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 420); — débat : Maribon-Montaut, Dehaussy-Robecourt, Goupilleau, Goujon, Mailhe, Daverhoult, Carnot aîné, Delacroix, Chéron-La Bruyère, Rouyer (*ibid.* et p. suiv.). — Déposition de l'officier commandant le poste de la 3e division (*ibid.* p. 421). — Déposition de l'officier commandant le poste de la 4e division (*ibid.* p. 422). — Observations de Dehaussy-Robecourt (*ibid.*). — Déposition de l'officier commandant tout le poste (*ibid.*). — Motion de Merlin (*ibid.* p. 424); — débat : Gérardin, Delacroix, Jaucourt, Grangeneuve, Mosneron aîné, Lacretelle (*ibid.*). et p. suiv.); — renvoi de l'affaire aux commissaires de la salle (*ibid.* p. 427). — Lettre du maire de Paris (27 décembre, p. 431); — observations de Boisrot-de-Lacour, Delacroix, Léopold (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport par Dehaussy-Robecourt au nom des commissaires de la salle (*ibid.* p. 432 et suiv.); — projet de décret défendant l'établissement de toute société particulière dans l'enceinte des Feuillants (*ibid.* p. 433), — adoption (*ibid.*). — Motion de Lecointe-Puyraveau relative au nombre des religieux restés dans la ci-devant communauté (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 176). — Décret mettant la terrasse des Feuillants sous la police de l'Assemblée (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 144). — Voysin de Gartempe demande que ce décret soit rapporté (26 juillet, p. 168); — discussion : Lamarque, Déliars (*ibid.* p. 169); — l'Assemblée décide que le décret ne sera pas rapporté (*ibid.*). — Pétition de gardes nationaux demandant le rapport du du décret (27 juillet, p. 207); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid*). — Lettre d'un garde national relative à un écriteau à placer à l'entrée de la terrasse des Feuillants (28 juillet, p. 210). — Les inspecteursde la salle feront afficher l'acte qui place la terrasse sous la police de l'Assemblée (*ibid.* p. 228). — Rapport et projet de décret sur la police de la terrasse (30 juillet, p. 273); — il n'y a pas lieu à délibérer sur ce projet (*ibid.* p. 274). — Le commandant du corps de garde annonce que son poste a été forcé (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 635). — Somme payée à Armand pour travaux faits dans le passage des Feuillants (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 663).

Fiefvé, Bidot et Solho. Adressent un projet d'établissement d'un bureau général d'affiliation citoyenne (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 410)

Fieusuns, de Lectoure. Présente un mémoire sur les finances (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 41).

Figeac (Commune de). Demande en remboursement d'avances faites à des Français

Fiquet, député de l'Aisne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 75). = **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 534).

Firmin. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Firmin (Thérèse), de Paris. Fait un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 82).

Flaiville (Mlle). Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 106).

Flambart, caporal-fourrier des ci-devant gardes-françaises. — Fait de sa médaille un don patriotique à la nation (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 109).

Flandrin, professeur à l'école vétérinaire d'Alfort. — Ecrit relativement à l'exportation de chevaux de France en Angleterre, par Thomas Claston (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 622).

Flayose (Commune de). Décret sur la démolition du château fort qui se trouve sur le territoire de cette commune (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679).

Flèche (Canton de La). Adresse d'adhésion des habitants des campagnes (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 423).

Flèche (District de La). *Administrateurs*. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 692).

Fleuret, peintre-vitrier. — Est interrogé au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrants (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 103).

Fleuri. Fait un don patriotique (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 323).

Fleurieu (De). — Son mémoire concernant l'insuffisance des prix alloués aux armateurs pour les passages aux frais de l'Etat (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 214). — Est désigné par le roi comme gouverneur du prince royal (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 69).

Fleury, député de la Drôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 184). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598).

Fleury. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Fleury. — Demande des secours (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 5).

Fleury, administrateur du directoire du district de Pont-Audemer. Fait un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 116).

Fleury. Demande à partir aux frontières (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Fleury, de Cherbourg. Don patriotique (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 597).

Fleury (François). — Se plaint de ce que les remontes de la cavalerie ne se fassent plus dans la Normandie (8 déc. 1791, t. **XXXV**, p. 659).

Fleury (Jean-Baptiste). Sa déclaration sur ce qui s'est passé au château des Tuileries la nuit du 9 au 10 août (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 77 et suiv.).

Fleury. — Voir *Hommes de couleur*.

Fleury (Dame). Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 384).

Fleury-Merogis (Commune de). Adresse d'adhésion et don patriotique (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 424). — Renvoi à la commission extraordinaire d'une pétition relative à l'emploi d'un don patriotique (8 septembre, p. 463).

Flin, gendarme national. Demande audience (20 mars 1792, t. **XL**, p. 183).

Flood, prêtre irlandais. Est placé sous la sauvegarde de la nation (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 377).

Florac (Commune de). Adresse d'adhésion (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 373).

Florac (District de). Contestation entre les administrateurs du conseil et ceux du directoire (25 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 359) ; — ordre du jour (*ibid.*). — Lettre d'un citoyen de Valmale relative aux troubles (14 mai 1792, t. **XLII**, p. 322), — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Florence (Commune de). Adresse d'adhésion de la société populaire (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Florence, oratorien. Demande à être admis à la barre (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 260). — Est admis et fait hommage d'un ouvrage intitulé : *La Constitution française expliquée pour les habitants de la campagne* (4 mars, p. 380).

Florida-Blanca. — Ecrit relativement aux mesures prises par le roi d'Espagne à la nouvelle de l'insurrection de Saint-Domingue (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 351 et suiv.).

Flotte (Commune de la), île de Ré. Adresses d'adhésion des citoyens (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 334), (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 391).

Flotte, contre-amiral. Envoie des dons patriotiques (17 septembre 1792, t. **L**, p. 63).

Flotte, major général du port de Toulon. Compte rendu des événements qui l'ont privé de la vie (19 septembre 1792, t. **L**, p. 147).

Flottes (Antoine). Présente une pétition (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 330).

Floury. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Le gardien de la liberté française* (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 651).

Focard, secrétaire général du département de Rhône-et-Loire. — Lettre de Delessart, ministre de l'intérieur, annonçant sa fuite en emportant 246,700 livres destinées au payement des ecclésiastiques des districts de Villefranche, Saint-Etienne et Montbrison (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 104 et suiv.).

Fonctionnaires publics (*Suite*).

t. **XLIX**, p. 122). — On demande si, étant tombés au sort pour marcher aux frontières, ils peuvent se faire remplacer (7 septembre, p. 422); — ordre du jour motivé (*ibid.*, p. 423). — On demande si les corps administratifs peuvent procéder à leur renouvellement. — Ordre du jour motivé (*ibid.* p. 428). — Les fonctionnaires publics nommés par le peuple ne pourront pas être destitués par les commissaires de l'Assemblée envoyés dans les départements (14 septembre, p. 647).

§ **2**. *Traitements.* — *Emoluments.* Le comité de liquidation présentera l'état de ceux dont les pensions et traitements ont été supprimés (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 686). — Formalités qu'ils ont à remplir pour toucher leurs traitements, pensions, etc. (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 57). — Ajournement d'un projet de décret tendant à faire une exception en leur faveur au décret du 13 décembre (24 décembre, p. 334). — Motion de Caminet tendant à ce que les fonctionnaires publics députés à l'Assemblée ne puissent toucher qu'un seul traitement. — Ordre du jour (28 décembre, p. 477). — Lejosne demande qu'il leur soit interdit de cumuler plusieurs emplois (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 245). — Sur la motion de Forfait, l'Assemblée décrète que les différents comités feront un rapport sur la revision des traitements des fonctionnaires (19 mars 1792, t. **XL**, p. 142). — Mesures décrétées contre ceux qui ont cumulé plusieurs traitements (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 98), (20 septembre 1792, t. **L**, p. 175). — Voir *Fonctions publiques*.

§ **3**. *Délits.* — *Peines.* Tout fonctionnaire absent du royaume sans cause légitime sera déchu de ses fonctions (9 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 724). — Les ministres présenteront les états de radiation des fonctionnaires absents sans cause légitime (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 444). — Compte à rendre de l'exécution de la loi portant déchéance des fonctionnaires protestant contre la Constitution (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 47). — Le ministre de la justice fera poursuivre les membres du tribunal criminel provisoire établi à Avignon qui ont abandonné leurs fonctions sans congé (15 août 1792, t, **XLVIII**, p. 151 et suiv.). — Peines qu'encourront les fonctionnaires qui auront obéi aux ordres de l'ennemi (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 379).

Fonctionnaires de la marine. Le ministre demande s'il peut autoriser le payement des appointements des fonctionnaires absents en dehors du service (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 233); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

Fonctionnaires militaires. Renvoi au comité militaire de propositions du ministre de la guerre les concernant (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 375).

Fonctions judiciaires. — Voir *Incompatibilité*.

Fonctions publiques. Proposition sur la cumulation des fonctions publiques (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 464); — rapport par Prouveur (27 juin, p. 611 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 612).

Fondae. Est renvoyé devant les tribunaux (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 633).

Fondeurs. Don patriotique (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 534).

Font, député de l'Ariège. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 136). — Prête serment (p. 137). = **1792**. — Se justifie d'avoir touché cumulativement le traitement d'évêque et celui de député (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120).

Fontaine (Louis), condamné à mort. Réclame contre son jugement (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 579); — ordre du jour (*ibid.*). — Pétition en sa faveur (*ibid.* p. 628 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 632). — Demande relative à l'exécution du jugement rendu contre lui (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 290); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Fontaine, de Brassine, ancien garde-magasin. — **1791**. — Réclame des appointements (t. **XXXV**, p. 526).

Fontaine, élève vétérinaire. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 236).

Fontaine, limonadier. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 384).

Fontainebleau (Commune de). Projet de décret tendant à lui accorder un secours de 3,000 livres (27 mars 1792, t. **XL**, p. 543); — rejet (*ibid.*). — Mesures prises pour la conservation de la forêt et du mobilier du château (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 154); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325). — On annonce l'arrestation, dans cette localité, de quatre voitures chargées de munitions (10 septembre, p. 574). — Défilé devant l'Assemblée de 300 volontaires qui se rendent aux frontières (11 septembre, p. 571). — Don patriotique de la Société des amis de la liberté et de l'égalité (12 septembre, p. 591).

Fontainebleau (Commune de). — Voir *Seine-et-Marne* (*Directoire du département de*).

Fontane-Lunegarde (Commune). Admission à la barre de citoyens se rendant aux frontières (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 14).

Fontenay-le-Comte (Commune de). Dénonciation contre le ci-devant comité général et militaire de cette ville (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 87); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Adresse d'adhésion (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 707).

Société des amis de la Constitution. — Adresse de félicitation (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 372).

Forêts nationales (Aliénation et dévastation des). Les comités des finances, des domaines, d'agriculture, de commerce et de marine présenteront un travail complet sur la question de l'aliénation des forêts (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 136). — Le rapport sur l'aliénation des forêts sera présenté à la séance du 3 février (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 58). —Mémoire de la Société d'agriculture de Paris sur l'aliénation des forêts (3 février, p. 106); — renvoi au comité des domaines (*ibid*). — Mémoire sur leur aliénation (14 février, p. 486). — Rapport par Juéry sur la question de l'aliénation des forêts nationales (2 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 291 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 296 et suiv.). — *Discussion générale :* Vuillier (*ibid.*, p. 297 et suiv.); — — projet de décret proposé par Vuillier (*ibid.*, p. 304 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Rougier-La-Bergerie (*ibid.* p. 310 et suiv., Opinion, non prononcée, de Baignoux sur les conséquences de l'aliénation des forêts (*ibid.* p. 317 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Cunin (*ibid.* p. 322 et suiv.). — Observation de la Société royale d'agriculture (*ibid.* p. 328 et suiv.). — Observations de C. Ainsworth (*ibid.* p. 334 et suiv.). — Discussion sur la question de l'aliénation des forêts nationales : Guyton-Morveau Crestin, Lasource, Marbot, Aubert-Dubayet, Cambon (30 mars 1792, t. **XL**, p. 709 et suiv.); — ajournement de la suite de la discussion (*ibid.* p. 711). — Opinions, non prononcées, et mémoires sur la question de l'aliénation des forêts nationales: Opinions de Leconte-de-Betz (30 mars, p. 714 et suiv.); — de Vosgien (*ibid.* p. 717et suiv.; — de Vuillier (*ibid.* p. 720 et suiv.); de Turpetin (*ibid.* p. 726 et suiv.). — de Chéron-La-Bruyère p. 726 et suiv.). — Mémoires des citoyens d'Epinal (*ibid.* p. 741 et suiv.), — de Louis Carpentier (*ibid.* p. 749 et suiv.), — de Reboul Senebier (*ibid.*, p. 741 et suiv.). — Lettre de Laureau, député de l'Yonne, sur les forêts nationales (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 176). — Plan de Legros sur la manière la plus utile de les vendre (8 avril, p. 354). — Mémoires de Louis Carpentier sur la vente ou la conservation des forêts, (9 avril, p. 372), (11 avril, p. 467. — Lettre et mémoire d'un membre de l'Assemblée sur la question de l'aliénation des forêts nationales (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 125). — Le ministre des contributions publiques sollicite une décision sur la question de l'aliénation des forêts nationales (21 avril, p. 247); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Mémoire du sieur Pain sur la question de l'aliénation des forêts (22 avril, p. 283). — On demande qu'il soit pris un parti au sujet des forêts nationaux (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 2). — Observations sur les abus qui pourraient se commettre dans la coupe et dans l'enlèvement des bois (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 595). — Lettre du ministre de l'intérieur relative aux

Forêts nationales (*Suite*).

dévastations qui se commettent dans les forêts nationales (19 septembre 1792, t. **L**, p. 147). — Voir *Carpentier*. — *Conservation générale forestière*. — *Eaux et forêts*. — *Senonche*.

Forez (ci-devant régiment de). Pétition de 37 anciens grenadiers (25 mars 1792, t. **XL**, p. 480); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Forfait, député de la Seine-Inférieure. = **1791**. — Est admis, t. **XXXIV**. p. 67). — Prête serment (p. 111). — Membre du comité de marine (p. 410). — Fait un rapport sur les troubles de Saint-Domingue (p. 659 et suiv.). — le défend (p. 661 et suiv.). — Fait un rapport sur les dépenses extraordinaires exigées par l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 719 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les dépenses extraordinaires exigées par l'envoi de secours à Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 62); — le défend (*ibid.*). — Parle sur les troubles survenues sur la frégate l'*Embuscade* (p. 318), — sur les observations de Del cher relatives au veto t. **XXXVI**, p. 265). — Fait un rapport sur la proposition d'accorder une gratification de 10,000 livres à Dupetit-Thouars pour aller à la recherche de Lapeyrouse (p. 320 et suiv.). = **1792**. — Parle sur l'impression d'un mémoire justificatif du ministre de la marine (t. **XXXVII**, p. 15), — sur les subsistances (p. 106 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre (p. 371). — Parle sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 372 et suiv.), (p. 403), — sur la convention avec la république de Mulhausen (p. 483), sur l'affaire de la frégate l' « Embuscade » (p. 714), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières t. **XXXIX**, p. 50), — sur les troubles du Midi t. **XL**, p. 43); — sur la réclamation du sieur Groignard (p. 141). — Fait une motion relative à la revision des traitements des fonctionnaires publics (p. 142). — Parle sur les classes de la marine t. **XXI**, p. 517), — sur l'envoi aux départements d'un rapport de Cambon sur les finances (t. **LXII**, p. 166), — sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (p. 630 et suiv.). — Fait un rapport sur les découvertes du sieur Demandres (p. 723 et suiv.), — un rapport sur une demande de fonds pour la marine (p. 728 et suiv.). — Fait un rapport sur les marchés de la marine t. **XLIII**, p. 165 et suiv.). — Parle sur les troubles religieux (p. 312), — sur la proposition d'accorder la décoration militaire à Antoine et à Pierre Dupont-Chaumont t.**XLV**, p. 42). — Soumet à la discussion le projet de décret sur les découvertes du sieur Demandres (p. 465). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 111), (p. 116). — Fait un rapport sur la proposition d'armer trente vaisseaux (t.**XLVII**, p. 459 et suiv.). — S'excuse de son absence

Fouché. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Foucher (Jacques), député du Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533), (t. **L**, p. 58).

Fouchier, Haut-juré du département de la Charente (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Foucreau, *jeune*. Fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Fouesnant (Commune de). Détails sur une insurrection qui s'y est produite (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 648). — On annonce que l'ordre est complètement rétabli (15 août 1792, t. **XVLIII**, p. 153).

Fougères (Commune). Adresse relative aux forêts nationales (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 413).

Fougères (District de). Nombre et placement des notaires (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 177).

Fougières (**De**), étudiant à l'Université de de Wurtemberg. Le ministre de France à Stuttgard demande si les décrets exigent son retour en France (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 507) ; — ordre du jour (*ibid.*).

Fouillé, gendarme. Apporte à l'Assemblée des jetons d'argent trouvés aux Tuileries (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 28).

Fouqueau-Pussy, juge au tribunal de Sancerre. Don patriotique de sa part et de celle de son épouse (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 160).

Fouquet, député du Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). = **1792**. — Fait une motion relative aux hôpitaux (t. **XXXIX**, p. 48). — Parle sur la formation des rôles des contributions (p. 171). — Fait un rapport sur les sommes offertes à la nation par Pottin de Vauvineux (t. **XL**, p. 457 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur les assignats offerts par Pottin de Vauvineux (t. **XLI**, p. 112 et suiv.). — Parle sur l'état des finances (p. 220 et suiv.). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (p. 361). — Parle sur le recouvrement des créances de la nation (t. **XLII**, p. 332). — Fait un rapport sur le remboursement des bulletins de l'emprunt de 80 millions sortis par le tirage (p. 545). — Parle sur la dette publique (t. **XLIII**, p. 334 et suiv.), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (p. 413). — Fait un rapport sur l'emplacement du directoire du département de l'Indre et du directoire du district de Châteauroux (t. **XLIV**, p. 312 et suiv.), — un rapport sur un emplacemement à faire par la municipalité de Saint-Amand (p. 313), — un rapport sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des

assignats (p. 372 et suiv.). — Parle sur le traitement des fonctionnaires (p. 444). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des assignats (p. 690 et suiv.). — Parle sur la fabrication des coupures d'assignats (t. **XLV**, p. 19). — Soumet à la discussion son rapport sur l'établissement d'une nouvelle administration pour la confection des assignats (p. 179 et suiv.). — Soumet différents projets de décret à la discussion (p. 420 et suiv.). — Parle sur la situation de Paris (p. 457). — Fait un rapport sur la création de 100 millions d'assignats de 100 sols (p. 611). — Parle sur une pétition de la commune de Culant (t. **XLVI**, p. 324). — Fait un rapport sur la création de 300 millions d'assignats (t. **XLVII**, p. 311 et suiv.), — le défend (p. 314 et suiv.). — Parle sur le mode d'envoi aux départements des actes du Corps législatif (p. 345). — Présente une demande du sieur Coliche (t. **XLVIII**, p. 686). — Présente un projet de décret sur la conversion des assignats dont la création a été ordonnée par le décret du 31 juillet 1792, (t. **XLIX**, p. 140), — un projet de décret sur le compte à rendre à la Convention nationale de la fabrication des assignats (p. 452). — Présente un projet de décret relatif à une avance de fonds à faire à la municipalité de Compiègne (t. **L**, p. 17).

Fourcroy, fils. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 400).

Fourcroy (Louis-Antoine-François). Décret relatif à sa pension (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 655).

Fournaux (Nicolas). Gratification en remplacement de pension (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 28).

Fournel. Nommé à la Convention nationale (16 septembre, 1792, t. **L**, p. 33).

Fournier, député des Hautes-Pyrénées. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). = **1792**. — Prête serment (t. **XLI**, p. 378).

Fournier. Fait un don patriotique (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 211).

Fournier. Présente une pétition (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 96).

Fournier. Demande à partir aux frontières (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 17).

Fournier, maire de Taverny. Demande audience pour faire hommage d'un ouvrage sur la conduite du clergé, (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 688) ; — est admis (*ibid.* p. 720).

Fournier, prêtre. Adresse de dévouement (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Fournier, de Sarlat. Don patriotique (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 236).

Fournier (Achille-Jean-Baptiste). Offre 3 volumes sur l'histoire de l'homme et fait un don patriotique (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 353).

Fournier (Nicolas), accusateur public près le tribunal criminel du département des Vosges. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 617).

Fournier-Varennes. — Présente une adresse de la ville de Saint-Malo (1er décembre 1791, t. XXXV, p. 471 et suiv.).

Fournisseurs d'armes. Le ministre de la guerre les fera payer à mesure des livraisons (14 août 1792, t. XLVIII, p. 135). — Le conseil général de la commune de Paris leur délivrera des passeports (15 août, p. 159).

Fournisseurs publics. Remboursement des avances par eux faites pour le mouvement de la force publique (17 juillet 1792, t. XLVI, p. 550).

Fournitures pour l'armée. — Voir *Viande*.

Fourrages. Le ministre de la guerre demande que l'exportation des fourrages soit interdite (31 décembre 1791, t. XXXVI, p. 700); — débat : Lemontey, Rougier-La-Bergerie, Mathieu Dumas, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce et militaire réunis (*ibid.* p. 701); — rapport par Mathieu Dumas (*ibid.* p. 709); — — projet de décret (*ibid.*). — *Discussion* : Daverhoult, Ducos, un membre, Delaporte, Mathieu Dumas, rapporteur, Delaporte, Thuriot (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.*); — adoption du projet de décret amendé (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande la nomination dans les départements frontières de commissaires pour en constater la quantité (23 janvier 1792, t. XXXVII, p. 596 et suiv.); — renvoi aux comités militaire et d'agriculture réunis (*ibid.* p. 597). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur les reconnaissances de fourrages, paille et voitures à faire par les corps administratifs (7 février 1792, t. XXXVIII, p. 257 et suiv.); — rapport par Damourette (15 février, p. 526 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 528 et suiv.). — Le ministre de la guerre enverra des copies certifiées des marchés et traités faits pour les fourrages (13 mars 1792, t. XXXIX, p. 629 et suiv.). — Le ministre de la guerre annonce l'envoi des états faits pour les fourrages de l'armée (17 mars 1792, t. XL, p. 83). — Damourette soumet à la discussion son rapport sur les préparatifs de guerre relatifs aux charrois et fourrages dans les départements frontières (2 avril 1792, t. XLI, p. 113); — ajournement (*ibid.*, p. 114). — Suite de la discussion du projet de décret sur les préparatifs de guerre relatifs aux charrois et fourrages dans les départements frontières (18 avril 1792, t. XLII, p. 126 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 129). — Texte définitif du décret (*ibid.*), (26 avril, p. 411). — Rapport et projet de décret sur une augmentation de rations de fourrages en faveur des officiers qui entreront en campagne (24 avril 1792, t. XLII, p. 324); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). —

Fourrages (*Suite*).

Arrêté du directoire du département de l'Ain prohibant leur exportation (10 mai 1792, t. XLIII, p. 198). — Demande relative à leur exportation dans les Etats de Sardaigne par le département de l'Ain (7 juin 1792, t. XLIV, p. 678); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce (*ibid.*). — Extraction du superflu dans les départements menacés de l'ennemi (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 472). — Décret interdisant l'exportation des fourrages des propriétés situées en France appartenant à des étrangers (17 septembre 1792, t. L, p. 82).

— Voir *Vivres*.

Foustaing (Charles-Gaspard de), lieutenant-colonel. Demande à être entendu comme défenseur officieux du sieur de Manneville (de Caen) (1er avril 1792, t. XLI, p. 54); — ordre du jour (*ibid.* p. 55).

Fragonard, anatomiste. Fait part d'une découverte (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 7).

Frais de correspondance. Somme mise à la disposition du ministre de l'intérieur pour cet objet (18 août 1792, t. XLVIII, p. 348).

Fraissinet (Henri), de Nîmes. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. XLIII, p. 61).

Franay (Hameau de). Projet de décret sur la distraction de ce hameau du district de Château-Chinon (30 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 33 et suiv.); — il n'y a pas lieu à délibérer sur cette distraction (*ibid.* p. 34).

Franc, membre du directoire du district de Lagrasse. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. XLIV, p. 176).

Franc. Réclame une indemnité (20 septembre 1792, t. L, p. 167).

Franc-Maillanne. Il n'y a pas lieu à délibérer sur la proposition du ministre de la marine le concernant (17 septembre 1792, t. L, p. 77).

Français (*de Nantes*), député de la Loire-Inférieure. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 94). — Prête serment (p. 99). — Membre du comité de commerce (p. 438). = 1792. — Fait un rapport concernant les droits sur le jais (t. XXXIX, p. 341). — Suppléant au comité de marine (p. 394). — Membre de la commission des Douze (p. 519). — Fait la seconde lecture du projet de décret concernant les droits sur le jais (t. XL, p. 517). — Fait une motion relative aux pensions des préposés de la ci-devant ferme générale (t. XLI, p. 294 et suiv.). — Parle sur les troubles de la Lozère (p. 507). — Fait un rapport sur les troubles de Saint-Geniez (p. 548 et suiv.). — Parle sur les besoins de la ville de Nantes (p. 557), (p. 572). — Fait un rapport sur les troubles intérieurs du royaume (t. XLII, p. 414 et suiv.). — Fait un rapport sur l'exportation du tan (t. XLIII, p. 11 et suiv.), — la troisième lecture du projet de décret concernant le jais brut et travaillé (p. 12), — un rapport sur l'exportation des chanvres bruts (*ibid.* et p.

Français (de Nantes) (*Suite*).

suiv.), — un rapport sur les troubles intérieurs du royaume (p. 22 et suiv.), — un rapport sur l'exportation des bois (p. 49). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 213 et suiv.). — Fait un rapport sur les douanes du département de la Corse (p. 657 et suiv.). — Donne lecture des articles 26, 27, 28 et 29 du projet de décret sur les troubles intérieurs du royaume (t. XLIV, p. 64). — Fait la seconde lecture de différents projets de décrets relatifs à l'exportation (p. 139). — Vice-président (p. 275). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur les douanes du département de la Corse (p. 580 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 622 et suiv.). — Parle sur la demande de William Priestley de jouir du titre de citoyen français (p. 692 et suiv.). — Président (t. XLV, p. 61). — Parle sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 668 et suiv.). — Suppléant au comité diplomatique (t. XLVI, p. 594). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur l'exportation des bois (p. 655). — Fait un rapport sur les primes à accorder au commerce français et aux fabriques (t. XLVIII, p. 4). — Donne lecture d'une adresse des habitants de la ville de Newry (p. 331 et suiv.). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. XLIX, p. 276). — Présente un projet de décret relatif à l'armement des citoyens qui se rendent aux frontières (p. 357 et suiv.), — un projet de décret relatif à l'envoi de commissaires dans les manufactures d'armes (p. 495). — Son opinion sur les troubles religieux (t. L, p. 510 et suiv.).

Français (Louis-François). Fait un don patriotique (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 105).

Français.

§ 1er. *Français esclaves dans les Etats barbaresques.* Mémoire du ministre de la marine sur le rachat des Français esclaves en Barbarie (24 décembre 1791, t, XXVI, p,347); — observations de Garron-de-Coulon et de Basire (*ibid.*); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Rapport par Jamon sur le rachat des Français tombés en captivité (5 mars 1792, t. XXXIX, p. 337 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur le rachat des Français tombés en captivité (21 mars 1792, t. XL, p. 199). — Projet de décret portant que le ministre de la marine rendra compte du traité fait avec le dey d'Alger pour la délivrance des Français captifs (5 mars 1792, t. XXXIX, p. 398); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Texte du décret (10 mars, p. 529). — Mémoire du ministre de la marine sur le rachat des Français captifs à Alger (19 mars 1792, t. XL, p. 143); — renvoi aux comités de marine et de secours publics réunis (*ibid.*).

§ 2. *Affaires diverses.* Renvoi au comité de législation d'une motion de Merlin relative aux Français qui emportent le numéraire à l'étranger (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 147). — Projet de décret présenté par Lecointre, ayant pour but d'obtenir que les citoyens français pris par l'ennemi les armes à la main soient traités comme des soldats (17 juillet 1792, t. XLVI, p. 516); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Propositions concernant le rappel de ceux qui sont en Espagne et en Sardaigne (15 septembre 1792, t. XLIX, p. 682).

Français (Déclaration solennelle des). — Voir *Puissances étrangères*.

Français ayant servi dans les armées étrangères Voir *Armées françaises* § 5.

Francastel. Lettre relative à son arrestation à Mons (17 février, t. XXXVIII, p. 584); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*).

France (Madeleine-Elisabeth et Hélène-Madeleine). Rentes viagères à elles dues (17 mai 1792, t. XLIII, p. 514).

France. Projet de décret de Daverhoult relatif à sa situation (27 novembre 1791, t. XXXV, p. 401); — ajournement (*ibid.* p. 402); — discussion (29 novembre, p. 438 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 443). — Il sera nommé une commission extraordinaire de douze membres chargée d'examiner l'état de la France (17 juin 1792, t. XLV, p. 327). — Composition de la commission (18 juin, p. 358). — Rapport par Pastoret sur la situation de la France (30 juin, p. 702 et suiv.); — envoi aux départements (*ibid.* p. 707). — Mémoire du ministre des affaires étrangères relatif à l'état politique de la France avec les autres puissances (8 juillet 1792, t. XLVI, p. 251); — renvoi au comité diplomatique et à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — Lettre d'une société allemande sur son état politique (nuit du 9 au 10 août 1792, t. XLVII, p. 627 et suiv.). — Voir *Bulletin de l'Assemblée nationale*. — *Renard* (*Georges*). — *Royaume*. — *Sûreté de l'Empire*.

France (Ci-devant province de l'Ile-de-). Somme accordée au ci-devant commissariat supprimé pour subvenir à ses dépenses jusqu'à l'apurement de ses comptes (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 248). — Les sous-officiers et gendarmes de la ci-devant maréchaussée ne sont pas compris dans une loi sur les indemnités (9 septembre, p. 509).

France (Colonie de l'Ile de). Le ministre de la marine demande des commissaires pour cette colonie (23 novembre 1791, t. XXXV, p. 307). — L'Assemblée coloniale envoie une adresse de dévouement (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 75). — Envoi de 4 commissaires (12 janvier 1792, t. XXXVII, p. 352). — L'Assemblée coloniale envoie le procès-verbal de ses séances (14 janvier t. XXXVII, p. 405). — Lettre du président de l'Assemblée coloniale (12 avril 1792, t. XLI, p.507); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). —

François de Neufchâteau (*Suite*).

— Parle sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVI**, p. 686). — Donne lecture de pièces relatives au zèle patriotique des habitants des Vosges (t. **XLVII**, p. 554 et suiv.). — Fait connaître un acte d'abandon de terre que se propose le sieur Boncerf (p. 627). — Donne lecture d'une lettre d'une société allemande sur l'état politique de la France (*ibid.* et p. suiv.). — Propose de suspendre le départ des courriers (p. 642). — Fait des motions relatives au partage des terrains communaux et à la vente des biens des émigrés (t. **XLVIII**, p. 118). — Demande l'envoi aux départements du procès-verbal de la séance du 10 août, (p. 344). — Rend compte de la cérémonie civique, célébrée aux cordeliers à la mémoire des victimes du 10 août, (p. 363). — Demande que tous les membres de l'Assemblée prêtent le serment de ne pas quitter leur poste à Paris avant d'avoir été remplacés par la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 10). — L'un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre aux prisons (p. 216). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Fait un rapport sur le mode de partage des terrains communaux (p. 469). Nommé à la Convention nationale (p. 576). — Propose de rappeler les Français qui sont en Espagne (p. 682). — Parle sur l'incompatibilité des fonctions d'administrateur avec celles de député à la Convention nationale (t. **L**, p. 106), — sur le système défensif de l'Empire (p. 110). — Présente un travail sur les mesures à prendre pour l'achèvement de la Révolution (p. 194), — un projet d'adresse à la Convention nationale (p. 199 et suiv.).

François Primaudière, député de la Sarthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 489).

Franconie (Cercle de). Lettre de l'Assemblée du cercle au prince de Hohenlohe-Schillingfürst au sujet d'un traité passé par lui avec les princes français frères du roi (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 41 et suiv.).

Franconville-la-Garenne. (Commune de). Défilé devant l'Assemblée des citoyens qui se rendent aux frontières (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 478).

Francourville. (Commune de). Don patriotique (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 99).

Francy (ci-devant comte de Blochemberg). Fait un don patriotique (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Franques (Pierre et Joseph), jumeaux. Le directoire du département de la Drôme demande que, vu leur talent en peinture, l'Assemblée prenne soin de leur éducation (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 435). — Observations de Aubert-Dubayet et de Mathieu Dumas (*ibid.*); l'Assemblée renvoie aux comités des secours publics et de l'instruction publique les pièces relatives à ces jeunes gens et confie leur éducation au peintre David (*ibid.*). — L'Académie d'écriture offre ses soins particuliers et gratuits à ces deux jumeaux (*ibid.*); — cette offre est acceptée (*ibid.*). — Lettre du peintre David annonçant qu'ils promettent les plus heureux succès (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 247 et suiv.). — Aubert-Dubayet demande que le comité des secours publics fasse un rapport sur les secours à accorder à ces enfants (*ibid.* p. 248); — Pierre Bernard annonce que le rapport sera fait incessamment (*ibid.*). — Rapport par Bernard (de l'Yonne) sur leur pétition (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 7); — projet de décret portant qu'il sera pourvu à leur éducation aux frais du Trésor public (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*).

Franqueville. Présente des vues pour accélérer les opérations du ministre de la guerre (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Fransé, d'Aix. Indique des mesures pour le salut de la patrie (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 250).

Frasey, député de la Nièvre. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Commissaire chargé de surveiller la fabrication du papier d'assignats au Marais (p. 383). = **1792**. — Suppléant au comité des assignats et monnaies (p. 467). — Fait un rapport sur l'affaire du sieur Jubié (t. **L**, p. 9 et suiv.). — Fait la seconde lecture de ce rapport (p. 145).

Fraussure, lieutenant-colonel. Fait un don patriotique (17 septembre 1792, t. **L**, p. 66).

Fréchant, officier municipal de Dieppe. Mention honorable de sa conduite (15 août 1792, t, **XLVIII**, p. 173).

Frécheville (Henri). Fait un don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 728).

Frécine, député du Loir-et-Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité féodal (p. 462). = **1792**. — Membre du comité féodal (t. **XXXIX**, p. 467). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533).

Frécot de Lanty. Don patriotique de ses domestiques (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 160).

Fredin, citoyen de la ville de Poitiers, prisonnier à la Martinique pour y avoir servi la Révolution. — **1791**. — Demande qu'il lui soit rendu justice (t. **XXXIV**, p. 407 et suiv.); — renvoi au comité colonial (p. 408). — Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 492).

Frégates. — Voir *Armement maritime*.

Freistroff (Commune de). Délibération de la municipalité (30 novembre 1791, t. **XXXV** p. 453); — renvoi aux comités militaire et de féodalité réunis (*ibid.*).

Frontières (*Suite*).

— rapport par Koch (5 novembre, p. 655). — Damourette propose d'envoyer des commissaires pour visiter les frontières (2 novembre, p. 592 et suiv.) ; — discussion : Ducos, Rouyer, Gérardin, Goujon (*ibid.* p. 594 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 596). — Rapport par Crublier-d'Optère sur leur état (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 451 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 459 et suiv.) ; — observations de Le Tourneur, Reboul, Mathieu-Dumas, Albitte, Delmas, Lacuée, Guyton-Morveau, Gérardin (*ibid.* p. 460 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète l'impression du rapport et du projet de décret (*ibid.* p. 461). — Le ministre de la guerre annonce qu'il est de retour des frontières et qu'il rendra compte de son voyage à l'Assemblée le 11 janvier (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 160) ; — compte rendu du ministre de la guerre de son voyage d'inspection (11 janvier, p. 233 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'envoi aux départements du compte rendu du ministre (*ibid.* p. 240). — Sur la motion de Mayerne, l'Assemblée décrète que le rapport du comité militaire sur l'état des frontières sera envoyé aux départements en même temps que le rapport du ministre de la guerre (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 333). — Mémoire du ministre de la guerre relatif aux mesures prises pour la défense des frontières et particulièrement pour celles d'Espagne (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 257 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 259). — Le ministre de la guerre rendra compte de l'état des frontières du côté de la Savoie (7 février, p. 259) ; — compte rendu du ministre (*ibid.*). — Le ministre de la guerre rendra compte des mesures qu'il a prises pour la défense de ces frontières (11 février, p. 395) ; — compte rendu du ministre de la guerre (*ibid.* p. 413) ; — observations de Rubat, Dumolard, Crublier-d'Optère, Cambon et Lamarque sur l'état des frontières (17 février, p. 590 et suiv.) ; — le ministre de la guerre rendra compte des moyens de défense qu'il a adoptés sur les frontières des départements du Midi, et le ministre des affaires étrangères des renseignements qu'il peut avoir sur les agissements de la Savoie (*ibid.* p. 591 et suiv.) ; — compte rendu du ministre de la guerre (18 février, p. 633 et suiv.) ; — compte rendu du ministre des affaires étrangères (21 février, p. 728). — Le ministre des affaires étrangères rendra compte des mesures prises pour la sûreté des frontières (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 165). — Présentation d'un plan pour procurer des nouvelles des frontières les plus reculées en vingt-quatre heures (11 mai, p. 239). — Rapport par Tardiveau sur la nomination de huit membres de l'Assemblée nationale pour aller visiter les frontières (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 109 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 110). — *Discussion* : Delaporte, Lacombe-Saint-Michel, Morisson, Crublier-d'Optère (18 juillet,

Frontières (*Suite*).

p. 603 et suiv.) ; — rejet du projet de décret (*ibid.* p. 605). — Compte à rendre par le ministre de la guerre des mesures qu'il a prises pour la défense des frontières du Nord (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 5). — Compte rendu (23 juillet, p. 57 et suiv.). — Adresse du directoire du département de l'Ain relative à la situation des frontières du Midi (*ibid.* p. 69). — Compte rendu par Montesquiou sur la situation des frontières du Midi (24 juillet, p. 102 et suiv.). — Compte rendu sur la situation des frontières du Nord (*ibid.* p. 111). — Lettres d'Arthur Dillon relatives à la position militaire sur les frontières du Nord (27 juillet, p. 191). — Adresse à faire aux habitants des frontières (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 53). — Texte de l'adresse (*ibid.* p. 56). — Compte rendu de l'état des frontières du Nord (20 septembre 1792, t. **L**, p. 177).

— Voir *Guerre*. — *Villes frontières*.

Fronton (Commune de). Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Frotot. Fait hommage d'une brochure intitulé : *Vues nouvelles sur l'administration des graines en France* (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 355).

Froudière, député de la Seine-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de liquidation (p. 371). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). = **1792**. — Provoque un incident dans le cours de la discussion sur le licenciement de la garde du roi (t. **XLIV**, p. 294 et suiv.). — Est envoyé à l'Abbaye pour 3 jours (p. 296). — Parle sur une réclamation en faveur du sieur Talvande (p. 667). — Se plaint des mauvais traitements qu'il a subis en sortant de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 598 et suiv.).

Froussard, ci-devant receveur général des finances. Demande la liquidation de son office (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 287); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Fruchard (François), caporal au 3e régiment d'artillerie. Adresse du dévouement (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 357 et suiv.).

Fruchard (Quentin), marchand mercier. Fait un don patriotique (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 296).

Fualdès (Bernardin), procureur-syndic du district de Mur-de-Barrez. Fait un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 79).

Fulereau, maréchal des logis au 10e régiment de cavalerie. Est réintégré dans sa place (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 159).

Fuller, Anglais. Fait don à la nation de 10 livres sterling (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 425).

G

Gaillard, député de la Drôme. = **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Fait un don patriotique (t. **XLII**, p. 320).

Gailleton, curé de Villers. — Pétition (30 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 453); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Gaître (Joseph). Fait un don patriotique (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 105).

Galabert. Procédure instruite contre lui (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 574).

Galard. L'instruction du crime commis par lui, est attribuée au tribunal du district de Joigny (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 702).

Galbaud, lieutenant-colonel au 6e régiment d'artillerie. Fait un don patriotique (14 mai 1792. t. **XLIII**, p. 329). — Présente une pétition (*ibid.* p. 332); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Assure l'Assemblée de son dévouement (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 201).

Galères. Compte à rendre des soldats qui s'y trouvent pour faits relatifs à la Révolution (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 246). — Abolition de la perpétuité des galères. — Exception (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 241). — Voir *Etrangers*.

Galet. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 juin 1792, (t. **XLV**, p. 193).

Galland, de Paris. Lettre sur la qualité de citoyen actif réclamée par les sieurs Provot frères (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 607); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Gallard, commissaire des guerres. — Demande le remboursement du droit de paulette qu'il a payé pour son office (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 459); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Gallaud. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Galleron, *fils*. Fait un don patriotique (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 639).

Gallet, habitant de Cayenne. Prie l'Assemblée de ne pas différer plus longtemps le décret relatif à Cayenne (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 126).

Gallet et Labadie, gardes-magasins à Trinquemaley. — Demandent à être admis à la barre (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 401). — Se plaignent des injustices commises à leur égard et demandent à être rétablis (29 décembre, p. 635 et suiv.); — débat: Delacroix, Rouyer, Léopold, Voysin de Gartempe, Daverhoult (*ibid.* p. 626 et suiv.); — renvoi au comité de marine et au ministre de la marine (*ibid.*, p. 637). — Mémoire du ministre de la marine relatif à leur pétition (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 16 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 18.). — Demandent qu'il leur soit rendu justice (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 263 et

Gallet et Labadie (*Suite*).

suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 265). — Sollicitent un rapport sur leur pétition (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 354). — Rapport sur leur pétition par Roujoux (6 mai 1792, (t. **XLIII**, p. 48); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption d'un projet de décret sur leur pétition (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 365).

Gallois, commissaire envoyé dans le département de la Vendée et des Deux-Sèvres. — Son rapport sur les troubles de ces départements (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 141 et suiv.). — Il lui est décerné des éloges (p. 147).

Galpin, curé. Présente une pétition en faveur du sieur Bellegueulle-Caron (17 septembre 1792, t. **L**, p. 73).

Gamain (Nicolas), serrurier des bâtiments du roi. Décret relatif à la liquidation de sa créance (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 470).

Gambeau, quartier-maître de la 21e division de la gendarmerie nationale. Maintenu dans sa place (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146). — Le décret qui le maintient dans sa place est rapporté (13 septembre, p. 625).

Gamble (Jonas). Don pour les victimes de la journée du 10 août (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 121).

Gamelin, consul à Palerme. Somme qui lui est due pour remboursement de ses dépenses (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 529).

Gamon, premier suppléant de l'Ardèche. — **1791**. — Signale l'absence de Valadier, l'un des députés de ce département (t. **XXXVI**, p. 324). = **1792**. — Adoption d'un projet de décret portant qu'il y a lieu de l'admettre en remplacement de Valadier (3 janvier, t. **XXXVII**, p. 44). — Pillaut propose de déclarer que ses pouvoirs sont vérifiés et validés 4 janvier, p. 61); — observations de Fressenel, Lagrévol, Thuriot (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète le rapport du décret tendant à l'admettre en remplacement de Valadier (*ibid.* p. 62) — Demande audience (t. **XL**, p. 7). — Reçu, il demande à remplacer Valadier qui ne s'est pas présenté (p. 59), — Est admis (p. 30). — Prête serment (*ibid.*). — Demande la démolition des châteaux de Bannes et de Jalès (p. 164). — Parle sur les relations avec les puissances étrangères (p. 533). — sur les troubles de l'Ardèche (t. **XLI**, p. 279). — Propose d'établir une commission de quatre membres chargée de tenir un état des dons patriotiques (t. **XLII**, p. 226). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLIII**, p. 311), (p. 443 et suiv.). — Propose d'adresser une proclamation au peuple (t. **XLIV**, p. 196), — sur une pétition en faveur des sieurs Fontaine et Talvande (p. 632). — Parle sur une lettre circulaire à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 26), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 252 et suiv.), — sur les troubles de l'Ardèche (t. **XLVI**, p. 249),

Gard (*Suite*).

t. **XLIV**, p. 430). — Mention honorable de sa conduite (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 437). — Lettre sur la prise du château de Bannes (16 juillet, p. 503). — Dénonciation contre lui (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 513). — Don patriotique (10 août, p. 675), (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 62). — Adresse aux habitants (12 août, p. 76).

Procureur général syndic. Demande des secours (10 décembre, t. **XXXV**, p. 718). — Dénonce des enrôlements faits à Arles (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 713). — Ecrit au sujet de la conduite du directoire relativement à la foire de Beaucaire (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Tribunal criminel. — Etat des jugements rendus (12 juin 1792, t. **XVV**, p. 124).

Troubles. — Dispositions relatives au maintien de l'ordre (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 637). — Lettre du ministre de l'intérieur relave à de nouveaux troubles (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 563 et suiv.). — Lettres des administrateurs du directoire (16 mars, t. **XL**, p. 41), (16 avril, p. 698 et suiv.). — Compte rendu du ministre de l'intérieur (*ibid*. p. 713). — Lettre du conseil administratif (23 avril, t. **XLII**, p. 318). — Lettre du directoire annonçant que les troubles sont apaisés (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 597 et suiv.); — renvoi au comité des Douze (*ibid*. p. 598).

Volontaires nationaux. — Adresse relative aux troubles de Lunel (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 656 et suiv.). — Les citoyens composant le 2e bataillon demandent à être placés sur les frontières d'Espagne (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 711). — Renseignements sur l'événement qui a coûté la vie à plusieurs volontaires du 2e bataillon noyés dans le Rhône (1er et 3 avril 1792, p. 114, t. **XLI**, p. 67 et 114), (4 avril, p. 202 et suiv.). — Motion tendant à accorder des secours à leurs familles (7 avril, p. 319). — Demande en faveur de 112 volontaires nationaux sauvés de la submersion en allant faire exécuter le décret contre les rebelles d'Arles (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 351); — renvoi au comité militaire (*ibid*.). — Secours accordés aux familles des volontaires noyés dans le Rhône (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 427). — Renvoi au comité des secours publics d'une pétition formée par les familles des quatre volontaires noyés en exécutant la loi (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 572).

Garde du roi. — Sur la motion de Rouyer, l'Assemblée décrète que le pouvoir exécutif rendra compte, dans les trois jours, de l'exécution de la loi relative à la composition de la garde du roi (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 245 et suiv.); — compte rendu du ministre de l'intérieur (9 février, p. 307). — Etat de sa force (11 février p. 401). — Lettre du maire de Paris sur le serment que doit prêter la garde du roi (*ibid*. et p. suiv.); — observations de Daverhoult, Basire, et Aubert-Dubayet

Garde du roi (*Suite*).

(*ibid*. p. 402); — renvoi au comité de législation (*ibid*.). — Observations du ministre de la guerre (11 février, p. 413); — rapport par Tardiveau sur le mode et la formule du serment (*ibid*. p. 414); — projet de décret (*ibid*. et p. suiv.); — observations de Basire, Aubert-Dubayet, Choudieu et Delacroix (*ibid*. p. 415); — ajournement (*idib*). *Discussion générale* : Vergniaud, Jean Debry, Mouysset, Guadet, Aubert-Dubayet, Romme, Tardiveau, rapporteur (13 février, p. 475 et suiv.). — Adoption de l'urgence (*ibid*. p, 476). *Discussion des articles*. — Art. 1er Choudieu, Vergniaud, Quinette, Carez, Lagrévol Henry-Larivière, Voisard, Merlet (*ibid*. et p. suiv.). — Adoption d'un amendement de Lagrévol qui devient l'article 1er (*ibid*. p. 477). — Adoption de l'article 1er devenu article 2 (*ibid*.) — Adoption sans discussion de l'article 2 devenu article 3 (*ibid*.). — Article. 4 (ancien art. 3) : Briche (*ibid*.). — Adoption avec amendement (*ibid*.). — Adoption sans discussion des articles 5 et 6 (anciens art. 4 et 5) (*ibid*.). — Article additionnel proposé par Basire (*ibid*.); — discussion : Un membre, Carnot-Feuleins, Mouysset (*ibid*.). — Adoption (*ibid*. p. 478). — Adoption d'un article additionnel proposé par Jaucourt (*ibid*.); — Texte définitif du décret, *ibid*. — Le ministre de la guerre annonce que la garde donnée au roi par la Constitution a commencé son service (18 mars 1792, t. **XL**, p. 111). — Motion de Kersaint sur la question de savoir si la garde du roi peut être employée comme faisant partie de la force publique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 378); — renvoi au comité militaire (*ibid*. p. 379). — Rapport par Carnot-Feuleins sur la question de savoir si elle peut être employée comme faisant partie de la force publique (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 278 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 282). — Observations sur sa composition (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 195 et suiv.). — Dénonciation et proposition de Basire relative à son licenciement (29 mai, p. 275 et suiv.). — Dénonciation de Blondeau (*ibid*. p. 729) — Pièces à l'appui de la dénonciation de Basire (*ibid*. et p. suiv.); — discussion sur le licenciement : Couthon, Mazuyer, Lagrévol (*ibid*., p. 281 et suiv.); — Carnot-Feuleins, Mathieu Dumas, Delacroix, Lasource, Boullanger, Marlot (*ibid*. p. 284 et suiv.); — Delacroix (*ibid*. p. 290 et suiv.); Ramond (*ibid*., p. 292 et suiv.); — incident provoqué par Froudière (*ibid*. p. 294 et suiv.); — reprise de la discussion : Guadet, Gérardin, Guadet, Cambon, Daverhoult, Henry-Larivière, Dalmas, Vergniaud, Ramond, Mailhe, Becquey, Guadet (*ibid*. p. 296 et suiv.); — l'Assemblée décrète le licenciement (*ibid*. p. 305). — Renvoi au comité militaire d'une proposition de Carnot-Feuleins sur l'emploi des patriotes qui servaient dans la garde du roi (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 351); — rapport par Gasparin sur l'état futur des gardes licenciés (1er juin, p. 442); — projet de dé-

Garde du roi (*Suite*).

cret (*ibid.* et p. suiv.). — *Discussion* : Marbot, Thuriot, Jaucourt, Thuriot, Léonard Robin, Jaucourt, Lecointe-Puyraveau, Quinette, Carnot-Feuleins, *jeune* (8 juin, p. 699 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 700). — Dénonciation d'une proclamation du roi contresignée par d'Hervilly (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 258). — Plusieurs membres de la ci-devant garde du roi demandent à servir aux frontières (*ibid.* p. 260). — Les fédérés demandent qu'on examine les registres de la ci-devant garde du roi (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 316). — Deux ci-devant gardes du roi sont renvoyés du bataillon du Palais-Royal (nuit du 9 au 10 août, p. 620). — Les chevaux qui servaient à la ci-devant garde du roi sont mis à la disposition de la nation (10 août, p. 675). — Des citoyens apportent à l'Assemblée une caisse contenant les registres concernant la garde du roi (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 25); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Etat de la compagnie de Grammont au 1er juillet 1791 (15 août, p. 215 et suiv.). — Etat de la compagnie de Noailles au 1er juillet 1791 (*ibid.* p. 219 et suiv.). — Etat de la compagnie de Luxembourg au 1er juillet 1791 (*ibid.* p. 224 et suiv.), — Etat de la compagnie écossaise au 1er juillet 1791 (*ibid.* p. 229 et suiv.).

Garde-meuble de la couronne. Nomination de commissaires pour le récolement des effets inventoriés et du mobilier de la Couronne (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 23), (p. 27). — Décret relatif aux dépenses des commissaires (14 août, p. 116). — Les commissaires sont autorisés à s'ajoindre toutes personnes nécessaires pour concourir à leur travail (*ibid.* p. 135). — Dénonciation de l'enlèvement de plusieurs objets par le sieur Delaunay (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 111). — Explications fournies à ce sujet (*ibid.* p. 128). — On annonce que le garde meuble a été forcé et pillé et que les diamants le *Régent* et le *Souci* ont été enlevés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 63). — Nouveaux détails fournis par le ministre de l'intérieur (*ibid.* p. 69). — Décret chargeant quatre membres de l'Assemblée de surveiller l'instruction de cet affaire (*ibid.* p. 70). — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée d'un diamant provenant du garde-meuble (18 septembre, p. 106). Propositions relatives à l'instruction du vol du garde-meuble. — Adoption (*ibid.* et p. suiv.). — Renseignements sur ce vol (*ibid.* p. 121 et suiv.).
— Voir *Sierck* (Commune de).

Gardembat, membre de la Société des amis de la Constitution d'Evreux. Fait un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Garde nationale en général.

Art. 1er. — *Organisation. — Service dans la garde nationale.*
Art. 2. — *Traitement. — Solde. — Nourriture. — Dépenses extraordinaires.*

Garde nationale en général (*Suite*).

Art. 3. — *Armement. — Habillement. — Equipement.*
Art. 4. — *Récompenses et distinctions.*
Art. 5. — *Emploi des gardes nationales. — Formation en bataillon. — Demandes des bataillons. — Objets relatifs à leur état et à leur service.*

Art. 1er. — *Organisation. — Service dans la garde nationale.* Lettre du ministre de la Guerre relative à l'organisation définitive de la garde nationale (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 622 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 625). — Observations du ministre de la justice sur une erreur commise dans la loi relative à son organisation (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 501 et suiv.); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p. 502). — Compte à rendre de son organisation (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 334). — Dispositions pour leur rassemblement au chef-lieu de leur canton (24 janvier, p. 638). — Sur la motion de Calvet et de Jouneau, l'Assemblée décide que les compagnies de chasseurs continueront à faire le service jusqu'au premier renouvellement des officiers et sous-officiers (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 435). — Sur la motion de Delmas, l'Assemblée décide que le ministre de la guerre rendra compte des obstacles qui empêchent l'organisation définitive de la garde nationale (13 février, p. 466). — Observations du ministre de la guerre (14 février, p. 518). — Compte rendu de son état par le ministre de la guerre (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 20). — Rapport par Lacuée sur l'organisation des canonniers gardes nationaux (5 mars, p. 395 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 396). — Adoption de l'urgence (13 mars, p. 679). *Discussion des articles.* — Adoption sans discussion de l'article 1er (*ibid.*). — Article 2 : Merlin (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 3, 4 et 5 (*ibid.*). — Article 6 : Merlin (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 7 à 11 (*ibid.*). — Article 12 : Delmas (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 680). — Adoption sans discussion des articles 13 à 18 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le ministre de l'intérieur sollicite une décision sur les difficultés qu'offre l'exécution des articles 4 et 18 de la loi du 4 octobre 1791 sur l'organisation de la garde nationale (12 mars, p. 599); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Motion de Kersaint sur la question de savoir si la garde nationale doit remplir auprès du roi d'autres fonctions que celles de garde d'honneur (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 378); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 379). — Difficultés pour sa formation (25 avril, p. 402), (3 mai, p. 715 et suiv.). — Rapport et projet de décret sur la suspension provisoire de l'exécution de l'article 23 de la se-

Garde nationale en général (*Suite*).

conde section du décret du 29 septembre 1791, relatif à l'organisation de la garde nationale (28 avril, p. 499) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 500). — Le ministre de l'intérieur demande si les dispositions de la loi du 14 octobre 1791 sont applicables aux associations détruites par celle du 17 mars de la même année (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 38) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Propositions de Merlin d'obliger les citoyens des places déclarées en état de guerre à se faire inscrire dans la garde nationale. — Renvoi au comité militaire (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132). — Demande d'interprétation de la loi du 29 septembre 1791 (1er juin, p. 430) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — La garde nationale de Moulins demande que le service soit fait personnellement dans tout l'Empire (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 176). — Adresse des citoyens de la section des Tuileries sur le même objet (15 juin, p. 240), — de la section de Bondy (17 juin, p. 328). — L'Assemblée décrète que tout citoyen sera tenu de faire personnellement son service de garde national (*ibid.*). — L'Assemblée décrète le licenciement des états-majors des gardes nationales dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus et le renvoi à la commission extraordinaire des Douze pour rédaction (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 74). — Texte du décret sur le licenciement et le mode de procéder à de nouvelles élections (6 juillet, p. 199) ; — adoption (*ibid.*). — Erreur dans la sanction du décret qui ordonne le renouvellement des états-majors des gardes nationales des villes au-dessus de 50,000 âmes (26 juillet 1792, t. **XVLII**, p. 167). — Devoirs des gardes nationales lorsque la patrie est déclarée en danger (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 133). — Dispenses de service accordées à des ouvriers (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 220), (7 septembre, p. 424), (9 septembre, p. 494). — Décret relatif au renouvellement des états-majors des villes frontières (13 septembre, p. 618. — Voir *Hussards-braconniers*. — *Légion des Pyrénées*.

Art. 2. *Traitement. — Solde. — Nourriture. — Dépenses extraordinaires*. — Dubois de Bellegarde demande que les officiers pensionnés par l'Etat qui prendront du service dans la garde nationale continuent de jouir de leur pension indépendamment de leur paye momentanée (22 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 359) ; — projet de décret proposé par Albitte (*ibid.*) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret d'Albitte sauf rédaction (*ibid.*) ; — Dubois de Bellegarde demande que cette mesure s'étende à tous les citoyens (23 octobre. p. 368) ; — adoption du projet de décret amendé dans ce sens (*ibid.* p. 369). — Un membre appelle l'attention de l'Assemblée sur les retenues exagérées qui se font sur les soldes des gardes nationaux du second bataillon du département de la Marne (27 octobre, p. 453) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le ministre de l'intérieur demande qu'il soit statué sur la question de savoir à qui incombent les dépenses faites par les gardes nationaux volontaires. — Renvoi au comité militaire (7 novembre, p. 686). — Rapport du même ministre sur les frais occasionnés aux départements pour le rassemblement des gardes nationaux destinés aux frontières (6 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 611). — Mémoire du ministre de l'intérieur relatif au payement des frais du service extraordinaire de la garde nationale (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 607) ; — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Rapport sur le traitement des gardes nationales en temps de guerre (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 267 et suiv.). — Quantité de viande fraîche qui doit leur être fournie (21 février, p. 723). — Traitement qui leur est accordé en campagne (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 125). — Le ministre de l'intérieur demande à l'Assemblée de décider sur quels fonds doivent être payés les frais de déplacement des gardes nationales requises pour le rétablissement de la tranquillité publique (22 mars 1792, t. **XL**, p. 354) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Etat des dépenses de la garde nationale envoyée dans le district de Brest (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 414). — Demande relative aux fonds sur lesquels seront prises les sommes à dépenser pour l'organisation de la garde nationale (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 300). — Le ministre de la marine envoie l'état des appointements et soldes qu'il a accordés aux bataillons de gardes nationales qui vont servir dans les colonies françaises d'Amérique (25 avril, p. 372). — Retenue qui doit être faite par jour aux malades dans les hôpitaux militaires ambulants (27 avril, p. 455). — Le ministre de l'intérieur demande une décision sur le mode de payement de la garde nationale qui s'est déplacée pour le rétablissement de l'ordre (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 47) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Les gardes nationales requises pour la circulation des grains seront à la solde de la nation (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 138). Décret relatif aux frais de route des gardes nationaux (9 septembre, p. 509).

Art. 3. — *Armement, habillement et équipement*. Extrait du registre des délibérations du district de Château-Thierry qui se plaint de ce que le bataillon de Seine-et-Marne n'a pas reçu les armes dont il avait besoin (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 463 et suiv.) ; — discussion : Jean-Antoine Debry, Laurent Lecointre, Audrein, Delacroix, Gossuin, Guadet, un membre, Laurent Lecointre, Pontard, Ducos, Daverhoult, Dehaussy-Robecourt, Vergniaud, Delacroix, Grangeneuve, Saladin, Vergniaud (*ibid.* p. 464 et suiv.) ; — l'Assem-

Garde nationale en général (*Suite*).

blée décrète : 1° que le ministre de la guerre fera un rapport sur l'état des villes frontières et sur celui des gardes nationales; 2° que son comité militaire lui fera un rapport sur les plaintes énoncées ou à énoncer contre le ministre et sur la série des questions qu'il conviendra de lui poser (*ibid.* p. 468); — rapport par Choudieu (29 octobre, p. 504); — questions à adresser au ministre de la guerre (*ibid.* et p. suiv.); — discussion : Delacroix, Reboul, Torné, Chabot (*ibid.* p. 505); — adoption de la série des questions proposées par la commission (*ibid.*); — rapport du ministre (*ibid.* p. 513 et suiv.); — éclaircissements donnés par le ministre de la guerre sur les causes du retard de l'armement des bataillons envoyés à Marle et à Crécy (6 novembre, p. 669); — extrait des registres de la municipalité de Sainte-Menehould (10 novembre, p. 727). — Le ministre de la guerre est chargé de s'instruire des causes du retard apporté dans l'habillement des gardes nationales (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 348). — Demande de fonds pour leur équipement (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 350 et suiv.). — Rapport sur leur habillement (14 mars, p. 698 et suiv.). — Demande relative à l'habillement et à l'équipement des gardes nationaux levés en vertu du décret du 6 août (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Carnot-Feuleins sur les moyens de procurer des armes à tous les citoyens du royaume inscrits sur les registres de la garde nationale (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 99); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 100), (12 juin, p. 107 et suiv.), (16 juin, p. 269 et suiv.). — Texte définitif du décret (19 juin, p. 401 et suiv.). — Texte définitif du décret (19 juin, p. 401 et suiv.). — Demande de fonds pour l'habillement des bataillons de gardes nationaux volontaires (21 juillet 1792, t. **XLVII**. p. 1); — renvoi aux comités de l'extraordinaire des finances et militaire réunis (*ibid.*). — Fonds mis à la disposition du ministre de la guerre pour l'habillement des gardes nationaux volontaires (30 juillet, p. 282). — Proposition de modérer les prix des effets d'habillement (*ibid.* p. 290); — renvoi à la commission des armes (*ibid.*),

Art. 4. ***Récompenses et distinctions***. Pétition de Roussi relative à l'établissement d'un registre où la « *patrie reconnaissante* » inscrira le nom de ceux qui ont constamment servi la patrie depuis la Révolution (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77). — Présentation d'un médaillon qui pourrait être donné en récompense aux gardes nationales (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 437).

Art. 5. *Emploi des gardes nationales. — Formation en bataillons. — Demande des bataillons. — Objets relatifs à leur état et à leur service.* Duportail, ministre de la guerre demande que les chirurgiens-majors attachés aux bataillons de la garde nationale destinés aux frontières soient nommés par les directoires des départements (15 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 234 et suiv.); — observations de Gouvion (*ibid.* p. 235); — projet de décret (*ibid.*); — adoption *ibid.*); — commissaires chargés de porter le décret au roi (*ibid.* p. 244). — Le ministre de l'intérieur propose la création d'un second bataillon de gardes nationales destinés à réprimer les troubles de Maine-et-Loire (9 novembre, p. 719). — Vues à présenter par le comité militaire à l'égard des officiers de ligne employés dans les bataillons de gardes nationales (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 426). — Organisation générale des bataillons des gardes nationales (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 468). — Les gardes nationales de service exigeront des voyageurs la présentation de leurs passeports (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 64). — On demande que le ministre de la guerre rende le compte général, relatif aux gardes nationales qu'il est obligé de mettre sous les yeux de l'Assemblée en vertu du décret du 28 décembre 1791 (18 février, 1792, p. 608); — compte rendu (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 20). — Nombre de pièces d'artillerie affectées à chaque bataillon (13 mars 1792, p. 679). — Motion relative à une nouvelle liste de 60,000 gardes nationaux (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 579). — Le nombre des bataillons est fixé à 214 (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 333). — Les bataillons seront traités comme les troupes de ligne relativement au logement et au chauffage (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 15). — Pétition pour la levée des cinq bataillons (28 mai, p. 173). — Proposition du roi relative à la levée de 42 nouveaux bataillons (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 494). — Renvoi aux comités militaire et de surveillance réunis d'une motion de Michel Gentil relative aux peines à appliquer aux personnes qui portent l'uniforme de la garde nationale sans en avoir le droit (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 454). — Proposition du ministre de la guerre de demander à chaque canton l'envoi à Paris de cinq gardes nationaux pour le 14 juillet 1792 (4 juin, p. 550); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 551); — adoption de cette proposition (6 juin, p. 649). — Proposition du roi relative à la levée de 42 nouveaux bataillons (22 juin, t. **XLV**, p. 494). — Rapport par Beaupuy sur la proposition du roi relative à la levée de 24 nouveaux bataillons (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 32 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 38). — *Discusssion*. Art. 1er. Delmas, Rouyer, Thuriot, Merlet, Lasource (6 juillet p. 200 et suiv.); — ajournement de la suite de la discussion (*ibid.* p. 203). — Décret sur la levée et la formation de ces 42 bataillons (20 juillet, p. 701 et suiv.). — Projet de décret sur l'organisation des gardes nationaux des

Garde nationale en général (*Suite*).

divers départements en marche pour se rendre dans la capitale (2 juillet 1792, p. 35 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 36 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 37). — Texte du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le ministre de la justice annonce que le roi vient de sanctionner ce décret (*ibid.* p. 69). — Le ministre de l'intérieur annonce que la loi a été envoyée aux départements par des courriers extraordinaires (3 juillet, p. 90). — Rapport par Hugau sur la demande du ministre de l'intérieur de faire distribuer aux bataillons des gardes nationales des exemplaires de l'instruction sur leur service (4 juillet 1792, p. 106 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 107); — adoption (*ibid.*). — Observations du ministre de la guerre sur l'envoi de cette instruction (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358. — Les départements qui n'ont pas encore levé les bataillons nationaux sont tenus de les lever sans délai (12 juillet, p. 396). — Formation d'un bataillon des gardes nationaux qui sont venus à la fédération et se sont fait inscrire pour aller aux frontières (*ibid.* p. 435). — Les gardes nationales entreront dans la composition de l'armée de terre (20 juillet, p. 699). — Moyens de compléter les bataillons (*ibid.* p. 701). — Organisation des compagnies en bataillons (*ibid.* p. 702). — Lois, réglements, et instructions à leur fournir (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 449). — Décret relatif aux frais d'impression de l'instruction sur leurs exercices (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 286). — Il sera fait une proclamation pour requérir 30,000 hommes armés dans le département de Paris et départements voisins (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 16). — Texte de la proclamation (*ibid.* p. 20). — Décret tendant à hâter les effets de la réquisition (27 août, p. 34 et suiv.). — Ordre au pouvoir exécutif de nommer des commissaires pour surveiller la réquisition (28 août, p. 64). — Lettres des commissaires chargés de surveiller la levée (3 septembre, p. 242), (4 septembre, p. 345), (5 septembre, p. 356), (6 septembre, p. 414), (9 septembre, p. 493), (12 septembre, p. 577), (13 septembre, p. 599), (14 septembre, p. 630), (p. 633).

Garde nationale parisienne.

§ 1er. *Garde parisienne non soldée*

§ 2. *Garde parisienne soldée*.

§ 1er. *Garde parisienne non soldée*.

Art. 1er. *Dispositions spéciales pour le traitement, le service, etc.*

Art. 2. *Commandement*.

Art. 3. *Etat-major*.

Art. 4. *Canonniers. — Chasseurs*.

Art. 5. *Demandes. — Députations. — Témoignages de reconnaissance accordés par l'Assemblée. — Dons patriotiques. — Dénonciations. — Objets divers*.

Art. 1er. *Dispositions spéciales pour le traitement, le service*. La garde parisienne fournit une garde d'honneur à l'Assemblée (12 février 1792, t. **XXXVII**, p. 453). — Le roi annonce qu'elle sera employée le plus près possible de sa personne (18 mars 1792, t. **XL**, p. 111). — Kersaint demande si elle doit remplir d'autres fonctions près du roi que celles de garde d'honneur (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 378); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 379). — Elle fera le service auprès de la personne du roi jusqu'au renouvellement de sa garde soldée du roi (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 305). — Pétition de la section de Mauconseil relative au relâchement qui se manifeste dans le service de la garde nationale (4 juin, p. 541); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — On demande que les gardes nationaux soient autorisés à servir dans tous les postes sous quelque vêtement qu'ils se présentent (*ibid.* p. 551); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret sur l'organisation générale de la garde nationale parisienne (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 393).

Art. 2. *Commandement*. — Rapport par Carnot-Feuleins sur la manière dont les chefs de légion exerceront le commandement (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 346); — projet de décret (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Dénonciation par le bataillon des Petits-Augustins d'une lettre circulaire et d'un projet d'adresse contre la formation d'un camp de 20,000 hommes qui ont été envoyés aux différents bataillons de la garde nationale (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 21 et suiv.), — discussion à ce sujet (*ibid.* p. 22 et suiv.); — l'Assemblée décrète que le commandant général de la garde nationale sera mandé à la barre pour donner des éclaircissements (*ibid.* p. 27). — Introduction du commandant général : ses explications (*ibid.* p. 44). — Discussion (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi de l'affaire aux comités de législation et de surveillance réunis (*ibid.* p. 48). — Lettre du commandant relative à la 6e légion (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 486 et suiv); — décret *ibid.* p. 487). — Le commandant général assure l'Assemblée de son zèle (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 595). — Il sera élu pour trois mois (19 août 1792. t. **XLVIII**, p. 393). — Il est chargé d'employer tous les moyens que la confiance de ses concitoyens a mis en son pouvoir (3 septembre 1792, t. **XLIX** p. 276). — Est mandé à la barre (17 septembre, p. 70). — Comparaît et s'explique (*ibid.* p. 95).

Art. 3. *État-major*. Il est dénoncé à l'Assemblée par la section du Palais-Royal (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 126). — Pétitions pour le licenciement de l'état-major (17 juin, p. 329), (p. 330), (18 juin, p. 353), (19 juin, p. 364), (25 juin, p. 576), (29 juin, p. 664), — (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 25). — Discussion sur cet objet (2 juillet, p. 69 et suiv.); — l'Assemblée adopte le principe du licenciement et renvoie à la commission ex-

Garde nationale parisienne (*Suite*).

traordinaire des Douze pour les moyens d'exécution (*ibid.* p. 74). — Texte du décret (6 juillet, p. 199). — Les adjudants des bataillons expriment leur crainte de n'être pas réélus dans la formation de l'état-major (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120). — Les fédérés demandent le licenciement de l'état-major (31 juillet, p. 316).

Art. 4. — *Canonniers*. — *Chasseurs*. — Lettre de Bailly, maire de Paris, au sujet des chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 150 et suiv.); — pétition des chasseurs volontaires demandant leur maintien dans la nouvelle organisation de la garde nationale, présentée par Féral (10 octobre, p. 154); — discussion : Gouvion, Quatremère-Quincy, Garran-de-Coulon, Delacroix, Basire, Gouvion (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement jusqu'après l'organisation des comités (*ibid.* p. 155). — Pétition des grenadiers du 1er batailon de la 2e division (1er janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 727). — Rapport par Dupetit-bois sur la formation des chasseurs volontaires de l'armée parisienne en six bataillons, sous le nom d'infanterie légère (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 133); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement à huitaine pour la seconde lecture (*ibid.* p. 134). — Deuxième lecture (24 janvier, p. 639 et suiv.); observations de Merlin (*ibib*, p. 640); — ajournement à huitaine de la 3e lecture (*ibid.*). — (11 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 431 et suiv.) : — discussion : Thuriot, Mallarmé, Gouvion, Ducos, Deneuve, Choudieu (*ibid.* p. 432 et suiv.); — rejet (*ibid.*). — Pétition de grenadiers et de chasseurs (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 635), (1er septembre t. **XLIX**, p. 164).

Art. 5. — *Demandes*. — *Députations*. — *Témoignage de reconnaissance accordés par l'Assemblée*. — *Dons patriotiques*. — *Dénonciations*. — *Objets divers*. — Le bataillon, connu sous le nom de *Bataillon des ports* demande des retraites proportionnelles à ses services (24 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 387). — Pétition de trois aides-majors demandant à être conservés dans la gendarmerie (11 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 21). — Pétition relative au mode de remplacement aux grades devenus vacant, (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 437); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Les nouveaux officiers sont présentés à l'Assemblée par le maire de Paris et défilent devant elle (15 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 119). — Adresse relative à l'abolition des clubs (23 janvier 1792, t. **L**, p. 320). — Le bataillon de l'Ile-Saint-Louis, présente une pétition relative aux exemptions de service (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 7 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Trait de générosité du 3e bataillon; — mention honorable au procès-verbal (3 février, p. 118). — Pétition des commandants et adjudants de la 2e légion, relative à l'exécution de la loi du 29 septembre 1791 qui oblige les citoyens actifs à faire leur service personnel ou à payer un remplaçant (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 495); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — La garde nationale est autorisée à défiler devant l'Assemblée avec les soldats de Châteauvieux (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 390). — Don patriotique des employés au département de la garde nationale parisienne (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 408). — Réclamation de deux cavaliers de l'ancienne garde contre leur destitution (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 574); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Autorisation du passage du 3e bataillon dans les trente mille toises de distance du corps législatif (22 mai, p. 671). — Le maire de Paris fera connaître à la garde parisienne la satisfaction de l'Assemblée (29 mai, t. **XLIV**, p. 274). — Autres remerciements (31 mai, p. 428). — Don patriotique des adjudants-majors du 10e bataillon de la sixième légion (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20). — La 6e légion exprime son regret de ne pas s'être trouvée au champ de la fédération au moment du serment (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 486 et suiv.); — décret (*ibid.* p. 487). — Plaintes d'injures faites à des gardes nationaux sur la terrasse des Feuillants (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 207). — Plusieurs gardes font le récit d'un événement arrivé aux Tuileries (30 juillet, p. 300 et suiv.). — Dénonciation contre un officier vêtu de l'uniforme au poste de l'Assemblée (*ibid.* p. 302). — Demande de frais de monture (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 215). — Les musiciens de la garde nationale défilent devant l'Assemblée (8 septembre, p. 463). — Le commandant et l'adjudant de la 4e légion prêtent serment (13 septembre, p. 618). — Remerciements de l'Assemblée à la garde nationale parisienne (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187).

§ **2**. — *Garde parisienne soldée*.

Art. 1er. *Organisation*. — *Formation*. — *Objets divers*.

Art. 2. *Casernes*.

Art. 1er. *Organisation*. — *Formation*. — *Objets divers*. — Pétition des citoyens de Paris demandant que la municipalité soit tenue de surseoir à son organisation (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 671); — renvoi au comité militaire (*ibid.*) p. 673; — rapport par Calvet (7 novembre, p. 686 et suiv,). — Projet de décret (*ibid.* p. 688); — adoption (*ibid.*) — Réclamation de Dubois-Crancé au sujet des droits à l'avancement des membres de l'Assemblée constituante (14 octobre, p. 219); — débat : Boscary, Broussonnet, Grangeneuve (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 220 et 321); — adoption (*ibid.*, p. 221); — nouvelles observations de Dubois-Crancé (16 octobre, p. 246); — discussion : Vincens-

Gardes du commerce (*Suite*).

au comité de commerce (*ibid.*). — Rapport par Massey sur la demande d'interprétation faite par le ministre de la justice de l'article 10 du décret du 21 septembre 1791 (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50 et suiv.); — ordre du jour motivé (*ibid.*, p. 51).

Gardes de la connétablie. Pétition de 48 citoyens composant la ci-devant compagnie (2 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 508).

Gardes françaises. Pétition de 98 citoyens de Paris pour le maintien des gardes françaises (14 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 220); — ajournement après l'organisation des comités (*ibid.*).— Lettre de Boucher-Saint-Sauveur, président de la section du Théâtre-Français, demandant à être admis à la barre pour présenter une pétition au sujet des ci-devant gardes françaises (21 octobre, p. 326); — l'Assemblée décide qu'elle entendra le pétitionnaire (*ibid.*). — Pétition de la section du Théâtre-Français et d'autres sections de Paris (23 octobre, p. 364); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 365). — Pétition des chirurgiens des ci-devant gardes françaises (25 octobre, p. 410 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 411). — Pétition des citoyens de Paris demandant que la municipalité soit tenue de surseoir à l'organisation de la garde soldée de Paris pour que satisfaction puisse être donnée aux engagements pris envers les gardes françaises (7 novembre, p. 671); — discussion : Couthon, Albitte, Gouvion, Taillefer, Couthon, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 673); — rapport par Calvet (*ibid.* p. 686 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 687); — discussion : Albitte, Calvet, *rapporteur*, Delacroix, Gossuin (*ibid.* et p. suiv.). — adoption de l'urgence et du projet de décret sauf rédaction (*ibid.* p. 688); — texte définitif (*ibid.*). — Les gardes françaises se plaignent de leur renvoi de l'armée (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 682 et suiv.); — débat à ce sujet : Lecointe-Puyraveau, Fauchet, Rouyer, Basire, Thuriot (*ibid.* p. 683 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 685.). — Basire demande que la solde soit continuée aux gardes françaises jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur sort (26 janvier, p. 684); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 685). — Pétition en leur faveur (2 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 93); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Ils demandent à être admis à la barre (14 février, p. 489); —incident à ce sujet (*ibid.* et p. suiv.); — admis, ils sollicitent leur entrée dans des régiments de ligne (*ibid.* p. 509); — observations de Duhem, Thuriot, Delmas, Basire, Laureau, Delacroix et Brunck (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que les ci-devant gardes françaises qui ont été renvoyés sans avoir demandé leur congé toucheront leur solde jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur réclamation, et que les comités des finances et militaire réunis présenteront un mode d'exécution de ce décret (*ibid.* p. 510). — Rapport par Delmas sur les moyens d'exécution du décret rendu le 14 février (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 362); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 363). — Les ci-devant gardes françaises demandent à être admis à la barre (5 mars, p. 403). — Admis, ils demandent la réforme de leur cartouche et leur paye (6 mars, p. 430); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Pétition de la municipalité de Paris en leur faveur (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 521 et suiv.); — renvoi aux comités militaire, de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 522). — Pétition en leur faveur (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 56). — Les ci-devant gardes françaises demandent des armes pour combattre les ennemis de la patrie (15 mai, p. 419). — Pétition en leur faveur (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 370), (4 juin, p. 540), (p. 551). — L'Assemblée fixe au 18 juin le rapport sur l'incorporation des ci-devant gardes françaises dans la garde nationale de Paris (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 261). — Pétition de la section du Théâtre-Français pour leur incorporation dans les bataillons de Paris (17 juin, p. 327 et suiv.). — Goupilleau demande la recomposition (22 juin, p. 466). — Projet de décret présenté par Delmas sur la pétition de la municipalité de Paris relative aux ci-devant gardes françaises et sur leur formation en compagnies franches (p. 493 et suiv.); (*ibid.* p. 495). — Discussion du projet de décret relatif à la formation des ci-devant gardes françaises en compagnies franches : Gasparin, Carnot-Feuleins *jeune*, Cambon (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 97 et suiv.); — renvoi au comité militaire de la proposition de Carnot-Feuleins *jeune* de former de nouvelles divisions de gendarmerie nationale avec les ci-devant gardes françaises (*ibid.* p. 98). — Pétition relative à cette proposition (15 juillet, p. 486). — Projet de décret sur cet objet (16 juillet, p. 506); — adoption avec amendement (*ibid.* et p. suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 507). — Le comité de liquidation examinera la loi sur les pensions à accorder aux gardes françaises (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 517). — Le ministre de la guerre demande de nouveaux fonds pour la solde des ci-devant gardes françaises qui en jouissent jusqu'à leur remplacement (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 647); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Ils présentent une pétition (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 73), (15 août, p. 167). — Pétition du sieur Buirette-Verrières en leur faveur (t. **L**, p. 609 et suiv.).

— Voir *Drapeaux*. — *Liquidation*.

Gardes-pompes de la ville de Paris. Réclament une nouvelle organisation de leur corps (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 147).

Gardes des ports de Paris. Autorisés à continuer leurs fonctions jusqu'au 1er février 1792 (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 635). — Présentent une pétition (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 634). — Continueront leur service jusqu'au 1er avril 1792 (28 janvier, p. 730). — Continueront provisoirement leur service jusqu'au 1er mai 1792 (30 mars 1792, t. **XL**, p. 697). — Sont admis à jouir de l'effet des dispositions du décret du 15 mars 1792 relatif aux sous-officiers surnuméraires de ce corps (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 550). — Annonce de leur licenciement, demande en leur faveur (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 176); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Présentent une pétition (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 356); — L'Assemblée décrète que le service des gardes des ports sera continué jusqu'au 1er juillet et que les citoyens qui y sont employés seront payés comme par le passé (30 mai, p. 356). — Demandent à jouir des mêmes gratifications que celles accordées aux gardes françaises (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 26); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Demandent que leur solde soit continuée jusqu'à ce qu'ils aient été employés (2 juillet, p. 68); — l'Assemblée décrète la continuation de leur solde jusqu'au 1er septembre (*ibid.*). — Sont admis à se faire inscrire pour la formation d'un corps de gendarmerie nationale à pied (16 juillet, p. 507). — Voir *Gendarmerie nationale*.

Gardes des registres du contrôle général des finances. Décret relatif à leur traitement (17 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Gardes de la ville de Paris. — Demandent à être admis à la barre (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 444); — Admis, ils demandent qu'il soit statué sur leur sort (29 décembre, p. 635); — renvoi de leur pétition au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Lolivier sur une pétition des sous-officiers surnuméraires des anciens gardes de Paris pour obtenir la haute paye attachée à leur grade (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 514 et suiv.); projet de décret (*ibid.* p. 515). — Deuxième lecture (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 363). — Troisième lecture (15 mars 1792, t. **XL**, p. 30 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 31). — Le ministre de l'Intérieur demande à l'Assemblée de faire connaître ses intentions sur le payement des demi-soldes conservées aux sous-officiers, cavaliers et soldats de l'ancienne garde de Paris (22 mars 1792, t. **L**, p. 354); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à l'état des demi-soldes conservées aux sous-officiers et soldats de l'ancienne garde (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 689); — renvoi aux comités militaire et de liquidation réunis (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur le payement de la demi-solde des sous-officiers et soldats de l'ancienne garde de Paris (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 658). — Annonce de leur licenciement; — demande en leur faveur (9 mai

Gardes de la ville de Paris (*Suite*).

1792, t. **XLIII**, p. 176); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Sont admis à se faire inscrire pour la formation d'un corps de gendarmerie nationale à pied (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 507). — Demandent à entrer dans la gendarmerie nationale (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 120), (22 août, p. 617).

Gardes suisses.

§ **1**er. — *Objet concernant le régiment des gardes suisses avant le* 10 *août* 1792.

§ **2**. — *Objets relatifs à l'affaire du* 10 *août et à ses suites.*

§ 1er *Objets concernant le régiment des gardes suisses avant le* 10 *août* 1792. Lettre du roi relative à leur service et à leur solde (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 412); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Motion de Kersaint sur la question de savoir s'il convient que les gardes suisses montent encore la garde chez le roi (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 378); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 379). — Pétition pour demander leur incorporation dans les troupes de ligne (29 avril, p. 508); — renvoi aux comités diplomatique et militaire réunis (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande si ce régiment doit être payé par lui ou par la liste civile (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 57); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Procès-verbaux de la municipalité de Neuilly sur la conduite des soldats gardes-suisses des casernes de Courbevoie qui ont arboré la cocarde tricolore (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 187); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 191). — Note des punitions qui leur ont été infligées à l'occasion des troubles de Neuilly (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 330). — Sont admis à se faire inscrire pour la formation d'un corps de gendarmerie nationale à pied (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 507). — Le pouvoir exécutif en fera passer les deux tiers au delà des 30,000 toises de la résidence du Corps législatif (17 juillet, p. 576). — Rapport par Ramond sur le payement de leur solde par le département de la guerre (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 678 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 682). — Compte à rendre de l'exécution du décret qui porte que les deux tiers sortiront de l'enceinte de 30,000 toises du lieu de séances du Corps législatif (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 168), (1er août, p. 380). — Lettre du ministre de la guerre sur les causes qui ont retardé l'exécution de ce décret (4 août, p. 478 et suiv.); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 482). — Proposition de Thuriot relative aux récompenses à leur accorder (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 482); — renvoi aux comités diplomatique et de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 482).

§ 2 *Objets relatifs à l'affaire du* 10 *août et à ses suites.* L'Assemblée décrète que les gardes suisses qui se trouvaient au château des Tuileries seront reconduits jusqu'à leurs casernes par des officiers municipaux (10 août

Gardes suisses (*Suite*).

1792, t. **XLVII**, p. 640). Ils sont placés sous la sauvegarde de la loi et de la nation (*ibid.* p. 612). — Les Suisses seront conduits dans une des prisons de la ville (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 1), (*ibid.* p. 2). — Le décret qui place les Suisses sous la sauvegarde de la nation sera affiché partout où il importe de le rendre public (*ibid.*). — Pétition en faveur de ceux qui se sont retirés du combat (*ibid.* p. 14); — décret sur les mesures à prendre à leur égard (*ibid.*). — Décret relatif à la formation d'une Cour martiale pour les juger (*ibid.* p. 15). — On annonce l'arrestation de deux Suisses à Issy (*ibid.* p. 23). — Adresse de dévouement des gardes suisses (*ibid.* p. 25). — Sont entendus sur les événements du 10 août (*ibid.*). — Extension du décret concernant les Suisses de Paris aux Suisses de Neuilly, Courbevoie et des environs (*ibid.* p. 26). — Lettre des officiers municipaux de Versailles relative à des Suisses arrêtés les uns à Versailles, d'autres à Saint-Cloud et à Rueil (*ibid.* p. 31). — Décret portant que les Suisses seront transférés au Palais-Bourbon (*ibid.* p. 33). — Départ des Suisses pour cette destination (*ibid.*). — On annonce que les Suisses sont en sûreté au Palais-Bourbon (*ibid.* p. 34). — Lettre de la municipalité de Courbevoie relative à des Suisses qu'elle a fait arrêter (12 août, p. 67). — Décret relatif au transfert au Palais-Bourbon des Suisses arrêtés à Rueil (14 août, p. 117). — Les objets de campement qui appartenaient aux bataillons suisses seront employés à la formation du camp de Paris (16 août, t. **XLVIII**, p. 284). — Pétition de la section des Tuileries pour faire entrer dans la gendarmerie les ci-devant gardes-suisses n'ayant pris aucune part aux événements du 10 août (17 août, p. 316). — On demande la nomination de commissaires pour assister à la levée des scellés apposés chez le major des gardes suisses (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 627). — On demande la mise en liberté de ceux qui pourraient être en état d'arrestation (14 septembre, p. 645 et suiv.).

Gardes suisses. — Voir *Forestier*. — *Lang*. — *Pfeiffer*.

Gardet. Fait un don patriotique (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Gardien. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Gardrat (Jean), juge de paix de Barbézieux. Fait un don patriotique (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 307).

Garent (François-Etienne). — Demande des dédommagements pour les pertes qu'il a subies dans les troubles de Tours (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 2).

Gareseché (Daniel), maire de La Rochelle. Offre à la nation une avance gratuite de 50,000 livres (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 423); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.* p. 424).

Garet *l'aîné*, de Calais. — On fait part à l'Assemblée d'un acte de civisme de sa part (t. **XXXIV**, p. 370); — il en sera fai tmention honorable au procès-verbal (*ibid.*).

Garigue, adjudicataire de la forêt de Senonches. Demande une indemnité (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 438); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*).

Garilhe. On demande sa mise en arrestation (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 488); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Gariot, adjudant-major des volontaires nationaux de la Corrèze, demande la décoration militaire (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 318); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Garlin (Commune de). Les officiers municipaux demandent à être autorisés à faire l'acquisition d'une maison commune (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Garnalt (Georges), machinicte anglais. Ajournement de sa demande de liquidation (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 282).

Garnery, libraire. — **1791**. — Fait hommage à l'Assemblée d'un exemplaire de la Constitution sur papier vélin (t. **XXXV**, p. 6). — Mention honorable au procès-verbal (*ibid.*). — Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 354).

Garnet (Georges), Anglais. Demande une indemnité (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 322); — renvoi aux comités de commerce et des secours réunis (*ibid.* p. 323).

Garnier, capitaine de la seconde compagnie du 1[er] bataillon de la garde nationale de La Rochelle. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 265).

Garnier. Présente une pique à feu (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 421).

Garnier, citoyen de Château-du-Loir. Fait un don patriotique (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 572).

Garnier. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 727).

Garnier. Présente un plan pour procurer des nouvelles des frontières les plus éloignées en 24 heures (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 239).

Garnier, négociant de La Rochelle. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 573).

Garnier, garde-moulin à la manufacture de Sèvres. Sera mandé à la barre pour être interrogé sur un brûlement de papiers à la manufacture (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 195). — Est introduit et interrogé (*ibid.* p. 204).

Garnier, garde national du bataillon de Sainte-Opportune. Mention honorable de la conduite de son fils (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 98).

Garnier, mécanicien. Présente différentes machines de guerre (15 janvier 1792,

Garran-de-Coulon, député (*Suite*).

une motion relative aux grands procurateurs de la nation (t. **XXXVI**, p. 33). — Donne lecture d'une lettre de Jérémie Bentham (p. 46). — Parle sur le payement des pensions (p. 57), — sur une pétition de 800 citoyens de Paris (p. 83), — sur une adresse de la section des Lombards (p. 87), — sur l'affaire de Rauch (p. 96), (p. 106), — sur la levée de la séance (p. 113), — sur la rédaction d'un message au roi (p. 114 et suiv.), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 271). — Est rappelé à l'ordre (*ibid.*). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 292), — sur le rachat des Français esclaves en Barbarie et sur les biens de l'ordre de Malte (p. 347), — sur le décret relatif à l'augmentation du nombre des maréchaux de France (p. 467), — sur la mise en liberté des Suisses de Châteauvieux (p. 714 et suiv.). = **1792**. — Parle sur la formation de la Haute Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 41), (p. 187), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 231). — Demande que le commissaire du roi près le tribunal du district d'Orléans soit autorisé à se consacrer entièrement aux affaires de la Haute Cour nationale (t. **XXXVIII**, p. 718). — Présente une pétition du sieur Henri Schmit (t. **XXXIX**, p. 183). — Son opinion sur les troubles des colonies (p. 209 et suiv.). — Fait une motion relative aux réparations à faire dans le local de la Haute-Cour nationale (t. **XLI**, p. 551), — une motion relative à la taxe des témoins devant la Haute-Cour et au droit de récusation des accusés (p. 603). — Parle sur une erreur commise dans la liste des hauts-jurés (p. 687), — sur les troubles (p. 702). — Est adjoint à la commission des armes (t. **XLVIII**, p. 128). — On annonce qu'il a été nommé député à la Convention nationale par le département du Loiret (t. **XLIX**, p. 379), (p. (452).

— Voir *Haute-Cour nationale*.

Garreau, député suppléant de la Gironde. — **1792**. — Est admis en remplacement de Lacombe, démissionnaire (t. **XLI**, p. 291). — Prête serment (*ibid.*). — Propose de créer une légion de volontaires nationaux à cheval (t. **XLII**, p. 157), (p. 384). — Parle sur une proposition relative aux citoyens qui font des dons patriotiques (p. 472). — Renouvelle sa proposition de former une légion de volontaires nationaux à cheval (t. **XLIII**, p. 16). — Parle sur les troubles religieux (p. 312), (t. **XLIV**, p. 63), — sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 99), — sur un incident provoqué par Calvet (p. 307). — Dépose une pétition de la ville de Castillon (p. 394). — Parle sur le traitement des ministres (p. 438). — Fait une motion relative à l'incorporation des ci-devant gardes françaises (t. **XLV**, p. 261). — Parle sur une dénonciation contre Chabot (p. 565), — sur une adresse de la ville d'Amiens (p. 599), — sur la situation des

Garreau, député (*Suite*).

armées (p. 620), — sur le refus par certains régiments d'incorporer les recrues (t. **XLVII**, p. 184). — Parle sur les accusations portées contre Blancgilly (t. **XLVIII**, p. 71). — Fait un rapport sur l'invention de Barthélemy de Recologne (t. **XLIX**, p. 204 et suiv.). — Un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (p. 210). — Fait un don patriotique (p. 336). — Parle sur les menées des agents de la Cour dans la ville de Metz (p. 676).

Garreau, ancien boulanger à Versailles et officier de la reine. — Fait un don patriotique (16 avril 1792, p. 409).

Garsaint (Louis). Fait un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Gartempe. — Voir *Voysin de Gartempe*.

Gasmape (Commune de).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679).

Gaspard Cambis. — Voir *Cambis*.

Gasparin, député des Bouches-du-Rhône. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité militaire (p. 390). = **1792**. — Membre du comité militaire (t. **XXXIX**, p. 393). — Suppléant au comité de marine (p. 394). — Parle sur l'avancement des officiers (t. **XLI**, p. 459 et suiv.), (p. 461), (p. 462). — Membre du comité de marine (p. 604.). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 75), — sur la décoration à accorder aux officiers des volontaires nationaux (p. 110), — sur la composition des jurys militaires (p. 243 et suiv.), — sur l'affaire de Mons (p. 252). — Fait un rapport sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 514 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 516 et suiv.). — Fait un rapport sur les moyens de recruter les régiments d'artillerie (t. **XLIV**, p. 86), — un rapport sur l'état futur des gardes du roi licenciés (p. 442 et suiv.), — les soumet à la discussion (p. 699 et suiv.). — Parle sur le sort à faire aux ci-devant gardes françaises (t. **XLVI**, p. 97), — sur les officiers déserteurs (p. 509), — sur l'avancement des volontaires nationaux (t. **XLVII**, p. 154 et suiv.). — Commissaire pour l'inspection du camp de Soissons (p. 332). — L'un des commissaires chargés de se rendre aux armées (p. 654). — Lettre sur sa mission à l'armée du Midi (t. **XLVIII**, p. 332).

Gaspary, vice-consul à Athènes. — Son serment (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 561).

Gassonville, lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Gast. — Voir *Colomb de Gast*.

Gastebois, receveur du district du Blanc. Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 189).

Gastellier, député du Loiret. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de secours publics (p. 454). — Parle sur les troubles d'Avignon (p. 635 et suiv.). = **1792.** — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XXXVII**, p. 167 et suiv.). — Dénonce le retard apporté au payement des prêtres assermentés (t. **XXXVIII**, p. 348). — Communique un mémoire de la commune de Montargis (t. **XXXIX**, p. 590). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 18). — Fait un don patriotique (t. **XLII**, p. 224). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux sieurs Bisson et Carteret (t. **XLV**, p. 96). — Demande le rapport du décret qui ordonne l'envoi aux départements de la lettre adressée au roi par Roland, ministre de l'intérieur (p. 197). — Son opinion, non prononcée, sur cet envoi (p. 220 et suiv.). — Propose de décréter que l'Assemblée n'entendra plus la lecture d'aucune adresse ou pétition (t. **XLVI**, p. 324). — Membre du comité d'inspection (p. 445). — Son opinion, non prononcée, sur la suspension du maire de Paris (p. 479 et suiv.). — Propose de rapporter le décret qui met la terrasse des Feuillants sous la police de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 228). — Fait un rapport sur une récompense à accorder au dénonciateur des sieurs Sellier et Gaudebert (t. **L**, p. 33 et suiv.).

Gastier, marchand grainetier. Sollicite l'honneur de servir dans l'armée de Lafayette (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 197); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Gastier (de Toissey). Fait hommage d'un ouvrage relatif à la suppression des droits féodaux (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 319).

Gastinet, principal du collège de Bastia. Réclame l'acquittement de frais faits pour l'entretien du collège (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 656).

Gaston, député de l'Ariège. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 136). — Prête serment (p. 137). — Parle sur les émigrations (p. 318 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrés (p. 319). — Membre du comité de division (p. 450). = **1792.** — Parle sur les mouvements des troupes espagnoles (t. **XXXVII**, p. 443 et suiv.). — Demande que le comité de législation présente son rapport sur l'adresse du département de Paris au roi (p. 592). — Fait un rapport sur l'élection de Jean Michel comme membre de l'administration du district de Metz (t. **XXXVIII**, p. 31 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de ce rapport (p. 230). — Fait la troisième lecture de ce rapport (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 2). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 616), — sur un projet d'adresse au roi proposé par Gensonné (p. 698), — sur les relations avec les puissances étrangères (t. **XL**, p. 533), — sur le maintien du maréchal Rochambeau dans son commandement (t. **XLIII**, p. 82). — Ses

Gaston, député (*Suite*).

observations au sujet de la nouvelle de l'émigration de son frère, commandant de la place de Longwy (t. **XLIV**, p. 201 et suiv.). — Remet un don patriotique (t. **XLV**, p. 226). — Fait partie d'une députation au roi (p. 423). — Présente un projet de décret sur la circonscription des paroisses du département de l'Ariège (t. **XLVI**, p. 154 et suiv.). — Fait la seconde lecture de ce projet de décret (p. 529 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la circonscription des paroisses de Saint-Denis (t. **XLVII**, p. 277). — Rend compte d'une rixe survenue entre des gardes nationaux et les Marseillais (p. 301 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur la circonscription des paroisses de Saint-Denis (p. 630). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses du département de l'Ariège (p. 663 et suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses de Saint-Denis (t. **XLVIII**, p. 110). — Fait une observation sur les termes d'une pétition de la commune de Paris (p. 130). — Demande qu'il soit pris des mesures pour s'assurer de la personne de Jaucourt et de Daverhoult (p. 338). — Propose d'envoyer des commissaires à l'armée du maréchal Luckner (p. 416). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 66), (p. 104).

Gaston, commandant de la place de Longwy. On annonce qu'il vient d'émigrer (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 201).

Gatteau, graveur. — Voir *Archives nationales* (*Remises de pièces*).

Gauban (Abbé). Envoi de pièces concernant son arrestation comme prévenu d'avoir fait des enrôlements pour les émigrés (9 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 515); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 508).

Gaubert, député du Puy-de-Dôme. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des décrets (p. 415). = **1792.** — Membre du comité des décrets (t. **XXXIX**, p. 468). — D'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Gaubert, administrateur du directoire de Rieux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Gaude-Chantrenelle (Moyse). Don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 306).

Gaudebert, fabricateur de faux assignats. Récompense à ses dénonciateurs (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Gaudet. Demande que les citoyens de Paris ne soient plus tenus de remettre leurs armes à ceux qui partent pour les frontières (19 septembre 1792, t. **L**, p. 144).

Gaudin *de Luçon* (Jacques), député de la Vendée. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 336). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre eux (p. 337). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Fait un rapport sur la suppression des congrégations séculières (t. **XXXVIII**, p. 360 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la suppression des congrégations séculières (t. **XLI**, p. 235 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la suppression des congrégations (t. **XLII**, p. 486 et suiv.). — Parle sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (p. 625 et suiv.). — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Gaudin (Joseph-Marie-Jacques-François), député de la Vendée. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de marine (p. 410). — Donne sa démission de membre du comité de marine (p. 690). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). = **1792**. — Accuse un ecclésiastique du département de la Vendée du crime d'embauchage (t. **XL**, p. 350). — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Gaudin, député, sans autre désignation. — 1792. — Fait une motion concernant le drapeau des gardes suisses (t. **XLVI**, p. 484).

Gaudin, ci-devant curé de Marcilly. On demande une décision sur son affaire (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 579) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Gaudon, juge au tribunal du district de Nantes. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 650).

Gaudriot, notaire. On demande qu'il soit admis à la liquidation (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 543) ; — ordre du jour (*ibid.*).

Gaudron-Dutilloy, lieutenant-colonel de gendarmerie. Ecrit relativement à la nécessité d'accorder une indemnité aux gendarmes servant près le Corps législatif et près la Haute-Cour nationale (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 555).

Gaudry, citoyen soldat de la section de l'Oratoire. Fait un don patriotique (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 409).

Gaudy (Jean-Baptiste). Offre son fils pour la défense de la patrie (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 417).

Gaugain. Demande des secours (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Gaulet (Antoinette). Demande des secours (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 441) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Gaulmin, député de l'Allier. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). = **1792**. — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Gaultier. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Gauly, curé. Fait un don patriotique (28 juin 1792, t. **XLV**, p. 643).

Gausserand, député du Tarn. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité de division (p. 450). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Son opinion, non prononcée, sur la question de la sanction des décrets relatifs à la formation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 188 et suiv.). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux collèges qui ont perdu leurs revenus (t. **XLIV**, p. 249 et suiv.). — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Gautcher. Annulation de sa nomination comme capitaine du 3[e] bataillon de la garde nationale de Langres (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Gautet, de Metz. Fait hommage d'un fusil d'un nouveau modèle (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 358).

Gauthey, inspecteur des ponts et chaussées. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 18).

Gauthey, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 315).

Gauthier. — Annonce avoir découvert le moyen d'empêcher la contrefaçon des assignats (28 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 418).

Gauthier. Fait un don patriotique (1[er] septembre 1792, t. **XLIX**, p. 165).

Gauthier. Demande à l'Assemblée d'ordonner l'emploi dans les hôpitaux militaires d'un remède de son invention (19 septembre 1792, t. **L**, p. 129).

Gauthier, aubergiste à Stenay. — Demande une interprétation des décrets des 27 et 29 mai 1791 (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 567).

Gauthier, capitaine de canonniers. Réclame des armes et des chevaux (18 septembre 1792, t. **L**, p. 107).

Gauthier, ci-devant garde du corps. Accusé d'enrôlement par la municipalité de Toul est mis en accusation (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 567). — Envoi de pièces relatives à l'instruction qui doit être ouverte contre lui (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77), (17 décembre, p. 175). — Dépôt de pièces relatives à l'instruction qui doit être ouverte contre lui (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432). — Acte d'accusation contre lui (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 124).

Gauthier, ci-devant prévôt général de la maréchaussée du Dauphiné. — Demande justice des traitements qu'il a subis (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 361).

Gauthier, couvreur. Approbation de sa conduite (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453).

Gendarmerie et gendarmes nationaux (*Suite*).

gnant du retard apporté à son organisation (6 novembre, p. 670); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — projet de décret pour accélérer l'organisation, présenté par Emmery au nom du comité de commerce (10 novembre, p. 725 et suiv.); — *Discussion :* Delacroix, Tarbé, plusieurs membres, Delacroix (*ibid.* p. 726); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport du ministre de la guerre sur le retard de l'organisation dans plusieurs départements (16 novembre 1791, t. XXXV, p. 100 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 101); — rapport par Delacroix sur la manière dont les officiers et sous-officiers prendront rang entre eux (22 novembre, p. 301); — projet de décret (*ibid.* et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 302); — seconde lecture du projet de décret (1er décembre, p. 503 et suiv.); — renvoi au comité militaire de deux articles additionnels proposés par Delmas (*ibid.* p. 504). — Motion de Rouyer relative à l'augmentation du nombre des brigades de gendarmerie. — Renvoi au comité militaire (*ibid*, p. 504). — Rapport par Carnot-Feuleins, le jeune, sur le compte rendu par le ministre de la guerre, le 16 novembre 1791 (24 décembre 1791, t. XXXVI, p. 367 et suiv.); — projet de décret (*ibid* p. 370). — Discussion du projet de décret relatif à son organisation : Danthon, Carnot-Feuleins jeune (5 janvier 1792, t. XXXVII, p. 97 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 98). — *Discussion des articles.* — Article 1er : adoption sans discussion (*ibid*). — Article 2 : Albitte (*ibid.* p. 99); — adoption (*ibid.*); — Article 3 : Gérardin, Delacroix (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Article 4 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Article 5 : adoption avec amendement (*ibid.*). — Article 6 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Article 7 : adoption avec amendement (*ibid.* p. 100). — Article 8 : Gérardin, Richard, Carnot-Feuleins, rapporteur, Lasource (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Article 9 : Jaucourt (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Article 10 devenu 8 : Gérardin (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Article 11 devenu 9 : adoption (*ibid.*). — Article 12 devenu 10 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Renvoi au comité militaire de divers articles additionnels (6 janvier, p. 101). — Le ministre de la guerre rendra compte de l'organisation de la gendarmerie (5 février 1792, t. XXXVIII, p. 177). — Rapport par Carnot-Feuleins, jeune, sur l'emplacement définitif des brigades, la résidence des officiers, leur rang et leur service (15 mars 1792, t. XL, p. 8 et suiv.); — projets de décret (*ibid.* p. 11 et suiv.). — *Discussion.* Adoption de l'urgence et de l'article 1er du *Titre Ier* (27 mars, p. 545). — Article 2 : Delacroix, Maribon-Montaut (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 3 à 9 (*ibid.* p. 546 et suiv.). — Ajournement des articles 10 à 13 *ibid.* p. 548). — Article 14 : Delacroix (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — *Titre* II. — Art. 1er Jouneau, Delacroix, Delmas (31 mars, p. 47 et suiv.); — Rouyer, Chéron-La-Bruyère, Delmas, Delacroix (2 avril, p. 99 et suiv.). — Nouvelle rédaction des articles 1, 2, 3, 4, 5 et 6 du titre II destinés à remplacer les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de l'ancien projet du comité (3 avril, p. 170 et suiv.); — adoption (*ibid.*, p. 171); — renvoi au comité de l'article 7 (ancien article 6) (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 8, 9 et 10 (anciens articles 7, 8 et 9) (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel proposé par Delacroix (*ibid.*). — Adoption de deux articles nouveaux destinés à remplacer les articles 10, 11, 12 et 13 (*ibid.*) — *Titre* III. — Art. 1er. Chéron-La-Bruyère, Delacroix (*ibid.* p. 172); — adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 2, 3 et 4 (*ibid.*). — Article 5 : Delacroix (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 6 et 7 (*ibid.*). — Article 8 : Dithurbide (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 173). — Adoption sans discussion des articles 9 et 10 (4 avril, p. 207). — Article 11 : Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 208). — Adoption sans discussion de l'article 12 (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel au titre II (5 avril, p. 228). — Adoption sans discussion de la nouvelle rédaction des article 1, 2 et 3 du titre IV *ibid.*). — *Titre* V. — Adoption sans discussion des articles 1 à 6 (*ibid.* p. 229 et suiv.). — *Titre* VI. — Article 1er : adoption avec amendement (*ibid.* p. 230). — Adoption des articles 2 à 5 (*ibid.*). — Rejet de l'article 6 (*ibid.*). — Adoption de l'article 7 (*ibid.*). — Adoption de différentes dispositions additionnelles (*ibid.* p. 231). — Texte définitif du décret (24 avril. p. 641 et suiv.). — Le comité militaire présentera la rédaction en une seule loi de toutes celles qui ont été rendues sur la gendarmerie nationale (*ibid.* p. 648). Le pouvoir exécutif rendra compte des raisons pour lesquelles les décrets relatifs à la gendarmerie nationale ne sont pas encore parvenus dans les départements (16 mai 1792, t. XLIII, p. 458). — Etablissement d'un détachement de gendarmerie à chaque armée (18 mai, p. 538 et suiv.). — Réclamations au sujet du placement des brigades et de la résidence des officiers (22 juin 1792, t. XLV, p. 479). — Le ministre de l'intérieur demande une interprétation des articles 1er et 5 du titre II du décret relatif à la gendarmerie nationale (23 juin p. 512); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le ministre de la guerre prévient l'Assemblée que beaucoup de directoires ne lui ont pas encore adressé la liste des colonels et lieutenants-colonels (26 juin, p. 583); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport par Carnot-Feuleins (*ibid.* p. 605); — projet de décret por-

Gendarmerie et gendarmes nationaux (*Suite*).

tant que les colonels et lieutenants-colonels continueront leur service et seront payés jusqu'au 1er avril 1793 (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur les réclamations relatives au placement et à la résidence des officiers (1er juillet 1792, t. **LXVI**, p. 21). — Il sera formé deux divisions complètes de gendarmerie (12 juillet, p. 397); (20 juillet, p. 699). — Projet de règlement sur la gendarmerie en général (28 juillet 1792), t. **XLVII**, p. 236); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret sur l'organisation des deux divisions nouvelles de gendarmerie créées le 20 juillet (16 août t. **XLVIII**, p. 293 et suiv.). — Défilé de ces divisions devant l'Assemblée (23 août p. 661). — Décret sur leur solde (24 août, p. 678).

§ **2**. *Traitement. — Solde. — Retraite.* Epoque du cours des traitements des gendarmes (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 100). — Lettre du ministre de l'intérieur au sujet de dépenses extraordinaires de la gendarmerie pour la translation de quelques accusés dans les prisons de la Haute-Cour nationale (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 714); — renvoi aux comités des décrets et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Dispositions relatives à leur monture et à leur traitement (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 646 et suiv.). — Dispositions sur la retraite des gendarmes et de leurs valets (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 568). — Demande du ministre de la guerre relative au traitement des détachements de la gendarmerie nationale employée à la police des armées (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 458); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Supplément de paye accordé aux gendarmes attachés aux armées (18 mai, p. 539). — Décret relatif au traitement de la nouvelle gendarmerie (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 678). — Présentation par le colonel de la nouvelle gendarmerie d'une pétition relative au payement de sa troupe (25 août, p. 713); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret sur la solde provisoire de la gendarmerie nationale formée des hommes du 14 juillet (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 21). — Décret sur la solde des trois divisions de gendarmerie formées des ci-devant gardes françaises et autres soldats du centre (2 septembre, p. 221). — Le tiers de la solde des gendarmes des départements frontières sera payé en argent (4 septembre, p. 346).

§ **3**. *Fonctions et service.* — Renvoi au comité de législation d'une motion de Pastoret sur la question de savoir si la gendarmerie doit conserver la concurrence qu'on lui a donné avec les juges de paix (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 346). — Les gendarmes exigeront des voyageurs la présentation de leurs passeports (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 64), (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 225). — Disposition relative à la réquisition des brigades de gendarmerie (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 643). — Les brigades de gendarmerie seront employées à renforcer les armées (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 25). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une proposition de Mathieu Dumas relative à la formation de postes de gendarmerie qui transmettraient les nouvelles des armées (7 septembre, p. 441).

§ 4. — *Compagnies servant auprès du Corps législatif, de la Haute-Cour nationale, des tribunaux, du ministre de la justice et des prisons de Paris.* — Observations sur le service des compagnies servant auprès du Corps législatif, de la Haute-Cour nationale, du tribunal de cassation et du ministre de la justice (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 114); — renvoi aux comités militaire et des inspecteurs de la salle réunis (*ibid.*). — Le directoire du département de Paris demande la formation de deux compagnies pour la garde des prisons (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 191 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 192). — Les gendarmes de service auprès des tribunaux de Paris demandent audience (17 mars 1792, t. **XL**, p. 82). — Admis, ils demandent que l'état de leur service soit fixé par un décret (18 mars, p. 117); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur l'indemnité due aux gendarmes de service près la Haute-Cour nationale (18 mars, p. 98 et suiv.). — Lettre du directoire du département de Paris sur les besoins urgents du service de la gendarmerie nationale destinée à la garde des prisons (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 104). Rapport par Bezanson-Perrier sur l'augmentation des deux compagnies destinées à la garde des prisons et le recrutement parmi les gardes des ports de Paris (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 319); — projet de décret (*ibid.*). — Discussion : Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 320). — Art. 1er : Crublier-d'Optère (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Brunck (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption des articles 4, 5 et 6 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Lettre du lieutenant-colonel Gaudron-Dutilloy sur la nécessité d'accorder une indemnité aux grenadiers de gendarmerie servant près le Corps législatif et près la Haute-Cour nationale (13 avril, p. 555); — ajournement à la séance du soir de la discussion du rapport sur cet objet (*ibid.*). — Etat des fournitures faites aux sous-officiers et gendarmes servant près l'Assemblée nationale (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 503). — Don patriotique des officiers, sous-officiers et gendarmes servant auprès du Corps législatif (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 533). — Projet de décret tendant à organiser définitivement les deux compagnies destinées à faire le service des tribunaux et des prisons de Paris, et dont le complet a été décrété le 7 avril (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 324 et suiv.); — adop-

Gendarmerie et gendarmes nationaux (*Suite*).

tion (*ibid.* p. 325). — Pétition en leur faveur (29 juin, p. 679). — Augmentation du traitement des officiers des grenadiers de la gendarmerie nationale (23 juin, p. 498). — Les gendarmes en service près de l'Assemblée réclament une augmentation de solde (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 494) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret relatif au licenciement et au remplacement de l'état-major, des officiers et des sous-officiers faisant le service près les tribunaux criminels et les prisons de Paris (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32). — Le décret est étendu aux gendarmeries de tous les départements (12 août, p. 80), (13 août, p. 88). — L'Assemblée décrète que les sous-officiers ne sont pas compris dans le licenciement (13 août, p. 98). — Pétition demandant la confirmation des élections faites des officiers et sous-officiers (14 août, p. 117) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décrets sur le mode de renouvellement des officiers de la gendarmerie nationale du département de Paris (15 août, p. 172), (p. 173). — Liste des officiers nouvellement choisis par la gendarmerie de Paris (20 août, p. 414). — Les nouveaux officiers prêtent serment (22 août, p. 626). — Lettre du ministre de la guerre sur la nomination de ces officiers (25 août, p. 710). — Pétitions de la gendarmerie faisant le service auprès du Corps législatif, la Haute-Cour nationale et le tribunal de cassation (12 août, p. 68), (16 août, p. 291). — Décret pour le complément des deux compagnies employées près des tribunaux et des prisons (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 137). — Les gendarmes de service auprès des tribunaux et des prisons demandent à partir aux frontières (2 septembre, p. 217), (5 septembre, p. 356) ; — décrets à ce sujet (*ibid.* p. 356), (p. 377). — Prestation du serment par les nouveaux officiers de la gendarmerie nationale de service auprès du Corps législatif (2 septembre, p. 202). — Décret tendant à compléter l'organisation des trois divisions de gendarmerie nationale formées des ci-devant gardes françaises et autres soldats du Centre (2 septembre, p. 221). — Décret relatif à l'organisation de la gendarmerie de service auprès du corps législatif et de la Haute-Cour nationale (11 septembre p. 555, et suiv.). — Les sous-officiers et soldats, servant près les tribunaux de Paris, demandent à être payés du prix du logement qui leur est accordé par la loi (18 septembre 1792, t. **L**, p. 109). — Il est accordé une gratification aux sous-officiers et gendarmes de service auprès de l'Assemblée (20 septembre, p. 187).

§ **5**. — *Gendarmerie nationale parisienne*. Pétition des officiers nommés par le directoire du département de Paris demandant une loi sur l'avancement (30 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 527) ; renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande un règlement pour cette arme (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 168) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Pétition relative aux aides-majors de la garde soldée de Paris (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 204 et suiv.). — Pétition relative à la diminution du traitement des officiers (18 décembre, p. 226). — Demande d'un secrétaire-greffier pour chaque division (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 466). — Pétition des gendarmes nationaux du département de Paris en faveur de la caisse du commerce (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 16). — Il lui est voté des remerciements (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 428). — Rapport par Jouneau sur l'avancement des adjudants dans les deux nouvelles divisions de gendarmerie nationale (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 498) ; — projet de décret (*ibid.* p. 499) ; — adoption (*ibid.*) — Création d'un corps de gendarmerie à pied pour Paris (16 juillet, 1792, t. **XLVI**, p. 507). — La gendarmerie nationale de Paris demande un supplément de solde (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 45) ; — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Les gendarmes nationaux qui ont eu des chevaux tués dans la journée du 10 août garderont provisoirement ceux qu'ils ont pris à l'Ecole militaire (10 août, p. 675). — Création d'une cour martiale pour juger les officiers qui ont donné l'ordre de tirer sur le peuple (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 15). — Les officiers de gendarmerie protestent qu'ils ont rempli leur devoir (12 août, p. 81). — Adresse des officiers, sous-officiers et gendarmes de la 21e division (12 août, p. 70). — Pétition des officiers de santé de la gendarmerie nationale (16 août, p. 297). — Décret sur la formation et l'organisation de plusieurs compagnies de gendarmerie nationale (17 août, p. 318 et suiv.). — Décret relatif à la formation de compagnies de gendarmerie à pied exclusivement recrutées parmi les citoyens qui se sont distingués à la prise de la Bastille (25 août, p. 705). — Pétition des gendarmes à cheval de la première division (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 217). Décret (*ibid.* p. 226 et suiv.). — Demande du colonel de la gendarmerie nationale formée des ci-devant gardes françaises au sujet de l'équipement et de l'armement. — Renvoi au pouvoir exécutif (2 septembre, p. 218). — Décret portant que le pouvoir exécutif est autorisé à envoyer aux frontières un certain nombre de gendarmes à cheval de la 29e division (3 septembre, p. 264). — Décret relatif à l'expédition des brevets des officiers (5 septembre, p. 371 et suiv.). — Prestation de serment par chacune des compagnies (18 septembre 1792, t. **L**, p. 110). — Les gendarmes de la 29e division demandent une augmentation de solde (19 septembre, p. 126).

Gendarmerie nationale. — Voir *Armée du Midi*. — *Indre* (*Département de l'*). — *Officiers*.

Gens sans aveu (*Suite*).

(24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 427). — Projet de décret relatif à ceux qui infestent la ville de Paris (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 241); — ajournement (*ibid.*).

Gens suspects. Rejet d'une motion relative à leur arrestation jusqu'à la fin de la guerre (15 août 1792, t. **XLVII**, p. 180). — Tous les citoyens suspects seront désarmés. — seront considérés comme suspects tous les citoyens qui auront des armes cachées (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 90).

Gensonné, député de la Gironde. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Demande la fixation au 9 octobre 1791 du rapport de sa mission dans le département de la Vendée (p. 113). — Son rapport sur les troubles de Vendée (p. 141 et suiv.). — Il lui est décerné des éloges (p. 147). — Parle sur le règlement (p. 188). — Membre du comité diplomatique (p. 398). — Fait un rapport sur le projet de décret relatif à la réquisition de rentrer dans le royaume à adresser à Louis-Stanislas-Xavier, frère du roi (p. 556). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 613 et suiv.); — son projet de décret sur les mesures à prendre contre eux (p. 618 et suiv.). — Demande la publication de la liste des hauts jurés et la convocation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXV**, p. 39 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 100), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 112), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 144 et suiv.), — sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 159). — Rend compte des troubles survenus à Montaigu (p. 271). — Parle sur l'affaire Delattre (p. 356). — Son projet de décret sur les mesures à prendre relativement aux troubles de Saint-Domingue (p. 612). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 639 et suiv.), — sur l'affaire Rauch et Lucot (t. **XXXVI**, p. 128), — sur le complot de Strasbourg (p. 166). — Demande la discussion du projet de décret sur une demande de 20 millions pour les préparatifs de guerre (p. 474), — le soumet à la discussion (p. 600), — le défend (p. 613), (p. 619), (p. 643). — Parle sur l'organisation de la Haute-Cour (p. 663). = **1792**. — Fait un rapport sur la mise en accusation des princes émigrés (p 728 et suiv.), (p. 739). — Présente la rédaction définitive des décrets relatifs à la mise en accusation des princes français (t. **XXXVII**, p. 8) — Parle sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 41). — Son article additionnel au décret sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 72). — Parle sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 183), (p. 187). — Fait un rapport sur l'office de l'Empereur contenant des menaces contre la France (p. 410 et suiv.). — Est en-

Gensonné, député (*Suite*).

tendu dans la discussion de ce rapport (p. 653), (p. 654). — Parle sur l'affaire du sieur Lemoine (p. 725). — Demande que le comité diplomatique fasse un rapport sur la conduite des ministres plénipotentiaires auprès des puissances étrangères (t. **XXXVIII**, p. 102). — Parle sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 118), — sur la sanction des décrets (p. 199), — sur la garde du roi (p. 246), — sur le sequestre des biens des émigrés (p. 312), — sur une pétition des sous-officiers du 24ᵉ régiment d'infanterie (t. **XXXIX**, p. 523), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 531 et suiv.), — sur la mise en accusation de Delessart (p. 549). — Vice-président (p. 562). — Propose un projet d'adresse au roi (p. 696 et suiv.), — le retire (p. 698). — Président (t. **XL**, p. 102). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (p. 373 et suiv.). — Son projet de décret sur cet objet (p. 449 et suiv.), — le défend (p. 450), (p. 452), (p. 455), (p. 456). — Présente, au nom du comité diplomatique, la rédaction du décret sur la déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie (t. **XLII**, p. 217). — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (t. **XLIII**, p. 578), (p. 582). — Fait une motion d'ordre (p. 604), (p. 610). — Dénonce l'existence d'un comité autrichien (t. **XLIV**, p. 33 et suiv.). — Parle sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 97), (p. 98). — Demande à faire un rapport sur l'organisation de la police de sûreté générale pour les crimes de haute trahison (p. 195). — Est entendu à ce sujet (p. 352 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre (p. 388). — Parle sur le remplacement des officiers de marine (p. 389). — Observations de Montmorin au sujet de son discours prononcé le 23 mai (p. 428). — Observations de l'ancien ministre Bertrand contre les imputations qui lui ont été faites par Gensonné (p. 465). — Parle sur une circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 47). — Membre d'une députation au roi (p. 423). — Fait une motion d'ordre (p. 599). — Parle sur la situation des armées (p. 618 et suiv.), — sur le recrutement (p. 623), — sur une adresse du département de l'Aisne (p. 686). — Dénonce Charles Lameth (p. 702). — Dénonce une intrigue dans le conseil du roi pour faire rétrograder les armées (t. **XLVI**, p. 11), (p. 13), (p. 14 et suiv.). — Fait une motion relative à cette affaire (p. 48). — Parle sur la pétition des sieurs Vincent Gentil et Chevalot-Beaugeois (p. 92), — sur une communication du ministre des affaires étrangères (p. 149), — sur des actes de juridiction faits par des juges de paix dans le château des Tuileries (p. 378). — sur les capitulations suisses (p. 485). — Suppléant au comité diplomatique (p. 574). — Parle sur le rôle joué par d'Affry, colonel des gardes suisses (p. 575). — sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 29), — sur la proposition de mander Montesquiou à la barre (p. 69), — sur les mesures

Gensonné, député (*Suite*).

à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 79 et suiv.), — sur l'organisation de la police de sûreté générale (p. 192 et suiv.). — Sa déclaration relative aux propositions faites par La Fayette au maréchal Luckner (p. 268). — Parle sur l'envoi de commissaires aux armées (p. 659). — Son opinion, non prononcée, sur la déchéance du roi (p. 695 et suiv.). — Son projet de décret sur l'organisation de la police de sûreté générale (t. **XLVIII**, p. 37 et suiv.). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 76). — Dénonce le lieutenant-colonel du régiment de Salis-Samade (p. 103 et suiv.). — Présente un projet de décret sur le pouvoir exécutif provisoire (p. 165 et suiv.). — Pose des questions à Montmorin (p. 610). — Fait un rapport sur la Haute-Cour nationale (p. 702 et suiv.). — Rend compte d'un fait relatif à la commune provisoire de Paris (t. **XLIX**, p. 118). — Présente un projet de décret relatif au transfert à Blois des prisonniers détenus dans les prisons d'Orléans (p. 219), — un projet de décret relatif au transfert de ces prisonniers à Saumur (p. 221), — un projet de décret sur les mesures à prendre pour assurer la tranquillité publique (p. 275). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Fait un rapport sur la conduite des administrateurs du département de la Meuse (p. 378 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (p. 513). — Fait un rapport sur les mesures à prendre pour la sûreté et la tranquillité publique à Paris (t. **L**, p. 123), (p. 137).

Gentil. — Adresse contenant un projet sur les émigrations (24 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 387).

Gentil, curé de Longueville. Fait un don patriotique (15 septembre 1792, t. **L**, p. 9).

Gentil (Louis), entrepreneur des chemins. Présente un nouveau modèle de charrue (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 52).

Gentil (Michel), député du Loiret. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Parle sur les émigrations (p. 539 et suiv.). — Parle dans la discussion du procès-verbal de la séance du 11 décembre 1791 (t. **XXXVI**, p. 27). = 1792. — Parle sur la déchéance encourue par Louis-Stanislas-Xavier, prince français (t. **XXXVII**, p. 444 et suiv.), — sur les accusations contre Delessart (t. **XXXVIII**, p. 593 et suiv.). — Suppléant au comité féodal (t. **XXXIX**, p. 468). — Parle sur la proposition d'amnistie pour les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 146 et suiv.), — sur les affaires des colonies (p. 576), — sur les troubles de Mende (p. 633). — Parle sur la pétition du sieur Schoël (t. **XLI**, p. 207), — sur la violation de la loi d'amnistie (p. 564). — Fait une motion relative aux personnes qui portent l'uniforme de la garde nationale sans en avoir le droit (t. **XLIV**, p. 454). — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423). — Fait un rapport

Gentil (Michel), député (*Suite*).

sur le secours provisoire à accorder à l'Académie de Dijon (t. **XLIX**, p. 43 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (p. 452). — Présente un projet de décret sur le payement des pensions des élèves des établissements des sourds et muets et des aveugles-nés (p. 548).

Gentil (Vincent), lieutenant de la garde nationale de Varennes. — Fait part de son intention de répartir entre les gardes nationales aux frontières la récompense pécuniaire qui lui a été accordée à l'occasion de l'arrestation du roi, et demande une place dans les troupes de ligne (5 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 650). — Demande à être nommé officier dans les troupes de ligne (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 56). — Demande une indemnité (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 188); — renvoi aux comités des pétitions et des secours publics réunis (*ibid.*). — Rapport sur sa pétition (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 135 et suiv.). — Deuxième lecture (22 juin, p. 483). — Troisième lecture du projet de décret sur sa pétition (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 91 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 92). — Réclame le payement de la gratification qui lui a été accordée (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 374). — Demande une récompense (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 163); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*).

Gentilly (Commune de). — Adresse de la municipalité dénonçant une entreprise de la part du curé de Saint-Marcel de Paris, sur le territoire de Gentilly, au sujet de l'administration des sacrements (25 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 411). — Don patriotique (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 24).

Genty (Louis), député du Loiret. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Chargé de compter les assignats chez Didot (p. 383). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = 1792. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (t. **XXXVI**, p. 732 et suiv.). — Demande le rappel à l'ordre de Delacroix (t. **XXXVII**, p. 230). — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. **XL**, p. 449), — sur la suppression des congrégations séculières (t. **XLI**, p. 248), — sur la suppression des costumes religieux (p. 250), (p. 251), — sur un discours de Guadet relatif aux troubles des Bouches-du-Rhône (p. 601), (p. 602). — Est rappelé à l'ordre (p. 603). — Parle sur la répression des troubles (p. 699 et suiv.), — sur les troubles du Midi (t. **XLII**, p. 349), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (t. **XLIII**, p. 610). — Membre d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423). — Parle sur la publicité des séances des corps administratifs (t. **XLVI**, p. 20), — sur les travaux de l'imprimerie royale (p. 39), — sur la déclaration de l'Assemblée en faveur de la Constitution (p. 213), — sur la suspension du maire de Paris (p. 461 et suiv.).

Gex (District de). Don patriotique des administrateurs (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 593). — Don patriotique du procureur syndic et du secrétaire (*ibid.*). — Adresse d'adhésion (29 août, 1792 t. **XLIX**, p. 104).

Gibé, notaire de la liste civile. Renvoi au comité de surveillance d'une lettre à lui adressée (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 562).

Gibergues, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 137). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Fait partie d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423). — Fait connaître le zèle patriotique des citoyens du district d'Issoire (t. **XLVIII**, p. 330). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 506), (t. **L**, p. 58).

Gibert, citoyen de Paris. Présente des observations sur le moyen d'assurer la libre circulation des grains (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 286).

Gie-sur-Seine (Commune de). Don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Giffard. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Gignac (Commune de). Adresse d'adhésion (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Gigondé, maire de Pont-Scorff. Trait de civisme de sa part (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 308).

Gilbert, député de la Charente-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Parle sur le règlement (p. 186). = **1792**. — Parle sur l'affaire de Mons (t. **XLIII**. p. 252). — Remet une pétition des juges du tribunal du district de Pons (t. **XLIV**, p. 361). — Appuie la proposition faite par Vergniaud, le 20 juin, d'envoyer 60 commissaires chez le roi (t. **XLV**, p. 413). — Fait partie d'une députation au roi (p. 423). Envoie son serment à l'Assemblée (t. **XLVIII**, p. 151), (p. 181).

Gilbert, professeur de l'Ecole vétérinaire. Fait un don patriotique (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 3).

Gilbert aîné. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Gilbert (John). Don patriotique (3 mai 1792. t. **XLII**, p. 715).

Gilet. Est nommé officier dans la gendarmerie nationale de Paris, (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 414).

Gilet, secrétaire-commis au comité de division. Fait un don patriotique (27 avril 1792, p. 440). — Prête le serment du 10 août (16 août, t. **XLVIII**, p. 286).

Gillery (Commune de). Rapport du ministre de l'intérieur sur le payement d'une somme de 325 livres à l'adjudicaire des travaux de l'église paroissiale (24 avril 1792, t. **XLII**. p. 315); renvoi au comité de division (*ibid.*),

Gillet (François). Rapport par Lecointre sur son arrestation à Sierck (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 721 et suiv.). — Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (*ibid.* p. 725).

Gillet, ci-devant lieutenant général au bailliage de Saint-Dizier. Décret relatif à la liquidation de son office (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 66).

Gillet, maire de Nanterre. Mention honorable de sa conduite (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 278).

Gillet, procureur général syndic du Morbihan. Signale un trait de civisme de Gigondé, maire de Pont-Scorff (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 308).

Gillot, juge de paix d'Etampes. Ecrit au sujet des troubles de cette ville (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 467).

Gimont (Commune de). Adresse d'adhésion des citoyens réunis en assemblée primaire (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442).

Ginoux (J.). Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Ginoux (V). Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Gintrand. Rend compte des fonds à lui confiés pour l'arrestation de Chotard (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

Girard, député de la Haute-Garonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 184). — Membre du comité de commerce (p. 438). = **1792**. — Fait un rapport sur l'élection des juges du tribunal de commerce de Lyon (t. **XXXVIII**, p. 644 et suiv.). — Membre du comité de commerce (t. **XXXIX**, p. 373). — Fait partie d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Girard. Don patriotique au nom des officiers de santé du camp de Soissons (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 279).

Girard, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — Demande à continuer ses fonctions (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 109). — Est maintenu (*ibid.*). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159). — Fait don d'un fusil et d'un sabre (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 231).

Girard, marchand de bois. Don patriotique (18 septembre 1792, t. **L**, p. 116).

Girard, volontaire dans le bataillon du Loiret. — Pétition concernant le remplacement des officiers (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 622).

Girard, officier d'infanterie. — Voir *Gérard*.

Girardin, député de l'Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**. p. 64). — Demande que l'intitulé des actes de l'Assemblée ne portent que les mots *Assemblée nationale* et que le procès-verbal du 3 octobre 1791 soit rectifié dans ce sens (p. 71). — Parle sur la prestation du serment individuel (*ibid.*). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Parle au sujet d'insultes faites à des députés (p. 122), — sur le règlement (p. 168), (p. 170), (p. 171), — sur l'organisa-

Girardin, député (*Suite*).

gardes du roi licenciés (p. 443), — sur la pétition du sieur Rossel (p. 498), — sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 594), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 645). — Vice-président (t. **XLV**, p. 159). — Parle sur une adresse des volontaires nationaux de la Gironde (p. 419). — Membre d'une députation au roi (p. 423). — Parle sur la destitution des fontionnaires (p. 537). — Président (p. 538). — Parle sur la déclaration du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 342), — sur une adresse du conseil général de la commune de Marseille (p. 386), — sur la proposition d'envoyer aux frontières les troupes de ligne qui sont à Paris (p. 482 et suiv.), — sur les pétitions des généraux (p. 488). — Fait une motion d'ordre (p. 562). — Parle sur un discours de Delaunay (*d'Angers*) (p. 691). — Parle sur le mode de nomination des officiers des bataillons de grenadiers et de chasseurs t. **XLVII**, p. 108 et suiv.), — sur l'affaire des sieurs Paris et Boulan (p. 142). — Membre du comité militaire (p. 234). — Parle sur la proposition d'envoyer aux départements une adresse des volontaires marseillais (p. 402), — sur une pétition de la section des Gravilliers (p. 474), (p. 475). — Fait une motion d'ordre (p. 601). — Se plaint des mauvais traitements qu'il a subis en sortant de l'Assemblée (p. 604).

Girardin. Projet de décret tendant à lui accorder une récompense ainsi qu'à sa femme et à son fils pour la découverte d'une fabrication de faux assignats (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 316).

Girardot. Fait un don patriotique (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550).

Girardot, de Cumières. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621).

Giraud, député de la Vendée. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité des décrets (p. 415). — Suppléant au comité des domaines (p. 462). = **1792.** — Membre du comité des décrets (t. **XXXIX**, p. 468). — Fait partie d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423). — Parle sur la suspension du maire de Paris (t. **XLVI**, p. 337 et suiv.), (p. 462).

Giraud. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Giraud. Haut-juré du département de la Loire-Inférieure (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Giraud, homme de loi. Pétition relative à l'éducation et au Panthéon (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 452). — Se plaint de ce qu'on n'a pas fait mention de sa pétition (20 janvier, p. 528).

Giraud, aîné, commis au comité des décrets. Fait un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 441).

Giraud jeune, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale législative. Est replacé au bureau de distribution (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 117). — Fait un don patriotique (26 mai, p. 132).

Giraud (Jean). Acte de courage accompli par lui (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 638); — mention honorable de sa conduite (*ibid.*). — Décret sur la récompense à lui accorder (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 329).

Giraud (Jean-Baptiste). Fait un don patriotique et rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 517).

Giraud (Philippe). Pétition de la garde nationale de Melun en sa faveur (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 12); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Giraudat-Massot, officier municipal de Clamecy. Approbation de sa conduite (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 562). — Ses remerciements à l'Assemblée (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 332).

Giraudin. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Giraudy, député du Gard. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 521). = **1792.** — Fait partie d'une députation au roi (t. **XLV**, p. 423).

Girault. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Girault (Antoine). Fait un don patriotique (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187).

Giraut, commissaire du roi près le tribunal de Cholet. Fait un don patriotique (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 333).

Giraux, volontaire du 3[e] bataillon de Paris. Dénonce les manœuvres employées pour tromper l'armée (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385).

Gircourt (Jean), vicaire à Audun-le-Tiche. Annonce de sa détention dans la maison d'arrêt du tribunal de Longuyon pour cause d'enrôlement (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 420); — renvoi au comité de législation et de surveillance réunis (*ibid.* p. 421). — Rapport par Thuriot sur sa détention (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 1); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à accusation contre lui (*ibid.*).

Girey-Dupré. Se plaint d'un mandat de comparution décerné contre lui par la commune de Paris (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 112). — Projet de décret relatif au mandat d'arrêt lancé contre lui (31 août, p. 141); — discussion (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 142).

Girod, député de l'Ain. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 75). = **1792.** — Suppléant au comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Fait partie d'une députation envoyée chez le roi (t. **XLV**, p. 423). — Demande qu'il soit présenté une loi contre les députés qui seront prouvés avoir concouru à la nomination des ministres (t. **XLVII**, p. 80).

Gobert, de Louhans. Fait un don patriotique (12 août 1792, t. XLVIII, p. 68).

Gobillard, député de la Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). — **1792**. — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373). — Obtient un congé (t. **XLII**, p. 507).

Godard, député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (p. 626). — Une députation de l'Assemblée assistera à ses funérailles (*ibid.*). — Est remplacé par Lacretelle (p. 688).

Godard. Fait un don patriotique (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 356).

Godard, chargé des affaires de la municipalité de Tonneins. Demande audience pour les sieurs Dubois et Chénier, officiers municipaux de Tonneins (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 554). — Sa lettre à l'Assemblée (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 633).

Godard, chancelier du consulat de France à Charlestown. — Son serment (..... t. **XXXIV**, p. 561).

Godeaux, portier de la cour du manège. Est placé sous la sauvegarde de la loi (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 75).

Godefroy. Offre à l'Assemblée une liste de ses membres encadrée (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 486).

Godefroy (Charles-François-Marie). On annonce sa nomination à la Convention nationale (6 septembre 1792, t. **XLIX**. p. 396).

Godet, ancien entrepreneur. Ajournement d'une demande de liquidation (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 282). — Fait un don patriotique (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 430).

Godin. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Godin, homme de loi. Fait un don patriotique (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553).

Godin, officier d'artillerie. Demande à reprendre du service (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 463).

Goezman. Dénonce les maîtres des postes et la Cour de Louis XVI (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 82). — Se plaint de Laporte et demande qu'on lui paye ce qui lui est dû sur l'arriéré de la liste civile (13 septembre, p. 613 et suiv.).

Goffaux, député de Maine-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63), — Prête serment (p. 77).

Goffe. Fait un don patriotique (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59).

Goffret (Philibert), savoisien. Fait un don patriotique (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 56).

Gohier, député d'Ille-et-Vilaine. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Fait un rapport sur la formule de promulgation des décrets non soumis à la sanction (p. 607 et suiv.). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 733 et suiv.), (t. **XXXV**, p. 81 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 274 et suiv.), (p. 278 et suiv.), — sur l'insertion au procès-verbal de l'adresse de la section de la Fontaine-de-Grenelle de Paris (t. **XXXVI**, p. 1), — sur la correspondance avec le roi (p. 84), — sur le renvoi au comité militaire de propositions du ministre de la guerre (p. 113), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 400), — sur la mise en liberté des Suisses de Châteauvieux (p. 718 et suiv.), (p. 726). = **1792**. — Parle sur la formation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 38 et suiv.). — Ses articles additionnels au décret sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 72 et suiv.). — Parle sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 176 et suiv.), — sur les tribunaux criminels (p. 341 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur l'office de l'empereur (p. 658 et suiv.). — Dénonce l'envoi au 48e régiment d'une adresse des conjurés de Coblentz (t. **XL**, p. 351). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 44), — sur les troubles religieux (p. 312), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 519), (p. 520), — sur les troubles du royaume (t. **XLIV**, p. 63), (p. 64 et suiv.), — sur le licenciement de la garde du roi (p. 310), — sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 201 et suiv.). — Secrétaire (p. 227). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (p. 333), — sur la manière de constater l'état civil des personnes (p. 387 et suiv.), (p. 507), (p. 595), (p. 677 et suiv.), — sur la proposition de décréter Mallet-du-Pan d'accusation (t. **XLVI**, p. 244), — sur l'organisation de la police de sûreté générale (t. **XLVII**, p. 465 et suiv.). — Ses projets de décret sur cet objet (p. 470 et suiv.). — Chargé d'assister à l'apposition des scellés sur les papiers de Laporte (p. 657). — Rend compte de l'apposition des scellés sur les papiers de Laporte (t. **XLVIII**, p. 1). — Parle sur les élections pour la Convention nationale (p. 29). — Dépose des liasses de pièces trouvées parmi les papiers de la liste civile (p. 75), (p. 102). — Fait une motion concernant la commission chargée d'inventorier le garde-meuble de la Couronne (p. 135). — Fait des communications au sujet des pièces trouvées chez Laporte, intendant de la liste civile (p. 182), (p. 301), (p. 302) ; — Demande que Montmorin soit ramené à la barre (p. 658). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Présente un tableau analytique des pièces trouvées dans les bu-

Gohier, député (*Suite*).
reaux de la liste civile (t. L, p. 39 et suiv.). — Déclare qu'il n'a été trouvé aucun indice de trahison de la part d'un membre quelconque de l'Assemblée dans les papiers de la liste civile (p. 51).

Goinot (Jean). Fait un don patriotique (27 mai 1792, t. XLIV, p. 160).

Gois, fils, sculpteur. Pétition relative aux passeports (1er août 1792, t. XLVII, p. 333.)

Goisset (Guillaume-Antoine). Présente une pétition contre les dénonciations de fabrication de faux assignats à Romainville (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 359).

Goivier, grenadier gendarme. — 1791. — Son rapport sur la déposition de Pierre Lecoine (t. XXXVI, p. 108).

Golbéry, capitaine du génie. Se plaint du sieur Lafaye (12 juillet 1792, t. XLVI, p. 434).

Goldoni. Présente une pétition au nom des auteurs dramatiques (5 février 1792, (t. XXXVIII, p. 183).

Goltz (Comte de), ministre plénipotentiaire du roi de Prusse à Paris. Sa note au ministre des affaires étrangères (1er mars 1792, t. XXXIX, p. 253). — Le ministre des affaires étrangères annonce son départ (29 juin 1792, t. XLV, p. 677).

Golzart, député des Ardennes. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité de division (p. 430). — Obtient un congé (t. XXXVI, p. 279). — 1792. — Propose d'obliger les avoués et les huissiers à déposer un fonds de responsabilité (t. XXXVIII, p. 557 et suiv.). — Communique une lettre des administrateurs du district de Grandpré (t. XXXIX, p. 405). — Fait une proposition sur la suppression du droit de terrage ou champart (p. 595 et suiv.). — Obtient un congé (t. XLI, p. 305). — Fait un rapport sur le nombre et le placement des notaires publics du département des Ardennes (t. XLV, p. 526). — Fait un rapport sur le nombre et le placement des notaires publics du département de la Meuse (t. XLVI, p. 242 et suiv.). — Fait un rapport sur l'érection de l'église de Saint-Eloi en oratoire de la paroisse de Notre-Dame de Châlons-sur-Marne (t. XLVII, p. 248). — Fait la seconde lecture de différents projets de décret (t. XLVIII, p. 364 et suiv.).

Gombaut (Pierre). Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. XLV, p. 492).

Gomez, négociant de Londres. Offre de faire une fourniture de fusils (6 juin 1792, t. XLIV, p. 665 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 666).

Gomma (Joseph-Boniface). Fait un don patriotique (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 98).

Gonchon. Présente une réclamation du faubourg Saint-Antoine (6 mars 1792, t. XXXIX, p. 428 et suiv.). — Son discours au nom des citoyens du faubourg Saint-Antoine (9 avril 1792, t. XLI, p. 391).

Gondicheau. Présente une pétition en faveur des soldats qui ont été tués avec Gouvion (15 juin 1792, t. XLV, p. 222).

Gondrecourt (Commune de). Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de la Meuse (13 août 1792, t. XLVIII, p. 100).

Gonesse (Commune de). Défilé devant l'Assemblée d'une compagnie de volontaires formée dans cette commune (20 septembre 1792, t. L, p. 153).

Gonesse (District de). Les administrateurs annoncent que le nombre des recrues pour les troupes de ligne se monte à 52 (2 mars 1792, t. XXXIX, p. 289).
— Voir *Leturc*.

Gonnelieu (Commune de). Arrêté du département du Nord et pièces relatives à un incendie arrivé dans ce village (6 décembre 1791, t. XXXV, p. 600). — Projet de décret sur des secours à accorder à des incendiés (20 mars 1792, t. XL, p. 187). — Adoption du projet de décret tendant à accorder des secours à des incendiés (8 avril 1792, t. XLI, p. 362).

Gonneville-sur-Merville (Commune de). Est distraite du district de Pont-l'Evêque et réunie au district de Caen (12 mai 1792, t. XLIII, p. 296).

Gonyn, député de la Haute-Garonne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 166). — Prête serment (*ibid.*). — Membre du comité colonial (p. 412). — 1792. — Parle sur les colonies (t. XXXIX, p. 20). — Fait un rapport sur les troubles de la Martinique (t. XLII, p. 672), (p. 673). — Prête le serment du 10 août (t. XLVIII, p. 81).

Gorani (N.) Décret lui conférant le titre de citoyen français (26 août 1792, t. XLIX, p. 10).

Gorden. — Voir *Carabines*.

Gorguereau, député de Paris. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 97 et suiv.). — Membre de la députation qui ira au devant du roi (p. 112). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 440 et suiv.), — sur les émigrants (p. 706), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. XXXV, p. 138). — 1792. — Fait un rapport sur la nature du droit de pétition et sur les moyens d'exécution de ce droit dans l'Assemblée et sur une adresse du directoire du département de Paris, pour prier le roi d'opposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires (t. XXXVIII, p. 144 et suiv.). — Secrétaire (t. XXXIX, p. 391). — Donne sa démission de membre du comité de législation (t. XLVII, p. 303). — Prête le serment du 10 août (t. XLVIII, p. 117).

Gossuin, député (*Suite*).

crimes d'enrôlement (p. 563 et suiv.). — Parle sur les secrétaires des comités (t. **XL**, p. 462). — Fait un rapport sur les troubles du département de Cantal (t. **XLI**, p. 42 et suiv.), — un rapport sur des adresses à l'Assemblée (p. 57). — Sorti par le sort de la commission centrale (p. 321). — Parle sur une pétition de la garde nationale d'Arpajon (p. 415). — Renommé membre de la commission centrale (p. 489). — Parle sur les troubles religieux (t. **XLII**, p. 276 et suiv.), — sur l'affaire de Delwarde (p. 546), — sur le maintien du maréchal Rochambeau dans son commandement (t. **XLIII**, p. 81 et suiv.), (p. 83). — Propose d'inviter les officiers municipaux d'Etampes à la cérémonie en mémoire de Simoneau (t. **XLIV**, p. 3). — Parle sur une pétition du sieur Vasselin (p. 5), — sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 137). — Fait un rapport sur des adresses envoyées à l'Assemblée (p. 157). — Parle sur des dénonciations faites par Raymond Ribes (p. 576). — Fait un rapport sur les troubles d'Issingeaux (p. 715 et suiv.). — — Parle sur une pétition d'un citoyen du Cantal (t. **XLV**, p. 97), — sur les moyens d'assurer les subsistances dans les départements où sont situées les armées (p. 324), — sur les travaux du comité de législation (p. 326). — Donne lecture d'une adresse des citoyens de Vauvert (p. 464). — Parle sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 506). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVI**, p. 121), — un rapport sur les troubles d'Issingeaux (p. 194 et suiv.), — une motion concernant le mode du jugement des traîtres à la patrie (p. 257). — Parle sur les actes commis par les Autrichiens à Orchies (p. 582). — Demande que le ministre de la guerre rende compte des mesures qu'il a prises pour la défense des frontières (t. **XLVII**, p. 5), (p. 58). — Demande que la connaissance des crimes d'embauchage soit attribuée aux tribunaux criminels (p. 114 et suiv.). — Donne des détails sur la situation de la ville d'Avesnes (p. 125). — Parle sur une demande de fonds pour l'approvisionnement des villes du Nord (p. 278). — Présente des projets de décret sur des pièces à remettre aux sieurs Westermann et Ruamps (p. 279). — Donne lecture d'une lettre des administrateurs du département du Nord (p. 377 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 599). — Propose d'adresser une proclamation au peuple (p. 640). — Demande que les tribunaux criminels soient chargés de juger les délits militaires (t. **XLVIII**, p. 152). — Parle sur le patriotisme des corps administratifs du département du Nord (p. 348). — Secrétaire (p. 560). — Parle sur le séquestre des revenus des biens des communautés étrangères situées en France (t. **XLIX**, p. 109). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Fait un don patriotique (p. 336). — Nommé à la Convention nationale (p. 533).

Gossuin, fabricant d'armes à Liège — **1791**. — Présente une pétition t. **XXXV**, p. 305); — renvoi au comité des dépenses publiques (*ibid.*)

Goubert, électeur du département de la Drôme. Fait connaître une erreur préjudiciable à la nation dans la vente des biens nationaux (25 mars 1792, t. **XL**, p. 480).

Goubet, député de la Somme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). = **1792**. — Obtient un congé (t. **XLII**, p. 213).

Gouchon. Présente une pétition au nom des hommes du 14 juillet (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432 et suiv.).

Goudelin. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 628).

Goudet. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Gouet de la Bigne. — Voir *Emery-Gouet de La Bigne*.

Goufier (Jean-Baptiste). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Gougelet. Fait un don patriotique (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 363).

Gouges (Olympe de) fait hommage d'un ouvrage intitulé : *L'esprit français* (22 mars 1792, t. **XL**, p. 356), — fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Le bon sens français ou l'apologie des vrais nobles* (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 703). — Demande une place dans le cortège de la fête funèbre décrétée en l'honneur du maire d'Etampes (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 594). — Présente une pétition au nom d'un vieillard enfermé à Bicêtre depuis 30 années (13 septembre 1792, t. **XLIX**; p. 608 et suiv.).

Gougy. — Présente une pétition en faveur de deux Autrichiens détenus à Huningue (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 396 et suiv.).

Gouillart. — Voir *Gouillart*.

Gouin, inspecteur du département général des postes. Dénonce la destitution du directoire des postes par Clavière (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59 et suiv.).

Goujet. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Goujon, député de l'Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 71). — Prête serment (p. 78). — Parle sur la nomination de commissaires aux archives nationales (p. 126). — Commissaire provisoire des archives (p. 139). — Fait une motion sur la formation de l'Assemblée en bureaux (p. 150). — Parle sur les poursuites dirigées contre des fabricateurs de faux brevets (p. 185), — sur le droit des membres de l'Assemblée constituante à l'avancement dans la garde nationale parisienne soldée (p. 246), — sur l'inexécution de la loi

Goujon, député (*Suite*).

d'amnistie (p. 269), — sur l'interprétation du décret du 17 septembre 1791 relatif aux encouragements aux beaux-arts (p. 284), — sur les ecclésiastiques pensionnés (p. 291), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 295). — Demande que l'Assemblée témoigne sa satisfaction à Camus, archiviste, pour la nouvelle preuve de zèle qu'il lui a donné en lui présentant l'essai d'un intitulé : « Notice des principaux décrets de l'Assemblée constituante » et l'invite à continuer son travail sur le même plan (p. 359). — Présente un projet de décret sur l'organisation intérieure des comités (p. 360). — Parle sur les funérailles de Mirabeau (p. 440). — Membre du comité des domaines p. 461). — Parle sur le rappel de Monsieur, frère du roi (p. 518 et suiv.), — sur les assignats (p. 589), — sur l'état des frontières (p. 595 et suiv.), — sur les funérailles de Mirabeau (p. 621), — sur la question de savoir si les ministres ont le droit de demander la parole (p. 637), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 654), — sur les dépenses et recettes de la trésorerie nationale (p. 685), — sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 695), — sur l'organisation de la garde nationale (p. 729), — sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 15), — sur la conspiration du (sieur Varnier (p. 25), (p. 33), — sur l'affaire Delattre (p. 348), (p. 355), — sur la mise en liberté des détenus pour mois de nourrice (p. 503). — Fait une motion au sujet de l'organisation des tribunaux criminels (t. **XXXVI**, p. 42). — Parle sur la réponse à faire au roi par le Président (p. 107), — sur le complot de Strasbourg (p. 166), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 293), — sur les troubles des Feuillants (p. 420), — sur le procès-verbal (p. 596). — **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 739), — sur la formation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 32 et suiv.), (p. 41), (p. 187), — sur la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 127 et suiv.), — sur le port de la cocarde blanche (p. 172), — sur les tribunaux criminels (p. 211). — Fait une motion relative à l'état des hauts-jurés (p. 471 et suiv.), — une motion relative à la pétition du sieur Delattre (p. 472). — Parle sur une demande des grands procurateurs de la nation (p. 668), — sur une donation de la demoiselle Picard (p. 711), — sur la réunion des paroisses de la ville de Gournay (t. **XXXVIII**, p. 30). — Demande la présentation de la liste des hauts-jurés (p. 37). — Parle sur le rétablissement des passeports (p. 62), — sur les accusations contre le ministre de la marine (p. 95), (p. 96), — sur la désertion des officiers de marine (p. 121), — sur la suppression des congrégations (p. 180), — sur la correspondance des comités (p. 195), — sur la vente des billets de tribunes (p. 245), — sur la garde du roi, p. (246), — sur la séquestre des biens des émigrés (p. 306), — sur la circulation des grains (p. 469), — sur l'affaire Pelleport (p. 586), — sur l'affaire Fabiani (p. 605), — sur l'absence de Lacombe, député de la Gironde (p. 607), — sur la circonscription des paroisses du district de Romans (p. 635). — Demande que les ministres rendent compte du nombre des fonctionnaires qui n'ont pas rétracté leurs protestations contre l'acte constitutionnel (t. **XXXIX**, p. 47). — Parle sur les biens des émigrés (p. 390). — Membre du comité de division (p. 394). — Parle sur le mode d'accélérer les travaux de l'Assemblée (p. 447). — Suppléant au comité des décrets (p. 468). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 475), (p. 480), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 533). — sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (t. **XLII**, p. 8), — sur le serment à prêter par les personnes chargées de l'instruction publique (p. 63). — Fait un rapport sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (p. 594), — un rapport sur l'administration des revenus des paroisses (p. 595), — un rapport sur une avance demandée par la municipalité de Paris pour les frais du culte (*ibid.*). — Parle sur le droit de récusation des hauts jurés par les accusés (t. **XLIII**, p. 179), — sur la communication de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (p. 540), — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 581 et suiv.). — Fait la dernière lecture du projet de décret sur la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (t. **XLIV**, p. 60). — Fait une motion d'ordre (p. 62). — Parle sur une pétition des sieurs Fontaine et Talvande. — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 14 et suiv.), (p. 208). — Parle sur les lettres de grâce et de commutation de peine (p. 469 et suiv.) — sur le moyen de constater l'état civil des citoyens (p. 505), (p. 595), (p. 614), — sur la suppression des députés extraordinaires entretenus près du roi et de l'Assemblée (t. **XLVI**. p. 76), — sur la suspension du maire de Paris (p. 341), — sur le cérémonial à observer pour la fédération de 1792 (p. 387), (p. 436), — sur la suspension du décret relatif à la fabrication des faux assignats de Passy (p. 500), — sur l'arrivée à Paris de volontaires du Finistère (t. **XLVII**, p. 44), — sur la demande d'impression d'une lettre du sieur Ricard) p. 56), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 75), — sur un rappel à l'ordre infligé à Chabot (p. 129), — sur l'affaire des sieurs Boulan et Paris (p. 141 et suiv.), — sur l'affaire de Jouneau et Grangeneuve (p. 174 et suiv.), — sur le procès-verbal (p. 183). — Secrétaire (p. 207). — Fait une nouvelle lecture de son projet de décret sur les lettres de grâce (p. 388). — Parle sur le logement des volontaires du camp de Soissons (p. 455). — Demande à l'Assemblée de déclarer sa séance

Goujon, député (*Suite*).

permanente (p. 611). — Fait la troisième lecture du projet de décret relatif à la vente des immeubles réels affectés aux fabriques des églises (t. **XLVIII**, p. 384 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la vente des biens des émigrés (t. **XLIX**, p. 114 et suiv.). — Demande que la ville de Beauvais soit autorisée à disposer du métal d'une statue de Louis XIV (p. 354 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la résiliation du bail du sieur Courvoisier (p. 579), — un projet de décret sur le séquestre des biens des émigrés (p. 623). — Commissaire à la levée des scellés apposés dans les maisons ci-devant royales (t. **L**, p. 132). — Présente un projet de décret sur le mode de levée des scellés (p. 147).

Goulard, juge de paix à Beaumont. — Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 176).

Goulet (Batteries du). — Voir *Levée de* 3,372 *hommes*.

Goulin, soldat du bataillon des vétérans de Paris. — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 471).

Goulliard, doyen de la faculté de droit de Paris. Ecrit au sujet des commissaires qui doivent assister à l'élection des docteurs agrégés (24 mars 1792, t. **XL**, p. 456).

Goulliart, ci-devant maire constitutionnel de Soissons. — Fait des dons patriotiques (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 196), (16 mai, p. 429). — Présente une pétition (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 39).

Goupilleau, député de la Vendée. — **1791**. — Demande qu'il soit dressé une liste des procès-verbaux d'élection qui seront distribués à chaque bureau et qu'on donne ordre au garde des archives d'en faire la distribution conformément à cette liste (t. **XXXIV**, p. 50). — Est admis (p. 53). — Parle sur l'admission provisoire de Calvet (p. 54). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi à l'Assemblée (p. 83). — Membre de la députation qui ira au devant du roi (p. 112). — Se plaint d'avoir été insulté par un officier de la garde nationale et fait la motion qu'il soit interdit à quiconque n'est pas député de pénétrer dans la salle des séances (p. 120); — se déclare satisfait des explications données par M. d'Hermigny, officier de la garde nationale, qu'il accusait de l'avoir insulté (p. 125). — Parle sur le procès-verbal du 8 octobre 1791 (p. 135), — sur l'arrestation, à Sierck, d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 237), — sur les troubles suscités par les prêtres réfractaires (p. 260), — sur les ecclésiastiques pensionnés (p. 291), — sur l'arrestation à Longwy, d'effets timbrés du chiffre du roi (p. 451). — Suppléant au comité d'instruction publique (p. 498). — Demande que les 41 soldats

Goupilleau, député (*Suite*).

suisses du régiment de Châteauvieux qui sont aux galères de Brest, bénéficient de l'amnistie accordée aux citoyens français (p. 560). — Parle sur les troubles occasionnés par les prêtres réfractaires (p. 663), — sur les troubles de Montaigu (t. **XXXV**, p. 271), (p. 272), — sur les rassemblements d'émigrés (p. 360). — Membre du comité de surveillance (p. 370). — Parle sur le complot de Strasbourg (t. **XXXVI**, p. 166), — sur une pétition du sieur Dubu (p. 228), — sur le cas des Suisses du régiment de Châteauvieux, détenus aux galères de Brest (p. 264). — Annonce qu'il est prêt à faire son rapport sur la nomination des officiers municipaux de Montaigu (*ibid.*). — Donne lecture d'un arrêté du conseil général du département de la Loire-Inférieure pour réprimer les prêtres perturbateurs (p. 277). — Demande à faire un rapport sur l'affaire du sieur Dutrehan (p. 286). — Fait un rapport sur l'arrestation du sieur Dutrehan (p. 318 et suiv.). — Parle sur les troubles des Feuillants (p. 420), (p. 431 et suiv.), — sur des pétitions (p. 632), — sur les compliments à l'occasion de la nouvelle année (p. 696). = **1792**. — Parle sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier au matin (t. **XXXVII**, p. 429). — Est rappelé à l'ordre (p. 554). — Parle sur la désertion des officiers du 7e régiment (p. 665), — sur l'affaire Silly et Loyauté (p. 667). — Fait une communication relative aux affaires de Perpignan (p. 706 et suiv.). — Parle sur les comptes à rendre par les ministres (t. **XXXVIII**, p. 60). — Fait une motion relative au service de la poste aux lettres (p. 297). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 308), — sur les troubles de l'Oise (p. 518), — sur l'arrestation de 30 citoyens détenus à Senlis (p. 595 et suiv.), — sur une réclamation des créanciers des princes français (t. **XXXIX**, p. 3), — sur l'arrestation de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 114), — sur le renouvellement des comités (p. 256), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 479), — sur une demande de secours de la commune de Poitiers (t. **XL**, p. 350), — sur les émigrés (p. 658), — sur une dénonciation contre Narbonne (t. **XLI**, p. 32), — sur les droits à payer aux directeurs des postes (p. 176), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 237), — sur les formalités à remplir par les députés pour toucher leur traitement (p. 510), — sur les troubles religieux (t. **XLII**, p. 3), — sur la suspension du traitement des princes français, frères du roi (p. 6 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 412). — Parle sur la manière d'employer dans l'armée les Hollandais réfugiés en France (t. **XLIII**, p. 38), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 430), — sur les affaires d'Arles (p. 457). — sur les approvisionnements des armées (p. 524). — Remet un don patriotique de la société ambulante des Amis de la Constitution du

(1) Voir tome XLV, page 631, col. 2, la note 3.

Granet, député (*Suite*).

du Var (p. 366). — Son projet de décret sur les dépenses de la marine (p. 639). — Fait un rapport sur l'administration du port national de Montmarin (t. L, p. 35), — un rapport sur l'uniforme des officiers de vaisseau (p. 36), — un rapport sur le rang des enseignes de vaisseau (p. 37), — un rapport sur le salaire des ouvriers des ports (p. 661 et suiv.).

Grangeneuve, député de la Gironde. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les relations avec le roi (p. 81), — sur les droits des membres de l'Assemblée constituante à l'avancement dans la garde nationale parisienne soldée (p. 219), — sur la saisie, à Sierck, d'effets soupçonnés provenir du garde-meuble (p. 250), — sur les troubles d'Avignon (p. 342), — sur la cessation des fonctions des membres du comité des assignats institué par l'Assemblée constituante (p. 384). — Suppléant au comité militaire (p. 390). — Parle sur l'armement des gardes nationaux (p. 468), — sur les troubles de Marseille (p. 675), — sur les dépenses et recettes de la trésorerie nationale (p. 685), — sur les émigrants (p. 704 et suiv.), (p. 708), (p. 713). — Demande qu'il soit procédé à une nouvelle épreuve pour l'adoption de l'article 2 du projet de décret sur le remplacement des officiers (p. 737). — Parle sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 14), — sur les pensions (p. 158), — sur l'affaire Delattre (p. 348), (p. 353 et suiv.). — Membre du comité de surveillance (p. 370). — Parle sur une pétition de la ville de Lyon (p. 447), — sur le procès-verbal (p. 560), — sur une pétition du sieur Rutledge (p. 561), — sur une pétition du sieur Larcher (p. 595), — sur l'organisation de la marine (p. 665), — sur une adresse des officiers municipaux de Versailles (t. **XXXVI**, p. 3), — sur une pétition de la section du Théâtre-Français (p. 9), — sur le procès-verbal de la séance du 11 décembre 1791 (p. 26), (p. 28), — sur une lettre relative à l'état des villes frontières (p. 76), — sur une pétition de 800 citoyens de Paris (p. 81), — sur la correspondance avec le roi (p. 84), — sur l'affaire de Rauch (p. 93 et suiv.), (p. 99), (p. 105), — sur le message au roi (p. 120), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 293), — sur l'affaire du sieur Dutrehan (p. 319), — sur le dépôt par le ministre des affaires étrangères de pièces non signées (p. 371), — sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 382), — sur une dénonciation contre le sieur Guilloumot (p. 390), — sur les troubles des Feuillants (p. 426 et suiv.), — sur les chambres de commerce (p. 480). = 1792. — Fait un rapport sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 729 et suiv.). — Parle sur la proposition de faire suivre la date de l'ère vulgaire de la date de l'ère de la liberté sur les actes publics (t. **XXXVII**, p. 7), — sur l'administration des

Grangeneuve, député (*Suite*).

biens des princes mis en état d'accusation (p. 10), — sur les troubles de Perpignan (p. 58). — Fait une motion relative au rapport des décrets (p. 68). — Parle sur un don patriotique du sieur Gay (p. 72), — sur des adresses à l'Assemblée (p. 91), — sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 185 et suiv.). — Dénonce l'enrôlement du sieur Chaix pour l'armée des émigrés (p. 216 et suiv.). — Parle sur une pétition des sieurs Villegeyn et Chevalier (p. 432), — sur l'exécution des décrets rendus pour demander des comptes aux ministres (p. 447), — sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 582), — sur l'émigration des officiers de marine (p. 669), — sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 62), (p. 63), — sur la pétition d'Alexandre Créqui (p. 76), — sur les dénonciations contre Bertrand, ministre de la marine (p. 80 et suiv.), (p. 84), (p. 96); — sur la sanction des décrets (p. 199), — sur les chasseurs volontaires de la garde nationale parisienne (p. 434), — sur l'affaire Pelleport (p. 589), — sur l'absence de Lacombe, député de la Gironde (p. 607), — sur la réunion des députés hors séance (t. **XXXIX**, p. 36), — sur l'inscription au procès-verbal des députés convaincus d'avoir siégé dans des sociétés populaires pendant les séances de l'Assemblée (p. 39), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 59 et suiv.), — sur les secours à accorder à Latude (p. 108), — sur des souscriptions à des œuvres littéraires (p. 112), — sur la fabrication des assignats (p. 350), — sur les officiers supprimés (p. 362), — sur les affaires d'Arles (p. 621), (p. 628), — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 20), (p. 53); — sur les troubles d'Arles (p. 84), (p. 164); — sur des plaintes contre le ministre des contributions publiques (p. 185); — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 353), (p. 386); — sur les relations avec les puissances étrangères (p. 533). — Donne lecture d'une dénonciation contre de Narbonne, ancien ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 30 et suiv.). — Parle sur un incident provoqué par les spectateurs des tribunes (p. 90), — sur l'ordre des travaux (p. 555), — sur les lettres de commandement à temps à accorder dans les places de guerre (p. 577). — Fait un rapport sur un rassemblement de troupes dans le département des Bouches-du-Rhône (t. **XLII**, p. 129), — sur une découverte nouvelle d'îles dans la mer des Indes (p. 182). — Parle sur le rapport du décret relatif à la contribution patriotique des députés (p. 304). — Suppléant au comité de surveillance (t. **XLIII**, p. 204). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 209 et suiv.). — Membre du comité de législation (t. **XLIV**, p. 672). — Parle sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 687). — Guadet dénonce une tentative

Guadet, député (*Suite*).

toyens (p. 74 et suiv.); — sur les troubles des colonies (p. 86); — sur les ordres militaires et religieux supprimés (p. 89), — — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 405 et suiv.), (p. 412 et suiv.), (p. 454); — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 712), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 10), (p. 11), — sur le maximum des assignats à mettre en circulation (p. 130), — sur l'impression d'un discours de Rougier-La-Bergerie (p. 415). — Fait une motion d'ordre (p. 514). — Parle sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 570 et suiv.), — sur les troubles des Bouches-du-Rhône (p. 600 et suiv.), (p. 603); — sur la mise en accusation de Noailles (p. 609), — sur la déclaration de guerre à l'Autriche (t. **XLII**, p. 207). — Propose d'autoriser Narbonne, ancien ministre de la guerre, à rejoindre l'armée (p. 226). — — Parle sur la formation des légions (p. 338), (p. 339), — sur la nomination des aides de camp de généraux (p. 496), — sur la proposition de décréter d'accusation Marat et Royou (p. 711 et suiv.), (p. 714), sur le droit de récusation des hauts jurés par les accusés (t. **XLIII**, p. 180), — sur la justice militaire (p. 186), — sur les affaires d'Avignon (p. 217), — sur la justice militaire (p. 272 et suiv.), — sur les moyens de pourvoir à la tranquillité de Paris (p. 273). — Fait des motions d'ordre (p. 312), (p. 331). — Parle sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (p. 411 et suiv.), (p. 413), — sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (p. 464 et suiv.), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 518), (p. 520), — sur la communication de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (p. 540 et suiv.), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 548 et suiv.), (p. (550), (p. 551), — sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 579), (p. 582), (p. 585 et suiv.), (p. 599 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour réprimer les troubles religieux (t. **XLIV**, p. 71), (p. 72); — sur la déportation des prêtres réfractaires (p. 99), (p. 100). — Remet des dons patriotiques (p. 132). — Parle sur la conduite des gardes-suisses de Courbevoie (p. 191); — sur un brûlement de papiers à la manufacture de Sèvres (p. 192); — sur le licenciement de la garde du roi (p. 296 et suiv.), (p. 300), (p. 305); — sur un incident provoqué par Calvet (p. 307); — sur la suppression de la course en mer (p. 346 et suiv.); — sur le traitement des ministres (p. 438 et suiv.); — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 584); — sur la motion d'envoyer Raymond Ribes à l'abbaye (p. 577), — sur une lettre circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 22 et suiv), — sur la proposition de déclarer que le ministre de la guerre Servan emporte les regrets de la nation

Guadet, député (*Suite*).

(p. 160), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 208), (p. 210). — Accuse Jouneau d'avoir tenté d'assassiner Grangeneuve (p. 227), (p. 231), (p. 254). — Parle sur une lettre de La Fayette datée du camp de Maubeuge (p. 341), (p. 342). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Parle sur l'admission à la barre des citoyens du faubourg Saint-Antoine (p. 415 et suiv.), — sur la situation de Paris (p. 462), — sur la destitution des fonctionnaires (p. 539), — sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 541), (p. 543), — sur une pétition du général La Fayette (p. 653 et suiv.), — sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 671). — Donne lecture d'une lettre relative à une intrigue ayant pour but de faire rétrograder les armées (t. **XLVI**, p. 15). — Fait une motion d'ordre (p. 43). — Parle sur la proposition de prononcer la confiscation des biens des émigrés (p. 153), — sur la suspension du maire de Paris (p. 288), (p. 338 et suiv.), — sur des actes de juridiction faits par des juges de paix dans le château des Tuileries (p. 378), — sur la suspension du maire de Paris (p. 456), (p. 457). — Fait un rapport sur la conférence des membres de la commission extraordinaire des Douze avec le maréchal Luckner (p. 685). — Parle sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 26), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 79), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 95 et suiv.). — Remet des dons patriotiques (p. 118). — Demande au ministre des affaires étrangères les raisons pour lesquelles le ministre de France près la Cour de Mayence a quitté cette Cour sans congé (p. 133 et suiv.). — Présente un projet d'adresse au roi sur les moyens qu'il lui reste de reconquérir la confiance de la nation (p. 159 et suiv.). — Parle sur l'affaire Jouneau et Grangeneuve (p. 173 et suiv.), (p. 175), (p. 177), — sur la justification de Bureaux de Pusy (p. 267). — Sa déclaration relative aux propositions faites par La Fayette au maréchal Luckner (p. 268). — Parle sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 284). — Fait un rapport sur une pétition des fédérés de Marseille (p. 328 et suiv.), — un rapport sur le sort à faire aux militaires étrangers qui se réuniront sous les drapeaux de la France (p. 394 et suiv.). — Propose de décréter d'accusation le ministre de la guerre (p. 481 et suiv.). — Dépose des adresses (p. 489). — Propose de demander au roi s'il a des moyens suffisants pour empêcher les ennemis d'entrer dans le royaume (p. 608). — Parle sur la proposition de donner l'ordre aux fédérés de se rendre au camp de Soissons (p. 612). — Demande la nomination d'une députation de 12 membres chargée de se rendre à la maison commune (p. 639). — Présente un projet de décret sur l'organisation provisoire du minis-

Guernesey (Ile de) (*Suite*).

cès-verbal (*ibid.*). — Envoi d'une copie de cette déclaration (13 juin, p. 176).

Guéroux. Fait hommage à la nation d'un ouvrage intitulé : *La Journée de Marathon* (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 94).

Guéroux (Jacques-Eustache). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Guerrard, négociant au Havre. Demande une indemnité (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 492); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

Guerre.

§ **1er**. — *Dépenses et fonds pour la guerre.*

§ **2**. — *Déclaration et état de guerre.*

§ **3**. — *Objets divers.*

§ **1er**. — *Dépenses et fonds pour la guerre.* Le ministre présente l'état des dépenses (2 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 506 et suiv.); — Le roi demande qu'un fonds extraordinaire de 20 millions soit mis à la disposition du ministre pour les préparatifs de guerre (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 233); — — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*); — rapport par Gensonné (26 décembre, p. 403 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 406). — Le ministre de la guerre demande que l'Assemblée discute ce projet de décret (28 décembre, p. 474); — observations de Gensonné (*ibid.*); — ajournement jusqu'après la distribution du rapport et du projet de décret (28 décembre, p. 474); — *Discussion :* (29 décembre, p .600 et suiv.); — Brissot de Warville, Daverhoult, Ramond, Gensonné, rapporteur, Hérault de Séchelles, Condorcet, Mathieu-Dumas, Chéron-La-Bruyère (*ibid.* p. 613 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 620); — observations de Cambon et de Reboul (*ibid.*); — adoption du projet de décret (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.*). — Sur la demande d'un membre, il est fait une nouvelle lecture de la lettre par laquelle le ministre de la guerre par intérim prie l'Assemblée de délibérer incessamment sur le fonds de 20 millions (30 décembre, p. 643). — Adoption d'une modification au décret mettant ce fonds à la disposition du ministre (*ibid.*). — Texte définitif du décret (30 décembre, p. 654). — Le ministre de la justice retourne à l'Assemblée le décret du 29 décembre 1791 sur les préparatifs de guerre comme non revêtu des formes constitutionnelles (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 159); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p.162); — 3° Lettre du ministre de la guerre relative aux fonds nécessaires pour les préparatifs de guerre (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 221); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*); — rapport par Lafon-Ladebat (22 avril, p. 279); — projet de décret relatif aux sommes à mettre à la disposition du ministre (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 280). — Les commissaires

Guerre (*Suite*).

de la trésorerie nationale adressent diverses pièces relatives au service de la guerre sur les frontières méridionales (7 février 1792, (t. **XXXVIII**, p. 246); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

§ **2**. *Déclaration et état de guerre.* Vœu du 1er bataillon de la 2e division de la garde nationale parisienne relatif à la guerre (1er janvier 1792, t. **XXXVI**. p. 727). — Rapport fait au conseil du roi le 18 avril 1792 sur la déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 195 et suiv.); — proposition du roi relative à la déclaration de guerre (*ibid.* p. 199). — *Discussion :* Lasource, Rouyer, Daverhoult, Lremboure, Mailhe, Hua, Pastoret, Becquey, Daverhoult, Guadet, Basire, Dehaussy-Robecourt, Mailhe, Aubert-Dubayet, Quinette (*ibid.* p. 201 et suiv.); — l'Assemblée adopte la proposition et déclare la guerre au roi de Bohême et de Hongrie et charge le comité diplomatique de la rédaction du décret (*ibid.* p. 210); — rédaction proposée par le comité diplomatique (*ibid.* p. 217); — adoption avec modifications (*ibid.* et p. suiv.). — *Opinions non prononcées.* Opinion de Merlin (*ibid.* p. 218 et suiv.); — de Dubois-Du-Bais (*ibid* p. 219 et suiv.). — Le ministre de l'intérieur annonce qu'il a envoyé à tous les départements la loi portant déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême (*ibid.* p. 275). — Projet d'adresse au peuple français sur les motifs qui ont déterminé l'Assemblée à déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême proposé par Condorcet (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 210 et suiv.). — Eclaircissements sur le plan et les opérations de guerre fournis par le ministre des affaires étrangères (4 mai, p. 737 et suiv.). — Les ministres de la guerre et des affaires étrangères remettront les pièces relatives à ces opérations (*ibid.* p. 472); — texte du décret (*ibid.* p. 745). — Etat des places que le roi propose de mettre en état de guerre (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 617 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 618). — Rapport par Carnot-Feuleins sur l'état des places que le roi propose de mettre en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 130 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 131 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 132). — Lettre du ministre des affaires étrangères relative aux préparatifs de guerre de certaines puissances (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 199). — Le ministre des affaires étrangères annonce que la guerre avec l'Empire est prochaine (15 septembre, p. 671). — Lettre du ministre des affaires étrangères annonçant la guerre avec l'Empire comme prochaine (16 septembre 1792, t. **L**, p. 39). (*Pour la discussion sur l'opportunité de déclarer la guerre à l'Empereur,* voir *la discussion sur l'office de l'Empereur*).

§ **3**. *Objets divers.* Mémoires sur la nécessité d'affecter au département de la guerre le couvent des ci-devant Minimes à Lille et le couvent

Guilhaud-de-Letanche, député de la Vienne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 80).

Guilhou, député du Lot. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 388).

Guillard, poète lyrique. — Renvoi au comité de liquidation d'une lettre du ministre de l'intérieur relative à sa pension (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 575).

Guillaume, ancien député à l'Assemblée constituante. Dénonciation de sa pétition sur les événements du 20 juin (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 502). — Nouvelle dénonciation contre lui (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 344).

Guillaume, soldat citoyen de la section des Lombards. Fait un don patriotique (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 431).

Guillaume. Haut-juré du département de la Haute-Marne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Guillaume, directeur de la maison de commerce et de secours. Ecrit relativement à une plainte du département d'Eure-et-Loir (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 123). — Pétition relative à son arrestation (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 48); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur cette pétition (*ibid.* p. 49). — Pétition à son sujet (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 633). — Décret sur la reddition de ses comptes (15 septembre 1792, t. **L**, p. 17).

Guillaume *fils*, de Sainte-Menehould. — Présente une pétition (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 259). — Fait un don patriotique et demande une place dans la gendarmerie (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 45 et suiv.); — renvoi de la demande au comité militaire (*ibid.* p. 46). — Décret ordonnant la remise au trésorier des invalides d'une somme de 600 livres offerte par lui (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 342).

Guillemard. Fait hommage d'un exemplaire d'une nouvelle édition du *Contrat social* (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 45).

Guillerault, administrateur du département de la Nièvre. Fait un don patriotique (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139). Nommé à la Convention nationale (13 septembre, p. 608).

Guillioud, député de l'Isère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). = **1792**. — Fait un rapport sur la récompense à accorder à Jean Giraud et aux père et mère de César Augarde (t. **XLVIII**, p. 328).

Guillois, député du Morbihan. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Membre du comité de marine (p. 410). — Renonce à ce comité (p. 690). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). = **1792**. —

Guillois, député (*Suite*).

Membre du comité de marine (t. **XXXIX**, p. 394).

Guillot. Présente des vues de sûreté générale (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 107).

Guillot. Haut-juré du département de l'Aisne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Guillot, horloger. Présente une réclamation (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 362).

Guillot, maître de postes. Fait un don patriotique (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 640).

Guillot. Demande à partir aux frontières (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 17).

Guillot *aîné*. Fait hommage d'un exercice français sur les principes du droit naturel et politique (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 382).

Guillot-Delacour, ancien capitaine d'infanterie, lieutenant-colonel du 1er bataillon des volontaires de la Meuse. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 262).

Guillotin et **Petro**. Invitent l'Assemblée à une fête civique (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 296).

Guilloumot. Est dénoncé par Letailleur (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 389); — débat à ce sujet : Un membre, Chéron-La-Bruyère, Lacretelle, Grangeneuve, Cambon, Becquey (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour et renvoie les pièces au comité des pétitions (*ibid.* p. 390).

Guilly, lieutenant-colonel de gendarmerie. — Adresse relative à une inculpation faite contre lui au sujet de la détention de 4 soldats dans les prisons de Blois (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 450). — Renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Guimberteau, député de la Charente. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**. p. 56). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité féodal (p. 462). = **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 104).

Guinebaud, ex-député à l'Assemblée constituante. Fait un don patriotique (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 664).

Guingamp (Commune de). Don patriotique (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 583). — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Guingamp (District de). Les administrateurs demandent la suspension de la vente du monastère de Begars (26 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 436); — l'Assemblée décrète l'urgence et adopte un projet de décret portant suspension provisoire de la vente (*ibid.*). — Nombre et placement des notaires (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 175). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72).

Guirault. Mention honorable de sa conduite (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 343), (5 septembre, p. 377).

Guirault, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. XXXVII, p. 593). — Demande une tribune pour lui faciliter l'exercice de l'art logographique (29 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 6 et suiv.), — observations de Laureau, Broussonnet et Lequinio (*ibid.* p. 7); — la tribune lui est accordée (*ibid.*). — Demande audience (27 mars 1792, t. XL, p. 533). — Admis, il présente un logoscope ou machine à régler l'ordre de la parole (*ibid.* p. 544). — Motion de Romme relative à l'exécution définitive du décret du 29 janvier 1792 qui lui accorde une tribune pour lui faciliter l'exercice de l'art logotachigraphique (*ibid.* p. 544 et suiv.). — Adoption (*ibid.* p. 545 — Fait hommage d'une édition du discours prononcé par le roi dans la séance du 20 avril au matin et d'un rapport du ministre des affaires étrangères (20 avril 1792, (t. XLII, p. 210). — Demande un emplacement dans la maison des Feuillants pour y établir une imprimerie (19 août 1792, t. XLVIII, p. 393); — renvoi au comité d'inspection (*ibid.*).

Guis. — Voir *Guys et Bosque*.

Guise (District de). Plaintes contre le tribunal (21 novembre 1791, t. XXXV, p. 264 et suiv.).

Guisier. Haut-juré du département de la Seine-Inférieure (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 81).

Guitard, député du Cantal —1791. Est admis t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Suppléant au comité des domaines (p. 462). = 1792. — Fait un rapport sur les lettres de relief de laps de temps (t. XLV, p. 457 et suiv.). — Fait un rapport sur l'arrestation des sieurs Paris et Boulan (t. XLVI, p. 667). — Soumet à la discussion son rapport sur les lettres de relief de laps de temps en matière civile (t. XLVIII, p. 320). — Fait un rapport sur la dénonciation du sieur Forment:n (p. 321). — Son rapport sur les difficultés qui retardent le cours de la justice criminelle (t. L, p. 639 et suiv.).

Gumiot. Fait un don patriotique (22 juin 1792, t. XLV, p. 463.)

Gumpert, commandant de l'artillerie des gardes nationales de Saint-Hyppolyte. — Réclame le payement de sa pension (3 décembre 1791 t. XXXV, p. 556).

Guolet) Marc). Renvoi de sa pétition à la commune de Paris (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 421).

Gustineyer (Barbe-Eléonore), femme Bargence. Il n'y a pas lieu à accorder son extradition (23 mai 1792, t. XLIV, p. 56).

Gutenberg. Pétition demandant pour lui l'apothéose du Panthéon (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 498 et suiv.); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*, p. 501).

Guy-Lacroix, sous-officier licencié. Rapport par Calvet sur sa pétition (12 avril 1792, t. XLI, p. 511); — projet de décret tendant à lui accorder la faculté de rentrer au régiment (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 512).

Guyan. Fait un don patriotique (22 juin 1792, t. XLV, p. 463).

Guyane-française. Somme due pour l'habillement des bataillons (17 mai 1792, t. XLIII, p. 530). — Demande relative au départ du commissaire civil (6 juin 1792, t. XLIV, p. 663). — Rapport sur les troubles, par Levavasseur (14 juin 1792, t. XLV, p. 195 et suiv.). — Envoi de pièces par l'assemblée coloniale (19 juin, p. 364). — Des députés extraordinaires présentent un mémoire sur les événements dont cette colonie a été le théâtre (*ibid.* p. 400), — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Réorganisation de l'assemblée coloniale, des municipalités, etc. (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 127). — Dénonciation contre le gouverneur et plaintes des députés envoyés par cette colonie (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159); — renvoi au comité colonial (*ibid.* p. 160). — Combien elle nommera de députés à la Convention nationale (22 août, p. 621). — Déportation à la Guyane des prêtres réfractaires (26 août 1792, t. XLIX, p. 8).

Guyardet. Présente une adresse au nom de la commune de Meaux (18 août 1792, t. XLVIII, p. 356).

Guyardin. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 628).

Guyenne. Pétition relative aux fonds de l'ancienne généralité (29 juin 1792, t. XLV, p. 679); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 680). — Demande tendant à ce qu'on étende à cette ci-devant province la loi relative au remboursement des dettes des ci-devant pays d'Etats (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 205); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Observations de Depère sur le défrichement des landes (t. L, p. 722 et suiv.).

Guyes, député de la Creuse. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 60). — Prête serment (p. 234). = 1792. — Nommé à la Convention nationale (t. L, p. 119).

Guyet-Laprade. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. L, p. 33).

Guyomar. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 628).

Guyon, adjudant général de la garde nationale parisienne. Dénoncé pour avoir distribué des libelles (11 juin 1792, t. XLV, p. 85). — Réclame contre cette dénonciation (13 juin, p. 177 et suiv.).

Guyon (Dame). Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. XLIV, p. 176).

Guyot de Lacour, décoré de la croix de Saint-Louis. — Réclame l'exécution du décret concernant les grades militaires (27 octobre

Guyot de Lacour (*Suite*).

1791, t. **XXXIV**, p. 459). — Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Guys et Bosque, de Tabago. Rapport sur leur pétition (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 363 et suiv.). — Deuxième lecture du rapport sur leur pétition (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 324). — Troisième lecture du projet de décret sur leur pétition (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 40 et suiv.); — adoption de l'article 1er et rejet de l'article 2 du projet de décret (*ibid.* p. 41).

Guyton-Morveau, député de la Côte-d'Or. — **1791**. — Fait des rapports sur les élections de l'Aude, de l'Aveyron, des Bouches-du-Rhône, du Cantal, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Corrèze et du Calvados (t. **XXXIV**, p. 55 et suiv.), — les défend (p. 59). — Est admis (p. 60). — Secrétaire (p. 70). — Prête serment (p. 76). — Commissaire provisoire des archives (p. 139). — Propose une rédaction nouvelle du chapitre VI du règlement (p. 191). — Parle sur les émigrations (p. 320). — Membre du comité de la trésorerie nationale (p. 345). — Parle sur l'organisation intérieure des comités (p. 360). — Présente un projet de décret relatif au calcul des intérêts des sommes dues aux titulaires d'offices supprimés (p. 388). — Suppléant au comité de l'instruction publique (p. 498). — Parle sur les employés au service de l'Assemblée (p. 504), — sur la création d'assignats (p. 563), — sur un rapport du ministre de l'Intérieur sur les ponts et chaussées et les mines (p. 589 et suiv.), — sur la fabrication de la basse monnaie (p. 601 et suiv.). — Fait une seconde lecture de son projet de décret relatif aux intérêts des sommes dues aux titulaires d'offices supprimés (p. 604 et suiv.). — Parle sur les secours à accorder aux ci-devant employés de l'Assemblée constituante (p. 640), — sur les dépenses et recettes de la trésorerie nationale (p. 685). — Annonce l'arrestation du sieur Noireau, décrété d'accusation par l'Assemblée (t. **XXXV**, p. 287). — Parle sur l'organisation du comité des finances (p. 323), — sur l'élection des membres du comité de la trésorerie nationale (p. 335). — Fait un rapport sur l'établissement d'un bureau, dans la trésorerie nationale, pour la liquidation des offices supprimés (p. 381 et suiv.). — Parle sur une nouvelle émission d'assignats (p. 410), — sur la délivrance de petits assignats à la caisse d'échange du sieur Delamarche (p. 458), — sur les finances (p. 535). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (p. 598). — Parle sur l'ordre du jour (p. 649), — sur une création d'assignats (p. 651), — sur les remboursements (p. 677), — sur une émission de coupures d'assignats (t. **XXXVI**, p. 158 et suiv.). — Rend compte de la mission de la députation chargée de présenter un message au roi (p. 173). — Parle sur les caisses d'échange des assignats (p. 274). — Demande la mise à l'ordre du jour des projets de décret

Guyton-Morveau, député (*Suite*).

sur les finances (p. 304 et suiv.). — Parle sur une émission de coupures d'assignats (p. 326), — sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 332), (p. 337 et suiv.), — sur l'état des frontières (p. 461). — Présente une pétition du département de la Côte-d'Or (p. 466). = **1792**. — Parle sur le recouvrement d'une somme de 6 millions due au Trésor par les acquéreurs de l'ancien enclos des Quinze-Vingts (t. **XXXVII**, p. 4). — Fait lecture d'un décret relatif à la continuation des travaux du canal de Bourgogne (p. 26). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur l'établissement d'un bureau dans la trésorerie nationale pour la liquidation des offices supprimés (p. 101 et suiv.). — Parle sur l'administration des forêts (p. 136), — sur l'ordre du jour (p. 669), — sur la fabrication des monnaies (p. 673 et suiv.), — sur l'invention de Barthélemy de Recologne (t. **XXXVIII**, p. 54), — sur le recouvrement des impositions (p. 107), — sur l'ordre du jour (p. 175), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 253). — Fait un rapport sur la rectification d'erreurs dans des contrats de rentes viagères (p. 398 et suiv.), — sur la nomination de commissaires pour surveiller les achats de numéraire (p. 492 et suiv.), (p. 495). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur l'établissement d'un bureau de liquidation (p. 499 et suiv.), — le défend (p. 500), (p. 502). — Parle sur un arrêté du directoire du département de la Meurthe (p. 519), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 575). — Vice-président (p. 728). — Parle sur les enrôlements pour l'armée (t. **XXXIX**, p. 371 et suiv.). — Président (p. 377). — Propose de discuter le projet de décret sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XL**, p. 697). — Parle sur la question de l'aliénation des forêts nationales (p. 709), — sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XLI**, p. 22), (p. 28 et suiv.), — sur les finances (p. 221), — sur l'insuffisance de la loi relative aux certificats de résidence (p. 305), — sur la fixation de l'ordre du jour (t. **XLII**, p. 167). — Présente un don patriotique de l'Académie de Dijon (p. 594). — Parle sur la liquidation (t. **XLIII**, p. 255), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (p. 413). — Fait un rapport sur des rectifications d'erreurs dans des contrats de rentes viagères (p. 511 et suiv.). — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 578), (p. 599), (p. 607). — Propose d'envoyer aux départements le décret portant que le ministre de la guerre Servan emporte les regrets de la nation (p. 162). — Suppléant à la commission chargée d'examiner les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Rend compte de l'état des Tuileries dans la soirée du 20 juin (p. 431).

H

Haute-Cour nationale (*Suite*).

suiv.); — Dalmas, *rapporteur*, Goujon, Mouysset, Jouffret, Voysin de Gartempe, Gohier (3 janvier 1792, t. XXXVII, p. 29 et suiv.). — Discussion des articles : Art. 1er Ducastel, Thuriot, Delacroix, Ducastel, Dalmas, *rapporteur*, Crestin, Mouysset, Jouffret (*ibid.* p. 39 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 40). — Art. 2 : Pastoret, Couthon (*ibid.*); — adoption (*ibid*). — Art. 3 : Goujon, Mouysset, Ducastel, Thuriot (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 41). — Art. 4 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Art. 5 : Garran-de-Coulon, Gensonné, Dalmas, *rapporteur*, Goujon, Ducastel (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 6 : Aubert-Dubayet, Pastoret, Lemontey, Ducastel, Thuriot (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 42). — Art. 7 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Art. 8 : Lemontey, Dalmas, *rapporteur* (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 9 : Pastoret, Thuriot (*ibid.*), — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 10 et 11 (*ibid.* et p. suiv.). — Art. 12 : Plusieurs membres (*ibid.* p. 43); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 13 : Plusieurs membres (*ibid.*); — ajournement (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Articles additionnels proposés par Becquey (4 janvier, p. 67); — ajournement (*ibid.*). — Ducastel, au nom du comité de législation, demande si les accusés et le commissaire du roi pourront se pourvoir en cassation contre les jugements de la Haute-Cour (*ibid.* et p. suiv.); — observations de Delacroix, Voysin de Gartempe, Couthon, Thuriot (*ibid.* p. 68); — ordre du jour (*ibid.*). — Article additionnel présenté par Gensonné (*ibid.* p. 72); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Articles additionnels présentés par Gohier (*ibid.*); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 73). — Articles additionnels proposés par Pastoret (*ibid.*); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Articles additionnels présentés par Ducastel (*ibid.*); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Ces articles additionnels seront imprimés à la suite du rapport sur la question de savoir si les décrets d'organisation de la Haute-Cour sont sujets à la sanction (*ibid.*). — Le ministre de la justice rendra compte, dans la huitaine, des mesures qu'il aura prises pour mettre la Haute-Cour nationale en activité (9 janvier 1792, t. XXXVII, p. 187). — Projet de décret pour accélérer la formation de la Haute-Cour nationale et faciliter ses opérations, présenté par Mouysset (28 janvier 1792, t. XXXVII, p. 710 et suiv.): — adoption (*ibid.* p. 711). — Le ministre de la justice annonce qu'elle est en activité (12 février 1792, t. XXXVIII, p. 462). — Les grands procurateurs demandent que le commissaire du tribunal du district d'Orléans soit autorisé à se faire remplacer pour qu'il puisse se consacrer aux affaires de la Haute-Cour nationale (21 février 1792, t. XXXVIII, p. 718); — projet de décret présenté par Mouysset (*ibid.* et p. suiv.). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur la demande d'interprétation de l'article 21 de la loi du 15 mai 1791 relative à la formation de la Haute-Cour nationale (25 mai 1792, t. XLIV, p. 273). — Il n'y a pas lieu d'autoriser les grands juges à commettre dans le voisinage des témoins, des juges pour recevoir leurs dépositions (20 juin 1792, t. XLV, p. 407). — Le pouvoir exécutif rappellera la Haute-Cour à l'exécution des lois sur la formation des jurés (10 juillet 1792, t. XLVI, p. 303).

§ 2. *Question sur la sanction des décrets qui sont relatifs à la Haute-Cour.* — Rapport par Dalmas sur la question de savoir si les décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale sont sujets à la sanction du roi (4 janvier 1792, t. XXXVII, p. 68 et suiv.); — débat sur l'ajournement : Couthon, Becquey, Mailhe, Lecointe-Puyraveau, Bigot de Préameneu, Gérardin (*ibid.* p. 69 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 72). — Les articles additionnels au décret sur l'organisation de la Haute-Cour seront imprimés à la suite du rapport de Dalmas (*ibid.* p. 73). — Suite de la discussion sur la question de savoir si les décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale sont sujets à la sanction du roi : Un membre, Basire, Lacépède, Dalmas, rapporteur, Couthon, Bigot de Préameneu, Lecointe-Puyraveau, Navier, Vergniaud, Goujon, Mailhe, Lacombe-Saint-Michel, Emmery, Delacroix, Voysin-de Gartempe, Lacépède (7 janvier, p. 117 et suiv.); — Gohier, Lagrévol, Gérardin, Merlin, Isnard, Gensonné, Lasource, Delacroix, Viénot-Vaublanc, Cambon, Ducos, Becquey, Merlin, Ducastel, Grangeneuve, Ramond, Aubert-Dubayet, Reboul (9 janvier, p. 176 et suiv.); — ajournement indéfini de la question (*ibid.* p. 187). — *Opinions non prononcées.* Opinions de Gausserand (9 janvier 1792, t. XXXVII, p. 188 et suiv.). — de La Boissière (*ibid.* p. 190 et suiv.), — de Mathieu Depère (*ibid.* p. 191 et suiv.), — de Torné (*ibid.* p. 192 et suiv.), — de Mouysset (*ibid.* p. 198 et suiv.).

§ 3. — *Grands juges et commissaires du roi.* Décret pour leur nomination (12 novembre 1791, t. XXXV, p. 40), (21 novembre, p. 270). — Commissaires du roi pour assister au tirage des 4 grands juges (22 novembre, p. 289). — Tirage au sort des 4 grands juges (*ibid.* p. 290); — leurs noms (*ibid.*); — procès-verbal de la nomination (*ibid.* p. 296). — Décret qui fixe leur départ pour Orléans (1er décembre, p. 501). — Demandent qu'on leur fasse parvenir les lois et décrets qui leur sont nécessaires pour remplir leur mission et que le local destiné à leurs séances soit mis dans un état convenable (23 décembre 1791, t. XXXVI, p. 324); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de la justice remettra aux grands juges des expéditions de leur nomi-

Haute-Cour nationale (*Suite*).

nation (3 janvier 1792, t. XXXVII, p. 41). — Le ministre de la justice rend compte de l'envoi du procès-verbal de l'élection des grands juges (30 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 11). — Demande relative au remplacement du commissaire du roi dans ses fonctions au tribunal du district d'Orléans (21 février, p. 718). — Le commissaire du roi demande un secrétaire-commis. — Renvoi au comité des décrets (28 mars, t. XL, p. 626). — Les grands juges écrivent relativement à l'instruction du procès des sieurs Varnier, Tardy et Noirot (28 juillet 1792, t. XLVII, p. 224). — Adresse d'adhésion des grands juges (18 août 1792, t. XLVIII, p. 335). — Lettre sur les inculpations qui leur sont faites (27 août 1792, t. XLIX, p. 38). — Demandent qu'il soit statué sur une nouvelle organisation de la Haute-Cour (11 septembre, p. 580). — Lettre sur les inconvénients qui résultent du séjour des hauts-jurés à Orléans (13 septembre, p. 619). — Tirage à faire pour le remplacement d'Albaret (19 septembre 1792, t. L, p. 141). — Nomination de Bazenerie (*ibid.* p. 149).

§ 4. — *Grands procurateurs de la nation.* Décret pour leur nomination (12 novembre 1791, t. XXXV, p. 40), (21 novembre, p. 270); — scrutins pour leur nomination (22 novembre, p. 301), (23 novembre, p. 313), (24 novembre, p. 336). — Décret qui fixe leur départ pour Orléans (1er décembre, p. 501). — Motion de Garran-de-Coulon au sujet de leurs rapports avec le ministre de la justice et de leur départ pour Orléans (12 décembre 1791, t. XXXVI, p. 33); — observations du ministre de la justice (*ibid.*); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 34). — Annoncent leur arrivée à Orléans et demandent l'envoi des pièces relatives à leurs fonctions (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 471). — L'envoi des pièces aux grands procurateurs sera faite par les secrétaires de l'Assemblée (*ibid.* p. 472). — Lettre des procurateurs au sujet d'un local destiné à la Haute-Cour (19 janvier, p. 499 et suiv.); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 500). — Ecrivent au sujet de la perte des pièces relatives à l'affaire des sieurs Silly, Loyauté et Meyet (26 janvier, p. 667), (27 janvier, p. 688). — Ils correspondront directement avec le comité des décrets (27 janvier, p. 689). — Accusent réception des pièces relatives aux sieurs Varnier et Delattre et annoncent que la Haute-Cour doit entrer en activité le 3 février (3 février 1792, t. XXXVIII, p. 105). — Il leur est accordé un commis (*ibid.*). — Demandent que le commissaire du roi près le tribunal du district d'Orléans soit autorisé à se consacrer entièrement aux officiers de la Haute-Cour (21 février, p. 718). — Posent diverses questions au sujet de Delessart (22 mars 1792, t. XL, p. 358). — Proposent des moyens pour diminuer les frais d'instruction (1er juin 1792, t. XLIV, p. 455). — Se plaignent de ce qu'on ne fasse pas lecture des lettres qu'ils écrivent et sollicitent des solutions sur différents objets (6 juin, p. 668). — Ecrivent au sujet du retard dans l'envoi des pièces relatives aux crimes de lèse-nation (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 146). — Regrettent de ne pouvoir assister à la fédération (12 juillet, p. 382). — Ecrivent relativement à la faculté donnée aux accusés de faire entendre, aux frais de la nation, autant de témoins qu'il leur plaît (16 juillet, p. 517). — Dénoncent une lettre signée *Monnier* insérée dans le *Journal général du département du Loiret* (p. 589). — Il leur est accordé un secrétaire-commis (20 juillet, p. 683). — Ecrivent relativement aux scellés de Cossé-Brissac (5 août 1792, t. XLVII, p. 491). — Annoncent l'acquittement du sieur Delattre (9 août, p. 594). — Se plaignent de ce que le sieur Labigne ne soit pas encore transféré à Orléans (16 août 1792, t. XLVIII, p. 297). — Envoient leur serment à l'Assemblée (18 août, p. 357). — Se plaignent de n'avoir pas été avisés du décret qui suspend de leurs fonctions les commissaires du roi (23 août, p. 662). — Annoncent la condamnation à mort du sieur Duléry (29 août 1792, t. XLIX, p. 83). — Prêtent serment (11 septembre, p. 563). — Proposition de les rappeler à leurs fonctions. — Renvoi au comité de législation (12 septembre, p. 580). — Seront invités à accélérer le jugement des actes d'accusation portés contre les princes français émigrés et autres prévenus (13 septembre, p. 619). — Demandent une décision au sujet de plusieurs accusés dans l'affaire de l'Ardèche (17 septembre 1792, t. L, p. 66). — Leur lettre relative aux hauts-jurés et aux témoins de la Haute-Cour nationale (19 septembre, p. 126 et suiv.).

§ 5. — *Emplacement de la Haute-Cour.* Lettres des grands procurateurs concernant cet objet (19 janvier 1792, t. XXXVII, p. 499); (26 janvier, p. 667). — Rapport à faire sur les réparations dont est susceptible le local de la Haut-Cour (12 avril 1792, t. XLI, p. 551). — Rapport et projet de décret sur les mesures à prendre pour procurer à la Haute-Cour un lieu convenable pour la tenue de ses séances (19 avril 1792, t. XLII, p. 159); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à son installation dans la maison de la Visitation (7 mai 1792, t. XLIII, p. 60); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à son placement (15 mai 1792, p. 396); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Lettre des grands juges relative à cet objet (30 mai 1792, t. XLIV, p. 349); — renvoi au comité de division et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Projet de décret sur l'emplacement définitif de la Haute-Cour dans la maison des Ursulines, à Orléans (20 juin 1792, t. XLV, p. 407); — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (21 juin, p. 433).

Haute-Cour nationale (*Suite*).

§ **6**. — *Sûreté et garde des prisonniers. — Gendarmerie employé près la Haute-Cour.* Etablissement d'un corps de garde dans l'intérieur des bâtiments (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 551), —Pétition de plusieurs citoyens d'Orléans relative au peu de sûreté des prisons (22 mai 1792, t. **XLIV** p. 5); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Projet de décret et projet de règlement concernant le régime intérieur et la sûreté de la maison de justice près la Haute-Cour nationale (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 66 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 68). — Rapport à faire sur un complot form épour enlever les prisonniers (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 7); — rapport (*ibid.* p. 10); — décret relatif à la sûreté des prisonniers (*ibid.*) — Pétition relative à leur transfert dans une autre ville (2 septembre, p. 215). — Décret relatif à leur transfert dans les prisons du château et de la ville de Saumur (2 septembre, p. 221 et suiv.). On annonce que ce décret a été exécuté (4 septembre, p. 337). — Lettre annonçant que la loi a été violée et que les prisonniers sont en route pour Paris (5 septembre, p. 353); — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.*); — rapport et projet de décret sur les mesures à prendre pour la sûreté des prisonniers (*ibid.* p. 372); — adoption (*ibid.*). — Rapport des commissaires envoyés à Orléans en vertu de la loi du 26 août et chargés ensuite de l'exécution de celle du 2 septembre (11 septembre, p. 566 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 571). — Rapport par Oudot sur l'indemnité due aux gendarmes de service à la Haute-Cour (18 mars 1792, t. **XL**, p. 98 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 99). — Discussion du projet de décret sur l'indemnité due aux gendarmes de service à la Haute-Cour (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 5 et suiv.); —adoption (*ibid.* p. 6); texte du décret définitif (*ibid.*). — Les officiers déclarent qu'ils sont contents de leur solde et renoncent à toute indemnité (18 avril, p. 61), (19 avril, p. 181). — Fonctions de la gendarmerie auprès de la Haute Cour (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 555 et suiv.)

— Voir *Gendarmerie nationale*.

§ **7**. — *Costumes. — Traitements et dépenses.* — Lettre du ministre de la justice concernant le traitement du greffier. — Renvoi au comité de législation (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 388). — Règlement sur le costume des juges, commissaire du roi et greffier (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 44). Lettre du ministre de l'intérieur relative aux dépense de l'établissement de la Haute-Cour (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550). — Décret sur le payement des frais de correspondance avec l'Assemblée (18 mars 1792, t. **XL**, p. 99). — Demande du district d'Orléans relative à l'acquittement des dépenses de la maison de justice (23 mars, p. 432). — Lettre du ministre de l'intérieur au sujet d'une dépense jugée nécessaire dans l'auditoire de la Haute-Cour (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 98). — Demande en remboursement d'une dépense de 105 livres (5 avril, p. 227). — Etat des dépenses de la Haute-Cour depuis son établissement (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 63). — Demande relative au traitement du greffier et de ses commis (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 112 et suiv.). — Fonds pour le payement des hauts-jurés (26 mai, p. 138). — Etat des dépenses faites pour le greffe de la Haute-Cour (31 mai, p. 394). — Pour combien la Haute-Cour est comprise dans les dépenses de 1792 (1[er] juin, p. 435). — Observations relatives au traitement du commis du greffiers (6 juin, p. 668). — Payement à faire par la trésorerie nationale (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 497). — Il n'y a pas lieu d'augmenter le traitement du greffier (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 76). — Franchise des lettres accordées (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 233). —

§ **8**. — *Opérations. — Instructions. — Frais. — Jugements.* Observations sur la question de savoir si les jugements de la Haute-Cour pourront être cassés (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 67 et suiv.). — Le ministre de la justice rendra compte des mesures prises pour mettre en activité la Haute-Cour (9 janvier, p. 187). — On annonce qu'elle est en activité (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 462). Le comité des décrets rendra compte de l'état des procédures instruites à la Haute-Cour (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 138), — rapport par Oudot (28 mai, p. 178 et suiv). — Proposition pour diminuer les frais d'instruction (1[er] juin p. 455), — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Plaintes sur la lenteur des opérations (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 128). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur la proposition des grands procurateurs de la nation d'autoriser les quatre grands juges à commettre, dans le voisinage des témoins, des juges pour recevoir leurs dépositions (20 juin, p. 407). — Etat des procédures instruites à la Haute-Cour (20 juin, p. 411). — Rapport à faire sur les mesures qu'il convient de prendre pour hâter l'expédition des procès (16 août, t. **XLVIII**, p. 291). — Les jugements de la Haute-Cour ne peuvent pas être soumis au tribunal de cassation (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 95).

§ **9**. *Propositions sur une nouvelle organisation ou dissolution.* — Pétition demandant sa translation à Paris (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 38 et suiv.); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 39). — Décret relatif aux mesures à prendre pour hâter l'expédition des procès dont elle est saisie (16 août, p. 291). — Projet de décret relatif à son mode d'organisation (24 août, p. 693); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Rapport par Gensonné sur son mode d'organisation (25 août, p. 702 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 704); — adoption (*ibid.*). — Des commissaires de la commune de Paris

Haute-Cour nationale (*Suite*).

demandent la suppression de la Haute-Cour nationale (23 août, p. 672). — Pétition du sieur Caillemer demandant le licenciement de la Haute-Cour nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 629 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 630).

— Voir *Accusés.* — *Assemblée nationale législative.* — *Gendarmerie nationale.* — *Hauts-jurés.* — *Prisonniers de la Haute-Cour.* — *Procurateurs de la nation* (*Grands*). — *Témoins.*

Haute-Isle (Commune de). Réclame contre l'aliénation à une commune voisine d'un bien national (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Hautraye, officier de marine. Demande à à être admis à la barre (15 mars 1792, t. **XL**, p. 21). — Admis, il demande la modification du décret du 15 mai 1791 sur l'organisation de la marine (*ibid.* p. 30).

Hauts-jurés. Décret relatif à la vérification de leurs pouvoirs (5 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 640). — Sur la motion de Gensonné, l'Assemblée décrète que son comité de législation lui présentera la liste des citoyens nommés à cette qualité (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 40); — envoi par Camus, archiviste, de la liste des hauts-jurés (13 novembre, p. 53); — renvoi au comité de division des procès-verbaux des nominations (*ibid.*); — rapport au nom du comité de division (15 novembre, p. 79); — projet de décret (*ibid.* p. 80); — adoption (*ibid.*); — liste des départements qui ont envoyé leur procès-verbal de nomination avec l'état nominatif des personnes nommées et dont les pouvoirs sont déclarés vérifiés (*ibid.* et p. suiv.), (24 novembre, p. 350 et suiv.); — Le ministre de la justice transmet les procès-verbaux qui n'avaient pas encore été envoyés (7 décembre, p. 622). — Le ministre de la justice transmet des procès-verbaux de nomination des hauts-jurés (13 décembre 1792, t. **XXXVI**, p. 76); — rapport sur ces élections au nom du comité de division (24 décembre, p. 335); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Lettre du ministre de la justice, sur l'établissement des hauts-jurés (26 décembre, p. 411 et suiv.); — observations de Gérardin (*ibid.* p. 412); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Lettre du ministre de la justice contenant le procès-verbal d'élection des hauts-jurés du département de l'Allier (*ibid.*); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Le comité de division rendra compte de l'état des hauts-jurés (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 471 et suiv.). — Le pouvoir exécutif écrira aux départements de Paris et de la Haute-Loire pour les presser de faire parvenir les procès-verbaux des nominations de leurs hauts-jurés (21 janvier, p. 573). — Le ministre de la justice annonce

Hauts-jurés (*Suite*).

l'envoi des procès-verbaux d'élection des hauts jurés du département de la Haute-Loire et du département de Paris (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 11); — les noms des hauts-jurés nommés par ces deux départements seront ajoutés aux états déjà dressés (31 janvier, p. 37). — La liste des hauts-jurés sera présentée dans la séance du 1er février (*ibid.* p. 38). — Il est fait lecture de cette liste (1er février, p. 57). — Pétition des sieurs Noireau, Tardy et Varnier au sujet d'une erreur dans la liste des hauts-jurés (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 687). — Lettre du ministre de la justice relative à une erreur dans la rédaction de la liste des hauts-jurés (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 156); — renvoi au comité de législation (*ibid.*); — adoption d'une rectification (28 avril, p. 479). — Rapport par Euvremer sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés (25 avril p. 375 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 377); — observations de Jouffret (*ibid.*); — ajournement à trois jours (*ibid.* p. 378). — Discussion générale du projet de décret sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés; Euvremer, rapporteur (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 177 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 178). — *Discussion des articles :* Jouffret, Lagrévol, Goujon, Bigot de Préameneu, Mouysset, Voysin de Gartempe, Jouffret, Quinette, Guadet, Thuriot, Euvremer, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Adoption du projet de décret relatif à la récusation des hauts-jurés (29 mai, p. 273). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une motion de Regnault-Beaucaron relative au payement de l'indemnité qui leur est due (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50). — Réclamation au sujet du payement de l'indemnité qui leur est due (26 mai, p. 138); — décret (*ibid.*). — Les hauts-jurés demandent une indemnité de 5 livres par poste pour frais de voyage et le payement d'une somme de 18 livres par jour (31 mai, p. 394); — ordre du jour motivé sur ce qu'il existe une loi fixant cette indemnité (*ibid.*). — Demande relative à la marche à suivre à leur égard (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 422); — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.*). — Inconvénients de leur séjour à Orléans (13 septembre, p. 619). — Lettre des grands procurateurs relative aux hauts-jurés (19 septembre, t. **L**, p. 116 et suiv.).

— Voir *Cumul.*

Hauvès, maire de la commune de Saint-Germain-la-Campagne, district de Bernay. Remet un don patriotique au nom de la commune (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 420).

Haüy, instituteur des aveugles-nés. Invite l'Assemblée à assister à la messe qui sera célébrée en l'honneur de la réunion de l'établissement des sourds et muets avec celui des aveugles-nés (29 octobre 1791, t. **XXXIV**,

Haüy (*Suite*).
p. 501). — Présente une pétition en faveur des aveugles (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 461). — Plaintes de plusieurs aveugles contre lui (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 506).

Havard, greffier de juge de paix. Demande s'il doit tirer au sort ou s'il est simplement soumis à la taxe de remplacement (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 576).

Haveaux (Suzanne-Elisabeth). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 512).

Havin. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Havre (Commune du). Adresse des citoyens et capitaines offrant plusieurs navires pour l'expédition des colonies (2 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 603); — mention honorable au procès-verbal et renvoi au comité colonial (*ibid.* p. 604). — Pétition concernant les troubles des colonies (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 660). — Les officiers municipaux dénoncent une nouvelle espèce de billets de confiance (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 599); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Pétition concernant les contributions (27 mars 1792, t. **XL**, p. 545). — Délibération du conseil municipal relativement à la libre circulation des grains (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 468). — Fonds accordés pour les travaux des fortifications (16 avril, p. 704). — Don patriotique du curé de Saint-François et de son épouse (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 321). — Somme due à plusieurs fournisseurs (17 mai, p. 529). — Annonce du refus fait par l'amirauté d'expédier un chargement d'avoine pour le port de Marseille (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 47); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Demande d'un remboursement de 488 livres 10 sols (27 mai, p. 155); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Don patriotique de plusieurs merciers, boulangers, cordonniers, plâtreurs et autres artisans et ouvriers (28 mai, p. 175). — Pétition relative à une lettre du général La Fayette (28 juin 1792, t. **XLV**, p. 644). — Adresse relative aux événements du 20 juin (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 163). — Etablissement de deux commissaires de police (*ibid.* p. 194). — Don patriotique de plusieurs citoyens (10 juillet, p. 296). — Pétition (15 juillet, p. 498). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 381). — Adresse de dévouement (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 163). — Les citoyens demandent des armes (*ibid.* p. 164). — Mention honorable du patriotisme des membres du bureau municipal (7 septembre, p. 422). — Adresse d'adhésion (10 septembre, p. 533). — Pétition des ouvriers cordiers pour obtenir une augmentation de salaire (12 septembre, p. 578). — Prestation de serment des canonniers (*ibid.* p. 590). — Lettre des commissaires de l'Assemblée

Havre (Commune du) (*Suite*).
envoyés dans cette ville (19 septembre 1792, t. **L**, p. 151).

Port. Somme due au trésorier (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 529).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20).

Hay, sous-lieutenant de dragons. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Haye (Lucile de), citoyen-soldat. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530).

Hazebrouck (Commune d'). Le directoire du département demande que l'Assemblée prononce sur la conduite de la municipalité relativement aux troubles (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 410); — renvoi aux comités de surveillance et de législation réunis (*ibid.*).

Hazebrouck (District d'). Adresse d'adhésion des administrateurs du conseil général (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 423).

Hébert (André), député de Seine-et-Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). = **1792**. — Membre de la commission centrale (t. **XXXVIII**, p. 203).

Hébert (Louis-Joseph), député de l'Eure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur une pétition du sieur Sébire (t. **XXXVII**, p. 158), — sur le recrutement de l'armée (p. 558), (p. 603), — sur le serment des officiers des régiments de ligne (p. 719), — sur l'élargissement de recrues pour le service espagnol (p. 730), — sur le traitement des troupes en campagne (t. **XXXVIII**, p. 600), — sur la viande fraîche à fournir aux garnisons des frontières (p. 720), (p. 722), — sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (t. **XXXIX**, p. 115), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 122), — sur le sort à faire aux invalides (p. 226). — Membre du comité militaire (p. 373). — Parle sur les troubles de l'Eure (p. 392), — sur les règlements militaires (p. 405), — sur le procès-verbal du 6 mars 1792 au matin (p. 430), — sur l'habillement des volontaires nationaux (t. **XL**, p. 667), — sur une dénonciation contre Narbonne, ex-ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 94), — sur une adresse du 5e régiment d'artillerie (p. 102), — sur les lettres de commandement à temps à accorder dans les places de guerre (p. 577), — sur l'établissement de payeurs généraux des armées (t. **XLII**, p. 451), — sur la composition des conseils de discipline (t. **XLIII**, p. 246 et suiv.), — sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 516). — Fait une motion d'ordre (p. 604), (p. 610). — Fait un rapport sur l'indemnité à accorder au sieur Millot (t. **XLIV**, p. 356 et suiv.). — Parle sur une pétition d'invalides (p. 399), — sur la situation des gardes du roi licenciés (p. 443). — Demande l'envoi de Chabot à l'Abbaye (p. 564). — Parle sur le service de la garde nationale de Paris (p. 645), — sur la suppres-

Hennequin, député (*Suite*).

— Fait la deuxième lecture du projet de décret concernant les ci-devant procureurs aux Chambres des comptes et Cour des aides de Rouen (t. **XL**, p. 31). — Fait un rapport sur la liquidation des officiers ministériels de la ci-devant sénéchaussée de Beaujolais (p. 41. — Soumet à la discussion son rapport sur les pensions accordées sur la caisse des invalides de la marine (p. 161). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur la liquidation des offices ministériels de la ci-devant sénéchaussée de Beaujolais (p. 700). — Fait la troisième lecture du projet de décret concernant une erreur de nomenclature dans le classement des ci-devant procureurs aux Chambres des comptes et Cour des aides de Rouen (t. **XLI**, p. 212 et suiv.), — la 3e lecture du projet de décret concernant les réclamations des officiers ministériels de la ci-devant sénéchaussée de Beaujolais (p. 512). — Propose de verser une somme de 12,000 livres à titre de récompense publique aux soldats de l'armée de Lafayette les plus soumis à la discipline (t. **XLIII**, p. 25). — Son opinion, non prononcée, sur les dénonciations contre La Fayette (t. **XLVII**, p. 585 et suiv.). — Prêtele sermentdu 10 août (t. **XLVIII**, p. 91).

Hennequin (François). — Sa pétition pour faire compenser les créances qu'il a sur la nation avec le prix des biens nationaux qu'il a acquis (17 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 254).

Hennequin, géographe de l'Assemblée nationale. — Fait hommage d'une carte de la France au 1er octobre 1791 (7 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 116). — Fait hommage d'une carte des environs de Paris (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 219), (4 septembre, p. 340). — Fait des propositions pour étendre les connaissances topographiques (12 septembre, p. 595).

Hennequin d'Herbouville, ancien commandant de bataillon. Sollicite le payement de sa pension (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 283); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Sollicite un rapport sur son affaire (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 291). — Rapport sur sa réclamation (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 86 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 87).

Hennet. Fait hommage d'un ouvrage sur le divorce (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 583).

Henri IV. Charles Lambert demande que les honneurs du Panthéon soient décernés à sa mémoire (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 454); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Dépôt aux archives d'un procès-verbal trouvé dans le corps du cheval de bronze renversé sur la place Dauphine (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 115).

Henriey (Antoine). Fait un don patriotique (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 59).

Henrion, homme de loi. Présente un mémoire sur la promulgation des lois (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 575). — Présente des vues sur l'armée (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120).

Henriot. Prête serment (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444).

Henry (François-Joseph), député-suppléant de la Haute-Marne. — **1791.** — Proposition de l'admettre en remplacement de Landrian (t. **XXXV**, p. 724); — renvoi au comité de division (*ibid.*) — Est admis en remplacement de Landrian, déclaré non élu (t. **XXXVI**, p. 313). — Prête serment (*ibid.*). = **1792.** — Suppléant au comité de législation (t. **XLIV**, p. 673). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 207 et suiv.). — Présente un projet de décret concernant l'affichage des demandes de certificats de résidence (t. **XLVII**, p 596). — Fait un rapport sur les mesures à prendre à l'égard des femmes enceintes condamnées au carcan (t. **XLIX**, p. 140). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Thiercelin t. **L**, p. 31 et suiv.).

Henry (Pierre-Paul), député du Cantal. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 125). — Parle sur l'alternat entre Aurillac et Saint-Flour (p. 357). — Membre du comité de division (p. 450). = **1792.** — Fait la première lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses d'Aurillac (t, **XL**, p. 356), - la seconde lecture du projet de décret (t. **XLI**, p. 51), — la troisième lecture (p. 635 et suiv.). — Parle sur l'envoi d'une adresse à l'armée (t. **XLII**, p. 223).

Henry, député, sans autre désignation. — **1792.** — Parle sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (t. **XLVII** p. 326). — Présente un projet de décret sur la pétition du sieur Démery (t. **XLIX**, p. 31). Parle sur l'affaire de la demoiselle Sophie (p. 677).

Henry (Jean-Joseph), prêtre habitué à Virton. Prévenu d'embauchage, le premier juge du tribunal de Longuyon demande qu'il soit décrété d'accusation (11 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 220); — renvoi aux comités de législation et de surveillance réunis (*ibid.* p. 221). — Il est décrété d'accusation (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 461). — Texte de l'acte d'accusation contre lui (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 110).

Henry, secrétaire-commis des bureaux de l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, 283). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159).

Henry-Larivière, député du Calvados. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Parle sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 15), — sur le remplacement des officiers (p. 386). = **1792.** — Parle sur les troubles de Caen (t. **XXXVII**, p. 623), — sur le serment à prêter par la garde du roi (t. **XXXVIII**, p. 476), — sur une réponse du 12e bataillon de chasseurs à Fabiani (p. 605),

Henry-Larivière, député (*Suite*).

— sur la comparution à la barre du sieur Manneville (p. 728), — sur une adresse des volontaires nationaux de l'Allier (p. 742). — Fait une motion relative aux pièces jouées sur les théâtres de Paris (t. **XXXIX**, p. 76). — Parle sur les secours à accorder à Latude (p. 108), — sur les affaires d'Avignon (p. 259). Fait une motion relative au service dans la garde nationale (p. 378). — Parle sur les biens des émigrés (p. 390), — sur les accusations portées contre Delessart (p. 546). — Fait une motion au sujet d'une réponse de l'Empereur au ministre des affaires étrangères (p. 597 et suiv.). — Parle sur les accusations portées contre le ministre de la justice (p. 599), — sur la conduite de la municipalité de Poitiers (t. **XL**, p. 184), — Fait une motion d'ordre (t. **XLI**, p. 601). Parle sur l'organisation de l'instruction publique (t. **XLII**, p. 245 et suiv.), — sur la contribution patriotique des députés (p. 305), — sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 714), — sur la conduite des opérations de guerre (p. 742). — Présente un projet d'adresse à l'armée (t. **XLIII**, p. 111). — Parle sur la police de Paris (p. 424), — sur les troubles religieux (p. 438), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 550), (p. 551). — sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (p. 565), — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 582), — sur l'arrestation de plusieurs Cent-Suisses à Belfort (p. 627), — sur les troubles religieux (t. **XLIV**, p. 63), (p. 67 et suiv.), (p. 96), (p. 136), — sur le licenciement de la garde du roi (p. 301 et suiv.), — sur un incident provoqué par Calvet (p. 308), — sur une déclaration du commandant général de la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 44), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 251 et suiv.). — Demande que les membres présents à la séance de la nuit du 9 au 10 août se fassent inscrire (t. **XLVII**, p. 623). — Parle sur l'excitation qui existe dans Paris (p. 650), (p. 651). — Commissaire pour l'inventaire des papiers du château des Tuileries (t. **XLVIII**, p. 92). — Donne lecture de pièces trouvées dans les appartements du roi (p. 182 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 626). — Parle sur l'acte d'accusation contre Barnave (t. **XLIX**, p. 11); — sur une proposition de Jean Debry (Aisne) de lever un corps spécial de 1,200 hommes (p. 13). — Dénonce des vols commis aux Tuileries (p. 112). — Demande la comparution à la barre du président de la municipalité de Paris (p. 142). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Secrétaire (p. 394). — Parle sur la destruction des pétitions dites des 8,000 et des 20,000 (p. 477). — Nommé à la Convention nationale (p. 533). — Parle sur le projet de décret relatif au divorce (p. 713). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 104).

Henry (Pierre) **dit Dubois**. — Voir *Dubois*.

Henry-Praden, gendarme. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 642).

Hentz, juge de paix du canton de Sierck. — Fait hommage d'un ouvrage contre le fanatisme (8 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 657).

— Voir *Sierck*.

Héran (D'). Fait un don patriotique (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 651).

Hérault (Département de l'). — Lettre du ministre de l'intérieur relative à la translation du directoire dans la ville de Montpellier (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 284); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Réclamation la garde nationale au sujet d'une calomnie contre elle (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 38). — Adresse relative à l'armée du Midi (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 290). — Lettres sur le zèle patriotique des habitants (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 131), (23 août, p. 663), (p. 664). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72). — Décret sur la circulation des grains (31 août, p. 137 et suiv.).

Administrateurs. Mention honorable de leur civisme (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 505).

Directoire. Pétition au sujet des troubles d'Arles, d'Avignon et de Carpentras (17 mars 1792, t. **XL**, p. 86). — Lettre relative à un arrêté sur les élections du syndic des gens de mer (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 583). — Regrets sur le renvoi des ministres (26 juin, p. 599 et suiv.). — Demande des fonds pour payer le loyer des bâtiments occupés par les archives de la ci-devant province du Languedoc (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358 et suiv.).

Procureur général syndic. Lettres relatives au troubles de Montpellier (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 348 et suiv.); (26 novembre, p. 379), (2 décembre, p. 509). — Annonce que les régiments en garnison dans son territoire sont portés au delà du complet (30 mars 1792, t. **XL**, p. 696). — Annonce que la peste s'est manifestée à Tunis (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 76).

Tribunal criminel. Don patriotique (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 29).

Troubles. Lettre du procureur général syndic relative aux mesures prises pour réprimer les troubles (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 574).

Volontaires nationaux. Prestation de serment du 2e bataillon (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 419).

Hérault de Séchelles, député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 98), — sur la continuation de poursuites dirigées contre des fabricateurs de faux brevets (p. 182). — Secrétaire (p. 265). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Ses observa-

Hollandais réfugiés en France (*Suite*).

secours publics (*ibid.*). — Dons patriotiques des patriotes hollandais réfugiés en France (23 mai 1792, t. XLIV, p. 21), (30 mai, p. 351). — Les patriotes hollandais réfugiés en France demandent qu'il soit fait un rapport sur leurs réclamations. — Renvoi au comité de liquidation (16 septembre 1792, t. L, p. 58); — rapport par Ramel sur les pensions à leur accorder (17 septembre, p. 96 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 99 et suiv.).

Hollande. — Voir *Schuschler*.

Homet, veuve d'un citoyen mort à la journée du 10 août. Réclame une pension (20 août 1792, t. XLVIII, p. 425); — décret (*ibid.*).

Hommes de couleur. Les hommes de couleur libres sont admis à voter dans les assemblées paroissiales; ils sont éligibles à toutes les places (28 mars 1792, t. XL, p. 577). — Admission à la barre d'une députation composée de MM. Raymond, Dufouchet-de-Saint-Réal, Poizat, Fleury, Saint-Albert, Lamotte, Pierre Saint-Aude et Coulon (30 mars, p. 708); leur discours à l'Assemblée (*ibid.* et p. suiv.). — On annonce que la loi qui les concerne a été promulguée dans les colonies (17 août 1792, t. XLVIII, p. 310).

Hommes du 14 Juillet. Demandent à être admis à la barre (15 janvier 1792, t. XXXVII, 430); — présentent une pétition relative à différents objets (*ibid.* p. 432 et suiv.). — Présentent des pétitions (12 août 1792, t. XLVIII, p. 73), (23 août, p. 664).

Honfleur (Commune de). Adresse de plusieurs citoyens relative aux troubles de Saint-Domingue (10 décembre 1791, t. XXXV, p. 695). — L'Assemblée recevra une députation de cette commune (4 mars 1792, t. XXXIX, p. 373). — Adresse de dévouement (25 mars 1792, t. XL, p. 481). — Pétition concernant les contributions (27 mars, p. 545). — Détails de la cérémonie funèbre en mémoire des victimes du 10 août (25 août 1792, t. XLVIII, p. 696).

Hongrie. Déclaration du roi de Hongrie portant que les navires français non armés en guerre pourront fréquenter librement le port d'Ostende (31 mai 1792, t. XLIV, p. 370). — Lettre des administrateurs du département du Var relative à l'arrestation d'un vaisseau dont la cargaison appartient à des négociants des Etats du roi de Hongrie (8 juin 1792, t. XLIV, p. 688); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

— Voir *Danemarck*. — *Guerre*.

Honneurs et récompenses militaires. Rapport y relatif par Viénot-Vaublanc (28 janvier 1792, t. XXXVII, p. 720 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 723).

Hôpital des Enfants-Trouvés de Paris. Pétition des sœurs (5 septembre 1792, t. XLIX, p. 357).

Hôpitaux en général. Rapport par le ministre de l'intérieur sur les hôpitaux civils (1er novembre 1791, t. XXXIV, p. 575 et suiv.). — Le comité de législation présentera une loi générale sur les bureaux d'administration des hôpitaux (28 novembre 1791, t. XXXV, p. 417). — Le comité des secours publics fera un rapport sur les secours à accorder aux hôpitaux dans les villes ci-devant de parlement (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 454). — Sur la motion de Fouquet, l'Assemblée décrète que le comité des secours publics lui fera un rapport sur les moyens de faire jouir les hôpitaux du bénéfice de la loi du 15 juillet 1791 qui leur affecte une somme de 3 millions (24 février 1792, t. XXXIX, p. 48). — Lettres du ministre de la marine sur les secours à leur accorder (18 avril, t. XLII, p. 63), (19 avril, p. 154). — Mémoire sur leur amélioration (t. XLII, p. 723). — Rapport et projet de décret sur les indemnités dues à divers hôpitaux (7 mai 1792, t. XLIII, p. 96 et suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 100). — Adoption d'une rectification au décret du 7 mai relatif aux indemnités dues à divers hôpitaux (22 mai 1792, t. XLIV, p. 7.). — Projet relatif aux hôpitaux, présenté par le sieur Albert (31 mai, p. 360). — Demande relative à la prorogation du délai accordé pour le rétablissement des avances faites aux hôpitaux pour les besoins pressants et momentanés (2 juin, p. 487); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Demandes de secours faites par les directoires des départements (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 233); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Question du ministre de l'intérieur relative aux frais d'achat du numéraire (22 juillet 1792, t. XLVII, p. 42); — renvoi aux comités des secours et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Discussion du projet de décret sur les secours provisoires à leur accorder (10 août, p. 660 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 661). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Décret portant allocation de secours à divers hôpitaux chargés de subvenir aux besoins des enfants trouvés (15 août 1792, t. XLVIII, p. 178). — Décret mettant une somme de 75,000 l. 17 s. 3 d. à la disposition de 25 hôpitaux (26 août 1792, t. XLIX, p. 17). — Décret sur la rentrée des fonds qui doivent servir à leur entretien (12 septembre, p. 577). — Projet de Vardon sur une nouvelle organisation des hôpitaux (t. L, p. 734 et suiv.).

— Voir *Régnier*. — *Rentes*.

Hôpitaux de la marine. Rapport par Michel sur l'organisation du service de santé des hôpitaux de la marine et de l'armée navale (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 237 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 238 et suiv.). — Projet de décret tendant au maintien provisoire du poste d'inspecteur et directeur général des hôpitaux de la marine (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 424 et suiv.), — rejet (*ibid.*).

Hôpitaux militaires. Lettre du ministre de la guerre y relative (19 novembre 1791, t. XXXV, p. 168); — renvoi au comités militaire et des secours publics réunis (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur l'organisation de ces hôpitaux (7 février 1792, t. XXXVIII, p. 257 et suiv.). — Demande de fonds pour supplément de dépenses de l'hôpital militaire de Paris pendant l'année 1791 (17 avril 1792, t. XLII, p. 1); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport et projet de décret, présentés par Blanchard, sur l'établissement des hôpitaux sédentaires et ambulants pour le service de l'armée (21 avril, p. 250 et suiv. ;) — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 252). — Adoption de la rédaction proposée pour l'article 4 (27 avril, p. 454). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 455). — Traitement des directeurs et officiers de santé des hôpitaux ambulants et sédentaires (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 330). — Emploi à faire de préférence des veuves et orphelins des citoyen stués à la guerre (19 septembre, t. L, p. 146).

Horloges à longitude. Lettre du sieur Berthoud relative à leur construction (30 mai 1792, t. XLIV, p. 349).

Horne (Jacques de). Somme qui lui sera payée (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 655).

Horques. Présente une pétition (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 488).

Hospice ouvrier. Pétition pour l'établissement d'un hospice ouvrier pour recevoir les artistes et entrepreneurs; — renvoi au comité d'instruction publique (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 563 et suiv.).

Hoste (**Deux**-). — Voir *Deux-Hoste*.

Hôtel de la Force. Rapport par Lecointre sur la dénonciation faite par Beauchêne contre le concierge (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 477); — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid.*). — Rapport par Mangin sur la dénonciation du sieur Beauchêne contre le concierge (10 avril 1792, t. XLI. p. 410); — — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Hôtel des invalides. Le ministre de la guerre demande 500,000 livres pour les besoins de l'hôtel (4 novembre 1791, t. XXXIV, p. 639); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport par Lacuée *jeune* (7 novembre, p. 675 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 676); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Dénonciation d'une consigne donnée aux commandants des postes (29 mai 1792, t. XLIV, p. 278 et suiv.). — L'Assemblée décrète que les sieurs Mougin, capitaine, et La Jannière, officier major, seront mandés à la barre pour être entendus sur cette dénonciation (*ibid.* p. 279). — Interrogatoire de La Jannière (*ibid.* p. 283). — Décret portant que M. Sombreuil, gouverneur des Invalides, sera mandé à la barre (*ibid.* p. 284). — Interrogatoire de Mougin (*ibid.*). — Interrogatoire de Sombreuil (*ibid.* p. 289 et suiv.). — Le ministre de la guerre annonce qu'il se trouve à l'hôtel des Invalides 2,400 sabres destinés à armer les troupes (31 mai 1792, t. XLIV, p. 378). — Des invalides manifestent leurs craintes au sujet de ce dépôt d'armes (*ibid.* p. 399). — Adresse des vétérans retirés à l'Hôtel à leurs compagnons d'armes à l'armée (1er juin 1792, t. XLIV, p. 454 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression et l'envoi à l'armée (*ibid.* p. 455). — On demande la réunion au département de la guerre de la partie des bâtiments occupée par le dépôt des plans des forteresses (7 juillet 1792, t, XLVI, p. 205); — décret (18 juillet, p. 589). — Projet de décret tendant à faire verser une somme de 400,000 livres dans la caisse de l'hôtel (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 99 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 100). — Mesures prises pour l'exécution de la loi du 16 mai 1792 relative à la nouvelle organisation de l'hôtel (1er août, p. 339). — Décret ordonnant la remise au trésorier d'une somme de 600 livres offerte par M. Guillaume (1er août, p. 342). — Pétition sur son organisation (*ibid.* p. 374). — Le ministre de la guerre rendra compte de huit jours en huit jours des progrès de cette organisation (*ibid.*). — Versement d'une somme de 400,000 livres dans la caisse d'administration de l'hôtel (15 septembre 1792, t. L, p. 6). — — Emploi à y faire de préférence des veuves et orphelins des citoyens tués à la guerre (19 septembre 1792, t. V, p. 146).
— Voir *Invalides*.

Hôtel des monnaies de Paris. Don patriotique des compagnons serruriers (9 mai 1792, t. XLIII, p. 189). — L'hôtel sera évacué par tous ceux qui ne sont pas fonctionnaires publics des monnaies (14 août 1792, t. XLVIII, p. 116). — Dépôt à y faire des poinçons et matières des pièces de monnaie de la fabrication de Lefèvre et Lesage (27 août 1792, t. XLIX, p. 31 et suiv.). — Les ouvriers employés à l'hôtel des monnaies sont dispensés du service personnel dans la garde nationale (2 septembre, p. 220). — Dépôt à faire à l'hôtel des matières d'or et d'argent provenant des maisons royales et des églises (3 septembre, p. 327 et suiv.).

Hôtels des monnaies en général. Le ministre des contributions publiques rendra compte des matières d'or et d'argent versées aux hôtels des monnaies (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 46). — Dispositions pour y hâter la fabrication des monnaies de cuivre (26 janvier 1792, t. XXXVII, p. 674). — Compte rendu du ministre des contributions publiques (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 203 et suiv.). — Dénonciation du frappement des écus à l'ancien coin (9 mai 1792, t. XLIII, p. 192). — Continuation de la fabrication des pièces de 15 et de 30 sous (26 mai 1792, t. XXIV, p. 149). — Décret relatif au transport des ornements provenant des églises supprimées (3 sep-

Huissiers (*Suite*).

criminels (30 mars 1792, t. XL, p. 696). — Le comité de législation fera un rapport sur le traitement des huissiers près les tribunaux criminels (24 avril 1792, t. XLII, p. 357). — Demandes du tribunal criminel de l'Aude et du ministre de l'intérieur relatives à cet objet (27 avril, p. 469); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de la justice demande à l'Assemblée de fixer leur traitement (25 mai 1792, t. XLIV, p. 113); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Huissiers audienciers. Question de Couthon relative à la nomination des huissiers audienciers près les tribunaux de district (23 décembre 1791, t. XXXVI, p. 324); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Huissiers de l'assemblée nationale. — Voir *Assemblée nationale*.

Huissiers des juges de paix de Paris. Font un don patriotique (9 mai 1792, t. XLIII, p. 175).

Huissiers-priseurs de Paris. — Présentent une pétition (16 novembre 1791, t. XXXV, p. 85). — Le comité de législation est chargé de l'examen de leur pétition (14 janvier 1792, t. XXXVII, p. 428).

Hullin, ci-devant commissaire du roi près le tribunal criminel d'Avignon. Est mandé à la barre (19 août 1792, t. XLVIII, p. 381). — Sa justification (28 août 1792, t. XLIX, p. 74).

Hulot, premier commis assermenté au deuxième tribunal criminel provisoire. Fait un don patriotique (5 août 1792, t. XLVII, p. 490).

Hulot. Est nommé officier dans la gendarmerie nationale de Paris (20 août 1792, t. XLVIII, p. 414).

Humbert, maréchal de camp. Fait hommage d'un essai sur l'organisation des armées (13 avril 1792, t. XLI, p. 557).

Humbert-Voye. — Pétition pour obtenir la remise de mémoires et plans confiés au ministre de l'intérieur (19 décembre 1791, t. XXXVI, p. 258).

Huningue (Commune de). Le ministre de la guerre annonce qu'il a donné des ordres pour faire partir de Huningue du numéraire qui y avait été arrêté et qui était destiné au payement des pensions des officiers et soldats suisses (29 mars 1792, t. XL, p. 679). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. XLIV, p. 132). — Plaintes contre l'ingénieur en chef, gardien de l'arsenal (8 juin, p. 688); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Rapport sur divers marchés pour l'approvisionnement de cette ville (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 205). — Projet de décret sur la sortie de sommes destinées au payement des

Huningue (Commne de) (*Suite*).

pensions de plusieurs officiers suisses (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 512); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Décret relatif au numéraire arrêté dans cette localité (27 août 1792, t. XLIX, p. 32).

Hunoire (Commune de). Demande relative à la fixation d'un notaire dans cette localité (16 avril 1792, t. XLI, p. 723); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Huot. Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes et fait un don patriotique (11 juin 1792, t. XLV, p. 96).

Hupier (Claude). Porte plainte contre Bardou-Boisquetin (21 février 1792, t. XXXVIII, p. 741 et suiv.).

Huré, habitant de Pont-sur-Yonne. — Fait hommage de 100 livres pour être employées contre les ennemis de la patrie (25 décembre 1791, t. XXXIV, p. 378).

Hureaut (Veuve). Sollicite le payement de sa pension (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 578.)

Hureaux, député des Ardennes. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 54). — Prête serment (p. 217).

Hurel fait hommage d'un écrit sur les assignats (10 mars 1792, t. XXXIX, p. 551).

Hurion, homme de loi. Dénonce une opinion énoncée par Merlin (23 mai 1792, t. XLIV, p. 5).

Hussards en général. Taille pour servir dans les hussards (24 janvier 1792, t. XXXVII, p. 638). Nombre d'hommes des compagnies (27 avril 1792, t. XLII, p. 475).

Hussards (anciens régiments). Le ministre de la guerre enverra l'état nominatif de trois régiments qui ont déserté (25 mai 1792, t. XLIV, p. 85).

Hussards. (Régiments divers).

1er *régiment*. Les soldats réclament le partage des effets et équipages de leurs officiers qui ont déserté (7 juin 1792, t. XLIV, p. 679); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

3e *régiment*. On annonce que l'ancien lieutenant-colonel a été pris les armes à la main contre la France dans l'affaire de Maubeuge (9 juillet 1792, t. XLVI, p. 257).

4e *régiment*. Renseignements donnés par le ministre de la guerre sur sa désertion (14 mai 1792, t. XLIII, p. 345).

Hussards-braconniers. Création, organisation (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 496). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une pétition de particuliers enrôlés pour ce corps (14 septembre, p. 646).

Hussards de la Liberté. Les sieurs Rulleau et Dumont demandent à être admis à la barre pour proposer la levée de deux corps de cavalerie légère sous le titre de Hussards de

I

Iles de l'Amérique du Vent et sous le Vent (*Suite*).

huitaine (*ibid*. p. 20). — Remise par le ministre de la marine de pièces relatives aux dissentiments élevés entre les commissaires du roi (24 février, p. 47); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Lettre du ministre de la marine (1er mars, p. 255). — Arrêtés de l'assemblée coloniale de la Guadeloupe relatifs à un plan de régime uniforme pour les Iles du Vent (27 mars 1792, t. **XL**, p. 544). — Lettres des commissaires nationaux civils (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 372 et suiv.). — Les sieurs Armand et Dupuch demandent que le rapport du comité colonial sur la situation des Iles du Vent ne soit pas différé plus longtemps (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 2); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Les colons des Iles du Vent présentement à Paris adressent une pétition des colons de la Martinique (27 avril, p. 468). — Pétition relative aux troubles (28 avril, p. 478 et suiv.). — Etat des dépenses qu'occasionnera l'envoi des secours qui sont accordés à ces îles (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Pour quelle somme elles sont comprises dans les dépenses de 1790 (17 mai, p. 530). — Questions relatives aux droits auxquels sont assujettis les bâtiments étrangers qui fréquentent ces îles avec des déchargements de noirs (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 625); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — L'assemblée coloniale demande que le Port-du-Marin soit compris dans le nombre des entrepôts accordés à la colonie (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 582); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Les commissaires civils demandent un décret sur leurs fonctions (29 juin, p. 679); — renvoi au comité colonial (*ibid.*). — Le décret du 15 juin fait pour Saint-Domingue est déclaré commun aux Iles du Vent (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31). — Lettre de remerciement des citoyens des Iles du Vent autorisés à retourner dans leurs foyers (6 juillet, p. 171). — Compte rendu par le ministre de la marine des mesures prises pour l'exécution de la loi du 4 avril 1792 (7 juillet, p. 205).

Ille, député de l'Ariège. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 136). — Prête serment (p. 671). = **1792**. — Membre du comité de l'examen des comptes (t. **XXXIX**, p. 467). — Fait un rapport sur la comptabilité du sieur Bertin (t. **XLVII**, p. 673). — Demande que le sieur Bertin, ci-devant receveur général des parties casuelles, rende ses comptes (t. **XLIX**, p. 17).

Ille-et-Vilaine (Département d'). Projet de décret sur le nombre et le placement des notaires (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 215 et suiv.). — Deuxième lecture (6 août, p. 507 et suiv.). — Troisième lecture (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 176); — adoption (*ibid.*). — Adresses d'adhésion (17 août, p. 313), (19 août, p. 381). — Décret relatif aux mines du département (14 septembre, p. 635).

Ille-et-Vilaine (département d') (*Suite*).

Administrateurs. Demande en faveur des Acadiens et Canadiens résidant dans le département (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 453). — Adresse de dévouement (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 642). — Demande de secours pour la ville de Dol (25 janvier, p. 643). — Adressent une demande au sujet du traitement des curés de campagne (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 183); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Demandent la conservation d'un établissement pour l'enseignement de la chirurgie (3 mars, p. 342); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Ecrivent au sujet de l'arrestation d'une somme d'argent à Vitré (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 361). — Font un don patriotique (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 3). — Rendent compte des mesures qu'ils ont prises (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 496), (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 245). — Adresse de dévouement (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 382). — Ecrivent relativement à l'incompatibilité des fonctions de juge et d'administrateur (9 août, p. 593).

Directoire. Annonce l'arrestation de quatre soldats du régiment en garnison à Rennes (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 36). — Arrêté relatif aux biens des émigrés (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 468); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Mémoire sur la conduite qu'il doit tenir vis-à-vis de communautés religieuses qui refusent de nommer une supérieure (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 403).

Tribunal criminel. Dénonce l'envoi d'une adresse des conjurés de Coblentz au 48e régiment (21 mars 1792, t. **XL**, p. 351).

Troubles. Lettre du directoire relative à des troubles survenus dans plusieurs districts (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 2); — renvoi à la commission des Douze (*ibid.*). — Lettre des administrateurs du département (25 avril, p. 371 et suiv.), (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 496), (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 245).

Volontaires nationaux. Dénonciation de violences commises par des volontaires du 2e bataillon, conjointement avec des membres de la municipalité et de la garde nationale de Mortagne (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 664). — Adresse d'adhésion du 2e bataillon (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 169), (13 septembre, p. 609).

Illuminations de Paris. Don patriotique des intéressés à l'entrepôt (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 457).

Imbécillité. — Voir *Délits*.

Imbert, administrateur du département de la Haute-Loire. Présente une pétition relative au payement des administrateurs des conseils de département et à leur remplacement et fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 361).

Indre (département de l') (*Suite*).

Conseil général. Adresse d'adhésion (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 391). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113). — Arrêté relatif aux cures vacantes (*ibid*. p. 123).

Directoire. Projet de décret sur son emplacement (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 312 et suiv.). — Fait un don patriotique (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 337). — Décret sur son emplacement (20 juin, p. 420). — Adresse relative aux événements du 20 juin (27 juin, p. 608). — Dénonciations contre lui (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 576), (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 94).

Tribunal criminel. Approbation de sa conduite (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 45). — On annonce qu'il a condamné deux prêtres séditieux (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 92).

Volontaires nationaux. Adresse sur les secours à envoyer à Saint-Domingue (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 318).

Indre-et-Loire (Département d'). Demande de secours à la suite de ravages causés par une inondation (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 145) ; — renvoi au comité des secours (*ibid*.). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 122). — Adresses d'adhésion de l'assemblée électorale (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 423), (10 septembre, p. 533). — Lettre sur l'état du département (14 septembre, p. 637 et suiv.). — Pétition de la gendarmerie nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 118).

Administrateurs. Annoncent le départ du second bataillon de volontaires (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 355). — Adresse d'adhésion (17 septembre 1792, t. **L**, p. 87).

Conseil général. — Demande que sa session soit prorogée (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 34), — débat : Baignoux, un membre (*ibid*.) ; — ordre du jour (*ibid*.).

Tribunal criminel. — Adresse de dévouement (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 663 et suiv.).

Volontaires nationaux. — Pétition pour conserver leur adjudant (18 mars 1792, t. **XL**, p. 95). — Demandent l'autorisation de former une compagnie de canonniers (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 87). — Demandent les objets nécessaires à leur équipement (16 août, p. 296). — On annonce le départ du 2e bataillon (18 septembre 1792, t. **L**. p. 118).

— Voir *Salpêtriers*.

Indret (Ile d'). Lettre du ministre de la marine au sujet des fonderies (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 78).

Infâmes. Sont déclarés tels les fonctionnaires publics qui apporteraient du retard à la nomination des députés à la Convention nationale (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 173). — Les habitants de Longwy à l'époque où la ville a été livrée (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 162). — Sera déclaré tel tout citoyen qui ayant fusil refusera ou de marcher à l'ennemi ou de le remettre sur réquisition légale (2 septembre, p. 227).

Infanterie (**en général**). Ne pourra pas se recruter dans les bataillons de volontaires nationaux en activité de service (21 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 577). — Le citoyens de Brest demandent que le premier drapeau de chaque régiment soit décoré des trois couleurs nationales (22 janvier p. 590). — Taille nécessaire pour servir dans l'infanterie (24 janvier, p. 638), (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 700). — Terme et prix des engagements qui seront contractés par les sous-officiers et soldats (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 638). — Décret concernant le service intérieur, la police et la discipline de l'infanterie (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 4 et suiv.). — Armement provisoire des sergents (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 705). — Destination à l'infanterie des fusils des régiments des dragons (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170).

— Voir *Camp de Paris*. — *Légions nationales*.

Infanterie. — *Régiments divers*.

1er *régiment*. — Emmery demande que ce régiment soit autorisé à conserver son drapeau (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 62) ; — renvoi au comité militaire (*ibid*.). — Mention honorable du dévouement généreux des sous-officiers et soldats du 4e bataillon (17 mars 1792, t. **XL**, p. 59). — Plaintes contre le lieutenant-colonel (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid*.).

4e *régiment*. — Le 1er bataillon offre de recevoir en assignats la moitié de sa paye (17 mars 1792, t. **XL**, p. 59). — Brûlement des anciens drapeaux (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489).

6e *régiment*. — Le colonel annonce que tous les soldats ont juré de maintenir la loi ou de mourir pour elle (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 96). — Don patriotique du 2e bataillon (8 août 1792, t. **LVII**, p. 553).

7e *régiment*. — La municipalité de Navarreins annonce la fuite des officiers du 2e bataillon (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 664). — Lostalot demande au ministre de la guerre de dire s'il a connaissance de la désertion des officiers de ce régiment (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 413) ; — réponse du ministre (*ibid*. et p. suiv.).

8e *régiment*. — Annonce de la désertion des officiers (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 434).

9e *régiment*. — Pétition des sous-officiers, grenadiers et fusiliers contre le nouveau règlement militaire (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 687 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid*.). — Lettre du colonel à des violences exercées contre des officiers par des soldats (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 548) ; — renvoi au comité militaire (*ibid*.).

Infanterie (*Suite*).

12e *régiment*. — Prestation de serment par les sous-officiers et soldats (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 643).

14e *régiment*. — Lettre du ministre de la guerre relative au renvoi de 37 soldats du 2e bataillon (15 avril 1792, t. **XLI**, p. 689); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

17e *régiment*. — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385).

18e *régiment*. — Demande à être autorisé à ne pas rembourser une avance de solde qui lui a été faite (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Adresse d'adhésion et don patriotique (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 552 et suiv.).

19e *régiment*. — Adresse d'adhésion (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 169).

20e *régiment*. — Envoi de pièces relatives aux officiers du 20e régiment décrétés d'accusation (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 706 et suiv.).

21e *régiment*. — Voir *Belley*.

23e *régiment*. — On annonce la désertion de 15 officiers de ce régiment (17 mars 1792, t. **XL**, p. 83).

24e *régiment*. — Présente une pétition (5 mars 1792, t. **XXXIX** p. 394); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 395). — Adresse des sous-officiers (9 mars, p. 523). — Un soldat demande à être envoyé aux frontières (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 120).

25e *régiment*. — On annonce la désertion du lieutenant-colonel et de 13 officiers (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 57).

31e *régiment*. — Pétition des soldats pour demander justice des agissements de M. de Béhague (3 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 107 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 108); — rapport et projet de décret présentés par Delacroix (7 février, p. 266 et suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 267).

32e *régiment*. — Pétition de 60 citoyens-soldats qui demandent à servir dans le bataillon de Loir-et-Cher (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 260). — Députation et demande du 2e bataillon. — Renvoi au pouvoi exécutif (20 septembre 1792, t. **L**, p. 199).

33e *régiment*. — Adresse relative à la désertion de d'Aiguillon et à l'arrestation de Martignac (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 616).

34e *régiment*. Ordre du jour motivé sur une réclamation du 2e bataillon (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 353), (9 septembre, p. 497).

36e *régiment*. — Procès-verbal de la bénédiction du drapeau (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 98).

37e *régiment*. — Députation et demande du 2e bataillon. — Renvoi au pouvoir exécutif (21 septembre 1792, t. **L**, p. 199).

38e *régiment*. — Pétition en sa faveur présentée par Bertrand, électeur du département du Gard (6 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 664 et suiv.); — discussion : un membre, député du Gard, Daverhoult, Dumas, un membre député du Gard, Dumas, Chabot (*ibid.* p. 665 et suiv.); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 666); — lettre du ministre de la guerre réclamant contre l'imputation faite à M. d'Albignac dans l'affaire du 38e regiment (9 novembre, p. 717); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 718). — Rapport sur la pétition du sieur Bertrand en faveur de ce régiment (16 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 440 et suiv,); — projet de décret (*ibid.* p. 441). et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 442). — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385). — Le ministre de la justice retourne à l'Assemblée, comme non revêtu des formes constitutionnelles, le décret du 16 janvier 1792, sur la pétition de sieur Bertrand (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 159); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p. 162).

Infanterie (*Suite*).

39e *régiment*. — Brûlement des anciens drapeaux (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489).

40e *régiment*. — Le directoire du département de l'Isère annonce le départ des officiers de ce régiment (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 394 et suiv.); — le ministre rendra compte des mesures qu'il a prises dans cette circonstance (*ibid.* p. 395). — Lettre du capitaine commandant, protestant du patriotisme des officiers de ce régiment (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 470). — Lettre de reconnaissance des sous-officiers et soldats (9 mars, p. 512).

41e *régiment*. — Lettre du ministre de la guerre relative au payement anticipé de 2 mois de solde à 5 compagnies du 2e bataillon (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 61); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Adresse de dévouement (29 juillet 1792, t. **XXLVII**, p. 251). — Dénonciation contre les officiers (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 87.)

43e *régiment*. — Des soldats de ce régiment demandent à être admis à la barre (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 482).

44e *régiment*. — Adresse des officiers, sous-officiers et soldats, au sujet de l'inexécution de la loi relative au remplacement des officiers (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 410). — Mention honorable de la conduite d'un détachement à l'occasion des troubles du Finistère (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44.)

45e *régiment*. — Lettre du colonel Moyria relative à l'insubordination de 12 compagnies (25 février 1792, t. **XXXIX** p. 98 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid*). — Députation et réclamation contre le règlement de discipline (8 mars, p. 503 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 505). — Adresse de dévouement (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 357). — Voir (*Alsace Régiment d'*).

Infanterie (*Suite*).

46ᵉ *régiment*. — Don patriotique des officiers, sous-officiers et soldats (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 394).

48ᵉ *régiment*.—Dénonciation, par le ministre de la guerre, de la conduite du 1ᵉʳ bataillon, en garnison à Rennes, à l'occasion de la bénédiction de son drapeau (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 399 et suiv.); — observations de Lecoz; Albitte, Merlin, Cambon (*ibid.* p. 400 et suiv.), — ordre du jour (*ibid.* p. 401). — Lettres de la municipalité et de plusieurs citoyens de Rennes (*ibid.* p. 403 et suiv.); — observations d'Albitte, Merlin, Rouyer (*ibid.* p. 404 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 405 et suiv.). — Mention honorable de sa conduite à l'occasion de l'envoi d'une adresse par les conjurés de Coblentz (21 mars 1792, t. **XL**, p. 351).

53ᵉ *régiment*. Lettre des sous-officiers et soldats au sujet de faits allégués à la barre par 12 déserteurs de ce corps (27 mars 1792, t. **XL**, p. 521 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

54ᵉ *régiment*. — Renvoi au pouvoir exécutif d'une pétition des vétérans (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 418).

56ᵉ *régiment*.—Présente une pétition (5 mars 1792, t, **XXXIX**, p. 394); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 395). — Le colonel annonce la prompte punition des assassins du général Dillon (28 mai 1972, t. **XLIV**. p. 173).

58ᵉ *régiment*. — Lettre de la municipalité de Nancy sur sa conduite patriotique (29 février 1792, t. **XXXIX**, p. 190). — Adresses du capitaine-commandant du 2ᵉ bataillon pour demander qu'il soit accordé au bataillon de Saint-Avold les mêmes sommes en argent qu'aux garnisons de Landau et Givet (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 61); — renvoi aux comités militaires et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Adresse de dévouement (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 516). – Don patriotique du 2ᵉ bataillon (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553).

60ᵉ *régiment*. — Compte rendu d'une insurrection du 2ᵉ bataillon (1ᵉʳ août 1792, t. **XLVII**, p. 375).

67ᵉ *régiment*. — Adresse de dévouement des officiers (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

70ᵉ *régiment*. — Adresse de dévouement (16 septembre 1792, t. **L**. p. 29).

71ᵉ *régiment*. — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385).

72ᵉ *régiment*.—Destitution du colonel Debat et son remplacement par Dupouilly (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 421).

74ᵉ *régiment*. — Don patriotique d'un capitaine et des sous-officiers et soldats (19 septembre 1792, t. **L**, p. 145).

77ᵉ *régiment*. — Accusé d'avoir refusé d'obéir aux ordres de départ qu'il avait reçus

Infanterie (*Suite*).

(28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 172); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

84ᵉ *régiment*. — Don patriotique du 2ᵉ bataillon (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 382). — Don patriotique du 2ᵉ bataillon (27 juillet 1792, **XLVII**, p. 180).

88ᵉ *régiment*. — Pétition relative à l'habillement de ce régiment (17 septembre 1792, t. **L**, p. 92).

90ᵉ *régiment*. — Présente une pétition (5 mars 1792, (t. **XXXIX**, p. 394); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 395).

91ᵉ *régiment*. — Don patriotique des sous-officiers soldats et musiciens (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

92ᵉ *régiment, ci-devant Walsh*. — Procès-verbaux d'arrestation de ce régiment (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30).

94ᵉ *régiment*. — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**,p. 385).

99ᵉ *régiment*. — Adresse de dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385). — Les officiers réfutent les inculpations faites contre leur civisme (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 627).

101ᵉ *régiment*. — Décret relatif à un déficit constaté dans la caisse du régiment (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 50). — Renvoi au comité militaire d'une dénonciation contre les officiers et les soldats (6 septembre, p. 418). — Décret ordonnant le licenciement du régiment (9 septembre, p. 493). — Voir *Grenoble*.

102ᵉ *régiment*. — Discours en son nom à l'Assemblée (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 60 et suiv.).

103ᵉ *régiment*. — Offrande patriotique des épouses des officiers (6 septembre 1792, **XLIX**, p. 391).

104ᵉ *régiment*. — Don patriotique. — Témoignage de satisfaction de l'Assemblée (16 septembre 1792, t. **L**, p. 52). — Lettre du président de l'Assemblée pour transmettre la satisfaction du Corps législatif (17 septembre, p. 92).

105ᵉ *régiment*, ci-devant du roi. — Déclaration qu'il n'a jamais démérité de la patrie (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 348).

Infanterie. — Voir *Règlements militaires*.

Infanterie de la marine. Rapport sur sur son organisation (28 mars 1792, t. **XL**, p. 598 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 603 et suiv.). — Deuxième lecture (6 avril 1792 t. **XLI**, p. 252 et suiv.). — Troisième lecture (1ᵉʳ mai 1792, t. **XLII**, p. 60 et suiv.). — Discussion (*ibid.* p. 624 et suiv.), — (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 296 et suiv.), (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 215 et suiv.). — Texte définitif du décret (31 mai 1792, p. 400 et suiv.). — Des citoyens de Brest demandent la création d'une infanterie spécialement destinée à la marine (17 avril 1792,

Infanterie (*Suite*).
t. XLII, p. 43); — renvoi au comité de marine (*ibid*). — Décret sur son organisation (28 mai 1792, t. XLIV, p. 215 et suiv.), (31 mai p. 400 et suiv.). — Décret relatif au recrutement des sous-lieutenants (13 août 1792, t. XLVIII, p. 86). — Décret relatif à la constitution des cadres (23 août, p. 662 et suiv.). — Décret relatif au complément de son organisation (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 453). — *Artillerie et infanterie de la marine*.

Infanterie légère. Pétition de 5 soldats du 3e bataillon demandant leur congé (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 202); — renvoi au comité militaire (*ibid*). — Lettre des sous-officiers et chasseurs du 1er bataillon relative à leur adjudant (14 mars 1792, t. XXXIX, p. 719); — renvoi au comité militaire (*ibid*.). Don par les soldats du 14e bataillon d'un sabre d'honneur au grenadier Pie (13 mai 1792, t. XLIII, p. 311). — Adresse de dévouement du 10e bataillon (5 août 1792, t. XLVII, p. 490). — Serment d'un officier et de deux chasseurs du 13e bataillon (19 août 1892, XLVIII, p. 395).

Ingénieurs des ponts et chaussées. Rapport et projet de decret sur leur traitement (10 mai 1792, t. XLIII, p. 199 et suiv.). — Dispositions relatives au payement de leurs traitements (21 mai 1792, t. XLIV, p. 13.). — Proposition relative au traitement de ceux qui se sont portés aux frontières (11 septembre 1792, t. XLIX, p. 574).

Ingénieurs géographes militaires. Etat des pensions de retraite des ingénieurs supprimés (15 mai 1792, t. XLIII, p. 419). — Décret relatif aux pensions à accorder à ceux qui ont été supprimés par la loi du 16 octobre 1791, (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 524).

Ingrand, député de la Vienne. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV. p. 53). — Prête serment (p. 80). — **1792**. — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 611 et suiv.). — Suppléant au comité de législation (t. XLIV, p. 673). — Annonce qu'il est retenu chez lui par la maladie (t. XLVI, p. 445). — Commissaire à la levée des scellés apposés dans les maisons ci-devant royales (t. L, p. 132). — Donne sa démission et est remplacé par Saladin (p. 148).

Ingrandes (Commune d'), département de Mayenne-et-Loire. Décret autorisant la municipalité à acquérir un emplacement pour le champ de foire (16 août 1792, t. XLVIII, p. 279).

Inizan, député du Finistère. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de commerce (p. 439). — Proprose de traduire en idiome breton l'Acte constitutionnel et le Code rural (t. XXXV, p. 371). — **1792**. — Demande que les membres de l'Assemblée fassent don à la

Inizan, député (*Suite*).
patrie du numéraire qu'ils possèdent (t. XXXVI, p. 726). — Parle sur les visiteurs des rôles des contributions (t. XXXVIII, p. 253). — Communique une lettre du tribunal criminel du Finistère (t. XLI, p. 176).

Injures. Le comité de législation est chargé de présenter une loi contre ceux qui diront des injures (16 juin 1792, t. XLV, p. 269).

Insaisissabilité des traitements. — Voir *Traitements*.

Insinuation (Droit d'). Demande du ministre des contributions relative au lieu d'enregistrement des actes assujettis au droit d'insinuation (19 avril 1792, t. XLII, p. 154); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid*.).

Inspecteur général d'artillerie de la marine. Décret sur sa nomination et son rang (31 mai 1792, t. XLIV, p. 400 et suiv.).

Instruction militaire pour les gardes nationaux. L'instruction du 1er janvier 1791 sera tirée à 30,000 exemplaires (4 juillet 1792, t. XLI, p. 107). — Le ministre de la guerre observe qu'il pourrait être utile de ne point l'envoyer aux bataillons nationaux (11 juillet, p. 358); — renvoi au comité militaire (*ibid*.).

Instruction publique. Roux-Fasillac annonce le dépôt prochain d'un plan général d'instruction publique (19 janvier 1792, t. XXXVII, p. 524). — Pétition de Julien Le Roy pour son organisation (25 mars 1792, t. XL, p. 478); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid*. p. 479). — Demande du ministre de l'intérieur relative au serment à prêter par les personnes qui en sont chargées (18 avril 1792, t. XLII, p. 62); — discussion : Mailhe, Barral, Goujon, Tarbé, Jean Debry (Aisne), Mailhe, Charlier, Paganel (*ibid*. et p. suiv.); — ordre du jour motivé sur ce que la loi du 17 avril 1792 ne fait pas d'exception (*ibid*. p. 63). — Le ministre de l'intérieur renouvelle sa demande relativement à la prestation du serment civique par les religieuses enseignantes (23 avril, p. 300); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid*.). — Rapport par Condorcet sur l'organisation générale de l'instruction publique (20 avril, p. 192 et suiv.), (21 avril, p. 227 et suiv.); — projet de décret (21 avril, p. 238 et suiv.). — Le comité de l'instruction publique présentera, par aperçu, l'état des dépenses attachées à l'exécution de son projet de décret (*ibid*. p. 246). - Deuxième lecture du projet de décret sur l'organisation générale de l'instruction publique (25 mai 1792, t. XLIV, p. 86 et suiv.). — Aperçu des frais que coûtera le nouveau plan d'instruction publique (*ibid*. p. 73 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Sylvain Codet sur le plan d'organisation générale de l'instruction publique

J

Jadelot (Charles). Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. XLIII, p. 160).

Jadot, veuve **Mirabeau** (Thérèse-Joseph). Demande un secours (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 198).

Jagestrans. — Voir *Légion gothique*.

Jagot, député de l'Ain. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 53). — Prête serment (p. 413). — Membre du comité de surveillance (t. XXXV, p. 370). — **1792**. — Parle sur les affaires de Saint-Domingue (t. XXXVII, p. 220). — Fait une motion relative à la résidence des officiers de marine (p. 66). — Membre du comité de division (t. XXXIX, p. 393).

Jagot. Fait un don patriotique au nom des élèves du collège de Nanterre (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 341).

Jahan, député d'Indre-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). — Demande que le président ne fasse pas de compliments en prenant le fauteuil (p. 69). — Prête serment (p. 77). — Parle sur la correspondance des comités avec les corps administratifs (t. XXXV, p. 248). — Demande que les membres de l'Assemblée ne prennent plus d'autre nom que leur nom de famille (t. XXXVI, p. 248). — Ses observations sur le procès-verbal du 20 décembre au matin (p. 286). — **1792**. — Parle sur une dénonciation contre Clavière (t. XLIV, p. 60), — sur une demande d'audience du sieur Boitet (p. 662). — Parle sur la proposition de décréter d'accusation Mallet-du-Pan (t. XLVI, p. 243).

Jalès (Château et camp de). Motions relatives à sa démolition (19 mars 1792, t. XL, p. 164), (20 mars, p. 174). — Troubles dans les environs (29 juin 1792, t. XLV, p. 680). — On annonce la dispersion des rassemblements qui s'y étaient formés (17 juillet 1792, t. XLVI, p. 541). — Décret relatif au payement des dépenses occasionnées par les expéditions du camp de Jalès (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 5). — Voir *Gard* (*Département du*).

Jamaïque. — Voir *Colmin*.

Jamaque (Camp de), près de Philippeville. Adresse des gardes nationales et troupes de ligne composant la garnison (10 juin 1792, t. XLV, p. 53).

Jameron, prêtre. Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. XLVII, p. 490).

James, député de Saône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 137). — Membre de la commission des assignats (t. XXXVI, p. 58). — Parle sur une lettre de Santerre (t. XLV, p. 550). — Déclare avoir dit au président qu'il y avait des gens armés autour de l'Assemblée (t. XLVII, p. 600).

James. Don patriotique (4 mai 1792, XLII, p. 730).

Jamiot, ancien militaire. Fait un don patriotique (10 mai 1792, t. XLIII, p. 195).

Jamon, député de la Haute-Loire. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des secours publics (p. 454). — **1792**. — Fait un rapport sur le rachat des Français tombés en captivité (t. XXXIX, p. 397 et suiv.). — Donne lecture de la rédaction du décret tendant à demander communication au ministre de la marine du traité fait avec le dey d'Alger pour la délivrance des Français captifs (p. 529). — Fait la deuxième lecture du projet de décret sur le rachat des Français tombés en captivité (t. XL, p. 199). — Fait un don patriotique (t. XLII, p. 210).

Jamond *jeune*, commis au bureau du contreseing de la poste. Fait un don patriotique (24 avril 1792, t. XLII, p. 358).

Janinet, graveur. Fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 360).

Janiot. Le garde des archives lui remettra les pièces déposées par lui au comité des rapports de l'Assemblée constituante (25 février 1792, t. XXXVIII, p. 518).

Janit (Charles). Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (6 avril 1792, t. XLI, p. 284).

Jannel. Demande à partir aux frontières (26 août 1792, t. XLIX, p. 17).

Jannot. — Pétition relatie à un faux assignat (13 novembre 1791, t. XXXV, p. 47).

Janson *aîné*, artiste musicien. — Fait hommage d'une messe en musique intitulée : *Messe pour Mirabeau et pour les représentants de la nation qui ont bien mérité et qui mériteront bien de la patrie* (7 décembre 1791, t. XXXV, p. 626). — Rapport par Deliège sur sa demande relative à l'exécution de la messe en musique qu'il a composée en mémoire de Mirabeau (4 mars 1792, t. XXXIX, p. 372); — observations de Saladin, Lecointe-Puyraveau, Quatremère-Quincy (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*). — Il demande que les commissaires règlent les frais de la cérémonie anniversaire de Mirabeau (7 mars, p. 432); — observations de Basire, Fauchet et Lecointe-Puyraveau (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.* p. 433). — Ecrit au sujet de la cérémonie funèbre en l'honneur de Mirabeau (27 mars 1792, t. XL, p. 517); — observations de Lecointe-Puyraveau (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*).

Janville (Commune de). Décret autorisant la municipalité à acquérir le château de Janville (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 1). — Adresse d'adhésion des corps administratifs et des citoyens (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 636).

Jard-Panvillier, député des Deux-Sèvres. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de liquidation (p. 371). — **1792**. — Obtient un congé (t. XXXVII, p. 73). — Membre du comité de liquidation (t. XXXIX, p. 495). — Fait un rapport sur une pétition du sieur Corbeau (t. XLII, p. 472). — Remet des dons patriotiques de la Société des Amis de la Cons-

Jobert. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. XLVII, p. 499).

Joblot (Dame), ci-devant chanoinesse. Sollicite une pension (28 mai 1792, t. XLIV, p. 173); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Jodin, député de la Meuse. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 64). — Prête serment (p. 78). — 1792. — Parle sur l'arrestation des sieurs Pelleport et Lambelet (t. XXXVIII, p. 521 et suiv.).

Johannet.— Demande que tous les officiers, sous-officiers et soldats volontaires en garnison sur les frontières jouissent des droits de citoyens actifs (4 novembre 1791, t. XXXIV, p. 621). — Renvoi au comité militaire (p. 622).

Johannot, habitant d'Annonay. — Présente une pétition relative à la fabrication des assignats (13 novembre 1791, t. XXXV, p. 56).

Johannot, président du département du Haut-Rhin. Prête serment (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 452).

Johnston (Samuel). Don patriotique (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 497).

Joignau, marchand de marrons. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. XLII, p. 499).

Joigny (Commune). Approbation de la conduite de la municipalité (13 avril 1792, t. XLI, p. 562). — Don patriotique des jeunes étudiants (19 juillet 1792, t. XLVI, p. 647).

Joigny (District de). — Don patriotique par les administrateurs (28 avril 1792, t. XLII, p. 483). — Don patriotique d'un jeune garde national (13 juin 1792, t. XLV, p. 135).— Don patriotique des administrateurs, du procureur syndic et du secrétaire du district (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 98).

Administrateurs. Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août (24 août 1792, t. XLVIII, p. 673).

Tribunal. Demande relative aux suppléants (16 mai 1792, t. XLIII, p. 430); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Demande une addition à la loi du 20 avril 1791 relative aux droits de propriété des communes sur les terres vaines et vagues (19 juin 1792, t. XLV, p. 397).

Joinville (Principauté de). Adresse des officiers des bailliage et gruerie relative au remboursement des offices seigneuriaux (18 décembre 1791, t. XXXVI, p. 247).

Joinville (District de). Les administrateurs du Directoire font un don patriotique (30 avril 1792, t. XLII, p. 545).

Tribunal. Envoi de pièces relatives à l'arrestation du sieur Truchot (25 mai 1792, t. XLIV, p. 84).

Jolivaldt, maire de Sierck. — Voir *Sierck.*

Jolivet, chargé des affaires de France près le prince-évêque de Liège. Annonce l'arrestation de fabricateurs de faux assignats (28 mars 1792, t. XL, p. 626).

Jolivet, employé au ministère de l'intérieur. Le ministre de l'intérieur déclare qu'il n'a pas encore pu prêter le serment civique (26 mars 1792, t. XL, p. 486).

Jolivet *fils.* Rapport sur une procédure instruite contre lui (18 juin 1792, t. XLV, p. 353 et suiv.). — Déclaration qu'il n'y a pas lieu à délibérer au sujet de son affaire (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 123). — Lettre trouvée sur lui lors de son arrestation (18 juillet, p. 605).

Jolivet *père.* Rapport sur une procédure instruite contruite lui (18 juin 1792, t. XLV, p. 353). — Est mandé à la barre (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 123).

Jollet (Michel). Réclame le payement de sa pension (25 août 1792, t. XLVIII, p. 696).

Jollivet, député de Seine-et-Marne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). — Parle sur le recouvrement des contributions de 1791 (t. XXXV, p. 77), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 98), — sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 269), (p. 270), — sur l'établissement d'un tribunal chargé des affaires d'Avignon (p. 376), — sur le procès-verbal de la séance du 10 décembre 1791 au soir (t. XXXVI, p. 24). — 1792. — Fait une motion sur l'importance des denrées coloniales (t. XXXVII, p. 552). — Parle sur le rétablissement des passeports (t. XXXVIII, p. 41), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 252). — Sur une proposition de Golzart, relative aux avoués et aux huissiers (p. 558), — sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. XXXIX, p. 78 et suiv.). — Fait une motion concernant les prêtres qui ont rétracté leur serment (t. XL, p. 198 et suiv.). — Parle sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 711). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. XLI, p. 30). — Parle sur la manière de constater l'état civil des personnes (p. 422 et suiv.) — Son projet de décret sur cet objet (p. 432 et suiv.). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Soller (t. XLIII, p. 254). — Parle sur la manière de constater l'état civil des citoyens (t. XLV, p. 467), (p. 507), (p. 595). — Demande que les curés et vicaires qui n'ont pas prêté le serment cessent d'être payés par le Trésor public (t. XLVI, p. 105). — Sa déclaration sur les événements de la soirée du 8 août 1792 (t. XLVII, p. 602 et suiv.). — Présente un projet de décret sur une nouvelle organisation de la contribution foncière et du cadastre (t. XLVIII, p. 431 et suiv.), — un projet de décret concernant la contribution foncière de la ville de Paris (p. 554), — un projet de décret concernant la réforme de la contribution foncière pour les années 1791, 1792 et 1793 (p. 555).

Jouffret, député (*Suite*).
de l'acte d'accusation contre les sieurs Borel, Bardon, Charaix, Deretz, Servière, Saillant, Jourdan-Combette et Castellane (p. 413 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif aux affaires d'Arles (p. 426). — Parle sur les troubles de l'Aveyron (p. 550), — sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 568). — Fait un rapport pour rectifier des erreurs ou omissions commises dans différents décrets (p. 591), — un rapport sur une pétition de plusieurs citoyens d'Orléans (*ibid.*). — Fait un rapport sur l'envoi du mémorial des lois nouvelles aux fonctionnaires publics (t. **XLII**, p. 331). — Parle sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés (p. 377), — sur le règlement concernant le service de l'infanterie (t. **XLIII**, p. 5). — Présente le texte de l'acte d'accusation contre les sieurs Mollette et Debar (p. 10 et suiv.). — Parle sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés (p. 178 et suiv.), (p. 180). — Présente les actes d'accusation contre Marat et l'abbé Royou (p. 622 et suiv.). — Fait un rapport tendant à accorder un secrétaire au commissaire du roi près le tribunal du district d'Orléans (p. 658). — Fait un rapport sur l'organisation du bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (t. **XLIV**, p. 57 et suiv.), — rapport sur les moyens de faire parvenir les assignations aux témoins qui doivent être entendus devant la Haute-Cour et sur l'indemnité dont ils doivent être payés (p. 274 et suiv.). — Parle sur les dénonciations contre Duport (p. 586). — Annonce le décès de Ruet (t. **XLV**, p. 377). — Présente un projet de décret relatif à l'augmentation du traitement du greffier de la Haute-Cour (t, **XLVI**, p. 76). — Fait une motion relative à la vente des biens nationaux (*ibid.*). — Fait un rapport sur des rectifications à faire à différents décrets (p. 682 et suiv.). — Défend la Haute-Cour nationale (t. **XLVII**, p. 416). — Demande qu'il soit fait un rapport sur l'affaire de la concession accordée au sieur Rambourgt (p. 630).

Jouffroy, électeur du département du Doubs. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 296).

Jounault (Louis), député des Deux-Sèvres. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 217). — Suppléant au comité de division (p. 450). — **1792**. — Membre de la commission des Douze (t. **XXXIX**, p. 518). — Fait don d'un fusil et d'une baïonnette (t. **XLIX**, p. 231).

Jounay (Mathurin), cultivateur à George-Lieu. Projet de décret sur des secours à lui accorder (20 mars 1792, t. **XL**, p. 186 et suiv.). — Adoption du projet de décret tendant à lui accorder des secours (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 362).

Jouneau (Jean), député de la Charente-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 125). — Membre du comité militaire (p. 390). = **1792**. — Fait un rapport sur les troubles de Perpignan (t. **XXXVII**, p. 46 et suiv.). — Est entendu dans la discussion de ces rapports (p. 57). — Fait lecture du texte définitif du décret relatif aux troubles de Perpignan (p. 74). — Fait une motion sur l'organisation de la garde nationale (t. **XXXVIII**, p. 435). — Parle sur l'affaire Fabiani (p. 605). — Parle sur une adresse des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure (t. **XXXIX**. p. 552). — Fait un rapport sur le recrutement et la fausse interprétation de la loi du 25 janvier 1792 (t. **XL**, p. 140 et suiv.). — Parle sur l'arrestation à Langres d'un convoi de 20 chevaux (p. 469). — Parle sur l'organisation de la gendarmerie nationale (t. **XLI**, p. 47). — Fait un rapport sur le remplacement des officiers généraux (t. **XLII**, p. 63 et suiv.), — un rapport sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 65). — Soumet à la discussion son rapport sur le remplacement des officiers généraux (p. 453). — Parle sur une lettre circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 23). — Accusé d'assassinat envers Grangeneuve (p. 227). — S'explique à ce sujet (*ibid.* p. 230), (p. 231 et suiv.). — Suite donnée à cette affaire (p. 235), (p. 240 et suiv.). — Dépositions des témoins (p. 243 et suiv.). — Est envoyé à l'Abbaye pour trois jours (p. 256). — Fait un rapport sur le traitement des officiers des grenadiers de la gendarmerio nationale (*ibid.* p. 498), — un rapport sur l'avancement des adjudants de la gendarmerie nationale (*ibid.* et p. suiv.). — Lettre du juge de paix de la section des Lombards relative à son affaire avec Grangeneuve (t. **XLVI**, p. 23). — Parle sur la liquidation des pensions des gardes françaises (p. 517). — Rapport sur son affaire avec Grangeneuve (t. **XLVII**, p. 171 et suiv.). — Mandat d'amener autorisé contre lui (p. 177). — Parle sur une pétition des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure (p. 226). — Membre du comité militaire (p. 234). — Ses déclarations relatives à son affaire avec Grangeneuve (p. 340 et suiv.). — Parle sur le projet concernant la fabrication des piques (p. 364). — Le juge de paix de la section des Lombards annonce qu'il a lancé un mandat d'arrêt contre lui (p. 402) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Pièces de la procédure instruite contre lui (p. 481) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Est décrété d'accusation (t. **XLVIII**, p. 297). — Prisonnier à l'Abbaye, il demande à l'Assemblée de le sauver (t. **XLIX**, p. 244). — L'Assemblée décrète qu'il sera élargi sur-le-champ et tenu de se rendre dans la salle du Corps législatif (*ibid.*). — Son retour à l'Assemblée. — On décrète qu'il restera dans un comité comme en maison d'arrêt (p. 249). — Décret suspendant pendant trois jours l'exécution de tout mandat de justice contre lui (t. **L**, p. 71).

(1) Voir page 145, 2e col., note 2.

K

L

Lacombe-Saint-Michel, député (*Suite*).

Lacoste, vicaire. Fait hommage de deux ouvrages sur la Constitution civile du clergé (24 février (1792, t. XXXIX, p. 45). — Fait un don patriotique (17 mai 1792, t. XLIII, p. 525).

Lacoste (De), est nommé ministre de la marine (16 mars 1792, t. XL, p. 56). — Annonce sa nomination à l'Assemblée (17 mars, p. 59). — Assure l'Assemblée de son dévouement à la Constitution (*ibid.* p. 74). — Annonce que le roi l'a nommé ministre plénipotentiaire près le grand-duc de Toscane (22 juillet 1792, t. XLVII, p. 44). — Proposition du comité de l'examen des comptes de l'autoriser à rejoindre son poste (24 juillet, p. 98) ; — ordre du jour (*ibid.* p. 99). — Voir *Ministre de la marine*.

Lacoste-Monlausur, député du Lot. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 63). — Prête serment (p. 99). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. XXXV, p. 598). = 1792. — Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. XLI, p. 30). — Fait un rapport sur une réclamation de la municipalité de Paris relativement aux fêtes de la proclamation de la Constitution (p. 557), — un rapport sur les secours à accorder à certains départements (*ibid.* et p. suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur les secours à accorder à certains départements (t. XLII, p. 649 et suiv.). — Fait un rapport sur l'autorisation d'emprunter demandée par le district de Bergerac (p. 657). — Parle sur la dette publique et les moyens de l'éteindre (t. XLIII, p. 717). — Fait un rapport sur une demande d'autorisation à emprunter faite par la ville de Montauban (t. XLIV, p. 126 et suiv.), — un rapport sur les dettes arriérées des ci-devant provinces (p. 236 et suiv.). — Présente des projets de décret tendant à autoriser les communes de Manosque, Salies, Tallard et Gergy à emprunter (t. XLVI, p. 579 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son projet de décret sur les dettes arriérées des ci-devant provinces (t. XLVII, p. 617 et suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de decret sur les dettes arriérées des ci-devant provinces (t. XLIX, p. 247 et suiv.). — Présente un projet de décret concernant la défense contre l'ennemi (p. 397), — un projet de décret tendant à autoriser plusieurs communes à emprunter (p. 441).

Lacotre. Sa lettre au nom du sieur Mathieu ci-devant capucin (13 juin 1792, t. XLX, p. 176).

Lacourcière (De), ancien officier. Demande audience (21 avril 1792, t. XLII, p. 248). — Jour fixé (*ibid.*).

Lacrampe. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. L, p. 119).

Lacretelle, député suppléant de Paris. — 1791. Est admis en remplacement de Godard, décédé (t. XXXIX, p. 688). — Prête serment (p. 689).

Lacretelle, député (*Suite*).

— Parle sur les troubles de Caen (t. XXXV, p. 14), sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 78). — Secrétaire (p. 87). — Parle sur le procès-verbal du 16 novembre (p. 105), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 105), — sur la demande du sieur Varnier (p. 159). — Membre du comité de surveillance (p. 370). — N'accepte pas (*ibid.*). — Parle sur une adresse de la société des Wighs (p. 602), — sur une dénonciation contre le sieur Guillemot (t. XXXVI, p. 390), — sur les troubles des Feuillants (p. 427). = 1792. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 740), — sur une motion d'Isnard relative aux alliances de la nation (t. XXXVII, p. 89 et suiv.). — Membre de la commission centrale (XXXVIII, p. 203). — Parle sur l'affaire de Delessart (t. XXXIX, p. 695). — Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Discours sur l'état actuel de la Révolution française* (t. XL, p. 664). — Parle sur l'éducation du prince royal (t. XLII, p. 69). — Suppléant au comité de législation (t. XLIV, p. 673. — Membre de la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (t. XLV, p. 226). — Suppléant au comité diplomatique (t. XLVI, p. 574). — Sa lettre relative à des mauvais traitements infligés à des députés (t. XLVII, p. 601).

Lacroix, capitaine d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. XLII, p. 333).

Lacroix, commissaire du conseil exécutif provisoire. Rend justice aux citoyens de Châlons (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 645).

Lacroix, receveur des communautés d'arts et métiers de la ville de Perpignan. L'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la pétition du sieur Rouillé de l'Etang, demandant qu'il soit déchargé de toute comptabilité (29 mai 1792, t. XLIV, p. 262).

Lacroix, élève en chirurgie. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 241).

Lacroix, instituteur. Fait un don patriotique (13 mai 1792, t. XLIII, p. 307).

Lacroix, ci-devant frère lai, récollet. — 1791. — Demande que sa pension de 300 livres lui soit conservée après son mariage (t. XXXV, p. 393) ; — ordre du jour (*ibid.*), (p. 405).

Lacroix. Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 576).

Lacuée *jeune*, député de Lot-et-Garonne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 63). — Fait la motion qu'aucun membre ne puisse voter avant d'avoir prêté serment (p. 77). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). — Parle sur le vol de Focard, secrétaire général de Rhône-et-Loire (p. 106). — Membre du comité militaire (p. 390). — Fait un rapport sur les besoins de l'Hôtel des Invalides p. 675 et suiv.). — Parle sur le remplacement

Lacuée *jeune*, député (*Suite*).

des officiers (t. XXXV, p. 82). — Fait un rapport sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 302 et suiv.). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 387), — sur une pétition des volontaires du département de la Drôme (p. 723), — sur le procès-verbal du 11 décembre 1791 (t. XXXVI, p. 28 et suiv.), — sur le payement des pensions (p. 57). — Fait un rapport sur le sort à faire aux invalides (p. 206 et suiv.). — Défend le projet de décret sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 223), (p. 224), (p. 225), (p. 226), (p. 281), (p. 399), (p. 420 et suiv.), (p. 421), (p. 422). — Parle sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 269). — Secrétaire (p. 438). — Parle sur l'état des frontières (p. 461), — sur les volontaires nationaux (p. 462). — Fait la relue du décret sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 468). — Parle sur la pétition du sieur Basin (p. 644), — sur les embauchements faits par les émigrés (p. 666). = 1792. — Parle sur la confection des catalogues des richesses littéraires du royaume (t. XXXVII, p. 2), — sur un don patriotique du sieur Guillaume (p. 46), — sur les troubles de Perpignan (p. 55), — sur un don patriotique du sieur Gay (p. 72), — sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 82), — sur la convention commerciale avec la république de Mulhausen (p. 94 et suiv.). — Fait la seconde lecture du projet de décret relatif aux invalides (p. 138 et suiv.). — Parle sur un projet de décret tendant à concéder des pensions (p. 338), — sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 375). — Fait une motion relative aux secours à accorder aux pauvres (p. 454). — Parle sur la vente des forges de Moyeuvre (p. 474), — sur une adresse de la municipalité de Paris (p. 500), — sur le recrutement de l'armée (p. 573), (p. 577), — sur les désastres de Port-Saint-Marie (p. 585), — sur le recrutement de l'armée (p. 602), (p. 606), — sur le départ pour l'armée de Mathieu Dumas, Crublier d'Optère et Daverhoult (p. 695), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 700 et suiv.). — Fait un rapport sur l'amnistie à accorder aux soldats qui ont abandonné leurs drapeaux avant le 1er juin 1789, (t. XXXVIII, p. 276 et suiv.); — le soumet à la discussion (p. 278 et suiv.). — Parle sur le départ des officiers du 40e régiment (p. 395), — sur la nomination des officiers (p. 396), — sur l'ordre du jour (p. 487), (p. 576). — Fait des motions relatives aux contributions (p. 583). — Parle sur le traitement des troupes en campagne (p. 598), (p. 600), (p. 602), (p. 603), — sur les monnaies (p. 681), — sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (p. 722), — sur la formation des légions (t. XXXIX, p. 69), — sur la conduite des citoyens d'Agen (p. 98), — sur les règlements militaires (p. 113). — Fait la 3e lecture de son rapport

Lacuée *jeune*, député (*Suite*).

sur le sort à faire aux invalides (p. 223 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 226 et suiv.), — (p. 401 et suiv.). — Fait un rapport sur les canonniers gardes nationaux (p. 395 et suiv.). — Parle sur les règlements militaires (p. 505), — sur une pétition des sous-officiers du 24e régiment d'infanterie (p. 523). — Soumet à la discussion son rapport sur l'organisation des canonniers gardes nationaux (p. 678 et suiv.). — Fait une motion relative aux transports militaires (p. 684), — un rapport sur l'habillement des volontaires nationaux (p. 698 et suiv.). — Parle sur les troubles du Lot-et-Garonne (t. XL, p. 7), — sur les affaires d'Avignon (p. 19), — sur le recrutement (p. 102). — Fait un rapport sur la date à laquelle les officiers et sous-officiers des troupes de ligne employées dans les bataillons de volontaires nationaux devront rentrer à leur corps (p. 111). — Parle sur le recrutement (p. 434). — Fait une motion relative à la question de savoir si un acte de navigation peut être utile à la France (p. 477). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le sort à faire aux invalides (p. 513 et suiv.). — Parle sur les billets de confiance (p. 573), — sur les remplacements dans les emplois militaires (p. 575). — Soumet à la discussion son rapport sur l'habillement des volontaires nationaux (p. 666 et suiv.). — Fait un rapport sur la suspension jusqu'au mois d'octobre 1792, du décret du 28 septembre 1791, relatif à l'examen requis pour l'emploi de sous-lieutenant (p. 668 et suiv.). — Parle sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (p. 687). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux invalides (t. XLI, p. 104 et suiv.), — un rapport sur le remplacement des lieutenants-colonels des bataillons de volontaires nationaux (p. 179 et suiv.). — Parle sur la pétition du sieur Schoël (p. 206). — Fait une motion relative aux indemnités à accorder aux citoyens qui ont fait des actes de dévouement (p. 207), — une motion relative aux biens de l'abbaye de Clairac (p. 233). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le sort à faire aux invalides (p. 280 et suiv.), (p. 501 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à la nomination des sous-lieutenants (p. 457 et suiv.), (p. 512). — Parle sur l'ordre du jour (p. 460), — sur une motion d'ordre (p. 514), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (t. XLII, p. 66). — Vice-président (p. 69). — Parle sur la formation des légions (p. 336). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le sort à faire aux invalides (p. 407). — Parle sur l'établissement des payeurs généraux des armées (p. 451). — Président (p. 505). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le sort à faire aux invalides (p. 550 et suiv.). — Fait un rapport sur une levée immédiate de 31 nouveaux bataillons de gardes volontaires nationaux (t. XLIII, p. 13 et suiv.). — Sa lettre au maréchal Luckner

Lacuée *jeune*, député (*Suite*).

(p. 254). — Présente un projet de décret tendant à fixer à 214 le nombre des bataillons de volontaires nationaux (p. 332 et suiv.). — Parle sur le serment des prêtres (t. **XLIV**, p. 134). — Fait un rapport sur les approvisionnements militaires (p. 162 et suiv.). — Parle sur la distribution des forces militaires (p. 189). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur les approvisionnements militaires (p. 247 et suiv.). — Parle sur les officiers de santé de la marine (p. 272). — Fait un rapport sur le rang que doivent occuper les officiers nouvellement promus (t. **XLV**, p. 82 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret sur les approvisionnements militaires (p. 83 et suiv.). — Parle sur les besoins du département de la guerre (p. 170). — Demande la nomination d'une commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 170). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministres de la guerre (p. 226). — Parle sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 229). — Sa déposition dans cette affaire (p. 247). — Parle sur la nomination d'une commission chargée d'examiner l'état de la France (p. 327). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Annonce que le département du Lot-et-Garonne a décerné une couronne civique à Jean Himonet (p. 452). — Parle sur la situation des armées (p. 621). — Présente la rédaction définitive du décret sur le rang que doivent occuper les officiers nouvellement promus (p. 665). — Parle sur les mesures proposées pour assurer la tranquillité publique (p. 712), — sur le compte à rendre par le ministre de la guerre des mesures prises pour empêcher l'invasion des Autrichiens sur le Rhin (t. **XLVI**, p. 16). — Présente un projet de décret sur le rassemblement des gardes nationaux en marche pour se rendre dans la capitale (p. 35 et suiv.). — Parle sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (p. 73). — Fait un rapport sur les réparations et constructions à faire au port de Boulogne (p. 164 et suiv.). — Remet un don patriotique (p. 233), (p. 300). — Parle sur la proposition de déclarer la patrie en danger (p. 316). — Fait un rapport sur les mesures militaires à prendre dans les circonstances actuelles (p. 396 et suiv.). — Parle sur la conduite de Montesquiou (p. 542). — Fait un rapport sur l'établissement d'une manufacture d'armes à Moulins (p. 550 et suiv.), — un rapport sur le régime des manufactures nationales d'armes de guerre (p. 552 et suiv.), — un rapport sur l'emploi des vétérans nationaux (p. 576). — Parle sur la conduite de Dumouriez (p. 661). — Présente un article additionnel au projet de décret sur les pétitions des généraux (p. 684). — Présente un projet de décret tendant à faire verser une somme de 400,000 livres dans la caisse de l'hôtel des Invalides (t. **XLVI**, p. 99). — Parle sur le mode de nomination des officiers des bataillons de grenadiers et de chasseurs (p. 109). — Membre du comité militaire (p. 234). — Présente un projet de décret sur l'habillement des gardes nationales volontaires (p. 282), — un projet de décret sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 283). — Fait la deuxième lecture du projet de décret sur le régime des manufactures d'armes (p. 284 et suiv.). — Donne lecture d'une lettre d'Arthur Dillon (p. 482 et suiv.). — Commissaire à la formation du camp de Paris (t. **XLVIII**, p. 23). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur le régime des manufactures d'armes (p. 122 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 370). — Présente un projet de décret concernant les veuves et orphelins des citoyens tués à la guerre (t. **L**, p. 145), — un projet de décret concernant le traitement des employés de la ci-devant compagnie des Indes (p. 146). — Son projet de décret sur les troubles religieux (p. 516 et suiv. — Son rapport sur la formation d'une réserve nationale (p. 717 et suiv.).

Ladavière, ancien militaire. Les jeunes gens d'Agen engagés dans l'armée de ligne demandent qu'il lui soit accordé un grade dans le régiment dans lequel ils sont incorporés (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 691).

Lafarge. Rapport par Haussmann sur son projet de caisse (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 628 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 629). — Don patriotique de ces employés (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 150).

Lafargue. Haut-juré du département du Tarn (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Lafargue, sous-lieutenant de vaisseau. Pétition ayant pour objet un rappel d'appointements (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 670).

Lafargue (Joseph), de la Martinique. Est autorisé à faire apurer la créance qu'il réclame (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 493).

Lafausse, de la section des Tuileries. Fait un don patriotique (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59).

Lafavelle (Antoine-François). Fait un don patriotique (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 599).

Lafaye, payeur général de la guerre. Plainte du sieur Golbéry contre lui (12 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 434) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Lafaye des Rabiers, député de la Charente. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 151). = **1792**. — Demande un congé (t. **XLVII**, p. 45) ; — l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur sa demande (p. 45). — Donne sa démission (p. 154) ; — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (p. 183). — Est remplacé par Maulde de Loisellerie (t. **XLVIII**, p. 625). — Fait un don patriotique (t. **XLIX**, p. 242).

Lafayette, général. Demande à être admis à la barre pour offrir l'hommage de son dévoue-

Lafon-Ladebat, député (*Suite*).

cuivre et de métal de cloche (p. 431), — un rapport sur le traitement des premiers commis de ministère (p. 472), — un rapport sur les dépenses de l'armée du Midi (p. 504), — un rapport sur le service des étapes et convois militaires (p. 555 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 667 et suiv.). — Fait un rapport sur des marchés passés par Servan (t. **XLVI**, p. 205 et suiv.). — Remet une lettre de la Société des Amis de la Constitution de la Réole adressée à la Société des Amis de la Constitution de Bordeaux (p. 297). — Fait un rapport sur les dépenses du bureau de police militaire de Paris (p. 208 et suiv.), — un rapport sur la pétition du sieur Pottin de Vauvineux (p. 300), — un rapport sur le payement des gratifications des sous-officiers et soldats de la garde parisienne soldée (*ibid.*). — Son opinion, non prononcée, sur la déclaration du danger de la patrie (p. 349 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (p. 477 et suiv.). — Remet une pétition des sieurs Saubat et Champagne (p. 542). — Demande que la commission extraordinaire des Douze rende compte de l'entretien qu'elle a eu avec le maréchal Luckner (p. 596). — Dénonce un particulier qui a insulté le maréchal Luckner (p. 596). — Présente un projet de décret concernant des fonds à mettre à la disposition du ministre de la guerre (t. **XLVII**, p. 65). — Président (p. 66). — Est rappelé à l'ordre (p. 130). — Présente un projet de décret tendant à autoriser le sieur Dutertre à établir une fabrique de poudre de guerre (t. **XLVIII**, p. 33 et suiv.), — un projet de décret sur les dépenses de la marine (p. 639). — Communique un arrêté des administrateurs des Bouches-du-Rhône (t. **XLIX**, p. 63). — — Présente un projet de décret concernant le traitement du secrétaire du conseil exécutif (p. 276), — un projet de décret relatif à la distribution de petits assignats aux volontaires nationaux (p. 374). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur les cautionnements des receveurs de district et des payeurs généraux et particuliers (t. **L**, p. 38 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les dépenses pour l'établissement de l'unité des poids et mesures (p. 72). — un projet de décret sur les dépenses de la trésorerie nationale (*ibid.*), — un proje de décret sur le traitement des employés des loteries (p. 95), — un projet de décret sur la levée des scellés apposés sur la caisse de commerce de Paris (p. 184 et suiv.).

Lafon-Ladebat, député de la Gironde. Ses enfants font un don patriotique (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 576).

Lafont, député de Lot-et-Garonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). = **1792**. — Suppléant au comité de surveillance (t. **XLIII**, p. 204). — Son opinion, non prononcée, sur la déclara-

Lafont, député (*Suite*).

tion du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 345 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur la question de la déchéance du roi (t. **XLVII**, p. 692 et suiv.).

Lafontaine, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — **1791**. — Demande à continuer ses fonctions (t. **XXXIV**, p. 109). — Est maintenu (*ibid.*). — Sa déposition dans l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 250).

Lafontaine, commissaire de la trésorerie nationale. Envoie l'état des recettes et des dépenses de la trésorerie nationale pendant le mois de décembre 1791 (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 160). — Ecrit au sujet des besoins de la trésorerie (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663).

Lafontan. Dénonce les malversations commises en Espagne par les agents du gouvernement français (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 596). — Mention honorable de son zèle et renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 597).

Laforcade. Sollicite une retraite (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 520); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lafreté. — **1791**. — Fait hommage d'un manuscrit sur la pétition de Clavière, relative aux finances (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 309). — Adresse des observations relatives au rapport de Cambon sur l'état des finances (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315). — Son mémoire sur la caisse d'escompte (t. **L**, p. 229 et suiv.).

Lagache, receveur du droit d'enregistrement à Guise. Fait hommage d'une table alphabétique et raisonnée du droit d'enregistrement et des actes civils et judiciaires (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Lagarde, de Thionville. Réclame une pension (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 154); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lagarde (Mme et M. de), propriétaires des manufactures de papiers de Courtalain et du Marais. Font un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 171).

Lagarde (Veuve et fils). Sont chargés de la fabrication des assignats de 50 et de 100 livres (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 550). — Voir *Assignats*.

Lagier-la-Condamine, député de la Drôme — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 452). = **1792**. — Fait un don patriotique (t. **L**, p. 91).

Lagneau. Sollicite une pension (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 468); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Lagny (Commune de). Mention honorable de la conduite de la municipalité (15 mars 1792, t. **XL**, p. 1). — Projet de décret sur la circonscription des paroisses (1er mai 1792,

Lagny (Commune de) (*Suite*).

t. **XLII**, p. 598 et suiv.). — Deuxième lecture (15 mai **1792**, t. **XLIII**, p. 420 et suiv.). (24 juin **1792**, t. **XLV**, p. 527 et suiv.). — Troisième lecture (2 août **1792**, t. **XLVII**, p. 386 et suiv.). — adoption (*ibid.* p. 387). — Le pouvoir exécutif est autorisé à placer provisoirement dans cette commune le lieutenant de gendarmerie fixé à Melun (28 mai **1792**, t. **XLIV**, p. 240). — Texte du décret (31 mai, p. 428). — Adresse d'adhésion (18 août **1792**, t. **XLVIII**, p. 357).

Lagonge (François), colonel. Présente des vues sur les moyens d'organiser les régiments de cavalerie (26 août **1792**, t. **XLIX**, p. 14).

Lagrange, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier **1792**, t. **XXXVII**, p. 593).

Lagrange, administrateur du district d'Arles. Rend compte de sa conduite (16 avril **1792**, t. **XLI**, p. 726 et suiv.).

Lagrange, membre du directoire du département de Rhône-et-Loire. Demande audience (11 mai **1792**, t. **XLIII**, p. 239). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il se justifie des accusations portées contre lui (*ibid.* p. 287 et suiv.).

Lagrasse (District de). *Directoire.* Don patriotique des membres le composant (28 mai **1792**, t. **XLIV**, p. 175).

Lagravelle (Commune de), district de Laval. Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (29 août **1792**, t. **XLIX**, p. 104).

Lagrenée, *le jeune*, professeur de l'Académie de peinture et de sculpture. Fait un don patriotique (29 avril **1792**, t. **XLII**, p. 510).

Lagrévol, député de la Haute-Loire. — **1791**. — Parle sur l'élection de Fauchet (t. **XXXIV**, p. 57). — Est admis (p. 62). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). — Parle sur la réception par le roi des députations de l'Assemblée (p. 86 et suiv.), — sur les troubles suscités par les prêtres refractaires (p. 260), — sur les commissions des notaires (p. 262). — Membre du comité de division (p. 450). — Parle sur une pétition du département du Tarn relative à la répartition des impositions (p. 561). — Fait un rapport sur diverses questions relatives au renouvellement des municipalités (p. 651 et suiv.), — le défend (p. 653). — Parle sur le remplacement des officiers (p. 737), — sur le remplacement des officiers (t. **XXXV**, p. 1), — sur les troubles de Caen (p. 12 et suiv.), — sur la conspiration de Varnier (p. 25), (p. 32), — sur la correspondance des comités avec les corps administratifs (p. 248), — sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 269), (p. 270), — sur la proposition faite au général du Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (p. 295), — sur le remplacement des officiers (p. 305), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 315), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 640). —

Lagrévol, député (*Suite*).

Demande l'envoi aux 83 départements du procès-verbal de la séance du 11 décembre 1791 (t. **XXXVI**, p. 21). — Parle sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 95 et suiv.), (p. 97), (p. 105), — sur l'ordre jour (p. 113), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p. 127), — sur l'échange des assignats (p. 295), — sur l'incendie de la maison où le département de la Haute-Loire tenait ses séances (p. 297), — sur une contestation au sujet de la nomination de 7 curés de la Haute-Loire (p. 324), — sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires d'offices supprimés (p. 332 et suiv.); — sur les prétentions des princes étrangers possessionnés en France (p. 355). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 2 janvier **1792**, t. **XXXVII**, p. 25), — sur les troubles de Perpignan (p. 54 et suiv.), — sur le remplacement de Valadier par Gamon (p. 61 et suiv.), — sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 179 et suiv.), — sur les sollicitations adressées aux ministres par les députés (p. 350), — sur l'administration des forêts (p. 351), — sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 582), — sur les troubles de Caen (p. 627), — sur les mesures à prendre envers les Espagnols (p. 665). — Communique une lettre d'un citoyen de Dunkerque (p. 714). — Parle sur les subsistances (p. 733), — sur le rétablissement des passeports t. **XXXVIII**, p. 22), (p. 24), — sur les dénonciations contre Bertrand, ministre de la marine (p. 89 et suiv.), — sur les emprunts des pays d'Etat (p. 249), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 313), — sur la construction d'un palais législatif (p. 460). — sur la garde du roi (p. 476), — sur l'affaire Pelleport (p. 588), — sur l'absence de Lacombe, député de la Gironde (p. 607), — sur l'établissement du tribunal de commerce de Lyon (p. 646), (p. 647), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (t. **XXXIX**, p. 59), — sur les enrôlements pour l'armée (p. 340), — sur les affaires d'Avignon (p. 348). — Membre du comité de division (p. 393). — Parle sur une dénonciation contre Mulot (p. 425), — sur les troubles de Mende (p. 621), (p. 622), (p. 626), — sur l'affaire de Delessart (p. 695) — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 53), — sur les affaires d'Arles (p. 166). — Demande la démolition des châteaux de Bannes et de Jalès (p. 174). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 386), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 453), — sur les troubles de la Lozère (p. 562), — sur les billets de confiance (p. 572), — sur les troubles de Mende (p. 628), (p. 633), — sur un incident provoqué par les spectateurs des tribunes (t. **XLI**, p. 89), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 237), — sur la suppression des costumes religieux (p. 249), (p. 250), — sur les comptes de Narbonne

Lagrével, député (*Suite*).

(p. 333 et suiv.). — Fait un rapport sur l'élection de la municipalité de Craponne-sur-Arzon (p. 469). — Parle sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 567 et suiv.), — sur un don patriotique des citoyens de Sarrelouis (p. 589), — sur la proposition d'assujettir les défenseurs officieux au droit de patente (t. **XLII**, p. 42), — sur les troubles des Bouches-du-Rhône (p. 130), — sur l'envoi aux départements d'un rapport de Cambon sur les finances (p. 166), — sur la réponse à faire par le président aux pétitionnaires (p. 183), — sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 713). — Secrétaire (p. 714). — Parle sur le droit de récusation des hauts-jurés par les accusés (t. **XLIII**, p. 179). — Fait un rapport sur la distraction de plusieurs communes du district de Pont-l'Evêque (p. 296). — Fait connaître la conduite patriotique des citoyens de Beauzac (t. **XLIV**, p. 85). — Parle sur le licenciement de la garde du roi (p. 283), — sur la réunion des communes de Riotord et de Saint-Ferréol au département de la Haute-Loire (p. 465), (p. 494). — Suppléant au comité de législation (p. 673). — Parle sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 686), — sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 208), (p. 209), (p. 210 et suiv.), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 235), (p. 255 et suiv.), — sur la proposition d'envoyer aux départements une lettre de Lafayette datée de Maubeuge (p. 341), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 467), (p. 505), — sur les moyens de maintenir l'ordre dans la ville de Paris (p. 509), — sur une dénonciation contre Chabot (p. 564), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 596), (p. 614), (p. 652), (p. 669), — sur une communication de pièces à faire par le ministre des affaires étrangères (t. **XLVI**, p. 22 et suiv.), — sur l'impression d'un arrêté du département de la Somme (p. 44), — sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (p. 73), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 111). — Présente un projet de décret sur la suspension du sieur Bleu (p. 199). — Parle sur les désordres des tribunes (t. **XLVII**, p. 46 et suiv.), — sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 284), — sur une rixe entre des gardes nationaux et les Marseillais (p. 302), — sur l'organisation de la police de sûreté générale (p. 461 et suiv.), — sur les pensions des religieux (p. 545). — Propose de mander à la barre le maire de Paris (p. 606), (p. 607). — Appuie la proposition d'envoyer une députation de l'Assemblée près du roi (p. 633). — Propose d'inviter le roi à se placer à la barre (p. 636). — Demande que tous les fonctionnaires soient tenus de prêter le serment du 10 août (t. **XLVIII**, p. 159). — Propose de faire un rapport sur les papiers trouvés chez l'intendant de la liste

Lagrével, député (*Suite*).

civile (p. 161). — Membre de la commission de correspondance (p. 313). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Présente un projet de décret relatif à l'envoi du *Bulletin de l'Assemblée* aux départements (p. 677). — Présente un projet de décret concernant les religionnaires fugitifs (t. **L**, p. 157). — Commissaire pour la surveillance de la fabrication des armes (p. 176). — Son opinion sur les troubles religieux (p. 517 et suiv.).

Lagu. Sollicite une solution sur son affaire (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 353).

Laguire, député du Gers. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 198). — Prête serment p. 345). = **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 590).

La Houardière (De), procureur de la commune de Séez. — **1791**. — Dénonce l'intolérance de Lefessier, député de l'Orne, évêque du département (t. **XXXIV**, p. 408 et suiv.), — t. **L**, p. 215 et suiv.).

Lahoudes (Pierre), ci-devant chantre de la cathédral de Nîmes. Fait un don patriotique (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 334).

Lahoussaye, lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Laigle (Commune de l'). Adresse d'adhésion des corps administratifs et judiciaire aux décrets de l'Assemblée nationale du 10 août 1792, t. **XXXIX**, p. 95). — Rapport par Terrède sur la demande des fabricants d'épingles en faveur de leurs ouvriers (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 359); — projet de décret (*ibid.*); — Observations de Masuyer, Charlier, Lecointre (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 360). — Mesures prises à l'occasion des troubles (17 mars 1792, t. **XL**, p. 56).

Laigle (District de). — Adresse du conseil général sur les troubles religieux (7 novembre 1792, t. **XXXIV**, p. 671); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Adresse contenant des hommages (8 novembre, p. 689). — Précautions prises pour dissiper les attroupements (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 526 et suiv. — Pétition relative à sa conservation (19 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 665). — Renvoi au comité de division (*ibid.*).

Laines. Le ministre des contributions publiques demande si les laines d'Espagne et d'Italie sont comprises dans la loi du 26 février 1792 prohibitive de la sortie des laines (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 38); — renvoi au comité de commerce (*ibid*). — Les laines étrangères non filées continueront d'être exportées en franchise (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 197). — Pétition de possesseurs de procédés pour dégraisser et feutrer les laines (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Voir *Matières premières*.

Lasource, député (*Suite*).

maréchal Rochambeau dans son commandement (p. 82), — sur les affaires d'Avignon (p. 217), (p. 219), (p. 220), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 269), — sur le commandement des places en état de guerre (p. 284). — Fait une motion relative aux directeurs des postes (p. 348). — Parle sur les peines à infliger aux déserteurs (p. 518), (p. 519), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 548). — Propose des mesures pour la sûreté intérieure et extérieure du royaume (p. 560 et suiv.), (p. 569 et suiv.). — Parle sur l'affaire du juge de paix Larivière (p. 607 et suiv.), — sur l'arrestation de plusieurs Cent-Suisses à Belfort (p. 627), (p. 628). — Remet un don patriotique (t. XLIV, p. 132). — Propose d'accorder des primes aux sociétés qui fourniront le plus rapidement des fusils (p. 167). — Parle sur un complot tramé à Castres contre la sûreté de l'Etat (p. 171), — sur la conduite des gardes-suisses de Courbevoie (p. 191), — sur le licenciement de la garde du roi (p. 285 et suiv.), — sur un incident provoqué par Froudière (p. 294). — Propose de mettre les scellés sur les papiers des personnes décrétées d'accusation (p. 309). — Parle sur la suppression de la course en mer (p. 339 et suiv.), — sur la police de sûreté générale (p. 356). — Remet des dons patriotiques (p. 432). — Parle sur le traitement des ministres (p. 437), — sur la pétition du sieur Rossel (p. 498). — Demande l'admission à la barre du citoyen Carbonnier, défenseur des sieurs Talvande et Fontaine condamnés à mort (p. 628). — Parle sur la pétition présentée en faveur de ces deux condamnés (p. 630), (p. 631), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 645 et suiv.), (p. 686 et suiv.), — sur les indemnités dues aux familles de Théobald Dillon et Pierre-François Berthois (t. XLV, p. 39), — sur l'affaire Grangeneuve et Jouneau (p. 234), (p. 250), — sur la vacance du ministère des affaires étrangères (p. 261). — Sur la nomination d'une commission chargée de faire un rapport sur l'état de la France (p. 326 et suiv.), — sur l'admission à la barre des habitants des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcel (p. 414), — sur la proposition de nommer une commission de douze membres pour protéger le prince royal (p. 423). — Demande qu'aucun rassemblement armé ne soit admis sous prétexte de pétition ou autre, soit à se présenter à la barre de l'Assemblée, soit à défiler dans son sein (p. 436 et suiv.). — Parle sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 505), — sur la destitution des fonctionnaires (p. 537), (p. 538), — sur la manière de constater l'état civil des personnes (p. 596). — On produit une pièce, signée par lui comme président de la société séante aux Jacobins, portant permission du port d'armes

Lasource, député (*Suite*).

(p. 664). — Parle sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (p. 671). — Déclare qu'il n'a pas signé le certificat produit contre lui (p. 677). — Fait une motion d'ordre (p. 710). — Parle sur une motion de Jean Debry (t. XLVI, p. 38), — sur la suppression des députations extraordinaires entretenues à Paris (p. 76), — sur les mesures prises pour la défense de la frontière de l'Est (p. 126), — sur les dépenses qu'entraînera la fédération de 1792 (p. 129), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 132), — sur les événements du 20 juin (p. 163), — sur la levée de nouveaux bataillons de gardes nationaux volontaires (p. 203), — sur l'âge auquel on peut contracter mariage (p. 214), (p. 216), — sur une demande du roi relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (p. 236), — sur le compte à rendre par les ministres de la situation du royaume (p. 287), — sur la proposition de déclarer la patrie en danger (p. 316), — sur le projet de décret relatif au cérémonial à observer pour la fédération de 1792 (p. 387), — sur l'état des armées (p. 493). — Fait une motion d'ordre (p. 494). — Parle sur la nécessité d'établir des manufactures d'armes de guerre (p. 556), — sur l'augmentation de la force armée (p. 559), — sur l'affaire du général La Fayette (t. XLVII, p. 8 et suiv.), — sur les intentions hostiles de la cour de Turin (p. 45), — sur les dangers de la patrie (p. 59), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 76). — Propose d'employer les braconniers et gardes-chasse à l'avant-garde de l'armée (p. 125). — Parle sur l'affaire Jouneau et Grangeneuve (p. 175). — Demande que Tarbé soit envoyé à l'Abbaye (p. 176). — Parle sur la justification de Bureaux de Pusy (p. 266 et suiv.). — Sa déclaration relative aux propositions faites par La Fayette au maréchal Luckner (p. 268). — Parle sur la responsabilité des ministres et des agents du gouvernement (p. 330), — sur la formation d'une légion d'Allobroges (p. 377). — Demande qu'il soit pris des mesures contre les auteurs de bruits séditieux (p. 417). — Parle sur l'inexécution du décret du 17 juillet 1792 relatif aux gardes suisses (p. 480), (p. 481). — Propose de prier le roi de se retirer aux extrémités de la salle (p. 636). — Demande que les scellés soient apposés sur les papiers de Blancgilly (t. XLVIII, p. 71). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 76). — Présente un projet de décret concernant les frais de correspondance du ministre de l'intérieur (p. 348). — Présente un projet de décret sur la mise en accusation de La Fayette (p. 386 et suiv.), — un projet de décret relatif aux officiers et généraux suspendus ou destitués (p. 416 et suiv.). — Propose de décréter que La Fayette est voué à l'indignation de la nation (p. 609). — Demande l'arrestation de Montmorin (p. 617). — Parle sur la déportation des prêtres inser-

Laval, colonel de la garde nationale. Plaintes contre lui par la 6e compagnie du 3e bataillon des gardes nationales du département de Paris (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 65); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Laval, cultivateur et député suppléant du département de Seine-et-Marne. Fait un don patriotique (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 319).

Laval (De), maréchal de France. — Conservé en activité (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 349).

Laval (Commune de). La municipalité demande à être autorisée à emprunter 40,000 livres pour secourir les pauvres (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 105); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Don patriotique des élèves du collège (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 580). — Adresse demandant la mise en accusation de la reine (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 631). — Projet de décret sur la circonscription des paroisses (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 406 et suiv.).

Conseil général. Adresse d'adhésion (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 7).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 580).

Laval (District de). Les administrateurs du directoire font un don patriotique (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 541).

Lavaquerie, concierge de l'Abbaye. — Remet deux lettres adressées à Varnier et une note envoyée à Delattre (28 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 410).

Lavarenne, ancien militaire. Sollicite des secours (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 464); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Obtient une place aux Invalides et sa femme, née Martin, une gratification de 600 livres (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 433).

Lavau, citoyen de Strasbourg. Dénonce Dietrich, maire de Strasbourg (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 119).

Lavaur (Commune de). Adresse de félicitation des citoyens (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 620). — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département du Tarn (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Lavaur (District de).

Tribunal. Adresse d'adhésion (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 594).

Lavaux (Jean), de la Martinique. Est autorisé à faire apurer la créance qu'il réclame (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 493).

Lavelanet (Commune de). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Lavergne, commandant de la place de Longwy. On annonce son arrestation (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 116). — Est renvoyé devant la Cour martiale (31 août, p. 162). — On annonce son arrestation par la garde nationale de Saint-

Lavergne (*Suite*).

Thiébaud (1er septembre, p. 164). — L'Assemblée refuse d'entendre la lecture d'une lettre écrite par lui (3 septembre, p. 246). — L'Assemblée décrète qu'il sera transféré à Langres (6 septembre, p. 408).

Laverhne (Commune de). Indemnité accordée (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 100).

Laverrière. — Sa lettre relative à une fourniture de 3,000 fusils (8 décembre 1791, t. **XXXV** p. 646).

Lavigne, député de Lot-et-Garonne. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Demande la nomination de commissaires chargés de former un plan de travail pour les comités (p. 371); — défend sa motion (p. 372). — Parle sur un don patriotique de la ville de Tonneins (p. 439), — sur la remise d'assignats de 5 livres à la caisse de l'extraordinaire (t. **XXXV**, p. 3 et suiv.), — sur une nouvelle émission d'assignats (p. 413). — Fait un rapport sur le mode d'échange des petits assignats (p. 455 et suiv.). — Parle sur les caisses d'échange des assignats (t. **XXXVI**, p. 251 et suiv.). = **1792.** — Fait un rapport sur le retrait des coupons d'assignats restant en circulation (t. **XXXVII**, p. 28 et suiv.), — sur une demande de secours du département de Lot-et-Garonne (p. 404). — Fait un rapport sur les moyens de hâter la fabrication des monnaies (p. 671 et suiv.), — le défend (p. 673). — Soumet à la discussion son rapport sur le retrait des coupons d'assignats (t. **XXXVIII**, p. 13). — Annonce l'enrôlement pour l'armée de 38 jeunes gens de la commune de Tonneins (t. **XXXIX**, p. 106). — Parle sur la fabrication des monnaies (p. 374). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 467). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 467). — Rend hommage au maire de Paris pour sa conduite envers les jeunes gens d'Agen engagés dans l'armée de ligne (p. 692). — Propose d'admettre à la séance les citoyens de Tonneins qui se sont enrôlés pour aller sur les frontières (t. **XL**, p. 37). — Fait un rapport sur la circulation des assignats par la poste (t. **XLIV**, p. 267 et suiv.), — un rapport sur l'état de la fabrication des petits assignats (p. 466 et suiv.). — Parle sur la gratification accordée au sieur Duflos (p. 468 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif au dépôt des assignats-coupures dans une chambre des archives de l'Assemblée nationale (t. **XLV**, p. 496). — Soumet à l'Assemblée la question de savoir si une somme prêtée en argent peut être remboursée en assignats (p. 584 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son projet de décret sur la circulation des assignats par la poste (p. 687 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la ratification des marchés passés pour la fourniture du papier destiné à l'émis-

Leblois. Il lui est accordé une indemnité (27 août 1792, t. XLIX, p. 47).

Leblond, curé d'Ivry-la-Bataille. Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. XLIII, p. 175).

Leblond (J.-A.), de *Meulan*. Fait hommage d'un ouvrage ayant pour titre *Cyclométrie*. (2 mars 1792, t. XXXIX, p. 337).

Leblond *de l'Ardèche*. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 638).

Lebœuf, député du Loiret. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). — Prête serment (p. 77). — L'un des commissaires inspecteurs (p. 383). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Membre du comité d'inspection (t. XXXIX, p. 394). — Fait un rapport sur un droit de propriété demandé par les colons de Meisenthal t. XLIV, p. 265 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur un droit de propriété demandé par les colons de Meisenthal (t. XLV, p. 334). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la réclamation des colons de Meisenthal (t. XLVII, p. 277). — Fait un rapport sur l'échange fait par le roi avec le sieur Guéméné (t. XLIX, p. 656 et suiv.).

Le Bœuf. Déclare qu'il est propriétaire d'un remède contre la rage (14 février 1792, t. XXXVIII, p. 510).

Lebœuf. Don patriotique (4 mai 1792, t. XLII, p. 730).

Lebon, ancien marchand. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. XLII, p. 499).

Lebon (Joseph). Ses pétitions en faveur de Barbey (2 août 1792, t. XLVII, p. 398), (6 août, p. 536).

Lebon de Biermont (Marguerite). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. XLIII, p. 512).

Leborgne. Lettre au ministre de la marine sur l'état des colonies (18 septembre 1792, t. L, p. 121). — Texte exact de cette lettre (p. 692).

Leboucher-du-Longchamp, député de l'Orne. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 166). — Prête serment (p. 167). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). — Membre du comité des domaines (p. 461). = **1792**. — Membre du comité des domaines (t. XXXIX, p. 394). — Suppléant au comité de l'examen des comptes (p. 467). — Fait un rapport sur les coupes des bois compris dans les échanges des biens domaniaux non consommés (t. XLVI, p. 229 et suiv.). — Donne des détails sur les ravages causés dans le département de l'Orne par une inondation (p. 640). — Fait un rapport sur le mode d'aliénation des terrains et bâtiments dépendant du Palais-Royal (t. XLVII, p. 624 et suiv.). — Fait un rapport sur l'exploitation de la coupe des bois (t. XLIX, p. 41 et suiv.), — un rapport sur les mines du département d'Ille-et-Vilaine (p. 635). — Parle sur la pétition de Louis-Joseph-Philippe, prince français (p. 641). — Fait un rapport concernant

Leboucher-du-Longchamp, député, (*Suite*).

le jugement rendu sur le testament du sieur Quinternet (t. L, p. 37 et suiv.). — Son projet de décret sur les troubles religieux (p. 518).

Leboucher-Dutrouche. Haut-juré du département de la Seine-Inférieure (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 81).

Lebret de la Charme, sous-lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. XLII, p. 333).

Le Breton (Roch), député d'Ille-et-Vilaine. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). = **1792**. Son opinion et son projet de décret, sur les postes et messageries (t. XLVII, p. 6), (p. 29). — Son opinion, non prononcée, sur l'organisation de la police de sûreté générale (t. XLVIII, p. 58 et suiv.).

Le Breton, anglais. — Demande une indemnité et sa mise en liberté (1er novembre 1971, t. XXXIV, p. 569); — renvoi au comité colonial (*ibid* .p. 570).

Le Breton. Est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. XLV, p. 492).

Lebreton (Denis), député de Seine-et-Oise. — **1791**. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Donne sa démission (p. 217). — Est remplacé par Chéron-La-Bruyère (p. 234).

Lebreton (François). Présente une pétition (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 499); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Lebreton (Noël), caporal de la garde nationale soldée. Accusé d'avoir donné une fausse consigne étant de service aux Tuileries. Observations du ministre de la justice sur la procédure à suivre contre lui (14 janvier 1792, t. XXXVII, p. 409); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de l'intérieur demande que l'Assemblée prononce sur sa détention (10 avril 1792, t. XLI, p. 410 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 411). — Sollicite le rapport sur son affaire (27 juin 1792, t. XLV, p. 630); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Rapport sur son affaire par Sautereau (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 696 et suiv.). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur l'accusation (*ibid.* p. 697).

Lebroc, sergent-major. Fait un don patriotique (22 juin 1792, t, XLV, p. 463).

Lebrun (Marie-Lucien), député suppléant de l'Eure. — **1792**. — Est admis en remplacement de Legendre démissionnaire (t. XLII, p. 581). — Prête serment (*ibid.*).

Lebrun. Haut-juré du département d'Eure-et-Loir (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 80).

Lebrun, ex-député à l'Assemblée constituante. — Présente une pétition des habitants de la paroisse de Villiers-le-Bel (11 décembre 1791, t. XXXVI, p. 6). — Rend compte des troubles qui existent dans le département de Seine-et-Oise

Lebrun, ex-député (*Suite*).

(6 mars 1762, t. XXXIX, p. 413 et suiv.). — Donne lecture d'une adresse sur les troubles de ce département (23 mars 1792, t. XL, p. 403 et suiv.).

Lebrun. Présente une pétition des habitants de Liège (18 décembre 1791, t. XXXVI, p. 229). — Est nommé ministre des affaires étrangères (10 août 1792, t. XLVII, p. 660). — Prête le serment de l'égalité (11 août 1792, t. XLVIII, p. 35).

— Voir *Ministre des affaires étrangères*.

Lebrun, ci-devant garde française. Présente une pétition (2 février 1792, t. XXXVIII, p. 93) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Le Brun. Son arrestation à Dormans (13 avril 1792, t. XLI, p. 575).

Lebrun, inspecteur des ponts et chaussées. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. XLIII, p. 18).

Lebrun, citoyen de la section Sainte-Geneviève. Ses mémoires sur les moyens de soutenir la valeur des assignats (t. L, p. 560 et suiv.), (p. 567 et suiv.).

Lebrun. — Voir *Fortin*.

Lebrun-Lafont. Gratification qui lui est accordée (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 183).

Lebrut. Pétition (14 mars 1792, t. XXXIX, p. 568).

Lecaisne, secrétaire du district de Saint-Quentin. Lettre du ministre de l'intérieur à son sujet (3 mars 1792, t. XXXIX, p. 357).

Lecamuza. Haut-juré du département de la Sarthe (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 81).

Lecanu. Pétition (17 août 1792, t. XLVIII, p. 316).

Lecarlier. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 534).

Lecaron-Mazancourt, député de l'Oise. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 64). — Parle sur le prestation du serment individuel (p. 71). — Commissaire pour accompagner l'acte constitutionnel qui sera apporté à l'Assemblée pour le serment individuel (p. 72). — Son allocution aux tribunes avant de prêter serment (*ibid.*). — Prête serment (p. 78). = 1792. — Obtient un congé (t. XXXVIII, p. 13).

Le Carpentier. Don patriotique (24 avril 1792, t. XLII, p. 327).

Le Carpentier. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. L, p. 108).

Lechard, expert-écrivain. Fait un don patriotique (31 mai 1792, t. XLIV, p. 363).

Léchelle, député de la Charente. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). = 1792. — Fait une motion relative à la recherche des pièces égarées concernant la commune de Cellefroin

Léchelle, député (*Suite*).

(t. XXXIX, p. 75). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 467).

Léchevin. Sollicite un délai pour vider l'appartement qu'il occupe au Louvre (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 488).

Le Clair-de-Belleval, directeur de la Régie et de l'Enregistrement. Fait un don patriotique (29 avril 1792, t. XLII, p. 511), (2 mai, p. 639).

Leclerc (Claude-Nicolas). Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 533). (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 533).

Leclerc (Jean-Baptiste). Nommé à la Convention nationale (19 septembre 1792, t. L, p. 126).

Leclerc, ancien membre de l'Assemblée nationale constituante, membre du comité des assignats. Cessera ses fonctions le 25 octobre (24 octobre 1791, t. XXXIV, p. 385).

Leclerc, accusateur public près le tribunal criminel du département de Loir-et-Cher. Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. XLII, p. 472).

Leclerc, manufacturier à Brives. Réclamation (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 275); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*).

Leclerc, citoyen français résidant à Londres. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. XLIII, p. 265).

Leclerc et Cie. Pétition concernant un puits d'eau salée située à Saltzbronn (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 121); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*), — Nouvelle pétition (6 août 1792, t. XLVII, p. 534).

Leclerc, adjudant général de la garde nationale parisienne. Fait un don patriotique (26 juillet 1792, t. XLVII, p. 147).

Leclerc. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (5 août 1792, t. XLVII, p. 490).

Leclerc, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159).

Leclerc. Renvoi au comité des domaines de sa réclamation relative à des donations faites en Lorraine (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 196).

Leclerc (Marie-Thérèse). Fait un don patriotique (8 juin 1792, (t. XLIV, p. 704).

Le Clerc. Difficultés pour l'exécution du jugement rendu contre lui (6 août 1792, t. XXVII, p. 535).

Leclerc de Clairefontaine (Elisabeth). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. XLIII, p. 512).

Leclerc de Saint-Aubin. Est nommé au bureau de comptabilité (24 août 1792, t. XLVIII, p. 678).

Lecocq. Nommé suppléant à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. L p. 104).

Lecointe (Pierre) garçon marchand de vin. — Ses dépositions au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrants (14 décembre 1791, t. XXXVI, p. 108 et suiv.), (15 décembre p. 123 et suiv).

Lecointe-Puyraveau, député des Deux-Sèvres. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, (p. 67). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 72). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 75 et suiv.), — sur les troubles des Deux-Sèvres (p. 109), — sur la présence de militaires dans la salle des séances (p. 111). — Propose de déclarer que l'Assemblée nationale sera dans le sein de Paris (p. 117). — Parle sur le règlement (p. 169), — sur la demande de fonds du département de Loir-et-Cher (p. 258). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Parle sur les troubles d'Avignon (p. 435, — — sur les émigrations (p. 469), — sur l'arrestation à Longwy d'effets timbrés du chiffre du roi (p. 503), — sur la pétition du sieur Guichard, sculpteur (p. 659). — Demande à être entendu pour un rapport sur l'élection des prêtres assermentés dans le district de Thionville (t. XXXV, p. 9). — Fait ce rapport (p. 10 et suiv.). — Parle sur l'envoi à M. Duroutoir de la médaille qui lui a été décernée par la société humaine du Massachusetts (p. 130), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 138), — sur une adresse de la section des Lombards (p. 263 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre les prêtres (p. 138), — sur une adresse de la section des Lombards (p. 263 et suiv.), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 427), — sur une adresse des amis de la Constitution d'Auch (p. 597), — sur une adresse de la section de la halle au blé (p. 721). — Parle sur le procès-verbal de la séance du 10 décembre 1791, au soir (t. XXXVI, p. 24), (p. 25), — sur l'affaire Rauch (p. 118), — sur le complot de Strasbourg (p. 167), — sur une pétition (p. 222), — sur les rassemblements de Brabançons dans le Nord (p. 291), — sur la retenue des impositions sur les sommes dues aux titulaires des offices supprimés (p. 343), — sur l'aménagement de la salle des séances (p. 451), — sur les chambres de commerce (p. 481), — sur une demande de fonds pour le service de la guerre (p. 600), — sur l'augmentation des commis du bureau de liquidation (p. 695). = 1792. — Demande que le titre de généreux patriote soit accordé au sieur Michelot (p. 726). — Parle sur les troubles de Perpignan (t. XXXVII, p. 56). — sur la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 71), (p. 123 et suiv.), — sur la pétition du sieur Sébire (p. 160), — sur la suppression des greffiers de l'écritoire (p. 168), — sur les affaires d'Avignon (p. 212), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 220), (p. 229), — sur l'organisation des tribunaux criminels (p. 345),

Lecointe-Puyraveau, député (*Suite*).

— sur l'habillement des troupes (p. 348), — sur une pétition des hommes du 14 juillet (p. 434), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 439), — sur un don d'Anacharsis Cloots (p. 528), — sur le procès-verbal du 22 janvier (p. 595), — sur le recrutement de l'armée (p. 602), — sur une adresse des volontaires nationaux de Seine-et-Oise (p. 637), — sur une pétition des ci-devant gardes françaises (p. 683), — sur le départ, pour l'armée, de Mathieu-Dumas, Crublier d'Optère et Daverhoult (p. 696), — sur une réclamation des receveurs de district (p. 712), — sur l'ordre du jour (p. 720), — sur le rétablissement des passeports (t. XXXVIII, p. 42), — sur l'ordre du jour (p. 51), — sur l'impression du rapport de Koch relatif au conclusum de la diète de Ratisbonne (p. 74), — sur un don patriotique de Courtès (p. 106), — sur un trait de générosité du 3[e] bataillon de la garde nationale parisienne (p. 118), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 122), — sur une réclamation relative à l'installation du tribunal criminel de Paris (p. 123), — sur le délai dans lequel les créanciers de l'État devront produire leurs titres (p. 135), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 159), sur la correspondance des comités (p. 195), — sur les relations avec le roi (p. 237), — sur une demande du tribunal du 1[er] arrondissement de Paris (p. 328), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 473), — sur les poursuites contre Charrier-Dubreuil (p. 521), — sur une pétition du sieur Pépin (p. 599), — sur une interruption partie des tribunes (p. 601), — sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (t. XXXIX, p. 115 et suiv.). — Sur la confection des rôles des contributions (p. 187), — sur un arrêté du directoire du département de Loir-et-Cher (p. 192), sur une pétition du sieur Janson (p. 372), (p. 432). — Fait connaître l'activité du recrutement à Saint-Maixent (p. 552). — Parle sur l'arrestation des sieurs Schappes et Lassaux (p. 723). — Fait une motion concernant la compétence des juges de paix (t. XL, p. 39). — Parle sur les honneurs à rendre à la mémoire du maire d'Etampes (p. 101), — sur un don patriotique de Pottin de Vauvineux (p. 116), (p. 117), — sur un hommage de William-William (p. 138), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 388), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 453), — sur les propositions de Pottin de Vauvineux (p. 483), sur une lettre de Janson relative à une cérémonie funèbre en l'honneur de Mirabeau (p. 517), — sur une motion d'ordre (p. 523), — sur une demande de secours de la commune de Fontainebleau (p. 543), — sur le recrutement de l'armée (p. 652), (p. 653), — sur les émigrés (p. 659), — sur une lettre du sieur Dubauchet (p. 680), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. XLI, p. 3), (p. 9); — sur les pensions des

Lecointe-Puyraveau, député (*Suite*).

émigrés (p. 13). — Dépose une pétition des habitants de Bressuire (p. 51). — Parle sur une pétition de veuves de militaires (p. 52), — sur une dénonciation contre le receveur du district de Vilaines-la-Juhel (p. 79), — sur un incident provoqué par les spectateurs des tribunes (p. 92), — sur le nombre des religieux restés dans la ci-devant communauté des Feuillants (p. 176), — sur une motion d'ordre (p. 211), — sur les formalités à remplir par les députés pour toucher leur traitement (p. 510), — sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 570), — sur le rapport du décret relatif à la contribution patriotique des députés (t. **XLII**, p. 303 et suiv.), — sur l'affaire de Delwarde (p. 546), — sur la proposition de faire une adresse à l'armée (t. **XLIII**, p. 2), — sur le règlement concernant le service de l'infanterie (p. 6), — sur l'affaire de Mons (p. 252), — sur la liquidation des offices des commissaires au Châtelet de Paris (p. 260), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 269), (p. 270), — sur les troubles religieux (p. 434 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur les troubles religieux (p. 449 et suiv.). — Parle sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (p. 564), — sur les troubles religieux (t. **XLIV**, p. 63), (p. 97), (p. 133), — sur le brûlement de ballots de papiers à la manufacture de Sèvres (p. 192 et suiv.), — sur le numérotage des coupures d'assignats (p. 468), — sur l'ordre du jour (p. 639), — sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 649), — sur la situation des gardes du roi licenciés (p. 700), — sur les bruits qu'on fait courir du désarmement de la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 78), (p. 79), — sur l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (p. 256), — sur les droits féodaux (p. 257), — sur la demande de mettre les sections en permanence (p. 326), — sur la suppression de certains droits féodaux (p. 333), — sur une pétition des greffiers des bâtiments de la ville de Paris (p. 352), — sur l'envoi aux départements d'une adresse de citoyens de Marseille (p. 398), — sur la proposition tendant à interdire les rassemblements d'hommes armés formés sous prétexte de pétitions (p. 433 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 544 et suiv.), — sur l'état de Paris (p. 561 et suiv.), — Demande l'envoi aux départements d'un rapport sur les moyens à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 709). — Parle sur la communication de pièces relatives aux opérations militaires (t. **XLVI**, p. 21), — sur des plaintes faites contre les journalistes (p. 28), — sur le rassemblement des gardes nationaux en marche pour se rendre dans la capitale (p. 36 et suiv.), — sur la question de savoir si le ministre de l'intérieur a ordonné l'envoi aux départements d'un arrêté du département de la Somme (p. 42), — sur la suspension d'un administrateur du district de Nantua (p. 125), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 131), (p. 132), — sur la proposition de décréter Mallet-du-Pan d'accusation (p. 243 et suiv.), — sur une pétition présentée par Collot-d'Herbois (p. 319 et suiv.), — sur le cérémonial de la fédération de 1792 (p. 387). — Suppléant au comité d'instruction (p. 445). — Demande des poursuites contre des particuliers qui ont insulté le maréchal Luckner (p. 596). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur la pétition de Lafayette (p. 600). — Parle sur les troubles de l'Ardèche (p. 639), — sur une dénonciation faite contre le directoire du département du Pas-de-Calais (p. 648), — sur une dénonciation contre Dumouriez (p. 661), — sur l'affaire du général Lafayette (t. **XLVII**, p. 25). — Fait une motion relative à la décoration militaire (p. 47). — Dénonce une proclamation du roi (*ibid.*). — Parle sur la demande d'impression d'une lettre du sieur Ricard (p. 56), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 96 et suiv.), — sur la proposition de donner des piques aux soldats non armés (p. 123 et suiv.). — Secrétaire (p. 207). — Parle sur une pétition des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure (p. 226), — sur la distribution des piques (p. 364). — Demande que les ministres de la guerre et de la marine rendent compte de l'exécution de la loi relative à la discipline de l'armée (p. 449). — Parle sur l'affaire du sieur Barbey (p. 478). — Fait une motion au sujet des fonctionnaires qui demandent à aller servir aux frontières (p. 556). — Parle sur les accusations portées contre les fédérés (p. 611). — Demande la suppression du droit de mainmorte (t. **XLVIII**, p. 116). — Fait une motion d'ordre (p. 369). — Parle sur une pétition de l'abbé Sicard (p. 638). — — Est envoyé à la section du Roule pour y rétablir le calme (p. 673). — Parle sur les troubles fomentés par les prêtres insermentés (t. **XLIX**, p. 83). — L'un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (p. 210). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Propose de mettre fin aux procès qui ont trait aux droits casuels féodaux et censuels (p. 488 et suiv.). — Parle sur une réclamation en faveur de Léonard Bourdon (p. 678), — sur des accusations portées contre des membres de l'Assemblée (t. **L**, p. 68).

Lecointre, député de Seine-et-Oise. = **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Parle sur l'arrestation, à Longwy, d'effets timbrés du chiffre du roi (p. 452), — — sur l'armement des gardes nationales (p. 464), (p. 465), — sur la création d'assignats (p. 567), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 661), — sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 695), — sur l'organisation des gardes nationales (p. 729), —

Lecointre, député (*Suite*).

sur l'arrestation d'un convoi d'argent expédié à Soleure (t. **XXXV**, p. 95). — Membre du comité de surveillance (p. 370). — Parle sur des plaintes des officiers municipaux de Versailles (t. **XXXVI**, p. 3), — sur l'affaire de Rauch (p. 98), (p. 99), (p. 124), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 326). — Obtient un congé (p. 356). — Parle sur l'accusation portée contre le ministre de la marine (p. 701). = **1792**. — Parle sur l'ordre du jour (p. 726). — Fait un rapport sur les tentatives faites par les princes français auprès du général Wimpfen pour l'engager à livrer la place de Neufbrisach (t. **XXXVII**, p. 353 et suiv.), — un rapport sur le départ pour Coblentz de Cromot-Dubourg, intendant de Monsieur, frère du roi (p. 474 et suiv.), — un rapport sur la dénonciation contre le sieur Rudemare (p. 476), — sur la dénonciation contre le concierge de l'hôtel de la Force (p. 477). — Annonce que les volontaires de Seine-et-Oise ne sont pas armés (p. 475). — Parle sur les faux assignats (p. 677), — sur les emprunts des pays d'Etat (t. **XXXVIII**, p. 249), — sur l'affaire Pelleport et Lambelet (p. 546). — Fait un rapport sur les troubles de Gray (p. 555), (p. 562 et suiv.). — Parle sur le traitement des troupes en campagne (p. 597), — sur les subsistances (p. 600), — sur le traitement des troupes en campagne (p. 900 et suiv.), (p. 602), (p. 603), — sur l'impression d'un rapport du ministre de l'intérieur (p. 630), — sur l'état de la trésorerie nationale (p. 649), — sur les monnaies (p. 681), — sur l'affaire du sieur Dulery (p. 693 et suiv.), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (t. **XXXIX**, p. 54), — sur les secours à accorder aux ouvrières de la ville de Laigle (p. 360), — sur les troubles du royaume (p. 379), (p. 418), — sur les troubles d'Arles (p. 616), — sur une pétition (p. 678). — Fait un rapport sur l'arrestation à Sierck des sieurs Schappes, Lassaux et François Gillet (p. 271 et suiv.), — le défend (p. 723 et suiv.), (p. 725). — Dénonce l'adjudication d'une coupe du bois de Vincennes qui doit se faire au profit du roi (t. **XL**, p. 58). — Parle sur les congés accordés aux soldats des régiments suisses (*ibid.*). — Informe l'Assemblée de troubles survenus à Gray (p. 162). — Parle sur l'ordre du jour (p. 390). — Fait un rapport sur l'arrestation par la municipalité de Langres de 20 chevaux destinés aux émigrés (p. 462 et suiv.). — Parle sur les troubles de Mende (p. 633), — sur les comptes de Narbonne, ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 21), (p. 324 et suiv.), — sur une demande du sieur Foustaing (p. 54), — sur une dénonciation de Constantini (p. 452), — sur une réclamation de Narbonne (*ibid.*). — Fait un rapport sur l'arrestation à Belley de 4 officiers du 21[e] régiment (p. 684 et suiv.), — Fait un rapport sur la mise en accusation des sieurs Mollette et Debar (t. **XLII**, p. 311

Lecointre, député (*Suite*).

et suiv.), — sur les maisons militaires des princes français (p. 322). — Donne lecture d'une lettre de Delorme sur la remonte des chevaux pour l'armée (p. 400 et suiv.). — Parle sur le payement des pensions dues aux officiers suisses (p. 544). — Fait un rapport sur l'affaire de Delwarde (p. 545). — Parle sur l'armement du 1[er] bataillon des volontaires nationaux de Seine-et-Oise (p. 669). — Sa lettre au ministre de la guerre sur cet objet (p. 674). — Fait un rapport sur les causes de l'arrestation du sieur abbé Gauban (t. **XLIII**, p. 508). — Parle sur l'arrestation de plusieurs Cent-Suisses à Belfort, d'après ses ordres (p. 624 et suiv.). — L'Assemblée décrète qu'il se rendra à l'Abbaye et y tiendra prison pendant trois jours (p. 629). — Ecrit qu'on refuse de le recevoir à l'Abbaye sans avoir représenté le décret qui l'y envoie (p. 634). — Texte du décret (*ibid.*). — Parle sur les troubles du royaume (t. **XLIV**, p. 69). — Annonce le passage à Belfort d'un détachement de Cent-suisses se rendant à Coblentz (p. 83). — Communique une proposition des fabricants d'armes de Saint-Etienne (p. 177). — Parle sur l'ordre du jour (p. 398), — sur l'affaire de Sombreuil (p. 399), — sur une pétition (p. 581), — sur le procès-verbal (p. 582), — sur les comptes de Narbonne (p. 584). — Son mémoire sur les marchés passés par Narbonne (p. 605 et suiv.). — Sa lettre au ministre de la guerre sur l'armement des troupes (p. 635 et suiv.). — Parle sur les propositions relatives aux indemnités à accorder à la famille de Théobald Dillon (t. **XLV**, p. 40). — Fait un rapport sur une récompense à accorder pour la dénonciation d'une fabrication de faux assignats (p. 334). — Fait part d'une offre des fabricants de fusils de Saint-Etienne (p. 432). — Sa correspondance avec le ministre de la guerre à ce sujet (p. 446 et suiv.). — Dénonce une adresse du directoire du département de Seine-et-Oise (t. **XLVI**, p. 148). — Fait la deuxième lecture du projet de décret sur une récompense à accorder aux sieurs Deglane, Lieutegard et Geunot (p. 195), — un rapport sur l'affaire des sieurs Parent et Senneville (p. 243), — un rapport sur l'affaire du sieur Seguin (*ibid.*), — une motion concernant l'armement des citoyens des frontières (p. 439). — Présente un projet de décret relatif aux Français pris par l'ennemi les armes à la main (p. 516). — Parle sur la formation de compagnies de chasseurs volontaires nationaux (p. 579). — Demande que la commission extraordinaire des Douze rende compte de l'entretien qu'elle a eu avec le maréchal Luckner (p. 595). — Demande les motifs qui ont empêché certains régiments d'incorporer les recrues (t. **XLVII**, p. 184). — Membre de la commission des armes (p. 190). — Soumet à la discussion son rapport sur l'affaire du sieur Delwarde (p. 308). — Présente un projet de décret sur l'affaire du sieur Descurel (p. 309). — Parle sur les

Lecointre, député (*Suite*).

approvisionnements militaires (p. 415), — sur des plaintes faites contre le directoire du district de Corbeil (p. 417), (p. 418). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la récompense à accorder aux sieurs Deglane, Lieutegard et Geunot (p. 500). — Parle sur les sentiments patriotiques des Suisses (p. 617). — Est envoyé à la section des Tuileries (p. 654). — Parle sur les ordres à donner à la garde nationale du département de Seine-et-Oise (p. 658). — Fait une motion relative à la nomination des officiers (t. XLVIII, p. 79). — Présente un projet de décret sur une prompte fabrication de canons (p. 109 et suiv.), — une adresse de la municipalité de Saint-Etienne (p. 111), — une adresse de la commune de Versailles (p. 127), — un projet de décret sur une prompte fabrication de canons (p. 134 et suiv.). — Membre du comité de surveillance (p. 185). — Communique une lettre du sieur Coupin (p. 309). — Présente un projet de décret portant suspension des droits établis sur les armes à leur entrée (p. 624 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre pour la défense des frontières (t. XLIX, p. 15 et suiv.), (p. 17). — Demande la mise en accusation de Narbonne (p. 61 et suiv.). — Commissaire pour la levée de 30,000 hommes (p. 85). — Présente un projet de décret sur la formation en deux compagnies franches des volontaires de Versailles (p. 94 et suiv.). — Son rapport sur les événements qui ont eu lieu dans le district de Lisieux (p. 639 et suiv.). — Commissaire pour la surveillance de la fabrication des armes (t. L, p. 176). — Ses éclaircissements sur les comptes de Narbonne, ex-ministre de la guerre (p. 447 et suiv.). — Sa correspondance avec Servan, ministre de la guerre (p. 611 et suiv.).

Léeolles, de Givet. Fait don d'un fusil (3 août 1792, t. XLVII, p. 417).

Lecomte, ancien secrétaire de la juridiction consulaire de Rouen. Réclame une indemnité (22 avril 1792, t. XLII, p. 277); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lecomte, lieutenant-colonel, commandant de la place de Philippeville. Assure l'Assemblée de son patriotisme (26 août 1792, t. XLIX, p. 11).

Lecomte, maire de Cormeilles. — 1791. — Sa réclamation sur la division du territoire (t. XXXVI, p. 231).

Leconte-de-Betz, député de l'Orne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 166). — Prête serment (p. 167). = 1792. — Son opinion, non prononcée, sur la question de l'aliénation des forêts nationales (t. XL, p. 714 et suiv.).

Leconte-de-Betz, *fils du précédent*. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. XLII, p. 521).

Lecouteulx, trésorier de la caisse de l'extraordinaire. Prête le serment du 10 août (17 août 1792, t. XLVIII, p. 311).

Lecouteulx, trésorier de la caisse de l'extraordinaire. — Voir *Caisse de l'extraordinaire*.

Lecouteulx-de-Canteleu. Sa protestation contre les déclarations des députés de Saint-Domingue (t. L, p. 240 et suiv.).

Lecouteulx-Lanoraye. On annonce qu'on a apposé les scellés sur ses papiers (21 août 1792, t. XLVIII, p. 609). — Demande que sa conduite soit examinée (*ibid.* p. 611). — — Voir *Compagnie des Indes*.

Lecoz, député d'Ille-et-Vilaine. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 72). — Prête serment (p. 77). — Parle sur le cérémonial à observer lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 98), (p. 101). — Membre de la députation qui devra aller au-devant du roi (p. 112). — Parle sur les vœux ecclésiastiques (p. 291). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Suppléant au comité des secours publics (p. 455). — Parle sur la responsabilité des ministres (p. 727). — Est rappelé à l'ordre (p. 728). — Rend compte des troubles qui ont eu lieu à Rennes le 4 novembre (t. XXXV, p. 51). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 68 et suiv.), — sur l'arrestation de Tardi (p. 377), — sur le procès-verbal du 1er décembre (p. 504). — Ses observations sur une adresse au roi, du département de Paris, concernant les prêtres réfractaires (p. 730 et suiv.). — Fait part des plaintes des campagnes relativement à la suppression des passeports (t. XXXVI, p. 427 et suiv.). = 1792. — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur le rétablissement des passeports (t. XXXVII, p. 149). — Parle sur le rétablissement des passeports (t. XXXVIII, p. 19 et suiv.), — sur la suppression des congrégations séculières (p. 179 et suiv.), — sur un hommage du sieur Morestier (p. 463), — sur des souscriptions à des œuvres littéraires (t. XXXIX, p. 112), — sur la conduite du 1er bataillon du 48e régiment d'infanterie (p. 400 et suiv.), — sur la suppression des congrégations séculières (t. XLI, p. 236 et suiv.), — sur la suppression des congrégations (t. XLII. p. 653). — Présente un projet de décret relatif aux indemnités à accorder aux familles des volontaires nationaux du Gard noyés dans le Rhône (t. XLV, p. 427). — Parle sur la proposition de décréter Mallet-du-Pan d'accusation (t. XLVI, p. 244), — Parle sur le projet du décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (t. XLVII, p. 326).

Lectoure (Commune de). Adresse de dévouement de la Société des Amis de la Constitution (22 janvier 1792, t. XXXVII, p. 589). — Sera le chef lieu de l'Assemblée électorale du département du Gers (13 août 1792, t. XLVIII, p. 100).

Lectoure (District de). Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (29 août 1792 t. XLIX, p. 96).

Lecture patriotique. Le sieur Litais propose de faire publier une affiche intitulée : *Lecture patriotique* (25 mars 1792, t. **XL**, p. 482) ; — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*).

Lecurel, député de la Haute-Saône. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité colonial (p. 412). — Membre du comité féodal (p. 462). = **1792**. — Fait un rapport sur les pétitions des sieurs Guys et Bosque (t. **XLI**, p. 363 et suiv.). — Fait la deuxième lecture du rapport sur la pétition des sieurs Guys et Bosque (t. **XLII**, p. 324). — Fait la troisième lecture du projet de son rapport sur la pétition des sieurs Guys et Bosque (t. **XLIII**, p. 41 et suiv.).

Lecuret (Nicolas), ci-devant carabinier. Il lui est accordé un secours de 200 livres (30 juillet 1792, t. **XLVII**, 292).

Léeuyer, brigadier de maréchaussée. Boisrot-de-Lacour demande qu'il lui soit accordé une gratification (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 334) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). Renvoi au pouvoir exécutif de sa demande de pension (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 213).

Léeuyer. Fait un don patriotique (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 633).

Ledam. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 176).

Ledanois. Présente une pétition (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 359).

Le Dauphin, président de la société patriotique d'Ernée. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 620).

Ledebergne. Fait part de son dévouement à la cause de la liberté (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 542).

Ledéist de Botidoux, ci-devant député à l'Assemblée nationale constituante. Explique les raisons pour lesquelles il a donné sa démission d'officier (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 209 et suiv.). — Est rétabli dans son grade (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 638).

Ledru, curé constitutionnel du Pré, membre et commissaire de la société patriotique du Mans. Fait des dons patriotiques (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 458), (20 mai, p. 596).

Lefebvre (Charles), député du Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 167). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). = **1792**. — Propose une rectification au décret sur la convocation de la Convention nationale (t. **XLVIII**, p. 673). — Parle sur la vente des biens des émigrés (p. 686).

Lefebvre (Jean-René), député d'Eure-et-Loir. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358), (t. **XXXIX**, p. 467).

Lefebvre, député, sans désignation. — **1792**. — Commissaire pour la levée de 30,000 hommes (t. **XLIX**, p. 85). — Impression et envoi aux départements du compte rendu de sa mission (t. **XLIX**, p. 633).

Lefebvre. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608), (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Lefebvre. Fait hommage d'un mémoire sur les finances, l'agiotage et les accaparements (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 651).

Lefebvre. Fait un don patriotique (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 395).

Lefebvre, commandant. Fait un don patriotique (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 11).

Lefebvre, de Créances. Demande une indemnité (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 742) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lefebvre, curé. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Le cri de la religion dans les affaires du temps* (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 519).

Lefebvre, député extraordinaire de la ville de Bordeaux. — **1791**. — Présente une adresse relative aux troubles de Saint-Domingue (t. **XXXIV**, p. 732).

Lefebvre, receveur du district de Gournay. Fait un don patriotique (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 225).

Lefebvre, receveur des loteries. Transmet une pétition des employés de la loterie nationale (15 septembre 1792, t. **L**, p. 7).

Lefebvre (Claude). Fait un don patriotique (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 572).

Lefebvre (François-Noël). Fait hommage d'un mémoire sur le commerce et la circulation des grains (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 77).

Lefebvre (Hugues). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Lefessier, député de l'Orne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 280). — Dénonciation faite contre lui par le sieur de La Houardière, procureur de la commune de Séez (p. 408 et suiv.). — Se défend (p. 409). — Obtient un congé (t. **XXXVI**, p. 43). = **1792**. — Obtient un congé (t. **XL**, p. 143). — Nouvelle dénonciation faite contre lui par le sieur de La Houardière, procureur de la commune de Séez (t. **L**, p. 215 et suiv.).

Lefèvre. Sa pétition au nom du sieur Barbon (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204).

Lefèvre, capitaine d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Lefèvre, de Cumières. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621).

Lefèvre (Emmanuel-Remi). Fait un don patriotique (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 296).

Lefèvre (Veuve). Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Lefèvre, Lesage et Cie. Demandent l'autorisation d'émettre des médailles de confiance et la levée des scellés apposés sur leur établissement (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 578); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 579). — Décret relatif à leur caisse (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 31 et suiv.).

Lefèvre-des-Noettes, marchand drapier à Paris. Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 384).

Lefiot. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Lefis-Genest. Pétition en réclamation de biens enlevés à sa famille lors de la révocation de l'édit de Nantes (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 607); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Leflamand, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Lefort, commandant de troupes à Avignon. Est mandé à la barre (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 712).

Lefortier (Guillaume). Acte de dévouement de sa part (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 620).

Le Fournier. — **1791**. — Présente une adresse aux habitants des campagnes sur les effets du fanatisme et de la superstition (t. **XXXV**, p. 396). — Présente un ouvrage sur la conduite du clergé (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 720).

Lefranc, député du Pas-de-Calais. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). = **1792**. — Membre du comité de marine (t. **XXXIX**, p. 394). — Son opinion, non prononcée, sur la fourniture des vivres et fourrages de l'armée (t. **XLI**, p. 404 et suiv.). — Communique une lettre du directoire du district de Calais (t. **XLIII**, p. 110). — Sa lettre sur les mesures à prendre pour remédier aux troubles du royaume (t. **L**, p. 347 et suiv.).

Le François de Lalande. Gratification en remplacement d'une rente viagère (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 28).

Legagneau. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 727).

Légalisation. Projet de décret sur la légalisation des actes (24 mars 1792, t. **XL**, p. 534): renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Legendre. — **1791**. — Présente une adresse de dévouement de la section du Théâtre-Français (t. **XXXVI**, p. 7).

Legendre, député de l'Eure. — **1791**. — Est admis t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 234). = **1792**. — Suppléant au comité d'inspection (t. **XXXIX**, p. 394). — Donne sa démission (t. **XLI**, p. 163). — Est remplacé par Lebrun (t. **XLII**, p. 581).

Legendre (François-Paul). Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Legendre (Louis). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Legentil (La demoiselle Marie). Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 530).

Léger, auteur dramatique. — Voir *Théâtres de Paris*.

Léger Don patriotique (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 332).

Léger, menuisier de Rouen. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 18).

Léger, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 275). — Ses fonctions au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58).

Légerin, *l'aîné*, de Chaumont. — Don patriotique (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 556).

Légier, vicaire à Calais. — Fait don de 25 livres (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 104).

Légions.

§ **1**^er^. — *Des légions nationales en général.*

§ **2**. — *De diverses légions en particulier.*

§ **1**^er^. — *Des légions nationales en général.* Le comité militaire présentera un projet de décret relatif à la formation de 6 légions (23 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 603); — Message du roi relatif à la création de 8 légions (24 janvier, p. 624); — mémoire du ministre de la guerre sur cet objet (*ibid.* p. 625); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 626). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur la question de savoir si on créera des légions (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 257 et suiv.), — rapport par Beaupuy (18 février, p. 613 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 615 et suiv.). — *Discussion* : Claude Hugau, Rouyer, Charlier, Lacuée, Basire, Albitte, Aubert Dubayet, (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 65 et suiv.), — projet de décret proposé par Claude Hugau (*ibid.* p. 72 et suiv.). — Suite de la discussion générale du projet de décret sur la formation et la composition des légions : Carnot *aîné* (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 254 et suiv.). — Hugau, Lacuée, Mathieu Dumas, Emmery, Carnot-Feuleins, *jeune*, Albitte, Aubert-Dubayet, Crublier-d'Optère, Rouyer, Guadet, Mathieu Dumas (24 avril, p. 333 et suiv.); — l'Assemblée accorde la priorité au projet de décret présenté par Hugau (*ibid.* p. 339). — Adoption des articles 1 à 10 de ce projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption des articles 11 à 15 (*ibid.* p. 359 et suiv.). — Adoption des articles 16 à 28 (25 avril, p. 372 et suiv.). — Texte définitif du décret (27 avril, p. 473 et suiv.). — Déclaration portant qu'il n'y a pas à modifier le décret du 27 avril 1792 relatif à la création de 6 légions : tableau à présenter sur leur formation (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 234). — Décret sur la levée d'une 4e légion franche pour servir

Lejosne, député (*Suite*).
les mouvements des troupes autrichiennes (t. **XLVII**, p. 58). — Demande une loi sur les démissions combinées (p. 93). — Propose de fondre les cloches des églises pour faire des canons (p. 109). — Appuie une pétition de la municipalité d'Orchies (p. 179). — Propose d'assujettir au droit d'enregistrement tous les effets au porteur (p. 211). — Parle sur le procès-verbal (p. 212), — sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (p. 324), (p. 325 et suiv.), — sur la déclaration du duc de Brunswick (p. 344). — Fait une motion concernant l'aristocratie des journalistes (p. 478). — Propose de nommer une députation de 20 membres chargée de ramener le calme parmi les citoyens (p. 639). — Demande l'affichage du décret qui met sous la sauvegarde du peuple de Paris la sûreté des personnes et des propriétés (p. 640). — Dénonce le *Logographe* et le *Journal des Débats* (t. **XLVIII**, p. 77). — Dénonce Gratien, évêque du département de la Seine-Inférieure (p. 117). — Annonce que le calme règne dans la ville de Douai (p. 161). — Secrétaire suppléant (p. 560). — Parle sur la proposition d'assujettir aux droits d'enregistrement les effets publics au porteur (p. 614). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Secrétaire (p. 394).

Lelarge, de Cumières. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621).

Leleu (Claude-Antoine), président du tribunal criminel du département de l'Aisne. Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 108).

Leleu (Jean-Mathieu). — Voir *Assignats*.

Lelièvre, sous-lieutenant. Fait un don patriotique (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 410).

Lelièvre. Lettre du ministre de l'intérieur sur un remboursement à lui faire (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 75); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*).

Le Lorrain, procureur général syndic du département de la Meurthe. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 287). — Remet un don patriotique au nom de la communauté de Raon-sur-Plaine (15 mai, p. 418).

Lemaignan. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 534), (19 septembre 1792, t. **L**, p. 126).

Lemaire, ingénieur géographe. Adresse des instructions sur les moyens de perfectionner les assignats (15 mars 1792, t. **XL**, p. 1).

Lemaire, ci-devant employé des domaines. Se plaint de ce que les secours accordés aux employés supprimés ne soient pas payés (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 1); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Lemaistre, député de Loir-et-Cher. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Membre de la commission des assignats (t. **XXXVI**, p. 58). = **1792**. — Prête le serment du 10 août (t. **XLVIII**, p. 88).

Lemaître, vérificateur du département des Landes. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85). — Présente une pétition (8 mai, p. 108).

Lemaitre (Jean-Baptiste). — **1791**. — Sollicite la liquidation d'une rente sur l'Etat (t. **XXXVI**, p. 2).

Lemalliaud, député du Morbihan. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité féodal (p. 462). = **1792**. — Communique une lettre du procureur général syndic du département du Morbihan qui demande le rétablissement des passeports (t. **XXXVII**, p. 608). — Membre du comité féodal (t. **XXXIX**, p. 467). — Fait un rapport sur le rachat des redevances fixes (t. **XLVI**, p. 368 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport (p. 676 et suiv.). — Remet une dénonciation contre le journal l'*Indicateur* (t. **XLVII**, p. 304). — Fait la troisième lecture de son rapport sur le rachat des redevances fixes (p. 520 et suiv.). — Présente un projet de décret relatif aux acquéreurs de biens nationaux (t. **XLIX**, p. 560).

Lemarchand Caligny. Fait hommage d'un ouvrage ayant pour titre « Réflexions sur la guerre » (13 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 361).

Lemaréchal. Haut-juré du département de l'Eure (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Lemée. Signataire d'une adresse de félicitation du département des Côtes-du-Nord (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 591).

Lemercier (Louis). Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 402).

Lemercier (Pierre-Paul). Présente une pétition sur les subsistances (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 541).

Lemercier (Dame). Fait des dons patriotiques (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 380), (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 453).

Lemesre, député du Nord. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 234). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). = **1792**. — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373).

Lemierre. Don patriotique (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 678).

Lemoigne, de Créances. Demande une indemnité (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 742); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lemoine. Fauchet dénonce sa correspondance avec l'Espagne et demande qu'il soit mis en état d'arrestation jusqu'à ce que le comité de surveillance ait fait son rapport sur cet objet (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 720); — rapport par Fauchet (*ibid.* p. 724 et suiv.); — l'Assemblée décrète que le fait dénoncé n'est pas de nature à donner lieu à un décret d'accusation (*ibid.* p. 725).

Lemoine. Fait un don patriotique et demande à changer son nom (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 7); — ordre du jour (*ibid.*).

Lemoine, accusateur public près le tribunal criminel d'Ille-et-Vilaine. Dénonce l'envoi d'une adresse des conjurés de Coblentz au 48e régiment d'infanterie (21 mars 1792, t. **XL**, p. 351).

Lemoine, administrateur du directoire du département de l'Yonne. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Lemoine, ancien employé dans la régie des impositions. Demande une gratification (30 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 233).

Lemoine-Villeneuve, député de la Manche. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 94). — Suppléant au comité des décrets (p. 415). = **1792**. Parle sur une adresse de jeunes citoyens de la ville de Mortain (t. **XLIII**, p. 191). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 108).

Lemolt-Phalary, secrétaire de Mirabeau, demande audience (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 422). — Est admis; réclame justice (12 février, p. 461).

Lemontey, député de Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 99). — Parle sur les émigrations (p. 301 et suiv.), — sur les prêtres réfractaires (p. 376 et suiv.); — son projet de décret sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 378). — Membre du comité diplomatique (p. 398). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Demande à être entendu pour des propositions relatives à l'institution des jurés (p. 521). — Propose des articles additionnels au décret sur l'institution des jurés (p. 534 et suiv.). — Secrétaire (p. 604). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 662), — sur le remplacement des officiers (p. 682 et suiv.), — sur les émigrants (p. 702), (p. 714), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 96), (p. 97), (p. 314), (p. 316), — sur l'affaire Delattre (p. 355). — Vice-président (p. 460). — Président (p. 712). — Présente, en qualité de président, un projet de message au roi (t. **XXXVI**, p. 120), — le défend (*ibid.* et p. suiv.). — Sa réponse à un discours de Lafayette (p. 346). — Parle sur un hommage fait à l'Assemblée par le sieur Porcheron (p. 461). — Demande qu'il soit fait un rapport sur la proposition du sieur Carle (p. 473 et suiv.). — Parle sur l'exportation des fourrages (p. 700), (p. 709), — sur la mise en liberté des Suisses de Châteauvieux (p. 716 et suiv.), (p. 720). = **1792**. — Parle sur l'organisation des tribunaux criminels (t. **XXXVII**, p. 19), — sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 42), (p. 187), — sur le délai dans lequel les créanciers de la nation devront produire leurs titres (p. 82). — Fait une motion relative à

Lemontey, député (*Suite*).

l'établissement de la contribution foncière (p. 156). — Parle sur l'admission dans l'Assemblée du sieur Sébire (p. 157), — sur les tribunaux criminels (p. 206 et suiv.), (p. 208), — sur l'ordre du jour (p. 513), (p. 514), — sur le recrutement de l'armée (p. 560 et suiv.), — sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 16 et suiv.), — sur l'affaire Pelleport (p. 587), (p. 589), — sur les limites des districts de la ville et de la campagne de Lyon (p. 649). — Communique une adresse de la Société des frères anti-politiques d'Aix (p. 717). — Parle sur l'expédition de provisions de notaires par le ministre de la justice (t. **XXXIX**, p. 7), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 63), — sur des souscriptions à des œuvres littéraires (p. 112), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 122), — sur l'incompatibilité entre les fonctions de législateur et celles de juré (p. 134). — Membre du comité diplomatique (p. 338). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Cazeau (p. 358 et suiv.). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 479 et suiv.), (p. 610), — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 16 et suiv.), (p. 18). — Fait une motion concernant la compétence des juges de paix (p. 39), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 388), — sur les affaires d'Avignon (p. 492), (p. 493). — Propose de voter des remerciements au congrès des Etats-Unis et à l'Etat de Pensylvanie (p. 562). — — Parle sur les comptes de Narbonne, ancien ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 21). — Son projet de décret sur la manière de constater les mariages, naissances et décès (p. 417 et suiv.). — Parle sur l'organisation de l'instruction publique (t. **XLII**, p. 245), — sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (p. 481 et suiv.), — sur la suppression des congrégations (p. 492). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Coffe (p. 720 et suiv.), — le défend (p. 721), (p. 722). — Parle sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 743). — Annonce l'envoi par les ministres des pièces relatives aux affaires de Mons et de Tournai (t. **XLIII**, p. 6). — Parle sur une proposition relative à la foire de Beaucaire (p. 241), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 270), — sur la justice militaire (p. 273), (p. 276), — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 585). — sur la déportation des prêtres réfractaires (t. **XLIV**, p. 135), (p. 136 et suiv.), — sur la réunion des communes de Riotord et de Saint-Ferréol au département de la Haute-Loire (p. 465), — sur l'impression des pièces relatives aux dénonciations contre Montmorin (p. 465), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 644), (p. 694). — Propose un article additionnel au décret sur la sortie des matières

Léopold, député (*Suite*).

du nom de Juniroux, compagnon d'armes de d'Assas (t. **XXXVII**, p. 3), — sur les troubles de Perpignan (p. 56 et suiv.). — Fait une motion relative à la réunion des maisons qui ne renferment pas 12 religieuses (p. 155 et suiv). — Parle sur la déchéance de la régence encourue par Louis-Stanislas-Xavier, prince français (p. 483). — Fait un rapport sur une réclamation de la commune de Margency (p. 530). — Fait la troisième lecture de son rapport sur la réunion des paroisses de la ville de Gournay (t. **XXXVIII**, p. 29), — le défend (p. 30). — Parle sur l'invention de Barthélemy de Recologne (p. 54), — sur une plainte du département d'Eure-et-Loir (p. 109), — sur la sanction des décrets (p. 200). — Fait un rapport sur la vérification des pouvoirs d'Alleaume, député suppléant de Paris (p. 297). — Demande un quatrième commis pour le bureau de division (*ibid.*). — Fait un rapport sur les limites provisoires des districts de la ville et de la campagne de Lyon (p. 649). — Parle sur la fourniture de la viande fraîche aux troupes (p. 721). — Demande l'inscription au procès-verbal, avec censure, des noms des députés qui, au lieu d'assister aux séances de l'Assemblée, seront convaincus d'avoir siégé dans d'autres assemblées populaires (t. **XXXIX**, p. 39). — Parle sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (p. 115), — sur les pièces jouées dans les théâtres de Paris (p. 190), (p. 191), — sur une pétition (p. 229). — Communique un arrêté du directoire du département d'Eure-et-Loir (p. 511). — Parle sur les enrôlements pour l'armée (p. 552), — sur les troubles d'Epernon (t. **XL**, p. 181), — sur une adresse de la municipalité de Paris (p. 682), — sur les salaires des huissiers près les tribunaux (p. 696). — Présente une pétition du département d'Eure-et-Loir (*ibid.*). — Parle sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 1), (p. 9). — Fait une motion d'ordre (p. 603). — Parle sur l'attribution d'une loge aux rédacteurs du *Moniteur* (t. **XLII**, p. 358), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 743), — sur le traitement des évêques (t. **XLIV**, p. 438). — Fait un rapport sur une pétition de la municipalité de Paris (t. **XLV**, p. 280 et suiv.). — Parle sur l'état de Paris (p. 562), — sur une adresse des citoyens de Blois (p. 571). — Parle sur une lettre de la Société des amis de de la Constitution de la Réole (t. **XLVI**, p. 299), — sur la suspension du maire de Paris (p. 340 et suiv.). — Présente des projets de décret sur la circonscription des paroisses de Châteaudun, Brou, Bonneval et Cloyes (p. 647). — Parle sur l'affaire du général La Fayette (t. **XLVII**, p. 26). — Demande l'envoi aux départements d'une lettre du sieur Ricard (p. 56). — Obtient un congé (p. 533). — Prête serment (t. **XLVIII**, p. 676).

Léopold. — Voir *Empereur*.

Le Page (Louis). Nommé à la Convention (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 452).

Lepage. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 596).

Lepage, secrétaire-commis des bureaux de l'Assemblée. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 283).

Lepage, premier commis au bureau de la guerre. Sa lettre sur des inculpations faites contre lui (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 319).

Le Paige. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 728).

Lepaute. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 745).

L'Epée (Abbé de). Présentation d'un plan pour honorer sa mémoire (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204). — Proposition relative à la vente des terrains affectés à l'établissement fondé par lui (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 638).

Le Pelletier de Saint-Fargeau. — 1791. — Présente une adresse au nom des administrateurs du département de l'Yonne (20 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 278 et suiv.). — Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Lepetit. Fait hommage d'un exemplaire d'une nouvelle édition du *Contrat social* (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 45).

Lepigeon-de-Boisval, député de la Manche. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77).

Leplatre, frères. Font un don patriotique (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 611).

Leplatre neveu (Henri). Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 221).

Lépousé. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Leprêtre. Don patriotique (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 648).

Leprêtre, de Châteaugiron. Mention honorable de son patriotisme (18 septembre 1792, t. **L**, p. 118).

Leprévôt de Beaumont. Sollicite une indemnité (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Renouvelle sa demande d'indemnité (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 37); — renvoi à la commission centrale (*ibid.*). — Ordre du jour sur sa pétition (18 septembre 1792, t. **L**, p. 116). — Rapport sur sa pétition (p. 693 et suiv.).

Leprieur (Pierre). Rend compte de ce qui s'est passé au château des Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 66).

Lequeux (Pierre-Nicolas). — 1791. — Présente une pétition (t. **XXXV**, p. 47).

Lequinio, député du Morbihan. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Parle sur le cérémonial à observer

Lequinio, député (*Suite*).

lors de la présence du roi dans l'Assemblée (p. 100), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 118), — sur les comptes à rendre par les ministres (p. 132). Propose un article additionnel au chapitre III du règlement et relatif aux interpellations aux ministres (p. 188). — Se plaint de ce que le *Mercure universel* ait mal rapporté ses paroles (p. 216). — Parle sur les troubles suscités par les prêtres réfractaires (p. 260), — sur les commissions des notaires (p. 262), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 271), — sur la fabrication des assignats (p. 274), — sur les ecclésiastiques pensionnés (p. 291), — sur l'inexécution de la loi d'amnistie (p. 295), — sur les émigrations (p. 298 et suiv.). — Son projet de décret relatif aux mesures à prendre contre les émigrés (p. 301). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 441); — son projet de décret sur les mesures à prendre contre eux (*ibid.* et p. suiv.). — Son projet de décret sur les émigrants (p. 710 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 99), (p. 143), — sur l'affaire Delattre (p. 348), — sur une adresse relative à la circulation des grains (t. **XXXVI**, p. 78). — Annonce que le sieur Pauly offre de remettre à la nation la jouissance du canal de Layon (p. 122). — Parle sur la désertion de 7 cavaliers du régiment en garnison à Sarrebourg (p. 396), — sur l'aménagement de la salle des séances (p. 451). = **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 734). — Parle sur les subsistances (t. **XXXVII**, p. 105 et suiv.), (p. 107), — sur une pétition de la garde nationale de Chantilly (p. 132), — sur une lettre adressée au roi et à l'Assemblée (p. 215), — sur les subsistances (p. 216), — sur les sollicitations adressées par les députés aux ministres (p. 350), — sur l'ordre du jour (p. 513), (p. 573), — sur une pétition des entrepreneurs des églises de Paris (p. 732), — sur une pétition de Guirault (t. **XXXVIII**, p. 7), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 13). — Fait un rapport sur la navigation des rivières de Juines et d'Essones (p. 58). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 313). — Communique une réclamation des volontaires nationaux du département de Morbihan (p. 347). — Parle sur la circulation des grains (p. 469). — Fait un rapport sur une demande de secours de la commune de Montlhéry (p. 605 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la navigation des rivières de Juine et d'Essonnes (p. 644). — Fait une motion relative à la création d'affiches nationales (p. 647). — Parle sur les accusations contre le ministre de la justice (t. **XXXIX**, p. 170). — Membre du comité d'agriculture (p. 373). — Parle sur la conduite du ministre de la marine (p. 391). — Membre du comité d'inspection (p. 394). — Parle sur les moyens d'assurer le bonheur des Français (p. 598),

Lequinio, député (*Suite*).

— sur l'organisation des gardes nationales (p. 721), — sur l'admission de Gamon (t. **XL**, p. 30). — Demande à faire une motion d'ordre sur les finances (t. **XLI**, p. 233). — Est entendu à ce sujet (p. 291 et suiv.). — Parle sur sur la mise en accusation de Charrier (p. 550), — sur la proposition de rapporter le décret d'accusation contre de Noailles (p. 696), — sur la suspension du traitement des princes français, frères du roi (t. **XLII**, p. 8), — sur une découverte nouvelle d'îles dans la mer des Indes (p. 182), — sur les domaines congéables (p. 190). — Fait une motion d'ordre (p. 728). — Propose un projet d'adresse à l'armée (t. **XLIII**, p. 2), (p. 3). — Parle sur la pétition des sieurs Labadie et Gallet (t. **XLIV**, p. 365). — Déclare que les personnes qui se portent vers les Tuileries y sont attirées par la curiosité (t. **XLV**, p. 457). — Fait un rapport sur la pétition de Boisson de Quincy (p. 361 et suiv.), — un rapport sur le canal de jonction du Rhin au Rhône (p. 632 et suiv.). — Parle sur le mariage (p. 652). — Fait la seconde lecture de son rapport sur le canal de jonction du Rhin au Rhône (t. **XLVI**, p. 323). — Parle sur le cérémonial à observer pour la fédération de 1792 (p. 387), — sur le dénuement des régiments coloniaux (p. 498). — Parle sur le mariage (t. **XLVII**, p. 60). — Remet un arrêté du conseil général du Morbihan (p. 304). — Annonce que la ville de Lorient a formé à elle-seule une compagnie de chasseurs nationaux de 150 hommes (p. 339). — Remet une adresse du conseil général du département du Morbihan (p. 487), — des adresses dénonçant le ministre de la guerre (p. 557). — Fait connaître l'adhésion du département du Morbihan aux décrets du 10 août (t. **XLVIII**, p. 309). — Membre de la commission de correspondance (p. 313). — Fait un rapport sur les domaines congéables de la ci-devant Basse-Bretagne (p. 640 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur les domaines congéables de la ci-devant Basse-Bretagne (t. **XLIX**, p. 44 et suiv.). — Parle sur la détention de l'abbé Sicard (p. 150). — L'un des commissaires envoyés pour empêcher le massacre aux prisons (p. 216). — Fait un rapport sur l'ouverture d'un canal de jonction de la mer du Nord à la mer Méditerranée (p. 384 et suiv.). — Secrétaire (p. 394). — Parle sur les mesures prises au camp de Châlons (p. 547). — Son projet de décret sur les troubles religieux (t. **L**, p. 519).

Leradde. Haut juré du département de l'Aisne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Lerat, curé. Fait un don patriotique (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 610).

Léré (Commune de). Rapport par Dochier sur le transport du service paroissial dans l'église du ci-devant chapitre (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 241); — projet de décret (*ibid.*). — Deuxième lecture (19 juillet, p. 646). —

Léré (Commune de) (*Suite*).

Troisième lecture (29 juillet 1792, t. XLVII, p. 249) ; — adoption (*ibid.*).

Lerebour de La Pigeonnière, député de la Manche. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 63). — Prête serment (p. 111). = 1792. — Suppléant au comité féodal (t. XXXIX, p. 468).

Lerembourc, député des Basses-Pyrénées. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 65). — Parle sur l'état des colonies (p. 503), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 529 et suiv.), — sur l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 721). — Son serment (t. XXXV, p. 53). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 490), — sur une pétition du sieur Dubut (t. XXXVI, p. 228), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 400). = 1792. — Demande l'élévation d'un édifice où les noms des traîtres à la patrie seraient inscrits sur des tables d'airain (t. XXXVII, p. 9). — Parle sur les mouvements des troupes espagnoles (p. 443). — Demande que le ministre des affaires étrangères rende compte de ce qu'il sait à l'égard de l'Espagne (t. XXXVIII, p. 60). — Suppléant au comité de marine (t. XXXIX, p. 394). — Parle sur la conduite du ministre de l'intérieur (p. 571). — Annonce la mise en liberté de 3 Français arrêtés par les Espagnols (t. XL, p. 362). — Parle sur les troubles des colonies (p. 452), — sur une avance de fonds à faire à la maison de secours (p. 711). — Membre du comité de marine (t. XLI, p. 604). — Parle sur la mise en accusation de Noailles (p. 682), — Propose de rapporter le décret d'accusation rendu contre de Noailles (t. XLII, p. 170). — Parle sur la déclaration de guerre à l'Autriche (p. 201), — sur des plaintes de la municipalité de Valenciennes (p. 634), — sur les affaires d'Avignon (t. XLIII, p. 43), — sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 270), — sur la publicité des séances des corps administratifs (t. XLIV, p. 480), — sur les pensions des religieux (t. XLVII, p. 544). — Demande la révocation des gouverneurs des colonies nommés par le roi (t. XLVIII, p. 712).

Leretif. Haut-juré du département des Côtes-du-Nord (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 80).

Lerier, savoisien. Fait un don patriotique (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 56).

Lermié (Jacques), négociant à Alençon. Fait un don patriotique (1er mai 1792. t. XLII, p. 576).

Leroi. Dénonciation de sa lettre datée de Coulommiers (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 269).

Leroi, ci-devant religieux. Demande à prêter le serment civique (2 septembre 1792. t. XLIX, p. 199).

Leroi (Veuve). Demande une indemnité (3 mai 1792, t. XLII, p. 723) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

3 3

Le Rolle, citoyen de la section du Luxembourg. Présente une nouvelle machine de guerre (27 mars 1792, t. XL, p. 520).

Lerouge. Offre un moyen d'abreuver une armée (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 497).

Le Roux-Delaville. Est nommé ministre des contributions publiques (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 283). — Annonce sa nomination à l'Assemblée et l'assure de tout son zèle (31 juillet, p. 319). — Envoie ses comptes à l'Assemblée (25 août 1792, t. XLVIII, p. 710). — Voir. *Ministres des contributions publiques.*

Leroux. Mention honorable au procès-verbal de sa conduite dans les troubles de l'Oise (21 février 1792, t. XXXVIII, p. 727).

Leroux, physicien. Annonce la découverte d'un carton incombustible (13 mai 1792, (t. XLIII, p. 318. — Fait un don patriotique (25 juillet 1792, (t. XLVII, p. 139). — Annonce qu'il a fait la découverte d'une étoffe pour mettre les piquiers à l'abri de la mousqueterie (26 juillet, p. 168), (17 septembre 1792, t. XLIX, p. 608).

Leroux (Pierre-Antoine), recrue du 19e régiment d'infanterie. Motifs du jugement rendu contre lui par le tribunal de police correctionnelle de Versailles (23 avril 1792, t. XLII, p. 317).

Leroux (Pierre-Honoré). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. XLIX, p. 27).

Leroy (*de Bayeux*) (Jean-François). — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Dénonce un écrit intitulé « *Têtes à prix* » (t. XLV, p. 107). — Parle sur une adresse de la ville de Grenoble (p. 601). — Parle sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (t. XLVI, p. 73). — Est appelé à s'expliquer sur une lettre écrite par lui au procureur général syndic du Calvados (t. XLIX, p. 88). — Ses explications (p. 113 et suiv.).

Leroy (*de Lisieux*) (François-Pierre), député du Calvados. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 60). — Prête serment (p. 125). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). = 1792. — Membre du comité des assignats et monnaies (t. XXXIX, p. 467). — Communique un procès-verbal de la municipalité de Lisieux (p. 625). — Parle sur l'arrondissement du tribunal de commerce d'Orbec (t. XL, p. 440). — Demande l'envoi aux départements de la lettre du roi à l'occasion de la déclaration du duc de Brunswick (t. XLVII, p. 423) (p. 424). — Parle sur les maisons religieuses (p. 456), — sur les pensions des religieux (p. 544).

Leroy, député, sans autre désignation. — 1792. — Parle sur un certificat délivré par la société des Jacobins t. XLV, p. 664).

Leroy. Haut-juré du département des Bouches-du-Rhône (24 décembre 1792, t. XXXVI, p. 335).

Lettres de grâce (*Suite*).

tions de Louvet et de plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi de toutes les propositions au comité de législation (*ibid.* p. 389). — Rapport par Louvet sur le mode à établir pour suppléer les lettres ci-devant en usage (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 239 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 240 et suiv.).

Lettres particulières. Ne seront plus lues dans le sein du Corps législatif (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 371).

Lettres de passe. Leur suppression. — Cas où elles peuvent avoir lieu (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 100). — Proposition de changer leur formule (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182); — renvoi aux comités militaire et de marine réunis (*ibid.*).

Lettres de ratification. Règlement y relatif (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 526).

Lettres de relief de laps de temps en matière civile et demandes en revision en matière criminelle. Rapport y relatif par Guitard (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 457 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 459 et suiv.). — Adoption du projet de décret (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 320).

Lettres de répit. Question relative à une lettre de répit délivrée par le ministre de la justice (22 février, t. **XXXIX**, p. 8).

Leture, juge suppléant du district de Gonesse. Il sera procédé sans délai à son installation (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 403). — Réclamation relative à son installation. — Renvoi au comité de législation (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 477).

Letutour, député du Morbihan. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Membre de la députation qui devra aller au devant du roi (p. 112).

Leucate. Mémoire des marins de ce lieu contre la loi du 15 avril 1791 (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

Leude (Droit de). Aboli sans indemnité (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 698 et suiv.).

Levacher (Mère et fille). Font un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 511).

Levacher (Jean-Louis). Poursuites à exercer contre lui (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 37).

Levaillant. Haut-juré du département du Morbihan (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Le Vaillant, ci-devant sous-lieutenant au 83ᵉ régiment. Demande à être réintégré dans son grade (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 509); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Levalois. Fait un don patriotique en son nom et en celui de ses élèves (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 287).

Levasseur *aîné*, député de la Meurthe. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Membre de la députation qui devra aller au devant du roi (p. 112). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Annonce la désertion de 7 cavaliers du régiment en garnison à Sarrebourg (t. **XXXVI**, p. 394). = **1792.** — Remet un don patriotique (t. **XLV**, p. 324). — Parle sur les dénonciations contre le général Custine (p. 549). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 533).

Levasseur. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 394).

Levast (Jean-François), journalier-carrier. Fait un don patriotique (1ᵉʳ mai 1792, t. **XLII**, p. 576).

Levaux. Pétition (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 195).

Levavasseur, député de la Seine-Inférieure. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité militaire (p. 390). — Suppléant au comité de marine (p. 410). — Membre du comité colonial (p. 412). = **1792.** — Fait un rapport sur les troubles de Cayenne et de la Guyane française (t. **XLV**, p. 195 et suiv.). — Soumet à la discussion son projet de décret sur les troubles de Cayenne et de la Guyane française (t. **XLVI**, p. 126 et suiv.). — Fait un rapport sur la réclamation du sieur Pelouse-Dufauré (t. **XLIX**, p. 234 et suiv.), — un rapport sur l'avance à faire au sieur Bec (p. 523 et suiv.). — Son rapport sur les affaires de l'île Bourbon (t. **L**, p. 592 et suiv.).

Levée de 3,372 hommes. Décret autorisant une levée de 3,372 hommes pour le service des batteries du Goulet et de la rade de Brest (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 76).

Levée de 30,000 hommes. Lettres des commissaires de l'Assemblée chargés de surveiller cette levée (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 242 et suiv.), (4 septembre, p. 345 et suiv.), (5 septembre, p. 356), (6 septembre, (p. 414), (9 septembre, p. 493), (12 septembre, p. 577), (13 septembre, p. 599), (14 septembre, p. 630), (p. 633). — Voir *Luckner*.

Leveneur, officier général. Dénonciation contre lui (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 333).

Lévêque (Maurice). Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *L'esprit de la Constitution fançaise* (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 180).

Levernède. Son arrestation à Dormans (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 575).

Levesquau (Etienne). — **1791.** — Envoie les morceaux d'un assignat de 50 livres dont il demande le remboursement (t. **XXXV**, p. 21); — renvoi à la caisse de l'extraordinaire (*ibid.*).

Levoyer (Louis), officier au régiment de l'Ile de France. Demande à être dispensé de certaines formalités prescrites par les lois rela-

Levoyer (*Suite*).

tives à la liquidation (11 janvier 1792, t. XXXVII, p. 221).

Levrain. Fait un don patriotiques (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 341).

Levrier, concierge des prisons de Strasbourg. Demande des secours (6 mai 1792, t. XLIII, p. 47); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Leyde (Droit de). Aboli sans indemnité (25 août 1792, t. XLVIII, p. 698 et suiv.).

Leydet, ci-devant juge de paix. Pétition en sa faveur. — Renvoi au comité de législation (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 609).

Leygonnier, colonel du 11e régiment de cavalerie. Mémoire en faveur des militaires employés à l'armée (17 juillet 1792, t. XLVI, p. 541).

Leymé, de Bordeaux. Offre de marcher aux frontières avec 300 jeunes citoyens (29 août 1792, t. XLIX, p. 96).

Leyris, député du Gard. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 61). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). — Suppléant au comité des décrets (p. 415). — Communique une lettre du président du directoire du district d'Alais, relative aux tentatives des émigrés (t. XXXV, p. 406 et suiv.). = 1792. — Membre du comité de l'examen des comptes (t. XXXIX, p. 467). — Suppléant au comité des décrets (p. 468).

Leyssène, maréchal des logis au 12e régiment de cavalerie. — 1791. — Demande à être entendu à la barre au sujet de sa destitution (t. XXXIV, p. 280). — Sa réclamation p. 285 et suiv.). — Rapport sur sa réclamation (t. XXXVI, p. 109). — Est réintégré dans sa place (t. XLII, p. 159).

Lézan (Scipion), ancien officier d'infanterie. Demande le règlement de sa pension (15 mars 1792, t. XL, p. 1); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Lezan-Despontes, ancien officier. Offre deux pièces de canon (5 août 1792, t. XLVII, p. 501).

L'Herbon, juge de paix de Soissons. Dénonce les difficultés qui l'arrêtent dans les fonctions de son ministère (2 février 1792, t. XXXVIII, p. 93); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Fait un don patriotique (19 août 1792, t. XLVIII, p. 368).

L'Heureux, lieutenant de vaisseau. Reprendra son rang après avoir prêté serment (17 septembre 1792, t. L, p. 77).

Lhimas, soldat citoyen de Bayonne. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. XLIII, p. 296).

Lhomme, garçon épicier. Fait un don patriotique (17 septembre 1792, t. L, p. 96).

Lhomond (François), de Cayenne. — Se plaint des injustices que lui a fait éprouver le gouverneur de Cayenne (8 janvier 1792, t. XXXVII, p. 162); — renvoi au comité colonial (*ibid.*).

Lhote, premier juge du tribunal de Longuyon. Demande que le prêtre Henry soit décrété d'accusation (11 janvier 1792, t. XXXVII, p. 220).

L'Huilier, commis au comité de division. Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. XLII, p. 439).

L'Huilier. — Voir *Huillier*.

Liagre (Veuve). Demande de secours en sa faveur (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 363).

Liancourt (De). Inculpé devant l'Assemblée (16 août 1792, t. XLVIII, p. 281).

Liancourt (Commune de). Adresse d'adhésion de l'assemblée primaire (31 août 1792, t. XLIX, p. 139).

Libaud, cultivateur à Saint-Domingue. Sollicite des secours (7 mai 1792, t. XLIII, p. 87); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Libellistes. Le pouvoir exécutif rendra compte des mesures prises pour réprimer leur licence (8 juillet 1792, t. XLVI, p. 244). — Ordre du jour sur la proposition de les obliger à représenter les originaux des lettres qu'ils insèrent dans leurs feuilles (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 643).

Libertas. Don patriotique d'un citoyen de Cette qui signe de ce nom (22 mai 1792, t. XLIV, p. 6).

Libertat, capitaine d'artillerie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. XLII, p. 333).

Liberté de la presse. — Voir *Presse*.

Liberté française. — Voir *Ere de la liberté*.

Liberté individuelle. Seront poursuivis comme coupables d'attentat à la liberté individuelle les auteurs de tentatives pour violer l'asile du citoyen (19 septembre 1792, t. L, p. 138). — Peines contre les officiers municipaux et les commandants des gardes nationales qui s'opposeront à la libre circulation des personnes et des choses dans l'intérieur de l'Empire (*ibid.* p. 149).

Liberté politique. Pétition demandant que la liberté politique et l'égalité des droits soient communes aux deux sexes (1er avril 1792, t. XLI, p. 63).

Libos (Commune de). Don patriotique (15 septembre 1792, t. XLIX, p. 678).

Libourne (Commune de). Pétition demandant qu'il soit élevé, sur l'emplacement de la Bastille, un monument à la gloire de l'Assemblée constituante (19 octobre 1791, t. XXXIV, p. 280). — Sollicite l'autorisation de convertir une chapelle en dépôt de subsistances (14 janvier 1792, t. XXXVII, p. 421 et suiv.), — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 422). — Adresse

(1) La deuxième lecture de ce projet de décret a été faite par Morel. — Voir t. XLIII, p. 71.

Liquidation (*Suite*).

liquidations. Somme de 36,000 livres pour accélérer la liquidation (3 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 695). — Le ministre de la justice demande la suppression de l'impression en placards des lois sur les liquidations (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 407). — Les lois de liquidation ne seront plus imprimées en placards que par forme de résultat (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 411). — Règlement sur la production des titres de créances (6 février 1792, t. **XXXVII**, p. 211). — Envoi la liquidation d'états des employés comptables pour obtenir ce qui leur est dû (17 avril 1792, t. **XLI**, p. 298). — Question sur la liquidation des rentes des ci-devant pays d'Etats (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 179). — Etat des liquidations décrétés. — Rapport à faire sur les moyens de les accélérer (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 688 et suiv.). — Clôture du registre d'échéance (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 187). — Etablissement d'un bureau particulier pour la liquidation des sommes dues aux détenteurs des biens engagés (3 septembre, p. 269). — Ordre pour la liquidation de diverses créances (15 septembre, p. 666 et suiv.).

§ **3**. — *Projets de décret et décrets de liquidation de diverses parties de la dette publique*. — 1° Projet de décret concernant l'arriéré des départements de la maison du roi, de la guerre, de la marine, des finances, des domaines et des droits féodaux (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 176 et suiv.); — deuxième lecture (26 décembre, p. 401 et suiv.); — troisième lecture (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 63 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 64). — 2° Projet de décret concernant les offices de judicature et ministériels (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 177 et suiv.); — deuxième lecture (26 décembre, p. 403); — troisième lecture (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 64 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 63). — 3° Projet de décret concernant les charges et offices de perruquier (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 178); — deuxième lecture (26 décembre, p. 403); — troisième lecture (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 65); — adoption (*ibid*.). — 4° Projet de décret relatif à la liquidation de diverses parties de la dette publique présenté par Rivoalan (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 707 et suiv.); — deuxième lecture (16 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 558 et suiv.); — troisième lecture (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 127 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 130). — Adoption d'une rectification (28 février, p. 155). — 5° Projet de décret relatif à la liquidation de l'arriéré du département de la maison du roi, de la guerre, des finances et de la marine (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 728). — Deuxième lecture (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 125). — Troisième lecture (11 février, p. 404). — Adoption (*ibid*.). — Texte définitif du décret (*ibid*. et p. suiv.). — Adoption d'une rectification au décret du 11 février (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 470). — 6° Projet de décret relatif à la liquidation d'offices de judicature et ministériels (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, (p. 728). — Deuxième lecture (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 125). — Troisième lecture (11 février, p. 404). — Observations de Cambon (*ibid*.). — Adoption (*ibid*.). — Texte définitif du décret (*ibid*. p. 409 et suiv.). — 7° Projet de décret relatif à la liquidation d'offices de perruquiers (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 728). — Deuxième lecture (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 125). — Troisième lecture (11 février, p. 404). — Adoption (*ibid*.). — Texte définitif du décret (*ibid*. p. 410 et suiv.). — 8° Première lecture du résultat d'un projet de décret concernant la liquidation de brevets de retenues sur charges et emplois militaires et offices de finances (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 209). — Deuxième lecture (14 avril, p. 590). — Troisième lecture (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 405 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 406). — 9° Projet de décret sur la liquidation de charges de perruquiers (30 mars 1792, t. **XL**, p. 703). — Deuxième lecture (*ibid*.). — Troisième lecture (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 298); — adoption (*ibid*.). — 10° Rapport par Debranges sur la liquidation : 1° des jurandes et maîtrises; 2° de l'arriéré des départements ministériels; 3° des domaines et féodalité; 4° des créances sur le ci-devant clergé (23 mars 1792, t. **XL**, p. 397 et suiv.). — Deuxième lecture (30 mars, p. 700 et suiv.). — Troisième lecture (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 300 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 303 et suiv.). — 11° Projet de décret sur la liquidation d'offices de judicature et ministériels (30 mars 1792, t. **XL**, p. 702), — deuxième lecture (*ibid*. et p. suiv.). — Troisième lecture (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 298); — adoption (*ibid*.). — 12° Projet de décret relatif à la liquidation des jurandes et maîtrises, de l'arriéré des départements, des dettes des ci-devant corps ecclésiastiques et des pays d'Etats et autres parties de la dette publique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 61 et suiv.). — Deuxième lecture (14 mai, p. 323 et suiv.). — Troisième lecture (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 149 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 150). — 13° Rapport sur la liquidation des charges et offices des secrétaires généraux, prévôts, lieutenants de prévôts, greffiers, exempts, fourriers, trompettes, médecins, chirurgiens, apothicaires, aumôniers, chapelains, attachés aux états-majors de la cavalerie, des dragons et des officiers composant la prévôté générale des bandes et du ci-devant régiment des gardes françaises (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 535 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 536 et suiv). — Deuxième lecture (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 361). — Troisième lecture (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 606); — adoption (*ibid*.). — 14° Rapport par Morel sur une erreur commise dans le classement des procureurs du ci-devant bailliage d'Etampes (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 70); — projet de décret (*ibid*.). — Deuxième lecture (14 mai, p. 323). — Troisième lecture

Liquidation (*Suite*).

(25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 118). — 15° Rapport par Morel sur la liquidation d'offices de judicature et ministériels (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 70); — projet de décret (*ibid.*). — Deuxième lecture (14 mai, p. 323). — Troisième lecture (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 117 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 118). — 16° Rapport et projet de décret sur les retards qu'éprouve le remboursement des offices de perruquiers (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 70). — Adoption (14 mai, p. 323). — 17° Projet de décret relatif à la liquidation d'offices de judicature et ministériels (16 juillet 1792, t **XLVI**, p. 517). — Deuxième lecture (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 80 et suiv.). — Troisième lecture (30 juillet, p. 296); — adoption (*ibid.*). — 18° Projet de décret relatif à la liquidation des charges de perruquiers (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 517 et suiv.). — Deuxième lecture (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 81) (1). — 19° Rapport et projet de décret sur la liquidation des offices de perruquiers de la ville de Dijon (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 518 et suiv). — Deuxième lecture du projet de décret relatif à la liquidation des offices de perruquiers de la ville de Dijon (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 81 et suiv.). — Troisième lecture (30 juillet, p. 296). — Adoption (*ibid.*). — 20° Rapport et projet de décret sur des liquidations faites par les commissaires de la trésorerie nationale de différents offices supprimés antérieurement au 1er mai 1789 (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 519 et suiv.). — Deuxième lecture (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 81). — Troisième lecture (30 juillet, p. 297 et suiv.). — Adoption (*ibid.* p. 298). — 21° Projet de décret sur la liquidation : 1° d'indemnités et remboursements aux propriétaires de différentes jurandes et maîtrises; 2° de l'arriéré de la maison du roi; 3° de l'arriéré du département de la guerre; 4° de l'arriéré du département de la marine; 5° de l'arriéré du département des finances; 6° des domaines et féodalités; 7° des créances du ci-devant clergé; 8° des créances des pays d'Etats; 9° de différents rejets; 10° des batteurs d'or de la ville de Paris (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 521 et suiv.). — Deuxième lecture (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 83 et suiv.). — Troisième lecture (30 juillet, p. 279 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 282). — 22° Première lecture d'un projet de décret relatif aux liquidations faites en exécution des décrets des 21 septembre 1791, et 14 février 1792 (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 183 et suiv.). — Deuxième lecture (9 septembre, p. 489 et suiv.). — Troisième lecture (15 septembre, p. 668 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 669). — 23° Première lecture d'un projet de décret relatif à la liquidation de charges de perruquiers faites en exécution du décret du 17 décembre 1791 (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 184 et suiv.).

(1) Il n'a pas été fait de troisième lecture de ce projet de décret.

Liquidation (*Suite*).

— Deuxième lecture (9 septembre, p. 490 et suiv.). — Troisième lecture (15 septembre, p. 667 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 668). 24°. Première lecture d'un projet de décret portant liquidation d'offices de judicature et ministériels, en exécution du décret du 17 décembre 1791 (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 185). — Deuxième lecture (9 septembre, p. 491). — Troisième lecture (15 septembre, p. 667); — adoption (*ibid.*) — 25° Projet de décret relatif à la liquidation de jurandes et maîtrises (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 185 et suiv.). — Deuxième lecture (9 septembre, p. 491 et suiv.). — Troisième lecture (15 septembre, p. 666); — adoption (*ibid.*).

— Voir *Brevets de retenue*. — *Bureau de liquidation*. — *Commissaire liquidateur*. — *Commissaires au Châtelet de Paris*. — *Créances sur l'Etat*. — *Créanciers des communautés religieuses*. — *Décrets*. — *Greffes et offices domaniaux*. — *Guerre*. — *Huard-Duport*. — *Marine*. — *Messageries*. — *Officiers ministériels*. — *Quittances de finances*. — *Reconnaissances de liquidation*. — *Remboursements*. — *Robin Duvernay*. — *Salm-Salm*. — *Trésorerie nationale*.

Lisieux (Commune de). Procès-verbal de la municipalité relatif aux troubles de l'Eure (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 625). — Adresse de dévouement (15 août 1792, t. **XVIII**, p. 161), (18 août, p. 335). — Pétition relative à l'emplacement d'un hôpital (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 7).

Société des Amis de la Constitution. Adresse de confiance (19 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 281). — Don patriotique (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 105).

Lisieux (District de). Etat de recouvrement de la contribution foncière (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 420). — Compte rendu des événements qui s'y sont passés (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 639 et suiv.).

Liste civile. Des créanciers et pensionnés se plaignent de n'être ni liquidés ni payés (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 246); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Motion de Baignoux sur la question de savoir si la contribution mobilière qu'elle supporte profitera au seul département de Paris ou si elle viendra en déduction de la contribution de tous les départements (24 mars 1792, t. **XL**, p. 438); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Elle est fixée à la somme de 25 millions (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 435). — Le payement de la liste civile est provisoirement suspendu, les registres seront déposés sur le bureau de l'Assemblée et la commission extraordinaire présentera un projet de décret sur le traitement à accorder au roi pendant la suspension (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 645). — Les scellés seront apposés sur toutes les caisses de la liste civile (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 101). — Décret

Loiret (Département) (*Suite*).

finances et de législation réunis (*ibid.*).—Des citoyens se plaignent du renvoi dans leurs foyers des volontaires qui s'étaient rendus au chef-lieu du département (p. 449). — Adresse d'adhésion (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 335). — Députés nommés à la Convention (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 379), (8 septembre, p. 452).

Loiret (Département du).

Administrateurs. Lettre au sujet des troubles dont est menacé le district de Montargis (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 687. — Adresse de dévouement à la Constitution (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 595). — Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 277).

Conseil général. Envoi du procès-verbal des séances (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 572).

Directoire. Réclamation relative à la réunion en un seul dépôt des titres et papiers dépendant des bénéfices supprimés (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77). — Décret relatif à diverses demandes du directoire (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 193).

Tribunal criminel. Délibération du directoire pour obtenir un supplément de fonds pour les dépenses du tribunal (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 677) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Observations de l'accusateur public au sujet des dénonciations contre le juge de paix du canton de Château-Renard (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 663).

Troubles. Lettre du ministre de l'intérieur (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 53) ; — renvoi au comité des Douze (*ibid.*).

Volontaires nationaux. Adresse de dévouement (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 57).

— Voir *Haute-Cour nationale*.

Lois. Sur la demande de Duport, ministre de la justice et sur la motion de Lasource, l'Assemblée décrète que la collection des lois rendues par l'Assemblée constituante sera continuée jusqu'au 30 septembre 1791 (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 18). — Adoption d'une nouvelle rédaction du décret du 2 janvier 1792, autorisant le ministre de la justice à faire continuer jusqu'au 30 septembre 1791 la collection des lois rendues par l'Assemblée constituante (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 298). — Gérardin demande que la collection des lois soit envoyée aux juges de paix (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 18) ; — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Motion de Gérardin relative à l'envoi aux départements des lois sur les gardes nationales(12 janvier, p. 334) ; — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Sur la motion de Rougier-La-Bergerie, l'Assemblée décrète que le comité de législation comprendra dans son plan général des lois civiles,

Lois (*Suite*).

celles relatives à l'adoption (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p 480). — Le ministre de l'intérieur demande que l'Assemblée indique les lois qui doivent être imprimées et envoyées à tous les départements (12 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 599); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*). — Le comité des décrets présentera un projet de décret pour assurer l'envoi sûr et économique des lois aux fonctionnaires publics (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 332). — Mémoire du sieur Henrion sur la promulgation des lois (1er mai p. 575). — Le comité des décrets fera un rapport sur le délai dans lequel les lois sont exécutoires (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 512). — Propositions relatives à leur réimpression (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 117). — Le pouvoir exécutif est autorisé à envoyer aux départements des Bouches-du-Rhône et de la Drôme la collection des lois principales rendues depuis l'ouverture des Etats généraux (26 juillet, p. 147). — Renvoi au comité de liquidation de la question de savoir à quelle époque une loi devient obligatoire pour les agents de la chose publique (5 août, p. 488). — Lettre du ministre de la justice relative au mode de leur promulgation (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 114); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — Décret (15 août, p. 166). — Le ministre de la justice est autorisé à faire imprimer de suite toutes les lois qui lui sont envoyées (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 417). — Etats des lois adressées aux départements par le ministre de l'intérieur. — **1792**. — (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 480), (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59), (17 février, p. 599), (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 159), (9 mars, p. 687), (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 589), (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 670), (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 523), (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 453), (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 224), (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 542), (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 339), (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 275), (21 août, p. 431), (22 août, p. 620), (24 août, p. 674), (25 août, p. 694), (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 26), (1er septembre, p. 164), (p. 191), (4 septembre, p. 333), (5 septembre, p. 352), (8 septembre, p. 451), (11 septembre, p. 553), (12 septembre, p. 576), (14 septembre, p. 650), (15 septembre 1792, t. **L**, p. 9), (17 septembre, p. 66 et suiv.), (19 septembre, p. 126), (20 septembre, p. 152).

— Voir *Décrets*.

Lois nouvelles. — Voir *Mémorial des lois nouvelles*.

Lois sanctionnées (Distribution des). — Voir *Assemblée nationale législative*.

Loiseau. Don patriotique (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 700).

Loiseau. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 517).

Lostalot, député (*Suite*).
(t. **XLI**, p. 57). — Présente une pétition des volontaires nationaux du département des Basses-Pyrénées (p. 723). — Parle sur la proposition de décréter d'accusation Marat (t. **XLI**, p. 710 et suiv.). — Dénonce un écrit publié par le ci-devant évêque de Bayonne (t. **XLIV**, p. 203). — Parle sur la publicité des séances des corps administratifs (p. 480); — sur des rassemblements d'armes dans le pays (p. 558). — Remet un don patriotique (t. **XLV**, p. 97). — Annonce la désertion des officiers du 8e régiment d'infanterie (t. **XLVI**, p. 434). — Envoie la prestation de son serment) t. **XLIX**, p. 179).

Lostange. Haut-juré du département du Lot (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Lot (Département du). Mémoire du directoire sur la répartition de la contribution foncière (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 623); — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*). — Adresse d'adhésion du tribunal criminel et du juré de jugement (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 104). — Députés nommés à la Convention nationale (14 septembre, p. 628).

Assemblée électorale. Adresse d'adhésion (16 septembre 1792, t. **L**, p. 57).

Directoire. Don patriotique des administrateurs, procureur général syndic et secrétaire général (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 81). — Accuse la mauvaise volonté du pouvoir exécutif (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 165).

Troubles. Lettre du procureur général syndic (10 avril 1792, t. **XLI**, p. 414); — renvoi à la commission des Douze (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 401); — renvoi au comité des Douze (*ibid.* p. 402).

— Voir *Tentatives de vol*.

Lot-et-Garonne (Département de). Lettre en faveur des citoyens d'Agen (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 98). — Arrêté relatif à la formation du conseil de l'évêque et à la nomination aux cures dont les titulaires n'ont pas prêté le serment (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 651 et suiv.). Don patriotique des membres de l'administration (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 300). — Députés nommés à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 590). — Députés nommés à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Directoire. Demande des secours pour réparer les désastres causés par les inondations (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 403 et suiv.); — observations de Lavigne, Mouysset et Dorisy (*ibid.* p. 404); — renvoi aux comités des secours publics et de l'extraordinaire des finances (*ibid.*); — le rapport sur cette affaire est fixé au 16 janvier (15 janvier, p. 431); — rapport et projet de décret (19 janvier 1792, p. 501); — observations de Mouysset (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*).

Lot-et-Garonne (Département de) (*Suite*).
— Annonce la convocation du conseil général pour concerter les mesures propres à rétablir l'ordre (15 mars 1792, t. **XL**, p. 7). — Décerne une couronne civique à Jean Himonet (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453).

Procureur général syndic. Annonce les désastres arrivés à Port-Sainte-Marie (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 585).

Volontaires nationaux. Discours des volontaires enrôlés dans le 14e régiment d'infanterie (22 mars 1792, t. **XL**, p. 373), — réponse du président (*ibid.*). — Le premier bataillon demande des armes (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 236).

Loteries. Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une proposition pour la suppression des loteries dites royales (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 629). — Réclamation du concierge de la loterie de France (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 379). — Dons patriotiques des employés (21 août, p. 560), (9 septembre, t. **XLIX**, p. 513). — Réclamations des employés. — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances (15 septembre 1792, t. **L**, p. 7). — Ordre du jour sur un projet de décret relatif à l'augmentation du traitement des employés (17 septembre, p. 95).

Louchet. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 117).

Loudéac (District de). Lettre des administrateurs du district et de la ville de Loudéac au sujet des troubles qui ont éclaté dans cette ville (8 octobre 1792, t. **XLVIII**, p. 126); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Adresse d'adhésion des administrateurs (25 août, p. 707). — Adresse d'adhésion des citoyens (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 139).

Directoire. Adresse une pétition relative aux troubles religieux (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315).

Loudun (Commune de). Don patriotique des Amis de la Constitution (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 453), (p. 476).

Louhans (Commune de). Les supérieur, préfet et professeurs du collège offrent de distribuer des prix à leurs frais (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 561). — Adresses de dévouement (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 430), (24 août 1792, p. 673). — Don patriotique des citoyens et des élèves du collège (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 596).

Louhans (District de).

Administrateurs. Se justifient d'une inculpation faite contre eux (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 87).

Tribunal. Les juges, commissaire du roi, greffiers et commis greffiers font un don patriotique et rendent compte de leurs travaux (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 690).

Louis XVI (*Suite*).

la réponse du roi à l'invitation qui lui a été faite par l'Assemblée de demander des explications à l'empereur sur ses dispositions envers la France (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 1). — Proclamation portant établissement de payeurs généraux dans les départements (5 février, p. 175). — Lettre sur le mode de présentation des décrets à la sanction (6 février, p. 199). — Lettre sur le service et la solde des gardes-suisses (11 février, p. 412). — Proclamation relative à l'exécution des lois sur la circulation et la vente des grains (13 février, p. 482 et suiv.). — Sa déclaration relative à la réponse de l'empereur aux explications demandées sur l'office du 21 décembre 1791 (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 254). — Annonce le remplacement de Narbonne au ministère de la guerre par de Graves (10 mars, p. 530). — Sa réponse aux observations de l'Assemblée sur la conduite du ministre de la marine (*ibid.* p. 531). — Annonce qu'il a nommé Dumouriez au ministère des affaires étrangères et de La Coste au ministère de la marine (16 mars 1792, t. **XL**, p. 56). — Sa réponse à la lettre de démission de Bertrand, ministre de la marine (17 mars, p. 59). — Annonce qu'il a nommé Roland de La Platière, ministre de l'intérieur et Clavière, ministre des contributions publiques (24 mars, p. 448 et suiv.). — Sa lettre à l'empereur pour lui demander une réponse catégorique (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 609 et suiv.). — Annonce qu'il a nommé Duranthon ministre de la justice (*ibid.* p. 367 et suiv.). — Annonce qu'il a désigné M. de Fleurieu comme gouverneur du prince royal (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 69). — Ecrit qu'il se rendra à l'Assemblée le 20 avril à midi (19 avril, p. 169). — Son entrée à l'Assemblée (20 avril, p. 196). — Il propose de déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême (*ibid.* p. 199). — Propose d'augmenter de 6 millions le fonds destiné à des dépenses secrètes (23 avril, p. 307). — Demande des fonds pour la marine (3 mai, p. 716). — Annonce qu'il a nommé Servan, ministre de la guerre (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 204). — Projet d'interpellation au roi sur les maux de la patrie, leurs causes et leurs remèdes, déposé par Isnard (15 mai, p. 396 et suiv.). — Sa lettre relative à l'existence d'un comité autrichien (20 mai, p. 604). — Propose de mettre des places en état de guerre (21 mai, p. 617). — Ecrit au sujet des fonds nécessaires pour les dépenses de la marine (*ibid.* p. 653). — Sa lettre à la municipalité de Paris au sujet des ordres donnés par le maire à propos du bruit que l'on a répandu de son départ (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 101); — réponse du maire de Paris (*ibid.* p. 102). — Demande des fonds pour l'armement de vaisseaux et de frégates (5 juin, p. 592 et suiv.). — Annonce qu'il vient de changer les ministres de la guerre, de l'intérieur et des contributions publiques (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 162). — Il lui sera

Louis XVI (*Suite*).

adressé une copie d'une pétition contre des prêtres insermentés (14 juin, p. 192). — Adresse à lui envoyée par la Société des amis de la Constitution de Bouzonville (15 juin, p. 223 et suiv.). — Annonce la nomination de Chambonas au ministère des affaires étrangères, de Lajard au ministère de la guerre, et de Terrier de Monciel au ministère de l'intérieur (18 juin, p. 335), — de Beaulieu au ministère des contributions publiques (*ibid.* p. 358). — Le ministre de la justice annonce qu'il a apposé la formule constitutionnelle au décret relatif à la déportation des prêtres réfractaires et au décret relatif à la formation d'un camp de 20,000 hommes (19 juin, p. 393), — Regnault-Baucaron et Hébert proposent d'envoyer une députation aux Tuileries pour protéger la famille royale contre les citoyens armés qui ont envahi les Tuileries (20 juin, p. 419 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'elle enverra une députation de 24 membres chez le roi (*ibid.* p. 420). — Compte rendu de ce qui se passe chez le roi (*ibid.* p. 422 et suiv.). — l'Assemblée décrète que la députation de 24 membres sera renouvelée de demi-heure en demi-heure (*ibid.* p. 423). — Composition de la seconde députation (*ibid.*) — Compte rendu de ce qui se passe au château des Tuileries et de l'attitude du roi (*ibid.* p. 424 et suiv.), (p. 427 et suiv.). — Sa lettre à l'Assemblée relative aux événements du 20 juin (21 juin, p. 440). — Propose de lever 42 nouveaux bataillons de gardes nationaux (22 juin, p. 494). — Sa proclamation relative aux événements du 20 juin (23 juin, p. 509), (p. 510). — Fait savoir qu'il a donné carte blanche au maréchal Luckner (25 juin, p. 577). — Annonce qu'il a nommé M. Dejoly, secrétaire de son conseil (28 juin, p. 645). — Sa proclamation à l'armée (29 juin, p. 672). — Ses propositions sur le remplacement des garnisons par des compagnies de gardes nationales et sur le recrutement des troupes (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 46). — Annonce qu'il a nommé De Joly ministre de la justice (4 juillet, p. 110). — Annonce son intention de se rendre à l'Assemblée pour y recevoir le serment des citoyens qui se rendent aux frontières (5 juillet, p. 143 et suiv.); — observations à ce sujet (*ibid.* p. 144 et suiv.). — Dénonce les dispositions hostiles de la Prusse (6 juillet, p. 170). — Compte rendu au nom de la députation chargée de lui porter le décret relatif à la réunion des membres de l'Assemblée. — Il se rend à l'Assemblée. — Son discours et réponse du président (7 juillet, p. 217). — Demande à l'Assemblée de statuer sur l'affaire de la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (*ibid.* p. 236). — Propose de lever une légion batave (8 juillet, p. 246). — On annonce qu'il s'occupe de l'affaire de la suspension du maire de Paris (*ibid.* p. 247). — Ecrit qu'il a nommé secrétaire de son conseil M. Joly, président du

Louis XVI (*Suite*).

tribunal du troisième arrondissement de Paris, en remplacement de Dejoly (9 juillet, p. 260). — Annonce que les ministres lui ayant remis leur démission, il va s'occuper d'un nouveau choix (10 juillet, p. 321). — Sa proclamation concernant la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (12 juillet, p. 388 et suiv.). — Est chargé de faire repousser par les armes ou attaquer tout ennemi déclaré en état d'hostilité contre la nation française (16 juillet, p. 511). — Ecrit que Terrier de Monciel persistant à donner sa démission, il a remis, par intérim, le portefeuille de l'intérieur à De Joly, ministre de la justice (17 juillet, p. 562). — Sa proclamation levant la suspension du maire de Chartres (20 juillet, p. 694). — Déclaration que le salut de la patrie lui commande impérieusement de recomposer le ministère (21 juillet, t. **XLVII**, p. 14). — Il annonce qu'il a nommé au ministère de la marine et à celui de l'intérieur MM. Dubouchage et Champion (*ibid.*). — Sa proclamation sur les dangers de la patrie (22 juillet, p. 42). — Ecrit qu'il a nommé d'Abancourt au ministère de la guerre et qu'il a chargé, par intérim, le ministre de la marine du portefeuille des affaires étrangères (23 juillet, p. 92). — Adresse demandant sa déchéance (*ibid.*). — Annonce qu'il a nommé Le Roulx-Delaville, ministre des contributions publiques (30 juillet, p. 283). — Sa proclamation sur les événements qui se sont passés le 30 juillet aux Champs-Elysées (1er août, p. 339 et suiv.). — Annonce qu'il a nommé Bigot de Sainte-Croix au ministère des affaires étrangères (*ibid.* p. 377). — Sa lettre relative à la déclaration du duc de Brunswick (3 août, p. 423). — Transmet des dépêches des ministres de France à Bonn et à Stuttgard (*ibid.* p. 451). — Sa proclamation en date du 7 août (8 août, p. 580 et suiv.). — Demande l'envoi d'une députation de l'Assemblée près de lui (nuit du 9 au 10 août, p. 633). — On annonce qu'il va se rendre à l'Assemblée (10 août, p. 635). — On annonce son arrivée. — Députation chargée de le recevoir. — Il se place à côté du Président et explique les motifs pour lesquels il s'est rendu à l'Assemblée (*ibid.* p. 636). — Proposition d'indiquer un local où il puisse se retirer pour permettre à l'Assemblée de délibérer (*ibid.*). — Il se rend avec sa famille dans la loge destinée au logotachygraphe (*ibid.*). — Il est provisoirement suspendu de ses fonctions (*ibid.* p. 645). — Il demeurera avec sa famille dans l'enceinte du Corps législatif jusqu'à ce que le calme soit rétabli dans Paris (*ibid.*). — — Décret relatif au service de sa garde (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 38). — Pétition relative aux mesures à prendre à son égard (12 août, p. 69). — Projet de décret pour fixer provisoirement l'habitation du roi et de sa famille présenté par Quinette (*ibid.* p. 74); — discussion : Isnard (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — La commune de Paris demande que le roi soit logé au Temple (*ibid.* p. 78); — l'Assemblée rapporte son décret relatif à l'habitation du roi, laisse à la commune de Paris le soin de fixer sa demeure et lui en confie la garde (*ibid.*). — Communication de l'arrêté de la commune de Paris qui le loge au Temple (13 août, p. 99). — Il est remis à la municipalité de Paris ainsi que sa famille pour être transférés au Temple (*ibid.* p. 101). — Commissaires chargés de l'accompagner jusqu'aux limites du lieu des séances de l'Assemblée (*ibid.*). — Il demande diverses personnes pour son service et pour celui de sa famille (*ibid.*). — Etat des dépenses de sa maison à Coblentz (15 août, p. 166 et suiv.); — cet état sera imprimé et distribué aux députés (*ibid.* p. 167). — Son effigie sera remplacée sur les monnaies (*ibid.* p. 180). — Son effigie sera enlevée de la salle des séances de l'Assemblée et remplacée par la Déclaration des droits de l'homme (*ibid.*). — Il est donné lecture de pièces trouvées dans ses appartements (*ibid.* p. 182 et suiv.). — L'Assemblée décrète l'impression et l'envoi aux départements des pièces trouvées dans ses appartements (*ibid.* p. 184). — Décret relatif au payement de la somme de 500,000 livres accordée pour son entretien (21 août, p. 431). — Vérification à faire du payement d'une rente viagère d'un million qui lui serait fait (*ibid.*). — Décret relatif aux secours provisoires à accorder aux pensionnaires et gens à gage de sa maison (23 août, p. 666 et suiv.). — Lettre qui l'inculpe, trouvée dans la poche d'un garde suisse (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 87). — On demande qu'il n'ait aucune communication avec sa famille (*ibid.* p. 89); — ordre du jour motivé (*ibid.*). — Commissaires de l'Assemblée envoyés au Temple pour le protéger (3 septembre, p. 249). — Suppression du payement de la rente d'un million constituée à son profit et à celui de son frère Louis-Stanislas-Xavier (6 septembre, p. 397). — Sa proclamation relative au maintien du bon ordre sur les frontières (t. **L**, p. 295).

— Voir *Adresse de l'Assemblée au roi.* — *Déchéance.* — *Emigrés.* — *Empereur.* — *Garde du roi.* — *Luxembourg (Palais du).* — *Messages du roi.* — *Œuvres littéraires.* — *Payeurs généraux.* — *Pensions.* — *Prêtres réfractaires.* — *Proclamations.* — — *Veto.*

Louis-Joseph, prince français. Mis en état d'accusation (1er janvier 1792, t. **XXXVI** p. 740). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196). — Pétition des citoyens de Chantilly relative à l'admission de ses serviteurs dans la garde nationale (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 459); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Louis-Philippe-Joseph, prince français. Il lui est accordé un million pour sa rente

Louis-Philippe-Joseph (*Suite*).
apanagère (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 435). — Est dénoncé à l'Assemblée (4 juin, p. 559), (p. 564 et suiv.). — Se plaint de la défense qui lui a été faite par le roi de servir comme volontaire dans l'armée de Luckner et du refus de l'employer dans son grade d'amiral (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 389 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 390). — Décret sur les conditions dans lesquelles il pourra continuer les aliénations à lui permises par les lettres-patentes du mois d'août 1784 et par la loi du 20 mars 1791 (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 641).

Louis-Stanislas-Xavier (Monsieur), frère du roi. Motion de Gérardin tendant à le requérir de rentrer dans le royaume (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 474); — adoption sauf rédaction (*ibid.*); — Rougier-La-Bergerie demande la fixation du délai qui lui sera accordé (30 octobre, p. 518); — observations de Guadet et de plusieurs membres (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'elle s'occupera à l'instant de déterminer le délai et la forme de la réquisition (*ibid.*); — discussion: un membre, Goujon, Viénot-Vaublanc, un membre, Ichon, Couthon, Goujon, Couthon, Broussonnet, plusieurs membres, Couthon, Voisard un membre, Vergniaud, un membre, Quatremère-Quincy, Gérardin, Koch, plusieurs membres, Laloy, Guadet (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée fixe le délai à 2 mois et ordonne que la proclamation sera faite, dans Paris, dans les 3 jours qui suivront celui où le décret aura été rendu (*ibid.* p. 521); — observations de Tarbé et Viénot-Vaublanc sur la rédaction du décret (31 octobre, p. 533); — renvoi pour rédaction au comité diplomatique qui présentera également un projet de proclamation (*ibid.*); — projet de proclamation et projet de décret présentés par Gensonné (*ibid.* p. 556); — adoption (*ibid.*); — Duport, ministre de la justice, demande à l'Assemblée de décider dans quel mode le pouvoir exécutif doit exécuter le décret (1er novembre, p. 570); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Mis en état d'accusation (1er janvier 1792, t. **XXXVI**, p. 740). — Sa réponse à la lettre du roi du 11 novembre 1791 (*ibid.* p. 743); — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196). — Lettre des commissaires de la trésorerie au sujet de son traitement (16 février, p. 564); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur la suspension de son traitement (9 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 519 et suiv.). — Discussion sur le projet de décret relatif à la suspension de son traitement (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 6 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 10). — Pétitions de plusieurs créanciers pour obtenir leur remboursement (22 avril, p. 285 et suiv.); — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 286).

Louis-Stanislas-Xavier (*Suite*).
— Pour combien il est compris dans les dépenses de 1792 (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 435). — Suppression du payement de la rente d'un million constituée à son profit et à celui de Louis XVI (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 397).

Louis-Stanislas-Xavier (Monsieur), frère du roi. — Voir *Princes français*. — *Régence du royaume*.

Loujot, commissaire du roi au Vigan. Ses lettres à Durosy et au roi (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 701).

Loupe (Commune de La). Pétition pour la nomination d'un curé (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 357); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Réclamation du conseil général et de la garde nationale contre le décret sur l'organisation de la garde nationale (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20).

Loupiac (Commune de). Distraite du district d'Aurillac et réunie à celui de Mauriac (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 34).

Loury. — Voir *Diamants de la couronne*.

Lousteau, suppléant au tribunal du district de Bordeaux. Fait un don patriotique (17 mai 1782, t. **XLIII**, p. 525).

Loutard, administrateur du département des Bouches-du-Rhône. Rend compte de sa conduite relativement aux troubles d'Arles (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 62).

Louvet, député de la Somme. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité militaire (p. 309). = **1792.** — Annonce le décès de Quillet (t. **XXXIX**, p. 229). — Parle sur la suspension du traitement des princes français, frères du roi (t. **XLII**, p. 7 et suiv.). — Fait un don patriotique (p. 310). — Membre du comité de législation (t. **XLIV**, p. 672). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 119 et suiv.). — Fait un rapport sur la proposition d'autoriser les quatre grands juges près la Haute-Cour nationale à commettre des juges dans le voisinage des témoins pour entendre leurs dépositions (p. 407). — Remet un don patriotique (t. **XLVI**, p. 126). — Parle sur les lettres de grâce (t. **XLVII**, p. 388). — Fait un rapport sur le cas des fonctionnaires qui sont en même temps administrateurs de départements (p. 498 et suiv.), — un rapport sur les troubles du district d'Evron (p. 522 et suiv.). — Présente un projet de décret tendant à déclarer qu'il n'y a pas lieu à accusation contre Saint-Huruge (p. 674). — Présente un projet de décret relatif à la publicité des séances des corps administratifs et des corps municipaux (t. **XLIX**, p. 32). — Fait un rapport sur la question de savoir si les jugements de la Haute-Cour nationale peuvent être soumis au tribunal de cassation (p. 95), — un rapport sur le mode à établir pour suppléer aux lettres de grâce et

Loysel, député (*Suite*).

— Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (p. 361). — Parle sur une adresse du département de l'Aisne (t. **XLV**, p. 685). — Communique une adresse du directoire du département de l'Aisne (t. **XLVI**, p. 434). — Parle sur l'aliénation des forêts nationales (t. **XLVII**, p. 314). — Présente un projet de décret sur l'inventaire des objets employés au service du culte (t. **XLIX**, p. 531). — Nommé à la Convention nationale (p. 534). — Demande que l'âge de 30 ans exigé pour être juge de paix soit ramené à l'âge de 25 ans (t. **L**, p. 60).

Lozeran de Fressac, député de la Lozère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 111). — Prête serment (*ibid.*). — Suppléant au comité des domaines (p. 462). — **1792**. — Fait un don patriotique (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 471).

Lozère (Département de la). — Lettre sur l'état de l'armée du Midi (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 322). — Compte à rendre par le ministre des contributions publiques des mesures prises pour accélérer la rentrée des impôts (16 mai, p. 430). — Arrêté portant suspension du district et de la municipalité de Mende (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 625). — Députés nommés à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 66).

Administrateurs. Adressant les arrêtés qu'ils ont pris depuis leur réunion (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 372), (p. 374), (2 mai, p. 670). — Leur arrêté pour défendre l'exportation des subsistances (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 523). — Mention honorable de leur zèle (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 557). — Rendent compte des mesures prises pour combattre les révoltés du département de l'Ardèche (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 118). — Adresse d'adhésion (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 572).

Conseil général. Annonce la tenue de ses premières séances à Marvejols (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 505). — Lettre relative au transfert à Orléans du sieur Deretz (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 369). — Le président du département annonce sa séparation (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 37). — Procès-verbal relatif à des actes commis par le juge de paix de la ville de Mende (8 mai, p. 163 et suiv.). — On annonce qu'il est réuni (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204).

Directoire. Annonce la découverte à Mende de cartouches et de fusils de guerre (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 172).

Procureur général syndic. Est suspendu de ses fonctions et mandé à la barre (28 mars 1792, t. **XL**, p. 634). — Mesures prises pour l'exécution du décret qui le suspend de ses fonctions (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 403). — Mémoire et pièces justificatives des faits qui lui sont imputés (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 109 et suiv.), (p. 127 et suiv.). — Ecrit relativement à des difficultés d'exécution de la loi sur le sequestre des biens des émigrés (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 486).

Tribunal criminel. Sa translation provisoire à Marvejols (28 mars 1792, t. **XL**, p. 631). — On demande que la connaissance des crimes commis dans la ville de Mende lui soit attribuée (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 578). — Don patriotique de l'accusateur public (5 juin, p. 584). — Annonce de la réunion de la gendarmerie nationale de Mende à celle de Marvejols pour faire le service auprès du tribunal (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 175).

Troubles. Dispositions pour le maintien de l'ordre (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 637). — Procès-verbal au sujet des troubles de Mende (17 mars 1792, t. **XL**, p. 83). — Adresse des citoyens de Clermont-Ferrand (26 mars, p. 484). — Récit des députés extraordinaires, Pelet et Plantier (*ibid.* p. 485 et suiv.). — Lettre des administrateurs (*ibid.* p. 486), — renvoi à la Commission des Douze (*ibid.*). — Décrets (28 mars, p. 634), (p. 635 et suiv.). — Lettre du président du directoire (30 mars, p. 696). — Annonce de la fin des troubles (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 320). — Le ministre de l'intérieur annonce l'évasion des personnes décrétées d'accusation (8 avril, p. 355); — Lettre du conseil général sur l'origine et la suite des troubles (12 avril, p. 505). — Dépôt de pièces relatives aux troubles (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 49).

Lucas, député de la Seine-Inférieure. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Suppléant au comité d'instruction publique (p. 498). — Parle sur l'affaire Tardy (t. **XXXV**, p. 517). — **1792**. — Ses propositions relatives au partage des successions *ab intestat* (t. **L**, p. 683 et suiv.).—

Lucas (Jean-Marie), citoyen de Lannion. — Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 472).

Lucas, sous-lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Lucat, député des Landes. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 137). — Parle sur l'accusation portée contre Duchillau (t. **XXXVI**, p. 642).

Luce. Don patriotique (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170).

Lucé (Paroisse de). — Les citoyens demandent un oratoire (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 47).

Luchet (Jean-Noël), huissier de l'ordre de Malte. Sollicite une indemnité. — Renvoi au comité de liquidation (17 septembre 1792, t. **L**, p. 67). — Pension accordée (19 septembre, p. 133).

Lucia, député des Pyrénées-Orientales. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Membre d'une députation au roi (p. 75). —

Lyon (Commune de) (*Suite*).

(*ibid.* p. 411). — Nouvelle dénonciation contre le directoire (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 86). — — Délibération du conseil général (14 mai, p. 322). — Plaintes des administrateurs (17 mai, p. 506). — Ils dénoncent la délibération du conseil général (21 mai, p. 618). — Suite des contestations (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 113). — Réclamation du conseil général contre la lenteur du directoire (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134). — Envoi de pièces relatives au différend avec le département (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 120). — Approbation de la conduite de la municipalité (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 158). — Rapport par Thévenin sur les griefs de la municipalité contre le directoire (t. **L**, p. 465 et suiv.).

Conseil général. Envoi d'une délibération (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 322). — On dénonce une délibération qu'il a prise (21 mai, p. 618). — Réclame contre la lenteur du directoire du département de Rhône-et-Loire (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134). — Soumet un plan d'organisation d'une garde nationale soldée pour la ville de Lyon (*ibid.*). — Réclamation contre la conduite des directoires des corps administratifs (29 juin, p. 663). — Demande relative aux bataillons qui doivent renforcer l'armée du Rhin (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 697).

Garde nationale. Plan d'organisation d'une garde nationale soldée (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 134).

Lazaristes. Protestent contre la vente de leurs biens (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Société des Amis de la Constitution. Dons patriotiques (6 février 1792, t. **XLVIII**, p. 208), (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668), (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 583).

Lyon (District de) (*Suite*).

Tribunal de commerce. Lettre du président du département de Rhône-et-Loire au sujet des contestations qu'a fait naître à Lyon l'établissement d'un tribunal de commerce (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 627); — renvoi au comité de commerce (*ibid.* p. 628). — Le rapport sur l'établissement du tribunal sera fait à la séance du 30 janvier 1792 au soir (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 2); — le ministre de la justice sollicite une décision sur cette affaire (17 février, p. 599); — renvoi au comité central (*ibid.*); — rapport par Girard (18 février, p. 644 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 645). — *Discussion* : Caminet, Mouysset, Lagrévol, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 647).

Lyon (District de). On annonce que le montant des contributions de 1791 recouvrées s'élève à 400,000 livres (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 643). — Rapport par Léopold sur les limites provisoires des districts de la ville et de la campagne de Lyon (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 649); — projet de décret (*ibid.*); — observations de Lemontey (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Etat du recouvrement des contributions (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 201). — Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 663).

Directoire. Dénonce une proclamation du roi comme inconstitutionnelle (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 102). — Adresse d'adhésion (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 140).

— Voir *Écoles vétérinaires*. — *Focard.*

Lyons (Forêt de). Plaintes au sujet des dévastations qui s'y commettent (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 489); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

M

Macaire. Ordre du jour sur sa pétition (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 464).

Macé, prêtre. Fait un don patriotique (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 553).

Mac-Gonigall (Patrick). Don patriotique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 327).

Machecoul (Commune de). Adresse d'adhésion de la Société des Amis de la Constitution (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 631).

Machecoul (District de).

Administrateurs. Adresse d'adhésion (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 452).

Tribunal. Don patriotique des juges et commissaire du roi (2 juin 17.2, t. **XLIV**, p. 463). — Adresse d'adhésion et don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 417).

Machenaud. Ramond dénonce le discours sur la guerre et les moyens de sauver l'Etat qu'il a prononcé à la Société des Jacobins de

Maire de Paris (*Suite*).

blée de suspendre sa décision sur la question des carrières (4 février, p. 122). — Adresse un état des biens vendus pendant le mois de janvier 1792 (8 février, p. 275). — — Présente à l'Assemblée les nouveaux officiers municipaux (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 58). — Lettre au sujet des troubles qui ont eu lieu dans plusieurs théâtres de la capitale (23 février, p. 103). — Lettre au sujet de l'arrestation de 12 soldats du régiment d'Alsace (26 février, p. 113 et suiv.). — Demande à être admis à la barre (29 février, p. 220). — Il est admis et demande des secours pour les pauvres (*ibid.* p. 221). — Adresse un état d'adjudication de biens nationaux (2 mars, p. 337). — Ecrit au sujet du recouvrement des contributions (7 mars, p. 430 et suiv.). — Demande l'admission à la barre du conseil général de la commune de Paris (11 mars, p. 562). — Est admis; discours au nom du conseil général (*ibid.* p. 567). — Mention honorable de sa conduite à l'égard des jeunes gens engagés dans l'armée de ligne (14 mars, p. 692). — Transmet une lettre de la municipalité de Brie-Comte-Robert (23 mars 1792, t. **XL**, p. 434). — Présente une adresse relative aux entreprises des administrateurs du département de Paris (29 mars, p. 680 et suiv.). — Ses observations au sujet du décret relatif aux avances à faire à la maison de secours (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 8 et suiv.). — Remet un état des adjudications des biens nationaux (7 avril, p. 290). — Sa lettre sur la fête qui se prépare à l'occasion de l'arrivée des soldats de Châteauvieux (9 avril, p. 409). — Transmet une adresse de la municipalité relative au recouvrement du droit de patente (13 avril, p. 576). — Demande l'admission à la barre d'une députation de la commune de Paris (29 avril 1892, t. **XLII**, p. 507). — Est admis, présente deux pétitions (30 avril, p. 521 et suiv.), — Adresse un état d'adjudication de biens nationaux (3 mai 1792, t. **XLIII**, p. 10). — Informe l'Assemblée d'un rassemblement de créanciers de la nation (*ibid.*). — Demande audience (12 mai (p. 266). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il présente une pétition en faveur des rentiers sur la ville de Paris (13 mai, p. 310. — Sa lettre en réponse à celle adressée par le roi à la municipalité de Paris à l'occasion du bruit qui a été répandu de son départ (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 102 et suiv.). — Ecrit à l'Assemblée (26 mai, p. 138). — Pose une question relative au procureur de la commune de Paris, Manuel (27 mai, p. 161). — Rendra compte tous les matins de la situation de la ville (28 mai, p. 196). — Rend compte de la situation de la ville de Paris (29 mai, p. 273 et suiv.), (30 mai, p. 338), (31 mai, p. 371 et suiv.), (1er juin, p. 439). — L'ordre qui lui a été donné de rendre un compte journalier de la situation de la capitale est suspendu (1er juin, p. 439). — Adresse un état d'adjudication de biens nationaux (5 juin, p. 625). — Rend compte des mesures prises relativement aux rassemblements dans la journée du 20 juin (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 420 et suiv.). — Remettra ce compte rendu par écrit (21 juin, p. 440). — Rend compte de l'état de Paris (*ibid.* p. 461), (p. 462). — Sa lettre sur l'état de Paris (25 juin, p. 561). — Pose une question relativement aux dépenses qu'entraînera la fédération de 1792 (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 129). — Adresse un état des fédérés qui se trouvaient à Paris le 18 juillet (18 juillet. p. 605). — Rend compte de la situation de la ville (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 28). — Lettre relative à un rassemblement d'armes aux Tuileries (26 juillet, p. 171). — Discours sur les mesures à prendre pour maintenir l'ordre et sauver la patrie (27 juillet, p. 184 et suiv.). — Demande des fonds pour l'approvisionnement de la ville (31 juillet, p. 327). — Communique un arrêté du conseil général de la commune de Paris (2 août, p. 392). — Présente une adresse des 48 sections de Paris (3 août, p. 425). — Est mandé à la barre (9 août, p. 608). — Est entendu au sujet des mesures prises et à prendre pour la tranquillité publique (*ibid.* p. 613 et suiv.). — Inquiétudes sur les dangers qu'il peut courir au château des Tuileries (nuit du 9 au 10 août, p. 624); — l'Assemblée décrète qu'il sera mandé à la barre à l'instant et que le décret lui sera porté et remis à lui-même par un huissier de l'Assemblée (*ibid.*). — Se rend à l'Assemblée et rend compte de ce qui se passe au château (*ibid.* p. 626). — Déclaration du ministre de la justice relative aux doutes qui s'étaient élevés sur sa liberté au château (*ibid.* p. 630). — Ecrit qu'il est consigné à la mairie (10 août, p. 640). — Les commissaires des sections sont chargés de faire lever cette consigne (*ibid.* p. 641). — Proteste de son zèle pour l'exécution des décrets (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 24). — Rend compte de l'état de Paris (*ibid.* p. 33). — Envoie un état des adjudications faites dans le mois de juillet (12 août, p. 76). — Demande les ordres de l'Assemblée pour la translation du roi et de sa famille au Temple (13 août, p. 191). — Ecrit relativement aux circonstances actuelles (22 août, p. 612). — Remet un don patriotique (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 92). — Rend compte de la situation de Paris (6 septembre, p. 395), (7 septembre, p. 431), (8 septembre, p. 453), (9 septembre, p. 494), (10 septembre, p. 528), (11 septembre, p. 561), (12 septembre, p. 579), (13 septembre, p. 608), (14 septembre, p. 640). — Rend compte de l'état de la capitale (15 septembre, t. **L**, p. 8), (16 septembre, p. 50), (17 septembre, p. 74), (p. 94), (18 septembre, p. 112), (19 septembre, p. 135), (20 septembre, p. 174). — Exposé de la situation de la mairie de Paris au moment où Pétion a pris les fonctions de maire (p. 257 et suiv.).

Malus, député (*Suite*).

cussion (p. 176), (p. 177 et suiv.). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — Rend compte de l'état de la confection des rôles des contributions directes de 1791 (t. **XLIV**, p. 638). — Fait un rapport sur l'entretien des digues de l'île de Noirmoutier (t. **XLV**, p. 367 et suiv.). — Fait un rapport sur le canal de Gisors à Rives-de-Gier (p. 370 et suiv.). — Fait une deuxième lecture de son rapport sur l'entretien des digues de l'île de Noirmoutier (t. **XLVI**, p. 10), — la deuxième lecture de son rapport sur le canal de Gisors à Rive-de-Gier (*ibid.*), — la troisième lecture de ce rapport (p. 378). — Son rapport sur les contributions de 1793 (t. **XLVIII**, p. 149 et suiv.). — Fait un rapport sur l'entretien des digues de l'île de Ré (t. **XLIX**, p. 271). — Fait la troisième lecture de son rapport sur l'entretien des digues de l'île de Noirmoutier (p. 272). — Son rapport sur le règlement entre les départements des Vosges et de la Haute-Saône, relatif aux contributions de la commune de Passavant (t. **L**, p. 638 et suiv.).

Malvault (Dame). — Présente à l'Assemblée son fils qui part aux frontières (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Malville, lieutenant des grenadiers de la gendarmerie nationale. Fait un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 82).

Malvoisin, lieutenant-colonel. Accusé d'enrôlements, est mis en accusation (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 566). — Lettre du ministre de l'intérieur (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 584). — Arrêté, sera conduit à Orléans (10 décembre, p. 711). — Envoi de pièces relatives à la procédure qui doit s'instruire contre lui (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 77), (17 décembre, p. 175). — Sollicite le rassemblement de la Haute-Cour nationale pour procéder à son jugement (17 décembre, p. 222). — Dépôt de pièces relatives à la procédure qui doit s'instruire contre lui (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432). — Acte d'accusation contre lui (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 124).

Mamers (District de). Adresse d'adhésion (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 149). — Voir *Basin*.

Mamont (Commune de). Adresse d'adhésion du président et de l'Assemblée primaire aux décrets de l'Assemblée nationale (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113).

Manajoly (Thérèse-Constance-Sainte-Marie de), femme Vanloo. Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 513).

Manchamp. Est dispensé du service militaire personnel (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 339).

Manchand, député de la Meuse. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — Parle sur le mémoire de Lasiglière (p. 591). — **1792**. — Fait une motion relative au maintien en place des curés

Manchand, député (*Suite*).

élus en remplacement des curés insermentés (t. **XXXIX**, p. 75 et suiv.). — Annonce l'enrôlement pour l'armée de 50 jeunes gens du district de Clermont (p. 106).

Manche (Département de la). Envoi de pièces relatives à des difficultés élevées entre plusieurs municipalités sur le droit de couper le varech (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 180). — Lettre des sieurs Quinette-Cloisel et Mogne relative aux brigandages commis dans ce département (27 avril, p. 471). — Don patriotique des membres de l'administration (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 180). — Adresse d'adhésion (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 609). — Députés nommés à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Administrateurs. Adresse à l'Assemblée (2 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 508). — Ecrivent au sujet de l'établissement des maisons d'arrêt et de correction (11 avril 1792, t. **XLI**, p. 468). — Sollicitent l'Assemblée de prendre des mesures contre la piraterie (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 716. — Envoient des lettres saisies sur une femme qui revenait de Jersey (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 159) — Dénonciation d'une citation personnelle qui leur a été faite devant le tribunal du district de Coutances (3 août, p. 412); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Directoire. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 519). — Arrêté en date du 29 avril (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 574). — Adresse relative aux événements du 20 juin (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 92). — Demande relative au délai fixé par la loi du 4 avril 1792 aux pensionnaires de l'Etat (11 juillet, p. 358).

Volontaires nationaux. Pétition d'un des bataillons (22 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 318); — rapport par Gouvion (29 décembre, p. 641); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption du projet de décret relatif à la réclamation de l'un des bataillons (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 215). — Se plaignent du manque d'armes (11 août 1792, p. 40). — Ordre du jour sur la demande tendant à faire surseoir au départ de trois bataillons (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 493).

Troubles. Lettre des administrateurs et pièces relatives aux troubles religieux (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 163), (p. 171 et suiv.).

Manche (Département de la). — Voir *Barbe*.

Mandat, commandant général de la garde nationale parisienne. Prie l'Assemblée de compter sur le zèle de la garde nationale (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 595).

Mandats d'amener et d'arrêt. Injonction à la municipalité de Paris de se renfermer dans les bornes prescrites par la loi (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 142). — Règlement sur cet objet pour Paris (19 septembre 1792, t. **L**, p. 138).

Marant, député (*Suite*).

Parle sur une plainte du sieur Mattéi (p. 603). — Fait un rapport sur les comptes de Narbonne (p. 694 et suiv.). — Parle sur la question de savoir si le ministre de la guerre doit communiquer les pièces relatives aux opérations militaires (t. **XLVI**, p. 17), — sur des plaintes faites contre les journalistes (p. 28), — sur l'admission des pétitionnaires à la barre (p. 69), — sur la suppression des députés extraordinaires entretenus près du roi et de l'Assemblée (p. 76), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 112), (p. 113), (p. 116). — Dénonce Torné (p. 143), (p. 204). — Parle sur l'exportation des grains (p. 481), — sur la présence à Paris du maréchal Luckner (p. 494). — Dépose une adresse de la commune de Dieuze (t. **XLVII**, p. 55). — Demande la vérification de la signature d'une lettre attribuée au sieur Ricard (p. 56). — Parle sur les comptes à rendre par les ministres à la cessation de leurs fonctions (p. 99), — sur la vente des biens des émigrés (p. 180), — sur le procès-verbal (p. 212), — sur l'organisation des volontaires des Vosges (p. 415). — Constate, dans la nuit du 9 au 10 août, que l'Assemblée n'est pas en nombre et demande que l'on envoie chercher les absents (p. 623). — Parle sur les élections pour la Convention nationale (t. **XLVIII**, p. 29). — Secrétaire suppléant (p. 69). — Communique une lettre du procureur général des Vosges (p. 602). — Parle sur une proposition concernant les corps administratifs de Longwy (p. 674), — sur la reddition de Longwy (p. 708), — sur les pouvoirs des assemblées électorales (t. **XLIX**, p. 634).

Marantin, ancien commissaire des guerres réformé. Lettre des Administrateurs du département de la Charente à son sujet (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 98) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*) — Rapport par Dubois de Bellegarde sur la dénonciation du département de la Charente contre lui (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 406 et suiv.) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 407). — Renseignements à son sujet fournis par le ministre de la guerre (2 mai, p. 669).

Marassé, lieutenant général. Compte rendu de ses dispositions militaires (17 septembre 1792, t. **L**, p. 86), (p. 90), (p. 91).

Marat, auteur de *l'Ami du peuple*. On annonce son arrestation (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 712.) — Il est décrété d'accusation (*ibid.* p. 714). — On demande le rapport du décret d'accusation rendu contre lui (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 429) ; — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — On demande le rapport du décret d'accusation porté contre lui pour délit de presse (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 277). — On dénonce une affiche qui a pour titre : *Marat, l'ami du peuple* (5 septembre, p. 375).

— Voir *Ami du peuple.* — *Ami du roi.*

Maraval (Jean-Baptiste), citoyen de Sarla Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII** p. 175).

Marbos. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Marbot, député de la Corrèze. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). — Fait un rapport sur l'interprétation de la loi relative à la nécessité de la résidence dans le royaume pour le payement des pensions (t. **XXXVI**, p. 56), — le défend (p. 57), (p. 78). — Parle sur une émission de coupures d'assignats (p. 325). — Fait un rapport sur les formalités à remplir par les créanciers de l'Etat qui fournissent des reconnaissances de liquidation en payement des biens nationaux (p. 429 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 475), (p. 599). — Parle sur les dépenses pour 1792 (p. 706 et suiv.). = **1792**. — Signale la présence à la barre de Juniroux, compagnon d'armes de d'Assas (t. **XXXVII**, p. 3). — Fait un rapport sur les mesures à prendre pour prévenir la contrefaçon des assignats (t. **XXXVIII**, p. 366 et suiv.). — Parle sur les secours pour les hôpitaux du département du Nord (p. 644). — Soumet à la discussion son rapport sur les moyens de prévenir la contrefaçon des assignats (t. **XXXIX**, p. 135 et suiv.). — Parle sur la question de l'aliénation des forêts nationales p. 709), — sur l'état des finances (t. **XLI**, p. 181), (p. 216 et suiv.), — sur une nouvelle création d'assignats (t. **XLII**, p. 531), — sur le licenciement de la garde du roi (t. **XLIV**, p. 286), — sur la fabrication des assignats (p. 375), — sur la situation des gardes du roi licenciés (p. 443), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 444), — sur la situation des gardes du roi licenciés (p. 699). — Fait une motion relative aux manufactures d'armes (t. **XLVI**, p. 605). — Demande qu'il soit fait un rapport sur sa motion relative aux manufactures d'armes (t. **XLVII**, p. 44). — Parle sur l'armement des troupes (p. 105 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les bâtiments destinés à la remonte des chevaux (p. 552). — Membre de la commission de correspondance (t. **XLVIII**, p. 313). — Commissaire à la levée des scellés mis à la caisse de l'extraordinaire (p. 611). — Présente un projet de décret sur les moyens d'assurer la rentrée des sommes provenant de la vente des domaines nationaux (t. **XLIX**, p. 110). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Présente un projet de décret sur la circulation des coupons d'intérêt d'assignats (p. 593). — Présente un projet de décret relatif aux comptes de la maison de secours (t. **L**, p. 17). — Secrétaire (p. 112).

Mare *fils*, ci-devant chantre de l'église collégiale de Toul. — Accusé d'enrôlements par la municipalité de Toul, est mis en accusation

Mariages naissances et décès (*Suite*).

et suiv.). — François (de Neufchâteau) demande l'ajournement de la discussion à la troisième lecture du projet de décret sur la manière de les constater (17 mars 1792, t. **XL**, p. 68 et suiv.) ; — discussion de cette motion : Guadet, Muraire, rapporteur, Basire (*ibid.* p. 74 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à l'ajournement (*ibid.* p. 76). — Deuxième lecture du projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Discussion : Hérault de Séchelles (*ibid.* p. 79 et suiv.) ; — Lemontey (10 avril, p. 417 et suiv.) ; — Vergniaud, Jollivet (*ibid.* p. 418 et suiv.). — Courtot, Adam (Indre-et-Loire) (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 168 et suiv.). — Le ministre de la justice demande à l'Assemblée de s'occuper, sans délai, du projet de décret sur la manière de les constater (16 juin 1792, t. **XLIV**, p. 272). — Suite de la discussion du projet de décret : Adam, Pastoret, Gohier (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 379 et suiv.) ; — Ducastel, Jollivet, Masuyer, Lagrévol, Reboul, Ducastel, Hérault de Séchelles, Clémenceau, Ducastel (22 juin p. 466 et suiv.) ; — L'Assemblée décrète comme article premier du *Titre I*[er] que les municipalités recevront à l'avenir les actes de naissances, mariages et décès (*ibid.* p. 468), — Art. 2 : Goujon (23 juin, p. 505) ; adoption (*ibid.*). — Rejet de l'article 3 (*ibid.*). — Art. 4 : Ducastel, Lagrévol, Dumolard, Lasource, Mulot (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 506.) — Art. 5 : Gossuin (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — *Titre II.* — Adoption des art. 1 à 6 (*ibid.*). — Art. 7 : Ducastel (*ibid*). — Adoption de l'article 8 (*ibid*). — ajournement de l'article 9 (*ibid.*). — Adoption des art. 10 à 26 (*ibid.* et p. suiv.). — Rejet de l'article 27 (*ibid.* p. 508). — *Titre III.* — Oudot (25 juin, p. 556 et suiv.) ; — adoption des articles 1 et 2 qui deviennent les art. 1, 2, 3 et 4 (*ibid.* p. 561). — Art. 3 devenu art. 5 : Gohier, Goujon (26 juin, p. 595) ; — adoption (*ibid.*). — Art. 4 devenu art. 6 : Jollivet, Sédillez, Lagrévol, Lasource (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 596). — Art. 5 devenu art. 7 : adoption (27 juin, p. 613). — Art. 6 devenu article 8 : Oudot, Ducastel, Bouestard, Tenon, Goujon (*ibid.* et p. suiv.) ; — rejet (*ibid.* p. 614). — Renvoi au comité pour rédaction des art. 7 et 8 devenus art. 9 à 10 (*ibid.*). — Adoption des articles 9 à 13 (28 juin, p. 650). — Renvoi au comité de deux articles additionnels (*ibid.* p. 651). — *Titre IV* (Section 1[re]). — Vergniaud, Voysin de Gartempe, Beugnot, Ducastel, Muraire, *rapporteur*, Lagrévol, Lequinio, Sédillez, Ducastel (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement de l'article 1[er] (*ibid.* p. 652). — Ajournement de l'article 2 (29 juin, p. 668). — Art. 3 : Français (*de Nantes*), Taillefer, Dumolard, Duhem, Basire, Lagrévol, Muraire, *rapporteur*, Lacépède, Ducos, Tenon, Condorcet, Basire, Ducastel, Lasource, Cambon, Guadet, Ducos (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 671). — Art. 4 : Gohier (*ibid.* p. 677 et suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 679). — Suite de la discussion de l'article 4 : Lasource, Ducastel, Lemontey (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 213) ; — Lasource (*ibid.* p. 216) (1). — Adoption de l'article 5 (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 288). — Adoption des articles 6, 7 et 8 (21 août, p. 563 et suiv.). — Rejet de l'article 9 (*ibid.* p. 564). — Adoption des *sections* 2 et 3 du titre IV (*ibid.* et p. suiv.). — *Section 4.* — Adoption sauf rédaction des articles 1 à 8 (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 117). — *Titre V.* — Adoption des articles 1 à 11 (3 septembre, p. 325 et suiv.). — *Titre VI.* — Adoption des articles 1 à 8 (*ibid.* p. 326). — Texte définitif du décret sur le mode de les constater (20 septembre 1792, t. **L**, p. 179 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Masuyer (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 473 et suiv.), — de Navier (*ibid.* p. 475 et suiv.). — Ouvrage de Lenglet sur la législation du mariage (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 305). — La constitution ne le considère que comme contrat civil (23 juillet 1792, t. **XLVII**. p. 60). — Pétition demandant une loi qui permette aux enfants de se marier sans le consentement de leurs père et mère avant l'âge de 25 ans (28 juillet 1792 t. **XLVII**, p. 235) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

— Voir *Divorce*.

Mariages de curés. — Le curé constitutionnel de la commune de Dolus demande l'autorisation de se marier (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 424). — Pierret annonce que Mailli, curé de Saint-Cyr, a reçu la bénédiction nuptiale (p. 672).

Mariages mixtes. — Adresse du départede la Meurthe demandant une loi sur la matière (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 392) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Maribon-Montaut, député du Gers. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 198). — Prête serment (p. 199). — Suppléant au — comité de surveillance (t. **XXXV**, p. 370). — Membre du comité en remplacement de Lacretelle, démissionnaire (p. 372). — Parle sur un arrêté du conseil général du département de la Loire-Inférieure (t. **XXXVI**, p. 277 et suiv.), — sur les troubles des Feuillants (p. 420). = **1792**. — Parle sur l'émigration des officiers de marine (t. **XXXVII**, p. 668). — sur les accusations contre le ministre de la marine (t. **XXXVIII**, p. 96), — sur un don patriotique de Courtès (p. 106), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 118), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 157). — Fait part d'un don patriotique de Vital-Laubadère (p. 297). — Parle sur la désertion des officiers (p. 414), — sur les officiers supprimés (t. **XXXIX**, p. 362), — sur les accusations contre le ministre de la

(1) Les procès-verbaux de l'Assemblée législative n'indiquent pas à quelle date l'article 4 a été adopté.

Marine (*Suite*).

la marine adressé par le ministre de la marine (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 257); — renvoi aux comités de marine et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid*. p. 258). — Observation du ministre de la marine sur la réorganisation de la marine et mémoire sur le règlement du service militaire dans les ports (24 décembre, p. 348); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Rapport par Le Tourneur sur la revue générale de formation du corps de la marine (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 232 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 233); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid*.). — Renvoi au comité de marine d'un article additionnel de Rouyer, tendant à exempter de la revue les officiers attachés aux administrations publiques (8 février, p. 274); — adoption de cet article (9 février, p. 297). — Observations du ministre de la marine sur l'organisation définitive de la marine (10 février, p. 363 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid*. p. 365). — Le ministre de la marine sollicite une décision sur les observations faites par lui le 10 février (16 février, p. 577); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Rapport par Letourneur sur les observations du ministre de la marine relatives à l'organisation définitive de la marine (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 132 et suiv.); — observations de Tartanac, Viénot-Vaublanc et Rouyer (*ibid*. p. 133). — L'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur les observations du ministre de la marine (*ibid*.). — Renvoi au comité de marine d'une pétition du sieur Hautraye demandant la modification du décret du 15 mars 1791 sur l'organisation de la marine (15 mars 1792, t. **XL**, p. 30). — Mémoire de Bertrand de Moleville, ministre de la marine, sur l'organisation des troupes de la marine (28 mars, p. 636 et suiv.). Le ministre de la marine rendra compte dans les 3 jours de la revue du corps de la marine qui a eu lieu le 15 mars (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 209). — Compte rendu du ministre de la marine (8 avril, p. 354). — Le comité de marine présentera un travail sur le régime des classes de la marine (12 avril 1792, p. 517). — Le ministre de la marine sollicite une décision sur la demande d'une somme de 13,131,353 livres pour des dépenses de son département (16 avril 1792, p. 723); — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et de marine réunis (*ibid*.). — Règlement pour la répartition des quartiers des classes de la marine (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 275); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Le ministre de la marine appelle l'attention de l'Assemblée sur les remplacements devenus nécessaires dans le corps de la marine (23 avril 1792, p. 317); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Mémoire du sieur Herguelet sur l'organisation de la marine (23 avril 1792, p. 319). — Le ministre de la marine annonce qu'il vient de demander aux commissaires de la trésorerie nationale de faire remettre aux munitionnaires des vivres des acomptes sur les dépenses de l'armement extraordinaire qui vient d'être ordonné (24 avril 1792, p. 330); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid*.). — Le ministre de la marine sollicite une décision sur une question dont la solution le mettra en état de former les états-majors des bâtiments en armement (26 avril 1792, p. 410); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Demande de fonds pour la protection sur mer du commerce national (3 mai 1792, p. 716); — renvoi aux comités de marine et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid*.); — rapport par Forfait (4 mai, p. 728 et suiv.), — projet de décret (*ibid*. p. 729); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid*.). — Rapport par Forfait sur les marchés à résilier ou à renouveler avec les entrepreneurs et fournisseurs de la marine (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 165 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 166); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid*.). — Le ministre de la marine appelle l'attention de l'Assemblée sur l'organisation des troupes de la marine (10 mai 1792, p. 198 et suiv.). — Le ministre de la marine sollicite une décision sur une demande de 13,131,353 livres faite par son prédécesseur (13 mai, p. 315); — renvoi au comité de marine (*ibid*. p. 316). — Lettre du roi concernant les fonds nécessaires pour le service ordinaire de la marine en 1792 (21 mai 1792, p. 653); — renvoi aux comités de marine et de l'extraordinaire des finances (*ibid*.). — Envoi des comptes du département de la marine pendant la durée du ministère de Thévenard (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 2). — Lettre du ministre de la marine sur son organisation (11 juin 1792, p. 95); — renvoi au comité de marine (*ibid*.). — Rapport par Amat sur le complément des dépenses ordinaires et sur les dépenses extraordinaires pour l'année 1791 (30 juin 1792, p. 691 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 692 et suiv.). — Somme mise à la disposition des ministres de la marine (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 209). — Lettre relative au traitement du médecin directeur et inspecteur général de la médecine, chirurgie et pharmacie de la marine (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44). — Décret relatif à la vente des terrains et bâtiments qui ne sont pas nécessaires au service (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 617). — Décret sur les salaires et payements relatifs à la marine (23 août, p. 639). — Décret fixant l'uniforme des officiers de l'administration civile de la marine (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 31). — Rapport par Cavellier sur les approvisionnements, fournitures et ouvrages de la marine (2 septembre, p. 222 et suiv.), — projet de décret (*ibid*. p. 224 et suiv.); — adoption (*ibid*. p. 226). — Mémoire sur la répartition et l'emploi de 25,000 soldats auxiliaires pour le service de la marine (t. **L**, p. 221 et suiv.).

Marville (André). Présente une pétition (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 488).

Marvint, citoyen de la section des Tuileries. — Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 545).

Mary, sergent-major. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Mas, membre du directoire du district de Layrasse. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 176).

Maselet. Présente une adresse du bataillon de la section du Faubourg-Montmartre (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 229 et suiv.).

Mascot père (Jean), pilote du port de Calais. — On fait part à l'Assemblée d'un acte de civisme de sa part (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 370); — il en sera fait mention honorable honorable au procès-verbal (*ibid.*). — Gratification à lui accordée (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 31).

Massachusetts. — Voir *Duroutoir*

Massacres de septembre. — Voir *Prisons de Paris*.

Massane. Procédure instruite contre lui (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 58).

Masseligue, officier d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Massenet, député du Bas-Rhin. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 79).

Masses accordées aux troupes. Disposition pour le payement de celles qui sont assignées sur les fonds de la guerre (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 560). — Formation et administration des masses de la marine (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 402). — Décret relatif au payement des masses de l'armée du Midi (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 261), — au payement des masses des hussards de la liberté (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 203), — au payement des masses de la gendarmerie à cheval du département de Paris destinée aux frontières (*ibid.* p. 227); — au payement des masses de la légion des Pyrénées (16 septembre 1792, t. **L**, p. 61). — Lettre du général Custine sur le payement des masses (12 septembre 1792, **XLIX**, p. 594).

Massey, député de la Somme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de commerce (p. 438). = **1792**. — Parle sur le prix des denrées coloniales (t. **XXXVII**, p. 614). — Fait un rapport sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières t. **XXXVIII**, p. 677 et suiv.). Communique une pétition des négociants d'Amiens (p. 680). — Soumet à la discussion son rapport sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (t. **XXXIX**, p. 48 et suiv.). — Parle sur les droits

Massey, député (*Suite*).

de sortie des cotons (t. **XLII**, p. 68). — Fait un rapport sur une pétition des entrepreneurs de la munufacture d'armes de Charleville (t. **XLIII**, p. 508). — Fait un rapport sur une demande d'interprétation du décret dn 21 septembre 1792 relatif aux gardes du commerce (t. **XLIV**, p. 50 et suiv.). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur l'exportation du tan (t. **XLV**, p. 196), — la troisième lecture du projet de décret sur l'exportation des matières premières (p. 197). — Parle sur une pétition des 48 sections de Paris (t. **XLVII**, p. 453). — Présente un projet de décret relatif aux espèces étrangères arrêtées à Collonges (t. **XLIX**, p. 455). — Présente un projet de décret sur la fourniture du sel dans les départements du Haut et du Bas-Rhin (p. 471), — un projet de décret sur l'exportation (p. 678).

Massiac, lieutenant-colonel. Fait un don patriotique (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 629).

Massias, vice-président du district de La Rochelle. Fait un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 82).

Massière (Commune de la). Pétition relative aux eaux et vapeurs des étangs (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 96).

Massieu, évêque du département de l'Oise. Fait un don patriotique (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 458). — Mandement qu'il a publié dans son diocèse (23 août 1792, t. **XLVIII**). p. 633 et suiv.). On annonce sa nomination comme député de l'Oise à la Convention nationale (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 355), (6 septembre, p. 396).

Massieur. Lettre relative à la Haute-Cour nationale. — Décret (19 septembre 1792, t. **L**, p. 140 et suiv.).

Massinot (Antoine). Fait un don patriotique (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 440).

Massip fait hommage d'un ouvrage sur les moyens d'empêcher l'usure (22 mars 1792. t. **XL**, p. 357).

Masson. Projet pour ramener les assignats au pair de l'argent (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 277).

Masson. Fait un don patriotique (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 323).

Masson. Présente une pétition des habitants de l'île de Noirmoutier (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 567 et suiv.).

Masson (Dame). Dons patriotiques (4 mai 1792 t. **XLII**, p. 749), (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 3).

Massonier, syndic de la communauté des maîtres boulangers. Est dénoncé pour une tentative de corruption de fonctionnaire (4 juillet 1792, t. **XLV**, p. 123); — renvoi au comité de législation (*ibid.*), p. 124).

Massy (Commune de). Mention honorable du patriotisme de cette commune (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 179).

Maubeuge (Manufacture d'armes) (*Suite*).

vriers (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 57 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 58); — adoption (*ibid.*). — Les ouvriers qui y resteront attachés seront déclarés avoir bien mérité de la patrie (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 111). — Réorganisation de la manufacture (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 370 et suiv.). — Envoi de commissaires (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 93). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLIX**, p. 172). — Lettre à la société des amis de la Constitution de Paris (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 361 et suiv.).

Maublanc. Sollicite un secours (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 81); — renvoi au ministre des contributions publiques (*ibid.*).

Mauche, député des Bouches-du-Rhône. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 521).

Mauduit, capitaine de la garde nationale de Croix. Demande à employer des fonds de fabrique pour armer la garde nationale (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 245).

Maugeret ou **Maugiret**. Demande audience (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 578). — Jour fixé (*ibid.*). — Renouvelle sa demande d'audience (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 3). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il présente une pétition des pilotes lamaneurs (*ibid.* p. 43). — Fait un don patriotique (22 avril, p. 277).

Maugin, citoyen de Damey (Vosges). Fait un don patriotique (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 50).

Maugiret. Voir *Maugeret*.

Maugray, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Maugrin, citoyen d'Étampes. Fait un don patriotique (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 511).

Maulde. Nommé suppléant à la Convention nationale (17 septembre 1792, t. **L**, p. 104).

Maulde (De). Fait hommage d'une brochure sur l'aliénation des forêts nationales (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550).

Maulde (Camp de). Détails sur la position de l'armée de Dumouriez en ce lieu (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 581 et suiv.). — Lettre sur la levée du camp (1er août 1792, t. **XLVII**. p. 377 et suiv.). — Don patriotique des soldats (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 92 et suiv.). — Pétitions au sujet de la levée du camp (12 septembre, p. 595), (17 septembre 1792, t. **L**, (p. 67).

Maulde de Loisellerie, député suppléant de la Charente. — **1792**. — Remplace Lafaye des Rabiers, démissionnaire. — Prête serment (t. **XLVIII**, p. 625).

Mauléon (Commune de). Il sera payé une somme de 5,653 l. 13 sols à l'hôpital (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 18).

Mauléon (District de). Décret sur la circonscription des paroisses (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 260 et suiv.).

Mauljean (Gilbert), maréchal de camp. Demande un emploi de son grade (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 174); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Maumené, de Paris. Offre un nouveau moyen d'armer les chasseurs (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 168).

Maunoury, limonadier. Est interrogé au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrés (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 99).

Maupertuis, l'un des commandants de la garnison de Thionville. La section des Gravilliers élève des doutes sur son patriotisme (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 246).

Maupin. Présente un mémoire sur l'agriculture, le commerce et les finances (5 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 650). — Envoie un mémoire sur les moyens de faire diminuer le prix du pain, du vin et de la viande (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 679). — Son mémoire sur les moyens de multiplier les vins (17 septembre 1792, t. **L**, p. 88 et suiv.).

Maupré. — Voir *Larché*.

Mauran (Jacques). Indemnité accordée à sa famille (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 427).

Maurat. Présente un mémoire sur les moyens de constater les naissances, décès et mariages (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 391); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Maurecourt, capitaine d'artillerie. Envoie une adresse des troupes composant l'avant-garde de l'armée du centre et la garnison de Philippeville (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 53).

Maurecourt (Commune de). Adresse d'adhésion (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 316).

Maurepas (Commune de). Annonce de l'assassinat dans cette localité de 5 volontaires nationaux (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 635 et suiv.); — le ministre de la justice rendra compte des poursuites exercées contre les auteurs des assassinats (*ibid.* p. 637). — Compte rendu par le ministre de la justice des poursuites contre les auteurs des assassinats commis en la personne de cinq volontaires de Seine-et-Oise (20 mars 1792, t. **XL**, p. 182 et suiv.). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Mauriac (Commune de). Transmission par le directoire du département du Cantal de pièces relatives à la suspension de la municipalité et du conseil général (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 75); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Réclamation des ci-devant Bénédictins (20 mars 1792, t. **XL**, p. 182); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Adresse d'adhésion (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 486).

3 C ★

Méhie. Lettre sur l'état de la capitale (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187 et suiv.).

Meighan, capitaine au 92e régiment d'infanterie. — Renvoi de sa pétition au comité colonial (19 septembre 1792, t. **L**, p. 151).

Meillanheim. Ses réclamations contre le séquestre des biens des émigrés (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 111).

Meisenthal (Colons de). Rapport par Leboeuf sur un droit de propriété demandé par eux (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 255 et suiv.); — Projet de décret (*ibid.* p. 267), (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 334). — Troisième lecture (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 277 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 278).

Meissen. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 263).

Mejansac. Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 576), — (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Méjean (Etienne). Fait hommage des 3 derniers volumes de la collection des travaux de Mirabeau (1er février 1792, t. **XXXIX**, p. 254).

Mel. Pétition (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 64).

Melamon, Acadien. — **1791**. — Sa pétition demandant l'exécution du décret du 21 février 1791 accordant des secours aux Acadiens (t. **XXXIV**, p. 255).

Mélançon. Le ministre de l'intérieur demande à être autorisé à donner des secours à à une famille acadienne de ce nom (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 483); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Melcion, de la section des Fédérés. Fait un don patriotique (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 430).

Méliancourt (Dame). — **1791**. — Demande la rectification d'une erreur faite dans une quittance de finance (t. **XXXV**, p. 288); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Méline, commis du payeur général du département de la Corse. Fait un don patriotique (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 170).

Melle (District de). Adresse concernant la loi qui supprime les droits féodaux casuels (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 514).

Tribunal. Don patriotique des juges, commissaire du roi et accusateur public (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 560). — Adresse d'adhésion des juges et du commissaire du roi (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 98).

Mellinet. Nommé à la Convention nationale (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Mellon (de), chevalier. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Melun (Commune de). — Adresse de la municipalité au sujet des désordres et des crimes qui se multiplient dans les environs de la ville (22 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 344); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Adresse des

Melun (Commune de) (*Suite*).

officiers municipaux relative à la circulation des grains (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 78). — Adresse d'adhésion (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 290), (24 août, p. 692). — Liste des électeurs (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 97). — Don patriotique (4 septembre, p. 337).

Conseil général. Demande des dispositions additionnelles aux lois sur l'organisation des corps administratifs (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 528). — Délibération relative au serment à prêter par les prêtres (24 août 1793, t. **XLVIII**, p. 675).

Troubles. Les administrateurs de Seine-et-Marne et les officiers municipaux de Melun demandent à être admis à la barre pour instruire l'Assemblée des troubles survenus aux environs de cette ville et des mesures prises pour rétablir l'ordre (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 473); — admis (*ibid.* p. 503), (11 mars, p. 556).

— Voir *Lagny*.

Melun (District de). Don patriotique par le procureur syndic (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 408). — Des députés de l'assemblée électorale font un don patriotique, se plaignent des manœuvres des prêtres réfractaires et protestent de leur dévouement à la Constitution (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 541). — Don patriotique des inspecteurs et visiteurs de rôles et des employés aux ponts et chaussées (5 juin, p. 584).

Mémorial des lois nouvelles. Le ministre de la justice demande l'autorisation d'en envoyer un exemplaire aux tribunaux et aux corps administratifs (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 125); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*); — rapport par Jouffret (24 avril, p. 331); — projet de décret (*ibid.*). — Observations de Gérardin (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret (*ibid.* p. 332).

Ménage (dit Bressolle), officier au 11e régiment. Fait un don patriotique (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 532).

Ménager, ancien membre de l'Assemblée constituante, membre du comité des assignats. — Cessera ses fonctions le 29 octobre (24 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 385).

Ménard, député du Gard. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur un projet d décret tendant à concéder des pensions (t. **XXXVII**, p. 338). — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Son opinion sur les troubles religieux (t. **L**, p. 520 et suiv.).

Mende (Commune de). Délibération du conseil général de la Lozère relativement à des actes commis par le juge de paix (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 163 et suiv.). — Annonce de la découverte, dans l'hôtel commun, de cartouches et de fusils de guerre (28 mai 1792,

---

(1) Il n'a pas été fait de troisième lecture de ce projet de décret.

Merlin, député (*Suite*).

Parle sur les troubles du royaume (p. 64), — sur l'inscription des citoyens pour la garde nationale (p. 132), — sur la conduite des ministres (p. 133), — sur la saisie à Metz de faux assignats (p. 157). — Remet des procès-verbaux de la municipalité de Neuilly-sur-Seine (p. 187). — Parle sur un brûlement de papiers à la manufacture de Sèvres (p. 191), (p. 192), (p. 194), — sur la garde du roi (p. 196). — Fait une motion relative à la levée d'un corps de cavalerie légère (p. 236), — une motion d'ordre (p. 241), — sur la proposition de décréter Cossé-Brissac d'accusation (p. 305), — sur la conduite du sieur Gaudet (p. 350). — Fait une motion relative aux certificats de résidence et aux passeports (p. 394). — Parle sur une consigne donnée à l'Hôtel des Invalides (p. 399), — sur le traitement des ministres (p. 437), (p. 438), (p. 439), — sur la pétition du sieur Rossel (p. 498), — sur les dénonciations contre l'ex-ministre Duport-Dutertre (p. 593 et suiv.), — sur la franchise du port des lettres (p. 662). — Fait une motion d'ordre (p. 633). — Parle sur la police de l'Assemblée (t. **XLV**, p. 329). — Demande que le décret relatif aux prêtres réfractaires soit représenté au roi (p. 443). — Demande que la conduite du général Jarry à Courtrai soit examinée (t. **XLVI**, p. 91). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 114), — sur la marche des Prussiens vers Coblentz (p. 126). — Fait une motion concernant les Français qui emportent le numéraire à l'étranger (p. 147). — Parle sur l'affaire des sieurs Pâris et Boulan (p. 164), — sur la proposition de suspendre les administrateurs du département de Paris (p. 259), — sur des troubles suscités par des prêtres réfractaires (p. 284), — sur la suspension du maire de Paris (p. 321), — sur une pétition de la commune de Strasbourg (p. 379), — sur une pétition de la commune de Metz (p. 435), — sur les pétitions des généraux (p. 489), — sur le remplacement des ministres (p. 510), — sur des plaintes contre les administrateurs du département de la Moselle (p. 557), — sur l'envoi des gardes nationaux armés aux frontières (p. 559), — sur le payement des frais de route des volontaires nationaux qui se rendent au camp de Soissons (p. 606), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 638), — sur la détention des sieurs Charles et Allier (t. **XLVII**, p. 6), — sur la solde des fédérés (p. 50), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 94), — sur l'affaire de l'abbaye de Wadegasse (p. 140), — sur l'affaire des sieurs Pâris et Boulan (*ibid.* et p. suiv.), — sur la conduite du directoire du département de la Moselle (p. 258). — L'Assemblée ordonne l'impression de son opinion sur les dégrèvements (p. 359). — Parle sur la formation d'une légion d'Allobroges (p. 377). — Propose de faire conduire le roi aux frontières (p. 379). — Parle sur une pétition des volontaires marseillais (p. 402). — Est chargé d'assister à l'inventaire des objets qui sont aux Tuileries (t. **XLVIII**, p. 38). — Fait un rapport sur les faits imputés à Blancgilly (p. 130). — Parle sur l'établissement de la liste des députés qui ont prêté le serment du 10 août (p. 158). — Demande que les parents des émigrés soient pris en otages (p. 181). — Parle sur la fixation du lieu de réunion de l'assemblée électorale du département (p. 182). — Membre du comité de surveillance (p. 185). — Demande que la loge du *Logographe* soit murée (p. 313). — Communique des pièces relatives à l'arrestation des commissaires de l'Assemblée à Sedan (p. 337). — Parle sur une pétition des notateurs du *Logographe* (p. 349), — sur l'administration du département de la Moselle (*ibid.*). — Communique des pièces trouvées chez l'intendant de la liste civile (p. 376). — Secrétaire suppléant (p. 560). — Demande que la maison de Lafayette soit rasée (p. 609). — Parle sur les délits commis par l'administration du département de la Moselle (p. 618 et suiv.). — Donne lecture d'une lettre du général Dillon (p. 623 et suiv.). — Demande que les femmes et les enfants des émigrés soient retenus en otages (p. 665). — Parle sur la nomination aux emplois vacants dans l'armée (p. 678), — sur la reddition de Longwy (p. 708). — Propose des mesures pour renforcer l'armée (t. **XLIX**, p. 22). — Parle sur un don fait par la section de la Sorbonne (p. 36). — — Donne des renseignements sur l'état de la ville de Thionville (p. 53). — Parle sur la proposition d'envoyer Lacuée aux armées (p. 63). — Propose des mesures contre les commandants de place (p. 75). — Communique une lettre de son père sur l'état des frontières (p. 84). — Commissaire pour la levée de 30,000 hommes (p. 85). — Présente la rédaction de l'acte d'accusation contre Blancgilly (p. 413). — Nommé à la Convention nationale par le département de la Somme (p. 628). — Communique une relation de l'attaque de la place de Thionville dans la nuit du 5 au 6 septembre (p. 630). — Demande que les fusils des canonniers soient remis aux volontaires nationaux (p. 650). — Parle sur la défense de Thionville (p. 666). Demande le rappel de tous les ambassadeurs de France près des puissances étrangères (p, 671). — Propose de confisquer les biens des princes étrangers possessionnés en France et qui favorisent les ennemis de la France (p. 682.) — Parle sur la prétendue disette des blés (t. **L**, p. 61). — Est chargé de surveiller l'instruction du vol commis au garde-meuble (p. 70). — Voir *Tribunaux criminels*.

Merlin, ancien député à l'Assemblée constituante, président du tribunal criminel du département du Nord. Envoie le procès-verbal d'installation du tribunal criminel du département du Nord (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 114). —

Meunier, député (*Suite*).
des armes (p. 128). — Fait la seconde lecture du projet de décret relatif à l'échange de l'église paroissiale de Saint-Avold (t. **XLIX**, p. 134), — la seconde lecture du projet de décret tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à acquérir la maison de ci-devant Carmes de la ville de Tarbes (*ibid.*), — la troisième lecture de ces projets de décret (p. 514 et suiv.).

Meunier. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Meunier, de la section du Luxembourg, demande audience (22 mars 1792, t. **XL**, p. 356).

Meunier-du-Breuil, ancien député à l'Assemblée constituante. Lettre du ministre de la justice au sujet des poursuites à exercer contre lui (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 335); — observations de Merlet, Bréard et Thuriot (*ibid.* p. 336) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Meurthe (Département de la). — Adresse relative à loi sur les mariages mixtes (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 392) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Prohibition de la sortie des bestiaux à l'étranger (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 333). — Dons patriotiques de l'évêque et du conseil épiscopal (19 mai, p. 558). — Lettre relative aux avances faites aux gardes nationales (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 312) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Adresse sur la conduite du pouvoir exécutif (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 344 et suiv.). — Arrêté relatif aux volontaires nationaux (6 août, p. 535). — Députés nommés à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Administrateurs. — Adresse d'adhésion (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 531 et suiv.). — Mention honorable de leur conduite (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 211), (6 août, p. 535).

Conseil général. — Prestation de serment (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 133).

Directoire. — Demande la levée des scellés apposés sur les différents dépôts de la chambre des comptes de Nancy (20 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 527). — Arrêté sur les mesures à prendre contre l'agiotage (15 février 1792, (t. **XXXVIII**, p. 519). — Arrêté pour prévenir les troubles auxquels auraient pu donner lieu les opinions religieuses (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 276).

Procureur-général-syndic. — Annonce l'arrestation d'une des personnes décrétées d'accusation pour enrôlements faits à Toul (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 672). — Sa lettre sur les réquisitions pour l'armée du Rhin (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 210 et suiv.).

Volontaires nationaux. — Pétition du commandant du 3e bataillon (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 486).

— Voir *Nancy*.

Meuse. (Département de la). — Prohibition de la sortie des bestiaux à l'étranger (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 333) — Rapport par Golzart sur le nombre et le placement des notaires publics (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 242) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — Deuxième lecture du projet (1) sur le nombre et le placement des notaires publics (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 365). — On annonce que tous les rôles des contributions sont en recouvrement (28 juillet 1792. t. **XLVI**, p. 211). — Proposition de faire amener à la barre le procureur général syndic par la gendarmerie. — Renvoi au comité de surveillence (15 septembre 1792, t, **L**. p. 9).

Administrateurs. Font un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 160). — Adresse concernant les événements du 20 juin (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 125). — Demandent qu'il soit pris des mesures pour la défense du département (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 12). — Mention honorable de leur patriotisme (30 août, p. 116). — Annoncent l'investissement de Verdun (1er septembre, p. 169). — Annoncent la reddition de Verdun (4 septembre, p. 342). — La commission extraordinaire est chargée d'examiner la conduite des administrateurs relativement à des ordres à eux donnés par le roi de Prusse (5 septembre, p. 356) ; — rapport par Gensonné (*ibid.* p. 378 et suiv.) ; — projet de décret tendant à décréter d'accusation le président et le procureur général syndic du département (*ibid.* p. 379) ; — adoption (*ibid.*). — Ordre du jour sur une lettre du président et du procureur syndic (6 septembre, p. 416). — Adresse de dévouement (16 septembre 1792, t. **L**, p. 57).

Assemblée électorale. Adresse d'adhésion (16 septembre 1792, t. **L**, p. 57).

Conseil général. Demande un dégrèvement (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 251). — Adresse de dévouement (6 août, p. 519).

Directoire. Lettre sur les mesures propres à accélérer la répartition des contributions (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 79). — Adresse d'adhésion (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 641 et suiv.). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Evêque. Don patriotique (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 19).

Procureur général syndic. Fait connaître l'activité du recrutement (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 423). — Annonce que le recouvrement de la contribution foncière est très avancé (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204). — Proposition de le faire amener à la barre par la gendarmerie; — renvoi au comité de surveillance (15 septembre 1792, t. **L**, p. 9).

Volontaires nationaux. Don patriotique du 1er bataillon (16 mars 1792, t. **XL**, p. 38).

---

(1) Il n'a pas été fait de troisième lecture de ce projet de décret.

Meuse (Département de la). — Voir *Transit des marchandises*.

Meusnier, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 593).

Meye ou **Meyet dit Saint-Louis**. Mis en état d'ac-cusation et transféré à Orléans (16 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 169). — On annonce la perte des pièces relatives à son affaire (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 667). — Acte d'accusation contre lui (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 348).

Meymac (Commune de). Adresse de la Société des Amis de la Constitution (22 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 187).

Meynière, joaillier. Somme qui lui est due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 529).

Meyssac (Canton de). Adresse sur l'état actuel du royaume (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573). — Adresse d'adhésion aux actes du Corps législatif (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 110).

Mézangeaut, lieutenant-colonel, commandant le 2e bataillon des volontaires nationaux du Finistère. Fait un don patriotique en son nom et au nom de son bataillon (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 238).

Mezens (District de). Lettre relative à la fête du 14 juillet (26 juillet 1793, t. **XLVII**, p. 145).

Mézières (Commune et place de). Réunion et examen dans ce lieu des aspirants au corps du génie (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 158). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).-On annonce la mise en liberté de gendarmes nationaux qui y avaient été arrêtés (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 611.). — Détails sur l'arrestation de ces gendarmes (23 août, p. 655). — Mention honorable d'un arrêté du conseil de guerre (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 479). — Lettre des membres composant le conseil de guerre relative à un acte de patriotisme des canonniers de la ville (13 septembre, p. 609).

Mézières. (District de), département de l'Ardèche. Réclamation des grenadiers volontaires (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Miaczinski, maréchal de camp. Demande un aide de camp (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 103). — Communique une proclamation du général Dumouriez (10 septembre, p. 528). — Sa lettre sur la position des places de Sedan et Charleville (18 septembre 1792, t. **L**, p. 100).

Michaud, député du Doubs.—**1791**.—Est admis p. 60, t. **XXXIV**.—Prête serment (p. 76). = **1792**. — Parle sur les visiteurs des rôles des contributions (t. **XXXVIII**, p. 101). — Son opinion sur les troubles religieux (t. **L**, p. 522 et suiv.).

Michaud. L'un des citoyens qui ont apporté à l'Assemblée l'argenterie de la chapelle des Tuileries (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 643).

Michaud, canonnier. Demande des armes (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 283).

Michaud, sous-lieutenant de la garde nationale. Remet des lettres trouvées aux Tuileries (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 81.)

Michaud, de la section des Quatre-Nations. Envoie des vues au sujet des cités qui seraient prises par l'ennemi (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Michaud, membre de la société des Amis de la Constitution de Calais. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 621).

Michault. Haut-juré du département de la Vienne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Michault-Laronde. Haut-juré du département de la Nièvre (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Michaut, électeur de la Creuse. Fait un don patriotique (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 646).

Michel *cadet*, député d'Ille-et-Vilaine. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité de marine (p. 410). — Parle sur les troubles du Saint-Domingue (p. 654), — sur les troubles du Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 260), — sur une pétition du sieur Liot (t. **XXXVI**, p. 232). = **1792**—Fait un rapport sur l'organisation du service de santé des hôpitaux de la marine et de l'armée navale (t. **XXXVIII**, p. 237 et suiv.). — Membre du comité de marine (t. **XXXIX**, p. 394). — Donne lecture d'une adresse des citoyens de Saint-Malo (t. **XLIV**, p. 127). — Fait un rapport sur le traitement des officiers de santé pendant le service à la mer (p. 272), — un rapport sur la construction d'un port près Saint-Malo et Saint-Servan (p. 366 et suiv.). — Remet une déclaration des négociants et armateurs de l'île de Guernesey (t. **XLV**, p. 2). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVI**, p. 115 et suiv.), — sur les armements de la Russie (t. **XLVII**, p. 146).

Michel. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Michel, commissaire de la commune de Paris. Mandé à la barre (19 septembre 1792, t. **L**, p. 148).

Michel (Jean). — Voir *Metz* (*District de*).

Michelan, maître de pension. Don patriotique de ses élèves (24 mai 1792, t. **XLIX**, p. 59).

Michelet, sergent. Fait un don patriotique (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 559).

Michelet, de Toul. Fait gratuitement les fonctions de secrétaire de la commune (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 333).

Michelon-du-Mas-Barreau, député de la Haute-Vienne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 199).

Michelot, garçon perruquier. — **1792**. — Fait un don à la patrie de la somme de 4 louis (t. **XXXVI**, p. 725 et suiv.).

Michelet (Claude), dit la Paix. Se plaint des vexations qu'il a subies. — Renvoi au pouvoir exécutif (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 578).

Michon-Dumaret, député de Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIX**, p. 66). — Sa motion relative à l'apport de l'acte constitutionnel dans l'Assemblée pour la prestation du serment individuel prescrit par la Constitution (p. 71). — Prête serment (p. 79). — Opinion, non prononcée, sur le projet de décret de Brissot concernant Saint-Domingue (t. **XXXV**, p. 548 et suiv.). — Parle sur une émission des coupures d'assignats (t. **XXXVI**, p. 157). = **1792**. — Membre de la commission centrale (t. **XLI**, p. 489).

Michoud, député de l'Isère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 62). — Prête serment (p. 77). — Suppléant au comité du commerce (p. 439). — Suppléant au comité d'instruction publique (p. 498).

Midi. — *Troubles*. — Pétition de la commune de Marseille relative aux troubles des départements des Bouches-du-Rhône et du Midi (20 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 681 et suiv.). —*Discussion* : Reboul, Lamarque, Viénot-Vaublanc, Laplaïgne, Crestin, Guadet, Thiriol, Durant, Ramond, Rouyer, Cambon (*ibid.* p. 683 et suiv.) ; — le ministre de l'intérieur rendra compte des mesures qu'il a prises pour prévenir les troubles dans les départements du Midi (*ibid.* p. 689).

Miette (Paul), marchand d'argent, détenu à la Force. Son élargissement (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 320).

Mignin. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 688).

Migniot, entrepreneur des travaux de la rade de Cherbourg. Il n'y a pas lieu de délibérer sur sa réclamation (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 9.)

Mignot, commis à la caisse de l'extraordinaire. Fait un don patriotique (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 306).

Miguier, président de la société des Amis de la Constitution de Lyon. Fait un don patriotique (22 mars 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Milan (Les citoyens de). Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Milanois La Salle. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 669).

Milcent, auteur du *Créole patriote*. Fait un don patriotique (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 208).

Milhas aîné. Somme qui lui est due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 530).

Milhau (Commune de). Réclame de la municipalité contre un arrêté du directoire du département inculpant sa conduite au sujet

Milhau (Commune de) (*Suite*).

d'une arrestation (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 459). — Adresse de 30 gardes nationaux se plaignant de ce que leur département ne soit pas compris dans le nombre de ceux qui doivent envoyer des volontaires aux frontières (5 novembre, p. 639). — Annonce de troubles (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 713).

Milhau (District de).

Tribunal. Adresse de dévouement des juges (16 septembre 1792, t. **L**, p. 57).

Milhaud. Nommé à la Convention nationale (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 576), (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Militaires. Les militaires licenciés des colonies et destitués arbitrairement peuvent entrer dans les légions (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 475). — Décret relatif aux certificats de résidence qui leur sont nécessaires pour toucher aux caisses publiques (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 497). — Le colonel Leygonier sollicite une loi qui mette sous la sauvegarde de la nation les biens et les droits des militaires aux armées et ordonne la suspension de toutes poursuites contre eux pendant la durée de la campagne (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 541). — Proposition de Gossuin sur la manière de juger ceux qui abandonnent leur poste (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 152 et suiv.). — Lettre du ministre de la guerre à ce sujet (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 192). — Les militaires porteurs d'ordres des ministres obtiendront des passeports (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159). — Rapport à faire pour déterminer les cas qui les rendent justiciables des cours martiales (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 417). — Le pouvoir exécutif est autorisé à envoyer dans les différents lieux où il y a des eaux thermales, les militaires invalides ou blessés (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 411). — Mise en liberté des militaires détenus pour pour fautes d'indiscipline depuis le 15 septembre 1791 (23 août, p. 636). — Réclamation de militaires suspendus par les commissaires de l'Assemblée (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 679). — Lettre du ministre de la guerre concernant le supplice des militaires condamnés par une cour martiale (*ibid.* t. **L**, p. 8). — Voir *Invalides*. — *Pensions*.

Militaires étrangers. Rapport par Guadet sur le traitement à faire aux militaires étrangers qui se réuniront sous les drapeaux de la France (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 394) ; — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.) ; — discussion (*ibid.* p. 395) ; — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

Mille (Pierre). Demande à conserver le cheval dont il s'est emparé le 10 août. — Renvoi au pouvoir exécutif (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 497).

Millerelle (Pellerin-Pierre-Thuriot), lieutenant-colonel au 21e régiment de ligne. Projet de décret d'accusation contre lui (15 avril 1792,

Ministres (*Suite*).

royaume, le 8 octobre 1791 (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 110); — ajournement au 1er novembre pour les comptes à rendre par les ministres et à trois jours par celui de la guerre et celui des contributions publiques (8 octobre, p. 135). — Ils donneront communication aux comités de toutes les pièces dont les comités auront besoin (28 octobre, p. 499). — Delacroix demande que le comité de législation présente un mode assuré pour exercer la responsabilité contre les ministres (10 novembre, p. 727); — discussion : Lecoz, Viénot-Vaublanc, un membre (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète que le comité de législation lui présentera un projet de décret sur cet objet dans les 8 jours (*ibid.* p. 729). — Rapport par Cambon, au nom du comité de la trésorerie nationale, sur les comptes à rendre par les ministres (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 151 et suiv.); — projet de décret (29 novembre, p. 444); — adoption (*ibid.*). — Opinion de Hérault de Séchelles sur la responsabilité des ministres (2 décembre, p. 509 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 512 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 513). — Rouyer demande que les droits laissés aux ministres par la Constitution soient fixés avec précision (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 643); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande que l'Assemblée fasse connaître l'ordre du jour aux ministres (10 décembre, p. 710). — Sur la motion de Thuriot, il est décrété que les ministres seront tenus de signer les mémoires qu'ils remettront à l'Assemblée (21 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 282). — Sont exemptés de certaines formalités pour toucher aux caisses publiques (28 décembre, p. 476). — Les décrets qui les chargent de rendre compte de l'exécution des lois leur seront remis dans les 24 heures par les secrétaires de l'Assemblée (29 décembre, p. 637). — Un membre demande que les ministres soient tenus de rendre compte de l'organisation de leurs bureaux (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 409); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 410). — Il sera fait une liste de tous les décrets rendus pour demander des comptes aux ministres et qui sont restés sans exécution (16 janvier, p. 447). — Gérardin demande la mise à l'ordre du jour de la discussion du décret sur la responsabilité des ministres (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 180 et suiv.); — sont entendus : Charlier, Gérardin, Léonard Robin (*ibid.* p. 182); — ajournement de la discussion au 10 février (*ibid.* p. 183). — Rapport par Hérault de Séchelles sur le mode de la responsabilité des ministres (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 8 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 12). — *Discussion :* Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 13 et suiv.); — projet de décret proposé par Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 18 et suiv.). — Projet de décret sur leur responsabilité (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 75); — *Discussion :* (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 80). — Motions tendant à faire décréter que les ministres qui ont quitté le ministère depuis l'acceptation de la Constitution ne pourront partir du lieu où siège le Corps législatif avant d'avoir rendu compte de leur gestion (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 530 et suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 534). — Les ministres rendront compte de leur administration dans les quinze jours qui suivront leur sortie du ministère (25 mars 1792, t. **XL**, p. 477). — Les ministres demandent une conférence avec les comités des finances (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 81); — sur la motion de Chéron-la-Bruyère, l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.*). — Ils annoncent qu'ils donneront la cinquième partie de leur traitement tant que durera la guerre (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 406). — Formalités pour le payement de leurs appointements et de leurs frais de bureaux (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 393). — Le traitement annuel du ministre des affaires étrangères est fixé à 75,000 livres et ceux des ministres de la justice, de l'intérieur, des contributions publiques, de la guerre et de la marine à 50,000 livres (1er juin, p. 439). — Compte à rendre, par eux, de l'état du royaume (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 203), (9 juillet, p. 287). — Ils rendent un compte général (10 juillet, p. 303 et suiv.). — Donnent leur démission (*ibid.* p. 308). — Delacroix demande qu'aucun ministre sortant ne puisse occuper une autre place à la nomination du pouvoir exécutif qu'après l'apurement de ses comptes (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 99); — renvoi aux comités de législation et de l'examen des comptes réunis (*ibid.*). — Dépôt par Mathieu Dumas d'une dénonciation contre le ministère qui formait le conseil du roi à l'époque de la déclaration de guerre et jusqu'au 18 juin 1792 (3 août, p. 419). — Texte de cette dénonciation (*ibid.* p. 427 et suiv.). — Adresse des 48 sections de Paris pour demander la nomination d'un nouveau ministère (3 août, p. 425 et suiv.). — Les ministres en activité continueront provisoirement leurs fonctions (10 août, p. 645). — Projet de décret pour l'organisation provisoire du ministère et l'élection des ministres (10 août, p. 647); — discussion (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Les ministres sont mandés à la barre pour rendre compte s'il y a eu une proclamation du roi envoyée à l'armée (10 août, p. 653). — Admis, ils déclarent qu'aucune proclamation n'a été envoyée (*ibid.* et p. suiv.). — Décret relatif aux scellés à apposer sur leurs papiers (*ibid.* p. 656). — On demande la marche à suivre pour faire lever les scellés apposés sur les papiers des ex-ministres (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 35); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 36). — Le droit de contreseing et de franchise leur est accor

Ministres (*Suite*).

dée (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 233).

2° Liste des ministres pendant la durée de l'Assemblée nationale législative.

Ministres des affaires étrangères. Montmorin. — Delessart. — Dumouriez. — Naillac. — Chambonas. — Bigot de Sainte-Croix. — Lebrun.

Ministres des contributions publiques. Tarbé. — Clavière. — Beaulieu. — Le Roulx-Delaville. — Clavière.

Ministres de la guerre. Duportail. — Narbonne. — De Grave. — Servan. — Dumouriez. — Lajard. — D'Abancourt. — Servan.

Ministres de l'intérieur. Delessart. — Cahier de Gerville. — Roland. — Mourgues. — Terrier de Monciel. — Champion. — Roland.

Ministres de la justice. Duport-Dutertre. — Duranthon. — Dejoly. — Danton.

Ministres de la marine. — Thevenard. — De Bertrand. — De La Coste. — Dubouchage. — Monge.

— Voir *Députés*. — *Marchés*.

§ 2. *Ministres en particulier*.

Ministre des affaires étrangères. Montmorin, ministre. — 1791. — Fait un rapport sur les biens ecclésiastiques situés en France et en Espagne, sur le séquestre du revenu des maisons religieuses supprimées, ordonné par l'empereur, sur les indemnités dues aux princes étrangers possessionnés en France et sur la notification aux puissances étrangères de l'acceptation de l'Acte constitutionnel par le roi (31 octobre 1791, t. XXXIV, p. 550 et suiv.). — Ecrit au sujet des Suisses du régiment de Châteauvieux retenu aux galères (5 novembre, p. 650 et suiv.). — *Delessart ministre par intérim*. — 1791. — Donne connaissance des réponses des puissances étrangères à la notification de l'acceptation par le roi de l'acte constitutionnel (16 novembre, t. XXXV, p. 92 et suiv.). — Fait connaître les mesures prises par le roi contre les Français sortis du royaume (*ibid*. p. 93 et suiv.), (p. 100). — Fait un rapport sur l'arrestation d'un convoi d'argent expédié à Soleure (*ibid*. p. 94 et suiv.).

Delessart, ministre. — 1791. — Lettre du roi annonçant la nomination de Delessart (29 novembre 1791, t. XXXV, p. 433). Est entendu dans la discussion sur les mesures à prendre relativement aux puissances qui souffrent les rassemblements d'émigrés (*ibid*. (p. 446). — Donne des éclaircissements sur la mission de M. Roustan (8 décembre, p. 648). — Ecrit au sujet des prétentions de la ville de Mulhouse (10 décembre, p. 718). — Adresse l'état des dépenses nécessaires pour son département pendant l'année 1792 (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 77), — les copies des états, expédiés pour le service des affaires étrangères, pendant les 9 premiers mois de l'année 1791 (*ibid*.). — Donne connaissance des réponses des puissances étrangères à la notification de l'acceptation par le roi de l'Acte constitutionnel (24 décembre, p. 348 et suiv.). — Observations sur l'affaire des soldats du régiment de Châteauvieux (24 décembre, p. 350 et suiv.). — Donne connaissance des mesures prises par le roi d'Espagne à la nouvelle de l'insurrection de Saint-Domingue (*ibid*. p. 351 et suiv.). — Observations au sujet des prétentions des princes étrangers possessionnés en France (*ibid*. p. 352 et suiv.), — au sujet des rassemblements d'émigrés au delà des frontières (*ibid*. p. 355). — Demande des fonds pour les dépenses secrètes (*ibid*.). — Observations par Thuriot, Rouyer, Grangeneuve, Delacroix, Gérardin, au sujet du dépôt par le ministre de pièces non signées (*ibid*. p. 370 et suiv.). — Le ministre demande le nom du secrétaire chargé de la rédaction du procès-verbal pour lui faire parvenir des notes (*ibid*. p. 371). — Transmet une note du ministre de l'électeur de Trèves relative aux rassemblements d'émigrés (28 décembre, p. 478), — un office de l'empereur relatif aux émigrés (31 décembre, p. 698), — des lettres de l'évêque de Spire et de l'électeur palatin relatives aux émigrés (*ibid*. p. 699 et suiv.). = 1792. — Communique des offices remis à M. Sainte-Croix, ambassadeur du roi près l'électeur de Trèves (6 janvier 1792, t. XXXVII, p. 109 et suiv.), (8 janvier, p. 161), — une note de l'empereur à l'électeur de Trèves (14 janvier, p. 416). — Assure l'Assemblée de sa fidélité à la Constitution (*ibid*.). — Communique une lettre du sieur Fuller (p. 425), — des dépêches de l'ambassadeur français près l'électeur de Trèves (16 janvier, p. 447). — Ses observations au sujet du projet de décret du comité diplomatique sur l'office de l'empereur (17 janvier, p. 463 et suiv.). — Communique une lettre de M. Bigot de Sainte-Croix sur les mesures prises par l'électeur de Trèves pour dissiper les rassemblements des émigrés (19 janvier, p. 510 et suiv.). — Il est entendu au sujet des affaires d'Espagne et des plaintes contre le commandant de la place de Tournai (2 février 1792, t. XXXVIII, p. 102). — Transmet des offices de l'électeur de Trèves (9 février, p. 314). — Donne des éclaircissements sur l'état des émigrés dans les Pays-Bas et sur les mauvais traitements éprouvés à Ath par un citoyen français (13 février, p. 478 et suiv.). — Transmet une plainte de la chambre du commerce de Marseille (14 février, p. 508). — Les administrateurs du district de Longwy demandent qu'il soit invité à s'expliquer sur les mesures qu'il concerte avec M. Bigot Sainte-Croix (15 février, p. 544 et suiv.). — Est entendu au sujet de l'arrestation des sieurs Pelleport et Lambelet (*ibid*. p. 545). — Fournit des renseignements relativement aux frontières d'Espagne et de Savoie (21 février, p. 728).

Ministres des affaires étrangères. (*Suite*).

— Communique la réponse de l'empereur aux explications demandées sur l'office du 21 décembre 1791 relatif aux émigrés (1er mars 1792, t. **XXXIX**, p. 244). — Sa lettre à M. de Noailles (*ibid.* p. 246 et suiv.). — Sur la motion de Rouyer, Charlier et Mailhe, l'Assemblée décrète que le comité diplomatique fera un rapport sur la lettre (1) du ministre Delessart à M. de Noailles (1er mars, 1792, t. **XXXIX**, p. 256). — Brissot de Warville demande à être entendu au sujet de la dénonciation faite contre le ministre (10 mars, p. 528). — Discours de Brissot (*ibid.* p. 534 et suiv.). — Projet de décret tendant à déclarer qu'il y a lieu à accusation contre le ministre (*ibid.* p. 545). — *Discussion* : Mailhe, Aubert-Dubayet, Delacroix, Henry-Larivière, Isnard, Merlet, Dehaussy-Robecourt, Boullanger, Arena, Guadet, Becquey, Jaucourt, Mathieu Dumas, Jaucourt, Léopold, Mailhe, Becquey, Vergniaud, Viénot-Vaublanc, Hérault de Séchelles, Gensonné, Lacombe-Saint-Michel, Mailhe, Jean Debry, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il y a lieu à accusation contre Delessart, ministre des affaires étrangères, et charge le pouvoir exécutif de faire procéder immédiatement à son arrestation (*ibid.* p. 550). — Texte du décret (*ibid.*). — Le ministre de l'intérieur adresse 16 pièces relatives à l'exécution de l'acte d'accusation (11 mars, p. 560 et suiv.). — Lettre de Delessart au directoire du département de Paris (*ibid.* p. 561). — Dispositions prises par le ministre de la justice, pour l'exécution du décret d'accusation (*ibid.*). — Lettre de Delessart où il se plaint de ne pas avoir été entendu par l'Assemblée (*ibid.* p. 567 et suiv.). — Annonce de la nomination de Dumouriez en remplacement de Delessart (16 mars, t. **XL**, p. 41). — Lettre du roi faisant connaître cette nomination (*ibid.* p. 56).

Dumouriez, ministre. — **1792.** — Envoie une lettre du canton de Berne au roi relative au régiment d'Ernest (23 mars, t. **XL**, p. 431). — Communique une note de M. de Noailles à M. de Kaunitz et la réponse de ce dernier (29 mars, p. 660). — Transmet une réponse du roi de Sardaigne à une dépêche qui lui avait été adressée (5 avril, t. **XLI**, p. 214 et suiv.). — Rend compte d'un combat dans la mer de l'Inde entre deux vaisseaux de guerre anglais et la frégate française *La Résolue* (8 avril, p. 365 et suiv.), (11 avril, p. 488 et suiv.), (12 avril. p. 542). — Soumet une question au sujet de la rentrée en France du sieur de Fougières (12 avril, p. 507). — Soumet une question sur la conduite à tenir par le département des Pyrénées-Orientales relativement aux biens dits ecclésiastiques (*ibid.*). — Ecrit relativement à la convention commerciale entre la France et la République de Mulhausen (*ibid.* p. 508). — Communique des dépêches de Noailles, ambassadeur de France à Vienne (14 avril, p. 605 et suiv.), (15 avril, p. 682). — Annonce qu'il a reçu des dépêches de Noailles, ambassadeur de France à Vienne (18 avril, t. **XLII**, p. 70). — Donne lecture d'une lettre du roi (19 avril, p. 169). — Communique deux dépêches de Noailles (*ibid.* et p. suiv.). — Donne lecture du rapport fait au conseil du roi, le 18 avril 1792, sur la déclaration de guerre au roi de Hongrie et de Bohême (20 avril, p. 195 et suiv.). — Demande que le chargé des affaires de la cour de Vienne soit placé sous la sauvegarde de la nation (21 avril, p. 220). — Fait connaître le refus du roi de Sardaigne de reconnaître M. de Semonville pour ambassadeur (26 avril, p. 426 et suiv,). — Transmet une réclamation des princes de Lorraine (30 avril, p. 534), — une copie de deux conventions arrêtées par le roi, l'une avec le prince de Lowenstein-Wertheim, l'autre avec le prince de Salm-Salm (2 mai, p. 649). — Donne des renseignements sur les opérations de guerre (4 mai, p. 737 et suiv.). — Adresse des pièces à l'Assemblée (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 1). — Donne des renseignements sur les recherches faites pour découvrir La Pérouse (*ibid.* p. 2). — transmet une lettre du chargé des affaires de France à Malte (6 mai, p. 53), — des lettres des chargés d'affaires de France près des cours étrangères (7 mai, p. 78 et suiv.), — une lettre du prince de Nassau-Sarrebrück (8 mai, p. 103). — Rend compte de la situation politique de la France vis-à-vis la cour de Turin (19 mai, p. 566). — Donne communication de pièces relatives à la neutralité de l'Angleterre (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 375 et suiv.). — Adresse des pièces relatives à l'arrestation, à Montigny, de MM. Caillard et Dodun (6 juin, p. 662). — Transmet une lettre du prince de Nassau-Sarrebrück (7 juin, p. 678).

De Naillac, ministre. — **1792.** — Nomination de M. de Naillac en remplacement de Dumouriez, nommé ministre de la guerre (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 162). — Le pouvoir exécutif fera connaître la personne chargée, par intérim en attendant l'arrivée de de Naillac, du ministère des affaires étrangères (16 juin, p. 261.)

De Chambonas, ministre. — **1792.** — Le roi annonce la nomination de Chambonas (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 335). — Ecrit relativement à l'admission d'officiers étrangers dans nos armées (22 juin, p. 466). — Annonce que les couleurs de la nation française seront reconnues dans tous les ports de la Suède (26 juin, p. 592). — Annonce le départ du comte de Goltz envoyé de la cour de Prusse (29 juin, p. 677). — Transmet une demande du ministre plénipotentiaire de Gênes (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 102). — Pose une question relativement aux certificats de résidence (*ibid.* p. 121). — Ecrit relativement à l'affaire de l'abbaye de Wadegasse (5 juillet, p. 126). — Rend compte de la marche des troupes prussiennes (*ibid.*

(1) Voir cette lettre (t. XXXIX, p. 246).

Ministres des affaires étrangères. (*Suite*).

p. 148). — Communique des pièces émanant des princes français émigrés (*ibid.* p. 151 et suiv.). — Adresse un office du roi d'Espagne (6 juillet, p. 163).— Transmet un message du roi (*ibid.* p. 170). — Ecrit au sujet d'un passeport signé Chalons 5 juillet, p. 205). — Adresse un mémoire relatif à l'état politique de la France avec les autres puissances (8 juillet, p. 251). — Ecrit au sujet du compte qu'il a rendu de la marche des troupes prussiennes (10 juillet, p. 299 et suiv.). — Envoie sa correspondance avec la cour de Naples relativement à l'affaire de la frégate « *La Sirène* » (15 juillet, p. 496). — Transmet une lettre de Maisonneuve, plénipotentiaire de France à Stuttgard (17 juillet, p. 563), — une note du ministre d'Angleterre (18 juillet, p. 619), — une note du corps helvétique (*ibid.* p. 620), — une réclamation du département de la Moselle (19 juillet, p. 648). — Présente des réclamations contre la loi relative aux biens des émigrés (20 juillet, p. 697). — Rend compte des dispositions du roi de Sardaigne à l'égard de la France (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 68). — Est remplacé, par intérim, par Dubouchage, ministre de la marine (*ibid.* p. 92),

Dubouchage, ministre par intérim. — **1792.** — Rend compte du retour de M. Villars, ci-devant ministre plénipotentiaire de France près la cour de Mayence (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 157). — Envoie la liste des vaisseaux sortis du port de Portsmouth (*ibid.* p. 170). — Ecrit au sujet des réclamations du prince de Salm-Salm (30 juillet, p. 270). — Lettre relative aux passeports (1[er] août, p. 361).

Bigot de Sainte-Croix, ministre. — **1792.** — On annonce sa nomination (1[er] août 1792, t. **XLVII**, p. 377). — Rend compte de nos relations actuelles avec la Savoie (2 août, p. 397). — Adresse un état des pensions et gratifications, etc., allouées sur les fonds secrets de son département (7 août, p. 548). — Lettre relative à son absence (10 août, p. 654). — Décret relatif au scellé de ses papiers (*ibid.* p. 156). — Est remplacé par Lebrun (10 août, p. 660).

Lebrun, ministre. **1792.** — Remplace Bigot de Ste-Croix (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 660). Dénonce la malveillance de l'impératrice de Russie à l'égard de la France (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 165). — Transmet une réponse de M. Rizziani, ambassadeur de Venise (20 août p. 400).— Ecrit au sujet des empêchements apportés au départ de l'ambassadeur de Venise (22 août, p. 611).—Informe l'Assemblée d'une demande de passeport faite par Lally-Tollendal (*ibid.* p. 616).— Rend compte des dispositions des puissances étrangères à l'égard de la France (23 août, p. 656 et suiv.). — Ecrit au sujet des mouvements qui se manifestent en Suisse (24 août, p. 678). — Demande la levée des scellés apposés sur les papiers de Bonnecarère (*ibid.* p. 686). — Transmet un pamphlet des princes français, frères du roi (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 37. — Ses réclamations au gouvernement génois relatives à une insulte faite au pavillon français (28 août, p. 73). — Ecrit au sujet d'un congrès des ministres d'Etat et des généraux sardes tenu à Turin (30 août, p. 108). — Ecrit au sujet des préparatifs de guerre de certaines puissances (2 septembre, p. 199), — au sujet du passeport accordé au sieur Devirieu (3 septembre, p. 233). — Fournit des renseignements sur une incursion des troupes françaises dans la principauté de Montbéliard (9 septembre p. 497). — Transmet une réclamation du sieur Destourmel (14 septembre, p. 645), — une pétition en faveur des gardes suisses (*ibid.*), — une lettre sur la désertion du régiment de Châteauvieux (*ibid.* p. 650). — Ecrit que les dépêches venant d'Allemagne annoncent la guerre avec l'Empire comme très prochaine (15 septembre, p. 671). — Rend compte des motifs qui ont déterminé les ordres donnés au général Montesquiou de passer en Savoie (*ibid.* p. 681). — Transmet une lettre de l'ambassadeur de France en Suisse (15 septembre, t. **L**, p. 7). — Ecrit que la guerre avec l'Empire est prochaine (16 sepbre, p. 39). — Envoie une traduction du décret concernant les mesures à délibérer par la diète de l'Empire (19 septembre, p. 147).

— Voir *Blumendorf*.

Ministres des contributions publiques. — Tarbé, *ministre.* — **1791.** — Parle sur les comptes à rendre par les ministres (8 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 133), (p. 135). — Rend compte de l'état de la répartition des contributions publiques (12 octobre, p. 191 et suiv.), (27 octobre, p. 450). — Annonce la nomination par le roi aux cinq places de commissaires à la conservation générale forestière (26 octobre, p. 415). — Rend compte de l'état de la répartition des contributions publiques (7 novembre, p. 678). — Ecrit à l'Assemblée au sujet de la comptabilité de l'ancienne administration des domaines (9 novembre, p. 718), — au sujet du droit d'enregistrement dû sur les quittances à donner aux membres des anciennes compagnies de finances (*ibid.* et p. suiv.), — au sujet d'une remise demandée par les employés de l'ancienne administration des domaines (*ibid.* p. 719), — au sujet de la liquidation des dépenses relatives à l'enceinte de Paris (*ibid.*). — Lettre au sujet d'un droit d'enregistrement des quittances qui sont données de particuliers à particuliers (22 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 284). — Pétition du sieur Souton contre lui (22 novembre, p. 285). — Notifie la nomination des commissaires de la comptabilité (1[er] décembre, (p. 500). — Mémoire sur la fixation du prix de la poudre de traite (4 décembre, p. 561). — Eclaircissement sur les droits d'enregistrement des certificats de vie des invalides (*ibid.*) — **Mémoire sur l'organisation de l'administra**

Ministres des contributions publiques (*Suite*).

tion des forêts (5 décembre, p. 577). — Parle sur la dénonciation faite contre Delessart à raison de ses fonctions comme ministre de l'intérieur (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 306). = **1792**.— Adresse l'état détaillé des bureaux de son ministère (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 644). — Présente un mémoire relatif aux contributions et à une augmentation des visiteurs des rôles et un mémoire sur la fabrication des monnaies de cuivre (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 203 et suiv.), — des états de fabrication des monnaies provenant du métal des cloches (13 février, p. 480). — Ecrit au sujet de l'inexécution des lois sur les nouvelles empreintes des monnaies (19 février, p. 650). — Adresse des états hebdomadaires relatifs à la fabrication des monnaies (20 février, p. 680). — Transmet des états relatifs à la fabrication des monnaies (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 157). — Soumet une question relative aux adjudications des perceptions des contributions publiques (1er mars, p. 229), — une question relative aux contrats de constitution des rentes viagères (*ibid.* p. 230). — Remet différents marchés concernant la fabrication du papier pour les assignats (3 mars, p. 350). — Rend compte de l'état du recouvrement des contributions de la capitale (*ibid.* p. 351 et suiv.). — Adresse des états relatifs à la fabrication des monnaies (5 mars, p. 389). — Ecrit au sujet de l'importation du tabac en feuilles (9 mars, p. 522), — au sujet de la perception des droits d'entrée sur les denrées coloniales (12 mars, p. 589). — Envoi des états relatifs à la fabrication de la monnaie de cuivre (*ibid.* p. 612). — Rend compte des mesures prises pour suspendre l'adjudication de la ci-devant École militaire (17 mars 1792, t. **XL**, p. 58 et suiv.). — Ecrit au sujet de l'arriéré des dépenses de 1792 et années antérieures (18 mars, p. 95). — Envoie des états relatifs à la fabrication des monnaies (19 mars, p. 139). — Transmet différentes pièces (22 mars, p. 355). — Sollicite une décision sur la continuation de la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols (23 mars, p. 432). — Transmet des délibérations du directoire d'Orléans relatives aux dépenses de la Haute-Cour nationale (*ibid.*).— Est remplacé par Clavière (24 mars, p. 448 et suiv.)

Clavière, ministre. - **1792**.- Le roi annonce la nomination de Clavière en remplacement de Tarbé (24 mars, 1792, t. **XL**, p. 448 et suiv.), — Est dénoncé par Devaulx (20 mars p. 185). — Rendra compte des faits relatifs à la plainte du petitionnaire (*ibid.*). — Adresse des états hebdomadaires de la fabrication des monnaies (27 mars, p. 522). — Adresse un mémoire sur les hypothèques (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 16), — un état des commis et employés de son département qui ont prêté le serment civique (*ibid.* p. 37). — Ecrit au sujet de la sortie des laines d'Espagne et d'Italie (*ibid.* p. 38). — Transmet une demande de la municipalité de Saint-Germain (*ibid.* p. 39). — Demande, au nom des ministres, une conférence avec les comités des finances (2 avril, p. 81). — Transmet une proclamation du roi (*ibid.*). — Appelle l'attention de l'Assemblée sur plusieurs mémoires relatifs aux droits de timbre et d'enregistrement à percevoir sur certains actes (3 avril, p. 103). — Adresse un état de la fabrication des monnaies (*ibid.* p. 162.) — Ecrit au sujet du choix d'un artiste pour la gravure des assignats (5 avril p. 223), — au sujet d'une contestation à l'occasion du transit des charbons de terre de Mons à Tournai (9 avril, p. 375). — Adresse des états hebdomadaires de la fabrication des monnaies (p. 410), — un mémoire sur l'état des manufactures des poudres et salpêtres (10 avril, p. 418), — un mémoire sur la nécessité de faire des avances aux départements (*ibid.*). — Transmet une lettre du directoire du département de la Moselle (*ibid.* p. 426). — Ecrit au sujet de la nécessité d approvisionner de sel les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (12 avril, p. 505), — au sujet de l'évaluation des maisons situées hors des villes pour l'assiette de la contribution foncière (13 avril, p. 573). — Ecrit relativement au cautionnement que doivent fournir les ci-devant fermiers généraux, régisseurs et administrateurs des domaines (16 avril, p. 723). — Adresse des états de fabrication des monnaies (*ibid.*). — Ecrit au sujet des charges locales qui incombent aux municipalités (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 42), — au sujet de difficultés survenues à l'occasion de la retenue du cinquième autorisée par les lois (*ibid.*), — au sujet des obstacles que les billets de confiance apportent au recouvrement des contributions (18 avril, p. 63). — Transmet une lettre du sieur Sambucy (*ibid.*). — Pose une question relative à l'enregistrement des actes assujettis à l'insinuation (19 avril, p. 154). — Tansmet une demande du département du Bas-Rhin (*ibid.*). — Adresse un état de situation de la confection des matrices des rôles (*ibid.* p. 156). — Ecrit au sujet des successions qui doivent appartenir à la nation (*ibid.* p. 156), — au sujet de l'établissement de dépôts de titres des domaines nationaux (*ibid.*), — au sujet du recouvrement des droit féodaux non supprimés (20 avril, p. 189). — Sollicite une décision sur la question de l'aliénation des forêts nationales (21 avril, p. 247). — Adresse un état des commis et employés qui ont prêté le serment civique (*ibid.* p. 349). — Rend compte des motifs de la fabrication des pièces de 15 et de 80 sols au delà de la somme de 15 millions fixée par la loi (22 avril, p. 280 et suiv.). — Transmet une reclamation des receveurs de district (23 avril, p. 300). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour l'exécution de la loi sur le séquestre des biens des émigrés

Ministres des contributions publiques (*Suite*).

(*ibid.* p. 314 et suiv.). — Transmet une lettre du maire de Strasbourg (*ibid.* p. 316), — des états hebdomadaires de la fabrication des monnaies (*ibid.* p. 319), — un état de situation de la confection des matrices des rôles de la contribution foncière (24 avril, p. 331). — Ecrit au sujet du mode de payement des dépenses des tribunaux de commerce (28 avril, p. 478). — Transmet des pièces à l'Assemblée (29 avril, p. 503), (30 avril, p. 541), (p. 545), (2 mai, p. 640). — Rend compte de l'état de la fabrication des petits coupons d'assignats (3 mai, p. 702. — Tansmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 717). — Transmet une réclamation du commerce de Strasbourg (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 2).— Demande une interprétation de la loi du 17 juillet 1791, relative aux denrées coloniales (5 mai, p. 33). — Pose une question au sujet des procès-verbaux des gardes (*ibid.* p. 37). — Ecrit au sujet du remplacement du sieur Cozette, receveur des contributions publiques (6 mai, p. 47). — Dénonce un attentat commis par des grenadiers de Penthièvre contre des préposés des douanes de la ville de Dunkerque (7 mai, p. 85). — Adresse des états de fabrication des monnaies (*ibid.* p. 86). — Ecrit au sujet de la fabrication des assignats (10 mai, p. 198), — au sujet de la fixation des limites des départements de Paris et de Seine-et-Oise (11 mai, p. 240). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 255), (13 mai, p. 315), (14 mai, p. 356), (16 mai, p. 429). — Ecrit au sujet de la démarcation des limites des deux départements du Tarn et de l'Aveyron (19 mai, p. 574). — Demande des interprétations sur le tarif des douanes (*ibid.*). — Présente un mémoire sur les moyens d'exécution du cadastre général de la France (21 mai, p. 631 et suiv.). — Adresse un état de fabrication des monnaies (*ibid.* p. 653). — Demande la suspension de la loi qui fixe à 15 millions la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 2).— Ecrit au sujet de la conservation des titres de propriété (23 mai, p. 55), — au sujet de la fabrication des pièces de 15 sols et de 30 sols (25 mai, p. 112), — au sujet de l'administration des domaines concédés à titre gratuit (*ibid.*), — au sujet du bétail exporté du département de l'Aude en Espagne (27 mai, p. 156), — au sujet des moulins à foulon situés à la frontière (*ibid.*). — Transmet des pièces à l'Assemblée (30 mai, p. 310), (p. 360). — Rend compte de l'état de la fabrication des coupures d'assignats (1er juin, p. 441), (2 juin, p. 489). — Soumet une question relative aux inventaires des effets mobiliers appartenant aux Français émigrés (5 juin, p. 580). — Adresse des états de la fabrication des monnaies (*ibid.* p. 625). — Ecrit au sujet de difficultés qu'éprouve l'exécution à Dunkerque de la loi qui défend la sortie des peaux et des cuirs (*ibid.*). —

Ministres des contributions publiques (*Suite*).

Rend compte des abus qui existent dans les contre-seings et franchises des lettres (6 juin, p. 661). — Ecrit relativement à l'adjudication des sels et tabacs (8 juin, p. 688). — Etat des dépenses à faire pour l'ameublement de son hôtel (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 394); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rend compte de la fabrication des coupures d'assignats (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 18 et suiv.), — de l'état du recouvrement des contributions directes dans la ville de Paris (11 juin, p. 94), — de troubles survenus dans le département du Haut-Rhin (*ibid.*). — Transmet des pièces à l'Assemblée (12 juin, p. 123). — Annonce qu'il a reçu l'ordre du roi de remettre son portefeuille au ministre de la justice (13 juin, p. 162).

Beaulieu, ministre. — **1792**. — Sa nomination (18 juin, p. 358). — Transmet des pièces à l'Assemblée (23 juin, p. 504). — Adresse un état de la confection des matrices des rôles des contributions (27 juin, p. 607), — un état du recouvrement des contributions (29 juin, p. 674). — Ecrit à l'Assemblée (*ibid.* p. 679). — Annonce que les forêts de la Corse sont livrées à la dévastation (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 126). — Adresse un état de la fabrication des monnaies (*ibid.* p. 146). — Ecrit relativement à la construction des machines à décapiter (*ibid.* p. 147), — relativement à la perception du droit de frêt (7 juillet, p. 205). — Adresse un état de la confection des rôles de la contribution mobilière de 1791 (11 juillet, p. 327), — des états de la fabrication des monnaies (*ibid.* p. 358). — Demande qu'il soit prononcé des peines contre ceux qui exportent le numéraire (*ibid.*). — Adresse des états de fabrication des monnaies (17 juillet p. 547). — Rend compte de l'affaire du sieur Boisack (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44). — Rend compte des mesures prises pour la défense des frontières du Haut-Rhin (*ibid.*). — Envoie un mémoire du directoire des postes (23 juillet, p. 83), — un état de la fabrication des monnaies (24 juillet, p. 117), — un mémoire sur l'exécution des jugements criminels (25 juillet, p. 120). — Est remplacé par Le Roulx-Delaville (30 juillet, p. 283).

Le Roulx-Delaville, ministre. — **1792**. — Remplace Beaulieu (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44). — Adresse l'état de la confection des matrices des rôles de la contribution foncière (1er août, p. 332). — Ecrit relativement à un arrêté des administrateurs des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 359). — Envoie un tableau des progrès de la répartition et du recouvrement de l'impôt (nuit du 9 au 10 août, p. 633). — Est remplacé par Clavière (10 août, p. 654).

Clavière, ministre. — **1792**. — Remplace Le Roulx-Delaville (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 654). — Demande que les employés de la régie nationale, de l'enregistrement, des domaines et droits réunis soient dispensés d'aller aux fron-

Ministres des contributions publiques (*Suite*).

tières (14 août 1792, t. XLVIII, p. 114). — Annonce qu'il a supprimé le département des monnaies (*ibid.* p. 128). — Ecrit relativement à la conservation de la forêt de Montargis (16 août, p. 287). — Ecrit relativement à la confection du ca-dastre (20 août, p. 423). — Ecrit relativement aux fonds accordés au roi par le décret de suspension (21 août, p. 431). — Transmet des pièces à l'Assemblée (22 août, p. 612). — Fait une communication au sujet des pièces trouvées chez d'Abancourt (23 août, p. 656). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (*ibid.* p. 660), (p. 661), (24 août, p. 678). — Est entendu au sujet de l'impôt sur les effets au porteur (25 août, p. 701). — Ecrit au sujet de la fabrication des assignats (*ibid.* p. 710). — Ecrit relativement aux décharges et réductions en matière de contribution mobilière (*ibid.*). — Adresse l'état de la confection des matrices des rôles de la contribution mobilière (5 septembre 1792, t. XLIX, p. 352), — un rapport sur la pétition du sieur Martin (*ibid.*). — Demande comment doit être administrée la ci-devant principauté de Charleville (*ibid.* p. 353). — Ecrit au sujet de la réunion des forges de la Chaussade au département de la marine (9 septembre, p. 501). — Se plaint des difficultés qu'éprouve le conseil exécutif à obtenir l'expédition des décrets (*ibid.* p. 508). — Pose une question au sujet des droits d'enregistrement dont sont passibles certains jugements (11 septembre, p. 564). — Fournit des éclaircissements au sujet d'inculpations portées contre lui (*ibid.* p. 572 et suiv.). — Ecrit au sujet de l'exportation des bestiaux (12 septembre, p. 580). — Ecrit au sujet de la solde des volontaires nationaux (16 septembre 1792, t. L, p. 39), — au sujet du recouvrement des contributions dans le district de Calais (*ibid.* p. 56), — au sujet de préjudices causés au Trésor public (18 septembre, p. 108). — Ecrit au sujet de l'échange des coupures d'assignats (19 septembre, p. 144), — au sujet des dévastations qui se commettent dans les forêts nationales (*ibid.* p. 147).

— Voir *Burté*.

Ministres de la guerre. — *Duportail, ministre.* — **1791.** — Parle sur les comptes à rendre par les ministres (8 octobre 1791, t. XXXIV, p. 133). — Décret relatif aux questions à lui faire sur l'état des frontières (9 octobre, p. 136). — Rend compte de la situation militaire du royaume (11 octobre, p. 177 et suiv.). — Demande que les nominations des chirurgiens des bataillons de garde nationale destinés à marcher sur les frontières soient laissées aux directoires des départements (15 octobre, p. 235). — Adresse à l'Assemblée les états de remplacements des officiers déserteurs depuis le 1er août 1791 (16 octobre, p. 251 et suiv.). — Rendra compte de l'exécution de la loi d'amnistie du 14 septembre 1791 (18 octobre, p. 272). — Rend compte de l'exécution de cette loi (19 octobre, p. 291 et suiv.). — Sa lettre au sujet de la résiliation du marché du fort de Querqueville (24 octobre, p. 380 et suiv.). — Sa lettre en réponse à une dénonciation faite contre lui relativement à la non-exécution de la loi d'amnistie (26 octobre, p. 430 et suiv.). — Ecrit à l'Assemblée au sujet de la prorogation du mode des remplacements des officiers (*ibid.* p. 431). — Demande l'affectation de certains bâtiments au service de l'artillerie à Metz et à Thionville (27 octobre, p. 454). — On le dénonce au sujet du manque d'armes de divers bataillons de la garde nationale (28 octobre, p. 463 et suiv.); — il fera un rapport sur cet objet (*ibid.* p. 468); — questions à lui faire à ce sujet (29 octobre, p. 504 et suiv.); — rapport sur l'état de certaines villes frontières et sur l'armement des gardes nationales (p. 513 et suiv.); — Sa lettre relative à l'organisation définitive de la garde nationale (4 novembre, p. 623 et suiv.). — Demande 500,000 francs pour les besoins de l'Hôtel des invalides (4 novembre, p. 639). — Donne des éclaircissements sur le retard apporté à l'armement des gardes nationaux envoyés à Marle et à Crécy (6 novembre, p. 669). — Lettre de citoyens de Poitiers se plaignant des retards apportés par le ministre de la guerre dans l'organisation de la gendarmerie nationale (6 novembre, p. 670). — Réclame contre l'imputation faite à M. d'Albignac dans l'affaire du 38e régiment d'infanterie (9 novembre, p. 717 et suiv.). — Ecrit à l'Assemblée au sujet des droits d'enregistrement et de timbre que plusieurs directeurs de ces impositions exigent des troupes et des agents militaires (13 novembre 1791, t. XXXV, p. 47); — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*). — Sa lettre relative à un emplacement pour la remonte des chevaux dans les bâtiments des haras du Pin (15 novembre, p. 71). — Sa lettre relative à l'uniforme des commissaires des guerres (16 novembre, p. 87). — Fait un rapport sur le retard de l'organisation de la gendarmerie nationale dans plusieurs départements (*ibid.* p. 100 et suiv.). — Lettres relatives à la gendarmerie parisienne soldée, aux hôpitaux militaires et aux subsistances de l'armée (19 novembre, p. 168). — Sa lettre au sujet du sieur Baudouin, entrepreneur des transports militaires (22 novembre, p. 284); — Envoie l'état des maréchaux de France (24 novembre, p. 349 et suiv.). — Envoie des lettres des généraux Lückner et de Wimpfen (25 novembre, p. 363). — Lettre au sujet des élèves de l'artillerie et du génie (29 novembre, p. 447 et suiv.). — Lettre au sujet de la retenue sur les traitements des officiers majors des places (*ibid.* p. 448). — Demande l'augmentation du nombre des ordonnateurs et des auditeurs des cours martiales (2 décembre, p. 506, (t. L, p. 241). — Présente l'état des dépenses de la guerre (*ibid.* et p. suiv.). — Annonce sa retraite prochaine (*ibid.* p. 507).

Ministres de la guerre (*Suite*).

Narbonne, ministre. — **1791.** — Lettre du roi annonçant la nomination de Narbonne au département de la guerre (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 627). — Transmet une demande de M. d'Affry, administrateur général des Suisses (9 déc. p. 670). — Demande que l'Assemblée communique l'ordre du jour aux ministres (10 décembre, p. 710). — Envoie l'état des employés d'artillerie (*ibid.* p. 716). — Fait un rapport sur la conduite à Marseille des officiers suisses du régiment d'Ernest (13 décembre, t. **XXXVI**, p. 52 et suiv.). — Annonce l'arrivée de rapports sur les troubles de Besançon (*ibid.* p. 54). — Rend compte des mesures prises pour la défense du royaume et propose d'élever au grade de maréchal de France les généraux de Rochambeau et de Luckner (14 décembre, p. 111 et suiv.). — Propose la création de 3 nouveaux régiments d'infanterie destinés aux colonies (17 décembre, p. 174). — Ses observations sur les troubles de Perpignan (18 décembre, p. 233). — Demande un fonds extraordinaire de 20 millions pour les approvisionnements (*ibid.*). — Donne un aperçu des dépenses de son département pour 1792 (*ibid.* et p. suiv.). — Adresse l'état des marchés passés pour le service des fourrages (19 décembre, p. 257). — Envoie copie des lettres qu'il a reçues de Perpignan au sujet des troubles qui ont agité cette ville (23 décembre, p. 323). — Insiste pour le payement de l'arriéré de 1789 de son département (*ibid.* p 324). — Adresse un état des différentes pensions réglées d'après la loi du 22 août 1790 (*ibid.*). — Demande que l'Assemblée s'occupe de l'organisation des volontaires nationaux (26 décembre, p. 399). Voir *ci-dessous*.

Delessart, ministre des affaires étrangères, ministre de la guerre par intérim. — **1791.** — Annonce qu'il ne pourra rendre compte que le 27 décembre des détails de l'affaire de Sarrebourg (26 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 411). — Compte rendu de l'affaire de Sarrebourg (27 décembre, p. 443 et suiv.). — Ecrit au sujet de la demande de 20 millions pour les préparatifs de guerre (28 décembre, p. 474). — Demande l'interdiction de l'exportation des fourrages (31 décembre (p. 700).

Narbonne, ministre — **1792.** — Annonce son retour des frontières (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 160). — Rend compte de son voyage d'inspection aux frontières (11 janvier, p. 233 et suiv.). — Rend compte des dépenses de la 1re quinzaine de janvier 1792 sur le fonds de 20 millions et présente quelques observations relatives aux préparatifs de guerre (16 janvier, p. 447 et suiv.). — Communique une lettre du roi (17 janvier, p. 463). — Rend compte des mesures qu'il a prises sur les frontières d'Espagne (18 janvier, p. 497), (p. 498). — Sollicite une décision sur l'affaire des forges de Moyeuvre (17 janvier, p. 473), — des décisions sur différents objets intéressant l'armée (18 janvier, p. 480 et suiv.), (21 janvier, p. 553). — Fait une proposition sur l'emploi des volontaires nationaux de la Seine-Inférieure (19 janvier, p. 511). — Annonce l'envoi prochain des drapeaux tricolores aux régiments (*ibid.*). — Ses observations au sujet du recrutement de l'armée (19 janvier, p. 521), (21 janvier, p. 577), (23 janvier, p. 597 et suiv.). — Fait des propositions relatives à la requisition des fourrages, des chevaux et des voitures (23 janvier, p. 596 et suiv.), — des propositions relatives aux transports militaires et au traitement des officiers retraités (*ibid.* p. 597), — des propositions relatives à la solde des troupes, à la formation de 8 légions destinées aux avant-gardes de l'armée, à l'établissement d'un corps d'artillerie à cheval et à la fourniture de viande aux garnisons frontières (24 janvier, p. 624 et suiv.). — Ecrit au sujet de l'affaire Duplessis (28 janvier, p. 713), — au sujet de l application de la loi d'amnistie aux déserteurs (*ibid.*). — Présente à l'Assemblée les officiers des nouveaux régiments de ligne formés de la garde nationale de Paris (*ibid.* p. 718). — Ses observations au sujet des personnes susceptibles d'obtenir des sous-lieutenances et au sujet de l'état des officiers qui ont été rayés des contrôles (*ibid.* p. 719). — Sa lettre relative à la levée par le département de Rhône-et-Loire d'un bataillon de volontaires de plus que le nombre prescrit (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 11). — Envoie un état contenant le détail des bureaux de son ministère (31 janvier, p. 36). — Dépose la liste des officiers déchus et sollicite des décisions sur plusieurs objets intéressant l'armée (*ibid.* p. 44 et suiv.). — Sa réponse à une demande de troupes pour la ville d'Arles et le département de l'Ardèche (1er février, p. 59). — Ecrit au sujet d'une demande du 18e régiment (*ibid.*). — Dépose 10 mémoires sur le bureau de l'Assemblée (7 février, p. 257 et suiv.). — Rend compte de l'état des frontières du côté de la Savoie (*ibid.* p. 259). — Est entendu au sujet du marché passé avec le sieur Baudoin (p. 270). — Adresse l'état des officiers d'artillerie absents sans congé (8 février, p. 275), — des mémoires sur différents objets (10 février, p. 363), (p. 365), — une demande de liquidation de créance du général Wittgenstein (11 février, p. 411), — une lettre du roi sur le service et la solde des gardes-suisses (*ibid.* p. 412). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour la défense du Fort-Barreaux (*ibid.* p. 413). — Parle sur l'organisation des gardes nationales (14 février, p. 518). — Rend compte des mesures prises au sujet des troubles du district de Noyon (15 février, p. 538 et suiv.), (p. 544). — Rend compte des sommes dépensées pour le service de la guerre pendant la première quinzaine de février (16 février, p. 575). — Sollicite des décisions sur plusieurs objets intéressant l'armée (*ibid.* et p. suiv.). — Communique une lettre de Gouy-d'Arsy

Ministres de la guerre (*Suite*).

(18 février, p. 631). — Rend compte des mesures prises pour la défense des frontières du côté de l'Espagne et du côté de la Savoie (*ibid.* p. 633 et suiv.). — Dépose différentes pièces sur le bureau de l'Assemblée (*ibid.* p. 634). — Ecrit au sujet de l'indemnité réclamée par les officiers du régiment de Châteauvieux (19 février, p. 650). — Demande à être autorisé à envoyer des troupes de Paris dans le département de l'Oise (*ibid.* p. 655), (p. 656). — Fournit des renseignements sur les troubles du département de l'Oise (21 février, p. 728 et suiv.). — Rend compte de l'état de la garde nationale (22 février, t. XXXIX, p. 20). — Demande à être autorisé à déposer aux Archives nationales les marchés passés par lui (*ibid.*). — Communique l'état des dépenses de son département et demande des fonds (24 février, p. 46). — Sollicite l'augmentation du nombre des commissaires des guerres (*ibid.*). — Communique une lettre du directoire du Bas-Rhin et une lettre du maréchal Luckner (24 février, p. 55). — Rend compte des examens d'admission à l'école du génie (*ibid.* p. 56). — Communique des pièces relatives aux troubles du département de l'Oise (*ibid.* p. 57), (25 février, p. 83). — Annonce l'arrivée à Paris du maréchal Luckner (25 février, p. 84). — Donne des renseignements au sujet de 12 soldats du régiment d'Alsace venus à Paris pour réclamer contre des vexations subies par eux (*ibid.*). — Communique une lettre du colonel du 45e régiment d'infanterie relative à l'insubordination de 12 compagnies de son régiment (*ibid.* p. 98 et suiv.). — Est entendu au sujet du désarmement des citoyens d'Ourscamps (26 février, p. 116). — Donne lecture d'un discours du maréchal Luckner (*ibid.* p. 117). — Parle sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (*ibid.* p. 124). — Demande à l'Assemblée l'autorisation de faire passer des troupes à moins de 30,000 toises de Paris (27 février, p. 133 et suiv.). — Est entendu au sujet du recrutement (29 février, p. 220). — Rend compte de différents objets intéressant l'armée (2 mars, p. 308 et suiv.). — Demande l'adjonction d'une troupe au corps du génie (3 mars, p. 338). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (*ibid.* p. 350 et suiv.). — Dénonce la conduite du 1er bataillon du 48e régiment d'infanterie à l'occasion de la bénédiction de son drapeau (5 mars, p. 399 et suiv.). — Est entendu au sujet des troubles de Seine-et-Oise (6 mars, p. 418). — Propose différentes mesures intéressant l'armée (p. 419 et suiv.). — Fournit des renseignements au sujet des troubles d'Aix et d'Arles (8 mars, p. 501 et suiv.). — Est rappelé à l'ordre (*ibid.* p. 502). — Parle sur les réglements militaires (p. 505). — Est remplacé par de Grave (10 mars, p. 530).

De Grave, ministre. — **1792.** — Annonce de la nomination de de Grave, en remplacement de Narbonne (10 mars 1792, t. XXXIX, p. 530). — Est entendu au sujet des réclamations des volontaires des Hautes-Pyrénées (13 mars, p. 621). — Ses observations au sujet du mode de payement des troupes (*ibid.* p. 629). — Ecrit au sujet de la résiliation du marché passé avec Baudoin (14 mars, p. 687). — Annonce l'envoi par de Narbonne des états concernant les marchés pour les vivres et fourrages de l'armée (17 mars, t. XL, p. 83). — Annonce que la garde donnée au roi par la Constitution a commencé son service (18 mars, p. 111). — Adresse un état des dépenses du département de la guerre (20 mars, p. 183). — Transmet une lettre du roi (24 mars, p. 448). — Demande la mise à l'ordre du jour du décret sur les vivres et fourrages de l'armée (27 mars, p. 518). — Transmet une lettre des sous-officiers et soldats du 53e régiment d'infanterie (*ibid.* p. 621), — un plan d'un établissement d'artillerie projeté à Moulins (28 mars, p. 562). — Rend compte de l'état des remplacements dans les emplois militaires (p. 574). — Annonce que tous les commis de son département ont prêté le serment civique (28 mars, p. 626). — Annonce qu'il a ordonné de faire partir de Huningue le numéraire qui y avait été arrêté (29 mars, p. 679). — Annonce l'envoi aux corps administratifs du décret du 19 mars sur le recrutement (31 mars 1792, t. XLI, p. 13). — Demande l'autorisation de faire passer des troupes à une distance moindre que 30,000 toises du lieu où siège le Corps législatif (*ibid.* p. 36). — Soumet différents objets à l'Assemblée (1er avril, p. 52), (*ibid.* p. 53), (2 avril, p. 98). — Sollicite une décision sur la forme des proclamations et règlements militaires (2 avril, p. 99). — Ecrit relativement aux payeurs généraux (3 avril, p. 162), (4 avril, p. 176). — Envoi un état des sommes dépensées sur les 20 millions accordés pour le service de la guerre (4 avril, p. 176), — un état de remplacement des officiers d'artillerie qui ont abandonné leur emploi (4 avril, p. 202). — Fait connaître les ordres donnés par le roi pour l'envoi des troupes dans le département du Cantal (5 avril, p. 227). — Demande à être autorisé à faire passer des troupes en deçà de 30,000 toises du lieu où l'Assemblée tient ses séances (9 avril, p. 372). — Donne des renseignements sur l'état de l'armée confiée au maréchal Luckner (10 avril, p. 424 et suiv.). — Ecrit au sujet du sort à faire aux pensionnaires du ci-devant ordre de Saint-Louis, des officiers suisses et des sous-officiers vétérans (12 avril, p. 509). — Demande la formation d'une compagnie de guides pour l'armée (13 avril, p. 537). — Ses observations au sujet du rassemblement de troupes dans le département des Bouches-du-Rhône décrété par l'Assemblée (14 avril, p. 599 et suiv.). — Présente l'état général de la dépense qui résultera de la campagne de 1792, pour l'armée du Nord (*ibid.* p. 636.). — Ecrit relativement

Ministres de la guerre (*Suite*).

au renvoi de 37 soldats du 14e régiment d'infanterie (15 avril, p. 689). — Pose une question au sujet du remplacement des officiers généraux (16 avril, p. 717). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur les indemnités à accorder aux troupes de première ligne et celle du rapport sur le rassemblement des troupes dans le département des Bouches-du-Rhône (18 avril 1792, t. XLII, p. 70). — Annonce que la liste des officiers généraux est à l'impression (*ibid.*). — Ecrit au sujet d'une réclamation des volontaires nationaux du 3e bataillon du département de l'Oise (*ibid.* p. 125). — Rend compte de l'état du recrutement (19 avril, p. 155). — Ses propositions relatives au payement de la solde des troupes en numéraire (*ibid.* p. 171). — Adresse un état des sommes dépensées sur le fonds de 20 millions (20 avril, p. 189), — un état des officiers généraux employés (*ibid.* p. 192), — Rend compte de l'état de la ville d'Arles (21 avril, p. 247). — Présente des réflexions sur la fourniture de riz et de légumes secs à faire aux soldats (23 avril, p. 300). — Fait connaître les motifs du jugement rendu contre le sieur Leroux (*ibid.* p. 317). — Ecrit au sujet de l'insuffisance des sommes décrétées pour les équipages des officiers (25 avril, p. 369). — Sollicite une décision sur plusieurs objets intéressant l'armée (26 avril, p. 426). — Demande l'autorisation de faire passer des troupes à moins de 30,000 toises de Paris (27 avril, p. 444). — Adresse un état des sommes dépensées sur le fonds de 20 millions (28 avril, p. 478). — Demande l'autorisation de mettre une somme de 500,000 livres à la disposition de chacun des généraux de trois armées du Nord (*ibid.* p. 497). — Présente un mode de répartition des recrues (30 avril, p. 544). — Rend compte de la conduite des troupes placées sous les ordres de Théobald Dillon (1er mai, p. 596). — Rend compte de l'état d'approvisionnement de la ville de Valenciennes (*ibid.* p. 634). — Fait connaître les instructions qu'il a données au sujet des officiers qui refusent d'obéir aux ordres qu'ils ont reçus (2 mai, p. 657). — Donne des renseignements sur le sieur Marantin, commissaire des guerres (*ibid.* p. 669). — Rend compte de la situation de l'armée du Nord (3 mai, p. 701 et suiv.). — Donne des renseignements sur un événement arrivé entre Lille et Tonrnai à un détachement commandé par Théobald Dillon (3 mai, p. 703 et suiv.). — Adresse le procès-verbal d'adjudication des transports militaires (*ibid.* 715), — un état des demandes de pensions (*ibid.* p. 716). — Demande une augmentation de 50 bataillons de volontaires nationaux (4 mai, p. 731). — Transmet une lettre du chancelier de l'Etat de Bâle (*ibid.*). — Demande une augmentation de 12 commissaires des guerres (*ibid.* p. 733). — Transmet une réclamation de chirurgiens-majors (4 mai 1792, t. XLIII, p. 1). — Fait des

Ministres de la guerre (*Suite*).

observations sur le traitement des troupes en campagne (*ibid.*). — Demande une augmentation de traitement, en temps de guerre, pour les employés de l'artillerie et les aumôniers militaires (*ibid.* p. 2). — Transmet un état de dépenses (*ibid.*). — Transmet une lettre du général Lafayette (5 mai, p. 20). — Ecrit au sujet des mouvements des troupes (*ibid.* p. 36 et suiv.). — Demande une décision sur le mode de nomination des maréchaux de camp (6 mai, p. 56). — Ecrit au sujet du payement du régiment des gardes-suisses (*ibid.* p. 57). — Demande que les postes militaires des frontières soient déclarés en état de guerre (7 mai, p. 60). — Ecrit au sujet des pièces qui peuvent tenir lieu de passeports (8 mai, p. 110). — Demande la mise en état de siège des places de guerre sur les frontières (*ibid.* p. 112). — Ecrit au sujet du mode de remplacement des colonels pendant la guerre (*ibid.*). — Rend compte des ordres qu'il a donnés au général de Montesquiou au sujet des affaires d'Avignon (*ibid.* p. 113). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 170). — Annonce à l'Assemblée qu'il a donné sa démission (*ibid.*). — Transmet une demande du directoire du département de l'Aisne (9 mai, p. 181), — une lettre de Lafayette (*ibid.* p. 187). — Est remplacé par Servan (10 mai, p. 204). — Transmet une lettre du général Biron (11 mai, p. 236. — Demande une loi sur les étapes et convois militaires (*ibid.* p. 240).

Servan, ministre. — 1792. — Communique une proposition du maréchal Luckner (11 mai 1792, t. XLIII, p. 247), — une lettre des commissaires de la Trésorerie nationale (13 mai, p. 315). — Demande une décision sur les peines à infliger aux officiers déserteurs (*ibid.* p. 318). — Rend compte de la désertion des régiments de hussards de Berchiny et de Saxe et soumet différents objets à l'Assemblée (14 mai, p. 345 et suiv.). — Annonce la rentrée en France d'une partie du régiment de hussards de Saxe (*ibid.* p. 358). — Ecrit au sujet de la nomination aux emplois de colonels et adjudants généraux (15 mai, p. 396). — Transmet un état des pensions de retraite des ingénieurs géographes militaires supprimés (*ibid.* p. 419), — un état de l'emplacement des troupes (*ibid.* p. 428), — des renseignements sur l'insurrection du camp de Tiercelet (16 mai, p. 429). — Demande une décision sur le traitement de la gendarmerie nationale employée à la police des armées (*ibid.* p. 458). — Ecrit au sujet des difficultés d'exécution du décret relatif aux compagnies franches (*ibid.* p. 460). — Adresse un état de situation de la caisse des invalides (17 mai, p. 507). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 523). — Demande l'autorisation d'avancer 15,000 livres au 2e bataillon des volontaires nationaux de Paris (19 mai, p. 556). — Annonce l'envoi prochain des états relatifs aux approvisionnements des armées (*ibid.*

Ministres de la guerre (*Suite*).

p. 557). — Transmet une réclamation de deux cavaliers de l'ancienne garde nationale parisienne (*ibid.* p. 574), — un état des places à mettre en état de guerre (21 mai, p. 617), — un projet de répartition de 10 nouveaux bataillons de volontaires (*ibid.*). — Ecrit relativement au traitement des malades de troupes (*ibid.*). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 653), (22 mai, p. 671). — Présente des questions sur les peines à appliquer aux délits militaires (23 mai 1792, t. XLIV, p. 45). — Fait part des offres de service faites par des officiers étrangers (*ibid.* p. 47). — Demande l'autorisation de retirer les régiments d'infanterie qui sont à Paris pour les porter dans les départements voisins (25 mai, p. 85). — Envoie des pièces relatives à l'affaire de Théodore Dillon (*ibid.* p. 112). — Transmet des pièces à l'Assemblée (26 mai, p. 135), (28 mai, p. 172), (p. 173). — Propose des vues relatives à la défense nationale (28 mai, p. 188 et suiv.). — Remet un don patriotique (28 mai, p. 189). — Transmet des pièces à l'Assemblée (30 mai, p. 310). — Soumet différents objets à l'Assemblée (31 mai, p. 378). — Ecrit au sujet d'un dépôt de sabres existant aux Invalides (*ibid.*). — Demande l'autbrisation de faire passer des troupes à moins de 30,000 toises du lieu où siège l'Assemblée (*ibid.* p. 390). — Fait une demande relative à la gendarmerie nationale (31 mai, p. 394). — Propose de demander à chaque canton l'envoi de cinq gardes nationaux à Paris pour le 14 juillet 1792 (4 juin, p. 550). — Adresse un état des dépenses extraordinaires pour la guerre (5 juin, p. 625). — Ecrit au sujet du remplacement des officiers dans le régiment des colonies (6 juin, p. 636), — au sujet des poursuites à exercer contre des soldats des 5e et 6e régiments de dragons (6 juin, p. 663). — Transmet une réclamation d'officiers (8 juin, p. 688), (p. 703). — Ecrit au sujet de l'exécution des jugements des cours martiales (9 juin 1792, t. XLV, p. 1), — au sujet de l'habillement des volon taires de l'Oise (*ibid.*). — Annonce qu'il a reçu l'ordre du roi de remettre le portefeuille de la guerre au ministre des affaires étrangères (13 juin, p. 159). — Est remplacé par Dumouriez (*ibid.* p. 162).

Dumouriez, ministre. — **1792.** — Remplace Servan (13 juin 1792, t. XLV, p. 162). — Communique un rapport du général La Fayette (13 juin, p. 165). — Présente un mémoire sur les opérations, réformes et besoins du département de la guerre (*ibid.* et p. suiv.). — Sollicite une décision sur une demande du directoire du département de la Seine-Inférieure (15 juin, p. 222). — Ecrit au sujet du payement de l'armée du Midi (16 juin, p. 261). — Envoie des états de pensions de retraite (17 juin, p. 331) — Est remplacé par Lajard (18 juin, p. 335).

Lajard, ministre. — **1792.** — Remplace Dumouriez (18 juin 1792, t. XLV, p. 335). — Communique une lettre du maréchal Luckner (19 juin, p. 379), — une lettre du maréchal de camp Collot (*ibid.* p. 396), — des lettres du maréchal Luckner (20 juin, p. 406), (p. 429), — un état des dépenses de la guerre (21 juin, p. 453). — Rend compte des forces qui se trouvent dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin (22 juin, p. 471). — Ecrit au sujet du placement des brigades de gendarmerie nationale (22 juin, p. 479). — Communique une lettre du roi (*ibid.* p. 494), — une lettre du général Lafayette (*ibid.* p. 495). — Rend compte des des moyens à prendre pour pourvoir à la sûreté de la capitale (*ibid.* p. 502 et suiv.). — Ecrit relativement à des marchés faits pendant le ministère de Servan (*ibid.* p. 504). — Ecrit relativement au payement des employés, ouvriers et charretiers de l'armée (24 juin, p. 528). — Envoie un projet d'instruction concernant les épreuves auxquelles on peut soumettre les fusils de guerre (25 juin, p. 548). — Transmet une lettre du colonel du 9e régiment d'infanterie (*ibid.*). — Ecrit que le roi a donné carte blanche au maréchal Luckner (*ibid.* p. 577). — Ecrit au sujet des colonels de gendarmerie nationale (26 juin, p. 583). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (27 juin, p. 607). — Ecrit relativement au payement du traitement du général Chollet (29 juin, p. 662). — Envoie un état des dépenses résultant des nouvelles levées de troupes (*ibid.* p. 663). — Demande une avance de deux millions pour l'équipement des volontaires nationaux (*ibid.* p. 665), — une décision sur les revenus de l'ordre de Saint-Louis (*ibid.* p. 666). — Communique des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 672 et suiv.). — Adresse des pièces à l'Assemblée (1er juillet 1792, t. XLVI, p. 21), (2 juillet, p. 45). — Ecrit relativement à l'incendie des faubourgs de Courtrai (2 juillet, p. 68). — Transmet une lettre du maréchal Luckner (8 juillet, p. 90). — Soumet différents objets à l'Assemblée (4 juillet, p. 102), (p. 103). — Transmet des pièces à l'Assemblée (5 juillet, p. 125). — Rend compte des mesures prises pour renforcer les armées (*ibid.* p. 146). — Ecrit relativement au payement des casernes que les villes ont fait construire (*ibid.* p. 147). — Envoi une instruction du roi sur le service des cours martiales (*ibid.*). — Soumet différents objets à l'Assemblée (7 juillet, p. 204), (p. 205). — Transmet un message du roi (8 juillet, p. 246). — Donne des renseignements sur les troubles de l'Ardèche (9 juillet, p. 284). — Transmet une lettre du maréchal Luckner (*ibid.* p. 286), — des états de demande de pensions (10 juillet, p. 297). — Transmet une demande des entrepreneurs des établissements militaires (11 juillet, p. 327). — Demande à l'Assemblée de faire suspendre l'aliénation des bâtiments nationaux (*ibid.*). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 358 et suiv.). — Ecrit au sujet du payement de la solde des volontaires nationaux (12 juillet, p. 367). — Ecrit relativement à la capitulation de la garnison du château de

Ministres de la guerre (*Suite*).

Bannes (*ibid.* p. 383). — Transmet une lettre du général Lamorlière (*ibid.* p. 388). — Soumet différents objets à l'Assemblée (13 juillet, p. 451 et suiv.). — Demande à faire passer des troupes à moins de 30,000 toises du lieu ou siège l'Assemblée (15 juillet, p. 485). — Transmet des pièces à l'Assemblée (15 juillet, p. 486), (p. 487), (p. 488), (17 juillet, p. 541), (p. 542). — Rend compte de l'exécutinon de la loi du 10 juillet 1791 relative aux drapeaux des régiments (18 juillet, p. 581). — Adresse un état des fédérés qui se trouvaient à Paris le 18 juillet (*ibid.* p. 605). — Soumet différents objets à l'Assemblée (19 juillet, p. 647 et suiv.), (p. 672). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour le départ des troupes qui étaient à Paris (20 juillet, p. 693). — Adresse un projet de traité d'échange des prisonniers de guerre (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 1). — Demande des fonds pour l'habillement des bataillons de gardes nationaux volontaires (*ibid.*). — Rend compte des mesures prises relativement aux gardes nationaux volontaires qui se rendent au camp de Soissons (22 juillet, p. 42). — Transmet une lettre du sieur Lanclaux (*ibid.* p. 44). — Annonce que le roi a accordé la décoration militaire au sieur Seignan (*ibid.* p. 47). — Annonce que le sieur Hyacinthe Laurent fait don à la nation des 3,000 livres qui lui avaient été accordées (*ibid.*). — Rend compte des motifs qui ont déminé les mouvements des armées (23 juillet, p 57 et suiv.). — Envoie la correspondance du maréchal Luckner avec les ministres de la guerre (*ibid.* p. 82), — une letttre de Lafayette (*ibid.* p. 91), — une proclamation de Lamorlière (*ibid*). — Ecrit relativement à la mise en route des volontaires nationaux (*ibid.* p. 92). — Est remplacé par d'Abancourt (*ibid.*).

D'Abancourt, ministre. — **1792.** — Remplace Lajard (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 92). — Transmet des renseignements sur la situation des frontières du Nord (24 juillet, p. 111), — des renseignements sur le nombre des volontaires nationaux partis pour le camp de Soissons (*ibid.*) — le tableau de la distribution de la gendarmerie nationale dans le département de la Corse (*ibid.* p. 117), — des renseignements sur la procédure instruite contre des officiers des 5[e] et 6[e] régiments dragons (*ibid.*). — Envoie un mémoire sur l'épreuve de 1,500 fusils déposés à Givet (25 juillet, p. 132). — Ecrit relativement à l'emplacement des troupes sur la frontière du Nord (*ibid.* p. 144). — relativement à la pétition du sieur Claude Billard (26 juillet, p. 145). — Envoie l'état des armes qui se trouvent dans les arsenaux (*ibid.* p. 157), — des lettres d'Arthur Dillon (27 juillet, p. 191). — Ecrit que Jarry n'a pas été nommé lieutenant général (*ibid.* p. 199). — Transmet une demande concernant l'armée du Midi (*ibid.* p. 204). — Ecrit relativement à la réclamation du sieur Orban (28 juillet, p. 223). — Rend compte de l'exécution de la loi concernant les troupes ci-devant coloniales (*ibid.* p. 35). — Rend compte du nombre de volontaires en marche pour le camp de Soissons (*ibid.*). — Demande à qui il doit communiquer l'état des fortifications de la ville de Metz (*ibid.* p. 239). — Envoie un projet de règlement sur la gendarmerie (*ibid.*), — un itinéraire de Lafayette (30 juillet, p. 270). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 290). — Ses observations sur la dénonciation faite contre lui par la section des Tuileries (31 juillet, p. 318). — Adresse un état des volontaires en route pour le camp de Soissons (*ibid.*). — Soumet différents objets à l'Assemblée (1[er] août (p. 374), (p. 375). — Fait connaître les officiers composant l'état-major du campde Soissons (2 août, p. 389). — Ecrit qu'il a été trouvé du verre dans le pain de munition du camp de Soissons (*ibid.* p. 390). — Rend compte des motifs qui ont retardé la publication de la liste des officiers déserteurs (4 août, p. 476), — des motifs du séjour à Périgueux des deux bataillons de volontaires nationaux (*ibid.* p. 477). — Transmet des pièces à l'Assemblée (5 août, p. 487 et suiv.). — Rend compte de différents objets (6 août, p. 533). — Envoie copie de dépêches concernant l'armée du Rhin (7 août, p. 547). — Demande une décision sur les bâtiments nécessaires à la remonte (*ibid* p. 552). — Dénonciations contre lui (8 août, p. 557). — Ordres donnés par lui pour faire rejoindre deux détachements du 7[e] régiment de cavalerie (9 août, p. 593). — Est dénoncé par le conseil général du Calvados (*ibid.* p. 594). — Est remplacé par Clavière (10 août, p. 654).

Monge, ministre par intérim — **1792.** — Est chargé de l'intérim du ministère jusqu'à l'arrivée de Servan (11 août 1792 (t. **XLVIII**, p. 17). — Il demande que les papiers du département de la guerre soient mis à sa disposition (*ibid.*). — Le décret qui le chargeait du ministère de la guerre par intérim est rapporté (11 août 1792 t. **XLVIII**, p. 33).

Clavière, ministre par intérim. — **1792.** — Remplace d'Abancourt (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 654). — Il rend compte des mesures prises par la convocation d'une Cour martiale pour le jugement des Suisses (11 août 1792, t. **XLVIII** p. 32). — Le décret qui chargeait Monge du ministère de la guerre, par intérim, est rapporté (*ibid.* p. 33). — Demande la marche à suivre pour faire lever les scellés apposés sur les papiers des ex-ministres (*ibid.* p. 35). — Transmet l'extrait d'une lettre du général Montesquiou (13 août, p. 99). — Transmet des lettres relatives aux affaires du régiment de Salis-Samade (14 août, p. 120). — Expose des difficultés relatives à la formation de la cour martiale (*ibid.* p. 134). — Ecrit relativement à la solde des volontaires du camp de Soissons (15 août, p. 154). — Ecrit relativement à la défense des Côtes (*ibid.* p. 164). — Transmet des pièces à l'Assemblée (16 août, p. 287). — Annonce qu'il a nommé

Ministres de la guerre (*Suite*).

Dumouriez au commandement de l'armée du Nord en remplacement de Lafayette (18 août, p. 333). — Communique une lettre du général Victor Broglie (*ibid.* p. 343). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (19 août, p. 377) — Clavière annonce que l'arrivée de Servan met fin à l'intérim qu'il exerçait (21 août, p. 556).

Servan, ministre. — Transmet des pièces à l'Assemblée (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 562.) — Annonce que le général La Fayette a émigré avec sonétat-major (21 août, p. 603). — Transmet une lettre de Chazelles (22 août, p. 611). — Fait connaître les causes qui ont empêché l'arrestation d'Alexandre Lameth (23 août p. 655). — Fait connaître les mesures qu'il a prises à l'égard de l'armée (*ibid.* p. 656). — Soumet différents objets à l'Assemblée (24 août, p. 678), (25 août, p. 694). — Fait connaître un livre rouge attaché à son administration (25 août, p. 707). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 710). — Déclare qu'il n'a aucun renseignement au sujet de la reddition de Longwy (*ibid.* p. 712). — Communique une copie de sa lettre au maréchal Luckner au sujet de la reddition de Longwy (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 24). — Rend compte de l'armement et du départ des bataillons de volontaires nationaux (*ibid.* p. 26) ; — des mesures prises pour approvisionner le camp de Soissons (27 août p. 37). — Promet de remettre tous les matins à l'Assemblée les nouvelles reçues des armées (28 août, p. 62). — Ecrit relativement à la levée de 30,000 hommes (*ibid.* -- Annonce la nomination du maréchal Luckner au poste de généralissime (29 août, p. 91). — Demande à l'Assemblée d'augmenter le nombre des lieutenants généraux, des maréchaux de camp et des adjudants généraux (30 août, p. 113). — Rend compte de faits qui se sont passés à l'Ecole militaire (*ibid.* p. 115). — Ecrit relativement à la nomination des officiers et des sous-officiers (*ibid.*). — Ecrit au sujet de la reddition de Longwy (*ibid.* p. 119). — Fait par des mouvements des armées (31 août, p. 139). — Communique des dépêches qu'il a reçues des généraux Biron et Kellermann (1er septembre, p. 170). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 191 et suiv. — Demande des fonds pour l'habillement des troupes (2 septembre, p. 196). — Ecrit au sujet de la défense de Paris (*ibid.* p. 207). — Demande le remplacement de l'administration des vivres (*ibid.* p. 210). — Envoie des renseignements sur la situation des armées (3 septembre, p. 237). — Demande qu'il soit pris des mesures pour rétablir le calme à Paris (*ibid.* p. 270). — Donne des renseignements sur le siège de Verdun (*ibid.*). — Demande à l'Assemblée de nommer trois commissaires pour l'aider dans ses fonctions (4 septembre, p. 341). — Envoie la liste des officiers qui ont obtenu la décoration militaire (5 septembre, p. 353). — Donne des renseignements sur la position des armées (6 septembre, p. 395). — Lettre sur les dispositions du général Kellermann (*ibid.* p. 421). — Transmet des dépêches sur la situation des armées (7 septembre, p. 426), (p. 446), (8 septembre, p. 470), — une lettre du général Montesquiou (9 septembre, p. 492). — Annonce l'arrestation du lieutenant-colonel Escessan (*ibid.* p. 498). — Ecrit au sujet de l'approvisionnement de la place de Landau (10 septembre, p. 525). — Transmet des dépêches sur la situation des armées (*ibid.*). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 543 et suiv.). — Transmet des dépêches sur la situation des armées (11 septembre, p. 562), (12 septembre, p. 588), — une lettre du général Biron (14 septembre, p. 629), — des renseignements sur l'armée du Nord (*ibid.* p. 644), — une lettre de Dumouriez (*ibid.* p. 645). — Demande l'autorisation d'employer Félix Dumuy (15 septembre, p. 676). — Transmet des nouvelles de l'armée de Dumouriez (*ibid.* p. 679). — Demande l'envoi de nouveaux commissaires à l'armée du Midi (*ibid.*). — Assure l'Assemblée qu'il s'empressera de lui envoyer toutes les nouvelles qu'il recevra (*ibid.* p. 682). — Ecrit relativement au supplice de militaires condamnés par une cour martiale (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.*). — Ses appréciations au sujet d'une lettre de Billaud-Varenne (*ibid.* p. 12). — Communique des dépêches qu'il a reçues des armées (16 septembre, p. 34). — Demande qu'il soit pris des mesures pour approvisionner l'armée en grains (*ibid.* p. 61). — Expose l'état des armées (17 septembre, p. 73). — Transmet une lettre de Dumouriez (*ibid.* p. 85). — Ecrit au sujet de l'habillement des volontaires nationaux de la Charente-Inférieure (*ibid.* p. 88). — Communique des lettres des généraux Marassé et Moreton (*ibid.* p. 90). — Demande des fonds pour les travaux du camp de Paris (18 septembre, p. 110). — Donne des renseignements sur l'état des armées (18 septembre, p. 123). — Propose des mesures concernant les soldats renvoyés de leur corps à cause de leur patriotisme (19 sept. p. 136). — Annonce l'arrestation d'un convoi de fusils à Saint-Quentin (*ibid.*). — Donne des renseignements sur l'état des armées (20 sept., p. 158). — Adresse un état des dépenses faites pour la guerre (*ibid.* p. 171). — Donne des renseignements sur l'état des armées (*ibid.* p. 175 et 691).

Établissement d'une commission pour vérifier les comptes des ministres de la guerre depuis Duportail (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 171). — Composition de la commission (15 juin, p. 226). — *Travaux de la commission.* — Rapports sur la situation des armées (27 juin, p. 614 et suiv.), — sur des marchés passés pendant le ministère de Servan (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 195 et suiv.), (7 juillet, p. 205 et suiv.), — sur la réclamation du sieur Espagnac (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 8).

Ministres de l'intérieur. — *Delessart, ministre.* — **1791**. — Annonce la fuite de Focard, secrétaire général de Rhône-et-Loire, en emportant une somme de 246,700 livres destinée au payement des ecclésiastiques (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 104). — Parle sur les comptes à rendre par les ministres (8 octobre, p. 135). — Rend compte des retards apportés aux envois de fonds aux départements (18 octobre p. 273 et suiv.). — Donne des explications sur une difficulté qui s'est élevée dans le département du Cantal au sujet de l'alternat entre Saint-Flour et Aurillac (21 octobre, p. 327 et suiv.). — Annonce la révocation du sieur Nicot, membre du district de Nantua (23 octobre, p. 367). — Fait un rapport sur les ponts et chaussées, les mines et les subsistances (1er novembre, p. 570 et suiv.), — un rapport sur les hôpitaux civils, les enfants trouvés, les dépôts de mendicité, les travaux de secours (*ibid.* p. 575 et suiv.). — Parle sur les troubles d'Avignon (4 novembre, p. 638). — Rendra compte de l'état des districts d'Avignon et de Carpentras dans les 3 jours (*ibid.*). — Sa lettre au directoire du département du Calvados au sujet des prêtres réfractaires (8 novembre, p. 673). — Demande qu'il soit statué sur la question de savoir à qui incombent les dépenses faites par les gardes nationaux volontaires (7 novembre, p. 686). — Ecrit au sujet de la création d'un second bataillon de gardes nationales destiné à la répression des troubles de Maine-et-Loire (8 novembre, p. 719). — Rendra compte des mesures prises pour arrêter les troubles dans le département du Calvados (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 18). — Rend compte des mesures prises pour arrêter les troubles de Caen (12 novembre, p. 29 et suiv.), (p. 31). — Demande une interprétation de la loi sur les directoires des départements (15 novembre, p. 78). — — Envoie les pièces relatives à la suspension des officiers municipaux de Toulon (*ibid.* p. 79). — Fait un rapport sur l'état des districts d'Avignon et de Carpentras (15 novembre, p. 84), — un rapport sur les entrepreneurs des travaux du Rhône (*ibid.*). — Rendra compte du retard apporté dans la distribution des secours aux Acadiens et Canadiens résidant en France (17 novembre, p. 106). — Annonce l'arrivée, d'Avignon, d'un courrier extraordinaire (*ibid.* p. 113). — Transmet à l'Assemblée les pièces rapportées par le courrier extraordinaire envoyé à Caen (18 novembre, p. 128). — Ecrit au sujet de différentes affaires d'intérêt local (21 novembre, p. 264 et suiv.). — Rend compte des motifs qui ont suspendu l'exécution du décret du 21 février 1791, relatif aux Acadiens (*ibid.* p. 281). — Rend compte de la situation qui est faite aux ouvriers de la manufacture de Bourges (*ibid.* et p. suiv.). — Sa lettre relative à la translation, à Montpellier, du directoire du département de l'Hérault (22 novembre, p. 284). — Lettre concernant la demande du directoire du

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

district de Poligny pour obtenir un emplacement (*ibid.* p. 288). — Lettre au directoire du département du Haut-Rhin pour lui demander un état du clergé (22 novembre, p. 296). — Lettres relatives à l'organisation de la garde nationale parisienne soldée, à l'emplacement des directoires d'Epinal, de Beaune, d'Orange et du département de l'Aude (24 novembre, p. 349). — Présente des mémoires sur les écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort et sur la conservation des monuments des arts des édifices religieux de Paris, déclarés propriétés nationales (25 novembre, p. 369 et suiv.). — Fera parvenir au comité de secours publics les pièces relatives à la suspension de l'exécution de la loi sur les secours aux Acadiens et Canadiens (26 novembre, p. 372). — Communique des pièces relatives à l'arrestation de Tardy (de Quimper) (*ibid.* p. 377). — Lettre au sujet d'un passage de troupes (25 novembre, p. 418). — Compte rendu sur les troubles survenus à Pamiers et sur l'exposition des Beaux-Arts au Louvre (29 nov., p. 437 et suiv.). — Mémoire sur les travaux des routes (2 déc.). p. 514 et suiv.

Cahier de Gerville, ministre. — **1791**. — Lettre du roi annonçant la nomination de Cahier de Gerville au ministère de l'intérieur (29 novembre 1791, t. **XXVI**, p. 433). — Envoie un mémoire relatif à la formation du corps des gardes nationales parisiennes à cheval (3 décembre, p. 552). — Transmet une demande du département de Paris relative à l'achèvement des travaux du Panthéon (*ibid.*), — des demandes des départements du Calvados et des Bouches-du-Rhône demandant à être autorisés à prolonger leurs séances (5 décembre, p. 577). — Rend compte de la promptitude avec laquelle il a exécuté le décret concernant les personnes accusées d'avoir fait des enrôlements à Toul (*ibid.* p. 584). — Transmet à l'Assemblée divers mémoires (6 décembre, p. 601). — Fait un rapport sur les troubles survenus à Saint-Omer au sujet de l'exportation des grains (6 décembre, p. 610 et suiv.), — un rapport sur les frais occasionnés aux départements pour le rassemblement des gardes nationaux destinés aux frontières (*ibid.* p. 611), — un rapport sur des vexations exercées par le gouvernement espagnol contre des Français (*ibid.* et p. suiv.). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (8 décembre, p. 646), (9 décembre, p. 672). — Annonce le transfert à Orléans des sieurs Malvoisin et Marc *fils* (10 décembre, p. 711). — Envoi des pièces relatives à la proposition faite par les princes français au général de Wimpfen de leur livrer Neuf-Brisach (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 34). — Mémoire (*envoyé par Delessart*) sur l'Ecole des ponts et chaussées (13 décembre, p. 44). — Envoie une copie de la lettre écrite au général de Wimpfen (13 décembre, p. 45). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.*

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

p. 67 et suiv.), (17 décembre, p. 173 et suiv.), (p. 174), (18 décembre, p. 231), (19 décembre, p. 258 et suiv.), (28 décembre, p. 322 et suiv.). — Présente des mémoires : 1° sur la régie des étapes; — 2° sur la police des routes; 3° sur les moyens de réprimer les captations de suffrages (22 décembre, p. 309 et suiv.). — Envoie des pièces relatives aux affaires de Saint-Domingue (26 décembre, p. 409). — Compte rendu au sujet d'une réclamation de la municipalité de Saint-Menehould (27 décembre, p. 444). — Transmet une demande du département de Paris relative au tribunal criminel (*ibid.*). — Delessart, ancien ministre de l'intérieur, présente l'état des dépenses pour le service du département de l'intérieur pendant l'année 1792 (28 décembre, p. 478). — Observations au sujet du sieur Armet (*ibid.* p. 479). — Mémoire sur la suppression des chambres de commerce (*ibid.* et p. suiv.). — Ecrit au sujet des troubles de Choue (31 décembre, p. 708). = **1792.** — Annonce l'apaisement des insurrections élevées dans le département de l'Ain relativement aux grains (4 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 66). — Donne des éclaircissements sur les affaires d'Avignon (5 janvier, p. 90). — Envoie le procès-verbal des troubles survenus à Saint-Omer, le 29 décembre 1791, à l'occasion de la sortie de 3 voitures de grains (8 janvier, p. 154). — Ecrit au sujet de l'établissement du tribunal criminel de Paris (9 janvier, p. 171). — Annonce la restitution à la caisse du district de Lyon de la somme enlevée par le secrétaire général Focard (13 janvier, p. 361). — Transmet une demande du bureau de consultation des arts et métiers (*ibid.*). — Communique des pièces relatives aux affaires d'Avignon (16 janvier, p. 445 et suiv.). — Demande à être autorisé à donner des secours à une famille acadienne du nom de Melançon (18 janvier, p. 483). — Adresse un état des lois qu'il a envoyées aux départements depuis son entrée au ministère (19 janvier, p. 499). — Annonce le départ pour Orléans des 37 personnes détenues à Perpignan (*ibid.* p. 511). — Transmet des lettres des commissaires civils à Avignon (20 janvier, p. 543), (22 janvier, p. 585). — Adresse un mémoire sur le payement du service extraordinaire de la garde nationale (24 janvier, p. 607). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour faire cesser les troubles occasionnés par les accaparements (26 janvier, p. 665 et suiv.). — Adresse la copie d'une lettre des commissaires civils envoyés à Avignon (*ibid.* p. 668), — la copie d'une lettre du procureur général syndic du département du Gard (28 janvier, p. 713). — Transmet une demande de la paroisse Saint-Louis d'Autun (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 36), — une demande du chanoine Ripner (*ibid.*), — une réclamation des appréciateurs des diamants de la couronne (*ibid.*), — une demande du directoire du département de Paris

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

(*ibid.*). — Transmet différentes pièces (1er février, p. 59). — Rend compte de la situation du royaume (5 février, p. 184 et suiv.). — Transmet différentes pièces (6 février, p. 192), (8 février, p. 275). — Ecrit au sujet des subsistances du département des Ardennes (8 février, p. 287). — Est entendu sur des objets de son administration (9 février, p. 307 et suiv.). — Transmet une demande des commissaires civils envoyés à Avignon (*ibid.* p. 326), — un état de la force de la garde du roi (p. 401), — un procès-verbal dressé contre Allier, curé de Chambonas (11 février, p. 411). — Ecrit au sujet des secours accordés à l'hôpital général de Lille (*ibid.* p. 422). — Lettre relative à l'emplacement à donner au cabinet de physique de M. Charles (13 février, p. 479 et suiv.). — Transmet différentes pièces (14 février, p. 508). — Annonce qu'il fera son rapport sur la situation du royaume le 17 février (15 février, p. 530). — Rend compte des mesures prises au sujet des troubles du district de Noyon (*ibid.* p. 537 et suiv.), — des mesures prises au sujet des troubles du faubourg Saint-Marceau (*ibid.* p. 554). — Adresse un état des lois envoyées dans les départements (17 février, p. 599). — Rend compte de la situation du royaume (18 février, p. 616 et suiv.). — Adresse l'état des bureaux de son département (20 février, p. 677). — Transmet une réclamation de la gendarmerie nationale pour des dépenses extraordinaires (21 février, p. 714). — Ecrit au sujet d'une demande de secours de la municipalité de Montlhéry (*ibid.* p. 714 et suiv.). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46). — Ecrit au sujet des troubles qui ont eu lieu dans divers théâtres de la capitale (25 février, p. 102 et suiv.). — Ecrit au sujet du rapatriement des mendiants (26 février, p. 120). — Transmet des pièces concernant les hôpitaux de Lyon, Clermont et Nancy (*ibid.*). — Présente un mémoire sur l'approvisionnement des grains (27 février, p. 146 et suiv.). — Transmet des lois qu'il a expédiées dans les départements (28 février, p. 159). — Sollicite des décisions sur plusieurs affaires arriérées, (28 février, p. 169). — Transmet une lettre du directoire du département de l'Oise (*ibid.*). — Annonce l'arrestation d'un nommé de Bœr, prévenu d'enrôlements pour les émigrés (*ibid.*). — Lettre relative au payement du culte catholique (*ibid.* et p. suiv.). — Est entendu au sujet de l'adjudication des bâtiments de l'école militaire (3 mars, p. 357). — Ecrit au sujet du sieur Lecaisne (*ibid.*). — Demande une décision sur le remplacement d'un des administrateurs du district de Blois (4 mars, p. 377). — Communique des renseignements sur les troubles de l'Oise (*ibid.* p. 378 et suiv.). — Adresse la liste des tribunaux criminels installés (5 mars, p. 385). — Rend compte de l'arrestation faite à Marseille d'une somme de 40,000 livres (6 mars, p. 406). — Est

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

entendu au sujet des troubles de l'Eure et de Seine-et-Oise (*ibid.* p. 418 et suiv.), (p. 426), (p. 427). — Ecrit au sujet des Hollandais réfugiés en France (7 mars, p. 432), — au sujet du remplacement des membres du directoire du Pas-de-Calais (10 mars, p. 534). — Adresse différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 550). — Envoie 16 pièces relatives à l'exécution des décrets d'accusation contre Delessart (11 mars, p. 560 et suiv.). — Transmet une réclamation de l'hôpital Saint-Alexis de Limoges (*ibid.* p. 563). — Rend compte des troubles de plusieurs départements des environs de Paris (*ibid.* p. 568 et suiv.). — Sollicite des décisions sur l'organisation de la garde nationale et sur la publication des lois (12 mars, p. 599). — Demande des secours pour des ministres du culte protestant (13 mars, p. 629). — Adresse différentes pièces à l'Assemblée (14 mars, p. 686 et suiv.). — Transmet une copie des procès-verbaux du conseil général de l'Eure (*ibid.* p. 719). — Fait une demande en faveur des dames de chœur et sœurs converses des communautés religieuses (*ibid.*). — Informe l'Assemblée que le conseil général du département des Hautes-Pyrénées est autorisé à prolonger ses séances (15 mars 1792, t. XL, p. 2). — Transmet une réclamation du district de Sedan (17 mars, p. 57), — une lettre des administrateurs des Bouches-du-Rhône (*ibid.* p. 74). — Ecrit au sujet des troubles de Mende (*ibid.* p. 83), — au sujet d'objets relatifs aux ponts et chaussées (18 mars, p. 99), — au sujet des troubles occasionnés par les prêtres dans le département de l'Ain (19 mars, p. 161). — Envoi un syphon porté à Arles par les citoyens désignés sous le nom de syphoniers (20 mars, p. 180). — Demande des secours pour une famille acadienne (*ibid.* p. 182). — Ecrit sur divers objets (22 mars, p. 354 et suiv.). — Rend compte des opérations faites pour l'exécution du décret du 9 mars 1792 relatif à l'achat de grains et farines (23 mars, p. 431). — Envoi l'état des commis de ses bureaux qui ont prêté le serment civique (25 mars, p. 476). — Transmet différentes lettres à l'Assemblée (26 mars, p. 486). — Rend compte de son administration (*ibid.* p. 487).

Roland, ministre. — **1792.** — Le roi annonce qu'il a nommé Roland de La Platière en remplacement de Cahier de Gerville (24 mars 1792, t. XL, p. 448 et suiv.). — Adresse un état des pensions à accorder aux employés supprimés des manufactures et des ponts et chaussées (25 mars, p. 479), — un état des employés des bureaux du ministre de l'intérieur qui ont prêté le serment civique (26 mars, p. 486), — un état des décrets sanctionnés par le roi (27 mars, p. 525), — un rapport sur la culture de la garance (28 mars, p. 626). — Ecrit au sujet des troubles de Dunkerque (*ibid.*). — Ecrit au sujet des dépenses faites à l'occasion de la fête de la proclamation de la Constitution (*ibid.*). — Ecrit au sujet d'erreurs dans la rédaction du décret du 10 mars 1792 sur le directoire du département et du district et dans la rédaction de l'acte d'accusation contre Delessart (29 mars, p. 652). — Annonce la prochaine arrivée des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône mandés à la barre par décret du 14 mars (29 mars, p. 679). — Transmet une demande des officiers municipaux de Metz (30 mars 1792, t. XLI, p. 1). — Est entendu au sujet des avances à faire à la maison de secours de Paris (*ibid.* p. 9). — Ecrit au sujet des troubles du Cantal (31 mars, p. 13 et suiv.). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 38 et suiv.). — Ecrit au sujet des dépenses du culte (1er avril, p. 51). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 53). — Annonce l'arrivée à Paris du procureur syndic du département des Bouches-du-Rhône (2 avril, p. 80). — Transmet une réclamation des pensionnaires de la ci-devant province de Bretagne (*ibid.* p. 94), — des pièces concernant des procès contre des particuliers prévenus d'enrôlement pour le parti des émigrés (*ibid.* p. 97). — Ecrit au sujet d'une dépense de la Haute-Cour (*ibid.* p. 98). — Transmet des nouvelles concernant les troubles de l'Yonne (*ibid.*). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (3 avril, p. 100 et suiv.), (p. 103). — Ecrit au sujet de l'approvisionnement des grains (4 avril, p. 176). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 202). — Ecrit au sujet du monument à élever au maire d'Etampes (5 avril, p. 214). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 227 et suiv). — Ecrit au sujet de troubles survenus dans le département de l'Ardèche (p. 278 et suiv.). — au sujet du remboursement des avances faites par les municipalités pour l'établissement des passeports (*ibid.* p. 280); — Soumet différents objets à l'Assemblée (7 avril, p. 289 et suiv.). — Demande l'autorisation de payer les dépenses faites pour les aménagements des bureaux de son département (8 avril, p. 354). — Transmet une demande du département de la Gironde (*ibid.*). — Annonce l'évasion des personnes du département de la Lozère décrétées d'accusation (*ibid.* p. 355). — Ecrit au sujet de mesures prises contre des religieuses qui ont refusé de se constituer suivant la loi (*ibid.* p. 357). — Remet un travail sur les pensions des officiers de la garde nationale parisienne soldée qui ont demandé leur retraite (*ibid.* p. 358). — Ecrit au sujet des troubles de Loir-et-Cher (*ibid.* p. 359), — au sujet de l'insubordination des élèves de la maison de Saint-Lazare (9 avril, p. 375 et suiv.). — au sujet des bourses et places gratuites (*ibid.* p. 377). — Demande une loi concernant les tentatives de vol (10 avril, p. 410). — Demande à l'Assemblée de prononcer sur la détention du caporal Lebreton (*ibid.*). — Adresse l'état des dépenses de la garde nationale envoyée dans le district de Brest (*ibid.* p. 414).

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

— Ecrit au sujet des ci-devant religieux (*ibid.* p. 425), — au sujet des troubles du Cantal (*ibid.* et p. suiv.). — Rend compte de l'état de la procédure contre les auteurs de l'émeute arrivée à Etampes (*ibid.* p. 453 et suiv.). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (11 avril. p. 467 et suiv.), (p. 499). — Ecrit au sujet d'une demande du département du Loiret (12 avril, p. 550 et suiv.). — Transmet une lettre du tribunal du district de Bapaume (13 avril, p. 553). — Rend compte de l'enlèvement à Avignon de 56 prisonniers (*ibid.* p. 554). — Ecrit relativement à l'exécution du décret rendu contre les sieurs Charrier et Plombat (*ibid.* p. 556). — Fait part de l'arrestation du sieur Deretz (*ibid.*). — Annonce de nouveaux troubles dans le département du Gard (*ibid.* p. 563 et suiv.). — Rend compte des mesures prises et à prendre au sujet des approvisionnements de la ville de Nantes (*ibid.* p. 571). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 572). — Ecrit relativement aux difficultés qui arrêtent l'organisation de la garde nationale de la Gironde (14 avril, p. 589). — Ecrit au sujet de la demi-solde conservée aux sous-officiers et soldats de l'ancienne garde de Paris (15 avril, p. 689). — Rend compte de troubles qui se renouvellent dans quelques parties de l'Empire (16 avril, p. 713 et suiv.). — Communique des pièces concernant les subsistances de la ville de Nantes (*ibid.* p. 715). — Rend compte des poursuites contre les auteurs des troubles d'Avignon (*ibid.* p. 717). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (16 avril, p. 723). Transment différentes pièces à l'Assemblée (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 1 et suiv.). — Annonce que le roi a donné des ordres pour faire tranférer à Orléans le sieur Castellane, ci-devant évêque de Mende (18 avril, p. 62). — Adresse une question au sujet du serment civique des personnes chargées de l'instruction publique (*ibid.*). — Envoie un état des dépenses de la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 63). — Ecrit au sujet des secours à accorder aux hôpitaux (*ibid.*), — au sujet de la maison de Vicogne assignée comme résidence aux ci-devant bénédictins (*ibid.*). — Envoie une réclamation de la municipalité de Sedan (*ibid.* p. 124. — Annonce qu'il a autorisé l'élévation de la ration de pain des détenus dans les maisons de justice (*ibid.* p. 125). — Ecrit au sujet du mode de payement des employés de ses bureaux (19 avril, p. 157). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 179 et suiv.), (20 avril, p. 189, (p. 192), (21 avril, p. 246). — Déclare qu'il ignore le motif de l'emprisonnement de plusieurs citoyens de la commune de Leschères (21 avril, p. 247 et suiv.). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 248 et suiv.). — Annonce qu'il a envoyé aux départements la loi portant déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie (22 avril, p. 275). — Renouvelle ses observations relatives à la prestation du serment civique par les religieuses enseignantes (23 avril, p. 300). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (*ibid.*). — Donne lecture d'un mémoire sur les troubles intérieurs du royaume (*ibid.* p. 307 et suiv.). — Transmet de pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 315), (p. 316), (p. 319), (24 avril, p. 331), (25 avril, p. 369 et suiv.). — Demande une décision sur le mode de payement des frais du déplacement de la force publique (24 avril, p. 373 et suiv.). — Ecrit au sujet des troubles du département du Lot (*ibid.* p. 401). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 402 et suiv.), (26 avril, p. 409 et suiv.), (27 avril, p. 469), (29 avril, p. 503), (30 avril, p. 520). — Sollicite une décision sur le payement des pensions dues aux officiers suisses (30 avril, p. 544). — Transmet un état de situation de la confection des matrices des rôles de la contribution foncière (1[er] mai, p. 573), — une lettre des commissaires de la trésorerie nationale (2 mai, p. 640). — Rend compte de la situation de la maison de secours (3 mai, p. 702). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 715 et suiv.), (p. 717). — Sollicite une décision sur les mesures propres à réprimer les troubles (*ibid.* p. 722). — Transmet des pièces à l'Assemblée (4 mai, p. 746). — Rend compte des motifs de l'emprisonnement de plusieurs citoyens de Leschère (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 9), — de l'envoi de troupes dans le département du Cantal (*ibid.* p. 10). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 17), (p. 34). — Sollicite une interprétation de la loi du 14 octobre 1791, relative à l'organisation de la garde nationale (*ibid.* p. 38). — Sollicite des décisions de l'Assemblée (6 mai, p. 47). — Envoie le devis du monument à élever à la mémoire de J.-J. Rousseau (*ibid.* p. 53). — Rend compte des mesures qu'il a prises relativement à Avignon (6 mai, p. 59 et suiv.). — Ecrit au sujet de la circulation des subsistances dans le département de Loir-et-Cher (7 mai, p. 60), — au sujet de l'emplacement de la Haute-Cour nationale (*ibid.*). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 86), (6 mai, p. 104 et suiv.), (p. 161 et suiv.), (8 mai, p. 173 et suiv.), (p. 179). — Ecrit au sujet des maisons de détention du département de Seine-et-Oise (10 mai, p. 197). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 198), (11 mai, p. 240), (p. 255). — Dénonce des rassemblements nocturnes qui se font à Paris (12 mai, p. 273). — Ecrit au sujet des titres de noblesse déposés aux Augustins (*ibid.* p. 274). — Transmet des pièces à l'Assemblée (13 mai, p. 309), (p. 314), (p. 315). — Est entendu au sujet des plaintes contre les maîtres de postes (14 mai, p. 348). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 354 et suiv.), (15 mai, p. 396), (p. 419), (16 mai, p. 429). — Plaintes contre lui (17 mai, p. 506). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 523), (19 mai,

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

p. 552), (p. 554). — Adresse des renseignements au sujet des biens saisis sur les religionnaires fugitifs (19 mai, p. 573). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 574), (p. 575), (21 mai, p. 616), (p. 617), (p. 618). — Annonce l'arrestation du juge de paix Larivière (21 mai, p. 619). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 651 et suiv.), (p. 653), (p. 654), (p. 656). — Ecrit au sujet des troubles religieux (22 mai, p. 671). — Rend compte du massacre du chanoine Fiquelmont (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 2). — Demande si la loi des passeports est applicable aux habitants de la principauté de Montbéliard (*ibid.*). — Fait part du refus de l'amirauté du Havre d'expédier un chargement d'avoine pour le port de Marseille (23 mai, p. 47). — Transmet des pièces à l'Assemblée (25 mai, p. 110 et suiv.), (26 mai, p. 127), (27 mai, p. 155), (28 mai, p. 172 et suiv.), (30 mai, p. 310), (p. 312). — Annonce l'exécution du décret rendu contre Cossé-Brissac (30 mai, p. 348). — Envoie un arrêté relatif au sujet de la fête à la mémoire du maire d'Estampe (*ibid.*), — une lettre des grands juges près la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 349). — Demande une interprétation de la loi relative aux brevets d'invention (31 mai, p. 391). — Adresse un mémoire sur l'ouverture d'un canal de navigation de La Rochelle à Paris (*ibid.*) ; — un état de dépense de la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 394). — Transmet des pièces à l'Assemblée (1er juin, p. 453). — Soumet différentes propositions à l'Assemblée (2 juin, p. 479 et suiv.), (p. 487). — Rend compte de l'état des subsistances (5 juin, p. 591). — Dénonce le sieur d'Ormesson (*ibid.* et p. suiv.). — Soumet différentes propositions à l'Assemblée (*ibid.* p. 624 et suiv.). — Transmet des pièces à l'Assemblée (6 juin, p. 636). — Ecrit au sujet de l'exportation des grains et fourrages (7 juin, p. 678). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 679), (8 juin, p. 688). — Demande l'autorisation de réorganiser son ministère sur de nouveaux principes d'ordre et d'économie (2 juin, p. 479 et suiv.) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.* p. 489). — Soumet différents objets à l'Assemblée (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1). (p. 20). — Envoie des pièces relatives aux billets de confiance (*ibid.* p. 20). — Transmet des pièces à l'Assemblée (10 juin, p. 52 et suiv.), (11 juin, p. 76). — Remet le compte des dépenses qu'il a ordonnées dans le mois de mai (11 juin, p. 91). — Demande des secours pour le département de l'Aisne (*ibid.* et p. suiv.). — Annonce la démission du colonel et de 8 officiers du régiment ci-devant Neustrie (*ibid.* p. 95). — Adresse un état de la caisse patriotique (12 juin, p. 102). — Est remplacé par Mourgues (13 juin, p. 162).

Mourgues, ministre. — **1792.** — Sa nomination (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 162). — Demande une interprétation de la loi relative au séquestre des biens des émigrés (15 juin, p. 236). — Rend compte des difficultés qu'éprouve l'organisation de la garde nationale de Langres (16 juin, p. 256). — Adresse l'état des dépenses faites pour l'exposition des tableaux dans le salon du Louvre (18 juin, p. 333). — Est remplacé par Terrier de Monciel (*ibid.* p. 335).

Terrier de Monciel, ministre. — **1792.** — Remplace Mourgues (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 335). — Instruit l'Assemblée de troubles survenus à Avignon (*ibid.*, p. 343). — Transmet une proclamation du roi (19 juin, p. 396), — un arrêté du directoire du département de Paris (*ibid.* p. 400), — des lettres du directoire du département des Basses-Alpes (20 juin, p. 406), — différentes pièces (*ibid.* p. 425 et suiv.). — Rend compte des précautions prises par lui relativement aux événements du 20 juin, (21 juin, p. 440 et suiv.). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 453). — Communique une lettre du département de Paris (23 juin, p. 508), — différentes pièces (*ibid.* p. 512 et suiv.), (24 juin, p. 528). — Rend comptes des mesures qu'il a prises pour arrêter les troubles (*ibid.* p. 540 et suiv.), (p. 543 et suiv.). — Ecrit relativement à la vente de la bibliothèque des Minimes de Passy (25 juin, p. 547). — Rend compte de l'état de Paris (*ibid.* p. 561), (p. 563). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 569), (26 juin, p. 582), (p. 583). — Rend compte de l'état de Paris (26 juin, p. 596), (27 juin, p. 623). — Envoie un état de la caisse de l'économe général (27 juin, p. 630). — Réclame des décisions sur différents objets (29 juin, p. 674). — Demande à l'Assemblée de s'occuper de la question de l'ambulance des tribunaux criminels (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31). — Adresse le procès-verbal des séances du département de la Haute-Marne (*ibid.* p. 38). — Rend compte de l'exécution du décret du 24 décembre 1790 et des mesures prises relativement à un arrêté du directoire du département de la Somme (*ibid.* et p. suiv.). — Demande un délai pour vérifier s'il a ordonné l'impression de l'arrêté du département de la Somme et l'envoi aux départements (*ibid.* p. 39), (p. 41), (p. 42). — Ecrit relativement à la nomination des boursiers dans les séminaires (*ibid.* p. 48). — Ecrit qu'il a ordonné l'impression de l'arrêté du département de la Somme relatif à la journée du 20 juin, mais qu'il n'en a pas ordonné l'envoi aux départements (*ibid.* p. 74). — Soumet différents objets à l'Assemblée (3 juillet, p. 75), (14 juillet, p. 102), (p. 121). — Adresse une copie de la lettre du sieur Mondhert (p. 126). — Transmet différentes pièces (5 juillet, p. 147). — Ecrit relativement à une distribution de béliers anglais à faire dans les départements (6 juillet, p. 164). — Transmet différentes pièces (*ibid.* p. 171), (7 juillet, p. 205), (p. 233). — Annonce que le roi s'occupe de l'affaire du maire de Paris (8 juil-

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

let, p. 247). — Transmet des pièces à l'Assemblée (9 juillet, p. 256). — Fournit des explications sur les troubles de l'Ardèche (*ibid.* p. 279 et suiv.). — Ecrit relativement à l'exécution de la loi sur les économats (11 juillet, p. 327). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 358 et suiv.). — Ecrit relativement aux dépenses occasionnés par les troubles d'Arles (12 juillet, p. 434). — Adresse des renseignements sur les troubles de l'Ardèche (13 juillet, p. 437). — Soumet des pièces à l'Assemblée (15 juillet, p. 485), (p. 492), (p. 499), (17 juillet, p. 540), (p. 541), (19 juillet, p. 647 et suiv.).

Dejoly, ministre par intérim. — **1792.** — Ecrit relativement au mode de payement de frais de déplacement de la force publique dans le département du Finistère (20 juillet, p. 674). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 694), (p. 696).

Champion, ministre. — **1792.** — On annonce la nomination de Champion (21 juillet, t. **XLVII**, p. 14). — Il annonce l'assassinat à Bordeaux de deux prêtres non assermentés (23 juillet p. 91). — Fournit des renseignements sur un attentat commis à Alais (24 juillet, p. 116). — Informe l'Assemblée des ravages causés par une inondation dans le département de la Vienne (*ibid.*). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 117). — Ecrit relativement à une réclamation de la municipalité d'Angoulême (26 juillet, p. 145). — Ecrit relativement à des bruits concernant un amas d'armes et d'habits au château des Tuileries (*ibid.* p. 171), — au sujet du sieur Séran (28 juillet, p. 209). — Transmet une lettre de Lafayette (30 juillet, p. 270), — différentes pièces (*ibid.* p. 289), (1er août, p. 338). — Demande la mise en arrestation des sieurs Mathieu Toulouse et Garilhe (5 août, p. 488). — Envoie un extrait des séances du conseil général du Gard (6 août, p. 513). — Annonce qu'il a reçu le décret mettant 3 millions à sa disposition pour les départements frontières (*ibid.* p. 518), — Transmet une lettre du procureur général syndic de l'Ardèche (*ibid.*). — Annonce qu'il a fait passer 100,000 livres à Longwy (8 août p. 557). — Demande à l'Assemblée d'envoyer une députation près du roi (nuit du 9 au 10 août, p. 633). — Est remplacé par Roland (10 août, p. 654).

Roland, ministre. — **1792.** — Remplace Champion (17 août 1792, t. **XLVII**, p. 657). Prête le serment de l'égalité (11 août, t. **XLVIII**, p. 16). — Rendra compte tous les matins de l'envoi des décrets (12 août, p. 67). — Transmet des lettres à l'Assemblée (13 août, p. 99). — Annonce que l'ordre est complètement rétabli dans la paroisse de Fouesnant (15 août, p. 153 et suiv.). — Communique l'état de la situation de l'approvisionnement de grains (*ibid.* p. 165). — Adresse un état des lois qu'il a envoyées aux départements (16 août, p. 275). — Rend compte des mesures qu'il a prises depuis qu'il a été rappelé au ministère (20 août, p. 421 et suiv.). — Communique une lettre du conseil général de la commune de Sedan (21 août, p. 608). — Annonce l'arrestation de Barnave (23 août, p. 658). — Soumet différents objets à l'Assemblée (25 août, p. 694). — Transmet des pièces à l'Assemblée (27 août, t. **XLIX**, p. 26), (p. 37), (29 août, p. 94), (p. 98). — Demande à l'Assemblée de prendre des mesures pour assurer les subsistances de la ville de Paris (30 août, p. 111). — Dénonce l'enlèvement de plusieurs objets du garde meuble (*ibid.*). — Transmet un arrêté du conseil général de l'Indre (*ibid.* p. 123). — Rend compte de différents objets (1er septembre, p. 171). — Soumet différents objets à l'Assemblée (2 septembre, p. 217). — Transmet une lettre du maire de Paris concernant les massacres des prisons (3 septembre, p. 233). — Demande qu'il soit pris des mesures pour rétablir le calme à Paris (*ibid.* p. 265). — — Soumet différents objets à l'Assemblée (10 septembre, p. 544). — Ses observations sur les commissaires de la commune de Paris envoyés dans les départements (13 septembre, p. 600). — Ecrit au sujet des mesures à prendre pour préserver le château des Tuileries (*ibid.* p. 607). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 625 et suiv.), (14 septembre, p. 629). — Annonce que de nouveaux excès se commettent à Paris (14 septembre, p. 634). — Transmet le compte rendu de la mission des commissaires civils envoyés en Corse (*ibid.* p. 649), — une lettre sur les troubles de Lyon (*ibid.* p. 650). — Fait un rapport sur l'installation de la Convention nationale au château des Tuileries (*ibid.* p. 652 et suiv.). — Transmet des pièces à l'Assemblée (15 septembre, t. **L**, p. 1). — Se plaint des dilapidations commises au château des Tuileries (*ibid.* p. 14 et suiv.). — Transmet un arrêté du conseil général de la commune de Longueau (16 septembre, p. 30). — Demande la transformation en monnaie, du cuivre provenant des émigrés et des monastères (*ibid.* p. 31). — Fait connaître l'arrestation d'un grand nombre de personnes à Paris (*ibid.* p. 49). — Ecrit relativement au traitement du sieur Petit (*ibid.* p. 55 et suiv.). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 57). — Donne des détails sur le vol du garde-meuble et appelle l'attention de l'Assemblée sur les mesures à prendre pour sa sûreté (17 septembre, p. 69). — Ecrit au sujet de l'envoi aux départements du *Bulletin de l'Assemblée* (18 septembre, p. 107.) — Ecrit au sujet du vol du garde-meuble (*ibid.* p. 121 et suiv.). — Adresse un état des volontaires partis de Paris pour les frontières (19 septembre, p. 127). — Annonce la suppression du bureau central du commerce (*ibid.* p. 130). — Demande des explications sur l'exécution de la loi relative à la déportation des prêtres non assermentés (*ibid.*). — De-

Ministres de l'intérieur (*Suite*).

mande à être autorisé à payer les ouvriers employés à la démolition des bâtiments du Carrousel (*ibid.* p. 131). — Est autorisé à vendre les vieux matériaux provenant du Louvre (*ibid.* p. 136). — Rendra compte de l'exécution de la loi qui le charge de recevoir les objets précieux provenant des maisons ci-devant royales (*ibid.* p. 148). — Ecrit au sujet des troubles survenus à Orléans (20 septembre, p. 166). — Annonce que la salle des Tuileries est prête pour recevoir les députés à la Convention nationale (*ibid.* p. 171). — Ecrit au sujet de l'élection des hauts-jurés (*ibid.* p. 174), — au sujet de la réunion de l'annexe de Saint-Hubert (*ibid.*), — au sujet du compte à rendre de la réception des objets précieux provenant des églises et des maisons ci-devant royales (*ibid.* p. 177). — Son rapport sur les troubles d'Avignon et d'Arles (p. 456 et suiv.).

Ministres de la justice. — *Duport-Dutertre, ministre.* — **1791**. — Ses observations sur les comptes à rendre par les ministres; demande l'ajournement (8 octobre 1791, t. **XXXIV** (p. 131 et suiv.), (p. 133), (p. 134), (p. 133). — Sa lettre au sujet de la conservation des actes de l'état civil et de la répression de certains abus signalés par les bureaux de paix (10 octobre, p. 165). — Ses observations sur les poursuites dirigées contre des fabricateurs de faux brevets (11 octobre, p. 181 et suiv.). — Demande à l'Assemblée de poser d'une façon précise la question des commissions de notaire (17 octobre, p. 261), (p. 262). — Demande à être autorisé à rétablir un mot qui manque dans le dernier article du Code pénal (19 octobre, p. 290.) — Y est autorisé (19 octobre, *ibid.*). — Demande que l'Assemblée prenne une résolution sur les conditions que doivent remplir le commissaire du roi et les deux substituts près le tribunal de cassation (28 octobre, p. 469 et suiv.). — Donne des éclaircissements sur l'exécution de la loi d'amnistie (*ibid.* p. 470) — Demande qu'il soit arrêté un mode du publication des décrets susceptibles d'être exécutés sans la sanction du roi (30 octobre, p. 531). — Demande dans quel mode doit être exécuté le décret relatif au rappel de Monsieur, frère du roi (1er novembre, p. 570). — Demande l'ajournement du projet de décret relatif au plan de conduite du comité des décrets (4 novembre, p. 629). — Annonce que le roi a refusé sa sanction au décret du 9 novembre 1791 sur les émigrants (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 27). — Rendra compte de l'exécution de la loi d'amnistie (13 novembre, p. 52) — Fait un rapport sur l'exécution de la loi d'amnistie (16 novembre, p. 101 et suiv.), (5 décembre, p. 577). — Parle sur les troubles d'Avignon (17 novembre, p. 116). — Fait des communications au sujet des sieurs Tardi et Noireau mis en accusation par décret du 12 novembre 1791 (20 novembre, p. 251 et suiv.), (23 novembre, p. 307). — Ses observations au sujet d'une erreur commise dans la rédaction de la loi sur

Ministres de la justice (*Suite*).

l'organisation de la garde nationale (1er décembre (p. 501 et suiv.). — Transmet les procès-verbaux de nomination des hauts-jurés (7 décembre, p. 622). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (*ibid.* p. 640 et suiv.), (p. 642). — Envoie la note des décrets présentés à la sanction (10 décembre, p. 716). — Fait part d'une contestation entre le chapitre d'Annecy et la République de Genève (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 31 et suiv.), — d'une contestation entre le prince de Deux-Ponts et l'évêque de Spire (*ibid.* p. 32). — Donne des éclaircissements au sujet du retard apporté à la formation de la Haute-Cour nationale (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur la situation des grands procurateurs de la nation (*ibid.* p. 33). — Transmet des procès-verbaux de nomination de hauts-jurés (13 décembre, p. 76). — Annonce que le roi se rendra à l'Assemblée (14 décembre, p. 107). — Adresse trois états relatifs aux dépenses de son département (17 décembre, p. 173). — Ecrit au sujet d'une difficulté à laquelle donnent lieu des acquisitions faites par le roi (19 décembre, p. 248). — Demande au sujet du mode de remplacement des membres des tribunaux criminels (*ibid.* p. 257). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (*ibid.* p. 258). — Parle sur la dénonciation faite contre Delessart à raison de ses fonctions comme ministre de l'intérieur (11 décembre, p. 306). — Demande l'établissement dans chaque département d'un dépôt général des titres et des papiers (24 décembre, p. 391). — Lettre relative au salaire des greffiers près la Haute-Cour nationale (25 décembre, p. 388). — Lettre relative à l'établissement des hauts jurés et envoi d'un procès-verbal d'élections (26 décembre, p. 411 et suiv.). — Lettre relative à l'arrestation du sieur Varney (29 décembre, p. 632 et suiv.). — Remet une lettre du roi relative à un office de l'empereur (31 décembre, p. 698). = **1792**. — Sa demande relative à la continuation de la collection des lois rendues par l'Assemblée constituante (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 18). — Sa demande relative à l'organisation des tribunaux criminels (*ibid.* et p. suiv.). — Demande le renvoi devant un seul tribunal de toutes les affaires relatives à l'émission de faux assignats pendantes devant les différents tribunaux de Paris (*ibid.* p. 19). — Demande la fixation d'un mode général d'exécution de la loi d'amnistie (*ibid.* et p. suiv.). — Ecrit au sujet de l'affaire du sieur Vanney (4 janvier, p. 74). — Donne des éclaircissements sur les affaires d'Avignon (5 janvier, p. 90 et suiv.). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (7 janvier, p. 132) (14 janvier, p. 423). — Ecrit au sujet des poursuites à exercer contre Meunier-du-Breuil (12 janvier, p. 335). — Transmet à l'Assemblée des notes concernant les fabricateurs de faux assignats et une lettre du directoire du département de Lot-et-Garonne (14 janvier,

Ministres de la justice (*Suite*).

p. 403). — Soumet différentes observations, à l'Assemblée (14 janvier, p. 407 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre pour le maintien de la Constitution (*ibid.* p. 415). — Assure l'Assemblée de sa fidélité à la Constitution (*ibid.* p. 416). — Transmet une délibération du conseil général du département de la Dordogne (20 janvier, p. 533). — Rend compte de l'envoi des procès-verbaux d'élection des hauts jurés et des quatre grands juges (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 11). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (2 février, p. 97). — Prévient que le tribunal du district d'Aurillac continue les poursuites de l'assassinat du curé de Boisset et communique une circulaire adressée aux tribunaux pour appeler leur attention sur les délits suscités par le fanatisme (4 février, p. 122 et suiv.). — Transmet des réclamations au sujet de la circonscription des paroisses de Tarascon (6 février, p. 192), — une lettre du roi relative au mode de présentation des décrets à la sanction (6 février, p. 199), — la procédure instruite contre Louis Dulery (9 février, p. 325). — Donne des renseignements sur l'affaire de Barthélemy, curé de la paroisse de Sant-Antoine-d'Ouroux (*ibid.* p. 326). — Appelle l'attention de l'Asssemblée sur la nécessité d'insérer dans les décrets la clause qui en ordonne l'envoi aux corps administratifs (11 février, p. 422). — Annonce que la haute cour nationale est en activité (12 février, p. 462). — Transmet la copie d'une procédure contre Charrier-Dubreuil et Antoine Gauthier (15 février, p. 521). — Sollicite une décision sur la question de l'établissement du tribunal de commerce de Lyon (17 février, p. 599). — Envoie un état des décrets sanctionnés par le roi (21 février, p. 727). — Annonce que tous les fonctionnaires de son département ont prêté le serment civique (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi. (24 février, p. 47). — Appelle l'attention de l'Assemblée sur la modicité des honoraires des greffiers des tribunaux de district (25 février., p. 104). — Adresse un état des bureaux de son département (27 février, p. 131). — Transmet une procédure contre Jean Nouvel (*ibid.* p. 149). — Lettre relatives au tribunal de Wissembourg et au tribunal de Saint-Etienne (28 février, p. 170). — Annonce que les avoués de la ville de Vienne ne se rendent plus au tribunal (29 février, p. 221). — Ecrit au sujet du mode d'exécution des condamnés à mort (3 mars, p. 330), (p. 337). — Adresse différentes pièces à l'Assemblée (*ibid*, p. 356), (5 mars, p. 389). — Transmet une lettre du roi (10 mars, p. 529), (p. 531). — Fait connaître les dispositions prises pour l'exécution du décret d'accusation contre Delessart (11 mars, p. 561). — Rend compte de l'exécution du décret d'accusation contre le sieur Dulery (*ibid.*, p. 567). — Envoie un état des décrets sanctionnés par le roi (12 mars, p. 608).

Ministres de la justice (*Suite*).

— Sollicite une décision sur l'affaire des sieurs Charrier-Dubreuil et Antoine Gauthier (*ibid.*). — Ecrit au sujet de la succession Jean Thierry (*ibid.* p. 612). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (14 mars, p. 692). — Sur la motion de Quinette, l'Assemblée charge le comité de législation d'examiner quelle responsabilité a encouru le ministre *Duport* pour avoir accordé des lettres de surséance à des débiteurs (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 8). — Guadet demande que le comité de législation rende compte des accusations portées contre lui (12 mars, p. 596); — Observations de Laureau, Lasource, Delacroix, Taillefer, Maribon-Montaut, Hua, Bécquey, Basire, Quinette (*ibid.* p. suiv.). — adoption de la motion de Guadet (*ibid.* p. 597). — Duport demande qu'il lui soit donné connaissance des faits sur lesquels ils a été denoncé (*ibid.* p. 599 et suiv.); — l'Assemblée décrète que ces faits lui seront communiqués (*ibid.* p. 600). — Justification de Duport au sujet des inculpations articulées contre lui (13 mars, p. 630 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera tenu de donner ces explication par écrit (*ibid.* p. 636). — Réponse écrite de Duport aux inculpations articulées contre lui (*ibid.* p. 667 et suiv.). — Transmet une lettre du roi (16 mars 1792, t. **XL**, p. 56), — un état des décrets sanctionnés par le roi (19 mars, p. 161). — Sa réponse aux accusations portées contre lui à l'occasion de la mise en liberté du sieur Réalle (20 mars, p. 181). — Rend compte des poursuites faites contre les auteurs des assassinats à Maurepas de cinq volontaires de Seine-et-Oise (20 mars, p. 182 et suiv.). — Adresse un mémoire concernant la nomination des notaires (27 mars, p. 518).

Roland, ministre de l'intérieur, exerçant par intérim les fonctions du ministre de la justice. — **1792**. — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (29 mars 1792, t. **XL**, p. 665). — Signale une erreur de rédaction dans le décret du 25 février relatif au maintien dans leurs places des curés élus, en remplacement des curés insermentés (*ibid.*, p. 679). — Retourne à l'Assemblée un décret concernant les pièces à fournir relativement à la gestion de Delessart (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 81). — — Soumet différentes questions à l'Assemblée (3 avril, p. 100). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (*ibid.* p. 102 et suiv.). — Retourne à l'Assemblée 4 décrets non revêtus des formes constitutionnelles (*ibid.* p. 159). — Adresse un état des employés de ses bureaux qui ont prêté le serment civique (6 avril, p. 251), — un état des lois envoyées aux départements (14 avril, p. 589).

Duranthon, ministre. — **1792**. — Sa nomination (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 637 et suiv.). — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (15 avril, p. 688). — Est entendu au sujet des affaires d'Avignon (16 avril, p. 717). — Envoie un état des décrets sanctionnés par le roi

Ministres de la Justice (*Suite*).

(18 avril 1792, t. **XLII**, p. 60). — Transmet une lettre du roi (*ibid.*, p. 69). — Demande l'autorisation d'envoyer un exemplaire du répertoire des lois nouvelles aux corps administratifs (*ibid.* p. 125). — Transmet un arrêté du département de Seine-et-Oise (19 avril, p. 154). — Rend compte des mesures prises pour la poursuite de ceux qui ont enlevé les accusés détenus dans les prisons d'Avignon (*ibid.* p. 155 et suiv.). — Ecrit au sujet d'une erreur dans la rédaction de la liste des hauts-jurés (*ibid.* p. 156). — Consulte l'Assemblée sur un moyen de constater si les employés de ses bureaux ont payé leurs contributions (*ibid.*). — Demande l'interprétation d'une loi du 22 juillet 1791 (*ibid.* p. 157). — Ecrit au sujet de l'exécution en Corse de la loi sur l'établissement des jurés (20 avril, p. 200). — — Soumet à l'Assemblée des questions relatives aux tribunaux de commerce et aux amirautés (21 avril, p. 248). — Ecrit au sujet de l'exécution de la loi sur le séquestre des émigrés (25 avril, p. 381), — au sujet des lettres de grâce (*ibid.* p. 402). — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (27 avril, p. 467). — Transmet des pièces à l'Assemblée (27 avril, p. 468 et suiv.), (29 avril, p. 503 et suiv.). — Ecrit au sujet d'une erreur dans la rédaction du décret sur les poursuites criminelles devant le tribunal de cassation (30 avril, p. 544), — au sujet de la procédure à suivre contre Marie-Geneviève Charles (3 mai, p. 717). — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (*ibid.*). — Ecrit au sujet du numéro 645 de l'*Ami du peuple* de Marat (*ibid.* p. 722 et suiv.). — Transmet des pièces à l'Assemblée (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32). — Rend compte des affaires d'Avignon (*ibid.* p. 42 et suiv.), (7 mai, p. 86). — Demande à l'Assemblée d'autoriser l'usage des lettres de grâce pour les procédures instruites suivant les formes anciennes (8 mai, p. 104). — Demande une loi sur les pourvois en révision contre les jugements en dernier ressort des tribunaux de district (*ibid.*). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (*ibid.* p. 107). — Ecrit relativement aux poursuites contre les auteurs des troubles du département du Cantal (10 mai, p. 197). — Dénonce le juge de paix Pommier (*ibid.*). — Transmet des états des décrets sanctionnés par le roi (11 mai, p. 242), (13 mai, p. 307). — Ecrit au sujet du costume des juges des tribunaux de commerce (13 mai, p. 308). — Transmet des pièces à l'Assemblée (14 mai, p. 356), (15 mai, p. 404), (16 mai, p. 429), (p. 430), (p. 459), (17 mai, p. 524), (19 mai, p. 554), (p. 574). — Communique une lettre du roi (20 mai, p. 604). — Adresse le jugement de condamnation du sieur Vasseur (21 mai, p. 616). — Annonce l'arrestation du juge de paix Larivière (*ibid.* p. 619). — Rend compte des mesures prises pour l'exécution des décrets d'accusation lancés contre les auteurs de *l'Ami du roi* et de *l'Ami du peuple*

Ministres de la Justice (*Suite*).

(*ibid.* p. 629 et suiv.); (22 mai, p. 671). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 1 et suiv.), (23 mai, p. 45), (p. 47). — Ecrit au sujet de la police correctionnelle (23 mai, p. 48). — Transmet des pièces à l'Assemblée (24 mai, p. 58). — Demande à l'Assemblée de fixer le traitement des huissiers près les tribunaux criminels (25 mai, p. 113). — Demande une interprétation de la loi du 13 août 1791, relative à la police de la navigation et des ports de commerce (27 mai, p. 156). — Transmet des pièces à l'Assemblée (28 mai, p. 173), (29 mai, p. 286 et suiv.), (p. 309), (30 mai, p. 310), (p. 311), (1er juin, (p. 428), (2 juin, p. 487 et suiv.), (5 juin, p. 578 et suiv.). — Ecrit relativement aux poursuites commencées contre les assassins des préposés à la douane de Dunkerque (7 juin, p. 679). — Transmet une demande de l'accusateur public du département du Nord (8 juin, p. 703). — Demande que le nombre des juges des tribunaux d'arrondissement de Paris soit porté à sept (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1). — Transmet un état des décrets sanctionnés par le roi (*ibid.* p. 3). — les pièces d'une procédure contre le sieur Antoine Vidalenche (*ibid.* p. 20). — Est entendu au sujet des mesures à prendre contre la distribution d'écrits séditieux (12 juin, p. 117 et suiv.). — Adresse un état des jugements rendus par le tribunal criminel du département du Gard (*ibid.* p. 124). — Transmet une lettre du roi (13 juin, p. 162), — la procédure relative aux troubles d'Yssingeaux (14 juin, p. 194). — Sollicite des décisions de l'Assemblée (15 juin, p. 236). — Demande à l'Assemblée de s'occuper du projet de loi sur l'état civil des citoyens (16 juin p. 272). — Transmet une lettre du roi (18 juin, p. 357), — des pièces relatives aux troubles d'Avignon (*ibid.* p. 358). — Annonce que le roi a apposé la formule constitutionnelle : *le roi examinera* sur le décret du 27 mai 1792, relatif à la déportation des prêtres réfractaires et sur le décret du 8 juin relatif au camp de 20,000 hommes (19 juin, p. 393). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 396). — Communique une lettre du roi (21 juin, p. 440). — Envoie les expéditions des décrets des 27 mai et 8 juin sur lesquels le roi a apposé la formule constitutionnelle : *le roi examinera* (23 juin, p. 512). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour la sûreté de l'Empire (24 juin, p. 539 et suiv.). — Est entendu au sujet de la nomination d'un secrétaire du conseil du roi (*ibid.* p. 545). — Adresse des pièces à l'Assemblée (25 juin, p. 547, (26 juin, p. 592). — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (27 juin, p. 608). — Demande l'interprétation de l'article 21 du titre VI de la loi du 29 septembre 1791, (*ibid.* p. 630). — Ecrit au sujet de l'arrestation du sieur Paris (30 juin, p. 701 et suiv.). — Adresse un état des décrets sanctionnés par le roi (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 27), (2 juillet, p.

Ministres de la justice (*Suite*).

69). — Annonce que le roi vient d'accepter sa démission (3 juillet, p. 96). — Rend compte des mesures prises pour l'exécution de la loi concernant les sociétés populaires (4 juillet, p. 108). — Est remplacé par Dejoly (*ibid.* p. 110).

Dejoly, ministre. — **1792.** — Remplace Duranthon (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 110). — Soumet différents objets à l'Assemblée (*ibid.* p. 121), (5 juillet, p. 125 et suiv.). — Transmet un message du roi (5 juillet, p. 143). — Transmet différentes pièces (*ibid.* p. 147), (6 juillet, p. 172). — Donne des explications concernant le message du roi du 5 juillet (7 juillet, p. 179). — Ecrit relativement à des forçats détenus aux galères de Rochefort (8 juillet, p. 246). — Rend compte de la situation politique du royaume (9 juillet, p. 273 et suiv.). — Est entendu au sujet de l'affaire de la suspension du maire de Paris (*ibid.* p. 277). — Rend compte de la situation du royaume (10 juillet, p. 303 et suiv.). — Rend compte des causes qui ont empêché le roi de prononcer sur la suspension du maire de Paris (11 juillet, p. 337). — Adresse les pièces d'une procédure instruite contre Saint-Huruge (*ibid.* p. 341). — Adresse différentes pièces (15 juillet, p. 499). — Transmet une lettre trouvée sur le sieur Jolivet fils (18 juillet, p. 605). — Annonce qu'il a donné l'ordre de faire arrêter le sieur Seran (19 juillet, p. 647). — Envoie les pièces d'une procédure instruite contre le sieur Calvaris (*ibid.*), — les pièces d'une procédure instruite contre le sieur Godefroi Rogeat (20 juillet, p. 696). — Rend compte de l'arrestation du sieur Roussel à Arras (*ibid.* p. 697). — Transmet une proclamation du roi (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 42). — Sollicite des décisions sur divers objets (*ibid.*). — Envoie un arrêté du directoire du département de la Côte-d'Or (23 juillet, p. 56). — Rend compte de l'existence d'un commissaire du roi chargé d'assister aux funérailles des citoyens protestants (*ibid.* p. 57). — Est tenu de faire parvenir à l'Assemblée, dans le délai de 24 heures, la note des décrets sanctionnés (*ibid.* p. 82). — Transmet des pièces à l'Assemblée (24 juillet, p. 116 et suiv.). — Rend compte de l'exécution du décret concernant la levée de la suspension du procureur de la commune de Paris (26 juillet, p. 145). — Rend compte des mesures qu'il a prises pour faire cesser la détention des sieurs Paris et Boulan (*ibid.* p. 152 et suiv.). — Pose une question relativement à la loi sur les écrits séditieux (27 juillet, p. 191). — Transmet des pièces à l'Assemblée (*ibid.* p. 204). — Ecrit relativement à l'affaire des sieurs Grimon et Chastel (28 juillet, p. 223). — Demande une interprétation de la loi relative au droit de patente (*ibid.* p. 235). — Ecrit relativement au sieur Barbey (29 juillet, p. 251). — Demande une loi contre ceux qui provoquent au pillage, au meurtre et à l'assassinat (*ibid.*). — Transmet une demande des juges du tribunal de Rocroy (30 juillet, p. 271). — Ecrit au sujet de l'exécution du jugement rendu contre les sieurs Fontaine et Talvande (*ibid.* p. 290), — au sujet des épices réclamées par les membres des anciens tribunaux (31 juillet, p. 303). — Sa lettre au commissaire du roi près le tribunal criminel du département de Paris (1er août, p. 440). — Transmet une lettre du roi en réponse à la déclaration du duc de Brunswick (3 août, p. 423). — Transmet des pièces à l'Assemblée (4 août, p. 477 et suiv.). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (5 août, p. 488), (p. 489). — Transmet des pièces à l'Assemblée (8 août p. 557). — Demande une loi contre ceux qui provoquent la multitude au crime (9 août, p. 602). — Demande à l'Assemblée de prendre des mesures pour protéger le roi (nuit du 9 au 10 août, p. 630). — Est remplacé par Danton (10 août, p. 660).

Danton, ministre. — **1792.** — Remplace Dejoly (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 660). — Prête le serment de l'égalité (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 23). — Demande la marche à suivre pour faire lever les scellés apposés sur les papiers des ex-ministres (*ibid.* p. 35). — Rend compte de l'état de la procédure instruite contre les fabricateurs de faux brevets de croix de Saint-Louis (15 août, p. 180). — Adresse des états des décrets auxquels il a apposé le sceau de l'Etat (16 août, p. 275), (19 août, p. 377). — Ecrit au sujet des retards dans l'expédition de certains décrets (20 août, p. 400). — Transmet des pièces à l'Assemblée (22 août, p. 562). — Adresse un état des décrets auxquels il a apposé le sceau de l'Etat (25 août, p. 709). — Transmet une pétition du tribunal des Sables d'Olonne (*ibid.* p. 710). — Lettre sur des difficultés dans une procédure par jurés (*ibid.*). — Rend compte des mesures prises relativement à l'exécution de l'acte d'accusation contre Lafayette (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 38). — Propose des mesures pour la sûreté de l'Empire (28 août, p. 78). — Ecrit au sujet du remplacement des magistrats absents (29 août, p. 91). — Demande à l'Assemblée l'expédition de deux décrets (30 août, p. 123). — Présente des observations sur l'article 7 du titre Ier du Code pénal (*ibid.*). — Lettre relative à la fourniture des comestibles des jurés (31 août, p. 139). — Propose des mesures pour le salut de la patrie (2 septembre, p. 209). — Annonce que le décret relatif au transfert des prisonniers de la Haute-Cour nationale a été exécuté (4 septembre, p. 337). — Soumet différents objets à l'Assemblée (6 septembre, p. 382 et suiv.). — Présente une requête du sieur Tisserand (*ibid.* p. 417). — Ecrit au sujet de la réélection du commissaire national près le tribunal de cassation (7 septembre, p. 431), — au sujet de personnes arrêtées dans les environs de Paris (*ibid.*). — Lettre relative à la nomination du commissaire du pouvoir exécutif près des tribunaux (*ibid.* p. 447). — Lettre

Ministres de la justice (*Suite*).

relative à des citoyens détenus depuis le 10 août (9 septembre, p. 498). — Ecrit au sujet des poursuites dirigées contre les sieurs Dublond et Durand (10 septembre, p. 544). — Soumet différentes questions à l'Assemblée (13 septembre, p. 614 et suiv.). — Transmet un état des décrets sur lesquels il a apposé le sceau de l'Assemblée (15 septembre, t. L, p. 1). — Demande des fonds pour l'hôtel des Invalides (*ibid*. p. 6). — Voir *Notaires*.

Ministres de la marine. — *Bertrand, ministre*. — **1791**. — Nomination de Bertrand, comme ministre de la marine, à la place de Thévenard (7 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 114). — Il rendra compte de l'exécution de la loi d'amnistie (18 octobre, p. 272). — Transmet un mémoire relatif aux examens pour l'admission des enseignes non entretenus (21 octobre, p. 328); — rend compte de l'exécution de la loi d'amnistie (22 octobre, p. 351). — Sa lettre au sujet des troubles de Saint-Domingue (27 octobre, p. 439 et suiv.). — Rend compte des ordres qu'il a donnés à la nouvelle de l'insurrection des noirs de Saint-Domingue (28 octobre, p. 470). — Donne des nouvelles du Cap (30 octobre, p. 522). — Fait un rapport sur l'état de situation de l'armée navale (31 octobre, p. 541 et suiv.). — Présente un mémoire sur la nouvelle organisation de la marine (*ibid*. p. 543 et suiv.). — Demande la nomination de deux nouveaux commissaires civils pour Saint-Domingue (*ibid*. p. 547 et suiv.). — Adresse à l'Assemblée les serments envoyés par des consuls et autres employés français résidant à l'étranger (1[er] novembre, p. 561). — Demande la remise de certains documents aux commissaires qui vont s'embarquer pour Cayenne (3 novembre, p. 606). — Ecrit à l'Assemblée au sujet des démêlés politiques de la France avec le dey d'Alger (4 novembre, p. 627 et suiv.). — Annonce que les dernières nouvelles des colonies ont forcé le pouvoir exécutif à augmenter l'envoi des troupes à Saint-Domingue (6 novembre, p. 669 et suiv.). — Ecrit à l'Assemblée au sujet des réclamations de Daubenton, ancien intendant de la marine et de Debègue, chef d'escadre (7 novembre, p. 683 et suiv.). — Envoie une lettre de M. Blanchelande sur les troupes de Saint-Domingue (8 novembre, p. 696). — Demande à être entendu au sujet des émigrants (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 29). — Lettre au sujet des fonderies du Montcenis (15 novembre, p. 78). — Envoie à l'Assemblée des lettres de M. de Blanchelande, relatives aux troubles de Saint-Domingue (17 novembre, p. 116). — Lettre relative à la police de la navigation (21 novembre, p. 264). Lettre concernant les marins et ouvriers de l'arsenal de Toulon (22 novembre, p. 286 et suiv.). — Remet des copies des traités avec la régence d'Alger (*ibid*. p. 287). — Demande l'adjonction de deux autres commissaires aux commissaires du roi chargés de se transporter

Ministres de la marine (*Suite*).

aux îles de France et Bourbon (23 novembre, p. 307). — Demande qu'on règle le sort des anciens officiers des classes de la marine (*ibid*. p. 309). — Lettre au sujet des troubles survenus sur la frégate l'*Embuscade* (*ibid*. p. 316). — Transmet une lettre du roi relative aux affaires d'Alger (24 novembre, p. 333). — Fait connaître le résultat des négociations entamées avec le dey d'Alger (28 novembre, p. 412). — Annonce la formation des écoles de marine dans plusieurs ports (1[er] décembre, p. 500 et suiv.), — une insubordination sur le vaisseau l'*Eole* (*ibid*. p. 502). — Rend compte des troubles arrivés à Brest à l'occasion de la nomination de M. Lajaille au commandement d'un des vaisseaux destinés à Saint-Domingue (3 décembre, p. 526). — Ecrit au sujet du retard apporté à la reddition des comptes de son département (3 décembre, p. 551). — Sa note au sujet de l'expédition faite pour aller à Saint-Domingue (5 décembre, p. 586). — Se justifie des plaintes portées contre lui par la municipalité de Brest (*ibid*. p. 587 et suiv.). — Ecrit au sujet de la mission de M. Roustan (8 décembre, p. 648). — Adresse une lettre rectificative au rédacteur du *Moniteur universel* (8 décembre, p. 667). — Envoie la liste des consuls et vice-consuls qui ont prêté le serment civique (10 décembre, p. 721). — Transmet une adresse de dévouement de l'Assemblée coloniale de Saint-Domingue (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 75), — une réclamation des créanciers des habitants de l'île de Tabago (*ibid*. p. 77). — Lettre concernant les dépenses de son département (17 décembre, p. 174). — Demande de secours pour les ouvriers du port de Brest (*ibid*.). — Son mémoire relatif aux troubles des colonies (19 décembre, p. 253 et suiv.). — Adresse un état des officiers des classes supprimés (*ibid*. p. 257), — un état de la situation de son département (*ibid*. et p. suiv.). — Fait une communication au sujet de l'insurrection de l'équipage de la frégate l'*Embuscade* (20 décembre, p. 272 et suiv.). — Présente un mémoire sur le rachat des Français esclaves en Barbarie (24 décembre, p. 347), — un mémoire sur le règlement du service militaire dans les ports (*ibid*. p. 348). — Donne lecture d'une lettre de l'Empereur relative aux prétentions des princes étrangers possessionnés en France (*ibid*. p. 352 et suiv.). — Transmet une lettre de M. de Blanchelande sur Saint-Domingue (29 décembre, p. 612). — Communications du ministre au sujet de l'absence d'officiers de la marine de Brest (16 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 169), (17 décembre, p. 173), (p. 200 et suiv.), (18 décembre, p. 230 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid*. p. 231); — rapport par Cavellier sur les dénonciations portées contre le ministre à ce sujet (29 décembre, p. 637 et suiv.); — projet de décret portant que le ministre a perdu la confiance de la nation (*ibid*.

Ministres de la marine (*Suite*).

p. 638). — Le ministre demande communication du rapport et des pièces y relatives (31 décembre, p. 701); — l'Assemblée décrète que ces pièces lui seront communiquées (*ibid.*). — **1792.** — Donne lecture d'un mémoire justificatif des inculpations dirigées contre lui (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 10 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 15). — Sur la demande d'Albitte et de Delacroix, l'Assemblée fixe au 13 janvier, la mise à l'ordre du jour du nouveau rapport du comité de marine sur les inculpations dont il a été l'objet (12 janvier, p. 336); — rapport du comité de marine (13 janvier, p. 362 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 363 et suiv.); — ajournement de la suite de la discussion (*ibid.* p. 376). — Répond aux divers rapports du comité de marine (19 janvier, p. 507 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 510). — Lettre relative à des congés accordés par lui sur des motifs jugés insuffisants (20 janvier, p. 529 et suiv.). — Sollicite une décision sur son affaire (21 janvier, p. 559 et suiv.). — Lit un mémoire relatif à la pétition de Gallet et Labadie, anciens gardes-magasins à Trinquemaley (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 16 et suiv.). — Envoie des pièces adressées de Cayenne relatives au refus qu'on a fait d'admettre la corvette de l'Etat « *La Perdrix* » (9 janvier, p. 171). — Expose que les prix alloués aux armateurs pour les passages aux frais de l'Etat sont insuffisants (12 janvier, p. 214). — Est entendu au sujet des affaires de Saint-Domingue (11 janvier, p. 231 et suiv.). — Envoie la copie de 3 lettres de M. Blanchelande, gouverneur, par intérim, de Saint-Domingue (17 janvier, p. 453). — Transmet des pétitions (*ibid.* p. 471). — Ecrit au sujet des affaires de Saint-Domingue (*ibid.* p. 473). — Annonce la radiation des cadres d'officiers ayant refusé de prêter le serment civique (26 janvier, p. 668). — Ecrit au sujet de l'affaire de la frégate l'*Embuscade* (28 janvier, p. 713 et suiv.), — au sujet des traitements des officiers de la marine (*ibid.* p. 731). — Sollicite une décision sur la compétence des tribunaux des colonies (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 10). — Transmet des pièces relatives aux réclamations des capitaines Duboulet et Malherbe (31 janvier, p. 36). — Discussion du rapport et du projet de décret relatif aux comités de marine sur les dénonciations faites contre lui : Grangeneuve, Ducos, Quatremère-Quincy, Lagrévol (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 80 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet du comité (*ibid.* p. 92), — Brémontier demande que les comités de marine et de législation réunis présentent des observations motivées sur la conduite du ministre de la marine (2 février, p. 93 et suiv.); — débat : Reboul, Lasource, Goujon, Ducastel, Cambon, Sage, Grangeneuve (*ibid.* p. 94 et suiv.); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 96). — Se justifie des plaintes portées contre lui par un des corps administratifs du département du Var (8 février, p. 282); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Ecrit au sujet de l'état de radiation des officiers supprimés (1er février, p. 59), — au sujet d'embarras pour la reddition des comptes de son département (*ibid.* p. 76). — Transmet des dépêches de Blanchelande (6 février, p. 200). — Consulte l'Assemblée au sujet de la nomination de d'Estaing au grade d'amiral (8 février, p. 274 et suiv.). — Ses observations sur l'organisation définitive de la marine (10 février, p. 363 et suiv.). — Adresse sur l'état de composition des bureaux de son département (*ibid.* p. 365). — Fait connaître les causes qui ont retardé l'arrivée d'une partie des troupes envoyées à Saint-Domingue (11 février, p. 411). — Transmet une réclamation des sieurs Berthou (*ibid.* p. 412). — Demande la conservation de la tour de l'église ci-devant paroissiale de Rochefort (13 février, p. 480). — Sollicite une décision sur des questions intéressant la marine (15 février, p. 577). — Charles Duval demande la mise à l'ordre du jour des observations à présenter au roi sur sa conduite (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 30); — renvoi au comité central (*ibid.* p. 31); — observations rédigées par les comités de législation et de marine réunis sur la conduite du ministre de la marine (5 mars, p. 391); — observations de Becquey, Lequinio, Vergniaud, Viénot-Vaublanc, Brunck, Granet (de Toulon), Briche (*ibid.* et p. suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.*, p. 392). — Nouvelle rédaction des observations à présenter au roi (8 mars, p. 471 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 472). — Opinions, non prononcées, de Cavellier (*ibid.* p. 482 et suiv.), — de Becquey (*ibid.* p. 484 et suiv.), — de Coppens (*ibid.* p. 487 et suiv.), — de Cuel (*ibid.* p. 489 et suiv.), — de Malassis (*ibid.* p. 490 et suiv.). — Liste des membres qui ont pris part au vote par appel nominal sur la question de savoir s'il y a lieu de décréter que le ministre de la marine a perdu la confiance de la nation (*ibid.* p. 493 et suiv.). — Réponse du roi (10 mars, p. 531). Sollicite des décisions sur différents objets intéressant la marine (23 février 1792, t. **XXXIX**, p. 29 et suiv.). — Demande 45,000 francs pour les travaux du port de Cherbourg (*ibid.* p. 31). — Envoi des pièces relatives aux dissentiments survenus entre les commissaires du roi aux îles du vent (24 février, p. 47). — Demande des secours pour la Martinique (27 février, p. 144). — Sollicite une loi sur l'état des aspirants entretenus (28 février, p. 168). — Annonce la radiation de Voudreuil de la liste des officiers de marine (*ibid.* p. 170). — Ecrit au sujet des affaires des îles du Vent (1er mars, p. 255). — Transmet une réclamation du sieur Riouffe (6 mars, p. 413). — Ecrit au sujet du payement des appointe-

Ministres de la marine (*Suite*).

ments des officiers de la marine (10 mars, p. 550). — Lettre du roi annonçant la nomination de La Coste en remplacement de Bertrand (16 mars 1792, t. **XL**, p. 56). — Compte rendu de Bertrand à l'Assemblée nationale sur son administration (27 mars, p. 43). — Mémoire sur les troupes et l'artillerie de la marine (28 mars 1792, t. **LX**, p. 636).

La Coste, ministre. — **1792**. — Envoie des lettres concernant l'état de Saint-Domingue (19 mars 1792, t. **XL**, p. 143), — d'un mémoire sur le rachat des Français captifs à Alger (*ibid.*) — Lettres au sujet de la conduite du capitaine de la corvette *la Fauvette*, (27 mars p. 718 et suiv.), (p. 522). — Transmet des arrêtés de l'assemblée coloniale de la Guadeloupe (27 mars, p. 544). — Transmet des lettres de Blanchelande sur la situation de Saint-Domingue (29 mars, p. 679), — un mémoire sur la liquidation des pensions arriérées du département de la marine (*ibid.*). — Pose une question au sujet de l'administration des travaux de la rade de Cherbourg (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 37). — Rend compte de la prestation de serment des commis des bureaux de son département (2 avril, p. 80 et suiv.). — Transmet une réclamation des créanciers anglais à la charge des habitants de Tabago (3 avril, p. 162). — Rend compte du transport sur territoire anglais de 200 nègres révoltés de Saint-Domingue (8 avril, p. 354). — Adresse le résultat de la revue des officiers de la marine passée le 15 mars 1792 (*ibid.*). — Transmet des lettres des commissaires nationaux envoyés aux Iles-sous-le-Vent (9 avril, p. 372). — Rend compte des nouvelles qui lui sont parvenues relativement à La Pérouse (*ibid.* p. 385 et suiv.). — Transmet des pièces relatives aux affaires de Saint-Domingue (10 avril, p. 463) (14 avril, p. 589). — Ecrit relativement aux pilotes-lamaneurs (11 avril, p. 468). — Transmet des renseignements sur les dispositions qu'il a prises pour l'exécution de la loi concernant les colonies (15 avril, p. 688). — Demande des fonds pour les dépenses de son département (16 avril, p. 723). — Adresse un état des dépenses occasionnées par les troubles de Saint-Domingue (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 124). — Transmet différentes pièces à l'Assemblée (19 avril, p. 180 et suiv.). — Ecrit au sujet des troubles de Cayenne (21 avril, p. 247), — au sujet des pilotes-lamaneurs (*ibid.*). — Adresse un règlement pour la répartition des quartiers des classes de la marine (22 avril, p. 275). — Appelle l'attention de l'Assemblée sur les traitements de retraite à accorder aux professeurs d'hydrographie (23 avril, p. 315). — Ecrit au sujet des remplacements devenus nécessaires dans la marine (*ibid.* p. 317), — au sujet d'avances à faire aux munitionnaires des vivres de la marine (24 avril, p. 330), — au sujet de la solde des gardes nationales qui vont servir aux colonies (25 avril, p. 372). —

Ministres de la marine (*Suite*).

Adresse des pièces relatives à Saint-Domingue (p. 403). — Ecrit au sujet du sieur Colmin (*ibid.* p. 404), — au sujet des états-majors des bâtiments en armement (26 avril, p. 310). — Transmet une lettre du commandant du port de Brest (27 avril, p. 441). — Ecrit au sujet des mesures à prendre pour protéger le commerce maritime (28 avril, p. 499). — Transmet les dépêches de Blanchelande (30 avril, p. 545), (3 mai, p. 702), — une lettre du roi (*ibid.* p. 716). — Transmet un mémoire des marins de Lorient (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 37). — Demande l'autorisation de traiter avec le ministre des Etats-Unis relativement aux affaires de Saint-Domingue (6 mai, p. 56). — Ecrit au sujet des instructions à donner aux bâtiments de mer de l'Etat (8 mai, p. 106). — Transmet une réclamation de la compagnie royale d'Afrique (9 mai, p. 173). — Ecrit au sujet des frais d'entretien des écoles de mathématiques et d'hydrographie (*ibid.* p. 174), — au sujet de l'organisation des troupes de la marine (10 mai, p. 198). — Transmet des pièces à l'Assemblée (13 mai, p. 315). — Ecrit au sujet de la vente des navires étrangers (15 mai, p. 396), — au sujet des affaires de Saint-Domingue (*ibid.* p. 404), — au sujet de 30 navires retenus à Brest (16 mai, p. 429). — Transmet des pièces à l'Assemblée (19 mai, p. 556). — Demande des fonds pour le service de la marine (21 mai, p. 654). — Transmet des pièces relatives à St-Domingue (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 45). — Ecrit au sujet du capitaine Colmin (25 mai, p. 112). — Transmet des pièces à l'Assemblée (27 mai, p. 155). — Sollicite des décisions sur les objets intéressant la marine soumis à l'Assemblée (28 mai, p. 189 et suiv.). — Rend compte des armements préparés pour Saint-Domingue (*ibid.* p. 190). — Transmet des pièces à l'Assemblée (30 mai p. 349), (2 juin, p. 462). — Ses observations relatives aux officiers généraux et administrateurs qui ont des propriétés dans les colonies (5 juin, p. 579). — Propose des questions relatives aux droits auxquels sont asssujettis les bâtiments étrangers qui fréquentent les Iles du Vent avec des chargements de noirs (*ibid.*, p. 625). — Demande des solutions sur les questions intéressant les colonies (6 juin, p. 663). — Ecrit relativement à l'organisation de la marine (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 95), — relativement aux travaux du port de Dunkerque (*ibid.*). — Transmet des pièces à l'Assemblée (12 juin, (p. 101), (p. 125), (13 juin, p. 134), (15 juin, p. 236); (17 juin, p. 331). — Ecrit relativement aux arrangements faits avec M. Shorft, ministre des Etats-Unis (18 juin, p. 358). — Transmet une demande de l'Assemblée coloniale des Iles-du-Vent (26 juin, p. 582). — Ecrit relativement à l'acquisition du port de Montmarin (29 juin, p. 679). — Envoie des mémoires concernant les sous-officiers et soldats des troupes des colonies et

Ministres de la marine (*Suite*).

des troupes de ligne (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 102. — Ecrit relativement au payement des appointements des fonctionnaires absents (7 juillet, p. 233), — Lettre relative au passage à Dijon de soi-disant marins naufragés (11 juillet, p. 327). — Soumet à l'Assemblée différents objets relatifs aux signaux établis dans l'île d'Ouessant (*ibid.* p. 342). — Envoie des pièces relatives à la situation de Saint-Domingue (*ibid.* p. 358). — Transmet des pièces à l'Assemblée (17 juillet, p. 541). Ecrit relativement au choix des maîtres d'é-d'équipage sur les vaisseaux de l'Etat (*ibid.* p. 580), — relativement au paiement des appointements des sieurs Blavier et Ely (20 juillet, p. 697), — relativement au jugement du sieur Etienne Haudun, dit Nauve (*ibid.* — — Sollicite des décisions sur des objets qu'il a soumis à l'Assemblée (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 1).

Dubouchage, ministre. — **1792.** — Le roi annonce qu'il a nommé Dubouchage, ministre de la marine (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 14). — Demande des fonds pour les travaux de Cherbourg (23 juillet, p. 57). — Envoie des lettres du commissaire civil à Saint-Domingue (23 juillet, p. 82). — Consulte l'Assemblée sur le payement des officiers de son département (24 juillet, p. 117). — Communique un arrêté du directoire du département de la Corrèze (25 juillet. p. 144). — Ecrit relativement à des discussions survenues entre des officiers de marine et le sieur Rourses (26 juillet, p. 145). — Transmet une lettre des anciens administrateurs de la ci-devant chambre de commerce de Marseille (*ibid.* p. 168). — Annonce le nombre de vaisseaux prêts à faire voile (*ibid.*, p. 169). — Demande une interprétation de la loi du 8 juin 1792, relative aux officiers de santé de la marine (29 juillet, p. 251). — Ecrit relativement aux dépenses à faire dans les colonies (*ibid.*), — relativement à une réclamation du sieur Labaume (30 juillet, p. 271). — Demande une interprétation de la loi relative à la faculté qu'ont les étrangers d'importer des marchandises du Levant à Marseille (*ibid.* p. 289). — Transmet une réclamation du consul de France auprès du dey d'Alger (4 août, p. 478), — une pétition des officiers mariniers du port de Rochefort (5 août, p. 487), — des observations sur les certificats de résidence (*ibid.*). — Est remplacé par Monge (10 août, p. 660).

Monge, ministre. — **1792**. — Remplace Dubouchage (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 660. — Prête le serment de l'égalité (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 17. — Transmet une lettre de M. Montdenois (14 août, p. 120). — Invite l'Assemblée à s'occuper du mode de représentation des colonies (18 août, p. 357). — Ecrit qu'il a donné des ordres pour l'envoi des décrets du 10 août aux colonies p. 395). — Demande une prompte expédition du 19 août, des décrets qui ont trait aux colonies (22 août, p. 612). — Ecrit au sujet du remplacement du gouverneur de l'île d'Ouessant (24 août, p. 679). — Ecrit au sujet de la réclamation de la dame Saint-Laurent (25 août, p. 709). — Transmet une réclamation relative au décret du 15 avril 1791 sur les troubles de Cayenne (29 août 1792 t. **XLIX**, p. 26), une pétition des députés des îles de France et de Bourbon (*ibid.*). — Ecrit au sujet des secours à accorder aux enfants des colons (1er septembre, p. 170). — Demande que les forges de la Chaussade soient affectées à son département (1er septembre. p. 192). — Annonce le rétablissement de l'ordre à Saint-Domingue (2 septembre, p. 199). — Adresse une pétition des maires d'équipage entretenus (5 septembre, p. 352). — Appelle la justice de l'Assemblée en faveur d'un grand nombre de soldats des régiments de la Martinique et de la Guadeloupe (9 septembre, p. 498). — Demande la mise à l'ordre du jour de plusieurs projets de décrets intéressant la marine (14 septembre, p. 637). — Il est chargé de la surveillance des phares, amers, tonnes et bâlises (13 septembre, p. 669). — Transmet une lettre du contre-amiral Truguet (16 septembre 1792, t. **L**, p. 53. — Demande de fonds pour des secours à accorder aux colonies (19 septembre, p. 127 et suiv.). — Rend compte des événements qui ont privé de la vie M. Fotte, major général du port de Toulon (*ibid.* p. 147).

Ministres des cultes. Sont tenus de faire leur service dans la garde nationale sédentaire (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 284).

Ministres du culte catholique. Protestation contre la proposition de réduire leur traitement (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 507).

Ministres du culte protestant. Demande de secours en leur faveur (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 629); — renvoi aux comités diplomatique et des secours publics réunis (*ibid.*).

Ministres étrangers. — Voir *Passeports.*

Ministres plénipotentiaires. — Sur la motion de Gensonné, l'Assemblée décrète que le comité diplomatique fera un rapport sur leur conduite auprès des puissances étrangères (2 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 102). — Voir *Béranger*. — *Montesson*. — *Vergennes.*

Minot. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Minot, préposé de la police de Paris. Fait connaître le refus des Etats de Hollande d'accorder l'extradition du nommé Schuschler (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 429).

Mobilier national (*Suite*).
nationaux (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 327 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 329).

Mobilier de la couronne. — Voir *Garde-meuble de la couronne*.

Mocquerit. (Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Moens (Pétronille). Présente une pièce en vers hollandais sur la Constitution française (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 507).

Mogi, président de la Société des Amis de la Constitution. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 620).

Mogue, homme de loi à Charleville. Demande à être déclaré admissible à remplir les fonctions d'avoué près d'un tribunal de district (25 mars 1792, t. **XL**, p. 481 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 482). — Sollicite le rapport de son affaire (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 2); — rapport du comité de législation (9 mai, p. 195); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*). — Présente des réclamations sur le rapport qui le concerne et fait un don patriotique (11 mai, p. 238 et suiv.).

Moïana et **C**ie. Leur pétition (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 119).

Moiriat, capitaine d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Moissac (Commune de). Adresses d'adhésion (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 372), (29 décembre, p. 631).

Société des Amis de la Constitution. Fait un don patriotique (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 584).

Moissey (Commune de). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Moisson fils, ferblantier. Fait un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 395).

Molac. — Voir *Carcado-Molac*.

Molé. Don patriotique (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 703).

Molinier, député de l'Aveyron. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 198). = **1792**. — Il est arrêté par la municipalité de Saint-Ouen (t. **XLVII**, p. 653). — Fait un don patriotique (t. **L**, p. 91).

Molinier (François), de Perpignan. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.

Molineux, sujet anglais: Fait un don patriotique (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 428).

Mollette, ancien gentilhomme. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 485).

Mollette (Pierre), ci-devant employé dans les fermes du roi. Est décrété d'accusation (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 313). — Acte d'accusation contre lui (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 10 et suiv.).

Mollevaut. Nommé à la Convention nationale (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 533).

Mollin (Demoiselle), ci-devant organiste de l'abbaye du Lys. Demande une pension (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 508); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Molue. On annonce son arrestation (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 548).

Monaco. La garnison touchera son décompte en numéraire (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 131). — Conservation de l'état-major de la ville et principauté; son traitement et celui du prince (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 171).

Monancy. Réclame la levée du sequestre mis sur ses biens à cause de l'émigration de ses enfants (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 569); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*).

Monastères. Le directoire du département de Seine-et-Marne demande leur réduction et leur vente (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 176); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Monceaux (Commune de). Don patriotique t. **XLV**, p. 501). — Défilé des volontaires devant l'Assemblée (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503 et suiv.).

Monchablon. Don patriotique des ouvriers de sa manufacture (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 525).

Monchanin (De). Présente une pétition sur les subsistances (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 286).

Monchant (Commune de). Adresse d'adhésion (5 août 1792. t. **XLVII**, p. 490).

Moncherel, homme de loi à Nîmes. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Le Patriote français* (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Mondenoin, commissaire civil aux Iles-du-Vent. Est mandé à la barre pour rendre compte de sa conduite (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31).

Mondin, pharmacien juré. Fait hommage d'un traité de médecine et de pharmacie et demande des secours (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 689).

Mondollat, de Coulommiers. Dénonce le sieur Prévôt (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277).

Mondoubleau (*District de*). — Lasource donne communication de pièces relatives à une insurrection arrivée dans la commune de Choue au sujet du payement des impositions (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 597 et suiv.); — débat : Mouysset, Jacques Duval, Delacroix,

Mondoubleau (District de) (*Suite*).

Daverhoult, Basire, Crestin, Boisrot de Lacour (*ibid.* p. 598); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*); — rapport par Basire (*ibid.* p. 639); — débat : Desbois, Chabot, Savonneau, Carnot *aîné*, Savonneau, Jaucourt, Becquey, Taillefer (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi de l'affaire au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 641). — Il sera fait mention honorable au procès-verbal de la conduite du directoire du district de Mondoubleau à l'occasion des troubles de Choue. (30 décembre, p. 643). — Lettre du ministre de l'intérieur (31 décembre, p. 708).

Monestier, député de la Lozère. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 111). — Prête serment (p. 689). = **1792**. — Dépose des pièces relatives aux troubles du département de la Lozère (t. **XLIII**, p. 49). — Fait une motion concernant la formation et la solde des volontaires nationaux (t. **XLVI**, p. 165). — Demande la mise en accusation de Mallet-du-Plan (p. 243). — Parle sur les mesures prises par le directoire de la Lozère pour assurer la tranquilité publique (p. 557). — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 58).

Monestier, vicaire épiscopal de Clermont-Ferrand. Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 176).

Monet. Fait une dénonciation (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 279).

Monge. Est nommé ministre de la marine (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 660). — Prête le serment de l'égalité (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 17). — Est chargé de l'intérim du ministère de la guerre (*ibid.*). — Le décret qui le charge de l'intérim du ministère de la guerre est rapporté (*ibid.* p. 33). — Voir *Ministres de la marine*, p. 601.

Mongon, officier d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Monier (Les sieurs). Font un don patriotique (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 87).

Monistrol (District de). Lettre du procureur-syndic sur des troubles survenus à Yssengeaux (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 59 et suiv.).

Moniteur (Journal Le). Les rédacteurs de ce journal demandent une loge dans la salle des séances (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 358); — observations de Merlin, Léopold, Carnot-Feuleins jeune (*ibid.*); — renvoi aux commissaires-inspecteurs (*ibid.*). — Don patriotique des ouvriers imprimeurs (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 583). — Dons patriotiques des rédacteurs (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 337), (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 686). — Don patriotique des ouvriers imprimeurs (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 350).

Monjous, officier d'infanterie. Il y a lieu à accusation contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Monmayou. Nommé à la Convention nationale (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 629).

Monnaies.

§ **1**er. — *Administration. — Commission générale des monnaies.*

§ **2**. — *Fabrication.*

§ **3**. — *Etats de fabrication.*

§ **4**. — *Distribution. — Circulation.*

§ **5**. — *Fausse monnaie.*

§ **6**. — *Objets divers. — Mémoires.*

§ **1**er. — *Administration. — Commission générale des monnaies.* — Rapport sur les travaux de la commission générale des monnaies (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 190 et suiv.). — Lettre des commissaires généraux relative à l'organisation des monnaies (19 juillet, p. 665); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Les commissaires généraux prient l'Assemblée de statuer sur leur pétition relative à l'organisation des monnaies (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 204), (2 août, p. 382). — Décret supprimant le département des monnaies et réunissant ses fonctions à celles de la commission des monnaies (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 128). — Pétition relative à l'organisation du bureau des monnaies (22 août, p. 619). — Prestation du serment par les employés (24 août, p. 693). — Les ouvriers employés à la fabrication sont dispensés du service personnel dans la garde nationale (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 220). — Rapport par Lavigne sur le complément du code monétaire et l'organisation de la commission des monnaies (5 septembre p. 361 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 364 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 367). — Dons patriotiques des ouvriers de l'atelier des Barnabites (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 84), — du graveur particulier de la monnaie de Paris et de ses ouvriers (8 mai, p. 106), — des compagnons serruriers (9 mai, p. 189); — de la famille des monnayeurs de Paris (13 mai, p. 307), — des ajusteurs de la monnaie de Paris (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 453), (p. 486).

§ **2**. — *Fabrication.* — 1° Rapport par Lavigne sur les moyens de hâter la fabrication des monnaies, par l'envoi de moutons dans les ateliers de flaons (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 671 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 672 et suiv.). — *Discussion sur le fond :* plusieurs membres, Lavigne, rapporteur, Mouysset, Dorizy (*ibid.* p. 673); — adoption de l'urgence (*ibid.*). — *Discussion des articles.* — Art. 1er. Guyton-Morveau (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Guyton-Morveau (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 674). — Adoption sans discus-

Monnaies (*Suite*).

sion des articles 4 et 5 (*ibid.*). — Rejet d'un article additionnel proposé par Bouestard (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — 2° Plaintes de Brival au sujet de l'inexécution des lois relatives à leurs nouvelles empreintes (14 février 1792, t. XXXVIII, p. 495); — observations de Charlier et Lasource (*ibid.*); — le ministre des contributions publiques en rendra compte (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques (19 février, p. 650); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — 3° Duquesnoy propose de décréter une fabrication plus considérable de monnaie de cuivre (26 février 1792, t. XXXIX, p. 118); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — 4° Rapport par Reboul sur les moyens d'accélérer et de perfectionner la fabrication des monnaies de bronze (15 mars 1792, t. XL, p. 24 et suiv.), — projet de décret (*ibid.* p. 28 et suiv.). — Discussion du projet de décret sur les moyens d'accélérer et de perfectionner la fabrication des monnaies de bronze : Masuyer (14 avril 1792, t. XLI, p. 604 et suiv.); — adoption de l'urgence et des articles 1 à 20 (*ibid.* p. 605); — ajournement de l'article 21 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (16 avril, p. 724 et suiv.). — 5° Renvoi au comité des assignats et monnaies d'une demande du ministre des contributions publiques relative à la continuation de la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols (23 mars 1792, t. XL, p. 432). — 6° Rapport par Reboul sur la fabrication d'une monnaie de billon (2 mai 1792, t. XLII, p. 654 et suiv.). — Projet de décret (*ibid.* p. 656). — *Discussion :* Juéry (11 juin 1792, t. XLV, p. 89 et suiv.); — Lucia (*ibid.* p. 92 et suiv.). — 7° Le sieur de Nerbec écrit que dans les hôtels des monnaies on continue de frapper les écus à l'ancien coin proscrit par la loi (9 mai 1792, t. XLIII, p. 191); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). 8° Le ministre des contributions publiques demande la suspension de la loi qui fixe à 15 millions la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols (22 mai 1792, t. XLIV, p. 2); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — Nouvelles observations du ministre des contributions publiques (25 mai, p. 112); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid*); — décret (26 mai, p. 149). — 9° Rapport et projet de décret présentés par Lucia, relatifs à la fabrication des monnaies de cuivre (29 mai 1792, t. XLIV, p. 262 et suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 263). — 10° Décret sur la fabrication de la monnaie de billon (7 août 1792, t. XLVII, p. 551). — 11° Rapport par Reboul sur une fabrication de monnaie de bronze de 5 sols et 3 sols (25 août 1792, t. XLVIII, p. 705 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 706 et suiv.). — 12° Proposition relative à la fabrication des monnaies avec le métal des cloches (16 septembre 1792, t. L, p. 58 et suiv.). — 13° Décret relatif à la fabrication des pièces monnayées de 2 et 4 sols (18 septembre 1792, t. L, p. 121). 14° Proposition relative à l'inexécution du décret prohibant les pièces fabriquées par les particuliers (21 mai 1792, t. XLIII, p. 647). — Proposition de Grégoire tendant à interdire aux particuliers de faire fabriquer des monnaies de métal (6 août 1792, t. XLVII, p. 517); — observations de Laureau (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée ordonne l'impression de la motion de Grégoire (*ibid.* p. 518). — Décret relatif au retrait de la monnaie d'argent émise par les sieurs Lefèvre et Lesage (27 août 1792, t. XLIX, p. 31 et suiv.). — Décret interdisant aux particuliers de fabriquer ou de faire fabriquer des monnaies de métal sous quelque dénomination que ce soit (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 233 et suiv.).

§ 3. — *Etats de fabrication.* Compte général des opérations relatives à la fabrication des monnaies de cuivre depuis le 1er janvier 1791, présenté par le ministre des finances (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 203 et suiv.); — observations de Basire et de Cambon (*ibid.* p. 207 et suiv.); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.* p. 208). — Etats de la fabrication des monnaies (13 février, p. 480), (20 février, p. 680), (28 février 1792, t. XXXIX, p. 157), (5 mars, p. 389), (12 mars, p. 612), (19 mars 1792, t. XL, p. 139), (27 mars, p. 522), (3 avril 1792, t. XLI, p. 162), (10 avril, p. 410), (16 avril, p. 723), (23 avril 1792, t. XLII, p. 319), (30 avril, p. 544), (7 mai 1792, t. XLIII, p. 86), (14 mai, p. 356), (21 mai, p. 653), (30 mai 1792, t. XLIV, p. 310), (5 juin, p. 625), (27 juin 1792, t. XLV, p. 630), (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 146), (11 juillet, p. 358), (17 juillet, p. 541), (24 juillet 1792, t. XLVII, p. 117), (30 juillet, p. 289), (10 septembre 1792, t. XLIX, p. 533), (18 septembre 1792, t. L, p. 116).

§ 4. — *Distribution. — Circulation.* 1° Sur la motion de Reboul, l'Assemblée décrète que le comité des assignats et monnaies présentera un projet de décret sur la circulation et la distribution de la monnaie de cuivre (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 208). — 2° Motion de Charlier relative à la manière dont l'argent sort des hôtels des monnaies (20 février 1792, t. XXXVIII, p. 680); — discussion : Dorizy, Mouysset, Caminet, Aubert-Dubayet, Lecointre, Boisrot-de-Lacour, Lacuée, Charlier, Delcher (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi aux comités des finances et des assignats et monnaies réunis (*ibid.* p. 681). — 3° Pièces relatives à la nouvelle répartition des départements par rapport à la distribution des monnaies (18 mars 1792, t. XL, p. 100); — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*). — 4° Renvoi au comité des assignats et monnaies d'une lettre du ministre des contributions publiques relative au nouvel ordre de distribution des monnaies de bronze (30 mai 1792, t. XLIV, p. 310). — 5° Rapport par Lafon-Ladebat sur la distribution de la monnaie de cuivre et de métal

Montesquiou, lieutenant général (*Suite*).

darmerie nationale pour l'armée du Midi (28 juillet, p. 236). — Ecrit relativement au payement des troupes qui occupent l'extrême frontière (1er août, p. 375). — Sa lettre relative au manque de zèle des officiers généraux (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 99). — Demande le licenciement du 101e régiment d'infanterie (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 492). — Compte rendu des motifs qui ont déterminé les ordres qui lui ont été donnés d'entrer en Savoie (15 septembre, p. 681 et suiv.).

Montesquiou-Fezensac (De), ancien député à l'Assemblée nationale constituante. — **1791**. — Son mémoire sur les assignats (t. **XXXIV**, p. 579 et suiv.). — Supplément aux observations sur les finances et sur les assignats (p. 584 et suiv.). — Lettre à Clavière sur son ouvrage intitulé : *De la conjuration contre les finances de l'Etat et des moyens à prendre pour en arrêter les effets* (t. **L**, p. 435 et suiv.).

Montesson, ministre plénipotentiaire. Le comité diplomatique fera un rapport sur sa conduite (2 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 102).

Montesson (Commune de). — Adresse des habitants au sujet du curé Barrier (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 350).

Montfauche (Canton de). Adresse d'adhésion des citoyens réunis en assemblée primaire (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 169).

Montfaucon-la-Romagne (Commune de). Pétition contre des prêtres insermentés (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 192).

Montferrier (Commune de), district de Tarascon. Etablissement de foires (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

Montfort, officier aux chasseurs du Roussillon. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Montfort (Commune de), département d'Ille-et-Vilaine. Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 635).

Montfort (District de). Nombre et placement des notaires (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 176).

Montfort-l'Amaury (Commune de). Don patriotique (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 163). — Adresse d'adhésion (*ibid.* p. 169).

Montgeron (Commune de). Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 590).

Montgommery (Terre de). — Voir *Barville*.

Montiers-sur-Saulx (Commune de). — Voir *Forges*.

Montignac (Commune de).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72).

Montignac-le-Coq (Commune de). Adresse et don patriotique (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 371).

Montignon (Commune de). Pétition relative à l'acquisition d'une maison (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 694).

Montigny. Ses vues sur l'éducation des enfants trouvés (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 374).

Montigny (Commune près de Bar-sur-Aube). — Voir *Caillard*. — *Dadun*.

Montivilliers (Commune de). Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 635). — Dons patriotiques (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 113), (1er septembre, p. 165), (p. 187).

Montivilliers (District de). Défilé devant l'Assemblée du bataillon du district (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 639).

Administrateurs. Annoncent le payement de la presque totalité des contributions publiques (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 101).

Montjustin (François), officier d'infanterie. Il y a lieu à accustaion contre lui (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 58), (4 janvier, p. 74). — Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Mont-le-Bon (Commune de). Les habitants demandent la permission de vendre à l'étranger le bois de chauffage qu'ils ont de trop pour leur leur consommation (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 85) ; — renvoi au comité de commerce (*ibid.*).

Montlhéry (Commune de). Rapport par Lequinio sur une demande de secours en prévision de troubles (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 605 et suiv.) ; — observations de Delacroix (*ibid.* p. 606) ; — renvoi au pouvoir public (*ibid.*) ; — réponse du ministre de l'intérieur (21 février, p. 714 et suiv.). — Dénonciation de meurtres (6 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 413). — Pétition relative à l'échange de maisons, présentée par Demouchy (24 mars 1792, t. **XL**, p. 456) ; — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Il n'y a pas à délibérer (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 114).

Montlieu (District de).

Tribunal. Adresse d'adhésion (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442).

Montlouis (Commune de). Don patriotique de la Société des amis de la Constitution (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 308). — Adresse d'adhésion du conseil général (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 178).

Montluçon (Commune de). Décret autorisant la ville à s'imposer extraordinairement pour la construction d'une halle de boucherie (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 5).

Montluel (District de). Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 27).

Montmarin (Sieur). Mention honorable au procès-verbal de sa conduite dans les troubles du département de l'Oise (21 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 727).

Montmarin (Port de). Rapport et projet de décret présentés par Rouyer sur l'offre faite par Benjamin Dubois de céder à l'Etat le port

Morbihan (Département du) (*Suite*).

cendiaires (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 304). — Dénonce Dejoly comme ministre de l'intérieur par intérim (1er août, p. 339). — Demande une indemnité (5 août p. 487).

Directoire. — Sollicite un décret qui autorise les directoires de départements à faire mettre en état d'arrestation les prêtres perturbateurs (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 423); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Sollicite la solution de diverses questions relatives à la jurisprudence (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 163). — Arrêté relatif au régiment de la Martinique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Procureur général syndic. — Demande le rétablissement des passeports et dénonce des embaucheurs (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 608). — Signale un acte de civisme du maire de la commune de Pont-Scorff (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 633).

Tribunal criminel. — Lettre du commissaire du roi concernant un procès contre un particulier prévenu d'enrôlement pour les émigrés (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 97). — Lettre du commissaire du roi au sujet du mode d'instruction contre les prévenus du crime d'enrôlement (10 avril, p. 454 et suiv.). — Procédure instruite contre le sieur Vinattier et autres prévenus du crime d'embauchage (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 286).

Troubles. — Lettre au sujet des troubles survenus à l'occasion de l'installation d'un curé (16 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 85); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 86).

Volontaires nationaux. — Le 1er bataillon se plaint de n'avoir pas obtenu de réponse à sa demande de servir sur les frontières (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 347); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — On annonce que les volontaires du 1er bataillon refusent de supporter la retenue des 3 sols pour l'habillement (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).

Prévôté des monnaies. — Des cavaliers de la ci-devant compagnie de la prévôté des monnaies demandent audience (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 517). — Admis, ils demandent la levée d'une difficulté qui les empêche d'entrer dans la gendarmerie nationale (16 avril, p. 731); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Les numéraires de la ci-devant compagnie des monnaies demandent à servir aux frontières (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 120). — Renvoi au comité militaire d'une pétition des officiers surnuméraires de la prévôté des monnaies (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 51). — Décret relatif à leur admission dans la gendarmerie nationale (20 septembre, p. 208 et suiv.).

Moreau (Edme), député de l'Yonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 80). — Parle sur les visiteurs des rôles des contributions (t. **XXXVIII**, p. 256 et suiv.)

Moreau (Jean), député de la Meuse. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité d'agriculture (p. 436). = **1792**. — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373). — Parle sur les agioteurs (t. **XLI**, p. 39). — Fait un rapport sur le complément provisoire du nombre des élèves des ponts et chaussées (p. 639 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif aux élèves des ponts et chaussées (t. **XLII**, p. 670 et suiv.). — Remet un don patriotique (t. **XLIII**, p. 160). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur le complément provisoire du nombre des élèves à l'école des ponts et chaussées (t. **XLV**, p. 284). — le soumet à la discussion (p. 403). — Fait connaître l'état du recouvrement des contributions dans le département de la Meuse (t. **XLVII**, p. 211).

Moreau, citoyen du canton de Milly. Fait un don patriotique (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 629).

Moreau, brigadier-fourrier au 12e régiment de cavalerie. — Demande à être entendu à la barre au sujet de sa destitution (19 octobre 1791 (t. **XXXIV**, p. 280). — Sa réclamation (*ibid.* p. 285 et suiv.). — Rapport sur sa réclamation 14 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 109). — Est réintégré dans sa place (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 159).

Moreau, instituteur. Fait un don patriotique (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 307).

Moreau, lieutenant. Fait un don patriotique (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 483).

Moreau, procureur-syndic du district de Poitiers. Son élection est confirmée (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 473).

Moreau, *le jeune*, de l'Académie de sculpture. — **1791**. — Fait hommage de deux estampes représentant, l'un l'ouverture des Etats généraux, l'autre le serment du Jeu de Paume (t. **XXXIV**, p. 439).

Moreau (Claude-François-Bernard). Il n'y a pas lieu à délibérer sur sa réclamation (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 29).

Moreau de Saint-Méry, ancien député à l'Assemblée constituante. — **1791**. — Transmet des pièces relatives à la conduite de l'équipage de la frégate l'*Embuscade* (t. **XXXVI**, p. 258).

Morel, député de la Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Parle sur le recouvrement des contributions de 1791 (p. 691). — Membre du comité des lettres de cachet (t. **XXXV**, p. 424). = **1792**. — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Fait un rapport sur les retards qu'éprouve le remboursement des officiers de perruquiers (t. **XLIII**, p. 70), — un rapport sur la liquidation d'offices de judicature et ministériels (*ibid.*), — un rapport sur une erreur commise dans le classement des procureurs du ci-devant baillage d'Etam-

(1) Voir t. XLVIII, la note de la première colonne de la p. 112.

Mulot, député (*Suite*).

Est dénoncé par Rovère, député extraordinaire d'Avignon (p. 433 et suiv.). — Demande à être entendu par l'Assemblée (p. 635). — Tenu de comparaître à la barre dans la quinzaine pour être entendu sur l'affaire d'Avignon (p. 638). — Demande qu'il lui soit assigné une séance pour paraître à la barre (t. **XXXV**, p. 141); — l'Assemblée décide qu'il sera entendu à la séance du 10 novembre au soir (*ibid.*). — Fait à la barre son rapport sur les troubles d'Avignon et du Comtat-Venaissin (p. 169 et suiv.). — Prête serment comme député de Paris (p. 190). — Mémoire de Rovère en réponse à sa justification (p. 214 et suiv.). — Sa réponse au mémoire de Rovère (p. 222 et suiv.). — Sa correspondance avec les ministres pendant sa mission à Avignon (p. 224 et suiv.). — Lettre de Rovère contenant des imputations contre lui (p. 257 et suiv.). — Parle sur l'établissement d'un tribunal chargé des affaires d'Avignon (p. 375), — sur les maisons de jeu (p. 591). — Demande que le pétitionnaire Duprat soit entendu (t. **XXXVI**, p. 280). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 388). — Mémoire de Rovère contre lui (p. 390 et suiv.). — Observations sur ce qui concerne le général Ferrier dans son rapport du 19 novembre 1791 (p. 391 et suiv.). = **1792.** — Parle sur une pétition du capitaine Corbeau (t. **XXXVII**, p. 158). — Demande l'ajournement à un jour fixe du rapport sur les affaires d'Avignon (p. 212), (p. 436). — Parle sur les affaires d'Avignon (p. 446), — sur les troubles d'Arles (p. 635). — Présente une adresse de la commune d'Isle-sur-Sorgue (t. **XXXVIII**, p. 178). — Parle sur les secours à accorder aux pauvres (t. **XXXIX**, p. 222), — sur les affaires d'Avignon (p. 259), (p. 260), (p. 345 et suiv.), (p. 347), (p. 348), (p. 349), (p. 395). — Il est dénoncé par deux militaires se disant citoyens de Lyon (p. 425). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 628), — sur les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 17), (p. 18), (p. 20), (p. 137), — sur les affaires d'Arles (p. 165), — sur la démolition du château de Jalès (p. 174), — sur les affaires d'Avignon (p. 492), (p. 493), — sur la suppression des costumes religieux (t. **XLI**, p. 250). — Fait une motion concernant les secours à accorder aux maisons religieuses (t. **XLII**, p. 412). — Parle sur les affaires d'Avignon (t. **XLIII**, p. 17), (p. 219), (p. 220), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (t. **XLIV**, p. 641), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (t. **XLV**, p. 506), — sur les troubles de l'Ardèche (t. **XLVI**, p. 249). — Commissaire à l'inventaire du mobilier de la couronne (t. **XLVIII**, p. 27).

Mulot, curé. Fait un don patriotique (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 661).

Mulsant, *jeune*. Don patriotique (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 703).

Munich. Annonce de la neutralité de cette cour (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 79).

Municipalités.

§ 1er. — *Organisation constitutionnelle. — Attributions diverses.*

§ 2. – *Obligations particulières relatives aux troupes et aux armes.*

§ 3. — *Obligations particulières et conduite des municipalités relativement aux émigrés et aux prêtres.*

§ 4. — *Questions relatives à leurs biens, leurs dettes, leurs créances.*

§ 5. — *Indemnités et secours.*

§ 1er. — *Organisation constitutionnelle. — Attributions diverses.* — Observations au sujet de l'interprétation de plusieurs articles de la loi du 28 décembre 1789 sur la constitution des municipalités et le renouvellement des officiers municipaux (26 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 414); — renvoi au comité de division (*ibid.* p. 415); — observations de Guadet (4 novembre, p. 625 et suiv.); — rapport par Lagrévol (5 novembre, p. 651 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 652). — Discussion : plusieurs membres, Guadet, Lagrévol rapporteur, plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv); — l'Assemblée ferme la discussion et décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret (*ibid.* p. 653). — Le comité de division fera un rapport sur le mode à employer pour connaître le vœu des administrés et des administrateurs relativement à leur réduction (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 147). — Conduite à tenir par les municipalités concernant les subsistances (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 108), (9 mars 1792 t. **XXXIX**, p. 518), (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 511 et suiv.). — Proposition de Rouyer et de Charlier tendant à les obliger à faire un recensement général de tous les habitants (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 726 et suiv.) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*), — On demande que l'inscription des citoyens pour les jurés se fasse sur leurs registres (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 13). — Elles feront connaître au directoire de leur département les papeteries qui existent dans l'étendue de leur commune (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 64). — Proposition de les rendre responsables des brigandages commis par les troupes sorties de leur sein (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 50). — Lettre du ministre des contributions publiques au sujet des charges locales qui leur incombent (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 42). — Elles certifieront l'activité des commissaires des guerres (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 14). — Elles donneront leur avis pour les remplacements provisoires dans les maisons d'enseignement public (1er juin p 462). — Il leur est interdit d'entretenir des agents auprès du Corps législatif et auprès du roi (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 76). — Elles sont chargées exclusivement de la délivrance des passeports (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 225). — Proposition de les auto-

Municipalités (*Suite*).

riser à empêcher la distribution des journ aux inciviques et révolutionnaires (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 597). — Elles sont chargées des fonctions de la police de sûreté générale (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 41). — Changement de la légende de leurs sceaux (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 376). — Publicité de leurs séances (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 33). — Déclaration à faire devant elles des chevaux, mulets et voitures (2 septembre, p. 208). — Elles seront consultées sur la répartition des secours aux indigents (8 septembre, p. 468). — Elles ne peuvent donner d'ordres et nommée des commissaires que dans leur territoire (14 septembre, p. 648). —Elles sont chargées de la surveillance et de la réparation des balises (15 septembre, p. 670). — Dispositions relatives à leurs délibérations concernant les cours d'eau (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

§ **2**. *Obligations particulières relatives aux troupes et aux armes.* — Motion de Gouvion tendant à les charger de la surveillance des enrôlements (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 565). — Elles inscriront les citoyens qui se dévoueront à la défense de la patrie (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 469). — Registres à tenir dans les municipalités pour les gardes nationales. — Vérifications à faire pour les enrôlements (24 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 568 et suiv.). — Précautions à prendre pour l'instruction des canonniers (13 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 681). — Merlin demande qu'elles soient invitées à fournir chacune un cavalier monté. — Renvoi au comité militaire (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 236). — Chargée de veiller à la fabrication des poudres et salpêtres (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 393). — Il sera ouvert dans chaque municipalité pour l'inscription de ceux qui désirent servir en qualité de volontaires (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 684). — Chargées de surveiller les armes distribuées aux citoyens (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 402). — Proposition de Treilh-Pardeilhan de faire envoyer, par chaque municipalité, un homme armé à l'armée du Rhin (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 148). — Elles sont chargées de surveiller la fabrication des piques (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 365). — Chargées de rechercher les armes et les munitions de guerre (10 août, p. 674). — Elles sont tenues de délivrer, sur les réquisitions du pouvoir exécutif, les armes qu'elles ont en réserve (1er septembre, 792t. t. **XLIX**, p. 172). — Elles constateront les engagements des Hussards de la Liberté (2 septembre, p. 203). — Devoirs pour la levée de nouveaux corps de troupes (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 496). — Déclaration à y faire de dépôts militaires par ceux à qui ils ont été confiés (10 septembre, p. 527).

§ **3**. *Obligations particulières et conduite des municipalités relativement aux émigrés et aux prêtres.* Devoirs des municipalités pour l'exécutiou du décret sur les troubles religieux (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 436). — Devoirs des municipalités pour l'exécution du sequestre des biens des émigrés (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 6). — Elles feront l'inventaire et veilleront à la conservation des effets mobiliers des congrégations supprimées (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 355). — Déclaration à faire aux municipalités des biens appartenant aux Français qui sont en pays étranger (23 août p. 660 et suiv.). — Les prêtres non ser mentés y feront la déclaration du pays étranger dans lequel ils entendent se retirer (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 8). — Les pères et mères y justifieront de la résidence actuelle, soit en France, soit ailleurs, de leurs enfants qui ont disparu ou de leur mort (9 septembre, p. 501), (12 septembre, p. 581). — Devoirs des municipalités relativement aux objets d'or et d'argent des églises à porter aux monnaies (10 septembre, p. 531). — Devoirs des municipalités relativement aux prêtres non sermentés munis de passeports pour le pays ennemi (17 septembre, t. **L**, p. 86).

§ **4**. *Questions relatives à leurs biens, leurs dettes, leurs créances.* Délai dans lequel les municipalités devront remettre l'état de leurs dettes pour jouir du bénéfice de la loi du 5 août 1791 (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 211). — On demande que ce délai soit prorogé (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 374). — Prorogation accordée (27 avril, p. 476). — Pétition demandant que les municipalités soient autorisées à revenir pendant 40 ans contre les arrêts des ci-devant cours souveraines, qui les ont évincées de leurs biens. — Renvoi aux comités de législation et de féodalité réunis (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 119). — Question du ministre de l'intérieur au sujet du remboursement des avances faites par les municipalités pour l'établissement des passeports (6 varil 1792, t. **XLI**, p. 280). — Sommes en espèces monnayées qui devront leur être remises en échange des cloches livrées par par elles. — Leur emploi (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 724). — Demande du ministre des contributions publiques relative au sujet des charges locales qui leur incombent. — Renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 42). — Demande relative à la prorogation du délai accordé pour le remboursement des avances faites aux municipalités. — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 487).

§ **5**. *Indemnités et secours.* Indemnités accordées à plusieurs (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 100). — Demande de secours de plusieurs municipalités (15 septembre 1792, t. **L**, p. 1); — renvoi au comité des secours (*ibid.*).

Municipalités. — Voir *Biens nationaux.* — *Commissaires des municipalités.* — *Mariages, naissances, décès.* — *Officiers municipaux.*

Munitions de guerre. Rapport et projet de décret sur la nécessité de prohiber leur sortie (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 99 et suiv.); — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 100), (12 juin, p. 107 et suiv.). — Texte définitif du décret (16 juin, p. 269 et suiv.). — Compte à rendre du retard apporté à l'envoi à la sanction du décret qui en défend l'exportation (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 44). — Le directoire du département du Bas-Rhin demande l'approbation des mesures prises contre leur exportation (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 176). — Dénonciation d'un refus fait par les cultivateurs du département de l'Aisne de les transporter (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 325). — Déclaration à faire, dans le danger de la patrie, de celles dont tous les citoyens sont pourvus (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 133). — Recherche à faire des munitions qui sont dans les villes et dans les campagnes. — Leur enlèvement des maisons suspectes (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 674). — Visites domiciliaires pour en rechercher la quantité (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 78), (29 août, p. 90). — Décret sur l'approvisionnement des ports (2 septembre, p. 224 et suiv.). — Munitions à fournir aux gardes nationales employées à la défense des côtes (9 septembre, p. 510). — Défense d'en exporter par les côtes maritimes (12 septembre, p. 580). — Compte rendu de l'expédition des munitions de guerre de Rochefort pour Paris (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30). — Examen à faire des munitions déposées dans le port de Montmarin (*ibid.* p. 36).

Mur (Commune de). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 83).

Mur-de-Barrez (Commune de). Don patriotique (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 506).

Conseil général. Adresses d'adhésion aux décrets du 10 août (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72), (31 août, p. 139).

Mur-de-Barrez (District de).

Tribunal. Adresse d'adhésion (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 421).

Muraire, député du Var. — **1791.** — Est admis t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 263). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). = **1792.** — Fait un rapport sur la manière de constater les naissances, mariages et décès (t. **XXXVIII**, p. 530 et suiv.), (p. 690 et suiv.). — Secrétaire (p. 689). — Parle sur les moyens de prévenir la contrefaçon des assignats (t. **XXXIX**, p. 143), — sur la proposition d'ajournement du projet de décret sur la manière de constater les mariages, naissances et décès (t. **XL**, p. 75 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de ce projet de décret (p. 76 et suiv.). — Demande la mise à l'ordre du jour du projet de décret sur les moyens de constater les morts, naissances et mariages (t. **XLI**, p. 305). —

Muraire, député (*Suite*).

Vice-président (t, **XLII**, p. 652). — Président (t. **XLIII**, p. 311). — Membre de la commission chargée d'examiner les comptes des ministres de la guerre (t. **XLV**, p. 226). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le mode de constater l'état civil des citoyens (p. 505 et suiv.). — Fait un rapport sur l'état de Paris (p. 516 et suiv.). — Parle sur les mesures à prendre pour arrêter les troubles (p. 542). — Fait un rapport sur la pétition du sieur Cazin (p. 611). — Soumet à la discussion le projet de décret sur l'état civil des citoyens (p. 613 et suiv.), (p. 650 et suiv.), (p. 668 et suiv.). — Présente la rédaction de décrets renvoyés à la commission extraordinaire des Douze (t. **XLVI**, p. 96). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le mode de constater l'état civil des citoyens (p. 213 et suiv.). — Fait un rapport sur la pétition du général Lafayette (p. 662 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le mode de constatation des naissances, mariages et décès (t. **XLVIII**, p. 288), (p. 563 et suiv.), (t. **XLIX**, p. 117). — Présente un projet de décret sur l'envoi de commissaires dans les manufactures d'armes (p. 503), — un projet de décret sur les fonctions de ces commissaires (p. 548). — Présente la rédaction définitive du décret sur le mode de constater les naissances, mariages et décès (t. **L**, p. 179).

Murat-Sistrière, sous-lieutenant d'infanterie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Mure (Sieur). — Fait un don patriotique (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Muret. Haut-juré du département de la Haute-Vienne (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 81).

Muret, vicaire général du département de l'Isère. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Adresse aux habitants des campagnes, où l'on démontre d'une manière simple et irréfutable que les curés et les évêques que le peuple a nommés sont des pasteurs légitimes* (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 183).

Muret (Commune de). Etablissement de foires et marchés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

Muriate d'oxygène. Le ministre des contributions publiques fera répéter les expériences pour constater l'avantage de son emploi au lieu du salpêtre dans la fabrication de la poudre (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 393).

Muséum national. Tableaux, statues et autres monuments des beaux-arts à recueillir pour être répartis entre le muséum national et les musées qui seront établis dans les départements (16 septembre 1792, t. **L**, p. 52).

Musiciens des églises supprimées. — Présentent une pétition (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 404) ; — renvoi au comité de

N

O

Œuvres littéraires (*Suite*).
par MM. de Bréquigny et Dutheil et sur les *Mœurs des Français*, par M. de Sauvigny (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 109 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — observations de Cambon, Voysin de Gartempe, Lecoz, Grangeneuve, Lemontey, Reboul (*ibid.* p. 112). — Deuxième lecture (1) du projet de décret sur des souscriptions faites par le roi à des œuvres littéraires (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 542 et suiv.).

Offices domaniaux. — Voir *Greffes et offices domaniaux*.

Offices de finances. — Voir *Liquidation*.

Offices ministériels. Renvoi aux comités de législation et de liquidation réunis d'une motion de Poitevin relative à la liquidation des offices ministériels (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 431).

Offices municipaux. On sollicite une loi sur le remboursement de ces offices (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 35); — renvoi aux comités des domaines et de liquidation réunis (*ibid.*).

Offices patrimoniaux. Les comités de liquidation et des domaines réunis présenteront un projet de décret sur le remboursement de ce genre d'offices (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 543).

Offices seigneuriaux. Projet de décret sur leur remboursement (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 513 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur leur remboursement (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 88 et suiv.). — Troisième lecture du projet du décret sur leur remboursement (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 135 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 136).

Offices supprimés. Présentation par Guyton-Morveau d'un projet de décret relatif au calcul des intérêts des sommes dues aux titulaires d'offices (25 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 388); — l'Assemblée décrète l'impression et ajourne la seconde lecture à quinzaine (*ibid.*); — Deuxième lecture (3 novembre, p. 604 et suiv.); — Adoption avec amendement (*ibid.* p. 605). — Troisième lecture (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 150); — ajournement (*ibid.* p. 151). — *Discussion* : Dorizy, Guyton-Morveau, Lagrevol, Saladin (23 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 330 et suiv.); — Guyton-Morveau, Basire, Crestin, Guadet, Delacroix, Blanchon (Charente), Emmery, Lecointe-Puyraveau (24 décembre, p. 337 et suiv.). — *Discussion des articles.* — Préambule et art. 1er : Vergniaud, Depère, Amy, rapporteur, Boscary, Basire (*ibid.* p. 343 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 346). — Adoption sans discussion des articles 2 et 3 (27 décembre, p. 430). — Adoption avec amendement de l'article 4 (*ibid.* p. 431). — Un membre demande que les titres des offices supprimés mis sous scellés en soient retirés (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 91); — renvoi au comité des domaines (*ibid.* p. 92).

Offices supprimés. — Voir *Liquidation*. — *Trésorerie nationale*.

Officiers.

§ **1er**. — *Officiers civils.*
§ **2**. — *Officiers militaires.*
§ **3**. — *Officiers de santé.*

§ **1er**. — *Officiers civils.*

Art. 1er. — **Officiers civils publics en général.**
Art. 2. — *Officiers municipaux.*
Art. 3. — *Officiers des eaux et forêts, de paix et de police.*

Art. 1er. — *Officiers civils publics en général.* Déclaration à faire des effets qu'ils sauront appartenir aux Français domiciliés en pays étrangers (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 660 et suiv.). — Chargés de recevoir les actes de naissance, de mariage et de décès. — Voir le décret sur le mode de constater les mariages, naissances et décès (t. **L**, p. 179 et suiv.).

— Voir *Retraites*.

Art. 2. — *Officiers municipaux.* Ils assisteront à la revue générale des troupes et en signeront les procès-verbaux (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 426). — Ils délivrent les passeports et connaissent de l'arrestation des personnes à défaut de représenter leur passeport (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 64 et suiv.). — Objets de leur responsabilité (4 février, p. 136), (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 6). — Pouvoir qui leur est donné relativement à la recherche des fabricateurs de faux assignats (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 64). — Leurs devoirs relativement à la confection des matrices des rôles des contributions (20 mars 1792, t. **XL**, p. 179). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande relative à la manière de poursuivre ceux qui refusent d'effectuer une imposition légalement ordonné (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 625). — Ils sont chargés de l'administration des établissements de secours (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 385). — Leur devoir relativement aux fausses déclarations des biens des Français qui sont en pays étranger (23 août, p. 660 et suiv.). — Ils sont chargés de faire des visites domiciliaires pour constater la quantité des armes, munitions de guerre, chevaux et charrettes (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 90). — Ils feront passer à l'administration du district un tableau concernant les pères et mères d'émigrés qui n'auront pas justifié de la résidence de leurs enfants (12 septembre, p. 581). — Proposition du ministre de la guerre concernant une proclamation à leur adresser (19 septembre 1792, t. **L**, p. 136). — Peines contre ceux qui s'opposeront à la libre circulation des personnes et des choses à l'intérieur (*ibid.* p. 149). — Voir *Municipalités.*

Art. 3. — *Officiers des eaux et forêts, de paix et de police.* Gossuin se plaint de ce que les officiers des eaux et forêts soient presque

(1). Il n'a pas été fait de troisième lecture de ce projet de décret.

Officiers (*Suite*).

tous à Paris (27 décembre 1791, t. XXXVI, p. 449). — Décret relatif au payement des honoraires qui leurs sont dûs (15 août 1792, t. XLVIII, p. 162). — Devoirs des officiers de police concernant les corps trouvés morts avec indices de mort violente (20 septembre 1792, t. L, p. 184).

Officiers militaires.

Art. 1er. — *Officiers nationaux en général.*
Art. 2. — *Officiers nationaux de diverses armes et de diverses classes.*
Art. 3. — *Officiers étrangers.*

Art. 1er. — *Officiers nationaux en général.*

Section 1re. — Officiers généraux.
Section 2e. — Officiers de divers grades et de fortune. — Dispositions générales relatives aux officiers.
Section 3e. — Officiers absents, déserteurs, émigrés.
Section 4e. — Officiers retraités.

Section 1re. — Officiers généraux. — Deux peuvent être élevés au grade de maréchal de France (27 décembre 1792, t. XXXVI, p. 462). — Le roi demande une augmentation de 8 lieutenants généraux et de 12 maréchaux de camp (17 janvier 1792, t. XXXVII, p. 463); — rapport par Delacroix (19 janvier, p. 521 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 522); — ajournement (*ibid.* p. 523). — *Discussion sur le fond :* Saladin, Aubert-Dubayet, Carnot aîné, Lacuée, Carnot-Feuleins jeune, Crublier-d'Optère, Briche, Delacroix, rapporteur (27 janvier, p. 696 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 703). — *Discussion des articles.* — Considérant et article 1er : Carnot-Feuleins, jeune (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Article 2 : Un membre, Delacroix, rapporteur, Carnot-Feuleins jeune, Aubert-Dubayet, Théodore Lameth (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 704). — Adoption des articles 3 et 4 nouveaux (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel proposé par Carnot aîné (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Interprétation de ce décret (8 mars 1792, t. XXXIX, p. 507), (9 mars, p. 513). — Traitement et gratification d'entrée en campagne (27 février, p. 126). — Demande du ministre de la guerre relative à leur remplacement (16 avril 1792, t. XLI, p. 717); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport sur leur remplacement par Jouneau (18 avril 1792, t. XLIII, p. 63); — projet de décret (*ibid.* p. 64); — Discussion : Basire, Albitte, Rouyer, Crublier-d'Optère, Rouyer, Delmas, Mathieu Dumas (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 65). — Le ministre de la guerre insiste pour obtenir une décision (26 avril, p. 426). — *Discussion :* Dubois de Bellegarde, Albitte, Ramel, Aubert-Dubayet, Delmas, Jouneau, rapporteur, Mathieu Dumas, Aubert-Dubayet, Gérardin (27 avril, p. 452 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 454). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — L'Assemblée décrète l'impression de la liste des officiers généraux en activité et de ceux qui ont donné leur démission (18 avril, p. 65). — Le ministre de la guerre annonce que cette liste est à l'impression (*ibid.* p. 70). — Etat des officiers généraux employés (20 avril, p. 192). — Mode de remplacement pendant la guerre (7 mai 1792, t. XLIII, p. 96). — Les officiers généraux employés à Paris demandent un supplément de traitement; — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (13 juillet 1792, t. XLVI, p. 438). — Projet de décret tendant à autoriser les généraux en chef des armées à employer des officiers généraux retirés du service (26 juillet 1792, t. XLVII, p. 154); — discussion : Gasparin, Crublier-d'Optère, Aubert-Dubayet, Mathieu Dumas, Carnot-Feuleins jeune, Gasparin (*ibid.* et p. suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 157). — Les droits de contreseing et de franchise leur sont accordés (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 233). — Décret relatif au choix de ces officiers (3 septembre, p. 264). — Voir *Maréchaux de camp*.

Section 2e. — Officiers de divers grades et de fortune. — Dispositons générales relatives aux officiers. — Lettre du directoire du département du Nord demandant le remplacement immédiat des officiers émigrés (13 octobre 1791, t. XXXIV, p. 199); — débat : Delacroix, plusieurs membres (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète le renvoi au pouvoir exécutif et charge le ministre de la guerre de lui présenter, sous trois jours, l'état des officiers manquant dans l'armée, soit par émigration, soit autrement, et de lui adresser, de quinzaine en quinzaine, l'état des remplacements (*ibid.* p. 200). — Etat des remplacements depuis le 1er août et lettre de Duportail, ministre de la guerre, au sujet de modifications demandées au mode de remplacement (16 octobre, p. 251 et suiv.); — *discussion* : plusieurs membres, Lacombe-Saint-Michel, Vergniaud, Gouvion, Rouyer, Basire, Viénot-Vaublanc, Quesnay, Gérardin (*ibid.* p. 253 et suiv.), — ajournement de la suite de la discussion (*ibid.* p. 254); — Duportail, ministre de la guerre demande la prorogation du mode de remplacement des officiers (26 octobre 1791, t. XXXIV, p. 431); — observations de Lacombe-Saint-Michel (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 432); — rapport par Albitte (31 octobre, p. 535 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 536 et suiv.). — *Discussion :* Taillefer, Jaucourt, Lemontey (7 novembre, p. 679 et suiv.); — Albitte, rapporteur, Carnot-Feuleins, Jaucourt, Rouyer (10 novembre, p. 729 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera fait lecture de tous les projets de décret proposés (*ibid.* p. 731); — projets de décret de Jaucourt et de Merlin (*ibid.*); — la priorité est accordée au projet de Jaucourt (*ibid.*). — Adoption de l'urgence

Officiers militaires (*Suite*).

et du préambule du projet de décret (*ibid.* p. 732 et suiv.). — Art. 1er : Letourneur, un membre, Rouyer (*ibid.* p. 733) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 2 : Gohier, Rouyer, Aubert-Dubayet, Carnot-Feuleins jeune, Gérardin, Aubert-Dubayet, un membre, Carez, Rouyer, Lagrévol, Léopod, un membre, Delacroix, Carez (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 736) ; — observations de Lacépède, Lagrévol, Grangeneuve, Briche (*ibid* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décide qu'il sera procédé à une nouvelle épreuve sur l'article 2 (*ibid.* p. 737) ; — adoption de l'article 2 à la seconde épreuve (*ibid.*). — Adoption d'une modification au préambule du projet du décret relatif au remplacement des officiers (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 1) ; — *suite de la discussion* du projet de décret : Gohier, Carnot-Feuleins jeune, Rouyer, Lacuée jeune, Jaucourt, Gohier, Rouyer Dubois-de-Bellegarde, Léopold, Lameth, Merlin, Becquey, Merlin, Dumas, Delacroix (15 novembre, p. 81 et suiv.) ; — adoption des articles 3 et 4 (*ibid.* p. 84) ; — article additionnel proposé par Carnot-Feuleins jeune (22 novembre, p. 305) ; — adoption de cet article amendé par Delacroix (*ibid.*) ; — texte définitif de cet article devenu l'article 5 (*ibid.*). — Art. 6 : Albitte aîné, Lagrévol, Delacroix, un membre, Brissot de Warville (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 306) ; — reprise de la discussion de l'article 6, Voisard : Henry-Larivière, Delacroix, Mathieu Dumas, Delacroix (26 novembre, p. 386 et suiv.) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.* p. 387) ; — addition à l'article 2 proposée par Mathieu Dumas (*ibid.*) ; — observations de Lacuée jeune (*ibid.*(; — adoption de l'article 10 du projet du comité comme amendement à l'article 2 (*ibid.*) ; — Adoption sans discussion des articles 7 et 8 (*ibid.*). — Art. 9 : Mathieu Dumas, Delacroix (*ibid*, p. 388) ; — adoption (*ibid.*). — Art. 10 : Delacroix, Choudieu, Crestin, Lacombe-Saint-Michel, Cambon, Mathieu Dumas (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 389). — Adoption sans discussion de l'article 11 (*ibid.*). — Art. 12 : Thuriot, Rouyer (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*) ; — article additionnel proposé par Voisard (*ibid.*) ; — *discussion* : Gérardin, Delmas, Le Tourneur (*ibid.*) ; — adoption sauf rédaction (*ibid.*) ; — texte définitif (*ibid.*). — Relue du décret (29 novembre, p. 424) ; — adoption de plusieurs modifications (*ibid.* p. 424). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 425 et suiv.). — Le roi propose d'augmenter le traitement des officiers en temps de guerre (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 463). — Le ministre de la guerre demande si les officiers réintégrés dans leur grade doivent jouir des appointements dont ils avaient été privés (18 janvier p. 480). — Rapport par Mathieu Dumas sur la question posée par le ministre de la guerre de savoir si les officiers réintégrés dans leurs rangs

Officiers militaires (*Suite*).

et grades, en vertu du décret du 6 septembre 179 1, doivent être payés des appointements attachés aux places dont ils avaient été privés (29 mars 1792, t. **XL**, p. 665) ; — adoption des conclusions de ce rapport portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer (*ibid.*). — Demande du ministre de la guerre en faveur d'officiers privés de leur place (23 janvier, t. **XXXVII**, p. 597). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur les avances à faire aux officiers et autres agents militaires pour former leurs équipages (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 257 et suiv.). — *Discussion* (17 février, p. 597 et suiv.) ; — décret (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 125 et suiv.). — Le ministre de la guerre demande à être autorisé à donner des secours à titre d'avance aux officiers retirés depuis la nouvelle organisation de l'armée (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 365), — observation de Albitte (*ibid.*) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Demande du général Luckner en faveur des officiers de son armée (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 55 et suiv.). — Motion de Thuriot sur le mode de remplacement et d'avancement (28 février p. 158 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 159). — Pétition du sieur Moret en faveur des anciens officiers de l'armée de ligne. — Renvoi au comité militaire (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 64). — Plaintes au sujet de l'inexécution de la loi relative au remplacement des officiers (10 avril, p. 410). — Motion de Rouyer relative à l'avancement des officiers qui avaient été réformés (12 avril, p. 514) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 515). — Lettre du ministre de la guerre relative à l'insuffisance des sommes décrétées pour les équipages des officiers (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 369) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*) ; — rapport par Lafon-Ladebat sur la formation des équipages et sur les appointements des officiers lorsqu'ils entreront sur le territoire étranger (1er mai, p. 592) ; — projet de décret (*ibid.* p. 593) ; — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Les officiers à la suite des nouveaux corps de Paris demandent à être employés dans la formation des nouvelles légions (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 402) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Les officiers à la suite des corps résidant à Paris demandent audience (3 mai, p. 723). — Jour fixé (*ibid.*). — Mémoire de Duverger relatif au remplacement des officiers (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 410). — Merlin demande que les comités diplomatique et militaire présentent un mode de réception des officiers (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 108 et suiv.) ; — adoption de cette motion (*ibid.* p. 109). — Lettre du ministre de la guerre sur le payement des officiers en numéraire et sur la fourniture des rations (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 346) ; — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 347). — Sont compris dans l'exception portée dans

Officiers militaires (*Suite*).

les décrets des 24 juin et 13 décembre 1791 relatifs aux formalités pour toucher dans les caisses nationales (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 7). — Adoption d'un projet de décret relatif à la participation des officiers réformés des régiments provinciaux aux avantages accordés aux autres officiers réformés et renvoi du décret au comité militaire pour rédaction (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 309). — Texte du décret proposé par le comité (31 mai, p. 369); — adoption (*ibid.* p. 370). — Réclamations des officiers relativement aux embarras qu'ils éprouvent pour vivre avec des assignats (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 668); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Projet de décret relatif au rang que doivent occuper les officiers nouvellement promus aux différents grades (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 82 et suiv.). — Adoption, sauf rédaction, de l'urgence et des articles du projet (*ibid.* p. 83). — Texte du décret (29 juin, p. 665); — adoption (*ibid.*). — Les commissaires de la trésorerie nationale demandent que le délai porté par l'article 2 de la loi du 29 avril 1792 soit prorogé (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 48); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Renvoi à la commission extraordinaire des Douze d'une motion de Basire relative à leur licenciement (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 24); — ajournement (*ibid.* p. 35). — Décret portant que tous les officiers seront nommés par les soldats (12 août, p. 79). — Les officiers suspendus ou destitués sont tenus de s'éloigner à une distance de 20 lieues de l'armée où ils étaient employés (20 août, p. 417). — Avances à faire aux officiers chargés de la formation des corps de nouvelle levée (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 338). — Ordre du jour sur une pétition pour leur choix au scrutin épuratoire (13 septembre, p. 616).

Officiers de fortune. Rang qu'ils doivent prendre dans les compagnies de vétérans (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 563 et suiv.). — On demande que les officiers de fortune comptent pour leur avancement, à compter du jour qu'ils ont été soldats (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 317); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Réclamation des officiers ci-devant dits de fortune (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 350 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 351).

Section 3e. — Officiers absents, déserteurs, émigrés. — Coupé annonce la désertion d'une partie des officiers du 36e régiment en garnison à Saint-Servan et à Saint-Malo (11 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 153); — renvoi au pouvoir exécutif et au ministre de la guerre (*ibid.*). — Désertion de 12 officiers du 60e régiment, ci-devant Languedoc, en garnison à Orange (*ibid.*). — Tout officier qui abandonnera ses fonctions sans congé sera réputé déserteur (9 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 725). — Etat à fournir des officiers absents. — Revue générale ordonnée (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 425). — États adressés par le ministre de la guerre (2 décembre p. 506 et suiv.). — Cambon demande que les ministres de la guerre et de la marine fournissent l'état de radiation des officiers qui ont abandonné leur poste ou refusé de prêter le serment civique (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 714 et suiv.); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 715); — observation du ministre de la guerre (*ibid.* p. 719); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Dépôt par le ministre de la guerre de la liste des officiers déchus par leur absence ou leur refus d'avoir prêté le serment (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 44); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 45). — On demande un décret au sujet des officiers rentrés lors des revues municipales (12 février, p. 414). — Dénonciations contre le ministre de la guerre pour n'avoir pas exécuté le décret sur les remplacements des officiers (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 158); — l'Assemblée décrète que le ministre de la guerre rendra compte incessamment de l'état du remplacement des officiers (*ibid.*); — compte rendu du ministre de la guerre (2 mars, p. 309 et suiv.); — observations de Carnot-Feuleins jeune, Carnot aîné, Rouyer, Aubert-Dubayet, Thuriot (*ibid.* p. 309 et suiv.); — décret sur le remplacement des officiers (*ibid.* p. 310). — Compte à rendre de l'état des poursuites contre les officiers déserteurs de leur poste (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 78). — Délai fixé pour l'envoi de l'état nominatif de tous les officiers qui ont abandonné leur régiment sans congé (10 avril, p. 463). — Compte à rendre de l'état des poursuites dirigées contre eux (15 avril p. 686). — Rapport et projet de décret, présentés par Lacombe-Saint-Michel, sur la réintégration de plusieurs officiers, qui, ne s'étant pas trouvés à la revue de rigueur décrétée le 11 décembre 1791, ont eu néanmoins des raisons valables d'absence (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 321). — *Discussion* (24 avril, p. 332 et suiv.); — adoption avec modification (*ibid.* 333). — Texte du décret (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande à l'Assemblée de statuer sur les peines à leur infliger (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 318). — Motions de Lacombe-Saint-Michel et Bréard sur le même objet (14 mai, p. 321 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 322). — Liste à adresser à l'Assemblée de tous les officiers qui ont quitté leurs drapeaux sans démission depuis l'amnistie (17 mai, p. 516). — Le comité de législation fera un rapport sur la confiscation de leurs biens (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 85). — Envoi à faire à l'Assemblée de l'état des officiers émigrés (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 494). — État des officiers (18 juillet, p. 580). — Le ministre de la guerre rendra compte des mesures qu'il a prises pour faire pour-

Officiers militaires (*Suite*).

suivre les officiers qui ont emporté les caisses des régiments et fait déserter des cavaliers avec des chevaux (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 243). — L'état des officiers déserteurs sera affiché dans tous les départements (30 juillet p. 278). — Lettre du ministre de la guerre rendant compte des motifs qui ont retardé la publicité de cette liste (4 août 476 et suiv.).

Section 4e — Officiers retraités. — Proposition du ministre de la guerre relative à leurs traitements (23 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 597); — renvoi au comité de liquidation (*ibid*). — Rapport par Ramel sur les secours provisoires à accorder aux officiers retraités (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 553 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 554). — Discussion du projet du décret sur les secours provisoires à leur accorder. — Adoption de l'urgence et des articles 1, 2 et 3 (29 février 1792, t. **XXXIX**, p. 197). — Art. 4 : Cambon (*ibid.*); — Adoption (*ibid.*). — Art. 5 : Carnot-Feuleins jeune (*ibid.*). — Adoption (*ibid.*). — Adoption de l'article 6 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Décret relatif aux pensions de retraite à accorder aux officiers des troupes provinciales supprimées par la loi du 20 mars 1791 (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 525).

Art. 2. — *Officiers nationaux de différentes armes et de diverses classes.*

Section 1re — Officiers d'artillerie.
Section 2e — Officiers des états-majors.
Section 3e — Officiers de la garde nationale.
Section 4e — Officiers de la gendarmerie nationale.
Section 5e — Officiers du génie.
Section 6e — Officiers de ligne.
Section 7e — Officiers de marine.

Section 1re — Officiers d'artillerie. — Des officiers d'artillerie demandent à retirer leur démission. — Renvoi au comité militaire (8 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 162). — Etat des officiers d'artillerie qui, sans être en congé, n'ont pas paru à la revue décrétée par la loi du 11 décembre 1791 (8 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 275); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Motion relative à la situation des lieutenants d'artillerie en résidence dans les place (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 202); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport par Albitte (10 avril, p. 452); — projet de décret (*ibid.* p. 453); — ajournement (*ibid.*). — Rapport par Lacombe-Saint-Michel sur le remplacement des officiers d'artillerie (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 32); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet décret (*ibid.*, p. 33). — Renvoi au comité militaire d'obvervations des officiers d'artillerie (8 juin, p. 703). — Vues du ministre de la guerre, sur la demande des officiers connus sous le noms d'anciens garçons-majors d'artillerie (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359).

Section 2e — Officiers des états-majors. — Lettre du ministre de la guerre demandant si la retenue du dixième sur les appointements doit continuer à leur être faite (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 448); — renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une décision sur la question de savoir si la retenue du dixième sur le traitement des officiers majors des places doit être continuée (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 481); — renvoi aux comités militaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite une somme de 400,000 livres pour être distribuée à titre de secours aux ci-devant officiers d'état-major des places (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 492). — Décret relatif aux pensions à accorder aux officiers d'état-major des places, supprimés par la loi du 10 juillet 1791 (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 524).

Section 3e. — Officiers de la garde nationale. — Dispositions les concernant (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 469 et suiv.). — Gratification d'entrée en campagne (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 126). — Le comité militaire présentera un projet du décret pour les faire jouir des mêmes avantages que les officiers des troupes de ligne relativement aux décorations militaires (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 257); — rapport par Gasparin (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 110); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Ils demandent qu'il leur soit accordé les mêmes lettres de commission qu'aux officiers des troupes de ligne. — Renvoi au comité militaire (21 mai 1792, t. **XLIII**, p. 618). — Dispositions relatives à leur logement (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 15). — Ils sont admissibles aux places d'aides de camp des inspecteurs des troupes de la marine (31 mai, p. 403). — Dispositions sur l'élection aux places dans les états-majors de la garde nationale dans les villes de 50,000 âmes et au-dessus (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 199). — Dispositions sur l'élection aux places d'officiers des chasseurs volontaires nationaux (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 578). — Ils peuvent être admis aux places d'officiers de la marine (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 663).

Section 4e. — Officiers de la gendarmerie nationale. — Rang que doivent prendre entre eux les officiers qui y ont été admis (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 503). — Date à partir de laquelle courront leurs appointements (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 100). — Dispositions diverses relatives aux officiers de gendarmerie (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 641 et suiv.). — Demande relative à leur résidence (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 479); — déclaration qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette demande (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 21). — Inscription

Officiers militaires (*Suite*).

ouverte en faveur des officiers réunis sous les drapeaux de la liberté, à compter du 12 juillet 1789, pour former une gendarmerie nationale à pied (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 507). — Les officiers licenciés pourront être réélus (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32), (12 août, p. 80), (13 août, p. 88). — Le comité militaire fera un rapport sur le mode de nomination des officiers dans tous les départements de l'Empire (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 626). — Ils recevront en franchise les lettres et paquets qu'ils s'adresseront mutuellement pour leur service (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 232). — Décret sur le traitement à faire aux officiers de gendarmerie supprimés (11 septembre, p. 574).

— Voir *Gendarmerie nationale*.

Section 5e. — *Officiers du génie*. Etat du remplacement de ceux qui ont abandonné leur poste (4 avril 1792, t. **XLI**, p. 202). — Le pouvoir exécutif est autorisé à employer le nombre d'officiers du génie qui sera nécessaire pour fortifier et défendre les postes avancés du camp de Paris (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 222).

Section 6e. — *Officiers de ligne*. Rapport par Delacroix sur le rappel des officiers employés dans les bataillons de volontaires nationaux (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 499); — projet de décret (*ibid.*). — Adoption du projet de décret sur le rappel des officiers employés dans les bataillons de volontaires nationaux (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 463 et suiv.). — Prorogation du délai à l'égard de ceux qui occupent des emplois d'adjudant-major dans les gardes nationales (18 mars 1792, t. **XL**, p. 111). — Rang que prendront les officiers de ligne dans la gendarmerie nationale (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 503). — Les officiers des nouveaux régiments de ligne formés de la garde nationale de Paris sont admis à la barre et prêtent le serment civique (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 718). — Pétition du sieur du Moret en faveur des anciens officiers de l'armée de ligne. — Renvoi au comité militaire (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 64). — Cas où les officiers réformés peuvent obtenir des emplois dans les troupes de ligne (10 avril, p. 463). — Demandes de pensions par plusieurs officiers (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 716), (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 492).

Section 7e. — *Officiers de marine*. Le ministre de la marine demande qu'on règle le sort des anciens officiers des classes supprimés. — Renvoi au comité de marine (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 309). — Etat des officiers des classes supprimés (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 257). — Le comité de marine fera un rapport sur leur remplacement (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 529). — Liste des officiers de la marine de Brest absents sans congé ni permission le 20 novembre 1791 (t. **XXXVI**, p. 235 et suiv.), (p. 237). — Pétition des citoyens actifs de la ville de Brest relative à l'absence d'officiers de marine (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 20 et suiv.). — Pétition des citoyens de la ville de Rochefort relative au même objet (*ibid.* p. 21 et suiv.). — Relevé des congés et prolongations de congés accordés à des officiers de la marine depuis le 15 octobre jusqu'au 31 décembre 1791 (*ibid.* p. 23 et suiv.). — Liste des officiers de marine absents à la revue extraordinaire du 20 novembre 1791 (13 janvier, p. 379 et suiv.). — Le ministre de la marine annonce la radiation de plusieurs officiers qui ont refusé de prêter le serment civique (26 janvier, p. 668). — Jagot demande que les officiers de marine soient tenus de produire un certificat de résidence (*ibid.*); — débat: Maribon-Montaut, Cambon, Sers, Grangeneuve (*ibid.* et pages suivantes); — ordre du jour (*ibid.* page 669). — Lettre du ministre de la marine au sujet de leurs traitements (28 janvier, pages 731); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Le ministre de la marine fournira l'état de radiation des officiers qui ont abandonné leur poste ou refusé de prêter le serment civique (28 janvier, page 714 et suivantes). — Lettre du ministre de la marine relative au décret du 28 janvier 1792 sur le traitement des officiers supprimés (1er février 1792, t. **XXXVIII**, p. 59); — renvoi au comité de marine (*ibid.*); — rapport par Grégoire (6 février 1792, p. 241 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 243). — Deuxième lecture (18 février, p. 634). — Troisième lecture (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 360 et suiv.); — observations de Grangeneuve, Seranne et Maribon-Montaut (*ibid.* p. 362). — Ajournement (*ibid.* p. 362). — Lettre des administrateurs du district et des officiers municipaux de la commune de Brest, qui annonce la désertion presque totale des officiers de marine (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 120 et suiv.); — observations de Goujon, Letourneur, Delacroix, Richard, Delaporte (*ibid.* p. 121); — renvoi aux comités de législation et de marine réunis (*ibid.*). — Bréard dénonce l'absence des officiers du port de Roquefort (*ibid.* p. 122). — Motion de Rouyer relative au payement d'un supplément de 300 livres de traitement aux officiers d'infanterie de marine (6 février, p. 232); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Rapport par Le Tourneur sur la revue générale de formation du corps de la marine (6 février, p. 232 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 233); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Renvoi au comité de marine d'un article additionnel de Rouyer tendant à exempter de la revue les officiers attachés aux administrations publiques (8 février, p. 274); — adoption de cet article (9 février, p. 297). — Projet de décret présenté par Grégoire tendant à faire concourir au service et aux places de la marine

Officiers militaires (*Suite*).

les officiers retirés qui demandent à y rentrer (11 février, p. 431). — Deuxième lecture (18 février, p. 634 et suiv.). — Troisième lecture (14 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 689 et suiv.). — *Discussion*. — Adoption de l'article 1er (*ibid.* p. 690). — Art. 2 : Merlin, Rouyer, Delacroix, Albitte, Aubert-Dubayet (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 691). — Art. 3 : Rouyer (*ibid.*). — Adoption (*ibid.*). Texte des articles décrétés (*ibid.*). — Texte définitif du décret (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 592). — Lettre du ministre de la marine relative au payement des appointements des officiers (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550). — Rappar Cavelier sur le payement des appointements des officiers de marine (26 avril 1792, t. **XLII**, p. 411 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 412); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Rapport par Rouyer sur le remplacement des officiers de la marine (1er mai, p. 589 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 591 et suiv.). — Ajournement de la discussion du projet de décret sur le remplacement des officiers de marine (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 358). — *Discussion* : Kersaint (31 mai, p. 378 et suiv.); — projet de décret proposé par Kersaint (31 mai, p. 385 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression de ce projet de décret (*ibid.* p. 388). — Décret sur la nomination et l'avancement des officiers d'artillerie et d'infanterie de marine (31 mai, p. 400 et suiv.). — Les comités militaire, colonial, de marine et des finances réunis feront un rapport sur la solde des officiers employés aux colonies (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31). — Demande relative au payement du traitement des officiers de marine (17 juillet, p. 541); — renvoi aux comités de marine et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*) — Question du ministre de la marine sur leur payement (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 117); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Tout officier qui refusera le service pour lequel il sera requis, sera déchu de son emploi (27 juillet, p. 180). — Décret sur l'uniforme des officiers de vaisseau (16 septembre 1792, t. **L**, p. 36 et suiv.). — Décret sur les retraites et le mode d'avancement et de remplacement de ces officiers (17 septembre, p. 74 et suiv.). — Décret sur les congés à accorder aux officiers de tout grade (*ibid.* p. 77). — Décret concernant ceux qui ont obtenu de l'avancement pendant la dernière guerre (18 septembre, p. 114). — Demande d'interprétation de la loi du 8 juin 1792 concernant les officiers de santé de la marine (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 251); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

Art. 3. — *Officiers étrangers.*

Section 1re. — Officiers étrangers en général.

Section 2e. — Officiers suisses en particulier.

Section 1re. — Officiers étrangers en général. Ceux qui sont retirés hors du royaume avec

Officiers militaires (*Suite*).

une pension continueront à en jouir. — Augmentation qu'obtiendront ceux qui s'établiront en France (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 567). — Le ministre de la guerre fait part des offres de service faites par des officiers généraux (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 47); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Coustard (29 mai, p. 246); — projet de décret (*ibid.*); — adoption (*ibid.* p. 247). — Renvoi au comité de législation d'une motion tendant à donner la qualité de citoyen français aux officiers qui auraient servi dans les armées françaises (28 mai, p. 236). — Lettre du ministre des affaires étrangères relativement à l'admission d'officiers étrangers dans nos armées (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 466); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Admission de quatre étrangers aux places d'officiers généraux dans les armées françaises (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 246). — Projet de décret relatif aux aides de camp qu'il est nécessaire d'accorder aux quatre officiers généraux étrangers qui doivent être employés aux armées (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 501 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 502). — Décret relatif aux avantages à faire à ceux qui sont employés dans les armées françaises (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 33), (29 août, p. 93). — Renvoi au comité de marine de la demande de plusieurs officiers étrangers pour être employés dans la marine nationale (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 349); — rapport par Le Tourneur (5 juin, p. 585 et suiv.); — ajournement (*ibid.* p. 586).

Section 2e. — Officiers suisses en particulier. Pétition relative à une indemnité pour les franchises dont ils jouissaient (27 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 392); — renvoi aux comités militaires et des contributions publiques réunis (*ibid.*). — Le ministre de la guerre prie l'Assemblée de prendre en considération le sort de ceux qui ont des pensions (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 509); — renvoi aux comités de liquidation et militaire réunis (*ibid.*). — Demande du ministre de l'intérieur relative au payement des pensions dues aux officiers suisses retirés dans leur patrie (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 544); — renvoi aux comités diplomatique et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Faculté qui leur est accordée de rester au service de la France (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 419). — Renvoi au comité militaire de pièces relatives à la démission de plusieurs d'entre eux (21 août 1792, t. **XLVIII**, p. 562).

Officiers de santé aux armées. Traitement de ceux qui seront conservés à l'Hôtel des invalides. — Pension accordée à ceux qui obtiennent leur retraite (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 558). — Supplément de traitement accordé à ceux qui sont embarqués sur les vaisseaux de l'Etat (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 272 et suiv.). — Don patriotique des officiers de santé du camp de Soissons (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 278). — Décret sur leur traite-

Oise (Département de l') (*Suite*).

(*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Art. 2: un membre (*ibid.*); — adoption (*ibid*). — Art. 3: Romme, Merlet, Mailhe, Daverhoult, Reboul (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 632). — Adoption sans discussion des articles 4 et 5 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 633). — Le ministre de la guerre demande à être autorisé à envoyer des troupes de Paris dans le département de l'Oise (19 février, p. 655); — discussion à ce sujet: Aubert-Dubayet, Saladin, Viénot-Vaublanc, Rougier-La-Bergerie, Voysin de Gartempe, Delmas, Delaporte, Cambon, Duhem (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée accorde l'autorisation (*ibid.* p. 657). — Gouy-d'Arsy rend compte de sa mission (21 février, p. 724 et suiv.). — Observations de Rougier-La-Bruyère (*ibid.* p. 727). — Compte rendu du ministre de la guerre (*ibid.* p. 728 et suiv.). — Lettre des administrateurs du département au sujet des troubles de Noyon et de Compiègne (22 février 1792, t. XXXIX, p. 3 et suiv.). — Lettre des officiers du 2e bataillon des volontaires de l'Yonne (24 février, p. 47). — Communication de différentes pièces par Rougier-La-Bergerie et par le ministre de la guerre (24 février, p. 47), (p. 57), (25 février, p. 77), — par le ministre de la guerre (25 février, p. 83 et suiv.), — par Viénot-Vaublanc (26 février, p. 114 et suiv.). — Lettre des administrateurs du directoire de l'Oise (28 février, p. 169). — Renseignements fournis par Bertaut, citoyen-grenadier (29 février, p. 223), — par Coupé (3 mars, p. 339 et suiv.); — par le ministre de l'intérieur (4 mars, p. 378 et suiv.), — par Taillefer (8 mars, p. 469).

Volontaires nationaux. — Ils expriment leur désir de combattre les ennemis de la Constitution (5 février 1792, t. XXXVIII, p. 186). — Des citoyens de Beauvais se plaignent de ce que des volontaires du 2e bataillon aient été réformés pour défaut de taille (10 février 1792, t. XXXVIII, p. 346); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 347). — Le 1er bataillon demande à servir aux colonies (1er avril 1792, t. XLI, p. 55); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre sur les réclamations du 3e bataillon (18 avril 1792, t. XLII, p. 125); — renvoi au comité militaire (*ibid.*) — Lettre du ministre de la guerre relative à l'habillement du 3e bataillon (9 juin 1792, t. XLV, p. 1); — — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 2).

Olea, biscayen libre. Présente une pétition (28 mai 1792, t. XLIV, p. 173).

Oldeniel, citoyen de Pont-à-Mousson. Fait un don patriotique (12 mai 1792, t. XLIII, p. 265).

Oléron (Ile d'). Règlement sur les expéditions de grains pour cette île (28 janvier 1792, t. XXXVII, p. 734). — Adresse d'adhésion des citoyens aux décrets de l'Assemblée nationale (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 277). — Don patriotique de quatre volontaires (5 septembre, 374).

Oletta (Commune d'). Chef-lieu de l'assemblée électorale du département de la Corse (13 août 1792, t. XLVIII, p. 100).

Oletta (District de). Le tribunal connaîtra des délits imputés aux sieurs Mariani, Fondaci, Savelli et Nobili-Savelli (23 août 1792, t. XLVIII, p. 633).

Olivant (Vincent), ex-président de la section des Quatre Nations. — Demande à être admis à la barre (5 décembre 1791, t. XXXV, p. 578). — — Fait hommage d'un plan sur les finances (p. 593).

Olivier, employé dans les bureaux de l'administration du département des Côtes-du-Nord. On annonce son enrôlement pour l'armée (5 mai 1792, t. XLIII, p, 34).

Olivier, ingénieur de la marine. Somme qui lui est due pour ses appointements (17 mai 1792, t. XLIII, p. 529).

Olivier, lieutenant-colonel du régiment suisse d'Ernest. — Inculpé par la municipalité de Marseille; Le ministre de la guerre rendra compte de sa conduite (7 novembre 1791, t. XXXIV, p. 678). — Rapport du ministre de la guerre sur sa conduite à Marseille (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 52 et suiv.).

Olivier-Gérente, député du district de Vaucluse. — 1792. — Est admis et prête serment (t. XLIX, p. 25). — Nommé à la Convention nationale (p. 608).

Oloron (District d').

Directoire. Mention honorable de son zèle (7 avril 1792, t. XLI, p. 293) (8 juillet 1792, t. XLVI, p. 244). — Décret sur la circonscription des paroisses (29 mai 1792, t. XLIV, p. 257 et suiv.).

Omaret. — 1791. — Fait hommage d'une manœuvre propre à sauver du naufrage les vaisseaux surpris par la tempête (t. XXXV, p. 418).

Opéra (Théâtre de l'). Don patriotique des entrepreneurs, artistes et ouvriers (26 mai 1792, t. XLIV, p. 124), (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 498). — Pétition des fournisseurs (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 271); — ordre du jour (*ibid.*).

Oplin. Dénonce le ministre de la guerre pour n'avoir pas exécuté la loi sur le remplacement des officiers (28 février 1792, t. XXXIX, p. 158). — Demande qu'il soit fait lecture de sa dénonciation à l'Assemblée (*ibid.* p. 166 et suiv.).

Oppositions. — Voir *Saisies*.

Oppositions aux mariages. Voir le décret sur la manière de constater les mariages, naissances et décès (t. L. p. 179 et suiv.).

Or. Présentation d'un nouveau procédé pour le purifier (6 mai 1792, t. XLIII, p. 59).

— Voir ***Espèces d'or***.

Orange (Commune d'). — Demande de réparations pour les logements de l'administration (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 349); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Lettre pour disculper la commune de s'être fédérée avec Marseille pour enlever à la justice les prisonniers détenus à Avignon (18 mars 1792, t. **XL**, p. 102); — renvoi au comité militaire (*ibid*). — Procès-verbaux concernant la distribution forcée d'armes déposées à la maison commune (26 mars, p. 484).

Orange (District d'). Proposition d'attribuer la connaissance des crimes commis à Avignon au tribunal de ce district (17 novembre 1791, t. **XXXLV**, p. 116). — Avis à donner sur les communes qui peuvent en être distraites pour être réunies aux départements voisins (26 mars 1792, t. **XL**, p. 493).

Oratoire (Prêtres de l'). — Leur suppression (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 247), (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 350).

Oratoires nationaux. Ceux qui seront déclarés inutiles pour le culte payé par la nation pourront être vendus pour tout autre culte (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 437). — Le nombre des cloches peut être réduit par arrêté des directoires de département (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 724).

Orban, sous-officier invalide. Présente une petition au nom de plusieurs vétérans (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 52). — Lettre du ministre de la guerre à ce sujet (22 juillet, p. 223).

Orbee (Commune d').

Tribunal de commerce. Projet de décret sur l'arrondissement du tribunal (10 mars 1792,t. **XXXIX**, p. 527 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur son arrondissement (17 mars 1792, t. **XL**, p. 91). — Pétition contre le projet de décret (24 mars, p. 434). — Troisième lecture du projet de décret (*ibid.* p. 440). — *Discussion :* Leroy, Tarbé, Cambon (*ibid.*); — ajournement (*ibid.*). — Pétition de Philippe relative à l'arrondissement proposé (24 mars 1792, t. **XL**, p. 434).

Orchies (Commune d'). Lettre et mémoire du procureur général syndic du département du Nord concernant la revendication de la maison des ci-devant capucins (21 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 265). — Adresse de dévouement (26 janvier 1792, **XXXVII**, p. 682). — Procès-verbal des préposés à la police du commerce extérieur au sujet de l'arrestation de particuliers exportant de l'or (9 avril 1792, **XLI**, p. 378). — Approbation de la conduite de la municipalité à propos de l'arrestation du numéraire (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 700). — Envoi de pièces relatives à une instruction commencée contre 7 jeunes gens prévenus d'avoir entretenu une correspondance avec les émigrés (8 mai 1792. t. **XLIII**, p. 162). — Lettre de Dumouriez sur la prise de cette ville (18 juillet 1792, t. **XVLI**, p. 581 et suiv.). — La municipalité demande à être indemnisée de ses pertes (27 juillet 1792, t. **XLVII**,

Orchies (Commune de) (*Suite*).

p. 179); — renvoi aux comités des finances et des secours publics réunis (*ibid.*). — Relation de l'affaire du 15 juillet 1792 (4 août, p. 484).

Ordinaire (S^r^), de Besançon. Fait un don patriotique (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 378).

Ordonnance des eaux et forêts. Pétition des habitants de la commune de Poigny demandant sa réformation (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 426).

Ordonnances en matière criminelle. Seront expédiées sur papier libre (7 avril 1792. t. **XLI**, p. 416).

Ordonnateurs. Les décrets qui les chargent de rendre compte de l'exécution des lois leur seront remis dans les 24 heures par les secrétaires de l'Assemblée (29 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 637).

Ordonnateurs des ports. Leurs fonctions et leur responsabilité (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 224).

Ordre du jour de l'Assemblée. Narbonne, ministre de la guerre, demande qu'il soit communiqué aux ministres (10 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 710). — Rapport sur les moyens de le faire (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 677 et suiv.).

Ordre judiciaire. Rapport à faire sur sa réforme (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 492).

Ordres militaires et religieux supprimés. Motion sur l'administration de leurs biens (17 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 105); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Motion de Mouysset relative à l'administration des biens des ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Lazare et autres (2 janvier 1791, t. **XXXVII**, p. 9 et suiv.), — renvoi au comité des domaines (*ibid.* p. 10); — rapport par Vincens-Plauchut (19 janvier, p. 525 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 527); — ajournement à huitaine de la seconde lecture (*ibid.*). — Deuxième lecture du projet de décret sur l'administration des biens des ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel, de Saint-Lazare et autres (17 mars 1792, t. **XV**, p. 86 et suiv.); — articles additionnels à ce projet de décret (*ibid.* p. 87). — *Discussion.* — Adoption de l'urgence (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 1 et 2 (*ibid.*). — Art. 3 : un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 4: un membre (*ibid* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 88). — adoption sans discussion des articles 5, 6 et 7 (*ibid.*). — Art. 8 : Juéry (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — adoption des articles 9 à 12 (*ibid.* et p. suiv.). — Art. 13 : Basire, Guadet, Chéron-La-Bruyère, Maribon-Montaut (*ibid.* p. 89); — rejet (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Voir *Malte* (*Ordre de*).

Orfèvrerie. — Pétition du commerce de l'orfèvrerie demandant la suppression du contrôle

Orne (Rivière d') (*Suite*).

1792, t. **XLIII**, p. 60); — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.*). — Pétition relative aux travaux pour la rendre navigable (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 636).

Ornements des églises. Proposition relative à leur répartition entre les diverses paroisses (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 723).

Orphelins. On emploiera de préférence pour le service des infirmeries invalides et des hospices militaires, les orphelins des citoyens tués à la guerre (19 septembre 1792, t. **L**, p. 146).

Orthez (Commune d'). Pétition pour le remboursement à l'hôpital de la dépense faite pour les enfants trouvés (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 542), — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département des Basses-Pyrénées (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 332).

Orthez (District d'). Décret sur la circonscription des paroisses (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 255 et suiv.).

Orthographe. Pallet fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Eléments d'orthographe* (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 329).

Orval (Abbaye d'). Lettre du ministre de l'intérieur sur une demande des religieux (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 75) ; — renvoi aux comités diplomatique et des domaines réunis (*ibid.*). — Saisie des bestiaux et séquestre des biens de la maison de Blanchampagne qui en dépendent (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 170).

Orvigné (D'). Fait hommage d'un ouvrage sur les tontines immobilières (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Osselin. — Fait hommage de la première épreuve de l'*Almanach du juré français* (23 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 323).

Osselin, officier municipal de Paris. Porte plainte contre le colonel Lavol (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 65).

Ossement (D'). Don patriotique (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 596).

Ostende (Port d'). Déclaration du roi de Hongrie portant que les navires français non armés en guerre pourront fréquenter librement le port (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 370).
— Voir *Brest* (*port de*). — *Hongrie*.

Ostin, professeur émérite en l'Université de Reims. — Présente une pétition (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 71).

Otto (Georges), cavalier au régiment de Royal-Allemand. Sa solde continuera à lui être payée jusqu'à ce qu'il ait obtenu une place (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 240).

Oudart, président du tribunal du 3e arrondissement de Paris. Dénonce une tentative de corruption des sieurs Philibert et Massonier (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 123).

Oudet, officier municipal de Paris. — Fait hommage d'un écrit ayant pour titre : *Observation sur la pétition faite le 5 décembre* 1791 (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 427).

Oudet *père et fils*. — Font hommage d'un ouvrage sur les successions (23 décembre 1791 t. **XXXVI**, p. 323).

Oudin, de Paris. Fait un don patriotique (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 610).

Oudot, député de la Côte-d'Or. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 60). — Prête serment (p. 76). — Membre du comité des décrets (p. 415). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 620 et suiv.). — Parle sur l'affaire Delattre (t. **XXXV**, p. 347). = **1792**. — Membre du comité des décrets (t. **XXXIX**, p. 468). — Fait un rapport sur l'indemnité due aux gendarmes nationaux de service à la Haute-Cour nationale (t. **XL**, p. 98 et suiv.), — un rapport sur les dépenses occasionnées par la correspondance de l'Assemblée avec la Haute-Cour nationale (p. 99). — Soumet à la discussion son rapport sur l'indemnité due aux gendarmes nationaux de service à la Haute-Cour nationale (t. **XLII**, p. 5 et suiv.). — Fait un rapport sur l'état des procédures instruites par la Haute-Cour nationale (t. **XLIV**, p. 178 et suiv.). — Présente un projet d'acte d'accusation contre Larivière, juge de paix de la section d'Henri IV (p. 428), (p. 465). — Remet un don patriotique (t. **XLV**, p. 192). — Son opinion, non prononcée, concernant la suppression des droits censuels et casuels (p. 349 et suiv.). — Communique un état des procédures instruites devant la Haute-Cour (p. 411). — Parle sur la conduite des habitants de Dijon (p. 498), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 556 et suiv.), (p. 613), (p. 614). — Remet une adresse du conseil général de la commune de Beaune (t. **XLVII**, p. 211). — Présente nn projet de décret tendant à charger le comité d'inspection de surveiller l'expédition des discours et autres pièces aux corps administratifs (p. 518). — Annonce que le sieur Passerat, curé de la Rochepot s'est enrôlé pour aller défendre la patrie (t. **XLIX**, p. 471).

Ouessant (Ile d'). Le ministre de la marine propose divers objets relatifs aux signaux établis dans l'île (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 342) ; — renvoi aux comités de la marine et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Demande relative au remplacement du gouverneur (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 679). — Décret créant un maitre d'équipage entretenu (25 août, p. 698).

Ourscamps (Commune d'). Procès-verbal relatif à des troubles dans le département de l'Oise (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 346).

P

Paris (Jean), d'Angers. Fait un don patriotique (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 327).

Paris (Ville de Paris).

§ 1er. *Commune de Paris.*

§ 2. *Département de Paris.*

§ 3. *Districts ruraux.*

§ 4. *Evêque.*

§ 5. *Tribunaux.*

§ 6. *Volontaires nationaux et autres militaires.*

§ 1er. **Commune de Paris.**

Art. 1er. *Objets concernant la commune comme ville et lieu.*

Art. 2. *Officiers municipaux en général, représentants, etc.*

Art. 3. *Conseil général de la Commune de Paris.*

Art. 4. *Sections de Paris.*

Art. 5. *Citoyens. — Adresses. — Pétitions. — Dons patriotiques.*

Art. 6. *Hôpitaux.*

Art. 7. *Juges de paix.*

Art. 8. *Etat de tranquillité ou de trouble dans la ville.*

Art. 9. *Mesures à prendre contre les attaques extérieures.*

Art. 10. *Paroisses de Paris.*

Art. 1er. *Objets concernant la commune, comme ville et comme lieu.* — Lettre du ministre des contributions publiques concernant les mesures à prendre pour la liquidation des dépenses pour la clôture de Paris. — Renvoi au comité de liquidation (9 novembre 1791, t. XXXIV, p. 719). — L'archiviste remettra au comité de liquidation toutes les pièces relatives à la clôture de Paris (18 janvier 1792, t. XXXVII, p. 481). — Rapport par Pyrot (21 février 1792, t. XXXVIII, p. 744). — Sur la motion de Pyrot, l'Assemblée décrète que tous les créanciers, pour la clôture de Paris, présenteront leurs mémoires au ministre des contributions publiques (25 février 1792, t. XXXIX, p. 74). — Adoption d'une nouvelle rédaction du décret du 25 février sur la liquidation des mémoires des entrepreneurs, fournisseurs et ouvriers de la clôture de Paris (11 avril 1792, t. XLI, p. 499 et suiv.). — Renvoi au comité des domaines d'une motion concernant la vente des matériaux de la clôture des murs de Paris (11 mai 1792, t. XLIII, p. 254). — Le ministre de la justice demande l'établissement d'un dépôt général pour y réunir les minutes et expéditions de plusieurs dépôts (24 décembre 1791, t. XXXVI, p. 371). — Mention honorable de la conduite de la municipalité, de la garde nationale et des pompiers pendant l'incendie de l'hôtel de la Force (24 janvier 1792, t. XXXVII, p. 611). — Décret sur le payement des frais de transport des livres provenant des établissements supprimés (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 275 et suiv.). — Demande de secours pour les pauvres (29 février 1792, t. XXXIX, p. 221). — Difficultés entre le département et la municipalité relativement à l'assiette des impositions. — Décret (1er mars, p. 260). — Le ministre des contributions publiques rendra compte, par écrit, de l'état de perception des contributions directes dans la municipalité de Paris et des causes qui s'opposent à la confection des rôles (6 juin 1792, t. XLIV, p. 638). — Compte rendu du ministre des contributions publiques sur l'état de la confection des rôles et du recouvrement des contributions directes (11 juin 1792, t. XLV, p. 94). — Le ministre des contributions publiques rendra compte de l'état de la confection des rôles des contributions foncière et mobilière de la municipalité de Paris pour 1791 (10 juillet 1792, t. XLVI, p. 302). — Etat de la confection des rôles et pétition des employés chargés de la confection des rôles (18 août 1792, t. XLVIII, p. 339 et suiv.). — Projet de décret relatif aux dispositions particulières destinées à rendre applicable à la commune de Paris la nouvelle organisation de la contribution foncière pour 1794 (21 août, p. 554 et suiv.). — Lettres du procureur général syndic signalant que les contributions mises en recouvrement excèdent de 2 millions la somme demandée (16 septembre 1792, t. L, p. 51), (p. 57). — Décret autorisant la municipalité à imposer 2,071,042 livres en sus du montant de la contribution mobilière de 1791 (17 septembre, p. 95).— Etat des baptêmes, mariages et sépultures pendant l'année 1791 (28 avril 1792, t. XLII, p. 477). — Projet de décret relatif au payement des rentes dues aux anciens propriétaires des maisons démolies en vertu de l'édit de septembre 1786 (29 août 1792, t. XLIX, p. 98). — Présentation d'un plan relatif à des embellissements à faire à Paris (10 juillet 1792, t. XLVI, p. 297); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Le décret portant révocation de l'édit de Louis XIII relatif à la procession du 15 août sera envoyé à la commune (14 août 1792, t. XLVIII, p. 116). — Il sera affiché dans la ville un Bulletin officiel de la situation de l'Empire et de la correspondance des commissaires de l'Assemblée nationale aux armées (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 246). — Suppression du privilège de poste royale ou poste double (3 septembre, p. 324). — Exception en faveur de Paris au décret concernant la remise à faire par les départements de l'intérieur des deux tiers des armes qu'ils ont reçues (16 septembre 1792, t. L, p. 60).

Art. 2. — *Officiers municipaux en général, représentants, etc.* La municipalité est admise à la barre. — Discours de Bailly (7 octobre 1791, t. XXXIV, p. 114). — Pétition concernant les billets de confiance (21 octobre, p. 329). — Réclamation des bouchers contre la municipalité. — Renvoi au pouvoir exécutif (18 novembre 1791, t. XXXV, p. 136).

Paris (Ville de) *(Suite)*.

— La municipalité demande une interprétation de la loi sur la nécessité de la résidence dans le royaume pour le payement des pensions (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 55). — La municipalité présente à l'Assemblée les nouveaux officiers de la garde nationale (15 décembre p. 119). — Rapport par Espariat sur la demande formée par la commune de Paris d'une avance de 300,000 livres par mois jusqu'au 31 décembre 1791 (30 décembre p. 667) ; — projet de décret (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Adresse relative à l'affranchissement du droit de timbre sur les certificats de résidence exigés par les caisses publiques (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 500). — La municipalité prie l'Assemblée de fixer son attention sur le projet d'un canal par la rivière d'Aube (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 246). — Discours des nouveaux officiers municipaux (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 58). — La municipalité demande audience (28 mars 1792, t. **XL**, p. 563). — Admise, elle présente une adresse relative aux entreprises des administrateurs du département (29 mars, p. 680 et suiv.) ; — renvoi aux comités de division, des finances et de législation (*ibid.* p. 683). — Pétition de la municipalité relative à la dette de la ville (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 522 et suiv.) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 524). — Projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur l'avance demandée d'une somme de 200,000 livres pour les frais du culte (1er mai, p. 595.— Il est voté des remerciements à la municipalité (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 428). — Réclamation du sieur Balzac contre l'ancienne municipalité (2 juin p. 463), — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Rapport par Pastoret sur la pétition de la municipalité relative aux entreprises des administrateurs du département (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 280 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 283). — Demande relative aux dépenses qu'entraînera la fédération de 1792 (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 129). — La municipalité est invitée à se rendre à l'Assemblée (7 juillet, p. 213). — Elle s'y rend et est invitée à redoubler de zèle dans l'exercice de ses fonctions (*ibid.* p. 235 et suiv.). — La municipalité demande un secours de 180,000 livres (10 juillet, p. 320) ; — renvoi aux comités de commerce et de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Les officiers municipaux demandent si le département a eu le droit de leur ordonner de nommer aux fonctions de maire par intérim (11 juillet, p. 328). — Les officiers municipaux préviennent qu'un mandat d'amener a été décerné contre Pétion et Manuel (*ibid.* p. 363). — Adresse des officiers municipaux relative à la suspension de Pétion et de Manuel (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 216). — La municipalité rendra compte des motifs qui déterminent à recevoir au château des Tuilleries des particuliers armés qui n'y sont pas de service (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 213). — La municipalité demande une avance de 1,800,000 livres pour les approvisionnements de la ville (31 juillet, p. 327) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances et de commerce réunis (*ibid.*). — Les officiers municipaux donnent des renseignements sur l'état de la ville (nuit du 9 ou 10 août, p. 623). — On annonce qu'il vient de se former une double mucicipalité dans la maison commune (10 août, p. 634). — Nomination d'une députation de 12 membres chargée de se rendre à la maison commune (*ibid.* p. 639). — Admission à la barre des nouveaux représentants de la commune de Paris (*ibid.* p. 641). — Les représentants de la commune de Paris demandent que le roi soit logé au Temple (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 78). — Ils feront convertir en bouches à feu les monuments en bronze qui se trouvent dans l'enceinte de Paris (14 août, p. 116). — Demandent des mesures sur la délivrance des passeports (*ibid.* p. 127 et suiv.) ; — décret (15 août. p. 161). — La municipalité visera les passeports des ambassadeurs et des ministres étrangers et les surveillera (23 août, p. 662). — Les commissaires provisoires, représentants de la commune de Paris, justifieront des pouvoirs qu'ils ont reçus du peuple (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 111). — Le président et le sercrétaire greffier du conseil général de la commune sont mandés à la barre (*ibid.* p. 112 et suiv.). — Décret relatif à la cessation des fonctions des commissaires nommés par les 48 sections et à leur remplacement par des commissaires provisoires (30 août, p. 118). — Décret portant que la commune provisoire a bien mérité de la patrie (*ibid.*). — Exposé de la conduite du conseil général de la municipalité provisoire (31 août, p. 144 et suiv.). — Exposé de la conduite du président de la commune dans l'affaire du sieur Girey-Dupré (*ibid.* p. 152). — L'Assemblée décrète le rapport du décret qui prescrit que les commissaires provisoires de la commune de Paris justifieront de leurs pouvoirs et déclare que ces commissaires ont bien mérité de la patrie (1er septembre, p. 169). — Proclamation aux citoyens de Paris (2 septembre, p. 200). — Observations du ministre de l'intérieur sur les commissaires de la commune de Paris envoyés dans les départements (13 septembre, p. 600) ; — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Projet de décret portant réorganisation de la commune de Paris présenté par Thuriot (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 194) ; — *Discussion* (*ibid.* p. 200) ; — adoption (*ibid.* p. 201). — Décret mandant les officiers municipaux à la barre (17 septembre 1792, t. **L**, p. 70). — Les membres de la commune sont rendus responsables de la sûreté des prisonniers et sont chargés de fournir les noms des personnes constituées en état d'arrestation (*ibid.* p. 94). — Décret accordant une avance de 1,800,000 livres à la municipa-

Paris (Ville de) (*Suite*).

lité (*ibid.* p. 95.) — La municipalité est chargée de faire bonne et sûre garde au garde-meuble (18 septembre, p. 123). — Il sera procédé à la réélection de tous les membres de la municipalité (19 septembre, p. 138). — Les commissaires de la commune rendent compte de leur conduite (20 septembre, p. 191).

Art. 3. — *Conseil général.* — Il demande audience (11 mars 1792. t. XXXIX, p. 562). — Il est admis. — Discours (*ibid.* p. 567). — Arrêté concernant la cocarde nationale (2 août 1792 t. XLVII, p. 392). — On annonce qu'il a été suspendu par les sections (10 août, p. 634). Rend compte de l'état de la ville de Paris (11 août 1792, t. XLVIII, p. 14). — Rend compte des mesures qu'elle a prises (*ibid.* p. 25). — Il sera mis à sa disposition une somme de 100,000 livres (12 août, p. 67). — Rend compte des mesures qu'il a prises (*ibid.* p. 69). — L'administration du département de Paris cessera sa surveillance sur les actes de sûreté générale et de police des représentants de la commune de Paris (*ibid.* p. 74). — Les commissaires de la commune demandent s'ils doivent accorder un passeport au sieur Saint-Vincent, colonel du 21e régiment (*ibid.* p. 76). — L'Assemblée confie la garde du roi à la commune (*ibid.* p. 78). — Pétition pour demander qu'il soit sursis à la formation du directoire du département (*ibid.* p. 79). — Communication de l'arrêté de la commune qui loge le roi au Temple (13 août, p. 98 et suiv.). — Pétition pour demander la création d'une cour martiale (14 août, p. 130). — Pétition pour demander le jugement des coupables (15 août, p. 181), (17 août, p. 297). — Compte rendu d'une expédition dans les communes voisines de Paris (20 août, p. 422 et suiv.). — Fonds mis à sa disposition pour l'entretien du roi (22 août, p. 431). — Demande la suppression de la Haute-Cour nationale (23 août, p. 672). — Mention honorable de sa conduite dans l'arrestation de Garot (24 août, p. 691). — Nullité du mandat d'arrêt décerné contre Girey-Dupré. — Invitation de se renfermer dans les bornes prescrites par la loi sur la police générale (31 août 1792, t. XLIX, p. 142). — Dénonciation d'un arrêté relatif aux assemblées primaires (1er septembre, p. 163). — Augmentation du nombre de ses membres (2 septembre, p. 202). — Il sera procédé à la réélection de tous ses membres (19 septembre 1792, t. L, p. 138).

Art. 4. — *Sections de Paris :*

I. — Sections en général ou plusieurs réunies.

II. — Sections individuelles par ordre alphabétique.

1° *Sections en général ou plusieurs réunies.* — Pétition des 48 sections, relative aux subsistances (13 novembre 1791, t. XXXV, p. 56 et suiv.); — renvoi aux comités réunis d'agriculture, du commerce et de législation (*ibid.* p. 58). — Adresses de félicitations (25 décembre 1791, t. XXXVI, p. 372). — Pétition de plusieurs citoyens relative à la formation des sections (6 mai 1792, t. XLIII, p. 56); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Pétitions relatives à la permanence des sections : — pétition de la section du Luxembourg (30 mai 1792, t. XLIV, p. 314), — de la section des Lombards (*ibid.* p. 351); — de la section de Mauconseil (31 mai, p. 360). — Il leur est voté des remerciements (31 mai, p. 428). — Demande de leur permanence (17 juin 1792, t. XLV, p. 325 et suiv.), (25 juin, p. 576). — Défilé des sections au milieu de l'Assemblée (20 juin, p. 419). — La permanence des sections est ordonnée (25 juillet 1792, t. XLVII, p. 143). — Adresse pour demander la déchéance du roi et la nomination d'un nouveau ministère (3 août, p. 125 et suiv.). — Pétition demandant la publicité des séances des sections (5 août, p. 502); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.*). — Les adresses et pétitions des sections seront renvoyées sans lecture à la commission extraordinaire (8 août, p. 557). — On annonce que les sections ont suspendu le conseil général (10 août, p. 634). — Décret convoquant les sections pour la nomination de nouveaux juges de paix (*ibid.* p. 675). — Pétition relative à la division de Paris en 83 sections (31 août 1792, t. XLIX, p. 134). — Décret relatif à une levée de volontaires sur la totalité des sections armées (1er septembre, p. 172). — Les citoyens qui voudront armer des défenseurs de la patrie, porteront leurs armes dans leurs sections respectives (3 septembre, p. 232). — Décret relatif à la convocation des assemblées de sections (*ibid.* p. 234). — Liste des commissaires de l'Assemblée envoyés dans les sections (3 septembre, p. 276). — Compte rendu des commissaires envoyés dans les sections (4 septembre, p. 347 et suiv.), (p. 350 et suiv.), (5 septembre, p. 352). — Mention honorable de la conduite des sections (5 septembre, p. 352). — Fourniront, sous huitaine, l'état des effets nationaux déposés dans leurs arrondissements respectifs (15 septembre 1792, t. L, p. 15). — Obligation pour les citoyens de se faire enregistrer dans une section (19 septembre, p. 317). — Les commissaires des sections déposeront à la caisse de l'extraordinaire l'argent et les assignats provenant des églises (*ibid.* p. 148). — Formation d'un établissement de courriers composé de citoyens élus dans chaque section (*ibid.* p. 151 et suiv.).

2° *Sections individuelles par ordre alphabétique.*

Section des amis de la Patrie. — Voir *Section du Ponceau.*

Section des Arcis. Exprime ses inquiétudes sur le maire de Paris (nuit du 9 au 10 août 1792,

Paris (Ville de) (*Suite*).

t. **XLVII**, p. 624). — Adresse de dévouement (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 376 et suiv.).

Section de l'Arsenal. Adresse concernant le décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 21); — l'Assemblée en décrète l'impression et la distribution (*ibid.*). — Don patriotique (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 311). — Désaveu d'une pétition présentée au nom des sections (5 août, p. 503 et suiv.). — Adresse relative à la déchéance du roi (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 41). — Copie de la délibération prise le 8 août (12 août, p. 65). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 547).

Section de Beaubourg, autrement de *la Réunion*. Prestation de serment par le président et le commandant en chef (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 380). — Observations sur les inconvénients des compagnies franches (7 septembre, p. 451).

Section de Beaurepaire. — Voir *Section des Thermes de Julien*.

Section de la Biblothèque, autrement des *Filles-Saint-Thomas* ou de 1792. Don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 124). — — Invitation à l'Assemblée d'assister à une messe à la mémoire de Gouvion (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 225). — Arrêté portant désaveu de l'adresse pour la déchéance du roi (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 501). — Pétition présentée par d'autres commissaires demandant la publicité des séances des sections (*ibid.* p. 502). — Députation pour féliciter l'Assemblée et demander à changer le nom de la section (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 93 et suiv.); — renvoi à la commune de Paris (*ibid.* p. 94). — Prestation du serment par le président et par les citoyens (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 417). — Félicitation à 300 volontaires de la section (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 450). — Demande relative à la délivrance des passeports (8 septembre, p. 480). — Défilé devant l'Assemblée des canonniers de la section (11 septembre, p. 572). — Pétition au sujet du sieur Guillaume, directeur de la caisse de secours (14 septembre, p. 633).

Section de Bon-Conseil. — Voir *Section de Mauconseil*.

Section de Bondy. Adresse de dévouement des gardes nationaux (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 4 et suiv.). — Pétition de plusieurs citoyens en faveur de la caisse de commerce (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 15). — Mémoire sur l'organisation de la police de sûreté (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 688). — Pétition relative au service personnel dans la garde nationale (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 328.)

Section de Bonne-Nouvelle. Pétition pour le rétablissement de l'église Bonne-Nouvelle en église paroissiale (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 370). — Don patriotique (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 57); — Pétition pour demander le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 25 et suiv.). — Adresse sur les circonstances actuelles (14 juillet, p. 497). — Les citoyens communiquent leurs inquiétudes sur la formation des compagnies franches (20 septembre 1792, t. **L**, p. 153).

Section de la Butte des Moulins. — Voir *Section du Palais-Royal*.

Section des Carmélites. Don patriotique et adresse de dévouement des citoyens et des gardes nationaux (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 691).

Section des Champs-Elysées. Adresse de dévouement et don patriotique (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 664 et suiv.). — Envoi de commissaires dans cette section (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 432). — Compte rendu sur l'état de la section (*ibid.* p. 440). — Mesures prises pour la sûreté des personnes en état d'arrestation (18 septembre 1792, t. **L**, p. 125).

Section de la Cité. — Voir *Section de Notre-Dame*.

Section du contrat social. — Voir *Section des Postes*.

Section de la Croix-Rouge. — Pétition tendant à faire cesser les vexations que les Français éprouvent à l'étranger (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 101). — Pétition concernant le décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 16 et suiv.). — Délibération au sujet du surhausement des denrées coloniales (28 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 3 et suiv.); — motions de Broussonnet et Brémontier (*ibid.* p. 4); — l'Assemblée décide que le Président écrira à l'assemblée pour lui témoigner sa satisfaction, et décrète l'envoi de la délibération aux 83 départements (*ibid.*). — Pétition en faveur des ci-devant gardes françaises (2 février, p. 93); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Pétition pour que le chef du pouvoir exécutif soit assujetti au payement des contributions (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 564). — Don patriotique des citoyens (20 mai 1792, (t. **XLIII**, p. 593). — Pétition relative à la permanence des sections (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 215). — Pétition tendant à ce qu'il soit fait un fonds pour fabriquer des piques dans les 83 départements (30 mai, p. 358). — Adresse d'adhésion à la formation d'un camp de 20,000 hommes (11 juin 1792. t. **XLV**, p. 100 et suiv.). — Don patriotique des citoyens marchands d'habits (14 juin, p. 192). — Demande de la permanence des sections (17 juin, p. 325). — Dénonciation contre Lafayette (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 24). — Adresse demandant la déchéance du roi (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 140). — Des citoyens proposent des moyens pour combattre les ennemis (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 217). — Lettre du président de la section relative à une visite domiciliaire faite chez Moreton (16 septembre 1792, t. **L**,

Paris (Ville de) (*Suite*).

p. 56). — Lettre des citoyens sur le même objet (*ibid.* p. 57).

Section des Droits de l'homme.— Voir *section du roi de Sicile.*

Section des Enfants-Rouges. — Adresse de plusieurs citoyens concernant le décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 2). — Adresse de dévouement et don patriotique (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 466). — Adresse d'adhésion (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 164). — Serment des citoyens de ne pas violer l'asile de Louis XVI au Temple (4 septembre, p. 249). — Adresse de dévouement (5 septembre, p. 377). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (10 septembre, p. 547), — (12 septembre, p. 579). — Pétition relative aux prêtres (11 septembre, p. 574).

Section du Faubourg-Montmartre, autrement des *Petits-Pères.* — Dons patriotiques (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 307). — Don patriotique (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 170). — Adresse relative à la formation d'un camp de 20,000 hommes (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 55). — Pétition pour demander la permanence des sections et le licenciement de l'état-major de la garde nationale (25 juin, p. 576). — Adresse sur les événements du 20 juin (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359). — Les canonniers demandent à servir aux frontières (26 août 1792, (t. **XLIX**, p. 20). — Arrêté pris par la section (4 septembre, p. 351). — Proposition concernant les déserteurs (8 septembre, p. 463). — Défilé devant l'Assemblée des canonniers de la section (10 septembre, p. 541).

Section du Faubourg-Poissonnière. — Pétition relative aux ouvriers du camp sous Paris (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 513).

Section du faubourg Saint-Denis, autrement du *Nord*. Adresse d'adhésion (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 653 et suiv.). — Pétition en faveur de la caisse de commerce (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 15). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 362). — Défilé des trois bataillons devant l'Assemblée (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444). — Prestation du serment par le président et les commandants (*ibid.*).

Section des Fédérés. — Voir *Section de la Place Royale.*

Section des Feuillants. — Voir *Section des Tuileries.*

Section des filles Saint-Thomas. — Voir *Section de la Bibliothèque.*

Section du Finistère. — Voir *Section des Gobelins.*

Section de la Fontaine-de-Grenelle. — Adresse de félicitation et d'adhésion au décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 1); — débat sur l'insertion au procès-verbal : Chéron-La-Bruyère, Dorizy, Gohier (*ibid.*); — l'Assemblée décrète l'insertion (*ibid.*) p. 2). — Pétition pour demander des secours (1er janvier 1792, p. 727). — Pétition pour demander que tous les citoyens soient obligés de faire personnellement leur service dans la garde nationale (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 377). — Don patriotique des enfants de l'arrondissement de la rue de Bourbon (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 50). — Don patriotique des jeunes citoyennes (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 7). — Pétition relative à la permanence des sections (28 mai, p. 214). — Pétition relative à la suspension de la délivrance des passeports (29 mai, p. 287). — Adhésion à la formation du camp de 20,000 hommes (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 126 et suiv.).

Dénonciation contre Lafayette (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 25). — Pétition contre la suspension du maire (8 juillet, p. 250). — Pétition des volontaires en faveur du sieur Désormaux (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503). — Pétition concernant les femmes, enfants et parents des émigrés (10 septembre, p. 549).

Section de la Fontaine-Montmorency, autrement de *Molière* et la *Fontaine.* Don patriotique (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 463 — Députation et protestation contre la pétition contraire au camp de 20,000 hommes (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 225). — Pétition en faveur d'une victime du 10 août (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 369). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 542). — Pétition sur la formation de la Convention nationale (13 septembre, p. 624). — Mesures prises pour arrêter les désordres (17 septembre 1792, t. **L**, p. 91).

Section de la Fraternité. — Voir *Section de l'Isle.*

Section des gardes françaises. — Voir *Section de l'Oratoire.*

Section des Gobelins, autrement du *Finistère.* — Adresse d'adhésion (29 décembre 1791, (t. **XXXVI**, p. 632). — Pétition pour demander des mesures contre les accaparements (23 janvier 1792, (t. **XXXVII**, p. 604 et suiv.). — Pétition pour obtenir l'élargissement de plusieurs citoyens (26 février 1792, (t. **XXXIX**, p. 119). — Pétition au sujet de la nomination de Duport, ancien ministre de la justice, à la place d'accusateur public (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 46 et suiv.). — Don patriotique des citoyennes (*ibid.* p. 48).— Députation et adresse : — Les citoyens défilent dans l'Assemblée (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 274). — Don patriotique (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 67). — Justification des citoyens qui se sont rendus armés à l'Assemblée pour présenter une pétitio(22 juin, p. 480). — Pétition sur la questionde savoir si le roi peut apposer son veto sur les décrets de circonstance (25 juin, p. 576). — Le commissaire de police dénonce une lésion sur les intérêts de la nation

Paris (Ville de) (*Suite*).

dans la vente d'un cheval (*ibid.* p. 377). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet 1792, t. XLVI, p. 362). — Pétition en faveur de Pâris et Boulan (15 juillet, p. 497). — Adresse demandant l'élargissement des sieurs Pâris et Boulan (25 juillet 1792, t. XLVII, p. 140). — Désaveu d'une pétition concernant la Haute-Cour nationale (24 août 1792, t. XLVIII, p. 693).

Section de la Grange-Batelière, autrement de *Mirabeau* et du *Mont-Blanc*. Don patriotique des citoyens grenadiers (5 mai 1792, t. XLIII, p. 8). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (9 juillet 1792, t. XLVI, p. 256), (p. 290). — Présentation de 38 citoyens équipés par la section (5 août 1792, t. XLVII, p. 499). — Adresse d'adhésion (12 août 1792, t. XLVIII, p. 81). — Adresse relative à la formation du tribunal chargé de juger les crimes du 10 août (18 août, p. 363). — Dénonciation contre le pouvoir exécutif (5 septembre 1792, t. XLIX, p. 382). — Arrêté concernant la sûreté des personnes et des propriétés (8 septembre, p. 480).

Section des Gravilliers. Députation pour blâmer la pétition du département de Paris au roi (18 décembre 1791, t. XXXVI, p. 235). — Le juge de paix fait part de l'arrestation d'un particulier (31 mai 1792, t. XLIV, p. 370 et suiv.). — Il n'y a pas lieu à accusation contre ce particulier (*ibid.* p. 378). — Pétition relative à la suspension du maire et don patriotique (8 juillet 1792, t. XLVI, p. 251 et suiv.), (11 juillet, p. 361). — Pétition demandant la déchéance du roi (4 août 1792, t. XLVII, p. 472 et suiv.). — Question au sujet de Maupertuis, l'un des commandants de la garnison de Thionville (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 246). — Prestation du serment par le commandant de la section (5 septembre, p. 373), — Arrêté tendant à éclairer le peuple (7 septembre, p. 431). — Défilé du bataillon devant l'Assemblée (*ibid.* p. 444), — de la 6e compagnie (13 septembre, p. 617). — Pétition en faveur de Léonard Bourdon (15 septembre, p. 677).

Section de la halle aux blés. Adresse relative aux décrets contre les émigrants et les prêtres réfractaires (10 décembre 1791, t. XXXV, p. 719 et suiv.); — observations de Hua et Lecointe-Puyraveau (*ibid.* p. 720 et suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera fait mention honorable de l'adresse au procès-verbal (*ibid.* p. 721). — Adresse concernant le décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. XXXVI, p. 19 et suiv.). — l'Assemblée en décrète l'impression et la distribution (*ibid.* p. 21). — Déclaration qu'elle n'a pas signé la pétition dite des 8,000 (17 juin 1792, t. XLV, p. 328). — Adresse relative au rôle des impositions (8 juillet 1792, t. XLV, p. 245). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (12 juillet, p. 436). — Pétition relative aux élections pour la Convention nationale (16 août 1792, t. XLVIII, p. 289). — Demande à retirer les pouvoirs donnés à ses commissaires à la commune (29 août 1792 t. XLIX, p. 98). — Dons patriotiques (1er septembre, p. 170), (3 septembre, p. 263). — Prestation du serment du président et des citoyens. — Demande relative aux écoles primaires (6 septembre, p. 412 et suiv.). — Défilé devant l'Assemblée de la 2e compagnie de la section (8 septembre, p. 478).

Section des Halles. — Voir *Section du Marché des Innocents*.

Section Henri IV, autrement du *Pont-Neuf*. Adresse de félicitation (6 décembre 1791, t. XXXV, p. 598 et suiv.) — Don patriotique (22 mai 1792, t. XLIII, p. 668). — Don patriotique des apprentis orfèvres savoisiens (29 mai 1792, t. XLIV, p. 310). — Adresse de dévouement (12 juin, 1792 t. XLV, p. 104). — Don patriotique des apprentis (17 juin, p. 331). — Adresse désavouant une pétition demandant la déchéance du roi (9 août 1792, t. XLVII, p. 595). — Lettre du juge de paix de la section au sujet du sieur d'Affry (10 août, p. 644). — Adresse d'adhésion (*ibid.* p. 656). — Des citoyens annoncent qu'on a renversé la statue du roi dont la section porte le nom et demandent que la section soit autorisée à prendre le nom de *Section du Pont-Neuf* (14 août 1792, t. XLVIII, p. 115). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 336). — Don patriotique par des citoyennes (19 septembre 1792, t. L, p. 148). — Voir *Larivière, juge de paix*.

Section de l'Hôtel-de-Ville, autrement de la *Maison Commune*. Adresse à l'Assemblée (22 décembre 1791, t. XXXVI, p. 317). — — Don patriotique des jeunes citoyennes 14 mai 1792, t. XLIII, p. 329). — Des citoyennes demandent la permission de s'armer pour la défense de la capitale (31 juillet 1792, t. XLVII, p. 322); — ordre du jour motivé (*ibid.*).

Section des Innocents. — Voir *Section du Marché des Innocents*.

Section des Invalides. Lettre du juge de paix annonçant qu'il n'a pas été appelé à dresser procès-verbal d'un vol commis aux Invalides (30 mai 1792, t. XLIV, p. 348). — Don patriotique d'un citoyen (27 août 1792, t. XLIX, p. 37). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (5 septembre, p. 374). — Prestation au serment par le président de la section (*ibid.*), — par les commandants (7 septembre, p. 444). — Don patriotique des citoyennes de la section (16 septembre 1792, t. L, p. 49).

Section de l'Isle, autrement de la *Fraternité*. Don patriotique (21 août 1792, t. XLVIII,

Paris (Ville de) (*Suite*).

Section du Marché-Neuf. — Voir *Section de Notre-Dame.*

Section de Marseille. — Voir *Section du Théâtre Français.*

Section de Mauconseil autrement du *Bon-Conseil.* — Adresse concernant le décret sur les émigrés et les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 16). — Pétition pour demander la permanence des sections (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 360). — Pétition relative au relâchement dans le service de la garde nationale (4 juin p. 541). — Rétractation de signatures apposées à la pétition des 8000 (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 330). — Dénonciation contre La Fayette (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 247). — Pétition demandant la déchéance du pouvoir exécutif (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 145). — Arrêté de la section du 3 août (5 août, p. 458) ; — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 459) ; — rapport par Vergniaud déclarant cet arrêté inconstitutionnel (*ibid.* p. 475 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 477). — Nouvelle pétition pour demander la déchéance du roi (5 août, p. 505). — Des commissaires de la section font hommage d'une machine inventée par le sieur Renard (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 68). — Prestation de serment par le président et les commandants (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444). — Plainte des canonniers contre le ministre de la guerre (8 septembre, p. 475).

Section de Mil sept cent quatre-vingt-douze. — Voir *Section de la Bibliothèque.*

Section des Minimes. — Défilé devant l'Assemblé d'une compagnie de chasseurs volontaires (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 509).

Section de Mirabeau. — Voir *Section de la Grange-Batelière.*

Section de Molière et La Fontaine. — Voir *Section de la Fontaine-Montmorency.*

Section du Mont-Blanc. — Voir *Section de la Grange-Batelière.*

Section du Nord. — Voir *Section du Faubourg Saint-Denis.*

Section de Notre-Dame autrement de la *Cité* ou du *Marché-Neuf.* — Don patriotique du bataillon et des citoyennes (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 541). — Adresse d'adhésion (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 161). — Adresse relative à la formation du tribunal chargé de juger les crimes du 10 août (18 août, p. 363). — Défilé devant l'Assemblée de citoyens qui se rendent aux frontières (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 360), — de 34 canonniers (*ibid.* p. 375).

Section de l'Observatoire. — Adresse concernant le décret sur les émigrants (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 5). — Adresse concernant le décret sur les prêtres réfractaires (*ibid.* p. 21). — Don patriotique, pétition en faveur des gardes françaises et défilé devant l'Assemblée (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 551). — Réclamation contre l'arrestation d'un particulier (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 623 et suiv.) ; — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 624). — — Demande en faveur de Boulan et Pâris (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 91). — Pétition en faveur de Pâris et Boulan (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 497). — Pétition demandant l'élargissement des sieurs Pâris et Boulan (25 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 140). — Adresse d'adhésion (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 356). — Prestation de serment par des volontaires qui se rendent aux frontières (6 septembre, p. 396.) — Pétition relative à la formation d'une seconde compagnie franche. — Renvoi au pouvoir exécutif (9 septembre, p. 512).

Section de l'Oratoire autrement des *Gardes Françaises.* — Adhésion au décret sur les prêtres réfractaires et au décret sur les émigrés (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 10 et suiv.). — Don patriotique d'un citoyen (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 360). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet, p. 362). — Des citoyens déposent des effets d'argent trouvés au château des Tuileries (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 99). — Pétition en faveur du sieur Poussot (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 506).

Section du Palais-Royal autrement de la *Butte des Moulins.* — Demande de la destitution des membres du département qui ont signé la pétition tendant à provoquer le veto du roi sur le décret contre les prêtres réfractaires (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 232). — Dénonciation contre l'état-major de la garde nationale de Paris (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 126). — Don patriotique (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 290). — Pétitions relatives à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet, p. 362), (12 juillet, p. 367). — Pétition demandant la levée de la suspension du procureur de la commune de Paris (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 53). — Adresse de dévouement (6 août, p. 539 et suiv.). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 647 et suiv.).

Section du Panthéon. — Voir *Section de Sainte-Geneviève.*

Section des Petits-Pères. — Voir *Section du Faubourg-Montmartre.*

Section des Piques. — Voir *Section de la Place Vendôme.*

Section de la Place de Louis XIV, autrement du *Mail.* — Les citoyens de cette section demandent à être admis à la barre (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 490). — Admis ; demandent le rapport de la loi qui permet la vente de l'argent (19 février, p. 655). — Don

Paris (Ville de) (*Suite*).

patriotique (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 496). —Les grenadiers de la section rendent compte des sentiments du bataillon des Petits-Pères (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 35). — Les citoyens prêtent le serment de l'égalité (14 août, p. 130). — Pétition pour distribuer des cartouches aux citoyens armés (25 août, p. 714). — Craintes de la section au sujet des dernières nouvelles de Verdun (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 326). — Arrêté relatif aux dommages causés aux personnes ou aux propriétés (5 septembre, p. 372). — Arrêté relatif aux signataires de pétitions (6 septembre, p. 398). — Défilé devant l'Assemblée des canonniers et citoyens-soldats de la section (10 septembre, p. 541). — Prestation de serment par un canonnier invalide (12 septembre, p. 587).

Section de la Place Royale, autrement des *Fédérés*. — Blâme la démarche du directoire du département de Paris (13 décembre 1791, t. **XXXV**,, p. 88). — Rétractation par plusieurs citoyens de leur signature apposée à la pétition des 8,000 (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 330). — Pétition relative à la suspension du maire de Paris (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 252 et suiv.). — Défilé devant l'Assemblée des canonniers de la section (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550). — Prestation du serment par le président et le commandant de la section (*ibid.* p. 552).

Section de la Place Vendôme, autrement des *Piques*. — Pétition relative aux honneurs à décerner à ceux qui ont péri dans la journée du 10 août (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 128). — Défilé devant l'Assemblée des citoyens qui se rendent aux frontières (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 478).

Section du Ponceau, autrement des *Amis de la Patrie*. — Plainte contre les membres du département qui ont signé une pétition au roi (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 235). — Don patriotique d'un citoyen (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 332). — Défilé devant l'Assemblée des citoyens enrôlés pour les frontières (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 346). — Le bataillon de la section emportera avec lui le drapeau qu'il a conquis le 14 juillet 1789 (6 septembre, p. 399). — Plaintes contre les hussards de la liberté (16 septembre 1792, t. **L**, p. 55).

Section du Pont-Neuf. — Voir *Section Henri IV*.

Section de Popincourt. Proposition pour l'éducation d'enfants de citoyens morts pour la patrie (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 89).

Section des Postes, autrement du *Contrat social*. Adresse d'adhésion à la formation du camp de 20,000 hommes (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 276). — Le juge de paix fera passer une expédition de la procédure par lui commencée sur des faits intéressant la police de l'Assemblée (p. 330). — Don patriotique (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 24). — Pétition relative à

Paris (Ville de) (*Suite*).

la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet, p. 362). —Don patriotique (16 juillet, p. 500). — Des commissaires annoncent que l'excitation continue dans Paris (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 649). — Protestation contre l'arrestation des sieurs Chignard et Laurent (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 181). — Observations sur l'inactivité des troupes près de Sedan (2 septembre, p. 217). — Protestation de dévouement aux lois (5 septembre, p. 378). — Pétition pour demander que la peine de mort soit portée contre le vol (17 septembre 1792, t. **L**, p. 105).

Section des Quatre-Nations. — Plainte contre les membres du directoire du département qui ont signé une pétition au roi (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 235). — Des citoyens demandent audience (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 520). — Jour fixé (*ibid.*). — Don patriotique des citoyens et citoyennes (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 57). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 256), (10 juillet, p. 296). — Adresse sur les circonstances actuelles (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 178 et suiv.). — Défilé de 78 volontaires nationaux (30 juillet, p. 279). — Pétition sur l'empoisonnement de volontaires nationaux au camp de Soissons (5 août, p. 403). — Députation pour annoncer qu'il existe plusieurs souterrains sous le palais du Luxembourg (10 août, p. 658). — Des commissaires annoncent que les prisons de l'Abbaye sont attaquées (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 16). — Deux compagnies de chasseurs formées dans la section défilent devant l'Assemblée (11 août, p. 28).— Adresse d'une compagnie de chasseurs volontaires prête à marcher aux frontières (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 40). — Défilé devant l'Assemblée de 450 jeunes gens de la section qui se sont enrôlés pour aller aux frontières (31 août, p. 149). — Arrêté pris par la section (4 septembre, p. 351). — Prestation de serment par les canonniers (12 septembre, p. 592).

Section des Quinze-Vingts. — Adresse concernant le décret sur les prêtres réfractaires (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 18 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression et la distribution (*ibid.* p. 19). — Pétition pour la justification des citoyens de la section (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 552 et suiv.). — Le pouvoir exécutif fera délivrer une expédition du procès-verbal de la séance de la section dans la nuit du 19 au 20 juin (*ibid.* p. 565). — Le ministre de la justice écrit qu'il enverra ce procès-verbal incessamment (*ibid.* p. 577). — Le président de la section apporte une copie de ce procès-verbal (*ibid.* p. 579). — Envoi par le ministre de l'intérieur d'une autre copie de ce procès-verbal (26 juin, p. 592). — Députation des hommes du 14 juillet et du 10 août (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 284). — Récla-

Paris (Ville de) (*Suite*).

mation contre un acte illégal des officiers municipaux chargés de l'administration des hôpitaux (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 617). — Plaintes contre les ouvriers payés pour travailler au camp de Paris (18 septembre 1792, t. **L**, p. 117).

Section de la République. — Voir *Section du Roule.*

Section du Roi-de-Sicile, autrement des *Droits de l'Homme.* Lettre du juge de paix au sujet d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 37). — Don patriotique (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 327). — Don patriotique des cuisinières de la section (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 146). — Présentation d'une compagnie franche équipée (6 septembre, p. 417). — Défilé devant l'Assemblée de la seconde compagnie de la section et don patriotique (13 septembre, p. 618).

Section du Roule, autrement de la *République.* Don patriotique (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 428). — Pétitions relatives à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (8 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 247), (11 juillet, p. 324). — Déclaration d'un citoyen portant qu'il existe un souterrain sous les bâtiments du Temple (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 101 et suiv.). — Envoi de commissaires pour y rétablir le calme (24 août, p. 673); — compte rendu de la mission des commissaires (*ibid.* p. 675). Défilé devant l'Assemblée d'une compagnie de 150 hommes enrôlés pour la défense de la patrie (15 septembre 1792, t. **L**, p. 11). — Don patriotique des citoyennes (17 septembre, p. 72).

Section de la rue de Montreuil. Des citoyens de cette section demandent audience (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 444); — jour fixé (*ibid.*). — Don patriotique (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 354). — Le commissaire de la section envoie une affiche imprimée s'adressant aux Parisiens (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 210).

Section de la rue Poissonnière. — Plaintes contre les membres du département de Paris qui ont signé la pétition au roi (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 235). — Don patriotique (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 330). — Adresse sur les événements du 20 juin (11 juillet 1792, p. **XLVI**, p. 359).

Section de Sainte-Geneviève, autrement du *Panthéon.* Députation et adresse (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 54). — Don patriotique des citoyens marchands d'habits (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 192), — de jeunes écoliers (17 juin, p. 331). — Pétition relative à la suspension du maire de Paris (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 290). — Prestation de serment par le commandant (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444). — Défilé devant l'Assemblée de la seconde compagnie formée par la section (17 septembre 1792, t. **L**, p. 80).

Paris (Ville de) (*Suite*).

Section de Saint-Gervais. Don patriotique des élèves et des instituteurs (5 juillet 1792, t. **XVLI**, p. 146).

Section des Sans-Culottes. — Voir *Section du Jardin des Plantes.*

Section de la Sorbonne. Adresse de dévouement (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 36).

Section du Temple. Délibération relative à un arrêté de la section de Mauconseil (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 556). — Prestation de serment et demande de canons (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 455).

Section du Théâtre-Français, autrement de *Marseille.* — Députation pour présenter une adresse de dévouement (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 7 et suiv.); — pétition au sujet de l'invitation faite au roi par le département de Paris d'opposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires (*ibid.* et p suiv.); — débat : Basire, Masuyer, Merlin, Taillefer, Grangeneuve, Chabot, Thorillon, Daverhoult (*ibid.* p. 8 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'impression et la distribution de cette pétition (*ibid.* p. 9). — Pétitions (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 214), (31 mai, p. 370). — Adresse d'adhésion à la formation d'un camp de 20,000 hommes sous Paris (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 67). — Pétition pour l'incorporation des gardes françaises dans les bataillons de Paris (17 juin, p. 327 et suiv.). — Pétition relative à la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (11 juillet 1792, t. **XVLI**, p. 362). — Pétition demandant la levée de la suspension du procureur de la commune de Paris (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 53). — Pétition demandant la suppression de l'état-major de la garde nationale de Paris (4 août, p. 486 et suiv.). — Députation des gardes nationaux de la section (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 349). — Demande le rapport du décret d'accusation rendu contre Marat (21 août, p. 429). — Don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 264). — Don patriotique des citoyennes (5 septembre, p. 376). — Adresse en faveur des fédérés marseillais (13 septembre, p. 608). — Offre d'un détachement armé pour la garde du Corps législatif (17 septembre 1792, t. **L**, p. 105).

Section des Thermes-de-Julien, autrement de *Beaurepaire.* — Plainte contre les membres du département qui ont signé une pétition au roi (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 235). — Le président de cette section dit qu'il n'y a aucun dépôt de sucre dans l'église Saint-Benoît (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 666). — Adresse désavouant une pétition demandant la déchéance du roi (9 août 1792, t. **XLVII**, p. 594). — Pétition contraire (10 août, p. 641). — Arrêté relatif aux travaux du camp sous Paris (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337). — Prestation de serment par le commandant (7 septembre, p. 444). — Renvoi à la commission extraordinaire

Paris (Ville de) (*Suite*).

d'une adresse de la section (14 septembre, p. 642).

Section des Tuileries. Adresse relative au service dans la garde nationale (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 240). — Pétition pour le licenciement de la garde nationale (29 juin, p. 664). — Pétition concernant la conduite de La Fayette (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 498). — Arrêté de la section sur une demande de passeports par deux députés (20 juillet 1792, p. 694) ; — mention honorable de la conduite de la section (*ibid*. p. 695). — Pétition demandant la levée de la suspension du procureur de la commune de Paris (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 53). — Députation de 150 citoyens qui demandent à servir dans l'armée de Luckner (27 juillet, p. 207). — Dénonciation contre le ministre de la guerre par les 150 citoyens qui demandent à servir dans l'armée de Luckner (31 juillet, p. 311) ; — observations du ministre de la guerre (*ibid*. p. 318). — Envoi de commissaires pour calmer les personnes qui demandent la vie des officiers qui y sont détenus (10 août, p. 654). — Un commissaire informe l'Assemblée du danger que courent les Suisses (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 2).— Don patriotique d'un citoyen (12 août, p. 75). — Des citoyens présentent des ci-devant gardes suisses, bon patriotes (17 août, p. 316). — Don patriotique (23 août, p. 664). — Défilé devant l'Assemblée des volontaires qui se rendent aux frontières (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337). — Don patriotique (5 septembre, p. 382). — Prestation de serment par le président et les citoyens (6 septembre, p. 418) — par les canonniers (13 septembre, p. 599). — Le président de la section est mandé à la barre pour y rendre compte de l'arrestation du sieur Couturier, procureur de la commune de Versailles (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8) ; — compte rendu (*ibid*. p. 13). — Les commissaires du comité de surveillance de la section envoient le procès-verbal de la levée des scellés apposés sur les papiers de Dubouchage (16 septembre, p. 30).

Section du Val-de-Grâce. Pétition pour demander la mise en liberté du lieutenant des canonniers de la section (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 365).

Art. 5. — *Citoyens*. — *Adresses*. — *Pétitions*. — *Dons patriotiques*. — Pétition contre le privilège accordé aux anciens députés à l'Assemblée constituante d'assister aux séances dans des tribunes réservées (9 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 137). — Pétition en faveur des gardes françaises (14 octobre, p. 220. — Pétition concernant l'organisation des canonniers de la garde nationale (15 octobre, p. 235 et suiv.).— Pétition de quarante-huit citoyens qui ont fait le recensement dans les hôtels garnis (18 octobre, p. 264), (22 octobre, p. 344), (24 octobre, p. 385). — Plaintes contre la municipalité (26 octobre, p. 415). — Protestation contre la nomination de Bailly, maire de Paris, aux fonctions d'administrateur du département (6 novembre, p. 668 et suiv.). — Plaintes au sujet du retard apporté à l'organisation de la gendarmerie nationale (*ibid*. p. 670). — Pétition relative aux subsistances (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 56 et suiv.). — Adresses demandant l'arrêt de toute émission de billets dits de confiance (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 9 et suiv.). — Pétition de 800 citoyens relative aux mesures prises contre les émigrants et les prêtres réfractaires (13 décembre, p. 80 et suiv.) ; — réponse du président (*ibid*. p. 82) ; — Basire demande l'impression de cette pétition (*ibid*.) ; — débat : Gérardin, Chéron-La-Bruyère, Basire Garran-de-Coulon (*ibid*. et p. suiv.) ; — ordre du jour (*ibid*. p. 83). — Pétition et députation des hommes du 14 juillet (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432). — Pétition relative aux troubles d'Avignon (*ibid*. p. 436). — Adresse de reconnaissance d'une des sociétés des Amis de la Constitution (16 janvier, p. 437 et suiv.). — Adresse de félicitations et députation du bataillon de la section de Bonne-Nouvelle (*ibid*. p. 438). — Pétition relative à différents objets de finances (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 4) ; — renvoi au comité de législation (*ibid*.). Députation et adresse de dévouement du faubourg Saint-Antoine (12 février, p. 460 et suiv.) ; — mention honorable au procès-verbal (*ibid*.). — Pétition pour obtenir des lois provisoires sur le divorce et sur le sort des fils de famille, des filles et des femmes (13 février, p. 466). — Pétition des ci-devant employés aux barrières de Paris (19 février, p. 652). — Les citoyens des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau demandent à être admis à la barre (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 372). — Admis, ils protestent contre l'affichage d'une adresse au roi soi-disant signée par eux (6 mars, p. 428). — Réclamation au sujet de l'impression de leur pétition (14 mars, p. 720). — Députation de citoyennes qui demandent des piques et pour maîtres d'exercice, des ci-devant gardes françaises (6 mars, p. 423 et suiv.). — Pétition relative à l'arrestation du sieur Guillaume (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 48). — Pétitions de citoyens du faubourg Saint-Antoine relatives aux abus qui existent dans l'administration de l'hôpital des Quinze-Vingts (8 avril, p. 365). — Les citoyens du faubourg Saint-Antoine seront admis à la barre (9 avril; p. 391). — Adresse des élèves des écoles de Saint-Roch (20 avril 1792, t. **XLII**, p. 284). — Des citoyens demandent la mise à l'ordre du jour du rapport sur les dénonciations faites contre Duport-Dutertre, ancien ministre de la justice (28 avril, p. 499). — Pétition relative au traitement des ministres du culte catholique (29 avril, p. 507). — Pétition relative à la garde du roi (*ibid*. p. 508). — Pétition des employés au mettage à port et arrangement des bateaux (30 avril, p. 543).

Paris (Ville de) (*Suite*).

— Des citoyens dénoncent la non-exécution de la loi sur le séquestre des biens des émigrés (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 491). — Pétition relative au départ du roi (25 mai, p. 83). — Pétition relative aux événements du 20 juin (1er juillet 1792, t. **XLVI**, p. 23 et suiv.). — Lettre relative à la pétition des 8,000 (2 juillet, p. 74). — Des citoyens dénoncent le général La Fayette (4 juillet, p. 105), (8 juillet, p. 247). — Pétition demandant que la patrie soit déclarée en danger (10 juillet, p. 319). — Pétition pour demander que Manuel soit remis à son poste (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 92). — Pétition de trois citoyens canonniers qui se rendent aux frontières (*ibid.* p. 94). — Pétition d'un grand nombre de citoyens sur les circonstances actuelles (6 août, p. 524 et suiv.). — Adresse de félicitations (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 396).

Dons patriotiques.— Des enfants des écoles de la paroisse de Saint-Louis en l'Ile (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 731). — des enfants de l'école de charité de Saint-Eustache (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 106), — des forts du port aux blés (*ibid.*) — du bataillon des Petits-Augustins (*ibid.*, p. 123), des canonniers et sapeurs du bataillon de Saint-Méry (*ibid.* p. 160). — des élèves des écoles de la paroisse Saint-Roch (10 mai, p. 195), — du bataillon du Val-de-Grâce (11 mai, p. 237 et suiv.), — des jeunes filles d'une école du faubourg Saint-Antoine (12 mai, p. 266), — des enfants de l'école de la rue de Valois (*ibid.*), — des enfants de l'école de charité de la paroisse Saint-Merry (*ibid.* p. 287), — d'un citoyen de la section de l'Hôtel-de-Ville (13 mai, p. 307), — des jeunes filles de l'école Saint-Nicolas-des-Champs (*ibid.* p. 316), — des ouvriers en porcelaine (*ibid.* p. 317), — de la Société patriotique de la section du Luxembourg (14 mai, p. 326, — des élèves des écoles gratuites de Saint-Paul et Saint-Ambroise (15 mai, p. 395), — des élèves de Mme Cordonier (*ibid.*), — des élèves du collège des Quatre-Nations (*ibid.*), — des infirmes de la maison des Incurables (*ibid.*), — des jeunes filles de la paroisse Saint-Paul (*ibid.* p. 419), — des ouvriers composant l'imprimerie de la municipalité (20 mai, p. 593). — des citoyens qui forment le bataillon de Saint-Etienne-du-Mont (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 155, — d'un citoyen du Marché-Neuf (28 mai, p. 176), — des employés de la mairie (25 mai, p. 80 des employés de l'administration municipale des biens nationaux (31 mai, p. 395), — des compagnons serruriers (4 juin, p. 542), — des gardes nationaux de la section des Carmélites (6 juin, p. 691), — du bataillon de Saint-Merry (*ibid.* p. 704), — de citoyens (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 80), (12 juin, p. 105), (13 juin, p. 177), (15 juin, p. 240), (18 juin, p. 334), (27 juin, p. 629).

— Voir ci après, 662, à l'article 10, *Paroisses de Paris*, divers dons patriotiques faits par les membres du clergé.

Art. 6. *Hôpitaux.* Lettre de Champion, ex-ministre de l'intérieur, sur les hôpitaux de la ville de Paris (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 113).

Art. 7. *Juges de paix.* Les sections seront convoquées pour procéder à la nomination de nouveaux juges (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 675).

Art. 8. *Etat de tranquillité ou de troubles dans la ville.* La municipalité rendra compte des mesures prises pour faire cesser les troubles occasionnés par les accaparements (23 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 605). — Comptes rendus (24 janvier, p. 609 et suiv.), (26 janvier, p. 665 et suiv.). — Décret pour demander des comptes (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 546). — Comptes rendus (*ibid.* p. 554), (p. 555 et suiv.), — Compte rendu sur les troubles dans plusieurs départements des environs de Paris (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 568 et suiv.). — Propositions relatives à l'organisation de la police de Paris (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 716); — renvoi aux comités de législation et de division réunis (*ibid.*).— Le ministre de l'intérieur dénonce des rassemblements nocturnes (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 273); — débat : Foissey, Guadet, Couturier, Dubois-de-Bellegarde, Léonard Robin, Basire, Mayerne (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi aux comités des Douze et de surveillance réunis (*ibid.* p. 274), — rapport par Bigot de Préameneu (15 mai, p. 421 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 422); — projet de décret proposé par Carnot *aîné* (*ibid.* et p. suiv.); — — L'Assemblée décrète l'impression de ces projets de décret (*ibid.* p. 424). — Nouveau rapport par Bigot de Préameneu (18 mai, p. 543 et suiv.); — projets de décret sur la déclaration à faire par les habitants au comité de leur section des noms des personnes non domiciliées à Paris qu'ils logent chez eux (*ibid.* p. 544 et suiv.). — *Discussion générale :* Hérault de Séchelles, Dehaussy-Robecourt, Carnot *aîné*, Léonard Robin, Lasource, Ramond, Guadet, Quatremère-Quincy (*ibid.* p. 545 et suiv.). — *Discussion des articles.* Art. 1er : Duhem (*ibid.* p. 549); — adoption (*ibid.* p. 550). — Art. 2 : Crétet, Mathieu Dumas, Ramond, Henry-Larivière, Merlin, Crétet, Rougier-La-Bergerie, Bigot de Préameneu, *rapporteur*, Thuriot, Delaporte (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 551). — Art. 3 : Merlin, Henry-Larivière (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Adoption sauf rédaction de l'article 4 (*ibid.*). — Adoption des articles 5 à 9 (*ibid.*) — Texte du décret (19 mai, p. 567 et suiv.).— Observations de Fillassier (20 mai, p. 591). — Adoption d'un article additionnel (*ibid.*). — Texte définitif du décret *ibid.* et p. suiv.). — Le maire de Paris rendra compte tous les matins de la situation de la ville et les gardes y seront doublées (28 mai 1792,

Paris (Ville de) (*Suite*).

t. **XLIV**, p. 196). — Comptes rendus du maire (29 mai, p. 273 et suiv.), (30 mai, p. 338), (31 mai, p. 371 et suiv.), (1er juin, p. 439). — L'ordre donné au maire de rendre un compte journalier de la situation de la capitale est suspendu (1er juin, p. 39). — Communication par le ministre de l'intérieur d'une lettre du département de Paris relative à l'état de la ville (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 508 et suiv.); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 509); — rapport par Muraire (*ibid.* p. 516 et suiv.); — projet de décret portant que le ministre de l'intérieur rendra, tous les jours, un compte exact de l'état de la ville de Paris (*ibid.* p. 517); — adoption (*ibid.*). — Compte rendu du ministre de l'intérieur (25 juin, p. 561). — Lettre du maire de Paris sur l'état de la capitale (*ibid.*); — débat : Lecointe-Puyraveau, Delacroix, Choudieu, Basire, Lamarque, Calvet, Terrier, *ministre de l'intérieur* (*ibid.* et p. suiv.). — l'Assemblée décrète l'impression du rapport du ministre de l'intérieur, de la lettre du maire et l'envoi aux départements (*ibid.* p. 563). — Compte rendu du ministre de l'intérieur sur l'état de Paris (26 juin, p. 596), (27 juin, p. 623). — Le ministre de l'intérieur est dispensé de rendre compte de l'état journalier de la capitale (27 juin, p. 623). — Compte rendu par le maire (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 28). — Comptes demandés et rendus le 9 et le 10 août (9 août, p. 609), (p. 613 et suiv.), (nuit du 9 au 10 août, p. 623), (p. 626), (p. 629), (p. 630 et suiv.), (10 août, p. 637 et suiv.), (p. 674). (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 1), (p. 14), (p. 15), (p. 16), p. 25), (p. 33), (p. 38), (12 août, p. 69), (13 août, p. 98), (14 août, p. 127). — Annonce du massacre des personnes détenues dans les prisons de Paris. — Envoi de commissaires (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 216). — Compte rendu des commissaires (*ibid.* p. 219). — Renseignements fournis par la commune de Paris (3 septembre, p. 230); — Rapport par Baignoux sur les massacres *ibid.* et p. suiv.). — Lettre du ministre de l'intérieur sur ces événements (*ibid.* p. 233). — Détails fournis par des citoyens (*ibid.* p. 236 et suiv.). — Le ministre de l'intérieur demande qu'il soit pris des mesures pour rétablir le calme (3 septembre, p. 265 et suiv.). — Même demande de la part du ministre de la guerre (*ibid.* p. 270); — projet de décret concernant les mesures à prendre pour la tranquillité publique (*ibid.* p. 275 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 276). — Compte à rendre par la municipalité sur l'état de Paris (*ibid.* p. 277); — comptes rendus (*ibid.* p. 330), (4 septembre, p. 343), (6 septembre, p. 395 et suiv.), (7 septembre, p. 431), (8 septembre, p. 453), (9 septembre, p. 494), (10 septembre, p. 528), (11 septembre, p. 561), (12 septembre, p. 579), (13 septembre, p. 608), (14 septembre, p. 634 et suiv.), (p. 640), (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8), (16 septembre, p. 50), (17 septembre, p. 74), (p. 86 et suiv.), (18 septembre, p. 112), (19 septembre, p. 135), (20 septembre, p. 174). — Rapport sur les mesures à prendre pour la sûreté et la tranquillité publiques (18 septembre 1792, t. **L**, p. 123); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.), — adoption, sauf rédaction (*ibid.* p. 125). — Adoption de trois articles additionnels (19 septembre, p. 137). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

Art. 9. — *Mesures à prendre contre les attaques extérieures.* Compte à rendre par les ministres des moyens de pourvoir à la sûreté de la capitale (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 472), — compterendu par le ministre de la guerre (23 juin, p. 503). — Nouveau compte à rendre par les ministres (24 juin, p. 545). — Compte rendu (29 juin, p. 671 et suiv.). — Autorisation donnée à la commune de faire tous les travaux nécessaires à la défense. Assignation de fonds (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 311 et suiv.). — Lettre du ministre de la guerre sur la défense de Paris (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 207). — Décret relatif aux abatis et démolitions nécessaires pour la défense de la ville. — Maison assignée pour logement au général chargé de la défense (12 septembre, p. 586).

— Voir *Camp de Paris.*

Art. 10. — *Paroisses de Paris.* — Les chantres des différentes paroisses demandent audience (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 1). — Admis, ils sollicitent le payement de leur traitement (31 mars, p. 42); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Les enfants des écoles de la paroisse Saint-Roch demandent à être admis à la barre (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 212). — Les choristes, serpents et officiers laïcs des paroisses de Paris demandent audience (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 486); — jour fixé (*ibid.*); — Admis, ils sollicitent une décision sur leur pétition (29 avril, p. 508). — Dons patriotiques du curé et du vicaire de la paroisse Saint-Severin (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 105), — des curé et vicaires de la paroisse Saint-Augustin (18 mai, p. 533). — Les enfants de chœur des différentes paroisses demandent audience (*ibid.*). — Jour fixé (*ibid.* p. 534). — Admis, ils font un don patriotique (19 mai, p. 553).

§ 2. — Département de Paris.

Art. 1er. — *Objets concernant le département lui-même.*

Art. 2. — *Administrateurs du département.*

Art. 3. — *Conseil général du département.*

Art. 4. — *Directoire du département.*

Art. 5. — *Président.* — *Procureur général syndic.* — *Employés.*

Art. 1er. — *Objets concernant le département lui-même.* Exception à l'égard du département de Paris au règlement sur la répartition

Paris (Département de) (*Suite*).

des brigades de gendarmerie (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 98). — Lettre du ministre des contributions publiques sur la fixation des limites du département (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 240); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Rapport par Cazes sur la démarcation des limites du département de Paris et de celui de Seine-et-Oise du côté de Saint-Cloud (24 juin 1792, t. **XLV**, p. 529 et suiv.); — projet de décret portant que l'île du pont de Sèvres est comprise dans les limites du département de Paris (*ibid.* p. 531).

Art. 2.—Administrateurs du département. Lettre relative à l'organisation de la garde nationale (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 349). — Demande relative au payement des travaux faits pour la continuation de la collection des registres du Parlement de Paris (6 décembre, p. 601). — Des commissaires du département présentent un plan de palais national (12 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 459). — Lettre des administrateurs relative à une demande de la gendarmerie nationale (13 février, p. 466). — Lettre relative au mode d'exécution des condamnés à mort (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550 et suiv.). — Les administrateurs sont autorisés à envoyer des troupes dans les départements de l'Eure et de Seine-et-Oise (6 mars, p. 428). — Objets confiés à leur surveillance (17 mars 1792, t. **XL**, p. 90), (26 mars, p. 515 et suiv.). — Plaintes de la municipalité relatives aux entreprises des administrateurs (29 mars, p. 680 et suiv.). — Demandent audience (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 95), (3 avril, p. 101). — Ecrivent au sujet des besoins du service de la gendarmerie nationale destinée à la garde des prisons (3 avril, p. 104). — Discours en réponse aux plaintes de la municipalité de Paris (3 avril, p. 163 et suiv.). — Rapport par Pastoret sur sa pétition relative aux entreprises des administrateurs du département (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 280 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 283). — Guérin demande leur suspension (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 258 et suiv.); — renvoi à la commission extraordinaire des Douze (*ibid.* p. 259). — Demande relative à l'augmentation du nombre des juges des six tribunaux (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 156). — Réclamation contre des arrêtés pris par les administrateurs (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 480). — Mesures à prendre par les administrateurs pour faire vider l'emplacement qu'occupent les archives du ci-devant clergé dans l'ancien couvent des Grands-Augustins (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128). — Ils sont invités à se rendre à la séance du 7 juillet au soir (7 juillet, p. 213). — Introduits à la barre. — Discours qui leur est adressé pour le maintien de la Constitution (*ibid.* p. 235 et suiv.). — Demandent à être admis à la barre (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 65). — Admis, ils présentent des observations sur le défaut de complément du directoire du département (*ibid.* p. 92 et suiv.). —

Paris (Département de) (*Suite*).

Adressent l'état des personnes qui se sont fait inscrire pour réclamer la continuation de la solde accordée aux Acadiens et Canadiens (1er août, p. 333). — Mode de la formation d'une nouvelle administration (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32). — Prestation du serment des administrateurs provisoires et du procureur général syndic (22 août, p. 615). — Rapport à faire sur la question de savoir si on peut les remplacer par des commissaires aux contributions (22 août, p. 627).

Art. 3.— Conseil général du département. —Annonce son rassemblement extraordinaire sur la convocation du président (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 349). — Annonce la clôture de sa session extraordinaire (2 juin, p. 462 et suiv.).—Annonce son rassemblement (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 438). —Réclamation contre son arrêté qui suspend le maire et le procureur de la commune de Paris (1) (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 216).— Texte de cet arrêté (*ibid.* p. 226 et suiv.). — Le secrétaire du département déposera sur le bureau de l'Assemblée le registre des délibérations du conseil (9 juillet, p. 278). — Dépôt de ce registre (*ibid.* p. 287). — Il sera fait mention de son état au procès-verbal (*ibid.* p. 290). — Observations relatives à son complément (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 92 et suiv.); — renvoi aux comités de division et de législation (*ibid.* p. 93). — Le conseil rend compte des mesures qu'il a prises pour maintenir l'ordre. Il proteste de son dévouement (10 août, p. 637). — Mode de formation d'un nouveau conseil (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 32. — Il demande que le décret relatif à la résidence du roi au Luxembourg soit rapporté (*ibid.* p. 34).

Art. 4. — *Directoire du département.* — Députation admise à la barre. — Discours du président du directoire (7 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 115 et suiv). — Le directoire demande à être autorisé à faire continuer les ouvrages relatifs à l'achèvement du Panthéon français (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 552); — renvoi au comité des dépenses publiques (*ibid.*). — Adresse au roi pour le prier de refuser sa sanction au décret sur les prêtres réfractaires (8 décembre, p. 668 et suiv.); — observations de Lecoz sur cette adresse (10 décembre, p. 730 et suiv.). — *Pétitions sur l'adresse au roi du département de Paris pour le prier d'apposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires et demandant la mise en accusation du département.* — Pétition de la section de la Fontaine-de-Grenelle (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 1), — de la section du Théâtre-Français (*ibid.* p. 7 et suiv.), — de la section de l'Oratoire (*ibid.* p. 10), — de la section du Luxembourg (*ibid.* p. 14 et suiv.), — de la section de Mauconseil (*ibid.* p. 16), — de la

(1) — Voir ***Maire de Paris***. — ***Manuel***.

Paris (Département de) (*Suite*).

section de la Croix-Rouge (*ibid.* et p. suiv.), — de la section des Quinze-Vingts (*ibid.* p. 18 et suiv.), — de la section de la Halle-aux-Blés (*ibid.* p. 19 et suiv.), — de la section de l'Arsenal (*ibid.* p. 21), — de la section de l'Oratoire (*ibid.*). — L'Assemblée décrète le renvoi au comité de législation de toutes les pétitions qui demandent la mise en accusation du département (11 décembre. p. 9). — Le rapport sur l'adresse du directoire du département au roi pour le prier d'apposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires est ajourné au 25 janvier (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 513); — motion de Gaston pour hâter ce rapport (22 janvier, p. 592). — Rapport par Gorguereau sur l'adresse des membres du directoire du département de Paris pour prier le roi d'opposer son veto au décret sur les prêtres réfractaires (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 145 et suiv.), — texte de l'adresse au roi (*ibid.* p. 149 et suiv.); — projet de décret portant que cette adresse est nulle, illégale et inconstitutionnelle (*ibid.* p. 165). — *Discussion* : Delacroix, Pozzo-di-Borgo, Tardiveau, Mathieu-Dumas, Reboul, Vergniaud, Rougier-La-Bergerie (*ibid.* p. 166 et suiv.); — incident provoqué par Boullanger (*ibid.* p. 169 et suiv.); — l'Assemblée décrète le renvoi de l'adresse du directoire du département de Paris à la première section du comité de législation pour en faire un nouveau rapport (*ibid.* p. 171). — Opinions, non prononcées, sur l'adresse du directoire du département de Paris, de Dehaussy-Robecourt (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 22 et suiv.), de Chasteau (4 février, 1792 t. **XXXVIII** p. 172 et suiv.). — Le Directoire demande à être autorisé à dépasser le chiffre fixé par la loi pour l'établissement du tribunal criminel (27 decembre 1791, t. **XXXVI**, p. 444). — Le conseil de département demande la suppression de l'Université de Paris (28 décembre, p. 474). — Le directoire du département demande à présenter ses hommages à l'occasion du renouvellement de l'année (31 décembre, p. 696); l'Assemblée décide qu'elle ne recevra désormais ni députation ni compliment par écrit à l'occasion de la nouvelle année (*ibid.*). — Le Directoire demande l'organisation de deux compagnies de gendarmerie pour la garde des prisons (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 192). Le Directoire demande un secrétaire-greffier pour chacune des deux divisions de la gendarmerie nationale (13 février, p. 466). — Actes administratifs du directoire relativement aux contributions directes depuis la dernière session du conseil général (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550 et suiv.). — Lettre relative à l'exécution du décret d'accusation contre Delessart (11 mars, p. 560 et suiv.). — Demande de 36,845 livres pour supplément de dépenses de l'hôpital militaire pendant l'année 1791 (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 1); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Ecrit au sujet de la dette de la commune de Paris (2 mai, p. 669). — Demande un emplacement pour une prison (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 34); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Ecrit relativement aux créanciers des établissements ecclésiastiques supprimés (16 mai, p. 430). — Arrêté relatif à la fête décrétée en mémoire du maire d'Etampes (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 348). — Il lui est voté des remerciements (31 mai p. 428). — Il est dénoncé pour n'avoir pas fait exécuter la loi sur le séquestre des biens des émigrés (2 juin, p. 491). — Son arrêté relatif aux mesures à prendre pour assurer la tranquillité à Paris pendant la journée du 20 juin 1792 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 401). — Dénonce l'existence d'un rassemblement extraordinaire de citoyens armés (20 juin, p. 411). — Lettre de félicitations au sujet du décret sur les pétitionnaires (21 juin, p. 442 et suiv.). — Est invité à se rendre à l'Assemblée (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 213). — Il s'y rend et est invité à redoubler de zèle dans l'exercice de ses fonctions (*ibid.* p. 235 et suiv.). — L'Assemblée ordonne l'apport des registres courants de ses procès-verbaux et délibérations (9 juillet, p. 278). — Dépôt de ces pièces (*ibid.* p. 287). — Il sera fait mention de leur état au procès-verbal (*ibid.* p. 290). — Observations relatives à son complément (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 93); — renvoi aux comités de division et de législation (*ibid.*). — Mode de formation d'un nouveau directoire (11 août 1792. t. **XLVIII**, p. 32). — Il est sursis à cette formation (12 août, p. 79). — Envoie l'état des personnes qui se sont fait inscrire pour toucher la solde des Acadiens et Canadiens (1er août, p. 333), Il n'y a pas lieu de changer le nom du directoire (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 85). — Mémoire sur des distributions de pain faites aux pauvres (15 septembre 1792, t. **L**, p. 1). — Lettre sur la situation de la maison de secours (*ibid.* p. 9).

Art. 5. — *Président. — Procureur-général syndic. — Employés.*

Président. — Adresse un mémoire relatif à l'instruction publique et à l'université de Paris (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 474). — Questions qui lui sont adressées pour savoir s'il a reçu, dans la nuit du 5 au 6 août, une mission du département de la Seine-Inférieure (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 317).

Procureur-général-syndic. — Ses observations sur le décret relatif aux avances à faire à la maison de secours de Paris (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 8 et suiv.), — sur les plaintes de la municipalité de Paris (3 avril, p. 166 et suiv.). — Ecrit qu'il est le dépositaire de la clef du portefeuille de Delessart (13 avril, p. 575). — Lettre sur les mesures prises pour éviter les troubles (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 508 et suiv.). — Son rapport sur les événements du 20 juin (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 445 et suiv.). — Est mandé à la barre (9 août 1792,

Paris (Département de) (*Suite*).

t. **XLVII**, p. 606). — Rend compte des mesures prises pour la tranquilité publique (9 août, p. 609 et suiv.), (10 août, p. 658 et suiv.). — Demande la levée des scellés apposés au Luxembourg (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 31). — Annonce le départ de d'Abancourt pour Orléans (*ibid.*), (14 août, p. 120).

Employés. Prêtent serment (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 302).

§. **3**. **Districts ruraux**.

Se plaignent du délai que les sections de Paris apportent à la formation du département. (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 291). — Ordre du jour (*ibid.*). — Demandent une représentation de quatre députés à la Convention nationale (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 425). — Ordre du jour (*ibid.*).

§. **4**. **Evêque**.

L'évêque Gobel est admis à la barre avec son conseil. — Son discours. — Réponse du Président (12 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 189). — Conversation tenue chez lui par Luckner (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 311).

§. **5**. **Tribunaux**.

Art. 1er. — *Tribunaux civils*.
Art. 2. — *Tribunal criminel ordinaire*.
Art. 3. — *Tribunaux criminels établis par la loi du 14 mars* 1791.
Art. 4. — *Tribunal criminel extraordinaire du* 17 *août*.
Art. 5. — *Tribunaux d'attribution pour les faux assignats*.
Art. 6. — *Tribunal de commerce*.
Art. 7. — *Tribunal de sûreté*.
Art. 8. — *Gendarmerie servant près les tribunaux de Paris*.

Art. 1er. *Tribunaux civils*. Demandes en augmentation du nombre des juges (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 407), (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 156), (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1), (15 juin, p. 236), (29 juin, p. 667). — Don patriotique des juges du tribunal du 1er arrondissement (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 31). — Demande relative à un jugement du tribunal du cinquième arrondissement sur l'appel d'un jugement du tribunal civil de Meaux (17 mai p. 524). — La connaissance des actions de la caisse de l'extraordinaire est attribuée au tribunal du 1er arrondissement (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 264). — Lettre du commissaire du roi auprès du tribunal du 5e arrondissement relative à la détention de Paris et Boulan (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 164). Les tribunaux sont invités à se rendre à l'Assemblée (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 213). — Ils s'y rendent et sont invités à redoubler de zèle dans leurs fonctions (*ibid.* p. 235 et suiv.). — Le ministre de la justice appelle l'attention de l'Assemblée sur leur état (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 477); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 478). — Projet de décret, présenté par Bigot de Préameneu, tendant à autoriser le tribunal du 1er arrondissement de Paris à s'adjoindre des juges suppléants et des commis-greffiers pour coopérer à l'instruction des procédures instruites contre les fabricateurs de faux assignats (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 328). — *Discussion*. — Adoption de l'urgence et des articles 1, 2 et 3 (*ibid.*). — Article 4 : Thuriot, Dorizy, Lecointe-Puyraveau, Coppens, Masuyer (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Texte du décret (*ibid.*). Rapport sur l'augmentation du nombre des juges (t. **L**, p. 492 et suiv.). Prestation de serment par les membres du tribunal du 2e arrondissement (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 422), — par les membres du tribunal du 3e arrondissement (*ibid.* p. 432).

Art. 2. — *Tribunal criminel ordinaire*. — Demande relative à son établissement (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 444). — Rapport par Cartier-Douineau sur les dépenses nécessaires à l'établissement de ce tribunal (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 116 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 117); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Lettre du ministre de l'intérieur (9 janvier, p. 171). — Réclamation du directoire du département contre l'adjudication au rabais des travaux nécessaires pour l'emplacement du tribunal criminel (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 123); — ordre du jour (*ibid.*). — Lettre du directoire annonçant l'établissement du tribunal d'appel de la police correctionnelle et demandant deux juges de plus à chacun des tribunaux du district de Paris (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 47); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Décret sur le payement des juges et greffiers du tribunal d'appel de la police correctionnelle de Paris (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 481). — Le président du tribunal criminel demande une loi sur les tentatives de crime (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670). — Il renouvelle sa demande (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 45), (25 mai, p. 112). — Lettre du président du tribunal criminel demandant la suspension du décret du 11 juillet 1792 relatif à la fabrication des faux assignats à Passy (16 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 500). — On sollicite plusieurs décisions nécessaires à son activité (29 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 251); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Lettre du ministre de la justice au commissaire du roi pour lui ordonner de poursuivre les insultes et les vexations que des citoyens de Paris ont essuyées (1er août, p. 340). — Les membres qui le composent prêtent le serment de l'égalité (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 150). — Décret relatif à ses attributions (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 560), (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187).

Art. 3. — *Tribunaux criminels établis par la loi du* 14 *mars* 1791. — Les six tribunaux criminels établis à Paris continueront à juger les procès jusqu'à l'installation du tribunal criminel du département (13 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 356). — Rapport par Bigot de

Paris (Tribunaux de) (*Suite*).

Préameneu sur la formation de la liste du juré d'accusation auprès des tribunaux d'arrondissement du département de Paris (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 326 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 327); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Adoption d'une rectification au texte du décret (10 février, p. 354). — Texte définitif (*ibid.*). — Prestation de serment par les juges composant les six tribunaux criminels provisoires (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 129). — Décret portant suppression des six tribunaux criminels provisoires de Paris (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 482 et suiv.). — Les juges prononceront sur les procès dont les pièces sont sur le bureau (15 septembre, p. 677).

Art. 4. — *Tribunal criminel extraordinaire du 17 août.* — Des commissaires de la commune de Paris demandent la formation d'un tribunal pour juger les crimes du 10 août (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 98 et suiv.). — — Le procureur de la commune de Paris fera assembler les sections pour que chacun nomme deux jurés d'accusation pour la poursuite des crimes commis le 10 août (14 août, p. 134). — Observations de la commune de Paris relatives à l'établissement du tribunal (15 août, p. 180 et suiv.). — Décret sur la formation et l'organisation du tribunal (17 août, p. 298 et suiv.). — Composition du tribunal (18 août, p. 338). — Difficultés pour son organisation (19 août, p. 378); — projet de décret proposé par Hérault de Séchelles (*ibid.* p. 383 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 384). — Décret sur la nomination d'un commissaire national près le juré d'accusation (22 août, p. 616 et suiv.). — Prestation de serment par les juges qui le composent (6 septembre 1792, t. **XLIX**, (p. 393). — Le tribunal connaîtra provisoirement de tous les crimes commis dans l'étendue du département de Paris. — Il sera nommé deux jurés d'accusation et deux jurés de jugement par chaque canton de district du Bourg-l'Egalité et du district de Saint-Denis (11 septembre, p. 560). — Exception à l'attribution accordée par le décret du 11 septembre (20 septembre 1792, t. **L**, p. 187).

Art. 5. — *Tribunaux d'attribution pour les faux assignats.* — Le ministre de la justice demande le renvoi devant un seul tribunal de toutes les affaires relatives à des émissions de faux assignats pendantes devant les différents tribunaux de Paris (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 19). — Attribution au tribunal du I[er] arrondissement (28 janvier, p. 715). — Adjonction de juges suppléants pour coopérer à l'instruction des procédures (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 328).

Art. 6. — *Tribunal de commerce.* — Les juges annoncent leur installation (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 524). — Les membres qui le composent prêtent le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 181), (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 444).

Paris (Tribunaux de) (*Suite*).

Art. 7. — *Tribunal de sûreté.* — Renvoi au comité de législation d'un projet de la commune de Paris relatif à la formation d'un tribunal de sûreté (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 436).

Art. 8. — *Gendarmerie servant près les tribunaux de Paris.* Les gendarmes de services auprès des tribunaux demandent audience (17 mars 1792, t. **XL**, p. 82). — Admis, ils demandent que l'état de leur service soit fixé par un décret (18 mars, p. 117). — Lettre du directoire du département de Paris sur les besoins urgents du service de la gendarmerie nationale destinée à la garde des prisons (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 104). — Rapport par Bezanson-Perrier sur l'augmentation des deux compagnies destinées à la garde des prisons et le recrutement parmi les gardes des ports de Paris (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 319); — projet de décret (*ibid.*). — *Discussion.* — Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 320). — Article 1[er]: Crublier-d'Optère (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Art. 3 : Brunck (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption des articles 4, 5 et 6 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande que l'on complète les compagnies de gendarmerie nationale employées auprès des tribunaux (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 394); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Projet de décret tendant à organiser définitivement les deux compagnies destinées à faire le service des tribunaux et des prisons de Paris, et dont le complet a été décrété le 7 avril (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 324 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 325). — Pétition en leur faveur (29 juin, p. 679). — Décret pour le complément des deux compagnies (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 137). — Les gendarmes demandent à partir aux frontières (2 septembre, p. 217), (5 septembre, p. 356); — décrets à ce sujet (5 septembre, p. 356), (p. 377). — Pétition en faveur du sieur Huchon (8 septembre, p. 476). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une pétition des sous-officiers et gendarmes relative au payement du prix de leur logement (18 septembre 1792, t. **L**, p. 109).

§ **6. Volontaires nationaux et autres militaires.** — Adresses de dévouement du bataillon de la section du faubourg Montmartre (18 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 229 et suiv.); — du bataillon des Filles-Saint-Thomas (25 décembre, p. 378 et suiv.). — Le conseil d'administration du 2[e] bataillon demande que la solde soit faite en numéraire (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 567); — renvoi aux comités militaire et de l'ordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Don patriotique des élèves gardes nationales du bataillon de l'Espérance, dit bataillon de Henri IV (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 48). — Don patriotique des élèves de la 4[e] légion (*ibid.* p. 50). — Adresse relative à

Paris (Volontaires nationaux de) (*Suite*).

la célébration d'une fête à la mémoire du maire d'Etampes (*ibid.* p. 51). — Don patriotique des vétérans (12 mai, p. 264). — Les volontaires du 3e bataillon demandent à être envoyés aux frontières (8 mai, p. 106). — Le ministre de la guerre demande l'autorisation de faire une avance de 15,000 livres au second bataillon (19 mai, p. 556 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 557). — Don patriotique du bataillon des Feuillants (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 61), — du bataillon de Saint-Séverin (1er juin, p. 453). — Adresse d'adhésion du bataillon de Saint-Magloire à la formation d'un camp de 20,000 hommes (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 67), — du bataillon de Saint-Laurent (11 juin, p. 85). — Le bataillon des Filles-Saint-Thomas invite l'Assemblée à un service à la mémoire de Gouvion (15 juin, p. 225). — Le bataillon des Carmes dénonce les manœuvres employées pour amener les citoyens à signer la pétition contre le camp de 20,000 hommes (*ibid.* p. 237). — Don patriotique du bataillon de Saint-André-des-Arts (18 juin, p. 338). — Le bataillon des Filles-Dieu et la compagnie des chasseurs du bataillon de Saint-Jacques-la-Boucherie rétractent leur signature à la pétition des 8,000 (19 juin, p. 362). — Le bataillon de Saint-André-des-Arts demande la permission de planter à la porte de la salle des séances de l'Assemblée un arbre surmonté du bonnet de la liberté (*ibid.* p. 364). — Défilé du bataillon dans la salle de l'Assemblée (*ibid.* p. 371). — Plaintes du bataillon des Filles-Saint-Thomas contre les Marseillais (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 300). — Pétition des grenadiers du bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital (2 août, p. 400), — des grenadiers et chasseurs du bataillon des Carmélites (6 août, p. 539), — Des grenadiers et chasseurs du bataillon de la Trinité (8 août, p. 554). — Déposition du bataillon de Mirabeau relative aux papiers du ministre des affaires étrangères (10 août, p. 655). — Députation des canonniers du bataillon de Saint-Merry (*ibid.* p. 656). — Les canonniers du bataillon des Champs-Elysées prêtent le serment de l'égalité (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 284). — Adresse de dévouement du bataillon de Saint-Roch (*ibid.* p. 293). — Les canonniers des Capucins-du-Marais, des Blancs-Manteaux et des Enfants-Rouges prêtent le serment de l'égalité (19 août, p. 379). — Députation et défilé du bataillon des Récollets (22 août, p. 615). — Adresse d'adhésion et don de deux fusils par les canonniers de l'Arsenal (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 2). — Adresse d'adhésion des canonniers du bataillon des Pères de Nazareth (*ibid.* p. 14). — Il sera fait une proclamation portant réquisition de 30,000 hommes pour renforcer l'armée de Luckner (*ibid.* p. 16). — Texte de cette proclamation (*ibid.* p. 20). — Il sera formé un corps des canonniers de Paris qui sera compris dans les 30,000 hommes destinés à renforcer l'armée de Luckner (*ibid.* p. 20).

Paris (Volontaires nationaux de) (*Suite*).

— Décret tendant à hâter les effets de la réquisition de 30,000 hommes (27 août, p. 34 et suiv.). — Adresse de dévouement des canonniers de la section du Mail (29 août, p. 97). — Les artilleurs du Temple demandent des armes pour marcher aux frontières (4 septembre, p. 332). — Même demande du bataillon de la Trinité (*ibid.*). — Prestation de serment des canonniers volontaires du bataillon des Jacobins Saint-Dominique (6 septembre, p. 418). — Pétition de volontaires du 5e bataillon de Paris, campé à Soissons (15 septembre, p. 683).

— Voir ci-dessus, art. 4, *Sections de Paris*.

Paris. — Voir *Accaparements*. — *Barrières de Paris*. — *Biens nationaux*. — *Bouchers*. — *Caisse de commerce*. — *Camp de Paris*. — *Carrières de Paris*. — *Compagnie charitable*. — *Contributions*. — *Dames de la halle*. — *Domaines nationaux de la ville de Paris*. — *Eaux de Paris*. — *Entrées de Paris*. — *Fermes*. — *Fermes et régies*. — *Féron*. — *Fêtes nationales*. — *Forts de la halle*. — *Forts de la douane de Paris*. — *Gardes de Paris*. — *Gardes des Portes*. — *Gardes des Ports de Paris*. — *Garde nationale*. — *Gendarmerie nationale parisienne*. — *Gens sans aveu*. — *Greffiers*. — *Journée du 20 juin*. — *Juges de Paix*. — *Jurés*. — *La Rochefoucauld*. — *Maire de Paris*. — *Maisons démolies*. — *Maisons de secours*. — *Manuel, procureur de la commune de Paris*. — *Mendiants*. — *Notaires*. — *Noyon*. — *Officiers-Jurés-Crieurs*. — *Pauvres*. — *Perquisitions*. — *Placards incendiaires*. — *Prêtres réfractaires*. — *Régie des charbons*. — *Régie nationale des droits d'enregistrement*. — *Rentes sur l'hôtel-de-ville*. — *Saint-Antoine* (*Faubourg*). — *Saint-François*. — *Saint-Lazare*. — *Saint-Philippe du Roule*. — *Saint-Sulpice*. — *Saltimbanques*. — *Statues*. — *Subsistances*. — *Théâtres*. — *Tribunaux*. — *Université de Paris*.

Paris-Delasalle, directeur de la poste aux lettres de Châtellerault. Demande à ne pas être rendu responsable d'un vol commis dans son bureau (22 Juin 1792. t. **XLV**, p. 481) — Il n'y a pas lieu à délibérer sur sa demande (*ibid.* p. 482).

Parizot (Charles). Sollicite un emploi (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550).

Parlement de Paris. Demande en payement des travaux pour la collection des registres (6 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 601), — Pétition des greffiers-gardes-rues (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 117). — Pétition des commis à la transcription des arrêts sur parchemin 30 août 1792, t. **XLIX**, p. 127.)

Parmentier, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**. p. 593).

Parmentier, ancien employé des fermes. Adresse une lettre à lui écrite pour l'engager à déserter (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 222),

Pascal, officier municipal d'Arles. Rend compte de sa conduite (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 729).

Pasqualini. Haut-juré du département de la Corse (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Pasquay (Nicolas). Son nom sera substitué sur la liste des hauts-jurés à celui de Schewing-dem-Hammer (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 479).

Pasquet-Salignan. Fait un don patriotique (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 691).

Pasquier. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 727).

Passage de troupes. — L'Assemblée autorise le passage de troupes envoyées dans le département de la Somme pour y protéger la circulation des grains (28 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 418). — Sur la demande du ministre de la guerre, l'Assemblée autorise deux régiments destinés à l'armée de la Moselle à passer à une distance de Paris moindre que 30,000 toises (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 133 et suiv.). — Le ministre de la guerre demande l'autorisation de faire passer le 2ᵉ bataillon du 53ᵉ régiment d'infanterie à une distance moindre que 30,000 toises du lieu où siège le Corps législatif (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 36) ; — l'Assemblée accorde l'autorisation (*ibid.* p. 37). — Le ministre de la guerre sollicite la même autorisation pour le 1ᵉʳ bataillon du 92ᵉ régiment d'infanterie (9 avril, p. 372) ; — l'Assemblée accorde l'autorisation (*ibid.*). — Le ministre de la guerre demande l'autorisation de faire passer des troupes à une distance moindre que 30,000 toises du lieu où siège le Corps législatif (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 444) ; — l'Assemblée accorde l'autorisation (*ibid.* p. 445). — Autorisation accordée de faire passer des troupes à moins des 30,000 toises du lieu où siège l'Assemblée (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 671), (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 390), (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 19), (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Passage (Droit de). — Voir *Bac*.

Passavant (Commune de). Restera sous l'administration du département des Vosges (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 351). — Un député de la municipalité demande à être admis à présenter une pétition (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 655). — Admis, il demande la réunion de cette commune au département de la Haute-Saône (21 février, p. 740) ; — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Le maire demande que sa commune soit réunie au département de la Haute-Saône (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 271). — Décret portant que cette commune est réunie au département de la Haute-Saône (2 août, p. 387). — Rapport par Malus sur le règlement entre les départements des Vosges et de la Haute-Saône relatif aux contributions de cette commune (t. **L**, p. 638 et suiv.).

Passeports. Lecoz fait part de plaintes de pillage des campagnes depuis leur suppression (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 427 et suiv.) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 428). — Lecoz demande la mise à l'ordre du jour du rapport sur le rétablissement des passeports (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 149) ; — adoption de cette motion (*ibid.*). — Lettre du procureur général syndic du département du Morbihan relative au rétablissement des passeports (24 janvier, p. 608) ; — débat : Thuriot, Merlet, Bigot de Préameneu, Delacroix (*ibid.* p. 609) ; — l'Assemblée décrète que les passeports seront rétablis et que le comité de législation présentera ses vues sur les moyens de rendre cette mesure efficace (*ibid.*) ; — rapport par Codet (27 janvier, p. 691 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 693) ; — observations de Thuriot, Mouysset, Gérardin et Viénot-Vaublanc (*ibid.* et p. suiv.) ; — ajournement (*ibid.* p. 694). — Discussion générale du projet de décret sur le mode d'exécution de la loi relative aux passeports, décrétée le 24 janvier 1792 : Lemontey, Rouyer, Broussonnet, Lecoz (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 14 et suiv.). — Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 21). — Discussion des articles. — Art. 1ᵉʳ : Gérardin, Chéron-La-Bruyère, Lamarque (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Art. 2 : un membre, Broussonnet (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 22). — Art. 3 : Chéron-La-Bruyère, Thuriot, Lagrévol (*ibid.*) ; — rejet (*ibid.*). — Art. 4 : Lagrévol, Fauchet, Vergniaud (*ibid.*) ; — rejet (*ibid.*). — Article 5 (devenu article 3) : Chéron-La-Bruyère, Fauchet, Dehaussy-Robecourt (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 23). Article 6 : Delacroix (*ibid.*) ; — rejet (*ibid.*). — Art. 7 (devenu art. 4) : Gérardin, Gossuin, Morisson, Montault-des-Isles, Delacroix, Daverhoult, Becquey, Thuriot, Caminet, Vergniaud, Lagrévol, Delaporte, Becquey (*ibid.* et p. suiv.) ; — incident : Calvet, Tarbé (*ibid.* p. 25 et suiv.) ; — suite de la discussion de l'article 7 : Becquey, Rouyer, Thuriot, Tarbé, Albitte (*ibid.* p. 26 et suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 27). — Art. 5 (ancien art. 8) : Boisrot de Lacour, Daverhoult, Gérardin, Delacroix (31 janvier, p. 38) ; — adoption (*ibid.*). — Art. 6 (ancien art. 9) : Rouyer, Cambon (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 39). — Art. 7 (ancien art. 10) : Ducastel, Bouestard, Mathieu Dumas, Rouyer, Dehaussy-Robecourt, Merlin, Duhem, Delacroix, Aubert-Dubayet (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 41). — Adoption d'un article 8 nouveau (*ibid.*). — Art. 9 (ancien art. 11) : adoption sans discussion (*ibid.*). Art. 10 (ancien art. 12) ; Jollivet, Ducastel (*ibid.*) — adoption avec amendement (*ibid.* p. 42). — Art. 11 (ancien art. 13) : Tardiveau, Daverhoult, Lasource, Dehaussy-Robecourt, Thuriot, Dumolard, Aubert-Dubayet, Lecointe-Puyraveau, Bigot de Préameneu, Lasource, Ducastel, Lamarque, Tardiveau, Thuriot, Lamarque, Aubert-Dubayet, Duhem,

Passeports (*Suite*).

Vergniaud (*ibid.* p. 42 et suiv.); — adoption avec amendement *ibid.* p. 44). — Adoption d'un amendement proposé par Dehaussy-Robecourt (*ibid.* p. 44). — Adoption sans discussion des articles 12, 13 et 14 (anciens art. 14, 15 et 16 (*ibid.* p. 45). — Art. 15 (ancien art. 17) : renvoi au comité (*ibid.*); — rapport Codet (1er février, p. 61); — adoption du considérant (*ibid*); — discussion de l'article 15 : Dumolard, Mouysset, Bigot de Préameneu (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 62). — Art. additionnel relatif à la formule des passeports (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — Observations de Delacroix, Caminet, Crestin, Vergniaud, Grangeneuve, Lamarque, Cambon, Bigot de Préameneu, Caminet (*ibid.* et p. suiv.). — adoption de deux articles additionnels (*ibid.* p. 64). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Observations au sujet des passeports des bâtiments de commerce (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 223); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Proposition de changer leur formule (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 182); — renvoi aux comités militaire et de marine réunis *ibid.*). — Le ministre de la guerre demande que les commissions ou ordres dont sont porteurs les employés exprès ou courriers dépêchés pour les besoins du service leur tiennent lieu de passeports (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 110 et suiv.); — adoption de cette proposition (*ibid.* p. 111). — On demande la suspension de la délivrance des passeports (29 mai 1792, t. **XLIV**. p. 287); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Merlin demande qu'il soit ajouté des articles additionnels à la loi sur les passeports (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 394); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Arrêté de la section des Tuileries au sujet d'une demande faite par deux députés sous des titres étrangers à leurs fonctions (20 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 694). — Adoption, sauf rédaction, d'un projet de décret portant qu'il n'en sera plus délivré pour l'étranger (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 186). — Texte proposé par le comité de législation (28 juillet, p. 224 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 225), — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Pétition demandant de comprendre dans l'exception portée au décret les artistes envoyés par le roi en Italie (1er août, p. 333); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Lettre du ministre des affaires étrangères relative au mode de délivrer les passeports (1er août p. 361); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Lettre du procureur de la commune de Paris (2 août, p. 392); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Décret relatif au mode de les délivrer (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 70). — Décret indiquant les personnes auxquelles ils peuvent être délivrés (15 août, p. 159). — Décret concernant l'examen des demandes de passeports (*ibid.* p. 161). — Décret relatif à la délivrance des passeports aux ambassadeurs et aux ministres étrangers (23 août, p, 662). — Article additionnel au décret relatif à la délivrance des passeports aux ambassadeurs et aux ministres étrangers (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 32). — Les ministres sont autorisés à signer ceux qui sont nécessaires pour l'envoi des agents, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur (*ibid.* p. 51), (28 août, p. 61). — Renvoi à la commission extraordinaire de l'examen de la question de la suppression du passeport à l'intérieur (8 septembre, p. 464); — rapport (*ibid.* p. 472); — décret (*ibid.* p. 473).

— Voir *Châlons*. — *Députés*. — *Douanes*. — *Montbéliard*. — *Municipalités*. — *Théâtres de Paris*.

Passerat, curé de la Rochepot. On annonce qu'il s'est enrôlé pour la défense de la patrie. — Mention honorable de son patriotisme (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 471).

Passerut, maire de Forges, district de Gex et son épouse. Font un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 395).

Passy (Commune de). Demande relative à la vente de la bibliothèque des Minimes (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 547); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.*). — Proposition relative à une fabrication de faux assignats installée à Passy (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 128). — Récompense accordée aux dénonciateurs de la fabrique de faux assignats (11 juillet, p. 328). — Amelot demande la suspension du décret qui ordonne le brûlement des effets saisis (15 juillet, p. 497). — Lettre du président du tribunal criminel de Paris sur le même objet (16 juillet, p. 500). — Suspension du décret (*ibid.* p. 501). — Renvoi au comité des domaines d'une réclamation relative à une fondation faite en 1765 dans l'église des ci-devant religieux de Passy (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 26). — Adresse de dévouement et don patriotique (29 août, p. 88). — Prestation de serment par plusieurs citoyens (6 septembre, p. 391).

Pastel. Dénonciation de son journal par la commune de Saint-Ouen (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 224); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Pasteurs. Demande d'explication de la loi relative au logement qui leur est fourni en argent (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 503); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Pastoret, député de Paris. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Président (p. 69). — Prête serment (p. 78). — Sa réponse au discours de l'orateur du bataillon de Sainte-Opportune (p. 113), — au discours du roi (p. 119), — à la députation du département de Seine-et-Oise (p. 127), — à la députation de la commune de Nantes (p. 172), — à la députation de la section de Mauconseil (p. 173), — à

Pastoret, député (*Suite*).

la députation du tribunal de cassation (p. 211). — Parle sur les émigrations (p. 404 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrés (p. 407). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — Parle sur les troubles de Caen (t. **XXXV**, p. 15), — sur l'affaire Delattre (p. 355), — sur la répartition aux artistes des travaux d'encouragement (p. 555), — sur une adresse de la société des Wighs (p. 602), — sur l'organisation de la Haute-Cour (t. **XXXVI**, p. 655), (p. 656 et suiv.), — sur les compliments à l'occasion de la nouvelle année (p. 696), — sur la mise en liberté des Suisses de Châteauvieux (p. 721). = **1792**. — Parle sur la mise en liberté des Suisses de Châteauvieux (p. 725). — Parle sur la formation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 40), (p. 41 et suiv.), — sur un don patriotique du sieur Gay (p. 72). — Ses articles additionnels au décret sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 73). — Parle sur les tribunaux criminels (p. 208), (p. 342 et suiv.). — Fait une motion sur la question de savoir si la confection des listes des jurés sera confiée aux juges de paix p. 346). — Parle sur l'ordre du jour (p. 718). — Demande que les honneurs du Panthéon soient accordés à Montesquieu (t. **XXXVIII**, p. 345 et suiv.). — Parle sur la liquidation des offices de notaires (p. 404). — Fait un rapport sur la suppression du tribunal de l'Université de Paris (t. **XXXIX**, p. 69 et suiv.). — Fait une motion relative à l'incompatibilité entre les fonctions de législateur et celles de juré (p. 134). — Parle sur les possessions des princes étrangers en France (p. 234 et suiv.). — Fait une motion pour l'abolition de la traite des noirs (t. **XLI**, p. 412). — Parle sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 566), (p. 570). — Parle sur la déclaration de guerre à l'Autriche (t. **XLII**, p. 203), (p. 210). — Présente un projet d'adresse à l'armée (t. **XLIII**, p. 111). — Parle sur l'envoi d'une députation de l'Assemblée à la procession de la Fête-Dieu (t. **XLIV**, p. 629), — sur une pétition en faveur des sieurs Fontaine et Talvande (p. 632). — Communique une lettre de la Société des Whigs anglais (p. 662). — Parle sur la formation d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 687). — Fait une proposition relative aux honneurs à rendre à la mémoire de Gouvion (t. **XLV**, p. 166), — un rapport sur la pétition de Palloy relative à l'érection d'un monument à la liberté sur le terrain de la Bastille (p. 277 et suiv.). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 338). — Parle sur la manière de constater l'état civil des personnes (p. 382 et suiv.), — sur une proposition de Couthon relative à la sanction des décrets (p. 445). — Fait un rapport sur la situation de la France (p. 702 et suiv.). — Demande l'envoi de Torné à l'Abbaye (t. **XLVI**,

Pastoret, député (*Suite*).

p. 143). — Parle sur l'organisation de la police de sûreté générale (t. **XLVII**, p. 229 et suiv.).

Patentes. Sur la motion de Lacuée, l'Assemblée décrète que le ministre des contributions publiques adressera l'état général du montant des rôles des patentes et rendra compte de ce qui les concerne (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 583). — Question de Lasource sur l'application de la loi sur les patentes (*ibid.*); — renvoi au comité de l'ordinaire de finance (*ibid.*). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une motion de Hua relative à l'interprétation de la loi sur les patentes (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 80). — Adresse de la municipalité de Paris relative à la procédure pour le recouvrement du droit de patente (13 avril, p. 576); renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Observations du sieur Renou relatives aux patentes auxquelles on prétend assujettir les lettres, les sciences et les beaux-arts (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 113). — Lettre sur l'inutilité des visiteurs et inspecteurs des patentes (28 mai, p. 173); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Demande en interprétation de la loi y relative (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 575); — renvoi au comité des finances (*ibid.* p. 576). — Etat de la rentrée de la contribution des patentes (29 juin, p. 674 et suiv.). — Rapport par Mallarmé sur l'interprétation de la loi du 17 mars 1791 relative aux patentes en ce qui concerne les maîtres d'hôtels garnis et marchands de bois de la ville de Paris (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 199 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 203). — Deuxième lecture (3 août, p. 449 et suiv.) — Demande d'interprétation de la loi sur les patentes en ce qui concerne les marchands de tabac en gros (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 235); — ordre du jour (*ibid.*). — Articles additionnels à la loi des patentes proposés par Jacob Dupont (nuit du 9 au 10 août, p. 626). — Troisième lecture du projet de décret sur l'interprétation de la loi du 17 mars 1791, relative aux patentes en ce qui concerne les maîtres d'hôtels garnis et marchands de bois de la Villle de Paris (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 273); — Adoption (*ibid.*).

— Voir *Blattiers*. — *Défenseurs officieux*. — *Marchands de sabots*. — *Médecins*.

Patrie. (Danger de la). Discours d'Isnard sur les maux de la patrie, leurs causes et leurs remèdes (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396 et suiv.). — Rapport par Jean Debry (Aisne) sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (30 juin 1792, t. **XLV**, p. 707 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 708 et suiv.); — l'Assemblée décrète l'envoi aux 83 départements (*ibid.* p. 710). — Discussion du projet de décret sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie : Vergniaud, Ma-

Pensions (*Suite*).

faire payer les pensions dans chaque département (3 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 556). — Rapport par Baignoux sur les avantages de payer les pensions dans les chefs-lieux de département (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 358 et suiv.); — projet de décret (*ibid.*); — 11° Dufresne-Saint-Léon fait connaître le refus de Laporte de comprendre dans la liste civile certaines pensions proposées en vertu du décret du mois d'août 1790 (10 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 213 et suiv.); — observations de Montault-des-Isles et de Delacroix (*ibid.* p. 214); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — 12° Le ministre de la justice et les directoires de département et de district sont dispensés de faire imprimer en placard les lois sur les pensions (20 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 537). — 13° Décret prorogeant jusqu'au 1er septembre le délai fixé par l'article 2 de la loi du 3 avril 1792 pour fournir leur certificat de résidence (30 juin 1792, p. **XLV**, p. 693). — On demande la prorogation du délai qui leur a été fixé par la loi du 4 avril 1792 pour satisfaire aux formalités prescrites par cette loi (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 358); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Décret prorogeant jusqu'au 1er décembre le délai dans lequel ceux qui prétendent à des pensions seront tenus de produire leurs certificats de résidence (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 271). — 14° Décret portant que le ministre des affaires étrangères communiquera la liste des personnes pensionnées sur les fonds secrets de son ministère et que le payement de ces pensions sera provisoirement suspendu (4 août 1792, t. **XLVII**, p. 457). — Etat de ces pensions adressé par le ministre des affaires étrangères (7 août, p. 548). — 15° Un exemplaire de la dernière liste des pensions sera apporté sur le bureau de l'Assemblée (19 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 158). — Etat des pensions réglées par le ministre de la guerre d'après la loi du 22 août 1790 (23 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 324). — Remise par le ministre de l'intérieur de la liste des citoyens auxquels le pouvoir exécutif propose d'accorder des pensions (24 février 1792, t. **XXXIX**, p. 46); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*) — Etat des demandes de pensions (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 317), (3 mai, p. 716). — Le comité de liquidation présentera un travail général sur les pensions (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 681). — Envoi par le ministre de la guerre de trois états de pensions demandées avant la loi du 30 mai qui les suspend (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 331). — Etats des demandes de pensions présentés par le ministre de la guerre (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 297), (15 juillet, p. 492). — Etat des demandes de pensions et gratifications approuvées par le roi (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 540).

— Voir *Agard-de-La-Serve. — Caisse des invalides de la marine. — Caisses publiques. — Commissaires des guerres. — Corse (Ile de).*

Pensions (*Suite*).

— Décrets. — Dejean (Charles). — Desandrouins. — Emigrés. — Employés supprimés. — Ferme générale. — Géographes. — Guerre (Département de la). — Ingénieurs. — Ingénieurs géographes militaires. — Jacquet, dit Delorier. — Lalande. — Marine. — Officiers. — Religieuses. — Religieux. — Troupes provinciales. — Pouxlandry.

Pensylvanie (Etat de). Il lui est voté des remerciements (28 mars 1792, t. **XL**, p. 562).

Penthièvre. Dénonciation d'un attentat commis par des grenadiers de Penthièvre contre des proposés des douanes de la ville de Dunkerque (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*, p. 86).

Penthièvre (De). Ses observations sur les congés et passeports (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 223).

Pépin. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Pépin. Demande que l'Assemblée prenne connaissance d'observations dont il lui a fait hommage sous le titre : *La caissomanie dévoilée* (17 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 599); — ordre du jour (*ibid.*).

Pépin, aumônier du 103e régiment. Demande que l'Assemblée détermine le traitement des aumôniers militaires (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 553).

Pépin, citoyen de la Section de la Bibliothèque. Adresse sur le danger de l'émission d'assignats au-dessous de 5 livres (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 156).

Pépin, curé d'Auxy-le-Château. Présente une réclamation (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 360); — renvoi au comité de division (*ibid.*).

Pépin d'Hegronette, orateur de la députation de la Société fraternelle de Paris. — Demande que la patrie soit déclarée en danger (22 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 345 et suiv.).

Pépinières. — Voir *Etats-Unis.*

Péquignot, artiste. Présente une pétition (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 98).

Peraldi, député de la Corse. — **1791**. — Est admis (t. **XXXV**, p. 265). — Prête serment (*ibid.* p. 600). = **1792**. — Parle sur les pensions à accorder aux ci-devant employés de l'île de Corse (t. **XXXVII**, p. 426). — Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — L'un des commissaires chargés de se rendre aux armées (t. **XLVII**, p. 654). — Rend compte de sa mission à l'armée du Centre (t. **XLVIII**, p. 112 et suiv.). — On annonce son arrestation à Sedan (p. 304). — Décret portant que les citoyens de Sedan sont responsables de sa vie et de sa liberté (p. 338).

Pérard. Officiers des volontaires de la Marne. Mémoire justificatif (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 77).

Philibert, député du Var. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 53). — Prête serment (p. 263). — Membre du comité des pétitions (p. 387). = 1792. — Parle sur les moyens de prévenir la contrefaçon des assignats (t. XXXIX, p. 136 et suiv.). — Membre du comité des pétitions (p. 467). — Membre du comité de liquidation (p. 495). — Opte pour la comité de liquidation (p. 519). — Parle sur les billets de confiance (t. XL, p. 564 et suiv.), (p. 570), — sur le délai fixé pour la production des titres de créances sur les ci-devant pays d'Etat (t. XLII, p. 302), (p. 476), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (t. XLIII, p. 413). — Fait un rapport sur la reconstitution des rentes constituées par la ci-devant compagnie des secrétaires du roi du grand collège et celles dues par les communautés d'arts et métiers supprimées (p. 509 et suiv.). — Fait un rapport sur le remboursement de la dépense des troupes dont les commune du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (t. XLVI, p. 590 et suiv.). — Fait la seconde lecture de son rapport sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (t. XLVII, p. 631). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (t. XLIX, p. 21), — opinion sur la masse et la valeur des assignats qui doivent rester dans la circulation (t. L, p. 332 et suiv.).

Philibert, syndic de la communauté des maîtres boulangers. Est dénoncé pour une tentative de corruption de fonctionnaire (4 juillet 1792, t. XLVI, p. 123); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

Philidor, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Fait des dons patriotiques (22 avril 1792, t. XLII, p. 275), (1er août 1792, t. XLVII, p. 332), (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 156). — Ses fonctions au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale (24 mai 1792, t. XLIV, p. 58). — Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159).

Philippe, commissaire du roi à Paimbœuf. Présente une pétition relative à des prairies usurpées (8 mai 1792, t. XLIII, p. 165).

Philippe, juge de paix du canton de Courtonne-la-Ville. Demande audience (20 mars 1792, t. XL, p. 172). — Est admis et présente une pétition au sujet de l'arrondissement du tribunal d'Orbec (24 mars, p. 434).

Philippe, maître carrier à Caen. Fait un don patriotique (1er mai 1792, t. XLII, p. 576).

Philippeaux. Nommé à la Convention nationale (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 489).

Philippeaux, vice-président du district du Mans. Fait hommage d'un ouvrage intitulé : *Projet de législation civile* (27 novembre 1792, t. XXXV, p. 393).

Philippe-Joseph, prince français. Sa lettre relative à la vente des bâtiments de la cour des Fontaines du Palais-Royal (12 septembre 1792, t. XLIX, p. 580).

Philippeville (Commune de). La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. XLIV, p. 132). — Adresse des troupes composant la garnison (10 juin 1792, t. XLV, p. 54). — Lettre du commandant de place (26 août 1792, t. XLIX, p. 11). — Adresse de dévouement de la garnison (30 août, p. 111). — Sentiments patriotiques de la garnison de cette place. — Mention honorable au procès-verbal (19 septembre 1792, t. L, p. 129 et suiv.).

Philosophes. Pétition pour demander que le titre de citoyen français soit décerné aux philosophes qui défendent la liberté et l'égalité dans les pays étrangers (24 août 1792, t. XLVIII, p. 688 et suiv.); — adoption du principe et renvoi au comité d'instruction publique pour présenter les noms de ceux qui ont mérité cet honneur (*ibid.* p. 691). — Décret accordant le titre de citoyen français à des philosophes qui défendent la liberté et l'égalité dans les pays étrangers (25 août 1792, t. XLIX, p. 10).

Phisemont (Charles-François-Philippe), juge de paix de Saint-Martin de Maillot. L'archiviste lui remettra le registre des assemblées de la paroisse de Saint-Martin (20 mars 1792, t. XL, p. 173).

Physique (Cabinet de).
— Voir *Charles*.

Piaud et Cie, de Saint-Etienne. Offrent de fabriquer promptement 20,000 lames de sabre (19 août 1793, t. XLVIII, p. 379).

Pibaleau de la Touche, colonel de la garde nationale de Sérigny, près Richelieu. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. XLIII, p. 61).

Picard, secrétaire de la Société des Amis de la Constitution de Selles-sur-Cher. Fait un don patriotique (20 mai 1792, t. XLIII, p. 593).

Picard (Jean-Claude). Fait un don patriotique (8 juin 1792, t. XLIV, p. 688).

Picard, officier au régiment de la Martinique. Sera indemnisé aux dépens du Trésor public. (22 juin 1792, t. XLV, p. 493).

Picard (Marie-Antoinette). Refus d'une donation faite par elle à la nation (28 janvier 1792, t. XXXVII, p. 711). — Adoption d'une nouvelle rédaction du décret portant refus d'une donation faite par elle à la nation (9 février 1792, t. XXXVIII, p. 298).

Picardel. Indemnité qui lui est due pour la garde des scellés du petit Luxembourg (11 août 1792, t. XLVIII, p. 3.)

Picardie. Réclamation des membres de la ci-devant chambre de commerce contre un arrêté du directoire du département de la Somme (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 688) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Pichard (Joséphine), jardinière à Gentilly. Fait un don patriotique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 359).

Pichery. Réclame la réformation d'une reconnaissance de liquidation (27 juin 1792, t. **XLV**, p. 607) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Picho. Fait une pétition au nom des gens de service (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 463).

Pichon. Fait un don patriotique (15 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 485).

Pichon (Veuve). Offre des découvertes faites par son mari (18 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 608).

Picolle, administrateur du directoire de Rieux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Picot. Présente une pétition (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 47).

Picqué. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Picqueryl-Vasronval, juge de paix de Maubeuge. Rapport contre lui par Bernard (*de Saintes*), (t. **L**, p. 696 et suiv.).

Picquié, administrateur du directoire du district de Rieux. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 175).

Pie, grenadier au 74e régiment. Le président lui écrira la satisfaction de l'Assemblée pour sa conduite (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 249). — Il lui est fait don d'un sabre d'honneur (13 mai, p. 311). — Compte rendu de la cérémonie qui a eu lieu pour la remise du sabre d'honneur qui lui a été offert (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 129). — Il lui est fait don d'une canne à pomme d'or par Latour (8 juin, p. 703). — La société des Amis de la Constitution de Perpignan lui envoie une médaille d'or (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 351). — Don patriotique de six épreuves de son portrait (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 360).

Pièces de canon. — Voir *Canons*.

Pièces de monnaie. Le ministre des contributions publiques rendra compte des motifs de la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols au delà de la somme de 15 millions (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 723). — Compte rendu par le ministre des contributions publiques des motifs de la fabrication des pièces de 15 et de 30 sols au delà de la somme de 15 millions fixée par la loi (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 280 et suiv.) ; — renvoi aux comités des assignats et monnaies et des finances réunis (*ibid.* p. 281).

— Voir *Monnaies*.

Piel, citoyen de Villedieu. Offre de faire des flancs de cuivre pour la fabrication des monnaies (16 mars 1792, t. **XL**, p. 39) ; — renvoi au comité des assignats et monnaies (*ibid.*).

Pielat, capitaine de la légion de la garde de Paréol. Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638).

Piémontais. Annonce des mauvais traitements infligés par eux à des Français (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 549).

Piéron, âgé de 14 ans. Fait don à la patrie d'un assignat de 50 livres (25 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 642).

Pierrant. Mention honorable de son civisme (18 septembre 1792, t. **L**, p. 106).

Pierrault dit **Perrot**. Liquidation de la créance à lui accordée (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 371).

Pierre, citoyen-soldat de la section du Théâtre-Français. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 545).

Pierre, secrétaire-commis au bureau des procès-verbaux de l'Assemblée nationale. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 275).

Pierre (Charles). Don patriotique (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 605).

Pierre (Claude). Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (6 septembre 1792, p. 414).

Pierre, femme de chambre de Mme de Tourzel. Demandée pour le service de la famille royale (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 101.

Pierre-Chatel. La place est declarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Pierre-en-Cise. Lettre du ministre de l'intérieur relative au payement des frais dus pour des perturbateurs de l'ordre public qui y sont détenus (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 403) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Pierrepont, officier d'infanterie. Acte d'accusation contre lui (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 196 et suiv.).

Pierret, député de la Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Annonce le mariage de M. Mailli, curé de Saint-Cyr (t. **XXXV**, p. 672). = **1792**. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (t. **XXXVI**, p. 740). — Fait un rapport sur le payement des officiers des ci-devant maîtrises des eaux et forêts (t. **XLVIII**, p. 162 et suiv.).

Pierron, député de la Moselle. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 178). — Membre du comité des pétitions (p. 287). = **1792**. — Parle sur l'arrestation de Pelleport et Lambelet (t. **XXXVIII**, p. 525). — Fait un rapport sur les élections de la Loire-Inférieure (t. **XXXIX**, p. 24 et

Pliet. Adresse un plan sur la propagation du chameau dans les îles d'Amérique (10 juin 1792, t. XLV, p. 56).

Plock, rédacteur au *Journal des Débats*. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 241).

Ploermel (Commune de). Décret relatif à la refonte des canons pour le service des bataillons (16 août 1792, t. XLVIII, p, 295 et suiv.).

Ploermel (District de). Décret sur le nombre et le placement des notaires (15 août 1792, t. XLVIII, p. 174). — Adresse d'adhésion 25 août p. 694). — Adresse d'adhésion des corps civils et militaires, aux décrets du 10 août, (28 août 1792, t. XLIX, p. 72).

Plombat *aîné*. Décrété d'accusation (12 avril 1792, (t. XLI, p. 550). Lettre du ministre de l'intérieur relative à l'exécution de ce décret (13 avril, p. 556). — Lettre du directoire du département de l'Aveyron concernant l'exécution du décret d'accusation rendu contre lui (27 avril 1792, t. XLII, p. 469). — Texte du décret d'accusation rendu contre lui (2 mai, p. 667). — Plaintes du directoire du département de l'Aveyron contre son acquittement (25 mai 1792, t. XLIV, p. 112); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*).

Plombs (Marque). Amende contre les voituriers dans le cas où ils auraient été détachés (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 449).

Pochard (François-Xavier), prêtre. Le tribunal du district de Pontarlier est compétent pour juger son affaire (25 mai 1792, t. XLIV, p. 116).

Pocholle, député suppléant de la Seine-Inférieure. — 1792. — Nommé à la Convention nationale (t. L, p. 108).

Pochon, homme de loi. Présente un projet de monument à la gloire de la patrie et de la liberté (12 mai 1792, t. XLIII, p. 265).

Pochon. Présente des vues pour accélérer les opérations du ministre de la guerre (19 août 1792, t. XLVIII, p. 368).

Podevin, membre de la Société des Amis de la Constitution de Calais. Fait un don patriotique (21 mai 1792, t. XLIII, p. 621).

Podier, capitaine. Rapport par Bréard sur sa pétition relative au payement d'une créance sur les Génois (4 novembre 1791, t. XXXIV, p. 630 et suiv.); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 631).

Poezesara marchand à Guingamp. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. XLIII, p. 31).

Poids et mesures. Le ministre de l'intérieur sollicite un moyen provisoire pour faire cesser leur diversité (3 avril 1792, t. XLI, p. 100); — renvoi aux comités de commerce d'instruction publique réunis (*ibid.*). — L'Assemblée décrète que le pouvoir exécutif rendra compte de l'état où se trouve à cet égard le travail commencé par l'Académie des sciences

Poids et mesures (*Suite*).

(*ibid.*). — Extrait des registres de l'académie des sciences sur les poids et mesures (11 mai 1792, t. XLIII, p. 255). — On demande des mesures provisoires pour faire cesser leur diversité (21 mai p. 653); — renvoi au comité de commerce (*ibid.* — Décret relatif aux dépenses qu'exigent les opérations nécessaires pour établir leur unité (17 septembre 1792, t. L, p. 72).

Poignet (Nicolas), huissier du département de la Nièvre. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. XLIII, p. 85).

Poigny (Commune de). Les habitants demandent la réformation de l'ordonnance des eaux et forêts (20 juin 1792, t. XLV, p. 426).

Poincelot. Fait un don patriotique (5 mai 1792, t. XLIII, p. 20).

Poinçot. Fait hommage de la continuation des œuvres de J.-J. Rousseau (1er décembre 1791, t. XXXV, p. 500). — Fait hommage d'une sixième livraison des œuvres de J.-J. Rousseau (25 février 1792, t. XXXIX, p. 103). — Fait hommage de la septième livraison des œuvres de J.-J. Rousseau (9 juin 1792, t. XLV, p. 43).

Poindrel (Joseph). Demande à partir aux frontières (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 181).

Pointe-à-Pitre (Commune de La).

Troubles. Lettre des députés de la Guadeloupe concernant les événements qui se sont passés dans cette ville le 15 septembre 1791 (3 décembre 1791, t. XXXV, p. 552); — renvoi au comité colonial (*ibid.* p. 553).

Poiré, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — 1791. — Demande à continuer ses fonctions (t. XXXIV, p. 109). — Est maintenu (*ibid.*).

Poirel, vice-consul de France à Cadix. — Frète six bâtiments pour ramener 485 laboureurs d'Espagne en France (6 décembre 1791, t. XXXV, p. 611).

Poirier, caporal au bataillon Saint-Honoré. Fait un don patriotique (24 avril 1792, t. XLII, p. 359).

Poirier. Rétracte sa signature à la pétition contre le camp de 20,000 hommes (15 juin 1792, t. XLV, p. 221).

Poirot, citoyen de Damey (Vosges). Fait un don patriotique (23 mai 1792, t. XLIV, p. 50).

Poissault. Présente un mémoire sur les monnaies (t. XXXIV, p. 281).

Poissenet. — 1791. — Demande à être admis à la barre (17 décembre 1791, t. XXXVI, p. 204). — Demande à être entendu sur les ventes des biens nationaux (5 janvier 1792, t. XXXVII, p. 85). — Est admis (*ibid.* p. 95).

Poisson (Jacques), député de la Manche). — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 63). —

Ports (*Suite*).
p. 4 et suiv.). — Granet demande que les comités de marine et de l'ordinaire des finances soient chargés de présenter un moyen de faire le payement des ouvriers des ports d'une manière équitable (25 janvier, p. 64 et suiv.); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 644). — Emmery demande le renvoi aux comités de marine et de commerce réunis de la question de la franchise des ports (6 janvier, p. 108 et suiv.); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 109). — Rapport par Granet (de Toulon) sur les secours à accorder aux enfants des ouvriers des ports (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 231); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 232). — Adresse des citoyens de Toulon en faveur des ouvriers (25 février 1792, t. XXXIX, p. 104 et suiv.); — renvoi au comité de marine (*ibid.* p. 105). — Décret sur les moyens d'exécution de la loi du 12 octobre 1791 concernant leur administration (17 août 1792, t. XLVIII, p. 319 et suiv.). — Projet de décret sur la police et la justice dans les ports (t. L, p. 710 et suiv.).
— Voir *Marine*. — *Navigation*. — *Ouvriers des ports*. — *Police*.

Ports francs. Rapport et projet de décret y relatifs présenté par Masneron (t. L, p. 351 et suiv.).

Ports de Paris. Pétition des employés au mettage à port et arrangement des bateaux (30 avril 1792, t. XLII, p. 543); — renvoi aux comités de liquidation et des domaines réunis (*ibid.*).

Portugal. Dénonciation des vexations souffertes par des citoyens français en Portugal (20 janvier 1792, t. XXXVII, p. 528); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*).

Possession (Sources d'eau). L'effet de la possession des sources d'eau à défaut de titre, sera déterminé par un article du nouveau code (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 511).

Possessions françaises. Exception à leur égard au décret sur la prohibition de la sortie des fourrages (31 décembre 1791, t. XXXVI, p. 709).

Possessions orientales et occidentales. Le ministre de la marine demande à qui doit appartenir la connaissance des demandes en cassation formées contre les arrêts des tribunaux supérieurs de ces possessions (30 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 10).

Possey, sergent volontaire de la garde nationale parisienne, remet un don patriotique au nom d'un Génevois, fils d'un Français (9 mai 1792, t. XLIII, p. 189).

Postel (Pierre). Pièces que le garde des archives est autorisé à lui remettre (17 septembre 1792, t. L, p. 104).

Postes. Goupilleau demande que le bureau de poste qui se trouvait à la porte de l'Assemblée soit rétabli et qu'on enjoigne aux commis de la grande poste de donner des reçus des lettres que l'on fera charger (9 février 1792, t. XXXVIII, p. 297); — observations de Calon (*ibid.*); — renvoi au comité d'inspection (*ibid.*). — Sur la motion de Lasource l'Assemblée décrète que le ministre des contributions publiques rendra compte des mesures prises pour l'organisation des postes et que les comités des finances et de législation feront un rapport sur cet objet (10 avril 1792, t. XLII, p. 157). — Proposition de Lasource de faire nommer les directeurs par l'Assemblée électorale (14 mai 1792, t. XLIII, p. 348). — Les nouveaux administrateurs des postes assurent l'Assemblée de leur dévouement (21 mai p. 649). — Le ministre de l'intérieur propose la suppression de deux contrôleurs généraux des postes (5 juin 1792, t. XLIV, p. 624); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Don patriotique des employés (8 juin p. 784). — Projet de décret portant que les emplois de contrôleurs généraux demeurent supprimés (30 juin 1792, t. XLVI, p. 7 et suiv.). — Deuxième lecture (7 juillet, p. 228 et suiv.). — Troisième lecture (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 324 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 325); — Don patriotique des employés (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 233). — Les employés de la petite poste de Paris demandent une augmentation d'appointements et font un don patriotique (28 août 1792, t. XLIX, p. 51 et suiv.). — Don patriotique des employés (4 septembre, p. 34). — Opinion et projet de décret de Lebreton sur cet objet (21 juillet 1792, t. XLVII, p. 6), (p. 29 et suiv.). — Mémoire du directoire des postes sur ce service (23 juillet, p. 83). — Lettre du sieur Saint-Victour y relative (t. L, p. 231 et suiv.).
— Voir *Assignats*. — *Ateliers des Postes*. — *Contreseing*. — *Maîtres de postes*.

Postes militaires. Secours accordés aux officiers d'état-major des postes supprimés (29 février 1792, t. XXXIX, p. 196). — Les comités militaires et des domaines réunis feront un rapport sur la suppression des postes militaires dont la nécessité ne sera pas rigoureusement démontrée (1er mars p. 230). — Le ministre de la guerre demande que les postes militaires des frontières soient déclarés en état de guerre (7 mai 1792, t. XLIII, p. 60); — sur la motion de Mayerne, l'Assemblée décrète l'urgence et adopte la proposition (*ibid.*). — Sur la motion de Brunck, l'Assemblée rapporte le décret jusqu'au moment où le ministre de la guerre aura fourni l'état nominatif des places qui devront être déclarées en état de guerre (*ibid.*). — Nouvelle demande du ministre de la guerre (8 mai 1792, p. 112; — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport par Carnot-Feuleins (11 mai, p. 242); — projet de décret (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*).
— Voir *Guerre*.

Prêtres réfractaires (*Suite*).

sion extraordinaire (13 septembre, p. 616). — Demande de fonds pour la nourriture des prêtres réfractaires infirmes. — Renvoi au comité des secours (14 septembre, p. 642). — Décret relatif à leur bannissement (17 septembre 1792, t. L, p. 85). — Questions du ministre de l'intérieur relatives à l'exécution de la loi sur leur déportation (19 septembre, p. 130); — renvoi à la commission extraordinaire (*ibid.* p. 131).

§ 2. — *Pétitions. — Adresses. — Lettres. — Objets divers.* — Pétition des mères de famille de la section du Luxembourg (25 octobre 1791, t. XXXIV, p. 393); — lettre du directoire du département de Maine-et-Loire (25 octobre, p. 411 et suiv.); — lettre du curé constitutionnel de Cunlhat (26 octobre, p. 415); — lettre du directoire du département des Côtes-du-Nord (*ibid.* p. 436), (29 octobre, p. 502). — Lettre des officiers municipaux de Saint-Omer (2 novembre, p. 598). — Lettre de l'évêque métropolitain de Rouen au directoire du département de la Seine-Inférieure (*ibid.*); — adresse du directoire du département de Maine-et-Loire (6 novembre, p. 662 et suiv.). Lettre de 17 municipalités de Calvados (7 novembre, p. 673). — Lettre des administrateurs du directoire du département du Haut-Rhin sur les troubles suscités dans ce département (12 novembre 1791, t. XXXV, p. 26); — — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 29). — Adresses du directoire des Basses-Pyrénées (23 novembre, p. 313), — du directoire du district de Chartres (8 décembre, p. 657), — des citoyens du Mans (*ibid.* et p. suiv.), — du conseil général du département de Maine-et-Loire (*ibid.* 658), — des membres composant le directoire du département de Paris (8 décembre, p. 668 et suiv.), — des électeurs du district de Valenciennes (9 décembre, p. 671), — des citoyens d'Ornans (10 décembre, p. 716), — de la section de la Halle-aux-Blés (*ibid.* p. 719 et suiv.), — des citoyens de Calais (*ibid.* p. 721), — de la ville d'Auxonne (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 78), — du directoire du district de Saint-Fargeau (20 décembre p. 277). — Le département du Morbihan sollicite un décret qui autorise les directoires de département à faire mettre en état d'arrestation les prêtres réfractaires (11 février 1792, t. XXXVIII, p. 423); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Arrêtés du directoire du département de Loir-et-Cher, sur les mesures à prendre contre eux (28 février 1792, t. XXXIX, p. 191 et suiv.). (p. 193). — Lettres du directoire du Finistère et de la municipalité de Brest relatives à des prêtres détenus à Brest (25 avril 1792, t. XLII, p. 370 et suiv.); — — renvoi au comité des Douze (*ibid.* p. 371). — Lettre du directoire du département de la Gironde, relative à des troubles suscités par des prêtres insermentés (25 mai 1792, t. XLIV, p. 110 et suiv.). — Adresses des villes de

Prêtres réfractaires (*Suite*).

Nantes, Niort, La Rochelle et du département de la Vendée qui demandent la déportation des prêtres non assermentés (25 mai 1792, t. XLIV, p. 113). — Pétition de la villes de Rennes ayant le même objet (30 mai, p. 348). — On annonce que les directoires des départements de Mayenne-et-Loire et de la Loire-Inférieure ont été obligés de faire enfermer les prêtres qui ont refusé de prêter le serment (23 juin 1792, t. XLV, p. 496); — renvoi à la commission des Douze (*ibid.*). — Pétitions des communes de Tissanges, Labussière, Montfaucon-la-Romagne, contre des prêtres insermentés (14 juin 1792, t. XLV, p. 192); — renvoi au roi et au comité de surveillance (*ibid.*).

Prêtres réfractaires. — Voir *Mont-Valérien, Paris* (*Directoire*). — *Troubles religieux*.

Prêts. Lavigne demande le renvoi au comité de législation de la question de savoir si une somme prêtée en argent peut être remboursée en assignats (26 juin 1792, t. XLV, p. 584); — adoption de cette motion (*ibid.* 585).

Preuilly (District de).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (28 août 1792, t. XLIX, p. 72).

Prévost, de Neuilly-sur-Seine. Fait un don patriotique (6 mai 1792, t. XLIII, p. 54).

Prévost (Denis-Joseph-Robert), ci-devant chanoine de la métropole de Rouen, et conseiller du ci-devant parlement de la même ville. Fait un don patriotique (18 mai 1792, t. XLIII, p. 532).

Prévost (Joseph et Paul). Dénoncent les membres composant le ci-devant comité général et militaire de la ville de Fontenay-le-Comte (7 mai 1792, t. XLIII, p. 87).

Prévot, membre du directoire du département de Seine-et-Marne. Dénonciation contre lui (16 août 1792, t. XLVIII, p. 277).

Prévôt de Beaumont. — Demande une indemnité (18 décembre 1791, t. XXXVI, p. 232). — Présente une pétition (24 août 1792, t. XLVIII, p. 686). — Demande la mise à l'ordre du jour du rapport qui le concerne (19 septembre 1792, t. L, p. 144).

Prévôté générale des ci-devant bandes et du régiment des gardes françaises. — Voir *Liquidation*.

Prévôté de l'Hôtel (Compagnie de la). Pétition des ci-devant militaires dans cette compagnie (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 164). — Voir *Chirurgiens*.

Prévôté des monnaies. Rapport par Delacroix sur une pétition des surnuméraires de l'ancienne compagnie de la prévôté des monnaies (12 janvier 1792, t. XXXVII, p. 354 et suiv.); — projet du décret (*ibid.* p. 355); — ajournement (*ibid.*). — Discussion du rap-

Princes étrangers possessionnés en France (*Suite*).

bonne (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 13); — adoption de cette motion (*ibid.*); — rapport par Koch (1er février, p. 66 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 74). — Mathieu Dumas demande la traduction de ce rapport dans toutes les langues (*ibid.*); — observations de Lecointe-Puyraveau (*ibid.*); — ajournement de cette proposition après l'examen et la discussion de l'Assemblée (*ibid.*). — Deuxième lecture du projet de décret sur la lettre de l'Empereur au roi en conséquence des conclusions de la diète de Ratisbonne (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 89 et suiv.).— *Discussion :* Mailhe (*ibid.*, p. 90 et suiv.); — projet de décret proposé par Mailhe (*ibid.*, p. 98). — Suite de la discussion. Pastoret, Lasource, Hérault de Séchelles, Prouveur, Viénot-Vaublanc (1er mars, p. 234 et suiv.). — On demande que le décret sur le séquestre des biens des émigrés leur soit appliqué (13 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 439), (15 juillet, p. 481), — Proposition de confisquer les biens de ceux qui favorisent les ennemis de la France (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 682); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*).

Princes français. Lettre du roi à ses frères pour les inviter à rentrer en France (10 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 325), — Louis-Stanislas-Xavier, premier prince français, est requis de rentrer dans le royaume dans le délai de 2 mois (31 octobre, p. 556); — les princes français coupables de conjuration seront punis de mort (9 novembre, p. 724). — Lettres du roi aux princes ses frères pour les exhorter à rentrer en France (16 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 104). — Annonce par Brua de la proposition par eux faite au général Wimpfen, de leur livrer Neuf-Brisach (22 novembre, p. 292 et suiv.) ; — *Discussion :* Cambon, Lasource, Briche, Taillefer, Cambon, Rouyer, Dumas, Lagrévol, Delacroix (*ibid.* p. 294 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète que le général Wimpfen sera invité à se rendre dans le lieu des séances du directoire du département du Haut-Rhin pour y faire déclaration des propositions qui lui ont été faites (*ibid.* p. 295). — Lettre du général Luckner (25 novembre, p. 363). — Lettre du général Wimpfen (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport par Lecointre relatif aux tentatives faites auprès du général de Wimpfen pour l'engager à livrer Neuf-Brisach (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 353 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 354); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret (*ibid.*). — Envoi par le ministre de l'intérieur de différentes pièces relatives à la proposition faite par eux au général de Wimpfen de livrer Neuf-Brisach (12 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 34); — envoi d'une copie de la lettre écrite à M. de Wimpfen (13 décembre, p. 45), (17 décembre, p. 173 et suiv.). — La section des Lombards sollicite un décret d'accusation contre les princes émigrés (25 décembre, p. 379 et suiv.). — Motion d'Isnard à ce sujet (*ibid.* p. 381 et suiv.); — débat : Grangeneuve, Isnard, Merlin, Masuyer, Guadet, Cambon (*ibid.* p. 382); — ajournement (*ibid.*) ; — rapport par Gensonné, au nom du comité diplomatique sur la mise en accusation des princes français (1er janvier 1792, p. 728 et suiv.) ; — rapport par Grangeneuve, au nom du comité de surveillance sur le même objet (*ibid.* p. 729 et suiv.); — *discussion* : Boisrot-de-Lacour, Léopold, Chéron-La-Bruyère, Jean Debry, Isnard, Becquey, Delacroix, Mouysset, Louis Genty, Lequinio, Jean Debry, Morisson, Jean Debry, Delacroix, Audrein, Reboul, Hua, Delacroix, Reboul, Léopold, Goujon, Thorillon, Lacretelle, Cambon, Daverhoult, Pierret, Delacroix, Mathieu Dumas (*ibid.* p. 731 et suiv.) ; — l'Assemblée décrète d'accusation : 1° Louis-Stanislas-Xavier ; — 2° Charles-Philippe ; — 3° Louis-Joseph, prince français (*ibid.* p. 740) ; — renvoi au comité de la rédaction du considérant (*ibid.*). — Opinion, non prononcée, de Quinette (*ibid.* p. 743 et suiv.). — Texte du décret portant qu'il y a lieu à accusation contre : 1° Louis-Stanislas-Xavier ; 2° Charles-Philippe ; 3° Louis-Joseph, princes français (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 8) ; — adoption (*ibid.* p. 9), — adoption d'une modification (*ibid.* p. 10) ; — texte du décret portant que les comités diplomatique et de législation présenteront, dans le délai de 3 jours, un projet d'accusation contre les princes français (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Rapport par Baignoux sur la suspension du traitement des deux princes français frères du roi (9 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 519 et suiv.); — projet de décret (*ibid.*, p. 520). — Discussion du projet de décret sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi : Goupilleau, Louvet, Lequinio, Goujon, Bassal, Thuriot, un membre, Delaporte, Aubert-Dubayet (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 6 et suiv.) ; — ajournement (*ibid.*, p. 10). — Nouvelle rédaction proposée par le comité (4 mai p. 729 et suiv.). — Nouveau rapport sur la suspension du traitement des deux princes français, frères du roi (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 461 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 462 et suiv.). — Discussion : Cambon, Thuriot, Bassal, Guadet, Cambon, (*ibid.* p. 463 et suiv.). — Adoption de l'article 1er (*ibid.* p. 465). — Observation de Baignoux, *rapporteur* (19 mai, p. 563 et suiv.). — Adoption des articles 2 à 5 (*ibid.* p. 564). — Art. 6 : Lecointe-Puyraveau, Beugnot, Henry-Larivière, Vergniaud (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 565). — Rejet de l'article 7 (*ibid.* p. 566). — Adoption de l'article 8 devenu art. 7 (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adresse des citoyens de Versailles en faveur des personnes qui composaient leur maison (16 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 564) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances

Princes français (*Suite*).

(*ibid.*). — Réclamation en faveur de leurs officiers résidant en France, créanciers et rentiers viagers, (22 février 1792, t. **XXXIX**, p. 2 et suiv.); — observations de Goupilleau et Cambon (*ibid.* p. 3); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Réclamation des citoyens attachés au service des écuries (27 février, p. 131); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Pétition des domestiques attachés à la maison des princes français émigrés, pour obtenir des gratifications (18 mars 1792, t. **XL**, p. 117). — Traité passé par les princes français, frères du roi, avec le prince de Hohenlohe-Schillingsfürst pour la levée d'un régiment (31 mars 1792, t. **XLI**, p. 40 et suiv.). — Lettre déhortatoire adressée à l'occasion de ce traité au prince de Hohenlohe-Schillingsfürst par l'Assemblée du cercle de Franconie (*ibid.*, p. 41 et suiv.); — renvoi des deux pièces au comité diplomatique et à la Haute-Cour nationale (*ibid.* p. 42). — Les grands procurateurs de la nation rendront compte de l'état de la procédure contre les princes français (*ibid.*) — Le ministre de la justice retourne à l'Assemblée le décret du 2 janvier 1792 relatif à l'acte d'accusation contre les princes français comme non revêtu des formes constitutionnelles (3 avril p. 159); — renvoi au comité des décrets (*ibid.* p. 162). — Rapport par Calvet sur leurs maisons militaires (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 322); — projet de décret (*ibid.*); — discussion (2 mai, p. 642 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 643). — Texte du décret (*ibid.*). — Des citoyens de Versailles, créanciers des princes, demandent audience (28 avril, p. 478). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, ils se plaignent de la partialité avec laquelle ont été distribués les fonds qui leur avaient été accordés (29 avril, p. 507); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Pétition de leurs fournisseurs et créanciers (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 169); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*). — Pour combien ils sont compris dans les dépenses de 1792 (1er juin, p. 435). — Communication de pièces relatives à des pouvoirs donnés par les princes au sieur Harel-Lavertu pour des achats et des emprunts au nom du roi. — Mesures prises par le roi à ce sujet (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 151 et suiv.). — Envoi à l'Assemblée d'un pamphlet intitulé : *Déclaration des princes, frères de Sa Majesté le roi de France* (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 36). — Traité entre eux et le prince régnant de Hohenlohe-Waldenbourg-Schillingsfürst (t. **L**, p. 324).

— Voir *Charles-Philippe*. — *Condé*. — — *Emigrés*. — *Louis-Joseph*. — *Louis-Stanislas-Xavier*. — *Régence du royaume*.

Prion, ancien capitaine. Fait un don patriotique (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573).

Prisonniers. Lettre du ministre de la justice relative à l'augmentation de la ration de pain fixée pour les prisonniers (29 avril 1792, t. **XLII**, p. 504); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Prisonniers de guerre. Rapport par Ramond sur leur traitement (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 732); — projet de décret (*ibid.* et p. suiv.). — *Discussion :* — Adoption de l'urgence (*ibid.* p. 733). — Adoption de l'article 1er (*ibid.* p. 734). — Art. 2 : Albitte, Delacroix, Delaporte, Viénot-Vaublanc, Couthon, Mathieu Dumas, Vergniaud, Duverhoult, Rouyer, Lasource, Basire (*ibid.* et p. suiv.); — adoption de la rédaction proposée par Lasource, qui remplace les articles 2 et 3 (*ibid.* p. 737). — Adoption des articles 4 à 14 devenus articles 3 à 13 (*ibid.* p. 743). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Le ministre de la guerre rendra compte des nouvelles relatives à l'assassinat de prisonniers de guerre à Lille (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 21). — Projet de décret sur les moyens d'exécution de la loi les concernant (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 541); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Envoi par le ministre de la guerre du projet de traité et convention d'échange ou rançon des prisonniers de guerre (21 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 1); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). — Rapport et projet de décret (3 août, p. 412); — adoption (*ibid.*). — Pièces relatives à l'échange de quatre prisonniers faits par l'armée du centre (23 juillet, p. 91). — Décret relatif à leur échange (19 septembre 1792, t. **L**, p. 140).

Prisonniers de la Haute-Cour nationale. Annonce de l'arrivée à Orléans de 36 prisonniers (11 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 401). — Demande de secours en leur faveur (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 575); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Lafon-Ladebat sur le traitement à leur faire (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 177 et suiv.). — l'Assemblée charge les comités des secours publics et de législation réunis de proposer un règlement sur la discipline des prisonniers et sur le traitement à faire aux prisonniers (*ibid.* p. 178). — Demande du payement des avances faites par les départements pour la translation des prisonniers à Orléans (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 312); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

— Voir *Haute-Cour nationale*. — *Orléans*.

Prisonniers pour mois de nourrice. Lettre de Bailly au sujet de l'exécution du décret relatif à la mise en liberté, aux frais du Trésor, des prisonniers pour mois de nourrice (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 273); — renvoi au comité de secours publics (*ibid.* p. 503). — Adoption sauf rédaction (*ibid.*). — Rapport par Desbois sur l'interprétation de la loi relative à leur libération (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 502 et suiv.); — discussion : Goujon, Vergniaud, Fauchet (*ibid.*). —

Propriétés. — Voir *Sûreté des personnes et des propriétés.*

Propriétés nationales. — Voir *Titres.*

Propriétés situées en France appartenant à des étrangers. Décret interdisant l'exportation des grains et fourrages provenant de ces propriétés (17 septembre 1792, t. **L**, p. 82).

Prost. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Protestants. Renvoi au comité des domaines d'une motion relative à leurs biens (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 104).

Voir *Ministres du culte protestant.*

Prouveur, député du Nord. — **1791.** — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (*ibid.*). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Son opinon, non prononcée, sur une émission de coupures d'assignats (t. **XXXVI**, p. 40 et suiv.). — Parle sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 223 et suiv.), (p. 226), — sur une pétition des commis aux octrois de Douai (p. 711). = **1792.** — Fait un rapport sur la réunion de toutes les procédures relatives aux fabricateurs de faux assignats au tribunal du 1er arrondissement de Paris (t. **XXXVII**, p. 523). — Parle sur les troubles de Caen (p. 623 et suiv.). — Rend compte de la réponse du roi à la députation chargée de lui porter le décret relatif à l'office de l'empereur (p. 669). — Soumet à la discussion son rapport sur les poursuites contre les fabricateurs de faux assignats (p. 715) ; — le défend (p. 716) . — Fait un rapport sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (t. **XXXVIII**, p. 571 et suiv.) ; — le défend (p. 574). — Soumet à la discussion son rapport sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (t. **XXXIX**, p. 58 et suiv.), (p. 62 et suiv.). — Parle sur les possessions des princes étrangers en France (p. 243). — Parle sur les billets de confiance (t. **XL**, p. 572). — Pose une question relative à la régie des biens féodaux (t. **XLI**, p. 51 et suiv.). — Fait un rapport sur la poursuite et le jugement des procédures criminelles au tribunal de cassation (p. 177 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 306 et suiv.). — Parle sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 565 et suiv.), — sur des plaintes de la municipalité de Valenciennes (t. **XLII**, p. 634). — Fait une motion relative au maréchal Rochambeau (t. **XLIII**, p. 81). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Membre du comité de législation (p. 672). — Parle sur la suppression de certains droits féodaux (t. **XLV**, p. 197 et suiv.). — Fait un rapport sur le cumul des fonctions publiques (p. 611 et suiv.). — Parle sur la suspension du maire de Paris (t. **XLVI**, p. 463). — Communique

Prouveur, député (*Suite*).

un procès-verbal concernant un incendie survenu à l'hôpital de Valenciennes (t. **XLVII**, p. 60). — Demande que la municipalité rende compte du nombre des fédérés arrivés à Paris (p. 168). — Fournit des renseignements sur les événements survenus à Valenciennes les 6, 7 et 8 octobre (t. **XLIX**, p. 607).

Provence. Rapport par Philibert sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 590 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 594 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence on fait l'avance pendant l'année 1790 (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 631). — Troisième lecture du projet de décret sur le remboursement de la dépense des troupes dont les communes du ci-devant pays de Provence ont fait l'avance pendant l'année 1790 (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 21) ; — adoption (*ibid.*).

— Voir *Pays d'Etat.*

Provence (Congrégation de). Sa suppression (18 août 1792, t. **XLXIII**, p. 350).

Providence (Filles de la). Leur suppression (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 350).

Provinces (ci-devant). Lettre du ministre des contributions publiques sur l'arriéré des dépenses de 1792 et années antérieures à la charge des ci-devant provinces (18 mars 1792, t. **XL**, p. 95) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid*), — rapport par Lacoste-Montlausur sur leurs dettes arriérées (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 236 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.*, p. 238 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur leurs dettes arriérées (nuit du 9 au 10 août 1792, t. **XLVII**, p. 617 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret sur leurs dettes arriérées (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 247 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 249).

Provins (Commune de). La municipalité se plaint des enlèvements considérables de grains faits sur son marché (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 513) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). Rapport par Mayerne sur la circonscription des paroisses (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 28) ; — projet de décret (*ibid.* p. 29) ; observations de Dubuisson, Charlier et Naret (*ibid.*). — Deuxième lecture (7 février, p. 263). — Troisième lecture (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 188). — *Discussion :* Dubuisson, Varet (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*).

Provins (District de). Adresse d'adhésion (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 425). — Adresse de dévouement des juges du tribunal (23 août 1792, t. **XLVIII**, p. 664).

Pyrénées (Basses-) (Département des) (*Suite*).

adoption (*ibid.* p. 262). — Rapport par Cazes sur le nombre et le placement des notaires (30 juin 1792, t. **XLVI**, p. 8 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 9 et suiv.). — Deuxième lecture (17 juillet, p. 538 et suiv.). — Deuxième (1) lecture du projet de décret sur le nombre et le placement des notaires (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 383 et suiv.).

Administrateurs. Demandent des fonds pour l'achèvement de la construction de l'église Saint-Louis (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 480). — Se plaignent du trop fréquent changement de ministres (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 92).

Conseil général. Adresse d'adhésion (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 707).

Directoire. Adresse au sujet des troubles provoqués par les prêtres réfractaires (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 313). — Procès-verbal relatif à des mouvements de troupe sur la frontière espagnole (6 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 202 et suiv.). — Lettre relative à des enlèvements, par les Espagnols, de bêtes à laine (21 février, p. 715). — Arrêté sur la proclamation du décret portant déclaration de guerre au roi de Bohême et de Hongrie (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 574). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Procureur-général-syndic. Un membre combat les plaintes du procureur au sujet du non-payement des volontaires nationaux (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 481). — Dénonce le sieur Elie, receveur de l'enregistrement (25 juin 1792, t. **XLV**, p. 569).

Volontaires nationaux. Les volontaires du 3e bataillon demandent à être envoyés à Saint-Domingue (16 avril 1792, t. **XLI**. p. 723). — Les volontaires du 1er bataillon demandent à servir en Amérique (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 331). — Don patriotique du 1er bataillon (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 97).

— Voir *Minerai*. — *Ustaritz*.

Pyrénées (Hautes-). (Département des). Demande d'un dégrèvement de 200,000 livres sur les impositions de 1792 (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 61); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Demande d'emplacement pour une maison de correction (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 48); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret tendant à autoriser le directoire à acquérir la maison des ci-devant Carmes de Tarbes pour y établir une maison de correction (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 42 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret tendant à autoriser le directoire à acquérir la maison des ci-devant

(1) C'est une erreur du procès-verbal; la seconde lecture a été faite dans la séance du 17 juillet. Voyez *Archives parlementaires*, 1re série, (t. **XLVI**, p. 538).

Pyrénées (Hautes-) (Département des) (*Suite*).

Carmes de Tarbes pour y établir une maison de correction (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 134). — Troisième lecture (10 septembre, p. 515); adoption (*ibid.*). — Adresse d'adhésion du département (13 septembre, p. 609). — Députés nommés à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Administrateurs. Font un don patriotique (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 661). — Demande relative à la nomination aux cures vacantes (14 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 627).

Conseil général. Est autorisé à prolonger ses séances (15 mars 1792, t. **XL**, p. 2). — Annonce les mesures qu'il a prises pour mettre les frontières à l'abri de l'invasion des Espagnols. — Demande une interprétation du décret qui ordonne le service personnel ou la remise des armes (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 682).

Tribunal criminel. Adresse d'adhésion des juges, commissaire et accusateur public (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 196).

Volontaires nationaux. Les administrateurs dénoncent le sieur Launoi pour les obstacles qu'il met au payement des volontaires nationaux (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 562); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*), — au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 567); — compte rendu du ministre de la guerre (13 mars, p. 621). — Dons patriotiques (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 323), (22 juin, p. 463).

Pyrénées-Orientales (Département des). Question du ministre des affaires étrangères sur la conduite à tenir par le département relativement aux biens dits ecclésiastiques situés en France et en Espagne (12 avril 1792, t. **XLI**, p. 507 et suiv.); — renvoi aux comités diplomatique, des domaines et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.* p. 508). — Don patriotique des administrateurs, du procureur général syndic et du secrétaire général (19 mai 1792, t. **XLIII**, p, 559). — Réclamation d'une somme de 11,396 l. 11 s. 6 d. (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 311); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*).

Administrateurs. Demandent que le département soit mis en état de défense (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 471); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Ecrivent au sujet du bruit répandu dans les départements méridionaux que des troupes menacent les frontières (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 573). — Lettre au sujet des troubles de Perpignan (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 246). — Lettre au sujet des mesures prises pour éviter toute invasion soit de la part des émigrés, soit de la part des Espagnols (23 avril, p. 318). — Note des frais faits pour la translation de prisonniers de Perpignan à Orléans (3 mai, p. 716).

Conseil général. Adresse d'adhésion et procès-verbal du serment à la liberté et à l'égalité (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442).

Q

Quatremère-Quincy, député (*Suite*).

sur les contributions (p. 171), — sur les pièces jouées dans les théâtres de Paris (p. 190), — sur un arrêté du directoire du département de Loir-et-Cher (p. 192), — sur les affaires d'Avignon (p. 260), — sur une pétition du sieur Janson (p. 372). — Membre du comité d'inspection (p. 394). — Parle sur l'assassinat du maire d'Etampes (p. 467), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 480), (p. 481). — Fait un rapport sur la pétition de M. de Rossel (t. **XLII**, p. 404 et suiv.). — Parle sur la proposition de décréter d'accusation Marat et Royou (p. 713). — Fait la seconde lecture d'un projet de décret sur la pétition de M. de Rossel (t. **XLIII**, p. 32). — Fait un rapport sur les honneurs funèbres à décerner à la mémoire du maire d'Etampes (p. 268); — le soumet à la discussion (p. 269 et suiv.). — Parle sur la police de Paris (p. 424); — sur les troubles religieux (p. 445). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la pétition de M. de Rossel (p. 526). — Parle sur la communication de pièces relatives à l'existence d'un comité autrichien (p. 541), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 549); — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 581). — Fait une motion d'ordre (p. 596). — Parle sur le cas du juge de paix Larivière (p. 610). — Fait un rapport sur le payement des appointements dus aux professeurs de l'école de chant et de déclamation (t. **XLIV**, p. 11 et suiv.). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (p. 469). — Parle sur les dénonciations contre Duport, ex-ministre de la justice (p. 472 et suiv.). — Soumet à la discussion le projet du décret sur la pétition de M. de Rossel (p. 497 et suiv.). — Parle sur une lettre circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 46). — Fait une motion d'ordre (p. 443). — Parle sur une pétition du sieur Demandres (p. 465), — sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (t. **XLVI**, p. 71), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 116). — Membre du comité d'inspection (p. 445). — Son opinion, non prononcée, sur la suspension du maire et du procureur de la commune de Paris (p. 469 et suiv.). — Parle sur l'affaire Jouneau et Grangeneuve (t. **XLVII**, p. 175). — Dénonce les outrages qu'ont essuyés un certain nombre de députés (p. 60).

Quatre Nations (Collège des). Dons patriotiques des écoliers, de l'agent et des domestiques (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 123); — des écoliers, du principal et des bibliothécaires (15 mai, p. 395).

Quatresolz-de-Marolles, député de Seine-et-Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Étampes (t. **XLIV**, p. 469). — Fait un don patriotique (t. **XLVIII**, p. 625).

Queiras (Fort de). Est déclaré en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Quelain, secrétaire greffier de la 29e division de gendarmerie. Demande s'il peut continuer ses fonctions (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 80); — ordre du jour motivé (*ibid*).

Quélus, Hollandais. Fait un don patriotique (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 642).

Quennouelle, curé. Présente une pétition de la commune de Haute-Isle (15 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 432).

Quenquat-Tonqueda (René-André). Ordre du jour sur le fait de sa détention à Boulogne (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 149).

Quéru, député suppléant de l'Eure. = **1792**. — Est admis en remplacement de Delivet-Saint-Mars, décédé (t. **XL**, p. 457). — Prête sermen (p. 461).

Queslin, député de la Manche. = **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité colonial (p. 412). — Membre du comité de commerce (p. 438). = **1792**. — Fait une proposition relative aux corsaires qui pourraient croiser dans la Manche (t. **XLII**, p. 43). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Fait un rapport sur les troubles de la Martinique (t. **XLV**, p. 483 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les troubles de la Guadeloupe (t. **XLVI**, p. 29), — un projet de décret sur la comparution à la barre des sieurs Mondenoin, Behague, Clugny et Darrot (p. 31). — Parle sur les travaux du port de Cherbourg (t. **XLVII**, p. 243), — sur l'exécution du décret du 17 juillet 1792, relatif aux gardes suisses (p. 479). — Soumet à la discussion le projet de décret relatif à la représentation des colonies (t. **XLVIII**, p. 621). — Présente un projet de décret sur la vente des biens des émigrés dans les colonies françaises (p. 710 et suiv.), — un projet de décret sur la législation des colonies (p. 712). — Son rapport sur l'organisation de l'instruction publique dans les colonies de l'Inde et du nouveau monde (t. **L**, p. 726 et suiv.).

Quesnard. Demande audience (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 723). — Jour fixé (*ibid*.). — Fait hommage d'un plan d'éducation publique (6 mai 1792, t. **XLIII**, p. 48).

Quesnay, député de Maine-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Parle sur la prestation du serment individuel (p. 71). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 77). — Parle sur les officiers émigrants (p. 254), — sur les ecclésiastiques pensionnés (p. 291). — Membre du comité des assignats et monnaies (p. 343). — Parle sur les émigrants (p. 714). — Est entendu au sujet d'un incident de la séance du 17 novembre (t. **XXXV**, p. 111). — Parle sur des enrôlements faits à Toul (p. 565), — sur le procès-verbal de la séance du 10 décembre 1791 au soir (t. **XXXVI**, p. 24), — sur le payement

(1) C'est par erreur qu'il a été nommé pour assister à cette cérémonie

Quittances de finances (*Suite*).

— Quittances à produire au directeur général de la liquidation par les propriétaires des taxations (9 septembre, p. 492). — Continueront à être admises à la conversion viagère (17 septembre 1792, t. **L**, p. 71).

Quittances d'imposition. L'attestation de leur remise en tient lieu (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 125).

Quittances de rachat. Sont soumises au droit d'enregistrement payable par celui qui fait le rachat (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 427).

R

Rabais. Toutes les entreprises des fournitures et d'ouvrages pour le service des ports et des arsenaux seront adjugées au rabais (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 224).

Rabasteins (Commune de), département du Tarn. Il sera payé une somme de 234 livres à l'hôpital (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 18).

Rabaud. Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 175).

Rabaud, employé à la caisse de la marine. Fait un don patriotique (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 316).

Rabaud. — Voir *Camus* curé.

Rabaut-Saint-Etienne. Annonce qu'il a été nommé à la Convention nationale et prête le serment de l'égalité (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 451).

Rabier-Labaume (Dame). Pétition sur divers objets de liquidation (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 446).

Rabot (Pierre). Sollicite le rapport de son affaire (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 175).

Rabusson-Lamothe, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 478). — Membre du comité des domaines (p. 461). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Raby, député extraordinaire de Brest. Demande audience (17 avril 1792, t. **XLII**, p. 3). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis, il demande la création d'une infanterie et d'une artillerie destinées spécialement à la marine (p. 43).

Raby, aîné. Somme qui lui est due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 530).

Rachat (Droit du). Réclamation contre la suppression sans indemnité (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 316). Elle est prononcée (18 juin 1792, t. **XLV**, p. 337).

Rachat des droits casuels. — Il est décrété (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 426).

Rachat des redevances seigneuriales. Conditions (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 699).

Rachat des rentes sur les biens des émigrés. Il est décrété (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 118). — Dépôt des sommes en provenant dans la caisse du receveur du district (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 211).

Rachat des rentes APPARTENANT A LA NATION. Il est décrété (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 623).

Racine, visiteur de la douane. Fait un don patriotique (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 257).

Radon. Demande à servir dans l'armée française (7 août 1792, t. **XLVII**, p. 747).

Raet, marchand papetier de l'Assemblée nationale. — Fait un don patriotique (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 380).

Raffin, député des Basses-Alpes. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Membre du comité de division (p. 450). = **1792**. — Fait un rapport sur la circonscription des paroisses de la municipalité d'Aire (t. **XXXVIII**, p. 33). — Membre du comité de division (t. **XXXIX**, p. 393). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses de la commune d'Aire (t. **XL**, p. 63). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la circonscription des paroisses de la commune d'Aire (t. **XLI**, p. 98). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Raffin, prêtre. Demande une augmentation de pension 4 décembre 1791, (t. **XXXV**, p. 562).

Rage. Présentation par Portal d'un traitement contre la rage (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550).

Raimond (De), capitaine de vaisseau. Annonce de son départ pour l'étranger (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 122).

Raimont (Robert), Anglais. Don pour les victimes de la journée du 10 août (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 121).

Rassemblements (*Suite*).

p. 258 et suiv.) ; — débat : Vanbœnacker, Blanchon, Emmery, Duhem, Albitte, Couthon Gossuin (*ibid.* p. 261 et suiv.) ; — renvoi aux comités diplomatique, militaire et de surveillance réunis (*ibid.* p. 262) ; — rapport par Ramond (20 décembre, p. 267 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 269) ; — discussion, Daverhoult, Chéron-La-Bruyère, Emmery, Duhem, Lacuée jeune, Bréard, Delacroix, Basire, Dorizy, Ramond, rapporteur, Garran-de-Coulon, Dumas, Hérault de Séchelles, Viénot-Vaublanc, Chabot (*ibid.* p. 269 et suiv.) ; — Daverhoult, Ramond, rapporteurr Taillefer (21 décembre, p. 290 et suiv.) ; — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 291). —Paragraphe 1er : Lecointe-Puyraveau, Daverhoul, Delacroix, Viénot-Vaublanc, Emmery, Fauchet, Gérardin, Ramond, rapporteur (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 292). — Adoption sans discussion du 2e paragraphe (*ibid.*). — Disposition additionnelle proposée par Caminet (*ibid.* p. 293) ; — discussion : Chabot, Delacroix, Grangeneuve, Thuriot, Goujon, Becquey (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption de la dernière partie du projet des comités (*ibid.*) ; — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Opinion, non prononcée, de Beugnot (20 décembre p. 275 et suiv.) ; — Pièces envoyées à la députation du Nord (23 décembre. p. 328 et suiv.) ; — renvoi au comité de surveillance (*ibid.* p. 329) ; — Note de l'Electeur de Trèves en réponse au discours du roi du 14 décembre (28 décembre, p. 478) ; — 4° Observations du ministre des affaires étrangères sur les rassemblements au delà des frontières (24 décembre, p. 355). — Voir *Emigrés.* — *Journée du 20 Juin.* — *Pétitionnaires.* — *Puissances étrangères.*

Rassuel, de Ferrare. Présente une pétition (19 avril 1792, t. XLII, p. 156).

Rataud, député de Seine-et-Marne. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Parle sur l'interprétation du décret du 17 septembre 1791 relatif aux encouragements aux beaux-arts (p. 283). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Membre du comité de l'extraordinaire des finances (t. XXXV, p. 595). — Parle sur une demande de fonds pour le service de la guerre (t. XXXVI, p. 600). = 1792. — Obtient un congé (t. XXXIX, p. 501). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. XLIV, p. 469). — Obtient un congé (t. XLVII, p. 118). — Prête le serment du 10 août (t. XLIX, p. 52).

Rations de pain et de fourrage. En quoi elles consistent. — Quantité allouée aux troupes et aux officiers (27 février 1792, t. XXXIX, p. 126 et suiv.). — Augmentation en faveur des officiers qui entreront en campagne (24 avril 1792, t. XLII, p. 324). —

Rations de pain et de fourrage (*Suite*).

Rations accordées aux officiers de santé pendant la campagne (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 329 et suiv.).

Ratisbonne. — Propositions sur un conclusum de la diète (30 janvier 1792, t. XXXVIII, p. 13), (1er février, p. 66 et suiv.).

Rauch, tambour-maître de la section de l'Oratoire. — Accusé d'enrôler pour l'armée des émigrants, est amené à la barre et interrogé (13 décembre 1791, t. XXXVI, p. 89 et suiv.), (p. 94 et suiv.), (p. 99 et suiv.), (p. 101), (p. 104), (15 décembre 1791, p. 124). — Est remis en liberté *ibid* (p. 128).

Raucourt (François). Sollicite une pension (6 septembre 1792, t. XLIX, p. 384).

Raulin, marchand mercier au Havre. Fait un don patriotique (10 juillet 1792, t. XLVI, p. 296.)

Raume, commissaire civil à St-Domingue. Envoi, par le ministre de la marine, de plusieurs numéros de sa correspondance (15 juin 1792, t. XLV, p. 236).

Raux. Haut-juré du département de l'Ardèche (15 novembre 1891, t. XXXV, p. 80).

Raymon-Cannègre. Haut-juré du département des Landes (15 novembre 1791, t. XXXV, p. 80).

Ravez. Rapport par Fressenel sur les accusations portées contre lui (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 675) ; — projet de décret (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 676). — Texte exact du rapport de Fressenel sur les accusations portées contre lui (t. L, p. 633 et suiv.).

Ravieux, de Metz. Présente une pétition (4 mai 1792, t. XLIII, p. 3).

Ravoisé, curé de Nanterre. Présente une pétition (16 août 1792, t. XLVIII, p. 278).

Ray (Erard de). Décret relatif à sa pension (14 septembre 1792, t. XLIX, p. 655).

Raymond. Son discours au nom des hommes de couleur (30 mars 1792, t. XL, p. 708 et suiv.).

Raymond (doreur). Don patriotique de ses ouvriers (13 mai 1792, t. XLIII, p. 316).

Raymond (Vve). Sollicite un secours (27 mai 1792, t. XLIV, p. 170) ; — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Raymond-Besse-Peyrat. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (19 septembre 1792, t. L, p. 126).

Raymondis (Louis), chef d'escadre. Projet de décret tendant à lui accorder une gratification de 12,000 livres en remplacement de ses pensions (12 janvier 1792, t. XXXVII, p. 339) ; — adoption (20 janvier, p. 536). — Refuse la gratification qui lui a été accordée en remplacement de ses pensions (26 janvier, p. 667).

Reboul, député (*Suite*).

p. 42), — sur l'augmentation du nombre des membres du comité de marine (p. 517), — sur l'ordre des travaux (p. 578). — Soumet à la discussion son rapport sur les moyens d'accélérer la fabrication des monnaies de bronze (p. 604 et suiv.). — Parle sur l'aliénation des biens de l'abbaye de Wadegasse (p. 638), — sur l'éducation du prince royal (t. **XLII**, p. 69), — sur les affaires d'Avignon (p. 135). — Fait un rapport sur la fabrication d'une monnaie de billon (p. 654 et suiv.). — Fait une motion d'ordre (p. 711). — Parle sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (t. **XLIII**, p. 413), — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 581), — sur la déportation des prêtres réfractaires (t. **XLIV**, p. 96). — Fait un rapport sur la fabrication des pièces de 15 sols et de 30 sols (p. 149). — Fait une motion d'ordre (p. 190). — Parle sur l'état de la fabrication des coupures d'assignats (p. 468). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Étampes (p. 469). — Parle sur l'inexécution des décrets relatifs aux caisses patriotiques (p. 698.), — sur une lettre circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 26). — Fait un rapport sur la valeur des espèces d'or et d'agent (p. 88 et suiv.). — Parle sur les besoins du département de la guerre (p. 170). — Fait une motion d'ordre (p. 446). — Parle sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 467 et suiv.), — sur la destitution des fonctionnaires (p. 537), (p. 538), — sur l'inexécution de la loi portant qu'il sera nommé un secrétaire du conseil du roi (p. 545), — sur la question de savoir si le ministre de l'intérieur a ordonné l'envoi aux départements d'un arrêté du département de la Somme (t. **XLVI**, p. 41), — sur le compte à rendre de la situation du royaume (p. 285), (p. 287), — sur la suspension du maire de Paris (p. 364). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVII**, p. 59). — Parle sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 78), — sur la proposition de fondre les statues des anciens tyrans pour faire des canons (p. 109), — sur un rappel à l'ordre infligé à Chabot (p. 130), — sur les travaux du port de Cherbourg (p. 243), — sur les pensions des religieux (p. 544). — Remet un don patriotique (p. 549). — Parle sur l'admission des pétitionnaires à la barre (p. 550). — Présente un projet de décret sur la fabrication de la monnaie de billon (p. 551). — Demande la nominaiion de commissaires pour le récolement des effets inventoriés au garde-meuble de la couronne (t. **XLVIII**, p. 23). — Est nommé commissaire pour cet objet (p. 27). — Parle sur la déportation des prêtres insermentés (p. 668). — Fait un rapport sur une fabrication de monnaies de bronze (p. 705 et suiv.). — Parle sur la nomination des commissaires chargés de surveiller la levée de 30,000 hommes (t. **XLIX**, p. 64), — sur le mandat d'arrêt lancé contre Girey-Dupré (p. 141 et suiv.). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Rend compte de sa mission (p. 481). — Parle sur le déplacement de l'hôpital de Pézenas (p. 575). — Demande que la commune de Paris rende compte de sa conduite (t. **L**, p. 15). — Parle sur la conservation des monuments des beaux-arts (p. 16). — Présente des projets de décret pour la conservation des objets d'art qui se trouvent dans les maisons ci-devant royales (p. 51 et suiv.), — un projet de décret sur la fabrication des pièces monnayées de 2 et 4 sols (p. 121), — un projet de décret sur le transport au Louvre des tableaux et autres monuments des arts qui se trouvent dans les maisons ci-devant royales (p. 151), — une modification au décret concernant les commissaires des hôtels des monnaies (p. 157).

Reboul, électeur de Paris. Fait un don patriotique (28 avril 1792, t. **XLII**, p. 498).

Reboul (Louis), sous-lieutenant de vaisseau. Fait un don patriotique (16 septembre 1792, t. **L**, p. 63).

Reboul-Senebier. Opinion sur la question de l'aliénation des forêts nationales (30 mars 1792, t. **XL**, p. 751 et suiv.). — Renvoi au comité des domaines de sa pétition relative au payement des biens nationaux (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 464).

Rebourneau (Bénigne), religieuse. Réclame une pension (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 27.)

Rebut. — Sa pétition (19 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 248).

Recensement. Thuriot demande qu'il soit procédé à un recensement général dans toutes les villes de France (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 666); débat : Crestin, Bigot de Préameneu, Lamarque (*ibid.*) ; — le comité de législation est chargé de présenter un nouveau mode de recensement (*ibid.*). — Motions de Rouyer et de Charlier (28 janvier, p. 726 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 727).

Récépissés. Les employés des messageries donneront un récépissé de toutes les sommes qui leur seront remises (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 343).

Récépissés de liquidation. Les récépissés délivrés nominativement aux propriétaires sont exceptés de la loi du 27 août 1792 (17 septembre 1792, t. **L**, p. 71).

Recettes et dépenses publiques. Les comités des finances examineront les recettes et les dépenses publiques et présenteront le tableau de leurs opérations au plus tard le 1er mars 1792 (31 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 708).

Recettes de 1792. — Voir *Dépenses et recettes*.

Recettes générales des finances. Défense aux commis d'acquitter aucun mandat délivré par les corps administratifs (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 248).

Receveurs. — Voir *Comptables*.

Receveurs des congrégations. Difficultés relatives à leur remplacement provisoire dans le Morbihan (5 août 1792, t. XLVII, p. 489).

Receveurs des consignations. Déclaration qu'ils doivent faire des biens appartenant aux Français domiciliés à l'étranger (23 août 1792, t. XLVIII, p. 660). — Objet de leur responsabilité. — Obligations auxquelles ils sont tenus concernant les effets publics au porteur (27 août 1792, t. XLIX, p. 30).

Receveurs de district. Leur réclamation au sujet du défaut de désignation de la valeur des assignats dans les lettres d'envoi (10 décembre 1791, t. XXXV, p. 718). — Demandent un dédommagement pour leurs travaux (28 janvier 1792, t. XXXVII, p. 712) ; — observations de Lamarque, Dorizy, Lecointe-Puyraveau, Basire (*ibid.*) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Lafon-Ladebat sur leur cautionnement et leur traitement (11 février 1792, t. XXXVIII, p. 348 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 352 et suiv.). — Deuxième lecture (31 mai 1792, t. XLIV, p. 39 et suiv.). — Troisième lecture (16 septembre 1792, t. L, p. 38 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 39). — Demandent une indemnité pour les risques du recouvrement des deniers provenant des coupes de bois (23 avril 1792, t. XLII, p. 300); — renvoi aux comités des domaines de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Demande relative à la quotité des cautionnements à fournir par eux (29 avril, p. 504). — On demande qu'il soit statué sur leurs réclamations (19 mai 1792, t. XLIII, p. 574). — Rapport par Cartier-Douineau sur le traitement à leur accorder pour la vente des domaines nationaux (23 mai 1792, t. XLIV, p. 21 et suiv.). — Deuxième lecture (2 juin, p. 463 et suiv.). — Troisième lecture (29 août 1792, t. XLIX, p. 92); — ajournement au rétablissement de la paix (*ibid.*). — Lettre sur les inconvénients de cet ajournement. — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (11 septembre, p. 574). — Proposition relative à leurs cautionnements (5 juin 1792, t. XLIV, 625); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Lettres des commissaires de la Trésorerie nationale relative à leur traitement (22 juin 1792, t. XLV, p. 481) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances *ibid.*). — — Sont chargés du recouvrement de l'arriéré de 1790 au lieu des receveurs particuliers (3 juillet 1792, t. XLVI, p. 93). — Demande relative à l'augmentation de leur traitement

Receveurs de district (*Suite*). (9 juillet, p. 256) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une demande relative à la fixation de leur traitement (18 août 1792, t. XLVIII, p. 357).
— Voir *Payeurs généraux*.

Receveurs généraux des finances. Projet de décret relatif à leur comptabilité et à leur remplacement pour le recouvrement des impositions arriérées (30 mai 1792, t. XLIV, p. 133) ; — renvoi au comité de l'ordinaire des finances et de l'examen des comptes réunis (*ibid.*). — Discussion du projet de décret sur leur comptabilité et leur remplacement (3 juillet 1792, t. XLVI, p. 93). — Adoption des titres Ier et II (*ibid.* p. 94 et suiv.). — Texte définitif proposé par les comités (7 juillet, p. 230 et suiv.). — adoption (*ibid.* p. 231).

Receveurs particuliers des finances. — Motion tendant à proroger le délai qui leur a été accordé pour se faire liquider (8 janvier, 1792, t. XXXVII, p. 155) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Projet de décret relatif à leur remplacement pour le recouvrement des impositions arriérées (26 mai 1792, t. XLIV, p. 133) ; — renvoi aux comités de l'ordinaire des finances et de l'examen des comptes réunis (*ibid.*). — Discussion du projet de décret sur leur comptabilité et leur remplacement (3 juillet 1792, t. XVLI, p. 93). — Adoption des titres Ier et II (*ibid.* p. 94 et suiv.). — Texte définitif du décret (7 juillet, p. 230 et suiv.).

Receveurs des revenus casuels. Décret relatif à la reddition de ses comptes (19 août 1792, t. XLVIII, p. 396).

Recherches de pièces. Elles sont gratuites aux archives nationales (27 décembre 1791, t. XXXVI, p. 429).

Récidive. Dans le cas de la récidive prévu par l'article 1er du titre II du Code pénal la déportation remplace les galères à perpétuité (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 241).

Reclose (Commune de), département de Seine-et-Oise. Réclamation contre le directoire et le district (25 avril 1792, t. XLII, p. 368).

Réclusion (Peine de la). Ne peut être perpétuelle. — Cas où elle remplace les galères (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 241).

Récompenses à des dénonciateurs de faux assignats.
— Voir *Assignats*.

Récompenses à ceux qui ramèneraient des déserteurs (17 mai 1792, t. XLIII, p. 522).

Récompenses militaires. Motion de Treilh-Pardailhan relative à la création d'une récompense purement honorifique pour tous ceux qui se distingueront à l'armée (31 mai 1792, t. XLIV, p. 362) ; — renvoi aux comités d'instruction publique et militaire réunis (*ibid.*
— Voir *Honneurs et récompenses militaires*.

Récompenses nationales. Le comité de législation présentera un projet de loi sur les récompenses à décerner à ceux qui auront sauvé la vie à un de leurs semblables (23 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 371). — Sur la motion de Viénot-Vaublanc, l'Assemblée charge le comité d'instruction publique de lui présenter un projet de décret sur les récompenses à décerner aux guerriers qui auront bien mérité de la patrie (15 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 119). — Projet de récompenses nationales individuelles proposé par Dufour aîné (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 463). — Proposition de Hennequin de verser une somme de 1,200 livres à titre de récompense publique au soldat de l'armée de Lafayette qui se sera montré le plus fidèle à ses devoirs et le plus soumis à la discipline (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85); — renvoi au comité militaire (*ibid.*).
— Voir *Barthélemy*.

Reconnaissances de liquidation. Rapport par Marbot sur les formalités à remplir par les créanciers de l'Etat qui fournissent des reconnaissances de liquidation en payement des biens nationaux (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 429 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 430). — Adoption de l'urgence et des articles 1 et 2 du projet de décret (28 décembre, p. 475). — Adoption d'un article additionnel qui devient l'article 3 (*ibid.*). — Adoption des articles 3, 4 et 5 qui deviennent les articles 4, 5 et 6 (*ibid.*). — L'Assemblée décide la réunion de ce décret au décret sur les exceptions à la loi du 13 décembre 1791 relatif aux formalités pour toucher aux caisses publiques (*ibid.* p. 476). — Règlement sur leur emploi (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 133 et suiv.). — Les reconnaissances au-dessous de 10,000 livres doivent être remboursées quoique plusieurs soient possédées par la même personne (27 juin, p. 608). — Lettre relative à leur admission en payement des domaines nationaux (*ibid.* p. 627); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Règlement sur leur emploi (*ibid.* p. 638 et suiv.). — Le délai pour les employer au payement des biens nationaux est prorogé jusqu'au 1er octobre (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 316). — Payement des arrérages attachés aux reconnaissances définitives (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 492). — Envoi des états de liquidation à l'administrateur de la caisse de l'extraordinaire avant la délivrance aux parties prenantes (13 septembre, p. 603).

Reconstitution. Exception à la loi du 27 août 1792, à l'égard des récépissés de liquidation pour reconstitution, délivrés nominativement aux propriétaires (17 septembre 1792, t. **L**, p. 71).

Recrues. Réclamation des sieurs Lommieler et Carpentier au sujet de l'avance à faire par eux de 3 sols par lieues aux recrues passant par Paris (9 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 257); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Traitement de route des recrues

Recrues (*Suite*).
(20 juillet, p. 700). — Compte à rendre des motifs qui ont empêché la plupart des régiments de les recevoir (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 184). — Etat des recrues qui ont été renvoyées de différents corps d'armée de ligne (17 août 1792, t. **XLVIII**, p. 310).
— Voir *Recrutement*.

Recrutement de l'armée. Le roi propose à l'Assemblée de délibérer sur un nouveau mode de recrutement (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 463). — Le rapport sur cet objet sera fait à la séance du 19 janvier (18 janvier, p. 498); — rapport par Mathieu Dumas sur le mode de recrutement des cinquante et un mille hommes destinés au complet de l'armée (19 janvier, p. 515 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 517 et suiv.); — observations de Thuriot, Carnot *l'aîné*, Lacombe-Saint-Michel, Chéron-La-Bruyère, Aubert-Dubayet (*ibid.* p. 518); — ajournement de la discussion au 21 janvier (*ibid.*); — considérations sur les moyens de parvenir au recrutement et au complément de guerre de l'armée présentées par Hugau (*ibid.* et p. suiv.); — observations du ministre de la guerre (*ibid.* p. 521). — *Discussion* : Jean Debry, Taillefer, Calvet, Louis Hébert, Albitte (21 janvier, p. 554 et suiv.); — Lemontey, Rouyer, Jaucourt, Aubert-Dubayet, Hugau, Mathieu Dumas, rapporteur, Carnot-Feuleins *jeune* (*ibid.* p. 560 et suiv.); — Lacuée, Charlier, Delacroix, Delmas, Delcher, Thuriot, Merlin, Dupuy-Montbrun, Aubert-Dubayet (*ibid.* p. 573 et suiv.); — débat sur la question de savoir si la parole sera accordée au ministre de la guerre (*ibid.* p. 576); — la parole est accordée au ministre de la guerre (*ibid.* p. 577); — proposition du ministre de la guerre (*ibid.*). — L'Assemblée décrète que l'artillerie pourra se compléter ou se recruter dans les bataillons des volontaires nationaux en activité de service, mais que l'infanterie de ligne et les troupes de cavalerie n'auront pas cette faculté (*ibid.*); — débat sur la question du rapport du décret relatif à l'artillerie : Delmas, Chéron-La-Bruyère, Charlier, Delacroix, Lasource, Roux-Fasillac, (22 janvier, p. 582 et suiv.); — l'Assemblée rapporte le décret (*ibid.* p. 584). — Observations du ministre de la guerre (23 janvier, p. 597 et suiv.). — *Suite de la discussion* : Crublier-d'Optère, Daverhoult, Delmas, Carnot-Feuleins *jeune* (*ibid.* p. 598 et suiv.). — *Discussion des articles* : — Art. 1er : Rouyer, Lacuée, Lecointe-Puyraveau, Crestin, Delacroix, Delmas, Carnot-Feuleins *jeune*, Mathieu Dumas, rapporteur, Delmas, Aubert-Dubayet, Jaucourt, Hébert (Louis), Delacroix, Choudieu, Merlin (*ibid.* p. 601 et suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 604). — Adoption sans discussion des art. 2 et 3 (*ibid.*). — Art. 4 : Delmas (*ibid.* p. 605); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 5 (*ibid.* p. 606). — Adoption avec amen-

Régiments suisses en particulier (*Suite*).

p. 350 et suiv.); — rapport par Mailhe (*ibid.* p. 357 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 365). — *Discussion* : Garran de Coulon, Lemontey, Guadet, Gobier, Pastoret (31 décembre, p. 714 et suiv.); — l'Assemblée décrète que les Suisses détenus aux galères de Brest sont compris dans l'amnistie prononcée par le décret du 14 septembre 1791 (*ibid.* p. 721). — Proposition de modifier la rédaction de ce décret (1er janvier 1792, p. 725); — observations de Pastoret, Thuriot, Voisard, Gossuin (*ibid.*); — ordre du jour (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre concernant l'indemnité réclamée par les officiers du régiment de Châteauvieux (19 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 630); — renvoi aux comités diplomatique et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Lettre des députés extraordinaires de la ville de Brest qui demandent l'admission à la barre des soldats de Châteauvieux (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 387). — *Discussion* : Jaucourt, Gouvion, Foissey, Couthon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète leur admission (*ibid.* p. 389); — l'Assemblée décrète ensuite par appel nominal qu'ils auront les honneurs de la séance (*ibid.* p. 390). — Admis, leur discours (*ibid.*). — Liste des députés qui ont répondu à l'appel nominal (*ibid.* p. 405 et suiv.). — Lettre du maire de Paris sur la fête qui se prépare à l'occasion de l'arrivée des soldats de Châteauvieux (*ibid.* p. 409). — Observations de Laureau au sujet de cette lettre (10 avril, p. 409 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 410). — On annonce que ce régiment vient de passer à l'ennemi avec armes et bagages (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 121). — Lettre du ministre des affaires étrangères sur cette désertion (14 septembre, p. 650).

Ernest. Lettre des officiers municipaux de Marseille relative à des excès commis par des officiers de ce régiment (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 459 et suiv.). — Compte rendu (28 octobre, p. 494 et suiv.); — rapport (7 novembre, p. 674); — *discussion* (*ibid.* p. 675 et suiv.); — décret (*ibid.* p. 677). — Rapport du ministre de la guerre sur la conduite de ces officiers (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 52 et suiv.). — Rapport du ministre de la guerre sur l'armement de ce régiment (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 501 et suiv.). — Lettre du canton de Berne au roi relative à ce régiment (23 mars 1792, t. **XL**, p. 432 et suiv.).

Vigier. Lettre relative au régiment de ce nom (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

— Voir *Suisses*.

Régisseurs des domaines. Lettre du ministre des contributions publiques relative au cautionnement que doivent fournir les ci-devant régisseurs (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 723); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Régisseurs d'étapes. Demande des régisseurs d'étapes et convois militaires relative au payement de leurs agents dans plusieurs départements et à l'indemnité à leur accorder en cas de pertes imprévues (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 688); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*).

Régisseurs des poudres et salpêtres. — Voir *Poudres et salpêtres*.

Règlement de l'Assemblée législative. — Voir *Assemblée nationale législative*.

Règlements militaires. Motions relatives à leur examen (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 99 et suiv.), (26 février, p. 113). — Le comité militaire est chargé de les examiner (5 mars, p. 405). — Pétition du 9e régiment d'infanterie contre le nouveau règlement (14 mars, p. 687); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 688). — Lettre des citoyens de Rennes contre le règlement du 1er janvier 1792 (25 mars 1792, t. **XL**, p. 479); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Le ministre de la guerre sollicite un décret sur la forme des proclamations et règlements militaires faits en vertu des lois (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 99); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Claude Hugau sur le règlement du 1er janvier 1792 concernant le service intérieur, la police et la discipline de l'infanterie (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 321); — projet de décret (*ibid.* p. 322). — Discussion du projet de décret sur le règlement du 1er janvier 1792, concernant le service intérieur, la police et la discipline de l'infanterie : Carnot *l'aîné*, Albitte, Delacroix (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 184 et suiv.); — ajournement de la suite de la discussion (*ibid.* p. 189). — Suite de la discussion du projet de décret sur le règlement du 1er janvier 1792, concernant le service intérieur, la police et la discipline de l'infanterie. — Adoption de l'urgence et des articles 1 et 2 (4 mai 1792, t. **XLIII**, p. 4 et suiv.). — Art. 3 : Gérardin (*ibid.* p. 5); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 4 : Chéron-La-Bruyère (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Rejet des articles 5 et 6 (*ibid.*). — Art. 7 : Albitte, Chéron-La-Bruyère (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 6). — Art. 8 : adoption (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*).

— Voir *Infanterie, 45e régiment*.

Regnard. Présente une pétition relative au renouvellement des corps administratifs (19 septembre 1792, t. **L**, p. 129).

Regnard-Claudin, député de Seine-et-Marne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — L'un des commissaires-inspecteurs (p. 383). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Étampes (t. **XLIV**, p. 469). — Membre du comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445).

Regnauld-Bretel. Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Ribet (Jacques), député suppléant du département de la Manche. Fait un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 419). — Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Riboud, député de l'Ain. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Membre d'une députation au roi (p. 74). — Prête serment p. 75). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — Son projet de décret relatif aux remboursements (t. **XXXVI**, p. 37 et suiv.). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Demande un congé (t. **XLVII**, p. 376); — ordre du jour (*ibid*.).

Riboulet. Lettre des sœurs de la charité de la chapelle de Riboulet au sujet des vexations qu'elles éprouvent (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 250).

Ricard, fédéré. Lettre de dévouement en son nom et en celui de 60 de ses camarades (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 56); — discussion sur la question de savoir s'il y a lieu de faire imprimer cette lettre (*ibid*); — l'Assemblée décrète qu'on imprimera la lettre après vérification de la signature (*ibid*. p. 57).

Ricard (Honoré-Thomas). Rectifications en sa faveur d'erreurs dans des décrets de pension (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 83), (17 septembre 1792, t. **L**, p. 73).

Riccé, maréchal de camp. Sa lettre sur la désertion des hussards de Berchiny (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 345). — Motion relative à sa démission (*ibid*. p. 347). — Renseignements sur sa conduite (16 mai, p. 429 et suiv.). — Lettre des corps administratifs de Thionville au sujet des calomnies répandues sur son civisme (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 202 et suiv.).

Riceys (Commune des). Approbation de la conduite de la municipalité (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 520). — Adresse d'adhésion des officiers municipaux (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Richard, député de la Sarthe. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 109), (p. 141), — sur un message du ministre de la marine (t. **XXXVI**, p. 173), — sur l'accusation portée contre Duchillau (p. 642). = **1792**. — Parle sur l'organisation de la gendarmerie (t. **XXXVII**, p. 100), — sur l'organisation des tribunaux criminels (p. 344 et suiv.), — sur le recouvrement des impositions (t. **XXXVIII**, p. 107), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 117), — sur la désertion des officiers de marine (p. 121), — sur une pétition (p. 462). — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495). — Parle sur les troubles d'Arles (p. 627), — sur les inculpations contre le ministre de la justice (p. 636), —

Richard, député (*Suite*).

sur les troubles (t. **XLI**, p. 600). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Présente un projet de décret sur le mode de liquidation de l'indemnité due pour la suppression des dîmes inféodées (p. 689). — Parle sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (t. **XLVII**, p. 325). — Présente un projet de décret relatif à une indemnité à accorder aux administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (p. 327 et suiv.). — Appuie la proposition d'autoriser l'ex-ministre de l'intérieur Roland à quitter Paris (p. 416). — Parle sur la conduite du conseil général des Ardennes (t. **XLVIII**, p. 615). — Commissaire pour la levée de 30,000 hommes (t. **XLIX**, p. 85). — On annonce sa nomination à la Convention nationale (p. 388), (p. 489). — Parle sur une demande de grains formée par la ville de Tours (t. **L**, p. 109).

Richard. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Richard, naturaliste. Rapport par Romme sur sa demande d'indemnité (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 369 et suiv.); — projet de décret (*ibid*. p. 370). — L'Assemblée ajourne le projet de décret et charge le ministre de l'intérieur de veiller à la conservation des objets rapportés par M. Richard de ses voyages (*ibid*.).

Richard, de Paris. Présente une réclamation et fait un don patriotique (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 348).

Richard, entrepreneur de la manufacture de papier de La Force et de Thiers. Réclame une indemnité (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 717); — renvoi au comité de liquidation (*ibid*.). — Projet de décret sur sa pétition (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 207 et suiv.).

Richard, sergent-major du bataillon de l'Oratoire. — Est amené à la barre et interrogé au sujet d'enrôlements pour l'armée des émigrants (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 91). —Est renvoyé dans ses fonctions (*ibid*. p. 105).

Richard (Marie), veuve Olivier Daniel. Sollicite une pension (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 97).

Richard (Marie-Anne). Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 384).

Richard-de-Villiers, député de la Mayenne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des dépenses publiques (p. 378). — Suppléant au comité d'agriculture (p. 436). — Membre du comité de l'ordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 598). = **1792**. — Parle sur les contributions (t. **XXXIX**, p. 186). — Suppléant au comité de l'ordinaire des finances (t. **XLI**, p. 30). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Robin (Léonard), député (*Suite*).

les commissaires de l'Assemblée (p. 337 et suiv.). — Parle sur la déportation des prêtres insermentés (p. 669), — sur les droits des assemblées primaires (t. **XLIX**, p. 399). — Fait un rapport sur le mode d'exécution du divorce (p. 432 et suiv.), — sur le payement des juges et greffiers du tribunal d'appel de la police correctionnelle de Paris (p. 481). — Défend son rapport sur le mode d'exécution du divorce (p. 613). — Soumet à la discussion le projet de décret concernant le divorce (t. **L**, p. 112), (p. 149), (p. 172), (p. 188). — Présente un projet de décret concernant les enfants naturels (p. 194). — Son opinion sur les troubles religieux (p. 533 et suiv.).

Robin (Louis), député de l'Aube. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Obtient un congé (t. **XXXVI**, p. 297). = **1792**. — Fait un rapport sur un projet de canal de Sommevoire à la Seine (t. **XXXVIII**, p. 547 et suiv.). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Robin, député, sans désignation. — **1791**. — Membre du comité d'agriculture (t. **XXXIV**, p. 436).

Robin. Rétracte sa signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362).

Robin, perruquier. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85).

Robin. Don patriotique des enfants de sa pension (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 262).

Robin-Duvernay, correcteur en la ci-devant chambre des comptes de Grenoble. Rectification au décret concernant la liquidation de son office (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 305).

Robinet (Vve J.-F.) sollicite des secours (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 289); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Robouam, député des Deux-Sèvres. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIX**, p. 67). Prête serment (p. 151). — Membre du comité de liquidation (p. 371). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Parle sur les troubles du district de Châtillon (t. **XLIX**, p. 121).

Rocca. Présente une pétition (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 156).

Roch (Martin), oratorien. Testament olographe en faveur de la nation (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 673 et suiv.), — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 674).

Rochambeau (Général de). — Proposition du ministre de la guerre de l'élever au grade de maréchal de France (14 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 112). — Pourra être élevé au grade de maréchal de France 27 décembre, p. 461). — Ecrit à l'Assemblée pour l'assurer de sa reconnaissance et de son dévouement (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 7). — Admis à la barre, renouvelle l'assurance de sa reconnaissance et de son dévouement et donne des détails sur la situation de l'armée (25 janvier, p. 655); — demande à l'Assemblée de permettre à Mathieu Dumas, Crublier d'Optère et Daverhoult de se rendre à l'armée (27 janvier, p. 694); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 696). — Rapport par Choudieu sur sa lettre demandant à l'Assemblée de permettre à Mathieu Dumas, Crublier-d-Optère et Daverhoult de se rendre à l'armée (31 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 48 et suiv.); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette demande (*ibid.* p. 50); — observations de Merlet et Cambon (*ibid.* et p. suiv.); — adoption du projet de décret (*ibid.* p. 51). — Sa lettre au roi pour lui demander de le relever de son poste (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 739 et suiv.). — Lettre de la municipalité de Valenciennes à son sujet (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 80 et suiv.). — Prouveur propose de demander au roi de lui conserver son commandement (*ibid.* p. 81); — débat : Lejosne, Gossuin, Lasource, Crestin, Rougier-La-Bergerie, Delacroix, Cambon, Dumolard, Delacroix, Viénot-Vaublanc, Thuriot, (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée décrète qu'il sera fait mention au procès-verbal du plaisir avec lequel elle a entendu la lecture de la lettre de la municipalité de Valenciennes (*ibid.* p. 84). — Ecrit à l'Assemblée (9 mai, p. 176 et suiv.). — Le général Biron demande le maintien de Rochambeau à l'armée du Nord (11 mai, p. 236). — Somme le 5[e] régiment de dragons de dénoncer les coupables dans l'affaire de Mons (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 172).

— Voir *Luckner*.

Rochas, curé de Nevache. Fait un don patriotique (7 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 228).

Roche, de Saillans. — Don patriotique (1[er] décembre 1791, t. **XXXV**, p. 468).

Roche, artificier. Sollicite des secours (25 mars 1792, t. **XL**, p. 481); — renvoi au comité des secours publics (*ibid.*).

Roche. Fait soumission d'entretenir deux volontaires pendant le temps que durera la guerre (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30).

Roche (Claude), cavalier au 12[e] régiment. — Se plaint de son renvoi du régiment (19 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 287).

Roche-sur-Yon (District de la). Décret sur le nombre et le placement des notaires (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 21).

Rocheblave, négociant à Alais. Demande à être autorisé à employer au payement de son don patriotique un billet de 1,000 livres reconnu faux (27 février 1792, t. **XXXIX**, p. 131); — ordre du jour (*ibid.*).

Rochechouart, veuve **Latouche**. Fait un don patriotique (20 septembre 1792, t. **L**, p. 158).

Rochefort, artiste de l'Opéra. Fait un don patriotique (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 124).

Rochefort (Commune de). — Pétition des citoyens relatives à l'absence des officiers de marine (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 21 et suiv.). — Adresse de dévouement (22 janvier 1792, p. 588). — Des citoyens demandent des éclaircissements sur le décret relatif à l'organisation définitive de la marine (10 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 363). — Le ministre de la marine demande la conservation de la tour de l'église ci-devant paroissiale (13 février 1792, p. 480); — renvoi aux comités de la marine et des domaines réunis (*ibid*). — Pétition des prêtres de la congrégation de la Mission (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 266). — Pétition des mariniers (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 171); — renvoi au comité de marine (*ibid.*). — Don patriotique des citoyens composant la Société philanthropique (26 juin 1792, t. **XLV**, p. 598). — Don patriotique des citoyens (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 126). — Demande relative à neuf forçats détenus pour causes relatives à la Révolution (8 juillet, p. 246); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Adresse demandant la déchéance du roi (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Décret nommant des commissaires chargés de faire transporter à Paris les armes se trouvant dans cette localité (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 16). — Instructions données à ces commissaires (27 août, p. 22 et suiv.). — Adresse d'adhésion (4 septembre, p. 340). — Lettres des commissaires de l'Assemblée qui ont été envoyés dans cette commune (5 septembre, p. 360), (9 septembre, p. 529). — Renvoi au pouvoir exécutif d'une dépêche arrêtée par la municipalité (5 septembre, p. 367). — Rapport des commissaires sur leur mission (14 septembre, p. 648 et suiv.).

Port. — Distribution de pain à faire aux ouvriers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 4). — On dénonce l'absence des officiers de marine (4 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 122). — Secours accordés aux ouvriers (6 février, p. 231 et suiv.). — Lettre des citoyens sur l'organisation de la marine (10 février, p. 363). — Le ministre demande la conservation d'une tour de l'église ci-devant paroissiale pour servir de vigie (13 février, p. 480). — Décret sur le payement des demi-soldes dues aux canonniers-matelots de ce port (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 41). — Pétition des mariniers de manœuvres (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 171). — Pétition des officiers mariniers (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 487); — renvoi au comité de marine (*ibid.*).

Société des Amis de la Constitution. — Don patriotique (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 327).

Tribunal de commerce. — Décret relatif à son établissement (31 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 309).

— Voir *Mullon*.

Rochefort (District de).

Administrateurs. — Adresse d'adhésion (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 392).

Rochefort (District de), département du Morbihan. Décret sur le nombre et le placement des notaires (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 174).

Rochefoucauld (Commune de). Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département de la Charente (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Rochelle (Commune de La). Lettre des négociants demandant à l'Assemblée de prendre des mesures pour sauver la colonie de Saint-Domingue (6 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 659). — Pétition au sujet des secours à envoyer à Saint-Domingue (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 52 et suiv.). — Adresse demandant l'établissement d'un tribunal de commerce (1er décembre, p. 468). — Dubois-de-Bellegarde demande qu'il soit rendu compte d'une pétition relative à une arrestation de plusieurs barils d'huile (28 mars 1792, t. **XL**, p. 562); — renvoi à la commission centrale (*ibid.*). — Des députés extraordinaires demandent audience (6 avril 1792, t. **XLI**, p. 235). — Admis, ils présentent une pétition concernant les affaires de Saint-Domingue (7 avril, p. 316). — Don patriotique du maire (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 316). — Les citoyens demandent la déportation des prêtres non assermentés (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 113). — Mémoire sur l'ouverture d'un canal de navigation de La Rochelle à Paris (31 mai, p. 391). — Adresse sur la situation du royaume (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 574). — Don patriotique des juges du tribunal de commerce (*ibid.* p. 576). — Don patriotique des citoyens (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 98). — Adresse des volontaires nationaux (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 622). — Adresse d'adhésion (23 août, p. 635). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 72). — Adresse d'adhésion des citoyens (3 septembre, p. 277),

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 324). —

Rochelle (District de La).

Administrateurs. Font un don patriotique (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 82). — Adresse de dévouement (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 39).

Tribunal. Don patriotique des juges (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 316). — Jugement rendu contre le sieur Michel François (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 487).

Rocher (Jean). Il lui est accordé une indemnité (17 septembre 1792, t. **L**, p. 105).

Rochon, membre du bureau de consultation des arts et métiers (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 595).

Rochoux, député de l'Indre. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Rombeaux, fermier du haras du Pin. Rapport du ministre de l'intérieur sur sa pétition (2 mai 1792, t. XLII, p. 670).

Romé, commandant de la garde nationale de Blois. Présente un mémoire sur la formation de 8 légions de troupes légères (14 mars 1792, t. XXXIX, p. 689).

Romegas, chancelier du consulat de Tripoli. — Son serment (1er novembre 1791, t. XXXIV, p. 561).

Romme, député du Puy-de-Dôme. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 65). — Prête serment (p. 78). — Parle sur les funérailles de Mirabeau (p. 440). — Suppléant au comité des secours publics (p. 455). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — Fait un rapport sur les encouragements aux beaux-arts (t. XXXV, p. 451 et suiv.) = 1792. — Parle sur le serment à prêter par la garde du roi (t. XXXVIII, p. 475 et suiv.). — Est envoyé comme commissaire dans le district de Noyon (p. 545). — Parle sur les troubles de Noyon (p. 631), (p. 632), — sur le désarmement des citoyens d'Ourscamps (t. XXXIX, p. 116, — sur une découverte de Guirault (t. XL, p. 544). — Dépose un ouvrage de Chapsal (t. XLII, p. 521). — Dénonce le juge de paix de la section de Henri IV pour avoir décerné un mandat d'amener contre Basire, Chabot et Merlin (t. XLIII, p. 575). — Remet un don patriotique (t. XLIV, p. 59). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (p. 469). — Parle sur la pétition du sieur Rossel (p. 498). — Signale des abus commis dans la distribution des secours aux matelots de passage dans les départements (t. XLV, p. 525 et suiv.) — Remet un don patriotique (t. XLVI, p. 599). — Fait une motion concernant le détachement d'artillerie envoyé à Naples (t. XLVII, p. 415). — Parle sur une demande faite par Roland, ci-devant ministre de l'intérieur (p. 416). — Secrétaire (t. XLVIII, p. 69). — Présente un projet de décret sur les droits des auteurs dramatiques (t. XLIX, p. 107). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Fait un rapport sur la pétition du naturaliste Richard (p. 369 et suiv.), — Nommé à la Convention nationale (p. 506), (t. L, p. 58).

Romme. — Pétition pour la revision du décret du 21 juillet 1791 relatif auxécoles de marine (11 décembre 1791, t. XXXVI, p. 4).

Romme, professeur d'hydrographie. Fait hommage d'un dictionnaire de la marine française (7 février 1792, t. XXXVIII, p. 247).

Romme, médecin. Demande audience (28 mai 1792, t. XLIV, p. 174). — Jour fixé (*ibid.*).

Romœuf, veuve **Rouchaud**. Renvoi de sa pétition au pouvoir exécutif (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 497).

Romorantin (Commune de). Décret établissant un tribunal de commerce (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 489).

Rondel, chirurgien-major dans la gendarmerie nationale. Maintenu dans sa place (31 août 1792, t. XLIX, p. 146).

Rondot, curé de Saint-Remi de Troyes. Fait un don patriotique (30 avril 1792, t. XLII, p. 519).

Rongier, député de la Haute-Loire. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 62). — Prête serment (p. 77).

Rony. Fait une proposition relative à l'établissement de manufactures d'armes; — renvoi à la commission des armes (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 502).

Roquecave, ancien payeur de la guerre. Présente une pétition (19 mai 1792, t. XLIII, p. 575); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*).

Roquemaure (Commune de). La municipalité demande à être autorisée à acquérir le château de cette ville (18 juillet 1792, t. XLVI, p. 589); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Adresses d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. XLVII, p. 490), — (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 325).

Société des Amis de la Constitution. Adresse de dévouement (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 697).

Roquen. Insertion de son nom au procès-verbal à cause de son civisme (17 septembre 1792, t. L, p. 80).

Roquet, ancien commandant du Corps de l'Arquebuse. Fait hommage du plan d'un établissement d'école militaire d'armes à feu (8 mai 1792, t. XLIII, p. 165).

Rosay (District de). Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (24 août 1792, t. XLVIII, p. 675), (25 août, p. 693).

Rose, huissier de l'Assemblée nationale constituante. — Demande à continuer ses fonctions (6 octobre 1791, t. XXXIV, p. 109). — Est maintenu (*ibid.*). — Rend compte de l'exécution du décret concernant Blancgilly (12 août 1792, t. XLVIII, p. 76 et suiv.). — Prête le serment du 10 août (16 août, p. 277).

Rosen, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. XLVII, p. 292).

Rosier, secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. XLVIII, p. 159). — Fait un don patriotique (1er septembre 1792, t. XLIX, p. 165).

Rosières-aux-Salines (Commune de). Adresse d'adhésion (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 486).

Rosnay (Gaston de), ancien capitaine d'artillerie. Présente une invention (27 mai 1792, t. XLIV, p. 171).

Rossel, ancien capitaine de vaisseau. Demande à être admis à la barre (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 578). — Fait hommage d'une gravure représentant le combat de Du couedic (*ibid.* p. 593). — Rapport par Quatremère-Quincy sur sa pétition tendant à obtenir des fonds pour la continuation des gravures des combats sur mer de la dernière guerre (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 404 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 405). — Deuxième lecture (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 32). — Troisième lecture (17 mai, p. 526); — ajournement (*ibid.* p. 527). — Adoption du projet de décret sur sa pétition (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 498). — Il demande une rectification à ce décret (6 juin, p. 636); — ordre du jour (*ibid.*). — Exerce des poursuites contre Turpin, agent du Trésor public (8 juin, p. 703). — L'Assemblée rapporte le décret rendu le 2 juin sur sa pétition (10 juin 1792, t. **XLV**, p. 56). — Pétition contre l'estimation de ses tableaux (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 37); — renvoi au comité d'instruction publique (*ibid.* p. 38).

Rossignol. Haut-juré du département des Hautes-Alpes (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Rossignol, garde national. — Annonce différentes découvertes et fait hommage d'un fusil de son invention (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 54).

Rossy (des Grisons). Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670).

Rostagny. Somme pour laquelle il est compris dans l'exercice 1790 de la marine (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 529). — Sa lettre au président du comité de marine (*ibid.* p. 530 et suiv.).

Rostaing, inspecteur général de l'artillerie. — Proteste contre un mémoiredes garçons-majors de l'artillerie (7 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 675).

Rostrenen (Commune de). Pétition pour la suppression du domaine congéable (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 198).

Rostrenen (District de). Décret sur le nombre et le placement des notaires (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 176).

Roth. — Voir *Chariots mécaniques*.

Rothfoux (Joseph-Sigismond). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 513).

Rotrou (Louis). Présente une pétition en faveur du sieur Larande-Thibaudière (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 534).

Roubaud (de Grasse), député du Var. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 263). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Roubaud (de Tourves), député du Var. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 671). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Roubleau. — Demande à être admis à la barre (17 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 223).

Rouchamp (Commune de). Annonce l'activité du recrutement et demande une décision sur une pétition (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 158).

Rouède, député de la Haute-Garronne. — — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (*ibid.*). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). = **1792**. — Membre du comité de l'examen des comptes (t. **XXXIX**, p. 467). — Fait un rapport sur une demande de Thévenard, ex-ministre de la marine (t. **XLI**, p. 638). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Son rapport sur les comptes de Bertrand, ex-ministre de la marine (t. **L**, p. 426 et suiv.).

Rouel (Etienne-Jean). Fait un don patriotique au nom des élèves des écoles de charité de la paroisse Saint-Merry. (27 avril 1792, t. **XLII**, p. 440).

Rouen (Commune de). Pétition des administrateurs de l'église cathédrale au sujet des biens des paroisses supprimées (2 novembre, 1791, t, **XXXIV**, p. 602); — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid.*). — Adresse des citoyens (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 499). — Les préposés aux octrois demandent à jouir des secours accordés aux employés supprimés (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 85). — Réclamation de 12 citoyens contre un arrêté du corps municipal (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 183); — renvoi aux comités de législation et de commerce réunis (*ibid.*). — Projet de décret concernant une erreur de nomenclature dans le classement des ci-devant procureurs aux chambres des comptes et cours des aides de Rouen (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 360). — Deuxième lecture (25 mars 1792, **XL**, p. 31). — Troisième lecture (5 avril 1792, t. **XLI**, p. 212 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 213). — Adresse et pétition des ci-devant commis de la régie générale des aides (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 550); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*) — Pétition concernant les contributions (27 mars 1792, t. **XL**. p. 545). — Des citoyens demandent à être autorisés à payer, comme par le passé, les droits de douane en lettres sur Paris (14 avril 1792, t. **XLI**, p. 589); — renvoi au comité des pétitions (*ibid.*). — Demande de secours pour les hôpitaux (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 326); — renvoi au comité des secours publics *ibid.*) — La municipalité demande à être autorisée à faire nommer quatre sergents par compagnie de sa garde nationale (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 105); — ordre du jour (*ibid.*). — Les négociants en laine demandent une explication sur le décret du 24 février 1792 sur les laines (10 mai, p. 198); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Don patriotique des employés des bureaux de la municipalité (14 mai, p. 321). — Pétition relative au transport par la poste des lettres de change (27 mai 1792,

Rougier-la-Bergerie, député (*Suite*).

(p. 533), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 562), — sur les accusations contre le ministre de la justice (p. 599), — sur le retard apporté au payement des contributions (t. **XL**, p. 178), — sur l'envoi de troupes de ligne à Etampes (p. 389). — Fait la seconde lecture du projet de décret relatif au canal de Sommevoire à Chalette (p. 390 et suiv.). — Parle sur les contrefaçons littéraires (p. 481), — sur une allocution de de Grave ministre de la guerre, (p. 496). — Fait un rapport sur les troubles de Mende (p. 628 et suiv.) ; — le défend (p. 633), (p. 634), (p. 635). — Parle sur les troubles du Cantal (t. **XLI**, p. 14), — sur les troubles de l'Yonne (p. 79), — sur les secours à accorder aux indigents (p. 182), — sur l'état des finances (p. 221), — sur leurs payeurs généraux (p. 380 et suiv.), — sur les troubles de Mende (p. 507), — sur les troubles de l'Yonne (p. 562), — sur la mise en accusation de Noailles (p. 682), — sur l'arrestation à Bellay de 4 officiers (p. 685), — sur une adresse des citoyens de Brive (p. 692). — Soumet à la discussion le rapport concernant les charrois et fourrages dans les départements frontières (t. **XLII**, p. 126 et suiv.). — Fait la deuxième lecture du projet de décret sur les secours à accorder aux écoles vétérinaires d'Alfort et de Lyon (p. 184). — Parle sur un projet de souscription pour l'échange du numéraire contre des assignats (p. 215), — sur l'organisation de l'instruction publique (p. 246). — Fait la troisième lecture du projet de décret relatif au canal de Sommevoire à Chalette (p. 524 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 527 et suiv.). — Parle sur le sort à faire aux invalides (p. 554 et suiv.), — sur les élèves des ponts et chaussées (p. 672), — sur la conduite du maréchal Rochambeau (t. **XLIII**, p. 83), — sur les affaires d'Avignon (p. 218), — sur la lettre du président au maréchal Luckner (p. 254), — sur les troubles religieux (p. 312), — sur la rentrée des impôts (p. 430), — sur les mesures de police à prendre à Paris (p. 549), (p. 550). — Fait la troisième lecture du projet de décret relatif aux secours à accorder aux écoles vétérinaires d'Alfort et de Lyon (t. **XLIV**, p. 21). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (p. 469). — Fait un rapport sur l'exportation des bestiaux et des denrées (p. 695). — Parle sur une dénonciation contre le sieur Morisset (t. **XLV**, p. 496), — sur les troubles de l'Ardèche (t. **XLVI**, p. 637). — Fait un rapport sur l'amélioration des bêtes à laine (t. **XLVII**, p. 100 et suiv.). — Parle sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 284). — Demande l'autorisation pour la ville d'Auxerre d'emprunter 50,000 livres (p. 516). — Remet une adresse du conseil général de l'Yonne (t. **XLVIII**, p. 103). — Fait un don patriotique (t. **XLIX**, p. 336). — Fait un rapport sur la destruction des étangs marécageux (p. 550 et suiv.), — un rapport

Rougier-la-Bergerie, député (*Suite*).

sur les encouragements à donner aux départements pour l'agriculture (p. 552).

Rouhière, citoyen de Cherbourg. — Présente une pétition (13 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 53); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Rouillac (Commune de). Adresse des officiers municipaux (25 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 388).

Rouillé (Commune de). Pétition des cultivateurs (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 288).

Rouillé de l'Etang. Adresse un état des recettes et des dépenses de la trésorerie nationale (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 9). — Voir *Lacroix*.

Rouillé, de Sancerre Fait un don patriotique (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 238).

Rouillé (Commune de). Les citoyens se plaignent de poursuites exercées contre eux pour raison de droits féodaux (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 288).

Roujoux, député du Finistère. — **1791**. — — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 94). — Parle sur les prêtres réfractaires (p. 338 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre eux (p. 339). — Parle sur les émigrations (p. 393 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre contre les émigrés (p. 394). — Membre du comité de marine (p. 410). — Suppléant au comité de division (p. 450). = **1792**. — Parle sur une pétition des citoyens de Brest (t. **XXXVIII**, p. 12). — Fait un rapport sur la pétition des sieurs Labadie et Gallet (t. **XLIII**, p. 48 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la pétition des sieurs Labadie et Gallet (t. **XLIV**, p. 365). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (p. 469). — Son opinion sur la question des prêtres (t. **L**, p. 537 et suiv.).

Roulage. Les administrateurs du département de l'Aisne dénoncent les abus qui se sont introduits sur le roulage (19 février 1792, (t. **XXXVIII**, p. 651); — renvoi au comité d'agriculture (*ibid.*).

Roullède (De). Don patriotique (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 703).

Roume, commissaire civil à Saint-Domingue. Sa lettre relative à cette île (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 702). — On annonce son prochain retour (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 556). — Adresse un état des pièces qu'il a envoyées au ministre de la marine (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 38). Ses lettres sur la situation à Saint-Domingue (17 juillet, p. 541).

Rourse, capitaine du navire le *Pavillon national*. Lettre du ministre relative à des discussions entre lui, les officiers de la frégate la *Didon* et ceux de la corvette le *Maréchal-de-Castries* (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 145); — renvoi aux comités de marine et des colonies réunis (*ibid.*).

Rouyer, député (*Suite*).

des ministres (p. 643). — Parle sur l'absence des officiers de marine (p. 665), — sur l'affaire Rauch et Lucot (t. **XXXVI**, p. 89), (p. 90), (p. 91), (p. 96), (p. 99), (p. 100). — sur le message au roi (p. 120), (p. 121), — sur l'affaire Rauch et Lucot (p 126), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 225). — Fait un rapport sur l'offre faite par Benjamin Dubois de céder à l'Etat le port de Montmarin (p. 281). — Parle sur l'ordre du jour (p. 297 et suiv.). p. 310, — sur la continuation d'un traitement à un officier décédé (p. 303), sur l'organisation de la marine (p. 348), — sur le dépôt par le ministre des affaires étrangères de pièces non signées (p. 371), — sur les troubles des Feuillants (p. 421), — sur l'organisation des volontaires nationaux (p. 423), — sur la police de la navigation (p. 634), — sur l'affaire des sieurs Gallet et Labadie (p. 636). = **1792.** — Parle sur une demande de secours de la ville de Béziers (p. 726), — sur la fixation de l'époque de l'ère de la liberté (t. **XXXVII**, p. 6) (p. 7). — Donne une seconde lecture du projet de décret relatif au port de Montmarin (p. 92). — Parle sur les subsistances (p. 108), — sur l'ordre du jour (p. 216), — sur les sollicitations adressées aux ministres par les députés (p. 350 et suiv.), — sur l'ordre du jour (p. 358), (p. 361), — sur les dénonciations contre le ministre de la marine (p. 365 et suiv.), (p. 367), — sur l'assassinat du curé de Boisset (p. 428), (p. 429), — sur la vente des forges de Moyeuvre (p. 473), (p. 474), — sur le mémoire de l'ex-ministre Duportail (p. 476), — sur le recrutement de l'armée (p. 561), (p. 577), (p. 578), — sur le procès-verbal du 21 janvier au soir (p. 579), (p. 580), — sur le recrutement de l'armée (p. 601 et suiv.), — sur l'office de l'empereur (p. 652), — sur une pétition des ci-devant gardes françaises (p. 684), — sur les caisses patriotiques (p. 687), — sur le recensement de la population (p. 726 et suiv.). — sur la vente du matériel de guerre hors d'usage (p. 727), — sur l'élargissement de recrues pour le service espagnol (p. 730). — Ses observations sur la réponse du roi à l'invitation qui lui a été faite de demander des explications à l'empereur (t. **XXXVIII**, p. 1). — Parle sur le rétablissement des passeports (p. 18), (p. 26), — sur la fixation de l'ordre du jour (p. 28), — sur le rétablissement des passeports (p. 38), (p. 40). — sur les comptes de l'ex-ministre Duportail (p. 51), — Sur la sanction des décrets (p. 209). — Fait une motion relative au traitement des officiers d'infanterie de marine (p. 232). — Parle sur les relations avec le roi (p. 237), — sur la vente des billets de tribunes (p. 245). — Fait une motion relative à la composition de la garde du roi (p. 246). — Présente un article additionnel au décret sur la revue de formation de la marine (p. 274), (p. 297). — Parle sur l'organisation de la marine (p. 364), — sur l'admission dans l'Assemblée d'une députation de la République de Mulhausen (p. 423), — sur l'envahissement des tribunes de l'Assemblée par le public (p. 424), — sur une adresse de la commune de Lyon (p. 473), — sur les troubles du district de Noyon (p. 544), — sur l'organisation de la marine (p. 577), — sur l'affaire Pelleport (p. 585), — sur le traitement des troupes en campagne (p. 600), (p. 601), (p. 602), — sur une réponse du 12[e] bataillon de chasseurs à Fabiant (p. 605), — sur une pétition de la commune de Marseille (p. 686), (p. 688 et suiv.), — sur les colonies (t. **XXXIX**, p. 19), — sur la tenue des séances le soir (p. 38), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 60), — sur la formation des légions (p. 69), — sur une pétition de 12 soldats du régiment d'Alsace (p. 123), — sur l'organisation de la marine (p. 133), — sur les accusations contre le ministre de la marine (*ibid.*), — sur le remplacement des officiers (p. 159), — sur les affaires des Iles-du-Vent (p. 234), — sur la lettre du ministre des affaires étrangères à M. de Noailles (p. 255 et suiv.), — sur le traité de 1756 avec l'Autriche (p. 284), — sur une découverte de Forestier de Véreux (p. 289), — sur le remplacement des officiers (p. 309), p. 310), — sur une lettre de Bougainville au ministre de la marine (p. 341), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 389). — Membre du comité de marine (p. 394). — Parle sur la conduite du 1[er] bataillon du 48[e] régiment d'infanterie (p. 404 et suiv.). — Fait un rapport sur la nomination de d'Estaing au grade d'amiral (p. 422 et suiv.). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (p. 480), (p. 481), — sur le rappel à l'ordre du ministre de la guerre (p. 502), (p. 503), — sur les règlements militaires (p. 505), — sur les subsistances (p. 517), — sur une adresse des sous-officiers du 24[e] régiment d'infanterie (p. 523), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 530), (p. 534), — sur l'organisation du comité diplomatique (p. 598), — sur les troubles d'Arles (p. 627), (p. 628), — sur une pétition (p. 678), — sur le marché passé avec le sieur Baudouin pour les transports militaires (p. 683), — sur les officiers de marine (p. 690), (p. 691), — sur une pétition de Michel Josset (t. **XL**, p. 23), — sur la réclamation du sieur Groignard (p. 31), (p. 141). — sur l'ordre du jour (p. 139), — sur les affaires d'Arles (p. 165), (p. 166), — sur une pétition de la municipalité de Poitiers (p. 184), — sur les émigrés (p. 433), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 449), (p. 450), (p. 451), (p. 454), — sur l'arrestation à Langres d'un convoi de 20 chevaux (p. 469), — sur les troubles de Mende (p. 632), — sur la création d'un corps d'artillerie à cheval (p. 687), — sur la situation de la caisse de la maison de secours, (p. 714),

Rouyer, député (*Suite*).

— Parle sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 2), — sur les comptes de Narbonne, ministre de la guerre (p. 21); — sur une dénonciation contre Narbonne (p. 92), — sur l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 99), (p. 100), — sur la pétition du sieur Schoël (p. 206), (p. 207), — sur une lettre de Papillon, colonel de la gendarmerie de Seine-et-Oise (p. 227), — sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (p. 278), — sur la conduite d'officiers de marine qui ont demandé à faire le service en qualité de simples soldats (p. 319), — sur les comptes de Narbonne (p. 334), — sur les recherches à faire pour découvrir La Pérouse (p. 386), — sur l'avancement des officiers (p. 460), — sur le sort à faire aux invalides (p. 501), (p. 504). — Fait une motion sur les mesures à prendre pour la sûreté des côtes (p. 504). — Parle sur l'avancement des officiers (p. 513), — sur la mise en accusation de Charrier (p. 550). Fait une motion relativement aux comptes à rendre par les ministres (p. 573). — Parle sur les troubles des Bouches-du-Rhône (p. 600), — sur une pétition des médecins relative au droit de patente (t. **XLII**, p. 41 et suiv.), — sur les charges locales qui incombent aux municipalités (p. 42), — sur le remplacement des officiers généraux (p. 64), (p. 65), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 66), — sur l'éducation du prince royal (p. 69), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 159), — sur la déclaration de guerre à l'Autriche (p. 201), — sur les troubles du midi (p. 318), — sur les dons patriotiques (p. 320), — sur la formation des légions (p. 338), — sur l'ordre du jour (p. 414), — sur une demande de fonds pour des dépenses secrètes (p. 431), — sur une pétition du sieur Corbeau (p. 473), — sur la nomination des aides de camp des officiers généraux (p. 496). — Fait un rapport sur le remplacement des officiers de la marine (p. 589 et suiv.), (p. 592). — Parle sur l'organisation de l'artillerie et de l'infanterie de la marine (p. 624 et suiv.), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 737), — sur l'affaire de Mons (t. **XLIII**, p. 251), — sur les troubles religieux (p. 311). — sur l'ordre des travaux (p. 319), — sur les troubles religieux (p. 442), — sur l'exécution du règlement (t. **XLIV**, p. 33), — sur la dénonciation d'un comité autrichien (p. 43 et suiv.), — sur la pêche de la baleine (p. 52), — sur les troubles religieux (p. 63), (p. 136). — Fait une motion relative à l'état des armées du Nord (p. 167). — Parle sur une consigne donnée aux postes de l'hôtel des Invalides (p. 283 et suiv.), (p. 289), (p. 290). — Propose un projet de décret relatif aux officiers réformés des régiments provinciaux (p. 309). — Parle sur la suppression de la course en mer (p. 340 et suiv.), (p. 346). — Soumet à la discussion son rapport sur le remplacement

Rouyer, député (*Suite*).

des officiers de marine (p. 358), (p. 378 et suiv.), (p, 388). — Député à une cérémonie à la mémoire du maire d'Etampes (p. 469). — Demande qu'il soit fait un rapport sur l'état effectif des troupes (t. **XLV**, p. 393). — S'oppose à l'envoi aux départements d'une adresse de citoyens de Marseille (p. 398). — Demande la lecture d'un arrêté du directoire du département de Paris (p. 401). — Parle sur la destitution des fonctionnaires (p. 538), (p. 539), — sur la manière de constater l'état civil des citoyens (p. 560), — sur une adresse du département de l'Hérault (p. 600 et suiv.), — sur la situation des armées (p. 620). — Secrétaire (p. 650). — Parle sur la publicité des séances des corps administratifs (t. **XLVI**, p. 20), — sur la nécessité de lever de nouvelles troupes (p. 35). — Fait des motions d'ordre (p. 125), (p. 127). — Parle sur la levée de nouveaux bataillons de gardes nationaux volontaires (p. 203). — Fait une motion concernant les soldats détenus aux galères pour faits relatifs à la Révolution (p. 246). — Parle sur le mode de juger les traîtres à la patrie (p. 257 et suiv.), — sur la suspension du maire de Paris (p. 338), (p. 363), — sur un compte à rendre du nombre des fédérés qui ont déclaré vouloir servir sur les frontières (p. 481 et et suiv.). — sur l'envoi aux frontières des troupes de ligne qui sont à Paris (p. 482), — sur le serment de la 6e légion de la garde nationale parisienne (p. 487), — sur le dénuement des régiments coloniaux (p. 498), — sur la pension du sieur Pierre Henry dit Dubois (p. 515), (p. 517), — sur l'envoi des gardes nationales aux frontières (p. 565). — Demande une gratification pour le sieur Hyacinthe Laurent (p. 639). — Demande que la croix de Saint-Louis soit accordée au sieur Hyacinthe Laurent (p. 665). — Parle sur une pétition de la ville d'Orléans (p. 668). — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (t. **XLVII**, p. 95), — sur des propositions relatives à l'armée du Midi (p. 104), — sur l'emploi des volontaires enrôlés à l'âge de 16 ans (p. 106), — sur l'armement des troupes (p. 124). — Fait une motion d'ordre (p. 177). — Parle sur les armements de l'Angleterre (p. 180), — sur le cas du général Jarry (p. 188). — Membre de la commission des armes (p. 190). — Parle sur une réclamation du sieur Lareynie (p. 206). — sur la question de savoir à qui doit être être communiqué l'état des fortifications de la ville de Metz (p. 236), — sur une réclamation du sieur Pontevez (p. 244), — sur le port de la cocarde nationale (p. 290 et suiv.). — Demande qu'il soit édicté une peine contre les citoyens des tribunes qui approuvent ou improuvent les délibérations de l'Assemblée p. 317). — Parle sur le projet de décret concernant les religieuses qui persistent à la vie commune (p. 326). — Demande la mise en accusation de l'ancien ministre de la guerre

Royaume (*Suite*).

(*ibid.* p. 114). — Codet demande à faire une motion relative aux mesures à prendre pour la sûreté intérieure du royaume (20 décembre, p. 267); — ajournement (*ibid.*). — Motion de Codet relative aux mesures à prendre pour assurer la tranquillité intérieure, hâter le recouvrement des impositions et arrêter l'émigration (21 décembre, p. 288 et suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur cette motion (*ibid.* p. 290). — Mesures proposées par Lasource pour la sûreté intérieure et extérieure du royaume (19 mai 1792, t. **XLIII**, p. 560 et suiv.), (p. 569 et suiv.). — Opinion, non prononcée, de Boisrot-de-Lacour sur sa position (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 523 et suiv.). — Compte à rendre par les ministres de l'état du royaume (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 203). — Compte rendu du ministre de la justice sur la situation politique (9 juillet, p. 273 et suiv.). — Compte rendu du ministre de l'intérieur sur la situation du royaume (*ibid.* p. 279 et suiv.). — Le ministère rendra compte de l'état du royaume relativement à sa sûreté intérieure et extérieure (*ibid.* p. 287). — Compte rendu du ministre de la justice (10 juillet, p. 303 et suiv.). — Mémoire du ministre des affaires étrangères sur les dispositions des puissances étrangères (*ibid.* p. 308 et suiv.).

— Voir *Situation du royaume*.

Royauté. Pétition demandant son abolition; — renvoi à la Convention nationale (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Royer, lieutenant-colonel de gendarmerie. Ecrit au sujet de l'enlèvement des gendarmes de la brigade de Saint-Mihel (15 septembre 1792, t. **L**, p. 8).

Royou (Abbé), auteur du journal : *l'Ami du roi*. Est décrété d'accusation (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 714).

— Voir *Ami du peuple*.

Roytiers, directeur de la monnaie. Des citoyennes de sa maison font un don patriotique (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105).

Rozoy (Commune de). On peut placer à Lagny le lieutenant de gendarmerie fixé à Rozoy (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 428). — Les citoyens demandent à conserver leurs fusils (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 614).

Rozoy-sur-Serre (Canton de). Mention honorable de l'ardeur des citoyens à voler aux frontières (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 673).

Ruamps, député de la Charente-Inférieure. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 56). — Prête serment (p. 259). = **1792**. — Suppléant au comité d'agriculture (t. **XXXIX**, p. 373). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Membre du comité de surveillance (t. **XLVIII**, p. 185). — Est chargé de faire transporter à Paris les armes qui se trouvent

Ruamps, député (*Suite*).

à Rochefort (t. **XLIX**, p. 16). — Nommé à la Convention nationale (p. 552). — Rend compte de sa mission à Rochefort (p. 648 et suiv.).

Ruamps. Le garde des archives est autorisé à lui remettre un contrat de rente sur le ci-devant clergé (20 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 279).

Ruault, député suppléant de la Seine-Inférieure. — **1792**. — Nommé à la Convention nationale (t. **L**, p. 108).

Ruault, membre de la Société des Amis de la Constitution d'Evreux. Fait un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 396).

Ruault, officier général. Ses craintes au sujet de la ville de Lille (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 525).

Rubas fils, député de Saône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 67). — Prête serment (p. 94). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). = **1792**. — Soumet à la discussion un projet de décret sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. **XXXVIII**, p. 114 et suiv.). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469). — Présente un projet de décret concernant les chambres des comptes (t. **XLVIII**, p. 382). — Donne lecture d'une lettre du procureur général syndic de son département (t. **L**, p. 30).

Rubat (Antide), député de l'Ain. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 75). = **1792**. — Dénonce les vexations qu'ont à subir les citoyens français sur les frontières de la Savoie (t. **XXXVIII**, p. 259). — Parle sur l'envoi des comptes non apurés au bureau de comptabilité (p. 300), — sur les agissements de la Savoie (p. 590). — sur les contributions (t. **XXXIX**, p. 186). — Suppléant au comité féodal (p. 467). — Communique une lettre des officiers municipaux de Belley (t. **XLI**, p. 468). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**, p. 469).

Ruche (Suzanne-Jeanne). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 512).

Rudel. Nommé à la Convention nationale (16 septembre 1792, t. **L**, p. 58).

Rudemare (Claude), dénoncé pour avoir parmi ses effets des papiers incendiaires. Rapport sur son affaire par Lecointre (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 476 et suiv.); — il n'y a pas lieu à accusation contre lui (*ibid.* p. 477).

Rudler, député du Haut-Rhin. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Prête serment (p. 79). — Membre du comité de la dette publique et de la caisse de l'extraordinaire (p. 361). — Suppléant au comité de l'extraordinaire des finances (t. **XXXV**, p. 595). = **1792**. — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. **XLIV**,

Rudler, député (*Suite*).

p. 469). — Commissaire pour surveiller la fabrication des armes (t. L, p. 176).

Rueil (Commune de). Pétition de la municipalité relative à l'arrestation des Suisses (14 août 1792, t. XLVIII, p. 117); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*); — rapport et décret (*ibid.*). — Pétition pour former une assemblée primaire (25 août, p. 696). — Demande de payement de travaux faits à la caserne (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 197).

Ruellan, employé dans les bureaux de l'administration du département des Côtes-du-Nord. Annonce son enrôlement dans l'armée (5 mai 1792, t. XLIII, p. 33).

Ruelle, député suppléant d'Indre-et-Loire. — 1792. — Nommé à la Convention nationale (t. L, p. 119).

Ruet, député de l'Allier. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 54). — Prête serment (p. 75). — Membre du comité de l'examen des comptes (p. 358). = 1792. — Fait un rapport sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. XXXVII, p. 358 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur l'organisation du bureau de comptabilité (t. XXXVIII, p. 109 et suiv.), (p. 112 et suiv.), (p. 281), (p. 282 et suiv.). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. XLIV, p. 469). — Son décès est annoncé à l'Assemblée (t. XLV, p. 377).

Ruffec (Commune de). Adresse de 100 citoyens pour demander la guerre (6 mars 1792, t. XXXIX, p. 424 et suiv.); — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 425). — Adresse des citoyens relative aux troubles occasionnés par les prêtres insermentés (27 avril 1792, t. XLII, p. 470 et suiv.), — renvoi au comité des Douze (*ibid.* p. 471). — Don patriotique de citoyens et citoyennes (4 juin 1792, t. XLIV, p. 541). — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. XLVII, p. 490). — Don patriotique des citoyens (13 septembre 1792, t. XLIX, p. 595).

Rühl, député du Bas-Rhin. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 65). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Commissaire provisoire des archives (p. 139). — Membre du comité diplomatique (p. 398). — Parle sur l'état des frontières (p. 592,) — sur les rassemblements d'émigrés (t. XXXV, p. 360). — Suppléant au comité de surveillance (p. 370). — Parle sur une pétition de deux Autrichiens détenus à Huningue (p. 397), — sur les rassemblements d'émigrés (*ibid.* et p. suiv.), (p. 440 et suiv.). — Propose un projet de décret sur les moyens de régler l'indemnité des princes étrangers possessionnés en France et sur les moyens d'empêcher leur coalition avec les émigrés (t. XXXVI p. 48 et suiv.). — Parle sur le complot de Strasbourg (p. 168.) — Dé-

Rühl, député (*Suite*).

nonce les employés des douanes (p. 449). — Parle sur un office de l'Empereur contenant des menaces contre la France (p. 699.) = — 1792. — Dépose un ouvrage du docteur Furt sur l'instinct sexuel (t. XXXVII, p. 221). — Ses plaintes et sa proposition relatives au mode de présentation des décrets à la sanction (t. XXXLIII, p. 123). — Membre du comité diplomatique (t. XXXIX, p. 338). — Député à une cérémonie en mémoire du maire d'Etampes (t. XLIV, p. 469). — Annonce l'arrestation du sieur Schertz à Urloffen (t. XLV, p. 178). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (p. 358). — Parle sur des dénonciations contre le général Lamorlière (p. 374), (p. 376). — Dénonce un rassemblement de troupes autrichiennes (p. 463). — Parle sur la pétition du sieur Caudier (p. 528), — sur les troubles suscités par les prêtres réfractaires (p. 541). — Demande que le ministre de la guerre rende compte des mesures prises pour empêcher l'invasion des Autrichiens sur le Rhin (t. XLVI, p. 10 et suiv.), (p. 257). — Parle sur la nécessité de renforcer l'armée du Rhin (p. 492). — Membre du comité diplomatique (p. 574). — Parle sur l'affaire de l'abbaye de Pladegasse (t. XLVII, p. 255 et suiv.), (p. 259). — Dénonce Gelb et Bathazard comme traîtres à la patrie (p. 278). — Demande que le ministre de la guerre rende compte des mesures prises pour empêcher l'invasion des ennemis (p. 347). — Dénonce la conduite de la commune d'Obernheim (p. 628). — Fournit des renseignements sur l'état de la ville de Landau (t. XLVIII, p. 66). — Fait connaître l'activité du recrutement dans son département (p. 103). — Donne lecture d'une lettre trouvée sur le sieur Pfeiffer (p. 119). — Parle sur les accusations portées contre Diétrich, maire de Strasbourg (p. 344). — Donne des renseignements sur l'état de la place de Strasbourg (p. 557). — Communique une lettre du sieur Laquiaud (t. XLIX, p. 87). — Propose de faire saisir les animaux qui se trouvent dans la maison de Blanchampagne (p. 170). — L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Parle sur la négligence du service des approvisionnements (p. 425). — Demande la destitution du gouverneur de la place d'Huningue (p. 428). — Demande qu'on place le buste de Gutenberg au Panthéon (p. 501). — Demande que les parents soient tenus de justifier de la résidence de leurs enfants qui ont disparu ou de leur mort (p. 501), (p. 581). — Donne des renseignements sur l'armée du Rhin (p. 586). — Propose de confisquer les propriétés du margrave de Bade situées en France (p. 682). — Parle sur un plan de campagne du général Custine (t. L, p. 172).

Ruillé-sur-Loir (Commune de). Adresse de félicitation et de dévouement (15 août 1792, t. XLVIII, p. 155).

Saint-Claude (Commune et canton) (*Suite*).

norable de leur conduite (*ibid.*). — Adresse d'adhésion du conseil permanent (7 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 442). — Mention honorable du civisme des citoyens (14 septembre, p. 637).

Saint-Claude (District de). *Conseil général.* Adresse d'adhésion aux décrets de l'Assemblée nationale. (30 août 1792, t. **XLIX**. p. 113). — *Directoire.* Arrêté pris au sujet de l'abbé Delanoue (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 382).

Saint-Clément (Communauté de). On demande la levée d'une opposition à la vente de la maison de La Chavinière qui lui appartient (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 3).

Saint-Cloud (Commune de). La municipalité dénonce un brûlement de papiers à la manufacture de Sèvres (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 192). — Pétition des entrepreneurs des bâtiments du château (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 277). — Adresse d'adhésion et don patriotique de citoyens et citoyennes. (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 198). — Annonce de l'argenterie trouvée au château (4 septembre 1792, t. **XLIX**, page 342).

Saint-Cloud (Commune de). District de Confolens. Adresse de dévouement de la garde nationale (16 septembre 1792, t. **L**, s. 29).

Saint-Cyr (Commune de). On annonce le mariage du curé de cette localité (9 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 672).

Saint-Cyr (Maison d'éducation). Indemnité accordée aux pensionnaires pour retourner chez elles (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 282).

Saint-Denis (Faubourg de Paris). Plusieurs citoyens rétractent leur signature à la pétition des 8,000 (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 362). — On demande la conversion de la porte en un monument digne de la liberté (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 624), — Les canonniers demandent deux pièces de canon (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 265).

Saint-Denis (Commune de). Don patriotique d'une citoyenne et d'un jeune enfant (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 85). — Dénonciation contre la municipalité (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 171); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Don patriotique de citoyens et citoyennes (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 406). — Adresse de dévouement (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 107 et suiv.). — Demande de payement de travaux faits à la caserne (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 197). — Don patriotique des citoyennes (4 septembre, p. 340). — Pétition des ci-devant Ursulines (5 septembre, p. 353). — Défilé du bataillon devant l'Assemblée (7 septembre, p. 443). — Députation pour demander une rectification au procès-verbal (8 septembre, p. 451).

Paroisses. Rapport du ministre de l'intérieur sur leur réunion en une seule (3 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 75); — renvoi au comité

Saint-Denis (Commune de) (*Suite*).

de division (*ibid.*). — Projet de décret sur la formation d'une seule paroisse (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 277). — Deuxième lecture (nuit du 9 au 10 août, p. 630). — Troisième lecture (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 110); — adoption (*ibid.*).

Trésor. Ordre du jour motivé sur la demande de prélever au trésor la quantité de bronze nécessaire pour fondre trois canons (16 août 1792, t. **XLVIII**, p. 289). — Il sera dressé un inventaire des objets qui composent le Trésor (*ibid.* et p. suiv.). — Proposition pour la conversion en monnaie des statues et couronnes d'or et d'argent (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 510).

Saint-Denis (District de). Nombre des jurés qui doit y être pris pour la formation de la liste des jurés près les tribunaux de Paris (9 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 327). — Réclamation des administrateurs (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 689). — Renvoi au comité de législation de la question de savoir s'il y a lieu d'établir un tribunal de district (29 juin 1792, t. **XLV**, p. 667); — ajournement de la question (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 86). — Il sera nommé, dans chaque canton du district, deux jurés d'accusation et deux jurés du jugement au tribunal criminel de Paris (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 560). — Le décret sur la police de Paris est étendu à ce district (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 591).

Saint-Denis (Ile Bourbon). Protestation contre les assemblées primaires (10 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 152 et suiv.).

Saint-Didier (Commune de). Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490).

Société des Amis de la Constitution. Adresse de dévouement (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 157).

Saint-Dié (Commune de). Adresse du conseil général (18 mars 1792, t. **XL**, p. 96). — Extrait d'une lettre de Georges, procureur de la commune (8 août 1792, t. **XLVII**, p. 556).

Saint-Dié (District de). Décret sur le nombre et le placement des notaires (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 19). — Rapport à faire sur les soumissions de biens nationaux pour trois municipalités (11 août 1792, t. **XLIX**, p. 51).

Saint-Dizier (Château de). Décret portant résiliation du bail emphytéotique passé en faveur de la dame Béraud (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 90). — Décret portant suspension de l'aliénation du château (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 104).

Saint-Domingue.

§ **1er**. — *Renseignements et discussions sur les troubles*

§ **2**. — *Dépenses pour l'envoi de secours dans la colonie.*

§ **3**. — *Traité avec les États-Unis.*

Saint-Domingue (*Suite*).

§ 4. — *Secours aux enfants des colons.*

§ 5. — *Objets divers.*

§ 1er : — *Renseignements et discussions sur les troubles.*

1° Communication par François de Neufchâteau au sujet d'un soulèvement de nègres (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 437 et suiv.) ; — observations de Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 438) ; — l'Assemblée ordonne que ses comités colonial et de marine se retireront sur-le-champ pour lui proposer les mesures que les circonstances exigent (*ibid*) ; — lettre du ministre de la marine au sujet de ces troubles (*ibid.* p. 439 et suiv.); — rapport concluant au renvoi de l'affaire au pouvoir exécutif (*ibid.* p. 455) ; — *discussion :* plusieurs membres, Brissot de Warville, Rouyer, Tarbé, Brissot de Warville, Tarbé, Viénot-Vaublanc, plusieurs membres, Cambon, le rapporteur, Garran-de-Coulon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.* p. 458); — ordres donnés par le ministre de la marine (28 octobre, p. 470) : — lettre du ministre de la marine (30 octobre, p. 522); — rapport au nom des comités colonial et de marine réunis (*ibid.*); — projet de décret (*ibid.*); — *discussion :* Brissot de Warville (*ibid.* et p. suiv. ; — Guadet, Tarbé, Lerembourе, le rapporteur (*ibid.* p. 528 et suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour (*ibid.* p. 531); — avis d'un député à ses collègues sur le discours de Brissot (p. 531 et suiv.); — nouveau rapport par Forfait (6 novembre, p. 659 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 660); — *discussion :* Merlin, Audrein, Delacroix, Cambon, Lecointre, Rouyer, Forfait, rapporteur, Lemontey, Couthon (*ibid.* et p. suiv.); — l'Assemblée passe à l'ordre du jour sur le projet de décret (*ibid.* p. 662). — Lettre du roi au sujet d'une demande de 16.370,912 livres pour l'armement extraordinaire qu'exige la situation de Saint-Domingue (14 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 59); — projet de décret présenté par Forfait au nom des comités colonial et de marine réunis (*ibid.* 62); — *discussion :* Delacroix, Forfait, rapporteur, Merlin, Tarbé, Delacroix (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 64); — les volontaires nationaux de Rhône-et-Loire demandent à faire partie des troupes envoyées à Saint-Domingue (16 novembre, p. 85); — lettre de l'assemblée générale de la partie française de Saint-Domingue relative à la révolte des noirs (*ibid.* p. 87) ; — renvoi au comité des colonies (*ibid.*); — lettre des citoyens actifs de Bordeaux (17 novembre, p. 112); — lettres de M. de Blanchelande en date des 13, 14, 25 et 29 septembre 1791 (17 novembre, p. 116 et suiv.) ; — proclamation de M. Blanchelande aux nègres révoltés (*ibid.* p. 120); — renvoi au comité colonial des lettres et de la proclamation (*ibid.*); — rapport par Tarbé au nom des comités colonial et de commerce réunis

Saint-Domingue (*Suite*).

(18 novembre, p. 131 et suiv.) ; — lettre de plusieurs citoyens de Bordeaux, membres de la société des Amis de la Constitution (20 novembre, p. 259 et suiv.); — *discussion* sur les troubles de Saint-Domingue : Brissot de Warville, Tarbé, Michel, Brissot de Warville, Guadet, Cambon, Aubert-Dubayet, Garran-de-Coulon, Brissot de Warville, Tarbé (*ibid.* p. 260 et suiv.) ; — l'Assemblée ajourne au 1er décembre la discussion sur les troubles des colonies et renvoie au comité colonial les pièces qui viennent d'être lues (*ibid.* p. 262) ; — projet de lettre du président de l'Assemblée à l'assemblée coloniale de Saint-Domingue (22 novembre, p. 284) ; — adoption (*ibid.*). — Lettre des capitaines de la marine marchande (26 novembre, p. 385). — Députation de la colonie (30 novembre, p. 454); — discours (*ibid.* p. 460 et suiv.). — Adresse de la ville de Saint-Malo (1er décembre, p. 471). — Pétition de plusieurs Français relative à leur détention et aux mauvais traitements qu'ils ont essuyés (*ibid.* p. 472 et suiv.) ; — renvoi au comité colonial (*ibid.* p. 473). — Concordat passé entre les citoyens de Port-au-Prince et les citoyens de couleur de la même partie de Saint-Domingue (*ibid.* p. 492 et suiv.). — Adresse des députés de la partie française de Saint-Domingue (3 décembre, p. 535 et suiv.). — Note du ministre de la marine sur l'expédition faite pour aller au secours de Saint-Domingue (5 décembre, p. 586). — Lettre des députés de l'Assemblée générale de la partie française concernant une inculpation faite par un membre de l'Assemblée contre les colons blancs (6 décembre, p. 599 et suiv.). — Projet d'invitation au roi proposé par Reboul (8 décembre, p. 648); — ordre du jour (*ibid.*). — Pétition des citoyens du Hâvre (*ibid.* p. 660). — Pétition des propriétaires à Saint-Domingue résidant à Paris (9 décembre, p. 672 et suiv.). — Lettres et pièces envoyées par la municipalité des Cayes (*ibid.* p. 677). — Observations et projet de décret relatif aux nègres esclaves proposé par Blancgilly (10 décembre, p. 713 et suiv.). — Dénonciation par Brissot de Warville contre les auteurs des troubles (1er décembre 1791, t. **XXXV**, p. 474 et suiv.), (3 décembre, p. 536 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 541 et suiv.); — observations de Vergniaud, Viénot-Vaublanc, Guadet, Thorillon, Garran-de-Coulon, Ducos, Tarbé, Delacroix (*ibid.* p. 542 et suiv.); — projets de décret de Guadet et de Vergniaud (*ibid.* p. 543 et suiv.); — ajournement de la discussion au 10 décembre (*ibid.* p. 544). — Opinion de Michon-Dumanet sur le projet de décret de Brissot (*ibid.* p. 548). — Motion de Delacroix relative à la suspension du départ des troupes (*ibid.* p. 544); — *discussion :* Garran-de-Coulon, Gérardin, Lasource, (*ibid.* p. 545 et suiv.); — Dumas, Castel, Guadet, Brival, Ducos, Blanchon, Guadet, Merlet, Dumas, Vergniaud, Masuyer (6 décembre, p. 603 et suiv.); — rejet (*ibid.*

Saint-Domingue (*Suite*).

cles 2 et 3 (*ibid.*). — Art. 4 : Merlin, un membre, Merlet, Rouyer (*ibid.*) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 5 : Damourette, Gensonné (*ibid.* p. 452) ; — adoption (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 6 (*ibid.*). — Art. 7 : Leremboure (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.* p. 453). — Art. 8 : Becquey, Lecointe-Puyraveau, Lafon-Ladebat, Lagrévol, Merlin, Becquey, Daverhoult, Cambon, Guadet, (*ibid.* et p. suiv.) ; — rejet (*ibid.* p. 454). — Art. 9 devenu 8 : Crublier d'Optère, Rouyer, Delmas, Lasource, Vergniaud, Gérardin (*ibid.* et p. suiv.) ; — rejet (*ibid.* p. 455). — Adoption sans discussion des articles 10 et 11 devenus 8 et 9 (*ibid.*). — Art. 12 devenu 10 : Ducos, Gensonné, Brissot de Warville (*ibid.* et p. suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 456). — Adoption sans discussion de l'article 13 devenu 11 (*ibid.*). — Sur la motion de Journu-Auber, l'Assemblée ajourne la présentation du décret sur les secours à envoyer à Saint-Domingue (26 mars 1792, t. XL, p. 489), (p. 501) ; — rapport par Journu-Auber sur les secours à envoyer à Saint-Domingue (27 mars, p. 553 et suiv.) ; — projet du décret (*ibid.* p. 534 et suiv.). — *Discussion.* — Art. 1er qui devient l'article 12 du décret rendu le 24 mars : Aubert-Dubayet, Cambon, Merlet, Sers, Charlier, (*ibid.* p. 535) ; — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion de l'article 2 devenu 13 (*ibid.*). — Art. 3. : Sers, Aubert-Dubayet, Ducos, Bréard, Sers, Cambon, Mathieu Dumas, Tarbé, Merlet, Caminet, Sers (*ibid.* et p. suiv.) ; — rejet (*ibid.* p. 537). — Art. 4 devenu art. 14 : Aubert-Dubayet, Ducos, Sers (*ibid.*) ; — adoption (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel proposé par Tarbé qui devient l'article 15 (*ibid*) ; — texte de cette article (*ibid.* p. 538). — Texte des articles décrétés (28 mars, p. 575 et suiv.). — Discussion sur le considérant du projet de décret : Dehaussy-Robecourt, Gentil, Crublier-d'Optère (*ibid.* p. 576 et suiv.), — adoption (*ibid.* p. 577). — Texte définif du décret (*ibid.* et p. suiv). — Lettres de Blanchelande sur la situation de colonie (29 mars, p. 679). — Pétition relative aux secours à y envoyer (1er avril 1792, t. XLI, p. 64). — Envoi de pièces relatives aux troubles (19 mai 1792, t. XLIII, p. 556). — Envoi de pièces relatives à la situation de la colonie (23 mai 1792, t. XLIV, p. 45), (25 mai, p. 112). — Compte rendu de l'état de la colonie par le Mirbek (26 mai, p. 139 et suiv.). — Envoi de pièces relatives à la situation de la colonie (28 mai, p. 155). — Des députés des citoyens de couleur demandent audience (1er juin, p. 442). — Jour fixé (*ibid.*). — Admis (2 juin, p. 494). — Compte rendu par Saint-Léger de sa mission à Saint-Domingue (2 juin, p. 492). — Renseignements sur les troubles (12 juin 1792, t. XLV, p. 101). — Projet de décret additionnel à la loi relative à l'envoi des commissaires civils à Saint-Domingue (15 juin, p. 235 et suiv.) ; — adoption (*ibid.* p. 236). — Création d'un état-major pour le corps de troupes qui y est envoyé (16 juin, p. 261 et suiv.). — Pétition sur les mesures à prendre pour le rétablissement de la paix (5 juillet 1792, t. XLVI, p. 126). — Envoi de pièces relatives à la situation (11 juillet, p. 358), (17 juillet, p. 541). — Proclamation annonçant le rétablissement de l'ordre (2 septembre 1792, t. XLIX, p. 199). — Renseignements sur les troubles (t. L, p. 226). — Adresse des députés de la partie française de Saint-Domingue (p. 241 et suiv.). — Pétition des villes maritimes de commerce sur les secours à envoyer à Saint-Domingue (p. 313 et suiv.).

§ 2. *Dépenses pour l'envoi de secours dans la colonie.* Etat de la dépense qui occasionnera l'envoi de secours à Saint-Domingue (8 novembre 1791, t. XXXIV, p. 698) ; — renvoi aux comités des colonies et de marine réunis (*ibid.* p. 699) ; — rapport par Forfait (9 novembre, p. 719 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 720) ; — *Discussion* : Leremboure, Merlet, Brissot de Warville, Deverneilh (*ibid.* et p. suiv.) ; — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret des comités (*ibid.* p. 723). — Etat des dépenses occasionnées par les troubles (18 avril 1792, t. XLII, p. 124) ; — renvoi aux comités colonial et des finances réunis (*ibid.*).

§ 3. *Traité avec les Etats-Unis.* Le ministre de la marine demande l'autorisation de traiter avec le ministre des Etats-Unis relativement à une délégation de 4 millions à valoir sur les créances de la France contre le congrès et en déduction des 6 millions de secours accordés à Saint-Domingue (6 mai 1792, t. XLIII, p. 56) ; — renvoi aux comités colonial et de commerce réunis (*ibid.*). — Le ministre de la marine demande le rapport sur cette affaire (15 mai, p. 404) ; — jour fixé (*ibid.*) ; — rapport par Journu-Auber (15 mai, p, 424 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 427). — Discussion du projet de décret sur la demande du ministre de la marine pour être autorisé à traiter avec le ministre des Etats-Unis relativement à une délégation de 4 millions à valoir sur les créances de la France contre le congrès et en déduction des 6 millions de secours accordés à Saint-Domingue (26 juin 1792, t. XLV, p. 293 et suiv.) ; — adoption avec amendement (*ibid.* p. 594). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.).

§ 4. *Secours aux enfants des colons.* Rapport et projet de décret sur les secours à accorder aux enfants des colons de Saint-Domingue qui se trouvent en France pour leur éducation (6 mai 1792, t. XLIII, p. 57). — Adoption de l'urgeuce et du projet de décret (14 mai, p. 329 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 330 et suiv.). — Difficultés

Sainte-Foy-la-Grande (Commune de) (*Suite*).
que Lacombe, député de la Gironde, ne se soit pas encore rendu à son poste (18 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 606). — Mention honorable du patriotisme des habitants (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 670).

Sainte-Foy-sur-Dordogne (Commune de). Adresse de félicitations (27 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 427).

Sainte-Geneviève (Edifice). — Voir *Panthéon*.

Sainte-Lucie (Ile des Antilles). Lettre de la municipalité se plaignant des actes de despotisme exercés par les commissaires du roi (28 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 499 et suiv.). — Combien elle nommera de députés à la Convention nationale (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 621).

Sainte-Lucie (Ile du golfe du Lion). Offre par Aurran d'y faire construire une tour et d'y placer un feu pour faciliter aux vaisseaux l'entrée du port de la Nouvelle (27 mars 1792, t. **XL**, p. 543) ; — renvoi aux comités de marine et de commerce réunis (*ibid.*).

Sainte-Marguerite (Ile de). Est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132).

Sainte-Marie-aux-Mines (Commune de). Adresse d'adhésion (29 déc. 1791, t. **XXXVI**, p. 631).

Sainte-Menehould (Commune de). Arrêté relatif à l'armement des gardes nationales (10 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 726). — La municipalité demande des armes pour la garde nationale (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 356) ; — renvoi au ministre de l'intérieur (*ibid.*) ; — compte rendu du ministre de l'intérieur (27 décembre 1791, p. 444). — Don patriotique d'un citoyen (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 573). — Adresse d'adhésion (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Adresse d'adhésion (31 août 1792, t. **XLIX**, p. 149). — Mention honorable du civisme des habitants (2 septembre p. 218).

Sainte-Reine (Commune de). Demande de secours pour l'hôpital (15 septembre 1792, t. **L**, p. 1).

Sainte-Suzanne (District de). — Voir *Evron*.

Saintes (Commune de). — Adresse des citoyens libres qui s'engagent à dénoncer au roi que M. Duportail a perdu la confiance de la nation (7 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 620 et suiv.). — Adresse des soldats citoyens (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 91). — Adresse de la société des élèves de la Constitution, séante au collège national (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 57). — Don patriotique des citoyens libres (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 688). — Dons patriotiques de la municipalité (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 177), (14 juin, p. 192). — Adresse d'adhésion des citoyens libres (15 septembre 1792, t. **L**, p. 1).

Saintes (District de).
Tribunal. Dons patriotiques du greffier (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 704), (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 411). — Le commissaire du roi est mandé à la barre de l'Assemblée (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 392).

Saisies et oppositions sur le Trésor public. Dispositions relatives à leurs forme, conservation, durée, effets (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 501 et suiv.), (p. 511 et suiv.).

Saisset. Don en faveur des pauvres de Perpignan (14 mai 1792, t. **XLV**, p. 193).

Saladin, député de la Somme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 79). — Fait la motion qu'il soit fait une adresse au peuple (p. 147 et suiv.). — Parle sur les poursuites dirigées contre des fabricateurs de faux brevets (p. 185), — sur le règlement (p. 186), — sur le droit des membres de l'Assemblée constituante à l'avancement dans la garde nationale parisienne soldée (p. 246 et suiv.), — sur les prêtres réfractaires (p. 372). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 429). — Parle sur l'armement des gardes nationaux (p. 468), — sur la conspiration de Varnier (t. **XXXV**, p. 39), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 98), (p. 99), — sur la composition du tribunal qui sera chargé des affaires d'Avignon (p. 116), — sur l'organisation de la Haute-Cour nationale (p. 269), (p. 270), — sur les troubles de Montaigu (p. 271), (p. 272), — sur l'affaire Delattre (p. 354), — sur le tribunal chargé des affaires d'Avignon (p. 373), (p. 375). — Fait un rapport sur la pétition des dames Delattre et Morin (p. 393 et suiv.). — Parle sur l'affaire Tardy (p. 517), — sur le départ des grands procurateurs de la nation pour Orléans (p. 711), — sur le complot de Strasbourg (t. **XXXVI**, p. 166 et suiv.), — sur la retenue sur les sommes dues aux titulaires d'offices supprimés (p. 333), — sur des modifications dans l'aménagement de la salle des séances (p. 450). — **1792**. — Parle sur l'exécution de la loi d'amnistie (t. **XXXVII**, p. 20), — sur l'organisation des tribunaux criminels (p. 343 et suiv.), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 697 et suiv.), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (t. **XXXVIII**, p. 161), (p. 162), — sur la pétition des sieurs Gallet et Labadie (p. 265), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs de faux assignats (p. 575), — sur l'ordre du jour (p. 584), — sur l'affaire Pelleport (p. 585), — sur l'envoi des troupes de Paris dans le département de l'Oise (p. 655), — sur l'ordre du jour (t. **XXXIX**, p. 7). — Sur l'incompatibilité entre les fonctions de législateur et celles de juré (p. 134), — sur une pétition du sieur Janson (p. 372). —

Secours publics (*Suite*).

cours en faveur des communes de Sarrey et de Bourbonne (Haute-Marne), (13 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 216); — rapport par un membre du 1er bureau (14 octobre, p. 221); — projet de décret accordant une somme de 12,000 livres au département de la Haute-Marne (*ibid.* et p. suiv.); — débat : plusieurs membres, Bréard, Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 222); — l'Assemblée élève la somme à 25,000 livres et adopte le décret ainsi amendé (*ibid.* — 3° Renvoi à l'examen du 1er bureau d'une demande de secours en faveur de la commune de Porcelette (Moselle) (13 octobre 1791, p. 216); — rapport par un membre du 1er bureau (14 octobre, p. 223); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la demande (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — 4° Le ministre de la guerre sollicite des secours provisoires pour des veuves d'officiers supérieurs (1er avril 1792, t. **XLI**, p. 52); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*) — 5° Rapport par Lacoste-Monlausur sur les secours à accorder aux départements dont les quatre sols pour livres sont insuffisants pour l'année 1791 (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 557 et suiv.); — projet de décret (*ibid.*, p. 559 et suiv.). — 6° Discussion du projet de décret sur les secours à accorder aux départements dont les 4 sols pour livres sont insuffisants pour l'année 1791 (2 mai 1792, t. **XLII**, p. 649 et suiv.) — adoption avec amendement (*ibid.*, p. 651). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Adoption d'un projet de décret relatif aux secours accordés à divers incendiés (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 321. — 7° Rapport par Siblot sur la distribution des secours à accorder aux 83 départements (30 mai 1792, t. **XLIV**, p. 314 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 325 et suiv.). — *Discussion :* (28 juin 1792, t. **XLV**, p. 649 et suiv.); — (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 129 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 130). — 8° Rapport par Bernard (*de l'Yonne*) sur l'organisation générale des secours publics (13 juin 1792, t. **XLV**, p. 137 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 158 et suiv.). — Deuxième lecture du projet de décret sur leur organisation générale (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 233 et suiv.). — Article additionnel au projet de décret sur leur organisation (t. **L**, p. 610 et suiv.). — 9° Proposition du ministre de l'intérieur relative à la mise à la disposition des départements d'une somme de 2 millions pour des secours en argent (1er juin 1792, t. **XLIV**, p. 480); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — 10° Rapport par Germignac, relatif à la distribution d'une somme de 322,548 livres aux incendiés de divers départements (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 464 et suiv.); — projet du décret (*ibid.* p. 467, et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 458). — 11° Décret relatif aux secours à accorder aux personnes portées sur les états de distribution de 1791 (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 513).

Secours. — Voir *Départements.* — *Ecoles vétérinaires.* — *Employés supprimés.* — *Eure-et-Loir.* — *Gratification.* — *Hôpitaux.* — *Indemnités.* — *Indigents.* — *Moulle.* — *Nord.*

Secrétaires-Commis de l'Assemblée nationale constituante. — Rapport par Dehaussy-Robecourt sur une pétition de ceux de ces secrétaires qui n'ont point été employés dans les comités de l'Assemblée législative (7 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 134); — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette pétition (*ibid.*); — adoption (*ibid.*).

Secrétaires-Commis (de l'Assemblée nationale, des ministres et autres administrations publiques. Se rendront à leurs bureaux dans les dangers de la patrie (2 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 217). — Pétition des commis attachés au bureau des contributions publiques (3 septembre, p. 238). — Les ministres pourront permettre aux commis de leurs bureaux de partir pour la défense de la patrie, lorsqu'ils jugeront leur absence sans inconvénient (*ibid.*).

Secrétaire du conseil exécutif provisoire. Décret sur le mode de nomination (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 648). — Nomination de Grouville (*ibid.* p. 660). — Décret fixant son traitement (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 277).

Secrétaires de l'Assemblée nationale législative. — **1791**. — Proposition de Viénot-Vaublanc relative au mode de nomination des secrétaires (3 octobre, t. **XXXIV**, p. 69 et suiv.); — observations de Schirmer et de Cambon (*ibid.* p. 70); — l'Assemblée décrète qu'elle aura six secrétaires, qu'ils seront nommés à la pluralité relative et par scrutin de liste (*ibid*). — Sont chargés de prendre les mesures nécessaires pour les élections des membres des comités (17 octobre, p. 263). — Règlement relatif à leurs fonctions (18 octobre, p. 275 et suiv.). — Motion relative au mode de leur nomination. — Décret (27 décembre, t. **XXXVI**, p. 438). — Remettront aux ministres les décrets qui les chargent de rendre compte de l'exécution des lois. = **1792**. — Sont chargés de remettre aux grands procurateurs les actes concernant leur nomination (3 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 43), — de l'envoi aux grands procurateurs de la nation des pièces relatives aux accusations devant la Haute-Cour nationale (17 janvier, p. 472). — Liront les pétitions des citoyens qui ne pourront pas les lire eux-mêmes (29 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 7). — Remettront chaque jour la note et la date des ajournements aux secrétaires commis du bureau de correspondance (1er février, p. 80). — Nomination de trois secrétaires qui seront uniquement occupés avec l'un des ex-présidents à la signature des décret (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 26). — S'entendront avec les membres du comité des décrets pour présenter un état des procès-verbaux rédigés depuis le 10 août (9 septembre 1792,

Seine-Inférieure (département de) (*Suite*).

sés à raison de la somme qui leur est allouée annuellement (23 avril, p. 300). — Demande relative à un remboursement d'une somme de 488 l. 10 s. à la municipalité du Havre (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 155). — Envoie copie d'une adresse à lui envoyée par la section des Lombards de la ville de Paris (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 122). — Ecrit relativement au remplacement du procureur général syndic décédé (11 juillet, p. 359). — Demande des secours pour les hôpitaux (15 juillet, p. 485). — Ecrit au sujet de ravages causés par les eaux (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 82). — Accuse réception du décret relatif à la suspension du roi (13 août, p. 103). — Adresse d'adhésion (17 août, p. 316). — Les membres du directoire envoient leur serment à l'Assemblée (18 août, p. 333). — Lettre relative au dénuement des volontaires du département (19 août, p. 367). — Adresses d'adhésion (23 août, p. 636), (25 août, p. 695).

Procureur général syndic. Est mandé à la barre (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 103). — Admis, il est interrogé au sujet d'un complot ayant pour but d'enlever le roi (16 août, p. 280 et suiv.).

Tribunal criminel. Lettre du directoire relative au remplacement du président du tribunal (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 198).

Volontaires nationaux. Le ministre de la guerre annonce la formation du 1er bataillon et demande à être autorisé à employer les 4 compagnies destinées à former le 2e bataillon (19 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 511); — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport et projet de décret (19 janvier, p. 524); — adoption (*ibid.*). — Le comité militaire fera un rapport sur la manière d'employer ces 4 compagnies (*ibid.* p. 525). — Albitte annonce la formation complète du 2e bataillon (24 janvier, p. 637 et suiv.). Le 3e bataillon demande à servir aux colonies (2 avril 1792, t. **XLI**, p. 97). — Les volontaires du 4e bataillon se plaignent des administrateurs du département de Seine-et-Marne (19 septembre 1792, t. **L**, p. 129).

— Voir *Côtes maritimes*.

Séjour. Frais de séjour accordés aux électeurs à la Convention nationale (11 août 1792, t. **XLVIII**, p. 30).

Séjournant. Il lui est accordé une indemnité (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 47).

Selles-sur-Cher (Commune de). *Société des amis de la Constitution*. Don patriotique (20 mai 1792, t. **XLIII**, p. 593).

Sellier frères, fabricateurs de faux assignats. Récompense à leurs dénonciateurs (16 septembre 1792, t. **L**, p. 33).

Sels. Motion de Caminet relative à leur vente (12 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 334); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Rapport par Dieudonné sur les mesures à prendre pour accélérer leur vente (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 450 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 453). — Discussion. — Adoption de l'urgence et de l'article 1er du projet de décret (22 mars 1792, t. **XL**, p. 359). — Adoption avec amendement de l'article 2 (*ibid.* p. 360). — Adoption sans discussion de l'article 3 (*ibid.*). — Art. 4 : un membre (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Rejet des articles 5 et 6 (*ibid.*).— Adoption sans discussion des 7 et 8 devenus articles 4 et 5 (*ibid.*). — Article 9 devenu article 6 : Caminet (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Rejet de l'article 10 (*ibid.*). — Adoption des articles 11 et 12 devenus articles 7 et 8 (*ibid.*). — Rejet de l'article 13 (*ibid*). — Adoption de l'article 14 devenu article 9 (*ibid.* p. 361). — L'Assemblée décide que le décret sera porté dans le jour à la sanction (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel proposé par Vincens-Plauchut (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une motion de Brémontier relative au prix des ventes (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 117). — Lettre du ministre des contributions publiques relative à leur adjudication (8 juin, p. 688); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Suspension de la vente jusqu'à la fixation du minimum du prix (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 105). — Décret tendant à assurer la fourniture du sel nécessaire à la consommation dans les départements du Haut et du Bas-Rhin (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 471).

Sels. — Voir *Marne*. — *Salines*. —*Seine*. — *Yonne*.

Sément. Fait connaître les mesures prises par la commune de Bernay pour réprimer les troubles (16 mars 1792, t. **XL**, p. 39).

Semier. Offre d'élever un orphelin dont le père est mort à la journée du 10 août (22 août 1792, t. **XLVIII**, p. 618).

Séminaires. Un membre demande l'état des fondations établies dans les séminaires pour les sujets qui se destinent à l'état ecclésiastique (5 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 96), — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Renvoi aux comités de division et de l'extraordinaire des finances d'une demande relative au payement des dépenses faites pour les bâtiments destinés à leurs établissements (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 487). — Lettre du ministre de l'intérieur sur la nomination des boursiers dans les séminaires (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 48); — renvoi au comité des domaines (*ibid.*). — Rapport du ministre de l'intérieur sur la question de savoir si le loyer des séminaires provisoires doit être payé sur les fonds du Trésor public (3 juillet, p. 75); — renvoi au comité de l'ordinaire des finances (*ibid.*). — Attribution aux séminaires qui ne sont pas encore logés des maisons des congréga-

Séquestre des biens des émigrés (*Suite*).

nérale : Goujon, Lamarque, Becquey, Quinette (8 mars, p. 473 et suiv). — Adoption de l'urgence (*ibid*. p. 478). — *Discussion des articles*. — Article 1er : Saladin, Tardiveau, Goupilleau (*ibid*. et p. suiv.) ; — adoption (*ibid*. p. 479). — Adoption des articles 2, 3 et 4 (*ibid*.). — Article 5 : Lemontey, Mailhe, Quatremère-Quincy, Rouyer, Goujon, Thuriot, Merlin, Aubert-Dubayet, Charlier, Lasource, Broussonnet, Bouestard, Gérardin, Delacroix (*ibid*. et p. suiv.) ; — adoption (*ibid*. p. 481). — Texte des articles décrétés (*ibid*. et p. suiv.). — Adoption de l'article 6 (10 mars, p. 529). — Article 7 : adoption (*ibid*. p. 553). — Article 8 : Basire (*ibid*.) ; — adoption (*ibid*.). — Adoption des articles 9 et 10 (*ibid*.). — Articles proposés par Vergniaud en remplacement des articles 11 à 17 (*ibid*. p. 554). — Texte des articles 7 à 10 (*ibid*. et p. suiv.) ; — la priorité est accordée aux articles de Vergniaud (12 mars, p. 609). — *Discussion de ces articles*. — Article 11 : Caminet (*ibid*. p. 610) ; — adoption avec amendement (*ibid*.). — Article 12 : Lemontey (*ibid*.) ; — renvoi au comité (*ibid*.). — Rapport par Sédillez sur la rédaction des articles 12 et suivants proposés par Vergniaud (21 mars 1792, t. **XL**, p. 351 et suiv.). — *Suite de la discussion*. — Art. 12 : adoption sauf rédaction (*ibid*. p. 352). — Art. 13 : Thuriot, Becquey. Dehaussy-Robecourt, Chéron-La-Bruyère, Sédillez, rapporteur (*ibid*. p. 353) ; — adoption sauf rédaction (*ibid*.). — Art. 14 : Jouffret, Choudieu, Bigot de Préameneu, Thuriot, Grangeneuve (*ibid*. et p. suiv.) ; — adoption sauf rédaction (*ibid*. p. 354). — Art. 15 : adoption sauf rédaction (*ibid*.). — Art. 16, 17 et 18 : Charlier, Lagrévol, Mouysset, Grangeneuve (22 mars, p. 386 et suiv.) ; — adoption sauf rédaction (*ibid*. p. 387). — Art. 19 : Charlier, Duhem, Bigot de Préameneu, Lemontey, Lecointe-Puyraveau, Thuriot, Sédillez, rapporteur, Charlier, Jean Debry (*ibid*. et p. suiv.) ; — renvoi des articles 19 et 20 au comité (*ibid*. p. 389). — Texte des articles 19 et 20 proposé par le comité (23 mars, p. 432) ; — discussion : Albitte, Charlier, Vergniaud, Lasource (*ibid*. p. 433) ; — adoption des articles 19 et 20 et rejet de l'article 21 (*ibid*.). — Adoption de l'article 25 devenu article 21 (*ibid*). — Renvoi à la commission pour rédaction de tous les articles décrétés (*ibid*. p. 434). — Rédaction du décret proposé par le comité (29 mars, p. 655 et suiv.) ; — adoption de différentes modifications (*ibid*. p. 658 et suiv.). — Adoption d'une disposition additionnelle proposée par Dupertuis (p. 697). — Présentation par Sédillez de la rédaction de la disposition additionnelle au projet de décret proposée par Dupertuis (30 mars 1792, t. **XLI**, p. 4 et suiv.) ; — adoption (*ibid*. p. 5). — Texte définitif du décret (*ibid*. et p. suiv.). — Lettre du directoire, du département des Pyrénés-Orientales au sujet du séquestre des biens d'un Français émigré (8 avril 1792, t. **XLI**, p. 358). — Plaintes au sujet de l'inexécution de la loi par le directoire du département de la Moselle (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 276) ; — renvoi au pouvoir exécutif (*ibid*.). — Compte rendu par le ministre des contributions publiques des mesures qu'il a prises pour l'exécution de la loi (23 avril, p. 314 et suiv.). — Lettre du ministre de la justice (25 avril, p. 381). — Difficultés pour l'application de l'article 24 de la loi (3 mai, p. 715) ; — renvoi au comité de législation (*ibid*.). — On demande une interprétation de la loi y relative (7 mai 1792, t. **XLIII**, p. 60), (8 mai, p. 104), (p. 105). — Réclamations du sieur Meillanhem contre le séquestre (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 111). — On dénonce la non-exécution de la loi y relative (2 juin, p. 491). — Demande d'interprétation de la loi y relative (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 236) ; — renvoi au comité de législation (*ibid*.). — Difficultés relatives à l'application de la loi (13 juillet 1792, t. **XXVI**, p. 438), (20 juillet, p. 697), (24 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 117), (25 juillet, p. 119). — On demande un article additionnel à la loi (28 juillet, p. 209) ; — renvoi au comité de législation (*ibid*.). — Décret y relatif (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 623).

Sequeville, commandant de la marine à Lorient. Proteste de son dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 392).

Seran (Pierre). Est décrété d'accusation (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 638), (p. 639). — Le ministre de la justice annonce qu'il a donné l'ordre de le faire arrêter (19 juillet, p. 647). — Lettres relatives aux recherches dont il est l'objet (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 209), (30 juillet, p. 289).

Seranne, député de l'Hérault. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77.) — Membre du comité de marine (p. 410.) — Parle sur les examens pour l'admission au grade d'enseigne non entretenu (t. **XXXV**, p. 23). — Fait un rapport concernant les maîtres de quai et les jaugeurs de navires (p. 497 et suiv.). — Fait un rapport sur la forme des congés des bâtiments de commerce (t. **XXXVI**, p. 374) ; — demande la mise à l'ordre du jour de la discussion de ce rapport (p. 449). — Demande le compte rendu des produits des douanes (*ibid*.). — Soumet à la discussion son rapport sur la forme des congés des bâtiments de commerce (p. 633). = **1792**. — Parle sur les subsistances (t. **XXXVII**, p. 108). — Fait des rapports sur divers objets soumis à l'Assemblée par le ministre de la marine (t. **XXXIX**, p. 231 et suiv.). — Parle sur les officiers supprimés (p. 362). — Fait un rapport sur l'inexécution des lois lois relatives à la police et aux droits de navi-

(1) La deuxième lecture n'a pas eu lieu. — Voir t. XLIII la note de la première colonne de la page 421.

T

Taillefer (*Suite*).

(p. 291). — Fait un rapport contenant l'analyse de plusieurs adresses et pétitions (p. 371 et suiv.). — Parle sur les troubles de Choue (p. 641). = **1792**. — Parle sur les troubles de Perpignan (t. **XXXVII**, p. 53), — sur des adresses à l'Assemblée (p. 91), — sur le port de la cocarde blanche (p. 172), — sur les colonies au delà du Cap (p. 352), — sur le recrutement de l'armée (p. 557 et suiv.), — sur les accusations contre le ministre de la marine (t. **XXXVIII**, p. 96), — sur l'augmentation du nombre des officiers généraux (p. 127), — sur le marché passé avec le sieur Baudoin p. 270), — sur l'arrestation de Pelleport et Lambelet (p. 508), — sur les troubles d'Aix (t. **XXXIX**, p. 433). — Membre du comité des pétitions (p. 467). — Communique des pièces relatives aux troubles de l'Oise, p. 469), — une lettre des administrateurs du district de Sarlat (p. 594). — Parle sur les accusations contre Duport, ministre de la justice (p. 596). — Parle sur les comptes de Narbonne, ministre de la guerre (t. **XLI**, p. 21), — sur une pétition de la garde nationale d'Arpajon (p. 415), — sur l'ordre des travaux (p. 555). — Est rappelé à l'ordre (p. 601). — Parle sur les droits de sortie des cotons (p. 67), — sur une adresse du faubourg Saint-Antoine (p. 283), — sur la contribution patriotique des députés (p. 304), — sur des événements arrivés dans le jardin des Tuileries (p. 378 et suiv.), — sur la mise en accusation de Marat et Royou (p. 713), — sur la justice militaire (t. **XLIII**, p. 185); — sur les affaires d'Avignon (p. 209), (p. 216), — sur la durée des séances de l'Assemblée t. **XLIV**, p. 428), — sur le traitement des ministres (p. 437), — Sa déposition dans l'affaire de Grangeneuve et Jouneau (t. **XLV**, p. 246). — Demande l'impression d'une lettre de Santerre (p. 550). — Parle sur le payement du traitement des citoyens décrétés d'accusation (p. 662), — sur l'âge requis pour pouvoir contracter mariage (669). — Soumet à la discussion le projet de décret sur la suspension d'un administrateur du district de Nantua (t. **XLVI**, p. 124). — Dénonce le fait d'une patrouille qui s'est approchée, sans ordre, de l'enceinte de l'Assemblée (t. **XLVII**, p. 125). — Parle sur la proposition de supprimer la décoration militaire (p. 209). — S'oppose à l'envoi d'une députation de l'Assemblée près du roi (p. 633). — Nommé à la Convention nationale (t. **XLIX**, p. 628). — Obtient un congé (p. 665).

Tailleurs (Frères). Leur suppression (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 350).

Taillevis-de-Périgny, lieutenant de vaisseau. Obtient une gratification de 3,000 livres (26 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 536).

Taiori, capitaine au bataillon des Vétérans. Demande une indemnité (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 163).

Tainechon. Pétition (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 105).

Tallard (Commune de). Décret l'autorisant à contracter un emprunt (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 580).

Tallien. Fait hommage de plusieurs exemplaires du journal l'*Ami des citoyens* (10 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 528).

Tallien, secrétaire-greffier de la commune de Paris. Instruit l'Assemblée que plusieurs de ses membres se disposent à prendre des passeports et à quitter leur poste (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 9). — Il est mandé à la barre (*ibid.* p. 10). — Admis, il fournit des renseignements complémentaires (27 août, p. 23). — Rend compte de ce qui s'est passé aux prisons (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 230).

Taloiri, capitaine des Vétérans. Délogé d'une maison près des Tours du Temple, il demande une indemnité (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 163).

Talon. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 731).

Talvande, condamné à mort; réclame contre son jugement (5 juin 1792, t. **XLIV**, p. 579); — ordre du jour (*ibid.*). — Pétitions en sa faveur (*ibid.* p. 628 et suiv.); (6 juin, p. 666 et suiv.). — Pétitions de sa femme contre les juges qui l'ont condamné (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 53). (26 juillet, p. 178). — Demande du ministre de la justice relative à l'exécution du jugement rendu contre lui (30 juillet, p. 290); — renvoi au comité de législation (*ibid.*).

— Voir *Guédon* (Marguerite).

Talvande (Pierre). Dénonce une violation de la loi à l'occasion du jugement de son frère (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 666 et suiv.).

Tambours de l'armée. Ne porteront plus les galons du roi (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 339).

Tamisier, dit de Bar, lieutenant-colonel de gendarmerie. Fait un don patriotique (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 189).

Tan. Rapport par Français (de Nantes) sur les réclamations des municipalités de Champagny et de Planchebas pour l'exportation du tan à l'étranger (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 11 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 12). — Deuxième lecture (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 139). — Troisième lecture (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 196 et suiv.); adoption (*ibid.* p. 197).

Tanaïs, colon de la Martinique. Se plaint des traitements auxquels il a été soumis pendant six mois (28 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 415 et suiv.). — Il est libre de retourner à la Martinique (22 juin 1792, t. **XLV**, p. 492).

Tanavelle (Canton de). Adresse d'adhésion de l'assemblée primaire (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 486).

Tandon (Frnaçois), vice-président du directoire du district de Montpellier. Fait un don patriotique (7 mai 1792, t. XLIII, p. 61).

Tapin (Georges). Son enrôlement pour aller aux frontières (27 août 1792, t. XLIX, p. 27).

Tarare (Commune de). Quantité de cotons en laine que les fabricants de mousseline sont autorisés à envoyer en Suisse. — Conditions (16 juin 1792, t. XLV, p. 260), (20 juillet 1792, t. XLVI, p. 682 et suiv.).

Tarascon (Commune de). Le directoire du département des Bouches-du-Rhône signale des erreurs dans le décret du 14 septembre 1791 relatif à la circonscription des paroisses (6 février 1792, t. XXXVIII, p. 192); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Adresse d'adhésion des amis de la liberté et de l'égalité (8 septembre 1792, t. XLIX, p. 452).

Tarascon (District de). Adresse d'adhésion du conseil de district (22 décembre 1791, t. XXXVI, p. 317). — Adresse d'adhésion des administrateurs (7 septembre 1792, t. XLIX, p. 412). — Décret sur la circonscription des paroisses (10 août 1792, t. XLVII, p. 664).

Tarbé, député de la Seine-Inférieure. — 1791. — Est admis (t. XXXIV, p. 67). — Prête serment (p. 79). — Membre de la commission chargée de vérifier, provisoirement, les caisses de la trésorerie nationale et de l'extraordinaire (p. 139). — Membre du comité colonial (p. 412). — Membre du comité de commerce (p. 439). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 457 et suiv.), (p. 528 et suiv.). — sur la rédaction du décret relatif au rappel de Monsieur, frère du roi (p. 532), — sur les moyens d'accélérer l'organisation de la gendarmerie nationale (p. 726). — Parle sur la conspiration de Varnier (t. XXXV, p. 36), — sur l'envoi de secours à Saint-Domingue (p. 63 et suiv.). — Fait un rapport sur les affaires de Saint-Domingue (p. 131 et suiv.). — Demande que l'Assemblée s'occupe tous les jours de l'organisation des finances (p. 158). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 260), (p. 262), — sur l'organisation des finances (p. 323), — sur les troubles de Saint-Domingue (p. 543), — sur la création d'assignats (p. 650), (p. 651). — Fait un rapport sur les troubles de Saint-Domingue (p. 701 et suiv.). — Parle sur le procès-verbal du 11 décembre 1791 (t. XXXVI, p. 30), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 158), — sur l'absence des députés (p. 297), — sur une émission de coupures d'assignats (p. 325), (p. 327 et suiv.), — sur l'admission des députés des colonies (p. 357). — Donne lecture des pièces relatives à Saint-Domingue (p. 399 et suiv.). — Parle sur les subsistances (p. 713). — 1792. — Parle sur le délai dans lequel les créanciers de l'Etat devront produire leurs titres (t. XXXVII, p. 79 et suiv.); — sur la pétition du sieur Sébire (p. 160). — Demande à faire le rapport sur les troubles de Saint-

Tarbé, député (*Suite*).

Domingue (p. 172). — Parle sur les subsistances (p. 216), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 218), (p. 219). — Fait un rapport sur les troubles de Saint-Domingue (p. 222 et suiv.), — le défend (p. 230), (p. 231). — Parle sur les subsistances (p. 688), (p. 732), (p. 733), (p. 734). — Est accusé d'avoir déconseillé au sieur Bouret de se présenter à la barre (t. XXXVIII, p. 6 et suiv.). — Se justifie de cette accusation (p. 8). — Est rappelé à l'ordre (p. 25). — Est entendu sur son rappel à l'ordre (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur le rétablissement des passeports (p. 26 et suiv.). — Son rappel à l'ordre est supprimé (p. 35). — Parle sur une pétition des sous-officiers et soldats de la garde parisienne soldée (p. 529), — sur les colonies (t. XXXIX, p. 20), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (p. 51), (p. 52), (p. 53), (p. 54), (p. 55). — Fait un rapport sur les troubles de Saint-Domingue (p. 198 et suiv.). — Parle sur une lettre de la municipalité de Dunkerque (p. 376), (p. 385), — sur les troubles de l'Eure (p. 392). — Parle sur les subsistances (p. 514 et suiv.), (p. 515), (p. 516), (p. 517), — sur les comptes de gestion à rendre par les ministres (p. 532 et suiv.), — sur les affaires de Saint-Domingue (t. XL, p. 205), (p. 206), (p. 217), (p. 219), (p. 362 et suiv.), (p. 364 et suiv.), (p. 366), — sur l'arrondissement du tribunal de commerce d'Orbec (p. 440), — sur les affaires de Saint-Domingue (p. 536), (p. 537), (p. 538), — sur les secours à accorder aux indigents (t. XLI, p. 183), — sur la pétition du sieur Schoël (p. 206), — sur une motion de Bréard (p. 375), — sur le droit de patente (p. 576), — sur la démission de Gouvion (p. 725), — sur le serment à prêter par les personnes chargées de l'instruction publique (t. XLII, p. 63), — sur les droits de sortie des cotons (p. 68), — sur l'échange du numéraire contre des assignats (p. 220), — sur une lettre de Lasalle (p. 326), — sur le payement des rentes dues aux créanciers de la ville de Lyon (p. 480 et suiv.), (p. 482), — sur une pétition de la municipalité de Paris (p. 523), — sur une nouvelle création d'assignats (p. 533). — Secrétaire (p. 714). — Fait un rapport sur les secours à accorder aux enfants des colons de Saint-Domingue qui se trouvent en France (t. XLIII, p. 57); — le soumet à la discussion (p. 329). — Parle sur la pétition du sieur Rivas (p. 169), — sur les rentiers de la ville de Paris (p. 357), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (p. 405 et suiv.), (p. 413); — sur une demande de secours du département de l'Aisne (t. XLIV, p. 461), — sur le traitement des fonctionnaires (p. 444), — sur le numérotage des petits assignats (p. 544), — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 558). — Fait un rapport sur les réclamations de Jean Bourée (t. XLV, p. 32). — Parle sur la destitution des

Tarbé, député (*Suite*).

fonctionnaires (p. 539), — sur des violences exercées contre des officiers du 9e régiment d'infanterie (p. 548). — Fauchet demande qu'il soit envoyé à l'Abbaye (t. **XLVI**, p. 13). — Il se défend (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur le recouvrement des contributions dans le département de la Seine-Inférieure (p. 302), — sur l'admission des fédérés dans les tribunes de l'Assemblée (p. 320). — Fait une motion relative aux tribunaux de commerce (p. 320). — Parle sur une lettre des administrateurs du département du Bas-Rhin (p. 439), — sur la nomination de certains fonctionnaires publics (p. 444), — sur la proposition d'envoyer aux frontières les troupes de ligne qui sont à Paris (p. 484), — sur une dénonciation contre le directoire du département de Paris (p. 657), — sur une pétition de la ville d'Orléans (p. 668 et suiv.), — sur la solde des fédérés (t. **XLVII**, p. 48). — Parle sur l'affaire Jouneau et Grangeneuve (p. 175), (p. 176). — Gardera les arrêts chez lui pendant huit jours (p. 177). — Fait un rapport sur les indemnités à accorder aux sieurs Leblois, Séjournant, Noël et Langeron (t. **XLIX**, p. 47). — Son rapport sur les difficultés que présente l'exécution du décret relatif aux secours à accorder aux enfants des colons de Saint-Domingue (t. **L**, p. 464 et suiv.). — Son rapport sur l'affaire du capitaine Colmin (p. 491 et suiv.).

Tarbé, ministre des contributions publiques. Est remplacé par Clavière (25 mars 1792, t. **XL**, p. 448). — Ecrit au sujet de Delessart (13 avril 1792, t. **XLI**, p. 572). — Est mandé à la barre pour être entendu sur l'affaire de Desmarets (2 août 1792, t. **XLVII**, p. 394). — Est décrété d'accusation (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 183). — Acte d'accusation contre lui (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 11), (29 août, p. 83).

— Voir *Ministres des contributions publiques*.

Tarbes (Commune de). Adresse de plusieurs citoyens (7 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 431); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Don patriotique des citoyens (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 670). — Adresse d'adhésion de la société populaire (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 490). — Don patriotique des élèves du collège (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 597).

— Voir *Pyrénées* (*Hautes-*).

Tardi ou **Tardy** (de Dijon). — Est mis en accusation dans l'affaire de Varnier (12 novembre 1791, t. **XXXV**, p, 40); — communication du ministre de la justice à son sujet, arrestation de deux autres personnes du même nom (20 novembre, p. 251 et suiv.); — les détenus seront mis en liberté (*ibid.* 263); — élargissement des personnes arrêtées à sa place (23 novembre, p. 307); — projet de décret d'accusation (*ibid.* p. 313); — la gendarmerie de Dijon sollicite l'élargissement du

Tardi ou **Tardy** (de Dijon) (*Suite*).

sieur Tardi père, arrêté à tort (24 novembre, p. 349). — Acte d'accusation (29 novembre, p. 450 et suiv.). — Rapport sur son transfert à Orléans (2 décembre, p. 516 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 517); — discussion: Saladin, Gérardin, Foissey, Lucas (*ibid.* et p. suiv.); — adoption (*ibid.* p. 518). — Adresse une pétition au sujet de la liste des hauts-jurés (15 avril, 1792, t. **XLI**, p. 687). — Note des frais faits pour l'exécution du décret d'accusation rendu contre lui (3 mai 1792, t. **XLII**, p. 716. — Lettre des juges de la Haute-Cour nationale relative à l'instruction de son procès (28 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 224). — On annonce son acquittement (3 août, p. 417).

Tardif, vicaire épiscopal de Clermont-Ferrand. Fait un don patriotique (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 176).

Tardiveau, député d'Ille-et-Vilaine. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 77). — Membre du comité des pétitions (p. 387). — Membre du comité de législation civile et criminelle (p. 430). — Présente un projet de décret sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**. p. 89 et suiv.). — Parle sur la formation de la Haute-Cour nationale (p. 161), — sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (p. 275). = 1792. — Parle sur le rétablissement des passeports (t. **XXXVIII**, p. 42), (p. 43), — sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 102), — sur le rapport de Gorguereau relatif à l'adresse du directoire du département de Paris (p. 167), — sur l'organisation du bureau de comptabilité (p. 285). — Fait un rapport sur le mode et la formule du serment à prêter par la garde du roi (p. 414 et suiv.), — le défend (p. 476). — Parle sur l'établissement d'un bureau de liquidation (p. 501), — sur les moyens d'arrêter et de punir les fabricateurs des faux assignats (p. 574) — sur l'expédition de provisions de notaires par le ministre de la justice (t. **XXXIX**, p. 6). (p. 8), — sur la prohibition de la sortie du royaume des matières premières (p. 52 et suiv.), — sur les séances du soir (p. 260), — sur les affaires d'Avignon (p. 343), — sur les règlements militaires (p, 405), — sur les moyens de réprimer les troubles (p. 426), — sur le séquestre des biens des émigrés (p. 478). — Membre de la commission des Douze (p. 518). — Parle sur l'affaire de Delessart (p. 695). — Fait un rapport sur le choix des tribunaux chargés de poursuivre les séditieux arrêtés à la suite des troubles du département de l'Eure (t. **XL**, p. 2 et suiv.); — le soumet à la discussion (p. 4 et suiv.). — Parle sur la compétence des tribunaux de district (p. 22), — sur le remplacement des présidents et des accusateurs publics des tribunaux criminels (*ibid.* et p. suiv.), — sur les travaux du comité des Douze (p. 84). — Secrétaire (p. 372). — Fait

Tardiveau, député (*Suite*).

un rapport sur les moyens d'apaiser les troubles dans le département de Seine-et-Oise (p. 434 et suiv.). — Donne lecture d'un projet d'adresse sur la circulation des grains (p. 435). — Parle sur les troubles de Mende (p. 632). — Fait un rapport sur la compétence des tribunaux criminels pour les jugements relatifs aux embauchages (p. 662). — Parle sur le séquestre des biens des émigrés (t. **XLI**, p. 5), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (p. 9 et suiv.). Fait lecture de la rédaction définitive du projet de décret sur les billets de confiance (p. 11 et suiv.). — Parle sur une lettre de la dame Simonneau, veuve du maire d'Etampes (p. 14), — sur les troubles du Cantal (p. 46). — Fait un rapport sur les troubles de l'Yonne et de la Nièvre (p. 63 et suiv.). — Parle sur l'événement qui a coûté la vie à plusieurs volontaires nationaux du département du Gard (p. 203). — Soumet à la discussion le projet de décret sur le jugement des crimes d'embauchage (p. 565 et suiv.), — le défend (p. 569). — Parle sur une question concernant l'élection aux fonctions de maire (p. 573), sur l'affaire de Delessart (p. 576), — sur les travaux de la commission des Douze (t. **XLII**, p. 3), — sur la proposition d'assujettir les défenseurs officieux au droit de patente (p. 42), — sur le brûlement des anciens drapeaux de l'armée (p. 66), — sur la suppression des congrégations (p. 492), — sur les élèves des ponts et chaussées (p. 671 et suiv.). — Fait un rapport sur la demande d'une loi répressive des attentats contre l'honneur ou la personne des généraux et autres agents de la force publique (t. **XLIII**, p. 120 et suiv.). — Parle sur l'affaire de Mons (p. 250), — sur l'ordre des travaux (p. 319). — Vice-président (p. 434). — Président (t. **XLIV**, p. 160). — Parle sur une réclamation en faveur du sieur Talvande (p. 667 et suiv.). — Membre du comité de législation (p. 672). — Membre de la commission extraordinaire des Douze (t. **XLV**, p. 358). — Fait un rapport sur la nomination de huit membres de l'Assemblée nationale pour aller visiter les frontières (t. **XLVI**, p. 109 et suiv.), — un rapport sur une pétition de la commune de Strasbourg (p. 379 et suiv.), — un rapport sur la décoration que doivent porter les membres du Corps législatif (p. 380 et suiv.), — un rapport sur un mémoire des administrateurs du départemeet du Bas-Rhin (p. 602 et suiv.). — Soumet à la discussion son rapport sur la nomination de huit membres de l'Assemblée pour aller visiter les frontières (p. 603 et suiv.). — Fait un rapport sur les indemnités à accorder aux citoyens français qui auraient perdu leurs propriétés dans le cours de la guerre (t. **XLVII**, p. 319 et suiv.), — un rapport sur un arrêté des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône (p. 378 et suiv.). — Soumet à la discussion

Tardiveau député (*Suite*).

son rapport sur les indemnités à accorder aux citoyens français qui auraient subi des pertes dans le cours de la guerre (t. **XLVIII**, p. 36). — Présente un projet de décret relatif aux troubles de l'Eure (p. 37). — Fait connaître la composition de la commission de correspondance (p. 313). — Présente un projet de décret limitant aux seuls individus attachés au service habituel des personnes l'exclusion des assemblées politiques pour cause de domesticité (t. **XLIX**, p. 35).

Tardy (de Dijon). Voir *Tardi*.

Tardy (de Quimper). — Rapport du ministre de la justice relatif à son arrestation (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 251 et suiv.); — sera mis en liberté (*ibid.* p. 263). — Lettres relatives à son arrestation (26 novembre, p. 377 et suiv.); — renvoi au comité de législation (*ibid.* p. 379).

Tarif des douanes. — Voir *Douanes*.

Tarle. Fait un don patriotique (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 428).

Tarlet. Fait un don patriotique (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 566).

Tarn (Département du). — Pétition relative à la répartition des impositions, présentée par Audoÿ (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 561); — observations: Lagrévol, Delacroix (*ibid.*); — l'Assemblée décrète le renvoi au comité des contributions publiques (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques relative à la démarcation des limites entre ce département et le département de l'Aveyron (19 mai 1791, t. **XLIII**, p. 574). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une lettre relative aux dépenses du culte (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 1). — Adresse d'adhésion (25 août 1792, t. **XLVIII**, p. 707). — Députés nommés à la Convention nationale (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 506). — Adresse d'adhésion du corps électoral (14 septembre, p. 637).

Administrateurs. Demandent à l'Assemblée de déterminer quelles sont les dépenses du culte à la charge de la nation et celles à la charge des communes (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 508). — Adressent des pièces relatives à un complot contre la sûreté de l'Etat (27 mai 1792, t. **XLIV**, p. 171), — un mémoire relatif aux subsistances (30 mai, p. 312). — Adresse contre l'établissement de deux Chambres (15 juin 1792, t. **XLV**, p. 221).

Volontaires nationaux. Les volontaires du second bataillon sollicitent leur armement (10 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 541).

Tartanac *fils*, député du Gers. — **1791**. — Prête serment (t. **XXXIV**, p. 137). — Est admis (p. 198). — Membre du comité de secours publics (p. 454). — Parle sur les troubles de Saint-Domingue (p. 654), — sur les émigrants

(1) Voir t. XLV, p. 527, la note 1 de la 1re colonne.

Theule, député de la Haute-Garonne. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 166). — Prête serment (p. 184). — Suppléant au comité de liquidation (p. 371). — Suppléant au comité de l'instruction publique (p. 498). = **1792**. — Rend compte de la réception faite par le roi aux commissaires à la sanction (t. **XXXVIII**, p. 272). — Membre du comité de liquidation (t. **XXXIX**, p. 495).

Thévenand, commandant de la marine à Brest. Proteste de son dévouement (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 392).

Thévenard. Accorde, en qualité de ministre de la marine, un congé à M. d'Eschallard (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 23). — Demande à l'Assemblée de décider s'il doit rendre un compte autre que celui qu'il a rendu de son administration (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 113) ; — renvoi au comité de l'examen des comptes (*ibid*) ; — rapport par Rouède (14 avril, p. 638), — projet de décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur sa demande (*ibid.*); — adoption (*ibid*). — Adresse les comptes du département de la marine pendant la durée de son ministère (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 2). — Est autorisé à se rendre à son poste à Brest (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 129).

Thévenet, député de Rhône-et-Loire. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 66). — Prête serment (p. 94). — Parle sur le règlement (p. 167), (p. 185 et suiv.). — Membre du comité de division (p. 450). — Parle sur les caisses d'échange des assignats (t. **XXXVI**, p. 250). = **1792**. — Annonce que le receveur du district de la campagne de Lyon a reçu plus de 400,000 livres sur les impositions de 1791 (t. **XXXVII**, p. 643). — Fait un rapport sur la distraction de la ferme de Belle-Fays de la commune de Montigny (t. **XXXVIII**, p. 34 et suiv.). — Parle sur les visiteurs des rôles des contributions (p. 253 et suiv.). — Suppléant au comité de division (t. **XXXIX**, p. 393). — Parle sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XLI**, p. 27 et suiv.). — Son opinion sur les moyens d'arriver à la plus juste répartition des impositions (6 juin 1792, t. **XLIV**, p. 638), (p. 650 et suiv.). — Appuie la proposition d'envoyer aux départements la lettre de Lafayette, datée du camp de Maubeuge (t. **XLV**, p. 340). — Fait une motion d'ordre (t. **XLVII**, p. 25). — — Fait hommage de quatre sabres (t. **XLIX**, p. 25). — Son opinion sur les prêtres non assermentés (t. **L**, p. 538 et suiv.).

Thévenin, député du Puy-de-Dôme. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 65). — Suppléant au comité de liquidation (p. 371). — Membre du comité de division (p. 450). — Fait un rapport sur les règles à suivre pour le traitement des curés dont les cures ont été supprimées (t. **XXXV**, p. 345 et suiv.), (p. 367 et suiv.). — Présente un projet de décret sur l'organisation du directoire du district de Clermont (t. **XXXVI**, p. 116). — Fait un rapport sur les conditions

Thévenin, député (*Suite*).

d'éligibilité pour les places d'évêques et de curés (p. 692 et suiv.) = **1792**. — Soumet à la discussion le projet de décret sur les remplacements aux cures vacantes (t. **XXXVII**, p. 95), (p. 96). — Fait un rapport sur l'installation du tribunal criminel de la Loire-Inférieure (t. **XXXVII**, p. 455 et suiv.). — Parle sur les élections de la Loire-Inférieure t. **XXXIX**, p. 29). — Membre du comité de division (p. 393). — Parle sur les moyens de compléter les directoires des départements (p. 551). — Fait un rapport sur la réduction des paroisses de Dijon (t. **XL**, p. 37 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son rapport (p. 433 et suiv.). — Fait un rapport sur une pétition du sieur Serrard (p. 655). — Parle sur l'élection de la municipalité de Craponne-sur-Arzon (t. **XLI**, p. 469 et suiv. — Fait la 3e lecture du projet de décret sur les paroisses de Dijon (t. **XLIII**, p. 58). — Fait un rapport sur les élections des commissaires de police (t. **XLIV**, p. 433 et suiv.). — Fait un rapport sur l'établissement de commissaires de police dans différentes villes (t. **XLVI**, p. 194). — Présente des projets de décret sur le nombre et le placement des notaires publics dans les départements de l'Allier, de la Nièvre, de la Creuse et de la Côte-d'Or (t. **XLVII**, p. 333 et suiv.). — Son rapport sur les griefs de la municipalité de Lyon contre le directoire de Rhône-et-Loire (t. **L**, p. 465 et suiv.).

Thévenin. Renvoi au pouvoir exéutif d'une dénonciation contre lui (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 417).

Thévenot. Annulation de sa nomination comme adjudant-major du 3e bataillon de la garde nationale de Langres (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Thibaud et ses ouvriers. Font un don patriotique (18 mai 1792, t. **XLIII**, p. 531).

Thibaudeau, procureur de la commune de Poitiers. Demande des secours pour cette localité (20 mars 1792, t. **XL**, p. 183 et suiv.).

Thibault, évêque du Cantal. Dénonce l'assassinat du curé de Boisset (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 427 et suiv.). — Nommé à la Convention nationale (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 576), (18 septembre 1792, t. **L**, p. 119).

Thibault. secrétaire-commis de l'Assemblée nationale. Prête le serment du 10 août (15 août 1792, t. **XLVIII**, p. 159).

Thibault de La Jonchère (Nicolas), ci-devant vice-dom de l'évêché de Strasbourg. Demande audience (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 430). — Sollicite la liquidation d'une créance (17 mai, p. 524) ; — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*).

Thibaut, député de l'Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78).

Thibouville. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Thieble. Il lui est accordé une gratification de 12,000 livres (28 mai 1792, t. **XLIV**, p. 214).

Thierceliu. Fait un don patriotique (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 419).

Thiercelin, curateur des mineurs Courte-Bonne, réclame contre un décret rendu le 13 septembre (16 septembre 1792, t. **L**, p. 31); — rapport sur sa pétition (*ibid.* et p. suiv.); — projet de décret (*ibid.* et p. 32).

Thiériot, député de la Vendée. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 53). — Prête serment (p. 79). — Membre de la commission des assignats (t. **XXXVI**, p. 58).

Thierri, député de la République de Mulhausen. Il lui est accordé un passeport pour retourner dans son pays (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 103).

Thierriet. Nommé à la Convention nationale (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550).

Thierry. Présente des vues pour accélérer les opérations du ministre de la guerre (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 368).

Thierry, administrateur du district d'Epinal. Don patriotique (4 mai 1792, t. **XLII**, p. 728).

Thierry, ancien fabricant de chapeaux. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. **XLII**, p. 278).

Thierry (Jean). — Lettre du ministre de la justice au sujet de la loi du 18 février 1791 relative à l'instance pendante entre les prétendants à sa succession (12 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 612); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — On demande qu'il soit fait un rapport sur la question de sa succession. — Renvoi au comité de législation (16 septembre 1792, t. **L**, p. 30).

Thierry (Jean-François). Propose une question sur le mariage (23 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 60).

Thierry (Pierre), citoyen de la section de la place Vendôme. Fait un don patriotique (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 70).

Thierry (La demoiselle). Fait un don patriotique (28 avril 1792, p. 499).

Thiers (Commune de). Don patriotique (21 juin 1792, t. **XLV**, p. 453).

Thiers (District de). Don patriotique des administrateurs (26 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 147). — Adresse d'adhésion (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 325).

Thierson, adjudant de la garde nationale de Charly sur-Marne. Fait un don patriotique au nom de la garde nationale (24 mai 1792, t. **XLIV**, p. 59).

Thil (Commune de). Etablissement d'un marché (17 septembre 1792, t. **L**, p. 84).

Thionville (Commune de). Augmentation d'établissements demandée par le ministre de la guerre pour le service de l'artillerie (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 454). — Envoi

Thionville (Commune de) (*Suite*).

par la municipalité d'une lettre de Delattre à M. de Calonne (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 347). — Le maire envoie une lettre à lui adressée par un officier autrichien (25 novembre, p. 359). — Lettre de Couturier sur la situation de la ville (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 76). — Adresse des citoyens (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 118). — Motion de Merlin tendant à improuver le conseil général pour avoir employé une expression inconstitutionnelle (14 mars, p. 725); — la motion n'est pas appuyée (*ibid.*). — Des citoyens demandent une indemnité (19 avril 1792, t. **XLII**, p. 155); — renvoi au comité de secours publics (*ibid.*). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132). — Lettre des corps administratifs au sujet des calomnies répandues sur le patriotisme du maréchal de camp Rieu (28 mai, p. 202 et suiv.). — Envoi d'une adresse des officiers et soldats qui défendent l'extrême frontière (17 juin 1792, t. **XLV**, p. 324). — Don patriotique (25 juin, p. 571). — Adoption, sauf rédaction, d'un projet de décret accordant une somme de 25,000 livres pour les approvisionnements (27 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 184). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 203). — Renvoi aux comités militaire et des finances réunis d'une demande relative au payement des troupes destinées à la défense de la ville (1er août, p. 375). — Approbation de la conduite de la commune (28 août 1792, t. **XLIX**, p. 53). — Mention honorable du patriotisme des citoyens (8 septembre, p. 470). — Relation de l'attaque de la place dans la nuit du 5 au 6 septembre (14 septembre, p. 630). — Lettre des administrateurs (15 septembre, p. 665 et suiv.). — Le ministre de la guerre est autorisé à y faire passer des forces (*ibid.* p. 666). — Décret portant que les citoyens, le commandant et la garnison ont honorablement rempli leur devoir dans la journée du 6 septembre (20 septembre 1792, t. **L**, p. 185 et suiv.). — Décret relatif à la construction de casernes de cavalerie (*ibid.* p. 186).

Société des Amis de la Constitution. Adresse de félicitation (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 372).

— Voir *Places de guerre*.

Thionville (District de). — Voir *Prêtres assermentés*. — *Prêtres* (Elections de).

Thirion (Didier), homme de loi. Fait hommage d'un projet de décret sur l'éducation nationale (8 juin 1792, t. **XLIV**, p. 712).

Thivincelle (Communauté de). Rapport par Broussonnet sur une pétition de cette communauté relative au droit de parcours sur les terres du ci-devant chapitre de Condé (4 novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 628 et suiv.); — ordre du jour (*ibid.* p. 629).

Thomas, grenadier de la garde nationale à Cherbourg. Demande qu'on hâte l'envoi de leur

Thuriot, député (*Suite*).

à l'ordre (p. 686). — Parle sur l'envoi aux départements d'un rapport concernant la situation de la France (p. 706), — sur les sociétés populaires (t. **XLVI**, p. 19). — Demande que les procès-verbaux de l'Assemblée soient imprimés dans les huit jours (p. 27). — Demande qu'il soit pris des mesures contre les journalistes (*ibid.* et p. suiv.). — Parle sur une pétition des gardes des ports de Paris (68), — sur le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne (p. 69 et suiv.), (p. 73), (p. 74), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (p. 113), — sur la marche des troupes ennemies (p. 127), — sur une saisie faite au préjudice du sieur Jean Majeur (p. 147), — sur la levée de nouveaux bataillons de gardes nationaux volontaires (p. 203), — sur des marchés passés par Servan (p. 208), — sur l'affaire de la suspension du maire de Paris (p. 277 et suiv.), — sur la situation du royaume (p. 284), — sur une lettre de la Société des amis de la Constitution de La Réole (p. 299). — sur la proposition de déclarer la patrie en danger (p. 316 et suiv.). — Présente une pétition en faveur des sieurs Boulan et Pâris (p. 436). — Parle sur l'état des armées (p. 493), — sur la suspension du décret relatif à la fabrication des faux assignats de Passy (p. 500), — sur les troubles de l'Ardèche (p. 639), — sur la suspension du maire de Chartres (p. 648), — sur les propositions concernant la croix de Saint-Louis (p. 665), — sur la formation des bataillons de gardes nationaux (p. 694), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVII**, p. 75 et suiv.), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 94), — sur la proposition d'autoriser Lacoste, ci-devant ministre de la marine à se rendre à la cour de Toscane (p. 98), — sur l'affaire des sieurs Boulan et Pâris (p. 142). — Demande la permanence des sections (p. 143). — Demande que Tarbé soit envoyé à l'Abbaye (p. 176). — Fait une motion d'ordre (p. 179). — Parle sur la vente des biens des émigrés (p. 181), — sur une plainte du sieur Butté (p. 182), — sur une réclamation du sieur Lareynie (p. 206). — Dénonce l'entrée aux Tuileries de particuliers armés (p. 213). — Dénonce Chabroud (p. 269). — Parle sur la police de la terrasse des Feuillants (p. 273). — sur la distribution des piques (p. 364), — — sur la lettre du roi à l'occasion de la déclaration du duc de Brunswick (p. 425), — sur les dispositions des puissances étrangères à l'égard de la France (p. 451), — sur l'évacuation des maisons religieuses (p. 455). — Fait une motion concernant la décoration militaire (p. 477). — Fait des motions concernant les gardes suisses (p. 479), (p. 480), (p. 482). — Parle sur les moyens de maintenir l'ordre dans les tribunes (p. 542), — sur les pouvoirs à donner à une députation chargée de se rendre

Thuriot, député (*Suite*).

à la maison commune (p. 639), — sur le remplacement du commandant en chef de la garde nationale parisienne (p. 640). — Propose une formule de serment à prêter par les membres de l'Assemblée (p. 642). — Demande la révocation de Bonnecarrère (p. 658). — Demande que l'on appose les scellés sur les papiers de Laporte (p. 657). — Demande la mise en accusation de d'Abancourt (p. 673). — Propose de décréter que les corps administratifs sont autorisés à faire des perquisitions domiciliaires (p. 674). — Parle sur l'arrestation de Saint-Huruge (p. 674). — Demande qu'il soit procédé à la réélection des juges de paix de Paris (p. 675). — Demande la nomination de quatre commissaires pour hâter la formation du camp de Paris (p. 675). — Fait une motion concernant les statues qui sont sur les places publiques de Paris (t. **XLVIII**, p. 2). — Parle sur les mesures à prendre à l'égard du roi (p. 38). — Propose de mettre une somme de 100,000 livres à la disposition des commissaires de la commune de Paris (p. 67). — — Parle sur le mode de délivrer les passeports (p. 70), — sur une pétition de la commune de Paris (p. 79), — sur le jugement des crimes du 10 août (p. 134), — sur la proposition d'exiger que tous les fonctionnaires prêtent le serment du 10 août (p. 159), — sur un complot ayant pour but d'enlever le roi (p. 280), (p. 282), — sur la poursuite des délits du 10 août (p. 297). — Demande que les députés soient tenus de donner leur adresse au comité de leur section (p. 299). — Demande que la loge du *Logographe* soit murée (p. 313). — Parle sur la conduite de Lafayette (p. 315), — sur la surveillance à exercer à l'égard des magasins à fourrages qui se trouvent près des frontières (p. 330), — sur les agissements du général Dillon (p. 336). — Présente un projet de décret sur les secours provisoires à accorder aux veuves et aux enfants des citoyens morts dans la journée du 10 août (p. 425). — Demande qu'il soit fait des recherches au sujet d'une rente viagère qui serait payée au roi (p. 431). — Annonce l'arrestation et la mort de Daverhoult (p. 635 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la mise en liberté des militaires détenus pour fautes d'indiscipline (p. 636). — Parle sur une pétition de l'abbé Picard (p. 638), — sur le mode de délivrance des passeports aux ambassadeurs (p. 661 et suiv.). — S'élève contre une motion de Merlin (p. 665). — Parle sur la proposition d'accorder le titre de citoyen français à des philosophes étrangers (p. 691), — sur la contrainte par corps pour dettes de mois de nourrice (p. 696), — sur un don fait par la section de la Sorbonne (t. **XLIX**, p. 36), — sur les dépenses secrètes (p. 54), — sur le mandat d'arrêt lancé contre Girey-Dupré (p. 141), — sur la proposition de décréter que les commissaires provisoires de la commune de Paris ont bien mérité de la patrie (p. 169). — Présente un

Thuriot, député (*Suite*).

projet de décret portant réorganisation de la commune de Paris (p. 194), (p. 200). — Un des commissaires adjoints au pouvoir exécutif (p. 210). — Un des commissaires envoyés au Temple (p 249). — Propose d'abolir tous procès et jugements pour faits relatifs à la presse (p. 277). — Un des commissaires envoyés aux sections de Paris (p. 276). — Parle sur un projet d'adresse aux Français (p. 335). — Demande que les députés déclarent qu'ils ne partiront qu'après l'expiration de leurs fonctions législatives (p. 336). — Parle sur l'ouverture des barrières de Paris (p. 381), — sur la contribution des députés pour les frais de la guerre (p. 565), — sur le projet de décret concernant le divorce (p. 612 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la direction des travaux du camp de Paris (p. 617 et suiv.). — Propose de rappeler les Français qui sont au service du roi de Sardaigne (p. 682). — Parle sur la conduite de la commune de Paris (t. **L**, p. 15). — Présente des projets de décret sur le port de la décoration civile et sur la conservation des objets qui se trouvent dans les maisons nationales (p. 16). — Parle sur le vol du garde-meuble (p. 69). — Est chargé de surveiller l'instruction sur ce vol (p. 70). — Propose d'anéantir toutes les procédures commencées pour provocation au duel (p. 71 et suiv.). — Vice-président (p. 72). — Propose des mesures pour aider à l'instruction du vol du garde-meuble (p. 106). — Parle sur ce vol (p. 122), — sur l'échange des prisonniers de guerre (p. 139).

Thurot, employé dans les bureaux de la municipalité de Paris. Fait un don patriotique (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 576).

Tible (Barthélémi). — Pétition relative à un mariage (11 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 1).

Tiercelet (Camp de). Proposition relative à une insurrection dans le camp (14 mai 1792, t. **XLIII**, p. 347). — Renseignements sur cette affaire (16 mai, p. 429 et suiv.) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.* p. 430). — Rapport par Coustard sur l'insurrection qui a eu lieu (29 mai 1792, t. **XLIV**, p. 245 et suiv.) ; — projet de décret (*ibid.* p. 246) ; — adoption (*ibid.*).

Tilhard, président de la section de la Réunion. Prestation du serment (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 380).

Tilliard. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Tillier. Fait un don patriotique (3 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 271).

Tillonbois-de-Valeuil, député d'Eure-et-Loir. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 61). — Prête serment (p. 111). = 1792. — Obtient un congé) t. **XLVI**, p. 122).

Tinel de Belguise (François). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, (t. **XLIII**, p. 513).

Tini (Anne-Marie-Marguerite-Thérèse). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 513).

Tiphène. Ecrit au grenadier Danet pour l'engager à passer en Espagne (28 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 706 et suiv.).

Tirages d'emprunts. — Voir *Remboursements*.

Tirgat. Fait un don patriotique (16 juin 1792, t. **XLV**, p. 257).

Tissange (Commune de). Pétition contre les prêtres réfractaires (14 juin 1792, t. **XLV**, p. 192).

Tisserand (Etienne). Est remis en liberté (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 418).

Tissot, député d'Avignon. — Communique des pièces sur les troubles d'Avignon (21 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 340 et suiv.). — Sa rectification au *Moniteur* au sujet d'un discours prononcé par Rovère à la barre de l'Assemblée (26 octobre 1791, p. 433 et suiv.). — Lettre par laquelle il envoie sa démission à ses commettants (p. 459). — Demande des secours pour les habitants ruinés à la suite des troubles (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 248).

Tissot (Jacques-Frédéric). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 524).

Tissot (Jeanne-Eléonore). Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 514).

Tissus. Les tissus neufs sont exceptés de la prohibition de l'exportation à l'étranger (15 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 678).

Titres de créances sur l'État. Rapport et projet de décret sur la déchéance des titres qui ne seraient pas présentés dans un délai déterminé (27 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 670 et suiv.) ; — adoption (4 février 1792 t. **XXXVIII**, p. 134 et suiv.) ; — texte définitif du décret (*ibid.* p. 210 et suiv.). — Époque à laquelle la déchéance sera encourue (7 avril avril 1792, t. **XLI**, p. 298). — Demande en prorogation pour les produire (23 avril 1792. t. **XLII**, p. 301 et suiv.). — Prorogation du délai jusqu'au 1er juin (27 avril, p. 476.). — Demande en prorogation du délai pour les produire (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 425.) ; — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.* p. 426). — Il n'en sera plus reçu pour la liquidation (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 187). — Titres à produire par les propriétaires, des taxations et augmentations de gages (9 septembre 1793, t. **XLIX**, p. 492).

Titres généalogiques et de noblesse. Question du ministre de l'intérieur au sujet des titres déposés aux Augustins (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 274) ; — l'Assemblée décide que ces titres seront brûlés après qu'on en aura distrait les pièces qui pourraient intéresser les sciences et les arts (*ibid.* p. 275). — Compte à rendre par le pouvoir exécutif des mesures prises pour leur brûlement (5 juin 1792,

Torné, député (*Suite*).
contre les prêtres réfractaires (p. 443 et suiv.). — Son projet de décret sur les mesures à prendre à leur égard (p. 448 et suiv.). — Membre du comité des domaines (p. 461). — Membre du comité d'instruction publique (p. 498). — Parle sur les questions à adresser au ministre de la guerre au sujet de l'armement des gardes nationales (p. 505). — Opte pour le comité des domaines (p. 534). — Secrétaire (p. 604). — Parle sur les mesures à prendre contre les prêtres réfractaires (t. **XXXV**, p. 70), (p. 121 et suiv.). = **1792**. — Son opinion, non prononcée, sur la question de la sanction des décrets relatifs à l'organisation de la Haute-Cour nationale (t. **XXXVII**, p. 192 et suiv.). — Parle sur les accusations contre le ministre de la marine (t. **XXXVIII**, p. 96), — sur la suppression des congrégations séculières (t. **XLI**, p. 237 et suiv.). — Son projet de décret sur cet objet (p. 247 et suiv.), — le soumet à la discussion (p. 248 et suiv.), (p. 250), (p. 251). Se rend à la séance en costume laïque conformément au décret du 6 avril 1792 (p. 385). — Parle sur la suppression des congrégations religieuses (t. **XLII**, p. 487), (p. 488 et suiv.), — sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Etat (t. **XLVI**, p. 134 et suiv.), — sur l'affaire du général Lafayette (p. **XLVII**, p. 19 et suiv.). — Son opinion, non prononcée, sur les mesures nécessaires pour sauver la patrie (p. 678 et suiv.). —L'un des commissaires envoyés aux sections de Paris (t. **XLIX**, p. 276). — Propose de supprimer les préfets apostoliques dans les colonies (p. 530). — Nommé à la Convention nationale (p. 533), — (t. **L**, p. 58). — Ses opinions sur les prêtres non assermentés (t. **L**, p. 544 et suiv.), (p. 553 et suiv.).

Tortal (de la Châtre). Mention honorable de son civisme (11 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 550).

Tortoroli. haut-juré du département de la Corse (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 335).

Toscan, vice-consul à Portsmouth. — Son serment et celui de son épouse (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 561). — Don d'une partie de son traitement (*ibid.*). — Fait un don patriotique (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 395).

Toscane. — Réponse du grand duc à la notification de l'acceptation par le roi de l'Acte constitutionnel (16 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 93).

Toubrac, officier de cavalerie. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Touch (Dlle). Rapport sur sa demande d'indemnité (27 août 1792, t. **XLIX**, p. 47 et suiv.; ajournement (*ibid.* p. 50).

Toué. Don patriotique (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 677).

Toul. (Commune de). — Lettre de la municipalité de Toul, relative à des enrôlements pour les émigrés (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 562 et suiv.); — discussion : Masuyer, Bréard, Gouvion, Quesnay, Delacroix, Jaucourt, Delacroix (*ibid.* p. 565 et suiv.); — l'Assemblée décrète d'accusation les sieurs Malvoisin, Gauthier et Marc fils (*ibid.* p. 566). — Le procureur général syndic de la Meurthe annonce qu'on n'a pu encore opérer l'arrestation que du sieur Marc fils (9 décembre, p. 672). — Le ministre de l'intérieur annonce l'arrestation du sieur Malvoisin et son transfert à Orléans ainsi que celui du sieur Marc fils (10 décembre, p. 711). — Nouvelles pièces envoyées par la municipalité (*ibid.*); — renvoi au comité de surveillance (*ibid.*). — Patriotisme des habitants (1er août 1792, t. **XLVII**, p. 333); — mention honorable au procès-verbal (*ibid.*).

Conseil général. Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (24 août 1792, t. **XLVIII**, p. 673).

Toulieure. Equipé par la section Mirabeau (5 août 1792, t. **XLVII**, p. 499).

Toulon (Commune de). — Envoi des pièces relatives à la suspension des officiers municipaux (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 79); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret sur la suspension des officiers municipaux tendant au renvoi de l'affaire au pouvoir exécutif, présenté par Barris fils (30 janvier 1792, t. **XXXVIII**, p. 34); — adoption (*ibid.*). — Adresse des citoyens en faveur des ouvriers des ports (25 février 1792, t. **XXXIX**, p. 104). — Lettre des administrateurs du département du Var sur les événements à la suite desquels a été arrêté le général de Coincy (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 716). — Pétition de plusieurs citoyens (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 326). — Le conseil général demande à être autorisé à établir des commissaires de police (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 315); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Etablissement de 4 commissaires de police (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 194). — La ville est déclarée en état de guerre (26 mai 1792, t. **XLIV**, p. 132). — Don patriotique de quatre invalides de la marine (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20). — Pétition relative aux dangers de la patrie (16 juin, p. 258). — La municipalité réclame le remboursement d'une somme de 160,000 livres (6 août 1792, t. **XLVII**, p. 540); — renvoi au comité de liquidation (*ibid.*). — Adresse sur la situation de la ville (7 août, p. 549). — Adresse demandant la suspension provisoire du roi (12 août 1792, t. **XLVIII**, p. 77). — Il n'y a pas lieu à délibérer sur la pétition de la société des amis des marins naufragés (14 août, p. 116). — Décret sur les troubles des 27-30 juillet. — Ordre du jour sur le rapport relatif aux juges (30 août 1792, t. **XLIX**, p. 110). — Adresses d'adhésion (3 septembre, p. 325), (7 septembre, p. 442). — Adresse d'adhésion des 8 sections de la ville (16 septembre 1792, t. **L**, p. 53).

(1) Voir t. **XLIII**, la note 1 de la 2e colonne de la page 295.

(1) C'est sans doute par erreur qu'il y a eu, de nouveau, une deuxième lecture de ce projet de décret.

Treil-Pardailhan, député (*Suite*).

= 1792. — Parle sur la mise en accusation des princes émigrés (p. 731), — sur une lettre du grenadier Danet (t. **XXXVII**, p. 707), — sur les enrôlements pour l'armée (t. **XXXIX**, p. 340). — Propose de créer des compagnies franches recrutées parmi les étrangers (t. **XLII**, p. 222), — de décréter une nouvelle levée de 60,000 volontaires nationaux (p. 579), — d'afficher les nouvelles officielles relatives à la guerre (p. 278). — Propose de créer un nouveau corps de troupes sous le nom de volontaires vétérans sédentaires (t. **XLIII**, p. 459). — Parle sur les déserteurs (p. 516). — Fait une motion relative à la création d'une récompense purement honorifique pour tous ceux qui se distingueront à l'armée (31 mai 1792, t. **XLIV**, p. 362). — Demande que chaque municipalité soit autorisée à envoyer un homme armé à l'armée du Rhin (t. **XLVI**, p. 148). — S'excuse de ne pas pouvoir assister aux séances (t. **XVIII**, p. 328). — Fait un don patriotique (p. 625).

Tremblade (Commune de la). Don patriotique des citoyens amis de la Constitution (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 317). — Don patriotique des citoyens (25 mai 1792, t. **XLIV**, p. 79). — Adresse d'adhésion des citoyens (5 août 1791, t. **XLII**, p. 490).

Trémond (Blaise-François). Demande un secours (1er septembre 1792, t. **XLIX**, p. 164).

Trésor de la marine. Décret sur les commis du Trésor (18 août 1792, t. **XLVIII**, p. 331).

Trésorerie nationale.

§ **1er**. — *Administration de la trésorerie.*

§ **2**. — *Correspondance des commissaires du roi avec l'Assemblée nationale.*

§ **3**. — *Etats de recettes et de dépenses.*

§ **4**. — *Versements faits à la trésorerie.*

§ **5**. — *Payements à la charge de la trésorerie.*

§ **1er**. *Administration de la trésorerie.*

Art. 1er. *Commissaires de l'Assemblée nationale.*

Art. 2. *Commissaires du roi. — Employés. — Agent du Trésor.*

Art. 3. *Règles d'administration.*

Art. 1er. *Commissaires de l'Assemblée nationale.* Lettre des commissaires de la trésorerie nationale demandant la nomination de commissaires pris dans le sein de l'Assemblée (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 106); — motion pour la nomination de commissaires provisoires pour vérifier les caisses (8 octobre, p. 129 et suiv.); — observations de Condorcet et de Viénot-Vaublanc (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il sera nommé 10 commissaires (*ibid.*); — noms des commissaires (p. 139); — rapport par Cambon sur l'état de la caisse (11 octobre, p. 174 et suiv.); — les commissaires sont chargés de toutes les fonctions que

Trésorerie nationale (*Suite*).

remplissaient les commissaires de l'Assemblée constituante (*ibid.* p. 177). — Etablissement d'un comité de la trésorerie (13 octobre, p. 215). — Suppression du comité. — Il est remplacé par le comité de l'ordinaire des finances (5 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 583). — Proposition de nommer des commissaires pour surveiller les opérations relatives aux achats et emploi du numéraire (13 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 479); — projet de décret (14 février, p. 490); — *discussion* (*ibid.* et p. suiv.); — rejet (*ibid.* p. 494). — Nomination de trois membres de l'Assemblée chargés de vérifier l'état des caisses (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 649). — Compte rendu des commissaires (*ibid.* p. 656).

Art. 2. *Commissaires du roi. — Employés. — Agent du Trésor.*

Commissaires du roi. Les commissaires demandent la nomination de commissaires pris dans le sein de l'Assemblée nationale (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 106). — Rapport par Guyton-Morveau sur l'établissement d'un bureau pour la liquidation des offices supprimés (26 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 381 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 383 et suiv.); — ajournement de la seconde lecture (*ibid.* p. 385). — Observations sur le projet de décret relatif à l'établissement d'un bureau pour la liquidation des offices supprimés (p. 390 et suiv.). — Seconde lecture du projet de décret (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 101 et suiv.). — Troisième lecture du projet de décret (14 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 499 et suiv.). — Discussion générale : Boisrot-de-Lacour, Guyton-Morveau, rapporteur, Cambon, Thuriot, Tardiveau (*ibid.* p. 500 et suiv.). — Discussion des articles. — Adoption sans discussion du préambule (*ibid.* p. 501). — Art. 1er. Cambon (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Art. 2 (devenu art. 1er) : adoption sans discussion (*ibid.*). — Art. 2 (ancien art. 3) : Cambon, un membre (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Art. 3 (ancien art. 4) : adoption (*ibid.* p. 502). — Art. 5 ancien : un membre, Guyton-Morveau, rapporteur, Alleaume (*ibid.*); — rejet (*ibid.*). — Art. 4 (ancien art. 6) : Thuriot, Cambon (*ibid.*); — adoption avec amendement (*ibid.*). — Adoption sans discussion des articles 5, 6 et 7 (anciens art. 7, 8 et 9 (*ibid.* p. 303). — Adoption des articles 8 à 15 (anciens art. 10 à 17 (*ibid.* p. 511 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 512 et suiv.). — Les commissaires sont chargés de l'achat du numéraire (20 juin 1792, t. **XL**, p. 426). — Discussion sur la nomination et la destitution des administrateurs du Trésor public (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 705 et suiv.). — Arrêté des commissaires de la trésorerie sur un établissement demandé pour l'échange du numéraire contre des assignats offerts par plusieurs citoyens (25 avril 1792, t. **XLII**, p. 382); — décret (26 avril, p. 412 et suiv.). — Fran-

Trésorerie nationale (*Suite*).

chise des lettres accordée aux commissaires (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 233). — Décret relatif aux dépenses de certains bureaux de la trésorerie nationale (17 septembre 1792, t. L, p. 72 et suiv.).

Employés. — Les commissaires de la trésorerie rendront compte de la prestation du serment par les employés de leurs bureaux (22 mars 1792, t. XLI, p. 656). — Compte rendu (15 avril 1792, t. XLI, p. 686). — Les commis du bureau de la comptabilité centrale font un don patriotique (22 avril 1792, t. XLII, p. 278). — Les employés font des dons patriotiques (7 mai 1792, t. XLIII, p. 61), (9 mai, p. 189). — Don patriotique des commis du bureau central de la comptabilité (2 juin 1792, t. XLIV, p. 491). — Les employés prêtent le serment du 10 août (21 août 1792, t. XLVIII, p. 561). — Dénonciation des abus qui se commettent dans ces bureaux (4 septembre 1792, t. XLIX, p. 332). — Etat des bureaux (t. L, p. 275 et suiv.).

Agent du Trésor. — Il requerra les recherches et les poursuites des fabrications de faux assignats (24 février 1792, t. XXXIX, p. 64). — Est chargé de suivre les affaires contentieuses concernant la caisse de l'extraordinaire (29 mai 1792, t. XLIV, p. 264). — Sommes dont il est chargé de poursuivre la restitution (19 septembre 1792, t. L, p. 131).

Art. 3. — *Règles d'administration.* — Ordre pour la comptabilité des assignats remis par la caisse de l'extraordinaire (28 novembre 1791, t. XXXV, p. 407). — Ordre pour la comptabilité des dépenses de la guerre (*ibid.* p. 415). — Les commissaires de la trésorerie rendront compte de l'emploi des assignats de 5 livres (22 décembre 1791, t. XXXVI, p. 296). — Les fonds nécessaires pour les payements de la trésorerie seront faits dans les formes établies pour l'année 1791 (31 décembre, p. 707). — La trésorerie recevra comme comptant les mandats des directoires de district (24 janvier 1792, t. XXXVII, p. 639). — Dénonciation de Ducos relative à un paquet de pièces aperçu dans un des bureaux et qui avait pour titre : *Paye d'honneur du colonel général des Suisses et Grisons* (27 janvier, p. 705). — Les commissaires correspondront avec ceux du bureau de comptabilité (8 février 1792, t. XXXVIII, p. 293 et suiv.). — Fonctions des commissaires relatives à la conservation des saisies et oppositions sur les sommes dues par l'Etat aux absents (14 février, p. 512). — Objets pour lesquels on peut faire des oppositions et saisies à la trésorerie (*ibid.*). — Proposition sur la manière dont s'y fait le versement des espèces fabriquées dans les hôtels des monnaies (20 février, p. 680). — Les fonds pour les payements de la trésorerie jusqu'au 1er avril prochain seront faits dans les formes établies pour l'année 1791 (29 mars 1792, t. XL, p. 655). — Décret sur le déficit des recettes (9 avril 1792, t. XLI, p. 386). — Décret sur le payement des dépenses (30 avril 1792, t. XLII, p. 521). — Les commissaires feront remplacer Joubert, trésorier général des états de Languedoc (1er mai, p. 594). — Ils fourniront les états définitifs du montant des rentes en capitaux et intérêts (17 mai 1792, t. XLIII, p. 511). — Montant des prêts faits au Trésor (22 mai, p. 697). — Pensions à payer par la trésorerie (9 juin 1792, t. XLV, p. 30). — Le trésorier payera l'indemnité due à Bertin et à Rebecquy (15 août 1792, t. XLVIII, p. 152). — Décret relatif au transport à la trésorerie des matières d'or et d'argent qui se trouvent dans les maisons royales (3 septembre 1792, t. XLIX, p. 247). — La trésorerie tiendra compte à la caisse de l'extraordinaire du montant des sommes en espèces provenant de la fonte des cloches (*ibid.* p. 327). — Lettre du ministre des contributions publiques au sujet de préjudices causés au Trésor (18 septembre 1792, t. L, p. 108). — Les commissaires rendront compte de l'exécution de la loi qui les charge de recevoir les matières d'or et d'argent provenant des églises supprimées et maisons dites royales (19 septembre, p. 148). — Nomination de deux commissaires pour la vérification des registres du trésorier général des ci-devant états de Bourgogne (20 septembre, p. 153).

§ 2. — *Correspondance des commissaires du roi avec l'Assemblée nationale.* Lettres et mémoires relatifs : à la demande de la dame Méliancourt, concernant la rectification d'une erreur et à la règle de la comptabilité et à l'achat du numéraire (22 novembre 1791, t. XXXV, p. 288), — au payement des arrérages au sieur de Barville (23 novembre, p. 307), — à une demande de coupures d'assignats de 5 livres (26 novembre, p. 380), — à la nécessité de se préparer à une nouvelle émission d'assignats (6 décembre, p. 602), — au besoin de petits assignats et au mode de distribution aux départements (8 décembre, p. 656). — Lettre sur la manière de répartir les petits assignats dans les départements (17 décembre 1791, t. XXXVI, p. 173). — Transmettent des réclamations de propriétaires de rentes viagères (3 février 1792, t. XXXVIII, p. 105), — une lettre de Laval, commandant du 3e bataillon de la garde nationale parisienne (p. 118). — Adressent des pièces relatives au service de la guerre sur les frontières méridionales (7 février, p. 246). — Lettre concernant les mesures prises au sujet de l'argent arrêté à Chagny (9 février, p. 324). — Lettre au sujet de la nomination des commissaires chargés de surveiller les achats d'espèces pour la fabrication du numéraire (*ibid.* et p. suiv.). — Lettre au sujet de Louis-Stanislas-Xavier et Charles-Philippe, princes français (16 février, p. 564). — Mémoire sur les principes et les avantages de l'établissement des payeurs

Trésorerie nationale (*Suite*).

généraux (*ibid.* p. 577). — Feront, dans l'état mensuel des recettes, un article particulier pour chaque contribution (17 février, p. 585). — Lettre au sujet d'une réclamation des créanciers princes français (22 février 1792, t. XXXIX, p. 2 et suiv.). — Les commissaires représentent qu'il ne leur est pas possible de faire dans l'état mensuel un article pour chaque contribution (25 février, p. 109). — Lettre au sujet d'une difficulté pour l'exécution de la loi sur le recrutement de l'armée (23 mars 1792, t. XL, p. 432). — Ecrivent au sujet d'une difficulté relative au recrutement (1er avril 1792, t. XLI, p. 55), — au sujet du cautionnement des pays dépendant de la trésorerie (2 avril, p. 31 et suiv.), — au sujet d'un marché passé avec le sieur Rouessard (*ibid.* p. 97), — au sujet d'une demande de pension faite par le sieur Dupin (3 avril, p. 162). — Adressent un état de la dette publique au 1er janvier 1792 (8 avril, p. 358). — Ils sont dénoncés par Constantin (10 avril, p. 451 et suiv.). — Demandent si les députés sont assujettis à justifier de l'acquit de leurs contributions pour pouvoir toucher la rétribution qui leur est attribuée (12 avril, p. 509). — Transmettent des demandes en réformations d'erreurs faites dans des quittances de finances (*ibid.* p. 542), (15 avril, p. 686). — Ecrivent relativement au payement des rentes des pays d'Etat (13 avril, p. 553). — Adressent l'état des employés qui ont prêté le serment civique (15 avril, p. 686). — Demandent que la caisse de l'extraordinaire fasse un nouveau versement pour remplacer les assignats qui ont été employés en achat de numéraire (25 avril 1792, t. XLII, p. 368). — Approbation d'un arrêté des commissaires relatif à un établissement pour faire l'échange du numéraire offert par les citoyens contre des assignats (25 avril, p. 381 et suiv.). — Lettre relative au payement des étapes et convois militaires (2 mai, p. 640). — Soulèvent des difficultés relativement au payement du traitement des commissaires des guerres (13 mai 1792, t. XLIII, p. 315). — Demandent qu'il soit statué sur le sort des payeurs généraux (19 mai, p. 574). — Adressent un état des services du sieur Dupin (30 mai 1792, t. XLIV, p. 312), — un état des espèces portées en échange d'assignats pour subvenir aux frais de la guerre (5 juin, p. 582). — Lettre au sujet des besoins de la trésorerie (6 juin, p. 663). — Adressent un projet de transaction avec les anciens propriétaires des Quinze-Vingts (19 juin 1792, t. XLV, p. 364). — Sont chargés de l'achat du numéraire (20 juin, p. 426). — Demandent la prorogation du délai porté par l'article 2 de la loi du 29 avril 1792 relative aux officiers (22 juin, p. 481). — Ecrivent relativement à la fixation du traitement des receveurs de district (*ibid.*). — Se plaignent de ce que l'ordre de leur comptabilité est interverti (*ibid.*). — Ecrivent au sujet du payement d'un excédent d'hommes qu'il y a eu dans plusieurs régiments (25 juin, p. 572), — au sujet de la loi du 14 mars 1792 qui a mis à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 10 millions (27 juin, p. 630). — Ecrivent au sujet du renouvellement des actions de la compagnie des Indes (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 205). — Tiendront à la disposition du ministre de la guerre le numéraire effectif nécessaire à la solde des volontaires nationaux (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 74). — Ecrivent relativement à la vente des grains achetés avec les avances faites par le Trésor public (27 juillet, p. 204). — Ecrivent relativement à l'état du numéraire qu'exigent les dépenses de la guerre (9 août, p. 592). — Appellent l'attention de l'Assemblée sur le sort des payeurs généraux (9 août, p. 593). — Ecrivent au sujet d'un différend avec l'administration des messageries (9 septembre 1792, t. XLIX, p. 488). — Demandent l'autorisation d'accepter une proposition d'échange de 900,000 livres en espèces contre les assignats (*ibid.* p. 498). — Lettres des commissaires de la trésorerie (17 septembre 1792, t. L, p. 89), (p. 91). — Les commissaires rendront compte de la loi qui les charge de recevoir les objets précieux provenant des maisons ci-devant royales (19 septembre, p. 148).

§. 8. — *Recettes et dépenses. — Envois d'états de recettes et de dépenses.* — Etats du mois de septembre 1791 (9 octobre 1791, t. XXXIV, p. 138 et suiv.), — de la première quinzaine d'octobre (p. 345), — du mois d'octobre (7 novembre, p. 684), — de la première quinzaine de novembre 1791 (21 novembre 1791, t. XXXV, p. 265), — du mois de novembre (4 décembre, p. 562), — de la première quinzaine de décembre 1791 (23 décembre 1791, t. XXXVI, p. 324), — du mois de décembre 1791 (8 janvier 1792, t. XXXVII, p. 160). — Etat de la première quinzaine de janvier 1792 (22 janvier, p. 585), — du mois de janvier 1792 (8 février 1792, t. XXXVIII. p. 275), — de la première quinzaine de février (19 février, p. 648 et suiv.), — du mois de février (4 mars 1792, t. XXXIX, p. 374), — de la première quinzaine du mois de mars (10 mars 1792 t. XL, p. 140), — du mois de mars (5 avril 1792, t. XLI, p. 222), — de la première quinzaine du mois d'avril (23 avril 1792, t. XLII, p. 318), — du mois d'avril (5 mai 1792, t. XLIII, p. 9). — Etat de la première quinzaine du mois de mai (19 mai, p. 574). — Etats de recettes et de dépenses (9 juin 1792, t. XLV, p. 6), (21 juin, p. 453), (7 juillet 1792, t. XLVI, p. 233), (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 82), (6 août, p. 535). — Etats des opérations de la trésorerie (19 septembre 1792, t. L, p. 141), (p. 200 et suiv.). Rapport par Cambon sur les recettes et les dépenses de la trésorerie (7 novembre 1791, t. XXXIV, p. 684); — projet de décret (*ibid.* p. 685); — discussion :

Trésorerie nationale (*Suite*).

un membre, Cambon, rapporteur, Grangeneuve, Goujon, Becquey, un membre, Guyton-Morveau (*ibid.* et p. suiv.); — renvoi au comité de la trésorerie nationale (*ibid.* p. 686).

§. **4.** — *Versements faits à la trésorerie.* Lettre des commissaires de la trésorerie demandant que l'Assemblée décrète que la caisse de l'extraordinaire versera la somme de 18,672,225 livres à la trésorerie nationale (9 octobre, 1791, t. **XXXIV**, p. 139); — observations de Condorcet (*ibid.*); — renvoi aux commissaires chargés de vérifier l'état de la caisse de l'extraordinaire et de la trésorerie (*ibid.*); — rapport par Cambon concluant au versement à la trésorerie de 18,672,225 livres pour les dépenses du mois de septembre 1791 (11 octobre, p. 173); — projet de décret (*ibid.*); — discussion : Chabot, Cérutti, Cambon (*ibid.* et p. suiv.); adoption (*ibid.* p. 174). — Rapport par Cambon concluant au versement à la trésorerie par la caisse de l'extraordinaire d'une somme de 41,450,830 livres (11 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 2); — projet de décret (*ibid.*). — Rapport par Cambon sur un versement de 31,829,805 livres à faire par la caisse de l'extraordinaire pour le service du mois de novembre 1791 (25 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 599); — projet de décret (*ibid.*); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.*). — Versements à la caisse de la trésorerie (18 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 482), (15 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 530), (8 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 473), (19 mars 1792, t. **XL**, p. 142), (9 avril 1792, t. **XLI**, p. 386), (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 534), (10 mai 1792, t. **XLIII**, p. 202), (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 6), (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 302), (29 août 1792, t. **XLIX**, p. 92), (5 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 357), (17 septembre 1792, t. **L**, p. 91).

§ **5**. *Payements à la charge de la trésorerie.* — Communication par Delessart, ministre de l'intérieur, d'une délibération du département de Rhône-et-Loire demandant le remplacement d'une somme de 246,700 livres emportée par le sieur Focard, secrétaire général, et destinée au payement des ecclésiastiques (6 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 104 et suiv.); — discussion : Un membre, Viénot-Vaublanc, Navier, Basire, Delacroix, Garran-de-Coulon, un membre, Lacuée, Quinette, Bigot de Préameneu, Couthon (*ibid.* p. 105 et suiv.); — l'Assemblée décrète que la trésorerie sera autorisée à remplacer la somme de 246,700 livres dans la caisse du département de Rhône-et-Loire et renvoie pour le surplus au 9ᵉ bureau pour lui rendre compte des différentes circonstances de l'enlèvement de la somme (*ibid.* p. 106); — texte du décret (*ibid.* p. 110). — La trésorerie versera 500,000 livres dans la caisse de l'Hôtel des Invalides (7 novembre, p. 676). — La trésorerie versera au ministre de la guerre la somme de 5,185,244 livres (28 novembre 1791, t. **XXXV**,

Trésorerie nationale (*Suite*).

p. 415). — La trésorerie versera 50,000 livres pour les travaux du Panthéon français (24 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 366), — au ministre de la guerre 400,000 livres (3 avril 1792, t. **XLI**, p. 105), — au ministre de l'intérieur 1,215 livres (12 avril, p. 551), — aux écoles vétérinaires de Lyon et d'Alfort (23 mai 1792, t. **XLIV**, p. 21), — à la caisse de l'extraordinaire (6 juin, p. 639), — pour les dépenses de la Haute-Cour nationale (23 juin 1792, t. **XLV**, p. 497), — pour l'armée du Midi (*ibid.* p. 504), — pour les dépenses de l'ancienne administration de l'île de Corse (26 juin, p. 584).

— Voir *Quinze-Vingts*. — *Saisies*.

Trésorier, commissaire de la société mère des Amis de la Constitution séante aux Jacobins. Fait un don patriotique (1ᵉʳ mai 1792, t. **XLII**, p. 575).

Trésorier de l'Hôtel des Invalides. — Traitement. — Cautionnement (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 560).

Trésoriers des Etats de Bourgogne. Décret sur leur comptabilité (20 septembre 1792, t. **L**, p. 153 et suiv.).

Trésoriers généraux de la guerre. Rapport sur leur comptabilité (31 mai 1792 t. **XLIV**, p. 361); — projet de décret (*ibid.* p. 352); adoption (*ibid.*).

Trésoriers des princes français. Ils enverront au directeur général de la liquidation des états nominatifs des officiers titulaires des maisons des princes (19 mai 1792, p. 567, t. **XLIII**. — Suppresion de leurs fonctions (*ibid.*).

Trésoriers publics. Comment ils seront remboursés de leurs avances pour déplacement de la force publique en cas de troubles (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 550).

Trésoriers. — Voir *Comptables*.

Treusson, capitaine d'infanterie. Demande audience (19 avril 1791, t. **XLII**, p. 180). — Jour fixé (*ibid.*).

Treveaux (Jeanne-Marguerite de) Rente viagère à elle due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 512).

Treveaux (Sébastien de). Rente viagère à lui due (17 mai 1792, t. **XLIII**, p. 512).

Trèves (Electeur de). Message de l'Assemblée au roi à son sujet (29 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 443). — Note de son ministre au sujet des rassemblements d'émigrés (28 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 478). — Office remis à M. de Sainte-Croix, ambassadeur du roi auprès de l'Electeur de Trèves, relatif aux mesures prises pour maintenir l'harmonie entre la France et l'électorat (6 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 409 et suiv.); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 110); — nouvel office relatif au même objet (8 janvier, p. 161); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*). —

Trèves (Électeur de) (*Suite*).

Dépêches de l'ambassadeur français près l'Electeur de Trèves (16 janvier. p. 447); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.*); — rapport par Koch qui annonce de bonnes intentions de la part de l'électeur (17 janvier, p. 462); — observations de Jaucourt (*ibid.*). — Lettre de M. Bigot de Sainte-Croix sur les mesures prises par l'Electeur pour dissiper les rassemblements des émigrés (19 janvier, p. 510 et suiv.); — renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 511). — Communication d'une note du baron de Dominique, relative aux mesures prises par l'électeur à l'égard des émigrés (9 février 1792, t. XXXVIII, p. 314 et suiv.); —renvoi au comité diplomatique (*ibid.* p. 315).

— Voir *Empereur*.

Trèves (Electorat). Décret portant qu'il est sursis à l'exécution de l'article du traité d'échange et de partage relatif aux récoltes des citoyens respectifs de France et de l'électorat (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 511 et suiv.).

Trévoux (Commune de). Sera le chef-lieu de l'assemblée électorale du département de l'Ain (13 août 1792, t. XLVIII, p. 100).

Société des Amis de la Constitution. Don patriotique (1er juillet 1792, t. XLVI, p. 27).

Trévoux (District de). Adresse d'adhésion (23 août 1792, t. XLVIII, p. 635).

Administrateurs. Demandent l'autorisation de faire fabriquer des fusils (23 juillet 1792, t. XLVII, p. 92). — Ecrivent au sujet d'un déficit constaté dans la caisse du 101e régiment (27 août 1792, t. XLIX, p. 50). — Dénoncent les officiers et soldats du 101e régiment (6 septembre, p. 418).

Trezette, lieutenant-colonel de gendarmerie. — Annonce l'arrestation en Savoie de Focard, secrétaire général du département de Rhône-et-Loire (7 octobre 1791, t. XXXIV, p. 119).

Trial, artiste de la Comédie italienne. Fait un don patriotique (22 avril 1792, t. XLII, p. 381),

Tribunaux.

§ **1**^er^. — *Tribunaux en général*.

Art. 1er. — *Tribunaux de toute classe*.

Art. 2. — *Tribunaux civils*.

Art. 3. — *Tribunaux criminels*.

Art. 4. — *Tribunaux militaires*.

§ **2**. — *Tribunaux en particulier*.

Art. 1er. — *Tribunaux d'Amirauté*.

Art. 2. — *Tribunaux de conciliation*.

Art. 3. — *Tribunaux de commerce*.

Art. 4. — *Tribunal de famille*.

Art. 5. — *Tribunal du 17 août*.

Art. 6. — *Tribunal de cassation*.

Art. 1er. — *Tribunaux de toute classe*. Le ministre de la justice demande l'autorisation d'envoyer un exemplaire du mémorial des lois nouvelles aux tribunanx et aux corps administratifs (18 avril 1792, t. XLII, p. 125); — renvoi au comité des décrets (*ibid.*); — rapport par Jouffret (24 avril, p. 331); — projet de décret (*ibid.*). — Observations de Gérardin (*ibid.*); — l'Assemblée décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le projet de décret (*ibid.* p. 332). — Pétitions tendant à obtenir des vacances (12 mai 1792, t. XLIII, p. 267), (15 juillet 1792, t. XLVI, p. 499). — Question de savoir à qui appartient le droit d'exclure les tribunaux, en cas d'appel d'une sentence rendue à la requête du procureur général syndic (5 juin 1792, t. XLIV, p. 625). — Lettre du ministre de la justice relative aux épices réclamées par les membres des anciens tribunaux (31 juillet 1792, t. XLVII, p. 303). — Règles prescrites aux tribunaux saisis de cause de revision (17 août 1792, t. XLVIII, p. 321). — Changement de la légende du sceau des tribunaux (19 août, p. 376). — Les assemblées électorales qui nommeront les membres de la Convention nationale nommeront aux places de juges vacantes (27 août 1792, t. XLIX, p. 37). — Décret relatif à leurs vacances (31 août, p. 140).

Art. 2. — *Tribunaux civils*. Question relative aux jugements rendus par défaut au delà de leur compétence (2 mars 1792, t. XXXIX, p. 283). — Motion de Tardiveau relative à l'interprétation de la loi du 18 janvier 1792 concernant la compétence des tribunaux de district (15 mars 1792, t. XL, p. 22); — décret (*ibid.*). — Le ministre de la justice demande une loi qui autorise à se pourvoir contre leurs jugements (8 mai 1792, t. XLIII, p. 104). — Mouysset demande la suppression des tribunaux de district et leur remplacement par des arbitres (28 juin 1792, t. XLV, p. 645); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le ministre de la justice demande que la faculté accordée aux tribunaux criminels d'appeler des gradués ou des hommes de loi pour compléter les juges soit étendue aux tribunaux civils (16 juillet 1792, t. XLVI, p. 500). — On affichera dans leur salle le tableau des biens saisis sur les religionnaires fugitifs (20 septembre 1792, t. L, 158).

Art. 3. — *Tribunaux criminels*. Motion de Lejosne et Gossuin tendant à faire décréter l'ambulance des tribunaux criminels (31 octobre 1791, t. XXXIV, p. 535); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Gossuin et Goujon demandent qu'il soit fait un rapport par le comité de législation sur l'ambulance de ces tribunaux et sur la manière dont ils devront juger (13 décembre, t. XXXVI, p. 42); — adoption de cette motion (*ibid.*). — Demande du ministre de la justice au sujet du mode de remplacement des membres des tribunaux criminels (19 décembre, p. 257). — Le ministre de la justice demande que l'Assemblée fixe les droits et les devoirs des anciens et des nouveaux tribunaux (2 janvier 1792, t. XXXVII, p. 18 et suiv.); — observations de Lemontey

Tribunaux (*Suite*).

et de Bigot de Préameneu (*ibid.* p. 19); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Motion de Thorillon relative à l'organisation des tribunaux de police correctionnelle (3 janvier, p. 28); — renvoi au comité de législation (*ibid.*); — rapport par Lamarque (10 janvier, p. 204 et suiv.). — *Discussion sur le fond :* Lemontey, Hérault de Séchelles, Condorcet, Guadet, Lamarque, rapporteur, Pastoret (*ibid.* p. 206 et suiv.). — *Discussion des articles.* Art. 1er : Boisseau, Delacroix (*ibid.* p. 208); — adoption (*ibid.*). — Art. 2 : Mouysset, Lemontey, Delacroix, Couthon (*ibid.* et p. suiv.) ; — rejet (*ibid.* p. 209). — Art. 3 : Adoption (*ibid.*). — Art. 4 (ancien art. 5) : adoption (*ibid.*). — Art. 5, 6, 7 (anciens art. 6, 7, 8) (*ibid.*); — Mouysset (*ibid.*); — adoption (*ibid.*). — *Discussion des deux articles additionnels :* Crestin, Bigot de Préameneu, Hua, Thuriot, Crestin, Goujon (*ibid.* p. 216 et suiv.); — Hua, Pressac-Desplanches, Jouffret, Gohier, Ducastel, Pastoret, Saladin, Couthon, Richard, Thuriot, Ducastel, Delaporte, Lecointe-Puyraveau, Bigot de Préameneu, Couthon, Mouysset, Crestin (12 janvier, p. 340 et suiv.); — adoption du premier article additionnel qui devient l'art. 7 (*ibid.* p. 346). — Adoption du 2e article additionnel qui devient l'art. 8 (*ibid.*). — Adoption, sauf rédaction, d'un article additionnel chargeant le ministre de la justice de rendre compte chaque mois de l'état des procédures criminelles (*ibid.*). — Adoption d'un article additionnel proposé par Bigot de Préameneu (13 janvier, p. 355 et suiv.). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 356). — Liste des tribunaux en activité (3 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 356), (5 mars, p. 385). — Motion de Mouysset relative au remplacement des présidents et des accusateurs publics (15 mars 1792, t. **XL**, p. 22); — décret (*ibid.* p. 23). — Motion de Tartanac relative au remplacement des accusateurs publics (18 mars, p. 98); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Renvoi au comité de législation d'un mémoire de Merlin de Thionville sur les inconvénients qui arrêtent la marche des tribunaux criminels (29 mars, p. 654). — Lettre du ministre de la justice relative aux difficultés que suscite le manque de juges (29 avril 1792, t. **XLII** (p. 504) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Le comité de législation présentera sous quinzaine son rapport sur le complément des tribunaux criminels (11 mai 1792, t. **XLIII**, p. 259). — Renvoi au comité de législation d'une motion de Duhem tendant à ce que ces tribunaux ne prennent pas de vacances jusqu'à ce que toutes les procédures criminelles aient été jugées (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 4). — Décret (28 juin, p. 647). — Demande d'interprétation de la loi les concernant, loi y relative (21 juin, p. 432); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Renvoi au comité de législation de la question de savoir s'il y a lieu de les renouveler (28 juin, p. 645). — Le ministre de l'intérieur demande à l'Assemblée de s'occuper de la question de l'ambulance des tribunaux criminels (2 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 31) ; — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Compte à rendre de l'état des procès criminels que les tribunaux ont à juger (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 449). — Renvoi au comité de l'extraordinaire des finances d'une lettre du ministre de la justice relative aux indemnités à accorder aux juges pour les ports des lettres (6 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 383). — Renvoi aux comités des finances et de législation réunis d'une lettre du ministre de la justice relative au traitement des huissiers (6 septembre, p. 383). — Les juges qui composent les tribunaux criminels provisoires prêtent le serment de l'égalité (14 août 1792, t. **XLVIII**, p. 129).

Art. 4. *Tribunaux militaires.* Le sieur Hédouin propose de cesser le payement des gages des titulaires d'offices près le tribunal des maréchaux de France (25 mars 1792, t. **XL**, p. 482) ; — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Décret sur l'organisation des tribunaux militaires (12 mai 1792, t. **XLIII**, p. 277). — Instruction du roi sur le service du tribunal de police correctionnelle militaire (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 147).

§ 2. — *Tribunaux en particulier.*

Art. 1er. *Tribunaux d'amirauté.* Communication des dispositions qui les concernent (11 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 359) ; — renvoi aux comités colonial et de marine réunis (*ibid.*).

Art. 2. *Tribunal de conciliation.* Décret sur son organisation (30 avril 1792, t. **XLII**, p. 562 et suiv.).

Art. 3. *Tribunaux de commerce.* Motion de Crestin relative à leur compétence (14 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 405) ; — renvoi aux comités d'agriculture et de commerce réunis (*ibid.* p. 405). — Questions du ministre de la justice à leur sujet (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 248) ; — renvoi aux comités de législation et de commerce réunis (*ibid.*). — Lettre du ministre des contributions publiques relative au payement de leurs dépenses (28 avril, p. 478) ; — renvoi aux comités de commerce, de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances réunis (*ibid.*). — Renvoi au comité de l'ordinaire des finances d'une demande du ministre des contributions publiques relative au payement de leurs menues dépenses (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 489). — Nouvelle réclamation relative à cet objet (7 juin, p. 679) ; — renvoi aux comités de législation et de commerce réunis (*ibid.*). — Lettre du ministre de la marine relative aux tribunaux qui remplacent les juges de la ci-devant amirauté (4 juillet 1792, t. **XLVIII**, p. 102) ; — renvoi aux comités de la marine et de législation réunis (*ibid.*). — Décret relatif à la nomination de suppléants (10 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 320 et suiv.).

Tribunes de l'Assemblée nationale législative (*Suite*).

let, p. 382), (13 juillet, p. 437).—Deusy demande que les inspecteurs de la salle présentent des mesures propres à y maintenir l'ordre et la tranquillité (22 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 47); — adoption de cette motion (*ibid.* p. 48). — Levée de la consigne qui en empêchait l'accès (26 juillet, p. 152). — Rapport à faire sur les moyens d'y maintenir l'ordre et le silence (5 août, p. 502). — Règlement relatif à leur police (7 août, p. 542). — Réclamation contre la séparation des tribunes en tribunes publiques et en galeries à billets (20 août 1792, t. **XLVIII**, p. 410); — l'Assemblée décrète que toutes les tribunes seront publiques, à l'exception d'une seule destinée aux députés suppléants (*ibid.*).

Tribunes de l'Assemblée nationale. — Voir *Assemblée nationale*, § 20.

Trinité (père et fils), marchands. Font un don patriotique (15 mai 1792, t. **XLIII**, p. 420).

Trinité (Religieux de la). Le ministre de la marine demande que les fonds provenant de leurs quêtes soient versés dans les caisses de la marine (24 décembre 1791), t. **XXXIV**, p. 347).

Tristan. Haut juré du département du Loiret (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Troemé. Don patriotique (12 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 588).

Troist (Mari et femme). Font un don patriotique (4 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 337).

Tronchon, député de l'Oise. — **1791**. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Membre d'une députation au roi (p. 75). — Prête serment (p. 78). — Membre du comité des contributions publiques (p. 368). = **1792**. — Fait un rapport sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XXXVIII**, p. 300 et suiv.). — Fait la deuxième lecture de son rapport sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XXXIX**, p. 78). — Fait une motion relative à l'état du recouvrement des contributions de la capitale (p. 260). — Parle sur la formation des rôles des contributions (t. **XL**, p. 176), (p. 177). — Fait la troisième lecture du projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (t. **XLI**, p. 21 et suiv.). — — Parle sur une pétition des volontaires nationaux de l'Oise (p 55), — sur l'emploi des 300 millions d'assignats de la création du 30 avril 1792 (t. **XLIII**, p. 407 et suiv.). — Suppléant à la commission chargée de vérifier les comptes des ministères de la guerre (t. **XLV**, p. 226). — Parle sur une lettre de Santerre p. 550), — sur l'état de Paris (p. 563), — sur une adresse du département de l'Hérault (p. 600), — sur une adresse de la ville de Grenoble (p. 601), — sur la situation des armées (p. 621), (p. 622), — sur le remplacement des receveurs des finances (t. **XLVI**, p. 94), — sur des marchés passés par Servan

Tronchon, député (*Suite*).

(p. 208), — sur l'affaire de la suspension du maire de Paris (p. 288). — Soumet à la discussion le projet de décret sur la fixation du maximum de la contribution foncière en 1792 (p. 328 et suiv.). — Secrétaire (p. 343). — Présente un projet de décret sur les indemnités à accorder aux fédérés (p. 381). — Parle sur la fixation du maximum de la contribution foncière pour 1792 (p. 612), — sur les mesures à prendre dans le cas du danger de la patrie (t. **XLVII**, p. 79), — sur la suspension de Manuel, procureur de la commune de Paris (p. 95), (p. 97), — sur l'affaire des sieurs Boulan et Pâris (p. 142), — sur l'organisation du service dans la garde nationale sédentaire (p. 284). — Présente la rédaction du décret sur le maximum de la contribution foncière pour 1792 (p. 292).

Trochon, l'un des députés des commissaires des sections de Paris. Est admis à la barre (10 août 1792, t. **XLVII**, p. 641).

Trottier. Haut juré du département du Cher (15 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 80).

Trou, fermier des forges des Salles et de la Noué. Sollicite des secours (25 mars 1792, t. **XL**, p. 478).

Troublé (Jacques). Pétition. — Ordre du jour (17 septembre 1792, t. **L**, p. 90).

Troubles du royaume. Le comité de législation présentera un projet de loi pour mettre fin aux troubles (4 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 380). — Proposition de Tardiveau de former une commission de douze membres pour l'examen des causes qui troublent le royaume (6 mars, p. 426); — adoption (*ibid.* p. 428). — Communication, par Sauvé, de pièces relatives à des troubles suscités à Avranches par des prêtres réfractaires (5 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 178 et suiv.). — Le pouvoir exécutif présentera les mesures nécessaires pour faire cesser les troubles dans les divers départements de l'Empire (16 avril 1792, t. **XLI**, p. 703). — Mémoires du ministre de l'intérieur sur les troubles intérieurs du royaume (23 avril 1792, t. **XLII**, p. 307 et suiv.), (3 mai, p. 722); — rapport par Français (*de Nantes*) (26 avril, p. 414 et suiv.). — Second rapport par Français (*de Nantes*) sur les troubles intérieurs du royaume (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 22 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 24 et suiv.). — Le ministre de l'intérieur demande à l'Assemblée de s'occuper du projet de décret relatif aux troubles (9 mai 1792, t. **XLIII**, p. 174); — renvoi au comité des Douze (*ibid.*). — Discussion : Isnard, Rouyer, Gamon (13 mai, p. 311); — Rougier-La-Bergerie, Delfau, Jean Debry (*Aisne*), Gohier, Merlin, Couturier, Lejosne, Brival, Garreau, Charlier, Forfait, Saladin, Léonard Robin, Becquey, Codet, Viénot-Vaublanc (*ibid.* p. 312 et suiv.); — Lecointe-Puyraveau, Vergniaud, Demoy, Ducos, Aubert-Dubayet, Ramond,

U

V

(1) Il n'a pas été fait de troisième lecture de ce projet de décret.

Vergniaud, député (*Suite*).

les affaires d'Avignon (p. 348 et suiv.), — sur la conduite du ministre de la marine (p. 391), (p. 392), — sur l'ordre du jour (p. 393), — sur la mise en accusation de Delessart (p. 547), (p. 548 et suiv.), — sur le sequestre des biens des émigrés (p. 554), (p. 609 et suiv.), — sur la proposition d'amnistie pour les affaires d'Avignon (t. **XL**, p. 55), (p. 152 et suiv.), — sur le sequestre des biens des émigrés (p. 353), (p. 433), — sur les troubles des colonies (p. 450), (p. 455), (p. 537), — sur les avances à faire à la maison de secours de Paris (t. **XLI**, p. 4), (p. 11), — sur la rectification de l'acte d'accusation contre Delessart (p. 56), — sur un incident provoqué par les spectateurs des tribunes (p. 91). — Sorti par le sort de la commission centrale (p. 321). — Parle sur la manière de constater l'état civil des personnes (p. 418 et suiv.), — sur la proposition de rapporter le décret d'accusation contre de Noailles (p. 696 et suiv.), — sur la suppression du traitement des princes français frères du roi (t. **XLII**, p. 10). — Propose de décréter que toutes les gardes nationales et toutes les troupes de ligne prêteront le serment de vivre libres ou mourir (p. 213). — Parle sur l'organisation de l'instruction publique (p. 245), — sur la répression des troubles (p. 310), — sur les dons patriotiques (p. 320). — Fait un rapport sur une demande de six millions pour des dépenses secrètes (p. 430). — Parle sur une pétition de la municipalité de Paris (p. 524), — sur le traitement des prisonniers de guerre (p. 736), — sur la proposition de faire une adresse à l'armée (t. **XLIII**, p. 2), (p. 3), — sur les affaires d'Avignon (p. 77), (p. 218), — sur l'affaire de Mons (p. 252), — sur les finances (p. 343), — sur les troubles religieux (p. 435 et suiv.), (p. 441), (p. 442), — sur la suppression du traitement des princes français, frères du roi (p. 565), — sur le cas du juge de paix Larivière (p. 580 et suiv.), (p. 582), — sur le licenciement de la garde du roi (t. **XLIV**, p. 303 et suiv.); — sur la suppression de la course en mer (p. 347), — sur la réunion des communes de Riotord et de Saint-Ferréol au département de la Haute-Loire (p. 493 et suiv.), — sur la pétition du sieur Rossel (p. 498), — sur des dénonciations faites par Chabot (p. 563), — sur la formation aux environs de Paris d'un corps de réserve composé de gardes nationaux (p. 647 et suiv.), — sur les troubles d'Yssingeaux (p. 717), — sur une lettre-circulaire adressée à la garde nationale parisienne (t. **XLV**, p. 45), — sur les observations du sieur Vasselin relatives à la formation d'un camp de 20,000 hommes p. 63 et suiv.). — Présente un projet de décret sur l'envoi de commissaires civils à Saint-Domingue (p. 235). — S'oppose à l'envoi aux départements de la lettre de Lafayette datée du camp de Maubeuge (p. 340). — Parle sur les troubles d'Avignon (p. 343). — Suppléant à la commission des Douze (p. 358). — S'oppose à la lecture d'un arrêté du directoire du département de Paris (p. 400 et suiv.). — Propose de nommer 60 commissaires pour se rendre chez le roi jusqu'à ce que le rassemblement formé le matin du 20 juin soit dissipé (p. 412). — Défend sa motion (p. 414). — Parle sur le mode de constater les mariages (p. 651), — sur la présence à Paris du général Lafayette (p. 657). — Fait une motion d'ordre (p. 710). — — Parle sur la publicité des séances des corps administratifs (t. **XLVI**, p. 21), — sur les mesures à prendre pour la sûreté de l'Etat (p. 78 et suiv.). — Présente un projet d'adresse au peuple français sur la déclaration du danger de la patrie (p. 342). — Fait une motion d'ordre (p. 695). — Présente un projet de décret tendant à déclarer au roi que le salut de la patrie lui commande impérieusement de recomposer le ministère (t. **XLVII**, p. 14). — Parle sur une pétition des fédérés (p. 71). — Fait un rapport sur les moyens d'augmenter la force des armées (p. 106 et suiv.). — Défend la commission extraordinaire des Douze (p. 112). — Plainte portée contre lui (p. 291). — Parle sur l'envoi de commissaires au camp de Soissons (p. 330 et suiv.). — Fait un rapport sur un arrêté de la section de Mauconseil (p. 475 et suiv.). — Présente un projet de décret sur la suspension provisoire du roi (p. 645). — Parle sur la Convention nationale (p. 646), — sur la déchéance du roi (p. 651), — sur les moyens de calmer l'effervescence du peuple (p. 652), — sur les élections à la Convention nationale (t. **XLVIII**, p. 29). — Fait un rapport sur l'affectation de l'édifice de la Madeleine au lieu des séances de la Convention nationale (p. 107 et suiv.), — un rapport sur les mesures à prendre contre le département des Ardennes (p. 312). — Parle sur la déportation des prêtres insermentés (p. 668 et suiv.), — sur la proposition d'accorder le titre de citoyen français à des philosophes étrangers (p. 689), — sur la proposition de Jean Debry (*Aisne*) de lever un corps de 1,200 hommes (t. **XLIX**, p. 13). — Présente un projet de décret relatif à l'application de la peine de mort à tout citoyen qui, dans une ville assiégée, parlera de se rendre (p. 20), — un projet de décret tendant à hâter les effets de la réquisition adressée au département de Paris de fournir 30,000 hommes (p. 34), — un projet de décret fixant les appointements des citoyens pourvus d'un emploi public qui se rendent aux frontières (p. 35), — une adresse aux habitants des frontières (p. 56). — Fait un rapport sur la demande de changement de nom du directoire du département de Paris (p. 85). — Présente un projet de décret relatif au dépôt à la trésorerie nationale des effets mobiliers, or et argent provenant des maisons dépendant de la liste civile (p. 141), — un projet de décret relatif au mandat d'arrêt lancé contre Girey-Dupré (*ibid.*). — Parle sur les mesures à prendre pour le salut de la

---

(1) La seconde lecture a été omise dans le procès-verbal de la séance du 16 mai 1792.

Viande pour l'armée (*Suite*).

lin, Cambon, Aubert-Dubayet, Thuriot, Léopold (21 février, p. 719 et suiv.); — adoption de l'urgence (*ibid.* p. 72). — *Discussion des articles.* — Préambule et article 1er : Duhem, Carez, Bezanson-Perrier, Merlin, Delaporte, Lacuée, Thuriot, Crublier-d'Optère, Duhem (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 722); — ajournement de l'article 2 après la discussion de l'article 4 (*ibid.*). — Article 3 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Article 4 : Louis Hébert, Carez, Lacuée, Delacroix, Crublier-d'Optère, Caminet, Guadet (*ibid.* et p. suiv.); — adoption avec amendement (*ibid.* p. 723). — Adoption de l'article 2 (*ibid.*). — Article 5 : Duhem (*ibid.*): — adoption (*ibid.*). — Article 6 : adoption sans discussion (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.*). — Le ministre de la guerre propose de décréter que les régiments seront libres de recevoir ou de ne pas recevoir la viande en nature (28 mars 1792, t. **XL**, p. 575); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre relative à la fourniture de la viande aux troupes dans leurs garnisons (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 105); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport et projet de décret sur la cessation de la fourniture de viande fraîche aux troupes dans leurs garnisons (16 mai 1792, t. **XLIII**, p. 459 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 460). — Mémoire sur les moyens d'en faire diminuer le prix (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 679).

Viallet (Jean-Pierre). Il lui est accordé une indemnité (17 septembre 1792, t. **L**, p. 105).

Viard, officier de la garde nationale. Rend compte des événements de la nuit du 9 au 10 août (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 104 et suiv.).

Viard (Nicolas), marchand chapelier, procureur de la commune de Verdun. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIV**, p. 6).

Viaud. Présente une pétition des habitants de l'île de Noirmoutier (4 décembre 1791, t. **XXXV**, p. 567).

Vic (Commune de). Sera le chef-lieu de l'Assemblée électorale du département des Hautes-Pyrénées (13 août 1792, t. **XLVIII**, p. 100).

Vicaire (Veuve). Présente un mémoire pour l'établissement d'un hospice (22 décembre 1791, t. **XXXIV**, p. 312). — Demande un local pour l'établissement d'un hospice (19 juin 1792, t. **XLV**, p. 363); — renvoi au comité de secours publics (*ibid.*).

Vicaires. — Motion de Fauchet, relative à la conservation des places aux vicaires nommés par les évêques avant l'organisation des paroisses des villes épiscopales (23 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 306); — renvoi au comité de division (*ibid.*). — Projet de décret de Fauchet relatif à la conservation des places aux vicaires nommés par les évêques avant l'organisation des paroisses des villes épiscopales (13 décembre 1791, t. **XXXVI**, p. 102); — renvoi au comité de législation (*ibid.*). — Les vicaires qui n'ont pas prêté ou qui ont rétracté le serment cesseront d'être payés par le Trésor public (4 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 105). — Demande en augmentation du traitement de ceux qui font un double service (18 avril 1792, t. **XLII**, p. 62); — rapport par Cazes (18 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 587 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 588).

Vice-président de l'Assemblée nationale législative. — Règlement relatif à ses fonctions (18 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 275). — Nomination de commissaires chargés de faire une enquête sur une irrégularité commise dans un scrutin pour l'élection d'un vice-président (12 juin 1792, t. **XLV**, p. 117); — compte rendu par Charlier (*ibid.* p. 126).

— Voir le tableau des vice-présidents de l'Assemblée nationale législative en tête du volume.

Vic-le-Comte (Commune de). Adresse de dévouement (22 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 590).

Vicogne (Abbaye de). Lettre du ministre de l'intérieur relative à la maison de Vicogne assignée aux ci-devant bénédictins de Bergues, Hanon, Crespin et autres (16 avril 1792, t. **XLII**, p. 63); — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Mémoire en faveur des religieux (19 avril, p. 179).

Victimes du pouvoir arbitraire. Lettre demandant qu'il soit fait un rapport sur les pétitions des membres de la Société des victimes du pouvoir arbitraire (1er novembre 1791, t. **XXXIV**, p. 560).

Victour. Fait hommage de mémoires sur la poste aux chevaux, la poste aux lettres et les messageries (24 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 350).

— Voir *Saint-Victour*.

Vidal (Joseph). Arrêté à Douai comme suspect d'espionnage (2 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 16). — Il n'y a pas lieu à accusation contre lui (11 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 563).

Vidal (Laurent), sous-lieutenant de vaisseau. Fait un don patriotique (17 septembre 1792, t. **L**, p. 63).

Vidalenche (Antoine), de Beaucaire. Envoi de pièces relatives à une procédure instruite contre lui (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 20). — Le ministre de la justice demande s'il doit être compris dans la loi d'amnistie. — Renvoi au comité de législation (17 septembre 1792, t. **L**, p. 90).

Vidalot, député de Lot-et-Garonne. — **1791**. Est admis (t. **XXXIV**, p. 63). — Prête serment (p. 184). — Membre du comité de commerce p. 438). = **1792**. — Membre du comité de

Vincens-Plauchut, député (*Suite*).

(t. **XLIV**, p. 375). — Soumet à la discussion le projet de décret sur la suppression des congrégations séculières (p. 462). — Parle sur la fabrication des coupures d'assignats (p. 489), — sur le brûlement des titres de noblesse (p. 592), — sur l'envoi d'une députation de l'Assemblée à la procession de la Fête-Dieu (p. 626). — Présente un projet de décret relatif à une contestation entre le prieur de Saint-Gilles et le fermier du prieuré (t. **XLV**, p. 400). — Secrétaire (p. 650). — Appuie la proposition d'envoyer une députation aux funérailles de l'amiral Paul Jones (t. **XLVI**, p. 669). — Soumet à la discussion un rapport sur la suppression des congrégations séculières (t. **XLVII**, p. 450), (p. 452). — Présente un projet de décret sur la fixation des pensions des religieux et des religieuses (p. 543 et suiv.). — Dépose un hommage du sieur Lenort (p. 676). — Soumet à la discussion le projet de décret sur la suppression des congrégations séculières (t. **XLVIII**, p. 103), (p. 350 et suiv.). — Présente un projet de décret concernant le département de la Corse (t. **XLIX**, p. 220). — Fait un rapport sur l'ordre de Malte (p. 457 et suiv.), — sur les comptes de l'administration des eaux de Paris (p. 495 et suiv.). — Présente un projet de décret confirmant l'accensement du fonds de terre fait aux sieurs Delport (t. **L**, p. 95), — un projet de décret sur la révocation des engagements de domaines nationaux (p. 104). — Fait la seconde lecture du projet de décret sur l'administration des biens de l'ordre de Malte (p. 132 et suiv.). — Présente un projet de décret sur les pensions des agents de l'ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame-du-Mont-Carmel (p. 133).

Vincent (D[lle]). Fait un don patriotique (8 mai 1792, t. **XLIII**, p. 106).

Vincent, aumônier des prisons de Toulouse. Demande un traitement comme bénéficier (20 juin 1792, t. **XLV**, p. 426); — ordre du jour (*ibid.*).

Vincent, commandant du bataillon de la garde nationale du canton de Montiérender. Acte généreux de sa part (9 juin 1792, t. **XLV**, p. 2).

Vincent, porte-drapeau de Saint-Jacques-la-Boucherie. Fait un don patriotique (4 juin 1792, t. **XLIV**, p. 552).

Vincent (Pierre-Charles-Victor). Nommé à la Convention nationale (18 septembre 1792, t. **L**, p. 108).

Viney, capitaine de dragons. Réintégré dans son grade (24 avril 1792, t. **XLII**, p. 333).

Vindsor. Fait hommage d'un tableau en grand de la Déclaration des droits (20 novembre 1791, t. **XXXV**, p. 248).

Vingt juin 1792. — Voir *Journée du 20 juin*.

Vinot, étudiant au collège Louis-le-Grand. Conservera sa bourse en servant aux frontières (30 juillet 1792, t. **XLVII**, p. 292).

Vins. On demande qu'il soit donné ordre de laisser passer les vins destinés aux Pays-Bas (13 mai 1792, t. **XLIII**, p. 311); — renvoi au comité de commerce (*ibid.*). — Leur circulation est libre par toutes les frontières. — Exception (22 mai p. 673). — La municipalité de Pontarlier demande la prohibition de leur exportation (17 septembre 1792, t. **L**, p. 90). — Mémoire de Maupin sur les moyens d'en faire diminuer le prix (7 juin 1792, t. **XLIV**, p. 679). — Mémoire de Maupin sur les moyens de les multiplier (17 septembre 1792, t. **L**, p. 88 et suiv.).

Violet, de la section des Quinze-Vingts. Pétition (13 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 617).

Violette, de Mâcon. Présente un volontaire tout équipé (8 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 455).

Viquesnel-Delaunay, député de l'Oise. — 1791. — Est admis (t. **XXXIV**, p. 64). — Prête serment (p. 78). — L'un des commissaires-inspecteurs (p. 383). = 1792. — Annonce que tous les rôles des contributions sont en recouvrement dans le district de Senlis (t. **XLIII**, p. 55). — Membre du comité d'inspection (t. **XLVI**, p. 445). — Déclare qu'il désire rester au comité des assignats et monnaies (*ibid.*).

Viraut fils. Fait un don patriotique (22 mai 1792, t. **XLIII**, p. 668).

Vire (Commune de). Adresse de dévouement des citoyens (26 février 1792, t. **XXXIX**, p. 119). — Adresse d'adhésion aux décrets du 10 août (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 382), (23 août, p. 635). — Il sera payé une somme de 10,189 l. 10 s. à l'hôpital général (26 août 1792, t. **XLIX**, p. 19).

Virion. Renvoi au pouvoir exécutif d'une demande de récompense militaire en sa faveur (5 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 127).

Virlois de Chambarlhiac (Dame). Réclame des secours en faveur de son mari, major supprimé de la place de Maubeuge (27 octobre 1791, t. **XXXIV**, p. 458).

Vironcheaux. Rapport par Duvant sur la concession de terre qui lui a été faite par arrêt du 9 juillet 1791 (17 janvier 1792, t. **XXXVII**, p. 477 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 479). — Deuxième lecture du projet de décret (24 janvier, p. 640 et suiv.); — ajournement à huitaine de la 3[e] lecture (*ibid.* p. 641). — Troisième lecture du projet de décret (5 mars 1792, t. **XXXIX**, p. 383); — adoption (*ibid.*); — adoption d'une modification à l'article 4 du décret (6 mars, p. 405). — Texte définitif du décret (*ibid.* p. 406).

Viry (Commune de), département de Seine-et-Oise. Plaintes contre des commissaires de la commune de Paris (19 septembre 1792, t. **L**, p. 143 et suiv.).

Volontaires nationaux (*Suite*).

et du projet de décret (*ibid.*). — Question du ministre de l'intérieur relative au remboursement des avances faites pour leur rassemblement (7 avril 1792, t. **XLI**, p. 289), — renvoi au comité de l'extraordinaire des finances (*ibid.*). — Renvoi aux comités militaire et des finances réunis de différentes propositions relatives au remboursement des dépenses occasionnées pour leur rassemblement (1er août, 1792, t. **XLVII**, p. 375). — Proposition de Treilh-Pardailhan relative à une nouvelle levée de 60,000 hommes (1er mai 1792, t. **XLII**, p. 579); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Lettre du ministre de la guerre relative à une augmentation de 50 bataillons (4 mai p. 731); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Lacuée sur une levée immédiate de 31 nouveaux bataillons de gardes volontaires nationaux (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 13 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 14 et suiv.); — discussion (*ibid.* p. 15); — adoption des 14 articles du projet de décret (*ibid.*). — Texte définitif du décret (*ibid.* et p. suiv.). — Rapport et projet de décret tendant à porter à 214 le nombre des bataillons de volontaires nationaux fixé à 200 par le décret du 5 mai (14 mai, p. 332 et suiv.). — Adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 333). — Projet de répartition de 10 des nouveaux bataillons (21 mai, p. 618); — — renvoi au comité militaire (*ibid.*); — rapport et projet de décret (*ibid.*). p. 634); — adoption (*ibid.*). — Le ministre de la guerre rendra compte de l'exécution des lois relatives à la formation des bataillons de volontaires nationaux (6 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 165). — Décret sur la formation et l'organisation des bataillons (20 juillet, p. 701 et suiv. — Le ministre de la guerre demande si la loi du 25 mai 1792 relative à la discipline militaire leur est applicable en temps de guerre (4 juillet, p. 103); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Les commissaires de la salle veilleront à ce qu'il y ait des places dans les tribunes pour les volontaires que la fédération amène à Paris (9 juillet, p. 258). — Compte à rendre par le pouvoir exécutif du nombre des volontaires nationaux qui se sont rendus à Paris et qui s'y rendront pour aller à l'armée de Soissons (15 juillet, p. 482). — Compte rendu (18 juillet, p. 605). — Fixation du départ des volontaires qui se sont rendus à Paris pour aller au camp de réserve ou aux frontières et décret relatif à leur traitement pendant leur séjour à Paris (22 juillet 1792, (t. **XLVII**, p. 52). — Avis du ministre de la guerre relatif à leur mise en route (23 juillet, p. 92). — Compte rendu sur le nombre des volontaires partis pour le camp de Soissons (24 juillet, p. 111), (28 juillet, p. 235), (30 juillet, p. 290), (31 juillet, p. 318 et suiv.), (1er août, p. 375), (6 août, p. 535). — Projet de décret sur la formation et l'organisation en compagnies de chasseurs des volontaires qui se font inscrire à Paris (17 juillet 1792, t. **XLVI**, p. 578 et suiv.); — adoption (*ibid.* p. 579). — Il leur est enjoint de se mettre en route pour leur destination dans les huit jours de leur inscription (20 juillet, p. 694). — Le ministre de la guerre leur remettra toutes les lois, règlements et instructions nécessaires à leur instruction (3 août 1792, t. **XLVII**, p. 449). — Des volontaires offrent de marcher contre Lafayette (19 août 1792, t. **XLVIII**, p. 388). — Le ministre de la guerre demande que les volontaires requis ne servent qu'un mois (25 août, p. 710); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — On demande des peines contre ceux qui déserteraient les frontières (13 mai, 1792, t. **XLIII**, p. 318); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Seront reçus, après la guerre, à reprendre leur poste dans leurs corps respectifs (9 septembre 1792, t. **XLIX**, p. 503). — Ne peuvent sortir de leurs cantonnements que par les ordres des ministres ou des généraux (12 septembre, p. 593). — Admission dans les troupes de ligne des volontaires non armés et équipés (12 septembre, p. 593). — Des volontaires demandent des armes pour partir aux frontières (17 septembre 1792, t. **L**, p. 68). — État des volontaires partis de Paris pour les frontières (19 septembre, p. 127).

— Voir *Camp de Soissons*. — *Décoration militaire*. — *Départements*. — *Garde nationale*. — *Lieutenants-colonels*. — *Sabathier*. — *Sous-lieutenances*.

Volontaires nationaux à cheval. Garreau propose d'en former une légion (21 avril 1792, t. **XLII**, p. 257); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Garreau renouvelle sa proposition d'en former une légion (5 mai 1792, t. **XLIII**, p. 16); — renvoi au comité militaire (*ibid.*). — Rapport par Beaupuy sur la proposition de Garreau relative à la création de compagnies de volontaires gardes nationaux à cheval (2 juin 1792, t. **XLIV**, p. 495 et suiv.); — projet de décret (*ibid.* p. 496 et suiv.). — Adoption du projet de décret relatif à la création de compagnies de volontaires gardes nationaux à cheval (11 juin 1792, t. **XLV**, p. 108 et suiv.).

Volontaires de la marine. Leur suppression et remplacement (17 septembre 1792, t. **L**, p. 78 et suiv.).

Volontaires vétérans sédentaires. — Voir *Troupes de nouvelle levée*.

Volot, caporal au 3e régiment d'artillerie. Projet de décret portant qu'il sera réintégré dans sa compagnie (7 février 1792, t. **XXXVIII**, p. 273 et suiv.); — adoption de l'urgence et du projet de décret (*ibid.* p. 274). — Réclamation de Puységur contre le décret rendu en sa faveur (28 février 1792, t. **XXXIX**, p. 156); — observations de Lacombe-Saint-Michel (*ibid.* p. 157); — ordre du jour (*ibid.*).



X

Y

FIN DE LA TABLE GÉNÉRALE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE LÉGISLATIVE.